

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114709041>

420W
XB
B56

8

Government
Publications



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 124

**An Act to amend the
Environmental Protection
Act, the Ontario Water
Resources Act and the
Pesticides Act in respect
of penalties**

The Hon. D. Newman
Minister of the Environment

Government Bill

1st Reading October 10, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 124

**Loi modifiant la
Loi sur la protection
de l'environnement, la Loi
sur les ressources en eau
de l'Ontario et la Loi sur
les pesticides en ce qui
concerne des peines ayant
trait à l'environnement**

L'honorable D. Newman
Ministre de l'Environnement

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 10 octobre 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Environmental Protection Act* to increase the maximum penalties for the following offences:

1. An offence of contravening the Act or the regulations, if the offence results in an adverse effect.
2. An offence in respect of hauled liquid industrial waste or hazardous waste, if the offence may result in an adverse effect.
3. An offence of failing to comply with a stop order.

The Bill amends the *Ontario Water Resources Act* to increase the maximum penalties for offences that impair the quality of the water of any waters and certain offences that relate to water treatment or distribution systems. The Bill also amends section 28 of the Act to ensure that it applies to all provisions of the Act that relate to offences.

The Bill amends the *Pesticides Act* to increase the maximum penalties for offences that cause an adverse effect.

In all of the above cases, the Bill increases the maximum fines for corporations from \$1,000,000 to \$6,000,000 on a first conviction and from \$2,000,000 to \$10,000,000 on a subsequent conviction. In the case of individuals, the Bill increases the maximum fines from \$100,000 to \$4,000,000 on a first conviction and from \$200,000 to \$6,000,000 on a subsequent conviction. The Bill increases the maximum period of imprisonment for individuals from two years less one day to five years less one day.

In the case of offences under the *Environmental Protection Act* that result in an adverse effect or that posed, pose or may pose a risk of an adverse effect, the Bill makes the maximum penalties for offences under subsection 194 (2) of that Act the same as the maximum penalties for offences under subsection 186 (1).

In the case of offences under the *Pesticides Act* that posed, pose or may pose a risk of an adverse effect, the Bill makes the maximum penalties for offences under subsection 49 (2) of that Act the same as the maximum penalties for offences under subsection 42 (1).

The Bill also increases the maximum penalties for failing to comply with a stop order under the *Pesticides Act* to make them the same as the maximum penalties for failing to comply with a stop order under the *Environmental Protection Act*.

The Bill also amends the administrative penalty provisions of the *Environmental Protection Act*, the *Ontario Water Resources Act* and the *Pesticides Act* to increase the maximum administrative penalty from \$5,000 to \$10,000.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur la protection de l'environnement* de façon à augmenter les peines maximales imposées à l'égard des infractions suivantes :

1. Une infraction pour avoir contrevenu à la Loi ou aux règlements, si l'infraction a une conséquence préjudiciable.
2. Une infraction en ce qui concerne des déchets industriels liquides transportés ou des déchets dangereux, si l'infraction peut avoir une conséquence préjudiciable.
3. Une infraction pour ne pas s'être conformé à un arrêté de suspension immédiate.

Le projet de loi modifie la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* de façon à augmenter les peines maximales imposées à l'égard des infractions qui causent la dégradation de la qualité de l'eau d'eaux quelconques et de certaines infractions se rapportant aux systèmes de traitement ou de distribution de l'eau. Le projet de loi modifie également l'article 28 de la Loi pour faire en sorte qu'il s'applique à toutes les dispositions de la Loi qui traitent des infractions.

Le projet de loi modifie la *Loi sur les pesticides* de façon à augmenter les peines maximales imposées à l'égard des infractions qui entraînent une conséquence préjudiciable.

Dans tous les cas susmentionnés, le projet de loi augmente les amendes maximales imposées aux personnes morales, qui passent de 1 000 000 \$ à 6 000 000 \$ à l'égard d'une première déclaration de culpabilité et de 2 000 000 \$ à 10 000 000 \$ à l'égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente. Il augmente également celles imposées aux particuliers, qui passent de 100 000 \$ à 4 000 000 \$ à l'égard d'une première déclaration de culpabilité et de 200 000 \$ à 6 000 000 \$ à l'égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente. Le projet de loi allonge la peine d'emprisonnement maximale dont sont passibles les particuliers, qui passe de deux ans moins un jour à cinq ans moins un jour.

Dans le cas des infractions à la *Loi sur la protection de l'environnement* qui ont une conséquence préjudiciable ou qui ont risqué, risquent ou peuvent risquer d'avoir une conséquence préjudiciable, le projet de loi rend les peines maximales imposées à l'égard des infractions prévues au paragraphe 194 (2) de cette loi identiques à celles imposées à l'égard des infractions prévues au paragraphe 186 (1) de cette loi.

Dans le cas des infractions à la *Loi sur les pesticides* qui ont risqué, risquent ou peuvent risquer d'entraîner une conséquence préjudiciable, le projet de loi rend les peines maximales imposées à l'égard des infractions prévues au paragraphe 49 (2) de cette loi identiques à celles imposées à l'égard des infractions prévues au paragraphe 42 (1) de cette loi.

Le projet de loi augmente également les peines maximales imposées pour ne pas s'être conformé à un arrêté de suspension immédiate pris en vertu de la *Loi sur les pesticides* de manière à ce qu'elles soient identiques à celles imposées pour ne pas s'être conformé à un arrêté de suspension immédiate pris en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*.

Le projet de loi modifie les dispositions traitant des pénalités administratives de la *Loi sur la protection de l'environnement*, de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* et de la *Loi sur les pesticides* de manière à porter la pénalité administrative maximale de 5 000 \$ à 10 000 \$.

An Act to amend the Environmental Protection Act, the Ontario Water Resources Act and the Pesticides Act in respect of penalties

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT

1. (1) Subsection 182.1 (1) of the *Environmental Protection Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 34, is amended by adding "or" at the end of clause (b), by striking out "or" at the end of clause (c) and by repealing clause (d).

(2) Subsection 182.1 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 34, is amended by striking out "\$5,000" and substituting "\$10,000".

(3) Paragraph 1 of subsection 187 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 37, is amended by striking out "subsection 186 (1)" and substituting "subsection 186 (1) or 194 (2)".

(4) Paragraph 1 of subsection 187 (6) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 37, is amended by striking out "subsection 186 (1)" and substituting "subsection 186 (1) or 194 (2)".

(5) Subsection 187 (7) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 37, is amended by striking out "a fine of not more than \$1,000,000 on a first conviction and not more than \$2,000,000 on each subsequent conviction" at the end and substituting "a fine of not more than \$6,000,000 on a first conviction and not more than \$10,000,000 on each subsequent conviction".

(6) Subsection 187 (8) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 37, is amended by,

- (a) striking out "a fine of not more than \$100,000 on a first conviction and not more than \$200,000 on each subsequent conviction" at the end of clause (a) and substituting "a fine of not

Loi modifiant la Loi sur la protection de l'environnement, la Loi sur les ressources en eau de l'Ontario et la Loi sur les pesticides en ce qui concerne des peines ayant trait à l'environnement

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

LOI SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

1. (1) Le paragraphe 182.1 (1) de la *Loi sur la protection de l'environnement*, tel qu'il est édicté par l'article 34 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par abrogation de l'alinéa d).

(2) Le paragraphe 182.1 (3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 34 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par substitution de «10 000 \$» à «5 000 \$».

(3) La disposition 1 du paragraphe 187 (3) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 37 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifiée par substitution de «paragraphe 186 (1) ou 194 (2)» à «paragraphe 186 (1)».

(4) La disposition 1 du paragraphe 187 (6) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 37 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifiée par substitution de «paragraphe 186 (1) ou 194 (2)» à «paragraphe 186 (1)».

(5) Le paragraphe 187 (7) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 37 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par substitution de «d'une amende d'au plus 6 000 000 \$ à l'égard d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende d'au plus 10 000 000 \$ à l'égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à «d'une amende d'au plus 1 000 000 \$ à l'égard d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende d'au plus 2 000 000 \$ à l'égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à la fin du paragraphe.

(6) Le paragraphe 187 (8) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 37 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié :

- a) par substitution de «d'une amende d'au plus 4 000 000 \$ à l'égard d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende d'au plus 6 000 000 \$ à l'égard de chaque déclaration de

more than \$4,000,000 on a first conviction and not more than \$6,000,000 on each subsequent conviction”; and

- (b) striking out “imprisonment for a term of not more than two years less one day” in clause (b) and substituting “imprisonment for a term of not more than five years less one day”.

ONTARIO WATER RESOURCES ACT

2. (1) Section 1 of the *Ontario Water Resources Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 23, section 39, 1993, chapter 23, section 73 and 1998, chapter 35, section 44, is further amended by adding the following definitions:

“water distribution system” means a part of a water treatment or distribution system that distributes water, if that part of the system includes one or more water works; (“système de distribution de l’eau”)

“water treatment or distribution system” means a system for collecting, producing, treating, storing, supplying or distributing water that includes one or more water works. (“système de traitement ou de distribution de l’eau”)

(2) Section 28 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 61, is further amended by striking out “Under sections 15, 15.1, 15.5, 19, 29, 30, 32, 33 and 106.1 and subsection 116 (1), the quality of water shall be deemed to be impaired” and substituting “For the purposes of this Act, the quality of water shall be deemed to be impaired”.

(3) Subsection 106.1 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 69, is amended by adding “or” at the end of clause (b), by striking out “or” at the end of clause (c) and by repealing clause (d).

(4) Subsection 106.1 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 69, is amended by striking out “\$5,000” and substituting “\$10,000”.

(5) Section 109 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 72, is amended by adding the following subsection:

Application of subss. (4) and (5)

(3.1) Subsections (4) and (5) apply to the following offences:

1. An offence under this Act that impairs the quality of the water of any waters.

culpabilité subséquente» à «d’une amende d’au plus 100 000 \$ à l’égard d’une première déclaration de culpabilité et d’une amende d’au plus 200 000 \$ à l’égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à la fin de l’alinéa a);

- b) par substitution de «peine d’emprisonnement d’au plus cinq ans moins un jour» à «peine d’emprisonnement d’au plus deux ans moins un jour» à l’alinéa b).

LOI SUR LES RESSOURCES EN EAU DE L’ONTARIO

2. (1) L’article 1 de la *Loi sur les ressources en eau de l’Ontario*, tel qu’il est modifié par l’article 39 du chapitre 23 des Lois de l’Ontario de 1992, par l’article 73 du chapitre 23 des Lois de l’Ontario de 1993 et par l’article 44 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié de nouveau par adjonction des définitions suivantes :

«système de distribution de l’eau» Partie d’un système de traitement ou de distribution de l’eau qui assure la distribution de l’eau, si cette partie comprend une ou plusieurs stations de purification de l’eau. («water distribution system»)

«système de traitement ou de distribution de l’eau» Système servant au captage, à la production, au traitement, au stockage, à la fourniture ou à la distribution de l’eau et comprenant une ou plusieurs stations de purification de l’eau. («water treatment or distribution system»)

(2) L’article 28 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 61 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié de nouveau par substitution de «Pour l’application de la présente loi, la qualité de l’eau est réputée dégradée,» à «La qualité de l’eau est réputée dégradée au sens des articles 15, 15.1, 15.5, 19, 29, 30, 32, 33 et 106.1 et du paragraphe 116 (1),».

(3) Le paragraphe 106.1 (2) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 69 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié par abrogation de l’alinéa d).

(4) Le paragraphe 106.1 (4) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 69 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié par substitution de «10 000 \$» à «5 000 \$».

(5) L’article 109 de la Loi, tel qu’il est réédité par l’article 72 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Champ d’application des par. (4) et (5)

(3.1) Les paragraphes (4) et (5) s’appliquent aux infractions suivantes :

1. Une infraction prévue par la présente loi et qui cause la dégradation de la qualité de l’eau d’eaux quelconques.

2. An offence under subsection 107 (1) of contravening a provision of the regulations that relates to water treatment or distribution systems and that requires,

- i. with respect to water treatment or distribution systems that obtain water from a ground water source, ensuring provision of a minimum level of treatment consisting of disinfection,
- ii. with respect to water treatment or distribution systems that obtain water from a surface water source, ensuring provision of a minimum level of treatment consisting of chemically assisted filtration and disinfection or other treatment capable, in the Director's opinion, of producing water of equal or better quality,
- iii. ensuring that no water enters a water distribution system or plumbing unless it has been treated with chlorination or another treatment that, in the Director's opinion, is as effective as chlorination to achieve disinfection that persists into the distribution system or plumbing, or
- iv. giving notice or ensuring that notice is given in accordance with the regulations, or advising a person, if,
 - A. analysis of a water sample from a water distribution system or a sample of treated water shows that a parameter exceeds a concentration set out in the regulations or in an approval, order or direction under this Act,
 - B. analysis of a water sample from a water distribution system or a sample of treated water is an indicator of adverse water quality described in the regulations, or
 - C. other observations disclose an indicator of adverse water quality described in the regulations.

(6) Subsection 109 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 72, is amended by,

- (a) striking out "an offence under this Act that impairs the quality of the water of any waters" and substituting "an offence described in subsection (3.1)"; and
- (b) striking out "a fine of not more than \$1,000,000 on a first conviction and not more

2. Une infraction prévue au paragraphe 107 (1) et qui constitue une contravention à une disposition des règlements qui se rapporte aux systèmes de traitement ou de distribution de l'eau et qui exige, selon le cas :

- i. en ce qui concerne les systèmes de traitement ou de distribution de l'eau qui obtiennent l'eau à partir d'une source d'eau souterraine, que soit prévu un niveau minimal de traitement consistant en la désinfection,
- ii. en ce qui concerne les systèmes de traitement ou de distribution de l'eau qui obtiennent l'eau à partir d'une source d'eau de surface, que soit prévu un niveau minimal de traitement consistant en la filtration au moyen de produits chimiques et la désinfection ou un autre procédé pouvant, de l'avis du directeur, produire une eau de qualité égale ou meilleure,
- iii. que l'on veille à ce qu'il ne s'introduise dans un système de distribution de l'eau ou dans la plomberie aucune eau qui n'a pas été traitée par chloration ou par un autre procédé qui, de l'avis du directeur, est aussi efficace que la chloration pour opérer une désinfection qui persiste dans le système de distribution ou la plomberie,
- iv. qu'il soit donné avis ou que l'on veille à ce qu'il soit donné avis conformément aux règlements ou qu'on informe des personnes, si, selon le cas :
 - A. l'analyse d'un échantillon d'eau provenant d'un système de distribution de l'eau ou d'un échantillon d'eau traitée indique qu'un paramètre dépasse le taux de concentration énoncé dans les règlements ou dans une approbation, un arrêté, une ordonnance ou une directive visés par la présente loi,
 - B. l'analyse d'un échantillon d'eau provenant d'un système de distribution de l'eau ou d'un échantillon d'eau traitée est un indice de la qualité néfaste de l'eau décrit dans les règlements,
 - C. d'autres observations révèlent un indice de la qualité néfaste de l'eau décrit dans les règlements.

(6) Le paragraphe 109 (4) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 72 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié :

- a) par substitution de «d'une infraction prévue au paragraphe (3.1)» à «d'une infraction prévue par la présente loi et qui cause la dégradation de la qualité de l'eau d'eaux quelconques»;
- b) par substitution de «d'une amende d'au plus 6 000 000 \$ à l'égard d'une première déclara-

than \$2,000,000 on each subsequent conviction” at the end and substituting “a fine of not more than \$6,000,000 on a first conviction and not more than \$10,000,000 on each subsequent conviction”.

(7) Subsection 109 (5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 72, is amended by,

- (a) striking out “an offence under this Act that impairs the quality of the water of any waters” in the portion before clause (a) and substituting “an offence described in subsection (3.1)”;
- (b) striking out “a fine of not more than \$100,000 on a first conviction and not more than \$200,000 on each subsequent conviction” at the end of clause (a) and substituting “a fine of not more than \$4,000,000 on a first conviction and not more than \$6,000,000 on each subsequent conviction”; and
- (c) striking out “imprisonment for a term of not more than two years less one day” in clause (b) and substituting “imprisonment for a term of not more than five years less one day”.

PESTICIDES ACT

3. (1) Subsection 41.1 (1) of the *Pesticides Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 95, is amended by adding “or” at the end of clause (b), by striking out “or” at the end of clause (c) and by repealing clause (d).

(2) Subsection 41.1 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 95, is amended by striking out “\$5,000” and substituting “\$10,000”.

(3) Paragraph 1 of subsection 45 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 97, is amended by striking out “subsection 42 (1)” and substituting “subsection 42 (1) or 49 (2)”.

(4) Section 45 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 97, is further amended by adding the following subsection:

Application of subss. (3.1) and (3.2)

(3.0.1) Subsections (3.1) and (3.2) apply to the following offences:

1. An offence under this Act that causes an effect mentioned in subsection 49 (3).

tion de culpabilité et d’une amende d’au plus 10 000 000 \$ à l’égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à «d’une amende d’au plus 1 000 000 \$ à l’égard d’une première déclaration de culpabilité et d’une amende d’au plus 2 000 000 \$ à l’égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à la fin du paragraphe.

(7) Le paragraphe 109 (5) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 72 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié :

- a) par substitution de «d’une infraction prévue au paragraphe (3.1)» à «d’une infraction prévue par la présente loi et qui cause la dégradation de la qualité de l’eau d’eaux quelconques» dans le passage qui précède l’alinéa a);
- b) par substitution de «d’une amende d’au plus 4 000 000 \$ à l’égard d’une première déclaration de culpabilité et d’une amende d’au plus 6 000 000 \$ à l’égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à «d’une amende d’au plus 100 000 \$ à l’égard d’une première déclaration de culpabilité et d’une amende d’au plus 200 000 \$ à l’égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à la fin de l’alinéa a);
- c) par substitution de «peine d’emprisonnement d’au plus cinq ans moins un jour» à «peine d’emprisonnement d’au plus deux ans moins un jour» à l’alinéa b).

LOI SUR LES PESTICIDES

3. (1) Le paragraphe 41.1 (1) de la *Loi sur les pesticides*, tel qu’il est édicté par l’article 95 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié par abrogation de l’alinéa d).

(2) Le paragraphe 41.1 (3) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 95 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié par substitution de «10 000 \$» à «5 000 \$».

(3) La disposition 1 du paragraphe 45 (1) de la Loi, telle qu’elle est édictée par l’article 97 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifiée par substitution de «paragraphe 42 (1) ou 49 (2)» à «paragraphe 42 (1)».

(4) L’article 45 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 97 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

Champ d’application des par. (3.1) et (3.2)

(3.0.1) Les paragraphes (3.1) et (3.2) s’appliquent aux infractions suivantes :

1. Une infraction à la présente loi qui entraîne une conséquence mentionnée au paragraphe 49 (3).

2. An offence of failing to comply with an order under section 27.

(5) Subsection 45 (3.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 97, is amended by,

- (a) striking out “an offence under this Act that causes an effect mentioned in subsection 49 (3)” and substituting “an offence described in subsection (3.0.1)”; and
- (b) striking out “a fine of not more than \$1,000,000 on a first conviction and not more than \$2,000,000 on each subsequent conviction” at the end and substituting “a fine of not more than \$6,000,000 on a first conviction and not more than \$10,000,000 on each subsequent conviction”.

(6) Subsection 45 (3.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 97, is amended by,

- (a) striking out “an offence under this Act that causes an effect mentioned in subsection 49 (3)” in the portion before clause (a) and substituting “an offence described in subsection (3.0.1)”; and
- (b) striking out “a fine of not more than \$100,000 on a first conviction and not more than \$200,000 on each subsequent conviction” at the end of clause (a) and substituting “a fine of not more than \$4,000,000 on a first conviction and not more than \$6,000,000 on each subsequent conviction”; and
- (c) striking out “imprisonment for a term of not more than two years less one day” in clause (b) and substituting “imprisonment for a term of not more than five years less one day”.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

4. (1) Subject to subsections (2), (3) and (4), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Subsections 1 (1) and (2) come into force on the day section 34 of the *Environmental Statute Law Amendment Act, 1998* comes into force.

Same

(3) Subsections 2 (3) and (4) come into force on the day section 69 of the *Environmental Statute Law Amendment Act, 1998* comes into force.

2. Une infraction pour ne pas s'être conformé à un arrêté pris en vertu de l'article 27.

(5) Le paragraphe 45 (3.1) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 97 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié :

- a) par substitution de «d'une infraction visée au paragraphe (3.0.1)» à «d'une infraction à la présente loi qui entraîne une conséquence mentionnée au paragraphe 49 (3)»;
- b) par substitution de «d'une amende d'au plus 6 000 000 \$ à l'égard d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende d'au plus 10 000 000 \$ à l'égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à «d'une amende d'au plus 1 000 000 \$ à l'égard d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende d'au plus 2 000 000 \$ à l'égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à la fin du paragraphe.

(6) Le paragraphe 45 (3.2) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 97 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié :

- a) par substitution de «d'une infraction visée au paragraphe (3.0.1)» à «d'une infraction à la présente loi qui entraîne une conséquence mentionnée au paragraphe 49 (3)» au passage qui précède l'alinéa a);
- b) par substitution de «d'une amende d'au plus 4 000 000 \$ à l'égard d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende d'au plus 6 000 000 \$ à l'égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à «d'une amende d'au plus 100 000 \$ à l'égard d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende d'au plus 200 000 \$ à l'égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à la fin de l'alinéa a);
- c) par substitution de «peine d'emprisonnement d'au plus cinq ans moins un jour» à «peine d'emprisonnement d'au plus deux ans moins un jour» à l'alinéa b).

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

4. (1) Sous réserve des paragraphes (2), (3) et (4), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les paragraphes 1 (1) et (2) entrent en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 34 de la *Loi de 1998 modifiant des lois en ce qui concerne l'environnement*.

Idem

(3) Les paragraphes 2 (3) et (4) entrent en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 69 de la *Loi de 1998 modifiant des lois en ce qui concerne l'environnement*.

Same

(4) Subsections 3 (1) and (2) come into force on the day section 95 of the *Environmental Statute Law Amendment Act, 1998* comes into force.

Short title

5. The short title of this Act is the *Toughest Environmental Penalties Act, 2000*.

Idem

(4) Les paragraphes 3 (1) et (2) entrent en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 95 de la *Loi de 1998 modifiant des lois en ce qui concerne l'environnement*.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sanctionnant par les peines les plus sévères des infractions de nature environnementale*.

CARON
XB
-B56



Government
Publications

1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 124

*(Chapter 22
Statutes of Ontario, 2000)*

**An Act to amend the
Environmental Protection
Act, the Ontario Water
Resources Act and the
Pesticides Act in respect
of penalties**

The Hon. D. Newman
Minister of the Environment

Projet de loi 124

*(Chapitre 22
Lois de l'Ontario de 2000)*

**Loi modifiant la
Loi sur la protection
de l'environnement, la Loi
sur les ressources en eau
de l'Ontario et la Loi sur
les pesticides en ce qui
concerne des peines ayant
trait à l'environnement**

L'honorable D. Newman
Ministre de l'Environnement

1st Reading	October 10, 2000
2nd Reading	October 25, 2000
3rd Reading	November 16, 2000
Royal Assent	November 21, 2000

1 ^{re} lecture	10 octobre 2000
2 ^e lecture	25 octobre 2000
3 ^e lecture	16 novembre 2000
Sanction royale	21 novembre 2000



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



An Act to amend the Environmental Protection Act, the Ontario Water Resources Act and the Pesticides Act in respect of penalties

Loi modifiant la Loi sur la protection de l'environnement, la Loi sur les ressources en eau de l'Ontario et la Loi sur les pesticides en ce qui concerne des peines ayant trait à l'environnement

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT

1. (1) Subsection 182.1 (1) of the *Environmental Protection Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 34, is amended by adding "or" at the end of clause (b), by striking out "or" at the end of clause (c) and by repealing clause (d).

(2) Subsection 182.1 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 34, is amended by striking out "\$5,000" and substituting "\$10,000".

(3) Paragraph 1 of subsection 187 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 37, is amended by striking out "subsection 186 (1)" and substituting "subsection 186 (1) or 194 (2)".

(4) Paragraph 1 of subsection 187 (6) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 37, is amended by striking out "subsection 186 (1)" and substituting "subsection 186 (1) or 194 (2)".

(5) Subsection 187 (7) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 37, is amended by striking out "a fine of not more than \$1,000,000 on a first conviction and not more than \$2,000,000 on each subsequent conviction" at the end and substituting "a fine of not more than \$6,000,000 on a first conviction and not more than \$10,000,000 on each subsequent conviction".

(6) Subsection 187 (8) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 37, is amended by,

- (a) striking out "a fine of not more than \$100,000 on a first conviction and not more than \$200,000 on each subsequent conviction" at the

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

LOI SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

1. (1) Le paragraphe 182.1 (1) de la *Loi sur la protection de l'environnement*, tel qu'il est édicté par l'article 34 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par abrogation de l'alinéa d).

(2) Le paragraphe 182.1 (3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 34 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par substitution de «10 000 \$» à «5 000 \$».

(3) La disposition 1 du paragraphe 187 (3) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 37 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifiée par substitution de «paragraphe 186 (1) ou 194 (2)» à «paragraphe 186 (1)».

(4) La disposition 1 du paragraphe 187 (6) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 37 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifiée par substitution de «paragraphe 186 (1) ou 194 (2)» à «paragraphe 186 (1)».

(5) Le paragraphe 187 (7) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 37 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par substitution de «d'une amende d'au plus 6 000 000 \$ à l'égard d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende d'au plus 10 000 000 \$ à l'égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à «d'une amende d'au plus 1 000 000 \$ à l'égard d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende d'au plus 2 000 000 \$ à l'égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à la fin du paragraphe.

(6) Le paragraphe 187 (8) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 37 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié :

- a) par substitution de «d'une amende d'au plus 4 000 000 \$ à l'égard d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende d'au plus

end of clause (a) and substituting “a fine of not more than \$4,000,000 on a first conviction and not more than \$6,000,000 on each subsequent conviction”; and

- (b) striking out “imprisonment for a term of not more than two years less one day” in clause (b) and substituting “imprisonment for a term of not more than five years less one day”.

ONTARIO WATER RESOURCES ACT

2. (1) Section 1 of the *Ontario Water Resources Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 23, section 39, 1993, chapter 23, section 73 and 1998, chapter 35, section 44, is further amended by adding the following definitions:

“water distribution system” means a part of a water treatment or distribution system that distributes water, if that part of the system includes one or more water works; (“système de distribution de l’eau”)

“water treatment or distribution system” means a system for collecting, producing, treating, storing, supplying or distributing water that includes one or more water works. (“système de traitement ou de distribution de l’eau”)

(2) Section 28 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 61, is further amended by striking out “Under sections 15, 15.1, 15.5, 19, 29, 30, 32, 33 and 106.1 and subsection 116 (1), the quality of water shall be deemed to be impaired” and substituting “For the purposes of this Act, the quality of water shall be deemed to be impaired”.

(3) Subsection 106.1 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 69, is amended by adding “or” at the end of clause (b), by striking out “or” at the end of clause (c) and by repealing clause (d).

(4) Subsection 106.1 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 69, is amended by striking out “\$5,000” and substituting “\$10,000”.

(5) Section 109 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 72, is amended by adding the following subsection:

Application of subss. (4) and (5)

(3.1) Subsections (4) and (5) apply to the following offences:

1. An offence under this Act that impairs the quality

6 000 000 \$ à l’égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à «d’une amende d’au plus 100 000 \$ à l’égard d’une première déclaration de culpabilité et d’une amende d’au plus 200 000 \$ à l’égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à la fin de l’alinéa a);

- b) par substitution de «peine d’emprisonnement d’au plus cinq ans moins un jour» à «peine d’emprisonnement d’au plus deux ans moins un jour» à l’alinéa b).

LOI SUR LES RESSOURCES EN EAU DE L’ONTARIO

2. (1) L’article 1 de la *Loi sur les ressources en eau de l’Ontario*, tel qu’il est modifié par l’article 39 du chapitre 23 des Lois de l’Ontario de 1992, par l’article 73 du chapitre 23 des Lois de l’Ontario de 1993 et par l’article 44 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié de nouveau par adjonction des définitions suivantes :

«système de distribution de l’eau» Partie d’un système de traitement ou de distribution de l’eau qui assure la distribution de l’eau, si cette partie comprend une ou plusieurs stations de purification de l’eau. («water distribution system»)

«système de traitement ou de distribution de l’eau» Système servant au captage, à la production, au traitement, au stockage, à la fourniture ou à la distribution de l’eau et comprenant une ou plusieurs stations de purification de l’eau. («water treatment or distribution system»)

(2) L’article 28 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 61 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié de nouveau par substitution de «Pour l’application de la présente loi, la qualité de l’eau est réputée dégradée,» à «La qualité de l’eau est réputée dégradée au sens des articles 15, 15.1, 15.5, 19, 29, 30, 32, 33 et 106.1 et du paragraphe 116 (1),».

(3) Le paragraphe 106.1 (2) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 69 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié par abrogation de l’alinéa d).

(4) Le paragraphe 106.1 (4) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 69 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié par substitution de «10 000 \$» à «5 000 \$».

(5) L’article 109 de la Loi, tel qu’il est réédité par l’article 72 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Champ d’application des par. (4) et (5)

(3.1) Les paragraphes (4) et (5) s’appliquent aux infractions suivantes :

1. Une infraction prévue par la présente loi et qui

of the water of any waters.

2. An offence under subsection 107 (1) of contravening a provision of the regulations that relates to water treatment or distribution systems and that requires,

- i. with respect to water treatment or distribution systems that obtain water from a ground water source, ensuring provision of a minimum level of treatment consisting of disinfection,
- ii. with respect to water treatment or distribution systems that obtain water from a surface water source, ensuring provision of a minimum level of treatment consisting of chemically assisted filtration and disinfection or other treatment capable, in the Director's opinion, of producing water of equal or better quality,
- iii. ensuring that no water enters a water distribution system or plumbing unless it has been treated with chlorination or another treatment that, in the Director's opinion, is as effective as chlorination to achieve disinfection that persists into the distribution system or plumbing, or
- iv. giving notice or ensuring that notice is given in accordance with the regulations, or advising a person, if,
 - A. analysis of a water sample from a water distribution system or a sample of treated water shows that a parameter exceeds a concentration set out in the regulations or in an approval, order or direction under this Act,
 - B. analysis of a water sample from a water distribution system or a sample of treated water is an indicator of adverse water quality described in the regulations, or
 - C. other observations disclose an indicator of adverse water quality described in the regulations.

(6) Subsection 109 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 72, is amended by,

- (a) striking out "an offence under this Act that impairs the quality of the water of any waters" and substituting "an offence described in subsection (3.1)"; and

cause la dégradation de la qualité de l'eau d'eaux quelconques.

2. Une infraction prévue au paragraphe 107 (1) et qui constitue une contravention à une disposition des règlements qui se rapporte aux systèmes de traitement ou de distribution de l'eau et qui exige, selon le cas :

- i. en ce qui concerne les systèmes de traitement ou de distribution de l'eau qui obtiennent l'eau à partir d'une source d'eau souterraine, que soit prévu un niveau minimal de traitement consistant en la désinfection,
- ii. en ce qui concerne les systèmes de traitement ou de distribution de l'eau qui obtiennent l'eau à partir d'une source d'eau de surface, que soit prévu un niveau minimal de traitement consistant en la filtration au moyen de produits chimiques et la désinfection ou un autre procédé pouvant, de l'avis du directeur, produire une eau de qualité égale ou meilleure,
- iii. que l'on veille à ce qu'il ne s'introduise dans un système de distribution de l'eau ou dans la plomberie aucune eau qui n'a pas été traitée par chloration ou par un autre procédé qui, de l'avis du directeur, est aussi efficace que la chloration pour opérer une désinfection qui persiste dans le système de distribution ou la plomberie,
- iv. qu'il soit donné avis ou que l'on veille à ce qu'il soit donné avis conformément aux règlements ou qu'on informe des personnes, si, selon le cas :
 - A. l'analyse d'un échantillon d'eau provenant d'un système de distribution de l'eau ou d'un échantillon d'eau traitée indique qu'un paramètre dépasse le taux de concentration énoncé dans les règlements ou dans une approbation, un arrêté, une ordonnance ou une directive visés par la présente loi,
 - B. l'analyse d'un échantillon d'eau provenant d'un système de distribution de l'eau ou d'un échantillon d'eau traitée est un indice de la qualité néfaste de l'eau décrit dans les règlements,
 - C. d'autres observations révèlent un indice de la qualité néfaste de l'eau décrit dans les règlements.

(6) Le paragraphe 109 (4) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 72 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié :

- a) par substitution de «d'une infraction prévue au paragraphe (3.1)» à «d'une infraction prévue par la présente loi et qui cause la dégradation de la qualité de l'eau d'eaux quelconques»;

- (b) striking out “a fine of not more than \$1,000,000 on a first conviction and not more than \$2,000,000 on each subsequent conviction” at the end and substituting “a fine of not more than \$6,000,000 on a first conviction and not more than \$10,000,000 on each subsequent conviction”.

(7) Subsection 109 (5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 72, is amended by,

- (a) striking out “an offence under this Act that impairs the quality of the water of any waters” in the portion before clause (a) and substituting “an offence described in subsection (3.1)”;
- (b) striking out “a fine of not more than \$100,000 on a first conviction and not more than \$200,000 on each subsequent conviction” at the end of clause (a) and substituting “a fine of not more than \$4,000,000 on a first conviction and not more than \$6,000,000 on each subsequent conviction”; and
- (c) striking out “imprisonment for a term of not more than two years less one day” in clause (b) and substituting “imprisonment for a term of not more than five years less one day”.

PESTICIDES ACT

3. (1) Subsection 41.1 (1) of the *Pesticides Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 95, is amended by adding “or” at the end of clause (b), by striking out “or” at the end of clause (c) and by repealing clause (d).

(2) Subsection 41.1 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 95, is amended by striking out “\$5,000” and substituting “\$10,000”.

(3) Paragraph 1 of subsection 45 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 97, is amended by striking out “subsection 42 (1)” and substituting “subsection 42 (1) or 49 (2)”.

(4) Section 45 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 97, is further amended by adding the following subsection:

Application of subss. (3.1) and (3.2)

(3.0.1) Subsections (3.1) and (3.2) apply to the following offences:

- b) par substitution de «d’une amende d’au plus 6 000 000 \$ à l’égard d’une première déclaration de culpabilité et d’une amende d’au plus 10 000 000 \$ à l’égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à «d’une amende d’au plus 1 000 000 \$ à l’égard d’une première déclaration de culpabilité et d’une amende d’au plus 2 000 000 \$ à l’égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à la fin du paragraphe.

(7) Le paragraphe 109 (5) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 72 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié :

- a) par substitution de «d’une infraction prévue au paragraphe (3.1)» à «d’une infraction prévue par la présente loi et qui cause la dégradation de la qualité de l’eau d’eaux quelconques» dans le passage qui précède l’alinéa a);
- b) par substitution de «d’une amende d’au plus 4 000 000 \$ à l’égard d’une première déclaration de culpabilité et d’une amende d’au plus 6 000 000 \$ à l’égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à «d’une amende d’au plus 100 000 \$ à l’égard d’une première déclaration de culpabilité et d’une amende d’au plus 200 000 \$ à l’égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à la fin de l’alinéa a);
- c) par substitution de «peine d’emprisonnement d’au plus cinq ans moins un jour» à «peine d’emprisonnement d’au plus deux ans moins un jour» à l’alinéa b).

LOI SUR LES PESTICIDES

3. (1) Le paragraphe 41.1 (1) de la *Loi sur les pesticides*, tel qu’il est édicté par l’article 95 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié par abrogation de l’alinéa d).

(2) Le paragraphe 41.1 (3) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 95 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié par substitution de «10 000 \$» à «5 000 \$».

(3) La disposition 1 du paragraphe 45 (1) de la Loi, telle qu’elle est édictée par l’article 97 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifiée par substitution de «paragraphe 42 (1) ou 49 (2)» à «paragraphe 42 (1)».

(4) L’article 45 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 97 du chapitre 35 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

Champ d’application des par. (3.1) et (3.2)

(3.0.1) Les paragraphes (3.1) et (3.2) s’appliquent aux infractions suivantes :

1. An offence under this Act that causes an effect mentioned in subsection 49 (3).
2. An offence of failing to comply with an order under section 27.

(5) Subsection 45 (3.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 97, is amended by,

- (a) striking out “an offence under this Act that causes an effect mentioned in subsection 49 (3)” and substituting “an offence described in subsection (3.0.1)”; and
- (b) striking out “a fine of not more than \$1,000,000 on a first conviction and not more than \$2,000,000 on each subsequent conviction” at the end and substituting “a fine of not more than \$6,000,000 on a first conviction and not more than \$10,000,000 on each subsequent conviction”.

(6) Subsection 45 (3.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 35, section 97, is amended by,

- (a) striking out “an offence under this Act that causes an effect mentioned in subsection 49 (3)” in the portion before clause (a) and substituting “an offence described in subsection (3.0.1)”; and
- (b) striking out “a fine of not more than \$100,000 on a first conviction and not more than \$200,000 on each subsequent conviction” at the end of clause (a) and substituting “a fine of not more than \$4,000,000 on a first conviction and not more than \$6,000,000 on each subsequent conviction”; and
- (c) striking out “imprisonment for a term of not more than two years less one day” in clause (b) and substituting “imprisonment for a term of not more than five years less one day”.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

4. (1) Subject to subsections (2), (3) and (4), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Subsections 1 (1) and (2) come into force on the day section 34 of the *Environmental Statute Law Amendment Act, 1998* comes into force.

Same

(3) Subsections 2 (3) and (4) come into force on the

1. Une infraction à la présente loi qui entraîne une conséquence mentionnée au paragraphe 49 (3).
2. Une infraction pour ne pas s'être conformé à un arrêté pris en vertu de l'article 27.

(5) Le paragraphe 45 (3.1) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 97 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié :

- a) par substitution de «d'une infraction visée au paragraphe (3.0.1)» à «d'une infraction à la présente loi qui entraîne une conséquence mentionnée au paragraphe 49 (3)»;
- b) par substitution de «d'une amende d'au plus 6 000 000 \$ à l'égard d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende d'au plus 10 000 000 \$ à l'égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à «d'une amende d'au plus 1 000 000 \$ à l'égard d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende d'au plus 2 000 000 \$ à l'égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à la fin du paragraphe.

(6) Le paragraphe 45 (3.2) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 97 du chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié :

- a) par substitution de «d'une infraction visée au paragraphe (3.0.1)» à «d'une infraction à la présente loi qui entraîne une conséquence mentionnée au paragraphe 49 (3)» au passage qui précède l'alinéa a);
- b) par substitution de «d'une amende d'au plus 4 000 000 \$ à l'égard d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende d'au plus 6 000 000 \$ à l'égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à «d'une amende d'au plus 100 000 \$ à l'égard d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende d'au plus 200 000 \$ à l'égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente» à la fin de l'alinéa a);
- c) par substitution de «peine d'emprisonnement d'au plus cinq ans moins un jour» à «peine d'emprisonnement d'au plus deux ans moins un jour» à l'alinéa b).

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

4. (1) Sous réserve des paragraphes (2), (3) et (4), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les paragraphes 1 (1) et (2) entrent en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 34 de la *Loi de 1998 modifiant des lois en ce qui concerne l'environnement*.

Idem

(3) Les paragraphes 2 (3) et (4) entrent en vigueur

day section 69 of the *Environmental Statute Law Amendment Act, 1998* comes into force.

Same

(4) Subsections 3 (1) and (2) come into force on the day section 95 of the *Environmental Statute Law Amendment Act, 1998* comes into force.

Short title

5. The short title of this Act is the *Toughest Environmental Penalties Act, 2000*.

le jour de l'entrée en vigueur de l'article 69 de la *Loi de 1998 modifiant des lois en ce qui concerne l'environnement*.

Idem

(4) Les paragraphes 3 (1) et (2) entrent en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 95 de la *Loi de 1998 modifiant des lois en ce qui concerne l'environnement*.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sanctionnant par les peines les plus sévères des infractions de nature environnementale*.

2001
B
356

Document
100-100000



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 125

Projet de loi 125

**An Act to proclaim
the month of June as
Deaf-Blind Awareness Month**

**Loi proclamant
le mois de juin
Mois de sensibilisation
à la surdi-cécité**

Mr. Young

M. Young

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading October 10, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 10 octobre 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to proclaim the month of June as
Deaf-Blind Awareness Month**

Preamble

Deaf-blindness is a unique disability that incorporates the sensory loss of both sight and hearing. Persons with this disability experience extreme isolation and the inability to access the services and information which most of us take for granted.

June is the birth month of Helen Keller, a deaf-blind person known around the world for her perseverance and achievements, and an inspiration to the deaf-blind community. It is appropriate during the month of June to celebrate the achievements of deaf-blind persons, and to recognize that increased public awareness of this disability is crucial to increase opportunities for those who live with it.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Deaf-blind awareness month

1. The month of June in each year is proclaimed as Deaf-Blind Awareness Month.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Deaf-Blind Awareness Month Act, 2000*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims the month of June in each year as Deaf-Blind Awareness Month.

**Loi proclamant le mois de juin
Mois de sensibilisation à la surdi-cécité**

Préambule

La surdi-cécité est un handicap unique qui découle de la perte sensorielle à la fois de la vue et de l'ouïe. Les personnes qui en sont atteintes connaissent un isolement extrême et sont dans l'incapacité d'accéder aux services et aux renseignements que la plupart d'entre nous tenons pour acquis.

Le mois de juin est le mois de la naissance de Helen Keller, une sourde-aveugle qui est connue partout dans le monde pour sa persévérance et ses accomplissements et qui est une source d'inspiration pour la communauté sourde-aveugle. Il est donc tout à fait indiqué, au mois de juin, de célébrer les réalisations des sourds-aveugles et de souligner qu'une plus grande sensibilisation du public à ce handicap s'avère essentielle si l'on veut améliorer les chances de ceux et celles qui en sont atteints.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Mois de sensibilisation à la surdi-cécité

1. Le mois de juin de chaque année est proclamé Mois de sensibilisation à la surdi-cécité.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur le Mois de sensibilisation à la surdi-cécité*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame le mois de juin de chaque année Mois de sensibilisation à la surdi-cécité.

428.1
B
356



Government
Publications

1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 125

*(Chapter 34
Statutes of Ontario, 2000)*

**An Act to proclaim
the month of June as
Deaf-Blind Awareness Month**

Mr. Young

1st Reading	October 10, 2000
2nd Reading	October 26, 2000
3rd Reading	December 20, 2000
Royal Assent	December 21, 2000

Projet de loi 125

*(Chapitre 34
Lois de l'Ontario de 2000)*

**Loi proclamant
le mois de juin
Mois de sensibilisation
à la surdi-cécité**

M. Young

1 ^{re} lecture	10 octobre 2000
2 ^e lecture	26 octobre 2000
3 ^e lecture	20 décembre 2000
Sanction royale	21 décembre 2000



**An Act to proclaim
the month of June as
Deaf-Blind Awareness Month**

Preamble

Deaf-blindness is a unique disability that incorporates the sensory loss of both sight and hearing. Persons with this disability experience extreme isolation and the inability to access the services and information which most of us take for granted.

June is the birth month of Helen Keller, a deaf-blind person known around the world for her perseverance and achievements, and an inspiration to the deaf-blind community. It is appropriate during the month of June to celebrate the achievements of deaf-blind persons, and to recognize that increased public awareness of this disability is crucial to increase opportunities for those who live with it.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Deaf-blind awareness month

1. The month of June in each year is proclaimed as Deaf-Blind Awareness Month.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Deaf-Blind Awareness Month Act, 2000*.

**Loi proclamant
le mois de juin
Mois de sensibilisation
à la surdi-cécité**

Préambule

La surdi-cécité est un handicap unique qui découle de la perte sensorielle à la fois de la vue et de l'ouïe. Les personnes qui en sont atteintes connaissent un isolement extrême et sont dans l'incapacité d'accéder aux services et aux renseignements que la plupart d'entre nous tenons pour acquis.

Le mois de juin est le mois de la naissance de Helen Keller, une sourde-aveugle qui est connue partout dans le monde pour sa persévérance et ses accomplissements et qui est une source d'inspiration pour la communauté sourde-aveugle. Il est donc tout à fait indiqué, au mois de juin, de célébrer les réalisations des sourds-aveugles et de souligner qu'une plus grande sensibilisation du public à ce handicap s'avère essentielle si l'on veut améliorer les chances de ceux et celles qui en sont atteints.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Mois de sensibilisation à la surdi-cécité

1. Le mois de juin de chaque année est proclamé Mois de sensibilisation à la surdi-cécité.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur le Mois de sensibilisation à la surdi-cécité*.



Government of Ontario
Imprimatur

1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 126

Projet de loi 126

**An Act to proclaim
the City of Ottawa as the
high-tech capital of Ontario**

**Loi proclamant la ville
d'Ottawa capitale ontarienne
de la haute technologie**

Mr. Coburn

M. Coburn

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading October 11, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 11 octobre 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



An Act to proclaim the City of Ottawa as the high-tech capital of Ontario

Preamble

The high-tech sector is an integral part of the Canadian economy. In the Ottawa-Carleton Region, popularly known as "Silicon Valley North", over 1,000 high-tech companies generate revenues that total approximately 12 billion dollars a year. Many of these companies have become major players in the global high-tech marketplace.

Over the past ten years, the Ottawa-Carleton Region has made tremendous progress in becoming a hub for high-tech industry. Jobs in the high-tech sector have grown by 754 per cent since 1976.

By virtue of the *City of Ottawa Act, 1999*, on January 1, 2001, the Ottawa-Carleton Region shall become the new City of Ottawa. On this same day, it would be appropriate to officially recognize and designate the City as the high-tech capital of Ontario. This designation represents the Province's continued commitment to work with the new City of Ottawa to develop and further this status, so that the City and Ontario continue to be recognized around the world as a vital location for both the establishment and development of high-tech industry. It also acknowledges that future growth and prosperity in the high-tech industry will be recognized and fostered for the benefit of all Ontarians.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

High-tech capital of Ontario

1. The City of Ottawa is proclaimed as the high-tech capital of Ontario.

Commencement

2. This Act comes into force on January 1, 2001.

Short title

3. The short title of this Act is the *High-Tech Capital of Ontario Act, 2000*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims the City of Ottawa as the high-tech capital of Ontario.

Loi proclamant la ville d'Ottawa capitale ontarienne de la haute technologie

Préambule

Le secteur de la haute technologie fait partie intégrante de l'économie canadienne. Dans la région d'Ottawa-Carleton, connue populairement comme la «Silicon Valley» du Nord, plus de 1 000 entreprises de haute technologie engendrent des recettes qui totalisent approximativement 12 milliards de dollars annuellement. Un grand nombre de ces entreprises jouent aujourd'hui un rôle fort important sur le marché mondial de la technologie de pointe.

Au cours des dix dernières années, la région d'Ottawa-Carleton a accompli des progrès énormes afin de devenir le coeur de l'industrie technologique de pointe. Dans ce secteur, les emplois ont progressé de 754 pour cent depuis 1976.

Aux termes de la *Loi de 1999 sur la cité d'Ottawa*, la région d'Ottawa-Carleton deviendra le 1^{er} janvier 2001 la nouvelle ville d'Ottawa. Le même jour, il serait approprié de reconnaître et de désigner officiellement la ville comme la capitale ontarienne de la haute technologie. Cette désignation marque l'engagement incessant de la Province d'oeuvrer avec la nouvelle ville d'Ottawa afin de continuer à promouvoir et à stimuler cet état de fait de sorte que, de partout dans le monde, la ville d'Ottawa et l'Ontario continuent d'être considérés comme des emplacements vitaux aussi bien pour l'implantation que pour le développement de l'industrie technologique de pointe. Cette reconnaissance permettra également que la croissance et la prospérité futures de l'industrie technologique de pointe soient reconnues et encouragées et ce, pour le bénéfice de tous les Ontariens et de toutes les Ontariennes.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Capitale ontarienne de la haute technologie

1. La ville d'Ottawa est proclamée capitale ontarienne de la haute technologie.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur la capitale ontarienne de la haute technologie*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame la ville d'Ottawa capitale ontarienne de la haute technologie.



Communiqué
Publié

1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 127

Projet de loi 127

**An Act to amend the
Tenant Protection Act, 1997**

**Loi modifiant la Loi de 1997
sur la protection des locataires**

Mr. Marchese

M. Marchese

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading October 11, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 11 octobre 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill freezes the amount of residential rents for a period of two years. Notices and applications for rent increases to take effect after the Bill passes will have no effect.

No rent increase will be permitted on renting to a new tenant. Landlords will be required to give new tenants a statement certifying the amount of rent last charged for the unit. Landlords who give false statements or fail to give the statement will be subject to prosecution.

Landlords will no longer be permitted to increase the rent charged to the maximum rent allowed when Part VI of the *Tenant Protection Act, 1997* came into force.

The Bill also establishes a rent registry. Landlords are required to file a statement with the registry that sets out the lawful rent for each rental unit to which the Act applies.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi gèle les loyers d'habitation pour une période de deux ans. Les avis et les requêtes en augmentation du loyer qui doivent prendre effet après l'adoption du projet de loi n'auront aucun effet.

Il est interdit de demander une augmentation de loyer lors de la location à un nouveau locataire. Les locateurs sont tenus de donner aux nouveaux locataires une déclaration certifiant le dernier loyer demandé pour le logement. Les locateurs qui donnent de fausses déclarations ou qui ne donnent pas de déclaration sont passibles de poursuites.

Il est désormais interdit aux locateurs d'augmenter le loyer demandé pour le faire passer au loyer maximal permis lorsque la partie VI de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires* est entrée en vigueur.

Le projet de loi établit également un registre des loyers. Les locateurs sont tenus de déposer une déclaration auprès du registre qui indique le loyer légal demandé pour chaque logement locatif auquel s'applique la Loi.

**An Act to amend the
Tenant Protection Act, 1997**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 124 of the *Tenant Protection Act, 1997* is repealed and the following substituted:

New tenant

124. (1) The lawful rent for a unit for the first rental period under a new tenancy agreement that commences on or after the day this section comes into force is the lesser of,

- (a) the amount of rent that was charged for the unit immediately before the new tenancy began; and
- (b) the maximum amount of rent that could be lawfully charged by the landlord for the unit immediately before the new tenancy began.

Statement of rent

(2) Before entering into a new tenancy agreement for a rental unit, a landlord shall give to the new tenant a statement certifying the amount of the last rent charged for the unit, and shall file a copy of the statement with the Tribunal.

Transitional

(3) If subsection (1) comes into force after the day a landlord gave a notice to the previous tenant of the unit under section 127 but before the day the first intended increase in rent takes effect, the amounts of rent described in clauses (1) (a) and (b) are the amounts determined before the intended increase.

Rent freeze

124.1 (1) Despite this Act and the regulations, the lawful rent for a rental unit for a period of two years starting on the day this section comes into force shall not exceed the lesser of,

- (a) the amount of rent that was charged for the unit on the day before this section came into force; and
- (b) the maximum amount of rent that could be lawfully charged by the landlord for the unit on the day before this section came into force.

**Loi modifiant la
Loi de 1997 sur la protection des locataires**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 124 de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Nouveau locataire

124. (1) Le loyer légal de la première période de location d'un logement dans le cadre d'une nouvelle convention de location qui commence le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou après ce jour est le moindre des montants suivants :

- a) le loyer qui a été demandé pour le logement immédiatement avant le début de la nouvelle location;
- b) le loyer maximal qui pouvait être demandé légalement par le locateur pour le logement immédiatement avant le début de la nouvelle location.

Déclaration du loyer

(2) Avant de conclure une nouvelle convention de location à l'égard d'un logement locatif, le locateur donne au nouveau locataire une déclaration certifiant le montant du dernier loyer demandé pour le logement et en dépose une copie auprès du Tribunal.

Disposition transitoire

(3) Si le paragraphe (1) entre en vigueur après le jour où le locateur a donné, aux termes de l'article 127, un avis au locataire précédent du logement, mais avant le jour où la première augmentation de loyer proposée prend effet, les loyers visés aux alinéas (1) a) et b) sont les loyers établis avant l'augmentation proposée.

Gel des loyers

124.1 (1) Malgré la présente loi et les règlements, le loyer légal d'un logement locatif pour une période de deux ans qui commence le jour de l'entrée en vigueur du présent article ne doit pas être supérieur au moindre des montants suivants :

- a) le loyer qui était demandé pour le logement la veille de l'entrée en vigueur du présent article;
- b) le loyer maximal qui pouvait être demandé légalement par le locateur pour le logement la veille de l'entrée en vigueur du présent article.

Transitional

(2) If subsection (1) comes into force after the day a landlord gives a notice to a tenant under section 127 or makes an application under section 138 in respect of a rental unit but before the day the first intended increase in rent takes effect, the amounts of rent described in clauses (1) (a) and (b) for the rental unit are the amounts determined before the intended increase.

Application

(3) Sections 129, 130, 132, 138 and 139 do not apply to landlords and tenants in respect of the amount of rent for rental units for the two-year period starting on the day subsection (1) comes into force.

Rent registry established

124.2 (1) A rent registry for all residential units to which this Act applies shall be established as prescribed.

Purpose of rent registry

(2) The purpose of the rent registry is to provide a means of giving information to the public about the lawful rent that may be charged for a rental unit.

Landlord to file statement with rent registry

(3) Within six months after the day this Act comes into force, every landlord of a rental unit shall file a statement in the prescribed manner with the person or body required by the regulations to operate the rent registry.

New rental units

(4) If a new rental unit is established after the day this Act comes into force, the landlord shall file the statement referred to in subsection (3) within six months after the day the new unit is first rented.

Contents of statement

(5) The statement shall set out the lawful rent in respect of a rental unit, and any other prescribed information.

2. Section 135 of the Act is repealed.

3. (1) Subsection 206 (1) of the Act is amended by adding the following paragraphs:

11.1 Give a false statement of rent under section 124.

11.2 Give false information in a statement filed with the rent registry under section 124.2.

(2) Subsection 206 (2) of the Act is amended by adding the following paragraphs:

13.1 Fail to give a statement of rent required under section 124.

Disposition transitoire

(2) Si le paragraphe (1) entre en vigueur après le jour où le locateur donne un avis au locataire aux termes de l'article 127 ou présente une requête en vertu de l'article 138 à l'égard d'un logement locatif, mais avant le jour où la première augmentation de loyer proposée prend effet, les loyers visés aux alinéas (1) a) et b) pour le logement locatif sont les loyers établis avant l'augmentation proposée.

Champ d'application

(3) Les articles 129, 130, 132, 138 et 139 ne s'appliquent pas aux locateurs et aux locataires à l'égard du loyer des logements locatifs pour la période de deux ans qui commence le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (1).

Registre des loyers

124.2 (1) Est établi selon ce qui est prescrit un registre des loyers de toutes les habitations auxquelles s'applique la présente loi.

Objet du registre des loyers

(2) L'objet du registre des loyers est de fournir un moyen de donner au public des renseignements sur le loyer légal qui peut être demandé pour un logement locatif.

Déclaration déposée par le locateur

(3) Dans les six mois qui suivent le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, chaque locateur d'un logement locatif dépose une déclaration de la manière prescrite auprès de la personne ou de l'organisme tenus par les règlements de faire fonctionner le registre des loyers.

Nouveaux logements locatifs

(4) Si un nouveau logement locatif est créé après le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, le locateur dépose la déclaration visée au paragraphe (3) dans les six mois qui suivent le jour où ce logement a été loué pour la première fois.

Contenu de la déclaration

(5) La déclaration indique le loyer légal à l'égard d'un logement locatif et les autres renseignements prescrits.

2. L'article 135 de la Loi est abrogé.

3. (1) Le paragraphe 206 (1) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

11.1 Donner une fausse déclaration de loyer contrairement à l'article 124.

11.2 Donner de faux renseignements dans une déclaration déposée auprès du registre des loyers aux termes de l'article 124.2.

(2) Le paragraphe 206 (2) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

13.1 Ne pas donner une déclaration de loyer exigée à l'article 124.

13.2 Fail to file a statement with the rent registry in the prescribed form and manner, and with the prescribed information, as required by section 124.2.

4. Subsection 208 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:

13.1 requiring a body or person to establish and operate the rent registry;

13.2 respecting the operation and use of the rent registry;

13.3 respecting the contents and forms of statements to be filed by landlords under section 124.2 and the manner in which such statements shall be filed;

13.4 respecting any other matter necessary for the administration of a rent registry.

Commencement

5. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

6. The short title of this Act is the *Rent Freeze Act, 2000*.

13.2 Ne pas déposer une déclaration auprès du registre des loyers sous la forme et de la manière prescrites, et avec les renseignements prescrits, comme l'exige l'article 124.2.

4. Le paragraphe 208 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

13.1 exiger qu'un organisme ou une personne établisse et fasse fonctionner le registre des loyers;

13.2 traiter du fonctionnement et de l'utilisation du registre des loyers;

13.3 traiter du contenu et de la forme des déclarations que doivent déposer les locateurs aux termes de l'article 124.2 et de la manière dont ces déclarations sont déposées;

13.4 traiter de toute autre question nécessaire à l'administration du registre des loyers.

Entrée en vigueur

5. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur le gel des loyers*.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 128

**An Act respecting
social housing**

The Hon. T. Clement
Minister of Municipal Affairs
and Housing

Government Bill

1st Reading October 12, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 128

**Loi concernant
le logement social**

L'honorable T. Clement
Ministre des Affaires municipales
et du Logement

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 12 octobre 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts the *Social Housing Reform Act, 2000* to govern the administration and funding of certain housing programs, to be prescribed by regulation.

In general terms the Bill does three things: (1) it establishes a framework for the administration and funding of the housing programs by designated service managers; (2) it governs the provision of rent-geared-to-income assistance and special needs housing under those programs; and (3) it authorizes the transfer of assets, rights, liabilities and obligations relating to those programs from the province (and from agencies of the province) to specified others.

The framework

The Bill establishes a framework for the administration of these housing programs. The province is divided into "service areas" by regulation, and a "service manager" is designated for each service area, also by regulation. Municipalities, district social services administration boards and others are eligible to be designated as service managers. For each service area, a "local housing corporation" may also be established. Finally, the Social Housing Services Corporation is established to perform certain province-wide functions to support the work of housing providers.

Service managers:

The powers and duties of service managers are set out in Part II of the Bill. The service managers have primary responsibility to administer and fund housing programs in their service areas.

Part II requires service managers to prepare an implementation plan for approval by the Minister of Municipal Affairs and Housing, and to submit annual reports and other information to the Minister. The Minister may audit or investigate the operations of service managers. If a service manager is not complying with the Act, the Minister is authorized to take specified remedial steps.

Part VII requires service managers to pay a portion of the "provincial housing costs" determined by the Minister. Part VII allows each service manager to allocate its own housing costs (which include the provincial housing costs) among the municipalities within its service area or, in the case of territory without municipal organization, among the people who live in the service area.

Local housing corporations:

The powers and duties of local housing corporations are set out in Part III of the Bill. This Part also addresses the relationship between these corporations and service managers. Local housing corporations that own or operate a housing project under a housing program governed by the Act are required to meet specified provincial and local operating standards.

Housing providers:

Certain housing providers who operate or own a housing project under one of these housing programs are required to meet provincial requirements established under Part VI and local requirements established by the service manager under that Part. A "targeting plan" is to be established for each housing provider, and a "mandate" may be established as well. The housing provider is required to select tenants for its

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social* de manière à régir l'administration et le financement de certains programmes de logement qui sont prescrits par règlement.

Le projet de loi a une triple fonction : premièrement, il établit un cadre pour l'administration et le financement des programmes de logement par les gestionnaires de services désignés; deuxièmement, il régit la fourniture de l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu et des logements adaptés dans le cadre de ces programmes; troisièmement, il autorise le transfert des biens, des droits, des dettes et des obligations rattachés à ces programmes de la province (et de ses organismes) à des entités précisées.

Le cadre

Le projet de loi établit un cadre pour l'administration des programmes de logement prescrits. La province est divisée en «aires de service» par règlement, et un «gestionnaire de services» est désigné, également par règlement, pour chacune d'elles. Les municipalités, les conseils d'administration de district des services sociaux et d'autres entités peuvent être désignés comme gestionnaires de services. Une «société locale de logement» peut également être établie pour chaque aire de service. Enfin, la Société des services de logement social est constituée pour jouer un rôle de soutien auprès des fournisseurs de logements. Elle exerce ses activités à l'échelle de la province.

Les gestionnaires de services :

La partie II du projet de loi énonce les pouvoirs et les fonctions des gestionnaires de services, dont le rôle premier est d'administrer et de financer les programmes de logement dans leur aire de service.

Cette partie exige des gestionnaires de services qu'ils préparent un plan de mise en oeuvre pour approbation par le ministre des Affaires municipales et du Logement, et qu'ils remettent au ministre des rapports annuels et d'autres renseignements. Le ministre peut vérifier les activités des gestionnaires de services ou mener une enquête à ce sujet. Si un gestionnaire de services ne se conforme pas à la Loi, le ministre est autorisé à prendre les mesures de redressement précisées.

La partie VII du projet de loi exige des gestionnaires de services qu'ils paient la partie des «coûts du logement engagés par la province» que fixe le ministre. Elle autorise chaque gestionnaire de services à répartir ses propres coûts du logement (qui comprennent sa partie des coûts du logement engagés par la province) entre les municipalités situées dans son aire de service ou, dans le cas d'un territoire non érigé en municipalité, entre les habitants de l'aire de service.

Les sociétés locales de logement :

La partie III du projet de loi énonce les pouvoirs et les fonctions des sociétés locales de logement. Elle traite également des liens qui existent entre ces dernières et les gestionnaires de services. Les sociétés locales de logement qui sont propriétaires d'un ensemble domiciliaire ou qui en exploitent un dans le cadre d'un programme de logement régi par la Loi sont tenues de se conformer aux normes d'exploitation provinciales et locales précisées.

Les fournisseurs de logements :

Certains fournisseurs de logements qui sont propriétaires d'un ensemble domiciliaire ou qui en exploitent un dans le cadre d'un de ces programmes de logement sont tenus de satisfaire aux exigences provinciales fixées en application de la partie VI ainsi qu'aux exigences locales fixées par le gestionnaire de services en application de cette partie. Un «plan de ciblage» doit être établi pour chaque fournisseur de logements

projects in accordance with the targeting plan and the mandate in operating its housing projects.

Under Part VI, service managers are required to pay a subsidy to each housing provider. Details of the subsidy, and of additional subsidies, are set out.

Housing providers are required to submit annual reports and other information to service managers. A service manager may audit or investigate those operations of a housing provider that relate to a housing program. If a housing provider is not complying with the Act, the service manager may take specified remedial steps.

Social Housing Services Corporation:

Part VIII of the Bill establishes the Social Housing Services Corporation, and sets out its powers and duties. The powers of the corporation include the coordination of insurance programs for housing providers, the management of pooled capital reserve funds of housing providers and the establishment of schemes for the joint purchase of goods and services by housing providers.

The provision of assistance

Part V of the Bill governs the provision of rent-geared-to-income assistance and special needs housing by housing providers in housing projects that operate under specified housing programs.

The eligibility of a household for rent-geared-to-income assistance or for special needs housing is determined in accordance with provincial and local rules established under Part V. Part V also provides for the establishment of provincial and local occupancy standards and priority rules.

The service managers administer the rent-geared-to-income assistance scheme, and maintain waiting lists in accordance with requirements to be established by regulation. For special needs housing, the Minister may designate a "lead agency" to administer the scheme and maintain the required waiting lists in a service area. If a lead agency is not designated, the service manager is responsible to do so.

Certain decisions of a service manager or lead agency are subject to an internal review process. A member of a household may request an internal review of a decision.

It is an offence for a member of a household to obtain or receive assistance for which a household is not eligible under the Act, or for a person to aid or abet someone to do so. A household may be required to reimburse a service manager when the service manager pays assistance on behalf of the household to which it was not entitled.

The transfer of assets, etc.

Currently, the province administers and funds housing programs in accordance with various agreements. The province, through the Ontario Housing Corporation, also owns and operates housing projects under housing programs.

Part IV of the Bill authorizes the transfer of assets, rights, obligations and liabilities from the province, the Ontario Housing Corporation and local housing authorities to service managers, local housing corporations and others. These transfers are to be made by a "transfer order" of the Lieutenant Governor in Council.

et un «mandat» peut également l'être. Le fournisseur de logements est tenu de choisir les locataires de ses ensembles domiciliaires conformément au plan de ciblage et au mandat.

La partie VI exige des gestionnaires de services qu'ils versent un subside à chaque fournisseur de logements. Elle énonce les détails de ce subside et de tout subside additionnel.

Les fournisseurs de logements sont tenus de remettre des rapports annuels et d'autres renseignements aux gestionnaires de services. Les gestionnaires de services peuvent soumettre à une vérification ou à une enquête les activités des fournisseurs de logements qui ont trait à un programme de logement. Si un fournisseur de logements ne se conforme pas à la Loi, le gestionnaire de services peut prendre les mesures de redressement précisées.

La Société des services de logement social :

La partie VIII du projet de loi constitue la Société des services de logement social et énonce ses pouvoirs et ses fonctions. Les pouvoirs de la Société comprennent la coordination des programmes d'assurance pour les fournisseurs de logements, l'administration des fonds de réserve pour immobilisations mis en commun des fournisseurs de logements et l'établissement de programmes pour l'achat en commun de produits et de services par les fournisseurs de logements.

L'aide disponible

La partie V du projet de loi régit la fourniture, par les fournisseurs de logements, d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu et de logements adaptés dans les ensembles domiciliaires qui sont visés par des programmes de logement précisés.

L'admissibilité d'un ménage à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu ou à un logement adapté est décidée conformément aux règles provinciales et locales établies en application de la partie V. Cette partie prévoit également l'établissement de normes d'occupation et de règles de priorité provinciales et locales.

Les gestionnaires de services administrent le programme d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu et tiennent des listes d'attente conformément aux exigences qui sont fixées par règlement. Dans le cas des logements adaptés, le ministre peut charger un «organisme responsable» d'administrer le programme et de tenir les listes d'attente exigées dans une aire de service. En l'absence d'organisme responsable, ces fonctions reviennent au gestionnaire de services.

Certaines des décisions que prend le gestionnaire de services ou l'organisme responsable sont susceptibles de révision interne. Le membre d'un ménage peut demander la révision interne d'une décision.

Commet une infraction le membre d'un ménage qui obtient ou reçoit de l'aide à laquelle le ménage n'est pas admissible en application de la Loi ou la personne qui l'y aide ou l'y encourage. Un ménage peut être tenu de rembourser au gestionnaire de services l'aide que celui-ci a versée à son égard et à laquelle il n'avait pas droit.

Le transfert des biens et des dettes

Dans le système actuel, la province administre et finance les programmes de logement conformément à divers accords. Par le biais de la Société de logement de l'Ontario, la province est également propriétaire d'ensembles domiciliaires et exploite de tels ensembles dans le cadre de programmes de logement.

La partie IV du projet de loi autorise le transfert de biens, de droits, de dettes et d'obligations de la province, de la Société de logement de l'Ontario et des commissions locales de logement aux gestionnaires de services, aux sociétés locales de logement et à d'autres entités. Ces transferts sont effectués par un «décret de transfert ou de mutation» que prend le lieutenant-gouverneur en conseil.

When a housing program is transferred from the province to a service manager, the service manager becomes responsible for administering and funding it, by virtue of section 10 of the Bill. When a housing project is transferred from the Ontario Housing Corporation to a local housing corporation, the corporation is responsible for operating it.

Special provision is made in Part IV for the transfer of employees from local housing authorities to local housing corporations. Rules governing these transfers are set out. Employees may decline to be transferred. Special provision is also made relating to the transfer of motor vehicles and insurance. The transfer of documents and the disclosure of records are also governed by special provisions.

Part VII provides for the payment of provincial housing costs and for service managers' housing costs. These costs are allocated within service areas in the manner described in the Act. Special provision is made for the allocation of costs within the Greater Toronto Area.

Other matters

The Bill repeals the *Social Housing Funding Act, 1997* and makes related amendments to the *Ontario Housing Corporation Act* and the *Tenant Protection Act, 1997*.

It comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Lorsqu'un programme de logement est transféré de la province à un gestionnaire de services, l'administration et le financement du programme deviennent la responsabilité du gestionnaire de services, par l'effet de l'article 10 du projet de loi. Lorsqu'un ensemble domiciliaire est transféré de la Société de logement de l'Ontario à une société locale de logement, l'exploitation de l'ensemble devient la responsabilité de la société locale de logement.

La partie IV comprend des dispositions particulières concernant la mutation des employés des commissions locales de logement aux sociétés locales de logement et énonce les règles applicables. Les employés peuvent refuser d'être mutés. D'autres dispositions particulières traitent du transfert de véhicules automobiles et de contrats d'assurance-automobile ainsi que du transfert et de la divulgation de documents.

La partie VII prévoit le paiement des coûts du logement engagés par la province et ceux engagés par les gestionnaires de services. Ces coûts sont répartis au sein des aires de service de la manière prévue dans la Loi. La répartition des coûts dans le Grand Toronto fait l'objet de dispositions particulières.

Les autres questions

Le projet de loi abroge la *Loi de 1997 sur le financement du logement social* et apporte des modifications connexes à la *Loi sur la Société de logement de l'Ontario* et à la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*.

Le projet de loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

An Act respecting social housing**Loi concernant le logement social****CONTENTS****PART I
INTERPRETATION**

1. Purpose
2. Definitions
3. Crown bound

**PART II
SERVICE MANAGERS****POWERS AND DUTIES**

4. Designation of service manager
5. Powers of service manager
6. Additional powers, municipal service manager
7. Additional powers, dssab service manager
8. Powers of dssab service manager re debentures
9. Restrictions re mortgage financing
10. Duties re transferred housing programs
11. Duties re rent-geared-to-income assistance
12. Prescribed duties

PERFORMANCE OF DUTIES

13. Implementation plan
14. Appointment of administrator
15. Agreement regarding performance by another person
16. Geographic jurisdiction, service manager

ADMINISTRATION

17. Notice of project in difficulty
18. Records
19. Annual and other reports
20. Audit or investigation
21. Failure to comply

**PART III
LOCAL HOUSING CORPORATIONS****ESTABLISHMENT AND GOVERNANCE**

22. Incorporation and organization
23. Authority to acquire shares

SOMMAIRE**PARTIE I
DÉFINITIONS**

1. Objet
2. Définitions
3. Obligation de la Couronne

**PARTIE II
GESTIONNAIRES DE SERVICES****POUVOIRS ET FONCTIONS**

4. Désignation des gestionnaires de services
5. Pouvoirs du gestionnaire de services
6. Pouvoirs additionnels : municipalité gestionnaire de services
7. Pouvoirs additionnels : conseil gestionnaire de services
8. Pouvoirs des conseils gestionnaires de services : débetures
9. Restrictions applicables aux prêts hypothécaires
10. Obligations : programmes de logement transférés
11. Obligations : aide sous forme de loyer indexé sur le revenu
12. Fonctions prescrites

EXERCICE DES FONCTIONS

13. Plan de mise en oeuvre
14. Nomination d'un administrateur
15. Accord d'impartition
16. Territoire de compétence du gestionnaire de services

ADMINISTRATION

17. Avis d'ensemble en difficulté
18. Documents
19. Rapports annuels et autres
20. Vérification ou enquête
21. Avis : défaut de se conformer

**PARTIE III
SOCIÉTÉS LOCALES DE LOGEMENT****CONSTITUTION ET RÉGIE**

22. Constitution et organisation
23. Pouvoir d'acquérir des actions

- 24. Restrictions on share issuance, transfer, etc
- 25. Restriction on amalgamation
- 26. Restriction on voluntary dissolution
- 27. Duty of corporation, etc.
- 28. Invalidity of certain actions
- 29. Conflict

ACTIVITIES AND OPERATIONS

- 30. Agreement with Minister, etc.
- 31. Relationship to service manager
- 32. Language of services

PART IV TRANSFER ORDERS

SCOPE OF TRANSFER ORDERS

- 33. Transfer orders
- 34. Restrictions
- 35. Consent to transfer
- 36. Effective date of transfer
- 37. Methods of describing transferred things
- 38. Recission or amendment of transfer order

NOTICE OF TRANSFER ORDERS AND OF TRANSFERS

- 39. Notice of transfer order
- 40. Inspection of transfer orders
- 41. Notice of transfer not required
- 42. Registration requirements re real property
- 43. Registration of security interests

EFFECT OF TRANSFER ORDERS

- 44. Binding effect
- 45. Vesting in and assumption by transferee
- 46. Representation, etc., by transferor
- 47. Transfer deemed not to have certain effects
- 48. *Expropriations Act*
- 49. Restrictions, real property
- 50. Liability of certain guarantors

TRANSFER OF EMPLOYEES

- 51. Transfer of employees

TRANSFER OF MOTOR VEHICLES, ETC.

- 52. Transfer of motor vehicles, trailers
- 53. Motor vehicle insurance

TRANSFER OF DOCUMENTS AND DISCLOSURE OF RECORDS

- 54. Transfer of documents
- 55. Disclosure of other records
- 56. Effect of transfer or disclosure

- 24. Restrictions applicables à l'émission et au transfert d'actions
- 25. Restrictions applicables aux fusions
- 26. Restrictions applicables aux dissolutions volontaires
- 27. Obligation de la société
- 28. Nullité de certaines mesures
- 29. Incompatibilité

ACTIVITÉS ET FONCTIONNEMENT

- 30. Conclusion d'accords avec le ministre
- 31. Lien avec le gestionnaire de services lié
- 32. Langue des services

PARTIE IV DÉCRETS DE TRANSFERT OU DE MUTATION

PORTÉE DES DÉCRETS DE TRANSFERT OU DE MUTATION

- 33. Décrets de transfert ou de mutation
- 34. Restrictions
- 35. Consentement
- 36. Date d'effet des transferts et des mutations
- 37. Description des personnes mutées ou des choses transférées
- 38. Annulation ou modification du décret de transfert ou de mutation

AVIS DE DÉCRET DE TRANSFERT OU DE MUTATION ET AVIS DE TRANSFERT

- 39. Avis de décret de transfert ou de mutation
- 40. Examen des décrets
- 41. Avis de transfert non obligatoire
- 42. Exigences en matière d'enregistrement des biens immeubles
- 43. Enregistrement d'une sûreté

EFFET DES DÉCRETS DE TRANSFERT OU DE MUTATION

- 44. Obligation des parties
- 45. Dévolution et prise en charge
- 46. Affirmation de la part de l'auteur
- 47. Transfert et mutation réputés ne pas avoir certains effets
- 48. *Loi sur l'expropriation*
- 49. Restrictions : biens immeubles
- 50. Responsabilité de certains garants

MUTATION D'EMPLOYÉS

- 51. Mutation d'employés

TRANSFERT DE VÉHICULES

- 52. Transfert de véhicules
- 53. Assurance-automobile

TRANSFERT ET DIVULGATION DE DOCUMENTS

- 54. Transfert de documents
- 55. Divulcation d'autres documents
- 56. Effet du transfert ou de la divulgation

GENERAL

- 57. Part prevails
- 58. Right of action
- 59. Legislation from which certain transfers exempt
- 60. Registration by subsequent transferee

**PART V
ELIGIBILITY FOR ASSISTANCE**

INTERPRETATION

- 61. Definition

ELIGIBILITY FOR RENT-GEARED-TO-INCOME
ASSISTANCE

- 62. Application for assistance
- 63. Eligibility for assistance
- 64. Type of accommodation
- 65. Waiting lists for units
- 66. Amount of geared-to-income rent
- 67. Deferral of rent

ELIGIBILITY FOR SPECIAL NEEDS HOUSING

- 68. Application for special needs housing
- 69. Eligibility for special needs housing
- 70. Waiting lists for special needs housing

ELIGIBILITY RULES, OCCUPANCY STANDARDS
AND PRIORITY RULES

- 71. Eligibility rules
- 72. Occupancy standards
- 73. Priority rules
- 74. Invalidity and conflicts
- 75. Public inspection of rules

DECISIONS AND INTERNAL REVIEW

- 76. Notice to household
- 77. Internal review
- 78. Conduct of review
- 79. When decision takes effect

ADMINISTRATION

- 80. Prohibition re obtaining assistance
- 81. Reimbursement of service manager
- 82. Agreement prohibited
- 83. Designation of lead agencies
- 84. Termination of referral agreements
- 85. Application procedures

**PART VI
OPERATING FRAMEWORK —
CERTAIN TRANSFERRED
HOUSING PROGRAMS**

APPLICATION UPON TERMINATION OF
OPERATING AGREEMENTS

- 86. Termination of operating agreements
- 87. Application

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 57. Primauté de la partie
- 58. Droit d'action
- 59. Exclusion de certains textes législatifs
- 60. Enregistrement par des destinataires subséquents

**PARTIE V
ADMISSIBILITÉ À L'AIDE**

DÉFINITION

- 61. Définition

ADMISSIBILITÉ À L'AIDE SOUS FORME DE LOYER INDEXÉ
SUR LE REVENU

- 62. Demande d'aide
- 63. Admissibilité à l'aide
- 64. Type de logement acceptable
- 65. Listes d'attente pour les logements
- 66. Calcul du loyer indexé sur le revenu
- 67. Report du loyer

ADMISSIBILITÉ À UN LOGEMENT ADAPTÉ

- 68. Demande de logement adapté
- 69. Admissibilité à un logement adapté
- 70. Listes d'attente pour les logements adaptés

RÈGLES D'ADMISSIBILITÉ, NORMES D'OCCUPATION ET
RÈGLES DE PRIORITÉ

- 71. Règles d'admissibilité
- 72. Normes d'occupation
- 73. Règles de priorité
- 74. Nullité et incompatibilité
- 75. Consultation par le public

DÉCISIONS ET RÉVISION INTERNE

- 76. Avis au ménage
- 77. Révision interne
- 78. Conduite de la révision
- 79. Prise d'effet des décisions

APPLICATION

- 80. Interdiction : obtention d'aide
- 81. Remboursement du gestionnaire de services
- 82. Accords interdits
- 83. Désignation d'organismes responsables
- 84. Résiliation des accords de renvoi
- 85. Modalités de demande

**PARTIE VI
CADRE D'EXPLOITATION POUR
CERTAINS PROGRAMMES
DE LOGEMENT TRANSFÉRÉS**

APPLICATION APRÈS LA RÉSILIATION
DES ACORDS D'EXPLOITATION

- 86. Résiliation des accords d'exploitation
- 87. Champ d'application

DUTIES OF HOUSING PROVIDERS

- 88. Provincial requirements for housing providers
- 89. Local standards
- 90. Restriction on transfer, etc., of housing project
- 91. Registration requirement, real property
- 92. Language of services

OPERATING STANDARDS FOR HOUSING PROJECTS

- 93. Targeting plan
- 94. Mandate
- 95. Duty to comply with plan, mandate
- 96. Change in number of rent-geared-to-income units

SUBSIDY PAYABLE TO HOUSING PROVIDERS

- 97. Duty to pay subsidy
- 98. General subsidy
- 99. Benchmark revenue, etc.
- 100. Estimates by housing provider
- 101. Subsidy re certain housing providers
- 102. Benchmark operating costs
- 103. Notice re principal, interest
- 104. Debt repayment
- 105. Payment of subsidy
- 106. Additional subsidy

ADMINISTRATION

- 107. Records
- 108. Annual and other reports
- 109. Audit or investigation

ENFORCEMENT

- 110. Triggering events
- 111. Remedies
- 112. Notice of exercise of remedy
- 113. Discontinuation or suspension of subsidy
- 114. Performance of duties, etc., by service manager
- 115. Appointment, etc., of receiver
- 116. Replacement of directors

PART VII
PAYMENT OF PROVINCIAL AND
LOCAL HOUSING COSTS

PROVINCIAL HOUSING COSTS

- 117. Provincial housing costs
- 118. Allocation of recoverable amount
- 119. Adjustments

FONCTIONS DES FOURNISSEURS DE LOGEMENTS

- 88. Exigences provinciales applicables aux fournisseurs de logements
- 89. Normes locales
- 90. Restrictions applicables à la disposition d'un ensemble domiciliaire
- 91. Exigence en matière d'enregistrement des biens immeubles
- 92. Langue des services

NORMES D'EXPLOITATION APPLICABLES AUX ENSEMBLES DOMICILIAIRES

- 93. Plan de ciblage
- 94. Mandat
- 95. Obligation de se conformer
- 96. Variation du nombre de logements à loyer indexé sur le revenu

SUBSIDE PAYABLE AUX FOURNISSEURS DE LOGEMENTS

- 97. Obligation de verser un subsidy
- 98. Subside général
- 99. Revenus de référence
- 100. Estimations effectuées par le fournisseur
- 101. Subside : certains fournisseurs de logements
- 102. Frais d'exploitation de référence
- 103. Avis : capital et intérêts
- 104. Remboursement des dettes
- 105. Versement des subsides
- 106. Subside additionnel

ADMINISTRATION

- 107. Documents
- 108. Rapports annuels et autres
- 109. Vérification ou enquête

EXÉCUTION

- 110. Faits déclencheurs
- 111. Recours
- 112. Avis d'exercice d'un recours
- 113. Cessation ou suspension des subsides
- 114. Exercice de pouvoirs ou fonctions par le gestionnaire de services
- 115. Nomination d'un séquestre
- 116. Remplacement des administrateurs

PARTIE VII
PAIEMENT DES COÛTS DU
LOGEMENT ENGAGÉS PAR LA
PROVINCE OU PAR LES
GESTIONNAIRES DE SERVICES

COÛTS DU LOGEMENT ENGAGÉS PAR LA PROVINCE

- 117. Coûts du logement engagés par la province
- 118. Répartition des coûts recouvrables
- 119. Rajustements

- 120. Interest and penalties
- 121. Collection of amounts owing

SERVICE MANAGER'S HOUSING COSTS

- 122. Service manager's housing costs
- 123. Calculation by service manager
- 124. Apportionment by municipal service manager
- 125. Apportionment by dssab service manager
- 126. Adjustments
- 127. Interest and penalties
- 128. Collection of amounts owing

DISTRIBUTION OF FEDERAL FUNDING

- 129. Payment to service managers

SPECIAL RULES FOR THE
GREATER TORONTO AREA

- 130. Definition
- 131. GTA equalization
- 132. Change in allocation method
- 133. Review by GTSB

**PART VIII
SOCIAL HOUSING SERVICES
CORPORATION**

- 134. Definition
- 135. Creation of corporation
- 136. Objects of the corporation
- 137. Powers
- 138. Board of directors
- 139. Vacancies
- 140. Quorum and voting
- 141. Chair
- 142. Remuneration
- 143. Decisions not made at meeting
- 144. Chief executive officer
- 145. Approval and payment of expenditures
- 146. Annual report
- 147. Reports by service managers, etc.
- 148. Immunity

**PART IX
GENERAL**

ADMINISTRATIVE MATTERS

- 149. Conflicts
- 150. Power to amend, replace certain operating agreements
- 151. Fraud control unit
- 152. Eligibility review officers and family support workers
- 153. Prohibition, obstruction
- 154. Electronic signature

- 120. Intérêts et pénalités
- 121. Recouvrement des créances

COÛTS DU LOGEMENT ENGAGÉS PAR LES
GESTIONNAIRES DE SERVICES

- 122. Coûts du logement engagés par les gestionnaires de services
- 123. Calcul effectué par le gestionnaire de services
- 124. Répartition par la municipalité gestionnaire de services
- 125. Répartition par le conseil gestionnaire de services
- 126. Rajustements
- 127. Intérêts et pénalités
- 128. Recouvrement des créances

DISTRIBUTION DES SUBVENTIONS FÉDÉRALES

- 129. Versement aux gestionnaires de services

RÈGLES PARTICULIÈRES APPLICABLES
AU GRAND TORONTO

- 130. Définition
- 131. Péréquation dans le cas du GT
- 132. Nouvelle méthode de répartition
- 133. Révision par la Commission des services du grand Toronto

**PARTIE VIII
SOCIÉTÉ DES SERVICES
DE LOGEMENT SOCIAL**

- 134. Définition
- 135. Création d'une personne morale
- 136. Mission de la Société
- 137. Pouvoirs
- 138. Conseil d'administration
- 139. Vacances
- 140. Quorum et vote
- 141. Président
- 142. Rémunération
- 143. Décisions prises hors des réunions
- 144. Chef de la direction
- 145. Approbation et paiement des dépenses
- 146. Rapport annuel
- 147. Rapports des gestionnaires de services
- 148. Immunité

**PARTIE IX
DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

QUESTIONS ADMINISTRATIVES

- 149. Incompatibilité
- 150. Pouvoir de modifier et de remplacer certains accords d'exploitation
- 151. Unité de répression des fraudes
- 152. Agents de révision de l'admissibilité et agents d'aide au recouvrement
- 153. Entrave interdite
- 154. Signature électronique

COLLECTION, USE AND DISCLOSURE OF
PERSONAL INFORMATION

- 155. Personal information
- 156. Agreements of Minister
- 157. Agreements of service managers
- 158. Sharing information

REGULATIONS

- 159. Regulations generally
- 160. Regulations respecting Part I
- 161. Regulations respecting Part II
- 162. Regulations respecting Part III
- 163. Regulations respecting Part IV
- 164. Regulations respecting Part V
- 165. Regulations respecting Part VI
- 166. Regulations respecting Part VII
- 167. Regulations respecting Part VIII
- 168. Regulations respecting Part IX

PART X
AMENDMENTS, REPEALS,
COMMENCEMENT
AND SHORT TITLE

- 169. Amendments to *Ontario Housing Corporation Act*
- 170. Repeal of *Social Housing Funding Act, 1997*
- 171. Amendments to *Tenant Protection Act, 1997*
- 172. Commencement
- 173. Short title

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

PART I
INTERPRETATION

Purpose

1. The purpose of this Act is to provide for the efficient and effective administration of housing programs by service managers.

Definitions

2. In this Act,

“administrator” means an administrator appointed under section 14; (“administrateur”)

“area services board” means a board established under Part II of the *Northern Services Boards Act*; (“régie régionale des services publics”)

“district social services administration board” means a board established under the *District Social Services Administration Boards Act*; (“conseil d’administration de district des services sociaux”)

“dssab service manager” means a service manager that

COLLECTE, UTILISATION ET DIVULGATION
DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

- 155. Renseignements personnels
- 156. Conclusion d’ententes par le ministre
- 157. Conclusion d’ententes par les gestionnaires de services
- 158. Communication de renseignements

RÈGLEMENTS

- 159. Règlements de nature générale
- 160. Règlements : partie I
- 161. Règlements : partie II
- 162. Règlements : partie III
- 163. Règlements : partie IV
- 164. Règlements : partie V
- 165. Règlements : partie VI
- 166. Règlements : partie VII
- 167. Règlements : partie VIII
- 168. Règlements : partie IX

PARTIE X
MODIFICATIONS, ABROGATIONS,
ENTRÉE EN VIGUEUR
ET TITRE ABRÉGÉ

- 169. Modification de la *Loi sur la Société de logement de l’Ontario*
- 170. Abrogation de la *Loi de 1997 sur le financement du logement social*
- 171. Modification de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*
- 172. Entrée en vigueur
- 173. Titre abrégé

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

PARTIE I
DÉFINITIONS

Objet

1. La présente loi a pour objet de prévoir l’administration efficace et efficiente des programmes de logement par les gestionnaires de services.

Définitions

2. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«accord de supplément au loyer» Accord d’exploitation conclu dans le cadre d’un programme de supplément au loyer créé par le ministre. («rent supplement agreement»)

«accord d’exploitation» Accord, protocole d’entente, lettre d’engagement, ou combinaison de ceux-ci, oral ou écrit ou en partie oral et en partie écrit, conclu avant l’entrée en vigueur du présent article entre un fournisseur de logements et la Couronne du chef de l’Ontario, la Couronne du chef du Canada, le ministre, le ministère, un ministre ou un ministère de la Cou-

- is a district social services administration board; ("conseil gestionnaire de services")
- "federal funding" means money received by the Crown in right of Ontario from the Crown in right of Canada or the Canada Mortgage and Housing Corporation for the purpose of funding prescribed housing programs; ("subvention fédérale")
- "high need household" means a household that meets such criteria as may be prescribed; ("ménage ayant des besoins importants")
- "household" means an individual who lives alone or two or more individuals who live together; ("ménage")
- "housing program" means a program prescribed as a housing program; ("programme de logement")
- "housing project" means all or part of the residential accommodation, including facilities used for ancillary purposes, located in one or more buildings used in whole or in part for residential accommodation; ("ensemble domiciliaire")
- "housing provider" means a person who operates a housing project; ("fournisseur de logements")
- "independent municipality" means a municipality within the service area of a municipal service manager and that does not form part of the municipality of the municipal service manager for municipal purposes; ("municipalité indépendante")
- "landlord" has the same meaning as in the *Tenant Protection Act, 1997*; ("locateur")
- "lead agency" means a lead agency designated under section 83; ("organisme responsable")
- "local housing authority" means a corporation constituted under subsection 7 (2) of the *Housing Development Act* as a housing authority for a particular geographic area; ("commission locale de logement")
- "local housing corporation" means a corporation that has been incorporated in accordance with section 22; ("société locale de logement")
- "market unit" means a unit that is in a housing project and that is not a rent-gear-to-income unit; ("logement à loyer du marché")
- "Minister" means the Minister of Municipal Affairs and Housing or such other member of the Executive Council as may be assigned the administration of this Act under the *Executive Council Act*; ("ministre")
- "Ministry" means the ministry of the Minister; ("ministère")
- "modified unit" means a unit that has been modified so as to be accessible to an individual with a physical disability or so as to allow an individual with a physical disability to live independently; ("logement modifié")
- "municipal service manager" means a service manager that is a municipality; ("municipalité gestionnaire de services")
- "municipality" means a city, town, county, township, ronne du chef du Canada, la Société de logement de l'Ontario, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, une commission locale de logement, un mandataire de la Couronne du chef de l'Ontario ou de la Couronne du chef du Canada, ou une combinaison de ceux-ci, en vertu duquel le fournisseur de logements reçoit un financement à l'égard d'un ensemble domiciliaire visé par un programme de logement. («operating agreement»)
- «administrateur» Lorsqu'il ne s'agit pas du membre d'un conseil d'administration, s'entend d'un administrateur nommé en application de l'article 14. («administrator»)
- «aide sous forme de loyer indexé sur le revenu» Aide financière fournie à l'égard d'un ménage dans le cadre d'un programme de logement afin de réduire la somme qu'il doit payer par ailleurs pour occuper un logement dans un ensemble domiciliaire. («rent-gear-to-income assistance»)
- «aire de service» Relativement à un gestionnaire de services, s'entend de la zone géographique que le paragraphe 4 (2) précise comme étant son aire de service. («service area»)
- «auteur d'un transfert ou d'une mutation» Personne dont des éléments d'actif, des éléments de passif, des droits, des obligations ou des employés sont transférés ou mutés, selon le cas, par un décret de transfert ou de mutation. Le terme «auteur» employé seul a un sens correspondant dans un contexte analogue. («transferor»)
- «bien immeuble» S'entend d'un bien-fonds, d'un tènement, d'une dépendance, d'un héritage ou d'un accessoire fixe. S'entend en outre des intérêts ou des droits qui s'y rattachent, qui y sont annexés ou qui peuvent être exercés à leur endroit. («real property»)
- «bien meuble» S'entend d'un bien qui n'est pas un bien immeuble. S'entend en outre d'un acte mobilier, d'un titre, d'un effet, d'un bien immatériel, d'argent et d'une valeur mobilière, tels que ces termes sont définis dans la *Loi sur les sûretés mobilières*, ainsi que d'une créance, d'un accord, d'une entente, d'un permis, d'une licence, d'une autorisation, de la propriété intellectuelle, d'un document et d'un objet, à l'exclusion des matériaux de construction fixés à un bien immeuble. («personal property»)
- «commission locale de logement» Personne morale constituée en vertu du paragraphe 7 (2) de la *Loi sur le développement du logement* en tant que commission de logement pour une zone géographique donnée. («local housing authority»)
- «conseil d'administration de district des services sociaux» Conseil créé en vertu de la *Loi sur les conseils d'administration de district des services sociaux*. («district social services administration board»)
- «conseil gestionnaire de services» Gestionnaire de services qui est un conseil d'administration de district des services sociaux. («dssab service manager»)

- village, regional or district municipality, the County of Oxford or the Frontenac Management Board; ("municipalité")
- "non-profit housing co-operative" has the same meaning as in the *Co-operative Corporations Act*; ("coopérative de logement sans but lucratif")
- "Ontario Housing Corporation" means the Ontario Housing Corporation continued under the *Ontario Housing Corporation Act*; ("Société de logement de l'Ontario")
- "operating agreement" means an agreement, a memorandum of understanding, a letter of commitment or any combination of them, whether oral, written or in part oral and in part written, entered into before this section comes into force between a housing provider and one or more of the Crown in right of Ontario, the Crown in right of Canada, the Minister, the Ministry, a minister or ministry of the Crown in right of Canada, the Ontario Housing Corporation, Canada Mortgage and Housing Corporation, a local housing authority, an agent of the Crown in right of Ontario and an agent of the Crown in right of Canada under which funding is provided to the housing provider with respect to a housing project under a housing program; ("accord d'exploitation")
- "person" means an individual, a corporation, the Crown, a municipality, an agency, a board, a commission or any other entity; ("personne")
- "personal information" has the same meaning as in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*; ("renseignements personnels")
- "personal property" means property that is not real property, and includes chattel paper, documents of title, instruments, intangibles, money and securities, all as defined in the *Personal Property Security Act*, accounts receivable, agreements, licences, permits, intellectual property, records and goods, but does not include building materials that have been affixed to real property; ("bien meuble")
- "prescribed" means prescribed by the regulations; ("prescrit")
- "real property" means lands, tenements, appurtenances, hereditaments and fixtures, and includes an interest in or a right issuing or arising out of, annexed to or exercisable with respect to lands, tenements, appurtenances, hereditaments or fixtures; ("bien immeuble")
- "record" has the same meaning as in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and includes a record that contains confidential information or personal information; ("document")
- "regulations" means regulations made under this Act; ("règlements")
- "related municipality", in relation to a local housing corporation, means,
- (a) an independent municipality in the related service manager's service area, in the case of a municipal service manager, or
- «coopérative de logement sans but lucratif» S'entend au sens de la *Loi sur les sociétés coopératives*. («non-profit housing co-operative»)
- «décret de transfert ou de mutation» Décret de transfert ou de mutation pris en vertu de la partie IV. («transfer order»)
- «destinataire d'un transfert ou d'une mutation» Personne à qui des éléments d'actif, des éléments de passif, des droits, des obligations ou des employés sont transférés ou mutés, selon le cas, par un décret de transfert ou de mutation. Le terme «destinataire» employé seul a un sens correspondant dans un contexte analogue. («transferee»)
- «document» S'entend au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*. S'entend en outre d'un document qui contient des renseignements confidentiels ou personnels. («record»)
- «ensemble domiciliaire» S'entend de la totalité ou d'une partie de locaux d'habitation, y compris les installations servant à des fins accessoires, qui sont situés dans un ou plusieurs bâtiments utilisés en tout ou en partie à des fins résidentielles. («housing project»)
- «ensemble domiciliaire transféré» Relativement à un gestionnaire de services, s'entend d'un ensemble domiciliaire qui est visé par un programme de logement transféré et qui est prescrit pour l'application de l'article 10. («transferred housing project»)
- «fournisseur de logements» Personne qui exploite un ensemble domiciliaire. («housing provider»)
- «gestionnaire de services» Municipalité, organisme, conseil ou commission désigné comme tel en application du paragraphe 4 (1). («service manager»)
- «gestionnaire de services lié» Relativement à une société locale de logement, s'entend du gestionnaire de services en faveur de qui des actions ordinaires de la société sont réputées avoir été émises en application du paragraphe 22 (7). («related service manager»)
- «locateur» S'entend au sens de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*. («landlord»)
- «logement» Logement destiné à être utilisé à des fins résidentielles dans un ensemble domiciliaire. («unit»)
- «logement adapté» Logement d'un ensemble domiciliaire qu'occupe ou que peut occuper un ménage comptant un ou plusieurs particuliers qui ont besoin de services de soutien pour vivre de façon autonome. («special needs housing»)
- «logement à loyer du marché» Logement d'un ensemble domiciliaire qui n'est pas un logement à loyer indexé sur le revenu. («market unit»)
- «logement à loyer indexé sur le revenu» Logement d'un ensemble domiciliaire qu'occupe un ménage qui reçoit une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu ou que peut occuper un ménage qui est admissible à une telle aide. («rent-geared-to-income unit»)
- «logement modifié» Logement qui a été modifié de manière à le rendre accessible aux personnes ayant une

- (b) a municipality in the related service manager's service area, in the case of a dssab service manager; ("municipalité liée")
- "related service manager", in relation to a local housing corporation, means the service manager to whom common shares of the local housing corporation are deemed to have been issued under subsection 22 (7); ("gestionnaire de services lié")
- "rent-geared-to-income assistance" means financial assistance provided in respect of a household under a housing program to reduce the amount the household must otherwise pay to occupy a unit in a housing project; ("aide sous forme de loyer indexé sur le revenu")
- "rent-geared-to-income unit" means a unit in a housing project that either is occupied by a household receiving rent-geared-to-income assistance or is available for occupancy by a household eligible for rent-geared-to-income assistance; ("logement à loyer indexé sur le revenu")
- "rent supplement agreement" means an operating agreement under a rent supplement program established by the Minister; ("accord de supplément au loyer")
- "service area", in relation to a service manager, means the geographic area specified as the service area of that service manager under subsection 4 (2); ("aire de service")
- "service manager" means a municipality, agency, board or commission designated as a service manager under subsection 4 (1); ("gestionnaire de services")
- "Social Housing Services Corporation" means the corporation established under section 135; ("Société des services de logement social")
- "special needs housing" means a unit in a housing project that is occupied by or is made available for occupancy by a household containing one or more individuals who require support services to live independently; ("logement adapté")
- "transfer order" means a transfer order made under Part IV; ("décret de transfert ou de mutation")
- "transferee" means a person to whom assets, liabilities, rights, obligations or employees are transferred by a transfer order; ("destinataire d'un transfert ou d'une mutation", "destinataire")
- "transferor" means a person any of whose assets, liabilities, rights, obligations or employees are transferred by a transfer order; ("auteur d'un transfert ou d'une mutation", "auteur")
- "transferred housing program", in relation to a service manager, means a housing program for which responsibility has been transferred to the service manager under section 10, and in respect of which the transfer has taken effect; ("programme de logement transféré")
- déficience physique ou à permettre à de telles personnes de vivre de façon autonome. («modified unit»)
- «ménage» Particulier qui vit seul ou deux ou plusieurs particuliers qui vivent ensemble. («household»)
- «ménage ayant des besoins importants» Ménage qui répond aux critères prescrits. («high need household»)
- «ministère» Le ministère du ministre. («Ministry»)
- «ministre» Le ministre des Affaires municipales et du Logement ou l'autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)
- «municipalité» Cité, ville, comté, canton, village, municipalité régionale, municipalité de district, le comté d'Oxford ou le conseil de gestion de Frontenac. («municipality»)
- «municipalité gestionnaire de services» Gestionnaire de services qui est une municipalité. («municipal service manager»)
- «municipalité indépendante» S'entend d'une municipalité qui est située dans l'aire de service d'une municipalité gestionnaire de services, mais qui n'en fait pas partie aux fins municipales. («independent municipality»)
- «municipalité liée» Relativement à une société locale de logement, s'entend de ce qui suit :
- a) une municipalité indépendante située dans l'aire de service du gestionnaire de services lié, dans le cas d'une municipalité gestionnaire de services;
 - b) une municipalité située dans l'aire de service du gestionnaire de services lié, dans le cas d'un conseil gestionnaire de services. («related municipality»)
- «organisme responsable» Organisme responsable désigné en vertu de l'article 83. («lead agency»)
- «personne» S'entend d'un particulier, d'une personne morale, de la Couronne, d'une municipalité, d'un organisme, d'un conseil, d'une commission ou d'une autre entité. («person»)
- «prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)
- «programme de logement» Programme prescrit comme tel. («housing program»)
- «programme de logement transféré» Relativement à un gestionnaire de services, s'entend d'un programme de logement dont la responsabilité a été transférée au gestionnaire de services en application de l'article 10 et à l'égard duquel le transfert a pris effet. («transferred housing program»)
- «régie régionale des services publics» Régie créée en vertu de la partie II de la *Loi sur les régies des services publics du Nord*. («area services board»)
- «règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)
- «renseignements personnels» S'entend au sens de la *Loi*

“transferred housing project”, in relation to a service manager, means a housing project that is subject to a transferred housing program and that has been prescribed for the purposes of section 10; (“ensemble domiciliaire transféré”)

“unit” means a unit intended for use as residential accommodation in a housing project. (“logement”)

Crown bound

3. This Act binds the Crown.

PART II SERVICE MANAGERS

POWERS AND DUTIES

Designation of service manager

4. (1) The Minister shall by regulation designate the municipalities, the district social services administration boards, the area services boards and the other agencies, boards and commissions that are service managers for the purposes of this Act.

Service area

(2) For each service manager, the Minister shall by regulation specify the geographic area that is the service area of that service manager for the purposes of this Act.

Powers of service manager

5. (1) A service manager may,
 - (a) purchase or otherwise acquire a housing project in its service area for the purpose of operating it as a housing project;
 - (b) purchase or otherwise acquire land in its service area for the purpose of operating a housing project on it;
 - (c) construct a housing project on land that it has acquired in its service area;
 - (d) make alterations or additions to a housing project that it has acquired or constructed in its service area;
 - (e) operate and maintain a housing project that it has acquired or constructed in its service area;

sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée. («personal information»)

«Société de logement de l'Ontario» La Société de logement de l'Ontario maintenue par la *Loi sur la Société de logement de l'Ontario*. («Ontario Housing Corporation»)

«Société des services de logement social» La personne morale constituée en application de l'article 135. («Social Housing Services Corporation»)

«société locale de logement» Personne morale constituée conformément à l'article 22. («local housing corporation»)

«subvention fédérale» Somme que la Couronne du chef de l'Ontario reçoit de la Couronne du chef du Canada ou de la Société canadienne d'hypothèques et de logement aux fins du financement des programmes de logement prescrits. («federal funding»)

Obligation de la Couronne

3. La présente loi lie la Couronne.

PARTIE II GESTIONNAIRES DE SERVICES

POUVOIRS ET FONCTIONS

Désignation des gestionnaires de services

4. (1) Le ministre désigne, par règlement, les municipalités, les conseils d'administration de district des services sociaux, les régies régionales des services publics et les autres organismes, conseils et commissions qui sont des gestionnaires de services pour l'application de la présente loi.

Aire de service

(2) Pour chaque gestionnaire de services, le ministre précise, par règlement, la zone géographique qui constitue son aire de service pour l'application de la présente loi.

Pouvoirs du gestionnaire de services

5. (1) Le gestionnaire de services peut faire ce qui suit :
 - a) acquérir, notamment par achat, un ensemble domiciliaire situé dans son aire de service afin de l'exploiter en tant qu'ensemble domiciliaire;
 - b) acquérir, notamment par achat, un bien-fonds situé dans son aire de service afin d'y exploiter un ensemble domiciliaire;
 - c) construire un ensemble domiciliaire sur un bien-fonds qu'il a acquis dans son aire de service;
 - d) modifier ou agrandir un ensemble domiciliaire qu'il a acquis ou construit dans son aire de service;
 - e) exploiter et entretenir un ensemble domiciliaire qu'il a acquis ou construit dans son aire de service;

(f) sell or otherwise dispose of land and housing projects that it has acquired or constructed in its service area;

(g) exercise such other powers as may be prescribed.

Power to establish programs

(2) A service manager may also establish, fund and administer programs for the provision of residential accommodation in its service area.

Restrictions, etc.

(3) A service manager shall exercise its powers in accordance with such conditions and restrictions as may be prescribed.

Additional powers, municipal service manager

6. A municipal service manager may perform its duties and exercise its powers under this Act with respect to any part of its service area, including a part of its service area that is located outside its municipal boundaries, and may do so despite subsection 101 (1) of the *Municipal Act* or any other Act restricting its jurisdiction.

Additional powers, dssab service manager

7. (1) In addition to its powers under this Act, a dssab service manager may exercise for the purposes of this Act the powers that a district social service administration board has under the *District Social Services Administration Boards Act*.

Capital facilities

(2) Subsections 210.1 (1) to (5), (10) and (11) of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to a dssab service manager as if it were the council of a municipality.

Expropriation powers

(3) Sections 190, 191 and 193 of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to a dssab service manager as if it were the council of a municipality.

Reserve funds and investments

(4) Subsections 163 (1) to (3) and (5) to (7) and section 167 of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to a dssab service manager as if it were the council of a municipality.

Powers of dssab service manager re debentures

8. (1) This section applies if a dssab service manager wishes to make permanent improvements to a housing project for the purposes of this Act and wishes to obtain financing for the improvements.

Direction

(2) The dssab service manager may direct the council of such municipalities within its service area as may be prescribed to issue and sell debentures on the credit of the municipal corporation for raising such sums as the

f) disposer, notamment par vente, des biens-fonds et des ensembles domiciliaires qu'il a acquis ou construits dans son aire de service;

g) exercer tout autre pouvoir prescrit.

Pouvoir de créer des programmes

(2) Le gestionnaire de services peut également créer, financer et administrer des programmes de fourniture de locaux d'habitation dans son aire de service.

Restrictions

(3) Le gestionnaire de services exerce ses pouvoirs conformément aux conditions et restrictions prescrites.

Pouvoirs additionnels : municipalité gestionnaire de services

6. La municipalité gestionnaire de services peut exercer les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi à l'égard de toute partie de son aire de service même si celle-ci est située à l'extérieur de ses limites, et ce, malgré le paragraphe 101 (1) de la *Loi sur les municipalités* et toute autre loi limitant son territoire de compétence.

Pouvoirs additionnels : conseil gestionnaire de services

7. (1) En plus des pouvoirs que lui confère la présente loi, le conseil gestionnaire de services peut, pour l'application de la présente loi, exercer tous les pouvoirs qu'un conseil d'administration de district des services sociaux peut exercer en vertu de la *Loi sur les conseils d'administration de district des services sociaux*.

Immobilisations

(2) Les paragraphes 210.1 (1) à (5), (10) et (11) de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au conseil gestionnaire de services comme s'il était le conseil d'une municipalité.

Pouvoirs d'expropriation

(3) Les articles 190, 191 et 193 de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au conseil gestionnaire de services comme s'il était le conseil d'une municipalité.

Fonds de réserve et placements

(4) Les paragraphes 163 (1) à (3) et (5) à (7) et l'article 167 de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au conseil gestionnaire de services comme s'il était le conseil d'une municipalité.

Pouvoirs des conseils gestionnaires de services : débentures

8. (1) Le présent article s'applique si le conseil gestionnaire de services désire apporter des améliorations permanentes à un ensemble domiciliaire pour l'application de la présente loi et obtenir du financement pour ces améliorations.

Ordre

(2) Le conseil gestionnaire de services peut ordonner aux conseils des municipalités prescrites situées dans son aire de service d'émettre et de vendre des débentures sur leur crédit afin de recueillir les sommes dont il a

dssab service manager may require to make the permanent improvements.

Same

(3) The direction must state the purpose of the debenture and the nature and estimated cost of the improvements.

Application for approval

(4) A dssab service manager that proposes to give a direction to a municipality shall apply to the Ontario Municipal Board for approval of the proposed direction under section 65 of the *Ontario Municipal Board Act* and the dssab service manager shall be deemed, for the purposes of that section, to make the application on behalf of the municipality.

Approval

(5) If the Ontario Municipal Board approves the proposed direction, the council of the applicable municipality shall pass a by-law authorizing the borrowing of money by the issue and sale of debentures on the credit of the municipal corporation for the purposes stated in the direction.

Various powers and duties re debentures

(6) Subsections 123 (6) to (11) and (13), clause 123 (14) (c), subsection 123 (15) and subsection 147 (3) of the *Municipal Act* apply, with necessary modifications, to a direction given under this section as if the dssab service manager were a school board.

Liability under debentures

(7) Debentures issued under subsection (5) are joint and several obligations of the dssab service manager and all of the municipalities in its service area even though all or part of the costs of the permanent improvements may have been apportioned under subsection 125 (2) to only some of them.

Same

(8) Nothing in subsection (7) affects the rights of the dssab service manager and the municipalities in its service area as among themselves.

Payment

(9) With respect to debentures issued under subsection (5), the Minister of Finance shall pay to a dssab service manager an amount that bears the same proportion to the total cost of servicing the debentures as the proportion of costs apportioned to territory without municipal organization under subsection 125 (1).

Restrictions re mortgage financing

9. (1) A service manager shall not establish a system or process to enable more than one housing provider, acting jointly, to renew or replace mortgage financing unless the service manager has the prior written consent of the Minister to do so.

besoin pour couvrir les coûts des améliorations permanentes.

Idem

(3) L'ordre précise l'objet des débentures ainsi que la nature et les coûts prévus des améliorations.

Requête en approbation

(4) Le conseil gestionnaire de services qui envisage de donner un ordre à une municipalité demande, par voie de requête, à la Commission des affaires municipales de l'Ontario d'approuver l'ordre envisagé en application de l'article 65 de la *Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario*. Il est réputé, pour l'application de cet article, présenter la requête au nom de la municipalité.

Approbation

(5) Si la Commission des affaires municipales de l'Ontario approuve l'ordre envisagé, le conseil de la municipalité visée adopte un règlement municipal autorisant l'emprunt de sommes par l'émission et la vente de débentures sur le crédit de la municipalité aux fins indiquées dans l'ordre.

Pouvoirs et fonctions : débentures

(6) Les paragraphes 123 (6) à (11) et (13), l'alinéa 123 (14) c), le paragraphe 123 (15) et le paragraphe 147 (3) de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à un ordre donné en vertu du présent article comme si le conseil gestionnaire de services était un conseil scolaire.

Obligations

(7) Les débentures émises en vertu du paragraphe (5) constituent des obligations conjointes et individuelles du conseil gestionnaire de services et de toutes les municipalités situées dans son aire de service même si la totalité ou une partie des coûts des améliorations permanentes n'a été attribuée qu'à certaines d'entre elles en application du paragraphe 125 (2).

Idem

(8) Le paragraphe (7) n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits que le conseil gestionnaire de services et les municipalités situées dans son aire de service peuvent faire valoir entre eux.

Versement

(9) Relativement aux débentures émises en vertu du paragraphe (5), le ministre des Finances verse au conseil gestionnaire de services la fraction du coût total du service des débentures calculée selon le rapport qui sert au calcul du coût attribué au territoire non érigé en municipalité en application du paragraphe 125 (1).

Restrictions applicables aux prêts hypothécaires

9. (1) Le gestionnaire de services ne doit pas, sans le consentement écrit préalable du ministre, mettre sur pied un mécanisme ou un processus visant à permettre à plusieurs fournisseurs de logements, agissant conjointement, de renouveler ou de remplacer un prêt hypothécaire.

Same

(2) Subsection (1) applies with respect to any housing provider who operates a housing project under such housing programs as may be prescribed for the purposes of this section.

Duties re transferred housing programs

10. (1) The responsibility for administering and funding a prescribed housing program as it relates to a prescribed housing project is transferred as of the prescribed effective date from the Ontario Housing Corporation or the Government of Ontario, as the case may be, to the prescribed service manager.

Same

(2) As of the effective date of a transfer of responsibility to a service manager under subsection (1), the service manager shall assume the responsibility transferred to it and shall administer and fund the housing program as it relates to the housing project in accordance with this Act (including the regulations) and any applicable operating agreement in effect.

Same

(3) The housing program must also be administered and funded in accordance with such criteria and rules as may be prescribed for the program.

Same

(4) In case of a conflict between this Act (including the regulations) and the operating agreement, the service manager shall administer and fund the housing program as it relates to the housing project in accordance with the operating agreement.

Language of services

(5) If the service manager provides services in an area that is designated in the Schedule to the *French Language Services Act*, it shall provide its services in both English and French with respect to the provision of housing.

Same

(6) The service manager shall provide services in English and French to such housing providers as may be prescribed who were entitled, under an operating agreement, to receive services from Canada Mortgage and Housing Corporation in English and French before the transfer of the operating agreement to the service manager.

Duties re rent-geared-to-income assistance

11. (1) A service manager shall ensure that rent-geared-to-income assistance under Part V is provided in its service area in respect of at least,

- (a) the prescribed number of households whose income is no greater than the household income limit prescribed for the service area; and
- (b) the prescribed number of high need households.

Idem

(2) Le paragraphe (1) s'applique à l'égard du fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire dans le cadre des programmes de logement prescrits pour l'application du présent article.

Obligations : programmes de logement transférés

10. (1) La responsabilité de l'administration et du financement d'un programme de logement prescrit en ce qui concerne un ensemble domiciliaire prescrit est transférée, à la date d'effet prescrite, de la Société de logement de l'Ontario ou du gouvernement de l'Ontario, selon le cas, au gestionnaire de services prescrit.

Idem

(2) Le gestionnaire de services à qui une responsabilité est transférée en application du paragraphe (1) administre et finance le programme de logement en ce qui concerne l'ensemble domiciliaire, conformément à la présente loi, y compris les règlements, et à tout accord d'exploitation en vigueur, à compter de la date d'effet du transfert.

Idem

(3) Le programme de logement est également administré et financé conformément aux critères et aux règles prescrits à son égard.

Incompatibilité

(4) En cas d'incompatibilité entre la présente loi, y compris les règlements, et l'accord d'exploitation, le gestionnaire de services administre et finance le programme de logement en ce qui concerne l'ensemble domiciliaire conformément à l'accord.

Langue

(5) Le gestionnaire de services qui fournit des services dans une région désignée à l'annexe de la *Loi sur les services en français* fournit ses services en français et en anglais pour ce qui est de la fourniture de logements.

Idem

(6) Le gestionnaire de services fournit ses services en français et en anglais aux fournisseurs de logements prescrits qui avaient le droit, dans le cadre d'un accord d'exploitation, de recevoir des services de la Société canadienne d'hypothèques et de logement en français et en anglais avant que l'accord ne lui soit transféré.

Obligations : aide sous forme de loyer indexé sur le revenu

11. (1) Le gestionnaire de services veille à ce que l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu que prévoit la partie V soit fournie dans son aire de service à l'égard d'au moins les ménages suivants :

- a) le nombre prescrit de ménages dont le revenu n'est pas supérieur au seuil de revenu des ménages prescrit pour l'aire de service;
- b) le nombre prescrit de ménages ayant des besoins importants.

Exclusions

(2) Households accommodated under such housing programs as may be prescribed must not be included in determining the number of households counted for the purposes of clause (1) (a) or the number of high need households counted for the purposes of clause (1) (b).

Service levels, modified units

(3) The service manager shall ensure that, in the transferred housing projects in its service area that are subject to the prescribed transferred housing programs, the prescribed number of modified units are maintained in accordance with such requirements as may be prescribed.

Prescribed duties

12. (1) A service manager shall perform such other duties as may be prescribed.

Restrictions, etc.

(2) A service manager shall perform its duties under this Act in accordance with such conditions and restrictions as may be prescribed.

PERFORMANCE OF DUTIES**Implementation plan**

13. (1) Within five months after this section comes into force, each service manager shall prepare and submit to the Minister a plan for carrying out its duties under this Act.

Contents

(2) The plan must meet such criteria as the Minister may establish, must contain such information as may be required by the Minister and must be submitted in the form and manner required by the Minister.

Approval by service manager

(3) The service manager shall not submit the plan to the Minister until it has been approved by a by-law or resolution of the service manager.

Approval by Minister

(4) The Minister shall assess the plan and shall approve it if it meets the requirements described in subsection (2); the Minister may modify a plan before approving it.

Notice

(5) The Minister shall give the service manager written notice of his or her decision about the plan.

Duty to implement

(6) The service manager shall use its best efforts to implement the plan approved by the Minister.

Replacement service manager

(7) If the service manager (the "original service manager") does not submit its plan to the Minister in accor-

Exclusions

(2) Les ménages logés dans le cadre des programmes de logement prescrits ne doivent pas entrer dans le calcul du nombre de ménages effectué pour l'application de l'alinéa (1) a) ou le calcul du nombre de ménages ayant des besoins importants effectué pour l'application de l'alinéa (1) b).

Niveaux de service : logements modifiés

(3) Le gestionnaire de services veille à ce que le nombre prescrit de logements modifiés soit fourni conformément aux exigences prescrites dans les ensembles domiciliaires transférés qui sont situés dans son aire de service et qui sont visés par les programmes de logement transférés prescrits.

Fonctions prescrites

12. (1) Le gestionnaire de services exerce les autres fonctions prescrites.

Restrictions

(2) Le gestionnaire de services exerce les fonctions que lui attribue la présente loi conformément aux conditions et restrictions prescrites.

EXERCICE DES FONCTIONS**Plan de mise en oeuvre**

13. (1) Dans les cinq mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent article, le gestionnaire de services prépare et présente au ministre un plan dans lequel il expose la façon dont il compte exercer les fonctions que lui attribue la présente loi.

Contenu

(2) Le plan répond aux critères que fixe le ministre et contient les renseignements et est présenté sous la forme et de la manière qu'il exige.

Approbation du gestionnaire de services

(3) Le gestionnaire de services ne doit pas présenter le plan au ministre tant qu'il ne l'a pas approuvé par règlement municipal, règlement administratif ou résolution.

Approbation du ministre

(4) Le ministre évalue le plan et l'approuve s'il répond aux critères visés au paragraphe (2); il peut le modifier avant de l'approuver.

Avis

(5) Le ministre avise le gestionnaire de services par écrit de sa décision concernant le plan.

Obligation de mettre le plan en oeuvre

(6) Le gestionnaire de services fait tous les efforts possibles pour mettre en oeuvre le plan approuvé par le ministre.

Gestionnaire de services remplaçant

(7) Si un gestionnaire de services (le «premier gestionnaire de services») ne présente pas son plan au mi-

dance with this section or if the plan is not approved by the Minister, the Minister may enter into an agreement with another service manager (the "replacement") that provides for the replacement to perform the duties and exercise the powers of the original service manager under this Act with respect to such housing programs and housing projects as are specified in the agreement.

Same

(8) Subsection 21 (1) does not apply with respect to the exercise of the Minister's powers under subsection (7).

Same

(9) Nothing in subsection (7) affects the right of the Minister to enter into an agreement under subparagraph 4 ii of subsection 21 (3) with respect to the performance of the service manager's duties under this Act by another person.

Same

(10) Nothing in this section affects the transfer of responsibility for housing programs to the service manager under section 10.

Appointment of administrator

14. (1) A service manager may,

- (a) appoint an administrator for its service area;
- (b) authorize its administrator in writing to perform all or some of the duties or exercise all or some of the powers of the service manager under this Act with respect to the whole or a part of the service manager's service area, in accordance with such conditions and restrictions as may be prescribed; and
- (c) impose additional conditions or restrictions on the administrator.

Deputy administrator

(2) A service manager may appoint a deputy administrator to act as administrator and to have all the duties and powers of the administrator when the administrator is absent or otherwise unable to act or when the office of the administrator is vacant.

Status

(3) The administrator or deputy administrator shall be deemed to be acting on behalf of the service manager when performing its duties or exercising its powers, and a decision made by the administrator or deputy administrator in performing those duties or exercising those powers shall be deemed to be a decision of the service manager.

Same

(4) A service manager remains responsible for the

ministre conformément au présent article ou que ce dernier n'approuve pas le plan qui lui est présenté, le ministre peut, au moyen d'un accord, confier à un autre gestionnaire de services (le «remplaçant») l'exercice des pouvoirs et fonctions que la présente loi attribue au premier gestionnaire de services à l'égard des programmes de logement et des ensembles domiciliaires que précise l'accord.

Idem

(8) Le paragraphe 21 (1) ne s'applique pas à l'égard de l'exercice des pouvoirs que le paragraphe (7) confère au ministre.

Idem

(9) Le paragraphe (7) n'a pas pour effet de porter atteinte au droit qu'a le ministre de conclure un accord en vertu de la sous-disposition 4 ii du paragraphe 21 (3) à l'égard de l'exercice, par une autre personne, des fonctions que la présente loi attribue au gestionnaire de services.

Idem

(10) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte au transfert de la responsabilité de programmes de logement au gestionnaire de services en application de l'article 10.

Nomination d'un administrateur

14. (1) Le gestionnaire de services peut faire ce qui suit :

- a) nommer un administrateur pour son aire de service;
- b) autoriser par écrit son administrateur à exercer, à l'égard de la totalité ou d'une partie de son aire de service, la totalité ou une partie des pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi, conformément aux conditions et restrictions prescrites;
- c) assujettir l'administrateur à d'autres conditions ou restrictions.

Administrateur adjoint

(2) Le gestionnaire de services peut nommer un administrateur adjoint qui agit à titre d'administrateur et qui exerce les pouvoirs et fonctions de l'administrateur en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci ou de vacance de son poste.

Statut

(3) L'administrateur ou l'administrateur adjoint est réputé agir au nom du gestionnaire de services dans l'exercice de ses pouvoirs ou fonctions, et les décisions qu'il prend alors sont réputées des décisions du gestionnaire de services.

Idem

(4) Le gestionnaire de services demeure responsable

performance of its duties and the exercise of its powers by an administrator or a deputy administrator.

Agreement regarding performance by another person

15. (1) A service manager may enter into an agreement with any person providing for that person to perform all or some of the duties or exercise all or some of the powers of the service manager under this Act with respect to all or part of the service manager's service area.

Conditions or restrictions

(2) The authority of the service manager to enter into the agreement, and the scope of the agreement, is subject to such conditions or restrictions as may be prescribed.

Same

(3) The agreement may impose conditions or restrictions on the person.

Restriction

(4) The agreement cannot provide that the person performs duties or exercises powers of a service manager under Part VII (Payment of Provincial and Local Housing Costs).

Reports, etc.

(5) The agreement must require the person to,

- (a) give the service manager such reports, documents and information as the service manager may request relating to the performance of the service manager's duties and exercise of the service manager's powers; and
- (b) give the requested reports, documents and information to the service manager at the times and in the form and manner requested by the service manager.

Control of records

(6) The agreement must provide that the service manager retains control of every record that is created by, or is in the custody of, the other person, if the record relates to the duties or powers that are subject to the agreement and if the other person is not an institution for the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Powers of municipality

(7) A municipality may enter into an agreement mentioned in subsection (1) to perform all or some of the duties or exercise all or some of the powers of a service manager under this Act with respect to all or part of the service manager's service area, and a municipality that enters into such an agreement has the powers necessary to carry it out.

Powers of other service manager

(8) A service manager may enter into an agreement mentioned in subsection (1) to perform all or some of

de l'exercice de ses pouvoirs et fonctions par un administrateur ou un administrateur adjoint.

Accord d'impartition

15. (1) Le gestionnaire de services peut, au moyen d'un accord, confier à une autre personne l'exercice, à l'égard de la totalité ou d'une partie de son aire de service, de la totalité ou d'une partie des pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi.

Conditions ou restrictions

(2) Le pouvoir du gestionnaire de services de conclure l'accord et la portée de celui-ci sont assujettis aux conditions ou restrictions prescrites.

Idem

(3) L'accord peut assujettir la personne à des conditions ou restrictions.

Restriction

(4) L'accord ne peut pas prévoir que la personne exerce les pouvoirs ou les fonctions que la partie VII attribue au gestionnaire de services (paiement des coûts du logement engagés par la province ou par les gestionnaires de services).

Rapports

(5) L'accord exige de la personne :

- a) d'une part, qu'elle remette au gestionnaire de services les rapports, documents et renseignements qu'il lui demande portant sur l'exercice des pouvoirs et fonctions du gestionnaire de services;
- b) d'autre part, qu'elle remette les rapports, documents et renseignements demandés, aux moments, sous la forme et de la manière que demande le gestionnaire de services.

Contrôle des documents

(6) L'accord prévoit que le gestionnaire de services conserve le contrôle de chaque document créé par l'autre personne ou dont celle-ci a la garde s'il se rapporte aux pouvoirs ou fonctions visés par l'accord et si l'autre personne n'est pas une institution pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

Pouvoirs de la municipalité

(7) Une municipalité peut, au moyen d'un accord visé au paragraphe (1), exercer, à l'égard de la totalité ou d'une partie de l'aire de service d'un gestionnaire de services, la totalité ou une partie des pouvoirs ou fonctions que la présente loi attribue à ce dernier. La municipalité qui conclut un tel accord possède les pouvoirs nécessaires à son exécution.

Pouvoirs de l'autre gestionnaire de services

(8) Un gestionnaire de services peut, au moyen d'un accord visé au paragraphe (1), exercer, à l'égard de la

the duties or exercise all or some of the powers of another service manager under this Act with respect to all or part of the other service manager's service area, and a service manager that enters into such an agreement has the powers necessary to carry it out.

Status of other person

(9) The person performing the service manager's duties or exercising its powers shall be deemed to be acting on behalf of the service manager in doing so, and a decision made by the person in performing those duties or exercising those powers shall be deemed to be a decision of the service manager.

Same

(10) A service manager that has entered into an agreement under this section providing for another person to perform any of the service manager's duties or exercise any of its powers under this Act remains responsible for the performance of those duties and the exercise of those powers.

Information

(11) A service manager that has entered into an agreement under this section providing for another person to perform any of the service manager's duties or exercise any of its powers under this Act shall give the person any information the service manager considers necessary for the appropriate performance of the duties or exercise of the powers.

Geographic jurisdiction, service manager

16. (1) A service manager that has entered into an agreement with another service manager under section 15 or with the Minister under subsection 13 (7) or subparagraph 4 ii of subsection 21 (3) to perform any of the duties or exercise any of the powers of another service manager under this Act with respect to all or a part of the other service manager's service area may carry out the agreement, even though the agreement provides for the service manager to act outside its service area and, in the case of a municipal service manager, outside its municipal boundaries.

Municipality

(2) A municipality that has entered into an agreement under section 15 to perform any of the duties or exercise any of the powers of a service manager under this Act with respect to all or a part of the service manager's service area may carry out the agreement, even though the agreement provides for the municipality to act outside its municipal boundaries.

Conflict

(3) The powers and duties described in this section operate despite subsection 101 (1) of the *Municipal Act*, clause 4 (1) (b) of the *District Social Services Administration Boards Act* and any other Act.

totalité ou d'une partie de l'aire de service d'un autre gestionnaire de services, la totalité ou une partie des pouvoirs ou fonctions que la présente loi attribue à ce dernier. Le gestionnaire de services qui conclut un tel accord possède les pouvoirs nécessaires à son exécution.

Statut de l'autre personne

(9) La personne qui exerce les pouvoirs ou fonctions du gestionnaire de services est réputée agir au nom de ce dernier dans l'exercice de ces pouvoirs ou fonctions, et les décisions qu'elle prend alors sont réputées des décisions du gestionnaire de services.

Idem

(10) Le gestionnaire de services demeure responsable de l'exercice des pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi et qu'il confie en totalité ou en partie à une autre personne au moyen d'un accord conclu en vertu du présent article.

Renseignements

(11) Le gestionnaire de services qui, au moyen d'un accord conclu en vertu du présent article, confie à une autre personne l'exercice de la totalité ou d'une partie des pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi remet à la personne les renseignements qu'il estime nécessaires à l'exercice convenable de ces pouvoirs ou fonctions.

Territoire de compétence du gestionnaire de services

16. (1) Le gestionnaire de services qui, au moyen d'un accord conclu avec un autre gestionnaire de services en vertu de l'article 15 ou avec le ministre en vertu du paragraphe 13 (7) ou de la sous-disposition 4 ii du paragraphe 21 (3), se voit confier l'exercice, à l'égard de la totalité ou d'une partie de l'aire de service de l'autre gestionnaire de services, de la totalité ou d'une partie des pouvoirs ou fonctions que la présente loi attribue à ce dernier peut exécuter l'accord même s'il prévoit l'exercice de ces pouvoirs ou fonctions à l'extérieur de son aire de service et, dans le cas d'une municipalité gestionnaire de services, à l'extérieur de ses limites.

Municipalité

(2) La municipalité qui, au moyen d'un accord conclu en vertu de l'article 15, se voit confier l'exercice, à l'égard de la totalité ou d'une partie de l'aire de service d'un gestionnaire de services, de la totalité ou d'une partie des pouvoirs ou fonctions que la présente loi attribue à ce dernier peut exécuter l'accord même s'il prévoit l'exercice de ces pouvoirs ou fonctions à l'extérieur de ses limites.

Incompatibilité

(3) Les pouvoirs et fonctions visés au présent article s'appliquent malgré le paragraphe 101 (1) de la *Loi sur les municipalités*, l'alinéa 4 (1) b) de la *Loi sur les conseils d'administration de district des services sociaux* et toute autre loi.

ADMINISTRATION

Notice of project in difficulty

17. (1) This section applies with respect to a housing project for which responsibility has been transferred to a service manager under section 10 and for which there is a mortgage guaranteed by the Province of Ontario or the Ontario Housing Corporation.

Same

(2) The service manager shall promptly give written notice to the Minister that the housing project is in difficulty,

- (a) if the mortgage guaranteed by the Province of Ontario or the Ontario Housing Corporation is in default;
- (b) if the service manager is of the opinion that, because of the financial position or the projected financial position of the housing provider that operates the housing project, the mortgage described in clause (a) is likely to go into default within 12 months after the end of the current fiscal year of the housing provider;
- (c) if the service manager is of the opinion that, because of the financial position or the projected financial position of the housing provider that operates the housing project, the housing provider is likely to fail to meet a material financial obligation within 12 months after the end of the current fiscal year of the housing provider; or
- (d) if the service manager is of the opinion that the housing provider has failed to comply with an obligation under this Act and that the failure is material.

Same

(3) The written notice must include such information as may be prescribed.

Records

18. A service manager shall keep the prescribed records for the prescribed periods of time.

Annual report

19. (1) On or before the prescribed date in each year, a service manager shall give the Minister a report for the 12-month period ending on another prescribed date in that year.

Content of annual report

(2) The annual report shall contain the prescribed information and include the prescribed documents.

Other reports, etc.

(3) A service manager shall give the Minister, at the times specified by the Minister, such other reports, documents and information as the Minister requests relating to the funding and administration by the service manager of its transferred housing programs.

ADMINISTRATION

Avis d'ensemble en difficulté

17. (1) Le présent article s'applique à l'égard d'un ensemble domiciliaire dont la responsabilité a été transférée à un gestionnaire de services en application de l'article 10 et qui est grevé d'une hypothèque garantie par la Province de l'Ontario ou la Société de logement de l'Ontario.

Idem

(2) Le gestionnaire de services avise promptement par écrit le ministre que l'ensemble domiciliaire connaît des difficultés dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) il y a défaut de paiement de l'hypothèque garantie par la Province de l'Ontario ou la Société de logement de l'Ontario;
- b) le gestionnaire de services est d'avis qu'il y aura vraisemblablement défaut de paiement de l'hypothèque visée à l'alinéa a) dans les 12 mois suivant la fin de l'exercice en cours du fournisseur de logements qui exploite l'ensemble domiciliaire en raison de sa situation financière, actuelle ou projetée;
- c) le gestionnaire de services est d'avis que le fournisseur de logements qui exploite l'ensemble domiciliaire ne satisfera vraisemblablement pas à une de ses obligations financières importantes dans les 12 mois suivant la fin de son exercice en cours en raison de sa situation financière, actuelle ou projetée;
- d) le gestionnaire de services est d'avis que le fournisseur de logements n'a pas satisfait à une des obligations que lui impose la présente loi et que ce manquement est important.

Idem

(3) L'avis écrit comprend les renseignements prescrits.

Documents

18. Le gestionnaire de services conserve les documents prescrits pour les durées prescrites.

Rapport annuel

19. (1) Chaque année, au plus tard à la date prescrite, le gestionnaire de services remet au ministre un rapport visant la période de 12 mois se terminant à l'autre date prescrite de l'année.

Contenu du rapport annuel

(2) Le rapport annuel comprend les renseignements et les documents prescrits.

Autres rapports

(3) Le gestionnaire de services remet au ministre, aux moments que précise celui-ci, les autres rapports, documents et renseignements qu'il lui demande portant sur le financement et l'administration, par le gestionnaire de services, de ses programmes de logement transférés.

Form and manner

(4) The reports, documents and information mentioned in this section shall be given in the form and manner approved by the Minister.

False information

(5) A service manager shall not knowingly furnish false information in a report, document or information given to the Minister under this section.

Offence

(6) A service manager that contravenes this section is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of not more than \$5,000 for each day or part of a day on which the offence occurs or continues.

Audit or investigation

20. (1) In this section,

“auditor” means a person appointed by the Minister under subsection (2).

Appointment of auditor

(2) The Minister may appoint any of the employees or agents of the Ministry to conduct an audit or investigation for the purpose of ensuring that a service manager is funding and administering its transferred housing programs as they relate to its transferred housing projects in accordance with this Act, the regulations and any applicable operating agreement.

Duty of auditor

(3) The auditor shall conduct the audit or investigation in accordance with this section and shall give the service manager notice on or before the date on which he or she begins the audit or investigation.

General duty to co-operate

(4) The service manager and its employees and agents shall co-operate in all respects with the auditor.

Restriction

(5) Nothing in subsection (4) requires a person to breach any privilege that he or she may have in law with respect to giving information, answering questions or producing documents and things.

Report must be given to service manager

(6) Within 60 days after the completion of an audit or investigation, the Minister shall prepare a report of the results of the audit or investigation and shall give a copy of the report to the service manager, unless the report has, or circumstances identified in the report have, been referred to a law enforcement agency.

Report may be given to service manager

(7) If the report has, or circumstances identified in the

Forme et manière

(4) Les rapports, documents et renseignements visés au présent article sont remis sous la forme et de la manière qu'approuve le ministre.

Faux renseignements

(5) Le gestionnaire de services ne doit pas sciemment fournir de faux renseignements dans un rapport, un document ou un renseignement qu'il remet au ministre en application du présent article.

Infraction

(6) Le gestionnaire de services qui contrevient au présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 5 000 \$ pour chaque journée ou partie de journée pendant laquelle l'infraction se commet ou se poursuit.

Vérification ou enquête

20. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«vérificateur» Personne nommée par le ministre en vertu du paragraphe (2).

Nomination d'un vérificateur

(2) Le ministre peut charger n'importe lequel des employés ou représentants du ministère d'effectuer une vérification ou une enquête pour s'assurer qu'un gestionnaire de services finance et administre ses programmes de logement transférés, en ce qui concerne ses ensembles domiciliaires transférés, conformément à la présente loi, aux règlements et à tout accord d'exploitation applicable.

Obligation du vérificateur

(3) Le vérificateur effectue la vérification ou l'enquête conformément au présent article et en donne un préavis au gestionnaire de services au plus tard à la date à laquelle il la commence.

Obligation générale de collaborer

(4) Le gestionnaire de services et ses employés et représentants collaborent à tous égards avec le vérificateur.

Restriction

(5) Le paragraphe (4) n'a pas pour effet d'obliger une personne à violer un privilège que lui accorde la loi pour ce qui est de donner des renseignements, de répondre à des questions ou de produire des documents et des choses.

Obligation de remettre le rapport au gestionnaire de services

(6) Dans les 60 jours qui suivent la date de clôture d'une vérification ou d'une enquête, le ministre prépare un rapport sur les résultats de la vérification ou de l'enquête et, sauf si le rapport ou des situations qui y sont relevées ont été renvoyés à un organisme chargé de l'exécution de la loi, il en remet une copie au gestionnaire de services.

Option de remettre le rapport au gestionnaire de services

(7) Si le rapport ou des situations qui y sont relevées

report have, been referred to a law enforcement agency, the Minister may give the service manager a copy of all or part of the report if the Minister is satisfied that the service manager will use it only for the purposes of the proper funding and administration of the transferred housing programs.

Notice re failure to comply

21. (1) If the Minister considers that a service manager has failed to comply with this Act or the regulations, the Minister shall give the service manager a written notice specifying,

- (a) the particulars of the service manager's failure to comply;
- (b) the activities that the service manager must carry out or refrain from carrying out or the course of action that the service manager must take or refrain from taking in order to avoid the exercise by the Minister of his or her remedies under subsection (3);
- (c) the period within which the service manager must comply with the notice, which may not be less than 60 days from the date the notice is given;
- (d) if the notice provides for the submission of a plan by the service manager, the matters that must be addressed in the plan.

Duty

(2) The service manager shall do the things specified in the Minister's notice within the time specified by the notice.

Minister's powers

(3) The Minister may take any of the following steps if the service manager fails to comply with subsection (2) or if the Minister's notice requires the service manager to submit a plan and the Minister is reasonably of the opinion that the plan, if any, submitted by the service manager is not acceptable:

1. The Minister may discontinue or suspend the distribution of federal funding to the service manager.
2. The Minister may reduce the amount of any federal funding distributed to the service manager.
3. The Minister may apply to a judge of the Superior Court of Justice for an order,
 - i. directing the service manager to carry out a specified activity or to take a specified course of action, in order to remedy the contravention or to ensure compliance with the provision that was contravened, or
 - ii. prohibiting the service manager from carrying out a specified activity or taking a specified course of action that will or is likely to result in the continuation or repetition of the contravention.

ont été renvoyés à un organisme chargé de l'exécution de la loi, le ministre peut remettre une copie de tout ou partie du rapport au gestionnaire de services s'il est convaincu qu'il l'utilisera uniquement aux fins du bon financement et de la bonne administration des programmes de logement transférés.

Avis : défaut de se conformer

21. (1) S'il estime qu'un gestionnaire de services ne s'est pas conformé à la présente loi ou aux règlements, le ministre lui donne un avis écrit qui précise ce qui suit :

- a) les détails du défaut de se conformer du gestionnaire de services;
- b) les activités que le gestionnaire de services doit exercer ou s'abstenir d'exercer ou les mesures qu'il doit prendre ou s'abstenir de prendre afin d'empêcher l'exercice par le ministre des recours que le paragraphe (3) lui permet d'exercer;
- c) le délai dans lequel le gestionnaire de services doit se conformer à l'avis, qui doit être d'au moins 60 jours à compter de la date de sa remise;
- d) si l'avis prévoit la présentation d'un plan par le gestionnaire de services, les questions dont celui-ci doit traiter.

Obligation

(2) Le gestionnaire de services donne suite à l'avis que lui donne le ministre dans le délai qu'il précise.

Pouvoirs du ministre

(3) Le ministre peut prendre n'importe laquelle des mesures suivantes si le gestionnaire de services ne se conforme pas au paragraphe (2) ou si l'avis que lui donne le ministre exige qu'il présente un plan et que le ministre est d'avis, en se fondant sur des motifs raisonnables, que le plan que le gestionnaire de services lui a présenté, le cas échéant, n'est pas acceptable :

1. Cesser ou suspendre le versement de la subvention fédérale au gestionnaire de services.
2. Réduire le montant de toute subvention fédérale versée au gestionnaire de services.
3. Demander, par voie de requête, à un juge de la Cour supérieure de justice de rendre une ordonnance :
 - i. soit enjoignant au gestionnaire de services d'exercer une activité précisée ou de prendre une mesure précisée en vue de remédier à la contravention ou d'assurer le respect de la disposition à laquelle il a été contrevenu,
 - ii. soit interdisant au gestionnaire de services d'exercer une activité précisée ou de prendre une mesure précisée qui mènera ou mènera vraisemblablement à la poursuite ou à la répétition de la contravention.

4. The Minister may take away from the service manager all or some of the service manager's duties and powers under this Act and may,

- i. perform the duties and exercise the powers that were taken away, and
- ii. enter into an agreement with another service manager providing for the other service manager to perform the duties and exercise the powers that were taken away.

Court order

(4) If the Minister applies to a judge of the Superior Court of Justice for an order mentioned in paragraph 3 of subsection (3), the court may make the order or any other order it considers reasonable, and the order may be enforced in the same manner as any other order or judgment of the Superior Court of Justice.

Restriction on taking away powers, etc.

(5) Despite paragraph 4 of subsection (3), the Minister cannot take away from the service manager any of its duties or powers under Part VII and cannot enter into an agreement with another service manager providing for the other service manager to perform any such duties or powers.

Access to records

(6) If the Minister takes away any of the duties and powers of a service manager under paragraph 4 of subsection (3), the service manager shall, at the request of the Minister, give all of the service manager's records and information that are relevant to the performance of those duties or the exercise of those powers to the Minister or to the other service manager which has agreed with the Minister to perform those duties and exercise those powers.

Provincial housing costs

(7) Expenses incurred by the Minister in performing the duties and exercising the powers of a service manager under paragraph 4 of subsection (3) or in paying another service manager to do so may be included in the amount of provincial housing costs determined under section 117.

PART III LOCAL HOUSING CORPORATIONS

ESTABLISHMENT AND GOVERNANCE

Authority to incorporate

22. (1) The Minister may incorporate corporations with share capital under the *Business Corporations Act* as local housing corporations, to perform the duties and exercise the powers of local housing corporations under this Act.

Status

(2) A local housing corporation is not an agent of Her Majesty for any purpose, despite the *Crown Agency Act*

4. Retirer au gestionnaire de services la totalité ou une partie des pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi et :

- i. d'une part, exercer lui-même les pouvoirs et fonctions retirés,
- ii. d'autre part, confier, au moyen d'un accord, à un autre gestionnaire de services l'exercice des pouvoirs et fonctions retirés.

Ordonnance

(4) Si le ministre demande, par voie de requête, à un juge de la Cour supérieure de justice de rendre l'ordonnance visée à la disposition 3 du paragraphe (3), le tribunal peut rendre cette ordonnance ou l'autre ordonnance qu'il estime raisonnable, laquelle peut être exécutée de la même façon qu'une autre ordonnance ou un autre jugement de la Cour supérieure de justice.

Restriction applicable au retrait des pouvoirs

(5) Malgré la disposition 4 du paragraphe (3), le ministre ne peut retirer au gestionnaire de services les pouvoirs ou fonctions que lui attribue la partie VII ni en confier l'exercice, au moyen d'un accord, à un autre gestionnaire de services.

Accès aux documents

(6) Le gestionnaire de services à qui le ministre retire des pouvoirs et fonctions en vertu de la disposition 4 du paragraphe (3) remet, à la demande du ministre, tous ses documents et renseignements qui se rapportent à l'exercice de ces pouvoirs ou fonctions au ministre ou à l'autre gestionnaire de services qui a convenu avec ce dernier de les exercer.

Coûts du logement engagés par la province

(7) Les dépenses qu'engage le ministre pour exercer les pouvoirs et fonctions d'un gestionnaire de services en application de la disposition 4 du paragraphe (3) ou pour payer un autre gestionnaire de services pour le faire peuvent entrer dans le calcul des coûts du logement engagés par la province effectué en application de l'article 117.

PARTIE III SOCIÉTÉS LOCALES DE LOGEMENT

CONSTITUTION ET RÉGIE

Pouvoir de constitution

22. (1) Le ministre peut constituer des personnes morales avec capital-actions sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions* en tant que sociétés locales de logement chargées d'exercer les pouvoirs et les fonctions que leur attribue la présente loi.

Statut

(2) Les sociétés locales de logement ne sont ni des mandataires de Sa Majesté à quelque fin que ce soit,

and it is not an administrative unit of the Government of Ontario.

Deemed status

(3) A local housing corporation shall be deemed not to be a commercial enterprise for the purposes of subsection 111 (1) of the *Municipal Act* nor to be a local board of a service manager or of any municipality.

First directors

(4) If the articles of incorporation of a local housing corporation name as a first director an individual who is a director of a local housing authority, his or her consent to act as a first director is not required and he or she may resign as a director at any time.

Same

(5) If an individual named as a first director is unable to act or resigns on or before a date prescribed by the Minister, the Minister may appoint his or her replacement and the replacement shall be deemed not to be a first director.

Minister's powers

(6) Upon the incorporation of a local housing corporation, the Minister may do anything the board of directors is permitted to do by subsection 117 (1) of the *Business Corporations Act* (first directors meeting) and a by-law or a decision authorized by this subsection,

- (a) need not be submitted to the shareholders of the local housing corporation for confirmation, rejection or amendment;
- (b) is effective as of the date it is made;
- (c) is as effective as it would have been had it been made in accordance with the *Business Corporations Act*;
- (d) may, in the case of a by-law, be amended or repealed in accordance with section 116 of the *Business Corporations Act* as if it were a by-law that had been made by resolution of the directors of the local housing corporation and confirmed by its shareholders.

First share issuance

(7) Upon the incorporation of a local housing corporation, it shall be deemed to have issued to the prescribed service manager the prescribed number of common shares for nominal consideration.

Authority to acquire shares

23. A related service manager and a related municipality are authorized to acquire common shares in the capital of a local housing corporation as a result of a share issuance, share transfer or amalgamation described in sections 24 and 25.

Restrictions on share issuance

24. (1) A local housing corporation shall not issue

malgré la *Loi sur les organismes de la Couronne*, ni des services administratifs du gouvernement de l'Ontario.

Présomption de statut

(3) Les sociétés locales de logement sont réputées n'être ni des entreprises commerciales pour l'application du paragraphe 111 (1) de la *Loi sur les municipalités*, ni des conseils locaux d'un gestionnaire de services ou d'une municipalité.

Premiers administrateurs

(4) Si les statuts constitutifs d'une société locale de logement nomment premier administrateur un particulier qui est administrateur d'une commission locale de logement, son consentement à agir en cette qualité n'est pas nécessaire et il peut démissionner de son poste à n'importe quel moment.

Idem

(5) En cas d'empêchement ou de démission, à la date que prescrit le ministre ou avant cette date, d'un particulier nommé premier administrateur, le ministre peut nommer un remplaçant, lequel est réputé ne pas être premier administrateur.

Pouvoirs du ministre

(6) Après la constitution d'une société locale de logement, le ministre peut faire tout ce que le paragraphe 117 (1) de la *Loi sur les sociétés par actions* (première réunion du conseil d'administration) autorise le conseil d'administration à faire, et les règlements administratifs ou les décisions qu'autorise le présent paragraphe :

- a) n'ont pas besoin d'être soumis aux actionnaires de la société locale de logement pour confirmation, rejet ou modification;
- b) entrent en vigueur le jour où ils sont adoptés;
- c) ont la même valeur que s'ils avaient été adoptés conformément à la *Loi sur les sociétés par actions*;
- d) peuvent, dans le cas des règlements administratifs, être modifiés ou abrogés conformément à l'article 116 de la *Loi sur les sociétés par actions* comme s'il s'agissait de règlements administratifs adoptés par résolution des administrateurs de la société locale de logement et confirmés par ses actionnaires.

Première émission d'actions

(7) Chaque société locale de logement nouvellement constituée est réputée avoir émis en faveur du gestionnaire de services prescrit le nombre prescrit d'actions ordinaires pour une contrepartie symbolique.

Pouvoir d'acquérir des actions

23. Les gestionnaires de services liés et les municipalités liées sont autorisés à acquérir des actions ordinaires du capital-actions d'une société locale de logement par suite d'une émission d'actions, d'un transfert d'actions ou d'une fusion visés aux articles 24 et 25.

Restrictions applicables à l'émission d'actions

24. (1) Une société locale de logement ne doit pas

shares without the prior written consent of the Minister unless,

- (a) they are issued to,
 - (i) the related service manager,
 - (ii) a related municipality,
 - (iii) a non-profit corporation controlled by the related service manager or a related municipality, but only if an object of the non-profit corporation is the provision of housing, or
 - (iv) a non-profit housing corporation incorporated under section 13 of the *Housing Development Act* in which the related service manager or a related municipality owns a majority of the common shares; and
- (b) the share issuance does not result in the related service manager owning legally or beneficially less than a majority of the issued and outstanding common shares in the capital of the local housing corporation.

Restrictions on share transfers, etc.

(2) A shareholder of a local housing corporation shall not, without the prior written consent of the Minister, transfer or encumber the shareholder's legal or beneficial ownership in shares in the capital of the local housing corporation, and the local housing corporation shall not, without the prior written consent of the Minister, permit, acquiesce in, approve, ratify, recognize or register any transfer or encumbrance of legal or beneficial ownership in shares in its capital, unless,

- (a) the transfer or encumbrance is made to or in favour of,
 - (i) the related service manager,
 - (ii) a related municipality,
 - (iii) a non-profit corporation controlled by the related service manager or a related municipality, but only if an object of the non-profit corporation is the provision of housing, or
 - (iv) a non-profit housing corporation incorporated under section 13 of the *Housing Development Act* in which the related service manager or a related municipality owns a majority of the common shares; and
- (b) the transfer or encumbrance does not and cannot result in the related service manager owning legally or beneficially less than a majority of the issued and outstanding common shares in the capital of the local housing corporation.

émettre d'actions sans le consentement écrit préalable du ministre, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) les actions sont émises en faveur :
 - (i) soit du gestionnaire de services lié,
 - (ii) soit d'une municipalité liée,
 - (iii) soit d'une personne morale sans but lucratif sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée, à condition toutefois que la fourniture de logements soit un élément de sa mission,
 - (iv) soit d'une société de logement sans but lucratif constituée en vertu de l'article 13 de la *Loi sur le développement du logement* et dont le gestionnaire de services lié ou une municipalité liée détient la majorité des actions ordinaires;
- b) l'émission n'a pas pour effet de ramener le nombre des actions dont le gestionnaire de services lié est propriétaire en common law ou propriétaire bénéficiaire à moins de la majorité des actions ordinaires émises et en circulation du capital-actions de la société locale de logement.

Restrictions applicables au transfert d'actions

(2) L'actionnaire d'une société locale de logement ne doit pas, sans le consentement écrit préalable du ministre, transférer ou grever la propriété en common law ou la propriété bénéficiaire d'actions du capital-actions de la société locale de logement qu'il détient, et cette dernière ne doit pas, sans le consentement écrit préalable du ministre, autoriser, tolérer, approuver, ratifier, reconnaître ou inscrire le transfert ou le grèvement de la propriété en common law ou de la propriété bénéficiaire des actions de son capital-actions, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le destinataire ou le bénéficiaire du transfert ou du grèvement est :
 - (i) soit le gestionnaire de services lié,
 - (ii) soit une municipalité liée,
 - (iii) soit une personne morale sans but lucratif sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée, à condition toutefois que la fourniture de logements soit un élément de sa mission,
 - (iv) soit une société de logement sans but lucratif constituée en vertu de l'article 13 de la *Loi sur le développement du logement* et dont le gestionnaire de services lié ou une municipalité liée détient la majorité des actions ordinaires;
- b) le transfert ou le grèvement n'a pas et ne peut avoir pour effet de ramener le nombre des actions dont le gestionnaire de services lié est propriétaire en common law ou propriétaire bénéficiaire à moins de la majorité des actions ordinaires émises et en circulation du capital-actions de la société locale de logement.

Restriction on amalgamation

25. A local housing corporation shall not amalgamate with another corporation without the prior written consent of the Minister unless the other corporation is,

- (a) a non-profit corporation controlled by the related service manager or a related municipality, but only if an object of the non-profit corporation is the provision of housing; or
- (b) a non-profit housing corporation incorporated under section 13 of the *Housing Development Act* in which the related service manager or a related municipality owns a majority of the common shares.

Restriction on voluntary dissolution

26. A local housing corporation shall not, without the prior written consent of the Minister, be voluntarily dissolved unless all real property that was transferred to the local housing corporation by a transfer order has been transferred to one or more of the following persons:

- 1. The related service manager.
- 2. A related municipality.
- 3. A non-profit corporation controlled by the related service manager or a related municipality, but only if an object of the non-profit corporation is the provision of housing.
- 4. A non-profit housing corporation incorporated under section 13 of the *Housing Development Act* in which the related service manager or a related municipality owns a majority of the common shares.

Duty of corporation, etc.

27. A local housing corporation, its directors and its shareholders shall ensure that all articles, by-laws, resolutions, agreements and documents filed, made, confirmed, amended, entered into or signed by them do not contravene or conflict with this Act or the regulations.

Invalidity of certain actions

28. An act carried out in contravention of section 24, 25, 26 or 27 is invalid and of no force or effect.

Conflict

29. This Part prevails over the *Business Corporations Act*.

ACTIVITIES AND OPERATIONS**Agreement with Minister, etc.**

30. (1) The Minister may require a local housing corporation to enter into a written agreement with the Minister or the Ontario Housing Corporation containing such terms as the Minister considers reasonable con-

Restrictions applicables aux fusions

25. La société locale de logement ne doit pas fusionner avec une autre personne morale sans le consentement écrit préalable du ministre, sauf si l'autre personne morale :

- a) soit est une personne morale sans but lucratif sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée, à condition toutefois que la fourniture de logements soit un élément de sa mission;
- b) soit est une société de logement sans but lucratif constituée en vertu de l'article 13 de la *Loi sur le développement du logement* et dont le gestionnaire de services lié ou une municipalité liée détient la majorité des actions ordinaires.

Restrictions applicables aux dissolutions volontaires

26. La société locale de logement ne doit pas, sans le consentement écrit préalable du ministre, faire l'objet d'une dissolution volontaire à moins que tous les biens immeubles qui lui ont été transférés par un décret de transfert ou de mutation aient été transférés à une ou plusieurs des personnes suivantes :

- 1. Le gestionnaire de services lié.
- 2. Une municipalité liée.
- 3. Une personne morale sans but lucratif sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée, à condition toutefois que la fourniture de logements soit un élément de sa mission.
- 4. Une société de logement sans but lucratif constituée en vertu de l'article 13 de la *Loi sur le développement du logement* et dont le gestionnaire de services lié ou une municipalité liée détient la majorité des actions ordinaires.

Obligation de la société

27. La société locale de logement, ses administrateurs et ses actionnaires veillent à ce qu'aucun des statuts, règlements administratifs, accords et documents ni aucune des résolutions qu'ils déposent, prennent, adoptent, confirment, modifient, concluent ou signent ne contrevenne à la présente loi ou aux règlements ou soit incompatible avec eux.

Nullité de certaines mesures

28. Toute mesure prise en contravention à l'article 24, 25, 26 ou 27 est nulle et sans effet.

Incompatibilité

29. La présente partie l'emporte sur la *Loi sur les sociétés par actions*.

ACTIVITÉS ET FONCTIONNEMENT**Conclusion d'accords avec le ministre**

30. (1) Le ministre peut exiger d'une société locale de logement qu'elle conclue avec lui ou avec la Société de logement de l'Ontario un accord écrit contenant les conditions qu'il estime raisonnables concernant la ges-

cerning the management or operation of a housing project located in the service area of the corporation's related service manager that has not been transferred to the local housing corporation by a transfer order.

Same

(2) The Minister may require a local housing corporation to enter into an agreement with him or her containing such terms as the Minister considers reasonable concerning the provision of services by the Minister to the corporation.

Same, another local housing corporation

(3) The Minister may require a local housing corporation to enter into an agreement with another local housing corporation containing such terms as the Minister considers reasonable concerning the exercise of the powers of a local housing corporation.

Information

(4) The Minister may require a local housing corporation to give the Minister such financial or other information with respect to the corporation as the Minister considers reasonable for the purposes of an agreement described in subsection (1), (2) or (3).

Notice of agreement

(5) The Minister may enter into an agreement described in subsection (1), (2) or (3) on behalf of the local housing corporation and shall give the corporation notice of the agreement no later than 30 days after the later of the day on which the agreement is made and the day on which the corporation is incorporated.

Pre-incorporation agreement

(6) An agreement described in subsection (1), (2) or (3) that is a pre-incorporation agreement,

- (a) binds the local housing corporation without being adopted by it as described in section 21 of the *Business Corporations Act*;
- (b) is effective on the latest of the dates on which certificates of incorporation for the applicable local housing corporations are issued under the *Business Corporations Act*.

Relationship to related service manager

31. (1) The related service manager shall establish rules governing the accountability of the local housing corporation to the service manager.

Local rules

(2) The service manager's accountability rules shall address the operation and activities of the local housing corporation, including such matters as reporting requirements, budgeting and funding, the maintenance of housing projects, audits and investigations, the exchange of information and such other matters as the service manager considers appropriate to ensure the performance of the local housing corporation's duties under this Act.

tion ou l'exploitation d'un ensemble domiciliaire situé dans l'aire de service du gestionnaire de services lié de la société et qui n'a pas été transféré à la société par un décret de transfert ou de mutation.

Idem

(2) Le ministre peut exiger d'une société locale de logement qu'elle conclue avec lui un accord contenant les conditions qu'il estime raisonnables concernant la prestation de services à la société par le ministre.

Idem : autre société locale de logement

(3) Le ministre peut exiger d'une société locale de logement qu'elle conclue avec une autre société locale de logement un accord contenant les conditions qu'il estime raisonnables concernant l'exercice de leurs pouvoirs.

Renseignements

(4) Le ministre peut exiger d'une société locale de logement qu'elle lui remette les renseignements de nature financière ou autre à son sujet qu'il estime raisonnables aux fins de l'accord visé au paragraphe (1), (2) ou (3).

Avis de l'accord

(5) Le ministre peut conclure l'accord visé au paragraphe (1), (2) ou (3) pour le compte de la société locale de logement, auquel cas il lui donne un avis de l'accord dans les 30 jours qui suivent la date de sa conclusion ou la date de la constitution de la société, si elle lui est postérieure.

Accord antérieur à la constitution

(6) L'accord visé au paragraphe (1), (2) ou (3) qui est antérieur à la constitution de la société locale de logement :

- a) lie la société sans qu'elle ne le ratifie comme le prévoit l'article 21 de la *Loi sur les sociétés par actions*;
- b) entre en vigueur à la dernière des dates auxquelles les certificats de constitution des sociétés locales de logement visées sont délivrés sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions*.

Lien avec le gestionnaire de services lié

31. (1) Le gestionnaire de services lié fixe les règles régissant l'obligation de la société locale de logement de lui rendre des comptes.

Règles particulières

(2) Les règles en matière d'obligation de rendre des comptes que fixe le gestionnaire de services traitent du fonctionnement et des activités de la société locale de logement, y compris de questions telles les exigences en matière d'information à fournir, l'établissement du budget, le financement, l'entretien des ensembles domiciliaires, les vérifications et les enquêtes, l'échange de renseignements et les autres questions que le gestionnaire de services estime appropriées pour assurer l'exercice, par la société locale de logement, des fonctions que lui attribue la présente loi.

Provincial rules

(3) Until the service manager establishes accountability rules, the service manager and the local housing corporation are bound by such provincial accountability rules relating to the operation and activities of the corporation as may be prescribed.

Mandatory provincial rules

(4) The service manager and the local housing corporation are bound by provincial accountability rules respecting the following matters:

1. The retention of records by the corporation and access to records by the service manager and others.
2. Such other matters as may be designated in the provincial rules as mandatory.

Same, specified housing projects

(5) The following rules apply if ownership of a housing project was transferred to the local housing corporation by a transfer order or an operating agreement for a housing project was transferred to the corporation by a transfer order and if the housing project is subject to a housing program prescribed for the purposes of this section:

1. The service manager shall pay to the local housing corporation the amounts determined in the manner prescribed by the Minister at the times specified by the Minister.
2. The local housing corporation shall comply with the provincial requirements established under section 88 respecting the matters described in clauses 88 (2) (c), (d) and (e) and with such related requirements as the service manager may establish.
3. The housing provider shall comply with the prescribed rules respecting the establishment and use of benchmarks and best practices.

Same

(6) The rules established under subsection (4) and by subsection (5) prevail over any accountability rules established by the service manager.

Language of services

32. If a local housing corporation provides services in an area that is designated in the Schedule to the *French Language Services Act*, it shall provide its services in both English and French with respect to the provision of housing.

Règles provinciales

(3) Tant que le gestionnaire de services n'a pas fixé de règles en matière d'obligation de rendre des comptes, les règles provinciales prescrites à cet égard qui portent sur le fonctionnement et les activités de la société locale de logement lient le gestionnaire et la société.

Règles provinciales obligatoires

(4) Les règles provinciales en matière d'obligation de rendre des comptes qui portent sur les questions suivantes lient le gestionnaire de services et la société locale de logement :

1. La conservation de documents par la société et l'accès aux documents par le gestionnaire de services et d'autres personnes.
2. Les autres questions que les règles provinciales désignent comme obligatoires.

Idem : ensembles domiciliaires précisés

(5) Les règles suivantes s'appliquent si la propriété d'un ensemble domiciliaire a été transférée à une société locale de logement par un décret de transfert ou de mutation ou si un accord d'exploitation s'appliquant à un ensemble domiciliaire a été transféré à la société par un tel décret et que l'ensemble est visé par un programme de logement prescrit pour l'application du présent article :

1. Le gestionnaire de services verse à la société locale de logement, aux moments que précise le ministre, les sommes calculées de la manière prescrite par le ministre.
2. La société locale de logement satisfait aux exigences provinciales fixées en application de l'article 88 à l'égard des questions visées aux alinéas 88 (2) c), d) et e) et aux exigences connexes que fixe le gestionnaire de services.
3. Le fournisseur de logements se conforme aux règles prescrites à l'égard de l'établissement et de l'utilisation de données de référence et de pratiques exemplaires.

Idem

(6) Les règles fixées en application du paragraphe (4) et celles prévues par le paragraphe (5) l'emportent sur les règles en matière d'obligation de rendre des comptes que fixe le gestionnaire de services.

Langue des services

32. La société locale de logement qui fournit des services dans une région désignée à l'annexe de la *Loi sur les services en français* fournit ses services en français et en anglais pour ce qui est de la fourniture de logements.

PART IV TRANSFER ORDERS

SCOPE OF TRANSFER ORDERS

Transfer orders

33. (1) The Lieutenant Governor in Council may make transfer orders,

- (a) transferring assets, liabilities, rights or obligations of the Ontario Housing Corporation to a local housing corporation, a service manager or any other person;
- (b) transferring employees, assets, liabilities, rights or obligations of a local housing authority to a local housing corporation, a service manager or any other person;
- (c) transferring assets, liabilities, rights or obligations of the Crown in right of Ontario as represented by the Minister of Municipal Affairs and Housing, the Minister of Housing or a predecessor of either such minister to a local housing corporation, a service manager or any other person;
- (d) transferring assets, liabilities, rights or obligations of the Crown in right of Ontario that are related to the administration or funding of housing programs to a local housing corporation, a service manager or any other person.

Exception

(2) A transfer order cannot relieve a transferor of a liability under the *Environmental Protection Act*.

Transfer of insurance

(3) Without limiting the generality of subsection (1), if a transfer order transfers an asset, a liability, a right or an obligation, it may also transfer a contract of insurance in respect of the asset, liability, right or obligation.

Execution of agreements

(4) A transfer order may require a transferor or a transferee to enter into a written agreement or execute an instrument specified in the order and to register or deliver the agreement or instrument in accordance with the order.

Other matters

(5) A transfer order may contain provisions dealing with other matters not specifically referred to in this Part that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with a transfer.

PARTIE IV DÉCRETS DE TRANSFERT OU DE MUTATION

PORTÉE DES DÉCRETS DE TRANSFERT OU DE MUTATION

Décrets de transfert ou de mutation

33. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret de transfert ou de mutation :

- a) transférer des biens, des dettes, des droits ou des obligations de la Société de logement de l'Ontario à une société locale de logement, à un gestionnaire de services ou à une autre personne;
- b) transférer ou muter, selon le cas, des employés, des biens, des dettes, des droits ou des obligations d'une commission locale de logement à une société locale de logement, à un gestionnaire de services ou à une autre personne;
- c) transférer des biens, des dettes, des droits ou des obligations de la Couronne du chef de l'Ontario, représentée par le ministre des Affaires municipales et du Logement, le ministre du Logement ou un ministre que l'un ou l'autre remplace, à une société locale de logement, à un gestionnaire de services ou à une autre personne;
- d) transférer des biens, des dettes, des droits ou des obligations de la Couronne du chef de l'Ontario qui sont rattachés à l'administration ou au financement de programmes de logement à une société locale de logement, à un gestionnaire de services ou à une autre personne.

Exception

(2) Les décrets de transfert ou de mutation ne peuvent pas libérer l'auteur d'une responsabilité qu'il encourt en application de la *Loi sur la protection de l'environnement*.

Transfert d'assurance

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), le décret de transfert ou de mutation qui transfère un bien, une dette, un droit ou une obligation peut aussi transférer un contrat d'assurance à leur égard.

Accords

(4) Le décret de transfert ou de mutation peut exiger de l'auteur ou du destinataire qu'il conclue l'accord écrit ou qu'il passe l'instrument que précise le décret et qu'il fasse enregistrer ou remette, conformément au décret, l'accord ou l'instrument.

Autres questions

(5) Le décret de transfert ou de mutation peut contenir des dispositions traitant d'autres questions dont il n'est pas expressément fait mention dans la présente partie mais que le lieutenant-gouverneur en conseil estime nécessaires ou souhaitables en ce qui concerne les transferts ou les mutations.

Regulations Act

(6) The *Regulations Act* does not apply to a transfer order.

Restrictions

34. (1) A transfer order may restrict the exercise of powers by the transferee in respect of any of the assets, liabilities, rights or obligations transferred by the transfer order.

Invalid exercise of power

(2) The exercise by a transferee of a power in contravention of a restriction imposed by this Act or the transfer order is invalid and of no force or effect.

Consent to transfer

35. (1) Subject to subsection (2), the consent of the transferor, the transferee or any other person is not required for the making of a transfer order or for a transfer specified in the transfer order to take effect.

Same

(2) The consent of the transferee is required if the transferee is a person other than a local housing corporation or a service manager.

Same

(3) If the consent of the transferor or the transferee or both to the transfer of an asset, right, obligation or liability is required under any other Act or under any agreement or instrument, the consent of each of them shall be deemed to have been given for the purposes of the other Act or the agreement or instrument no later than the effective date of the transfer.

Effective date of transfer

36. (1) A transfer order shall specify the date on which each transfer specified in the order takes effect.

Retroactive transfer

(2) A transfer order may provide that a transfer shall be deemed to have taken effect on a date that is earlier than the date the transfer order is made but not earlier than the day this section comes into force.

Sequence of events

(3) A transfer order may provide that transfers specified in the order and other transactions associated with the transfers shall be deemed to have occurred in a sequence and at times specified in the order.

Methods of describing transferred things

37. (1) A transfer order shall describe employees, assets, liabilities, rights or obligations to be transferred,

- (a) by reference to specific employees, assets, liabilities, rights or obligations;

Loi sur les règlements

(6) La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas aux décrets de transfert ou de mutation.

Restrictions

34. (1) Le décret de transfert ou de mutation peut restreindre l'exercice des pouvoirs qu'a le destinataire à l'égard d'un bien, d'une dette, d'un droit ou d'une obligation que lui transfère le décret.

Exercice nul

(2) L'exercice, par le destinataire, d'un pouvoir en contravention à une restriction imposée par la présente loi ou le décret de transfert ou de mutation est nul et sans effet.

Consentement

35. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le consentement de l'auteur, du destinataire ou d'une autre personne n'est pas exigé pour prendre un décret de transfert ou de mutation ou pour qu'un transfert ou une mutation qui y est précisé prenne effet.

Idem

(2) Le consentement du destinataire est exigé s'il ne s'agit pas d'une société locale de logement ou d'un gestionnaire de services.

Idem

(3) Si le consentement de l'auteur ou du destinataire, ou des deux, est exigé par une autre loi, un accord ou un instrument pour le transfert d'un bien, d'une dette, d'un droit ou d'une obligation, le consentement de chacun d'eux est réputé avoir été donné pour l'application de l'autre loi, de l'accord ou de l'instrument au plus tard à la date d'effet du transfert.

Date d'effet des transferts et des mutations

36. (1) Le décret de transfert ou de mutation précise la date d'effet de chacun des transferts ou de chacune des mutations qu'il précise.

Effet rétroactif

(2) Le décret de transfert ou de mutation peut prévoir que les transferts ou les mutations sont réputés avoir pris effet à une date qui est antérieure à celle à laquelle il a été pris. Toutefois, cette date ne peut être antérieure au jour de l'entrée en vigueur du présent article.

Calendrier

(3) Le décret de transfert ou de mutation peut prévoir que les transferts ou les mutations qu'il précise et les opérations qui y sont liées sont réputés s'être produits dans l'ordre et selon le calendrier qu'il précise.

Description des personnes mutées ou des choses transférées

37. (1) Le décret de transfert ou de mutation décrit de l'une ou l'autre des façons suivantes les employés, les biens, les dettes, les droits ou les obligations qui doivent être transférés ou mutés, selon le cas :

- a) par mention expresse des personnes qui sont mutées ou des choses qui sont transférées;

- (b) by reference to a class of employees, assets, liabilities, rights or obligations; or
- (c) partly in accordance with clause (a) and partly in accordance with clause (b).

Order need not specify interest or rights

(2) In transferring an interest or right of a transferor, a transfer order may, but need not, specify the interest or right that is being transferred.

Methods of describing real property

- (3) A transfer order shall describe real property by,
 - (a) setting out a legal description in registrable form of the real property or referring to a legal description thereof contained in an instrument previously registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act*;
 - (b) setting out the municipal address of the real property;
 - (c) referring to the real property comprising a housing project managed by a local housing authority on behalf of the Ontario Housing Corporation on the day before the transfer takes effect, naming the local housing authority and setting out the project number;
 - (d) referring to the real property comprising all of the housing projects subject to a housing program or the real property comprising all of the housing projects subject to a housing program except for one or more specified housing projects, naming the housing program and describing the excepted projects, if any;
 - (e) any other method determined by the Minister or a person designated by the Minister; or
 - (f) a combination of the methods mentioned in clauses (a) to (e).

Rescission or amendment of transfer order

38. (1) At any time after making a transfer order, the Lieutenant Governor in Council may, by order,

- (a) rescind the transfer order; or
- (b) amend the transfer order in any way that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable, so long as the amendment does not result in the transfer order contravening section 35.

Exception, real property

(2) Despite subsection (1), the Lieutenant Governor in Council shall not make an order rescinding a transfer order that transferred real property or amending those provisions of a transfer order that relate to a transfer of

- b) par mention des catégories de personnes qui sont mutées ou de choses qui sont transférées;
- c) en partie conformément à l'alinéa a) et en partie conformément à l'alinéa b).

Désignation facultative de l'intérêt ou du droit

(2) Le décret de transfert ou de mutation qui transfère un intérêt ou un droit de l'auteur peut, sans avoir à le faire, préciser l'intérêt ou le droit qui est transféré.

Description des biens immeubles

(3) Le décret de transfert ou de mutation décrit les biens immeubles de l'une ou l'autre des façons suivantes :

- a) par une description légale sous forme enregistrable des biens immeubles ou par renvoi à une description légale de ces biens figurant dans un instrument enregistré ou déposé antérieurement sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistré antérieurement sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*;
- b) par indication de l'adresse civique des biens immeubles;
- c) par mention des biens immeubles qui constituent un ensemble domiciliaire géré par une commission locale de logement pour le compte de la Société de logement de l'Ontario la veille de la date d'effet du décret et par indication du nom de la commission et du numéro de l'ensemble;
- d) par mention des biens immeubles qui constituent la totalité des ensembles domiciliaires visés par un programme de logement ou de ceux qui constituent la totalité des ensembles domiciliaires visés par un programme de logement à l'exception d'un ou de plusieurs ensembles précisés, par indication du nom du programme et par une description des ensembles exclus, le cas échéant;
- e) par une autre méthode que fixe le ministre ou la personne qu'il désigne;
- f) par une combinaison des méthodes mentionnées aux alinéas a) à e).

Annulation ou modification du décret de transfert ou de mutation

38. (1) À n'importe quel moment après avoir pris un décret de transfert ou de mutation, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret :

- a) soit annuler le décret de transfert ou de mutation;
- b) soit modifier le décret de transfert ou de mutation selon ce qu'il estime nécessaire ou souhaitable, pourvu que le décret modifié ne contrevienne pas à l'article 35.

Exception : bien immeuble

(2) Malgré le paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil ne doit pas prendre de décret annulant un décret de transfert ou de mutation qui transfère un bien immeuble ou modifiant les dispositions

real property, on or after the date on which a document recording the transfer of the real property is registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act*.

Exception, personal property

(3) Despite subsection (1), the Lieutenant Governor in Council shall not make an order rescinding a transfer order that transferred personal property that is subject to a security interest or amending those provisions of a transfer order that relate to a transfer of such personal property, on or after the date on which a financing statement or financing change statement is registered under section 48 of the *Personal Property Security Act* that makes the transferee the debtor of record under that Act.

Effective date of rescission or amendment

(4) An order rescinding or amending a transfer order shall specify the date on which the rescission or each amendment specified in the order takes effect.

Retroactive rescission or amendment

(5) An order rescinding or amending a transfer order may provide that the rescission or any of the amendments shall be deemed to have taken effect on a date that is earlier than the date the rescinding or amending order is made but not earlier than the day this section comes into force.

Part applies

(6) This Part applies, with necessary modifications, to an order amending a transfer order.

NOTICE OF TRANSFER ORDERS AND OF TRANSFERS

Notice of transfer order

39. (1) Within 90 days after the date a transfer order is made, the Minister shall publish in *The Ontario Gazette* a notice of the making of the transfer order, naming the transferor and the transferee and specifying the date the transfer order was made.

Notice of rescission or amendment

(2) Within 90 days after the date an order is made rescinding or amending a transfer order, the Minister shall publish in *The Ontario Gazette* a notice of the making of the order rescinding or amending the transfer order, identifying the transfer order that was rescinded or amended and specifying the date the order rescinding or amending the transfer order was made.

Non-compliance

(3) A failure to comply with this section does not affect the validity of the transfer order or the order rescinding or amending a transfer order.

d'un décret de transfert ou de mutation qui se rapportent à un tel transfert, à compter de la date à laquelle le document consignait le transfert est enregistré ou déposé sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistré sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*.

Exception : bien meuble

(3) Malgré le paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil ne doit pas prendre de décret annulant un décret de transfert ou de mutation qui transfère un bien meuble grevé d'une sûreté ou modifiant les dispositions d'un décret de transfert ou de mutation qui se rapportent à un tel transfert, à compter de la date où un état de financement ou un état de modification du financement est enregistré en vertu de l'article 48 de la *Loi sur les sûretés mobilières*, faisant du destinataire le débiteur inscrit en application de cette loi.

Date d'effet de l'annulation ou de la modification

(4) Le décret qui annule ou modifie un décret de transfert ou de mutation précise la date d'effet de l'annulation ou de chaque modification qu'il précise.

Effet rétroactif

(5) Le décret qui annule ou modifie un décret de transfert ou de mutation peut prévoir que l'annulation ou n'importe laquelle des modifications est réputée avoir pris effet à une date qui est antérieure à celle à laquelle il a été pris. Toutefois, cette date ne peut être antérieure au jour de l'entrée en vigueur du présent article.

Application de la présente partie

(6) La présente partie s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux décrets qui modifient des décrets de transfert ou de mutation.

AVIS DE DÉCRET DE TRANSFERT OU DE MUTATION ET AVIS DE TRANSFERT

Avis de décret de transfert ou de mutation

39. (1) Dans les 90 jours qui suivent la date à laquelle est pris un décret de transfert ou de mutation, le ministre publie dans la *Gazette de l'Ontario* un avis de la prise du décret dans lequel il indique les noms de l'auteur et du destinataire et la date à laquelle le décret a été pris.

Avis d'annulation ou de modification

(2) Dans les 90 jours qui suivent la date à laquelle est pris un décret qui annule ou modifie un décret de transfert ou de mutation, le ministre publie dans la *Gazette de l'Ontario* un avis de la prise du décret dans lequel il précise le décret qui est annulé ou modifié et la date à laquelle le décret qui l'annule ou le modifie a été pris.

Inobservation

(3) L'inobservation du présent article n'a pas pour effet d'invalider un décret de transfert ou de mutation ou un décret qui l'annule ou le modifie.

Inspection of transfer orders

40. (1) The Minister shall keep, in the prescribed place and for the prescribed period of time, a copy of each transfer order of a prescribed class and a copy of each order rescinding or amending the transfer order.

Same

(2) The Ontario Housing Corporation shall keep, in the prescribed place and for the prescribed period of time, a copy of each transfer order not required to be kept by the Minister and a copy of each order rescinding or amending the transfer order.

Same

(3) Upon request, the Minister or the Ontario Housing Corporation, as the case may be, shall permit any person to inspect the copy of a transfer order, or the copy of an order rescinding or amending a transfer order during business hours and shall permit the person to copy it at his or her expense.

Notice of transfer not required

41. (1) If a transfer order transfers a contract or a licence, permit or other right, no person is required to give notice of the transfer to the other parties to the contract or to the person who issued or granted the licence, permit or other right.

Failure to give notice not to have certain effects

(2) Subsections 47 (1) and (2) apply with necessary modifications to a failure to give notice of a transfer by a transfer order.

No liability respecting notice

(3) If a transferor or transferee gives notice of the transfer of a contract or a licence, permit or other right by a transfer order but fails to give the notice to the persons, in the manner, or as otherwise required by an Act or by the terms of the contract, licence, permit or right, the transferor or transferee giving the notice is not liable for improperly giving or failing to give the notice.

Registration requirements re real property

42. (1) Within two years after the effective date of a transfer of real property by a transfer order, the transferee shall take all such actions as are necessary to register or deposit under the *Registry Act* or to register under the *Land Titles Act* against title to the real property a document that includes the following:

1. Form 1 of Regulation 688 of the Revised Regulations of Ontario, 1990 ("Form of Documents") made under the *Land Registration Reform Act* that sets out the transferor and the transferee as the parties, executed by the transferee.
2. A statement executed by the transferee,

Examen des décrets

40. (1) Le ministre conserve, au lieu prescrit et pour la durée prescrite, une copie des décrets de transfert ou de mutation d'une catégorie prescrite et une copie des décrets qui les annulent ou les modifient.

Idem

(2) La Société de logement de l'Ontario conserve, au lieu prescrit et pour la durée prescrite, une copie des décrets de transfert ou de mutation que le ministre n'est pas tenu de conserver et une copie des décrets qui les annulent ou les modifient.

Idem

(3) Le ministre ou la Société de logement de l'Ontario, selon le cas, autorise toute personne qui le demande à examiner pendant les heures de bureau la copie d'un décret de transfert ou de mutation, ou la copie d'un décret qui annule ou modifie un tel décret, et à en tirer des copies à ses propres frais.

Avis de transfert non obligatoire

41. (1) Si un décret de transfert ou de mutation transfère un contrat ou un droit, notamment un permis ou une autorisation, nul n'est tenu de donner un avis du transfert aux autres parties au contrat ou à la personne qui a accordé le droit ou l'autorisation ou délivré le permis.

Défaut de donner un avis

(2) Les paragraphes 47 (1) et (2) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au défaut de donner avis d'un transfert effectué par un décret de transfert ou de mutation.

Aucune responsabilité à l'égard de l'avis

(3) Si l'auteur ou le destinataire donne un avis du transfert d'un contrat ou d'un droit, notamment un permis ou une autorisation, effectué par un décret de transfert ou de mutation sans le donner aux personnes, de la manière ou selon les autres modalités qu'exigent une loi ou les conditions du contrat, du droit, du permis ou de l'autorisation, il ne peut être tenu responsable d'avoir donné l'avis incorrectement ou de ne pas l'avoir donné.

Exigences en matière d'enregistrement des biens immeubles

42. (1) Dans les deux ans qui suivent la date d'effet du transfert d'un bien immeuble par un décret de transfert ou de mutation, le destinataire prend toutes les mesures nécessaires pour faire enregistrer ou déposer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistrer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*, sur le titre du bien immeuble, un document comprenant ce qui suit :

1. La formule 1 du Règlement 688 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990 («Formule de documents») pris en application de la *Loi portant réforme de l'enregistrement immobilier* qui identifie l'auteur et le destinataire comme parties, passée par le destinataire.
2. Une déclaration passée par le destinataire répondant aux critères suivants :

- i. stating that the transferor's interest in and rights in respect of the real property were transferred to the transferee by a transfer order made by the Lieutenant Governor in Council under this Act,
- ii. identifying the real property by including a legal description in registrable form of the real property,
- iii. specifying the interest or rights that were transferred by the transfer order,
- iv. identifying the transfer order by setting out the names of the transferor and the transferee and the date the transfer order was made or by referring to a copy of the transfer order that is attached to the document,
- v. setting out the restrictions imposed by section 49, and
- vi. stating that the document meets the requirements of this Act.

Same

(2) The document required by subsection (1) may be prepared in a form suitable for a transfer that is submitted for electronic registration.

Same

(3) The document required by subsection (1) may be registered or deposited and shall be accepted for registration or deposit under the *Registry Act* and may be registered and shall be accepted for registration under the *Land Titles Act*, despite any provision of those Acts.

Same

(4) Despite the *Land Registration Reform Act*, the document required by subsection (1) shall be accepted for registration or deposit even if the form required by paragraph 1 of subsection (1) has not been executed by or on behalf of the transferor.

Registration, etc., on request

(5) If, on or after the effective date of a transfer of real property by a transfer order but before the transferee has complied with subsection (1), a person is or purports to be lawfully entitled to register or deposit a document under the *Registry Act* or to register a document under the *Land Titles Act* against title to the real property, the transferee, at the request of that person, shall take as expeditiously as possible all such actions as are necessary to register or deposit under the *Registry Act* or to register under the *Land Titles Act* a document described in subsection (1).

- i. elle atteste que l'intérêt de l'auteur sur le bien immeuble et ses droits à l'égard de celui-ci lui ont été transférés par un décret de transfert ou de mutation pris par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi,
- ii. elle identifie le bien immeuble au moyen d'une description légale sous forme enregistrable du bien,
- iii. elle précise l'intérêt ou les droits qui ont été transférés par le décret de transfert ou de mutation,
- iv. elle identifie le décret de transfert ou de mutation en précisant les noms de l'auteur et du destinataire ainsi que la date à laquelle le décret a été pris ou en renvoyant à une copie du décret jointe au document,
- v. elle énonce les restrictions imposées par l'article 49,
- vi. elle atteste que le document satisfait aux exigences de la présente loi.

Idem

(2) Le document exigé par le paragraphe (1) peut être préparé sous une forme qui convient pour un transfert qui est présenté pour enregistrement électronique.

Idem

(3) Le document exigé par le paragraphe (1) peut être enregistré ou déposé, mais il doit être admis à l'enregistrement ou au dépôt sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* et peut être enregistré mais doit être admis à l'enregistrement sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*, malgré toute disposition de ces lois.

Idem

(4) Malgré la *Loi portant réforme de l'enregistrement immobilier*, le document exigé par le paragraphe (1) doit être admis à l'enregistrement ou au dépôt même si la formule exigée par la disposition 1 de ce paragraphe n'a pas été passée par l'auteur ou en son nom.

Enregistrement ou dépôt sur demande

(5) Si, à la date d'effet du transfert d'un bien immeuble par un décret de transfert ou de mutation ou après cette date mais avant que le destinataire ne se conforme au paragraphe (1), une personne a, ou prétend avoir, le droit légitime de faire enregistrer ou de déposer un document sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou de faire enregistrer un document sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* sur le titre du bien immeuble, le destinataire prend, à la demande de cette personne et aussi rapidement que possible, toutes les mesures nécessaires pour faire enregistrer ou déposer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistrer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* le document visé au paragraphe (1).

Effect of failure to register, etc.

(6) If, on or after the effective date of a transfer of real property by a transfer order, a person does not know that the real property has been transferred to the transferee because the transferee has not yet registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act* a document described in subsection (1) and if, as a result of that, a right of the person against the transferee is adversely affected by the expiration of the period of time for doing something, the transferee is not entitled to raise the expiration of the period of time as a defence to a proceeding by the person.

Same

(7) If, on or after the effective date of a transfer of real property by a transfer order, the transferee has not yet registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act* a document described in subsection (1), the transferor may take all such actions as are necessary to do so on behalf of the transferee, including making the statement described in paragraph 2 of subsection (1) on behalf of the transferee.

Liability of transferor

(8) A transferor is not liable to any person for exercising or not exercising its power under subsection (7).

Provincial housing costs

(9) Expenses incurred by the transferor in exercising its power under subsection (7) may be included in the amount of provincial housing costs determined under section 117.

Evidence

(10) A statement described in paragraph 2 of subsection (1) that is included in a document registered or deposited under this section shall be deemed to be conclusive evidence of the facts stated in it.

Registration of security interests

43. (1) If a security interest in an asset or right is perfected by registration under the *Personal Property Security Act* and all or part of the asset or right is subsequently transferred by a transfer order, the security interest in the transferred asset or right becomes unperfected,

- (a) 30 days after the effective date of the transfer if, on the effective date of the transfer, the secured party has actual notice of the transfer and has the information required to register a financing change statement under the *Personal Property Security Act*; or
- (b) if, on the effective date of the transfer, the secured party does not have actual notice of the transfer or does not have the information required to register a financing change statement under the *Personal*

Effet du non-enregistrement

(6) Si, à la date d'effet du transfert d'un bien immeuble par un décret de transfert ou de mutation ou après cette date, une personne ignore que le bien immeuble a été transféré au destinataire parce que ce dernier n'a pas encore fait enregistrer ou déposé sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou fait enregistrer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* le document visé au paragraphe (1) et que, par conséquent, l'expiration du délai accordé pour faire quelque chose porte atteinte au droit qu'a la personne contre le destinataire, ce dernier n'a pas le droit d'invoquer l'expiration du délai comme moyen de défense dans une instance introduite par la personne.

Idem

(7) Si, à la date d'effet du transfert d'un bien immeuble par un décret de transfert ou de mutation ou après cette date, le destinataire n'a pas encore fait enregistrer ou déposé sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistré sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* le document visé au paragraphe (1), l'auteur peut prendre toutes les mesures nécessaires pour le faire au nom du destinataire, y compris faire la déclaration visée à la disposition 2 du paragraphe (1) en son nom.

Responsabilité de l'auteur

(8) L'auteur n'encourt aucune responsabilité à l'égard de quiconque pour avoir exercé ou ne pas avoir exercé les pouvoirs que lui confère le paragraphe (7).

Coûts du logement engagés par la province

(9) Les dépenses qu'engage l'auteur dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le paragraphe (7) peuvent être incluses dans les coûts du logement engagés par la province calculés en application de l'article 117.

Preuve

(10) La déclaration visée à la disposition 2 du paragraphe (1) qui est comprise dans un document enregistré ou déposé en application du présent article est réputée une preuve concluante des faits qui y sont énoncés.

Enregistrement d'une sûreté

43. (1) Si une sûreté sur un bien ou un droit est rendue opposable par enregistrement sous le régime de la *Loi sur les sûretés mobilières* et que tout ou partie du bien ou du droit est transféré ultérieurement par un décret de transfert ou de mutation, la sûreté sur le bien ou le droit transféré devient inopposable :

- a) 30 jours après la date d'effet du transfert si, à la date d'effet du transfert, le créancier garanti a connaissance réelle du transfert et a les renseignements nécessaires à l'enregistrement d'un état de modification du financement en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières*;
- b) 30 jours après celui où le créancier garanti a connaissance réelle du transfert et a les renseignements nécessaires à l'enregistrement d'un état de modification du financement en vertu de la *Loi*

Property Security Act, 30 days after the day on which the secured party has actual notice of the transfer and has the information required to register a financing change statement under that Act.

Exceptions

(2) Subsection (1) does not apply to transferred collateral if the secured party registers a financing change statement under the *Personal Property Security Act* or takes possession of the collateral within the 30-day period.

Definitions

(3) In this section,

“collateral”, “secured party” and “security interest” have the same meaning as in the *Personal Property Security Act*.

EFFECT OF TRANSFER ORDERS

Binding effect

44. (1) A transfer order is binding on the transferor, the transferee and all other persons.

Limit

(2) A transfer by transfer order does not give the transferee either an interest in an asset or a right that the transferor did not have, and does not result in the transferee being entitled to such an interest or right.

Same

(3) When an asset, liability, right or obligation is transferred by a transfer order, no person other than the transferee acquires the asset, liability, right or obligation or an interest in it that the person did not have immediately before the transfer.

Vesting in and assumption by transferee

45. (1) An asset or a right that is transferred by a transfer order vests in the transferee as of the effective date specified in the transfer order and a liability or an obligation that is transferred by a transfer order shall be deemed to have been assumed by the transferee as of the effective date specified in the transfer order.

Transferor divested of asset

(2) The transfer of an asset by a transfer order divests the transferor of that asset as of the effective date specified in the transfer order.

Transferor divested of right

(3) The transfer of a right by a transfer order divests the transferor of that right as of the effective date specified in the transfer order.

Transferor released from liability or obligation

(4) The transfer of a liability or obligation by the transfer order releases the transferor from that liability or obligation as of the effective date specified in the transfer order.

sur les sûretés mobilières s’il ne les a pas à la date d’effet du transfert.

Exceptions

(2) Le paragraphe (1) ne s’applique pas aux biens grevés transférés si le créancier garanti fait enregistrer un état de modification du financement en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* ou prend possession des biens grevés dans le délai de 30 jours.

Définitions

(3) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«bien grevé», «créancier garanti» et «sûreté» S’entendent au sens de la *Loi sur les sûretés mobilières*.

EFFET DES DÉCRETS DE TRANSFERT OU DE MUTATION

Obligation des parties

44. (1) Les décrets de transfert ou de mutation lient l’auteur du transfert ou de la mutation, son destinataire et les autres personnes.

Restriction

(2) Un transfert effectué par un décret de transfert ou de mutation n’a pas pour effet de donner au destinataire un intérêt sur un bien ou un droit que l’auteur n’avait pas, pas plus qu’il ne lui donne droit à un tel intérêt ou à un tel droit.

Idem

(3) Lorsqu’un bien, une dette, un droit ou une obligation est transféré par un décret de transfert ou de mutation, nul, sauf le destinataire, n’acquiert le bien, la dette, le droit ou l’obligation, ou un intérêt sur ceux-ci qu’il n’avait pas immédiatement avant le transfert.

Dévolution et prise en charge

45. (1) Les biens et les droits qui sont transférés par un décret de transfert ou de mutation sont dévolus au destinataire à la date d’effet que précise le décret et les dettes et les obligations qui sont transférées sont réputées avoir été pris en charge par le destinataire à la date d’effet que précise le décret.

Auteur dépouillé du bien

(2) Le transfert d’un bien par un décret de transfert ou de mutation en dépouille l’auteur à la date d’effet que précise le décret.

Auteur dépouillé du droit

(3) Le transfert d’un droit par un décret de transfert ou de mutation en dépouille l’auteur à la date d’effet que précise le décret.

Auteur libéré de la dette ou de l’obligation

(4) Le transfert d’une dette ou d’une obligation par un décret de transfert ou de mutation en libère l’auteur à la date d’effet que précise le décret.

Exception

(5) Despite subsection (4), the transfer by the transfer order does not release the transferor from liability for those costs relating to the transferred asset, liability, right or obligation that arose or accrued before the effective date of the transfer and that were not a provincial social housing cost under the *Social Housing Funding Act, 1997* and that are not a provincial housing cost under section 117.

Action or other proceeding to be continued by or against transferor

(6) If an action or other proceeding in respect of an asset, a liability, a right or an obligation that is transferred by a transfer order has been commenced by or against the transferor before the transfer takes effect, the action or other proceeding shall be continued by or against the transferee and, if the transferor so elects, by or against the transferor as well.

Conflict

(7) In the event of a conflict between this section and any other Act, this section prevails.

Representation, etc., by transferor

46. (1) A transferor does not make any representation or warranty, and no representation or warranty on the part of the transferor shall be implied or deemed to have been made, in respect of any asset, liability, right, obligation or employee transferred from the transferor by a transfer order.

Same

(2) A transferor is not liable to any person for the state of repair of an asset transferred by a transfer order and is not liable to any person to fix such an asset, despite a requirement otherwise imposed by another Act or a rule of law.

Transfer deemed not to have certain effects

47. (1) A transfer by a transfer order shall be deemed not to,

- (a) constitute a breach, termination, repudiation or frustration of any contract or any licence, permit or other right;
- (b) constitute a breach of any Act, regulation, rule or municipal by-law;
- (c) constitute an event of default or force majeure;
- (d) give rise to a right to terminate or repudiate any contract or any licence, permit or other right;
- (e) give rise to an estoppel;
- (f) give rise to any right or consequence, including an acceleration of the time for payment, that

Exception

(5) Malgré le paragraphe (4), le transfert effectué par un décret de transfert ou de mutation ne libère pas l'auteur de sa responsabilité à l'égard des coûts se rapportant au bien, à la dette, au droit ou à l'obligation transféré qui ont été engagés ou qui ont couru avant la date d'effet du transfert, qui ne constituaient pas des coûts du logement social engagés par la province pour l'application de la *Loi de 1997 sur le financement du logement social* et qui ne constituent pas des coûts du logement engagés par la province en application de l'article 117.

Poursuite des actions ou autres instances

(6) Les actions ou autres instances à l'égard d'un bien, d'une dette, d'un droit ou d'une obligation transféré par un décret de transfert ou de mutation qui ont été introduites par ou contre l'auteur avant la prise d'effet du transfert sont poursuivies par ou contre le destinataire et, si l'auteur fait ce choix, également par ou contre lui.

Incompatibilité

(7) Le présent article l'emporte sur les dispositions incompatibles d'une autre loi.

Affirmation de l'auteur

46. (1) L'auteur ne fait aucune affirmation ni ne donne aucune garantie, et aucune affirmation ou garantie de sa part ne doit être déduite ou réputée avoir été faite ou donnée, à l'égard d'un de ses biens, dettes, droits, obligations ou employés qui est transféré ou muté, selon le cas, par un décret de transfert ou de mutation.

Idem

(2) L'auteur n'encourt aucune responsabilité à l'égard de quiconque en raison de l'état d'un bien transféré par un décret de transfert ou de mutation et il n'est pas tenu envers qui que ce soit de réparer un tel bien, malgré toute exigence imposée par ailleurs par une autre loi ou une règle de droit.

Transfert et mutation réputés ne pas avoir certains effets

47. (1) Les transferts et les mutations effectués par un décret de transfert ou de mutation sont réputés ne pas :

- a) constituer une violation, résiliation, révocation, répudiation ou impossibilité d'exécution d'un contrat, d'un permis, d'une autorisation ou d'un autre droit;
- b) constituer une violation de quelque loi, règlement, règle ou règlement municipal que ce soit;
- c) constituer un cas de défaut ou une force majeure;
- d) donner le droit de résilier un contrat ou de révoquer un droit, notamment un permis ou une autorisation, ou de les répudier;
- e) donner lieu à une préclusion;
- f) donner lieu à un droit ou à une conséquence, y compris un avancement de l'échéance de paie-

would otherwise arise upon the transfer under the terms of any contract or any licence, permit or other right; or

- (g) give rise to any cause of action, grievance, claim or demand of any kind, unless explicitly contemplated by this Act.

No proceeding

(2) No action or other proceeding shall be commenced against the Crown in right of Ontario, the Ontario Housing Corporation or a local housing authority on the basis that a transfer by a transfer order constitutes or gives rise to anything mentioned in subsection (1).

Exceptions

(3) Subject to such conditions and restrictions as may be prescribed, this section does not apply to the contracts, licences, permits, rights, Acts; regulations, rules, by-laws or provisions of any of them that are prescribed.

Expropriations Act

48. If a transfer order transfers real property that has been expropriated,

- (a) section 42 of the *Expropriations Act* (disposal of expropriated lands) does not apply to the real property, despite section 2 of that Act; and
- (b) no compensation of any kind is payable to the owner; from whom the real property was expropriated.

Restrictions, real property

49. (1) Any real property transferred by a transfer order cannot be transferred or mortgaged or otherwise encumbered, developed or redeveloped and an interest in the property cannot be granted or disposed of by any person without the prior written consent of the Minister.

Exception

(2) Despite subsection (1), a transferee may do the following things without the consent of the Minister:

1. Lease an individual unit in a housing project located on the real property for a term not exceeding one year.
2. Lease a part of the property that is not residential, if the transfer of the property by the transfer order has been registered as required by section 42.
3. Transfer or mortgage or otherwise encumber the property or grant or dispose of an interest in the property to or in favour of,

- i. the related service manager,

ment, qui découlerait par ailleurs d'un transfert effectué aux termes d'un contrat, d'un permis, d'une autorisation ou d'un autre droit;

- g) donner lieu à une cause d'action, un grief, une réclamation ou une demande de quelque sorte que ce soit, sauf si la présente loi le prévoit explicitement.

Immunité

(2) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre la Couronne du chef de l'Ontario, la Société de logement de l'Ontario ou une commission locale de logement du fait qu'un transfert ou une mutation effectué par un décret de transfert ou de mutation constitue un fait mentionné au paragraphe (1) ou y donne lieu.

Exceptions

(3) Sous réserve des conditions et restrictions prescrites, le présent article ne s'applique pas aux contrats, permis, autorisations, droits, lois, règlements, règles, règlements municipaux ou dispositions des uns ou des autres qui sont prescrits.

Loi sur l'expropriation

48. Si un décret de transfert ou de mutation transfère un bien immeuble qui a été exproprié :

- a) d'une part, l'article 42 de la *Loi sur l'expropriation* (aliénation d'un bien-fonds exproprié) ne s'applique pas au bien immeuble, malgré l'article 2 de cette loi;
- b) d'autre part, aucune indemnité de quelque nature que ce soit n'est versée aux propriétaires du bien immeuble exproprié.

Restrictions : biens immeubles

49. (1) Nul ne peut, sans le consentement écrit préalable du ministre, transférer ou grever, notamment par hypothèque, ou aménager ou réaménager un bien immeuble qui a été transféré par un décret de transfert ou de mutation, ni concéder un intérêt sur le bien ou disposer d'un intérêt sur lui.

Exception

(2) Malgré le paragraphe (1), le destinataire peut prendre les mesures suivantes sans le consentement du ministre :

1. Donner à bail un logement d'un ensemble domiciliaire situé sur le bien immeuble pour une durée maximale d'un an.
2. Donner à bail la partie du bien qui n'est pas résidentielle, si le transfert du bien effectué par le décret de transfert ou de mutation a été enregistré comme l'exige l'article 42.
3. Transférer le bien, le grever, notamment par hypothèque, concéder un intérêt sur lui ou disposer d'un tel intérêt si le destinataire ou le bénéficiaire est :

- i. soit le gestionnaire de services lié,

- ii. a related municipality,
 - iii. a non-profit corporation controlled by the related service manager or a related municipality, but only if an object of the non-profit corporation is the provision of housing, or
 - iv. a non-profit housing corporation incorporated under section 13 of the *Housing Development Act* in which the related service manager or a related municipality owns a majority of the common shares.
4. Transfer or mortgage or otherwise encumber the property, develop or redevelop the property or grant or dispose of an interest in the property if,
- i. the transfer of the property by the transfer order has been registered as required by section 42, and
 - ii. the transaction complies with such criteria as may be prescribed.

Statement re transfer, etc.

(3) When a document is to be registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act* in respect of a transaction described in subsection (2), it must include a statement in a form approved by the Minister containing information required by the Minister and executed by or on behalf of the transferee.

Registration, etc.

(4) The document and the statement referred to in subsection (3) may be registered or deposited and shall be accepted for registration or deposit under the *Registry Act* and may be registered and shall be accepted for registration under the *Land Titles Act* against title to the property despite any provision of those Acts.

Evidence

(5) A statement described in subparagraph 3 ii of subsection (2) that is included in a document registered or deposited as described in that subparagraph shall be deemed to be conclusive evidence of the facts stated in it.

Liability of certain guarantors

50. If a liability transferred by a transfer order ("transferred liability") was guaranteed by the Crown in right of Ontario or the Ontario Housing Corporation under a written guarantee given before the effective date of the transfer, the guarantor's liability under the guarantee is not limited by the transfer of the transferred liability or the release of the transferor from the transferred liability under this Act.

- ii. soit une municipalité liée,
 - iii. soit une personne morale sans but lucratif sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée, à condition toutefois que la fourniture de logements soit un élément de sa mission,
 - iv. soit une société de logement sans but lucratif constituée en vertu de l'article 13 de la *Loi sur le développement du logement* et dont le gestionnaire de services lié ou une municipalité liée détient la majorité des actions ordinaires.
4. Transférer le bien, le grever, notamment par hypothèque, l'aménager ou le réaménager, concéder un intérêt sur lui ou disposer d'un tel intérêt si les conditions suivantes sont réunies :
- i. le transfert du bien effectué par le décret de transfert ou de mutation a été enregistré comme l'exige l'article 42,
 - ii. l'opération est conforme aux critères prescrits.

Déclaration au sujet du transfert

(3) Le document qui est enregistré ou déposé sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistré sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* à l'égard d'une opération visée au paragraphe (2) comprend une déclaration, rédigée sous la forme qu'approuve le ministre, qui contient les renseignements qu'il exige et qui est passée par le destinataire ou en son nom.

Enregistrement

(4) Le document et la déclaration visés au paragraphe (3) peuvent être enregistrés ou déposés, mais ils doivent être admis à l'enregistrement ou au dépôt sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* et peuvent être enregistrés mais doivent être admis à l'enregistrement sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*, sur le titre du bien, malgré toute disposition de ces lois.

Preuve

(5) La déclaration visée à la sous-disposition 3 ii du paragraphe (2) qui est comprise dans un document enregistré ou déposé selon les modalités prévues à cette sous-disposition est réputée une preuve concluante des faits qui y sont énoncés.

Responsabilité de certains garants

50. Le transfert, par un décret de transfert ou de mutation, d'une obligation qui était garantie par la Couronne du chef de l'Ontario ou la Société de logement de l'Ontario aux termes d'une garantie écrite donnée avant la date d'effet du transfert ou le fait que l'auteur soit libéré de l'obligation transférée en vertu de la présente loi n'a pas pour effet de limiter la responsabilité du garant.

TRANSFER OF EMPLOYEES

Transfer of employees

51. (1) This section applies with respect to every employee whose employment is transferred by a transfer order from a transferor to a transferee and with respect to former employees of transferors who have rights against a transferor immediately before the effective date of the transfer of employees.

Effect of transfer order

(2) Subject to the limitations set out in this section, all rights, duties and liabilities relating to all employees and former employees of a transferor that are vested in or bind the transferor immediately before the effective date of the transfer are vested in or bind the transferee instead of the transferor as of the effective date of the transfer.

Same

(3) Subsection (2) applies with respect to rights, duties and liabilities that arise under statute or contract or at common law.

Same

(4) As of the effective date of the transfer, for the purposes of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* the transferee shall be deemed to have been the employer of all employees and former employees of the transferor before the effective date of the transfer and the rights and duties of the transferor under that Act with respect to those employees and former employees are rights and duties of the transferee.

Same

(5) For the purposes of subsection (4), all records pertaining to a person's claim for benefits under the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* in the custody and control of the transferor immediately before the transfer become the property of the transferee as of the effective date of the transfer.

Employee election re employment

(6) At any time before the effective date of the transfer of an employee of a local housing authority by a transfer order, the employee may elect not to accept the transfer by notifying the local housing authority in writing of that election.

Effect of election

(7) A transfer order transfers the employees described in it, other than employees who, before the effective date of their transfer, elect not to accept the transfer.

Rules applying if employee elects not to accept transfer

(8) If an employee of a local housing authority elects not to accept a transfer, the following rules apply:

1. For the purposes of an employment contract or a collective agreement, the employee shall be deemed to have resigned from employment with

MUTATION D'EMPLOYÉS

Mutation d'employés

51. (1) Le présent article s'applique à l'égard de chaque employé muté d'un auteur à un destinataire par un décret de transfert ou de mutation et à l'égard des anciens employés qui ont des droits contre un auteur immédiatement avant la date d'effet de la mutation des employés.

Effet du décret de transfert ou de mutation

(2) Sous réserve des restrictions énoncées au présent article, les droits et obligations rattachés à tous les employés, actuels et anciens, d'un auteur qui sont dévolus à celui-ci, ou qui le lient, le jour précédant la date d'effet de la mutation sont dévolus au destinataire ou le lient à la date d'effet de la mutation.

Idem

(3) Le paragraphe (2) s'applique à l'égard des droits et des obligations qui résultent du droit législatif, du droit contractuel ou de la common law.

Idem

(4) À la date d'effet de la mutation, pour l'application de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*, le destinataire est réputé avoir été l'employeur de tous les employés, actuels et anciens, de l'auteur avant la date d'effet de la mutation et les droits et les obligations que cette loi attribue à l'auteur à l'égard de ces employés passent au destinataire.

Idem

(5) Pour l'application du paragraphe (4), tous les documents se rapportant à une demande de prestations déposée en application de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* et dont l'auteur a la garde et le contrôle immédiatement avant la mutation deviennent la propriété du destinataire à la date d'effet de la mutation.

Choix de l'employé

(6) À n'importe quel moment avant la date d'effet de sa mutation d'une commission locale de logement par un décret de transfert ou de mutation, l'employé visé peut choisir de ne pas accepter d'être muté en avisant par écrit la commission de son choix.

Effet du choix

(7) Le décret de transfert ou de mutation mute les employés qu'il précise, à l'exception de ceux qui choisissent, avant la date d'effet de leur mutation, de ne pas accepter d'être mutés.

Règles en cas de non-acceptation

(8) Si un employé d'une commission locale de logement choisit de ne pas accepter d'être muté, les règles suivantes s'appliquent :

1. Pour l'application d'un contrat de travail ou d'une convention collective, l'employé est réputé avoir démissionné de son emploi auprès de la commis-

the local housing authority on the earlier of,

- i. the employee's last day of work for the local housing authority, and
 - ii. immediately before the effective date of the transfer.
2. For the purposes of the *Employment Standards Act*, the employment of the employee shall be deemed to have been terminated by the local housing authority on the earlier of,
- i. the employee's last day of work for the local housing authority, and
 - ii. immediately before the effective date of the transfer.

Rules applying on transfer of employees

(9) If one or more employees of a local housing authority are transferred by a transfer order, the following rules apply:

1. As of the effective date of the transfer, each transferred employee becomes an employee of the transferee and ceases to be an employee of the transferor, the transferee becomes the employer of each transferred employee, and the transferor ceases to be the employer of each transferred employee.
2. For the purposes of the *Public Service Pension Act*, the *Ontario Public Service Employees' Union Pension Act, 1994*, the *Public Service Pension Plan* and the *Ontario Public Service Employees' Union Pension Plan*, the employment of each transferred employee shall be deemed to have been terminated by the transferor immediately before the effective date of the transfer.
3. For the purposes of an employment contract, a collective agreement and the *Employment Standards Act* and for all other purposes except those mentioned in paragraph 2, the employment of each transferred employee shall be deemed not to have been terminated and the transferred employee shall be deemed not to have been constructively dismissed.
4. For the purpose of determining probationary periods, benefits and any other employment-related entitlements under the *Employment Standards Act* or any other Act or under an employment contract, the employment of each transferred employee with the transferor shall be deemed to be employment with the transferee and not to be employment with the transferor, and the transfer shall be deemed not to have caused an interruption of the employee's service.
5. Subject to paragraphs 6 to 14, the terms and conditions of employment that are vested in or bind

sion locale de logement à celui des moments suivants qui est antérieur à l'autre :

- i. son dernier jour de travail pour la commission locale de logement,
 - ii. immédiatement avant la date d'effet de la mutation.
2. Pour l'application de la *Loi sur les normes d'emploi*, la commission locale de logement est réputée avoir mis fin à l'emploi de l'employé à celui des moments suivants qui est antérieur à l'autre :
- i. le dernier jour de travail de l'employé pour la commission locale de logement,
 - ii. immédiatement avant la date d'effet de la mutation.

Règles en cas de mutation

(9) Si un ou plusieurs employés d'une commission locale de logement sont mutés par un décret de transfert ou de mutation, les règles suivantes s'appliquent :

1. À la date d'effet de la mutation, chaque employé muté devient l'employé du destinataire et cesse d'être celui de l'auteur, et le destinataire devient l'employeur de chaque employé muté et l'auteur cesse de l'être.
2. Pour l'application de la *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires*, de la *Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario*, du Régime de retraite des fonctionnaires et du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, l'auteur est réputé avoir mis fin à l'emploi de chaque employé muté immédiatement avant la date d'effet de la mutation.
3. Pour l'application d'un contrat de travail, d'une convention collective et de la *Loi sur les normes d'emploi* et à toutes autres fins, sauf celles mentionnées à la disposition 2, l'emploi de chaque employé muté est réputé ne pas avoir pris fin et l'employé muté est réputé ne pas avoir fait l'objet d'un congédiement implicite.
4. Aux fins de l'établissement des périodes d'essai, des avantages sociaux et des autres droits liés à l'emploi prévus par la *Loi sur les normes d'emploi*, une autre loi ou un contrat de travail, l'emploi auprès de l'auteur de chaque employé muté est réputé un emploi auprès du destinataire et non auprès de l'auteur, et la mutation est réputée ne pas avoir entraîné une interruption de service.
5. Sous réserve des dispositions 6 à 14, les conditions d'emploi qui sont dévolues à l'auteur, à un

the transferor, a transferred employee and the bargaining agent immediately before the effective date of the transfer shall be deemed to be vested in or bind the transferee and the transferred employee as of the effective date of the transfer.

6. No decision of an arbitrator, a board of arbitration or a tribunal issued on or after the effective date of the transfer can have the effect of retroactively amending the terms and conditions of employment that were vested in or bound the transferor, a transferred employee and the bargaining agent immediately before the effective date of the transfer.
7. Paragraph 6 does not prohibit an arbitrator, a board of arbitration or a tribunal from reinstating to the employment of the transferee an employee who was dismissed by the transferor before the effective date of the transfer.
8. The transferee shall be deemed to be in compliance with the terms and conditions by which it is deemed to be bound under paragraph 5 in respect of coverage for insured benefits, if the transferee provides coverage to the transferred employee that is similar to the coverage provided by the transferor to the transferred employee immediately before the effective date of the transfer.
9. If, immediately before the effective date of the transfer, a collective agreement is in force between the transferor and a trade union representing any of the transferred employees, those provisions of the collective agreement that could not apply to an employment relationship in the absence of union representation, including provisions dealing with the payment of union dues and provisions dealing with the filing, processing or arbitration of grievances, shall not be deemed to be vested in or bind the transferee.
10. A trade union that has bargaining rights in respect of any of the transferred employees immediately before the effective date of the transfer ceases to have bargaining rights in respect of those employees as of the effective date of the transfer.
11. A trade union that has bargaining rights in respect of any of the transferred employees immediately before the effective date of the transfer continues to represent the transferred employees for the purpose of grievances and proceedings before the Ontario Labour Relations Board as described in paragraph 13.
12. Upon the resolution of proceedings described in paragraph 13, a trade union that had bargaining rights in respect of any of the transferred employees immediately before the effective date of the transfer ceases to have any rights, interests, registrations, duties or liabilities under the *Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993* or under any collective agreement between the transferor and the trade union.

employé muté et à l'agent négociateur, ou qui les lient, immédiatement avant la date d'effet de la mutation sont réputées dévolues au destinataire et à l'employé muté ou les lier à la date d'effet de la mutation.

6. Nulle décision d'un arbitre, d'un conseil d'arbitrage ou d'un tribunal administratif rendue à la date d'effet de la mutation ou après cette date ne peut avoir pour effet de modifier rétroactivement les conditions d'emploi qui ont été dévolues à l'auteur, à un employé muté et à l'agent négociateur, ou qui les liaient, immédiatement avant la date d'effet de la mutation.
7. La disposition 6 n'a pas pour effet d'interdire à un arbitre, à un conseil d'arbitrage ou à un tribunal administratif de réintégrer dans son emploi auprès du destinataire un employé qui a été congédié par l'auteur avant la date d'effet de la mutation.
8. Le destinataire est réputé respecter les conditions auxquelles il est réputé lié par la disposition 5 à l'égard des avantages sociaux garantis s'il offre à l'employé muté des avantages qui sont similaires à ceux que lui offrait l'auteur immédiatement avant la date d'effet de la mutation.
9. Si, immédiatement avant la date d'effet de la mutation, une convention collective est en vigueur entre l'auteur et le syndicat représentant n'importe lequel des employés mutés, les dispositions de la convention qui ne pourraient pas s'appliquer à une relation de travail en l'absence de représentation syndicale, y compris celles portant sur le versement des cotisations syndicales et celles portant sur le dépôt, le traitement ou l'arbitrage de griefs, ne sont pas réputées dévolues au destinataire ni le lier.
10. Le syndicat qui a le droit de négocier immédiatement avant la date d'effet de la mutation à l'égard de n'importe lequel des employés mutés perd ce droit à l'égard de ces employés à la date d'effet de la mutation.
11. Le syndicat qui a le droit de négocier immédiatement avant la date d'effet de la mutation à l'égard de n'importe lequel des employés mutés continue de représenter ces employés aux fins des griefs et des instances devant la Commission des relations de travail de l'Ontario dont il est question à la disposition 13.
12. Dès le règlement des instances visées à la disposition 13, le syndicat qui avait le droit de négocier immédiatement avant la date d'effet de la mutation à l'égard de n'importe lequel des employés mutés perd les droits, intérêts, enregistrements et obligations prévus par la *Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne* ou par toute convention collective conclue entre l'auteur et le syndicat.

13. If a grievance is filed by or on behalf of a transferred employee against the transferor, or a grievance is filed by or on behalf of the transferor, or a proceeding before the Ontario Labour Relations Board is commenced by or on behalf of a transferred employee against the transferor, or a proceeding before the Ontario Labour Relations Board is commenced by or on behalf of the transferor, before the effective date of the transfer, and the grievance or proceeding is not resolved before that date,

- i. the grievance or proceeding is continued by or against the transferee,
- ii. all rights, obligations and liabilities of the employer as a result of the grievance or proceeding vest in or bind the transferee and not the transferor, except as otherwise specified by paragraph 6, and
- iii. upon the resolution of the grievance or proceeding, the transferee does not have any obligations to a trade union or to the transferred employees under the *Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993* or under a collective agreement between the transferor and a trade union.

14. No transferred employee, and no trade union that represents a transferred employee immediately before the effective date of the transfer, has the right to file a grievance on or after the effective date of the transfer with respect to any matter, regardless of whether the matter arose before or arises on or after the effective date of the transfer.

Future changes

(10) If one or more employees of a local housing authority are transferred by a transfer order, nothing in this Act prevents,

- (a) the employment of a transferred employee from being terminated by the transferee on or after the effective date of the transfer;
- (b) a term or condition of the employment of a transferred employee from being changed by the transferee on or after the effective date of the transfer; or
- (c) a trade union from acquiring bargaining rights in respect of any of the transferred employees on or after the effective date of the transfer by becoming certified under the *Labour Relations Act, 1995* as the bargaining agent of employees of the transferee or by being voluntarily recognized as the bargaining agent of employees of the transferee.

Pension plan

(11) A transferee to whom employees have been transferred by a transfer order shall provide the transferred employees with pension benefits under the Ontario Municipal Employees Retirement System and, for

13. Si, avant la date d'effet de la mutation, un grief est déposé contre l'auteur par un employé muté ou en son nom, un grief est déposé par l'auteur ou en son nom, une instance est introduite devant la Commission des relations de travail de l'Ontario contre l'auteur par un employé muté ou en son nom ou une telle instance est introduite par l'auteur ou en son nom et que le grief ou l'instance n'est pas réglé avant cette date, les règles suivantes s'appliquent :

- i. le grief ou l'instance est poursuivi par ou contre le destinataire,
- ii. les droits et les obligations de l'employeur qui découlent du grief ou de l'instance sont dévolus au destinataire ou le lient, sous réserve de la disposition 6,
- iii. dès le règlement du grief ou de l'instance, le destinataire n'a, envers le syndicat ou les employés mutés, aucune des obligations prévus par la *Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne* ou par toute convention collective conclue entre l'auteur et le syndicat.

14. Nul employé muté, et nul syndicat qui le représentait immédiatement avant la date d'effet de la mutation, n'a le droit de déposer un grief à la date d'effet de la mutation ou après cette date à l'égard de quelque question que ce soit, que celle-ci prenne naissance avant la date d'effet de la mutation, à cette date ou après cette date.

Changements ultérieurs

(10) Si un ou plusieurs employés d'une commission locale de logement sont mutés par un décret de transfert ou de mutation, la présente loi n'a pas pour effet d'empêcher que, selon le cas :

- a) le destinataire mette fin à l'emploi d'un employé muté à la date d'effet de la mutation ou après cette date;
- b) le destinataire modifie une condition de l'emploi d'un employé muté à la date d'effet de la mutation ou après cette date;
- c) un syndicat acquière le droit de négocier à l'égard de tout employé muté à la date d'effet de la mutation ou après cette date du fait de son accréditation sous le régime de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* comme agent négociateur d'employés du destinataire ou du fait de sa reconnaissance volontaire comme agent négociateur d'employés du destinataire.

Régime de retraite

(11) Le destinataire à qui des employés ont été mutés par un décret de transfert ou de mutation verse à ces employés les prestations de retraite prévues par le Régime de retraite des employés municipaux de

that purpose, the transferee shall be deemed to be an employer for the purposes of the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* and shall be deemed to have elected to participate in the Ontario Municipal Employees Retirement System on the earlier of the date the local housing corporation was incorporated and the effective date of the transfer.

TRANSFER OF MOTOR VEHICLES, ETC.

Transfer of motor vehicles, trailers

52. (1) If a transfer order transfers ownership of a motor vehicle or trailer from a local housing authority to a local housing corporation,

- (a) for the purposes of Part II of the *Highway Traffic Act*,
 - (i) the transfer order shall be deemed not to effect a change in the ownership of the motor vehicle or trailer,
 - (ii) the transfer order shall be deemed to effect a change in the name of the owner from the name of the local housing authority to the name of the local housing corporation, and
 - (iii) a written statement described in subsection (4) made by an officer of the local housing corporation shall be deemed to be sufficient evidence of the change in name;
- (b) the requirement in subsection 9 (2) of that Act that a notice be filed by the owner shall be deemed to be a requirement that the notice be filed by the local housing corporation; and
- (c) the requirement in subsection 9 (2) of that Act that the notice be filed within six days shall be deemed to be a requirement that the notice be filed within 30 days.

Same

(2) If a transfer order transfers a leasehold interest in a motor vehicle or trailer from a local housing authority to a local housing corporation,

- (a) for the purposes of Part II of the *Highway Traffic Act*,
 - (i) the transfer order shall be deemed not to effect a change in the lessee of the motor vehicle or trailer,
 - (ii) the transfer order shall be deemed to effect a change in the name of the lessee from the name of the local housing authority to the name of the local housing corporation, and
 - (iii) a written statement described in subsection (4) made by an officer of the local housing corporation shall be deemed to be sufficient evidence of the change in name;
- (b) the requirement in subsection 9 (3) of that Act

l'Ontario et, à cette fin, il est réputé un employeur pour l'application de la *Loi sur le régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario* et est réputé avoir choisi de participer au Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario à la date de sa constitution en personne morale ou à la date d'effet de la mutation, si cette dernière date est antérieure.

TRANSFERT DE VÉHICULES

Transfert de véhicules

52. (1) Si un décret de transfert ou de mutation transfère d'une commission locale de logement à une société locale de logement la propriété d'un véhicule automobile ou d'une remorque :

- a) pour l'application de la partie II du *Code de la route* :
 - (i) le décret est réputé ne pas avoir pour effet de modifier la propriété du véhicule automobile ou de la remorque,
 - (ii) le décret est réputé avoir pour effet de modifier le nom du propriétaire en remplaçant le nom de la commission locale de logement par celui de la société locale de logement,
 - (iii) une déclaration écrite d'un représentant officiel de la société locale de logement qui remplit les conditions énoncées au paragraphe (4) est réputée une preuve suffisante du changement de nom;
- b) l'exigence visée au paragraphe 9 (2) du Code voulant que le propriétaire dépose un avis est réputée une exigence voulant que la société locale de logement le fasse;
- c) l'exigence visée au paragraphe 9 (2) du Code voulant que l'avis soit déposé dans un délai de six jours est réputée une exigence voulant qu'il le soit dans un délai de 30 jours.

Idem

(2) Si un décret de transfert ou de mutation transfère d'une commission locale de logement à une société locale de logement un intérêt à bail sur un véhicule automobile ou une remorque :

- a) pour l'application de la partie II du *Code de la route* :
 - (i) le décret est réputé ne pas avoir pour effet de modifier le locataire du véhicule automobile ou de la remorque,
 - (ii) le décret est réputé avoir pour effet de modifier le nom du locataire en remplaçant le nom de la commission locale de logement par celui de la société locale de logement,
 - (iii) une déclaration écrite d'un représentant officiel de la société locale de logement qui remplit les conditions énoncées au paragraphe (4) est réputée une preuve suffisante du changement de nom;
- b) l'exigence visée au paragraphe 9 (3) du Code

that a notice be filed by the lessee shall be deemed to be a requirement that the notice be filed by the local housing corporation; and

- (c) the requirement in subsection 9 (3) of that Act that the notice be filed within six days shall be deemed to be a requirement that the notice be filed within 30 days.

Same

(3) For greater certainty, for the purposes of any part of the *Highway Traffic Act* other than Part II,

- (a) if a transfer order transfers ownership of a motor vehicle or trailer from a local housing authority to a local housing corporation,

(i) the transfer order does effect a change in the ownership of the motor vehicle or trailer, and

(ii) the local housing corporation shall be deemed to be the owner as of the effective date of the transfer; and

- (b) if a transfer order transfers a leasehold interest in a motor vehicle or trailer from a local housing authority to a local housing corporation,

(i) the transfer order does effect a change in the lessee of the motor vehicle or trailer, and

(ii) the local housing corporation shall be deemed to be the lessee as of the effective date of the transfer.

Evidence of change of name

(4) The written statement referred to in subclauses (1) (a) (iii) and (2) (a) (iii) must indicate that the ownership of, or the leasehold interest in, the motor vehicle or trailer was transferred to the local housing corporation by a transfer order and state the effective date of the transfer.

Other transfers of vehicles

(5) If a transfer order transfers ownership of a motor vehicle or trailer from a transferor other than a local housing authority or transfers it to a transferee other than a local housing corporation, the reference in subsections 11 (2) and 11 (4) of the *Highway Traffic Act* to six days shall be deemed to be a reference to 30 days.

Definitions

(6) In this section,

“motor vehicle” and “trailer” have the same meaning as in the *Highway Traffic Act*.

Motor vehicle insurance

53. (1) If a transfer order transfers from a local housing authority to a local housing corporation ownership of, or a leasehold interest in, a motor vehicle

voulant que le locataire dépose un avis est réputée une exigence voulant que la société locale de logement le fasse;

- c) l'exigence visée au paragraphe 9 (3) du Code voulant que l'avis soit déposé dans un délai de six jours est réputée une exigence voulant qu'il le soit dans un délai de 30 jours.

Idem

(3) Il est entendu ce qui suit pour l'application de toute partie du *Code de la route*, à l'exclusion de la partie II :

- a) si un décret de transfert ou de mutation transfère d'une commission locale de logement à une société locale de logement la propriété d'un véhicule automobile ou d'une remorque :

(i) d'une part, le décret a pour effet de modifier la propriété du véhicule automobile ou de la remorque,

(ii) d'autre part, la société locale de logement est réputée le propriétaire à compter de la date d'effet du transfert;

- b) si un décret de transfert ou de mutation transfère d'une commission locale de logement à une société locale de logement un intérêt à bail sur un véhicule automobile ou une remorque :

(i) d'une part, le décret a pour effet de modifier le locataire du véhicule automobile ou de la remorque,

(ii) d'autre part, la société locale de logement est réputée le locataire à compter de la date d'effet du transfert.

Preuve du changement de nom

(4) La déclaration écrite visée aux sous-alinéas (1) a) (iii) et (2) a) (iii) indique que la propriété du véhicule automobile ou de la remorque, ou l'intérêt à bail sur ceux-ci, a été transféré à la société locale de logement par un décret de transfert ou de mutation et indique la date d'effet du transfert.

Autres transferts de véhicules

(5) Si un décret de transfert ou de mutation transfère un véhicule automobile ou une remorque, ou sa propriété, d'un auteur qui n'est pas une commission locale de logement à un destinataire qui n'est pas une société locale de logement, la mention de six jours aux paragraphes 11 (2) et (4) du *Code de la route* est réputée une mention de 30 jours.

Définitions

(6) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«remorque» et «véhicule automobile» S'entendent au sens du *Code de la route*.

Assurance-automobile

53. (1) Si un décret de transfert ou de mutation transfère d'une commission locale de logement à une société locale de logement la propriété d'un véhicule automo-

together with the contract of automobile insurance under which the motor vehicle is insured,

- (a) the insurance card for the motor vehicle issued in the name of the local housing authority under section 6 of the *Compulsory Automobile Insurance Act* shall be deemed to be issued in the name of the local housing corporation as of the effective date of the transfer of the contract of automobile insurance; and
- (b) within six days after receiving notice of the transfer of the contract of automobile insurance, the insurer shall issue, or cause its agent to issue, an insurance card in the name of the local housing corporation.

Penalties for insurer

(2) Sections 14 and 14.1 of the *Compulsory Automobile Insurance Act* apply to a contravention by an insurer of clause (1) (b).

Definitions

(3) In this section,

“agent”, “automobile insurance”, “insurance card”, “insurer” and “motor vehicle” have the same meaning as in the *Compulsory Automobile Insurance Act*.

TRANSFER OF DOCUMENTS AND DISCLOSURE OF RECORDS

Transfer of documents

54. (1) In this section,

“archival document” means a provincial document identified to be transferred to the Archives of Ontario under a recorded information schedule approved by the Archivist under the *Archives Act*; (“document d’archives”)

“provincial document” means a record that belongs to the Ministry, the Ontario Housing Corporation or a local housing authority and that relates to,

- (a) a housing program the responsibility for the funding and administration of which is being transferred to a service manager under section 10, or
- (b) any employee, asset, liability, right or obligation that is being transferred by a transfer order. (“document provincial”)

Transfer of archival documents

(2) An archival document shall not be transferred out of the custody or control of the Ministry, the Ontario Housing Corporation or a local housing authority except to be transferred to the Archives of Ontario.

Same

(3) Despite subsection (2), such archival documents

bile ou un intérêt à bail sur un tel véhicule ainsi que le contrat d’assurance-automobile aux termes duquel il est assuré :

- a) d’une part, la carte d’assurance du véhicule automobile délivrée au nom de la commission locale de logement en application de l’article 6 de la *Loi sur l’assurance-automobile obligatoire* est réputée délivrée au nom de la société locale de logement à la date d’effet du transfert du contrat d’assurance-automobile;
- b) d’autre part, dans les six jours qui suivent la réception de l’avis du transfert du contrat d’assurance-automobile, l’assureur délivre ou fait délivrer par son agent une carte d’assurance au nom de la société locale de logement.

Peines

(2) Les articles 14 et 14.1 de la *Loi sur l’assurance-automobile obligatoire* s’appliquent à l’assureur qui contrevient à l’alinéa (1) b).

Définitions

(3) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«agent», «assurance-automobile», «assureur», «carte d’assurance» et «véhicule automobile» S’entendent au sens de la *Loi sur l’assurance-automobile obligatoire*.

TRANSFERT ET DIVULGATION DE DOCUMENTS

Transfert de documents

54. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«document d’archives» Document provincial qui doit être transféré aux Archives publiques de l’Ontario d’après une liste de renseignements consignés qu’approuve l’archiviste en vertu de la *Loi sur les Archives publiques*. («archival document»)

«document provincial» Document qui appartient au ministère, à la Société de logement de l’Ontario ou à une commission locale de logement et qui se rapporte, selon le cas :

- a) à un programme de logement dont la responsabilité du financement et de l’administration est transférée à un gestionnaire de services en application de l’article 10;
- b) à un employé muté ou à un bien, une dette, un droit ou une obligation transféré par un décret de transfert ou de mutation. («provincial document»)

Transfert des documents d’archives

(2) Le ministère, la Société de logement de l’Ontario ou une commission locale de logement ne doit pas se défaire d’un document d’archives dont elle a la garde ou le contrôle sauf pour le transférer aux Archives publiques de l’Ontario.

Idem

(3) Malgré le paragraphe (2), les documents

or classes of archival documents as may be prescribed may be transferred to a transferee or a service manager by a transfer order or otherwise.

Right to obtain copies

(4) A service manager is entitled to receive, upon request to the holder, a copy of an archival document that relates to a housing program the responsibility for the funding and administration of which has been transferred to the service manager under section 10.

Same

(5) A transferee is entitled to receive, upon request to the holder, a copy of an archival document that relates to any employee, asset, liability, right or obligation that has been transferred to the transferee by a transfer order.

Exception

(6) Subsections (4) and (5) do not apply with respect to such archival documents or classes of archival documents as may be prescribed.

Transfer of non-archival documents

(7) A provincial document that is not an archival document may be transferred to a transferee or a service manager, by a transfer order or otherwise.

Retention

(8) A person to whom a provincial document is transferred under subsection (7) shall retain it for at least the period of time specified in the applicable recorded information schedule approved by the Archivist before its transfer.

Delivery of copy

(9) A person having custody or control of a record that was a provincial document and was transferred to the person shall give a copy of the record to the Ministry or the Ontario Housing Corporation, upon its written request.

Disclosure of other records

55. In addition to the transfer of provincial documents under section 54, the Minister, the Ontario Housing Corporation or a local housing authority may disclose, or require the disclosure of, any record in its custody or under its control,

- (a) to a service manager, for the purposes of,
 - (i) facilitating the transfer to the service manager of responsibility for funding and administering housing programs under section 10, or
 - (ii) enabling the service manager to assume the responsibility transferred to it and to perform its duties, and exercise its powers, under this Act;
- (b) to a transferee, for the purposes of,

d'archives prescrits ou les catégories prescrites de ceux-ci peuvent être transférés à un destinataire ou à un gestionnaire de services par un décret de transfert ou de mutation ou autrement.

Droit d'obtenir des copies

(4) Un gestionnaire de services a le droit de recevoir, sur demande présentée au détenteur, une copie d'un document d'archives qui se rapporte à un programme de logement dont la responsabilité du financement et de l'administration lui est transférée en application de l'article 10.

Idem

(5) Un destinataire a le droit de recevoir, sur demande présentée au détenteur, une copie d'un document d'archives qui se rapporte à un employé qui lui est muté ou à un bien, une dette, un droit ou une obligation qui lui est transféré par un décret de transfert ou de mutation.

Exception

(6) Les paragraphes (4) et (5) ne s'appliquent pas à l'égard des documents d'archives prescrits ou des catégories prescrites de ceux-ci.

Transfert d'autres documents

(7) Le document provincial qui n'est pas un document d'archives peut être transféré à un destinataire ou à un gestionnaire de services par un décret de transfert ou de mutation ou autrement.

Conservation

(8) La personne à qui un document provincial est transféré en vertu du paragraphe (7) le conserve pendant au moins la période précisée dans la liste des renseignements consignés applicable qu'approuve l'archiviste avant le transfert.

Remise d'une copie

(9) La personne qui a la garde ou le contrôle d'un document qui était un document provincial et qui lui a été transféré en remet une copie au ministère ou à la Société de logement de l'Ontario sur demande écrite.

Divulgence d'autres documents

55. Le ministre, la Société de logement de l'Ontario ou une commission locale de logement peut, en plus de transférer des documents provinciaux en vertu de l'article 54, divulguer un document dont il a la garde ou le contrôle, ou exiger sa divulgation, à une ou plusieurs des personnes suivantes :

- a) un gestionnaire de services pour :
 - (i) soit faciliter le transfert en sa faveur de la responsabilité du financement et de l'administration des programmes de logement en application de l'article 10,
 - (ii) soit lui permettre d'assumer la responsabilité qui lui est transférée et d'exercer les pouvoirs et les fonctions que lui attribue la présente loi;
- b) un destinataire pour :

- (i) facilitating the transfer to the transferee of any assets, rights, liabilities, obligations or employees by a transfer order, or
- (ii) enabling the transferee to deal with the assets, rights, liabilities, obligations and employees transferred to it and to assume responsibility with respect to those assets, rights, liabilities, obligations and employees; or
- (c) to a local housing corporation for the purpose of enabling it to assume any of the responsibilities of a local housing authority, including responsibilities with respect to former employees of a local housing authority.

Effect of transfer or disclosure

56. If a record is transferred under subsection 54 (7) or disclosed under section 55 to a service manager or a transferee,

- (a) any information exempt from disclosure under subsection 17 (1) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* shall be deemed to be information to which subsection 10 (1) of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* applies;
- (b) section 9 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* does not apply to confidential information that is transferred or disclosed, unless the person who transferred or disclosed the information specifies in writing that that section is to apply; and
- (c) if a consent to release any information in the record was given to the person who had custody or control of the record before its transfer or disclosure, the consent shall be deemed to have been given, after the transfer or disclosure of the record, to the person to whom the record is transferred or disclosed.

GENERAL

Part prevails

57. This Part prevails over any general or special Act or any rule of law including an Act or rule of law that requires notice or registration of transfers.

Right of action

58. An action or other proceeding shall not be commenced against a transferee in respect of an asset, a liability, a right or an obligation that has been transferred to the transferee by a transfer order if, had there been no transfer, the time for commencing the action or other proceeding would have expired.

Legislation from which certain transfers exempt

59. (1) Subject to such conditions and restrictions as may be prescribed, the following Acts, regulations or

- (i) soit faciliter le transfert ou la mutation en sa faveur de biens, de dettes, de droits, d'obligations ou d'employés par un décret de transfert ou de mutation,
- (ii) soit lui permettre de s'occuper des biens, des dettes, des droits, des obligations et des employés qui lui sont transférés ou mutés et d'assumer la responsabilité à leur égard;

- c) une société locale de logement pour lui permettre d'assumer les responsabilités d'une commission locale de logement, y compris celles à l'égard des anciens employés d'une telle commission.

Effet du transfert ou de la divulgation

56. Si un document est transféré en vertu du paragraphe 54 (7), ou divulgué en vertu de l'article 55, à un gestionnaire de services ou à un destinataire :

- a) les renseignements qui font l'objet d'une exception à la divulgation en application du paragraphe 17 (1) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* sont réputés des renseignements auxquels s'applique le paragraphe 10 (1) de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*;
- b) l'article 9 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* ne s'applique pas aux renseignements confidentiels transférés ou divulgués, sauf si la personne qui les transfère ou les divulgue précise par écrit qu'il s'applique;
- c) si la personne qui avait la garde ou le contrôle du document a reçu, avant son transfert ou sa divulgation, le consentement à divulguer un renseignement qu'il contient, le consentement est, après le transfert ou la divulgation, réputé donné à la personne à qui il est transféré ou divulgué.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Primauté de la partie

57. La présente partie l'emporte sur toute loi générale ou spéciale ou toute règle de droit, y compris une loi ou une règle de droit qui exige la remise d'un avis en cas de transfert ou de mutation ou l'enregistrement de ceux-ci.

Droit d'action

58. Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre un destinataire à l'égard d'un bien, d'une dette, d'un droit ou d'une obligation qui lui a été transféré par un décret de transfert ou de mutation dans les cas où le délai d'introduction applicable aurait expiré en l'absence de transfert.

Exclusion de certains textes législatifs

59. (1) Sous réserve des conditions et restrictions prescrites, les lois, règlements ou dispositions de lois ou

provisions of Acts or regulations do not apply to the transfers referred to in subsection (2):

1. *Assignments and Preferences Act*.
2. *Bulk Sales Act*.
3. *Environmental Assessment Act*.
4. *Fraudulent Conveyances Act*.
5. *Land Transfer Tax Act*.
6. *Retail Sales Tax Act*.
7. Such other Acts or provisions of Acts as may be prescribed.
8. Such regulations or provisions of regulations as may be prescribed.

Exempt transfers

(2) Subsection (1) applies to the following transfers:

1. A transfer of an asset, a liability, a right or an obligation by a transfer order.
2. A transfer of an asset, a liability, a right or an obligation that was transferred to a local housing corporation by a transfer order if the transfer is from the local housing corporation to,
 - i. the related service manager,
 - ii. a related municipality,
 - iii. a non-profit corporation controlled by the related service manager or a related municipality, but only if an object of the non-profit corporation is the provision of housing, or
 - iv. a non-profit housing corporation incorporated under section 13 of the *Housing Development Act* in which the related service manager or a related municipality owns a majority of the common shares.
3. Such other transfers as may be prescribed.

Registration by subsequent transferee

60. If a transfer of real property described in paragraph 2 of subsection 59 (2) is made before documents relating to the transfer of the property to the transferee are registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act* in accordance with section 42, the person to whom the property is transferred as described in that paragraph may execute any document and shall perform any duty of the transferee under section 42.

de règlements suivants ne s'appliquent pas aux transferts énumérés au paragraphe (2) :

1. La *Loi sur les cessions et préférences*.
2. La *Loi sur la vente en bloc*.
3. La *Loi sur les évaluations environnementales*.
4. La *Loi sur les cessions en fraude des droits des créanciers*.
5. La *Loi sur les droits de cession immobilière*.
6. La *Loi sur la taxe de vente au détail*.
7. Les autres lois, ou dispositions de lois, qui sont prescrites.
8. Les règlements, ou dispositions de règlements, qui sont prescrits.

Transferts exclus

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux transferts suivants :

1. Le transfert d'un bien, d'une dette, d'un droit ou d'une obligation par un décret de transfert ou de mutation.
2. Le transfert d'un bien, d'une dette, d'un droit ou d'une obligation qui a été transféré à une société locale de logement par un décret de transfert ou de mutation, si le transfert se fait de la société locale de logement :
 - i. soit au gestionnaire de services lié,
 - ii. soit à une municipalité liée,
 - iii. soit à une société sans but lucratif sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée, à condition toutefois que la fourniture de logements soit un élément de sa mission,
 - iv. soit à une société de logement sans but lucratif constituée en vertu de l'article 13 de la *Loi sur le développement du logement* et dont le gestionnaire de services lié ou une municipalité liée détient la majorité des actions ordinaires.
3. Les autres transferts prescrits.

Enregistrement par des destinataires subséquents

60. Si le transfert d'un bien immeuble visé à la disposition 2 du paragraphe 59 (2) a lieu avant que les documents s'y rapportant ne soient enregistrés ou déposés sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistrés sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* conformément à l'article 42, le destinataire visé à cette disposition peut passer tout document prévu à l'article 42 et doit exercer toute fonction que lui attribue celui-ci.

PART V ELIGIBILITY FOR ASSISTANCE

INTERPRETATION

Definition

61. In this Part,

“designated housing project” means, with respect to a service manager, a housing project located in the service manager’s service area that is subject to a housing program prescribed for the purposes of this Part.

ELIGIBILITY FOR RENT-GEARED-TO-INCOME ASSISTANCE

Application for assistance

62. (1) A member of a household who wishes to receive rent-geared-to-income assistance for a unit in a designated housing project may apply to the service manager and shall do so in accordance with this section.

Same

(2) The application must contain such information and documents as may be prescribed or as may be required by the service manager and must be submitted in a form approved by the service manager.

Eligibility for assistance

63. (1) A service manager shall determine whether a household that applies for rent-geared-to-income assistance for a unit in a designated housing project of the service manager is eligible for it.

Same, continued eligibility

(2) The service manager shall periodically determine whether each household paying geared-to-income rent for a unit in a designated housing project of the service manager continues to be eligible for rent-geared-to-income assistance.

Eligibility rules

(3) The decisions required by this section shall be made in accordance with such eligibility rules as may be established under this Act.

Payment

(4) A service manager shall ensure that rent-geared-to-income assistance is paid only in respect of households that are eligible for it.

Notice

(5) The service manager shall give written notice to the household of its decisions under this section, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Same

(6) If a decision under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager shall also notify the housing provider about the decision.

PARTIE V ADMISSIBILITÉ À L’AIDE

DÉFINITION

Définition

61. La définition qui suit s’applique à la présente partie.

«ensemble domiciliaire désigné» Relativement à un gestionnaire de services, s’entend d’un ensemble domiciliaire situé dans son aire de service qui est visé par un programme de logement prescrit pour l’application de la présente partie.

ADMISSIBILITÉ À L’AIDE SOUS FORME DE LOYER INDEXÉ SUR LE REVENU

Demande d’aide

62. (1) Le membre d’un ménage qui désire recevoir une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu pour un logement d’un ensemble domiciliaire désigné peut présenter une demande à cet effet au gestionnaire de services conformément au présent article.

Idem

(2) La demande contient les renseignements et les documents prescrits ou qu’exige le gestionnaire de services et est présentée sous la forme qu’approuve ce dernier.

Admissibilité à l’aide

63. (1) Le gestionnaire de services décide si les ménages qui demandent une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu pour un logement de ses ensembles domiciliaires désignés y sont admissibles.

Idem : admissibilité continue

(2) Le gestionnaire de services décide périodiquement si les ménages qui paient un loyer indexé sur le revenu pour un logement de ses ensembles domiciliaires désignés continuent d’être admissibles à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.

Règles d’admissibilité

(3) Le gestionnaire de services prend les décisions qu’exige le présent article conformément aux règles d’admissibilité établies en application de la présente loi.

Obligation

(4) Le gestionnaire de services veille à ce que l’aide sous forme de loyer indexé sur le revenu soit versée uniquement à l’égard des ménages qui y sont admissibles.

Avis

(5) Le gestionnaire de services donne au ménage, conformément aux exigences prescrites, un avis écrit des décisions qu’il a prises à son égard en application du présent article.

Idem

(6) Si une décision qu’il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services l’en avise également.

Type of accommodation

64. (1) A service manager shall determine what type of accommodation is permissible for a household that applies for rent-geared-to-income assistance for a unit in a designated housing project of the service manager.

Same

(2) A service manager shall periodically determine whether the accommodation occupied by a household paying geared-to-income rent in a designated housing project of the service manager continues to be permissible accommodation for the household.

Criteria and procedures

(3) The service manager shall make the decisions required by this section in accordance with such occupancy standards as may be established under this Act.

Notice

(4) The service manager shall give written notice to the household of its decisions under this section, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Same

(5) If a decision under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager shall also notify the housing provider about the decision.

Waiting lists for units

65. (1) A service manager shall establish and administer one or more waiting lists for rent-geared-to-income units in its designated housing projects, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Eligibility

(2) A household is eligible to be included on a waiting list if the service manager has determined that the household is eligible for rent-geared-to-income assistance in a designated housing project of the service manager and if the household is awaiting accommodation in, or a transfer to, such a housing project.

Category

(3) The service manager shall determine what category within a waiting list the household is to be included in, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Rank

(4) The service manager shall rank the households on the waiting list or lists, and shall do so in accordance with such priority rules as may be established under this Act.

Notice

(5) The service manager shall give written notice to a household about whether the household is included on a waiting list and what category the household is listed in,

Type de logement acceptable

64. (1) Le gestionnaire de services décide du type de logement qui est acceptable pour les ménages qui demandent une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu pour un logement de ses ensembles domiciliaires désignés.

Idem

(2) Le gestionnaire de services décide périodiquement si les logements qu'occupent les ménages qui paient un loyer indexé sur le revenu dans ses ensembles domiciliaires désignés continuent d'être acceptables pour eux.

Critères et règles

(3) Le gestionnaire de services prend les décisions qu'exige le présent article conformément aux normes d'occupation établies en application de la présente loi.

Avis

(4) Le gestionnaire de services donne au ménage, conformément aux exigences prescrites, un avis écrit des décisions qu'il a prises à son égard en application du présent article.

Idem

(5) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services l'en avise également.

Listes d'attente pour les logements

65. (1) Le gestionnaire de services dresse et tient, conformément aux exigences prescrites, une ou plusieurs listes d'attente pour les logements à loyer indexé sur le revenu de ses ensembles domiciliaires désignés.

Admissibilité

(2) Sont admissibles à être inscrits sur une liste d'attente les ménages dont le gestionnaire de services a décidé qu'ils étaient admissibles à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu dans ses ensembles domiciliaires désignés et qui attendent un logement ou un transfert dans un tel ensemble.

Catégorie

(3) Le gestionnaire de services décide, conformément aux exigences prescrites, dans quelle catégorie d'une liste d'attente un ménage doit être placé.

Rang

(4) Le gestionnaire de services attribue un rang aux ménages inscrits sur la ou les listes d'attente conformément aux règles de priorité établies en application de la présente loi.

Avis

(5) Le gestionnaire de services donne au ménage, conformément aux exigences prescrites, un avis écrit précisant s'il est inscrit ou non sur une liste d'attente et,

and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Same

(6) If a decision under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager shall also notify the housing provider about the decision.

Amount of geared-to-income rent

66. (1) A service manager shall determine the amount of geared-to-income rent payable by each household that is eligible for rent-geared-to-income assistance in a designated housing project and that occupies a unit in such a housing project.

Criteria and procedures

(2) The determination shall be made in accordance with such standards as may be prescribed.

Notice

(3) The service manager shall give written notice to the household of its decision under this section, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Same

(4) If a decision under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager shall also notify the housing provider about the decision.

Deferral of geared-to-income rent

67. (1) A household receiving rent-geared-to-income assistance may apply to the service manager for a deferral of all or part of the rent payable by the household.

Same

(2) The application must be made in accordance with such requirements as may be prescribed.

Same

(3) The service manager may defer payment of all or part of the rent payable by the household and may do so in such circumstances as may be prescribed and in accordance with such criteria as may be prescribed.

Notice

(4) The service manager shall give written notice to the household of its decision respecting the deferral, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Same

(5) If a decision under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager shall also notify the housing provider about the decision.

ELIGIBILITY FOR SPECIAL NEEDS HOUSING

Application for special needs housing

68. (1) A member of a household who wishes to have special needs housing in a designated housing

s'il l'est, la catégorie dans laquelle il est placé.

Idem

(6) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services l'en avise également.

Calcul du loyer indexé sur le revenu

66. (1) Le gestionnaire de services calcule le loyer indexé sur le revenu payable par chaque ménage qui est admissible à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu dans ses ensembles domiciliaires désignés et qui occupe un logement dans un tel ensemble.

Critères et règles

(2) Le gestionnaire de services fait le calcul conformément aux normes prescrites.

Avis

(3) Le gestionnaire de services donne au ménage, conformément aux exigences prescrites, un avis écrit de la décision qu'il a prise à son égard en application du présent article.

Idem

(4) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services l'en avise également.

Report du loyer

67. (1) Le ménage qui reçoit une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu peut demander au gestionnaire de services de reporter tout ou partie du loyer qu'il doit payer.

Idem

(2) La demande est présentée conformément aux exigences prescrites.

Idem

(3) Le gestionnaire de services peut reporter tout ou partie du loyer payable par le ménage dans les circonstances prescrites et conformément aux critères prescrits.

Avis

(4) Le gestionnaire de services donne au ménage un avis écrit de sa décision concernant le report conformément aux exigences prescrites.

Idem

(5) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services l'en avise également.

ADMISSIBILITÉ À UN LOGEMENT ADAPTÉ

Demande de logement adapté

68. (1) Le membre d'un ménage qui désire un logement adapté dans un ensemble domiciliaire désigné peut

project may apply in accordance with this section to the service manager or, if a lead agency is designated for the service area, to the lead agency.

Same

(2) The application must contain such information and documents as may be prescribed or as may be required by the service manager or lead agency and must be submitted in a form approved by the service manager or lead agency.

Eligibility for special needs housing

69. (1) A service manager or lead agency, as the case may be, shall determine whether a household that applies for special needs housing in a designated housing project is eligible for it.

Same, continued eligibility

(2) The service manager or lead agency shall periodically determine whether each household occupying special needs housing in a designated housing project continues to be eligible for it.

Eligibility rules

(3) The decisions required by this section shall be made in accordance with such eligibility rules as may be established under this Act.

Duty

(4) A service manager or lead agency shall ensure that special needs housing is given to only those households that are eligible for it.

Notice

(5) The service manager or lead agency shall give written notice to the household of its decisions under this section, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Same

(6) If a decision under this section affects a housing provider of a designated housing project, the service manager or lead agency shall also notify the housing provider about the decision.

Waiting lists for special needs housing

70. (1) A service manager or lead agency shall establish and administer one or more waiting lists for special needs housing in its designated housing projects, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Eligibility

(2) A household is eligible to be included on a waiting list if the service manager or lead agency has determined that the household is eligible for special needs housing in a designated housing project of the service manager and if the household is awaiting accommodation in, or a transfer to, such a housing project.

présenter une demande à cet effet, conformément au présent article, au gestionnaire de services ou à l'organisme responsable, si un tel organisme est désigné pour l'aire de service.

Idem

(2) La demande contient les renseignements et les documents prescrits ou qu'exige le gestionnaire de services ou l'organisme responsable et est présentée sous la forme que l'un ou l'autre approuve.

Admissibilité à un logement adapté

69. (1) Le gestionnaire de services ou l'organisme responsable, selon le cas, décide si les ménages qui demandent un logement adapté dans un ensemble domiciliaire désigné y sont admissibles.

Idem : admissibilité continue

(2) Le gestionnaire de services ou l'organisme responsable, selon le cas, décide périodiquement si les ménages qui occupent un logement adapté dans un ensemble domiciliaire désigné continuent d'y être admissibles.

Règles d'admissibilité

(3) Les décisions qu'exige le présent article sont prises conformément aux règles d'admissibilité établies en application de la présente loi.

Obligation

(4) Le gestionnaire de services ou l'organisme responsable veille à ce que les logements adaptés soient accordés uniquement aux ménages qui y sont admissibles.

Avis

(5) Le gestionnaire de services ou l'organisme responsable donne au ménage, conformément aux exigences prescrites, un avis écrit des décisions qu'il a prises à son égard en application du présent article.

Idem

(6) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services ou l'organisme responsable l'en avise également.

Listes d'attente pour les logements adaptés

70. (1) Le gestionnaire de services ou l'organisme responsable dresse et tient, conformément aux exigences prescrites, une ou plusieurs listes d'attente pour les logements adaptés de ses ensembles domiciliaires désignés.

Admissibilité

(2) Sont admissibles à être inscrits sur une liste d'attente les ménages dont le gestionnaire de services ou l'organisme responsable a décidé qu'ils étaient admissibles à un logement adapté dans un ensemble domiciliaire désigné du gestionnaire de services et qui attendent un logement ou un transfert dans un tel ensemble.

Category

(3) The service manager or lead agency shall determine what category within a waiting list the household is to be included in, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Rank

(4) The service manager or lead agency shall rank the households on the waiting list or lists, and shall do so in accordance with such priority rules as may be established under this Act.

Notice

(5) The service manager or lead agency shall give written notice to a household about whether the household is included on a waiting list and what category the household is listed in, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Same

(6) If a decision under this section affects a housing provider of a designated housing project, the service manager or lead agency shall also notify the housing provider about the decision.

ELIGIBILITY RULES, OCCUPANCY STANDARDS AND PRIORITY RULES

Eligibility rules

71. (1) Eligibility rules shall be established under this Part for the purpose of determining whether a household is eligible to receive or to continue to receive rent-geared-to-income assistance.

Same, special needs housing

(2) Eligibility rules shall be established under this Part for the purpose of determining whether a household is eligible to occupy or to continue to occupy special needs housing.

Particulars

(3) The following rules may be included among the eligibility rules:

1. A rule providing that a household may or must be determined eligible if the household belongs to a specified class or meets specified requirements or conditions or if specified circumstances exist.
2. A rule providing that a household may or must be determined ineligible, or ineligible for a specified period of time, if the household belongs to a specified class or fails to meet specified requirements or conditions or if specified circumstances exist.
3. A rule providing that a household must be deemed to be eligible, or eligible for a specified period of time, despite any other eligibility rule, if the household belongs to a specified class or meets specified requirements or conditions or if specified circumstances exist.

Catégorie

(3) Le gestionnaire de services ou l'organisme responsable décide, conformément aux exigences prescrites, dans quelle catégorie d'une liste d'attente un ménage doit être placé.

Rang

(4) Le gestionnaire de services ou l'organisme responsable attribue un rang aux ménages inscrits sur la ou les listes d'attente conformément aux règles de priorité établies en application de la présente loi.

Avis

(5) Le gestionnaire de services ou l'organisme responsable donne au ménage, conformément aux exigences prescrites, un avis écrit précisant s'il est inscrit ou non sur une liste d'attente et, s'il l'est, la catégorie dans laquelle il est placé.

Idem

(6) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services ou l'organisme responsable l'en avise également.

RÈGLES D'ADMISSIBILITÉ, NORMES D'OCCUPATION ET RÈGLES DE PRIORITÉ

Règles d'admissibilité

71. (1) Des règles d'admissibilité sont établies en application de la présente partie afin de décider si un ménage est admissible à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu ou continue d'y être admissible.

Idem : logement adapté

(2) Des règles d'admissibilité sont établies en application de la présente partie afin de décider si un ménage est admissible à occuper ou à continuer d'occuper un logement adapté.

Détails

(3) Les règles d'admissibilité peuvent notamment comprendre les règles suivantes :

1. Une règle prévoyant qu'on peut ou doit décider qu'un ménage est admissible s'il appartient à une catégorie précisée, s'il satisfait aux exigences ou conditions précisées ou si des circonstances précisées existent.
2. Une règle prévoyant qu'on peut ou doit décider qu'un ménage est non admissible, ou non admissible pour une période précisée, s'il appartient à une catégorie précisée, s'il ne satisfait pas aux exigences ou conditions précisées ou si des circonstances précisées existent.
3. Une règle prévoyant qu'un ménage doit être réputé admissible, ou admissible pour une période précisée, malgré toute autre règle d'admissibilité, s'il appartient à une catégorie précisée, s'il satisfait aux exigences ou conditions précisées ou si des circonstances précisées existent.

4. A rule specifying a ground on which a household may not be determined ineligible.
5. A rule specifying how a household's income must be calculated and verified.
6. A rule specifying how a household's assets must be calculated and verified.
7. A rule specifying when eligibility determinations and re-determinations must be made.
8. A rule respecting the consequences of a determination of ineligibility, including a rule providing that rent-geared-to-income assistance may or must be refused or cancelled, a rule providing that rent-geared-to-income assistance may or must be suspended for a specified period of time, and a rule specifying other consequences that service managers or housing providers may or must implement.
9. A rule respecting the re-application for rent-geared-to-income assistance following a determination of ineligibility.
10. A rule respecting the reinstatement of rent-geared-to-income assistance following a period of suspension.
11. A rule providing for transitional matters in connection with the implementation of an eligibility rule.

Provincial rules

(4) Provincial eligibility rules with respect to transferred housing projects may be established by regulation.

Local rules

(5) A service manager may establish local eligibility rules dealing with such matters as may be prescribed, and those eligibility rules take effect on the date specified by the service manager.

Same

(6) In establishing local eligibility rules a service manager shall comply with such requirements as may be prescribed.

Same

(7) Local eligibility rules apply in addition to the provincial eligibility rules.

No residency criterion

(8) A local eligibility rule cannot specify that a household is ineligible for rent-geared-to-income assistance just because the household resides outside the service manager's service area at any time before the household occupies a unit within the service area.

4. Une règle précisant un motif pour lequel on ne peut pas décider qu'un ménage est non admissible.
5. Une règle précisant le mode de calcul et de vérification du revenu d'un ménage.
6. Une règle précisant le mode de calcul et de vérification des biens d'un ménage.
7. Une règle précisant à quel moment les décisions concernant l'admissibilité ou l'admissibilité continue doivent être faites.
8. Une règle relative aux conséquences d'une décision emportant la non-admissibilité, y compris une règle prévoyant qu'une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu peut ou doit être refusée ou annulée, une règle prévoyant qu'une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu peut ou doit être suspendue pour une période précisée et une règle précisant d'autres conséquences que peuvent ou doivent appliquer les gestionnaires de services ou les fournisseurs de logements.
9. Une règle relative à la présentation d'une nouvelle demande d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu par suite d'une décision emportant la non-admissibilité.
10. Une règle relative au rétablissement de l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu par suite d'une suspension.
11. Une règle prévoyant les questions de transition pour la mise en oeuvre d'une règle d'admissibilité.

Règles provinciales

(4) Des règles d'admissibilité provinciales à l'égard des ensembles domiciliaires transférés peuvent être établies par règlement.

Règles locales

(5) Le gestionnaire de services peut établir des règles d'admissibilité locales traitant des questions prescrites, auquel cas ces règles prennent effet à la date qu'il précise.

Idem

(6) Lorsqu'il établit des règles d'admissibilité locales, le gestionnaire de services satisfait aux exigences prescrites.

Idem

(7) Les règles d'admissibilité locales s'appliquent en plus des règles d'admissibilité provinciales.

Motif de la résidence non valable

(8) Une règle d'admissibilité locale ne peut pas préciser qu'un ménage est non admissible à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu pour le seul motif qu'il réside à l'extérieur de l'aire de service du gestionnaire de services à un moment quelconque avant d'occuper un logement situé dans celle-ci.

No time limit on assistance

(9) A local eligibility rule cannot limit the period of time for which rent-geared-to-income assistance may be paid in respect of a household.

Occupancy standards

72. (1) Occupancy standards shall be established under this Part for the purpose of determining the size and type of unit in respect of which a household with prescribed characteristics is eligible to receive rent-geared-to-income assistance.

Same

(2) Occupancy standards may take into consideration the number and type of rooms in a unit, the number of members in the household, the age and gender of each member, the relationship of each member to the others, space for equipment or support services and other factors.

Provincial standards

(3) Provincial occupancy standards for transferred housing programs may be established by regulation.

Local standards

(4) A service manager shall establish local occupancy standards for such transferred housing programs as may be prescribed for the purposes of this section, and shall do so within the prescribed period of time.

Deemed local standards

(5) If the service manager does not establish local occupancy standards for a housing program within the prescribed period of time, the service manager shall be deemed to have established local standards that are identical to the provincial occupancy standards for the program.

Effective date

(6) Local occupancy standards take effect on the date specified by the service manager.

Non-application of provincial standards

(7) When local occupancy standards are established or are deemed to be established for a transferred housing program, the provincial occupancy standards cease to apply to it.

Priority rules

73. (1) Priority rules shall be established under this Part for the purpose of determining the ranking of households on waiting lists.

Particulars

(2) The following rules may be included in the priority rules:

1. A rule respecting how a household or class of household must be ranked.

Aucune limite de temps

(9) Une règle d'admissibilité locale ne peut pas limiter la période pendant laquelle une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu peut être versée à l'égard d'un ménage.

Normes d'occupation

72. (1) Des normes d'occupation sont établies en application de la présente partie afin de décider de la grandeur et du type de logement à l'égard duquel un ménage qui possède les caractéristiques prescrites est admissible à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.

Idem

(2) Les normes d'occupation peuvent tenir compte du nombre et du type de pièces dans le logement, du nombre de membres du ménage, de l'âge et du sexe de chacun d'eux, du lien qui existe entre chacun d'eux, de l'espace disponible pour le matériel ou les services de soutien et d'autres facteurs.

Normes provinciales

(3) Des normes d'occupation provinciales pour les programmes de logement transférés peuvent être établies par règlement.

Normes locales

(4) Le gestionnaire de services établit, dans le délai prescrit, des normes d'occupation locales pour les programmes de logement transférés prescrits pour l'application du présent article.

Normes provinciales réputées des normes locales

(5) Le gestionnaire de services qui n'établit pas de normes d'occupation locales dans le délai prescrit pour un programme de logement est réputé avoir établi des normes locales identiques aux normes d'occupation provinciales pour le même programme.

Date d'effet

(6) Les normes d'occupation locales prennent effet à la date que précise le gestionnaire de services.

Non-application des normes provinciales

(7) Lorsque des normes d'occupation locales sont établies ou sont réputées établies pour un programme de logement transféré, les normes d'occupation provinciales cessent de s'y appliquer.

Règles de priorité

73. (1) Des règles de priorité sont établies en application de la présente partie afin de décider du rang des ménages sur les listes d'attente.

Détails

(2) Les règles de priorité peuvent notamment comprendre les règles suivantes :

1. Une règle traitant du rang à attribuer à un ménage ou à une catégorie de ménages.

2. A rule respecting how a household or a class of household must not be ranked.
3. A rule providing for transitional matters in connection with the implementation of a priority rule.

Provincial rules

(3) Provincial priority rules for transferred housing programs may be established by regulation.

Local rules

(4) A service manager may establish local priority rules for rent-geared-to-income assistance and the local rules take effect on the date specified by the service manager.

Same

(5) Local priority rules apply in addition to the provincial priority rules.

Factors to be considered

(6) In establishing local priority rules, a service manager shall take into consideration the length of time a household has been on a waiting list and the need to relieve the hardship or economic disadvantage of persons or groups.

No residency criterion

(7) A priority rule cannot rank one household in priority to another household just because the former resides within the applicable service manager's service area and the latter does not.

Invalidity

74. (1) An application procedure or a local eligibility rule, occupancy standard or priority rule that contravenes this Act or a regulation is invalid and of no force or effect.

Conflict

(2) In the event of a conflict between this Act or a regulation and a local eligibility rule or a local priority rule, this Act or the regulation prevails.

Public inspection of rules

75. Upon request, a service manager shall make available a copy of the application procedures, local eligibility rules, local occupancy standards and local priority rules for inspection by any person during normal business hours at a place designated by the service manager and the person may copy them at his or her own expense.

DECISIONS AND INTERNAL REVIEW

Notice to household

76. When giving a member of a household notice of a decision that may be reviewed under section 77, the service manager or lead agency shall tell him or her that he or she is entitled to request a review, and shall include information on how to make such a request and the deadline for doing so.

2. Une règle traitant du rang à ne pas attribuer à un ménage ou à une catégorie de ménages.
3. Une règle prévoyant les questions de transition pour la mise en oeuvre d'une règle de priorité.

Règles provinciales

(3) Des règles de priorité provinciales pour les programmes de logement transférés peuvent être établies par règlement.

Règles locales

(4) Le gestionnaire de services peut établir des règles de priorité locales pour l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu, auquel cas ces règles prennent effet à la date qu'il précise.

Idem

(5) Les règles de priorité locales s'appliquent en plus des règles de priorité provinciales.

Facteurs à prendre en compte

(6) Lorsqu'il établit des règles de priorité locales, le gestionnaire de services tient compte du temps que le ménage a passé sur une liste d'attente et de la nécessité de venir en aide aux personnes ou groupes qui sont aux prises avec des difficultés ou qui sont défavorisés sur le plan économique.

Motif de la résidence non valable

(7) Une règle de priorité ne peut attribuer à un ménage un rang prioritaire par rapport à un autre pour le seul motif qu'il réside dans l'aire de service du gestionnaire de services compétent alors que l'autre n'y réside pas.

Nullité

74. (1) Sont nulles et sans effet les modalités de demande et les règles d'admissibilité, les normes d'occupation ou les règles de priorité locales qui contreviennent à la présente loi ou aux règlements.

Incompatibilité

(2) Les dispositions de la présente loi et des règlements l'emportent sur les dispositions incompatibles des règles d'admissibilité ou de priorité locales.

Consultation par le public

75. Le gestionnaire de services met à la disposition de toute personne qui le lui demande, pendant les heures de bureau et au lieu qu'il désigne, aux fins de consultation, une copie des modalités de demande, des règles d'admissibilité locales, des normes d'occupation locales et des règles de priorité locales, et la personne peut en tirer des copies à ses propres frais.

DÉCISIONS ET RÉVISION INTERNE

Avis au ménage

76. Le gestionnaire de services ou l'organisme responsable qui donne à un membre d'un ménage un avis d'une décision susceptible de révision en application de l'article 77 l'informe qu'il peut demander une révision de la décision et précise le mode et le délai de présentation de la demande.

Internal review

77. (1) A household may request an internal review of any of the following decisions of a service manager or a lead agency:

1. A decision that the household is ineligible for rent-geared-to-income assistance.
2. A decision respecting the type of accommodation in which the household may be accommodated.
3. A decision respecting the inclusion of the household on a waiting list for special needs housing.
4. A decision respecting the category into which the household has been placed on a waiting list.
5. A decision respecting the amount of geared-to-income rent payable by the household.
6. A decision respecting a deferral of geared-to-income rent.

Request for internal review

(2) The request for an internal review must be made in accordance with such requirements as may be prescribed or, if none are prescribed, in accordance with such requirements as may be established by the service manager or lead agency.

Conduct of review

78. (1) An internal review must be conducted in accordance with such requirements as may be prescribed.

Same

(2) The *Statutory Powers Procedure Act* does not apply to an internal review.

When decision takes effect

79. (1) A decision by a service manager under section 63, 64, 65, 66, 69 or 70 or a decision of a lead agency under section 69 or 70 is effective from the date specified by the service manager or lead agency, whether that date is before, on or after the date the decision was made.

When non-reviewable decision is final

(2) A decision that is not reviewable by an internal review is final when it is made.

When reviewable decision is final

(3) A decision that is reviewable by an internal review is final when the prescribed period for requesting the internal review expires, if no internal review is requested within that period.

When reviewer's decision is final

(4) A decision of a person conducting an internal review is final when it is made.

Révision interne

77. (1) Un ménage peut demander une révision interne de l'une ou l'autre des décisions suivantes d'un gestionnaire de services ou d'un organisme responsable :

1. Une décision portant que le ménage est non admissible à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.
2. Une décision concernant le type de logement dans lequel peut loger le ménage.
3. Une décision concernant l'inscription du ménage sur une liste d'attente pour un logement adapté.
4. Une décision concernant la catégorie dans laquelle le ménage a été placé sur une liste d'attente.
5. Une décision concernant le loyer indexé sur le revenu payable par le ménage.
6. Une décision concernant le report du loyer indexé sur le revenu.

Demande de révision interne

(2) La demande de révision interne est présentée conformément aux exigences prescrites ou, en l'absence de telles exigences, conformément à celles établies par le gestionnaire de services ou l'organisme responsable.

Conduite de la révision

78. (1) La révision interne se conduit conformément aux exigences prescrites.

Idem

(2) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne s'applique pas à une révision interne.

Prise d'effet des décisions

79. (1) Les décisions que prend un gestionnaire de services en application de l'article 63, 64, 65, 66, 69 ou 70 et les décisions que prend un organisme responsable en application de l'article 69 ou 70 prennent effet à la date que précise leur auteur, qu'il s'agisse de la date où elles sont prises ou d'une date antérieure ou postérieure.

Décisions non susceptibles de révision

(2) Les décisions qui ne sont pas susceptibles de révision interne sont définitives au moment où elles sont prises.

Décisions susceptibles de révision

(3) Les décisions qui sont susceptibles de révision interne sont définitives à l'expiration du délai prescrit pour demander la révision, si aucune révision n'est demandée entre temps.

Décisions consécutives à la révision

(4) Les décisions de la personne qui effectue la révision interne sont définitives au moment où elles sont prises.

ADMINISTRATION

Prohibition re obtaining assistance

80. (1) No member of a household shall knowingly obtain or receive rent-geared-to-income assistance for which the household is not eligible under this Act.

Same

(2) A person shall not knowingly aid or abet a member of a household to obtain or receive rent-geared-to-income assistance for which the household is not eligible under this Act.

Penalty

(3) A person who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months or to both.

Reimbursement of service manager

81. (1) If a household pays geared-to-income rent at a lower rate than the rate to which the household is entitled under this Part, the service manager may request that the household reimburse the service manager for the excess amount of rent-geared-to-income assistance paid on behalf of the household.

Joint and several liability

(2) If the service manager requests a household to reimburse the service manager, the members of the household who are parties to the lease or the occupancy agreement for the unit are jointly and severally liable to pay the amount owing to the service manager.

Amount

(3) The amount to be paid to the service manager shall be determined in accordance with such requirements as may be prescribed.

Collection of amount owing

(4) The service manager may collect the amount owing by increasing the amount of the geared-to-income rent payable by the household or by any other means available at law.

Same

(5) If the service manager increases the amount of geared-to-income rent in order to collect the amount owing, the amount of the increase cannot exceed such percentage of the existing geared-to-income rent as may be prescribed and the increase is effective just until the amount owing is paid.

Notice of increase

(6) The service manager shall not increase the amount of the geared-to-income rent under this section until the service manager gives written notice of the increase to the household, in accordance with such requirements as may be prescribed.

APPLICATION

Interdiction : obtention d'aide

80. (1) Aucun membre d'un ménage ne doit sciemment obtenir ou recevoir une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu à laquelle le ménage n'est pas admissible en application de la présente loi.

Idem

(2) Nul ne doit sciemment aider ou encourager un membre d'un ménage à obtenir ou à recevoir une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu à laquelle le ménage n'est pas admissible en application de la présente loi.

Peine

(3) Quiconque contrevient au paragraphe (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 5 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou d'une seule de ces peines.

Remboursement du gestionnaire de services

81. (1) Le gestionnaire de services peut demander au ménage qui paie un loyer indexé sur le revenu inférieur à celui auquel il a droit en application de la présente partie de lui rembourser la partie excédentaire de l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu qui est versée au nom du ménage.

Responsabilité conjointe et individuelle

(2) Si le gestionnaire de services demande un remboursement à un ménage, les membres du ménage qui sont parties au bail ou à l'accord d'occupation du logement sont responsables conjointement et individuellement de la créance.

Somme à rembourser

(3) La somme à rembourser au gestionnaire de services est calculée conformément aux exigences prescrites.

Recouvrement

(4) Le gestionnaire de services peut recouvrer la créance en augmentant le loyer indexé sur le revenu payable par le ménage ou par un autre moyen existant en droit.

Idem

(5) Si le gestionnaire de services augmente le loyer indexé sur le revenu afin de recouvrer la créance, le pourcentage d'augmentation ne doit pas dépasser le seuil prescrit, et l'augmentation reste en vigueur jusqu'au remboursement de la créance.

Avis d'augmentation

(6) Le gestionnaire de services ne doit pas augmenter le loyer indexé sur le revenu en vertu du présent article tant qu'il n'a pas donné au ménage un avis écrit de l'augmentation, conformément aux exigences prescrites.

Same

(7) Sections 127 and 128 of the *Tenant Protection Act, 1997* do not apply with respect to a rent increase authorized by this section.

Agreement prohibited

82. A service manager shall not enter into an agreement providing for another person to establish local eligibility rules, local occupancy standards or local priority rules, and any such agreement is invalid and of no force or effect.

Designation of lead agencies

83. (1) The Lieutenant Governor in Council may designate one or more persons to act as a lead agency within the service area of a service manager for the purpose of administering access to special needs housing by such classes of household as the designation specifies, and the designation must be made in accordance with such requirements as may be prescribed.

Notice to service manager

(2) The Minister shall give written notice to the applicable service manager and to affected housing providers of the designation of a lead agency for the service area.

Transfer of duties, etc.

(3) When making a designation, the Lieutenant Governor in Council may transfer such rights and duties of a service manager as the Lieutenant Governor in Council considers appropriate with respect to the provision of special needs housing,

- (a) from a service manager to a lead agency or from a lead agency to a service manager;
- (b) from one lead agency to another lead agency.

Same

(4) A transfer under subsection (3) takes effect on the date specified by the Lieutenant Governor in Council.

Notice of transfer

(5) The Minister shall give written notice to the affected parties of a transfer of rights and duties under subsection (3).

Termination of referral agreements

84. (1) In this section,

“referral agreement” means an agreement entered into by a housing provider before the date of the transfer of responsibility for a housing project under section 10 in which the housing provider gives a right to another person to control access to special needs housing within the housing project.

Same

(2) Every referral agreement relating to a housing

Idem

(7) Les articles 127 et 128 de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires* ne s'appliquent pas à l'égard d'une augmentation de loyer autorisée par le présent article.

Accords interdits

82. Le gestionnaire de services ne doit pas, au moyen d'un accord, confier à une autre personne l'établissement de règles d'admissibilité locales, de normes d'occupation locales ou de règles de priorité locales, et tout accord conclu à cette fin est nul et sans effet.

Désignation d'organismes responsables

83. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner, conformément aux exigences prescrites, une ou plusieurs personnes chargées d'agir à titre d'organisme responsable dans l'aire de service d'un gestionnaire de services afin d'administrer l'accès aux logements adaptés par les catégories de ménages que précise l'acte de désignation.

Notification au gestionnaire de services

(2) Le ministre avise par écrit le gestionnaire de services compétent et les fournisseurs de logements visés de la désignation d'un organisme responsable pour l'aire de service.

Transfert de pouvoirs et de fonctions

(3) Lorsqu'il fait une désignation, le lieutenant-gouverneur en conseil peut transférer comme suit les pouvoirs et les fonctions d'un gestionnaire de services qu'il estime appropriés à l'égard de la fourniture de logements adaptés :

- a) d'un gestionnaire de services à un organisme responsable ou d'un organisme responsable à un gestionnaire de services;
- b) d'un organisme responsable à un autre.

Idem

(4) Le transfert effectué en vertu du paragraphe (3) prend effet à la date que précise le lieutenant-gouverneur en conseil.

Avis de transfert

(5) Le ministre donne aux parties visées un avis écrit du transfert de pouvoirs et de fonctions effectué en vertu du paragraphe (3).

Résiliation des accords de renvoi

84. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«accord de renvoi» Accord conclu par un fournisseur de logements avant la date du transfert de la responsabilité d'un ensemble domiciliaire en application de l'article 10 et par lequel il donne à une autre personne le droit de contrôler l'accès aux logements adaptés de l'ensemble.

Idem

(2) Chaque accord de renvoi se rapportant à un

project within the service area of a service manager is terminated on the date prescribed for that service manager.

Application procedures

85. (1) A service manager shall establish procedures governing applications for rent-geared-to-income assistance and a service manager or lead agency, as the case may be, shall establish application procedures for special needs housing.

Same

(2) The application procedures may include rules providing for transitional matters in connection with the procedures.

Same

(3) The application procedures take effect on the day specified by the service manager or lead agency.

Same

(4) In establishing application procedures for special needs housing, the service manager or lead agency shall comply with such regulations as may be made by the Minister governing their establishment.

PART VI OPERATING FRAMEWORK — CERTAIN TRANSFERRED HOUSING PROGRAMS

APPLICATION UPON TERMINATION OF OPERATING AGREEMENTS

Termination of operating agreements

86. (1) Every operating agreement entered into before the day this section comes into force, other than one described in subsection (2), is terminated on the date prescribed for the housing project to which the operating agreement relates.

Excluded operating agreements

(2) Subsection (1) does not apply to the following operating agreements:

1. A rent supplement agreement.
2. An operating agreement relating to a housing project that the Ministry of Health and Long-Term Care or the Ministry of Community and Social Services is responsible for funding and administering under a housing program, by virtue of a prescribed memorandum of understanding.
3. An operating agreement to which the Government of Canada or the Canada Mortgage and Housing Corporation is a party and that was entered into under a prescribed housing program.
4. An operating agreement relating to a prescribed housing project.

Notice

- (3) At least 30 days before the date an operating

ensemble domiciliaire situé dans l'aire de service d'un gestionnaire de services est résilié à la date prescrite pour ce gestionnaire.

Modalités de demande

85. (1) Le gestionnaire de services établit les modalités régissant les demandes d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu et le gestionnaire de services ou l'organisme responsable, selon le cas, établit des modalités de demande de logement adapté.

Idem

(2) Les modalités de demande peuvent comprendre des règles prévoyant les questions de transition relatives aux modalités.

Idem

(3) Les modalités de demande prennent effet le jour que précise le gestionnaire de services ou l'organisme responsable.

Idem

(4) Lorsqu'il établit des modalités de demande de logement adapté, le gestionnaire de services ou l'organisme responsable se conforme aux règlements régissant leur établissement que prend le ministre.

PARTIE VI CADRE D'EXPLOITATION POUR CERTAINS PROGRAMMES DE LOGEMENT TRANSFÉRÉS

APPLICATION APRÈS LA RÉSILIATION DES ACCORDS D'EXPLOITATION

Résiliation des accords d'exploitation

86. (1) Les accords d'exploitation conclus avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article, à l'exclusion des accords visés au paragraphe (2), sont résiliés à la date prescrite pour les ensembles domiciliaires auxquels ils se rapportent.

Accords d'exploitation exclus

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux accords d'exploitation suivants :

1. Les accords de supplément au loyer.
2. Les accords d'exploitation se rapportant aux ensembles domiciliaires dont le financement et l'administration relèvent du ministère de la Santé et des Soins de longue durée ou du ministère des Services sociaux et communautaires, par l'effet d'un protocole d'entente prescrit, dans le cadre d'un programme de logement.
3. Les accords d'exploitation auxquels est partie le gouvernement du Canada ou la Société canadienne d'hypothèques et de logement et qui ont été conclus dans le cadre d'un programme de logement prescrit.
4. Les accords d'exploitation se rapportant aux ensembles domiciliaires prescrits.

Avis

- (3) Au moins 30 jours avant la date à laquelle un

agreement is terminated under this section, the Minister shall give written notice of the termination to the housing provider operating the housing project to which the operating agreement relates and to the service manager in whose service area the housing project is located.

Non-compliance

(4) Non-compliance with subsection (3) does not affect the validity of the termination of the operating agreement.

Application, housing providers

87. (1) This Part applies with respect to each transferred housing project for which the operating agreement is terminated under section 86, and does not apply with respect to any other housing project.

Application, service managers

(2) This Part applies to each service manager whose service area includes a housing project to which this Part applies.

DUTIES OF HOUSING PROVIDERS

Provincial requirements for housing providers

88. (1) Every housing provider is required to meet such provincial requirements as may be prescribed.

Same

(2) Without limiting the generality of subsection (1), the provincial requirements must include matters relating to,

- (a) the housing provider's corporate structure, including its constituting documents and by-laws;
- (b) the housing provider's operation, management and maintenance of its housing projects and its selection of property managers;
- (c) the housing provider's participation in the co-ordinated access system or a special needs access system for the service area;
- (d) the housing provider's compliance with eligibility rules, occupancy standards and priority rules established under Part V for the service area and its selection of households to occupy vacant units in its housing projects;
- (e) the housing provider's relationship with the occupants of its housing projects;
- (f) the housing provider's participation in a system for pooling capital reserves for investment purposes;
- (g) the housing provider's participation in a system for group insurance of housing projects;
- (h) the housing provider's participation in a system

accord d'exploitation est résilié en application du présent article, le ministre donne un avis écrit de la résiliation au fournisseur de logements qui exploite l'ensemble domiciliaire auquel se rapporte l'accord et au gestionnaire de services dans l'aire de service duquel l'ensemble est situé.

Inobservation

(4) L'inobservation du paragraphe (3) n'a pas pour effet d'invalider la résiliation de l'accord d'exploitation.

Champ d'application

87. (1) La présente partie s'applique à l'égard des ensembles domiciliaires transférés dont l'accord d'exploitation est résilié en application de l'article 86, mais non aux autres ensembles domiciliaires.

Idem : gestionnaires de services

(2) La présente partie s'applique à chaque gestionnaire de services dont l'aire de service comprend un ensemble domiciliaire auquel s'applique la présente partie.

FONCTIONS DES FOURNISSEURS DE LOGEMENTS

Exigences provinciales applicables aux fournisseurs de logements

88. (1) Chaque fournisseur de logements est tenu de satisfaire aux exigences provinciales prescrites.

Idem

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), les exigences provinciales doivent traiter des questions se rapportant à ce qui suit :

- a) la structure organisationnelle du fournisseur de logements, y compris ses documents constitutifs et ses règlements administratifs;
- b) l'exploitation, la gestion et l'entretien de ses ensembles domiciliaires par le fournisseur de logements et son choix de gestionnaires immobiliers;
- c) la participation du fournisseur de logements au système d'accès coordonné ou à un système d'accès aux logements adaptés pour l'aire de service;
- d) l'observation par le fournisseur de logements des règles d'admissibilité, des normes d'occupation et des règles de priorité établies en application de la partie V pour l'aire de service et son choix des ménages qui occuperont les logements vacants de ses ensembles domiciliaires;
- e) les liens du fournisseur de logements avec les occupants de ses ensembles domiciliaires;
- f) la participation du fournisseur de logements à un régime de mise en commun des fonds de réserve pour immobilisations à des fins de placement;
- g) la participation du fournisseur de logements à un régime d'assurance collective pour les ensembles domiciliaires;
- h) la participation du fournisseur de logements à un

or process for the renewal or replacement of mortgage financing;

- (i) such other matters as the Minister considers to be necessary or desirable for the proper operation of housing projects.

Remplacement des exigences

(3) The provincial requirements for housing providers may specify those requirements that may be replaced by a rule agreed upon in writing by the service manager and the housing provider.

Same

(4) If a service manager and a housing provider agree in writing to replace a provincial requirement with an agreed rule, the rule applies between them and the provincial requirement ceases to apply.

Local standards

89. (1) A service manager may establish local standards for housing providers that operate housing projects in its service area with respect to such matters as may be prescribed by the Minister.

Same

(2) Every housing provider is required to comply with the local standards.

Same

(3) The local standards apply in addition to the provincial requirements and agreed rules established under section 88.

Effective date

(4) Local standards come into effect on the date specified by the service manager.

Notice

(5) The service manager shall give written notice of the local standards to each affected housing provider.

Restriction on transfer, etc., of housing project

90. (1) Subject to subsection (2), a housing provider shall not, without the prior written consent of the service manager and the Minister, transfer, lease or otherwise dispose of or offer, list, advertise or hold out for transfer, lease or other disposal, a housing project or any part of it, including any chattels in it.

Exceptions

(2) The housing provider may, without the consent of the Minister or the service manager,

- (a) lease or offer, list, advertise or hold out for lease,

- (i) an individual unit in the housing project for a term not exceeding one year, or

mécanisme ou un processus de renouvellement ou de remplacement des prêts hypothécaires;

- i) toute autre question que le ministre estime nécessaire ou souhaitable aux fins de la bonne exploitation des ensembles domiciliaires.

Remplacement des exigences

(3) Les exigences provinciales applicables aux fournisseurs de logements peuvent préciser celles qui peuvent être remplacées par une règle dont le gestionnaire de services et le fournisseur de logements ont convenu par écrit.

Idem

(4) Si le gestionnaire de services et le fournisseur de logements conviennent par écrit de remplacer une exigence provinciale par une règle, cette dernière s'applique à eux deux et l'exigence provinciale cesse de s'appliquer.

Normes locales

89. (1) Le gestionnaire de services peut établir des normes locales à l'intention des fournisseurs de logements qui exploitent des ensembles domiciliaires dans son aire de service à l'égard des questions que prescrit le ministre.

Idem

(2) Chaque fournisseur de logements est tenu de se conformer aux normes locales.

Idem

(3) Les normes locales s'ajoutent aux exigences provinciales et aux règles établies en application de l'article 88.

Date d'effet

(4) Les normes locales prennent effet à la date que précise le gestionnaire de services.

Avis

(5) Le gestionnaire de services donne un avis écrit des normes locales à chaque fournisseur de logements visé.

Restrictions applicables à la disposition d'un ensemble domiciliaire

90. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le fournisseur de logements ne doit pas, sans le consentement écrit préalable du gestionnaire de services et du ministre, disposer, notamment par transfert ou location à bail, de tout ou partie d'un ensemble domiciliaire, y compris les biens meubles s'y trouvant, ni les offrir, les inscrire, les annoncer ou les présenter en vue de leur disposition.

Exceptions

(2) Le fournisseur de logements peut prendre les mesures suivantes sans le consentement du ministre ou du gestionnaire de services :

- a) donner à bail ou offrir, inscrire, annoncer ou présenter en vue de sa location à bail :

- (i) soit un logement de l'ensemble domiciliaire pour une durée maximale d'un an,

(ii) a part of the housing project that is not residential;

(b) in the ordinary course of operating the housing project, dispose of or offer, list, advertise or hold out for disposal, chattels in the housing project.

Restrictions on mortgage, etc.

(3) A housing provider shall not mortgage, replace an existing mortgage or otherwise encumber the housing project, or extend the term of or otherwise amend any existing or approved mortgage or other encumbrance of the housing project, unless,

- (a) it does so in compliance with such rules as may be prescribed; or
- (b) the Minister has given his or her prior written consent.

Invalidity

(4) An act carried out in contravention of this section is invalid and of no force or effect.

Registration requirement, real property

91. (1) Within six months after the operating agreement with respect to a housing project is terminated, the housing provider shall take all such actions as are necessary to register or deposit under the *Registry Act* or to register under the *Land Titles Act*, against title to the property on which the housing project is located, a document setting out the restrictions imposed by section 90.

Exception

(2) The housing provider is not required to comply with subsection (1) if a document setting out substantially similar restrictions is already registered or deposited against title.

Effect

(3) If a document described in subsection (2) (the "original document") is already registered or deposited against title, the registration or deposit of the document shall be deemed to constitute the registration or deposit required by subsection (1) despite section 83 and despite any other Act, and it has effect from the date on which the original document was registered or deposited.

Form of document

(4) The document required by subsection (1) may be prepared in a form suitable for a transfer that is submitted for electronic registration.

Notice to service manager

(5) The housing provider shall give written notice to the service manager of the registration or deposit of the document under subsection (1) or of the document described in subsection (2), and shall give the notice within six months after the applicable operating agreement is terminated.

(ii) soit une partie de l'ensemble domiciliaire qui n'est pas résidentielle;

b) dans le cours normal de l'exploitation de l'ensemble domiciliaire, disposer de biens meubles s'y trouvant ou les offrir, les inscrire, les annoncer ou les présenter en vue de leur disposition.

Restrictions applicables aux hypothèques

(3) Le fournisseur de logements ne doit pas grever l'ensemble domiciliaire, notamment d'une hypothèque ou d'une nouvelle hypothèque, ni proroger la durée d'un tel grèvement, existant ou approuvé, ni le modifier, sauf si :

- a) soit il le fait en conformité aux règles prescrites;
- b) soit le ministre a donné son consentement écrit préalable.

Nullité

(4) Toute mesure prise en contravention au présent article est nulle et sans effet.

Exigence en matière d'enregistrement des biens immeubles

91. (1) Dans les six mois qui suivent la résiliation d'un accord d'exploitation se rapportant à un ensemble domiciliaire, le fournisseur de logements prend toutes les mesures nécessaires pour faire enregistrer ou déposer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistrer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*, sur le titre du bien sur lequel l'ensemble est situé, un document énonçant les restrictions imposées par l'article 90.

Exception

(2) Le fournisseur de logements n'est pas tenu de se conformer au paragraphe (1) si un document énonçant des restrictions essentiellement similaires a déjà été enregistré ou déposé sur le titre.

Effet

(3) Si un document visé au paragraphe (2) (le «document original») a déjà été enregistré ou déposé sur le titre, son enregistrement ou son dépôt est réputé constituer l'enregistrement ou le dépôt exigé par le paragraphe (1) malgré l'article 83 et toute autre loi et il prend effet à la date d'enregistrement ou de dépôt du document original.

Forme du document

(4) Le document exigé par le paragraphe (1) peut être préparé sous une forme qui convient pour un transfert qui est présenté pour enregistrement électronique.

Notification au gestionnaire de services

(5) Dans les six mois qui suivent la résiliation de l'accord d'exploitation applicable, le fournisseur de logements donne au gestionnaire de services un avis écrit de l'enregistrement ou du dépôt du document exigé par le paragraphe (1) ou du document visé au paragraphe (2).

Language of services

92. A housing provider shall provide services in either the French or the English language and may also provide services in such other languages, in addition to French or English, as the housing provider may choose.

**OPERATING STANDARDS FOR
HOUSING PROJECTS**

Targeting plan

93. (1) After reviewing the targeting plan set out in the operating agreement for a housing project and after consulting the housing provider, the Minister shall establish a targeting plan for the housing project and shall give written notice of the plan to the housing provider and the service manager at least 30 days before the operating agreement for the project is terminated.

Same

(2) The targeting plan takes effect on the date on which the operating agreement for the housing project is terminated and continues in effect until it is amended, terminated or replaced in accordance with this section.

Amendment, termination or replacement

(3) The housing provider and the service manager may amend, terminate or replace the targeting plan by an agreement in writing.

Mandate

94. (1) After reviewing the mandate, if any, of a housing provider set out in the operating agreement for a housing project and after consulting the housing provider, the Minister may establish a mandate for the housing provider with respect to the housing project and shall give written notice of the mandate to the housing provider and to the service manager at least 30 days before the operating agreement is terminated.

Same

(2) The mandate takes effect on the date on which the operating agreement for the housing project is terminated and continues in effect until it is amended, terminated or replaced in accordance with this section.

Amendment, termination or replacement

(3) The housing provider and the service manager may amend, terminate or replace the mandate by an agreement in writing.

Same, special needs housing

(4) The housing provider and the service manager shall not amend or terminate a mandate that refers to special needs housing unless they have the prior written consent of the Minister to do so.

Invalid amendment, termination or replacement

(5) An amendment, termination or replacement of a mandate for a housing project in contravention of subsection (4) is invalid and of no force or effect.

Langue des services

92. Le fournisseur de logements fournit ses services en français ou en anglais; il peut également les fournir dans les autres langues de son choix.

**NORMES D'EXPLOITATION APPLICABLES
AUX ENSEMBLES DOMICILIAIRES**

Plan de ciblage

93. (1) Après examen du plan de ciblage énoncé dans l'accord d'exploitation se rapportant à un ensemble domiciliaire et après consultation du fournisseur de logements, le ministre établit un nouveau plan de ciblage, auquel cas il en donne un avis écrit au fournisseur de logements et au gestionnaire de services au moins 30 jours avant la date à laquelle l'accord d'exploitation est résilié.

Idem

(2) Le plan de ciblage prend effet à la date à laquelle l'accord d'exploitation se rapportant à l'ensemble domiciliaire est résilié et le demeure jusqu'à la date de sa modification, de son annulation ou de sa substitution conformément au présent article.

Modification, annulation ou substitution

(3) Le fournisseur de logements et le gestionnaire de services peuvent, au moyen d'un accord écrit, modifier ou annuler le plan de ciblage ou lui en substituer un nouveau.

Mandat

94. (1) Après examen du mandat d'un fournisseur de logements énoncé, le cas échéant, dans l'accord d'exploitation se rapportant à un ensemble domiciliaire et après consultation du fournisseur de logements, le ministre peut établir un nouveau mandat, auquel cas il en donne un avis écrit au fournisseur de logements et au gestionnaire de services au moins 30 jours avant la date à laquelle l'accord d'exploitation est résilié.

Idem

(2) Le mandat prend effet à la date à laquelle l'accord d'exploitation se rapportant à l'ensemble domiciliaire est résilié et le demeure jusqu'à la date de sa modification, de son annulation ou de sa substitution conformément au présent article.

Modification, annulation ou substitution

(3) Le fournisseur de logements et le gestionnaire de services peuvent, au moyen d'un accord écrit, modifier ou annuler le mandat ou lui en substituer un nouveau.

Idem : logements adaptés

(4) Le fournisseur de logements et le gestionnaire de services ne doivent pas, sans le consentement écrit préalable du ministre, modifier ou annuler un mandat qui traite de logements adaptés.

Nullité

(5) Toute modification, annulation ou substitution du mandat d'un ensemble domiciliaire faite en contravention au paragraphe (4) est nulle et sans effet.

Duty to comply with plan, mandate

95. Subject to subsection 88 (1), a housing provider shall select households to occupy vacant units or to receive rent-geared-to-income assistance in a housing project in a manner consistent with the targeting plan and the mandate for the housing project.

Change in number of rent-geared-to-income units

96. (1) Despite section 95, a service manager may require a housing provider to increase or decrease the number of rent-geared-to-income units in a housing project by the number specified in the notice, but shall do so only after consulting with the housing provider.

Notice

(2) The service manager shall give written notice of the requirement to the housing provider and the notice must specify the effective date as of which the housing provider must begin to implement the specified increase or decrease.

When notice to be given

(3) The notice shall be given at least three months before the effective date.

Duty to implement

(4) The housing provider shall implement the increase or decrease specified in the notice as units in the housing project become vacant on and after the effective date.

Decrease restricted

(5) The service manager shall not require the housing provider to decrease the number of rent-geared-to-income units if the effect of the decrease would be to reduce the total number of rent-geared-to-income units in the service manager's service area below the service levels prescribed for the purposes of section 11.

Change restricted

(6) The service manager shall not require the housing provider to increase or decrease the number of rent-geared-to-income units or market units if the effect of the increase or decrease would be a percentage change of more than 10 per cent in the number of rent-geared-to-income units or market units, respectively, set out in the targeting plan for the housing project.

Conflict

(7) Subsection (4) applies despite a by-law passed under section 34 of the *Planning Act*, an agreement entered into under section 41 or 51 of the *Planning Act* or an agreement entered into under section 3 of the *City of Toronto Act, 1979*.

Obligation de se conformer

95. Sous réserve du paragraphe 88 (1), le fournisseur de logements choisit, d'une manière compatible avec le plan de ciblage et le mandat de l'ensemble domiciliaire, les ménages qui occuperont les logements vacants ou qui recevront une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.

Variation du nombre de logements à loyer indexé sur le revenu

96. (1) Malgré l'article 95, le gestionnaire de services peut exiger du fournisseur de logements qu'il augmente ou diminue, du nombre précisé dans l'avis, le nombre de logements à loyer indexé sur le revenu d'un ensemble domiciliaire, mais il ne peut le faire qu'après avoir consulté le fournisseur.

Avis

(2) Le gestionnaire de services donne au fournisseur de logements un avis écrit de l'exigence, qui doit préciser la date d'effet à laquelle il doit commencer à appliquer l'augmentation ou la diminution précisée.

Délai de remise de l'avis

(3) L'avis est donné au moins trois mois avant la date d'effet.

Obligation d'appliquer la variation

(4) Le fournisseur de logements applique l'augmentation ou la diminution précisée dans l'avis lorsqu'un logement de l'ensemble domiciliaire devient vacant à la date d'effet ou après cette date.

Restriction : diminution du nombre

(5) Le gestionnaire de services ne doit pas exiger du fournisseur de logements qu'il diminue le nombre de logements à loyer indexé sur le revenu si cela devait avoir pour effet de ramener le nombre total de tels logements situés dans son aire de service à des niveaux de service inférieurs à ceux prescrits pour l'application de l'article 11.

Restriction : variation du nombre

(6) Le gestionnaire de services ne doit pas exiger du fournisseur de logements qu'il augmente ou diminue le nombre de logements à loyer indexé sur le revenu ou de logements à loyer du marché si cela devait entraîner une variation de plus de 10 pour cent du nombre de logements à loyer indexé sur le revenu ou de logements à loyer du marché, respectivement, prévu dans le plan de ciblage de l'ensemble domiciliaire.

Incompatibilité

(7) Le paragraphe (4) s'applique malgré les règlements municipaux adoptés en vertu de l'article 34 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, les conventions conclues en application de l'article 41 ou 51 de cette loi et les accords conclus en application de l'article 3 de la loi intitulée *City of Toronto Act, 1979*.

SUBSIDY PAYABLE TO HOUSING PROVIDERS

Duty to pay subsidy

97. (1) The service manager in whose service area a housing project to which this Part applies is located shall pay a subsidy to the housing provider that operates the project.

Termination

(2) The duty to pay a subsidy for a housing project is terminated on the date prescribed by the Minister.

General subsidy

98. (1) The amount of the subsidy payable under section 97 to a housing provider for a fiscal year in respect of its housing projects in a service area of a service manager is determined in accordance with this section.

Amount of subsidy

(2) The amount of the housing provider's total subsidy for a fiscal year in respect of its housing projects in a service area is determined using the formula,

$$(A + B + C) - (D + E)$$

in which,

- “A” is the amount of the provider's mortgage subsidy for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area;
- “B” is the amount of the provider's rent-geared-to-income subsidy for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area;
- “C” is the amount of property taxes payable by the provider for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area;
- “D” is the amount of the provider's mandatory payment for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area; and
- “E” is the amount equal to 50 per cent of the amount of the provider's surplus for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area, or such lesser amount as the service manager may determine.

Mortgage subsidy

(3) The amount of the housing provider's mortgage subsidy for a fiscal year in respect of its housing projects in the service area is the amount by which the total amount of principal and interest payable by the provider for the fiscal year with respect to mortgages on those projects exceeds the amount of the provider's affordable mortgage payment in respect of those projects.

SUBSIDY PAYABLE AUX FOURNISSEURS DE LOGEMENTS

Obligation de verser un subsidy

97. (1) Le gestionnaire de services verse un subsidy aux fournisseurs de logements qui exploitent un ensemble domiciliaire situé dans son aire de service et auquel s'applique la présente partie.

Extinction

(2) L'obligation de verser un subsidy à l'égard d'un ensemble domiciliaire s'éteint à la date que prescrit le ministre.

Subsidy général

98. (1) Le subsidy payable à un fournisseur de logements en application de l'article 97 pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service d'un gestionnaire de services est calculé conformément au présent article.

Montant du subsidy

(2) Le subsidy total payable à un fournisseur logements pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service est calculé selon la formule suivante :

$$(A + B + C) - (D + E)$$

où :

- «A» représente le subsidy pour emprunts hypothécaires payable au fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service;
- «B» représente le subsidy pour loyer indexé sur le revenu payable au fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service;
- «C» représente les impôts fonciers payables par le fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service;
- «D» représente le versement obligatoire du fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service;
- «E» représente la somme correspondant à 50 pour cent de l'excédent du fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service ou la somme moins élevée que fixe le gestionnaire de services.

Subsidy pour emprunts hypothécaires

(3) Le subsidy pour emprunts hypothécaires payable à un fournisseur de logements pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service représente l'excédent du montant total de capital et d'intérêts qu'il doit payer pour l'exercice à l'égard des hypothèques grevant ces ensembles sur ses versements hypothécaires abordables à l'égard de ces ensembles.

Affordable mortgage payment

(4) The amount of the housing provider's affordable mortgage payment in respect of its housing projects in the service area is the amount by which its benchmark revenue from those projects, as determined by the Minister under section 99, exceeds the amount of its benchmark operating costs in respect of those projects, as determined by the Minister under that section.

Phase-in subsidy reduction

(5) If the amount of a housing provider's subsidy determined under this section is less than the amount of the subsidy paid to the provider under an operating agreement that is terminated by this Act and the reduction relates to amounts calculated by the Minister in respect of mortgage payment amounts that are affordable by the provider, the following rules apply:

1. The provider may request that the service manager negotiate with the provider a schedule for phasing in the reduction in the subsidy over a series of years.
2. If the provider and the service manager are unable to agree on a schedule, the provider may request that the Minister authorize the phase-in of the reduction in the subsidy and set a schedule for phasing in the reduction over a series of years.
3. The Minister's decision on whether to authorize a phase-in of the reduction in the subsidy and any schedule set by the Minister for phasing in the reduction are binding on the provider and the service manager.

Rent-geared-to-income subsidy

(6) The amount of the housing provider's rent-geared-to-income subsidy for a fiscal year in respect of its housing projects in the service area is the amount determined using the formula,

$$F - G$$

in which,

"F" is the amount that is the lesser of,

- (a) the total amount of the provider's indexed market rents for the fiscal year from the rent-geared-to-income units in the provider's housing projects in the service area, and
- (b) the total actual market rent for the fiscal year for those units; and

"G" is the amount of rental payments payable to the provider for the fiscal year by the households accommodated in those rent-geared-to-income units.

Indexed market rents

(7) The total amount of a housing provider's indexed

Versements hypothécaires abordables

(4) Les versements hypothécaires abordables d'un fournisseur de logements à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service représentent l'excédent de ses revenus de référence à l'égard de ces ensembles, calculés par le ministre en application de l'article 99, sur ses frais d'exploitation de référence à l'égard de ces ensembles, calculés par le ministre en application du même article.

Inclusion progressive de la réduction

(5) Les règles suivantes s'appliquent si le subside payable à un fournisseur de logements qui est calculé en application du présent article est inférieur à celui qu'il a reçu dans le cadre d'un accord d'exploitation qui est résilié en application de la présente loi et que la réduction est liée aux sommes calculées par le ministre à l'égard des versements hypothécaires abordables du fournisseur :

1. Le fournisseur peut demander au gestionnaire de services de négocier avec lui un calendrier d'inclusion progressive de la réduction du subside sur plusieurs exercices.
2. Si le fournisseur et le gestionnaire de services sont incapables de convenir d'un calendrier, le fournisseur peut demander au ministre d'autoriser l'inclusion progressive de la réduction du subside sur plusieurs exercices et d'établir un calendrier à cette fin.
3. La décision que prend le ministre sur l'opportunité d'autoriser l'inclusion progressive de la réduction du subside et le calendrier qu'il établit à cette fin, le cas échéant, lie le fournisseur et le gestionnaire de services.

Subside pour loyer indexé sur le revenu

(6) Le subside pour loyer indexé sur le revenu payable à un fournisseur de logements pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service est calculé selon la formule suivante :

$$F - G$$

où :

«F» représente la moins élevée des sommes suivantes :

- a) le total des loyers du marché indexés du fournisseur pour l'exercice à l'égard des logements à loyer indexé sur le revenu de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service,
- b) le total du montant réel des loyers du marché pour l'exercice à l'égard de ces logements;

«G» représente les versements de loyer payables au fournisseur pour l'exercice par les ménages qui logent dans ces logements à loyer indexé sur le revenu.

Loyers du marché indexés

(7) Le total des loyers du marché indexés d'un four-

market rents for a fiscal year from rent-geared-to-income units in its housing projects in a service area is the amount determined using the following rules:

1. For the first fiscal year for which the housing provider receives a subsidy under this Act, the total amount of its indexed market rents is the total amount of the provider's benchmark market rents for those units as determined by the Minister under section 99.
2. For each subsequent fiscal year, the total amount of the housing provider's indexed market rents is the amount determined by multiplying the market rent index prescribed by the Minister that is applicable to those units for the fiscal year by the total amount of the provider's indexed market rents for the previous fiscal year.

Mandatory payment

(8) The amount, if any, of the provider's mandatory payment for a fiscal year in respect of its housing projects in the service area is the amount, if any, determined using the formula,

$$H - (H \times J/K)$$

in which,

- “H” is the amount, if any, by which the amount of the provider's indexed market revenue for the fiscal year in respect of its projects in the service area exceeds the amount of the provider's benchmark revenue from those projects, as determined by the Minister under section 99;
- “J” is the amount of the provider's benchmark operating costs in respect of those projects in the service area as determined by the Minister under section 99; and
- “K” is the amount of the provider's benchmark revenue from those projects as determined by the Minister under section 99.

Indexed market revenue

(9) The amount of the provider's indexed market revenue for a fiscal year in respect of its housing projects in a service area is the amount determined in accordance with the following rules:

1. For the first fiscal year for which the housing provider receives a subsidy under this Act, the amount of its indexed market revenue is the amount of the provider's benchmark revenue as determined by the Minister under section 99.
2. For each subsequent fiscal year, the amount of the housing provider's indexed market revenue is the amount determined by multiplying the market rent index prescribed by the Minister that is applicable to the housing projects for the fiscal year by the amount of the provider's indexed market revenue for the previous fiscal year.

nisser de logements pour un exercice donné à l'égard des logements à loyer indexé sur le revenu de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service est calculé selon les règles suivantes :

1. Pour le premier exercice pour lequel le fournisseur de logements reçoit un subside en application de la présente loi, le total de ses loyers du marché indexés représente le total de ses loyers du marché de référence pour ces logements, calculé par le ministre en application de l'article 99.
2. Pour chaque exercice subséquent, le total des loyers du marché indexés du fournisseur de logements représente le produit de l'indice des loyers du marché prescrit par le ministre et applicable à ces logements pour l'exercice par le total de ses loyers du marché indexés pour l'exercice précédent.

Versement obligatoire

(8) Le montant éventuel du versement obligatoire d'un fournisseur pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service représente la somme éventuelle calculée selon la formule suivante :

$$H - (H \times J/K)$$

où :

- «H» représente l'excédent éventuel des revenus du marché indexés du fournisseur pour l'exercice à l'égard de ces ensembles sur ses revenus de référence à l'égard de ces ensembles, calculés par le ministre en application de l'article 99;
- «J» représente les frais d'exploitation de référence du fournisseur à l'égard de ces ensembles, calculés par le ministre en application de l'article 99;
- «K» représente les revenus de référence du fournisseur à l'égard de ces ensembles, calculés par le ministre en application de l'article 99.

Revenus du marché indexés

(9) Les revenus du marché indexés du fournisseur pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service sont calculés selon les règles suivantes :

1. Pour le premier exercice pour lequel le fournisseur de logements reçoit un subside en application de la présente loi, ses revenus du marché indexés représentent ses revenus de référence, calculés par le ministre en application de l'article 99.
2. Pour chaque exercice subséquent, les revenus du marché indexés du fournisseur de logements représentent le produit de l'indice des loyers du marché prescrit par le ministre et applicable à ces ensembles pour l'exercice par ses revenus du marché indexés pour l'exercice précédent.

Surplus

(10) The amount, if any, of the provider's surplus for a fiscal year in respect of its housing projects in the service area is the amount determined using the formula,

$$L - (M + N)$$

in which,

- “L” is the amount of the provider's net operating income for the fiscal year as set out in the annual report required under subsection 108 (1) relating to that fiscal year;
- “M” is the amount of the provider's affordable mortgage payment determined by the Minister under section 99; and
- “N” is the amount of the provider's mandatory payment for the fiscal year.

Net operating income

(11) The net operating income of a housing provider for a fiscal year with respect to its housing projects in the service area is the amount by which its revenue for the fiscal year from those projects, as determined in the manner prescribed by the Minister, exceeds its operating costs for the fiscal year with respect to those projects, as determined in the manner prescribed by the Minister.

Benchmark revenue, etc.

99. (1) The Minister shall determine the following amounts in the prescribed manner for each housing provider entitled to a subsidy calculated under section 98 in respect of the provider's housing projects in a service area:

1. The amount of the provider's benchmark revenue.
2. The amount of the provider's benchmark operating costs.
3. The amount of the provider's affordable mortgage payment described in subsection 98 (4).
4. The amount of the provider's benchmark market rent applicable to each unit or class of units prescribed by the Minister.

Notice

(2) The Minister shall notify each housing provider of the amounts determined under subsection (1) for that provider and shall notify each service manager of the amounts determined in respect of housing providers and housing projects in the service manager's service area.

Same

(3) The Social Housing Services Corporation shall notify each housing provider of the market rent indices applicable to its housing projects for a fiscal year and shall notify each service manager of the market rent index or indices applicable to the provider's housing projects in the service manager's service area.

Excédent

(10) L'excédent éventuel du fournisseur pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service est calculé selon la formule suivante :

$$L - (M + N)$$

où :

- «L» représente le bénéfice d'exploitation du fournisseur pour l'exercice, tel qu'il figure dans le rapport annuel de cet exercice exigé par le paragraphe 108 (1);
- «M» représente les versements hypothécaires abordables du fournisseur, calculés par le ministre en application de l'article 99;
- «N» représente le versement obligatoire du fournisseur pour l'exercice.

Bénéfice d'exploitation

(11) Le bénéfice d'exploitation d'un fournisseur de logements pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service représente l'excédent de ses revenus pour l'exercice à l'égard de ces ensembles, calculés de la manière prescrite par le ministre, sur ses frais d'exploitation pour l'exercice à l'égard de ces ensembles, calculés de la manière prescrite par le ministre.

Revenus de référence

99. (1) Le ministre calcule les sommes suivantes de la manière prescrite pour chaque fournisseur de logements qui a droit à un subside calculé en application de l'article 98 à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service :

1. Les revenus de référence du fournisseur.
2. Les frais d'exploitation de référence du fournisseur.
3. Les versements hypothécaires abordables du fournisseur visés au paragraphe 98 (4).
4. Le loyer du marché de référence du fournisseur applicable à chaque logement ou catégorie de logements prescrit par le ministre.

Avis

(2) Le ministre avise chaque fournisseur de logements des sommes calculées à son égard en application du paragraphe (1) et avise chaque gestionnaire de services des sommes calculées à l'égard des fournisseurs de logements et des ensembles domiciliaires situés dans son aire de service.

Idem

(3) La Société des services de logement social avise chaque fournisseur de logements des indices des loyers du marché applicables à ses ensembles domiciliaires pour un exercice donné et avise chaque gestionnaire de services de l'indice ou des indices des loyers du marché applicables aux ensembles domiciliaires du fournisseur situés dans son aire de service.

Limitation

(4) The amounts determined by the Minister under subsection (1) may be interim amounts or final amounts.

Final amounts

(5) The Minister may determine a final amount under subsection (1) only once unless the housing provider to whom the amount applies and the Minister agree that the amount should be changed.

Estimates by housing provider

100. (1) Before the beginning of each fiscal year, a housing provider entitled to a subsidy calculated under section 98 shall determine the following amounts with respect to its housing projects in the service area of each service manager:

1. The estimated total amount of market rent for the fiscal year from its rent-geared-to-income units as determined by the Minister.
2. The estimated rental payments it will receive in the fiscal year from tenants residing in its rent-geared-to-income units.
3. The amount of the housing provider's mandatory payment for the fiscal year.
4. The estimated amount of the property taxes payable for the fiscal year in respect of those units.

Notice by housing provider

(2) Every housing provider referred to in subsection (1) shall notify the service manager for each service area in which the provider has housing projects of the amounts determined under subsection (1) in respect of the projects in the service manager's service area not less than 90 days before the beginning of each fiscal year.

Notice of change, mortgage

(3) A housing provider referred to in subsection (1) shall notify the service manager for the service area in which it has a housing project of every change in the amount of principal or interest payable by the provider in respect of the project.

Same

(4) The housing provider shall give the notice required under subsection (3) before the change takes effect.

Subsidy re certain housing providers

101. (1) The amount of the subsidy payable under section 97 to a housing provider for a fiscal year in respect of its housing projects in a service area of a service manager is determined in accordance with this section if the housing provider is prescribed by the Minister for the purposes of this section and if the Minister is satisfied that substantially all of the units in the provider's housing projects in the service area are rent-geared-to-income units.

Restriction

(4) Les sommes calculées par le ministre en application du paragraphe (1) peuvent être provisoires ou définitives.

Calculs définitifs

(5) Le ministre peut calculer une seule fois une somme prévue au paragraphe (1), sauf si le fournisseur de logements visé et le ministre conviennent que la somme devrait être modifiée.

Estimations effectuées par le fournisseur

100. (1) Avant le début de chaque exercice, le fournisseur de logements qui a droit à un subside calculé en application de l'article 98 calcule les sommes suivantes à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service de chaque gestionnaire de services :

1. Le total estimatif des loyers du marché qu'il recevra pour l'exercice de ses logements à loyer indexé sur le revenu, calculés par le ministre.
2. Les versements de loyer estimatifs qu'il recevra pour l'exercice des locataires de ses logements à loyer indexé sur le revenu.
3. Le versement obligatoire du fournisseur de logements pour l'exercice.
4. Les impôts fonciers estimatifs payables pour l'exercice à l'égard de ces logements.

Avis donné par le fournisseur

(2) Au moins 90 jours avant le début de chaque exercice, chaque fournisseur de logements visé au paragraphe (1) avise le gestionnaire de services de chaque aire de service dans laquelle il exploite des ensembles domiciliaires des sommes calculées en application du paragraphe (1) à l'égard des ensembles situés dans son aire de service.

Avis de variation : emprunt hypothécaire

(3) Le fournisseur de logements visé au paragraphe (1) avise le gestionnaire de services dans l'aire de service duquel est situé un de ses ensembles domiciliaires de toute variation du montant de capital ou d'intérêts qu'il est tenu de verser à l'égard de l'ensemble.

Idem

(4) Le fournisseur de logements donne l'avis prévu au paragraphe (3) avant la prise d'effet de la variation.

Subside : certains fournisseurs de logements

101. (1) Le subside payable à un fournisseur de logements en application de l'article 97 pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service d'un gestionnaire de services est calculé conformément au présent article si le fournisseur de logements est prescrit par le ministre pour l'application du présent article et que le ministre est convaincu que la quasi-totalité des logements de ces ensembles sont des logements à loyer indexé sur le revenu.

Amount of subsidy

(2) The amount of the housing provider's total subsidy for the fiscal year is determined using the formula,

$$(A - B) + C + D - E$$

in which,

- “A” is the amount of the provider's indexed operating costs for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area;
- “B” is the amount of revenue received by the provider for the fiscal year in respect of housing projects in the service area, determined by the Minister;
- “C” is the amount of principal and interest payable under mortgages by the provider for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area;
- “D” is the amount of property taxes payable by the provider for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area;
- “E” is the amount equal to 50 per cent of the amount of the provider's surplus, if any, for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area or such lesser amount as the service manager may determine.

Indexed operating costs

(3) The amount of the provider's indexed operating costs for a fiscal year in respect of its housing projects in a service area is the amount determined in accordance with the following rules:

1. For the first fiscal year for which the housing provider is eligible to receive a subsidy under this Act, the amount of its indexed operating costs is the amount of its benchmark operating costs as determined by the Minister under section 102 in respect of those housing projects.
2. For each subsequent fiscal year, the amount of the housing provider's indexed operating costs is the amount determined by multiplying the cost index prescribed by the Minister that is applicable to the housing projects for the fiscal year by the amount of the provider's indexed operating costs for the previous fiscal year in respect of those housing projects.

Surplus

(4) The amount of a housing provider's surplus, if any, for a fiscal year in respect of its housing projects in a service area is determined by deducting the amount of the provider's operating costs for that year for those projects, as determined by the Minister, from the amount of the provider's indexed operating costs for that year for those projects.

Montant du subside

(2) Le subside total payable à un fournisseur de logements pour l'exercice est calculé selon la formule suivante :

$$(A - B) + C + D - E$$

où :

- «A» représente les frais d'exploitation indexés du fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service;
- «B» représente les revenus du fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service, calculés par le ministre;
- «C» représente le montant de capital et d'intérêts que le fournisseur doit payer pour l'exercice aux termes d'hypothèques à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service;
- «D» représente les impôts fonciers payables par le fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service;
- «E» représente la somme correspondant à 50 pour cent de l'excédent éventuel du fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service ou la somme moins élevée que fixe le gestionnaire de services.

Frais d'exploitation indexés

(3) Les frais d'exploitation indexés d'un fournisseur de logements pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service sont calculés selon les règles suivantes :

1. Pour le premier exercice pour lequel le fournisseur a droit à un subside en application de la présente loi, ses frais d'exploitation indexés représentent ses frais d'exploitation de référence, calculés par le ministre en application de l'article 102 à l'égard de ces ensembles.
2. Pour chaque exercice subséquent, les frais d'exploitation indexés du fournisseur représentent le produit de l'indice des frais prescrit par le ministre qui est applicable à ces ensembles pour l'exercice par ses frais d'exploitation indexés pour l'exercice précédent à l'égard de ces ensembles.

Excédent

(4) L'excédent éventuel d'un fournisseur de logements pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service est calculé en déduisant ses frais d'exploitation pour l'exercice à l'égard de ces ensembles, calculés par le ministre, de ses frais d'exploitation indexés pour l'exercice à l'égard de ces ensembles.

Benchmark operating costs

102. (1) The Minister shall prescribe the manner of determining and shall determine for each housing provider entitled to a subsidy calculated under section 101 the amount of the provider's benchmark operating costs in respect of its housing projects in each service area.

Notice

(2) The Minister shall notify each housing provider and the service manager within whose service area the units are located of the following matters:

1. The amount of the provider's benchmark operating costs determined under subsection (1) for its housing projects located in the service manager's service area.
2. The cost index prescribed for the year by the Minister for the purposes of section 101 that is applicable to the provider and to the service area.

Amounts determined once

(3) The Minister shall determine an amount under subsection (1) only once, unless the housing provider to whom the amount applies and the Minister agree that the amount should be changed.

Notice re principal, interest

103. Every housing provider entitled to a subsidy calculated under section 101 must notify the service manager for each service area in which the provider has housing projects, at least 90 days before the beginning of each fiscal year, of the amount of principal and interest payable by the provider for the fiscal year in respect of housing projects in the service area.

Debt repayment

104. (1) If a housing provider and the Minister entered into a repayment schedule under an agreement that is terminated under this Act, the Minister may establish a new schedule for the repayment of the amount and may direct that the repayment be made to another person.

Schedule binding

(2) A new schedule established under subsection (1) and any direction given by the Minister under that subsection are binding on the housing provider.

Payment of subsidy

105. The Minister may provide guidelines to service managers and prescribe requirements governing the manner of calculating and paying amounts on account of the subsidies payable under this Part.

Application for additional subsidy

106. (1) A housing provider who is otherwise entitled to a subsidy under section 97 may apply to a service manager for an additional subsidy in respect of its housing projects in the service area of the service manager.

Frais d'exploitation de référence

102. (1) Le ministre prescrit la manière de calculer et calcule les frais d'exploitation de référence de chaque fournisseur de logements qui a droit à un subside calculé en application de l'article 101 à l'égard des ensembles domiciliaires de ce dernier situés dans chaque aire de service.

Avis

(2) Le ministre avise de ce qui suit chaque fournisseur de logements et le gestionnaire de services dans l'aire de service duquel les logements sont situés :

1. Les frais d'exploitation de référence du fournisseur, calculés en application du paragraphe (1), à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service du gestionnaire de services.
2. L'indice des frais prescrit pour l'exercice par le ministre pour l'application de l'article 101 qui est applicable au fournisseur et à l'aire de service.

Un seul calcul

(3) Le ministre calcule une seule fois une somme prévue au paragraphe (1), sauf si le fournisseur de logements visé et le ministre conviennent que la somme devrait être modifiée.

Avis : capital et intérêts

103. Au moins 90 jours avant le début de chaque exercice, chaque fournisseur de logements qui a droit à un subside calculé en application de l'article 101 avise le gestionnaire de services de chaque aire de service dans laquelle il exploite des ensembles domiciliaires du montant de capital et d'intérêts qu'il doit payer pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service du gestionnaire.

Remboursement des dettes

104. (1) S'il avait convenu, avec un fournisseur de logements, d'un calendrier de remboursement des dettes dans le cadre d'un accord qui est résilié en application de la présente loi, le ministre peut établir un nouveau calendrier de remboursement et ordonner que le remboursement soit fait à une autre personne.

Force obligatoire du calendrier

(2) Le nouveau calendrier établi en vertu du paragraphe (1) et tout ordre donné par le ministre en vertu du même paragraphe lie le fournisseur de logements.

Versement des subsides

105. Le ministre peut fournir aux gestionnaires de services des lignes directrices régissant la manière de calculer et de verser les sommes se rapportant aux subsides payables en application de la présente partie et peut prescrire les exigences en la matière.

Demande de subside additionnel

106. (1) Le fournisseur de logements qui a droit par ailleurs à un subside en application de l'article 97 peut demander à un gestionnaire de services un subside additionnel à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service du gestionnaire.

Additional subsidy

(2) A service manager may pay an additional subsidy to the housing provider if the service manager is satisfied that the additional subsidy is appropriate by reason of the provider's financial situation.

Terms and conditions

(3) The Minister may prescribe terms and conditions that a service manager may impose for the payment of additional subsidies and a service manager may impose any one or more of the prescribed terms and conditions that it considers appropriate for the payment of any additional subsidy.

Decision final

(4) The service manager's decision is final and binding on both the service manager and the housing provider with respect to,

- (a) whether to pay an additional subsidy to the housing provider;
- (b) the amount of any additional subsidy the service manager pays; and
- (c) any prescribed terms and conditions the service manager imposes on the payment.

ADMINISTRATION**Records**

107. (1) A housing provider shall keep the prescribed records for the prescribed periods of time.

Same, service manager

(2) A housing provider shall keep such additional records as may be required by the service manager for the period of time specified by the service manager.

Annual report

108. (1) Within five months after the end of each fiscal year of a housing provider, the housing provider shall give the service manager an annual report for the year.

Contents of annual report

(2) The annual report shall be in the form authorized by the Minister and shall contain the prescribed information and include the prescribed documents.

Report re households

(3) If required to do so by a regulation, a housing provider shall give the service manager a report about the number, type and income of households occupying units under housing programs in the housing provider's housing projects in the service area.

Contents

(4) The report described in subsection (3) shall be in the form authorized by the Minister and shall contain the prescribed information and include the prescribed documents.

Subside additionnel

(2) Le gestionnaire de services peut verser un subside additionnel au fournisseur de logements s'il est convaincu que la situation financière du fournisseur le justifie.

Conditions

(3) Le ministre peut prescrire les conditions dont un gestionnaire de services peut assortir le versement de subsides additionnels et le gestionnaire de services peut assortir le versement de tels subsides des conditions prescrites qu'il estime appropriées.

Décision définitive

(4) La décision du gestionnaire de services est définitive et lie à la fois celui-ci et le fournisseur de logements à l'égard de ce qui suit :

- a) la question de savoir si un subside additionnel doit être versé au fournisseur de logements;
- b) le montant de tout subside additionnel que verse le gestionnaire de services;
- c) les conditions prescrites dont le gestionnaire de services assortit le versement.

ADMINISTRATION**Documents**

107. (1) Le fournisseur de logements conserve les documents prescrits pour les durées prescrites.

Idem : gestionnaire de services

(2) Le fournisseur de logements conserve les documents additionnels que le gestionnaire de services exige pour les durées qu'il précise.

Rapport annuel

108. (1) Dans les cinq mois qui suivent la fin de son exercice, le fournisseur de logements remet au gestionnaire de services un rapport annuel portant sur celui-ci.

Contenu du rapport annuel

(2) Le rapport annuel est rédigé sous la forme qu'approuve le ministre et comprend les renseignements et les documents prescrits.

Rapport sur les ménages

(3) Si un règlement l'y oblige, le fournisseur de logements remet au gestionnaire de services un rapport portant sur le nombre et le type de ménages qui occupent les logements visés par des programmes de logement qui se trouvent dans les ensembles domiciliaires qu'il exploite dans l'aire de service, et sur le revenu de ces ménages.

Contenu

(4) Le rapport prévu au paragraphe (3) est rédigé sous la forme qu'approuve le ministre et comprend les renseignements et les documents prescrits.

Other reports, etc.

(5) A housing provider shall give the service manager, at the times specified by the service manager, such other reports, documents and information as the service manager may reasonably request relating to the housing provider's compliance with this Act and the regulations.

Form and manner

(6) The reports, documents and information mentioned in subsection (5) shall be given in the form and manner approved by the service manager.

False information

(7) A housing provider shall not knowingly furnish false information in a report, document or information given to the service manager under this section.

Reduction in subsidy

(8) If a housing provider does not give the service manager its annual report in accordance with this section, the service manager may reduce the amount of the subsidy payments required to be made to the housing provider under section 97 by no more than 2 per cent for each month in which the report remains undelivered.

Same

(9) The service manager shall give the housing provider written notice of the reduction in its subsidy under subsection (8) at least 30 days before implementing it.

Audit or investigation

109. (1) In this section,

“auditor” means a person appointed by a service manager under subsection (2).

Appointment of auditor

(2) A service manager may appoint any of its employees or agents to conduct an audit or investigation for the purpose of ensuring that a housing provider operating a housing project is complying with this Act and the regulations.

Duty of auditor

(3) The auditor shall conduct the audit or investigation in accordance with this section and shall give the housing provider notice on or before the date on which he or she begins the audit or investigation.

Entry

(4) For the purposes of the audit or investigation, the auditor may enter and inspect the housing project at any reasonable time.

Restriction

(5) Despite subsection (4), the auditor shall not enter and inspect a unit in the housing project unless a member of the household residing in the unit consents to the entry and inspection after being informed that he or she may refuse to consent to the entry and inspection.

Autres rapports

(5) Le fournisseur de logements remet au gestionnaire de services, aux moments que précise celui-ci, les autres rapports, documents et renseignements qu'il peut raisonnablement lui demander concernant sa conformité à la présente loi et aux règlements.

Forme et manière

(6) Les rapports, documents et renseignements visés au paragraphe (5) sont remis sous la forme et de la manière qu'approuve le gestionnaire de services.

Faux renseignements

(7) Le fournisseur de logements ne doit pas sciemment fournir de faux renseignements dans un rapport, un document ou un renseignement qu'il remet au gestionnaire de services en application du présent article.

Diminution du subside

(8) Si le fournisseur de logements ne lui remet pas son rapport annuel conformément au présent article, le gestionnaire de services peut diminuer le subside qu'il est tenu de lui verser en application de l'article 97 d'au plus 2 pour cent pour chaque mois de retard dans la production du rapport.

Idem

(9) Le gestionnaire de services avise par écrit le fournisseur de logements de la diminution de son subside en vertu du paragraphe (8) au moins 30 jours avant de l'appliquer.

Vérification ou enquête

109. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«vérificateur» Personne nommée par un gestionnaire de services en vertu du paragraphe (2).

Nomination d'un vérificateur

(2) Le gestionnaire de services peut charger n'importe lequel de ses employés ou représentants d'effectuer une vérification ou une enquête pour s'assurer qu'un fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire se conforme à la présente loi et aux règlements.

Obligation du vérificateur

(3) Le vérificateur effectue la vérification ou l'enquête conformément au présent article et en donne un préavis au fournisseur de logements au plus tard à la date à laquelle il la commence.

Entrée

(4) Pour les besoins de la vérification ou de l'enquête, le vérificateur peut pénétrer dans l'ensemble domiciliaire et en faire l'inspection à toute heure raisonnable.

Restriction

(5) Malgré le paragraphe (4), le vérificateur ne peut pénétrer dans un logement de l'ensemble domiciliaire et en faire l'inspection que si un membre du ménage qui y réside y consent après avoir été informé de son droit de refuser son consentement.

Use of force prohibited

(6) The auditor shall not use force when conducting an audit or investigation.

Duty to co-operate

(7) The housing provider and its employees and agents shall co-operate in all respects with the auditor.

Restriction

(8) Nothing in subsection (7) requires a person to breach any privilege that he or she may have in law with respect to giving information, answering questions or producing documents and things.

Report must be given to housing provider

(9) Within 60 days after the completion of an audit or investigation, the service manager shall prepare a report of the results of the audit or investigation and shall give the housing provider a copy of the report, unless the report has, or circumstances identified in the report have, been referred to a law enforcement agency.

Report may be given to housing provider

(10) If the report has, or circumstances identified in the report have, been referred to a law enforcement agency, the service manager may give the housing provider a copy of all or part of the report if the service manager is satisfied that the housing provider will use it only for the purposes of the proper operation of the housing project.

ENFORCEMENT**Triggering events**

110. The following are triggering events for the purposes of this Part:

1. The housing provider contravenes this Act or the regulations.
2. The housing provider becomes bankrupt or insolvent, takes the benefit of any statute for bankrupt or insolvent debtors or makes any proposal, assignment or arrangement with its creditors.
3. Steps are taken or proceedings are commenced by any person to dissolve, wind up or terminate the existence of the housing provider or to liquidate its assets.
4. The housing provider ceases or threatens to cease to carry on business in the normal course.
5. A trustee, receiver, receiver and manager or similar person is appointed with respect to the business or assets of the housing provider.
6. The housing provider makes a bulk sale, other than a bulk sale made under the *Bulk Sales Act* in conjunction with a transfer approved by the Minister.

Recours à la force interdit

(6) Le vérificateur ne doit pas recourir à la force lorsqu'il effectue une vérification ou une enquête.

Obligation de collaborer

(7) Le fournisseur de logements et ses employés et représentants collaborent à tous égards avec le vérificateur.

Restriction

(8) Le paragraphe (7) n'a pas pour effet d'obliger une personne à violer un privilège que lui accorde la loi pour ce qui est de donner des renseignements, de répondre à des questions ou de produire des documents et des choses.

Obligation de remettre le rapport au fournisseur de logements

(9) Dans les 60 jours qui suivent la date de clôture d'une vérification ou d'une enquête, le gestionnaire de services prépare un rapport sur ses résultats et, sauf si le rapport ou des situations qui y sont relevées ont été renvoyés à un organisme chargé de l'exécution de la loi, il en remet une copie au fournisseur de logements.

Option de remettre le rapport au fournisseur de logements

(10) Si le rapport ou des situations qui y sont relevées ont été renvoyés à un organisme chargé de l'exécution de la loi, le gestionnaire de services peut remettre une copie de tout ou partie du rapport au fournisseur de logements s'il est convaincu qu'il l'utilisera uniquement aux fins de la bonne exploitation de l'ensemble domiciliaire.

EXÉCUTION**Faits déclencheurs**

110. Les faits suivants sont des faits déclencheurs pour l'application de la présente partie :

1. Le fournisseur de logements contrevient à la présente loi ou aux règlements.
2. Le fournisseur de logements devient failli ou insolvable, se prévaut des lois visant les débiteurs faillis ou insolubles, ou encore fait une proposition ou une cession au profit de ses créanciers ou conclut un arrangement avec eux.
3. Une personne prend des mesures ou introduit des instances en vue de dissoudre ou de liquider le fournisseur de logements, de mettre fin à son existence ou de liquider ses biens.
4. Le fournisseur de logements cesse d'exercer ses activités commerciales dans le cours normal ou menace de le faire.
5. Un fiduciaire, un séquestre, un administrateur-séquestre ou une personne semblable est nommé à l'égard des activités commerciales ou des biens du fournisseur de logements.
6. Le fournisseur de logements effectue une vente en bloc, autre qu'une vente en bloc au sens de la *Loi sur la vente en bloc*, parallèlement à un transfert approuvé par le ministre.

7. Any assets of the housing provider are seized under execution or attachment.
8. The housing provider is unable to meet its obligations as they come due.
9. The housing provider incurs an expenditure that is material and excessive, having regard to the normal practices of similar housing providers.
10. The housing provider incurs an accumulated deficit that is material and excessive, having regard to the normal practices of similar housing providers.
11. The housing provider has failed to operate the housing project properly, having regard to the normal practices of similar housing providers.
12. In the case of a housing project on land in which the housing provider has a leasehold interest under a ground lease, the housing provider contravenes the ground lease.
13. In the case of a housing project comprising one or more buildings in which the housing provider has a leasehold interest under a lease, the housing provider contravenes the lease.

Remedies

111. (1) If a triggering event occurs, the service manager may exercise one or more of the following remedies and the remedy must be reasonable in the circumstances:

1. The service manager may discontinue or suspend the subsidy payments required to be made to the housing provider under section 97.
2. The service manager may reduce the amount of any subsidy payments required to be made to the housing provider under section 97.
3. The service manager may pay directly to a creditor of the housing provider all or part of a debt owing by the housing provider to the creditor and may reduce the amount of any subsidy payments required to be made to the housing provider under section 97 by the amount of the payment made to the creditor.
4. The service manager may perform any of the duties and exercise any of the powers of the housing provider under this Act.
5. The service manager may appoint a receiver or receiver and manager for a housing project operated by the housing provider.
6. The service manager may seek the appointment by the Superior Court of Justice of a receiver or receiver and manager for a housing project operated by the housing provider.

7. Les biens du fournisseur de logements font l'objet d'une saisie-exécution ou d'une saisie-arrêt.
8. Le fournisseur de logements est incapable de respecter ses obligations à échéance.
9. Le fournisseur de logements engage une dépense qui est importante et excessive, compte tenu des pratiques normales des fournisseurs de logements semblables.
10. Le fournisseur de logements accumule un déficit qui est important et excessif, compte tenu des pratiques normales des fournisseurs de logements semblables.
11. Le fournisseur de logements n'a pas exploité l'ensemble domiciliaire convenablement, compte tenu des pratiques normales des fournisseurs de logements semblables.
12. Dans le cas d'un ensemble domiciliaire situé sur un bien-fonds sur lequel le fournisseur de logements a un intérêt à bail en vertu d'un bail foncier, le fournisseur de logements contrevient au bail.
13. Dans le cas d'un ensemble domiciliaire comprenant un ou plusieurs bâtiments sur lesquels le fournisseur de logements a un intérêt à bail en vertu d'un bail, le fournisseur de logements contrevient au bail.

Recours

111. (1) Lorsqu'un fait déclencheur se produit, le gestionnaire de services peut exercer un ou plusieurs des recours suivants, lesquels doivent être raisonnables dans les circonstances :

1. Il peut cesser ou suspendre le versement des subsides que l'article 97 l'oblige à verser au fournisseur de logements.
2. Il peut diminuer le montant de tout subside que l'article 97 l'oblige à verser au fournisseur de logements.
3. Il peut payer directement à un créancier du fournisseur de logements la totalité ou une partie d'une somme que celui-ci lui doit et peut déduire la somme ainsi payée de tout subside que l'article 97 l'oblige à verser au fournisseur de logements.
4. Il peut exercer tout pouvoir et toute fonction que la présente loi attribue au fournisseur de logements.
5. Il peut nommer un séquestre ou un administrateur-séquestre pour un ensemble domiciliaire qu'exploite le fournisseur de logements.
6. Il peut demander à la Cour supérieure de justice de nommer un séquestre ou un administrateur-séquestre pour un ensemble domiciliaire qu'exploite le fournisseur de logements.

7. The service manager may remove some or all of the directors or the deemed directors of the housing provider, regardless of whether they were elected or appointed or became directors by virtue of their office.
8. The service manager may appoint one or more individuals as directors of the housing provider.
9. The service manager may exercise any other remedy that it has in law or in equity.

Waiver

(2) A delay by the service manager in exercising a remedy under this Part does not operate as a waiver of the service manager's right to exercise the remedy at a later time.

Same

(3) A waiver by a service manager of its right to exercise a remedy under this Part does not bind the service manager unless the waiver is in writing and signed by the service manager.

Same

(4) A waiver by a service manager of its right to exercise one remedy in respect of a triggering event does not operate as a waiver by the service manager of its right to exercise another remedy in respect of that triggering event.

Same

(5) A waiver by a service manager of its right to exercise a remedy in respect of a triggering event under one paragraph of section 110 does not operate as a waiver by the service manager of its right to exercise a remedy in respect of,

- (a) a triggering event under another paragraph of section 110;
- (b) a different triggering event under the same paragraph of section 110; or
- (c) the same triggering event, if it reoccurs at a later time.

Notice of exercise of remedy

112. (1) A service manager shall not exercise a remedy under section 111 as a result of a triggering event unless,

- (a) before exercising the remedy, the service manager gives the housing provider a written notice,
 - (i) specifying the particulars of the triggering event,
 - (ii) specifying the activities that the housing provider must carry out or refrain from carrying out or the course of action that the housing provider must take or refrain from taking in order to avoid the exercise by the service manager of its remedies under section 111,

7. Il peut destituer la totalité ou une partie des administrateurs ou des administrateurs réputés tels du fournisseur de logements, qu'ils aient été élus ou nommés ou qu'ils occupent leur charge d'office.

8. Il peut nommer un ou plusieurs particuliers administrateurs du fournisseur de logements.

9. Il peut exercer tout autre recours dont il peut se prévaloir en droit ou en equity.

Renonciation

(2) Le retard que met le gestionnaire de services à exercer un recours permis par la présente partie ne constitue pas une renonciation à son droit de l'exercer ultérieurement.

Idem

(3) La renonciation, par le gestionnaire de services, à son droit d'exercer un recours permis par la présente partie ne le lie que si elle est établie par écrit et signée par lui.

Idem

(4) La renonciation, par le gestionnaire de services, à son droit d'exercer un recours permis par la présente partie à l'égard d'un fait déclencheur ne constitue pas une renonciation à son droit d'en exercer un autre à l'égard de ce fait.

Idem

(5) La renonciation, par le gestionnaire de services, à son droit d'exercer un recours à l'égard d'un fait déclencheur visé à l'une des dispositions de l'article 110 ne constitue pas une renonciation à son droit d'en exercer un à l'égard de ce qui suit :

- a) un fait déclencheur visé à une autre disposition de l'article 110;
- b) un fait déclencheur différent visé à la même disposition de l'article 110;
- c) le même fait déclencheur, s'il se reproduit ultérieurement.

Avis d'exercice d'un recours

112. (1) Le gestionnaire de services ne doit pas exercer un recours que l'article 111 lui permet d'exercer par suite d'un fait déclencheur, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) avant d'exercer le recours, le gestionnaire de services donne au fournisseur de logements un avis écrit qui précise ce qui suit :
 - (i) les détails du fait déclencheur,
 - (ii) les activités que le fournisseur de logements doit exercer ou s'abstenir d'exercer ou les mesures qu'il doit prendre ou s'abstenir de prendre afin d'empêcher l'exercice par le gestionnaire de services des recours que l'article 111 lui permet d'exercer,

- (iii) specifying the period within which the housing provider must comply with the notice, which may not be less than 60 days from the date the notice is given, and
- (iv) if the notice provides for the submission of a plan by the housing provider, specifying the matters that must be addressed in the plan; and

(b) the housing provider does not, within the period specified in the notice, comply with the notice or, if the notice provides for the submission of a plan by the housing provider, the plan submitted by the housing provider does not address the matters specified in the notice or the service manager is reasonably of the opinion that the plan is not acceptable.

Same, project in difficulty

(2) If the service manager is required by section 17 to give notice to the Minister that a housing project is in difficulty, the service manager shall not exercise any remedy against the housing provider for a triggering event respecting the housing project unless the service manager obtains the prior written consent of the Minister.

Notice not required

- (3) Subsection (1) does not apply if,
 - (a) the triggering event is one described in paragraphs 2 to 8 of section 110;
 - (b) the triggering event is that the housing provider has sold, leased or otherwise disposed of or offered, listed, advertised or held out for sale, lease or other disposal, the housing project or any part of it, in a manner contrary to this Act;
 - (c) there is an emergency situation and complying with subsection (1) may materially worsen the situation; or
 - (d) a report of an audit or investigation of the housing provider has been, or circumstances identified in such a report have been, referred to a law enforcement agency and the report or the circumstances relate to a triggering event.

Training requirement

(4) One of the requirements that the service manager may impose on the housing provider for the purposes of subclause (1) (a) (ii) is the requirement to ensure that a director, employee or agent of the housing provider or a person who has contracted with the housing provider to manage the housing project on behalf of the housing provider receives training in respect of prescribed matters.

- (iii) le délai dans lequel le fournisseur de logements doit se conformer à l'avis, qui doit être d'au moins 60 jours à partir de la date de sa remise,
- (iv) si l'avis prévoit la présentation d'un plan par le fournisseur de logements, les questions dont celui-ci doit traiter;

b) le fournisseur de logements ne se conforme pas à l'avis dans le délai qui y est précisé ou, si l'avis prévoit la présentation d'un plan par le fournisseur de logements, le plan qu'il présente ne traite pas des questions que précise l'avis ou le gestionnaire de services estime, en se fondant sur des motifs raisonnables, que le plan n'est pas acceptable.

Idem : ensemble en difficulté

(2) Si l'article 17 l'oblige à aviser le ministre lorsqu'un ensemble domiciliaire connaît des difficultés, le gestionnaire de services ne doit pas, sans le consentement écrit préalable du ministre, exercer de recours contre le fournisseur de logements à l'égard d'un fait déclencheur se rapportant à l'ensemble.

Avis non obligatoire

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le fait déclencheur est l'un de ceux visés aux dispositions 2 à 8 de l'article 110;
- b) le fait déclencheur est que le fournisseur de logements a disposé, notamment par vente ou location à bail, de tout ou partie de l'ensemble domiciliaire, ou l'a offert, inscrit, annoncé ou présenté en vue de sa disposition, d'une manière qui est contraire à la présente loi;
- c) il existe une situation d'urgence que l'observation du paragraphe (1) pourrait considérablement aggraver;
- d) un rapport de la vérification ou de l'enquête effectuée au sujet du fournisseur de logements ou des situations qui y sont relevées ont été renvoyés à un organisme chargé de l'exécution de la loi et ce rapport ou ces situations se rapportent à un fait déclencheur.

Exigence en matière de formation

(4) Une des exigences que le gestionnaire de services peut imposer au fournisseur de logements pour l'application du sous-alinéa (1) a) (ii) est de veiller à ce qu'un administrateur, employé ou représentant du fournisseur de logements ou une personne avec laquelle ce dernier a conclu un contrat pour la gestion de l'ensemble domiciliaire en son nom reçoive une formation à l'égard des questions prescrites.

Discontinuation or suspension of subsidy

113. A service manager shall not discontinue or suspend subsidy payments under paragraph 1 of subsection 111 (1) unless the service manager is of the opinion that,

- (a) the triggering event is material and substantial; or
- (b) the housing provider has not proceeded diligently to comply with the notice given by the service manager under clause 112 (1) (a).

Performance of duties, etc., by service manager

114. (1) If a service manager performs any of the duties or exercises any of the powers of a housing provider under paragraph 4 of subsection 111 (1), the housing provider shall, upon request, give the service manager all of the housing provider's records and information relevant to the performance of those duties or the exercise of those powers.

Expenses

(2) If a service manager performs any of the duties or exercises any of the powers of a housing provider under paragraph 4 of subsection 111 (1), the service manager may bill the housing provider for the expenses incurred by the service manager in performing those duties and exercising those powers.

Payment by housing provider

(3) A housing provider that is billed under subsection (2) shall pay the amount billed at the time specified by the service manager.

Collection

(4) An amount billed to a housing provider under subsection (2) is a debt owing by the housing provider to the service manager and may be recovered by any remedy or procedure available to the service manager by law, including reducing the amount of any subsidy payments required to be made to the housing provider under section 97 by the amount billed.

Appointment, etc., of receiver

115. (1) A service manager shall not appoint a receiver or receiver and manager under paragraph 5 of subsection 111 (1) or seek the appointment of a receiver or receiver and manager under paragraph 6 of subsection 111 (1) unless,

- (a) a significant financial or other event has resulted in or, in the opinion of the service manager, is likely to result in the housing provider being unable to pay its debts as they become due;
- (b) the operation by the housing provider of the housing project has resulted in or, in the opinion of the service manager, is likely to result in,

Cessation ou suspension des subsides

113. Le gestionnaire de services ne doit pas cesser ou suspendre le versement d'un subside en vertu de la disposition 1 du paragraphe 111 (1) sauf s'il est d'avis que :

- a) soit le fait déclencheur est important et substantiel;
- b) soit le fournisseur de logements ne s'est pas conformé avec diligence à l'avis qu'il lui a donné en application de l'alinéa 112 (1) a).

Exercice de pouvoirs ou fonctions par le gestionnaire de services

114. (1) Si le gestionnaire de services exerce des pouvoirs ou des fonctions d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 4 du paragraphe 111 (1), ce dernier lui remet, sur demande, tous les documents et renseignements qui se rapportent à l'exercice de ces pouvoirs ou fonctions.

Dépenses

(2) Le gestionnaire de services qui exerce des pouvoirs ou des fonctions d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 4 du paragraphe 111 (1) peut facturer au fournisseur de logements les dépenses qu'il engage dans l'exercice de ces pouvoirs et fonctions.

Paiement par le fournisseur de logements

(3) Le fournisseur de logements à qui des dépenses sont facturées en vertu du paragraphe (2) en acquitte le montant au moment que précise le gestionnaire de services.

Recouvrement

(4) La somme facturée à un fournisseur de logements en vertu du paragraphe (2) constitue une créance du gestionnaire de services et peut être recouvrée au moyen de tout recours ou de toute procédure dont ce dernier peut se prévaloir en droit, notamment en déduisant la somme facturée de tout subside que l'article 97 l'oblige à verser au fournisseur de logements.

Nomination d'un séquestre

115. (1) Le gestionnaire de services ne peut nommer un séquestre ou un administrateur-séquestre en vertu de la disposition 5 du paragraphe 111 (1) ou demander la nomination d'un séquestre ou d'un administrateur-séquestre en vertu de la disposition 6 du même paragraphe que dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) un fait important, de nature financière ou autre, a eu pour conséquence ou, de l'avis du gestionnaire de services, aura vraisemblablement pour conséquence de mettre le fournisseur de logements dans l'incapacité de payer ses dettes à échéance;
- b) l'exploitation de l'ensemble domiciliaire par le fournisseur de logements a entraîné ou, de l'avis du gestionnaire de services, entraînera vraisemblablement :

- (i) significant physical deterioration of the housing project or its contents, or
- (ii) significant danger to the health or safety of the occupants of the housing project; or
- (c) in the opinion of the service manager, there is or is likely to be a misuse of the assets of the housing provider, including a misuse for personal gain by a director, employee, member or agent of the housing provider.

Powers of receiver

(2) A receiver or receiver and manager appointed under paragraph 5 of subsection 111 (1) has the prescribed powers, subject to the conditions and restrictions that are set out in the terms of the appointment.

Remuneration

(3) The remuneration of the receiver or receiver and manager appointed under that paragraph shall be determined by the agreement of the service manager and the receiver or receiver and manager and shall be paid out of the revenues of the housing provider.

Deemed agency

(4) The receiver or receiver and manager appointed under that paragraph shall be deemed to be the agent of the housing provider, and the service manager is not responsible for the acts or omissions of the receiver or receiver and manager.

Deemed ratification

(5) The housing provider shall be deemed to ratify and confirm whatever the receiver or receiver and manager appointed under that paragraph does in the course of the receivership, if it is done in accordance with this Act, the regulations and the terms of the appointment.

Deemed release

(6) The housing provider shall be deemed to release and discharge the service manager, the receiver or receiver and manager appointed under paragraph 5 of subsection 111 (1) and every person for whom either of them would be responsible, from every claim of any nature arising by reason of any act or omission on the part of any of them, other than the following claims:

1. A claim for an accounting of the money and other property received by the receiver or receiver and manager in the course of the receivership.
2. A claim that is the direct and proximate result of gross negligence, dishonesty or fraud by the receiver or receiver and manager or by another person for whom either of them would be responsible.

Change to appointment

(7) Subject to subsection (9), the service manager may change, extend or terminate the appointment of a

- (i) soit une détérioration physique importante de l'ensemble ou de son contenu,
- (ii) soit un danger important pour la santé ou la sécurité de ses occupants;

- c) le gestionnaire de services est d'avis qu'un administrateur, un employé, un membre ou un représentant du fournisseur de logements fait ou fera vraisemblablement un mauvais usage des biens de ce dernier, notamment à des fins de gain personnel.

Pouvoirs du séquestre

(2) Le séquestre ou l'administrateur-séquestre nommé en vertu de la disposition 5 du paragraphe 111 (1) est investi des pouvoirs prescrits, sous réserve des conditions et restrictions que précise l'acte de nomination.

Rémunération

(3) Le gestionnaire de services et le séquestre ou l'administrateur-séquestre nommé en vertu de la même disposition s'entendent sur la rémunération de ce dernier, qui est payée sur les revenus du fournisseur de logements.

Mandataire du fournisseur de logements

(4) Le séquestre ou l'administrateur-séquestre nommé en vertu de la même disposition est réputé le mandataire du fournisseur de logements. Le gestionnaire de services n'est pas responsable de ses actes ou omissions.

Ratification

(5) Le fournisseur de logements est réputé ratifier et confirmer tout ce que le séquestre ou l'administrateur-séquestre nommé en vertu de la même disposition fait dans l'exercice de ses fonctions, pourvu qu'il le fasse conformément à la présente loi, aux règlements et aux conditions de sa nomination.

Libération

(6) Le fournisseur de logements est réputé libérer le gestionnaire de services, le séquestre ou l'administrateur-séquestre nommé en vertu de la disposition 5 du paragraphe 111 (1) et toute personne dont l'un ou l'autre serait responsable de toute demande de quelque nature que ce soit qui découle d'un acte ou d'une omission commis par l'un ou l'autre, à l'exception des demandes suivantes :

1. Une demande de comptabilisation des sommes d'argent et des autres biens que le séquestre ou l'administrateur-séquestre a reçus dans l'exercice de ses fonctions.
2. Une demande qui est une conséquence directe et prochaine d'une négligence grave, d'un acte malhonnête ou d'un acte frauduleux commis par le séquestre ou l'administrateur-séquestre ou par une autre personne dont il serait responsable.

Modification de la nomination

(7) Sous réserve du paragraphe (9), le gestionnaire de services peut modifier ou révoquer la nomination d'un

receiver or receiver and manager appointed under paragraph 5 of subsection 111 (1) and may make a new appointment of the same person or a different person.

No powers for housing provider

(8) The housing provider does not have the powers listed in subsection (7).

Period of receivership

(9) The period of time for which a receiver or receiver and manager is appointed under paragraph 5 of subsection 111 (1) for a housing project shall not exceed one year, and the receivership terminates one year after the date of the appointment unless the Superior Court of Justice orders otherwise on the application of the service manager made before the expiry of the one-year period.

Replacement of directors

116. (1) A service manager shall not remove a director from the board of directors of a housing provider under paragraph 7 of subsection 111 (1) or appoint a director to the board of directors of a housing provider under paragraph 8 of subsection 111 (1) without the prior written consent of the Minister.

Rules for appointing directors

(2) The following rules apply to the exercise by a service manager of the remedy of appointing one or more directors to the board of directors of a housing provider under paragraph 8 of subsection 111 (1):

1. The service manager may appoint any number of directors, so long as the total number of directors of the housing provider after the appointment does not exceed the maximum number of directors permitted by the housing provider's articles, letters patent or supplementary letters patent within the meaning of the *Business Corporations Act*, the *Corporations Act* or the *Co-operative Corporations Act*.
2. The service manager shall not appoint a director for a term exceeding three years.
3. The service manager may appoint an individual as a director and the individual may serve as a director, whether or not the individual is at the time of the appointment, and whether or not the individual becomes after the appointment, a shareholder or member of the housing provider, or a director, officer, shareholder or member of a corporate member of the housing provider. If the individual or a corporation of which he or she is an officer, director, shareholder or member ceases to be a shareholder or member of the housing provider, the individual does not cease to be a director.
4. The service manager may appoint an individual as a director and the individual may serve as a director, whether or not the individual meets, at the time of the appointment or after the appointment,

séquestre ou d'un administrateur-séquestre nommé en vertu de la disposition 5 du paragraphe 111 (1) ou en prolonger la durée; il peut aussi renouveler son mandat ou en nommer un autre.

Pouvoirs non conférés au fournisseur de logements

(8) Le fournisseur de logements n'est pas investi des pouvoirs visés au paragraphe (7).

Durée du mandat

(9) La durée du mandat d'un séquestre ou d'un administrateur-séquestre nommé en vertu de la disposition 5 du paragraphe 111 (1) pour un ensemble domiciliaire ne doit pas dépasser un an. La mise sous séquestre se termine un an après la date de la nomination sauf si la Cour supérieure de justice ordonne autrement sur présentation d'une requête à cet effet par le gestionnaire de services avant l'expiration du délai d'un an.

Remplacement des administrateurs

116. (1) Le gestionnaire de services ne doit pas destituer un administrateur d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 7 du paragraphe 111 (1) ni nommer des administrateurs d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 8 du même paragraphe, sans le consentement écrit préalable du ministre.

Règles applicables aux nominations

(2) Les règles suivantes s'appliquent à l'exercice, par le gestionnaire de services, du recours qui consiste à nommer un ou plusieurs administrateurs d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 8 du paragraphe 111 (1) :

1. Le gestionnaire de services peut nommer n'importe quel nombre d'administrateurs, pourvu que le nombre total d'administrateurs du fournisseur de logements après la nomination ne dépasse pas le nombre maximal autorisé par ses statuts, ses lettres patentes ou ses lettres patentes supplémentaires, au sens de la *Loi sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les personnes morales* ou de la *Loi sur les sociétés coopératives*.
2. Le gestionnaire de services ne doit pas nommer un administrateur pour un mandat de plus de trois ans.
3. Le gestionnaire de services peut nommer un particulier administrateur, lequel peut agir à ce titre, qu'il soit ou non au moment de sa nomination, ou qu'il le devienne ou non par la suite, actionnaire ou membre du fournisseur de logements, ou administrateur, dirigeant, actionnaire ou membre d'une personne morale membre du fournisseur de logements. Le particulier ne cesse pas d'être administrateur même si lui-même ou la personne morale dont il est administrateur, dirigeant, actionnaire ou membre cesse d'être actionnaire ou membre du fournisseur de logements.
4. Le gestionnaire de services peut nommer un particulier administrateur, lequel peut agir à ce titre, qu'il remplisse ou non, au moment de sa nomination ou par la suite, les conditions d'admissibilité

the requirements for being a director contained in the housing provider's articles, letters patent or supplementary letters patent. If the individual ceases to meet the requirements for being a director, the individual does not cease to be a director.

No removal of director

(3) If a service manager appoints a director to the board of directors of a housing provider under paragraph 8 of subsection 111 (1), the shareholders or members of the housing provider have no authority to remove that director before the expiration of his or her term of office.

No increase or decrease of directors

(4) Neither the housing provider, nor its directors, nor its shareholders or members have the authority to increase or decrease the number, or the minimum or maximum number, of directors of the housing provider during the term of office of any director appointed by the service manager under paragraph 8 of subsection 111 (1).

Indemnity

(5) A service manager who appoints a director to the board of directors of a housing provider under paragraph 8 of subsection 111 (1) may indemnify the director and his or her heirs and legal representatives against any liability sustained by him or her, and any costs, charges and expenses reasonably incurred by him or her, in respect of any civil, criminal or administrative action or proceeding to which he or she is made a party by reason of being or having been a director of the housing provider, including an amount paid to settle the action or proceeding or to satisfy the judgment,

- (a) if he or she acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the housing provider; and
- (b) if, in the case of a criminal or administrative action or proceeding that is enforced by a monetary penalty, he or she had reasonable grounds for believing that his or her conduct was lawful.

Conflict

(6) This section, paragraphs 7 and 8 of subsection 111 (1), and any other provisions of this Act relating to the exercise by a service manager of the remedy of removing a director from, or appointing a director to, the board of directors of a housing provider apply despite any provisions to the contrary in the *Business Corporations Act*, the *Corporations Act*, the *Co-operative Corporations Act*, the regulations made under those Acts, the articles, letters patent, supplementary letters patent or by-laws of the housing provider, the resolutions of the directors or shareholders of the housing provider, or an agreement among the shareholders or members of the housing provider.

énoncées dans les statuts, les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires du fournisseur de logements. Le particulier ne cesse pas d'être administrateur même s'il cesse de remplir les conditions d'admissibilité.

Aucune destitution

(3) Si le gestionnaire de services nomme un administrateur d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 8 du paragraphe 111 (1), les actionnaires ou membres du fournisseur de logements n'ont pas le pouvoir de le destituer avant la fin de son mandat.

Aucune augmentation ou diminution du nombre d'administrateurs

(4) Ni le fournisseur de logements, ni ses administrateurs, actionnaires ou membres n'ont le pouvoir d'augmenter ou de diminuer le nombre effectif, minimal ou maximal de ses administrateurs pendant le mandat d'un administrateur nommé par le gestionnaire de services en vertu de la disposition 8 du paragraphe 111 (1).

Indemnisation

(5) Le gestionnaire de services qui nomme un administrateur d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 8 du paragraphe 111 (1) peut dégager l'administrateur et ses héritiers et représentants successoraux de toute responsabilité encourue par lui et les indemniser de tous les frais raisonnables, y compris les sommes versées en règlement d'une action ou d'une instance ou pour exécuter un jugement, entraînés par une action ou instance civile, pénale ou administrative à laquelle il est partie à titre d'administrateur ou d'ex-administrateur du fournisseur de logements, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) l'administrateur a agi avec intégrité et de bonne foi, au mieux des intérêts du fournisseur de logements;
- b) dans le cas d'une action ou d'une instance pénale ou administrative aboutissant au paiement d'une amende, l'administrateur avait des motifs raisonnables de croire que sa conduite était conforme à la loi.

Incompatibilité

(6) Le présent article, les dispositions 7 et 8 du paragraphe 111 (1) et toute autre disposition de la présente loi se rapportant à l'exercice, par le gestionnaire de services, du recours qui consiste à destituer ou à nommer un administrateur d'un fournisseur de logements s'appliquent malgré les dispositions à l'effet contraire de la *Loi sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les personnes morales* et de la *Loi sur les sociétés coopératives*, de leurs règlements d'application, des statuts, lettres patentes, lettres patentes supplémentaires ou règlements administratifs du fournisseur de logements, des résolutions adoptées par ses administrateurs ou ses actionnaires, ou d'un accord conclu entre ses actionnaires ou ses membres.

**PART VII
PAYMENT OF PROVINCIAL AND
LOCAL HOUSING COSTS**

PROVINCIAL HOUSING COSTS

Provincial housing costs

117. (1) For the purposes of this Act, provincial housing costs for a period are the amount determined by the Minister to be the total of the costs incurred or to be incurred by the Minister in respect of that period to administer and pay expenses relating to prescribed housing programs excluding such costs as may be prescribed.

Exclusions

(2) The Minister may, in his or her discretion, make payments to a person in relation to transferred housing programs or transferred housing projects and those payments are not included in the provincial housing costs.

Amount

(3) The amount of the provincial housing costs for a prescribed billing period is to be determined in accordance with the regulations, and may include estimates of costs still to be incurred in respect of the billing period.

Same

(4) If the amount of the provincial housing costs includes an estimate of costs still to be incurred, the amount may be recalculated in accordance with section 119.

Recoverable amount

118. (1) The Minister shall determine, in accordance with the regulations, the amount to be recovered by the Crown in right of Ontario under this Act in respect of the provincial housing costs for a prescribed billing period.

Allocation

(2) The Minister shall allocate the amount determined under subsection (1) among the service managers in accordance with the regulations.

Notice

(3) The Minister shall give each service manager a written notice setting out the amount allocated to the service manager for the billing period, the date by which the service manager is required to pay the allocated amount and such other information as may be prescribed.

When notice to be given

(4) The notice must be given on or before the date the allocated amount is payable.

Payment

(5) The service manager shall pay the allocated

**PARTIE VII
PAIEMENT DES COÛTS DU LOGEMENT
ENGAGÉS PAR LA PROVINCE OU PAR LES
GESTIONNAIRES DE SERVICES**

**COÛTS DU LOGEMENT ENGAGÉS
PAR LA PROVINCE**

Coûts du logement engagés par la province

117. (1) Pour l'application de la présente loi, les coûts du logement engagés par la province pendant une période donnée représentent la somme calculée par le ministre comme étant le total des coûts engagés ou à engager par lui à l'égard de cette période pour administrer et payer les dépenses afférentes aux programmes de logement prescrits, à l'exclusion des coûts prescrits.

Exclusions

(2) Le ministre peut, à sa discrétion, verser des sommes à une personne à l'égard de programmes de logements transférés ou d'ensembles domiciliaires transférés. Ces sommes sont exclues des coûts du logement engagés par la province.

Calcul des coûts

(3) Les coûts du logement engagés par la province pour une période de facturation prescrite sont calculés conformément aux règlements et peuvent comprendre des estimations des coûts à engager pendant la période de facturation.

Idem

(4) S'ils comprennent des estimations de coûts à engager, les coûts du logement engagés par la province peuvent être calculés de nouveau conformément à l'article 119.

Coûts recouvrables

118. (1) Le ministre calcule, conformément aux règlements, la somme à recouvrer par la Couronne du chef de l'Ontario en application de la présente loi à l'égard des coûts du logement engagés par la province pendant une période de facturation prescrite.

Répartition

(2) Le ministre répartit entre les gestionnaires de services, conformément aux règlements, la somme calculée en application du paragraphe (1).

Avis

(3) Le ministre donne à chaque gestionnaire de services un avis écrit précisant la somme qui lui est attribuée pour la période de facturation, la date à laquelle la somme est payable et tout autre renseignement prescrit.

Délai

(4) L'avis est donné au plus tard à la date à laquelle la somme attribuée est payable.

Versement

(5) Le gestionnaire de services verse la somme qui lui

amount to the Minister of Finance in accordance with the notice.

Recalculation of provincial housing costs

119. (1) If the amount of the provincial housing costs for a prescribed billing period as determined under section 117 includes an estimate of costs still to be incurred, the Minister shall recalculate the amount when the actual costs become known and shall make the necessary adjustment in the amount payable by each service manager.

Change in allocations

(2) If the Minister is of the opinion that an adjustment is required to a determination under section 117 or to an allocation to a service manager under section 118, or to both, the Minister may review the matter and make the necessary adjustment in the amount payable by one or more service managers.

Determination final

(3) Subject to subsections (1) and (2), the Minister's determination and allocation are final.

Notice of adjustment

(4) If the Minister makes an adjustment under subsection (1) or (2) in an amount payable by a service manager, the Minister shall give the service manager a written notice of the adjustment, and subsections 118 (3) and (4) apply to this notice with necessary modifications.

Refund or credit

(5) If an amount allocated to a service manager is reduced as a result of an adjustment under subsection (1) or (2), the Minister of Finance shall,

- (a) pay the difference to the service manager; or
- (b) subtract the difference from the amount allocated to the service manager for the next prescribed billing period.

Additional payment by service manager

(6) If an amount allocated to a service manager is increased as a result of an adjustment under subsection (1) or (2), the service manager shall pay the difference to the Minister of Finance in accordance with the notice.

Interest and penalties

120. If a service manager does not pay the Minister of Finance the amount payable under a notice given under section 118 or 119, the Crown in right of Ontario may charge the service manager interest and penalties in accordance with the regulations.

Collection of amounts owing

121. (1) An amount allocated to a service manager is a debt of the service manager owing to the Crown in right of Ontario on and after the due date set out in the notice, and the debt together with any interest or penalty

est attribuée au ministre des Finances conformément à l'avis.

Nouveau calcul des coûts du logement engagés par la province

119. (1) Si les coûts du logement engagés par la province pour une période de facturation prescrite, calculés en application de l'article 117, comprennent des estimations de coûts à engager, le ministre procède à un nouveau calcul lorsque les coûts réels sont connus et rajuste en conséquence la somme payable par chaque gestionnaire de services.

Modification des calculs

(2) S'il est d'avis qu'un rajustement s'impose à l'égard d'un calcul effectué en application de l'article 117 ou de la somme attribuée à un gestionnaire de services en application de l'article 118, ou à l'égard des deux, le ministre peut réexaminer la question et rajuster en conséquence la somme payable par un ou plusieurs gestionnaires de services.

Calcul et attribution définitifs

(3) Sous réserve des paragraphes (1) et (2), le calcul et l'attribution qu'effectue le ministre sont définitifs.

Avis de rajustement

(4) S'il rajuste, en application du paragraphe (1) ou (2), la somme payable par un gestionnaire de services, le ministre donne à ce dernier un avis écrit du rajustement, et les paragraphes 118 (3) et (4) s'appliquent à l'avis, avec les adaptations nécessaires.

Remboursement ou crédit

(5) Si un rajustement effectué en application du paragraphe (1) ou (2) a pour effet de réduire la somme attribuée à un gestionnaire de services, le ministre des Finances :

- a) soit rembourse la différence au gestionnaire de services;
- b) soit déduit la différence de la somme attribuée au gestionnaire de services pour la période de facturation prescrite suivante.

Somme majorée

(6) Si un rajustement effectué en application du paragraphe (1) ou (2) a pour effet de majorer la somme attribuée à un gestionnaire de services, ce dernier verse la différence au ministre des Finances conformément à l'avis.

Intérêts et pénalités

120. Si un gestionnaire de services ne verse pas au ministre des Finances la somme qu'il doit payer selon un avis donné en application de l'article 118 ou 119, la Couronne du chef de l'Ontario peut lui imposer des intérêts et des pénalités conformément aux règlements.

Recouvrement des créances

121. (1) La somme attribuée à un gestionnaire de services constitue une créance de la Couronne du chef de l'Ontario à compter de la date d'exigibilité que précise l'avis. Cette créance, majorée des intérêts ou des

that is charged by the Crown under this Act may be recovered by any remedy or procedure available to the Crown by law.

Same

(2) The Minister of Finance may set off against amounts owing to the service manager under a housing program any amount payable by the service manager to the Minister of Finance.

SERVICE MANAGER'S HOUSING COSTS

Service manager's housing costs

122. (1) A service manager's housing costs for a period are the sum of,

- (a) the total of the costs incurred or to be incurred by the service manager in respect of that period in funding and administering, in accordance with this Act and the regulations, the service manager's transferred housing programs as they relate to its transferred housing projects; and
- (b) the portion of provincial housing costs that the Minister allocated to the service manager under subsection 118 (2) for that period.

Exclusions

(2) A service manager's housing costs do not include such amounts as may be prescribed.

Calculation by service manager

123. (1) A service manager shall calculate the amount of its housing costs and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Billing periods

(2) A municipal service manager may set its own billing periods for billing independent municipalities in its service area, and a ssab service manager may do so for billing municipalities in its service area.

Estimates of future costs

(3) A service manager may include in the amount referred to in subsection (1) estimates of costs still to be incurred in respect of the billing period; in that case, section 126 applies.

Apportionment by municipal service manager

124. (1) A municipal service manager that has one or more independent municipalities in its service area shall apportion the amount of its housing costs calculated under subsection 123 (1) among itself and the independent municipalities in accordance with the regulations.

pénalités imposés, le cas échéant, par la Couronne en vertu de la présente loi, peut être recouvrée au moyen de tout recours ou de toute procédure dont cette dernière peut se prévaloir en droit.

Idem

(2) Le ministre des Finances peut compenser les sommes exigibles du gestionnaire de services par les créances qu'il a envers lui dans le cadre d'un programme de logement.

COÛTS DU LOGEMENT ENGAGÉS PAR LES GESTIONNAIRES DE SERVICES

Coûts du logement engagés par les gestionnaires de services

122. (1) Les coûts du logement engagés par un gestionnaire de services pendant une période donnée représentent la somme de ce qui suit :

- a) le total des coûts engagés ou à engager par le gestionnaire de services à l'égard de cette période pour le financement et l'administration, conformément à la présente loi et aux règlements, de ses programmes de logement transférés en ce qui concerne ses ensembles domiciliaires transférés;
- b) la partie des coûts du logement engagés par la province que le ministre a attribuée au gestionnaire de services en application du paragraphe 118 (2) pour cette période.

Exclusions

(2) Les coûts prescrits ne font pas partie des coûts du logement engagés par le gestionnaire de services.

Calcul effectué par le gestionnaire de services

123. (1) Le gestionnaire de services calcule ses coûts du logement conformément aux exigences prescrites.

Périodes de facturation

(2) La municipalité gestionnaire de services peut fixer ses propres périodes de facturation aux fins de la facturation des municipalités indépendantes situées dans son aire de service, et le conseil gestionnaire de services peut faire de même aux fins de la facturation des municipalités situées dans son aire de service.

Estimation des coûts futurs

(3) Le gestionnaire de services peut inclure dans la somme visée au paragraphe (1) des estimations des coûts à engager à l'égard de la période de facturation, auquel cas l'article 126 s'applique.

Répartition des coûts du logement

124. (1) La municipalité gestionnaire de services dont l'aire de service compte une ou plusieurs municipalités indépendantes répartit ses coûts du logement, calculés en application du paragraphe 123 (1), entre elle-même et les municipalités indépendantes, conformément aux règlements.

Notice to municipalities

(2) A municipal service manager shall give each of the independent municipalities a written notice for each billing period setting out,

- (a) the amount apportioned to the municipality for the billing period;
- (b) the date the amount is payable; and
- (c) such other information as may be prescribed.

Same

(3) The notice must be given on or before the date the amount is payable.

Payment

(4) Each independent municipality shall pay the amount set out in the notice to the municipal service manager in accordance with the notice.

Apportionment by dssab service manager

125. (1) A dssab service manager shall apportion the amount of its housing costs calculated under subsection 123 (1) between the municipalities within its service area and the territory without municipal organization in its service area and shall do so in accordance with the regulations.

Same

(2) After making the apportionment required by subsection (1) to the municipalities as a group, the dssab service manager shall further apportion the group apportionment among the municipalities and shall do so in accordance with the regulations.

Payment

(3) Each municipality shall pay the amount apportioned to it under subsection (2) to the dssab service manager on demand.

Same

(4) The Minister shall pay the amount apportioned to the territory without municipal organization under subsection (1) to the dssab service manager in accordance with the regulations.

Recovery of amount

(5) The amount apportioned to the territory without municipal organization under subsection (1) may be recovered by the Crown from persons living in the territory in the same manner as taxes imposed on property under the *Provincial Land Tax Act*.

Deeming

(6) A regulation may specify that a municipality shall be deemed to be territory without municipal organization for the purposes of this section.

Recalculation of housing costs

126. (1) If an amount determined under subsection 123 (1) includes estimates of costs still to be incurred, the service manager shall recalculate the amount when

Notification aux municipalités

(2) Pour chaque période de facturation, la municipalité gestionnaire de services donne à chaque municipalité indépendante un avis écrit précisant ce qui suit :

- a) la somme qui lui est attribuée pour la période de facturation;
- b) la date à laquelle la somme est payable;
- c) tout autre renseignement prescrit.

Idem

(3) L'avis est donné au plus tard à la date à laquelle la somme est payable.

Versement

(4) Chaque municipalité indépendante verse la somme que précise l'avis à la municipalité gestionnaire de services conformément à celui-ci.

Répartition par le conseil gestionnaire de services

125. (1) Le conseil gestionnaire de services répartit ses coûts du logement, calculés en application du paragraphe 123 (1), entre les municipalités et le territoire non érigé en municipalité situé dans son aire de service, conformément aux règlements.

Idem

(2) Après avoir procédé à la première répartition exigée par le paragraphe (1), le conseil gestionnaire de services répartit entre les différentes municipalités, conformément aux règlements, la somme attribuée à l'ensemble des municipalités.

Versement

(3) Chaque municipalité verse au conseil gestionnaire de services, sur demande, la somme qui lui est attribuée en application du paragraphe (2).

Idem

(4) Le ministre verse au conseil gestionnaire de services, conformément aux règlements, la somme attribuée au territoire non érigé en municipalité en application du paragraphe (1).

Recouvrement

(5) La Couronne peut recouvrer la somme attribuée au territoire non érigé en municipalité en application du paragraphe (1) des personnes qui résident dans ce territoire de la même manière que les impôts prélevés sur les biens en application de la *Loi sur l'impôt foncier provincial*.

Assimilation

(6) Les règlements peuvent préciser qu'une municipalité est réputée faire partie du territoire non érigé en municipalité pour l'application du présent article.

Nouveau calcul des coûts du logement

126. (1) Si la somme calculée en application du paragraphe 123 (1) comprend des estimations de coûts à engager, le gestionnaire de services procède à un nou-

the actual costs become known and shall make the necessary adjustment in the amount payable by the affected municipalities.

Other adjustments

(2) If a service manager is of the opinion that an adjustment is required to a determination under section 123 or to an apportionment under section 124 or 125, as the case may be, or to both, the service manager may review the matter and make the necessary adjustment in the amount payable by the affected municipalities.

Determination final

(3) Subject to subsections (1) and (2), the service manager's determination and apportionment are final.

Notice of adjustment

(4) A service manager that makes an adjustment under subsection (1) or (2) shall give the affected municipality notice of the adjustment.

Refund or credit

(5) If an amount apportioned to a municipality is reduced as a result of an adjustment under subsection (1) or (2), the service manager shall,

- (a) pay the difference to the municipality; or
- (b) subtract the difference from the amount apportioned to the municipality for the next billing period or, if the service manager is a dssab service manager, from a future amount apportioned to the municipality as determined by the service manager.

Additional payment

(6) If an amount apportioned to a municipality is increased as a result of an adjustment under subsection (1) or (2), the municipality shall pay the difference to the service manager in accordance with the notice.

Interest and penalties

127. (1) If an independent municipality does not pay a municipal service manager the amount payable under a notice given under section 124 or 126, the service manager may charge the municipality interest and penalties in accordance with the regulations.

Same

(2) If a municipality within a dssab service manager's service area does not pay the service manager the amount payable under section 125 or 126, the service manager may charge the municipality interest and penalties in accordance with the regulations.

Collection of amounts owing

128. (1) An amount apportioned to a municipality is a debt of the municipality owing to the service manager, and the debt together with any interest or penalty that is charged by the service manager under this Act may be recovered by any remedy or procedure available to the service manager by law.

veau calcul lorsque les coûts réels sont connus et rajuste en conséquence la somme payable par les municipalités visées.

Autres rajustements

(2) S'il est d'avis qu'un rajustement s'impose à l'égard d'un calcul effectué en application de l'article 123 ou d'une attribution effectuée en application de l'article 124 ou 125, selon le cas, ou à l'égard des deux, le gestionnaire de services peut réexaminer la question et rajuster en conséquence la somme payable par les municipalités visées.

Calcul et attribution définitifs

(3) Sous réserve des paragraphes (1) et (2), le calcul et l'attribution qu'effectue le gestionnaire de services sont définitifs.

Avis de rajustement

(4) Le gestionnaire de services qui effectue un rajustement en application du paragraphe (1) ou (2) en avise la municipalité visée.

Remboursement ou crédit

(5) Si un rajustement effectué en application du paragraphe (1) ou (2) a pour effet de réduire la somme attribuée à une municipalité, le gestionnaire de services :

- a) soit rembourse la différence à la municipalité;
- b) soit déduit la différence de la somme attribuée à la municipalité pour la période de facturation suivante ou, s'il s'agit d'un conseil gestionnaire de services, d'une somme attribuée plus tard à la municipalité, telle qu'elle est calculée par le gestionnaire de services.

Somme majorée

(6) Si un rajustement effectué en application du paragraphe (1) ou (2) a pour effet de majorer la somme attribuée à une municipalité, cette dernière verse la différence au gestionnaire de services conformément à l'avis.

Intérêts et pénalités

127. (1) Si une municipalité indépendante ne lui verse pas la somme qu'elle doit payer selon un avis donné en application de l'article 124 ou 126, la municipalité gestionnaire de services peut lui imposer des intérêts et des pénalités conformément aux règlements.

Idem

(2) Si une municipalité située dans son aire de service ne lui verse pas la somme qu'elle lui doit en application de l'article 125 ou 126, le conseil gestionnaire de services peut lui imposer des intérêts et des pénalités conformément aux règlements.

Recouvrement des créances

128. (1) La somme attribuée à une municipalité constitue une créance du gestionnaire de services. Cette créance, majorée des intérêts ou des pénalités imposés, le cas échéant, par le gestionnaire de services en vertu de la présente loi, peut être recouvrée au moyen de tout recours ou de toute procédure dont ce dernier peut se prévaloir en droit.

Same

(2) The service manager may set off against amounts owing to the municipality by the service manager any amount payable by the municipality to the service manager.

DISTRIBUTION OF FEDERAL FUNDING**Payment to service managers**

129. (1) Each year, the Minister shall pay to each service manager the amount of federal funding for the year that the Minister determines, and shall make the payment in equal instalments that are due on January 1, April 1, July 1 and October 1.

Public notice

(2) The Minister shall publish a notice setting out the amount of federal funding payable to each service manager in *The Ontario Gazette*.

Use of funds

(3) The service manager is permitted to use the federal funds to defray the costs described in subsection (4) that are incurred by the service manager with respect to the housing programs prescribed for the purposes of this section and is not permitted to use those funds for any other purpose.

Same

(4) For the purposes of subsection (3), the permitted costs are those incurred in respect of residential accommodation and facilities, common areas and services used directly with the residential accommodation, but they do not include costs incurred in respect of non-residential uses such as commercial or institutional uses, social or recreational services and services or facilities related to mental or physical health care, education, corrections, food services, social support or public recreation.

Payments for GTA

(5) Despite subsection (1), the Minister shall pay any amount of federal funding allocated under this section to GTA service managers in accordance with section 131.

Payment re financing

(6) The Minister may use some or all of the amount of federal funding allocated to a service manager to pay an amount owing by the Ontario Housing Corporation under a debenture issued by the Ontario Housing Corporation in favour of the Canada Mortgage and Housing Corporation securing the capital funding advanced by Canada Mortgage and Housing Corporation for a housing project developed under the *National Housing Act* (Canada) that is located within the service area of the service manager.

Reduction

(7) The amount payable to a service manager under subsection (1) is reduced by any amount paid by the

Idem

(2) Le gestionnaire de services peut compenser les sommes exigibles de la municipalité par les créances qu'il a envers elle.

DISTRIBUTION DES SUBVENTIONS FÉDÉRALES**Versement aux gestionnaires de services**

129. (1) Le ministre verse à chaque gestionnaire de services, en versements égaux échéant le 1^{er} janvier, le 1^{er} avril, le 1^{er} juillet et le 1^{er} octobre de l'exercice, la portion de la subvention fédérale qu'il décide.

Avis public

(2) Le ministre publie dans la *Gazette de l'Ontario* un avis précisant la portion de la subvention fédérale qui est payable à chaque gestionnaire de services.

Affectation des sommes

(3) Le gestionnaire de services est autorisé à affecter sa portion de la subvention fédérale aux coûts visés au paragraphe (4) qu'il engage à l'égard des programmes de logement prescrits pour l'application du présent article, mais il ne peut l'affecter à aucune autre fin.

Idem

(4) Pour l'application du paragraphe (3), les coûts autorisés sont ceux qui sont engagés à l'égard de locaux d'habitation et d'installations, d'aires communes et de services utilisés directement avec ceux-ci. Sont toutefois exclus les coûts engagés à l'égard des utilisations non résidentielles, par exemple les utilisations commerciales ou institutionnelles, les services sociaux ou récréatifs et les services ou installations liés aux soins de santé physique ou mentale, à l'enseignement, aux services correctionnels, aux services d'alimentation, au soutien social ou aux loisirs publics.

Versements pour le GT

(5) Malgré le paragraphe (1), le ministre verse aux gestionnaires de services du GT, conformément à l'article 131, la portion de la subvention fédérale qui leur est attribuée, le cas échéant, en application du présent article.

Versement de la subvention

(6) Le ministre peut affecter tout ou partie de la portion de la subvention fédérale qui est attribuée à un gestionnaire de services au paiement d'une somme due par la Société de logement de l'Ontario au titre d'une débenture qu'elle a émise en faveur de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour garantir les fonds pour immobilisations avancés par cette dernière à l'égard d'un ensemble domiciliaire aménagé sous le régime de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada) et situé dans l'aire de service du gestionnaire de services.

Réduction de la subvention

(7) La somme payable à un gestionnaire de services en application du paragraphe (1) est réduite de toute

Minister under subsection (6) or (9).

Notice by Minister

(8) The Minister shall give written notice to the service manager of any payment made by the Minister under subsection (6) or (9) and shall do so no later than 30 days after the payment is made.

Transition

(9) The Minister may, at any time before payment is due to a service manager, pay to a local housing corporation in which the service manager is a shareholder all or part of the amount otherwise payable to the service manager under subsection (1) that is due on January 1, 2001, April 1, 2001 or July 1, 2001.

SPECIAL RULES FOR THE GREATER TORONTO AREA

Definition

130. In sections 131 to 133,

“GTA service manager” means the City of Toronto or the regional municipality of Durham, Halton, Peel or York.

GTA equalization

131. (1) Despite sections 123 to 129, the rules governing payment by GTA service managers of their own housing costs are the rules set out in this section.

Application of certain provisions

(2) Sections 117 to 122 apply in respect of GTA service managers.

Notice to Minister

(3) A GTA service manager shall give the Minister a written notice setting out the amount of the GTA service manager's housing costs for each billing period specified by the Minister, and the notice must contain such information as the Minister may require.

Estimates of future costs

(4) The GTA service manager may include in the amount referred to in subsection (3) estimates of costs still to be incurred in respect of the billing period; in that case, section 126 applies.

Reallocation

(5) The Minister shall, in accordance with the regulations,

- (a) reallocate among the GTA service managers the sum of the housing costs of all GTA service managers as determined by each of them for the billing period;
- (b) determine, for each GTA service manager, how much of the amount reallocated to it under clause (a) the service manager is required to pay to the Minister of Finance; and
- (c) determine, for each GTA service manager, how

somme versée par le ministre en vertu du paragraphe (6) ou (9).

Avis donné par le ministre

(8) Le ministre donne au gestionnaire de services un avis écrit de tout versement qu'il fait en vertu du paragraphe (6) ou (9), dans les 30 jours qui suivent le versement.

Disposition transitoire

(9) Le ministre peut, à n'importe quel moment avant l'échéance d'un versement qu'il est tenu de faire à un gestionnaire de services en application du paragraphe (1), verser à une société locale de logement dans laquelle le gestionnaire de services détient des actions une partie ou la totalité du versement échéant le 1^{er} janvier 2001, le 1^{er} avril 2001 ou le 1^{er} juillet 2001.

RÈGLES PARTICULIÈRES APPLICABLES AU GRAND TORONTO

Définition

130. La définition qui suit s'applique aux articles 131 à 133.

«gestionnaire de services du GT» La cité de Toronto ou la municipalité régionale de Durham, de Halton, de Peel ou de York.

Péréquation dans le cas du GT

131. (1) Malgré les articles 123 à 129, les règles régissant le paiement, par les gestionnaires de services du GT, de leurs propres coûts du logement sont celles énoncées au présent article.

Application de certaines dispositions

(2) Les articles 117 à 122 s'appliquent à l'égard des gestionnaires de services du GT.

Notification au ministre

(3) Les gestionnaires de services du GT donnent au ministre un avis écrit précisant leurs coûts du logement pour chaque période de facturation qu'il précise et contenant les renseignements qu'il exige.

Estimation des coûts futurs

(4) Les gestionnaires de services du GT peuvent inclure dans la somme visée au paragraphe (3) des estimations des coûts à engager à l'égard de la période de facturation, auquel cas l'article 126 s'applique.

Nouvelle répartition

(5) Le ministre fait ce qui suit conformément aux règlements :

- a) il répartit de nouveau entre les gestionnaires de services du GT l'ensemble des coûts du logement engagés par chacun d'eux selon leurs calculs pour la période de facturation;
- b) il calcule, pour chaque gestionnaire de services du GT, la partie de la somme qui lui a été attribuée de nouveau en application de l'alinéa a) qu'il doit verser au ministre des Finances;
- c) il calcule, pour chaque gestionnaire de services du

much of the amount reallocated to it under clause (a) the service manager is required to pay to one or more of the other GTA service managers.

Notice to service manager

(6) The Minister shall give each GTA service manager a written notice setting out,

- (a) the amount allocated to each GTA service manager under clause (5) (a);
- (b) the amount each GTA service manager must pay to the Minister, as determined under clause (5) (b);
- (c) the amount each GTA service manager must pay to the other GTA service managers, as determined under clause (5) (c);
- (d) the dates on which the amounts referred to in clauses (b) and (c) are payable; and
- (e) such other information as the Minister considers appropriate.

When notice to be given

(7) The notice under subsection (6) shall be given on or before the earliest of the dates on which the amounts are payable.

Payment

(8) A GTA service manager shall make payment to the Minister of Finance and to the other service managers in accordance with the notice.

Interest and penalties

(9) If a GTA service manager does not pay the Minister of Finance or another GTA service manager the amount payable under a notice given under subsection (6), the Crown in right of Ontario or the other GTA service manager, as the case may be, may charge the service manager interest and penalties in accordance with the regulations.

Collection of amounts payable

(10) An amount payable under a notice given under subsection (6) is a debt of the GTA service manager owing to the Crown in right of Ontario or to another GTA service manager, as the case may be, on and after the due date set out in the notice, and the debt together with any interest or penalty that is charged on the debt under this Act may be recovered by any remedy or procedure available by law to the Crown or the GTA service manager, as the case may be.

Change in allocation method

132. (1) The method established under section 131 of allocating GTA service managers' housing costs among the GTA service managers may be changed in accordance with this section.

GT, la partie de la somme qui lui a été attribuée de nouveau en application de l'alinéa a) qu'il doit verser à un ou plusieurs autres gestionnaires de services du GT.

Notification au gestionnaire de services

(6) Le ministre donne à chaque gestionnaire de services du GT un avis écrit précisant ce qui suit :

- a) la somme qui est attribuée à chaque gestionnaire de services du GT en application de l'alinéa (5) a);
- b) la somme, calculée en application de l'alinéa (5) b), que chaque gestionnaire de services du GT doit verser au ministre;
- c) la somme, calculée en application de l'alinéa (5) c), que chaque gestionnaire de services du GT doit verser aux autres gestionnaires de services du GT;
- d) les dates auxquelles les sommes visées aux alinéas b) et c) sont payables;
- e) tout autre renseignement que le ministre estime approprié.

Délai de remise de l'avis

(7) L'avis prévu au paragraphe (6) est donné au plus tard à la première des dates auxquelles les sommes sont payables.

Versement

(8) Chaque gestionnaire de services du GT fait le versement au ministre des Finances et aux autres gestionnaires de services conformément à l'avis.

Intérêts et pénalités

(9) Si un gestionnaire de services du GT ne verse pas au ministre des Finances ou à un autre gestionnaire de services du GT la somme qu'il doit payer selon un avis donné en application du paragraphe (6), la Couronne du chef de l'Ontario ou l'autre gestionnaire de services du GT, selon le cas, peut lui imposer des intérêts et des pénalités conformément aux règlements.

Recouvrement des créances

(10) La somme que doit payer chaque gestionnaire de services du GT selon un avis donné en application du paragraphe (6) constitue une créance de la Couronne du chef de l'Ontario ou de l'autre gestionnaire de services du GT, selon le cas, à compter de la date d'exigibilité que précise l'avis. Cette créance, majorée des intérêts ou des pénalités imposés, le cas échéant, en vertu de la présente loi, peut être recouvrée au moyen de tout recours ou de toute procédure dont la Couronne du chef de l'Ontario ou l'autre gestionnaire de services du GT, selon le cas, peut se prévaloir en droit.

Nouvelle méthode de répartition

132. (1) La méthode établie en application de l'article 131 pour la répartition, entre les gestionnaires de services du GT, des coûts du logement engagés par eux peut être modifiée conformément au présent article.

Agreement

(2) The GTA service managers may change the method of allocating their housing costs if the change is agreed upon by a majority of the service managers representing at least two-thirds of the total weighted assessment within the Greater Toronto Area as determined under the *Municipal Act*.

Effect of agreement

(3) If an agreement is made under this section, the Minister shall make the reallocation and the determinations described in section 131 in accordance with the agreement and not in accordance with the regulations.

Request for review

133. (1) A GTA service manager who disagrees with an allocation made by the Minister under section 131 may request that the allocation be reviewed, and shall do so in accordance with this section.

Notice to Minister

(2) The service manager shall give written notice of the request to the Minister and the notice must contain such information as may be prescribed.

Notice by Minister

(3) Using the prescribed criteria, the Minister shall determine whether the allocation is reviewable and shall notify the service manager of his or her decision.

Request to GTSB

(4) If the Minister determines that the allocation is reviewable, the service manager may ask the Greater Toronto Services Board to undertake a review.

Review by GTSB

(5) The Greater Toronto Services Board shall establish a committee to undertake the review requested by the service manager, and subsection 23 (3) of the *Greater Toronto Services Board Act, 1998* applies to the committee.

Powers of GTSB

- (6) When a committee is established, the Board may,
 - (a) appoint any of the employees or agents of the Board to conduct an audit or investigation of the service manager for the purpose of assisting in the review;
 - (b) require the service manager to give the Board such information, documents and reports as the Board may request with respect to the allocation being reviewed.

**PART VIII
SOCIAL HOUSING SERVICES
CORPORATION**

Definition

134. In this Part,

Accord

(2) Les gestionnaires de services du GT peuvent modifier la méthode de répartition de leurs coûts du logement avec l'accord de la majorité des gestionnaires de services représentant au moins les deux tiers de l'évaluation pondérée totale du Grand Toronto, calculée en application de la *Loi sur les municipalités*.

Effet de l'accord

(3) Si un accord est conclu en vertu du présent article, le ministre procède à la nouvelle répartition et aux calculs visés à l'article 131 conformément à l'accord et non conformément aux règlements.

Demande de révision

133. (1) Le gestionnaire de services du GT qui n'est pas d'accord avec une somme attribuée par le ministre en application de l'article 131 peut en demander la révision conformément au présent article.

Notification au ministre

(2) Le gestionnaire de services donne au ministre un avis écrit de la demande qui contient les renseignements prescrits.

Avis donné par le ministre

(3) À l'aide des critères prescrits, le ministre décide si la somme attribuée est susceptible de révision et avise le gestionnaire de services de sa décision.

Demande présentée à la Commission

(4) Si le ministre décide que la somme attribuée est susceptible de révision, le gestionnaire de services peut demander à la Commission des services du grand Toronto de procéder à la révision.

Révision par la Commission

(5) La Commission des services du grand Toronto crée un comité chargé de procéder à la révision demandée par le gestionnaire de services, et le paragraphe 23 (3) de la *Loi de 1998 sur la Commission des services du grand Toronto* s'applique au comité.

Pouvoirs de la Commission

- (6) Lorsqu'elle crée un comité, la Commission peut :
 - a) charger n'importe lequel de ses employés ou représentants d'effectuer une vérification ou une enquête en ce qui concerne le gestionnaire de services pour aider à la révision;
 - b) exiger du gestionnaire de services qu'il lui remette les renseignements, documents et rapports qu'elle lui demande à l'égard de la somme attribuée faisant l'objet de la révision.

**PARTIE VIII
SOCIÉTÉ DES SERVICES
DE LOGEMENT SOCIAL**

Définition

134. La définition qui suit s'applique à la présente partie.

“corporation” means the corporation established under section 135.

Creation of corporation

135. (1) A corporation to be known in English as Social Housing Services Corporation and in French as Société des services de logement social is hereby established as a corporation without share capital.

Composition

- (2) The corporation is composed of,
- (a) all service managers;
 - (b) all local housing corporations;
 - (c) prescribed housing providers that are non-profit housing corporations;
 - (d) prescribed housing providers that are non-profit co-operative housing corporations; and
 - (e) other housing providers that meet such requirements as may be prescribed.

Restriction re certain members

(3) Members described in clause (2) (e) are permitted, but not required, to participate in the activities of the corporation.

Crown agency

(4) The corporation is not an agent of Her Majesty for any purpose, despite the *Crown Agency Act*, and it is not an administrative unit of the Government of Ontario.

Deemed institution

(5) The corporation shall be deemed to be an institution for the purposes of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and that Act applies, with necessary modifications, to the corporation.

Pensions

(6) The corporation shall be deemed to be an employer within the meaning and for the purposes of the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* but section 9 of that Act does not apply to the corporation or its employees.

Conflict of interest, indemnification

(7) Sections 132 and 136 of the *Business Corporations Act* apply, with necessary modifications, to members of the board and officers of the corporation.

Non-application

(8) The *Corporations Act* and the *Corporations Information Act* do not apply to the corporation.

Objects of the corporation

136. The objects of the corporation are,

- (a) to co-ordinate insurance programs for prescribed housing providers under prescribed housing programs;

«Société» La personne morale créée en application de l'article 135.

Création d'une personne morale

135. (1) Est créée une personne morale sans capital-actions appelée Société des services de logement social en français et Social Housing Services Corporation en anglais.

Composition

- (2) La Société se compose des membres suivants :
- a) tous les gestionnaires de services;
 - b) toutes les sociétés locales de logement;
 - c) les fournisseurs de logements prescrits qui sont des sociétés de logement sans but lucratif;
 - d) les fournisseurs de logements prescrits qui sont des coopératives de logement sans but lucratif;
 - e) les autres fournisseurs de logements qui satisfont aux exigences prescrites.

Restriction : certains membres

(3) Les membres visés à l'alinéa (2) e) sont autorisés à participer aux activités de la Société, mais ils ne sont pas obligés de le faire.

Organisme de la Couronne

(4) La Société n'est ni un mandataire de Sa Majesté à quelque fin que ce soit, malgré la *Loi sur les organismes de la Couronne*, ni un service administratif du gouvernement de l'Ontario.

Personne morale réputée une institution

(5) La Société est réputée une institution pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*, laquelle s'applique à elle avec les adaptations nécessaires.

Pensions

(6) La Société est réputée un employeur au sens et pour l'application de la *Loi sur le régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario*. Toutefois, l'article 9 de cette loi ne s'applique pas à la Société ni à ses employés.

Conflit d'intérêts : indemnisation

(7) Les articles 132 et 136 de la *Loi sur les sociétés par actions* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux administrateurs et aux dirigeants de la Société.

Non-application

(8) La *Loi sur les personnes morales* et la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s'appliquent pas à la Société.

Mission de la Société

136. La mission de la Société est la suivante :

- a) coordonner les programmes d'assurance pour les fournisseurs de logements prescrits dans le cadre des programmes de logement prescrits;

- (b) to manage the pooling of capital reserve funds for prescribed housing providers;
- (c) to establish and manage schemes for the joint purchase of goods and services by prescribed housing providers under prescribed housing programs;
- (d) to undertake studies and provide advice to the province, service managers and prescribed housing providers with respect to the establishment and use of benchmarks and best practices to achieve the efficient and effective provision of housing.

Powers

137. (1) The board of directors of the corporation has the powers of a natural person and the powers necessary to carry out the objects of the corporation and for that purpose may,

- (a) make by-laws governing its proceedings;
- (b) manage funds held by the corporation on behalf of prescribed housing providers or cause such funds to be managed;
- (c) establish investment policies to be followed by prescribed housing providers;
- (d) establish policies and processes for providing insurance to prescribed housing providers and tender for programs of insurance on behalf of prescribed housing providers;
- (e) study the costs and processes used in the provision of housing to which this Act applies and advise service managers and prescribed housing providers how these costs could be reduced and processes improved;
- (f) provide education and training programs to service managers and prescribed housing providers and their employees with respect to any of the above matters;
- (g) enter into agreements with any government, government agency, service manager or prescribed housing provider;
- (h) undertake any other activities related to the corporation's objects.

Limitation

(2) The corporation shall use its income solely in furtherance of its objects.

Board of directors

138. (1) The affairs of the corporation shall be managed by a board of directors consisting of two members appointed by the Minister, one of whom may be a representative of a local housing corporation, and the following members selected in accordance with the regulations:

- b) administrer la mise en commun des fonds de réserve pour immobilisations des fournisseurs de logements prescrits;
- c) établir et gérer des programmes pour l'achat en commun de produits et de services par les fournisseurs de logements prescrits dans le cadre des programmes de logement prescrits;
- d) effectuer des études et conseiller la province, les gestionnaires de services et les fournisseurs de logements prescrits à l'égard de l'établissement et de l'utilisation de données de référence et de pratiques exemplaires pour la fourniture efficace et efficiente de logements.

Pouvoirs

137. (1) Le conseil d'administration de la Société a les pouvoirs d'une personne physique et les pouvoirs nécessaires pour réaliser la mission de la Société. À cette fin, il peut faire ce qui suit :

- a) prendre des règlements administratifs régissant la conduite de ses travaux;
- b) gérer les fonds que détient la Société pour le compte des fournisseurs de logements prescrits ou faire en sorte qu'ils le soient;
- c) établir les politiques de placement que doivent suivre les fournisseurs de logements prescrits;
- d) établir les politiques et les méthodes à suivre pour la fourniture d'assurance aux fournisseurs de logements prescrits et présenter pour leur compte des appels d'offres pour des programmes d'assurance;
- e) étudier les coûts demandés et les méthodes utilisées pour fournir les logements auxquels s'applique la présente loi et conseiller les gestionnaires de services et les fournisseurs de logements prescrits sur la façon dont ces coûts pourraient être réduits et ces méthodes améliorées;
- f) offrir des programmes d'éducation et de formation concernant les questions susmentionnées aux gestionnaires de services et aux fournisseurs de logements prescrits ainsi qu'à leurs employés;
- g) conclure des accords avec tout gouvernement, organisme gouvernemental, gestionnaire de services ou fournisseur de logements prescrit;
- h) entreprendre toute autre activité qui se rapporte à la mission de la Société.

Restriction

(2) La Société n'affecte ses recettes qu'à la réalisation de sa mission.

Conseil d'administration

138. (1) Les affaires de la Société sont gérées par un conseil d'administration qui se compose de deux membres nommés par le ministre, dont un peut être un représentant d'une société locale de logement, et des membres suivants choisis conformément aux règlements :

1. One person, selected by the council of the City of Toronto.
2. One person selected by the councils of the regional municipalities of Durham, Halton, Peel and York.
3. One person selected by the council of the City of Toronto and the councils of the regional municipalities of Durham, Halton, Peel and York.
4. One person selected by the dssab service managers.
5. Four persons selected by the dssab service managers and the councils of the municipal service managers.
6. Three persons selected by the housing providers described in clause 135 (2) (c).
7. Two persons selected by the housing providers described in clause 135 (2) (d).

Term

(2) The term of a member of the board of directors is three years.

Same

(3) A member of the board of directors may hold office for more than one term.

End of term

(4) The term of a member of the board of directors ends on December 31 of the last year of his or her term but the member continues in office until his or her successor is elected or appointed.

First board

(5) Despite subsection (1), the first board of directors of the corporation is composed of 15 members appointed by the Minister for the following terms:

1. Five persons for a term ending December 31, 2002.
2. Eight persons for a term ending December 31, 2003.
3. Two persons for a term ending December 31, 2004.

Rotating terms

(6) The members of the first board of directors shall be replaced in the following manner:

1. In 2002 and each three years subsequently, the board of directors shall arrange for the selection of the members described in paragraphs 6 and 7 of subsection (1).
2. In 2003 and each three years subsequently, the board of directors shall arrange for the selection of the members described in paragraphs 1, 2, 3, 4 and 5 of subsection (1).
3. In 2004 and each three years subsequently, the Minister shall appoint the two members referred

1. Une personne choisie par le conseil de la cité de Toronto.
2. Une personne choisie par les conseils des municipalités régionales de Durham, de Halton, de Peel et de York.
3. Une personne choisie par le conseil de la cité de Toronto et les conseils des municipalités régionales de Durham, de Halton, de Peel et de York.
4. Une personne choisie par les conseils gestionnaires de services.
5. Quatre personnes choisies par les conseils gestionnaires de services et par les conseils des municipalités gestionnaires de services.
6. Trois personnes choisies par les fournisseurs de logements visés à l'alinéa 135 (2) c).
7. Deux personnes choisies par les fournisseurs de logements visés à l'alinéa 135 (2) d).

Mandat

(2) Le mandat des administrateurs est de trois ans.

Idem

(3) Le mandat des administrateurs est renouvelable.

Expiration du mandat

(4) Le mandat des administrateurs expire le 31 décembre de la dernière année de leur mandat. Toutefois, ils demeurent en fonction jusqu'à l'élection ou la nomination de leur remplaçant.

Premier conseil

(5) Malgré le paragraphe (1), le premier conseil d'administration de la Société se compose de 15 membres nommés par le ministre pour les mandats suivants :

1. Cinq personnes dont le mandat expire le 31 décembre 2002.
2. Huit personnes dont le mandat expire le 31 décembre 2003.
3. Deux personnes dont le mandat expire le 31 décembre 2004.

Rotation des mandats

(6) Les membres du premier conseil d'administration sont remplacés de la façon suivante :

1. En 2002 et tous les trois ans par la suite, le conseil d'administration prend des dispositions pour le choix des membres visés aux dispositions 6 et 7 du paragraphe (1).
2. En 2003 et tous les trois ans par la suite, le conseil d'administration prend des dispositions pour le choix des membres visés aux dispositions 1, 2, 3, 4 et 5 du paragraphe (1).
3. En 2004 et tous les trois ans par la suite, le ministre nomme les deux membres que le

to under subsection (1) as being appointed by the Minister.

Timing

(7) The selection referred to in paragraph 2 of subsection (6) shall be made after the date of the general election conducted under the *Municipal Elections Act, 1996*.

Vacancies, generally

139. (1) A member of the board of directors of the corporation who is a member of a council referred to in subsection 138 (1), a district social services administration board or the board of directors of a housing provider ceases to be a member of the board of directors of the corporation if he or she,

- (a) ceases to be a member of that council, district social services administration board or board of directors;
- (b) resigns; or
- (c) is unable to perform his or her duties or has refused to act for a period of 90 days.

Replacement

(2) If a vacancy occurs as described in subsection (1), the board of directors of the corporation shall appoint a person to hold office for the remainder of the unexpired term.

Vacancies, Ministerial appointments

(3) A member of the board of directors of the corporation who is appointed by the Minister ceases to be a member of the board if he or she resigns or is unable to perform his or her duties or has refused to act for a period of 90 days, and the Minister may appoint another person in his or her place for the remainder of the unexpired term.

Quorum

140. (1) A quorum consists of a majority of the members of the board of directors, which must, after December 31, 2002, include at least one member described in paragraph 6 or 7 of subsection 138 (1).

Voting

(2) Each member of the board of directors has one vote.

Tie vote

(3) The chair does not have a vote except for the purpose of breaking a tie.

Acting chair

(4) An acting chair described in subsection 141 (7) does have a vote.

Chair

141. (1) The board of directors shall elect one of its members as chair of the board.

Term

(2) The term of office of the chair is one year, but a

paragraphe (1) mentionne comme étant nommés par lui.

Date des élections

(7) Le choix visé à la disposition 2 du paragraphe (6) est fait après la date des élections générales tenues en application de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*.

Vacances : dispositions générales

139. (1) L'administrateur de la Société qui est membre d'un conseil municipal visé au paragraphe 138 (1), d'un conseil d'administration de district des services sociaux ou du conseil d'administration d'un fournisseur de logements cesse de l'être si, selon le cas :

- a) il cesse d'être membre de ce conseil;
- b) il démissionne;
- c) il est incapable d'exercer ses fonctions ou a refusé de le faire pendant une période de 90 jours.

Remplacement

(2) Si une vacance survient pour une raison mentionnée au paragraphe (1), le conseil d'administration de la Société nomme un remplaçant pour la durée restante du mandat.

Vacances : nominations faites par le ministre

(3) Les administrateurs de la Société qui sont nommés par le ministre cessent de l'être s'ils démissionnent ou s'ils sont incapables d'exercer leurs fonctions ou ont refusé de le faire pendant une période de 90 jours, auquel cas le ministre peut leur nommer un remplaçant pour la durée restante du mandat.

Quorum

140. (1) Le quorum est constitué de la majorité des administrateurs, qui doit comprendre, après le 31 décembre 2002, au moins un membre visé à la disposition 6 ou 7 du paragraphe 138 (1).

Vote

(2) Chaque administrateur dispose d'une voix.

Égalité des voix

(3) Le président ne dispose d'aucune voix, sauf en cas de partage.

Président intérimaire

(4) Le président intérimaire visé au paragraphe 141 (7), par contre, dispose d'une voix.

Président

141. (1) Le conseil d'administration élit un président parmi ses membres.

Mandat

(2) Le mandat du président est d'un an et peut être

person may be re-elected as chair for one additional term.

First board

(3) Despite subsections (1) and (2), the Minister shall appoint one of the members of the first board whose term expires on December 31, 2004 as chair for a term that ends on that date.

Disqualification

(4) A chair who ceases to be a member of the board of directors before the end of his or her term ceases to be the chair at the same time.

Vacancy

(5) If the office of the chair becomes vacant before the end of the chair's term,

- (a) the board of directors shall promptly elect another member of the board as chair for the remainder of the unexpired term; or
- (b) in the case of the first board, the Minister shall appoint another person, who need not be a member of the board, as chair for the remainder of the unexpired term.

Duty

(6) It is the duty of the chair to preside over the meetings of the board of directors.

Acting chair

(7) The board of directors may by by-law or resolution appoint a member of the board to act in the place of the chair when the chair is absent or refuses to act or the office of the chair is vacant and, while so acting, such member has all the powers and shall perform the duties of the chair.

Remuneration

142. (1) A member of the board of directors shall be paid such remuneration as the by-laws provide.

First chair

(2) Despite subsection (1), the Minister shall set the remuneration of the first chair.

Expenses

(3) A member of the board of directors is entitled to be reimbursed for reasonable expenses incurred in the course of performing his or her duties.

Decisions not made at meeting

143. (1) The board of directors may make a decision otherwise than at a meeting and the signature of a majority of the members of the board on a document setting out the decision is evidence of the board's decision.

Committees

(2) Subsection (1) applies with necessary modifications to a committee of the board of directors.

Chief executive officer

144. (1) The board of directors shall appoint a chief

renouvelé une fois.

Premier conseil

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), le ministre nomme président un des membres du premier conseil dont le mandat expire le 31 décembre 2004 pour un mandat qui expire à cette date.

Inhabilité

(4) Le président qui cesse d'être administrateur avant l'expiration de son mandat cesse, en même temps, d'être président.

Vacance

(5) Si la charge du président devient vacante avant l'expiration de son mandat :

- a) soit le conseil d'administration élit promptement un autre président parmi ses membres pour la durée restante du mandat;
- b) soit, dans le cas du premier conseil, le ministre nomme président une autre personne, qui ne doit pas nécessairement être administrateur pour la durée restante du mandat.

Fonction

(6) Le président a pour fonction de présider les réunions du conseil d'administration.

Président intérimaire

(7) Le conseil d'administration peut, par règlement administratif ou résolution, nommer un de ses membres pour remplacer le président lorsque celui-ci est absent ou refuse d'exercer ses fonctions ou que sa charge est vacante. Le membre ainsi nommé est investi des pouvoirs du président et exerce ses fonctions lorsqu'il agit à ce titre.

Rémunération

142. (1) Les administrateurs reçoivent la rémunération que prévoient les règlements administratifs.

Premier président

(2) Malgré le paragraphe (1), le ministre fixe la rémunération du premier président.

Indemnités

(3) Les administrateurs ont droit au remboursement des frais raisonnables qu'ils engagent dans l'exercice de leurs fonctions.

Décisions prises hors des réunions

143. (1) Le conseil d'administration peut prendre des décisions autrement qu'en réunion. La signature de la majorité des administrateurs qui figure sur un document énonçant une décision du conseil fait foi de celle-ci.

Comités

(2) Le paragraphe (1) s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux comités du conseil d'administration.

Chef de la direction

144. (1) Le conseil d'administration nomme un chef

executive officer who is responsible for the operation of the corporation and who shall implement the policies and procedures and perform such other duties as may be established by the board.

Secretary

(2) The chief executive officer is the secretary of the board of directors and shall conduct the elections under subsection 138 (1).

First CEO

(3) The chair appointed by the Minister for the first board is the chief executive officer until December 31, 2004 and, if that chair is replaced by the Minister under subsection 139 (3), the replacement is the chief executive officer until that date.

Approval and payment of expenditures

145. (1) This section applies with respect to expenditures incurred by the corporation during 2001, 2002, 2003 and 2004.

Budget

(2) The board of directors shall prepare a proposed annual budget for the corporation for 2001, 2002, 2003 and 2004 and shall submit the budget for each year to the Minister before the deadline fixed by the Minister.

Approval

(3) The Minister may approve any or all of the expenditures set out in the annual budget.

Payment

(4) The Minister of Finance shall pay the corporation an amount equal to the total of the expenditures that are incurred before December 31, 2004 and approved under subsection (3).

Annual report

146. (1) The corporation shall prepare an annual report on the affairs of the corporation and deliver it to the Minister within 150 days after the end of its fiscal year.

Contents

(2) The annual report shall include the audited financial statements and such other information as may be prescribed.

Copy to members

(3) A copy of the report shall be provided to each member of the board of directors.

Reports by service managers, etc.

147. (1) Service managers and housing providers shall file reports with the corporation containing the prescribed information in the prescribed manner and at the prescribed times.

Information on request

(2) On the request of the corporation, a service manager or housing provider shall provide the corporation with such information as the corporation considers necessary to carry out its objects.

de la direction qui est chargé du fonctionnement de la Société, qui met en œuvre les politiques et les méthodes qu'établit le conseil et qui exerce les autres fonctions qu'il lui attribue.

Secrétaire

(2) Le chef de la direction est le secrétaire du conseil d'administration et tient les élections prévues au paragraphe 138 (1).

Premier chef de la direction

(3) Le président que le ministre nomme au premier conseil est le chef de la direction jusqu'au 31 décembre 2004 et, si le ministre le remplace en vertu du paragraphe 139 (3), son remplaçant est le chef de la direction jusqu'à cette date.

Approbation et paiement des dépenses

145. (1) Le présent article s'applique à l'égard des dépenses que la Société engage en 2001, 2002, 2003 et 2004.

Prévisions budgétaires

(2) Le conseil d'administration prépare les prévisions budgétaires annuelles de la Société pour 2001, 2002, 2003 et 2004, et il présente au ministre les prévisions de chaque année avant la date que fixe ce dernier.

Approbation

(3) Le ministre peut approuver la totalité ou une partie des dépenses indiquées dans les prévisions budgétaires annuelles.

Versement

(4) Le ministre des Finances verse à la Société une somme égale au total des dépenses qu'elle a engagées avant le 31 décembre 2004 et qu'il a approuvées en vertu du paragraphe (3).

Rapport annuel

146. (1) La Société prépare un rapport annuel sur ses affaires et le remet au ministre dans les 150 jours qui suivent la fin de l'exercice.

Contenu

(2) Le rapport annuel comprend les états financiers vérifiés et les autres renseignements prescrits.

Copie aux membres

(3) Une copie du rapport est remise à chacun des administrateurs.

Rapports des gestionnaires de services

147. (1) Les gestionnaires de services et les fournisseurs de logements déposent auprès de la Société, de la manière et aux moments prescrits, des rapports qui comprennent les renseignements prescrits.

Renseignements fournis sur demande

(2) Les gestionnaires de services ou les fournisseurs de logements fournissent à la Société, sur demande, les renseignements qu'elle estime nécessaires à la réalisation de sa mission.

Immunity

148. No action or other proceeding for damages shall be brought against a member of the board of directors or any employee of the corporation as a result of any act done in good faith in the performance or intended performance of any duty under this Act or in the exercise or intended exercise of any power under this Act, or as a result of any neglect in the performance or exercise in good faith of such duty or power, but such action or proceeding may be brought against the corporation.

**PART IX
GENERAL**

ADMINISTRATIVE MATTERS

Conflicts

149. (1) This Act applies despite any general or special Act and despite any regulation made under any other Act.

Same

(2) In the event of a conflict between this Act and another Act or a regulation made under another Act, this Act prevails except where otherwise provided in this Act.

Power to amend, replace certain operating agreements

150. (1) This section applies with respect to an operating agreement to which the Government of Canada or the Canada Mortgage and Housing Corporation is a party that was entered into with respect to a prescribed transferred housing program.

Same

(2) The service manager to whom responsibility for funding and administering a housing project under the housing program to which the operating agreement relates and the housing provider may amend or terminate and replace the operating agreement as it relates to the housing project, and shall do so in writing.

Fraud control unit

151. (1) The Minister may establish a social housing fraud control unit or may assign duties for investigating and preventing social housing fraud to a social assistance fraud control unit established under subsection 57 (1) of the *Ontario Works Act, 1997*.

Local unit

(2) Each service manager may establish a local social housing fraud control unit or may assign duties for investigating and preventing social housing fraud in all or part of the service manager's geographic area to a local fraud control unit established under subsection 57 (2) of the *Ontario Works Act, 1997*.

Immunité

148. Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre un administrateur ou un employé de la Société pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des fonctions ou des pouvoirs que lui attribue la présente loi ou pour une négligence qu'il a commise dans l'exercice de bonne foi de ces fonctions ou pouvoirs. De telles actions ou instances peuvent toutefois être introduites contre la Société.

**PARTIE IX
DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

QUESTIONS ADMINISTRATIVES

Incompatibilité

149. (1) La présente loi s'applique malgré toute loi générale ou spéciale et tout règlement pris en application d'une autre loi.

Idem

(2) Sauf disposition contraire de la présente loi, les dispositions de celle-ci l'emportent sur les dispositions incompatibles d'une autre loi ou de ses règlements d'application.

**Pouvoir de modifier et de remplacer
certains accords d'exploitation**

150. (1) Le présent article s'applique à l'égard des accords d'exploitation auxquels est partie le gouvernement du Canada ou la Société canadienne d'hypothèques et de logement et qui ont été conclus à l'égard d'un programme de logement transféré prescrit.

Idem

(2) Le gestionnaire de services à qui est transférée la responsabilité du financement et de l'administration d'un ensemble domiciliaire visé par le programme de logement auquel se rapporte l'accord d'exploitation et le fournisseur de logements peuvent, par écrit, modifier ou résilier l'accord d'exploitation en ce qui concerne l'ensemble domiciliaire ou lui en substituer un nouveau.

Unité de répression des fraudes

151. (1) Le ministre peut constituer une unité de répression des fraudes en matière de logement social ou peut assigner à une unité de répression des fraudes de l'aide sociale constituée en vertu du paragraphe 57 (1) de la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail* des fonctions qui consistent à enquêter sur les fraudes en matière de logement social et à réprimer de telles fraudes.

Unité locale

(2) Le gestionnaire de services peut constituer une unité locale de répression des fraudes en matière de logement social ou peut assigner à une unité locale de répression des fraudes constituée en vertu du paragraphe 57 (2) de la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail* des fonctions qui consistent à enquêter sur les fraudes en matière de logement social dans tout ou partie de son aire de service et à réprimer de telles fraudes.

Mandate

(3) A fraud control unit established or assigned duties under this section may investigate the eligibility of a household to receive or to continue to receive rent-geared-to-income assistance, including possible violations of this Act and the regulations.

Deeming provision

(4) Persons engaged in investigations under this section or section 152 shall be deemed to be engaged in law enforcement for the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Eligibility review officers

152. (1) The Minister or a service manager may designate persons as eligibility review officers.

Investigation

(2) An eligibility review officer may investigate the past or present eligibility of a household to receive rent-geared-to-income assistance, and to investigate any member of a household under investigation, and for that purpose has the prescribed powers and the power to apply for and act under a search warrant.

Family support workers

(3) A service manager, or person or organization authorized to do so by the service manager, may designate persons as family support workers to assist any member of a household that is eligible for rent-geared-to-income assistance in taking whatever action is necessary to pursue financial support from persons with a legal obligation to provide it.

Powers and duties

(4) Family support workers have the prescribed powers and duties, including the authority to collect and disclose personal information to assist in legal proceedings for support and in the enforcement of agreements, orders and judgments relating to support.

Prohibition, obstruction

153. (1) No person shall obstruct or knowingly give false information to a person engaged in an investigation authorized by section 151 or 152.

Penalty

(2) A person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months or to both.

Electronic signature

154. (1) If this Act or the regulations require an indi-

Mandat

(3) L'unité de répression des fraudes constituée ou chargée de fonctions en vertu du présent article peut enquêter sur l'admissibilité ou l'admissibilité continue d'un ménage à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu, y compris sur d'éventuelles contraventions à la présente loi et aux règlements.

Présomption

(4) Les personnes qui effectuent des enquêtes pour l'application du présent article ou de l'article 152 sont réputées être chargées de l'exécution de la loi pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

Agents de révision de l'admissibilité

152. (1) Le ministre ou un gestionnaire de services peut désigner des personnes comme agents de révision de l'admissibilité.

Enquête

(2) L'agent de révision de l'admissibilité peut enquêter sur l'admissibilité antérieure ou actuelle d'un ménage à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu et sur les membres du ménage faisant l'objet de l'enquête et, à cette fin, il est investi des pouvoirs prescrits et du pouvoir de demander un mandat de perquisition et d'agir en vertu de celui-ci.

Agents d'aide au recouvrement

(3) Un gestionnaire de services, ou la personne ou l'organisme qu'il autorise à ce faire, peut désigner des personnes comme agents d'aide au recouvrement pour aider les membres d'un ménage qui est admissible à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu à prendre toute mesure nécessaire pour obtenir le soutien financier des personnes qui ont une obligation légale de le fournir.

Pouvoirs et fonctions

(4) Les agents d'aide au recouvrement sont investis des pouvoirs et des fonctions prescrits, notamment du pouvoir de recueillir et de divulguer des renseignements personnels pour apporter leur aide lors d'instances relatives aux aliments et lors de l'exécution forcée des ententes, accords, ordonnances et jugements relatifs aux aliments.

Entrave interdite

153. (1) Nul ne doit entraver le travail d'une personne qui effectue une enquête autorisée par l'article 151 ou 152 ni sciemment lui fournir de faux renseignements.

Peine

(2) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 5 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou d'une seule de ces peines.

Signature électronique

154. (1) Si la présente loi ou les règlements exigent

vidual's signature, one or more of the individual's personal identification number, password or photographic image may be used in the place of his or her signature to authenticate the individual's identity and to act as authorization of or consent to a transaction relating to an application for rent-geared-to-income assistance.

Storage

(2) If a person collects an individual's personal identification number, password or photographic image under this Act, it shall be recorded and stored in a secure electronic environment.

COLLECTION, USE AND DISCLOSURE OF PERSONAL INFORMATION

Personal information

155. (1) A housing provider and any person providing services with respect to a housing program prescribed for the purposes of this subsection or housing project prescribed for the purposes of this subsection, including any person acting pursuant to an agreement under section 15, shall comply with the prescribed standards for the collection, use, disclosure and safeguarding of privacy of personal information and for a person's access to his or her personal information.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to a housing provider or person that is defined as an institution under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Disclosure to institutions

(3) Where this Act or the regulations authorize the disclosure of information from or to an institution, as defined under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*,

- (a) subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and subsection 29 (2) of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* do not apply to the institution to which the information is being disclosed in respect of that information;
- (b) the information shall be deemed to have been disclosed for the purpose of complying with this section; and
- (c) the information shall be deemed to have been obtained or compiled by the receiving institution for a purpose consistent with the purpose for which the information was initially obtained or compiled.

la signature d'un particulier, son numéro d'identification personnel, son mot de passe ou son image photographique, ou toute combinaison de ceux-ci, peut être utilisé à la place de sa signature pour authentifier son identité et pour servir d'autorisation ou de consentement à une opération relative à une demande d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.

Stockage

(2) Le numéro d'identification personnel, le mot de passe ou l'image photographique d'un particulier que recueille une personne dans le cadre de la présente loi sont consignés et stockés dans un environnement électronique protégé.

COLLECTE, UTILISATION ET DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Renseignements personnels

155. (1) Tout fournisseur de logements et toute personne qui fournit des services à l'égard d'un programme de logement ou d'un ensemble domiciliaire prescrit pour l'application du présent paragraphe, y compris toute personne qui agit conformément à un accord visé à l'article 15, respectent les normes prescrites pour la collecte, l'utilisation et la divulgation des renseignements personnels, la protection de leur caractère confidentiel ainsi que l'accès de quiconque aux renseignements personnels qui le concernent.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au fournisseur de logements ou à la personne comprise dans la définition d'une institution au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

Divulgence aux institutions

(3) Si la présente loi ou les règlements autorisent la divulgation de renseignements par ou à une institution, au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* :

- a) le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et le paragraphe 29 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* ne s'appliquent pas, à l'égard de ces renseignements, à l'institution à laquelle ils sont divulgués;
- b) les renseignements sont réputés avoir été divulgués afin de se conformer au présent article;
- c) les renseignements sont réputés avoir été obtenus ou recueillis par l'institution à une fin compatible avec celle pour laquelle ils ont été obtenus ou recueillis à l'origine.

Control of record

(4) A person does not have control of a record for the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* just because the person is entitled under section 19 or 20, subsection 54 (4) or (9) or section 108 or 109 to obtain a copy of a record.

Agreements of Minister

156. (1) The Minister may enter into agreements with respect to the collection, use and disclosure of information with the following:

1. The Government of Canada or a department, ministry or agency of it.
2. The government of a province or territory in Canada or a department, ministry or agency of it.
3. The government of the United States or the government of a state of the United States or a department or agency of either.
4. A body that is an institution under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or under the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.
5. The government of another country or a department or agency of it.
6. Such other bodies as may be prescribed.

Disclosure of personal information

(2) The Minister may disclose to a government or body referred to in subsection (1) personal information collected for the purpose of administering or enforcing this Act and the regulations if,

- (a) the disclosure is made in accordance with the agreement;
- (b) the government or body administers or enforces a social benefit program or a social housing or rent-geared-to-income assistance program or is conducting research related to such programs or the information relates to the administration or enforcement of or research relating to the *Income Tax Act*, the *Income Tax Act* (Canada), the *Immigration Act* (Canada), or the prescribed Acts; and
- (c) the government or body agrees to use the information only for the purpose of administering, enforcing or conducting research related to a social benefit program or social housing or rent-geared-to-income assistance program, the *Income Tax Act*, the *Income Tax Act* (Canada), the *Immigration Act* (Canada) or the prescribed Acts.

Contrôle des documents

(4) Nul n'a le contrôle d'un document pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* pour le seul motif que l'article 19 ou 20, le paragraphe 54 (4) ou (9) ou l'article 108 ou 109 lui confère le droit d'en obtenir des copies.

Conclusion d'ententes par le ministre

156. (1) Le ministre peut conclure avec l'un ou l'autre des gouvernements ou entités suivants une entente à l'égard de la collecte, de l'utilisation et de la divulgation de renseignements :

1. Le gouvernement du Canada ou un de ses ministères ou organismes.
2. Le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada, ou un de ses ministères ou organismes.
3. Le gouvernement des États-Unis ou le gouvernement d'un État des États-Unis ou un des ministères ou organismes de l'un ou l'autre de ces gouvernements.
4. Une entité qui est une institution au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.
5. Le gouvernement d'un autre pays ou un de ses ministères ou organismes.
6. Toute autre entité prescrite.

Divulgence de renseignements personnels

(2) Le ministre peut divulguer à un gouvernement ou à une entité visés au paragraphe (1) les renseignements personnels recueillis aux fins de l'application ou de l'exécution de la présente loi et des règlements si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la divulgation est faite conformément à l'entente;
- b) le gouvernement ou l'entité administre ou exécute un régime de prestations sociales ou un programme de logement social ou d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu, ou effectue une recherche à l'égard d'un tel régime ou programme, ou les renseignements ont trait à l'application ou à l'exécution de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'immigration* (Canada) ou des lois prescrites, ou à une recherche à l'égard de ces lois;
- c) le gouvernement ou l'entité convient de n'utiliser les renseignements qu'aux fins de l'administration, de l'application ou de l'exécution d'un régime de prestations sociales ou d'un programme de logement social ou d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu, de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'immigration* (Canada) ou des

Confidentiality

(3) An agreement under this section shall provide that personal information collected, used or disclosed under it is confidential and shall establish mechanisms for maintaining the confidentiality and security of the information.

No notice required

(4) Subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and subsection 29 (2) of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* do not apply with respect to information collected under an agreement under subsection (1) if,

- (a) the information has been collected by data matching;
- (b) notice to the individual might frustrate an investigation; or
- (c) notice to the individual is not feasible.

Collection of personal information

(5) The Minister may collect personal information from a government or body with whom he or she has made an agreement under this section in accordance with that agreement.

Personal information disclosed

(6) A body described in paragraph 4 of subsection (1) may disclose personal information in its possession to the Minister, service manager or housing provider if the information is necessary for purposes related to their powers and duties under this Act.

Confidentiality provisions in other Acts

(7) Subsection (6) prevails over a provision in any other Act, other than the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Service manager bound

(8) A service manager is bound by the terms and conditions of an agreement with a government or body referred to in subsection (1) unless the service manager also has a similar agreement with that body.

Information about identifiable individuals

(9) Information disclosed under this section or section 157 shall not include the names of individuals unless information about identifiable individuals is necessary for the purposes of the agreement.

Disposition of personal information

(10) An agreement under this section or section 157 shall include a plan for the disposition of the personal information.

lois prescrites, ou qu'à des fins de recherche à leur égard.

Caractère confidentiel

(3) L'entente conclue en vertu du présent article prévoit que les renseignements personnels recueillis, utilisés ou divulgués aux termes de celle-ci sont confidentiels et établit un mécanisme de maintien de leur caractère confidentiel et de leur sécurité.

Avis non obligatoire

(4) Le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et le paragraphe 29 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* ne s'appliquent pas à l'égard des renseignements recueillis aux termes d'une entente conclue en vertu du paragraphe (1) si, selon le cas :

- a) les renseignements ont été recueillis par comparaison de données;
- b) la remise d'un avis au particulier pourrait avoir pour effet de contrecarrer une enquête;
- c) la remise d'un avis au particulier n'est pas possible.

Collecte de renseignements personnels

(5) Le ministre peut recueillir des renseignements personnels auprès d'un gouvernement ou d'une entité avec qui il a conclu une entente en vertu du présent article, conformément à l'entente.

Divulgarion de renseignements personnels

(6) Une entité visée à la disposition 4 du paragraphe (1) peut divulguer au ministre, au gestionnaire de services ou au fournisseur de logements les renseignements personnels qu'elle a en sa possession qui sont nécessaires à des fins liées aux pouvoirs et aux fonctions que leur attribue la présente loi.

Dispositions d'autres lois ayant trait au caractère confidentiel

(7) Le paragraphe (6) l'emporte sur les dispositions de toute autre loi, à l'exception de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

Obligation du gestionnaire de services

(8) Le gestionnaire de services est lié par les conditions d'une entente conclue avec un gouvernement ou une entité visé au paragraphe (1), à moins qu'il n'ait aussi conclu une entente semblable avec cette entité.

Renseignements sur les particuliers identifiables

(9) Les renseignements divulgués en vertu du présent article ou de l'article 157 ne doivent pas comprendre le nom de particuliers, sauf si des renseignements sur des particuliers identifiables sont nécessaires aux fins de l'entente.

Disposition des renseignements personnels

(10) Une entente visée au présent article ou à l'article 157 comprend des mesures pour disposer des renseignements personnels.

Accuracy of information

(11) The Minister and each service manager shall take reasonable measures to seek assurances that information collected under this section or section 157 is accurate and current.

Agreements of service managers

157. (1) With the approval of the Minister, a service manager may enter into an agreement with a government or body referred to in subsection 156 (1) with respect to the collection, use and disclosure of information.

Disclosure of information

(2) A service manager that is party to an agreement under subsection (1) may disclose personal information collected for the purpose of administering or enforcing this Act to any government or body with whom the agreement has been made if,

- (a) the disclosure is made in accordance with the agreement;
- (b) the government or body administers or enforces a social benefit program or a social housing or rent-geared-to-income assistance program or is conducting research related to a social benefit program or a social housing or rent-geared-to-income assistance program or the information relates to the administration or enforcement of or research relating to the *Income Tax Act*, the *Income Tax Act* (Canada), the *Immigration Act* (Canada) or the prescribed Acts; and
- (c) the government or body agrees to use the information only for the purpose of administering, enforcing or conducting research related to a social benefit program or a social housing or rent-geared-to-income assistance program, the *Income Tax Act*, the *Income Tax Act* (Canada), the *Immigration Act* (Canada) or the prescribed Acts.

Confidentiality

(3) An agreement under this section shall provide that personal information collected, used or disclosed under it is confidential and shall establish mechanisms for maintaining the confidentiality and security of the information.

Collection of personal information

(4) A service manager that is party to an agreement under subsection (1) may collect personal information from a government or body that is party to the agreement in accordance with that agreement.

Sharing information

158. The Minister, the Ontario Housing Corporation, the Social Housing Services Corporation, each service

Exactitude des renseignements

(11) Le ministre et chaque gestionnaire de services prennent des mesures raisonnables pour obtenir des garanties selon lesquelles les renseignements recueillis en application du présent article ou de l'article 157 sont exacts et à jour.

Conclusion d'ententes par les gestionnaires de services

157. (1) Le gestionnaire de services peut, avec l'approbation du ministre, conclure avec un gouvernement ou une entité visé au paragraphe 156 (1) une entente à l'égard de la collecte, de l'utilisation et de la divulgation de renseignements.

Divulguation de renseignements

(2) Le gestionnaire de services qui est partie à une entente visée au paragraphe (1) peut divulguer des renseignements personnels recueillis pour l'application ou l'exécution de la présente loi à tout gouvernement ou à toute entité avec qui il a conclu l'entente si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la divulgation est faite conformément à l'entente;
- b) le gouvernement ou l'entité administre ou exécute un régime de prestations sociales ou un programme de logement social ou d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu, ou effectue une recherche à l'égard d'un tel régime ou programme, ou les renseignements ont trait à l'application ou à l'exécution de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'immigration* (Canada) ou des lois prescrites, ou à une recherche à l'égard de ces lois;
- c) le gouvernement ou l'entité convient de n'utiliser les renseignements qu'aux fins de l'administration, de l'application ou de l'exécution d'un régime de prestations sociales ou d'un programme de logement social ou d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu, de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'immigration* (Canada) ou des lois prescrites, ou qu'à des fins de recherche à leur égard.

Caractère confidentiel

(3) L'entente conclue en vertu du présent article prévoit que les renseignements personnels recueillis, utilisés ou divulgués aux termes de celle-ci sont confidentiels et établit un mécanisme de maintien du caractère confidentiel et de la sécurité des renseignements.

Collecte de renseignements personnels

(4) Le gestionnaire de services qui est partie à une entente visée au paragraphe (1) peut recueillir des renseignements personnels auprès d'un gouvernement ou d'une entité qui est partie à l'entente, conformément à celle-ci.

Communication de renseignements

158. Le ministre, la Société de logement de l'Ontario, la Société des services de logement social, les gestion-

manager, each administrator, each housing provider, each lead agency and each person or organization providing services by contract to any of them may share with any of the following persons personal information in their possession and collected under this Act, the *Ontario Works Act, 1997*, the *Ontario Disability Support Program Act, 1997* or the *Day Nurseries Act*, if the information is necessary for purposes related to their powers and duties under this or those Acts:

1. With one another.
2. With the Director appointed under the *Ontario Disability Support Program Act, 1997* and any person exercising the Director's powers and duties under section 39 of that Act.
3. With the Director appointed under the *Ontario Works Act, 1997* and any person exercising the Director's powers and duties under section 47 of that Act.
4. With the Director or an administrator appointed under the *Day Nurseries Act*.

REGULATIONS

Regulations generally

159. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. Defining words and expressions that are not defined in the Act.
2. Prescribing any matter required or permitted by this Act to be, or referred to in this Act as, prescribed by the regulations, for which a specific power is not otherwise provided in sections 160 to 168.
3. Exempting any person, premises or thing, any combination of any of them or any class of any of them from any provision of this Act or the regulations, and prescribing conditions or restrictions that apply in respect of an exemption.
4. Providing for such transitional matters as the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the implementation of this Act.

Minister's regulations (general)

(2) The Minister may make regulations respecting the following matters:

1. Exempting any person, premises or thing, any combination of them or any class of them from any provision of a regulation made by the Minister and prescribing conditions or restrictions that apply in respect of an exemption.
2. Providing for such transitional matters relating to a regulation made by the Minister that the Minis-

naires de services, les administrateurs nommés en application de l'article 14, les fournisseurs de logements, les organismes responsables et les personnes ou organismes qui fournissent des services à contrat à l'une de ces personnes ou entités peuvent communiquer aux personnes et entités suivantes les renseignements personnels qui sont en leur possession et qui ont été recueillis en vertu de la présente loi, de la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail*, de la *Loi de 1997 sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées* ou de la *Loi sur les garderies* si les renseignements sont nécessaires aux fins liées aux pouvoirs et aux fonctions que leur attribuent la présente loi ou ces lois :

1. Les personnes et entités susmentionnées.
2. Le directeur nommé en application de la *Loi de 1997 sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées* et quiconque exerce ses pouvoirs et fonctions en vertu de l'article 39 de cette loi.
3. Le directeur nommé en application de la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail* et quiconque exerce ses pouvoirs et fonctions en vertu de l'article 47 de cette loi.
4. Le directeur ou l'administrateur nommé en application de la *Loi sur les garderies*.

RÈLEMENTS

Rèlements de nature générale

159. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Définir des termes non définis dans la présente loi.
2. Prescrire toute question que la présente loi exige ou permet de prescrire par règlement ou mentionner comme étant ainsi prescrite et pour laquelle un pouvoir précis n'est pas autrement prévu aux articles 160 à 168.
3. Soustraire des personnes, des lieux ou des choses, ou des combinaisons ou catégories de ceux-ci, à l'application d'une disposition de la présente loi ou des règlements et prescrire les conditions ou restrictions applicables en l'occurrence.
4. Prévoir les questions transitoires que le lieutenant-gouverneur en conseil estime nécessaires ou souhaitables relativement à l'application de la présente loi.

Rèlements de nature générale : ministre

(2) Le ministre peut, par règlement :

1. Soustraire des personnes, des lieux ou des choses, ou des combinaisons ou catégories de ceux-ci, à l'application d'une disposition d'un règlement qu'il a pris et prescrire les conditions ou restrictions applicables en l'occurrence.
2. Prévoir, à l'égard d'un règlement qu'il a pris, les questions transitoires qu'il estime nécessaires ou

ter considers necessary or advisable in connection with the implementation of the matter addressed by the regulation.

Transition regulations

(3) A regulation made under paragraph 4 of subsection (1),

- (a) may provide that despite the proclamation of this Act or a provision of this Act, this Act or the provision does not take effect in all or part of the province until the date specified in the regulation;
- (b) may provide that another Act or a provision of another Act that is repealed by this Act continues to apply, for a specified period of time and with necessary modifications, to specified things or in specified circumstances;
- (c) may specify that, for a specified period of time, a person is entitled to exercise the powers or required to perform the duties of another person under this or any other Act instead of the person otherwise entitled or required to do so and providing that actions by the person who exercises those powers or performs those duties shall be deemed, for the purposes of the applicable Act, to be the actions of the person otherwise entitled to exercise the powers or required to perform the duties under that Act.

General or particular

(4) A regulation may be general or particular in its application.

Classes

(5) A regulation may create different classes and may establish different rules in relation to the different classes.

Conditions and restrictions

(6) A regulation may impose conditions and restrictions with respect to the exercise of a power or the performance of a duty established by the regulation.

Regulations respecting Part I (Interpretation)

160. The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. Prescribing housing programs for the purposes of the definition of "federal funding" in section 2.
2. Prescribing criteria for the purposes of the definition of "high need household" in section 2.
3. Prescribing programs for the purposes of the definition of "housing program" in section 2.

Regulations respecting Part II (Service Managers)

161. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. For the purposes of section 5 (powers of service manager), prescribing additional powers and pre-

souhaitables relativement à la mise en oeuvre de ce dont traite le règlement.

Règlements transitoires

(3) Les règlements pris en application de la disposition 4 du paragraphe (1) peuvent :

- a) prévoir que, malgré sa proclamation, la présente loi ou une de ses dispositions n'entre en vigueur dans tout ou partie de la province qu'à la date que précise le règlement;
- b) prévoir qu'une autre loi ou une de ses dispositions qu'abroge la présente loi continue de s'appliquer, pendant une période déterminée et avec les adaptations nécessaires, aux choses précisées ou dans les circonstances précisées;
- c) préciser que, pendant une période déterminée, une personne peut exercer les pouvoirs ou doit exercer les fonctions que la présente loi ou une autre loi attribue à une autre personne à la place de celle-ci et prévoir que les mesures que prend la personne qui exerce ces pouvoirs ou fonctions à la place de l'autre personne sont réputées, pour l'application de la loi pertinente, des mesures prises par la personne qui, par ailleurs, pourrait exercer ces pouvoirs ou devrait exercer ces fonctions en application de cette loi.

Portée

(4) Les règlements peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Catégories

(5) Les règlements peuvent créer différentes catégories et peuvent établir des règles différentes à leur égard.

Conditions et restrictions

(6) Les règlements peuvent assortir de conditions et de restrictions l'exercice d'un pouvoir ou d'une fonction établi par règlement.

Règlements : partie I (définitions)

160. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescrire des programmes de logement pour l'application de la définition de «subvention fédérale» à l'article 2.
2. Prescrire des critères pour l'application de la définition de «ménage ayant des besoins importants» à l'article 2.
3. Prescrire des programmes pour l'application de la définition de «programme de logement» à l'article 2.

Règlements : partie II (gestionnaires de services)

161. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Pour l'application de l'article 5 (pouvoirs du gestionnaire de services), prescrire des pouvoirs

- scribing conditions and restrictions on the exercise of powers.
2. Prescribing municipalities for the purposes of subsection 8 (2) (powers of dssab service manager re debentures).
 3. Prescribing housing programs for the purposes of subsection 9 (2) (restrictions re mortgage financing).
 4. Prescribing the matters referred to in subsection 10 (1) as being prescribed (duties re transferred housing programs).
 5. For the purposes of subsection 10 (3), prescribing criteria and rules to be met with respect to the administration and funding of housing programs.
 6. Prescribing housing providers for the purposes of subsection 10 (6) (language of services).
 7. Prescribing the matters referred to in subsection 11 (1) (duties re rent-geared-to-income assistance) as being prescribed.
 8. Prescribing housing programs for the purposes of subsection 11 (2) (exclusions).
 9. Prescribing the matters referred to in subsection 11 (3) (service levels, modified units) as being prescribed.
 10. For the purposes of subsection 12 (1) (prescribed duties), prescribing additional duties of service managers.
 11. For the purposes of subsection 12 (2) (prescribed duties), prescribing conditions and restrictions on the performance of duties.
 12. Prescribing conditions and restrictions for the purposes of clause 14 (1) (b) (appointment of administrator).
 13. For the purposes of subsection 17 (3) (notice of project in difficulty), prescribing information to be included in the written notice.
 14. For the purposes of section 18 (records), prescribing the records to be kept by a service manager and the length of time that they must be kept.
 15. Prescribing dates, information and documents for the purposes of subsections 19 (1) and (2) (annual report).

Minister's regulations (Part II Service Managers)

(2) The Minister may make regulations in respect of the following matters:

1. For the purposes of subsection 4 (1) (designation of service manager), designating municipalities, district social services administration boards, area services boards and other agencies, boards and

additionnels et assortir leur exercice de conditions et de restrictions.

2. Prescrire des municipalités pour l'application du paragraphe 8 (2) (pouvoirs des conseils gestionnaires de services : débentures).
3. Prescrire des programmes de logement pour l'application du paragraphe 9 (2) (restrictions applicables aux prêts hypothécaires).
4. Prescrire les questions que le paragraphe 10 (1) (obligations : programmes de logement transférés) mentionne comme étant prescrites.
5. Pour l'application du paragraphe 10 (3), prescrire les critères et les règles à observer en ce qui concerne l'administration et le financement des programmes de logement.
6. Prescrire des fournisseurs de logements pour l'application du paragraphe 10 (6) (langue des services).
7. Prescrire les questions que le paragraphe 11 (1) (obligations : aide sous forme de loyer indexé sur le revenu) mentionne comme étant prescrites.
8. Prescrire des programmes de logement pour l'application du paragraphe 11 (2) (exclusions).
9. Prescrire les questions que le paragraphe 11 (3) (niveaux de service : logements modifiés) mentionne comme étant prescrites.
10. Pour l'application du paragraphe 12 (1) (fonctions prescrites), prescrire les autres fonctions des gestionnaires de services.
11. Pour l'application du paragraphe 12 (2) (fonctions prescrites), prescrire les conditions et les restrictions applicables à l'exercice des fonctions.
12. Prescrire des conditions et des restrictions pour l'application de l'alinéa 14 (1) b) (nomination d'un administrateur).
13. Pour l'application du paragraphe 17 (3) (avis d'ensemble en difficulté), prescrire les renseignements que doit comprendre l'avis écrit.
14. Pour l'application de l'article 18 (documents), prescrire les documents que le gestionnaire de services doit conserver et la durée pour laquelle il doit le faire.
15. Prescrire des dates, des renseignements et des documents pour l'application des paragraphes 19 (1) et (2) (rapport annuel).

Règlements du ministre : partie II (gestionnaires de services)

(2) Le ministre peut, par règlement :

1. Pour l'application du paragraphe 4 (1) (désignation des gestionnaires de services), désigner comme gestionnaires de services des municipalités, des conseils d'administration de district des

commissions as service managers.

2. For the purposes of subsection 4 (2) (service area), specifying the geographic area that is the service area of each service manager.
3. Establishing a system or process by which a service manager may obtain mortgage financing on behalf of or for the benefit of a housing provider described in section 9. The regulation may authorize another ministry or entity to operate the system or process.
4. For the purposes of subsection 15 (2) (agreement regarding performance by another person), prescribing conditions and restrictions on the authority of the service manager to enter into an agreement and on the scope of the agreement.

Regulations respecting Part III (Local Housing Corporations)

162. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. For the purposes of subsection 22 (7) (first share issuance), prescribing the number of common shares a local housing corporation is deemed to have issued to a prescribed service manager.
2. For the purposes of subsection 31 (3) (relationship of local housing corporation to related service manager), prescribing provincial rules governing the accountability of a local housing corporation to its related service manager for its operations and activities.
3. Prescribing housing programs for the purposes of subsection 31 (5) (relationship of local housing corporation to related service manager).
4. For the purposes of paragraph 3 of subsection 31 (5) (relationship of local housing corporation to related service manager), prescribing rules respecting the establishment and use of benchmarks and best practices.

Minister's regulations (Part III Local Housing Corporations)

(2) The Minister may make regulations respecting the following matters:

1. For the purposes of paragraph 1 of subsection 31 (5) (relationship of local housing corporation to related service manager), prescribing the manner of determining the amounts payable by a service manager to a local housing corporation.

Regulations respecting Part IV (Transfer Orders)

163. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations with respect to the following matters:

services sociaux, des régies régionales des services publics et d'autres organismes, conseils et commissions.

2. Pour l'application du paragraphe 4 (2) (aire de service), préciser la zone géographique qui constitue l'aire de service de chaque gestionnaire de services.
3. Mettre sur pied un mécanisme ou un processus qui permette à un gestionnaire de services d'obtenir un prêt hypothécaire pour le compte ou au profit d'un fournisseur de logements visé à l'article 9. Le règlement peut autoriser un autre ministère ou une autre entité à faire fonctionner le mécanisme ou le processus.
4. Pour l'application du paragraphe 15 (2) (accord d'impartition), prescrire les conditions et les restrictions applicables au pouvoir du gestionnaire de services de conclure un accord et à la portée de celui-ci.

Règlements : partie III (sociétés locales de logement)

162. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Pour l'application du paragraphe 22 (7) (première émission d'actions), prescrire le nombre d'actions ordinaires qu'une société locale de logement est réputée avoir émises en faveur d'un gestionnaire de services prescrit.
2. Pour l'application du paragraphe 31 (3) (lien entre la société locale de logement et le gestionnaire de services lié), prescrire des règles provinciales régissant l'obligation de la société locale de logement de rendre des comptes au gestionnaire de services lié à l'égard de son fonctionnement et de ses activités.
3. Prescrire des programmes de logement pour l'application du paragraphe 31 (5) (lien entre la société locale de logement et le gestionnaire de services lié).
4. Pour l'application de la disposition 3 du paragraphe 31 (5) (lien entre la société locale de logement et le gestionnaire de services lié), prescrire des règles régissant l'établissement et l'utilisation de données de référence et de pratiques exemplaires.

Règlements du ministre : partie III (sociétés locales de logement)

(2) Le ministre peut, par règlement :

1. Pour l'application de la disposition 1 du paragraphe 31 (5) (lien entre la société locale de logement et le gestionnaire de services lié), prescrire la manière de calculer les sommes que le gestionnaire de services doit verser à une société locale de logement.

Règlements : partie IV (décrets de transfert ou de mutation)

163. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescribing the matters referred to in subsections 40 (1) and (2) (inspection of transfer orders) as being prescribed.
2. Prescribing the matters referred to in subsection 47 (3) (transfer deemed not to have certain effects) as being prescribed.
3. Prescribing criteria for the purposes of subparagraph 4 ii of subsection 49 (2) (restrictions, real property).
4. Prescribing the matters referred to in section 59 (legislation from which certain transfers exempt) as being prescribed.
5. Governing the transfer of assets, liabilities, rights and obligations, including the transfer of employees, under Part IV and supplementing the provisions of Part IV.

Minister's regulations (Part IV Transfer Orders)

(2) The Minister may make regulations with respect to the following matters:

1. Prescribing archival documents or classes of archival documents for the purposes of subsections 54 (3) and (6) (transfer of documents).

Regulations respecting Part V (Eligibility for Assistance)

164. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. Prescribing policy statements to be applied in the interpretation of Part V and of regulations made with respect to Part V and requiring service managers, lead agencies and housing providers to apply them.
2. Prescribing information and documents for the purposes of subsection 62 (2) (application for assistance).
3. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 63 (5) (eligibility for assistance).
4. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 64 (4) (type of accommodation).
5. For the purposes of subsection 65 (1) (waiting lists for units), prescribing the requirements to be met by service managers when establishing and administering waiting lists.
6. For the purposes of subsection 65 (3) (waiting lists for units), prescribing the requirements to be met when determining the category within a waiting list a household is to be included in.
7. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 65 (5) (waiting lists for units).

1. Prescrire les questions que les paragraphes 40 (1) et (2) (examen des décrets) mentionnent comme étant prescrites.
2. Prescrire les questions que le paragraphe 47 (3) (transfert et mutation réputés ne pas avoir certains effets) mentionne comme étant prescrites.
3. Prescrire des critères pour l'application de la sous-disposition 4 ii du paragraphe 49 (2) (restrictions : biens immeubles).
4. Prescrire les questions que l'article 59 (exclusion de certains textes législatifs) mentionne comme étant prescrites.
5. Régir le transfert de biens, de dettes, de droits et d'obligations ainsi que la mutation d'employés en application de la partie IV et compléter les dispositions de cette partie.

Règlements du ministre : partie IV (décrets de transfert ou de mutation)

(2) Le ministre peut, par règlement :

1. Prescrire des documents d'archives ou des catégories de ceux-ci pour l'application des paragraphes 54 (3) et (6) (transfert de documents).

Règlements : partie V (admissibilité à l'aide)

164. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescrire les déclarations de principe à appliquer pour l'interprétation de la partie V et de ses règlements d'application et exiger leur application par les gestionnaires de services, les organismes responsables et les fournisseurs de logements.
2. Prescrire des renseignements et des documents pour l'application du paragraphe 62 (2) (demande d'aide).
3. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 63 (5) (admissibilité à l'aide).
4. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 64 (4) (type de logement acceptable).
5. Pour l'application du paragraphe 65 (1) (listes d'attente pour les logements), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les gestionnaires de services lorsqu'ils dressent et tiennent des listes d'attente.
6. Pour l'application du paragraphe 65 (3) (listes d'attente pour les logements), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les gestionnaires de services lorsqu'ils décident dans quelle catégorie d'une liste d'attente un ménage doit être placé.
7. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 65 (5) (listes d'attente pour les logements).

8. For the purposes of subsection 66 (2) (amount of geared-to-income rent), prescribing the standards to be used when determining the amount of geared-to-income rent payable by a household.
 9. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 66 (3) (amount of geared-to-income rent).
 10. For the purposes of subsection 67 (2) (deferral of rent), prescribing the requirements to be met for an application for deferral of rent.
 11. Prescribing circumstances and criteria for the purposes of subsection 67 (3) (deferral of rent).
 12. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 67 (4) (deferral of rent).
 13. Prescribing information and documents for the purposes of subsection 68 (2) (application for special needs housing).
 14. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 69 (5) (eligibility for special needs housing).
 15. For the purposes of subsection 70 (1) (waiting lists for special needs housing), prescribing the requirements to be met by service managers and lead agencies when establishing and administering waiting lists.
 16. For the purposes of subsection 70 (3) (waiting lists for special needs housing), prescribing the requirements to be met when determining the category within a waiting list a household is to be included in.
 17. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 70 (5) (waiting lists for special needs housing).
 18. For the purposes of section 71 (eligibility rules), establishing provincial eligibility rules for rent-geared-to-income assistance and for special needs housing.
 19. For the purposes of subsection 71 (5) (eligibility rules), prescribing the matters that may be dealt with in local eligibility rules.
 20. Establishing provincial occupancy standards for the purposes of section 72 (occupancy standards).
 21. Prescribing the matters referred to in subsection 72 (4) (occupancy standards) as being prescribed.
 22. Establishing provincial priority rules for the purposes of section 73 (priority rules).
 23. Prescribing requirements to be met by service managers in establishing local eligibility rules, local occupancy standards and local priority rules.
8. Pour l'application du paragraphe 66 (2) (calcul du loyer indexé sur le revenu), prescrire les normes à respecter pour calculer le loyer indexé sur le revenu payable par un ménage.
 9. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 66 (3) (calcul du loyer indexé sur le revenu).
 10. Pour l'application du paragraphe 67 (2) (report du loyer), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les demandes de report de loyer.
 11. Prescrire des circonstances et des critères pour l'application du paragraphe 67 (3) (report du loyer).
 12. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 67 (4) (report du loyer).
 13. Prescrire des renseignements et des documents pour l'application du paragraphe 68 (2) (demande de logement adapté).
 14. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 69 (5) (admissibilité à un logement adapté).
 15. Pour l'application du paragraphe 70 (1) (listes d'attente pour les logements adaptés), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les gestionnaires de services et les organismes responsables lorsqu'ils dressent et tiennent des listes d'attente.
 16. Pour l'application du paragraphe 70 (3) (listes d'attente pour les logements adaptés), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les gestionnaires de services et les organismes responsables lorsqu'ils décident dans quelle catégorie d'une liste d'attente un ménage doit être placé.
 17. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 70 (5) (listes d'attente pour les logements adaptés).
 18. Pour l'application de l'article 71 (règles d'admissibilité), établir des règles d'admissibilité provinciales pour l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu et pour les logements adaptés.
 19. Pour l'application du paragraphe 71 (5) (règles d'admissibilité), prescrire les questions dont peuvent traiter les règles d'admissibilité locales.
 20. Établir des normes d'occupation provinciales pour l'application de l'article 72 (normes d'occupation).
 21. Prescrire les questions que le paragraphe 72 (4) (normes d'occupation) mentionne comme étant prescrites.
 22. Établir des règles de priorité provinciales pour l'application de l'article 73 (règles de priorité).
 23. Prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les gestionnaires de services lorsqu'ils établissent des règles d'admissibilité locales, des

24. For the purposes of subsection 77 (2) (internal review), prescribing requirements relating to a request for an internal review of a decision.
25. For the purposes of subsection 78 (1) (conduct of review), prescribing requirements for the conduct of an internal review of a decision.
26. For the purposes of subsection 81 (3) (reimbursement of service manager), prescribing the requirements for determining the amount to be paid to the service manager.
27. Prescribing a percentage for the purposes of subsection 81 (5) (reimbursement of service manager).
28. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 81 (6) (reimbursement of service manager).
29. Prescribing requirements for the purposes of subsection 83 (1) (designation of lead agencies).
30. Prescribing dates for the purposes of subsection 84 (2) (termination of referral agreements).

Minister's regulations (Part V Eligibility for Assistance)

(2) The Minister may make regulations in respect of the following matters:

1. For the purposes of subsection 85 (4) (application procedures), prescribing requirements to be met by service managers and lead agencies in establishing application procedures for special needs housing.

Regulations respecting Part VI (Operating Framework — Certain Transferred Housing Programs)

165. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. Prescribing the matters referred to in section 86 (termination of operating agreements) as being prescribed.
2. Prescribing rules for the purposes of clause 90 (3) (a) (restriction on transfer, etc., of housing project).

Minister's regulations (Part VI Operating Framework — Certain Transferred Housing Programs)

(2) The Minister may make regulations respecting the following matters:

1. For the purposes of section 88 (provincial requirements for housing providers), establishing provincial requirements for housing providers.
2. For the purposes of subsection 89 (1) (local standards), prescribing the matters that may be dealt

normes d'occupation locales et des règles de priorité locales.

24. Pour l'application du paragraphe 77 (2) (révision interne), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les demandes de révision interne d'une décision.
25. Pour l'application du paragraphe 78 (1) (conduite de la révision), prescrire les exigences applicables à la conduite d'une révision interne d'une décision.
26. Pour l'application du paragraphe 81 (3) (remboursement du gestionnaire de services), prescrire les exigences applicables au calcul de la somme à rembourser au gestionnaire de services.
27. Prescrire un pourcentage pour l'application du paragraphe 81 (5) (remboursement du gestionnaire de services).
28. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 81 (6) (remboursement du gestionnaire de services).
29. Prescrire des exigences pour l'application du paragraphe 83 (1) (désignation d'organismes responsables).
30. Prescrire des dates pour l'application du paragraphe 84 (2) (résiliation des accords de renvoi).

Règlements du ministre : partie V (admissibilité à l'aide)

(2) Le ministre peut, par règlement :

1. Pour l'application du paragraphe 85 (4) (modalités de demande), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les gestionnaires de services et les organismes responsables lorsqu'ils établissent les modalités de demande de logement adapté.

Règlements : partie VI (cadre d'exploitation pour certains programmes de logement transférés)

165. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescrire les questions que l'article 86 (résiliation des accords d'exploitation) mentionne comme étant prescrites.
2. Prescrire des règles pour l'application de l'alinéa 90 (3) a) (restrictions applicables à la disposition d'un ensemble domiciliaire).

Règlements du ministre : partie VI (cadre d'exploitation pour certains programmes de logement transférés)

(2) Le ministre peut, par règlement :

1. Pour l'application de l'article 88 (exigences provinciales applicables aux fournisseurs de logements), fixer des exigences provinciales pour les fournisseurs de logements.
2. Pour l'application du paragraphe 89 (1) (normes locales), prescrire les questions dont peuvent

with in local standards for housing providers.

3. For the purposes of subsection 97 (2) (duty to pay subsidy), prescribing the date on which the duty to pay a subsidy for a housing project is terminated.
4. Prescribing one or more market rent indices for the purposes of section 98 (general subsidy).
5. Prescribing the manner of determining the amounts referred to in subsection 98 (11) (general subsidy).
6. Prescribing the manner of determining the amounts referred to in subsection 99 (1) (benchmark revenue, etc.).
7. Prescribing units and classes of units for the purposes of paragraph 4 of subsection 99 (1) (benchmark revenue, etc.).
8. Prescribing housing providers for the purposes of subsection 101 (1) (subsidy re certain housing providers).
9. Prescribing one or more cost indices for the purposes of section 101 (subsidy re certain housing providers).
10. Prescribing the manner of determining benchmark operating costs for the purposes of section 102 (benchmark operating costs).
11. Prescribing requirements referred to in section 105 (payment of subsidy).
12. Prescribing terms and conditions for the purposes of subsection 106 (3) (additional subsidy).
13. For the purposes of section 107 (records), prescribing the records to be kept by a housing provider and the length of time that they must be kept.
14. Prescribing information and documents for the purposes of subsection 108 (2) (annual report).
15. For the purposes of subsections 108 (3) and (4) (report re households), requiring housing providers to give the service manager a report and prescribing information and documents to be included in the report.

Regulations respecting Part VII (Payment of Provincial and Local Housing Costs)

166. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations with respect to the following matters:

1. Prescribing housing programs and costs for the purposes of subsection 117 (1) (provincial housing costs).
2. For the purposes of subsection 117 (3) (provincial housing costs), prescribing billing periods and prescribing the determination of the amount of

traiter les normes locales établies à l'intention des fournisseurs de logements.

3. Pour l'application du paragraphe 97 (2) (obligation de verser un subside), prescrire la date à laquelle s'éteint l'obligation de verser un subside à l'égard d'un ensemble domiciliaire.
4. Prescrire un ou plusieurs indices des loyers du marché pour l'application de l'article 98 (subside général).
5. Prescrire la manière de calculer les sommes visées au paragraphe 98 (11) (subside général).
6. Prescrire la manière de calculer les sommes visées au paragraphe 99 (1) (revenus de référence).
7. Prescrire des logements et des catégories de logements pour l'application de la disposition 4 du paragraphe 99 (1) (revenus de référence).
8. Prescrire des fournisseurs de logements pour l'application du paragraphe 101 (1) (subside : certains fournisseurs de logements).
9. Prescrire un ou plusieurs indices des frais pour l'application de l'article 101 (subside : certains fournisseurs de logements).
10. Prescrire la manière de calculer les frais d'exploitation de référence pour l'application de l'article 102 (frais d'exploitation de référence).
11. Prescrire les exigences visées à l'article 105 (versement des subsides).
12. Prescrire des conditions pour l'application du paragraphe 106 (3) (demande de subside additionnel).
13. Pour l'application de l'article 107 (documents), prescrire les documents que le fournisseur de logements doit conserver et la durée pour laquelle il doit le faire.
14. Prescrire des renseignements et des documents pour l'application du paragraphe 108 (2) (rapport annuel).
15. Pour l'application des paragraphes 108 (3) et (4) (rapport sur les ménages), exiger des fournisseurs de logements qu'ils remettent un rapport au gestionnaire de services et prescrire les renseignements et les documents qu'il doit comprendre.

Règlements : partie VII (paiement des coûts du logement engagés par la province ou par les gestionnaires de services)

166. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescrire des programmes de logement et des coûts pour l'application du paragraphe 117 (1) (coûts du logement engagés par la province).
2. Pour l'application du paragraphe 117 (3) (coûts du logement engagés par la province), prescrire des périodes de facturation et prescrire la manière

costs for a billing period.

3. For the purposes of section 118 (recoverable amount, allocation, notice), prescribing the matters referred to as being prescribed or as being determined in accordance with the regulations.
4. Governing interest and penalties for the purposes of section 120 (interest and penalties).
5. Prescribing amounts for the purposes of subsection 122 (2) (service manager's housing costs).
6. For the purposes of subsection 123 (1) (calculation by service manager), prescribing requirements for the calculation of the amount of the service manager's housing costs.
7. Governing the apportionment of a municipal service manager's housing costs for the purposes of subsection 124 (1) (apportionment by municipal service manager).
8. Prescribing information to be included in the notice required by subsection 124 (2) (apportionment by municipal service manager).
9. Governing the apportionment of a dssab service manager's housing costs for the purposes of section 125 (apportionment by dssab service manager).
10. For the purposes of section 125 (apportionment by dssab service manager), specifying that a municipality shall be deemed to be territory without municipal organization.
11. Prescribing housing programs for the purposes of subsection 129 (3) (use of federal funds).
12. Governing the duties of the Minister set out in subsection 131 (5) (GTA equalization).
13. Governing interest and penalties for the purposes of subsection 131 (9) (GTA equalization).
14. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 133 (2) (request for review).
15. For the purposes of subsection 133 (3) (request for review), prescribing criteria for determining whether an allocation is reviewable.

Apportionment regulations

(2) A regulation under paragraph 7 or 9 of subsection (1) may do one or more of the following:

1. Subject to the specified requirements and conditions, provide for the apportionment to be determined by the agreement of the municipal service manager and the other municipalities in its service area, or by agreement of the dssab service

de calculer les coûts engagés pour une période de facturation donnée.

3. Pour l'application de l'article 118 (coûts recouvrables, répartition, avis), prescrire les questions mentionnées comme étant prescrites ou comme étant calculées conformément aux règlements.
4. Régir les intérêts et les pénalités pour l'application de l'article 120 (intérêts et pénalités en cas de non-paiement).
5. Prescrire des coûts pour l'application du paragraphe 122 (2) (coûts du logement engagés par les gestionnaires de services).
6. Pour l'application du paragraphe 123 (1) (calcul effectué par le gestionnaire de services), prescrire les exigences applicables au calcul des coûts du logement engagés par le gestionnaire de services.
7. Régir la répartition des coûts du logement engagés par une municipalité gestionnaire de services pour l'application du paragraphe 124 (1) (répartition des coûts du logement).
8. Prescrire les renseignements à inclure dans l'avis exigé par le paragraphe 124 (2) (répartition des coûts du logement).
9. Régir la répartition des coûts du logement engagés par un conseil gestionnaire de services pour l'application de l'article 125 (répartition par le conseil gestionnaire de services).
10. Pour l'application de l'article 125 (répartition par le conseil gestionnaire de services), préciser qu'une municipalité est réputée un territoire non érigé en municipalité.
11. Prescrire des programmes de logement pour l'application du paragraphe 129 (3) (affectation des subventions fédérales).
12. Régir les obligations que le paragraphe 131 (5) (péréquation dans le cas du GT) impose au ministre.
13. Régir les intérêts et les pénalités pour l'application du paragraphe 131 (9) (péréquation dans le cas du GT).
14. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 133 (2) (demande de révision).
15. Pour l'application du paragraphe 133 (3) (demande de révision), prescrire les critères à utiliser pour décider si une somme attribuée est susceptible de révision.

Règlements sur la répartition

(2) Les règlements pris en application de la disposition 7 ou 9 du paragraphe (1) peuvent :

1. Sous réserve des exigences et des conditions précisées, prévoir que la répartition est décidée par accord de la municipalité gestionnaire de services et des autres municipalités situées dans son aire de service, ou par accord du conseil gestionnaire

manager and its independent municipalities, as the case may be, and authorize municipalities to enter into these agreements.

2. Subject to the specified requirements and conditions, provide for the apportionment to be determined by an arbitration process, and set out the arbitration process.
3. Subject to the specified requirements and conditions, provide for the apportionment to be determined by any other method, and set out the method.

Interim apportionment

(3) A regulation under paragraph 1 or 2 of subsection (2) may,

- (a) provide for the apportionment to be determined by another method on an interim basis until such time as an agreement or an arbitration decision is made, and set out the method;
- (b) permit an agreement or an arbitration decision to apply to amounts paid or owing before the agreement or arbitration decision is made; and
- (c) provide for the reconciliation of amounts paid on an interim basis.

Regulations respecting interest and penalties

(4) A regulation under paragraph 4 or 13 of subsection (1) may, subject to the specified requirements and conditions,

- (a) provide for interest and penalties to be determined in accordance with the agreement referred to in paragraph 1 of subsection (2);
- (b) provide for interest and penalties to be determined in accordance with the arbitration decision made following the arbitration process referred to in paragraph 2 of subsection (2); or
- (c) provide for interest and penalties to be determined in accordance with any other method, and set out the method.

Regulations respecting Part VIII (Social Housing Services Corporation)

167. The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. Prescribing housing providers for the purposes of clauses 135 (2) (c) and (d) (creation of corporation).
2. Prescribing requirements for the purposes of clause 135 (2) (e) (creation of corporation).
3. Prescribing housing providers and housing programs for the purposes of clauses 136 (a), (b), (c) and (d) (objects of the corporation).
4. Prescribing housing providers for the purposes of clauses 137 (1) (b), (c), (d), (e), (f) and (g) (powers).

de services et de ses municipalités indépendantes, selon le cas, et autoriser les municipalités à conclure de tels accords.

2. Sous réserve des exigences et des conditions précisées, prévoir que la répartition est décidée conformément à un processus d'arbitrage, et fixer celui-ci.
3. Sous réserve des exigences et des conditions précisées, prévoir que la répartition est décidée par une autre méthode, et fixer celle-ci.

Répartition provisoire

(3) Les règlements pris en application de la disposition 1 ou 2 du paragraphe (2) peuvent :

- a) prévoir que la répartition est décidée de façon provisoire par une autre méthode jusqu'à ce qu'un accord soit conclu ou qu'une décision arbitrale soit rendue, et fixer la méthode en question;
- b) permettre qu'un accord ou une décision arbitrale s'applique aux sommes versées ou dues avant la conclusion de l'accord ou le prononcé de la décision arbitrale;
- c) prévoir le rapprochement des sommes versées de façon provisoire.

Règlements sur les intérêts et les pénalités

(4) Les règlements pris en application de la disposition 4 ou 13 du paragraphe (1) peuvent, sous réserve des exigences et des conditions précisées :

- a) prévoir la fixation des intérêts et des pénalités conformément à l'accord visé à la disposition 1 du paragraphe (2);
- b) prévoir la fixation des intérêts et des pénalités conformément à la décision arbitrale rendue à l'issue du processus d'arbitrage visé à la disposition 2 du paragraphe (2);
- c) prévoir la fixation des intérêts et des pénalités conformément à une autre méthode, et fixer celle-ci.

Règlements : partie VIII (Société des services de logement social)

167. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescrire des fournisseurs de logements pour l'application des alinéas 135 (2) c) et d) (création d'une personne morale).
2. Prescrire des exigences pour l'application de l'alinéa 135 (2) e) (création d'une personne morale).
3. Prescrire des fournisseurs de logements et des programmes de logement pour l'application des alinéas 136 a), b), c) et d) (mission de la Société).
4. Prescrire des fournisseurs de logements pour l'application des alinéas 137 (1) b), c), d), e), f) et g) (pouvoirs).

5. Governing the selection of the members of the board of directors described in paragraphs 1 to 7 of subsection 138 (1).
6. Prescribing information and documents for the purposes of subsection 146 (2) (annual report).
7. Prescribing the matters referred to in subsection 147 (1) (reports by service managers, etc.) as being prescribed.

Regulations respecting Part IX (General)

168. The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. Prescribing transferred housing programs for the purposes of subsection 150 (1) (power to amend, replace certain operating agreements).
2. For the purposes of subsection 152 (2) (eligibility review officers), prescribing the powers of eligibility review officers.
3. For the purposes of subsection 152 (4) (family support workers), prescribing the powers and duties of family support workers.
4. For the purposes of subsection 155 (1) (personal information), prescribing housing programs and housing projects and governing standards for the collection, use, disclosure and safeguarding of privacy of personal information and for a person's access to his or her personal information.
5. Prescribing bodies for the purposes of paragraph 6 of subsection 156 (1) (agreements of Minister).
6. Prescribing statutes for the purposes of clauses 156 (2) (b) and (c) (agreements of Minister).
7. Prescribing Acts for the purposes of clauses 157 (2) (b) and (c) (agreements of service managers).

PART X AMENDMENTS, REPEALS, COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Amendments to the *Ontario Housing Corporation Act*

169. (1) The definition of "Minister" in section 1 of the *Ontario Housing Corporation Act* is repealed and the following substituted:

"Minister" means the Minister of Municipal Affairs and Housing or such other member of the Executive Council to whom the administration of this Act may be assigned under the *Executive Council Act*. ("ministre")

(2) Subsection 2 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

5. Régir le choix des administrateurs visés aux dispositions 1 à 7 du paragraphe 138 (1).
6. Prescrire des renseignements et des documents pour l'application du paragraphe 146 (2) (rapport annuel).
7. Prescrire les questions que le paragraphe 147 (1) (rapports des gestionnaires de services) mentionne comme étant prescrites.

Rèlements : partie IX (dispositions générales)

168. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescrire des programmes de logement transférés pour l'application du paragraphe 150 (1) (pouvoir de modifier et de remplacer certains accords d'exploitation).
2. Pour l'application du paragraphe 152 (2) (agents de révision de l'admissibilité), prescrire les pouvoirs des agents de révision de l'admissibilité.
3. Pour l'application du paragraphe 152 (4) (agents d'aide au recouvrement), prescrire les pouvoirs et les fonctions des agents d'aide au recouvrement.
4. Pour l'application du paragraphe 155 (1) (renseignements personnels), prescrire des programmes de logement et des ensembles domiciliaires et régir les normes applicables à la collecte, à l'utilisation et à la divulgation des renseignements personnels, à la protection de leur caractère confidentiel ainsi qu'à l'accès de quiconque aux renseignements personnels qui le concernent.
5. Prescrire des entités pour l'application de la disposition 6 du paragraphe 156 (1) (conclusion d'ententes par le ministre).
6. Prescrire des lois pour l'application des alinéas 156 (2) b) et c) (conclusion d'ententes par le ministre).
7. Prescrire des lois pour l'application des alinéas 157 (2) b) et c) (conclusion d'ententes par les gestionnaires de services).

PARTIE X MODIFICATIONS, ABROGATIONS, ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Modification de la *Loi sur la Société de logement de l'Ontario*

169. (1) La définition de «ministre» à l'article 1 de la *Loi sur la Société de logement de l'Ontario* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«ministre» Le ministre des Affaires municipales et du Logement ou l'autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

(2) Le paragraphe 2 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Composition

(2) The Corporation shall consist of not fewer than three members appointed by the Lieutenant Governor in Council, each of whom must be a public servant.

(3) Subsection 3 (1) of the Act is amended by striking out “and one of them as vice-chair”.

(4) Subsection 3 (2) of the Act is repealed.

(5) Subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out “sections 2 and 4” and substituting “section 2”.

(6) Subsection 6 (3) of the Act is repealed.

(7) Subsection 6 (5) of the Act is repealed.

(8) Subsection 10 (1) of the Act is amended by striking out “Treasurer of Ontario” and substituting “Minister of Finance”.

**Repeal of the
*Social Housing Funding Act, 1997***

170. (1) The *Social Housing Funding Act, 1997* is repealed.

Transition

(2) Despite the repeal of the *Social Housing Funding Act, 1997*, that Act, as it reads immediately before its repeal, continues to apply,

(a) in respect of billing periods ending before the day this section comes into force; and

(b) to a review under subsection 5 (3) of the Act commenced before the day this section comes into force.

Amendments to the *Tenant Protection Act, 1997*

171. (1) Subsection 5 (1) of the *Tenant Protection Act, 1997* is amended by adding the following paragraph:

1.1 A rental unit in a residential complex described in paragraph 1 whose ownership, operation or management is transferred under the *Social Housing Reform Act, 2000* to a service manager or local housing corporation as defined in that Act.

(2) Paragraph 2 of subsection 5 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

2. A rental unit located in a non-profit housing project or other residential complex developed or acquired under a prescribed federal, provincial or municipal program that continues to operate under an operating agreement as defined in the *Social Housing Reform Act, 2000* or an operating

Composition

(2) La Société se compose d'au moins trois membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui sont tous des fonctionnaires.

(3) Le paragraphe 3 (1) de la Loi est modifié par suppression de «et un vice-président».

(4) Le paragraphe 3 (2) de la Loi est abrogé.

(5) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 2» à «les articles 2 et 4».

(6) Le paragraphe 6 (3) de la Loi est abrogé.

(7) Le paragraphe 6 (5) de la Loi est abrogé.

(8) Le paragraphe 10 (1) de la Loi est modifié par substitution de «ministre des Finances» à «trésorier de l'Ontario».

Abrogation de la *Loi de 1997 sur le financement du logement social*

170. (1) La *Loi de 1997 sur le financement du logement social* est abrogée.

Disposition transitoire

(2) Malgré son abrogation, la *Loi de 1997 sur le financement du logement social*, telle qu'elle existe immédiatement avant son abrogation, continue de s'appliquer à l'égard de ce qui suit :

a) les périodes de facturation se terminant avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article;

b) les réexamens visés au paragraphe 5 (3) de la Loi qui commencent avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article.

Modification de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*

171. (1) Le paragraphe 5 (1) de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires* est modifié par adjonction de la disposition suivante :

1.1 Les logements locatifs d'un ensemble d'habitation visé à la disposition 1 dont la propriété, le fonctionnement ou la gestion est transférée en application de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social* à un gestionnaire de services ou à une société locale de logement au sens de cette loi.

(2) La disposition 2 du paragraphe 5 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Les logements locatifs d'un grand ensemble sans but lucratif ou d'un autre ensemble d'habitation qui est aménagé ou acquis dans le cadre d'un programme fédéral, provincial ou municipal prescrit et qui continue de fonctionner aux termes d'un accord d'exploitation au sens de la *Loi de*

framework as provided for in that Act.

(3) Clause 5 (2) (a) of the Act is amended by striking out “2 or 3” and substituting “1.1, 2 or 3”.

(4) Subsection 5 (3) of the Act is amended by striking out “2 or 3” and substituting “1.1, 2 or 3”.

(5) Section 5 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exception

(4.1) Despite subsection (1), the provisions of this Act set out in that subsection apply with respect to a rental unit described in paragraph 1.1 of that subsection if the tenant occupying the rental unit pays rent to a landlord other than a service manager or local housing corporation as defined in the *Social Housing Reform Act, 2000* or an agency of either of them.

(6) Subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out “2 or 3” and substituting “1.1, 2 or 3”.

(7) Paragraph 2 of subsection 60 (1) of the Act is amended by striking out “2 or 3” and substituting “1.1, 2 or 3”.

(8) Subsection 62 (2) of the Act is amended by striking out “2 or 3” and substituting “1.1, 2 or 3”.

Commencement

172. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

173. The short title of this Act is the *Social Housing Reform Act, 2000*.

2000 sur la réforme du logement social ou d'un cadre d'exploitation prévu par cette loi.

(3) L'alinéa 5 (2) a) de la Loi est modifié par substitution de «1.1, 2 ou 3» à «2 ou 3».

(4) Le paragraphe 5 (3) de la Loi est modifié par substitution de «1.1, 2 ou 3» à «2 ou 3».

(5) L'article 5 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception

(4.1) Malgré le paragraphe (1), les dispositions de la présente loi énoncées à ce paragraphe s'appliquent à l'égard des logements locatifs visés à la disposition 1.1 du même paragraphe si les locataires qui les occupent paient un loyer à un locateur autre qu'un gestionnaire de services ou une société locale de logement au sens de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social* ou un organisme qui relève de l'un ou l'autre.

(6) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par substitution de «1.1, 2 ou 3» à «2 ou 3».

(7) La disposition 2 du paragraphe 60 (1) de la Loi est modifiée par substitution de «1.1, 2 ou 3» à «2 ou 3».

(8) Le paragraphe 62 (2) de la Loi est modifié par substitution de «1.1, 2 ou 3» à «2 ou 3».

Entrée en vigueur

172. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

173. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 128

Projet de loi 128

**An Act respecting
social housing**

**Loi concernant
le logement social**

The Hon. T. Clement
Minister of Municipal Affairs
and Housing

L'honorable T. Clement
Ministre des Affaires municipales
et du Logement

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading October 12, 2000
2nd Reading October 25, 2000
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 12 octobre 2000
2^e lecture 25 octobre 2000
3^e lecture
Sanction royale

*(Reprinted as amended by the Standing Committee on
Justice and Social Policy and as reported to the
Legislative Assembly November 29, 2000)*

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité permanent
de la justice et des affaires sociales et rapporté à
l'Assemblée législative le 29 novembre 2000)*

*(The provisions in this bill will be renumbered after
3rd Reading)*

*(Les dispositions du présent projet de loi seront
renumérotées après la 3^e lecture)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts the *Social Housing Reform Act, 2000* to govern the administration and funding of certain housing programs, to be prescribed by regulation.

In general terms the Bill does three things: (1) it establishes a framework for the administration and funding of the housing programs by designated service managers; (2) it governs the provision of rent-g geared-to-income assistance and special needs housing under those programs; and (3) it authorizes the transfer of assets, rights, liabilities and obligations relating to those programs from the province (and from agencies of the province) to specified others.

The framework

The Bill establishes a framework for the administration of these housing programs. The province is divided into "service areas" by regulation, and a "service manager" is designated for each service area, also by regulation. Municipalities, district social services administration boards and others are eligible to be designated as service managers. For each service area, a "local housing corporation" may also be established. Finally, the Social Housing Services Corporation is established to perform certain province-wide functions to support the work of housing providers.

Service managers:

The powers and duties of service managers are set out in Part II of the Bill. The service managers have primary responsibility to administer and fund housing programs in their service areas.

Part II requires each service manager to submit a plan for carrying out its duties to the Minister of Municipal Affairs and Housing for approval, and to submit annual reports and other information to the Minister. The Minister may audit or investigate the operations of service managers. If a service manager is not complying with the Act, the Minister is authorized to take specified remedial steps.

Part VII requires service managers to pay a portion of the "provincial housing costs" determined by the Minister. Part VII allows each service manager to allocate its own housing costs (which include the provincial housing costs) among the municipalities within its service area or, in the case of territory without municipal organization, among the people who live in the service area.

Local housing corporations:

The powers and duties of local housing corporations are set out in Part III of the Bill. This Part also addresses the relationship between these corporations and service managers. Local housing corporations that own or operate a housing project under a housing program governed by the Act are required to meet specified provincial and local operating standards.

Housing providers:

Certain housing providers who operate or own a housing project under one of these housing programs are required to meet provincial requirements established under Part VI and local requirements established by the service manager under that Part. A "targeting plan" is to be established for each housing provider, and a "mandate" may be established as well. The housing provider is required to select tenants for its

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social* de manière à régir l'administration et le financement de certains programmes de logement qui sont prescrits par règlement.

Le projet de loi a une triple fonction : premièrement, il établit un cadre pour l'administration et le financement des programmes de logement par les gestionnaires de services désignés; deuxièmement, il régit la fourniture de l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu et des logements adaptés dans le cadre de ces programmes; troisièmement, il autorise le transfert des biens, des droits, des dettes et des obligations rattachés à ces programmes de la province (et de ses organismes) à des entités précisées.

Le cadre

Le projet de loi établit un cadre pour l'administration des programmes de logement prescrits. La province est divisée en «aires de service» par règlement, et un «gestionnaire de services» est désigné, également par règlement, pour chacune d'elles. Les municipalités, les conseils d'administration de district des services sociaux et d'autres entités peuvent être désignés comme gestionnaires de services. Une «société locale de logement» peut également être établie pour chaque aire de service. Enfin, la Société des services de logement social est constituée pour jouer un rôle de soutien auprès des fournisseurs de logements. Elle exerce ses activités à l'échelle de la province.

Les gestionnaires de services :

La partie II du projet de loi énonce les pouvoirs et les fonctions des gestionnaires de services, dont le rôle premier est d'administrer et de financer les programmes de logement dans leur aire de service.

Cette partie exige de chaque gestionnaire de services qu'il remette au ministre des Affaires municipales et du Logement, pour approbation, un plan dans lequel il expose la façon dont il compte exercer ses fonctions, et qu'il lui remette des rapports annuels et d'autres renseignements. Le ministre peut vérifier les activités des gestionnaires de services ou mener une enquête à ce sujet. Si un gestionnaire de services ne se conforme pas à la Loi, le ministre est autorisé à prendre les mesures de redressement précisées.

La partie VII du projet de loi exige des gestionnaires de services qu'ils paient la partie des «coûts du logement engagés par la province» que fixe le ministre. Elle autorise chaque gestionnaire de services à répartir ses propres coûts du logement (qui comprennent sa partie des coûts du logement engagés par la province) entre les municipalités situées dans son aire de service ou, dans le cas d'un territoire non érigé en municipalité, entre les habitants de l'aire de service.

Les sociétés locales de logement :

La partie III du projet de loi énonce les pouvoirs et les fonctions des sociétés locales de logement. Elle traite également des liens qui existent entre ces dernières et les gestionnaires de services. Les sociétés locales de logement qui sont propriétaires d'un ensemble domiciliaire ou qui en exploitent un dans le cadre d'un programme de logement régi par la Loi sont tenues de se conformer aux normes d'exploitation provinciales et locales précisées.

Les fournisseurs de logements :

Certains fournisseurs de logements qui sont propriétaires d'un ensemble domiciliaire ou qui en exploitent un dans le cadre d'un de ces programmes de logement sont tenus de satisfaire aux exigences provinciales fixées en application de la partie VI ainsi qu'aux exigences locales fixées par le gestionnaire de services en application de cette partie. Un «plan de ciblage» doit être établi pour chaque fournisseur de logements

projects in accordance with the targeting plan and the mandate in operating its housing projects.

Under Part VI, service managers are required to pay a subsidy to each housing provider. Details of the subsidy, and of additional subsidies, are set out.

Housing providers are required to submit annual reports and other information to service managers. A service manager may audit or investigate those operations of a housing provider that relate to a housing program. If a housing provider is not complying with the Act, the service manager may take specified remedial steps.

Social Housing Services Corporation:

Part VIII of the Bill establishes the Social Housing Services Corporation, and sets out its powers and duties. The powers of the corporation include the coordination of insurance programs for housing providers, the management of pooled capital reserve funds of housing providers and the establishment of schemes for the joint purchase of goods and services by housing providers.

The provision of assistance

Part V of the Bill governs the provision of rent-geared-to-income assistance and special needs housing by housing providers in housing projects that operate under specified housing programs.

The eligibility of a household for rent-geared-to-income assistance or for special needs housing is determined in accordance with provincial and local rules established under Part V. Part V also provides for the establishment of provincial and local occupancy standards and priority rules.

The service managers administer the rent-geared-to-income assistance scheme, and maintain waiting lists in accordance with requirements to be established by regulation. For special needs housing, the Minister may designate a "lead agency" to administer the scheme and maintain the required waiting lists in a service area. If a lead agency is not designated, the service manager or, in some cases, a supportive housing provider is responsible to do so.

Certain decisions of a service manager, supportive housing provider or lead agency are subject to an internal review process. A member of a household may request an internal review of a decision.

It is an offence for a member of a household to obtain or receive assistance for which a household is not eligible under the Act, or for a person to aid or abet someone to do so. A household may be required to reimburse a service manager when the service manager pays assistance on behalf of the household to which it was not entitled.

The transfer of assets, etc.

Currently, the province administers and funds housing programs in accordance with various agreements. The province, through the Ontario Housing Corporation, also owns and operates housing projects under housing programs.

Part IV of the Bill authorizes the transfer of assets, rights, obligations and liabilities from the province, the Ontario Housing Corporation and local housing authorities to service managers, local housing corporations and others. These transfers are to be made by a "transfer order" of the Lieutenant

et un «mandat» peut également l'être. Le fournisseur de logements est tenu de choisir les locataires de ses ensembles domiciliaires conformément au plan de ciblage et au mandat.

La partie VI exige des gestionnaires de services qu'ils versent un subside à chaque fournisseur de logements. Elle énonce les détails de ce subside et de tout subside additionnel.

Les fournisseurs de logements sont tenus de remettre des rapports annuels et d'autres renseignements aux gestionnaires de services. Les gestionnaires de services peuvent soumettre à une vérification ou à une enquête les activités des fournisseurs de logements qui ont trait à un programme de logement. Si un fournisseur de logements ne se conforme pas à la Loi, le gestionnaire de services peut prendre les mesures de redressement précisées.

La Société des services de logement social :

La partie VIII du projet de loi constitue la Société des services de logement social et énonce ses pouvoirs et ses fonctions. Les pouvoirs de la Société comprennent la coordination des programmes d'assurance pour les fournisseurs de logements, l'administration des fonds de réserve pour immobilisations mis en commun des fournisseurs de logements et l'établissement de programmes pour l'achat en commun de produits et de services par les fournisseurs de logements.

L'aide disponible

La partie V du projet de loi régit la fourniture, par les fournisseurs de logements, d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu et de logements adaptés dans les ensembles domiciliaires qui sont visés par des programmes de logement précisés.

L'admissibilité d'un ménage à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu ou à un logement adapté est décidée conformément aux règles provinciales et locales établies en application de la partie V. Cette partie prévoit également l'établissement de normes d'occupation et de règles de priorité provinciales et locales.

Les gestionnaires de services administrent le programme d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu et tiennent des listes d'attente conformément aux exigences qui sont fixées par règlement. Dans le cas des logements adaptés, le ministre peut charger un «organisme responsable» d'administrer le programme et de tenir les listes d'attente exigées dans une aire de service. En l'absence d'organisme responsable, ces fonctions reviennent au gestionnaire de services ou, dans certains cas, au fournisseur de logements avec services de soutien.

Certaines des décisions que prend le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable sont susceptibles de révision interne. Le membre d'un ménage peut demander la révision interne d'une décision.

Commet une infraction le membre d'un ménage qui obtient ou reçoit de l'aide à laquelle le ménage n'est pas admissible en application de la Loi ou la personne qui l'y aide ou l'y encourage. Un ménage peut être tenu de rembourser au gestionnaire de services l'aide que celui-ci a versée à son égard et à laquelle il n'avait pas droit.

Le transfert des biens et des dettes

Dans le système actuel, la province administre et finance les programmes de logement conformément à divers accords. Par le biais de la Société de logement de l'Ontario, la province est également propriétaire d'ensembles domiciliaires et exploite de tels ensembles dans le cadre de programmes de logement.

La partie IV du projet de loi autorise le transfert de biens, de droits, de dettes et d'obligations de la province, de la Société de logement de l'Ontario et des commissions locales de logement aux gestionnaires de services, aux sociétés locales de logement et à d'autres entités. Ces transferts sont effectués par

Governor in Council.

When a housing program is transferred from the province to a service manager, the service manager becomes responsible for administering and funding it, by virtue of section 10 of the Bill. When a housing project is transferred from the Ontario Housing Corporation to a local housing corporation, the corporation is responsible for operating it.

Special provision is made in Part IV for the transfer of employees from local housing authorities to local housing corporations. Rules governing these transfers are set out. Employees may decline to be transferred. Special provision is also made relating to the transfer of motor vehicles and insurance. The transfer of documents and the disclosure of records are also governed by special provisions.

Part VII provides for the payment of provincial housing costs and for service managers' housing costs. These costs are allocated within service areas in the manner described in the Act. Special provision is made for the allocation of costs within the Greater Toronto Area.

Other matters

The Bill repeals the *Social Housing Funding Act, 1997* and makes related amendments to the *Ontario Housing Corporation Act* and the *Tenant Protection Act, 1997*.

It comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

un «décret de transfert ou de mutation» que prend le lieutenant-gouverneur en conseil.

Lorsqu'un programme de logement est transféré de la province à un gestionnaire de services, l'administration et le financement du programme deviennent la responsabilité du gestionnaire de services, par l'effet de l'article 10 du projet de loi. Lorsqu'un ensemble domiciliaire est transféré de la Société de logement de l'Ontario à une société locale de logement, l'exploitation de l'ensemble devient la responsabilité de la société locale de logement.

La partie IV comprend des dispositions particulières concernant la mutation des employés des commissions locales de logement aux sociétés locales de logement et énonce les règles applicables. Les employés peuvent refuser d'être mutés. D'autres dispositions particulières traitent du transfert de véhicules automobiles et de contrats d'assurance-automobile ainsi que du transfert et de la divulgation de documents.

La partie VII prévoit le paiement des coûts du logement engagés par la province et ceux engagés par les gestionnaires de services. Ces coûts sont répartis au sein des aires de service de la manière prévue dans la Loi. La répartition des coûts dans le Grand Toronto fait l'objet de dispositions particulières.

Les autres questions

Le projet de loi abroge la *Loi de 1997 sur le financement du logement social* et apporte des modifications connexes à la *Loi sur la Société de logement de l'Ontario* et à la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*.

Le projet de loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

An Act respecting social housing**Loi concernant le logement social****CONTENTS****PART I
INTERPRETATION**

1. Purpose
2. Definitions
3. Crown bound

**PART II
SERVICE MANAGERS****POWERS AND DUTIES**

4. Designation of service manager
5. Powers of service manager
6. Additional powers, municipal service manager
7. Additional powers, dssab service manager
8. Powers of dssab service manager re debentures
9. Restrictions re mortgage financing
10. Duties re transferred housing programs
11. Services levels
12. Prescribed duties and restrictions
- 12.1 Responsibilities of housing provider

PERFORMANCE OF DUTIES

13. Joint local transfer plan
14. Appointment of administrator
15. Agreement regarding performance by another person
16. Geographic jurisdiction when agreement made

ADMINISTRATION

17. Notice of project in difficulty
18. Records
19. Annual and other reports
20. Audit or investigation
21. Failure to comply

**PART III
LOCAL HOUSING CORPORATIONS****ESTABLISHMENT AND GOVERNANCE**

22. Incorporation and organization
23. Authority to acquire shares

SOMMAIRE**PARTIE I
DÉFINITIONS**

1. Objet
2. Définitions
3. Obligation de la Couronne

**PARTIE II
GESTIONNAIRES DE SERVICES****POUVOIRS ET FONCTIONS**

4. Désignation des gestionnaires de services
5. Pouvoirs du gestionnaire de services
6. Pouvoirs additionnels : municipalité gestionnaire de services
7. Pouvoirs additionnels : conseil gestionnaire de services
8. Pouvoirs des conseils gestionnaires de services : débetures
9. Restrictions applicables aux prêts hypothécaires
10. Obligations : programmes de logement transférés
11. Niveaux de services : ménages
12. Fonctions et restrictions prescrites
- 12.1 Responsabilités du fournisseur de logements

EXERCICE DES FONCTIONS

13. Plan commun de transfert local
14. Nomination d'un administrateur
15. Accord d'impartition
16. Territoire de compétence en cas d'accord

ADMINISTRATION

17. Avis d'ensemble en difficulté
18. Documents
19. Rapports annuels et autres
20. Vérification ou enquête
21. Avis : défaut de se conformer

**PARTIE III
SOCIÉTÉS LOCALES DE LOGEMENT****CONSTITUTION ET RÉGIE**

22. Constitution et organisation
23. Pouvoir d'acquérir des actions

- 24. Restrictions on share issuance, transfer, etc.
- 25. Restriction on amalgamation
- 26. Restriction on voluntary dissolution
- 27. Duty of corporation, etc.
- 28. Invalidity of certain actions
- 29. Conflict

ACTIVITIES AND OPERATIONS

- 30. Agreement with Minister, etc.
- 31. Relationship to service manager
- 32. Language of services

PART IV TRANSFER ORDERS

SCOPE OF TRANSFER ORDERS

- 33. Transfer orders
- 34. Restrictions
- 35. Consent to transfer
- 36. Effective date of transfer
- 37. Methods of describing transferred things
- 38. Recission or amendment of transfer order

NOTICE OF TRANSFER ORDERS AND OF TRANSFERS

- 39. Notice of transfer order
- 40. Inspection of transfer orders
- 41. Notice of transfer not required
- 42. Registration requirements, real property
- 43. Registration of security interests

EFFECT OF TRANSFER ORDERS

- 44. Binding effect
- 45. Vesting in and assumption by transferee
- 46. No representation, etc., by transferor
- 47. Transfer deemed not to have certain effects
- 48. *Expropriations Act*
- 49. Restrictions, real property
- 50. Liability of certain guarantors

TRANSFER OF EMPLOYEES

- 51. Transfer of employees

TRANSFER OF MOTOR VEHICLES, ETC.

- 52. Transfer of motor vehicles, trailers
- 53. Motor vehicle insurance

TRANSFER OF DOCUMENTS AND DISCLOSURE OF RECORDS

- 54. Transfer of documents
- 55. Disclosure of other records

- 24. Restrictions applicables à l'émission et au transfert d'actions
- 25. Restrictions applicables aux fusions
- 26. Restrictions applicables aux dissolutions volontaires
- 27. Obligation de la société
- 28. Nullité de certaines mesures
- 29. Incompatibilité

ACTIVITÉS ET FONCTIONNEMENT

- 30. Conclusion d'accords avec le ministre
- 31. Lien avec le gestionnaire de services lié
- 32. Langue des services

PARTIE IV DÉCRETS DE TRANSFERT OU DE MUTATION

PORTÉE DES DÉCRETS DE TRANSFERT OU DE MUTATION

- 33. Décrets de transfert ou de mutation
- 34. Restrictions
- 35. Consentement
- 36. Date d'effet des transferts et des mutations
- 37. Description des personnes mutées ou des choses transférées
- 38. Annulation ou modification du décret de transfert ou de mutation

AVIS DE DÉCRET DE TRANSFERT OU DE MUTATION ET AVIS DE TRANSFERT

- 39. Avis de décret de transfert ou de mutation
- 40. Examen des décrets
- 41. Avis de transfert non obligatoire
- 42. Exigences en matière d'enregistrement des biens immeubles
- 43. Enregistrement d'une sûreté

EFFET DES DÉCRETS DE TRANSFERT OU DE MUTATION

- 44. Obligation des parties
- 45. Dévolution et prise en charge
- 46. Aucune affirmation de l'auteur
- 47. Transfert et mutation réputés ne pas avoir certains effets
- 48. *Loi sur l'expropriation*
- 49. Restrictions : biens immeubles
- 50. Responsabilité de certains garants

MUTATION D'EMPLOYÉS

- 51. Mutation d'employés

TRANSFERT DE VÉHICULES

- 52. Transfert de véhicules
- 53. Assurance-automobile

TRANSFERT ET DIVULGATION DE DOCUMENTS

- 54. Transfert de documents
- 55. Divulcation d'autres documents

56. Effect of transfer or disclosure

GENERAL

57. Part prevails

58. Right of action

59. Legislation from which certain transfers
exempt

60. Transfers after transfer order

**PART V
ELIGIBILITY FOR ASSISTANCE**

INTERPRETATION

61. Definition

61.1 Supportive housing provider61.2 Service manager, supportive housing
provider or lead agencyELIGIBILITY FOR RENT-GEARED-TO-INCOME
ASSISTANCE

62. Application for assistance

63. Eligibility for assistance

64. Type of accommodation

65. Waiting lists for units

66. Amount of geared-to-income rent

67. Deferral of rent

ELIGIBILITY FOR SPECIAL NEEDS HOUSING

68. Application for special needs housing

69. Eligibility for special needs housing

69.1 Type of accommodation

70. Waiting lists for special needs housing

ELIGIBILITY RULES, OCCUPANCY STANDARDS
AND PRIORITY RULES

71. Eligibility rules

72. Occupancy standards

73. Priority rules

74. Invalidity and conflicts

75. Public inspection of rules

DECISIONS AND INTERNAL REVIEW

75.1 Opportunity to comment

76. Notice to household and housing provider

77. Internal review

78. Conduct of review

79. When decision takes effect, etc.

ADMINISTRATION

80. Prohibition re obtaining assistance

81. Reimbursement of service manager

82. Agreement prohibited

83. Designation of lead agencies

84. Referral agreements

85. Application procedures

56. Effet du transfert ou de la divulgation

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

57. Primauté de la partie

58. Droit d'action

59. Exclusion de certains textes législatifs

60. Transferts après un décret

**PARTIE V
ADMISSIBILITÉ À L'AIDE**

DÉFINITION

61. Définition

61.1 Fournisseur de logements avec services de soutien61.2 Gestionnaire de services, fournisseur de logements avec
services de soutien ou organisme responsableADMISSIBILITÉ À L'AIDE SOUS FORME DE LOYER INDEXÉ
SUR LE REVENU

62. Demande d'aide

63. Admissibilité à l'aide

64. Type de logement acceptable

65. Listes d'attente pour les logements

66. Calcul du loyer indexé sur le revenu

67. Report du loyer

ADMISSIBILITÉ À UN LOGEMENT ADAPTÉ

68. Demande de logement adapté

69. Admissibilité à un logement adapté

69.1 Type de logement acceptable

70. Listes d'attente pour les logements adaptés

RÈGLES D'ADMISSIBILITÉ, NORMES D'OCCUPATION ET
RÈGLES DE PRIORITÉ

71. Règles d'admissibilité

72. Normes d'occupation

73. Règles de priorité

74. Nullité et incompatibilité

75. Consultation par le public

DÉCISIONS ET RÉVISION INTERNE

75.1 Occasion de présenter des observations

76. Notification au ménage et au fournisseur de logements

77. Révision interne

78. Conduite de la révision

79. Prise d'effet des décisions

APPLICATION

80. Interdiction : obtention d'aide

81. Remboursement du gestionnaire de services

82. Accords interdits

83. Désignation d'organismes responsables

84. Accords de renvoi

85. Modalités de demande

**PART VI
OPERATING FRAMEWORK —
CERTAIN TRANSFERRED HOUSING
PROGRAMS**

APPLICATION UPON TERMINATION OF
OPERATING AGREEMENTS

86. Termination of operating agreements
87. Application

DUTIES OF HOUSING PROVIDERS

88. Provincial requirements for housing providers
89. Local standards
90. Restriction on transfer, etc., of housing project
91. Registration requirement, real property
92. Language of services

OPERATING STANDARDS FOR
HOUSING PROJECTS

93. Targeting plan
94. Mandate
95. Duty to comply with plan, mandate
96. Change in number of rent-geared-to-income units

SUBSIDY PAYABLE TO HOUSING PROVIDERS

97. Duty to pay subsidy
98. General subsidy
99. Benchmark revenue, etc.
100. Estimates by housing provider
101. Subsidy re certain housing providers
102. Benchmark operating costs
103. Estimates by housing provider
104. Debt repayment
105. Guidelines and requirements
106. Additional subsidy

ADMINISTRATION

107. Records
108. Annual and other reports
109. Audit or investigation

ENFORCEMENT

110. Triggering events
111. Remedies
112. Limitations on exercise of remedy
113. Discontinuation or suspension of subsidy
114. Performance of duties, etc., by service manager
115. Appointment, etc., of receiver
116. Replacement of directors

**PARTIE VI
CADRE D'EXPLOITATION POUR
CERTAINS PROGRAMMES
DE LOGEMENT TRANSFÉRÉS**

APPLICATION APRÈS LA RÉSILIATION
DES ACORDS D'EXPLOITATION

86. Résiliation des accords d'exploitation
87. Champ d'application

FONCTIONS DES FOURNISSEURS DE LOGEMENTS

88. Exigences provinciales applicables aux fournisseurs de logements
89. Normes locales
90. Restrictions applicables à la disposition d'un ensemble domiciliaire
91. Exigence en matière d'enregistrement des biens immeubles
92. Langue des services

NORMES D'EXPLOITATION APPLICABLES
AUX ENSEMBLES DOMICILIAIRES

93. Plan de ciblage
94. Mandat
95. Obligation de se conformer
96. Variation du nombre de logements à loyer indexé sur le revenu

SUBSIDE PAYABLE AUX FOURNISSEURS
DE LOGEMENTS

97. Obligation de verser un subside
98. Subside général
99. Revenus de référence
100. Estimations effectuées par le fournisseur de logements
101. Subside : certains fournisseurs de logements
102. Frais d'exploitation de référence
103. Estimations effectuées par le fournisseur de logements
104. Remboursement des dettes
105. Lignes directrices et exigences
106. Subside additionnel

ADMINISTRATION

107. Documents
108. Rapports annuels et autres
109. Vérification ou enquête

EXÉCUTION

110. Faits déclencheurs
111. Recours
112. Restrictions relatives à l'exercice d'un recours
113. Cessation ou suspension des subsides
114. Exercice de pouvoirs ou fonctions par le gestionnaire de services
115. Nomination d'un séquestre
116. Remplacement des administrateurs

**PART VII
PAYMENT OF PROVINCIAL AND
LOCAL HOUSING COSTS**

PROVINCIAL HOUSING COSTS

- 117. Provincial housing costs
- 118. Allocation of recoverable amount
- 119. Adjustments
- 120. Interest and penalties
- 121. Collection of amounts owing

SERVICE MANAGER'S HOUSING COSTS

- 122. Service manager's housing costs
- 123. Calculation by service manager
- 124. Apportionment by municipal service manager
- 125. Apportionment by dssab service manager
- 126. Adjustments
- 127. Interest and penalties
- 128. Collection of amounts owing

DISTRIBUTION OF FEDERAL FUNDING

- 129. Payment to service managers

SPECIAL RULES FOR THE
GREATER TORONTO AREA

- 130. Definition
- 131. GTA equalization
- 132. Change in allocation method
- 133. Review by GTSB

**PART VIII
SOCIAL HOUSING SERVICES
CORPORATION**

- 134. Definition
- 135. Creation of corporation
- 136. Objects of the corporation
- 137. Powers
- 138. Board of directors
- 139. Vacancies
- 140. Quorum and voting
- 141. Chair
- 142. Remuneration
- 143. Decisions not made at meeting
- 143.1 Meeting by telephone, etc.
- 144. Chief executive officer
- 145. Expenditures before 2005
- 145.1 Expenditures in and after 2005
- 146. Annual report
- 147. Reports and information
- 148. Immunity

**PARTIE VII
PAIEMENT DES COÛTS DU
LOGEMENT ENGAGÉS PAR LA
PROVINCE OU PAR LES
GESTIONNAIRES DE SERVICES**

COÛTS DU LOGEMENT ENGAGÉS
PAR LA PROVINCE

- 117. Coûts du logement engagés par la province
- 118. Répartition des coûts recouvrables
- 119. Rajustements
- 120. Intérêts et pénalités
- 121. Recouvrement des créances

COÛTS DU LOGEMENT ENGAGÉS PAR LES
GESTIONNAIRES DE SERVICES

- 122. Coûts du logement engagés par les gestionnaires de services
- 123. Calcul effectué par le gestionnaire de services
- 124. Répartition par la municipalité gestionnaire de services
- 125. Répartition par le conseil gestionnaire de services
- 126. Rajustements
- 127. Intérêts et pénalités
- 128. Recouvrement des créances

DISTRIBUTION DES SUBVENTIONS FÉDÉRALES

- 129. Versement aux gestionnaires de services

RÈGLES PARTICULIÈRES APPLICABLES
AU GRAND TORONTO

- 130. Définition
- 131. Péréquation dans le cas du GT
- 132. Nouvelle méthode de répartition
- 133. Révision par la Commission des services du grand Toronto

**PARTIE VIII
SOCIÉTÉ DES SERVICES
DE LOGEMENT SOCIAL**

- 134. Définition
- 135. Création d'une personne morale
- 136. Mission de la Société
- 137. Pouvoirs
- 138. Conseil d'administration
- 139. Vacances
- 140. Quorum et vote
- 141. Président
- 142. Rémunération
- 143. Décisions prises hors des réunions
- 143.1 Réunion par téléphone ou autre moyen
- 144. Chef de la direction
- 145. Dépenses avant 2005
- 145.1 Dépenses engagées à compter de 2005
- 146. Rapport annuel
- 147. Rapports et renseignements
- 148. Immunité

PART IX GENERAL

ADMINISTRATIVE MATTERS

- 149. Conflicts
- 150. Power to amend, replace certain operating agreements
- 151. Fraud control unit
- 152. Eligibility review officers and family support workers
- 153. Prohibition, obstruction
- 154. Electronic signature

COLLECTION, USE AND DISCLOSURE OF PERSONAL INFORMATION

- 155. Personal information
- 156. Agreements of Minister
- 157. Agreements of service managers
- 158. Sharing information
- 158.1 Restriction re prescribed personal information

REGULATIONS

- 159. Regulations generally
- 160. Regulations respecting Part I
- 161. Regulations respecting Part II
- 162. Regulations respecting Part III
- 163. Regulations respecting Part IV
- 164. Regulations respecting Part V
- 165. Regulations respecting Part VI
- 166. Regulations respecting Part VII
- 167. Regulations respecting Part VIII
- 168. Regulations respecting Part IX

PART X AMENDMENTS, REPEALS, COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

- 169. Amendments to *Ontario Housing Corporation Act*
- 170. Repeal of *Social Housing Funding Act, 1997*
- 171. Amendments to *Tenant Protection Act, 1997*
- 172. Commencement
- 173. Short title

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

PART I INTERPRETATION

Purpose

1. The purpose of this Act is to provide for the efficient and effective administration of housing programs by service managers.

PARTIE IX DISPOSITIONS GÉNÉRALES

QUESTIONS ADMINISTRATIVES

- 149. Incompatibilité
- 150. Pouvoir de modifier et de remplacer certains accords d'exploitation
- 151. Unité de répression des fraudes
- 152. Agents de révision de l'admissibilité et agents d'aide au recouvrement
- 153. Entrave interdite
- 154. Signature électronique

COLLECTE, UTILISATION ET DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

- 155. Renseignements personnels
- 156. Conclusion d'ententes par le ministre
- 157. Conclusion d'ententes par les gestionnaires de services
- 158. Communication de renseignements
- 158.1 Restriction : renseignements personnels prescrits

RÈGLEMENTS

- 159. Règlements de nature générale
- 160. Règlements : partie I
- 161. Règlements : partie II
- 162. Règlements : partie III
- 163. Règlements : partie IV
- 164. Règlements : partie V
- 165. Règlements : partie VI
- 166. Règlements : partie VII
- 167. Règlements : partie VIII
- 168. Règlements : partie IX

PARTIE X MODIFICATIONS, ABROGATIONS, ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

- 169. Modification de la *Loi sur la Société de logement de l'Ontario*
- 170. Abrogation de la *Loi de 1997 sur le financement du logement social*
- 171. Modification de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*
- 172. Entrée en vigueur
- 173. Titre abrégé

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

PARTIE I DÉFINITIONS

Objet

1. La présente loi a pour objet de prévoir l'administration efficace et efficiente des programmes de logement par les gestionnaires de services.

Definitions

2. In this Act,

“administrator” means an administrator appointed under section 14; (“administrateur”)

“area services board” means a board established under Part II of the *Northern Services Boards Act*; (“régie régionale des services publics”)

“district social services administration board” means a board established under the *District Social Services Administration Boards Act*; (“conseil d’administration de district des services sociaux”)

“dssab service manager” means a service manager that is a district social services administration board; (“conseil gestionnaire de services”)

“federal funding” means money received by the Crown in right of Ontario from the Crown in right of Canada or the Canada Mortgage and Housing Corporation for the purpose of funding prescribed housing programs; (“subvention fédérale”)

“high need household” means a household that meets such criteria as may be prescribed; (“ménage ayant des besoins importants”)

“household” means an individual who lives alone or two or more individuals who live together; (“ménage”)

“housing program” means a program prescribed as a housing program; (“programme de logement”)

“housing project” means all or part of the residential accommodation, including facilities used for ancillary purposes, located in one or more buildings used in whole or in part for residential accommodation; (“ensemble domiciliaire”)

“housing provider” means a person who operates a housing project; (“fournisseur de logements”)

“independent municipality” means a municipality within the service area of a municipal service manager and that does not form part of the municipality of the municipal service manager for municipal purposes; (“municipalité indépendante”)

“landlord” has the same meaning as in the *Tenant Protection Act, 1997*; (“locateur”)

“lead agency” means a lead agency designated under section 83; (“organisme responsable”)

“local housing authority” means a corporation constituted under subsection 7 (2) of the *Housing Development Act* as a housing authority for a particular geographic area; (“commission locale de logement”)

“local housing corporation” means a corporation that has been incorporated in accordance with section 22; (“société locale de logement”)

“market unit” means a unit that is in a housing project and that is not a rent-geared-to-income unit; (“logement à loyer du marché”)

Définitions

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«accord de supplément au loyer» Accord d'exploitation conclu dans le cadre d'un programme de supplément au loyer créé par le ministre. («rent supplement agreement»)

«accord d'exploitation» Accord, protocole d'entente, lettre d'engagement, ou combinaison de ceux-ci, oral ou écrit ou en partie oral et en partie écrit, conclu avant l'entrée en vigueur du présent article entre un fournisseur de logements et la Couronne du chef de l'Ontario, la Couronne du chef du Canada, le ministre, le ministère, un ministre ou un ministère de la Couronne du chef du Canada, la Société de logement de l'Ontario, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, une commission locale de logement, un mandataire de la Couronne du chef de l'Ontario ou de la Couronne du chef du Canada, ou une combinaison de ceux-ci, en vertu duquel le fournisseur de logements reçoit un financement à l'égard d'un ensemble domiciliaire visé par un programme de logement. («operating agreement»)

«administrateur» Lorsqu'il ne s'agit pas du membre d'un conseil d'administration, s'entend d'un administrateur nommé en application de l'article 14. («administrator»)

«aide sous forme de loyer indexé sur le revenu» Aide financière fournie à l'égard d'un ménage dans le cadre d'un programme de logement afin de réduire la somme qu'il doit payer par ailleurs pour occuper un logement dans un ensemble domiciliaire. («rent-geared-to-income assistance»)

«aire de service» Relativement à un gestionnaire de services, s'entend de la zone géographique que le paragraphe 4 (2) précise comme étant son aire de service. («service area»)

«auteur d'un transfert ou d'une mutation» Personne dont des éléments d'actif, des éléments de passif, des droits, des obligations ou des employés sont transférés ou mutés, selon le cas, par un décret de transfert ou de mutation. Le terme «auteur» employé seul a un sens correspondant dans un contexte analogue. («transferor»)

«bien immeuble» S'entend d'un bien-fonds, d'un tènement, d'une dépendance, d'un héritage ou d'un accessoire fixe. S'entend en outre des intérêts ou des droits qui s'y rattachent, qui y sont annexés ou qui peuvent être exercés à leur endroit. («real property»)

«bien meuble» S'entend d'un bien qui n'est pas un bien immeuble. S'entend en outre d'un acte mobilier, d'un titre, d'un effet, d'un bien immatériel, d'argent et d'une valeur mobilière, tels que ces termes sont définis dans la *Loi sur les sûretés mobilières*, ainsi que d'une créance, d'un accord, d'une entente, d'un permis, d'une licence, d'une autorisation, de la propriété intellectuelle, d'un document et d'un objet, à l'exclusion des matériaux de construction fixés à un

“Minister” means the Minister of Municipal Affairs and Housing or such other member of the Executive Council as may be assigned the administration of this Act under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“Ministry” means the ministry of the Minister; (“ministère”)

“modified unit” means a unit that has been modified so as to be accessible to an individual with a physical disability or so as to allow an individual with a physical disability to live independently; (“logement modifié”)

“municipal service manager” means a service manager that is a municipality; (“municipalité gestionnaire de services”)

“municipality” means a city, town, county, township, village, regional or district municipality, the County of Oxford or the Frontenac Management Board; (“municipalité”)

“non-profit housing co-operative” means a non-profit housing co-operative under the *Co-operative Corporations Act*; (“coopérative de logement sans but lucratif”)

“Ontario Housing Corporation” means the Ontario Housing Corporation continued under the *Ontario Housing Corporation Act*; (“Société de logement de l’Ontario”)

“operating agreement” means an agreement, a memorandum of understanding, a letter of commitment or any combination of them, whether oral, written or in part oral and in part written, entered into before this section comes into force between a housing provider and one or more of the Crown in right of Ontario, the Crown in right of Canada, the Minister, the Ministry, a minister or ministry of the Crown in right of Canada, the Ontario Housing Corporation, Canada Mortgage and Housing Corporation, a local housing authority, an agent of the Crown in right of Ontario and an agent of the Crown in right of Canada under which funding is provided to the housing provider with respect to a housing project under a housing program; (“accord d’exploitation”)

“person” means an individual, a corporation, the Crown, a municipality, an agency, a board, a commission or any other entity; (“personne”)

“personal information” has the same meaning as in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*; (“renseignements personnels”)

“personal property” means property that is not real property, and includes chattel paper, documents of title, instruments, intangibles, money and securities, all as defined in the *Personal Property Security Act*, accounts receivable, agreements, licences, permits, intellectual property, records and goods, but does not include building materials that have been affixed to real property; (“bien meuble”)

bien immeuble. («personal property»)

«commission locale de logement» Personne morale constituée en vertu du paragraphe 7 (2) de la *Loi sur le développement du logement* en tant que commission de logement pour une zone géographique donnée. («local housing authority»)

«conseil d’administration de district des services sociaux» Conseil créé en vertu de la *Loi sur les conseils d’administration de district des services sociaux*. («district social services administration board»)

«conseil gestionnaire de services» Gestionnaire de services qui est un conseil d’administration de district des services sociaux. («dssab service manager»)

«coopérative de logement sans but lucratif» Coopérative de logement sans but lucratif fonctionnant sous le régime de la *Loi sur les sociétés coopératives*. («non-profit housing co-operative»)

«décret de transfert ou de mutation» Décret de transfert ou de mutation pris en vertu de la partie IV. («transfer order»)

«destinataire d’un transfert ou d’une mutation» Personne à qui des éléments d’actif, des éléments de passif, des droits, des obligations ou des employés sont transférés ou mutés, selon le cas, par un décret de transfert ou de mutation. Le terme «destinataire» employé seul a un sens correspondant dans un contexte analogue. («transferee»)

«document» S’entend au sens de la *Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée*. S’entend en outre d’un document qui contient des renseignements confidentiels ou personnels. («record»)

«ensemble domiciliaire» S’entend de la totalité ou d’une partie de locaux d’habitation, y compris les installations servant à des fins accessoires, qui sont situés dans un ou plusieurs bâtiments utilisés en tout ou en partie à des fins résidentielles. («housing project»)

«ensemble domiciliaire transféré» Relativement à un gestionnaire de services, s’entend d’un ensemble domiciliaire qui est visé par un programme de logement transféré et qui est prescrit pour l’application de l’article 10. («transferred housing project»)

«fournisseur de logements» Personne qui exploite un ensemble domiciliaire. («housing provider»)

«fournisseur de logements avec services de soutien» Fournisseur de logements qui fournit des logements adaptés dans un ensemble domiciliaire qu’il exploite. («supportive housing provider»)

«gestionnaire de services» Municipalité, organisme, conseil ou commission désigné comme tel en application du paragraphe 4 (1). («service manager»)

«gestionnaire de services lié» Relativement à une société locale de logement, s’entend du gestionnaire de

“prescribed” means prescribed by the regulations; (“prescrit”)

“real property” means lands, tenements, appurtenances, hereditaments and fixtures, and includes an interest in or a right issuing or arising out of, annexed to or exercisable with respect to lands, tenements, appurtenances, hereditaments or fixtures; (“bien immeuble”)

“record” has the same meaning as in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and includes a record that contains confidential information or personal information; (“document”)

“regulations” means regulations made under this Act; (“règlements”)

“related municipality”, in relation to a local housing corporation, means,

(a) an independent municipality in the related service manager’s service area, in the case of a municipal service manager, or

(b) a municipality in the related service manager’s service area, in the case of a dssab service manager; (“municipalité liée”)

“related service manager”, in relation to a local housing corporation, means the service manager to whom common shares of the local housing corporation are deemed to have been issued under subsection 22 (7); (“gestionnaire de services lié”)

“rent-geared-to-income assistance” means financial assistance provided in respect of a household under a housing program to reduce the amount the household must otherwise pay to occupy a unit in a housing project; (“aide sous forme de loyer indexé sur le revenu”)

“rent-geared-to-income unit” means a unit in a housing project that either is occupied by a household receiving rent-geared-to-income assistance or is available for occupancy by a household eligible for rent-geared-to-income assistance; (“logement à loyer indexé sur le revenu”)

“rent supplement agreement” means an operating agreement under a rent supplement program established by the Minister; (“accord de supplément au loyer”)

“service area”, in relation to a service manager, means the geographic area specified as the service area of that service manager under subsection 4 (2); (“aire de service”)

“service manager” means a municipality, agency, board or commission designated as a service manager under subsection 4 (1); (“gestionnaire de services”)

“Social Housing Services Corporation” means the corporation established under section 135; (“Société des services de logement social”)

services en faveur de qui des actions ordinaires de la société sont réputées avoir été émises en application du paragraphe 22 (7). («related service manager»)

«locateur» S’entend au sens de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*. («landlord»)

«logement» Logement destiné à être utilisé à des fins résidentielles dans un ensemble domiciliaire. («unit»)



«logement adapté» Logement qu’occupe ou que peut occuper un ménage comptant un ou plusieurs particuliers pour qui des modifications concernant l’accessibilité sont nécessaires ou qui ont besoin de services de soutien financés par la province pour vivre de façon autonome dans la collectivité. («special needs housing»)

«logement à loyer du marché» Logement d’un ensemble domiciliaire qui n’est pas un logement à loyer indexé sur le revenu. («market unit»)

«logement à loyer indexé sur le revenu» Logement d’un ensemble domiciliaire qu’occupe un ménage qui reçoit une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu ou que peut occuper un ménage qui est admissible à une telle aide. («rent-geared-to-income unit»)

«logement modifié» Logement qui a été modifié de manière à le rendre accessible aux personnes ayant une déficience physique ou à permettre à de telles personnes de vivre de façon autonome. («modified unit»)

«ménage» Particulier qui vit seul ou deux ou plusieurs particuliers qui vivent ensemble. («household»)

«ménage ayant des besoins importants» Ménage qui répond aux critères prescrits. («high need household»)

«ministère» Le ministère du ministre. («Ministry»)

«ministre» Le ministre des Affaires municipales et du Logement ou l’autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l’application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«municipalité» Cité, ville, comté, canton, village, municipalité régionale, municipalité de district, le comté d’Oxford ou le conseil de gestion de Frontenac. («municipality»)

«municipalité gestionnaire de services» Gestionnaire de services qui est une municipalité. («municipal service manager»)

«municipalité indépendante» S’entend d’une municipalité qui est située dans l’aire de service d’une municipalité gestionnaire de services, mais qui n’en fait pas partie aux fins municipales. («independent municipality»)

«municipalité liée» Relativement à une société locale de logement, s’entend de ce qui suit :

a) une municipalité indépendante située dans l’aire de service du gestionnaire de services lié, dans

“special needs housing” means a unit that is occupied by or is made available for occupancy by a household

having one or more individuals who require accessibility modifications or provincially-funded support services in order to live independently in the community; ("logement adapté")

"supportive housing provider" means a housing provider providing special needs housing in a housing project operated by it; ("fournisseur de logements avec services de soutien")

"transfer order" means a transfer order made under Part IV; ("décret de transfert ou de mutation")

"transferee" means a person to whom assets, liabilities, rights, obligations or employees are transferred by a transfer order; ("destinataire d'un transfert ou d'une mutation", "destinataire")

"transferor" means a person any of whose assets, liabilities, rights, obligations or employees are transferred by a transfer order; ("auteur d'un transfert ou d'une mutation", "auteur")

"transferred housing program", in relation to a service manager, means a housing program for which responsibility has been transferred to the service manager under section 10, and in respect of which the transfer has taken effect; ("programme de logement transféré")

"transferred housing project", in relation to a service manager, means a housing project that is subject to a transferred housing program and that has been prescribed for the purposes of section 10; ("ensemble domiciliaire transféré")

"unit" means a unit intended for use as residential accommodation in a housing project. ("logement")

le cas d'une municipalité gestionnaire de services;

b) une municipalité située dans l'aire de service du gestionnaire de services lié, dans le cas d'un conseil gestionnaire de services. («related municipality»)

«organisme responsable» Organisme responsable désigné en vertu de l'article 83. («lead agency»)

«personne» S'entend d'un particulier, d'une personne morale, de la Couronne, d'une municipalité, d'un organisme, d'un conseil, d'une commission ou d'une autre entité. («person»)

«prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)

«programme de logement» Programme prescrit comme tel. («housing program»)

«programme de logement transféré» Relativement à un gestionnaire de services, s'entend d'un programme de logement dont la responsabilité a été transférée au gestionnaire de services en application de l'article 10 et à l'égard duquel le transfert a pris effet. («transferred housing program»)

«régie régionale des services publics» Régie créée en vertu de la partie II de la *Loi sur les régies des services publics du Nord*. («area services board»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«renseignements personnels» S'entend au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*. («personal information»)

«Société de logement de l'Ontario» La Société de logement de l'Ontario maintenue par la *Loi sur la Société de logement de l'Ontario*. («Ontario Housing Corporation»)

«Société des services de logement social» La personne morale constituée en application de l'article 135. («Social Housing Services Corporation»)

«société locale de logement» Personne morale constituée conformément à l'article 22. («local housing corporation»)

«subvention fédérale» Somme que la Couronne du chef de l'Ontario reçoit de la Couronne du chef du Canada ou de la Société canadienne d'hypothèques et de logement aux fins du financement des programmes de logement prescrits. («federal funding»)

Crown bound

3. This Act binds the Crown.

PART II SERVICE MANAGERS

POWERS AND DUTIES

Designation of service manager

4. (1) The Minister shall by regulation designate the municipalities, the district social services administration boards, the area services boards and the other agencies,

Obligation de la Couronne

3. La présente loi lie la Couronne.

PARTIE II GESTIONNAIRES DE SERVICES

POUVOIRS ET FONCTIONS

Désignation des gestionnaires de services

4. (1) Le ministre désigne, par règlement, les municipalités, les conseils d'administration de district des services sociaux, les régies régionales des services

boards and commissions that are service managers for the purposes of this Act.

Service area

(2) For each service manager, the Minister shall by regulation specify the geographic area that is the service area of that service manager for the purposes of this Act.

Powers of service manager

5. (1) A service manager may,

- (a) purchase or otherwise acquire a housing project in its service area for the purpose of operating it as a housing project;
- (b) purchase or otherwise acquire land in its service area for the purpose of operating a housing project on it;
- (c) construct a housing project on land that it has acquired in its service area;
- (d) make alterations or additions to a housing project that it has acquired or constructed in its service area;
- (e) operate and maintain a housing project that it has acquired or constructed in its service area;
- (f) sell or otherwise dispose of land and housing projects that it has acquired or constructed in its service area;
- (g) exercise such other powers as may be prescribed.

Power to establish programs

(2) A service manager may also establish, fund and administer programs for the provision of residential accommodation in its service area.

Restrictions, etc.

(3) A service manager shall exercise its powers in accordance with such conditions and restrictions as may be prescribed.

Additional powers, municipal service manager

6. (1) The provision of residential accommodation by a municipal service manager under this Act shall be deemed to be a municipal purpose of that service manager, and a municipal service manager may exercise for the purposes of this Act the powers that it has as a municipality under the *Municipal Act*, the *Regional Municipalities Act* or any other general or special Act. ➡

Same

(2) A municipal service manager may perform its duties and exercise its powers under this Act with respect to any part of its service area, including a part of its service area that is located outside its municipal boundaries, and may do so despite subsection 101 (1) of

publics et les autres organismes, conseils et commissions qui sont des gestionnaires de services pour l'application de la présente loi.

Aire de service

(2) Pour chaque gestionnaire de services, le ministre précise, par règlement, la zone géographique qui constitue son aire de service pour l'application de la présente loi.

Pouvoirs du gestionnaire de services

5. (1) Le gestionnaire de services peut faire ce qui suit :

- a) acquérir, notamment par achat, un ensemble domiciliaire situé dans son aire de service afin de l'exploiter en tant qu'ensemble domiciliaire;
- b) acquérir, notamment par achat, un bien-fonds situé dans son aire de service afin d'y exploiter un ensemble domiciliaire;
- c) construire un ensemble domiciliaire sur un bien-fonds qu'il a acquis dans son aire de service;
- d) modifier ou agrandir un ensemble domiciliaire qu'il a acquis ou construit dans son aire de service;
- e) exploiter et entretenir un ensemble domiciliaire qu'il a acquis ou construit dans son aire de service;
- f) disposer, notamment par vente, des biens-fonds et des ensembles domiciliaires qu'il a acquis ou construits dans son aire de service;
- g) exercer tout autre pouvoir prescrit.

Pouvoir de créer des programmes

(2) Le gestionnaire de services peut également créer, financer et administrer des programmes de fourniture de locaux d'habitation dans son aire de service.

Restrictions

(3) Le gestionnaire de services exerce ses pouvoirs conformément aux conditions et restrictions prescrites.

Pouvoirs additionnels : municipalité gestionnaire de services

6. (1) La fourniture de locaux d'habitation par une municipalité gestionnaire de services en application de la présente loi est réputée une fin municipale de ce gestionnaire de services, et une municipalité gestionnaire de services peut, pour l'application de la présente loi, exercer tous les pouvoirs qu'elle peut exercer en tant que municipalité en vertu de la *Loi sur les municipalités*, de la *Loi sur les municipalités régionales* ou de toute autre loi générale ou spéciale. ➡

Idem

(2) La municipalité gestionnaire de services peut exercer les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi à l'égard de toute partie de son aire de service même si celle-ci est située à l'extérieur de ses limites, et ce, malgré le paragraphe 101 (1) de la *Loi sur les muni-*

the *Municipal Act* or any other Act restricting its jurisdiction.

Additional powers, dssab service manager

7. (1) In addition to its powers under this Act, a dssab service manager may exercise for the purposes of this Act the powers that a district social service administration board has under the *District Social Services Administration Boards Act*.

Capital facilities

(2) Subsections 210.1 (1) to (5), (10) and (11) of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to a dssab service manager as if it were the council of a municipality.

Expropriation powers

(3) Sections 190, 191 and 193 of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to a dssab service manager as if it were the council of a municipality.

Reserve funds and investments

(4) Subsections 163 (1) to (3) and (5) to (7) and section 167 of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to a dssab service manager as if it were the council of a municipality.

Powers of dssab service manager re debentures

8. (1) This section applies if a dssab service manager wishes to make permanent improvements to a housing project for the purposes of this Act and wishes to obtain financing for the improvements.

Direction

(2) The dssab service manager may direct the council of such municipalities within its service area as may be prescribed to issue and sell debentures on the credit of the municipal corporation for raising such sums as the dssab service manager may require to make the permanent improvements.

Same

(3) The direction must state the purpose of the debenture and the nature and estimated cost of the improvements.

Application for approval

(4) A dssab service manager that proposes to give a direction to a municipality shall apply to the Ontario Municipal Board for approval of the proposed direction under section 65 of the *Ontario Municipal Board Act* and the dssab service manager shall be deemed, for the purposes of that section, to make the application on behalf of the municipality.

Approval

(5) If the Ontario Municipal Board approves the proposed direction, the council of the applicable mu-

icipalités et toute autre loi limitant son territoire de compétence.

Pouvoirs additionnels : conseil gestionnaire de services

7. (1) En plus des pouvoirs que lui confère la présente loi, le conseil gestionnaire de services peut, pour l'application de la présente loi, exercer tous les pouvoirs qu'un conseil d'administration de district des services sociaux peut exercer en vertu de la *Loi sur les conseils d'administration de district des services sociaux*.

Immobilisations

(2) Les paragraphes 210.1 (1) à (5), (10) et (11) de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au conseil gestionnaire de services comme s'il était le conseil d'une municipalité.

Pouvoirs d'expropriation

(3) Les articles 190, 191 et 193 de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au conseil gestionnaire de services comme s'il était le conseil d'une municipalité.

Fonds de réserve et placements

(4) Les paragraphes 163 (1) à (3) et (5) à (7) et l'article 167 de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au conseil gestionnaire de services comme s'il était le conseil d'une municipalité.

Pouvoirs des conseils gestionnaires de services : débentures

8. (1) Le présent article s'applique si le conseil gestionnaire de services désire apporter des améliorations permanentes à un ensemble domiciliaire pour l'application de la présente loi et obtenir du financement pour ces améliorations.

Ordre

(2) Le conseil gestionnaire de services peut ordonner aux conseils des municipalités prescrites situées dans son aire de service d'émettre et de vendre des débentures sur leur crédit afin de recueillir les sommes dont il a besoin pour couvrir les coûts des améliorations permanentes.

Idem

(3) L'ordre précise l'objet des débentures ainsi que la nature et les coûts prévus des améliorations.

Requête en approbation

(4) Le conseil gestionnaire de services qui envisage de donner un ordre à une municipalité demande, par voie de requête, à la Commission des affaires municipales de l'Ontario d'approuver l'ordre envisagé en application de l'article 65 de la *Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario*. Il est réputé, pour l'application de cet article, présenter la requête au nom de la municipalité.

Approbation

(5) Si la Commission des affaires municipales de l'Ontario approuve l'ordre envisagé, le conseil de la

municipality shall pass a by-law authorizing the borrowing of money by the issue and sale of debentures on the credit of the municipal corporation for the purposes stated in the direction.

Various powers and duties re debentures

(6) Subsections 123 (6) to (11) and (13), clause 123 (14) (c), subsection 123 (15) and subsection 147 (3) of the *Municipal Act* apply, with necessary modifications, to a direction given under this section as if the dssab service manager were a school board.

Liability under debentures

(7) Debentures issued under subsection (5) are joint and several obligations of the dssab service manager and all of the municipalities in its service area even though all or part of the costs of the permanent improvements may have been apportioned under subsection 125 (2) to only some of them.

Same

(8) Nothing in subsection (7) affects the rights of the dssab service manager and the municipalities in its service area as among themselves.

Payment

(9) With respect to debentures issued under subsection (5), the Minister of Finance shall pay to a dssab service manager an amount that bears the same proportion to the total cost of servicing the debentures as the proportion of costs apportioned to territory without municipal organization under subsection 125 (1).

Restrictions re mortgage financing

9. (1) A service manager shall not establish a system or process to enable more than one housing provider, acting jointly, to renew or replace mortgage financing unless the service manager has the prior written consent of the Minister to do so.

Same

(2) Subsection (1) applies with respect to any housing provider who operates a housing project under such housing programs as may be prescribed for the purposes of this section.

Duties re transferred housing programs

10. (1) The responsibility for administering and funding a prescribed housing program as it relates to a prescribed housing project is transferred as of the prescribed effective date from the Ontario Housing Corporation or the Government of Ontario, as the case may be, to the prescribed service manager.

Same

(2) As of the effective date of a transfer of responsibility to a service manager under subsection (1), the service manager shall assume the responsibility transferred to it and shall administer and fund the housing

municipalité visée adopte un règlement municipal autorisant l'emprunt de sommes par l'émission et la vente de débentures sur le crédit de la municipalité aux fins indiquées dans l'ordre.

Pouvoirs et fonctions : débentures

(6) Les paragraphes 123 (6) à (11) et (13), l'alinéa 123 (14) c), le paragraphe 123 (15) et le paragraphe 147 (3) de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à un ordre donné en vertu du présent article comme si le conseil gestionnaire de services était un conseil scolaire.

Obligations

(7) Les débentures émises en vertu du paragraphe (5) constituent des obligations conjointes et individuelles du conseil gestionnaire de services et de toutes les municipalités situées dans son aire de service même si la totalité ou une partie des coûts des améliorations permanentes n'a été attribuée qu'à certaines d'entre elles en application du paragraphe 125 (2).

Idem

(8) Le paragraphe (7) n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits que le conseil gestionnaire de services et les municipalités situées dans son aire de service peuvent faire valoir entre eux.

Versement

(9) Relativement aux débentures émises en vertu du paragraphe (5), le ministre des Finances verse au conseil gestionnaire de services la fraction du coût total du service des débentures calculée selon le rapport qui sert au calcul du coût attribué au territoire non érigé en municipalité en application du paragraphe 125 (1).

Restrictions applicables aux prêts hypothécaires

9. (1) Le gestionnaire de services ne doit pas, sans le consentement écrit préalable du ministre, mettre sur pied un mécanisme ou un processus visant à permettre à plusieurs fournisseurs de logements, agissant conjointement, de renouveler ou de remplacer un prêt hypothécaire.

Idem

(2) Le paragraphe (1) s'applique à l'égard du fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire dans le cadre des programmes de logement prescrits pour l'application du présent article.

Obligations : programmes de logement transférés

10. (1) La responsabilité de l'administration et du financement d'un programme de logement prescrit en ce qui concerne un ensemble domiciliaire prescrit est transférée, à la date d'effet prescrite, de la Société de logement de l'Ontario ou du gouvernement de l'Ontario, selon le cas, au gestionnaire de services prescrit.

Idem

(2) Le gestionnaire de services à qui une responsabilité est transférée en application du paragraphe (1) administre et finance le programme de logement en ce qui concerne l'ensemble domiciliaire, conformément à la

program as it relates to the housing project in accordance with this Act (including the regulations) and any applicable operating agreement in effect.

Same

(3) The housing program must also be administered and funded in accordance with such criteria and rules as may be prescribed for the program.

Same

(4) In case of a conflict between this Act (including the regulations) and the operating agreement, the service manager shall administer and fund the housing program as it relates to the housing project in accordance with the operating agreement.

Language of services

(5) If the service manager provides services in an area that is designated in the Schedule to the *French Language Services Act*, it shall provide its services in both English and French with respect to the provision of housing.

Same

(6) The service manager shall provide services in English and French to such housing providers as may be prescribed who were entitled, under an operating agreement, to receive services from Canada Mortgage and Housing Corporation in English and French before the transfer of the operating agreement to the service manager.

Service levels, households

11. (1) A service manager shall ensure that rent-geared-to-income assistance under Part V is provided in its service area in respect of at least,

- (a) the prescribed number of households whose income is no greater than the household income limit prescribed for the service area; and
- (b) the prescribed number of high need households.

Exclusions

(2) Households accommodated under such housing programs as may be prescribed must not be included in determining the number of households counted for the purposes of clause (1) (a) or the number of high need households counted for the purposes of clause (1) (b).

Service levels, modified units

(3) The service manager shall ensure that, in the transferred housing projects in its service area that are subject to the prescribed transferred housing programs, the prescribed number of modified units are maintained in accordance with such requirements as may be prescribed.

Prescribed duties

12. (1) A service manager shall perform such other duties as may be prescribed.

présente loi, y compris les règlements, et à tout accord d'exploitation en vigueur, à compter de la date d'effet du transfert.

Idem

(3) Le programme de logement est également administré et financé conformément aux critères et aux règles prescrits à son égard.

Incompatibilité

(4) En cas d'incompatibilité entre la présente loi, y compris les règlements, et l'accord d'exploitation, le gestionnaire de services administre et finance le programme de logement en ce qui concerne l'ensemble domiciliaire conformément à l'accord.

Langue

(5) Le gestionnaire de services qui fournit des services dans une région désignée à l'annexe de la *Loi sur les services en français* fournit ses services en français et en anglais pour ce qui est de la fourniture de logements.

Idem

(6) Le gestionnaire de services fournit ses services en français et en anglais aux fournisseurs de logements prescrits qui avaient le droit, dans le cadre d'un accord d'exploitation, de recevoir des services de la Société canadienne d'hypothèques et de logement en français et en anglais avant que l'accord ne lui soit transféré.

Niveaux de service : ménages

11. (1) Le gestionnaire de services veille à ce que l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu que prévoit la partie V soit fournie dans son aire de service à l'égard d'au moins les ménages suivants :

- a) le nombre prescrit de ménages dont le revenu n'est pas supérieur au seuil de revenu des ménages prescrit pour l'aire de service;
- b) le nombre prescrit de ménages ayant des besoins importants.

Exclusions

(2) Les ménages logés dans le cadre des programmes de logement prescrits ne doivent pas entrer dans le calcul du nombre de ménages effectué pour l'application de l'alinéa (1) a) ou le calcul du nombre de ménages ayant des besoins importants effectué pour l'application de l'alinéa (1) b).

Niveaux de service : logements modifiés

(3) Le gestionnaire de services veille à ce que le nombre prescrit de logements modifiés soit fourni conformément aux exigences prescrites dans les ensembles domiciliaires transférés qui sont situés dans son aire de service et qui sont visés par les programmes de logement transférés prescrits.

Fonctions prescrites

12. (1) Le gestionnaire de services exerce les autres fonctions prescrites.

Prescribed restrictions, etc.

(2) A service manager shall perform its duties under this Act in accordance with such conditions and restrictions as may be prescribed.

**Responsibilities of housing provider**

12.1 Despite anything in this Part or in Part V, a housing provider operating a housing project is responsible,

- (a) for all rent collection matters in respect of the housing project; and
- (b) for entering into an arrangement with a household occupying a unit in the housing project for the repayment of rental arrears if a service manager has determined that the household has paid an amount of geared-to-income rent that is less than the amount of geared-to-income rent payable by the household.

**PERFORMANCE OF DUTIES****Joint local transfer plan**

13. (1) Within five months after this section comes into force, each service manager shall prepare and submit to the Minister a plan for carrying out its duties under this Act.

Contents

(2) The plan must meet such criteria as the Minister may establish, must contain such information as may be required by the Minister and must be submitted in the form and manner required by the Minister.

Approval by service manager

(3) The service manager shall not submit the plan to the Minister until it has been approved by a by-law or resolution of the service manager.

**Consultation**

(3.1) Before approving the plan, the service manager shall consult with all affected housing providers in its service area.

**Approval by Minister**

(4) The Minister shall assess the plan and shall approve it if it meets the requirements described in subsection (2); the Minister may modify a plan before approving it.

Notice

(5) The Minister shall give the service manager written notice of his or her decision about the plan.

Duty to implement

(6) The service manager shall use its best efforts to implement the plan approved by the Minister.

Restrictions prescrites

(2) Le gestionnaire de services exerce les fonctions que lui attribue la présente loi conformément aux conditions et restrictions prescrites.

**Responsabilités du fournisseur de logements**

12.1 Malgré la présente partie et la partie V, le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire est chargé :

- a) d'une part, de s'occuper de tous les aspects de la perception des loyers de l'ensemble;
- b) d'autre part, de conclure avec un ménage qui occupe un logement de l'ensemble un arrangement pour le remboursement des arriérés de loyer si un gestionnaire de services décide que le ménage a payé un loyer indexé sur le revenu qui est inférieur à celui qu'il doit payer.

**EXERCICE DES FONCTIONS****Plan commun de transfert local**

13. (1) Dans les cinq mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent article, le gestionnaire de services prépare et présente au ministre un plan dans lequel il expose la façon dont il compte exercer les fonctions que lui attribue la présente loi.

Contenu

(2) Le plan répond aux critères que fixe le ministre et contient les renseignements et est présenté sous la forme et de la manière qu'il exige.

Approbation du gestionnaire de services

(3) Le gestionnaire de services ne doit pas présenter le plan au ministre tant qu'il ne l'a pas approuvé par règlement municipal, règlement administratif ou résolution.

**Consultation**

(3.1) Le gestionnaire de services consulte les fournisseurs de logements touchés de son aire de service avant d'approuver le plan.

**Approbation du ministre**

(4) Le ministre évalue le plan et l'approuve s'il répond aux critères visés au paragraphe (2); il peut le modifier avant de l'approuver.

Avis

(5) Le ministre avise le gestionnaire de services par écrit de sa décision concernant le plan.

Obligation de mettre le plan en oeuvre

(6) Le gestionnaire de services fait tous les efforts possibles pour mettre en oeuvre le plan approuvé par le ministre.

Replacement service manager

(7) If the service manager (the "original service manager") does not submit its plan to the Minister in accordance with this section or if the plan is not approved by the Minister, the Minister may enter into an agreement with another service manager (the "replacement") that provides for the replacement to perform the duties and exercise the powers of the original service manager under this Act with respect to such housing programs and housing projects as are specified in the agreement.

Same

(8) Subsection 21 (1) does not apply with respect to the exercise of the Minister's powers under subsection (7).

Same

(9) Nothing in subsection (7) affects the right of the Minister to enter into an agreement under subparagraph 4 ii of subsection 21 (3) with respect to the performance of the service manager's duties under this Act by another person.

Transfer not affected

(10) Nothing in this section affects the transfer of responsibility for housing programs to the service manager under section 10.

Appointment of administrator

14. (1) A service manager may,

- (a) appoint an administrator for its service area;
- (b) authorize its administrator in writing to perform all or some of the duties or exercise all or some of the powers of the service manager under this Act with respect to the whole or a part of the service manager's service area, in accordance with such conditions and restrictions as may be prescribed; and
- (c) impose additional conditions or restrictions on the administrator.

Deputy administrator

(2) A service manager may appoint a deputy administrator to act as administrator and to have all the duties and powers of the administrator when the administrator is absent or otherwise unable to act or when the office of the administrator is vacant.

Status

(3) The administrator or deputy administrator shall be deemed to be acting on behalf of the service manager when performing its duties or exercising its powers, and a decision made by the administrator or deputy administrator in performing those duties or exercising those powers shall be deemed to be a decision of the service manager.

Gestionnaire de services remplaçant

(7) Si un gestionnaire de services (le «premier gestionnaire de services») ne présente pas son plan au ministre conformément au présent article ou que ce dernier n'approuve pas le plan qui lui est présenté, le ministre peut, au moyen d'un accord, confier à un autre gestionnaire de services (le «remplaçant») l'exercice des pouvoirs et fonctions que la présente loi attribue au premier gestionnaire de services à l'égard des programmes de logement et des ensembles domiciliaires que précise l'accord.

Idem

(8) Le paragraphe 21 (1) ne s'applique pas à l'égard de l'exercice des pouvoirs que le paragraphe (7) confère au ministre.

Idem

(9) Le paragraphe (7) n'a pas pour effet de porter atteinte au droit qu'a le ministre de conclure un accord en vertu de la sous-disposition 4 ii du paragraphe 21 (3) à l'égard de l'exercice, par une autre personne, des fonctions que la présente loi attribue au gestionnaire de services.

Transfert non touché

(10) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte au transfert de la responsabilité de programmes de logement au gestionnaire de services en application de l'article 10.

Nomination d'un administrateur

14. (1) Le gestionnaire de services peut faire ce qui suit :

- a) nommer un administrateur pour son aire de service;
- b) autoriser par écrit son administrateur à exercer, à l'égard de la totalité ou d'une partie de son aire de service, la totalité ou une partie des pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi, conformément aux conditions et restrictions prescrites;
- c) assujettir l'administrateur à d'autres conditions ou restrictions.

Administrateur adjoint

(2) Le gestionnaire de services peut nommer un administrateur adjoint qui agit à titre d'administrateur et qui exerce les pouvoirs et fonctions de l'administrateur en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci ou de vacance de son poste.

Statut

(3) L'administrateur ou l'administrateur adjoint est réputé agir au nom du gestionnaire de services dans l'exercice de ses pouvoirs ou fonctions, et les décisions qu'il prend alors sont réputées des décisions du gestionnaire de services.

Same

(4) A service manager remains responsible for the performance of its duties and the exercise of its powers by an administrator or a deputy administrator.

Agreement regarding performance by another person

15. (1) A service manager may enter into an agreement with any person providing for that person to perform all or some of the duties or exercise all or some of the powers of the service manager under this Act with respect to all or part of the service manager's service area.

Conditions or restrictions

(2) The authority of the service manager to enter into the agreement, and the scope of the agreement, is subject to such conditions or restrictions as may be prescribed.

Same

(3) The agreement may impose conditions or restrictions on the person.

Restriction

(4) The agreement cannot provide that the person performs duties or exercises powers of a service manager under Part VII (Payment of Provincial and Local Housing Costs).

Reports, etc.

(5) The agreement must require the person to,

- (a) give the service manager such reports, documents and information as the service manager may request relating to the performance of the service manager's duties and exercise of the service manager's powers; and
- (b) give the requested reports, documents and information to the service manager at the times and in the form and manner requested by the service manager.

Control of records

(6) The agreement must provide that the service manager retains control of every record that is created by, or is in the custody of, the other person, if the record relates to the duties or powers that are subject to the agreement and if the other person is not an institution for the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Powers of municipality

(7) A municipality may enter into an agreement mentioned in subsection (1) to perform all or some of the duties or exercise all or some of the powers of a service manager under this Act with respect to all or part of the service manager's service area, and a municipality that enters into such an agreement has the powers necessary to carry it out.

Idem

(4) Le gestionnaire de services demeure responsable de l'exercice de ses pouvoirs et fonctions par un administrateur ou un administrateur adjoint.

Accord d'impartition

15. (1) Le gestionnaire de services peut, au moyen d'un accord, confier à une autre personne l'exercice, à l'égard de la totalité ou d'une partie de son aire de service, de la totalité ou d'une partie des pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi.

Conditions ou restrictions

(2) Le pouvoir du gestionnaire de services de conclure l'accord et la portée de celui-ci sont assujettis aux conditions ou restrictions prescrites.

Idem

(3) L'accord peut assujettir la personne à des conditions ou restrictions.

Restriction

(4) L'accord ne peut pas prévoir que la personne exerce les pouvoirs ou les fonctions que la partie VII attribue au gestionnaire de services (paiement des coûts du logement engagés par la province ou par les gestionnaires de services).

Rapports

(5) L'accord exige de la personne :

- a) d'une part, qu'elle remette au gestionnaire de services les rapports, documents et renseignements qu'il lui demande portant sur l'exercice des pouvoirs et fonctions du gestionnaire de services;
- b) d'autre part, qu'elle remette les rapports, documents et renseignements demandés, aux moments, sous la forme et de la manière que demande le gestionnaire de services.

Contrôle des documents

(6) L'accord prévoit que le gestionnaire de services conserve le contrôle de chaque document créé par l'autre personne ou dont celle-ci a la garde s'il se rapporte aux pouvoirs ou fonctions visés par l'accord et si l'autre personne n'est pas une institution pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

Pouvoirs de la municipalité

(7) Une municipalité peut, au moyen d'un accord visé au paragraphe (1), exercer, à l'égard de la totalité ou d'une partie de l'aire de service d'un gestionnaire de services, la totalité ou une partie des pouvoirs ou fonctions que la présente loi attribue à ce dernier. La municipalité qui conclut un tel accord possède les pouvoirs nécessaires à son exécution.

Powers of other service manager

(8) A service manager may enter into an agreement mentioned in subsection (1) to perform all or some of the duties or exercise all or some of the powers of another service manager under this Act with respect to all or part of the other service manager's service area, and a service manager that enters into such an agreement has the powers necessary to carry it out.

Status of other person

(9) The person performing the service manager's duties or exercising its powers shall be deemed to be acting on behalf of the service manager in doing so, and a decision made by the person in performing those duties or exercising those powers shall be deemed to be a decision of the service manager.

Same

(10) A service manager that has entered into an agreement under this section providing for another person to perform any of the service manager's duties or exercise any of its powers under this Act remains responsible for the performance of those duties and the exercise of those powers.

Information

(11) A service manager that has entered into an agreement under this section providing for another person to perform any of the service manager's duties or exercise any of its powers under this Act shall give the person any information the service manager considers necessary for the appropriate performance of the duties or exercise of the powers.

Geographic jurisdiction when agreement made

16. (1) A service manager that has entered into an agreement with another service manager under section 15 or with the Minister under subsection 13 (7) or subparagraph 4 ii of subsection 21 (3) to perform any of the duties or exercise any of the powers of another service manager under this Act with respect to all or a part of the other service manager's service area may carry out the agreement, even though the agreement provides for the service manager to act outside its service area and, in the case of a municipal service manager, outside its municipal boundaries.

Same

(2) A municipality that has entered into an agreement under section 15 to perform any of the duties or exercise any of the powers of a service manager under this Act with respect to all or a part of the service manager's service area may carry out the agreement, even though the agreement provides for the municipality to act outside its municipal boundaries.

Conflict

(3) The powers and duties described in this section operate despite subsection 101 (1) of the *Municipal Act*,

Pouvoirs de l'autre gestionnaire de services

(8) Un gestionnaire de services peut, au moyen d'un accord visé au paragraphe (1), exercer, à l'égard de la totalité ou d'une partie de l'aire de service d'un autre gestionnaire de services, la totalité ou une partie des pouvoirs ou fonctions que la présente loi attribue à ce dernier. Le gestionnaire de services qui conclut un tel accord possède les pouvoirs nécessaires à son exécution.

Statut de l'autre personne

(9) La personne qui exerce les pouvoirs ou fonctions du gestionnaire de services est réputée agir au nom de ce dernier dans l'exercice de ces pouvoirs ou fonctions, et les décisions qu'elle prend alors sont réputées des décisions du gestionnaire de services.

Idem

(10) Le gestionnaire de services demeure responsable de l'exercice des pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi et qu'il confie en totalité ou en partie à une autre personne au moyen d'un accord conclu en vertu du présent article.

Renseignements

(11) Le gestionnaire de services qui, au moyen d'un accord conclu en vertu du présent article, confie à une autre personne l'exercice de la totalité ou d'une partie des pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi remet à la personne les renseignements qu'il estime nécessaires à l'exercice convenable de ces pouvoirs ou fonctions.

Territoire de compétence en cas d'accord

16. (1) Le gestionnaire de services qui, au moyen d'un accord conclu avec un autre gestionnaire de services en vertu de l'article 15 ou avec le ministre en vertu du paragraphe 13 (7) ou de la sous-disposition 4 ii du paragraphe 21 (3), se voit confier l'exercice, à l'égard de la totalité ou d'une partie de l'aire de service de l'autre gestionnaire de services, de la totalité ou d'une partie des pouvoirs ou fonctions que la présente loi attribue à ce dernier peut exécuter l'accord même s'il prévoit l'exercice de ces pouvoirs ou fonctions à l'extérieur de son aire de service et, dans le cas d'une municipalité gestionnaire de services, à l'extérieur de ses limites.

Idem

(2) La municipalité qui, au moyen d'un accord conclu en vertu de l'article 15, se voit confier l'exercice, à l'égard de la totalité ou d'une partie de l'aire de service d'un gestionnaire de services, de la totalité ou d'une partie des pouvoirs ou fonctions que la présente loi attribue à ce dernier peut exécuter l'accord même s'il prévoit l'exercice de ces pouvoirs ou fonctions à l'extérieur de ses limites.

Incompatibilité

(3) Les pouvoirs et fonctions visés au présent article s'appliquent malgré le paragraphe 101 (1) de la *Loi sur*

clause 4 (1) (b) of the *District Social Services Administration Boards Act* and any other Act.

ADMINISTRATION

Notice of project in difficulty

17. (1) This section applies with respect to a housing project for which responsibility has been transferred to a service manager under section 10 and for which there is a mortgage guaranteed by the Province of Ontario or the Ontario Housing Corporation.

Notice to Minister

(2) The service manager shall promptly give written notice to the Minister that the housing project is in difficulty,

- (a) if the mortgage guaranteed by the Province of Ontario or the Ontario Housing corporation is in default;
- (b) if the service manager is of the opinion that, because of the financial position or the projected financial position of the housing provider that operates the housing project, the mortgage described in clause (a) is likely to go into default within 12 months after the end of the current fiscal year of the housing provider;
- (c) if the service manager is of the opinion that, because of the financial position or the projected financial position of the housing provider that operates the housing project, the housing provider is likely to fail to meet a material financial obligation within 12 months after the end of the current fiscal year of the housing provider; or
- (d) if the service manager is of the opinion that the housing provider has failed to comply with an obligation under this Act and that the failure is material.

Notice to housing provider

(2.1) When the service manager gives the Minister written notice that a housing project is in difficulty as a result of a situation described in clause (2) (a), (b), (c) or (d), the service manager shall also give the housing provider operating the housing project written notice that the housing project is in difficulty, unless there are circumstances contributing to the situation that have been referred to a law enforcement agency.

Content of notice

(3) The written notice must include such information as may be prescribed.

Records

18. A service manager shall keep the prescribed records for the prescribed periods of time.

Annual report

19. (1) On or before the prescribed date in each year, a service manager shall give the Minister a report

les municipalités, l'alinéa 4 (1) b) de la *Loi sur les conseils d'administration de district des services sociaux* et toute autre loi.

ADMINISTRATION

Avis d'ensemble en difficulté

17. (1) Le présent article s'applique à l'égard d'un ensemble domiciliaire dont la responsabilité a été transférée à un gestionnaire de services en application de l'article 10 et qui est grevé d'une hypothèque garantie par la Province de l'Ontario ou la Société de logement de l'Ontario.

Notification au ministre

(2) Le gestionnaire de services avise promptement par écrit le ministre que l'ensemble domiciliaire connaît des difficultés dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) il y a défaut de paiement de l'hypothèque garantie par la Province de l'Ontario ou la Société de logement de l'Ontario;
- b) le gestionnaire de services est d'avis qu'il y aura vraisemblablement défaut de paiement de l'hypothèque visée à l'alinéa a) dans les 12 mois suivant la fin de l'exercice en cours du fournisseur de logements qui exploite l'ensemble domiciliaire en raison de sa situation financière, actuelle ou projetée;
- c) le gestionnaire de services est d'avis que le fournisseur de logements qui exploite l'ensemble domiciliaire ne satisfera vraisemblablement pas à une de ses obligations financières importantes dans les 12 mois suivant la fin de son exercice en cours en raison de sa situation financière, actuelle ou projetée;
- d) le gestionnaire de services est d'avis que le fournisseur de logements n'a pas satisfait à une des obligations que lui impose la présente loi et que ce manquement est important.

Notification au fournisseur de logements

(2.1) Lorsqu'il avise par écrit le ministre que l'ensemble domiciliaire connaît des difficultés pour l'une des causes énoncées aux alinéas (2) a), b), c) et d), le gestionnaire de services en avise également par écrit le fournisseur de logements qui exploite l'ensemble, sauf si des situations qui ont contribué aux difficultés ont été renvoyées à un organisme chargé de l'exécution de la loi.

Contenu de l'avis

(3) L'avis écrit comprend les renseignements prescrits.

Documents

18. Le gestionnaire de services conserve les documents prescrits pour les durées prescrites.

Rapport annuel

19. (1) Chaque année, au plus tard à la date prescrite, le gestionnaire de services remet au ministre un

for the 12-month period ending on another prescribed date in that year.

Content of annual report

(2) The annual report shall contain the prescribed information and include the prescribed documents.

Other reports, etc.

(3) A service manager shall give the Minister, at the times specified by the Minister, such other reports, documents and information as the Minister requests relating to the funding and administration by the service manager of its transferred housing programs.

Form and manner

(4) The reports, documents and information mentioned in this section shall be given in the form and manner approved by the Minister.

False information

(5) A service manager shall not knowingly furnish false information in a report, document or information given to the Minister under this section.

Offence

(6) A service manager that contravenes this section is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of not more than \$5,000 for each day or part of a day on which the offence occurs or continues.

Audit or investigation

20. (1) In this section,

“auditor” means a person appointed by the Minister under subsection (2).

Appointment of auditor

(2) The Minister may appoint any of the employees or agents of the Ministry to conduct an audit or investigation for the purpose of ensuring that a service manager is funding and administering its transferred housing programs as they relate to its transferred housing projects in accordance with this Act, the regulations and any applicable operating agreement.

Duty of auditor

(3) The auditor shall conduct the audit or investigation in accordance with this section and shall give the service manager notice on or before the date on which he or she begins the audit or investigation.

Duty to co-operate

(4) The service manager and its employees and agents shall co-operate in all respects with the auditor.

Restriction

(5) Nothing in subsection (4) requires a person to breach any privilege that he or she may have in law with respect to giving information, answering questions

rapport visant la période de 12 mois se terminant à l'autre date prescrite de l'année.

Contenu du rapport annuel

(2) Le rapport annuel comprend les renseignements et les documents prescrits.

Autres rapports

(3) Le gestionnaire de services remet au ministre, aux moments que précise celui-ci, les autres rapports, documents et renseignements qu'il lui demande portant sur le financement et l'administration, par le gestionnaire de services, de ses programmes de logement transférés.

Forme et manière

(4) Les rapports, documents et renseignements visés au présent article sont remis sous la forme et de la manière qu'approuve le ministre.

Faux renseignements

(5) Le gestionnaire de services ne doit pas sciemment fournir de faux renseignements dans un rapport, un document ou un renseignement qu'il remet au ministre en application du présent article.

Infraction

(6) Le gestionnaire de services qui contrevient au présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 5 000 \$ pour chaque journée ou partie de journée pendant laquelle l'infraction se commet ou se poursuit.

Vérification ou enquête

20. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«vérificateur» Personne nommée par le ministre en vertu du paragraphe (2).

Nomination d'un vérificateur

(2) Le ministre peut charger n'importe lequel des employés ou représentants du ministère d'effectuer une vérification ou une enquête pour s'assurer qu'un gestionnaire de services finance et administre ses programmes de logement transférés, en ce qui concerne ses ensembles domiciliaires transférés, conformément à la présente loi, aux règlements et à tout accord d'exploitation applicable.

Obligation du vérificateur

(3) Le vérificateur effectue la vérification ou l'enquête conformément au présent article et en donne un préavis au gestionnaire de services au plus tard à la date à laquelle il la commence.

Obligation de collaborer

(4) Le gestionnaire de services et ses employés et représentants collaborent à tous égards avec le vérificateur.

Restriction

(5) Le paragraphe (4) n'a pas pour effet d'obliger une personne à violer un privilège que lui accorde la loi pour ce qui est de donner des renseignements, de ré-

or producing documents and things.

Report must be given to service manager

(6) Within 60 days after the completion of an audit or investigation, the Minister shall prepare a report of the results of the audit or investigation and shall give a copy of the report to the service manager, unless the report has, or circumstances identified in the report have, been referred to a law enforcement agency.

Report may be given to service manager

(7) If the report has, or circumstances identified in the report have, been referred to a law enforcement agency, the Minister may give the service manager a copy of all or part of the report if the Minister is satisfied that the service manager will use it only for the purposes of the proper funding and administration of the transferred housing programs.

Notice re failure to comply

21. (1) If the Minister considers that a service manager has failed to comply with this Act or the regulations, the Minister shall give the service manager a written notice specifying,

- (a) the particulars of the service manager's failure to comply;
- (b) the activities that the service manager must carry out or refrain from carrying out or the course of action that the service manager must take or refrain from taking in order to avoid the exercise by the Minister of his or her remedies under subsection (3);
- (c) the period within which the service manager must comply with the notice, which may not be less than 60 days from the date the notice is given;
- (d) if the notice provides for the submission of a plan by the service manager, the matters that must be addressed in the plan.

Duty

(2) The service manager shall do the things specified in the Minister's notice within the time specified by the notice.

Minister's powers

(3) The Minister may take any of the following steps if the service manager fails to comply with subsection (2) or if the Minister's notice requires the service manager to submit a plan and the Minister is reasonably of the opinion that the plan, if any, submitted by the service manager is not acceptable:

1. The Minister may discontinue or suspend the distribution of federal funding to the service manager.
2. The Minister may reduce the amount of any federal funding distributed to the service manager.

pondre à des questions ou de produire des documents et des choses.

Obligation de remettre le rapport au gestionnaire de services

(6) Dans les 60 jours qui suivent la date de clôture d'une vérification ou d'une enquête, le ministre prépare un rapport sur les résultats de la vérification ou de l'enquête et, sauf si le rapport ou des situations qui y sont relevées ont été renvoyés à un organisme chargé de l'exécution de la loi, il en remet une copie au gestionnaire de services.

Option de remettre le rapport au gestionnaire de services

(7) Si le rapport ou des situations qui y sont relevées ont été renvoyés à un organisme chargé de l'exécution de la loi, le ministre peut remettre une copie de tout ou partie du rapport au gestionnaire de services s'il est convaincu qu'il l'utilisera uniquement aux fins du bon financement et de la bonne administration des programmes de logement transférés.

Avis : défaut de se conformer

21. (1) S'il estime qu'un gestionnaire de services ne s'est pas conformé à la présente loi ou aux règlements, le ministre lui donne un avis écrit qui précise ce qui suit :

- a) les détails du défaut de se conformer du gestionnaire de services;
- b) les activités que le gestionnaire de services doit exercer ou s'abstenir d'exercer ou les mesures qu'il doit prendre ou s'abstenir de prendre afin d'empêcher l'exercice par le ministre des recours que le paragraphe (3) lui permet d'exercer;
- c) le délai dans lequel le gestionnaire de services doit se conformer à l'avis, qui doit être d'au moins 60 jours à compter de la date de sa remise;
- d) si l'avis prévoit la présentation d'un plan par le gestionnaire de services, les questions dont celui-ci doit traiter.

Obligation

(2) Le gestionnaire de services donne suite à l'avis que lui donne le ministre dans le délai qu'il précise.

Pouvoirs du ministre

(3) Le ministre peut prendre n'importe laquelle des mesures suivantes si le gestionnaire de services ne se conforme pas au paragraphe (2) ou si l'avis que lui donne le ministre exige qu'il présente un plan et que le ministre est d'avis, en se fondant sur des motifs raisonnables, que le plan que le gestionnaire de services lui a présenté, le cas échéant, n'est pas acceptable :

1. Cesser ou suspendre le versement de la subvention fédérale au gestionnaire de services.
2. Réduire le montant de toute subvention fédérale versée au gestionnaire de services.

3. The Minister may apply to a judge of the Superior Court of Justice for an order,
 - i. directing the service manager to carry out a specified activity or to take a specified course of action, in order to remedy the contravention or to ensure compliance with the provision that was contravened, or
 - ii. prohibiting the service manager from carrying out a specified activity or taking a specified course of action that will or is likely to result in the continuation or repetition of the contravention.
4. The Minister may take away from the service manager all or some of the service manager's duties and powers under this Act and may,
 - i. perform the duties and exercise the powers that were taken away, and
 - ii. enter into an agreement with another service manager providing for the other service manager to perform the duties and exercise the powers that were taken away.

Court order

(4) If the Minister applies to a judge of the Superior Court of Justice for an order mentioned in paragraph 3 of subsection (3), the court may make the order or any other order it considers reasonable, and the order may be enforced in the same manner as any other order or judgment of the Superior Court of Justice.

Restriction on taking away powers, etc.

(5) Despite paragraph 4 of subsection (3), the Minister cannot take away from the service manager any of its duties or powers under Part VII and cannot enter into an agreement with another service manager providing for the other service manager to perform any such duties or powers.

Access to records

(6) If the Minister takes away any of the duties and powers of a service manager under paragraph 4 of subsection (3), the service manager shall, at the request of the Minister, give all of the service manager's records and information that are relevant to the performance of those duties or the exercise of those powers to the Minister or to the other service manager which has agreed with the Minister to perform those duties and exercise those powers.

Provincial housing costs

(7) Expenses incurred by the Minister in performing the duties and exercising the powers of a service manager under paragraph 4 of subsection (3) or in paying another service manager to do so may be included in the amount of provincial housing costs determined under section 117.

3. Demander, par voie de requête, à un juge de la Cour supérieure de justice de rendre une ordonnance :
 - i. soit enjoignant au gestionnaire de services d'exercer une activité précisée ou de prendre une mesure précisée en vue de remédier à la contravention ou d'assurer le respect de la disposition à laquelle il a été contrevenu,
 - ii. soit interdisant au gestionnaire de services d'exercer une activité précisée ou de prendre une mesure précisée qui mènera ou mènera vraisemblablement à la poursuite ou à la répétition de la contravention.
4. Retirer au gestionnaire de services la totalité ou une partie des pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi et :
 - i. d'une part, exercer lui-même les pouvoirs et fonctions retirés,
 - ii. d'autre part, confier, au moyen d'un accord, à un autre gestionnaire de services l'exercice des pouvoirs et fonctions retirés.

Ordonnance

(4) Si le ministre demande, par voie de requête, à un juge de la Cour supérieure de justice de rendre l'ordonnance visée à la disposition 3 du paragraphe (3), le tribunal peut rendre cette ordonnance ou l'autre ordonnance qu'il estime raisonnable, laquelle peut être exécutée de la même façon qu'une autre ordonnance ou un autre jugement de la Cour supérieure de justice.

Restriction applicable au retrait des pouvoirs

(5) Malgré la disposition 4 du paragraphe (3), le ministre ne peut retirer au gestionnaire de services les pouvoirs ou fonctions que lui attribue la partie VII ni en confier l'exercice, au moyen d'un accord, à un autre gestionnaire de services.

Accès aux documents

(6) Le gestionnaire de services à qui le ministre retire des pouvoirs et fonctions en vertu de la disposition 4 du paragraphe (3) remet, à la demande du ministre, tous ses documents et renseignements qui se rapportent à l'exercice de ces pouvoirs ou fonctions au ministre ou à l'autre gestionnaire de services qui a convenu avec ce dernier de les exercer.

Coûts du logement engagés par la province

(7) Les dépenses qu'engage le ministre pour exercer les pouvoirs et fonctions d'un gestionnaire de services en application de la disposition 4 du paragraphe (3) ou pour payer un autre gestionnaire de services pour le faire peuvent entrer dans le calcul des coûts du logement engagés par la province effectué en application de l'article 117.

PART III
LOCAL HOUSING CORPORATIONS
ESTABLISHMENT AND GOVERNANCE

Authority to incorporate

22. (1) The Minister may incorporate corporations with share capital under the *Business Corporations Act* as local housing corporations, to perform the duties and exercise the powers of local housing corporations under this Act.

Status

(2) A local housing corporation is not an agent of Her Majesty for any purpose, despite the *Crown Agency Act* and it is not an administrative unit of the Government of Ontario.

Deeming re status

(3) A local housing corporation shall be deemed not to be a commercial enterprise for the purposes of subsection 111 (1) of the *Municipal Act* nor to be a local board of a service manager or of any municipality.

First directors

(4) If the articles of incorporation of a local housing corporation name as a first director an individual who is a director of a local housing authority, his or her consent to act as a first director is not required and he or she may resign as a director at any time.

Same

(5) If an individual named as a first director is unable to act or resigns on or before a date prescribed by the Minister, the Minister may appoint his or her replacement and the replacement shall be deemed not to be a first director.

Minister's powers

(6) Upon the incorporation of a local housing corporation, the Minister may do anything the board of directors is permitted to do by subsection 117 (1) of the *Business Corporations Act* (first directors meeting) and a by-law or a decision authorized by this subsection,

- (a) need not be submitted to the shareholders of the local housing corporation for confirmation, rejection or amendment;
- (b) is effective as of the date it is made;
- (c) is as effective as it would have been had it been made in accordance with the *Business Corporations Act*;
- (d) may, in the case of a by-law, be amended or repealed in accordance with section 116 of the *Business Corporations Act* as if it were a by-law that had been made by resolution of the directors of the local housing corporation and confirmed by its shareholders.

PARTIE III
SOCIÉTÉS LOCALES DE LOGEMENT
CONSTITUTION ET RÉGIE

Pouvoir de constitution

22. (1) Le ministre peut constituer des personnes morales avec capital-actions sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions* en tant que sociétés locales de logement chargées d'exercer les pouvoirs et les fonctions que leur attribue la présente loi.

Statut

(2) Les sociétés locales de logement ne sont ni des mandataires de Sa Majesté à quelque fin que ce soit, malgré la *Loi sur les organismes de la Couronne*, ni des services administratifs du gouvernement de l'Ontario.

Présomption quant au statut

(3) Les sociétés locales de logement sont réputées n'être ni des entreprises commerciales pour l'application du paragraphe 111 (1) de la *Loi sur les municipalités*, ni des conseils locaux d'un gestionnaire de services ou d'une municipalité.

Premiers administrateurs

(4) Si les statuts constitutifs d'une société locale de logement nomment premier administrateur un particulier qui est administrateur d'une commission locale de logement, son consentement à agir en cette qualité n'est pas nécessaire et il peut démissionner de son poste à n'importe quel moment.

Idem

(5) En cas d'empêchement ou de démission, à la date que prescrit le ministre ou avant cette date, d'un particulier nommé premier administrateur, le ministre peut nommer un remplaçant, lequel est réputé ne pas être premier administrateur.

Pouvoirs du ministre

(6) Après la constitution d'une société locale de logement, le ministre peut faire tout ce que le paragraphe 117 (1) de la *Loi sur les sociétés par actions* (première réunion du conseil d'administration) autorise le conseil d'administration à faire, et les règlements administratifs ou les décisions qu'autorise le présent paragraphe :

- a) n'ont pas besoin d'être soumis aux actionnaires de la société locale de logement pour confirmation, rejet ou modification;
- b) entrent en vigueur le jour où ils sont adoptés;
- c) ont la même valeur que s'ils avaient été adoptés conformément à la *Loi sur les sociétés par actions*;
- d) peuvent, dans le cas des règlements administratifs, être modifiés ou abrogés conformément à l'article 116 de la *Loi sur les sociétés par actions* comme s'il s'agissait de règlements administratifs adoptés par résolution des administrateurs de la société locale de logement et confirmés par ses actionnaires.

First share issuance

(7) Upon the incorporation of a local housing corporation, it shall be deemed to have issued to the prescribed service manager the prescribed number of common shares for nominal consideration.

Authority to acquire shares

23. A related service manager and a related municipality are authorized to acquire common shares in the capital of a local housing corporation as a result of a share issuance, share transfer or amalgamation described in sections 24 and 25.

Restrictions on share issuance

24. (1) A local housing corporation shall not issue shares without the prior written consent of the Minister unless,

- (a) they are issued to,
 - (i) the related service manager,
 - (ii) a related municipality,
 - (iii) a non-profit corporation controlled by the related service manager or a related municipality, but only if an object of the non-profit corporation is the provision of housing, or
 - (iv) a non-profit housing corporation that is incorporated under section 13 of the *Housing Development Act* and that is controlled by the related service manager or a related municipality; and
- (b) the share issuance does not result in the related service manager owning legally or beneficially less than a majority of the issued and outstanding common shares in the capital of the local housing corporation.

Restrictions on share transfers, etc.

(2) A shareholder of a local housing corporation shall not, without the prior written consent of the Minister, transfer or encumber the shareholder's legal or beneficial ownership in shares in the capital of the local housing corporation, and the local housing corporation shall not, without the prior written consent of the Minister, permit, acquiesce in, approve, ratify, recognize or register any transfer or encumbrance of legal or beneficial ownership in shares in its capital, unless,

- (a) the transfer or encumbrance is made to or in favour of,
 - (i) the related service manager,
 - (ii) a related municipality,
 - (iii) a non-profit corporation controlled by the related service manager or a related mu-

Première émission d'actions

(7) Chaque société locale de logement nouvellement constituée est réputée avoir émis en faveur du gestionnaire de services prescrit le nombre prescrit d'actions ordinaires pour une contrepartie symbolique.

Pouvoir d'acquérir des actions

23. Les gestionnaires de services liés et les municipalités liées sont autorisés à acquérir des actions ordinaires du capital-actions d'une société locale de logement par suite d'une émission d'actions, d'un transfert d'actions ou d'une fusion visés aux articles 24 et 25.

Restrictions applicables à l'émission d'actions

24. (1) Une société locale de logement ne doit pas émettre d'actions sans le consentement écrit préalable du ministre, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) les actions sont émises en faveur :
 - (i) soit du gestionnaire de services lié,
 - (ii) soit d'une municipalité liée,
 - (iii) soit d'une personne morale sans but lucratif sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée, à condition toutefois que la fourniture de logements soit un élément de sa mission,
 - (iv) soit d'une société de logement sans but lucratif constituée en vertu de l'article 13 de la *Loi sur le développement du logement* et sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée;
- b) l'émission n'a pas pour effet de ramener le nombre des actions dont le gestionnaire de services lié est propriétaire en common law ou propriétaire bénéficiaire à moins de la majorité des actions ordinaires émises et en circulation du capital-actions de la société locale de logement.

Restrictions applicables au transfert d'actions

(2) L'actionnaire d'une société locale de logement ne doit pas, sans le consentement écrit préalable du ministre, transférer ou grever la propriété en common law ou la propriété bénéficiaire d'actions du capital-actions de la société locale de logement qu'il détient, et cette dernière ne doit pas, sans le consentement écrit préalable du ministre, autoriser, tolérer, approuver, ratifier, reconnaître ou inscrire le transfert ou le grèvement de la propriété en common law ou de la propriété bénéficiaire des actions de son capital-actions, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le destinataire ou le bénéficiaire du transfert ou du grèvement est :
 - (i) soit le gestionnaire de services lié,
 - (ii) soit une municipalité liée,
 - (iii) soit une personne morale sans but lucratif sous le contrôle du gestionnaire de services

municipality, but only if an object of the non-profit corporation is the provision of housing, or

lié ou d'une municipalité liée, à condition toutefois que la fourniture de logements soit un élément de sa mission,

- (iv) a non-profit housing corporation that is incorporated under section 13 of the *Housing Development Act* and that is controlled by the related service manager or a related municipality; and
- (b) the transfer or encumbrance does not and cannot result in the related service manager owning legally or beneficially less than a majority of the issued and outstanding common shares in the capital of the local housing corporation.

- (iv) soit une société de logement sans but lucratif constituée en vertu de l'article 13 de la *Loi sur le développement du logement* et sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée;
- b) le transfert ou le grèvement n'a pas et ne peut avoir pour effet de ramener le nombre des actions dont le gestionnaire de services lié est propriétaire en common law ou propriétaire bénéficiaire à moins de la majorité des actions ordinaires émises et en circulation du capital-actions de la société locale de logement.

Restriction on amalgamation

25. (1) A local housing corporation shall not amalgamate with another corporation without the prior written consent of the Minister unless the other corporation is,

- (a) a non-profit corporation controlled by the related service manager or a related municipality, but only if an object of the non-profit corporation is the provision of housing; or

- (b) a non-profit housing corporation that is incorporated under section 13 of the *Housing Development Act* and that is controlled by the related service manager or a related municipality.

Restrictions applicables aux fusions

25. (1) La société locale de logement ne doit pas fusionner avec une autre personne morale sans le consentement écrit préalable du ministre, sauf si l'autre personne morale :

- a) soit est une personne morale sans but lucratif sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée, à condition toutefois que la fourniture de logements soit un élément de sa mission;

- b) soit est une société de logement sans but lucratif constituée en vertu de l'article 13 de la *Loi sur le développement du logement* et sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée.

Arrangement

(2) Despite clause 2 (3) (a) of the *Business Corporations Act*, a local housing corporation may amalgamate with a corporation described in clause (1) (a) or (b) by way of an arrangement described in clause 182 (1) (d) of the *Business Corporations Act*.

Arrangement

(2) Malgré l'alinéa 2 (3) a) de la *Loi sur les sociétés par actions*, la société locale de logement peut fusionner avec une personne morale visée à l'alinéa (1) a) ou b) aux termes d'un arrangement visé à l'alinéa 182 (1) d) de cette loi.

Restriction on voluntary dissolution

26. A local housing corporation shall not, without the prior written consent of the Minister, be voluntarily dissolved unless all real property that was transferred to the local housing corporation by a transfer order has been transferred to one or more of the following persons:

1. The related service manager.
2. A related municipality.
3. A non-profit corporation controlled by the related service manager or a related municipality, but only if an object of the non-profit corporation is the provision of housing.

Restrictions applicables aux dissolutions volontaires

26. La société locale de logement ne doit pas, sans le consentement écrit préalable du ministre, faire l'objet d'une dissolution volontaire à moins que tous les biens immeubles qui lui ont été transférés par un décret de transfert ou de mutation aient été transférés à une ou plusieurs des personnes suivantes :

1. Le gestionnaire de services lié.
2. Une municipalité liée.
3. Une personne morale sans but lucratif sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée, à condition toutefois que la fourniture de logements soit un élément de sa mission.

4. A non-profit housing corporation that is incorporated under section 13 of the *Housing Development Act* and that is controlled by the related

4. Une société de logement sans but lucratif constituée en vertu de l'article 13 de la *Loi sur le développement du logement* et sous le contrôle du

service manager or a related municipality. ➡

Duty of corporation, etc.

27. A local housing corporation, its directors and its shareholders shall ensure that all articles, by-laws, resolutions, agreements and documents filed, made, confirmed, amended, entered into or signed by them do not contravene or conflict with this Act or the regulations.

Invalidity of certain actions

28. An act carried out in contravention of section 24, 25, 26 or 27 is invalid and of no force or effect.

Conflict

29. This Part prevails over the *Business Corporations Act*.

ACTIVITIES AND OPERATIONS

Agreement with Minister, etc.

30. (1) The Minister may require a local housing corporation to enter into a written agreement with the Minister or the Ontario Housing Corporation containing such terms as the Minister considers reasonable concerning the management or operation of a housing project located in the service area of the corporation's related service manager that has not been transferred to the local housing corporation by a transfer order.

Same

(2) The Minister may require a local housing corporation to enter into an agreement with him or her containing such terms as the Minister considers reasonable concerning the provision of services by the Minister to the corporation.

Agreement with another local housing corporation

(3) The Minister may require a local housing corporation to enter into an agreement with another local housing corporation containing such terms as the Minister considers reasonable concerning the exercise of the powers of a local housing corporation.

Information

(4) The Minister may require a local housing corporation to give the Minister such financial or other information with respect to the corporation as the Minister considers reasonable for the purposes of an agreement described in subsection (1), (2) or (3).

Notice of agreement

(5) The Minister may enter into an agreement described in subsection (1), (2) or (3) on behalf of the local housing corporation and shall give the corporation notice of the agreement no later than 30 days after the later of the day on which the agreement is made and the day on which the corporation is incorporated.

Pre-incorporation agreement

(6) An agreement described in subsection (1), (2) or (3) that is a pre-incorporation agreement,

gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée. ➡

Obligation de la société

27. La société locale de logement, ses administrateurs et ses actionnaires veillent à ce qu'aucun des statuts, règlements administratifs, accords et documents ni aucune des résolutions qu'ils déposent, prennent, adoptent, confirment, modifient, concluent ou signent ne contrevienne à la présente loi ou aux règlements ou soit incompatible avec eux.

Nullité de certaines mesures

28. Toute mesure prise en contravention à l'article 24, 25, 26 ou 27 est nulle et sans effet.

Incompatibilité

29. La présente partie l'emporte sur la *Loi sur les sociétés par actions*.

ACTIVITÉS ET FONCTIONNEMENT

Conclusion d'accords avec le ministre

30. (1) Le ministre peut exiger d'une société locale de logement qu'elle conclue avec lui ou avec la Société de logement de l'Ontario un accord écrit contenant les conditions qu'il estime raisonnables concernant la gestion ou l'exploitation d'un ensemble domiciliaire situé dans l'aire de service du gestionnaire de services lié de la société et qui n'a pas été transféré à la société par un décret de transfert ou de mutation.

Idem

(2) Le ministre peut exiger d'une société locale de logement qu'elle conclue avec lui un accord contenant les conditions qu'il estime raisonnables concernant la prestation de services à la société par le ministre.

Accord avec une autre société locale de logement

(3) Le ministre peut exiger d'une société locale de logement qu'elle conclue avec une autre société locale de logement un accord contenant les conditions qu'il estime raisonnables concernant l'exercice de leurs pouvoirs.

Renseignements

(4) Le ministre peut exiger d'une société locale de logement qu'elle lui remette les renseignements de nature financière ou autre à son sujet qu'il estime raisonnables aux fins de l'accord visé au paragraphe (1), (2) ou (3).

Avis de l'accord

(5) Le ministre peut conclure l'accord visé au paragraphe (1), (2) ou (3) pour le compte de la société locale de logement, auquel cas il lui donne un avis de l'accord dans les 30 jours qui suivent la date de sa conclusion ou la date de la constitution de la société, si elle lui est postérieure.

Accord antérieur à la constitution

(6) L'accord visé au paragraphe (1), (2) ou (3) qui est antérieur à la constitution de la société locale de logement :

- (a) binds the local housing corporation without being adopted by it as described in section 21 of the *Business Corporations Act*;
- (b) is effective on the latest of the dates on which certificates of incorporation for the applicable local housing corporations are issued under the *Business Corporations Act*.

Relationship to related service manager

31. (1) The related service manager shall establish rules governing the accountability of the local housing corporation to the service manager.

Local rules

(2) The service manager's accountability rules shall address the operation and activities of the local housing corporation, including such matters as reporting requirements, budgeting and funding, the maintenance of housing projects, audits and investigations, the exchange of information and such other matters as the service manager considers appropriate to ensure the performance of the local housing corporation's duties under this Act.

Provincial rules

(3) Until the service manager establishes accountability rules, the service manager and the local housing corporation are bound by such provincial accountability rules relating to the operation and activities of the corporation as may be prescribed.

Mandatory provincial rules

(4) The service manager and the local housing corporation are bound by provincial accountability rules respecting the following matters:

1. The retention of records by the corporation and access to records by the service manager and others.
2. Such other matters as may be designated in the provincial rules as mandatory.

Same, specified housing projects

(5) The following rules apply if ownership of a housing project was transferred to the local housing corporation by a transfer order or an operating agreement for a housing project was transferred to the corporation by a transfer order and if the housing project is subject to a housing program prescribed for the purposes of this section:

1. The service manager shall pay to the local housing corporation the amounts determined in the manner prescribed by the Minister at the times specified by the Minister.
2. The local housing corporation shall comply with the provincial requirements established under section 88 respecting the matters described in

- a) lie la société sans qu'elle ne le ratifie comme le prévoit l'article 21 de la *Loi sur les sociétés par actions*;
- b) entre en vigueur à la dernière des dates auxquelles les certificats de constitution des sociétés locales de logement visées sont délivrés sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions*.

Lien avec le gestionnaire de services lié

31. (1) Le gestionnaire de services lié fixe les règles régissant l'obligation de la société locale de logement de lui rendre des comptes.

Règles particulières

(2) Les règles en matière d'obligation de rendre des comptes que fixe le gestionnaire de services traitent du fonctionnement et des activités de la société locale de logement, y compris de questions telles les exigences en matière d'information à fournir, l'établissement du budget, le financement, l'entretien des ensembles domiciliaires, les vérifications et les enquêtes, l'échange de renseignements et les autres questions que le gestionnaire de services estime appropriées pour assurer l'exercice, par la société locale de logement, des fonctions que lui attribue la présente loi.

Règles provinciales

(3) Tant que le gestionnaire de services n'a pas fixé de règles en matière d'obligation de rendre des comptes, les règles provinciales prescrites à cet égard qui portent sur le fonctionnement et les activités de la société locale de logement lient le gestionnaire et la société.

Règles provinciales obligatoires

(4) Les règles provinciales en matière d'obligation de rendre des comptes qui portent sur les questions suivantes lient le gestionnaire de services et la société locale de logement :

1. La conservation de documents par la société et l'accès aux documents par le gestionnaire de services et d'autres personnes.
2. Les autres questions que les règles provinciales désignent comme obligatoires.

Idem : ensembles domiciliaires précisés

(5) Les règles suivantes s'appliquent si la propriété d'un ensemble domiciliaire a été transférée à une société locale de logement par un décret de transfert ou de mutation ou si un accord d'exploitation s'appliquant à un ensemble domiciliaire a été transféré à la société par un tel décret et que l'ensemble est visé par un programme de logement prescrit pour l'application du présent article :

1. Le gestionnaire de services verse à la société locale de logement, aux moments que précise le ministre, les sommes calculées de la manière prescrite par le ministre.
2. La société locale de logement satisfait aux exigences provinciales fixées en application de l'article 88 à l'égard des questions visées aux

clauses 88 (2) (c), (d) and (e) and with such related requirements as the service manager may establish.

3. The housing provider shall comply with the prescribed rules respecting the establishment and use of benchmarks and best practices.

Same

(6) The rules established under subsection (4) and by subsection (5) prevail over any accountability rules established by the service manager.



Extended application

(7) If a local housing corporation to which a housing project was transferred by a transfer order transfers the housing project to an entity mentioned in paragraph 3 of subsection 49 (2), this section applies as between the related service manager and the entity with respect to that housing project.



Language of services

32. If a local housing corporation provides services in an area that is designated in the Schedule to the *French Language Services Act*, it shall provide its services in both English and French with respect to the provision of housing.

PART IV TRANSFER ORDERS

SCOPE OF TRANSFER ORDERS

Transfer orders

33. (1) The Lieutenant Governor in Council may make transfer orders,

- (a) transferring assets, liabilities, rights or obligations of the Ontario Housing Corporation to a local housing corporation, a service manager or any other person;
- (b) transferring employees, assets, liabilities, rights or obligations of a local housing authority to a local housing corporation, a service manager or any other person;
- (c) transferring assets, liabilities, rights or obligations of the Crown in right of Ontario as represented by the Minister of Municipal Affairs and Housing, the Minister of Housing or a predecessor of either such minister to a local housing corporation, a service manager or any other person;
- (d) transferring assets, liabilities, rights or obligations of the Crown in right of Ontario that are related to the administration or funding of housing programs to a local housing corporation, a service manager or any other person.

alinéas 88 (2) c), d) et e) et aux exigences connexes que fixe le gestionnaire de services.

3. Le fournisseur de logements se conforme aux règles prescrites à l'égard de l'établissement et de l'utilisation de données de référence et de pratiques exemplaires.

Idem

(6) Les règles fixées en application du paragraphe (4) et celles prévues par le paragraphe (5) l'emportent sur les règles en matière d'obligation de rendre des comptes que fixe le gestionnaire de services.



Application étendue

(7) Si la société locale de logement transfère à une entité visée à la disposition 3 du paragraphe 49 (2) un ensemble domiciliaire qui lui a été transféré par un décret de transfert ou de mutation, le présent article s'applique au gestionnaire de services lié et à l'entité à l'égard de l'ensemble domiciliaire.



Langue des services

32. La société locale de logement qui fournit des services dans une région désignée à l'annexe de la *Loi sur les services en français* fournit ses services en français et en anglais pour ce qui est de la fourniture de logements.

PARTIE IV DÉCRETS DE TRANSFERT OU DE MUTATION

PORTÉE DES DÉCRETS DE TRANSFERT OU DE MUTATION

Décrets de transfert ou de mutation

33. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret de transfert ou de mutation :

- a) transférer des biens, des dettes, des droits ou des obligations de la Société de logement de l'Ontario à une société locale de logement, à un gestionnaire de services ou à une autre personne;
- b) transférer ou muter, selon le cas, des employés, des biens, des dettes, des droits ou des obligations d'une commission locale de logement à une société locale de logement, à un gestionnaire de services ou à une autre personne;
- c) transférer des biens, des dettes, des droits ou des obligations de la Couronne du chef de l'Ontario, représentée par le ministre des Affaires municipales et du Logement, le ministre du Logement ou un ministre que l'un ou l'autre remplace, à une société locale de logement, à un gestionnaire de services ou à une autre personne;
- d) transférer des biens, des dettes, des droits ou des obligations de la Couronne du chef de l'Ontario qui sont rattachés à l'administration ou au financement de programmes de logement à une société locale de logement, à un gestionnaire de services ou à une autre personne.

Exception

(2) A transfer order cannot relieve a transferor of a liability under the *Environmental Protection Act*.

Transfer of insurance

(3) Without limiting the generality of subsection (1), if a transfer order transfers an asset, a liability, a right or an obligation, it may also transfer a contract of insurance in respect of the asset, liability, right or obligation.

Execution of agreements

(4) A transfer order may require a transferor or a transferee to enter into a written agreement or execute an instrument specified in the order and to register or deliver the agreement or instrument in accordance with the order.

Other matters

(5) A transfer order may contain provisions dealing with other matters not specifically referred to in this Part that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with a transfer.

Regulations Act

(6) The *Regulations Act* does not apply to a transfer order.

Restrictions

34. (1) A transfer order may restrict the exercise of powers by the transferee in respect of any of the assets, liabilities, rights or obligations transferred by the transfer order.

Invalid exercise of power

(2) The exercise by a transferee of a power in contravention of a restriction imposed by this Act or the transfer order is invalid and of no force or effect.

Consent to transfer

35. (1) Subject to subsection (2), the consent of the transferor, the transferee or any other person is not required for the making of a transfer order or for a transfer specified in the transfer order to take effect.

Same

(2) The consent of the transferee is required if the transferee is a person other than a local housing corporation or a service manager.

Same

(3) If the consent of the transferor or the transferee or both to the transfer of an asset, right, obligation or liability is required under any other Act or under any agreement or instrument, the consent of each of them shall be deemed to have been given for the purposes of the other Act or the agreement or instrument no later than the effective date of the transfer.

Exception

(2) Les décrets de transfert ou de mutation ne peuvent pas libérer l'auteur d'une responsabilité qu'il encourt en application de la *Loi sur la protection de l'environnement*.

Transfert d'assurance

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), le décret de transfert ou de mutation qui transfère un bien, une dette, un droit ou une obligation peut aussi transférer un contrat d'assurance à leur égard.

Accords

(4) Le décret de transfert ou de mutation peut exiger de l'auteur ou du destinataire qu'il conclue l'accord écrit ou qu'il passe l'instrument que précise le décret et qu'il fasse enregistrer ou remettre, conformément au décret, l'accord ou l'instrument.

Autres questions

(5) Le décret de transfert ou de mutation peut contenir des dispositions traitant d'autres questions dont il n'est pas expressément fait mention dans la présente partie mais que le lieutenant-gouverneur en conseil estime nécessaires ou souhaitables en ce qui concerne les transferts ou les mutations.

Loi sur les règlements

(6) La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas aux décrets de transfert ou de mutation.

Restrictions

34. (1) Le décret de transfert ou de mutation peut restreindre l'exercice des pouvoirs qu'a le destinataire à l'égard d'un bien, d'une dette, d'un droit ou d'une obligation que lui transfère le décret.

Exercice nul

(2) L'exercice, par le destinataire, d'un pouvoir en contravention à une restriction imposée par la présente loi ou le décret de transfert ou de mutation est nul et sans effet.

Consentement

35. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le consentement de l'auteur, du destinataire ou d'une autre personne n'est pas exigé pour prendre un décret de transfert ou de mutation ou pour qu'un transfert ou une mutation qui y est précisé prenne effet.

Idem

(2) Le consentement du destinataire est exigé s'il ne s'agit pas d'une société locale de logement ou d'un gestionnaire de services.

Idem

(3) Si le consentement de l'auteur ou du destinataire, ou des deux, est exigé par une autre loi, un accord ou un instrument pour le transfert d'un bien, d'une dette, d'un droit ou d'une obligation, le consentement de chacun d'eux est réputé avoir été donné pour l'application de l'autre loi, de l'accord ou de l'instrument au plus tard à la date d'effet du transfert.

Effective date of transfer

36. (1) A transfer order shall specify the date on which each transfer specified in the order takes effect.

Retroactive transfer

(2) A transfer order may provide that a transfer shall be deemed to have taken effect on a date that is earlier than the date the transfer order is made but not earlier than the day this section comes into force.

Sequence of events

(3) A transfer order may provide that transfers specified in the order and other transactions associated with the transfers shall be deemed to have occurred in a sequence and at times specified in the order.

Methods of describing transferred things

37. (1) A transfer order shall describe employees, assets, liabilities, rights or obligations to be transferred,

- (a) by reference to specific employees, assets, liabilities, rights or obligations;
- (b) by reference to a class of employees, assets, liabilities, rights or obligations; or
- (c) partly in accordance with clause (a) and partly in accordance with clause (b).

Order need not specify interest or rights

(2) In transferring an interest or right of a transferor, a transfer order may, but need not, specify the interest or right that is being transferred.

Methods of describing real property

(3) A transfer order shall describe real property by,

- (a) setting out a legal description in registrable form of the real property or referring to a legal description thereof contained in an instrument previously registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act*;
- (b) setting out the municipal address of the real property;
- (c) referring to the real property comprising a housing project managed by a local housing authority on behalf of the Ontario Housing Corporation on the day before the transfer takes effect, naming the local housing authority and setting out the project number;
- (d) referring to the real property comprising all of the housing projects subject to a housing program or the real property comprising all of the housing projects subject to a housing program

Date d'effet des transferts et des mutations

36. (1) Le décret de transfert ou de mutation précise la date d'effet de chacun des transferts ou de chacune des mutations qu'il précise.

Effet rétroactif

(2) Le décret de transfert ou de mutation peut prévoir que les transferts ou les mutations sont réputés avoir pris effet à une date qui est antérieure à celle à laquelle il a été pris. Toutefois, cette date ne peut être antérieure au jour de l'entrée en vigueur du présent article.

Calendrier

(3) Le décret de transfert ou de mutation peut prévoir que les transferts ou les mutations qu'il précise et les opérations qui y sont liées sont réputés s'être produits dans l'ordre et selon le calendrier qu'il précise.

Description des personnes mutées ou des choses transférées

37. (1) Le décret de transfert ou de mutation décrit de l'une ou l'autre des façons suivantes les employés, les biens, les dettes, les droits ou les obligations qui doivent être transférés ou mutés, selon le cas :

- a) par mention expresse des personnes qui sont mutées ou des choses qui sont transférées;
- b) par mention des catégories de personnes qui sont mutées ou de choses qui sont transférées;
- c) en partie conformément à l'alinéa a) et en partie conformément à l'alinéa b).

Désignation facultative de l'intérêt ou du droit

(2) Le décret de transfert ou de mutation qui transfère un intérêt ou un droit de l'auteur peut, sans avoir à le faire, préciser l'intérêt ou le droit qui est transféré.

Description des biens immeubles

(3) Le décret de transfert ou de mutation décrit les biens immeubles de l'une ou l'autre des façons suivantes :

- a) par une description légale sous forme enregistrable des biens immeubles ou par renvoi à une description légale de ces biens figurant dans un instrument enregistré ou déposé antérieurement sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistré antérieurement sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*;
- b) par indication de l'adresse civique des biens immeubles;
- c) par mention des biens immeubles qui constituent un ensemble domiciliaire géré par une commission locale de logement pour le compte de la Société de logement de l'Ontario la veille de la date d'effet du décret et par indication du nom de la commission et du numéro de l'ensemble;
- d) par mention des biens immeubles qui constituent la totalité des ensembles domiciliaires visés par un programme de logement ou de ceux qui constituent la totalité des ensembles domiciliaires vi-

except for one or more specified housing projects, naming the housing program and describing the excepted projects, if any;

- (e) any other method determined by the Minister or a person designated by the Minister; or
- (f) a combination of the methods mentioned in clauses (a) to (e).

Rescission or amendment of transfer order

38. (1) At any time after making a transfer order, the Lieutenant Governor in Council may, by order,

- (a) rescind the transfer order; or
- (b) amend the transfer order in any way that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable, so long as the amendment does not result in the transfer order contravening this Act.

Exception, real property

(2) Despite subsection (1), the Lieutenant Governor in Council shall not make an order rescinding a transfer order that transferred real property or amending those provisions of a transfer order that relate to a transfer of real property, on or after the date on which a document recording the transfer of the real property is registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act*.

Exception, personal property

(3) Despite subsection (1), the Lieutenant Governor in Council shall not make an order rescinding a transfer order that transferred personal property that is subject to a security interest or amending those provisions of a transfer order that relate to a transfer of such personal property, on or after the date on which the secured party,

- (a) registers a financing change statement or financing statement in respect of the transferred personal property under the *Personal Property Security Act* that makes the transferee the debtor of record under that Act; or

- (b) takes possession of the transferred personal property. ➡

Effective date of rescission or amendment

(4) An order rescinding or amending a transfer order shall specify the date on which the rescission or each amendment specified in the order takes effect.

Retroactive rescission or amendment

(5) An order rescinding or amending a transfer order may provide that the rescission or any of the amendments shall be deemed to have taken effect on a date that is earlier than the date the rescinding or amending

sés par un programme de logement à l'exception d'un ou de plusieurs ensembles précisés, par indication du nom du programme et par une description des ensembles exclus, le cas échéant;

- e) par une autre méthode que fixe le ministre ou la personne qu'il désigne;
- f) par une combinaison des méthodes mentionnées aux alinéas a) à e).

Annulation ou modification du décret de transfert ou de mutation

38. (1) À n'importe quel moment après avoir pris un décret de transfert ou de mutation, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret :

- a) soit annuler le décret de transfert ou de mutation;
- b) soit modifier le décret de transfert ou de mutation selon ce qu'il estime nécessaire ou souhaitable, pourvu que le décret modifié ne contrevienne pas à la présente loi.

Exception : bien immeuble

(2) Malgré le paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil ne doit pas prendre de décret annulant un décret de transfert ou de mutation qui transfère un bien immeuble ou modifiant les dispositions d'un décret de transfert ou de mutation qui se rapportent à un tel transfert, à compter de la date à laquelle le document consignait le transfert est enregistré ou déposé sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistré sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*.

Exception : bien meuble

(3) Malgré le paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil ne doit pas prendre de décret annulant un décret de transfert ou de mutation qui transfère un bien meuble grevé d'une sûreté ou modifiant les dispositions d'un décret de transfert ou de mutation qui se rapportent à un tel transfert, à compter de la date où le créancier garanti :

- a) soit fait enregistrer un état de modification du financement ou un état de financement à l'égard du bien meuble transféré, en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières*, faisant du destinataire le débiteur inscrit en application de cette loi;
- b) soit prend possession du bien meuble transféré. ➡

Date d'effet de l'annulation ou de la modification

(4) Le décret qui annule ou modifie un décret de transfert ou de mutation précise la date d'effet de l'annulation ou de chaque modification qu'il précise.

Effet rétroactif

(5) Le décret qui annule ou modifie un décret de transfert ou de mutation peut prévoir que l'annulation ou n'importe laquelle des modifications est réputée avoir pris effet à une date qui est antérieure à celle à

order is made but not earlier than the day this section comes into force.

Part applies

(6) This Part applies, with necessary modifications, to an order amending a transfer order.

NOTICE OF TRANSFER ORDERS AND OF TRANSFERS

Notice of transfer order

39. (1) Within 90 days after the date a transfer order is made, the Minister shall publish in *The Ontario Gazette* a notice of the making of the transfer order, naming the transferor and the transferee and specifying the date the transfer order was made.

Notice of rescission or amendment

(2) Within 90 days after the date an order is made rescinding or amending a transfer order, the Minister shall publish in *The Ontario Gazette* a notice of the making of the order rescinding or amending the transfer order, identifying the transfer order that was rescinded or amended and specifying the date the order rescinding or amending the transfer order was made.

Non-compliance

(3) A failure to comply with this section does not affect the validity of the transfer order or the order rescinding or amending a transfer order.

Inspection of transfer orders

40. (1) The Minister shall keep, in the prescribed place and for the prescribed period of time, a copy of each transfer order of a prescribed class and a copy of each order rescinding or amending the transfer order.

Same

(2) The Ontario Housing Corporation shall keep, in the prescribed place and for the prescribed period of time, a copy of each transfer order not required to be kept by the Minister and a copy of each order rescinding or amending the transfer order.

Same

(3) Upon request, the Minister or the Ontario Housing Corporation, as the case may be, shall permit any person to inspect the copy of a transfer order, or the copy of an order rescinding or amending a transfer order during business hours and shall permit the person to copy it at his or her expense.

Notice of transfer not required

41. (1) If a transfer order transfers a contract or a licence, permit or other right, no person is required to give notice of the transfer to the other parties to the contract or to the person who issued or granted the licence, permit or other right.

Failure to give notice not to have certain effects

(2) Subsections 47 (1) and (2) apply with necessary

laquelle il a été pris. Toutefois, cette date ne peut être antérieure au jour de l'entrée en vigueur du présent article.

Application de la présente partie

(6) La présente partie s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux décrets qui modifient des décrets de transfert ou de mutation.

AVIS DE DÉCRET DE TRANSFERT OU DE MUTATION ET AVIS DE TRANSFERT

Avis de décret de transfert ou de mutation

39. (1) Dans les 90 jours qui suivent la date à laquelle est pris un décret de transfert ou de mutation, le ministre publie dans la *Gazette de l'Ontario* un avis de la prise du décret dans lequel il indique les noms de l'auteur et du destinataire et la date à laquelle le décret a été pris.

Avis d'annulation ou de modification

(2) Dans les 90 jours qui suivent la date à laquelle est pris un décret qui annule ou modifie un décret de transfert ou de mutation, le ministre publie dans la *Gazette de l'Ontario* un avis de la prise du décret dans lequel il précise le décret qui est annulé ou modifié et la date à laquelle le décret qui l'annule ou le modifie a été pris.

Inobservation

(3) L'inobservation du présent article n'a pas pour effet d'invalidier un décret de transfert ou de mutation ou un décret qui l'annule ou le modifie.

Examen des décrets

40. (1) Le ministre conserve, au lieu prescrit et pour la durée prescrite, une copie des décrets de transfert ou de mutation d'une catégorie prescrite et une copie des décrets qui les annulent ou les modifient.

Idem

(2) La Société de logement de l'Ontario conserve, au lieu prescrit et pour la durée prescrite, une copie des décrets de transfert ou de mutation que le ministre n'est pas tenu de conserver et une copie des décrets qui les annulent ou les modifient.

Idem

(3) Le ministre ou la Société de logement de l'Ontario, selon le cas, autorise toute personne qui le demande à examiner pendant les heures de bureau la copie d'un décret de transfert ou de mutation, ou la copie d'un décret qui annule ou modifie un tel décret, et à en tirer des copies à ses propres frais.

Avis de transfert non obligatoire

41. (1) Si un décret de transfert ou de mutation transfère un contrat ou un droit, notamment un permis ou une autorisation, nul n'est tenu de donner un avis du transfert aux autres parties au contrat ou à la personne qui a accordé le droit ou l'autorisation ou délivré le permis.

Défaut de donner un avis

(2) Les paragraphes 47 (1) et (2) s'appliquent, avec

modifications to a failure to give notice of a transfer by a transfer order.

No liability respecting notice

(3) If a transferor or transferee gives notice of the transfer of a contract or a licence, permit or other right by a transfer order but fails to give the notice to the persons, in the manner, or as otherwise required by an Act or by the terms of the contract, licence, permit or right, the transferor or transferee giving the notice is not liable for improperly giving or failing to give the notice.

Registration requirements, real property

42. (1) Within two years after the effective date of a transfer of real property by a transfer order, the transferee shall take all such actions as are necessary to register or deposit under the *Registry Act* or to register under the *Land Titles Act* against title to the real property a document that includes the following:

1. Form 1 of Regulation 688 of the Revised Regulations of Ontario, 1990 ("Form of Documents") made under the *Land Registration Reform Act* that sets out the transferor and the transferee as the parties, executed by the transferee.
2. A statement executed by the transferee,
 - i. stating that the transferor's interest in and rights in respect of the real property were transferred to the transferee by a transfer order made by the Lieutenant Governor in Council under this Act,
 - ii. identifying the real property by including a legal description in registrable form of the real property,
 - iii. specifying the interest or rights that were transferred by the transfer order,
- iii.1 specifying the date on which the transfer took effect, as set out in the transfer order,
- iv. identifying the transfer order by setting out the names of the transferor and the transferee and the date the transfer order was made or by referring to a copy of the transfer order that is attached to the document,
- v. setting out the restrictions imposed by section 49, and
- vi. stating that the document meets the requirements of this Act.

Form of document

- (2) The document required by subsection (1) may be

les adaptations nécessaires, au défaut de donner avis d'un transfert effectué par un décret de transfert ou de mutation.

Aucune responsabilité à l'égard de l'avis

(3) Si l'auteur ou le destinataire donne un avis du transfert d'un contrat ou d'un droit, notamment un permis ou une autorisation, effectué par un décret de transfert ou de mutation sans le donner aux personnes, de la manière ou selon les autres modalités qu'exigent une loi ou les conditions du contrat, du droit, du permis ou de l'autorisation, il ne peut être tenu responsable d'avoir donné l'avis incorrectement ou de ne pas l'avoir donné.

Exigences en matière d'enregistrement des biens immeubles

42. (1) Dans les deux ans qui suivent la date d'effet du transfert d'un bien immeuble par un décret de transfert ou de mutation, le destinataire prend toutes les mesures nécessaires pour faire enregistrer ou déposer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistrer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*, sur le titre du bien immeuble, un document comprenant ce qui suit :

1. La formule 1 du Règlement 688 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990 («Formule de documents») pris en application de la *Loi portant réforme de l'enregistrement immobilier* qui identifie l'auteur et le destinataire comme parties, passée par le destinataire.
2. Une déclaration passée par le destinataire répondant aux critères suivants :
 - i. elle atteste que l'intérêt de l'auteur sur le bien immeuble et ses droits à l'égard de celui-ci lui ont été transférés par un décret de transfert ou de mutation pris par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi,
 - ii. elle identifie le bien immeuble au moyen d'une description légale sous forme enregistrable du bien,
 - iii. elle précise l'intérêt ou les droits qui ont été transférés par le décret de transfert ou de mutation,
- iii.1 elle indique la date d'effet du transfert que précise le décret de transfert ou de mutation,
- iv. elle identifie le décret de transfert ou de mutation en précisant les noms de l'auteur et du destinataire ainsi que la date à laquelle le décret a été pris ou en renvoyant à une copie du décret jointe au document,
- v. elle énonce les restrictions imposées par l'article 49,
- vi. elle atteste que le document satisfait aux exigences de la présente loi.

Forme du document

- (2) Le document exigé par le paragraphe (1) peut

prepared in a form suitable for a transfer that is submitted for electronic registration.

Registration or deposit

(3) The document required by subsection (1) may be registered or deposited and shall be accepted for registration or deposit under the *Registry Act* and may be registered and shall be accepted for registration under the *Land Titles Act*, despite any provision of those Acts.

Same

(4) Despite the *Land Registration Reform Act*, the document required by subsection (1) shall be accepted for registration or deposit even if the form required by paragraph 1 of subsection (1) has not been executed by or on behalf of the transferor.

Purpose of Form 1

(4.1) The purpose of the registration or deposit of a Form 1 under subsection (1) is solely to give notice to the public of the transfer by transfer order of the real property identified in the form.

Deeming re *Planning Act*

(4.2) If the document required by subsection (1) is registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act*, the document shall be deemed, for the purposes of the *Planning Act*, to be a deed or transfer, as the case may be, containing the statements described in clauses 50 (22) (a), (b) and (c) of the *Planning Act*.

Registration, etc., on request

(5) If, on or after the effective date of a transfer of real property by a transfer order but before the transferee has complied with subsection (1), a person is or purports to be lawfully entitled to register or deposit a document under the *Registry Act* or to register a document under the *Land Titles Act* against title to the real property, the transferee, at the request of that person, shall take as expeditiously as possible all such actions as are necessary to register or deposit under the *Registry Act* or to register under the *Land Titles Act* a document described in subsection (1).

Effect of failure to register, etc.

(6) If, on or after the effective date of a transfer of real property by a transfer order, a person does not know that the real property has been transferred to the transferee because the transferee has not yet registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act* a document described in subsection (1) and if, as a result of that, a right of the person against the transferee is adversely affected by the expiration of the period of time for doing something, the

être préparé sous une forme qui convient pour un transfert qui est présenté pour enregistrement électronique.

Enregistrement ou dépôt

(3) Le document exigé par le paragraphe (1) peut être enregistré ou déposé, mais il doit être admis à l'enregistrement ou au dépôt sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* et peut être enregistré mais doit être admis à l'enregistrement sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*, malgré toute disposition de ces lois.

Idem

(4) Malgré la *Loi portant réforme de l'enregistrement immobilier*, le document exigé par le paragraphe (1) doit être admis à l'enregistrement ou au dépôt même si la formule exigée par la disposition 1 de ce paragraphe n'a pas été passée par l'auteur ou en son nom.

Objet de la formule 1

(4.1) L'enregistrement ou le dépôt de la formule 1 en application du paragraphe (1) a uniquement pour objet d'aviser le public du transfert par décret de transfert ou de mutation du bien immeuble qui est identifié dans la formule.

Assimilation : *Loi sur l'aménagement du territoire*

(4.2) Le document exigé par le paragraphe (1) qui est enregistré ou déposé sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistré sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* est réputé, pour l'application de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, un acte de cession qui comprend les déclarations visées aux alinéas 50 (22) a), b) et c) de cette dernière.

Enregistrement ou dépôt sur demande

(5) Si, à la date d'effet du transfert d'un bien immeuble par un décret de transfert ou de mutation ou après cette date mais avant que le destinataire ne se conforme au paragraphe (1), une personne a, ou prétend avoir, le droit légitime de faire enregistrer ou de déposer un document sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou de faire enregistrer un document sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* sur le titre du bien immeuble, le destinataire prend, à la demande de cette personne et aussi rapidement que possible, toutes les mesures nécessaires pour faire enregistrer ou déposer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistrer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* le document visé au paragraphe (1).

Effet du non-enregistrement

(6) Si, à la date d'effet du transfert d'un bien immeuble par un décret de transfert ou de mutation ou après cette date, une personne ignore que le bien immeuble a été transféré au destinataire parce que ce dernier n'a pas encore fait enregistrer ou déposé sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou fait enregistrer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* le document visé au paragraphe (1) et que, par conséquent, l'expiration du délai accordé

transferee is not entitled to raise the expiration of the period of time as a defence to a proceeding by the person.

Same

(7) If, on or after the effective date of a transfer of real property by a transfer order, the transferee has not yet registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act* a document described in subsection (1), the transferor may take all such actions as are necessary to do so on behalf of the transferee, including making the statement described in paragraph 2 of subsection (1) on behalf of the transferee.

Liability of transferor

(8) A transferor is not liable to any person for exercising or not exercising its power under subsection (7).

Provincial housing costs

(9) Expenses incurred by the transferor in exercising its power under subsection (7) may be included in the amount of provincial housing costs determined under section 117.

Evidence

(10) A statement described in paragraph 2 of subsection (1) that is included in a document registered or deposited under this section shall be deemed to be conclusive evidence of the facts stated in it.

Registration of security interests

43. (1) If a security interest in an asset or right is perfected by registration under the *Personal Property Security Act* and all or part of the asset or right is subsequently transferred by a transfer order, the security interest in the transferred asset or right becomes unperfected,

- (a) 30 days after the effective date of the transfer if, on the effective date of the transfer, the secured party has actual notice of the transfer and has the information required to register a financing change statement under the *Personal Property Security Act*; or
- (b) if, on the effective date of the transfer, the secured party does not have actual notice of the transfer or does not have the information required to register a financing change statement under the *Personal Property Security Act*, 30 days after the day on which the secured party has actual notice of the transfer and has the information required to register a financing change statement under that Act.

Exceptions

(2) Subsection (1) does not apply to transferred collateral if the secured party registers a financing change statement under the *Personal Property Security Act* or takes possession of the collateral within the 30-day period.

pour faire quelque chose porte atteinte au droit qu'a la personne contre le destinataire, ce dernier n'a pas le droit d'invoquer l'expiration du délai comme moyen de défense dans une instance introduite par la personne.

Idem

(7) Si, à la date d'effet du transfert d'un bien immeuble par un décret de transfert ou de mutation ou après cette date, le destinataire n'a pas encore fait enregistrer ou déposé sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistré sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* le document visé au paragraphe (1), l'auteur peut prendre toutes les mesures nécessaires pour le faire au nom du destinataire, y compris faire la déclaration visée à la disposition 2 du paragraphe (1) en son nom.

Responsabilité de l'auteur

(8) L'auteur n'encourt aucune responsabilité à l'égard de quiconque pour avoir exercé ou ne pas avoir exercé les pouvoirs que lui confère le paragraphe (7).

Coûts du logement engagés par la province

(9) Les dépenses qu'engage l'auteur dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le paragraphe (7) peuvent être incluses dans les coûts du logement engagés par la province calculés en application de l'article 117.

Preuve

(10) La déclaration visée à la disposition 2 du paragraphe (1) qui est comprise dans un document enregistré ou déposé en application du présent article est réputée une preuve concluante des faits qui y sont énoncés.

Enregistrement d'une sûreté

43. (1) Si une sûreté sur un bien ou un droit est rendue opposable par enregistrement sous le régime de la *Loi sur les sûretés mobilières* et que tout ou partie du bien ou du droit est transféré ultérieurement par un décret de transfert ou de mutation, la sûreté sur le bien ou le droit transféré devient inopposable :

- a) 30 jours après la date d'effet du transfert si, à la date d'effet du transfert, le créancier garanti a connaissance réelle du transfert et a les renseignements nécessaires à l'enregistrement d'un état de modification du financement en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières*;
- b) 30 jours après celui où le créancier garanti a connaissance réelle du transfert et a les renseignements nécessaires à l'enregistrement d'un état de modification du financement en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* s'il ne les a pas à la date d'effet du transfert.

Exceptions

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux biens grevés transférés si le créancier garanti fait enregistrer un état de modification du financement en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* ou prend possession des biens grevés dans le délai de 30 jours.

Re-perfecting security interest

(2.1) A security interest that becomes unperfected under subsection (1) may be perfected again by registering a financing change statement under the *Personal Property Security Act* at any time during the remainder of the unexpired registration period of the financing statement or any renewal thereof.

Definitions

(3) In this section,

“collateral”, “secured party” and “security interest” have the same meaning as in the *Personal Property Security Act*.

EFFECT OF TRANSFER ORDERS

Binding effect

44. (1) A transfer order is binding on the transferor, the transferee and all other persons.

Limit

(2) A transfer by transfer order does not give the transferee either an interest in an asset or a right that the transferor did not have, and does not result in the transferee being entitled to such an interest or right.

Same

(3) When an asset, liability, right or obligation is transferred by a transfer order, no person other than the transferee acquires the asset, liability, right or obligation or an interest in it that the person did not have immediately before the transfer.

Vesting in and assumption by transferee

45. (1) An asset or a right that is transferred by a transfer order vests in the transferee as of the effective date specified in the transfer order and a liability or an obligation that is transferred by a transfer order shall be deemed to have been assumed by the transferee as of the effective date specified in the transfer order.

Transferor divested of asset

(2) The transfer of an asset by a transfer order divests the transferor of that asset as of the effective date specified in the transfer order.

Transferor divested of right

(3) The transfer of a right by a transfer order divests the transferor of that right as of the effective date specified in the transfer order.

Transferor released from liability or obligation

(4) The transfer of a liability or obligation by the transfer order releases the transferor from that liability or obligation as of the effective date specified in the transfer order.

Sûreté de nouveau opposable

(2.1) La sûreté qui devient inopposable en application du paragraphe (1) peut être rendue de nouveau opposable par enregistrement d'un état de modification du financement en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* à n'importe quel moment pendant le reste de la période d'enregistrement non expirée de l'état de financement ou de son renouvellement.

Définitions

(3) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«bien grevé», «créancier garanti» et «sûreté» S'entendent au sens de la *Loi sur les sûretés mobilières*.

EFFET DES DÉCRETS DE TRANSFERT OU DE MUTATION

Obligation des parties

44. (1) Les décrets de transfert ou de mutation lient l'auteur du transfert ou de la mutation, son destinataire et les autres personnes.

Restriction

(2) Un transfert effectué par un décret de transfert ou de mutation n'a pas pour effet de donner au destinataire un intérêt sur un bien ou un droit que l'auteur n'avait pas, pas plus qu'il ne lui donne droit à un tel intérêt ou à un tel droit.

Idem

(3) Lorsqu'un bien, une dette, un droit ou une obligation est transféré par un décret de transfert ou de mutation, nul, sauf le destinataire, n'acquiert le bien, la dette, le droit ou l'obligation, ou un intérêt sur ceux-ci qu'il n'avait pas immédiatement avant le transfert.

Dévolution et prise en charge

45. (1) Les biens et les droits qui sont transférés par un décret de transfert ou de mutation sont dévolus au destinataire à la date d'effet que précise le décret et les dettes et les obligations qui sont transférées sont réputées avoir été pris en charge par le destinataire à la date d'effet que précise le décret.

Auteur dépouillé du bien

(2) Le transfert d'un bien par un décret de transfert ou de mutation en dépouille l'auteur à la date d'effet que précise le décret.

Auteur dépouillé du droit

(3) Le transfert d'un droit par un décret de transfert ou de mutation en dépouille l'auteur à la date d'effet que précise le décret.

Auteur libéré de la dette ou de l'obligation

(4) Le transfert d'une dette ou d'une obligation par un décret de transfert ou de mutation en libère l'auteur à la date d'effet que précise le décret.

Exception

(5) Despite subsection (4), the transfer by the transfer order does not release the transferor from liability for those costs relating to the transferred asset, liability, right or obligation that arose or accrued before the effective date of the transfer and that were not a provincial social housing cost under the *Social Housing Funding Act, 1997* and that are not a provincial housing cost under section 117.

Action or other proceeding to be continued by or against transferor

(6) If an action or other proceeding in respect of an asset, a liability, a right or an obligation that is transferred by a transfer order has been commenced by or against the transferor before the transfer takes effect, the action or other proceeding shall be continued by or against the transferee and, if the transferor so elects, by or against the transferor as well.

**Same**

(6.1) No order of the court is necessary for an action or other proceeding to be continued under subsection (6).

Same

(6.2) The title of an action or other proceeding that is continued under subsection (6) shall be amended in accordance with the written notice of the Minister in all documents issued, served or filed in the action or proceeding after the effective date of the transfer. ➡

Conflict

(7) In the event of a conflict between this section and any other Act, this section prevails.

**No representation, etc., by transferor**

46. (1) Despite any other Act, a transferor does not make any covenant, representation or warranty, and no covenant, representation or warranty on the part of the transferor shall be implied or deemed to have been made, in respect of any asset, liability, right, obligation or employee transferred from the transferor by a transfer order. ➡

No liability re state of repair

(2) A transferor is not liable to any person for the state of repair of an asset transferred by a transfer order and is not liable to any person to fix such an asset, despite a requirement otherwise imposed by another Act or a rule of law.

Transfer deemed not to have certain effects

47. (1) A transfer by a transfer order shall be deemed not to,

Exception

(5) Malgré le paragraphe (4), le transfert effectué par un décret de transfert ou de mutation ne libère pas l'auteur de sa responsabilité à l'égard des coûts se rapportant au bien, à la dette, au droit ou à l'obligation transféré qui ont été engagés ou qui ont couru avant la date d'effet du transfert, qui ne constituaient pas des coûts du logement social engagés par la province pour l'application de la *Loi de 1997 sur le financement du logement social* et qui ne constituent pas des coûts du logement engagés par la province en application de l'article 117.

Poursuite des actions ou autres instances

(6) Les actions ou autres instances à l'égard d'un bien, d'une dette, d'un droit ou d'une obligation transféré par un décret de transfert ou de mutation qui ont été introduites par ou contre l'auteur avant la prise d'effet du transfert sont poursuivies par ou contre le destinataire et, si l'auteur fait ce choix, également par ou contre lui.

**Idem**

(6.1) Aucune ordonnance judiciaire n'est nécessaire pour la poursuite d'une action ou autre instance en application du paragraphe (6).

Idem

(6.2) L'intitulé d'une action ou autre instance qui est poursuivie en application du paragraphe (6) est modifié, conformément à l'avis écrit du ministre, dans tous les documents délivrés, signifiés ou déposés dans l'action ou l'instance après la date d'effet du transfert. ➡

Incompatibilité

(7) Le présent article l'emporte sur les dispositions incompatibles d'une autre loi.

**Aucune affirmation de l'auteur**

46. (1) Malgré toute autre loi, l'auteur ne prend aucun engagement, ne fait aucune affirmation ni ne donne aucune garantie, et aucun engagement de sa part ne doit être déduit ou réputé avoir été pris, ni aucune affirmation ou garantie être déduite ou réputée avoir été faite ou donnée, à l'égard d'un de ses biens, dettes, droits, obligations ou employés qui est transféré ou muté, selon le cas, par un décret de transfert ou de mutation. ➡

Aucune responsabilité quant à l'état

(2) L'auteur n'encourt aucune responsabilité à l'égard de quiconque en raison de l'état d'un bien transféré par un décret de transfert ou de mutation et il n'est pas tenu envers qui que ce soit de réparer un tel bien, malgré toute exigence imposée par ailleurs par une autre loi ou une règle de droit.

Transfert et mutation réputés ne pas avoir certains effets

47. (1) Les transferts et les mutations effectués par un décret de transfert ou de mutation sont réputés ne pas :

- (a) constitute a breach, termination, repudiation or frustration of any contract or any licence, permit or other right;
- (b) constitute a breach of any Act, regulation, rule or municipal by-law;
- (c) constitute an event of default or force majeure;
- (d) give rise to a right to terminate or repudiate any contract or any licence, permit or other right;
- (e) give rise to an estoppel;
- (f) give rise to any right or consequence, including an acceleration of the time for payment, that would otherwise arise upon the transfer under the terms of any contract or any licence, permit or other right; or
- (g) give rise to any cause of action, grievance, claim or demand of any kind, unless explicitly contemplated by this Act.

No proceeding

(2) No action or other proceeding shall be commenced against the Crown in right of Ontario, the Ontario Housing Corporation or a local housing authority on the basis that a transfer by a transfer order constitutes or gives rise to anything mentioned in subsection (1).

Exceptions

(3) Subject to such conditions and restrictions as may be prescribed, this section does not apply to the contracts, licences, permits, rights, Acts, regulations, rules, by-laws or provisions of any of them that are prescribed.

Expropriations Act

48. If a transfer order transfers real property that has been expropriated,

- (a) section 42 of the *Expropriations Act* (disposal of expropriated lands) does not apply to the real property, despite section 2 of that Act; and
- (b) no compensation of any kind is payable to the owners from whom the real property was expropriated.

Restrictions, real property

49. (1) Any real property transferred by a transfer order cannot be transferred or mortgaged or otherwise encumbered, developed or redeveloped and an interest in the property cannot be granted or disposed of by any person without the prior written consent of the Minister.

Exception

- (2) Despite subsection (1), a transferee may do the

- a) constituer une violation, résiliation, révocation, répudiation ou impossibilité d'exécution d'un contrat, d'un permis, d'une autorisation ou d'un autre droit;
- b) constituer une violation de quelque loi, règlement, règle ou règlement municipal que ce soit;
- c) constituer un cas de défaut ou une force majeure;
- d) donner le droit de résilier un contrat ou de révoquer un droit, notamment un permis ou une autorisation, ou de les répudier;
- e) donner lieu à une préclusion;
- f) donner lieu à un droit ou à une conséquence, y compris un avancement de l'échéance de paiement, qui découlerait par ailleurs d'un transfert effectué aux termes d'un contrat, d'un permis, d'une autorisation ou d'un autre droit;
- g) donner lieu à une cause d'action, un grief, une réclamation ou une demande de quelque sorte que ce soit, sauf si la présente loi le prévoit explicitement.

Immunité

(2) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre la Couronne du chef de l'Ontario, la Société de logement de l'Ontario ou une commission locale de logement du fait qu'un transfert ou une mutation effectué par un décret de transfert ou de mutation constitue un fait mentionné au paragraphe (1) ou y donne lieu.

Exceptions

(3) Sous réserve des conditions et restrictions prescrites, le présent article ne s'applique pas aux contrats, permis, autorisations, droits, lois, règlements, règles, règlements municipaux ou dispositions des uns ou des autres qui sont prescrits.

Loi sur l'expropriation

48. Si un décret de transfert ou de mutation transfère un bien immeuble qui a été exproprié :

- a) d'une part, l'article 42 de la *Loi sur l'expropriation* (aliénation d'un bien-fonds exproprié) ne s'applique pas au bien immeuble, malgré l'article 2 de cette loi;
- b) d'autre part, aucune indemnité de quelque nature que ce soit n'est versée aux propriétaires du bien immeuble exproprié.

Restrictions : biens immeubles

49. (1) Nul ne peut, sans le consentement écrit préalable du ministre, transférer ou grever, notamment par hypothèque, ou aménager ou réaménager un bien immeuble qui a été transféré par un décret de transfert ou de mutation, ni concéder un intérêt sur le bien ou disposer d'un intérêt sur lui.

Exception

- (2) Malgré le paragraphe (1), le destinataire peut

following things without the consent of the Minister:

1. Lease an individual unit in a housing project located on the real property for a term not exceeding one year.
2. Lease a part of the property that is not residential, if the transfer of the property by the transfer order has been registered as required by section 42.
3. Transfer or mortgage or otherwise encumber the property or grant or dispose of an interest in the property to or in favour of,

- i. the related service manager,
- ii. a related municipality,
- iii. a non-profit corporation controlled by the related service manager or a related municipality, but only if an object of the non-profit corporation is the provision of housing, or

- iv. a non-profit housing corporation that is incorporated under section 13 of the *Housing Development Act* and that is controlled by the related service manager or a related municipality.

4. Transfer or mortgage or otherwise encumber the property, develop or redevelop the property or grant or dispose of an interest in the property if,

- i. the transfer of the property by the transfer order has been registered as required by section 42, and
- ii. the transaction complies with such criteria as may be prescribed.

Statement re transfer, etc.

(3) When a document is to be registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act* in respect of a transaction described in subsection (2), it must include a statement in a form approved by the Minister containing information required by the Minister and executed by or on behalf of the transferee.

Registration or deposit

(4) The document and the statement referred to in subsection (3) may be registered or deposited and shall be accepted for registration or deposit under the *Registry Act* and may be registered and shall be accepted for registration under the *Land Titles Act* against title to the property despite any provision of those Acts.

prendre les mesures suivantes sans le consentement du ministre :

1. Donner à bail un logement d'un ensemble domiciliaire situé sur le bien immeuble pour une durée maximale d'un an.
2. Donner à bail la partie du bien qui n'est pas résidentielle, si le transfert du bien effectué par le décret de transfert ou de mutation a été enregistré comme l'exige l'article 42.
3. Transférer le bien, le grever, notamment par hypothèque, concéder un intérêt sur lui ou disposer d'un tel intérêt si le destinataire ou le bénéficiaire est :

- i. soit le gestionnaire de services lié,
- ii. soit une municipalité liée,
- iii. soit une personne morale sans but lucratif sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée, à condition toutefois que la fourniture de logements soit un élément de sa mission,

- iv. soit une société de logement sans but lucratif constituée en vertu de l'article 13 de la *Loi sur le développement du logement* et sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée.

4. Transférer le bien, le grever, notamment par hypothèque, l'aménager ou le réaménager, concéder un intérêt sur lui ou disposer d'un tel intérêt si les conditions suivantes sont réunies :

- i. le transfert du bien effectué par le décret de transfert ou de mutation a été enregistré comme l'exige l'article 42,
- ii. l'opération est conforme aux critères prescrits.

Déclaration au sujet du transfert

(3) Le document qui est enregistré ou déposé sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistré sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* à l'égard d'une opération visée au paragraphe (2) comprend une déclaration, rédigée sous la forme qu'approuve le ministre, qui contient les renseignements qu'il exige et qui est passée par le destinataire ou en son nom.

Enregistrement ou dépôt

(4) Le document et la déclaration visés au paragraphe (3) peuvent être enregistrés ou déposés, mais ils doivent être admis à l'enregistrement ou au dépôt sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* et peuvent être enregistrés mais doivent être admis à l'enregistrement sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*, sur le titre du bien, malgré toute disposition de ces lois.

↓

Evidence

(5) A statement described in subsection (3) that is included in a document registered or deposited as described in that subsection shall be deemed to be conclusive evidence of the facts stated in it. ↑

Liability of certain guarantors

50. If a liability transferred by a transfer order ("transferred liability") was guaranteed by the Crown in right of Ontario or the Ontario Housing Corporation under a written guarantee given before the effective date of the transfer, the guarantor's liability under the guarantee is not limited by the transfer of the transferred liability or the release of the transferor from the transferred liability under this Act.

TRANSFER OF EMPLOYEES

Transfer of employees

51. (1) This section applies with respect to every employee whose employment is transferred by a transfer order from a transferor to a transferee and with respect to former employees of transferors who have rights against a transferor immediately before the effective date of the transfer of employees.

Effect of transfer order

(2) Subject to the limitations set out in this section, all rights, duties and liabilities relating to all employees and former employees of a transferor that are vested in or bind the transferor immediately before the effective date of the transfer are vested in or bind the transferee instead of the transferor as of the effective date of the transfer.

Same

(3) Subsection (2) applies with respect to rights, duties and liabilities that arise under statute or contract or at common law.

Same

(4) As of the effective date of the transfer, for the purposes of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* the transferee shall be deemed to have been the employer of all employees and former employees of the transferor before the effective date of the transfer and the rights and duties of the transferor under that Act with respect to those employees and former employees are rights and duties of the transferee.

Same

(5) For the purposes of subsection (4), all records pertaining to a person's claim for benefits under the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* in the custody and control of the transferor immediately before the transfer become the property of the transferee as of the effective date of the transfer.

Employee election re employment

(6) At any time before the effective date of the transfer of an employee of a local housing authority by a

↓

Preuve

(5) La déclaration visée au paragraphe (3) qui est comprise dans un document enregistré ou déposé selon les modalités prévues à ce paragraphe est réputée une preuve concluante des faits qui y sont énoncés. ↑

Responsabilité de certains garants

50. Le transfert, par un décret de transfert ou de mutation, d'une obligation qui était garantie par la Couronne du chef de l'Ontario ou la Société de logement de l'Ontario aux termes d'une garantie écrite donnée avant la date d'effet du transfert ou le fait que l'auteur soit libéré de l'obligation transférée en vertu de la présente loi n'a pas pour effet de limiter la responsabilité du garant.

MUTATION D'EMPLOYÉS

Mutation d'employés

51. (1) Le présent article s'applique à l'égard de chaque employé muté d'un auteur à un destinataire par un décret de transfert ou de mutation et à l'égard des anciens employés qui ont des droits contre un auteur immédiatement avant la date d'effet de la mutation des employés.

Effet du décret de transfert ou de mutation

(2) Sous réserve des restrictions énoncées au présent article, les droits et obligations rattachés à tous les employés, actuels et anciens, d'un auteur qui sont dévolus à celui-ci, ou qui le lient, le jour précédant la date d'effet de la mutation sont dévolus au destinataire ou le lient à la date d'effet de la mutation.

Idem

(3) Le paragraphe (2) s'applique à l'égard des droits et des obligations qui résultent du droit législatif, du droit contractuel ou de la common law.

Idem

(4) À la date d'effet de la mutation, pour l'application de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*, le destinataire est réputé avoir été l'employeur de tous les employés, actuels et anciens, de l'auteur avant la date d'effet de la mutation et les droits et les obligations que cette loi attribue à l'auteur à l'égard de ces employés passent au destinataire.

Idem

(5) Pour l'application du paragraphe (4), tous les documents se rapportant à une demande de prestations déposée en application de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* et dont l'auteur a la garde et le contrôle immédiatement avant la mutation deviennent la propriété du destinataire à la date d'effet de la mutation.

Choix de l'employé

(6) À n'importe quel moment avant la date d'effet de sa mutation d'une commission locale de logement par

transfer order, the employee may elect not to accept the transfer by notifying the local housing authority in writing of that election.

Effect of election

(7) A transfer order transfers the employees described in it, other than employees who, before the effective date of their transfer, elect not to accept the transfer.

Rules applying if employee elects not to accept transfer

(8) If an employee of a local housing authority elects not to accept a transfer, the following rules apply:

1. For the purposes of an employment contract or a collective agreement, the employee shall be deemed to have resigned from employment with the local housing authority on the earlier of,
 - i. the employee's last day of work for the local housing authority, and
 - ii. immediately before the effective date of the transfer.
2. For the purposes of the *Employment Standards Act*, the employment of the employee shall be deemed to have been terminated by the local housing authority on the earlier of,
 - i. the employee's last day of work for the local housing authority, and
 - ii. immediately before the effective date of the transfer.

Rules applying on transfer of employees

(9) If one or more employees of a local housing authority are transferred by a transfer order, the following rules apply:

1. As of the effective date of the transfer, each transferred employee becomes an employee of the transferee and ceases to be an employee of the transferor, the transferee becomes the employer of each transferred employee, and the transferor ceases to be the employer of each transferred employee.

3. For the purposes of an employment contract, a collective agreement and the *Employment Standards Act* and for all other purposes, the employment of each transferred employee shall be deemed not to have been terminated and the transferred employee shall be deemed not to have been constructively dismissed.

4. For the purpose of determining probationary periods, benefits and any other employment-related entitlements under the *Employment Standards Act* or any other Act or under an employment contract, the employment of each transferred employee with the transferor shall be

un décret de transfert ou de mutation, l'employé visé peut choisir de ne pas accepter d'être muté en avisant par écrit la commission de son choix.

Effet du choix

(7) Le décret de transfert ou de mutation mute les employés qu'il précise, à l'exception de ceux qui choisissent, avant la date d'effet de leur mutation, de ne pas accepter d'être mutés.

Règles en cas de non-acceptation

(8) Si un employé d'une commission locale de logement choisit de ne pas accepter d'être muté, les règles suivantes s'appliquent :

1. Pour l'application d'un contrat de travail ou d'une convention collective, l'employé est réputé avoir démissionné de son emploi auprès de la commission locale de logement à celui des moments suivants qui est antérieur à l'autre :
 - i. son dernier jour de travail pour la commission locale de logement,
 - ii. immédiatement avant la date d'effet de la mutation.
2. Pour l'application de la *Loi sur les normes d'emploi*, la commission locale de logement est réputée avoir mis fin à l'emploi de l'employé à celui des moments suivants qui est antérieur à l'autre :
 - i. le dernier jour de travail de l'employé pour la commission locale de logement,
 - ii. immédiatement avant la date d'effet de la mutation.

Règles en cas de mutation

(9) Si un ou plusieurs employés d'une commission locale de logement sont mutés par un décret de transfert ou de mutation, les règles suivantes s'appliquent :

1. À la date d'effet de la mutation, chaque employé muté devient l'employé du destinataire et cesse d'être celui de l'auteur, et le destinataire devient l'employeur de chaque employé muté et l'auteur cesse de l'être.

3. Pour l'application d'un contrat de travail, d'une convention collective et de la *Loi sur les normes d'emploi* et à toutes autres fins, l'emploi de chaque employé muté est réputé ne pas avoir pris fin et l'employé muté est réputé ne pas avoir fait l'objet d'un congédiement implicite.

4. Aux fins de l'établissement des périodes d'essai, des avantages sociaux et des autres droits liés à l'emploi prévus par la *Loi sur les normes d'emploi*, une autre loi ou un contrat de travail, l'emploi auprès de l'auteur de chaque employé muté est réputé un emploi auprès du destinataire

deemed to be employment with the transferee and not to be employment with the transferor, and the transfer shall be deemed not to have caused an interruption of the employee's service.

5. Subject to paragraphs 6 to 14, the terms and conditions of employment that are vested in or bind the transferor, a transferred employee and the bargaining agent immediately before the effective date of the transfer shall be deemed to be vested in or bind the transferee and the transferred employee as of the effective date of the transfer.
6. No decision of an arbitrator, a board of arbitration or a tribunal issued on or after the effective date of the transfer can have the effect of retroactively amending the terms and conditions of employment that were vested in or bound the transferor, a transferred employee and the bargaining agent immediately before the effective date of the transfer.
7. Paragraph 6 does not prohibit an arbitrator, a board of arbitration or a tribunal from reinstating to the employment of the transferee an employee who was dismissed by the transferor before the effective date of the transfer.
8. The transferee shall be deemed to be in compliance with the terms and conditions by which it is deemed to be bound under paragraph 5 in respect of coverage for insured benefits, if the transferee provides coverage to the transferred employee that is similar to the coverage provided by the transferor to the transferred employee immediately before the effective date of the transfer.
9. If, immediately before the effective date of the transfer, a collective agreement is in force between the transferor and a trade union representing any of the transferred employees, those provisions of the collective agreement that could not apply to an employment relationship in the absence of union representation, including provisions dealing with the payment of union dues and provisions dealing with the filing, processing or arbitration of grievances, shall not be deemed to be vested in or bind the transferee.
10. Subject to paragraph 11, a trade union that has bargaining rights in respect of any of the transferred employees immediately before the effective date of the transfer ceases, as of the effective date of the transfer, to have any rights, interests, registrations, duties or liabilities under the *Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993* or under any collective agreement between the transferor and the trade union.
11. A trade union that has bargaining rights in respect of any of the transferred employees immediately before the effective date of the transfer continues to represent the transferred employees

et non auprès de l'auteur, et la mutation est réputée ne pas avoir entraîné une interruption de service.


5. Sous réserve des dispositions 6 à 14, les conditions d'emploi qui sont dévolues à l'auteur, à un employé muté et à l'agent négociateur, ou qui les lient, immédiatement avant la date d'effet de la mutation sont réputées dévolues au destinataire et à l'employé muté ou les lier à la date d'effet de la mutation.
6. Nulle décision d'un arbitre, d'un conseil d'arbitrage ou d'un tribunal administratif rendue à la date d'effet de la mutation ou après cette date ne peut avoir pour effet de modifier rétroactivement les conditions d'emploi qui ont été dévolues à l'auteur, à un employé muté et à l'agent négociateur, ou qui les liaient, immédiatement avant la date d'effet de la mutation.
7. La disposition 6 n'a pas pour effet d'interdire à un arbitre, à un conseil d'arbitrage ou à un tribunal administratif de réintégrer dans son emploi auprès du destinataire un employé qui a été congédié par l'auteur avant la date d'effet de la mutation.
8. Le destinataire est réputé respecter les conditions auxquelles il est réputé lié par la disposition 5 à l'égard des avantages sociaux garantis s'il offre à l'employé muté des avantages qui sont similaires à ceux que lui offrait l'auteur immédiatement avant la date d'effet de la mutation.
9. Si, immédiatement avant la date d'effet de la mutation, une convention collective est en vigueur entre l'auteur et le syndicat représentant n'importe lequel des employés mutés, les dispositions de la convention qui ne pourraient pas s'appliquer à une relation de travail en l'absence de représentation syndicale, y compris celles portant sur le versement des cotisations syndicales et celles portant sur le dépôt, le traitement ou l'arbitrage de griefs, ne sont pas réputées dévolues au destinataire ni le lier.
10. Sous réserve de la disposition 11, le syndicat qui a le droit de négocier immédiatement avant la date d'effet de la mutation à l'égard de n'importe lequel des employés mutés perd, à la date d'effet de la mutation, les droits, intérêts, enregistrements et obligations prévus par la *Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne* ou par toute convention collective conclue entre l'auteur et le syndicat.
11. Le syndicat qui a le droit de négocier immédiatement avant la date d'effet de la mutation à l'égard de n'importe lequel des employés mutés continue de représenter ces employés aux fins

for the purpose of proceedings before the Ontario Labour Relations Board and grievances, as described in paragraph 12.

12. If a grievance is filed by or on behalf of a transferred employee against the transferor, or a grievance is filed by or on behalf of the transferor, or a proceeding before the Ontario Labour Relations Board is commenced by or on behalf of a transferred employee against the transferor, or a proceeding before the Ontario Labour Relations Board is commenced by or on behalf of the transferor, before the effective date of the transfer, and the grievance or proceeding is not resolved before that date,

- i. the grievance or proceeding is continued by or against the transferee,
- ii. all rights, obligations and liabilities of the employer as a result of the grievance or proceeding vest in or bind the transferee and not the transferor, except as otherwise specified by paragraph 6,
- iii. upon the resolution of the grievance or proceeding, the transferee does not have any obligations to a trade union or to the transferred employees under the *Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993* or under a collective agreement between the transferor and a trade union, and
- iv. upon the resolution of all grievances and proceedings under this paragraph, a trade union that had the right under paragraph 11 to continue to represent transferred employees for the purpose of such grievances and proceedings ceases to have any such right.

13. No transferred employee, and no trade union that represents a transferred employee immediately before the effective date of the transfer, has the right on or after the effective date of the transfer to file a grievance under the collective agreement that is in force immediately before the effective date of the transfer with respect to any matter, regardless of whether the matter arose before or arises on or after the effective date of the transfer.

14. Paragraph 13 does not limit the rights or duties of a trade union that acquires bargaining rights in respect of any of the transferred employees on or after the effective date of the transfer, as contemplated by clause (10) (c), to represent its members. 

Future changes

(10) If one or more employees of a local housing authority are transferred by a transfer order, nothing in this Act prevents,


- (a) the employment of a transferred employee from being terminated by the transferee on or after the effective date of the transfer;

des instances devant la Commission des relations de travail de l'Ontario et des griefs dont il est question à la disposition 12.

12. Si, avant la date d'effet de la mutation, un grief est déposé contre l'auteur par un employé muté ou en son nom, un grief est déposé par l'auteur ou en son nom, une instance est introduite devant la Commission des relations de travail de l'Ontario contre l'auteur par un employé muté ou en son nom ou une telle instance est introduite par l'auteur ou en son nom et que le grief ou l'instance n'est pas réglé avant cette date, les règles suivantes s'appliquent :

- i. le grief ou l'instance est poursuivi par ou contre le destinataire,
- ii. les droits et les obligations de l'employeur qui découlent du grief ou de l'instance sont dévolus au destinataire ou le lient, sous réserve de la disposition 6,
- iii. dès le règlement du grief ou de l'instance, le destinataire n'a, envers le syndicat ou les employés mutés, aucune des obligations prévues par la *Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne* ou par toute convention collective conclue entre l'auteur et le syndicat,
- iv. dès le règlement de tous les griefs et de toutes les instances visés à la présente disposition, le syndicat qui avait le droit, en vertu de la disposition 11, de continuer de représenter les employés mutés aux fins de ces griefs et de ces instances perd ce droit.

13. Nul employé muté, et nul syndicat qui le représentait immédiatement avant la date d'effet de la mutation, n'a le droit à la date d'effet de la mutation ou après cette date de déposer un grief aux termes de la convention collective en vigueur immédiatement avant la date d'effet de la mutation à l'égard de quelque question que ce soit, que celle-ci prenne naissance avant la date d'effet de la mutation, à cette date ou après cette date.

14. La disposition 13 n'a pas pour effet de limiter le droit ou l'obligation qu'a un syndicat de représenter ses membres s'il acquiert le droit de négocier à l'égard de tout employé muté à la date d'effet de la mutation ou après cette date, comme le prévoit l'alinéa (10) c). 

Changements ultérieurs

(10) Si un ou plusieurs employés d'une commission locale de logement sont mutés par un décret de transfert ou de mutation, la présente loi n'a pas pour effet d'empêcher que, selon le cas :

- a) le destinataire mette fin à l'emploi d'un employé muté à la date d'effet de la mutation ou après cette date;

- (b) a term or condition of the employment of a transferred employee from being changed by the transferee on or after the effective date of the transfer; or
- (c) a trade union from acquiring bargaining rights in respect of any of the transferred employees on or after the effective date of the transfer by becoming certified under the *Labour Relations Act, 1995* as the bargaining agent of employees of the transferee or by being voluntarily recognized as the bargaining agent of employees of the transferee.

Pension plan

(11) A transferee to whom employees have been transferred by a transfer order shall provide the transferred employees with pension benefits under the Ontario Municipal Employees Retirement System and, for that purpose, the transferee shall be deemed to be an employer for the purposes of the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* and shall be deemed to have elected to participate in the Ontario Municipal Employees Retirement System the effective date of the transfer.

TRANSFER OF MOTOR VEHICLES, ETC.

Transfer of motor vehicles, trailers

52. (1) If a transfer order transfers ownership of a motor vehicle or trailer from a transferor to a local housing corporation,

- (a) for the purposes of Part II of the *Highway Traffic Act*,
 - (i) the transfer order shall be deemed not to effect a change in the ownership of the motor vehicle or trailer,
 - (ii) the transfer order shall be deemed to effect a change in the name of the owner from the name of the transferor to the name of the local housing corporation, and
 - (iii) a written statement described in subsection (4) made by an officer of the local housing corporation shall be deemed to be sufficient evidence of the change in name;
- (b) the requirement in subsection 9 (2) of that Act that a notice be filed by the owner shall be deemed to be a requirement that the notice be filed by the local housing corporation; and
- (c) the requirement in subsection 9 (2) of that Act that the notice be filed within six days shall be deemed to be a requirement that the notice be filed within 30 days.

Same

(2) If a transfer order transfers a leasehold interest in a motor vehicle or trailer from a transferor to a local housing corporation,

- b) le destinataire modifie une condition de l'emploi d'un employé muté à la date d'effet de la mutation ou après cette date;
- c) un syndicat acquiert le droit de négocier à l'égard de tout employé muté à la date d'effet de la mutation ou après cette date du fait de son accréditation sous le régime de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* comme agent négociateur d'employés du destinataire ou du fait de sa reconnaissance volontaire comme agent négociateur d'employés du destinataire.

Régime de retraite

(11) Le destinataire à qui des employés ont été mutés par un décret de transfert ou de mutation verse à ces employés les prestations de retraite prévues par le Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario et, à cette fin, il est réputé un employeur pour l'application de la *Loi sur le régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario* et est réputé avoir choisi de participer au Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario à la date d'effet de la mutation.

TRANSFERT DE VÉHICULES

Transfert de véhicules

52. (1) Si un décret de transfert ou de mutation transfère d'un auteur à une société locale de logement la propriété d'un véhicule automobile ou d'une remorque :

- a) pour l'application de la partie II du *Code de la route* :
 - (i) le décret est réputé ne pas avoir pour effet de modifier la propriété du véhicule automobile ou de la remorque,
 - (ii) le décret est réputé avoir pour effet de modifier le nom du propriétaire en remplaçant le nom de l'auteur par celui de la société locale de logement,
 - (iii) une déclaration écrite d'un représentant officiel de la société locale de logement qui remplit les conditions énoncées au paragraphe (4) est réputée une preuve suffisante du changement de nom;
- b) l'exigence visée au paragraphe 9 (2) du Code voulant que le propriétaire dépose un avis est réputée une exigence voulant que la société locale de logement le fasse;
- c) l'exigence visée au paragraphe 9 (2) du Code voulant que l'avis soit déposé dans un délai de six jours est réputée une exigence voulant qu'il le soit dans un délai de 30 jours.

Idem

(2) Si un décret de transfert ou de mutation transfère d'un auteur à une société locale de logement un intérêt à bail sur un véhicule automobile ou une remorque :

- (a) for the purposes of Part II of the *Highway Traffic Act*,
 - (i) the transfer order shall be deemed not to effect a change in the lessee of the motor vehicle or trailer,
 - (ii) the transfer order shall be deemed to effect a change in the name of the lessee from the name of the transferor to the name of the local housing corporation, and
 - (iii) a written statement described in subsection (4) made by an officer of the local housing corporation shall be deemed to be sufficient evidence of the change in name;
- (b) the requirement in subsection 9 (3) of that Act that a notice be filed by the lessee shall be deemed to be a requirement that the notice be filed by the local housing corporation; and
- (c) the requirement in subsection 9 (3) of that Act that the notice be filed within six days shall be deemed to be a requirement that the notice be filed within 30 days.

Same

(3) For greater certainty, for the purposes of any part of the *Highway Traffic Act* other than Part II,

- (a) if a transfer order transfers ownership of a motor vehicle or trailer from a transferor to a local housing corporation,
 - (i) the transfer order does effect a change in the ownership of the motor vehicle or trailer, and
 - (ii) the local housing corporation shall be deemed to be the owner as of the effective date of the transfer; and
- (b) if a transfer order transfers a leasehold interest in a motor vehicle or trailer from a transferor to a local housing corporation,
 - (i) the transfer order does effect a change in the lessee of the motor vehicle or trailer, and
 - (ii) the local housing corporation shall be deemed to be the lessee as of the effective date of the transfer.

Evidence of change of name

(4) The written statement referred to in subclauses (1) (a) (iii) and (2) (a) (iii) must indicate that the ownership of, or the leasehold interest in, the motor vehicle or trailer was transferred to the local housing corporation by a transfer order and state the effective date of the transfer.

- a) pour l'application de la partie II du *Code de la route* :

- (i) le décret est réputé ne pas avoir pour effet de modifier le locataire du véhicule automobile ou de la remorque,
- (ii) le décret est réputé avoir pour effet de modifier le nom du locataire en remplaçant le nom de l'auteur par celui de la société locale de logement,
- (iii) une déclaration écrite d'un représentant officiel de la société locale de logement qui remplit les conditions énoncées au paragraphe (4) est réputée une preuve suffisante du changement de nom;

- b) l'exigence visée au paragraphe 9 (3) du Code voulant que le locataire dépose un avis est réputée une exigence voulant que la société locale de logement le fasse;
- c) l'exigence visée au paragraphe 9 (3) du Code voulant que l'avis soit déposé dans un délai de six jours est réputée une exigence voulant qu'il le soit dans un délai de 30 jours.

Idem

(3) Il est entendu ce qui suit pour l'application de toute partie du *Code de la route*, à l'exclusion de la partie II :

- a) si un décret de transfert ou de mutation transfère d'un auteur à une société locale de logement la propriété d'un véhicule automobile ou d'une remorque :
 - (i) d'une part, le décret a pour effet de modifier la propriété du véhicule automobile ou de la remorque,
 - (ii) d'autre part, la société locale de logement est réputée le propriétaire à compter de la date d'effet du transfert;
- b) si un décret de transfert ou de mutation transfère d'un auteur à une société locale de logement un intérêt à bail sur un véhicule automobile ou une remorque :
 - (i) d'une part, le décret a pour effet de modifier le locataire du véhicule automobile ou de la remorque,
 - (ii) d'autre part, la société locale de logement est réputée le locataire à compter de la date d'effet du transfert.

Preuve du changement de nom

(4) La déclaration écrite visée aux sous-alinéas (1) a) (iii) et (2) a) (iii) indique que la propriété du véhicule automobile ou de la remorque, ou l'intérêt à bail sur ceux-ci, a été transféré à la société locale de logement par un décret de transfert ou de mutation et indique la date d'effet du transfert.

Other transfers of vehicles

(5) If a transfer order transfers ownership of a motor vehicle or trailer to a transferee other than a local housing corporation, the reference in subsections 11 (2) and 11 (4) of the *Highway Traffic Act* to six days shall be deemed to be a reference to 30 days.

Definitions

(6) In this section,

“motor vehicle” and “trailer” have the same meaning as in the *Highway Traffic Act*.

Motor vehicle insurance

53. (1) If a transfer order transfers from a transferor to a local housing corporation ownership of, or a leasehold interest in, a motor vehicle together with the contract of automobile insurance under which the motor vehicle is insured,

- (a) the insurance card for the motor vehicle issued in the name of the transferor under section 6 of the *Compulsory Automobile Insurance Act* shall be deemed to be issued in the name of the local housing corporation as of the effective date of the transfer of the contract of automobile insurance; and
- (b) within six days after receiving notice of the transfer of the contract of automobile insurance, the insurer shall issue, or cause its agent to issue, an insurance card in the name of the local housing corporation.

Penalties for insurer

(2) Sections 14 and 14.1 of the *Compulsory Automobile Insurance Act* apply to a contravention by an insurer of clause (1) (b).

Definitions

(3) In this section,

“agent”, “automobile insurance”, “insurance card”, “insurer” and “motor vehicle” have the same meaning as in the *Compulsory Automobile Insurance Act*.

TRANSFER OF DOCUMENTS AND DISCLOSURE OF RECORDS

Transfer of documents

54. (1) In this section,

“archival document” means a provincial document identified to be transferred to the Archives of Ontario under a recorded information schedule approved by the Archivist under the *Archives Act*; (“document d’archives”)

“provincial document” means a record that belongs to the Ministry, the Ontario Housing Corporation or a

Autres transferts de véhicules

(5) Si un décret de transfert ou de mutation transfère la propriété d'un véhicule automobile ou d'une remorque à un destinataire qui n'est pas une société locale de logement, la mention de six jours aux paragraphes 11 (2) et (4) du *Code de la route* est réputée une mention de 30 jours.

Définitions

(6) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«remorque» et «véhicule automobile» S'entendent au sens du *Code de la route*.

Assurance-automobile

53. (1) Si un décret de transfert ou de mutation transfère d'un auteur à une société locale de logement la propriété d'un véhicule automobile ou un intérêt à bail sur un tel véhicule ainsi que le contrat d'assurance-automobile aux termes duquel il est assuré :

- a) d'une part, la carte d'assurance du véhicule automobile délivrée au nom de l'auteur en application de l'article 6 de la *Loi sur l'assurance-automobile obligatoire* est réputée délivrée au nom de la société locale de logement à la date d'effet du transfert du contrat d'assurance-automobile;
- b) d'autre part, dans les six jours qui suivent la réception de l'avis du transfert du contrat d'assurance-automobile, l'assureur délivre ou fait délivrer par son agent une carte d'assurance au nom de la société locale de logement.

Peines

(2) Les articles 14 et 14.1 de la *Loi sur l'assurance-automobile obligatoire* s'appliquent à l'assureur qui contrevient à l'alinéa (1) b).

Définitions

(3) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«agent», «assurance-automobile», «assureur», «carte d'assurance» et «véhicule automobile» S'entendent au sens de la *Loi sur l'assurance-automobile obligatoire*.

TRANSFERT ET DIVULGATION DE DOCUMENTS

Transfert de documents

54. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«document d'archives» Document provincial qui doit être transféré aux Archives publiques de l'Ontario d'après une liste de renseignements consignés qu'approuve l'archiviste en vertu de la *Loi sur les Archives publiques*. («archival document»)

«document provincial» Document qui appartient au ministère, à la Société de logement de l'Ontario ou à

local housing authority and that relates to,

- (a) a housing program the responsibility for the funding and administration of which is being transferred to a service manager under section 10, or
- (b) any employee, asset, liability, right or obligation that is being transferred by a transfer order. (“document provincial”)

Transfer of archival documents

(2) An archival document shall not be transferred out of the custody or control of the Ministry, the Ontario Housing Corporation or a local housing authority except to be transferred to the Archives of Ontario.

Same

(3) Despite subsection (2), such archival documents or classes of archival documents as may be prescribed may be transferred to a transferee or a service manager by a transfer order or otherwise.

Right to obtain copies

(4) A service manager is entitled to receive, upon request to the holder, a copy of an archival document that relates to a housing program the responsibility for the funding and administration of which has been transferred to the service manager under section 10.

Same

(5) A transferee is entitled to receive, upon request to the holder, a copy of an archival document that relates to any employee, asset, liability, right or obligation that has been transferred to the transferee by a transfer order.

Exception

(6) Subsections (4) and (5) do not apply with respect to such archival documents or classes of archival documents as may be prescribed.

Transfer of non-archival documents

(7) A provincial document that is not an archival document may be transferred to a transferee or a service manager, by a transfer order or otherwise.

Retention

(8) A person to whom a provincial document is transferred under subsection (7) shall retain it for at least the period of time specified in the applicable recorded information schedule approved by the Archivist before its transfer.

Delivery of copy

(9) A person having custody or control of a record that was a provincial document and was transferred to the person shall give a copy of the record to the Minis-

une commission locale de logement et qui se rapporte, selon le cas :

- a) à un programme de logement dont la responsabilité du financement et de l'administration est transférée à un gestionnaire de services en application de l'article 10;
- b) à un employé muté ou à un bien, une dette, un droit ou une obligation transféré par un décret de transfert ou de mutation. («provincial document»)

Transfert des documents d'archives

(2) Le ministère, la Société de logement de l'Ontario ou une commission locale de logement ne doit pas se défaire d'un document d'archives dont elle a la garde ou le contrôle sauf pour le transférer aux Archives publiques de l'Ontario.

Idem

(3) Malgré le paragraphe (2), les documents d'archives prescrits ou les catégories prescrites de ceux-ci peuvent être transférés à un destinataire ou à un gestionnaire de services par un décret de transfert ou de mutation ou autrement.

Droit d'obtenir des copies

(4) Un gestionnaire de services a le droit de recevoir, sur demande présentée au détenteur, une copie d'un document d'archives qui se rapporte à un programme de logement dont la responsabilité du financement et de l'administration lui est transférée en application de l'article 10.

Idem

(5) Un destinataire a le droit de recevoir, sur demande présentée au détenteur, une copie d'un document d'archives qui se rapporte à un employé qui lui est muté ou à un bien, une dette, un droit ou une obligation qui lui est transféré par un décret de transfert ou de mutation.

Exception

(6) Les paragraphes (4) et (5) ne s'appliquent pas à l'égard des documents d'archives prescrits ou des catégories prescrites de ceux-ci.

Transfert d'autres documents

(7) Le document provincial qui n'est pas un document d'archives peut être transféré à un destinataire ou à un gestionnaire de services par un décret de transfert ou de mutation ou autrement.

Conservation

(8) La personne à qui un document provincial est transféré en vertu du paragraphe (7) le conserve pendant au moins la période précisée dans la liste des renseignements consignés applicable qu'approuve l'archiviste avant le transfert.

Remise d'une copie

(9) La personne qui a la garde ou le contrôle d'un document qui était un document provincial et qui lui a été transféré en remet une copie au ministère ou à la

try or the Ontario Housing Corporation, upon its written request.

Disclosure of other records

55. In addition to the transfer of provincial documents under section 54, the Minister, the Ontario Housing Corporation or a local housing authority may disclose, or require the disclosure of, any record in its custody or under its control,

- (a) to a service manager, for the purposes of,
 - (i) facilitating the transfer to the service manager of responsibility for funding and administering housing programs under section 10, or
 - (ii) enabling the service manager to assume the responsibility transferred to it and to perform its duties, and exercise its powers, under this Act;
- (b) to a transferee, for the purposes of,
 - (i) facilitating the transfer to the transferee of any assets, rights, liabilities, obligations or employees by a transfer order, or
 - (ii) enabling the transferee to deal with the assets, rights, liabilities, obligations and employees transferred to it and to assume responsibility with respect to those assets, rights, liabilities, obligations and employees; or
- (c) to a local housing corporation for the purpose of enabling it to assume any of the responsibilities of a local housing authority, including responsibilities with respect to former employees of a local housing authority.

Effect of transfer or disclosure

56. If a record is transferred under subsection 54 (7) or disclosed under section 55 to a service manager or a transferee,

- (a) any information exempt from disclosure under subsection 17 (1) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* shall be deemed to be information to which subsection 10 (1) of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* applies;
- (b) section 9 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* does not apply to confidential information that is transferred or disclosed, unless the person who transferred or disclosed the information specifies in writing that that section is to apply; and
- (c) if a consent to release any information in the record was given to the person who had custody or control of the record before its transfer or disclosure, the consent shall be deemed to have

Société de logement de l'Ontario sur demande écrite.

Divulgarion d'autres documents

55. Le ministre, la Société de logement de l'Ontario ou une commission locale de logement peut, en plus de transférer des documents provinciaux en vertu de l'article 54, divulguer un document dont il a la garde ou le contrôle, ou exiger sa divulgation, à une ou plusieurs des personnes suivantes :

- a) un gestionnaire de services pour :
 - (i) soit faciliter le transfert en sa faveur de la responsabilité du financement et de l'administration des programmes de logement en application de l'article 10,
 - (ii) soit lui permettre d'assumer la responsabilité qui lui est transférée et d'exercer les pouvoirs et les fonctions que lui attribue la présente loi;
- b) un destinataire pour :
 - (i) soit faciliter le transfert ou la mutation en sa faveur de biens, de dettes, de droits, d'obligations ou d'employés par un décret de transfert ou de mutation,
 - (ii) soit lui permettre de s'occuper des biens, des dettes, des droits, des obligations et des employés qui lui sont transférés ou mutés et d'assumer la responsabilité à leur égard;
- c) une société locale de logement pour lui permettre d'assumer les responsabilités d'une commission locale de logement, y compris celles à l'égard des anciens employés d'une telle commission.

Effet du transfert ou de la divulgation

56. Si un document est transféré en vertu du paragraphe 54 (7), ou divulgué en vertu de l'article 55, à un gestionnaire de services ou à un destinataire :

- a) les renseignements qui font l'objet d'une exception à la divulgation en application du paragraphe 17 (1) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* sont réputés des renseignements auxquels s'applique le paragraphe 10 (1) de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*;
- b) l'article 9 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* ne s'applique pas aux renseignements confidentiels transférés ou divulgués, sauf si la personne qui les transfère ou les divulgue précise par écrit qu'il s'applique;
- c) si la personne qui avait la garde ou le contrôle du document a reçu, avant son transfert ou sa divulgation, le consentement à divulguer un renseignement qu'il contient, le consentement est,

been given, after the transfer or disclosure of the record, to the person to whom the record is transferred or disclosed.

GENERAL

Part prevails

57. This Part prevails over any general or special Act or any rule of law including an Act or rule of law that requires notice or registration of transfers.

Right of action

58. An action or other proceeding shall not be commenced against a transferee in respect of an asset, a liability, a right or an obligation that has been transferred to the transferee by a transfer order if, had there been no transfer, the time for commencing the action or other proceeding would have expired.

Legislation from which certain transfers exempt

59. (1) Subject to such conditions and restrictions as may be prescribed, the following Acts, regulations or provisions of Acts or regulations do not apply to the transfers referred to in subsection (2):

1. *Assignments and Preferences Act*.
2. *Bulk Sales Act*.
3. *Environmental Assessment Act*.
4. *Fraudulent Conveyances Act*.
5. *Land Transfer Tax Act*.
6. *Retail Sales Tax Act*.
7. Such other Acts or provisions of Acts as may be prescribed.
8. Such regulations or provisions of regulations as may be prescribed.

Exempt transfers

(2) Subsection (1) applies to the following transfers:

1. A transfer of an asset, a liability, a right or an obligation by a transfer order.
2. A transfer of an asset, a liability, a right or an obligation that was transferred to a local housing corporation by a transfer order if the transfer is from the local housing corporation to,
 - i. the related service manager,
 - ii. a related municipality,
 - iii. a non-profit corporation controlled by the related service manager or a related municipality, but only if an object of the non-profit corporation is the provision of housing, or

après le transfert ou la divulgation, réputé donné à la personne à qui il est transféré ou divulgué.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Primauté de la partie

57. La présente partie l'emporte sur toute loi générale ou spéciale ou toute règle de droit, y compris une loi ou une règle de droit qui exige la remise d'un avis en cas de transfert ou de mutation ou l'enregistrement de ceux-ci.

Droit d'action

58. Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre un destinataire à l'égard d'un bien, d'une dette, d'un droit ou d'une obligation qui lui a été transféré par un décret de transfert ou de mutation dans les cas où le délai d'introduction applicable aurait expiré en l'absence de transfert.

Exclusion de certains textes législatifs

59. (1) Sous réserve des conditions et restrictions prescrites, les lois, règlements ou dispositions de lois ou de règlements suivants ne s'appliquent pas aux transferts énumérés au paragraphe (2) :

1. La *Loi sur les cessions et préférences*.
2. La *Loi sur la vente en bloc*.
3. La *Loi sur les évaluations environnementales*.
4. La *Loi sur les cessions en fraude des droits des créanciers*.
5. La *Loi sur les droits de cession immobilière*.
6. La *Loi sur la taxe de vente au détail*.
7. Les autres lois, ou dispositions de lois, qui sont prescrites.
8. Les règlements, ou dispositions de règlements, qui sont prescrits.

Transferts exclus

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux transferts suivants :

1. Le transfert d'un bien, d'une dette, d'un droit ou d'une obligation par un décret de transfert ou de mutation.
2. Le transfert d'un bien, d'une dette, d'un droit ou d'une obligation qui a été transféré à une société locale de logement par un décret de transfert ou de mutation, si le transfert se fait de la société locale de logement :
 - i. soit au gestionnaire de services lié,
 - ii. soit à une municipalité liée,
 - iii. soit à une société sans but lucratif sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée, à condition toutefois que la fourniture de logements soit un élément de sa mission,

- iv. a non-profit housing corporation that is incorporated under section 13 of the *Housing Development Act* and that is controlled by the related service manager or a related municipality.

3. Such other transfers as may be prescribed.

Transfers after transfer order

60. (1) If a transfer of real property described in paragraph 2 of subsection 59 (2) is made before documents relating to the transfer of the property to the transferee are registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act* in accordance with section 42, the person to whom the property is transferred as described in that paragraph may execute any document and shall perform any duty of the transferee under section 42.

Same

(2) If a local housing corporation transfers to an entity mentioned in a subparagraph of paragraph 2 of subsection 59 (2) pursuant to an agreement all of the assets, liabilities, rights and obligations that were transferred to the local housing corporation by a transfer order,

- (a) all of the restrictions and conditions that applied to the transfer to the local housing corporation by the transfer order apply to the transfer by the local housing corporation; and
- (b) subsection 33 (3), section 35, subsections 45 (2), (3), (4) and (7), section 47, subsection 49 (1) and paragraphs 1, 2 and 4 of subsection 49 (2) apply, with necessary modifications, to the transfer by the local housing corporation.

Same

(3) Subsection 33 (3), section 35, subsections 45 (2), (3), (4) and (7), section 47, subsection 49 (1) and paragraphs 1, 2 and 4 of subsection 49 (2) apply, with necessary modifications, to a transfer by an entity mentioned in subparagraph 2 iii or iv of subsection 59 (2) pursuant to an agreement of all of its assets, liabilities, rights and obligations to a local housing corporation in the same service area.

PART V ELIGIBILITY FOR ASSISTANCE

INTERPRETATION

Definition

61. In this Part,

“designated housing project” means, with respect to a service manager, a housing project located in the service manager’s service area that is subject to a housing program prescribed for the purposes of this Part.

- iv. soit à une société de logement sans but lucratif constituée en vertu de l’article 13 de la *Loi sur le développement du logement* et sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d’une municipalité liée.

3. Les autres transferts prescrits.

Transferts après un décret

60. (1) Si le transfert d’un bien immeuble visé à la disposition 2 du paragraphe 59 (2) a lieu avant que les documents s’y rapportant ne soient enregistrés ou déposés sous le régime de la *Loi sur l’enregistrement des actes* ou enregistrés sous le régime de la *Loi sur l’enregistrement des droits immobiliers* conformément à l’article 42, le destinataire visé à cette disposition peut passer tout document prévu à l’article 42 et doit exercer toute fonction que lui attribue celui-ci.

Idem

(2) Si une société locale de logement transfère, conformément à un accord, à une entité visée à une sous-disposition de la disposition 2 du paragraphe 59 (2) tous les biens, dettes, droits et obligations qui lui ont été transférés par un décret de transfert ou de mutation :

- a) d’une part, toutes les restrictions et conditions qui s’appliquaient au transfert à la société par le décret s’appliquent au transfert qu’effectue cette dernière;
- b) d’autre part, le paragraphe 33 (3), l’article 35, les paragraphes 45 (2), (3), (4) et (7), l’article 47, le paragraphe 49 (1) et les dispositions 1, 2 et 4 du paragraphe 49 (2) s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, au transfert qu’effectue la société.

Idem

(3) Le paragraphe 33 (3), l’article 35, les paragraphes 45 (2), (3), (4) et (7), l’article 47, le paragraphe 49 (1) et les dispositions 1, 2 et 4 du paragraphe 49 (2) s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, au transfert qu’effectue, conformément à un accord, une entité visée à la sous-disposition 2 iii ou iv du paragraphe 59 (2) à une société locale de logement de la même aire de service de tous ses biens, dettes, droits et obligations.

PARTIE V ADMISSIBILITÉ À L’AIDE

DÉFINITION

Définition

61. La définition qui suit s’applique à la présente partie.

«ensemble domiciliaire désigné» Relativement à un gestionnaire de services, s’entend d’un ensemble domiciliaire situé dans son aire de service qui est visé par un programme de logement prescrit pour l’application de la présente partie.




Supportive housing provider

61.1 A provision of this Part that applies to a supportive housing provider applies to the supportive housing provider only with respect to the units that are special needs housing in the housing projects operated by it.

Service manager, supportive housing provider or lead agency

61.2 Where subsection 68 (1) or (2), 69 (1), (2), (4) or (5), 69.1 (1), (2), (3) or (4), 70 (1), (2), (3), (4) or (5), 77 (2) or 85 (1.1) or (4) refers to a service manager, supportive housing provider or lead agency, it shall be interpreted in accordance with the following rules:

1. If a lead agency is designated for the service area, the provision shall be deemed to apply only to the lead agency, and not to the service manager or a supportive housing provider.
2. If a lead agency is not designated for the service area and a regulation is in force specifying that the provision applies to a supportive housing provider, the provision shall be deemed to apply only to a supportive housing provider, and not to the service manager or lead agency.
3. If a lead agency is not designated for the service area and no regulation is in force specifying that the provision applies to a supportive housing provider, the provision shall be deemed to apply only to the service manager, and not to a supportive housing provider or lead agency. 

ELIGIBILITY FOR RENT-GEARED-TO-INCOME ASSISTANCE

Application for assistance

62. (1) A member of a household who wishes to receive rent-geared-to-income assistance for a unit in a designated housing project may apply to the service manager and shall do so in accordance with this section.

Same

(2) The application must contain such information and documents as may be prescribed or as may be required by the service manager and must be submitted in a form approved by the service manager.

Eligibility for assistance

63. (1) A service manager shall determine whether a household that applies for rent-geared-to-income assistance for a unit in a designated housing project of the




Fournisseur de logements avec services de soutien

61.1 Les dispositions de la présente partie qui s'appliquent à un fournisseur de logements avec services de soutien ne s'appliquent à lui qu'à l'égard des logements adaptés des ensembles domiciliaires qu'il exploite.

Gestionnaire de services, fournisseur de logements avec services de soutien ou organisme responsable

61.2 Lorsqu'il mentionne un gestionnaire de services, un fournisseur de logements avec services de soutien ou un organisme responsable, le paragraphe 68 (1) ou (2), 69 (1), (2), (4) ou (5), 69.1 (1), (2), (3) ou (4), 70 (1), (2), (3), (4) ou (5), 77 (2) ou 85 (1.1) ou (4) s'interprète conformément aux règles suivantes :

1. Si un organisme responsable est désigné pour l'aire de service, la disposition est réputée ne s'appliquer qu'à l'organisme responsable, et non au gestionnaire de services ou à un fournisseur de logements avec services de soutien.
2. Si aucun organisme responsable n'est désigné pour l'aire de service et qu'un règlement précisant que la disposition s'applique à un fournisseur de logements avec services de soutien est en vigueur, la disposition est réputée ne s'appliquer qu'à un fournisseur de logements avec services de soutien, et non au gestionnaire de services ou à l'organisme responsable.
3. Si aucun organisme responsable n'est désigné pour l'aire de service et qu'aucun règlement précisant que la disposition s'applique à un fournisseur de logements avec services de soutien n'est en vigueur, la disposition est réputée ne s'appliquer qu'au gestionnaire de services, et non à un fournisseur de logements avec services de soutien ou à un organisme responsable. 

ADMISSIBILITÉ À L'AIDE SOUS FORME DE LOYER INDEXÉ SUR LE REVENU

Demande d'aide

62. (1) Le membre d'un ménage qui désire recevoir une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu pour un logement d'un ensemble domiciliaire désigné peut présenter une demande à cet effet au gestionnaire de services conformément au présent article.

Idem

(2) La demande contient les renseignements et les documents prescrits ou qu'exige le gestionnaire de services et est présentée sous la forme qu'approuve ce dernier.

Admissibilité à l'aide

63. (1) Le gestionnaire de services décide si les ménages qui demandent une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu pour un logement de ses ensembles

service manager is eligible for it.

Same, continued eligibility

(2) The service manager shall periodically determine whether each household paying geared-to-income rent for a unit in a designated housing project of the service manager continues to be eligible for rent-geared-to-income assistance.

Eligibility rules

(3) The decisions required by this section shall be made in accordance with such eligibility rules as may be established under this Act.

Duty

(4) A service manager shall ensure that rent-geared-to-income assistance is paid only in respect of households that are eligible for it.

Notice to household

(5) The service manager shall give written notice to the household of its decisions under this section, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Notice to housing provider

(6) If a decision under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager shall also notify the housing provider about the decision.

Type of accommodation

64. (1) A service manager shall determine what type of accommodation is permissible for a household that applies for rent-geared-to-income assistance for a unit in a designated housing project of the service manager.

Same

(2) A service manager shall periodically determine whether the accommodation occupied by a household paying geared-to-income rent in a designated housing project of the service manager continues to be permissible accommodation for the household.

Occupancy standards

(3) The service manager shall make the decisions required by this section in accordance with such occupancy standards as may be established under this Act.

Notice to household

(4) The service manager shall give written notice to the household of its decisions under this section, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Notice to housing provider

(5) If a decision under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager shall also notify the housing provider about the decision.

domiciliaires désignés y sont admissibles.

Idem : admissibilité continue

(2) Le gestionnaire de services décide périodiquement si les ménages qui paient un loyer indexé sur le revenu pour un logement de ses ensembles domiciliaires désignés continuent d'être admissibles à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.

Règles d'admissibilité

(3) Le gestionnaire de services prend les décisions qu'exige le présent article conformément aux règles d'admissibilité établies en application de la présente loi.

Obligation

(4) Le gestionnaire de services veille à ce que l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu soit versée uniquement à l'égard des ménages qui y sont admissibles.

Notification au ménage

(5) Le gestionnaire de services donne au ménage, conformément aux exigences prescrites, un avis écrit des décisions qu'il a prises à son égard en application du présent article.

Notification au fournisseur de logements

(6) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services l'en avise également.

Type de logement acceptable

64. (1) Le gestionnaire de services décide du type de logement qui est acceptable pour les ménages qui demandent une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu pour un logement de ses ensembles domiciliaires désignés.

Idem

(2) Le gestionnaire de services décide périodiquement si les logements qu'occupent les ménages qui paient un loyer indexé sur le revenu dans ses ensembles domiciliaires désignés continuent d'être acceptables pour eux.

Normes d'occupation

(3) Le gestionnaire de services prend les décisions qu'exige le présent article conformément aux normes d'occupation établies en application de la présente loi.

Notification au ménage

(4) Le gestionnaire de services donne au ménage, conformément aux exigences prescrites, un avis écrit des décisions qu'il a prises à son égard en application du présent article.

Notification au fournisseur de logements

(5) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services l'en avise également.

Waiting lists for units

65. (1) A service manager shall establish and administer one or more waiting lists for rent-geared-to-income units in its designated housing projects, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

**Waiting list for each housing project**

(1.1) If a centralized waiting list is established for all designated housing projects in a service area, the service manager shall maintain a subsidiary waiting list for each of the designated housing projects.

**Eligibility**

(2) A household is eligible to be included on a waiting list if the service manager has determined that the household is eligible for rent-geared-to-income assistance in a designated housing project of the service manager and if the household is awaiting accommodation in, or a transfer to, such a housing project.

Category

(3) The service manager shall determine what category within a waiting list the household is to be included in, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Rank

(4) The service manager shall rank the households on the waiting list or lists, and shall do so in accordance with such priority rules as may be established under this Act.

Notice to household

(5) The service manager shall give written notice to a household about whether the household is included on a waiting list and what category the household is listed in, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Notice to housing provider

(6) If a decision under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager shall also notify the housing provider about the decision.

Amount of geared-to-income rent

66. (1) A service manager shall determine the amount of geared-to-income rent payable by each household that is eligible for rent-geared-to-income assistance in a designated housing project and that occupies a unit in such a housing project.

Manner of determination

(2) The determination shall be made in accordance with such standards as may be prescribed.

Notice to household

(3) The service manager shall give written notice to the household of its decision under this section, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Listes d'attente pour les logements

65. (1) Le gestionnaire de services dresse et tient, conformément aux exigences prescrites, une ou plusieurs listes d'attente pour les logements à loyer indexé sur le revenu de ses ensembles domiciliaires désignés.

**Une liste d'attente par ensemble domiciliaire**

(1.1) Si une liste d'attente centralisée est dressée pour tous les ensembles domiciliaires désignés d'une aire de service, le gestionnaire de services tient une liste d'attente subsidiaire pour chacun d'eux.

**Admissibilité**

(2) Sont admissibles à être inscrits sur une liste d'attente les ménages dont le gestionnaire de services a décidé qu'ils étaient admissibles à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu dans ses ensembles domiciliaires désignés et qui attendent un logement ou un transfert dans un tel ensemble.

Catégorie

(3) Le gestionnaire de services décide, conformément aux exigences prescrites, dans quelle catégorie d'une liste d'attente un ménage doit être placé.

Rang

(4) Le gestionnaire de services attribue un rang aux ménages inscrits sur la ou les listes d'attente conformément aux règles de priorité établies en application de la présente loi.

Notification au ménage

(5) Le gestionnaire de services donne au ménage, conformément aux exigences prescrites, un avis écrit précisant s'il est inscrit ou non sur une liste d'attente et, s'il l'est, la catégorie dans laquelle il est placé.

Notification au fournisseur de logements

(6) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services l'en avise également.

Calcul du loyer indexé sur le revenu

66. (1) Le gestionnaire de services calcule le loyer indexé sur le revenu payable par chaque ménage qui est admissible à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu dans ses ensembles domiciliaires désignés et qui occupe un logement dans un tel ensemble.

Mode de calcul

(2) Le gestionnaire de services fait le calcul conformément aux normes prescrites.

Notification au ménage

(3) Le gestionnaire de services donne au ménage, conformément aux exigences prescrites, un avis écrit de la décision qu'il a prise à son égard en application du présent article.

Notice to housing provider

(4) If a decision under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager shall also notify the housing provider about the decision.

Deferral of geared-to-income rent

67. (1) A household receiving rent-geared-to-income assistance may apply to the service manager for a deferral of all or part of the rent payable by the household.

Application

(2) The application must be made in accordance with such requirements as may be prescribed.

Decision

(3) The service manager may defer payment of all or part of the rent payable by the household and may do so in such circumstances as may be prescribed and in accordance with such criteria as may be prescribed.

Notice to household

(4) The service manager shall give written notice to the household of its decision respecting the deferral, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Notice to housing provider

(5) If a decision under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager shall also notify the housing provider about the decision.

ELIGIBILITY FOR SPECIAL NEEDS HOUSING**Application for special needs housing**

68. (1) A member of a household who wishes to have special needs housing in a designated housing project of a service manager may apply in accordance with this section to the service manager, to a supportive housing provider or, if a lead agency is designated for the service area, to the lead agency.

Same

(2) The application must contain such information and documents as may be prescribed or as may be required by the service manager, supportive housing provider or lead agency and must be submitted in a form approved by the service manager, supportive housing provider or lead agency.

Eligibility for special needs housing

69. (1) A service manager, supportive housing provider or lead agency, as the case may be, shall determine whether a household that applies for special needs housing in a designated housing project of the service manager is eligible for it.

Notification au fournisseur de logements

(4) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services l'en avise également.

Report du loyer

67. (1) Le ménage qui reçoit une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu peut demander au gestionnaire de services de reporter tout ou partie du loyer qu'il doit payer.

Demande

(2) La demande est présentée conformément aux exigences prescrites.

Décision

(3) Le gestionnaire de services peut reporter tout ou partie du loyer payable par le ménage dans les circonstances prescrites et conformément aux critères prescrits.

Notification au ménage

(4) Le gestionnaire de services donne au ménage un avis écrit de sa décision concernant le report conformément aux exigences prescrites.

Notification au fournisseur de logements

(5) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services l'en avise également.

ADMISSIBILITÉ À UN LOGEMENT ADAPTÉ**Demande de logement adapté**

68. (1) Le membre d'un ménage qui désire un logement adapté dans un ensemble domiciliaire désigné d'un gestionnaire de services peut présenter une demande à cet effet, conformément au présent article, au gestionnaire de services, à un fournisseur de logements avec services de soutien ou à l'organisme responsable, si un tel organisme est désigné pour l'aire de service.

Idem

(2) La demande contient les renseignements et les documents prescrits ou qu'exige le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable et est présentée sous la forme que l'un ou l'autre approuve.

Admissibilité à un logement adapté

69. (1) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable, selon le cas, décide si les ménages qui demandent un logement adapté dans un ensemble domiciliaire désigné du gestionnaire de services y sont admissibles.

Same, continued eligibility

(2) The service manager, supportive housing provider or lead agency shall periodically determine whether each household occupying special needs housing in a designated housing project of the service manager continues to be eligible for it.

Eligibility rules

(3) The decisions required by this section shall be made in accordance with such eligibility rules as may be established under this Act for special needs housing.

Duty

(4) A service manager, supportive housing provider or lead agency shall ensure that special needs housing is given to only those households that are eligible for it.

Notice to household

(5) The service manager, supportive housing provider or lead agency shall give written notice to the household of its decisions under this section, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Notice to housing provider

(6) If a decision by a service manager or lead agency under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager or lead agency shall also notify the housing provider about the decision.

Type of accommodation

69.1 (1) If a household applies for special needs housing and rent-geared-to-income assistance in a designated housing project of a service manager, the service manager, supportive housing provider or lead agency, as the case may be, shall determine what type of accommodation is permissible for the household.

Same

(2) The service manager, supportive housing provider or lead agency shall periodically determine whether the accommodation occupied by a household residing in special needs housing in a designated housing project of the service manager and paying geared-to-income rent continues to be permissible accommodation for the household.

Occupancy standards

(3) The service manager, supportive housing provider or lead agency shall make the decisions required by this section in accordance with such occupancy standards as may be established under this Act.

Notice to household

(4) The service manager, supportive housing provider or lead agency shall give written notice to the

Idem : admissibilité continue

(2) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable décide périodiquement si les ménages qui occupent un logement adapté dans un ensemble domiciliaire désigné du gestionnaire de services continuent d'y être admissibles.

Règles d'admissibilité

(3) Les décisions qu'exige le présent article sont prises conformément aux règles d'admissibilité établies en application de la présente loi pour les logements adaptés.

Obligation

(4) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable veille à ce que les logements adaptés soient accordés uniquement aux ménages qui y sont admissibles.

Notification au ménage

(5) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable donne au ménage, conformément aux exigences prescrites, un avis écrit des décisions qu'il a prises à son égard en application du présent article.

Notification au fournisseur de logements

(6) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services ou l'organisme responsable l'en avise également.

Type de logement acceptable

69.1 (1) Si des ménages demandent un logement adapté et une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu dans un ensemble domiciliaire désigné d'un gestionnaire de services, ce dernier, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable, selon le cas, décide du type de logement qui est acceptable pour les ménages.

Idem

(2) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable décide périodiquement si les logements adaptés d'un ensemble domiciliaire désigné du gestionnaire de services qu'occupent les ménages qui paient un loyer indexé sur le revenu continuent d'être acceptables pour eux.

Normes d'occupation

(3) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable prend les décisions qu'exige le présent article conformément aux normes d'occupation établies en application de la présente loi.

Notification au ménage

(4) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme res-

household of its decisions under this section, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Notice to housing provider

(5) If a decision by a service manager or lead agency under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager or lead agency shall also notify the housing provider about the decision.

Non-application of s. 64

(6) Section 64 does not apply if this section applies.

Waiting lists for special needs housing

70. (1) A service manager, supportive housing provider or lead agency, as the case may be, shall establish and administer one or more waiting lists for special needs housing in the designated housing projects of the service manager, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Eligibility

(2) A household is eligible to be included on a waiting list if the service manager, supportive housing provider or lead agency has determined that the household is eligible for special needs housing in a designated housing project of the service manager and if the household is awaiting accommodation in, or a transfer to, such a housing project.

Category

(3) The service manager, supportive housing provider or lead agency shall determine what category within a waiting list the household is to be included in, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed for special needs housing.

Rank

(4) The service manager, supportive housing provider or lead agency shall rank the households on the waiting list or lists, and shall do so in accordance with such priority rules as may be established under this Act with respect to special needs housing.

Notice to household

(5) The service manager, supportive housing provider or lead agency shall give written notice to a household about whether the household is included on a waiting list and what category the household is listed in, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Notice to housing provider

(6) If a decision by a service manager or lead agency under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager or lead agency shall also notify the housing provider about the decision.

Provision of information

(7) A service manager shall, in accordance with such

prescribed, un avis écrit des décisions qu'il a prises à son égard en application du présent article.

Notification au fournisseur de logements

(5) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services ou l'organisme responsable l'en avise également.

Non-application de l'art. 64

(6) L'article 64 ne s'applique pas si le présent article s'applique.

Listes d'attente pour les logements adaptés

70. (1) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable, selon le cas, dresse et tient, conformément aux exigences prescrites, une ou plusieurs listes d'attente pour les logements adaptés des ensembles domiciliaires désignés du gestionnaire de services.

Admissibilité

(2) Sont admissibles à être inscrits sur une liste d'attente les ménages dont le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable a décidé qu'ils étaient admissibles à un logement adapté dans un ensemble domiciliaire désigné du gestionnaire de services et qui attendent un logement ou un transfert dans un tel ensemble.

Catégorie

(3) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable décide, conformément aux exigences prescrites pour les logements adaptés, dans quelle catégorie d'une liste d'attente un ménage doit être placé.

Rang

(4) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable attribue un rang aux ménages inscrits sur la ou les listes d'attente conformément aux règles de priorité établies en application de la présente loi à l'égard des logements adaptés.

Notification au ménage

(5) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable donne au ménage, conformément aux exigences prescrites, un avis écrit précisant s'il est inscrit ou non sur une liste d'attente et, s'il l'est, la catégorie dans laquelle il est placé.

Notification au fournisseur de logements

(6) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services ou l'organisme responsable l'en avise également.

Fourniture de renseignements

(7) Le gestionnaire de services fournit aux ménages

requirements as may be prescribed, provide applicants for special needs housing with information pertaining to the availability of special needs housing in its service area.

Request for information

(8) A service manager may request supportive housing providers and lead agencies in its service area to provide it with such information as it considers necessary to enable it to provide the information referred to in subsection (7), and each supportive housing provider and lead agency shall comply with such a request. ➡

ELIGIBILITY RULES, OCCUPANCY STANDARDS AND PRIORITY RULES

Eligibility rules

71. (1) Eligibility rules shall be established under this Part for the purpose of determining whether a household is eligible to receive or to continue to receive rent-geared-to-income assistance.

Same, special needs housing

(2) Eligibility rules shall be established under this Part for the purpose of determining whether a household is eligible to occupy or to continue to occupy special needs housing.

Particulars

(3) The following rules may be included among the eligibility rules:

1. A rule providing that a household may or must be determined eligible if the household belongs to a specified class or meets specified requirements or conditions or if specified circumstances exist.
2. A rule providing that a household may or must be determined ineligible, or ineligible for a specified period of time, if the household belongs to a specified class or fails to meet specified requirements or conditions or if specified circumstances exist.
3. A rule providing that a household must be deemed to be eligible, or eligible for a specified period of time, despite any other eligibility rule, if the household belongs to a specified class or meets specified requirements or conditions or if specified circumstances exist.
4. A rule specifying a ground on which a household may not be determined ineligible.
5. A rule specifying how a household's income must be calculated and verified.
6. A rule specifying how a household's assets must be calculated and verified.
7. A rule specifying when eligibility determinations

qui ont demandé un logement adapté, conformément aux exigences prescrites, des renseignements concernant la disponibilité d'un tel logement dans son aire de service.

Demande de renseignements

(8) Le gestionnaire de services peut demander aux fournisseurs de logements avec services de soutien et organismes responsables de son aire de service de lui fournir les renseignements dont il estime avoir besoin pour fournir les renseignements visés au paragraphe (7), et chaque fournisseur de logements avec services de soutien et chaque organisme responsable doit alors se conformer à la demande. ➡

RÈGLES D'ADMISSIBILITÉ, NORMES D'OCCUPATION ET RÈGLES DE PRIORITÉ

Règles d'admissibilité

71. (1) Des règles d'admissibilité sont établies en application de la présente partie afin de décider si un ménage est admissible à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu ou continue d'y être admissible.

Idem : logement adapté

(2) Des règles d'admissibilité sont établies en application de la présente partie afin de décider si un ménage est admissible à occuper ou à continuer d'occuper un logement adapté.

Détails

(3) Les règles d'admissibilité peuvent notamment comprendre les règles suivantes :

1. Une règle prévoyant qu'on peut ou doit décider qu'un ménage est admissible s'il appartient à une catégorie précisée, s'il satisfait aux exigences ou conditions précisées ou si des circonstances précisées existent.
2. Une règle prévoyant qu'on peut ou doit décider qu'un ménage est non admissible, ou non admissible pour une période précisée, s'il appartient à une catégorie précisée, s'il ne satisfait pas aux exigences ou conditions précisées ou si des circonstances précisées existent.
3. Une règle prévoyant qu'un ménage doit être réputé admissible, ou admissible pour une période précisée, malgré toute autre règle d'admissibilité, s'il appartient à une catégorie précisée, s'il satisfait aux exigences ou conditions précisées ou si des circonstances précisées existent.
4. Une règle précisant un motif pour lequel on ne peut pas décider qu'un ménage est non admissible.
5. Une règle précisant le mode de calcul et de vérification du revenu d'un ménage.
6. Une règle précisant le mode de calcul et de vérification des biens d'un ménage.
7. Une règle précisant à quel moment les décisions

and re-determinations must be made.

8. A rule respecting the consequences of a determination of ineligibility, including a rule providing that rent-geared-to-income assistance may or must be refused or cancelled, a rule providing that rent-geared-to-income assistance may or must be suspended for a specified period of time, and a rule specifying other consequences that service managers or housing providers may or must implement.
9. A rule respecting the re-application for rent-geared-to-income assistance following a determination of ineligibility.
10. A rule respecting the reinstatement of rent-geared-to-income assistance following a period of suspension.
11. A rule providing for transitional matters in connection with the implementation of an eligibility rule.

Provincial rules

(4) Provincial eligibility rules with respect to transferred housing projects may be established by regulation.

Local rules

(5) A service manager may establish local eligibility rules dealing with such matters as may be prescribed, and those eligibility rules take effect on the date specified by the service manager.

Same

(6) In establishing local eligibility rules, a service manager shall comply with such requirements as may be prescribed.

Same

(7) Local eligibility rules apply in addition to the provincial eligibility rules.

No residency criterion

(8) A local eligibility rule cannot specify that a household is ineligible for rent-geared-to-income assistance just because the household resides outside the service manager's service area at any time before the household occupies a unit within the service area.

No time limit on assistance

(9) A local eligibility rule cannot limit the period of time for which rent-geared-to-income assistance may be paid in respect of a household.

Occupancy standards

72. (1) Occupancy standards shall be established under this Part for the purpose of determining the size and type of unit in respect of which a household with

concernant l'admissibilité ou l'admissibilité continue doivent être faites.

8. Une règle relative aux conséquences d'une décision emportant la non-admissibilité, y compris une règle prévoyant qu'une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu peut ou doit être refusée ou annulée, une règle prévoyant qu'une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu peut ou doit être suspendue pour une période précisée et une règle précisant d'autres conséquences que peuvent ou doivent appliquer les gestionnaires de services ou les fournisseurs de logements.
9. Une règle relative à la présentation d'une nouvelle demande d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu par suite d'une décision emportant la non-admissibilité.
10. Une règle relative au rétablissement de l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu par suite d'une suspension.
11. Une règle prévoyant les questions de transition pour la mise en oeuvre d'une règle d'admissibilité.

Règles provinciales

(4) Des règles d'admissibilité provinciales à l'égard des ensembles domiciliaires transférés peuvent être établies par règlement.

Règles locales

(5) Le gestionnaire de services peut établir des règles d'admissibilité locales traitant des questions prescrites, auquel cas ces règles prennent effet à la date qu'il précise.

Idem

(6) Lorsqu'il établit des règles d'admissibilité locales, le gestionnaire de services satisfait aux exigences prescrites.

Idem

(7) Les règles d'admissibilité locales s'appliquent en plus des règles d'admissibilité provinciales.

Motif de la résidence non valable

(8) Une règle d'admissibilité locale ne peut pas préciser qu'un ménage est non admissible à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu pour le seul motif qu'il réside à l'extérieur de l'aire de service du gestionnaire de services à un moment quelconque avant d'occuper un logement situé dans celle-ci.

Aucune limite de temps

(9) Une règle d'admissibilité locale ne peut pas limiter la période pendant laquelle une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu peut être versée à l'égard d'un ménage.

Normes d'occupation

72. (1) Des normes d'occupation sont établies en application de la présente partie afin de décider de la grandeur et du type de logement à l'égard duquel un

prescribed characteristics is eligible to receive rent-geared-to-income assistance.

Same

(2) Occupancy standards may take into consideration the number and type of rooms in a unit, the number of members in the household, the age and gender of each member, the relationship of each member to the others, space for equipment or support services and other factors.

Provincial standards

(3) Provincial occupancy standards for transferred housing programs may be established by regulation.

Local standards

(4) A service manager shall establish local occupancy standards for such transferred housing programs as may be prescribed for the purposes of this section, and shall do so within the prescribed period of time.

Deemed local standards

(5) If the service manager does not establish local occupancy standards for a housing program within the prescribed period of time, the service manager shall be deemed to have established local standards that are identical to the provincial occupancy standards for the program.

Effective date

(6) Local occupancy standards take effect on the date specified by the service manager.

Non-application of provincial standards

(7) When local occupancy standards are established or are deemed to be established for a transferred housing program, the provincial occupancy standards cease to apply to it.

Priority rules

73. (1) Priority rules shall be established under this Part for the purpose of determining the ranking of households on waiting lists.

Particulars

(2) The following rules may be included in the priority rules:

1. A rule respecting how a household or class of household must be ranked.
2. A rule respecting how a household or a class of household must not be ranked.
3. A rule providing for transitional matters in connection with the implementation of a priority rule.

Provincial rules

(3) Provincial priority rules for transferred housing programs may be established by regulation.

ménage qui possède les caractéristiques prescrites est admissible à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.

Idem

(2) Les normes d'occupation peuvent tenir compte du nombre et du type de pièces dans le logement, du nombre de membres du ménage, de l'âge et du sexe de chacun d'eux, du lien qui existe entre chacun d'eux, de l'espace disponible pour le matériel ou les services de soutien et d'autres facteurs.

Normes provinciales

(3) Des normes d'occupation provinciales pour les programmes de logement transférés peuvent être établies par règlement.

Normes locales

(4) Le gestionnaire de services établit, dans le délai prescrit, des normes d'occupation locales pour les programmes de logement transférés prescrits pour l'application du présent article.

Normes provinciales réputées des normes locales

(5) Le gestionnaire de services qui n'établit pas de normes d'occupation locales dans le délai prescrit pour un programme de logement est réputé avoir établi des normes locales identiques aux normes d'occupation provinciales pour le même programme.

Date d'effet

(6) Les normes d'occupation locales prennent effet à la date que précise le gestionnaire de services.

Non-application des normes provinciales

(7) Lorsque des normes d'occupation locales sont établies ou sont réputées établies pour un programme de logement transféré, les normes d'occupation provinciales cessent de s'y appliquer.

Règles de priorité

73. (1) Des règles de priorité sont établies en application de la présente partie afin de décider du rang des ménages sur les listes d'attente.

Détails

(2) Les règles de priorité peuvent notamment comprendre les règles suivantes :

1. Une règle traitant du rang à attribuer à un ménage ou à une catégorie de ménages.
2. Une règle traitant du rang à ne pas attribuer à un ménage ou à une catégorie de ménages.
3. Une règle prévoyant les questions de transition pour la mise en oeuvre d'une règle de priorité.

Règles provinciales

(3) Des règles de priorité provinciales pour les programmes de logement transférés peuvent être établies par règlement.

Local rules

(4) A service manager may establish local priority rules for rent-geared-to-income assistance and the local rules take effect on the date specified by the service manager.

Same

(5) Local priority rules apply in addition to the provincial priority rules.

Factors to be considered

(6) In establishing local priority rules, a service manager shall take into consideration the length of time a household has been on a waiting list and the need to relieve the hardship or economic disadvantage of persons or groups.

No residency criterion

(7) A priority rule cannot rank one household in priority to another household just because the former resides within the applicable service manager's service area and the latter does not.

Invalidity

74. (1) An application procedure or a local eligibility rule, occupancy standard or priority rule that contravenes this Act or a regulation is invalid and of no force or effect.

Conflict

(2) In the event of a conflict between this Act or a regulation and a local eligibility rule or a local priority rule, this Act or the regulation prevails.

Public inspection of rules

75. Upon request, a service manager shall make available a copy of the application procedures, local eligibility rules, local occupancy standards and local priority rules for inspection by any person during normal business hours at a place designated by the service manager and the person may copy them at his or her own expense.

DECISIONS AND INTERNAL REVIEW

**Opportunity to comment**

75.1 Before a service manager, supportive housing provider or lead agency makes a decision that is adverse to a household and that may be reviewed under section 77, it shall, subject to such restrictions and requirements as may be prescribed, give the members of the household an opportunity to comment on any information that, in the opinion of the decision-maker, may form a significant basis for the decision.

Notice to household

76. (1) When giving a household notice of a decision that may be reviewed under section 77, the service manager, supportive housing provider or lead agency shall tell the household that any member of the house-

Règles locales

(4) Le gestionnaire de services peut établir des règles de priorité locales pour l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu, auquel cas ces règles prennent effet à la date qu'il précise.

Idem

(5) Les règles de priorité locales s'appliquent en plus des règles de priorité provinciales.

Facteurs à prendre en compte

(6) Lorsqu'il établit des règles de priorité locales, le gestionnaire de services tient compte du temps que le ménage a passé sur une liste d'attente et de la nécessité de venir en aide aux personnes ou groupes qui sont aux prises avec des difficultés ou qui sont défavorisés sur le plan économique.

Motif de la résidence non valable

(7) Une règle de priorité ne peut attribuer à un ménage un rang prioritaire par rapport à un autre pour le seul motif qu'il réside dans l'aire de service du gestionnaire de services compétent alors que l'autre n'y réside pas.

Nullité

74. (1) Sont nulles et sans effet les modalités de demande et les règles d'admissibilité, les normes d'occupation ou les règles de priorité locales qui contrviennent à la présente loi ou aux règlements.

Incompatibilité

(2) Les dispositions de la présente loi et des règlements l'emportent sur les dispositions incompatibles des règles d'admissibilité ou de priorité locales.

Consultation par le public

75. Le gestionnaire de services met à la disposition de toute personne qui le lui demande, pendant les heures de bureau et au lieu qu'il désigne, aux fins de consultation, une copie des modalités de demande, des règles d'admissibilité locales, des normes d'occupation locales et des règles de priorité locales, et la personne peut en tirer des copies à ses propres frais.

DÉCISIONS ET RÉVISION INTERNE

**Occasion de présenter des observations**

75.1 Avant de prendre une décision qui est défavorable à un ménage et qui est susceptible de révision en application de l'article 77, le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable donne aux membres du ménage, sous réserve des restrictions et exigences prescrites, l'occasion de présenter des observations sur tout renseignement qui, de l'avis de l'auteur de la décision, peut jouer un rôle important dans celle-ci.

Notification au ménage

76. (1) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable qui donne à un ménage un avis d'une décision susceptible de révision en application de l'article 77

hold is entitled to request a review, and shall include information on how to make such a request and the deadline for doing so.

Notice to housing provider

(2) The service manager or lead agency shall notify the housing provider of any decision that may affect the housing provider and that may be reviewed under section 77 and of the review process available to members of a household in respect of the decision.

Same

(3) If a member of a household requests a review under section 77 of a decision that may affect a housing provider, the service manager or lead agency shall notify the housing provider of the details of the request.

Internal review

77. (1) A member of a household may request an internal review of any of the following decisions of a service manager, supportive housing provider or lead agency:

1. A decision that the household is ineligible for rent-geared-to-income assistance.
2. A decision that the household is ineligible for special needs housing.
3. A decision respecting the type of accommodation in which the household may be accommodated.
4. A decision respecting the category into which the household has been placed on a waiting list.
5. A decision respecting the amount of geared-to-income rent payable by the household.
6. A decision respecting a deferral of geared-to-income rent payable by the household.

Request for internal review

(2) The request for an internal review must be made in accordance with such requirements as may be prescribed or, if none are prescribed, in accordance with such requirements as may be established by the service manager, supportive housing provider or lead agency.

Conduct of review

78. (1) An internal review must be conducted in accordance with such requirements as may be prescribed.

Same

(2) The *Statutory Powers Procedure Act* does not apply to an internal review.

l'informe que tout membre du ménage peut demander une révision de la décision et précise le mode et le délai de présentation de la demande.

Notification au fournisseur de logements

(2) Le gestionnaire de services ou l'organisme responsable avise le fournisseur de logements de toute décision qui risque de le toucher et qui est susceptible de révision en application de l'article 77 ainsi que du processus de révision dont peuvent se prévaloir les membres d'un ménage à l'égard de la décision.

Idem

(3) Si un membre d'un ménage demande, en vertu de l'article 77, la révision d'une décision qui risque de toucher un fournisseur de logements, le gestionnaire de services ou l'organisme responsable avise ce dernier des éléments de la demande.

Révision interne

77. (1) Un membre d'un ménage peut demander une révision interne de l'une ou l'autre des décisions suivantes d'un gestionnaire de services, d'un fournisseur de logements avec services de soutien ou d'un organisme responsable :

1. Une décision portant que le ménage est non admissible à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.
2. Une décision portant que le ménage est non admissible à un logement adapté.
3. Une décision concernant le type de logement dans lequel peut loger le ménage.
4. Une décision concernant la catégorie dans laquelle le ménage a été placé sur une liste d'attente.
5. Une décision concernant le loyer indexé sur le revenu payable par le ménage.
6. Une décision concernant le report du loyer indexé sur le revenu payable par le ménage.

Demande de révision interne

(2) La demande de révision interne est présentée conformément aux exigences prescrites ou, en l'absence de telles exigences, conformément à celles établies par le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable.

Conduite de la révision

78. (1) La révision interne se conduit conformément aux exigences prescrites.

Idem

(2) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne s'applique pas à une révision interne.

↓

When decision takes effect

79. (1) A decision by a service manager under section 63, 64, 65, 66, 69, 69.1 or 70 or a decision of a supportive housing provider or lead agency under section 69, 69.1 or 70 is effective from the date specified by the service manager, supportive housing provider or lead agency, whether that date is before, on or after the date the decision was made. ↑

When non-reviewable decision is final

(2) A decision that is not reviewable by an internal review is final when it is made.

When reviewable decision is final

(3) A decision that is reviewable by an internal review is final when the prescribed period for requesting the internal review expires, if no internal review is requested within that period.

When reviewer's decision is final

(4) A decision of a person conducting an internal review is final when it is made.

ADMINISTRATION

Prohibition re obtaining assistance

80. (1) No member of a household shall knowingly obtain or receive rent-geared-to-income assistance for which the household is not eligible under this Act.

Same

(2) A person shall not knowingly aid or abet a member of a household to obtain or receive rent-geared-to-income assistance for which the household is not eligible under this Act.

Penalty

(3) A person who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months or to both.

Reimbursement of service manager

81. (1) If a household pays geared-to-income rent at a lower rate than the rate to which the household is entitled under this Part, the service manager may request that the household reimburse the service manager for the excess amount of rent-geared-to-income assistance paid on behalf of the household.

Joint and several liability

(2) If the service manager requests a household to reimburse the service manager, the members of the household who are parties to the lease or the occupancy agreement for the unit are jointly and severally liable to pay the amount owing to the service manager.

↓

Prise d'effet des décisions

79. (1) Les décisions que prend un gestionnaire de services en application de l'article 63, 64, 65, 66, 69, 69.1 ou 70 et les décisions que prend un fournisseur de logements avec services de soutien ou un organisme responsable en application de l'article 69, 69.1 ou 70 prennent effet à la date que précise leur auteur, qu'il s'agisse de la date où elles sont prises ou d'une date antérieure ou postérieure. ↑

Décisions non susceptibles de révision

(2) Les décisions qui ne sont pas susceptibles de révision interne sont définitives au moment où elles sont prises.

Décisions susceptibles de révision

(3) Les décisions qui sont susceptibles de révision interne sont définitives à l'expiration du délai prescrit pour demander la révision, si aucune révision n'est demandée entre temps.

Décisions consécutives à la révision

(4) Les décisions de la personne qui effectue la révision interne sont définitives au moment où elles sont prises.

APPLICATION

Interdiction : obtention d'aide

80. (1) Aucun membre d'un ménage ne doit sciemment obtenir ou recevoir une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu à laquelle le ménage n'est pas admissible en application de la présente loi.

Idem

(2) Nul ne doit sciemment aider ou encourager un membre d'un ménage à obtenir ou à recevoir une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu à laquelle le ménage n'est pas admissible en application de la présente loi.

Peine

(3) Quiconque contrevient au paragraphe (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 5 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou d'une seule de ces peines.

Remboursement du gestionnaire de services

81. (1) Le gestionnaire de services peut demander au ménage qui paie un loyer indexé sur le revenu inférieur à celui auquel il a droit en application de la présente partie de lui rembourser la partie excédentaire de l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu qui est versée au nom du ménage.

Responsabilité conjointe et individuelle

(2) Si le gestionnaire de services demande un remboursement à un ménage, les membres du ménage qui sont parties au bail ou à l'accord d'occupation du logement sont responsables conjointement et individuellement de la créance.

Amount

(3) The amount to be paid to the service manager shall be determined in accordance with such requirements as may be prescribed.

Collection of amount owing

(4) The service manager may collect the amount owing by increasing the amount of the geared-to-income rent payable by the household or by any other means available at law.

Same

(5) If the service manager increases the amount of geared-to-income rent in order to collect the amount owing, the amount of the increase cannot exceed such percentage of the existing geared-to-income rent as may be prescribed and the increase is effective just until the amount owing is paid.

Notice of increase

(6) The service manager shall not increase the amount of the geared-to-income rent under this section until the service manager gives written notice of the increase to the household, in accordance with such requirements as may be prescribed.

Same

(7) Sections 127 and 128 of the *Tenant Protection Act, 1997* do not apply with respect to a rent increase authorized by this section.

Agreement prohibited

82. A service manager shall not enter into an agreement providing for another person to establish local eligibility rules, local occupancy standards or local priority rules, and any such agreement is invalid and of no force or effect.

Designation of lead agencies

83. (1) The Lieutenant Governor in Council may designate one or more persons to act as a lead agency within the service area of a service manager for the purpose of administering access to special needs housing by such classes of household as the designation specifies, and the designation must be made in accordance with such requirements as may be prescribed.

Notice

(2) The Minister shall give written notice to the applicable service manager and to affected housing providers of the designation of a lead agency for the service area.

Transfer of duties, etc.

(3) When making a designation, the Lieutenant Governor in Council may transfer such rights and duties of a service manager as the Lieutenant Governor in Council considers appropriate with respect to the provision of special needs housing,

(a) from a service manager to a lead agency or from

Somme à rembourser

(3) La somme à rembourser au gestionnaire de services est calculée conformément aux exigences prescrites.

Recouvrement

(4) Le gestionnaire de services peut recouvrer la créance en augmentant le loyer indexé sur le revenu payable par le ménage ou par un autre moyen existant en droit.

Idem

(5) Si le gestionnaire de services augmente le loyer indexé sur le revenu afin de recouvrer la créance, le pourcentage d'augmentation ne doit pas dépasser le seuil prescrit, et l'augmentation reste en vigueur jusqu'au remboursement de la créance.

Avis d'augmentation

(6) Le gestionnaire de services ne doit pas augmenter le loyer indexé sur le revenu en vertu du présent article tant qu'il n'a pas donné au ménage un avis écrit de l'augmentation, conformément aux exigences prescrites.

Idem

(7) Les articles 127 et 128 de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires* ne s'appliquent pas à l'égard d'une augmentation de loyer autorisée par le présent article.

Accords interdits

82. Le gestionnaire de services ne doit pas, au moyen d'un accord, confier à une autre personne l'établissement de règles d'admissibilité locales, de normes d'occupation locales ou de règles de priorité locales, et tout accord conclu à cette fin est nul et sans effet.

Désignation d'organismes responsables

83. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner, conformément aux exigences prescrites, une ou plusieurs personnes chargées d'agir à titre d'organisme responsable dans l'aire de service d'un gestionnaire de services afin d'administrer l'accès aux logements adaptés par les catégories de ménages que précise l'acte de désignation.

Avis

(2) Le ministre avise par écrit le gestionnaire de services compétent et les fournisseurs de logements visés de la désignation d'un organisme responsable pour l'aire de service.

Transfert de pouvoirs et de fonctions

(3) Lorsqu'il fait une désignation, le lieutenant-gouverneur en conseil peut transférer comme suit les pouvoirs et les fonctions d'un gestionnaire de services qu'il estime appropriés à l'égard de la fourniture de logements adaptés :

a) d'un gestionnaire de services à un organisme

a lead agency to a service manager;

(b) from one lead agency to another lead agency.

Same

(4) A transfer under subsection (3) takes effect on the date specified by the Lieutenant Governor in Council.

Notice of transfer

(5) The Minister shall give written notice to the affected parties of a transfer of rights and duties under subsection (3).

Referral agreements

84. (1) In this section,

“referral agreement” means an agreement entered into by a housing provider before the date of the transfer of responsibility for a housing project under section 10 in which the housing provider gives a right to another person to control access to special needs housing within the housing project.

Termination

(2) If the Minister, after consulting with the parties to a referral agreement, forms the opinion that the agreement should be terminated, the Lieutenant Governor in Council may make a regulation terminating the agreement on the date prescribed in the regulation.

Amendment

(3) After consulting with the parties to a referral agreement, the Minister or the service manager may amend a referral agreement if the amendments are made in accordance with the prescribed rules.

Application procedures

85. (1) A service manager shall establish procedures governing applications for rent-geared-to-income assistance.

Same

(1.1) A service manager, supportive housing provider or lead agency, as the case may be, shall establish procedures governing applications for special needs housing.

Transition

(2) The application procedures may include rules providing for transitional matters in connection with the procedures.

Effective date

(3) The application procedures take effect on the day specified by the service manager, supportive housing provider or lead agency.

Special needs housing

(4) In establishing application procedures for special needs housing, the service manager, supportive housing

responsable ou d'un organisme responsable à un gestionnaire de services;

b) d'un organisme responsable à un autre.

Idem

(4) Le transfert effectué en vertu du paragraphe (3) prend effet à la date que précise le lieutenant-gouverneur en conseil.

Avis de transfert

(5) Le ministre donne aux parties visées un avis écrit du transfert de pouvoirs et de fonctions effectué en vertu du paragraphe (3).

Accords de renvoi

84. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«accord de renvoi» Accord conclu par un fournisseur de logements avant la date du transfert de la responsabilité d'un ensemble domiciliaire en application de l'article 10 et par lequel il donne à une autre personne le droit de contrôler l'accès aux logements adaptés de l'ensemble.

Résiliation

(2) Si, après consultation des parties à un accord de renvoi, le ministre est d'avis que l'accord devrait être résilié, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, résilier l'accord à la date que prescrit celui-ci.

Modification

(3) Après consultation des parties à un accord de renvoi, le ministre ou le gestionnaire de services peut modifier l'accord à condition de le faire conformément aux règles prescrites.

Modalités de demande

85. (1) Le gestionnaire de services établit les modalités régissant les demandes d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.

Idem

(1.1) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable, selon le cas, établit les modalités régissant les demandes de logement adapté.

Questions de transition

(2) Les modalités de demande peuvent comprendre des règles prévoyant les questions de transition relatives aux modalités.

Date d'effet

(3) Les modalités de demande prennent effet le jour que précise le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable.

Logement adapté

(4) Lorsqu'il établit les modalités de demande de logement adapté, le gestionnaire de services, le fournis-

provider or lead agency shall comply with such regulations as may be made by the Minister governing their establishment. ↑

PART VI OPERATING FRAMEWORK — CERTAIN TRANSFERRED HOUSING PROGRAMS

APPLICATION UPON TERMINATION OF OPERATING AGREEMENTS

Termination of operating agreements

86. (1) Every operating agreement entered into before the day this section comes into force, other than one described in subsection (2), is terminated on the date prescribed for the housing project to which the operating agreement relates.

Excluded operating agreements

(2) Subsection (1) does not apply to the following operating agreements:

1. A rent supplement agreement.
2. An operating agreement relating to a housing project that the Ministry of Health and Long-Term Care or the Ministry of Community and Social Services is responsible for funding and administering under a housing program, by virtue of a prescribed memorandum of understanding.
3. An operating agreement to which the Government of Canada or the Canada Mortgage and Housing Corporation is a party and that was entered into under a prescribed housing program.
4. An operating agreement relating to a prescribed housing project.

Notice

(3) At least 30 days before the date an operating agreement is terminated under this section, the Minister shall give written notice of the termination to the housing provider operating the housing project to which the operating agreement relates and to the service manager in whose service area the housing project is located.

Non-compliance

(4) Non-compliance with subsection (3) does not affect the validity of the termination of the operating agreement.

Application, housing providers

87. (1) This Part applies with respect to each transferred housing project for which the operating agreement is terminated under section 86, and does not apply with respect to any other housing project. ↓

Same

(1.1) This Part ceases to apply to a housing project on the date the duty to pay a subsidy for the housing

seur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable se conforme aux règlements régissant leur établissement que prend le ministre. ↑

PARTIE VI CADRE D'EXPLOITATION POUR CERTAINS PROGRAMMES DE LOGEMENT TRANSFÉRÉS

APPLICATION APRÈS LA RÉSILIATION DES ACCORDS D'EXPLOITATION

Résiliation des accords d'exploitation

86. (1) Les accords d'exploitation conclus avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article, à l'exclusion des accords visés au paragraphe (2), sont résiliés à la date prescrite pour les ensembles domiciliaires auxquels ils se rapportent.

Accords d'exploitation exclus

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux accords d'exploitation suivants :

1. Les accords de supplément au loyer.
2. Les accords d'exploitation se rapportant aux ensembles domiciliaires dont le financement et l'administration relèvent du ministère de la Santé et des Soins de longue durée ou du ministère des Services sociaux et communautaires, par l'effet d'un protocole d'entente prescrit, dans le cadre d'un programme de logement.
3. Les accords d'exploitation auxquels est partie le gouvernement du Canada ou la Société canadienne d'hypothèques et de logement et qui ont été conclus dans le cadre d'un programme de logement prescrit.
4. Les accords d'exploitation se rapportant aux ensembles domiciliaires prescrits.

Avis

(3) Au moins 30 jours avant la date à laquelle un accord d'exploitation est résilié en application du présent article, le ministre donne un avis écrit de la résiliation au fournisseur de logements qui exploite l'ensemble domiciliaire auquel se rapporte l'accord et au gestionnaire de services dans l'aire de service duquel l'ensemble est situé.

Inobservation

(4) L'inobservation du paragraphe (3) n'a pas pour effet d'invalidier la résiliation de l'accord d'exploitation.

Champ d'application : fournisseurs de logements

87. (1) La présente partie s'applique à l'égard des ensembles domiciliaires transférés dont l'accord d'exploitation est résilié en application de l'article 86, mais non aux autres ensembles domiciliaires. ↓

Idem

(1.1) La présente partie cesse de s'appliquer à l'égard d'un ensemble domiciliaire à la date d'ex-

project is terminated under subsection 97 (2). 

Application, service managers

(2) This Part applies to each service manager whose service area includes a housing project to which this Part applies.

DUTIES OF HOUSING PROVIDERS

Provincial requirements for housing providers

88. (1) Every housing provider is required to meet such provincial requirements as may be prescribed.


Same

(2) Without limiting the generality of subsection (1), the provincial requirements must include matters relating to,

- (a) the housing provider's corporate structure, including its constating documents and by-laws;
- (b) the housing provider's operation, management and maintenance of its housing projects and its selection of property managers;



(c) the housing provider's participation in a waiting list system established for the service area by the service manager for rent-geared-to-income assistance or a waiting list system established for the service area by the service manager or a lead agency for special needs housing;

(d) the housing provider's compliance with eligibility rules, occupancy standards and priority rules established under Part V for the service area, including those established with respect to special needs housing, and the housing provider's selection of households to occupy vacant units in its housing projects; 

(e) the housing provider's relationship with the occupants of its housing projects;

(f) the housing provider's participation in a system for pooling capital reserves for investment purposes;

(g) the housing provider's participation in a system for group insurance of housing projects;

(h) the housing provider's participation in a system or process for the renewal or replacement of mortgage financing;

(i) such other matters as the Minister considers to be necessary or desirable for the proper operation of housing projects.

tionction de l'obligation, prévue au paragraphe 97 (2), de verser un subside à son égard. 

Idem : gestionnaires de services

(2) La présente partie s'applique à chaque gestionnaire de services dont l'aire de service comprend un ensemble domiciliaire auquel s'applique la présente partie.

FONCTIONS DES FOURNISSEURS DE LOGEMENTS

Exigences provinciales applicables aux fournisseurs de logements

88. (1) Chaque fournisseur de logements est tenu de satisfaire aux exigences provinciales prescrites.


Idem

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), les exigences provinciales doivent traiter des questions se rapportant à ce qui suit :

- a) la structure organisationnelle du fournisseur de logements, y compris ses documents constitutifs et ses règlements administratifs;
- b) l'exploitation, la gestion et l'entretien de ses ensembles domiciliaires par le fournisseur de logements et son choix de gestionnaires immobiliers;



c) la participation du fournisseur de logements à un système de listes d'attente mis sur pied pour l'aire de service par le gestionnaire de services pour l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu ou à un système de listes d'attente mis sur pied pour l'aire de service par le gestionnaire de services ou l'organisme responsable pour les logements adaptés;

d) l'observation par le fournisseur de logements des règles d'admissibilité, des normes d'occupation et des règles de priorité établies en application de la partie V pour l'aire de service, y compris celles établies à l'égard des logements adaptés, et son choix des ménages qui occuperont les logements vacants de ses ensembles domiciliaires; 

e) les liens du fournisseur de logements avec les occupants de ses ensembles domiciliaires;

f) la participation du fournisseur de logements à un régime de mise en commun des fonds de réserve pour immobilisations à des fins de placement;

g) la participation du fournisseur de logements à un régime d'assurance collective pour les ensembles domiciliaires;

h) la participation du fournisseur de logements à un mécanisme ou un processus de renouvellement ou de remplacement des prêts hypothécaires;

i) toute autre question que le ministre estime nécessaire ou souhaitable aux fins de la bonne exploitation des ensembles domiciliaires.

Replacement of requirements

(3) The provincial requirements for housing providers may specify those requirements that may be replaced by a rule agreed upon in writing by the service manager and the housing provider.

Same

(4) If a service manager and a housing provider agree in writing to replace a provincial requirement with an agreed rule, the rule applies between them and the provincial requirement ceases to apply.

Local standards

89. (1) A service manager may establish local standards for housing providers that operate housing projects in its service area with respect to such matters as may be prescribed by the Minister, other than a matter relating to a matter mentioned in clause 88 (2) (a), (b), (e), (f), (g) or (h).

Same

(2) Every housing provider is required to comply with the local standards.

Same

(3) The local standards apply in addition to the provincial requirements and agreed rules established under section 88.

Effective date

(4) Local standards come into effect on the date specified by the service manager.

Notice

(5) The service manager shall give written notice of the local standards to each affected housing provider.

Restriction on transfer, etc., of housing project

90. (1) Subject to subsection (2), a housing provider shall not, without the prior written consent of the service manager and the Minister, transfer, lease or otherwise dispose of or offer, list, advertise or hold out for transfer, lease or other disposal, a housing project or any part of it, including any chattels in it.

Exceptions

(2) The housing provider may, without the consent of the Minister or the service manager,

(a) lease or offer, list, advertise or hold out for lease,

(i) an individual unit in the housing project for a term not exceeding one year, or

(ii) a part of the housing project that is not residential;

Remplacement des exigences

(3) Les exigences provinciales applicables aux fournisseurs de logements peuvent préciser celles qui peuvent être remplacées par une règle dont le gestionnaire de services et le fournisseur de logements ont convenu par écrit.

Idem

(4) Si le gestionnaire de services et le fournisseur de logements conviennent par écrit de remplacer une exigence provinciale par une règle, cette dernière s'applique à eux deux et l'exigence provinciale cesse de s'appliquer.

Normes locales

89. (1) Le gestionnaire de services peut établir des normes locales à l'intention des fournisseurs de logements qui exploitent des ensembles domiciliaires dans son aire de service à l'égard des questions que prescrit le ministre, à l'exclusion de questions se rapportant à celles visées aux alinéas 88 (2) a), b), e), f), g) ou h).

Idem

(2) Chaque fournisseur de logements est tenu de se conformer aux normes locales.

Idem

(3) Les normes locales s'ajoutent aux exigences provinciales et aux règles établies en application de l'article 88.

Date d'effet

(4) Les normes locales prennent effet à la date que précise le gestionnaire de services.

Avis

(5) Le gestionnaire de services donne un avis écrit des normes locales à chaque fournisseur de logements visé.

Restrictions applicables à la disposition d'un ensemble domiciliaire

90. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le fournisseur de logements ne doit pas, sans le consentement écrit préalable du gestionnaire de services et du ministre, disposer, notamment par transfert ou location à bail, de tout ou partie d'un ensemble domiciliaire, y compris les biens meubles s'y trouvant, ni les offrir, les inscrire, les annoncer ou les présenter en vue de leur disposition.

Exceptions

(2) Le fournisseur de logements peut prendre les mesures suivantes sans le consentement du ministre ou du gestionnaire de services :

a) donner à bail ou offrir, inscrire, annoncer ou présenter en vue de sa location à bail :

(i) soit un logement de l'ensemble domiciliaire pour une durée maximale d'un an,

(ii) soit une partie de l'ensemble domiciliaire qui n'est pas résidentielle;

- ↓
- (a.1) in the case of a housing provider that is a non-profit housing co-operative,
- (i) allow a member of the co-operative to occupy a member unit of the co-operative, and
 - (ii) allow a non-member of the co-operative to occupy, or offer, list, advertise or hold out for occupancy, a non-member unit of the co-operative for a term not exceeding one year;
- ↑
- (b) in the ordinary course of operating the housing project, dispose of or offer, list, advertise or hold out for disposal, chattels in the housing project.

Restrictions on mortgage, etc.

(3) A housing provider shall not mortgage, replace an existing mortgage or otherwise encumber the housing project, or extend the term of or otherwise amend any existing or approved mortgage or other encumbrance of the housing project, unless,

- (a) it does so in compliance with such rules as may be prescribed; or
- (b) the Minister has given his or her prior written consent.

Invalidity

(4) An act carried out in contravention of this section is invalid and of no force or effect.

Registration requirement, real property

91. (1) Within six months after the operating agreement with respect to a housing project is terminated, the housing provider shall take all such actions as are necessary to register or deposit under the *Registry Act* or to register under the *Land Titles Act*, against title to the property on which the housing project is located, a document setting out the restrictions imposed by section 90.

Exception

(2) The housing provider is not required to comply with subsection (1) if a document setting out substantially similar restrictions is already registered or deposited against title.

Effect

(3) If a document described in subsection (2) (the "original document") is already registered or deposited against title, the registration or deposit of the document shall be deemed to constitute the registration or deposit required by subsection (1) despite section 83 and despite any other Act, and it has effect from the date on which the original document was registered or deposited.

- ↓
- a.1) si le fournisseur de logements est une coopérative de logement sans but lucratif :
- (i) d'une part, permettre à un membre de la coopérative d'occuper un de ses logements réservés aux membres,
 - (ii) d'autre part, permettre à une personne qui n'est pas membre de la coopérative d'occuper ou d'offrir, d'inscrire, d'annoncer ou de présenter en vue de son occupation un de ses logements réservés aux personnes qui ne sont pas membres pour une durée maximale d'un an;
- ↑
- b) dans le cours normal de l'exploitation de l'ensemble domiciliaire, disposer de biens meubles s'y trouvant ou les offrir, les inscrire, les annoncer ou les présenter en vue de leur disposition.

Restrictions applicables aux hypothèques

(3) Le fournisseur de logements ne doit pas grever l'ensemble domiciliaire, notamment d'une hypothèque ou d'une nouvelle hypothèque, ni proroger la durée d'un tel grèvement, existant ou approuvé, ni le modifier, sauf si :

- a) soit il le fait en conformité aux règles prescrites;
- b) soit le ministre a donné son consentement écrit préalable.

Nullité

(4) Toute mesure prise en contravention au présent article est nulle et sans effet.

Exigence en matière d'enregistrement des biens immeubles

91. (1) Dans les six mois qui suivent la résiliation d'un accord d'exploitation se rapportant à un ensemble domiciliaire, le fournisseur de logements prend toutes les mesures nécessaires pour faire enregistrer ou déposer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistrer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*, sur le titre du bien sur lequel l'ensemble est situé, un document énonçant les restrictions imposées par l'article 90.

Exception

(2) Le fournisseur de logements n'est pas tenu de se conformer au paragraphe (1) si un document énonçant des restrictions essentiellement similaires a déjà été enregistré ou déposé sur le titre.

Effet

(3) Si un document visé au paragraphe (2) (le «document original») a déjà été enregistré ou déposé sur le titre, son enregistrement ou son dépôt est réputé constituer l'enregistrement ou le dépôt exigé par le paragraphe (1) malgré l'article 83 et toute autre loi et il prend effet à la date d'enregistrement ou de dépôt du document original.

Form of document

(4) The document required by subsection (1) may be prepared in a form suitable for a transfer that is submitted for electronic registration.

Registration or deposit

(4.1) The document required may be registered or deposited and shall be accepted for registration or deposit under the *Registry Act* and may be registered and shall be accepted for registration under the *Land Titles Act*, despite any provision of those Acts.

Notice to service manager

(5) The housing provider shall give written notice to the service manager of the registration or deposit of the document under subsection (1) or of the document described in subsection (2), and shall give the notice within six months after the applicable operating agreement is terminated.

Language of services

92. A housing provider shall provide services in either the French or the English language and may also provide services in such other languages, in addition to French or English, as the housing provider may choose.

OPERATING STANDARDS FOR HOUSING PROJECTS

Targeting plan

93. (1) After reviewing the targeting plan set out in the operating agreement for a housing project and after consulting the housing provider, the Minister shall establish a targeting plan for the housing project and shall give written notice of the plan to the housing provider and the service manager at least 30 days before the operating agreement for the project is terminated.

Same

(2) The targeting plan takes effect on the date on which the operating agreement for the housing project is terminated and continues in effect until it is amended, terminated or replaced in accordance with this section.

Amendment, termination or replacement

(3) The housing provider and the service manager may amend, terminate or replace the targeting plan by an agreement in writing.

Mandate

94. (1) After reviewing the mandate, if any, of a housing provider set out in the operating agreement for a housing project and after consulting the housing provider, the Minister may establish a mandate for the housing provider with respect to the housing project and shall give written notice of the mandate to the housing provider and to the service manager at least 30

Forme du document

(4) Le document exigé par le paragraphe (1) peut être préparé sous une forme qui convient pour un transfert qui est présenté pour enregistrement électronique.

Enregistrement ou dépôt

(4.1) Le document exigé peut être enregistré ou déposé, mais il doit être admis à l'enregistrement ou au dépôt sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* et peut être enregistré mais doit être admis à l'enregistrement sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*, malgré toute disposition de ces lois.

Notification au gestionnaire de services

(5) Dans les six mois qui suivent la résiliation de l'accord d'exploitation applicable, le fournisseur de logements donne au gestionnaire de services un avis écrit de l'enregistrement ou du dépôt du document exigé par le paragraphe (1) ou du document visé au paragraphe (2).

Langue des services

92. Le fournisseur de logements fournit ses services en français ou en anglais; il peut également les fournir dans les autres langues de son choix.

NORMES D'EXPLOITATION APPLICABLES AUX ENSEMBLES DOMICILIAIRES

Plan de ciblage

93. (1) Après examen du plan de ciblage énoncé dans l'accord d'exploitation se rapportant à un ensemble domiciliaire et après consultation du fournisseur de logements, le ministre établit un nouveau plan de ciblage, auquel cas il en donne un avis écrit au fournisseur de logements et au gestionnaire de services au moins 30 jours avant la date à laquelle l'accord d'exploitation est résilié.

Idem

(2) Le plan de ciblage prend effet à la date à laquelle l'accord d'exploitation se rapportant à l'ensemble domiciliaire est résilié et le demeure jusqu'à la date de sa modification, de son annulation ou de sa substitution conformément au présent article.

Modification, annulation ou substitution

(3) Le fournisseur de logements et le gestionnaire de services peuvent, au moyen d'un accord écrit, modifier ou annuler le plan de ciblage ou lui en substituer un nouveau.

Mandat

94. (1) Après examen du mandat d'un fournisseur de logements énoncé, le cas échéant, dans l'accord d'exploitation se rapportant à un ensemble domiciliaire et après consultation du fournisseur de logements, le ministre peut établir un nouveau mandat, auquel cas il en donne un avis écrit au fournisseur de logements et au gestionnaire de services au moins 30 jours avant la date

days before the operating agreement is terminated.

Same

(2) The mandate takes effect on the date on which the operating agreement for the housing project is terminated and continues in effect until it is amended, terminated or replaced in accordance with this section.

Amendment, termination or replacement

(3) The housing provider and the service manager may amend, terminate or replace the mandate by an agreement in writing.

Same, special needs housing

(4) The housing provider and the service manager shall not amend or terminate a mandate that refers to special needs housing unless they have the prior written consent of the Minister to do so.

Invalid amendment, termination or replacement

(5) An amendment, termination or replacement of a mandate for a housing project in contravention of subsection (4) is invalid and of no force or effect.

Duty to comply with plan, mandate

95. Subject to subsection 88 (1), a housing provider shall select households to occupy vacant units or to receive rent-geared-to-income assistance in a housing project in a manner consistent with the targeting plan and the mandate for the housing project.

Change in number of rent-geared-to-income units

96. (1) Despite section 95, a service manager may require a housing provider to increase or decrease the number of rent-geared-to-income units in a housing project by the number specified in the notice, but shall do so only after consulting with the housing provider.

Notice

(2) The service manager shall give written notice of the requirement to the housing provider and the notice must specify the effective date as of which the housing provider must begin to implement the specified increase or decrease.

When notice to be given

(3) The notice shall be given at least three months before the effective date.

Duty to implement

(4) The housing provider shall implement the increase or decrease specified in the notice as units in the housing project become vacant on and after the effective date.

Decrease restricted

(5) The service manager shall not require the housing provider to decrease the number of rent-geared-to-income units if the effect of the decrease would be to reduce the total number of rent-geared-to-income units in the service manager's service area below the service

à laquelle l'accord d'exploitation est résilié.

Idem

(2) Le mandat prend effet à la date à laquelle l'accord d'exploitation se rapportant à l'ensemble domiciliaire est résilié et le demeure jusqu'à la date de sa modification, de son annulation ou de sa substitution conformément au présent article.

Modification, annulation ou substitution

(3) Le fournisseur de logements et le gestionnaire de services peuvent, au moyen d'un accord écrit, modifier ou annuler le mandat ou lui en substituer un nouveau.

Idem : logements adaptés

(4) Le fournisseur de logements et le gestionnaire de services ne doivent pas, sans le consentement écrit préalable du ministre, modifier ou annuler un mandat qui traite de logements adaptés.

Nullité

(5) Toute modification, annulation ou substitution du mandat d'un ensemble domiciliaire faite en contravention au paragraphe (4) est nulle et sans effet.

Obligation de se conformer

95. Sous réserve du paragraphe 88 (1), le fournisseur de logements choisit, d'une manière compatible avec le plan de ciblage et le mandat de l'ensemble domiciliaire, les ménages qui occuperont les logements vacants ou qui recevront une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.

Variation du nombre de logements à loyer indexé sur le revenu

96. (1) Malgré l'article 95, le gestionnaire de services peut exiger du fournisseur de logements qu'il augmente ou diminue, du nombre précisé dans l'avis, le nombre de logements à loyer indexé sur le revenu d'un ensemble domiciliaire, mais il ne peut le faire qu'après avoir consulté le fournisseur.

Avis

(2) Le gestionnaire de services donne au fournisseur de logements un avis écrit de l'exigence, qui doit préciser la date d'effet à laquelle il doit commencer à appliquer l'augmentation ou la diminution précisée.

Délai de remise de l'avis

(3) L'avis est donné au moins trois mois avant la date d'effet.

Obligation d'appliquer la variation

(4) Le fournisseur de logements applique l'augmentation ou la diminution précisée dans l'avis lorsqu'un logement de l'ensemble domiciliaire devient vacant à la date d'effet ou après cette date.

Restriction : diminution du nombre

(5) Le gestionnaire de services ne doit pas exiger du fournisseur de logements qu'il diminue le nombre de logements à loyer indexé sur le revenu si cela devait avoir pour effet de ramener le nombre total de tels logements situés dans son aire de service à des niveaux

levels prescribed for the purposes of section 11.

de service inférieurs à ceux prescrits pour l'application de l'article 11.

Change restricted

(6) The service manager shall not require the housing provider to increase or decrease the number of rent-geared-to-income units if the effect of the increase or decrease in rent-geared-to-income units would be to decrease by more than 10 per cent, or to increase by more than 10 per cent, the number of market units set out in the targeting plan that is in effect for the housing project under section 93.

Restriction : variation du nombre

(6) Le gestionnaire de services ne doit pas exiger du fournisseur de logements qu'il augmente ou diminue le nombre de logements à loyer indexé sur le revenu si cela devait entraîner une réduction ou une augmentation de plus de 10 pour cent du nombre de logements à loyer du marché prévu dans le plan de ciblage en vigueur pour l'ensemble domiciliaire en application de l'article 93.

Conflict

(7) Subsection (4) applies despite a by-law passed under section 34 of the *Planning Act*, an agreement entered into under section 41 or 51 of the *Planning Act* or an agreement entered into under section 3 of the *City of Toronto Act, 1979*.

Incompatibilité

(7) Le paragraphe (4) s'applique malgré les règlements municipaux adoptés en vertu de l'article 34 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, les conventions conclues en application de l'article 41 ou 51 de cette loi et les accords conclus en application de l'article 3 de la loi intitulée *City of Toronto Act, 1979*.

SUBSIDY PAYABLE TO HOUSING PROVIDERS

SUBSIDE PAYABLE AUX FOURNISSEURS DE LOGEMENTS

Duty to pay subsidy

97. (1) The service manager in whose service area a housing project to which this Part applies is located shall pay a subsidy to the housing provider that operates the project.

Obligation de verser un subside

97. (1) Le gestionnaire de services verse un subside aux fournisseurs de logements qui exploitent un ensemble domiciliaire situé dans son aire de service et auquel s'applique la présente partie.

Termination

(2) The duty to pay a subsidy for a housing project is terminated on the date prescribed by the Minister.

Extinction

(2) L'obligation de verser un subside à l'égard d'un ensemble domiciliaire s'éteint à la date que prescrit le ministre.

General subsidy

98. (1) The amount of the subsidy payable under section 97 to a housing provider for a fiscal year in respect of its housing projects in a service area of a service manager is determined in accordance with this section.

Subside général

98. (1) Le subside payable à un fournisseur de logements en application de l'article 97 pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service d'un gestionnaire de services est calculé conformément au présent article.

Amount of subsidy

(2) The amount of the housing provider's total subsidy for a fiscal year in respect of its housing projects in a service area is determined using the formula,

Montant du subside

(2) Le subside total payable à un fournisseur logements pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service est calculé selon la formule suivante :

$$(A + B + C) - (D + E)$$

$$(A + B + C) - (D + E)$$

in which,

où :

«A» is the amount of the provider's mortgage subsidy for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area;

«A» représente le subside pour emprunts hypothécaires payable au fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service;

«B» is the amount of the provider's rent-geared-to-income subsidy for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area;

«B» représente le subside pour loyer indexé sur le revenu payable au fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service;

«C» is the amount of property taxes payable by the provider for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area;

«C» représente les impôts fonciers payables par le fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service;

“D” is the amount of the provider’s mandatory payment for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area; and

“E” is the amount equal to 50 per cent of the amount of the provider’s surplus for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area, or such lesser amount as the service manager may determine.

Mortgage subsidy

(3) The amount of the housing provider’s mortgage subsidy for a fiscal year in respect of its housing projects in the service area is the amount by which the total amount of principal and interest payable by the provider for the fiscal year under mortgages guaranteed by the Province of Ontario or the Ontario Housing Corporation in respect of those projects exceeds the amount of the provider’s affordable mortgage payment in respect of those projects.

Affordable mortgage payment

(4) The amount of the housing provider’s affordable mortgage payment in respect of its housing projects in the service area is the amount by which its benchmark revenue from those projects, as determined by the Minister under section 99, exceeds the amount of its benchmark operating costs in respect of those projects, as determined by the Minister under that section.



Phase-in subsidy reduction

(5) If the amount of a housing provider’s subsidy (other than the rent-geared-to-income subsidy) determined under this section is less than the subsidy (other than the rent-geared-to-income subsidy) paid to the provider under an operating agreement that is terminated by this Act, the following rules apply: ↑

1. The provider may request that the service manager negotiate with the provider a schedule for phasing in the reduction in the subsidy over a series of years.
2. If the provider and the service manager are unable to agree on a schedule, the provider may request that the Minister authorize the phase-in of the reduction in the subsidy and set a schedule for phasing in the reduction over a series of years.
3. The Minister’s decision on whether to authorize a phase-in of the reduction in the subsidy and any schedule set by the Minister for phasing in the reduction are binding on the provider and the service manager.

Rent-geared-to-income subsidy

(6) The amount of the housing provider’s rent-geared-to-income subsidy for a fiscal year in respect of its housing projects in the service area is the amount determined using the formula,

«D» représente le versement obligatoire du fournisseur pour l’exercice à l’égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l’aire de service;

«E» représente la somme correspondant à 50 pour cent de l’excédent du fournisseur pour l’exercice à l’égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l’aire de service ou la somme moins élevée que fixe le gestionnaire de services.

Subside pour emprunts hypothécaires

(3) Le subside pour emprunts hypothécaires payable à un fournisseur de logements pour un exercice donné à l’égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service représente l’excédent du montant total de capital et d’intérêts qu’il doit payer pour l’exercice aux termes d’hypothèques garanties par la Province de l’Ontario ou la Société de logement de l’Ontario à l’égard de ces ensembles sur ses versements hypothécaires abordables à l’égard de ces ensembles.

Versements hypothécaires abordables

(4) Les versements hypothécaires abordables d’un fournisseur de logements à l’égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service représentent l’excédent de ses revenus de référence à l’égard de ces ensembles, calculés par le ministre en application de l’article 99, sur ses frais d’exploitation de référence à l’égard de ces ensembles, calculés par le ministre en application du même article.



Inclusion progressive de la réduction

(5) Les règles suivantes s’appliquent si le subside payable à un fournisseur de logements qui est calculé en application du présent article est inférieur à celui qu’il a reçu dans le cadre d’un accord d’exploitation qui est résilié en application de la présente loi, étant exclus les subsides pour loyer indexé sur le revenu : ↑

1. Le fournisseur peut demander au gestionnaire de services de négocier avec lui un calendrier d’inclusion progressive de la réduction du subside sur plusieurs exercices.
2. Si le fournisseur et le gestionnaire de services sont incapables de convenir d’un calendrier, le fournisseur peut demander au ministre d’autoriser l’inclusion progressive de la réduction du subside sur plusieurs exercices et d’établir un calendrier à cette fin.
3. La décision que prend le ministre sur l’opportunité d’autoriser l’inclusion progressive de la réduction du subside et le calendrier qu’il établit à cette fin, le cas échéant, lie le fournisseur et le gestionnaire de services.

Subside pour loyer indexé sur le revenu

(6) Le subside pour loyer indexé sur le revenu payable à un fournisseur de logements pour un exercice donné à l’égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service est calculé selon la formule suivante :

F – G

in which,

“F” is the amount that is the lesser of,

- (a) the total amount of the provider’s indexed market rents for the fiscal year from the rent-geared-to-income units in the provider’s housing projects in the service area, and
- (b) the total actual market rent for the fiscal year for those units; and

“G” is the amount of rental payments payable to the provider for the fiscal year by the households accommodated in those rent-geared-to-income units.

Indexed market rents

(7) The total amount of a housing provider’s indexed market rents for a fiscal year from rent-geared-to-income units in its housing projects in a service area is the amount determined using the following rules:

1. For the first fiscal year for which the housing provider receives a subsidy under this Act, the total amount of its indexed market rents is the total amount of the provider’s benchmark market rents for those units as determined by the Minister under section 99.
2. For each subsequent fiscal year, the total amount of the housing provider’s indexed market rents is the amount determined by multiplying the market rent index prescribed by the Minister that is applicable to those units for the fiscal year by the total amount of the provider’s indexed market rents for the previous fiscal year.

Mandatory payment

(8) The amount, if any, of the provider’s mandatory payment for a fiscal year in respect of its housing projects in the service area is the amount, if any, determined using the formula,

$$H - (H \times J/K)$$

in which,

“H” is the amount, if any, by which the amount of the provider’s indexed market revenue for the fiscal year in respect of its projects in the service area exceeds the amount of the provider’s benchmark revenue from those projects, as determined by the Minister under section 99;

“J” is the amount of the provider’s benchmark operating costs in respect of those projects in the service area as determined by the Minister under section 99; and

“K” is the amount of the provider’s benchmark reve-

F – G

où :

«F» représente la moins élevée des sommes suivantes :

- a) le total des loyers du marché indexés du fournisseur pour l’exercice à l’égard des logements à loyer indexé sur le revenu de ses ensembles domiciliaires situés dans l’aire de service,
- b) le total du montant réel des loyers du marché pour l’exercice à l’égard de ces logements;

«G» représente les versements de loyer payables au fournisseur pour l’exercice par les ménages qui logent dans ces logements à loyer indexé sur le revenu.

Loyers du marché indexés

(7) Le total des loyers du marché indexés d’un fournisseur de logements pour un exercice donné à l’égard des logements à loyer indexé sur le revenu de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service est calculé selon les règles suivantes :

1. Pour le premier exercice pour lequel le fournisseur de logements reçoit un subside en application de la présente loi, le total de ses loyers du marché indexés représente le total de ses loyers du marché de référence pour ces logements, calculé par le ministre en application de l’article 99.
2. Pour chaque exercice subséquent, le total des loyers du marché indexés du fournisseur de logements représente le produit de l’indice des loyers du marché prescrit par le ministre et applicable à ces logements pour l’exercice par le total de ses loyers du marché indexés pour l’exercice précédent.

Versement obligatoire

(8) Le montant éventuel du versement obligatoire d’un fournisseur pour un exercice donné à l’égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service représente la somme éventuelle calculée selon la formule suivante :

$$H - (H \times J/K)$$

où :

«H» représente l’excédent éventuel des revenus du marché indexés du fournisseur pour l’exercice à l’égard de ces ensembles sur ses revenus de référence à l’égard de ces ensembles, calculés par le ministre en application de l’article 99;

«J» représente les frais d’exploitation de référence du fournisseur à l’égard de ces ensembles, calculés par le ministre en application de l’article 99;

«K» représente les revenus de référence du fournis-

nue from those projects as determined by the Minister under section 99.

Indexed market revenue

(9) The amount of the provider's indexed market revenue for a fiscal year in respect of its housing projects in a service area is the amount determined in accordance with the following rules:

1. For the first fiscal year for which the housing provider receives a subsidy under this Act, the amount of its indexed market revenue is the amount of the provider's benchmark revenue as determined by the Minister under section 99.
2. For each subsequent fiscal year, the amount of the housing provider's indexed market revenue is the amount determined by multiplying the market rent index prescribed by the Minister that is applicable to the housing projects for the fiscal year by the amount of the provider's indexed market revenue for the previous fiscal year.



Surplus

(10) The amount, if any, of the provider's surplus for a fiscal year in respect of its housing projects in the service area is the amount determined using the formula,

$$L - (M + N + P)$$

in which,

- “L” is the amount of the provider's net operating income for the fiscal year as set out in the annual report required under subsection 108 (1) relating to that fiscal year;
- “M” is the amount of the provider's affordable mortgage payment determined by the Minister under section 99;
- “N” is the amount of the provider's mandatory payment for the fiscal year; and
- “P” is the amount of an operating reserve, as determined in the manner prescribed by the Minister.



Net operating income

(11) The net operating income of a housing provider for a fiscal year with respect to its housing projects in the service area is the amount by which its revenue for the fiscal year from those projects, as determined in the manner prescribed by the Minister, exceeds its operating costs for the fiscal year with respect to those projects, as determined in the manner prescribed by the Minister.

Benchmark revenue, etc.

99. (1) The Minister shall determine the following amounts in the prescribed manner for each housing provider entitled to a subsidy calculated under section 98 in respect of the provider's housing projects in a service area:

seur à l'égard de ces ensembles, calculés par le ministre en application de l'article 99.

Revenus du marché indexés

(9) Les revenus du marché indexés du fournisseur pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service sont calculés selon les règles suivantes :

1. Pour le premier exercice pour lequel le fournisseur de logements reçoit un subside en application de la présente loi, ses revenus du marché indexés représentent ses revenus de référence, calculés par le ministre en application de l'article 99.
2. Pour chaque exercice subséquent, les revenus du marché indexés du fournisseur de logements représentent le produit de l'indice des loyers du marché prescrit par le ministre et applicable à ces ensembles pour l'exercice par ses revenus du marché indexés pour l'exercice précédent.



Excédent

(10) L'excédent éventuel du fournisseur pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service est calculé selon la formule suivante :

$$L - (M + N + P)$$

où :

- «L» représente le bénéfice d'exploitation du fournisseur pour l'exercice, tel qu'il figure dans le rapport annuel de cet exercice exigé par le paragraphe 108 (1);
- «M» représente les versements hypothécaires abordables du fournisseur, calculés par le ministre en application de l'article 99;
- «N» représente le versement obligatoire du fournisseur pour l'exercice;
- «P» représente le montant d'une réserve d'exploitation, calculé de la manière prescrite par le ministre.



Bénéfice d'exploitation

(11) Le bénéfice d'exploitation d'un fournisseur de logements pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service représente l'excédent de ses revenus pour l'exercice à l'égard de ces ensembles, calculés de la manière prescrite par le ministre, sur ses frais d'exploitation pour l'exercice à l'égard de ces ensembles, calculés de la manière prescrite par le ministre.

Revenus de référence

99. (1) Le ministre calcule les sommes suivantes de la manière prescrite pour chaque fournisseur de logements qui a droit à un subside calculé en application de l'article 98 à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service :

1. The amount of the provider's benchmark revenue.
2. The amount of the provider's benchmark operating costs.
3. The amount of the provider's affordable mortgage payment described in subsection 98 (4).
4. The amount of the provider's benchmark market rent applicable to each unit or class of units prescribed by the Minister.

Notice by Minister

(2) The Minister shall notify each housing provider of the amounts determined under subsection (1) for that provider and shall notify each service manager of the amounts determined in respect of housing providers and housing projects in the service manager's service area.

Notice by corporation

(3) The Social Housing Services Corporation shall notify each housing provider of the market rent indices applicable to its housing projects for a fiscal year and shall notify each service manager of the market rent index or indices applicable to the provider's housing projects in the service manager's service area.

Interim or final amounts

(4) The amounts determined by the Minister under subsection (1) may be interim amounts or final amounts.

Final amounts determined once

(5) The Minister may determine a final amount under subsection (1) only once unless the housing provider to whom the amount applies and the Minister agree that the amount should be changed.

Exception

(6) Despite subsection (5), the Minister may re-determine a final amount determined under subsection (1), without the consent of the housing provider to whom the amount applies if,

- (a) at the time the final amount was initially determined, the housing provider was administering a waiting list for rent-geared-to-income units or for special needs housing or was determining the amount of geared-to-income rent payable by households; and
- (b) the housing provider has since ceased to do so.

Estimates by housing provider

100. (1) Before the beginning of each fiscal year, a housing provider entitled to a subsidy calculated under section 98 shall determine the following amounts with respect to its housing projects in the service area of each service manager:

1. Les revenus de référence du fournisseur.
2. Les frais d'exploitation de référence du fournisseur.
3. Les versements hypothécaires abordables du fournisseur visés au paragraphe 98 (4).
4. Le loyer du marché de référence du fournisseur applicable à chaque logement ou catégorie de logements prescrit par le ministre.

Avis donné par le ministre

(2) Le ministre avise chaque fournisseur de logements des sommes calculées à son égard en application du paragraphe (1) et avise chaque gestionnaire de services des sommes calculées à l'égard des fournisseurs de logements et des ensembles domiciliaires situés dans son aire de service.

Avis donné par la Société

(3) La Société des services de logement social avise chaque fournisseur de logements des indices des loyers du marché applicables à ses ensembles domiciliaires pour un exercice donné et avise chaque gestionnaire de services de l'indice ou des indices des loyers du marché applicables aux ensembles domiciliaires du fournisseur situés dans son aire de service.

Sommes provisoires ou définitives

(4) Les sommes calculées par le ministre en application du paragraphe (1) peuvent être provisoires ou définitives.

Calculs définitifs

(5) Le ministre peut calculer une seule fois une somme prévue au paragraphe (1), sauf si le fournisseur de logements visé et le ministre conviennent que la somme devrait être modifiée.


Exception

(6) Malgré le paragraphe (5), le ministre peut calculer de nouveau une somme calculée en application du paragraphe (1), sans le consentement du fournisseur de logements auquel s'applique la somme, si :

- a) d'une part, au moment où il a calculé la somme pour la première fois, le fournisseur de logements tenait une liste d'attente pour les logements à loyer indexé sur le revenu ou les logements adaptés ou calculait lui-même le loyer indexé sur le revenu payable par les ménages;
- b) d'autre part, le fournisseur de logements a cessé depuis de le faire.

Estimations effectuées par le fournisseur de logements

100. (1) Avant le début de chaque exercice, le fournisseur de logements qui a droit à un subside calculé en application de l'article 98 calcule les sommes suivantes à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service de chaque gestionnaire de services :

1. The estimated total amount of market rent the provider will receive in the fiscal year from its rent-geared-to-income units in those housing projects.
2. The estimated rental payments the provider will receive in the fiscal year from households residing in its rent-geared-to-income units in those housing projects.
3. The amount of the provider's mandatory payment for the fiscal year in respect of those housing projects.
4. The estimated amount of the property taxes payable for the fiscal year in respect of those housing projects.
5. The estimated amount of principal and interest payable for the fiscal year under mortgages guaranteed by the Province of Ontario or the Ontario Housing Corporation in respect of those housing projects. 

Notice by housing provider

(2) Every housing provider referred to in subsection (1) shall notify the service manager for each service area in which the provider has housing projects of the amounts determined under subsection (1) in respect of the projects in the service manager's service area not less than 90 days before the beginning of each fiscal year.

Notice of change, mortgage

(3) A housing provider referred to in subsection (1) shall notify the service manager for the service area in which it has a housing project of every change in the amount of principal or interest payable by the provider in respect of the project.

Same

(4) The housing provider shall give the notice required under subsection (3) before the change takes effect.

Subsidy re certain housing providers

101. (1) The amount of the subsidy payable under section 97 to a housing provider for a fiscal year in respect of its housing projects in a service area of a service manager is determined in accordance with this section if the housing provider is prescribed by the Minister for the purposes of this section and if the Minister is satisfied that substantially all of the units in the provider's housing projects in the service area are rent-geared-to-income units.


Amount of subsidy

(2) The amount of the housing provider's total subsidy for the fiscal year is determined using the formula,

$$(A - B) + C + D - E$$

in which,

“A” is the amount of the provider's indexed operating

1. Le total estimatif des loyers du marché qu'il recevra pour l'exercice des logements à loyer indexé sur le revenu de ces ensembles domiciliaires.
2. Les versements de loyer estimatifs qu'il recevra pour l'exercice des ménages occupant les logements à loyer indexé sur le revenu de ces ensembles domiciliaires.
3. Le versement obligatoire du fournisseur de logements pour l'exercice à l'égard de ces ensembles domiciliaires.
4. Les impôts fonciers estimatifs payables pour l'exercice à l'égard de ces ensembles domiciliaires.
5. Le montant estimatif de capital et d'intérêts payables pour l'exercice aux termes d'hypothèques garanties par la Province de l'Ontario ou la Société de logement de l'Ontario à l'égard de ces ensembles domiciliaires. 

Avis donné par le fournisseur

(2) Au moins 90 jours avant le début de chaque exercice, chaque fournisseur de logements visé au paragraphe (1) avise le gestionnaire de services de chaque aire de service dans laquelle il exploite des ensembles domiciliaires des sommes calculées en application du paragraphe (1) à l'égard des ensembles situés dans son aire de service.

Avis de variation : emprunt hypothécaire

(3) Le fournisseur de logements visé au paragraphe (1) avise le gestionnaire de services dans l'aire de service duquel est situé un de ses ensembles domiciliaires de toute variation du montant de capital ou d'intérêts qu'il est tenu de verser à l'égard de l'ensemble.

Idem

(4) Le fournisseur de logements donne l'avis prévu au paragraphe (3) avant la prise d'effet de la variation.

Subside : certains fournisseurs de logements

101. (1) Le subside payable à un fournisseur de logements en application de l'article 97 pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service d'un gestionnaire de services est calculé conformément au présent article si le fournisseur de logements est prescrit par le ministre pour l'application du présent article et que le ministre est convaincu que la quasi-totalité des logements de ces ensembles sont des logements à loyer indexé sur le revenu.

Montant du subside

(2) Le subside total payable à un fournisseur de logements pour l'exercice est calculé selon la formule suivante :

$$(A - B) + C + D - E$$

où :

«A» représente les frais d'exploitation indexés du

costs for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area;

“B” is the amount of revenue received by the provider for the fiscal year in respect of housing projects in the service area, determined in the prescribed manner by the provider;



“C” is the amount of principal and interest payable by the provider for the fiscal year under mortgages guaranteed by the Province of Ontario or the Ontario Housing Corporation in respect of the provider’s housing projects in the service area;



“D” is the amount of property taxes payable by the provider for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area;

“E” is the amount equal to 50 per cent of the amount of the provider’s surplus, if any, for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area or such lesser amount as the service manager may determine.

Indexed operating costs

(3) The amount of the provider’s indexed operating costs for a fiscal year in respect of its housing projects in a service area is the amount determined in accordance with the following rules:

1. For the first fiscal year for which the housing provider is eligible to receive a subsidy under this Act, the amount of its indexed operating costs is the amount of its benchmark operating costs as determined by the Minister under section 102 in respect of those housing projects.
2. For each subsequent fiscal year, the amount of the housing provider’s indexed operating costs is the amount determined by multiplying the cost index prescribed by the Minister that is applicable to the housing projects for the fiscal year by the amount of the provider’s indexed operating costs for the previous fiscal year in respect of those housing projects.



Surplus

(4) The amount, if any, of the provider’s surplus for a fiscal year in respect of its housing projects in the service area is the amount determined using the formula,

$$F - (G + H)$$

in which,

“F” is the amount of the provider’s indexed operating costs for the fiscal year in respect of those housing projects;

“G” is the amount of the provider’s operating costs for the fiscal year in respect of those housing projects, as determined by the Minister; and

fournisseur pour l’exercice à l’égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l’aire de service;

«B» représente les revenus du fournisseur pour l’exercice à l’égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l’aire de service, calculés par lui de la manière prescrite;



«C» représente le montant de capital et d’intérêts que le fournisseur doit payer pour l’exercice aux termes d’hypothèques garanties par la Province de l’Ontario ou la Société de logement de l’Ontario à l’égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l’aire de service;



«D» représente les impôts fonciers payables par le fournisseur pour l’exercice à l’égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l’aire de service;

«E» représente la somme correspondant à 50 pour cent de l’excédent éventuel du fournisseur pour l’exercice à l’égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l’aire de service ou la somme moins élevée que fixe le gestionnaire de services.

Frais d’exploitation indexés

(3) Les frais d’exploitation indexés d’un fournisseur de logements pour un exercice donné à l’égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service sont calculés selon les règles suivantes :

1. Pour le premier exercice pour lequel le fournisseur a droit à un subside en application de la présente loi, ses frais d’exploitation indexés représentent ses frais d’exploitation de référence, calculés par le ministre en application de l’article 102 à l’égard de ces ensembles.
2. Pour chaque exercice subséquent, les frais d’exploitation indexés du fournisseur représentent le produit de l’indice des frais prescrit par le ministre qui est applicable à ces ensembles pour l’exercice par ses frais d’exploitation indexés pour l’exercice précédent à l’égard de ces ensembles.



Excédent

(4) L’excédent éventuel d’un fournisseur pour un exercice donné à l’égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service est calculé selon la formule suivante :

$$F - (G + H)$$

où :

«F» représente les frais d’exploitation indexés du fournisseur pour l’exercice à l’égard de ces ensembles;

«G» représente les frais d’exploitation du fournisseur pour l’exercice à l’égard de ces ensembles, calculés par le ministre;

“H” is the amount of an operating reserve, as determined in the manner prescribed by the Minister.

Benchmark operating costs

102. (1) The Minister shall prescribe the manner of determining and shall determine for each housing provider entitled to a subsidy calculated under section 101 the amount of the provider's benchmark operating costs in respect of its housing projects in each service area.

Notice

(2) The Minister shall notify each housing provider and the service manager within whose service area the units are located of the following matters:

1. The amount of the provider's benchmark operating costs determined under subsection (1) for its housing projects located in the service manager's service area.
2. The cost index prescribed for the year by the Minister for the purposes of section 101 that is applicable to the provider and to the service area.

Amounts determined once

(3) The Minister shall determine an amount under subsection (1) only once, unless the housing provider to whom the amount applies and the Minister agree that the amount should be changed.

Exception

(4) Despite subsection (3), the Minister may re-determine an amount determined under subsection (1), without the consent of the housing provider to whom the amount applies if,

- (a) at the time the amount was initially determined, the housing provider was administering a waiting list for rent-geared-to-income units or for special needs housing or was determining the amount of geared-to-income rent payable by households; and
- (b) the housing provider has since ceased to do so.

Estimates by housing provider

103. (1) Before the beginning of each fiscal year, a housing provider entitled to a subsidy calculated under section 101 shall determine the following amounts with respect to its housing projects in the service area of each service manager:

1. The estimated total amount of revenue the provider will receive in the fiscal year from those housing projects.
2. The estimated amount of the property taxes payable for the fiscal year in respect of those housing projects.

«H» représente le montant d'une réserve d'exploitation, calculé de la manière prescrite par le ministre.

Frais d'exploitation de référence

102. (1) Le ministre prescrit la manière de calculer et calcule les frais d'exploitation de référence de chaque fournisseur de logements qui a droit à un subside calculé en application de l'article 101 à l'égard des ensembles domiciliaires de ce dernier situés dans chaque aire de service.

Avis

(2) Le ministre avise de ce qui suit chaque fournisseur de logements et le gestionnaire de services dans l'aire de service duquel les logements sont situés :

1. Les frais d'exploitation de référence du fournisseur, calculés en application du paragraphe (1), à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service du gestionnaire de services.
2. L'indice des frais prescrit pour l'exercice par le ministre pour l'application de l'article 101 qui est applicable au fournisseur et à l'aire de service.

Un seul calcul

(3) Le ministre calcule une seule fois une somme prévue au paragraphe (1), sauf si le fournisseur de logements visé et le ministre conviennent que la somme devrait être modifiée.

Exception

(4) Malgré le paragraphe (3), le ministre peut calculer de nouveau une somme calculée en application du paragraphe (1), sans le consentement du fournisseur de logements auquel s'applique la somme, si :

- a) d'une part, au moment où il a calculé la somme pour la première fois, le fournisseur de logements tenait une liste d'attente pour les logements à loyer indexé sur le revenu ou les logements adaptés ou calculait lui-même le loyer indexé sur le revenu payable par les ménages;
- b) d'autre part, le fournisseur de logements a cessé depuis de le faire.

Estimations effectuées par le fournisseur de logements

103. (1) Avant le début de chaque exercice, le fournisseur de logements qui a droit à un subside calculé en application de l'article 101 calcule les sommes suivantes à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service de chaque gestionnaire de services :

1. Le total estimatif des revenus qu'il recevra pour l'exercice de ces ensembles domiciliaires.
2. Les impôts fonciers estimatifs payables pour l'exercice à l'égard de ces ensembles domiciliaires.

3. The estimated amount of principal and interest payable for the fiscal year under mortgages guaranteed by the Province of Ontario or the Ontario Housing Corporation in respect of those housing projects.

Application of s. 100

(2) Subsections 100 (2) to (4) apply with necessary modifications to a housing provider referred to in subsection (1). ➡

Debt repayment

104. (1) If a housing provider and the Minister entered into a repayment schedule under an agreement that is terminated under this Act, the Minister may establish a new schedule for the repayment of the amount and may direct that the repayment be made to another person.

Schedule binding

(2) A new schedule established under subsection (1) and any direction given by the Minister under that subsection are binding on the housing provider. ➡

Surplus to be applied

(3) A housing provider who is bound by a new repayment schedule established under subsection (1) shall apply the amount of its surplus, if any, as determined under subsection 98 (10) or 101 (4), to the payment of the amounts it owes under the new schedule, until the Minister is satisfied that all amounts owing under that schedule have been paid. ➡

Guidelines and requirements

105. (1) The Minister may provide guidelines to service managers and prescribe requirements governing the manner of calculating and paying amounts on account of the subsidies payable under this Part. ➡

Alteration of formula

(2) The Minister may, under subsection (1), prescribe requirements that alter the formula for calculating the subsidy payable to a housing provider as set out in sections 98 to 103 if, in the opinion of the Minister, the economic conditions in respect of the rental housing sector prevailing in Ontario or a part of Ontario are such that the application of the formula does not produce a result that is consistent with the objectives of this Act. ➡

Application for additional subsidy

106. (1) A housing provider who is otherwise entitled to a subsidy under section 97 may apply to a service manager for an additional subsidy in respect of its housing projects in the service area of the service manager.

Additional subsidy

(2) A service manager may pay an additional subsidy to the housing provider if the service manager is

3. Le montant estimatif de capital et d'intérêts payables pour l'exercice aux termes d'hypothèques garanties par la Province de l'Ontario ou la Société de logement de l'Ontario à l'égard de ces ensembles domiciliaires.

Application de l'art. 100

(2) Les paragraphes 100 (2) à (4) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au fournisseur de logements visé au paragraphe (1). ➡

Remboursement des dettes

104. (1) S'il avait convenu, avec un fournisseur de logements, d'un calendrier de remboursement des dettes dans le cadre d'un accord qui est résilié en application de la présente loi, le ministre peut établir un nouveau calendrier de remboursement et ordonner que le remboursement soit fait à une autre personne.

Force obligatoire du calendrier

(2) Le nouveau calendrier établi en vertu du paragraphe (1) et tout ordre donné par le ministre en vertu du même paragraphe lient le fournisseur de logements. ➡

Affectation de l'excédent

(3) Le fournisseur de logements qui est lié par un nouveau calendrier de remboursement établi en vertu du paragraphe (1) affecte son excédent éventuel, calculé en application du paragraphe 98 (10) ou 101 (4), au paiement des sommes qu'il doit aux termes du nouveau calendrier, jusqu'à ce que le ministre soit convaincu qu'elles ont toutes été payées. ➡

Lignes directrices et exigences

105. (1) Le ministre peut fournir aux gestionnaires de services des lignes directrices régissant la manière de calculer et de verser les sommes se rapportant aux subsides payables en application de la présente partie et peut prescrire les exigences en la matière. ➡

Modification de la formule

(2) Le ministre peut, en vertu du paragraphe (1), prescrire des exigences qui modifient la formule utilisée pour le calcul du subside payable à un fournisseur de logements, telle qu'elle figure aux articles 98 à 103, s'il est d'avis que les conditions économiques du secteur du logement locatif dans tout ou partie de l'Ontario sont telles que l'application de la formule ne produit pas un résultat qui est compatible avec l'objet de la présente loi. ➡

Demande de subside additionnel

106. (1) Le fournisseur de logements qui a droit par ailleurs à un subside en application de l'article 97 peut demander à un gestionnaire de services un subside additionnel à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service du gestionnaire.

Subside additionnel

(2) Le gestionnaire de services peut verser un subside additionnel au fournisseur de logements s'il est

satisfied that the additional subsidy is appropriate by reason of the provider's financial situation.

Terms and conditions

(3) The Minister may prescribe terms and conditions that a service manager may impose for the payment of additional subsidies and a service manager may impose any one or more of the prescribed terms and conditions that it considers appropriate for the payment of any additional subsidy.



Restriction

(3.1) A service manager shall not impose under subsection (3) a term or condition that may have the effect of requiring the housing provider to amend its targeting plan or mandate unless, in the opinion of the service manager, the implementation by the housing provider of the targeting plan or mandate, as the case may be, contributed to the provider's financial situation.

Decision final

(4) The service manager's decision is final and binding on both the service manager and the housing provider with respect to,

- (a) whether to pay an additional subsidy to the housing provider;
- (b) the amount of any additional subsidy the service manager pays; and
- (c) any prescribed terms and conditions the service manager imposes on the payment.

ADMINISTRATION

Records

107. (1) A housing provider shall keep the prescribed records for the prescribed periods of time.

Same

(2) A housing provider shall keep such additional records as may reasonably be required by the service manager for the period of time specified by the service manager.

Annual report

108. (1) Within five months after the end of each fiscal year of a housing provider, the housing provider shall give the service manager an annual report for the year.

Contents of annual report

(2) The annual report shall be in the form authorized by the Minister and shall contain the prescribed information and include the prescribed documents.

Report re households

(3) If required to do so by a regulation, a housing provider shall give the service manager a report about the number, type and income of households occupying units under housing programs in the housing provider's housing projects in the service area.

convaincu que la situation financière du fournisseur le justifie.

Conditions

(3) Le ministre peut prescrire les conditions dont un gestionnaire de services peut assortir le versement de subsides additionnels et le gestionnaire de services peut assortir le versement de tels subsides des conditions prescrites qu'il estime appropriées.



Restriction

(3.1) Le gestionnaire de services ne doit pas assortir un versement d'une condition en vertu du paragraphe (3) si la condition risque d'obliger le fournisseur de logements à modifier son plan de ciblage ou son mandat sauf si, de l'avis du gestionnaire, la mise en oeuvre du plan ou du mandat, selon le cas, par le fournisseur a contribué à la situation financière de celui-ci.

Décision définitive

(4) La décision du gestionnaire de services est définitive et lie à la fois celui-ci et le fournisseur de logements à l'égard de ce qui suit :

- a) la question de savoir si un subside additionnel doit être versé au fournisseur de logements;
- b) le montant de tout subside additionnel que verse le gestionnaire de services;
- c) les conditions prescrites dont le gestionnaire de services assortit le versement.

ADMINISTRATION

Documents

107. (1) Le fournisseur de logements conserve les documents prescrits pour les durées prescrites.

Idem

(2) Le fournisseur de logements conserve les documents additionnels que le gestionnaire de services exige raisonnablement pour les durées qu'il précise.

Rapport annuel

108. (1) Dans les cinq mois qui suivent la fin de son exercice, le fournisseur de logements remet au gestionnaire de services un rapport annuel portant sur celui-ci.

Contenu du rapport annuel

(2) Le rapport annuel est rédigé sous la forme qu'approuve le ministre et comprend les renseignements et les documents prescrits.

Rapport sur les ménages

(3) Si un règlement l'y oblige, le fournisseur de logements remet au gestionnaire de services un rapport portant sur le nombre et le type de ménages qui occupent les logements visés par des programmes de logement qui se trouvent dans les ensembles domiciliaires qu'il exploite dans l'aire de service, et sur le revenu de ces ménages.

Contents

(4) The report described in subsection (3) shall be in the form authorized by the Minister and shall contain the prescribed information and include the prescribed documents.

Restriction

(4.1) The housing provider shall not be required to collect or report information about the income of households not receiving rent-geared-to-income assistance in a housing project.

Other reports, etc.

(5) A housing provider shall give the service manager, at the times specified by the service manager, such other reports, documents and information as the service manager may reasonably request relating to the housing provider's compliance with this Act and the regulations.

Form and manner

(6) The reports, documents and information mentioned in subsection (5) shall be given in the form and manner approved by the service manager.

False information

(7) A housing provider shall not knowingly furnish false information in a report, document or information given to the service manager under this section.

Reduction in subsidy

(8) If a housing provider does not give the service manager its annual report in accordance with this section, the service manager may reduce the amount of the subsidy payments required to be made to the housing provider under section 97 by no more than 0.5 per cent or \$1,000, whichever is less, for each month in which the report remains undelivered.

Notice

(9) The service manager shall give the housing provider written notice of the reduction in its subsidy under subsection (8) at least 30 days before implementing it.

Audit or investigation

109. (1) In this section,

“auditor” means a person appointed by a service manager under subsection (2).

Appointment of auditor

(2) A service manager may appoint any of its employees or agents to conduct an audit or investigation for the purpose of ensuring that a housing provider operating a housing project is complying with this Act and the regulations.

Contenu

(4) Le rapport prévu au paragraphe (3) est rédigé sous la forme qu'approuve le ministre et comprend les renseignements et les documents prescrits.

Restriction

(4.1) Le fournisseur de logements ne doit pas être contraint à recueillir ou à communiquer des renseignements sur le revenu des ménages qui ne reçoivent pas une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu dans un ensemble domiciliaire.

Autres rapports

(5) Le fournisseur de logements remet au gestionnaire de services, aux moments que précise celui-ci, les autres rapports, documents et renseignements qu'il peut raisonnablement lui demander concernant sa conformité à la présente loi et aux règlements.

Forme et manière

(6) Les rapports, documents et renseignements visés au paragraphe (5) sont remis sous la forme et de la manière qu'approuve le gestionnaire de services.

Faux renseignements

(7) Le fournisseur de logements ne doit pas sciemment fournir de faux renseignements dans un rapport, un document ou un renseignement qu'il remet au gestionnaire de services en application du présent article.

Diminution du subside

(8) Si le fournisseur de logements ne lui remet pas son rapport annuel conformément au présent article, le gestionnaire de services peut diminuer le subside qu'il est tenu de lui verser en application de l'article 97 d'au plus 0,5 pour cent ou 1 000 \$, selon le moindre de ces montants, pour chaque mois de retard dans la production du rapport.

Avis

(9) Le gestionnaire de services avise par écrit le fournisseur de logements de la diminution de son subside en vertu du paragraphe (8) au moins 30 jours avant de l'appliquer.

Vérification ou enquête

109. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«vérificateur» Personne nommée par un gestionnaire de services en vertu du paragraphe (2).

Nomination d'un vérificateur

(2) Le gestionnaire de services peut charger n'importe lequel de ses employés ou représentants d'effectuer une vérification ou une enquête pour s'assurer qu'un fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire se conforme à la présente loi et aux règlements.

Duty of auditor

(3) The auditor shall conduct the audit or investigation in accordance with this section and shall give the housing provider notice on or before the date on which he or she begins the audit or investigation.

Entry

(4) For the purposes of the audit or investigation, the auditor may enter and inspect the housing project at any reasonable time.

Restriction

(5) Despite subsection (4), the auditor shall not enter and inspect a unit in the housing project unless a member of the household residing in the unit consents to the entry and inspection after being informed that he or she may refuse to consent to the entry and inspection.

Use of force prohibited

(6) The auditor shall not use force when conducting an audit or investigation.

Duty to co-operate

(7) The housing provider and its employees and agents shall co-operate in all respects with the auditor.

Restriction

(8) Nothing in subsection (7) requires a person to breach any privilege that he or she may have in law with respect to giving information, answering questions or producing documents and things.

Report must be given to housing provider

(9) Within 60 days after the completion of an audit or investigation, the service manager shall prepare a report of the results of the audit or investigation and shall give the housing provider a copy of the report, unless the report has, or circumstances identified in the report have, been referred to a law enforcement agency.

Report may be given to housing provider

(10) If the report has, or circumstances identified in the report have, been referred to a law enforcement agency, the service manager may give the housing provider a copy of all or part of the report if the service manager is satisfied that the housing provider will use it only for the purposes of the proper operation of the housing project.

ENFORCEMENT**Triggering events**

110. The following are triggering events for the purposes of this Part:

1. The housing provider contravenes this Act or the regulations.
2. The housing provider becomes bankrupt or insolvent, takes the benefit of any statute for bankrupt or insolvent debtors or makes any proposal,

Obligation du vérificateur

(3) Le vérificateur effectue la vérification ou l'enquête conformément au présent article et en donne un préavis au fournisseur de logements au plus tard à la date à laquelle il la commence.

Entrée

(4) Pour les besoins de la vérification ou de l'enquête, le vérificateur peut pénétrer dans l'ensemble domiciliaire et en faire l'inspection à toute heure raisonnable.

Restriction

(5) Malgré le paragraphe (4), le vérificateur ne peut pénétrer dans un logement de l'ensemble domiciliaire et en faire l'inspection que si un membre du ménage qui y réside y consent après avoir été informé de son droit de refuser son consentement.

Recours à la force interdit

(6) Le vérificateur ne doit pas recourir à la force lorsqu'il effectue une vérification ou une enquête.

Obligation de collaborer

(7) Le fournisseur de logements et ses employés et représentants collaborent à tous égards avec le vérificateur.

Restriction

(8) Le paragraphe (7) n'a pas pour effet d'obliger une personne à violer un privilège que lui accorde la loi pour ce qui est de donner des renseignements, de répondre à des questions ou de produire des documents et des choses.

Obligation de remettre le rapport au fournisseur de logements

(9) Dans les 60 jours qui suivent la date de clôture d'une vérification ou d'une enquête, le gestionnaire de services prépare un rapport sur ses résultats et, sauf si le rapport ou des situations qui y sont relevées ont été renvoyés à un organisme chargé de l'exécution de la loi, il en remet une copie au fournisseur de logements.

Option de remettre le rapport au fournisseur de logements

(10) Si le rapport ou des situations qui y sont relevées ont été renvoyés à un organisme chargé de l'exécution de la loi, le gestionnaire de services peut remettre une copie de tout ou partie du rapport au fournisseur de logements s'il est convaincu qu'il l'utilisera uniquement aux fins de la bonne exploitation de l'ensemble domiciliaire.

EXÉCUTION**Faits déclencheurs**

110. Les faits suivants sont des faits déclencheurs pour l'application de la présente partie :

1. Le fournisseur de logements contrevient à la présente loi ou aux règlements.
2. Le fournisseur de logements devient failli ou insolvable, se prévaut des lois visant les débiteurs faillis ou insolvable, ou encore fait une proposition ou une cession au profit de ses

assignment or arrangement with its creditors.

3. Steps are taken or proceedings are commenced by any person to dissolve, wind up or terminate the existence of the housing provider or to liquidate its assets.
4. The housing provider ceases or threatens to cease to carry on business in the normal course.
5. A trustee, receiver, receiver and manager or similar person is appointed with respect to the business or assets of the housing provider.
6. The housing provider makes a bulk sale, other than a bulk sale made under the *Bulk Sales Act* in conjunction with a transfer approved by the Minister.
7. Any assets of the housing provider are seized under execution or attachment.
8. The housing provider is unable to meet its obligations as they come due.
9. The housing provider incurs an expenditure that is material and excessive, having regard to the normal practices of similar housing providers.
10. The housing provider incurs an accumulated deficit that is material and excessive, having regard to the normal practices of similar housing providers.
11. The housing provider has failed to operate the housing project properly, having regard to the normal practices of similar housing providers.
12. In the case of a housing project on land in which the housing provider has a leasehold interest under a ground lease, the housing provider contravenes the ground lease.
13. In the case of a housing project comprising one or more buildings in which the housing provider has a leasehold interest under a lease, the housing provider contravenes the lease.

Remedies

111. (1) If a triggering event occurs, the service manager may exercise one or more of the following remedies and the remedy must be reasonable in the circumstances:

1. The service manager may discontinue or suspend the subsidy payments required to be made to the housing provider under section 97.
2. The service manager may reduce the amount of any subsidy payments required to be made to the housing provider under section 97.

créanciers ou conclut un arrangement avec eux.

3. Une personne prend des mesures ou introduit des instances en vue de dissoudre ou de liquider le fournisseur de logements, de mettre fin à son existence ou de liquider ses biens.
4. Le fournisseur de logements cesse d'exercer ses activités commerciales dans le cours normal ou menace de le faire.
5. Un fiduciaire, un séquestre, un administrateur-séquestre ou une personne semblable est nommé à l'égard des activités commerciales ou des biens du fournisseur de logements.
6. Le fournisseur de logements effectue une vente en bloc, autre qu'une vente en bloc au sens de la *Loi sur la vente en bloc*, parallèlement à un transfert approuvé par le ministre.
7. Les biens du fournisseur de logements font l'objet d'une saisie-exécution ou d'une saisie-arêt.
8. Le fournisseur de logements est incapable de respecter ses obligations à échéance.
9. Le fournisseur de logements engage une dépense qui est importante et excessive, compte tenu des pratiques normales des fournisseurs de logements semblables.
10. Le fournisseur de logements accumule un déficit qui est important et excessif, compte tenu des pratiques normales des fournisseurs de logements semblables.
11. Le fournisseur de logements n'a pas exploité l'ensemble domiciliaire convenablement, compte tenu des pratiques normales des fournisseurs de logements semblables.
12. Dans le cas d'un ensemble domiciliaire situé sur un bien-fonds sur lequel le fournisseur de logements a un intérêt à bail en vertu d'un bail foncier, le fournisseur de logements contrevient au bail.
13. Dans le cas d'un ensemble domiciliaire comprenant un ou plusieurs bâtiments sur lesquels le fournisseur de logements a un intérêt à bail en vertu d'un bail, le fournisseur de logements contrevient au bail.

Recours

111. (1) Lorsqu'un fait déclencheur se produit, le gestionnaire de services peut exercer un ou plusieurs des recours suivants, lesquels doivent être raisonnables dans les circonstances :

1. Il peut cesser ou suspendre le versement des subides que l'article 97 l'oblige à verser au fournisseur de logements.
2. Il peut diminuer le montant de tout subside que l'article 97 l'oblige à verser au fournisseur de logements.

3. The service manager may pay directly to a creditor of the housing provider all or part of a debt owing by the housing provider to the creditor and may reduce the amount of any subsidy payments required to be made to the housing provider under section 97 by the amount of the payment made to the creditor.
4. The service manager may perform any of the duties and exercise any of the powers of the housing provider under this Act.
5. The service manager may appoint a receiver or receiver and manager for a housing project operated by the housing provider.
6. The service manager may seek the appointment by the Superior Court of Justice of a receiver or receiver and manager for a housing project operated by the housing provider.
7. The service manager may remove some or all of the directors or the deemed directors of the housing provider, regardless of whether they were elected or appointed or became directors by virtue of their office.
8. The service manager may appoint one or more individuals as directors of the housing provider.
9. The service manager may exercise any other remedy that it has in law or in equity.

Waiver

(2) A delay by the service manager in exercising a remedy under this Part does not operate as a waiver of the service manager's right to exercise the remedy at a later time.

Same

(3) A waiver by a service manager of its right to exercise a remedy under this Part does not bind the service manager unless the waiver is in writing and signed by the service manager.

Same

(4) A waiver by a service manager of its right to exercise one remedy in respect of a triggering event does not operate as a waiver by the service manager of its right to exercise another remedy in respect of that triggering event.

Same

(5) A waiver by a service manager of its right to exercise a remedy in respect of a triggering event under one paragraph of section 110 does not operate as a waiver by the service manager of its right to exercise a remedy in respect of,

- (a) a triggering event under another paragraph of section 110;
- (b) a different triggering event under the same paragraph of section 110; or
- (c) the same triggering event, if it reoccurs at a later time.

3. Il peut payer directement à un créancier du fournisseur de logements la totalité ou une partie d'une somme que celui-ci lui doit et peut déduire la somme ainsi payée de tout subside que l'article 97 l'oblige à verser au fournisseur de logements.

4. Il peut exercer tout pouvoir et toute fonction que la présente loi attribue au fournisseur de logements.

5. Il peut nommer un séquestre ou un administrateur-séquestre pour un ensemble domiciliaire qu'exploite le fournisseur de logements.

6. Il peut demander à la Cour supérieure de justice de nommer un séquestre ou un administrateur-séquestre pour un ensemble domiciliaire qu'exploite le fournisseur de logements.

7. Il peut destituer la totalité ou une partie des administrateurs ou des administrateurs réputés tels du fournisseur de logements, qu'ils aient été élus ou nommés ou qu'ils occupent leur charge d'office.

8. Il peut nommer un ou plusieurs particuliers administrateurs du fournisseur de logements.

9. Il peut exercer tout autre recours dont il peut se prévaloir en droit ou en equity.

Renonciation

(2) Le retard que met le gestionnaire de services à exercer un recours permis par la présente partie ne constitue pas une renonciation à son droit de l'exercer ultérieurement.

Idem

(3) La renonciation, par le gestionnaire de services, à son droit d'exercer un recours permis par la présente partie ne le lie que si elle est établie par écrit et signée par lui.

Idem

(4) La renonciation, par le gestionnaire de services, à son droit d'exercer un recours permis par la présente partie à l'égard d'un fait déclencheur ne constitue pas une renonciation à son droit d'en exercer un autre à l'égard de ce fait.

Idem

(5) La renonciation, par le gestionnaire de services, à son droit d'exercer un recours à l'égard d'un fait déclencheur visé à l'une des dispositions de l'article 110 ne constitue pas une renonciation à son droit d'en exercer un à l'égard de ce qui suit :

- a) un fait déclencheur visé à une autre disposition de l'article 110;
- b) un fait déclencheur différent visé à la même disposition de l'article 110;
- c) le même fait déclencheur, s'il se reproduit ultérieurement.

Notice of exercise of remedy

112. (1) A service manager shall not exercise a remedy under section 111 as a result of a triggering event unless,

- (a) before exercising the remedy, the service manager gives the housing provider a written notice,
 - (i) specifying the particulars of the triggering event,
 - (ii) specifying the activities that the housing provider must carry out or refrain from carrying out or the course of action that the housing provider must take or refrain from taking in order to cure the situation that gave rise to the triggering event,
 - (iii) specifying the period within which the housing provider must comply with the notice, which may not be less than 60 days from the date the notice is given, and
 - (iv) if the notice provides for the submission of a plan by the housing provider, specifying the matters that must be addressed in the plan; and
- (b) the housing provider does not, within the period specified in the notice, comply with the notice or, if the notice provides for the submission of a plan by the housing provider, the plan submitted by the housing provider does not address the matters specified in the notice or the service manager is reasonably of the opinion that the plan is not acceptable.

Minister's consent, project in difficulty

(2) If the service manager is required by clause 17 (2) (a), (b) or (c) to give notice to the Minister that a housing project is in difficulty, the service manager shall not exercise any remedy against the housing provider for a triggering event respecting the housing project unless the service manager obtains the prior written consent of the Minister.

Exceptions

- (3) Subsections (1) and (2) do not apply if,
- (a) the triggering event is one described in paragraphs 2 to 8 of section 110;
 - (b) the triggering event is that the housing provider has sold, leased or otherwise disposed of or offered, listed, advertised or held out for sale, lease or other disposal, the housing project or any part of it, in a manner contrary to this Act;
 - (c) there is an emergency situation and complying with subsection (1) or (2), as the case may be, may materially worsen the situation; or
 - (d) a report of an audit or investigation of the hous-

Avis d'exercice d'un recours

112. (1) Le gestionnaire de services ne doit pas exercer un recours que l'article 111 lui permet d'exercer par suite d'un fait déclencheur, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) avant d'exercer le recours, le gestionnaire de services donne au fournisseur de logements un avis écrit qui précise ce qui suit :
 - (i) les détails du fait déclencheur,
 - (ii) les activités que le fournisseur de logements doit exercer ou s'abstenir d'exercer ou les mesures qu'il doit prendre ou s'abstenir de prendre afin de remédier à la situation qui a produit le fait déclencheur,
 - (iii) le délai dans lequel le fournisseur de logements doit se conformer à l'avis, qui doit être d'au moins 60 jours à partir de la date de sa remise,
 - (iv) si l'avis prévoit la présentation d'un plan par le fournisseur de logements, les questions dont celui-ci doit traiter;
- b) le fournisseur de logements ne se conforme pas à l'avis dans le délai qui y est précisé ou, si l'avis prévoit la présentation d'un plan par le fournisseur de logements, le plan qu'il présente ne traite pas des questions que précise l'avis ou le gestionnaire de services estime, en se fondant sur des motifs raisonnables, que le plan n'est pas acceptable.

Consentement du ministre : ensemble en difficulté

(2) Si l'alinéa 17 (2) a), b) ou c) l'oblige à aviser le ministre lorsqu'un ensemble domiciliaire connaît des difficultés, le gestionnaire de services ne doit pas, sans le consentement écrit préalable du ministre, exercer de recours contre le fournisseur de logements à l'égard d'un fait déclencheur se rapportant à l'ensemble.

Exceptions

- (3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas dans l'un ou l'autre des cas suivants :
- a) le fait déclencheur est l'un de ceux visés aux dispositions 2 à 8 de l'article 110;
 - b) le fait déclencheur est que le fournisseur de logements a disposé, notamment par vente ou location à bail, de tout ou partie de l'ensemble domiciliaire, ou l'a offert, inscrit, annoncé ou présenté en vue de sa disposition, d'une manière qui est contraire à la présente loi;
 - c) il existe une situation d'urgence que l'observation du paragraphe (1) ou (2), selon le cas, pourrait considérablement aggraver;
 - d) un rapport de la vérification ou de l'enquête

ing provider has been, or circumstances identified in such a report have been, referred to a law enforcement agency and the report or the circumstances relate to a triggering event.

Training requirement

(4) One of the requirements that the service manager may impose on the housing provider for the purposes of subclause (1) (a) (ii) is the requirement to ensure that a director, employee or agent of the housing provider or a person who has contracted with the housing provider to manage the housing project on behalf of the housing provider receives training in respect of prescribed matters.

Discontinuation or suspension of subsidy

113. A service manager shall not discontinue or suspend subsidy payments under paragraph 1 of subsection 111 (1) unless the service manager is of the opinion that,



- (a) the triggering event is material and substantial; and
- (b) the housing provider has not proceeded diligently to comply with the notice given by the service manager under clause 112 (1) (a).



Performance of duties, etc., by service manager

114. (1) If a service manager performs any of the duties or exercises any of the powers of a housing provider under paragraph 4 of subsection 111 (1), the housing provider shall, upon request, give the service manager all of the housing provider's records and information relevant to the performance of those duties or the exercise of those powers.

Expenses of service manager

(2) If a service manager performs any of the duties or exercises any of the powers of a housing provider under paragraph 4 of subsection 111 (1), the service manager may bill the housing provider for the expenses incurred by the service manager in performing those duties and exercising those powers.

Payment by housing provider

(3) A housing provider that is billed under subsection (2) shall pay the amount billed at the time specified by the service manager.

Collection of amount owing

(4) An amount billed to a housing provider under subsection (2) is a debt owing by the housing provider to the service manager and may be recovered by any remedy or procedure available to the service manager by law, including reducing the amount of any subsidy payments required to be made to the housing provider under section 97 by the amount billed.

effectuée au sujet du fournisseur de logements ou des situations qui y sont relevées ont été renvoyés à un organisme chargé de l'exécution de la loi et ce rapport ou ces situations se rapportent à un fait déclencheur.

Exigence en matière de formation

(4) Une des exigences que le gestionnaire de services peut imposer au fournisseur de logements pour l'application du sous-alinéa (1) a) (ii) est de veiller à ce qu'un administrateur, employé ou représentant du fournisseur de logements ou une personne avec laquelle ce dernier a conclu un contrat pour la gestion de l'ensemble domiciliaire en son nom reçoive une formation à l'égard des questions prescrites.

Cessation ou suspension des subsides

113. Le gestionnaire de services ne doit pas cesser ou suspendre le versement d'un subside en vertu de la disposition 1 du paragraphe 111 (1) sauf s'il est d'avis que :



- a) d'une part, le fait déclencheur est important et substantiel;
- b) d'autre part, le fournisseur de logements ne s'est pas conformé avec diligence à l'avis qu'il lui a donné en application de l'alinéa 112 (1) a).



Exercice de pouvoirs ou fonctions par le gestionnaire de services

114. (1) Si le gestionnaire de services exerce des pouvoirs ou des fonctions d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 4 du paragraphe 111 (1), ce dernier lui remet, sur demande, tous les documents et renseignements qui se rapportent à l'exercice de ces pouvoirs ou fonctions.

Dépenses du gestionnaire de services

(2) Le gestionnaire de services qui exerce des pouvoirs ou des fonctions d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 4 du paragraphe 111 (1) peut facturer au fournisseur de logements les dépenses qu'il engage dans l'exercice de ces pouvoirs et fonctions.

Paiement par le fournisseur de logements

(3) Le fournisseur de logements à qui des dépenses sont facturées en vertu du paragraphe (2) en acquitte le montant au moment que précise le gestionnaire de services.

Recouvrement de la créance

(4) La somme facturée à un fournisseur de logements en vertu du paragraphe (2) constitue une créance du gestionnaire de services et peut être recouvrée au moyen de tout recours ou de toute procédure dont ce dernier peut se prévaloir en droit, notamment en déduisant la somme facturée de tout subside que l'article 97 l'oblige à verser au fournisseur de logements.

Appointment, etc., of receiver

115. (1) A service manager shall not appoint a receiver or receiver and manager under paragraph 5 of subsection 111 (1) or seek the appointment of a receiver or receiver and manager under paragraph 6 of subsection 111 (1) unless,

- (a) a significant financial or other event has resulted in or, in the opinion of the service manager, is likely to result in the housing provider being unable to pay its debts as they become due;
- (b) the operation by the housing provider of the housing project has resulted in or, in the opinion of the service manager, is likely to result in,
 - (i) significant physical deterioration of the housing project or its contents, or
 - (ii) significant danger to the health or safety of the occupants of the housing project; or
- (c) in the opinion of the service manager, there is or is likely to be a misuse of the assets of the housing provider, including a misuse for personal gain by a director, employee, member or agent of the housing provider.

Powers of receiver

(2) A receiver or receiver and manager appointed under paragraph 5 of subsection 111 (1) has the prescribed powers, subject to the conditions and restrictions that are set out in the terms of the appointment.

Remuneration

(3) The remuneration of the receiver or receiver and manager appointed under that paragraph shall be determined by the agreement of the service manager and the receiver or receiver and manager and shall be paid out of the revenues of the housing provider.

Deemed agency

(4) The receiver or receiver and manager appointed under that paragraph shall be deemed to be the agent of the housing provider, and the service manager is not responsible for the acts or omissions of the receiver or receiver and manager.

Deemed ratification

(5) The housing provider shall be deemed to ratify and confirm whatever the receiver or receiver and manager appointed under that paragraph does in the course of the receivership, if it is done in accordance with this Act, the regulations and the terms of the appointment.

Deemed release

(6) The housing provider shall be deemed to release and discharge the service manager, the receiver or receiver and manager appointed under paragraph 5 of

Nomination d'un séquestre

115. (1) Le gestionnaire de services ne peut nommer un séquestre ou un administrateur-séquestre en vertu de la disposition 5 du paragraphe 111 (1) ou demander la nomination d'un séquestre ou d'un administrateur-séquestre en vertu de la disposition 6 du même paragraphe que dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) un fait important, de nature financière ou autre, a eu pour conséquence ou, de l'avis du gestionnaire de services, aura vraisemblablement pour conséquence de mettre le fournisseur de logements dans l'incapacité de payer ses dettes à échéance;
- b) l'exploitation de l'ensemble domiciliaire par le fournisseur de logements a entraîné ou, de l'avis du gestionnaire de services, entraînera vraisemblablement :
 - (i) soit une détérioration physique importante de l'ensemble ou de son contenu,
 - (ii) soit un danger important pour la santé ou la sécurité de ses occupants;
- c) le gestionnaire de services est d'avis qu'un administrateur, un employé, un membre ou un représentant du fournisseur de logements fait ou fera vraisemblablement un mauvais usage des biens de ce dernier, notamment à des fins de gain personnel.

Pouvoirs du séquestre

(2) Le séquestre ou l'administrateur-séquestre nommé en vertu de la disposition 5 du paragraphe 111 (1) est investi des pouvoirs prescrits, sous réserve des conditions et restrictions que précise l'acte de nomination.

Rémunération

(3) Le gestionnaire de services et le séquestre ou l'administrateur-séquestre nommé en vertu de la même disposition s'entendent sur la rémunération de ce dernier, qui est payée sur les revenus du fournisseur de logements.

Mandataire du fournisseur de logements

(4) Le séquestre ou l'administrateur-séquestre nommé en vertu de la même disposition est réputé le mandataire du fournisseur de logements. Le gestionnaire de services n'est pas responsable de ses actes ou omissions.

Ratification

(5) Le fournisseur de logements est réputé ratifier et confirmer tout ce que le séquestre ou l'administrateur-séquestre nommé en vertu de la même disposition fait dans l'exercice de ses fonctions, pourvu qu'il le fasse conformément à la présente loi, aux règlements et aux conditions de sa nomination.

Libération

(6) Le fournisseur de logements est réputé libérer le gestionnaire de services, le séquestre ou l'administrateur-séquestre nommé en vertu de la disposition 5 du

subsection 111 (1) and every person for whom either of them would be responsible, from every claim of any nature arising by reason of any act or omission on the part of any of them, other than the following claims:

1. A claim for an accounting of the money and other property received by the receiver or receiver and manager in the course of the receivership.
2. A claim that is the direct and proximate result of negligence, dishonesty or fraud by the receiver or receiver and manager or by another person for whom either of them would be responsible.

Change to appointment

(7) Subject to subsection (9), the service manager may change, extend or terminate the appointment of a receiver or receiver and manager appointed under paragraph 5 of subsection 111 (1) and may make a new appointment of the same person or a different person.

No powers for housing provider

(8) The housing provider does not have the powers listed in subsection (7).

Period of receivership

(9) The period of time for which a receiver or receiver and manager is appointed under paragraph 5 of subsection 111 (1) for a housing project shall not exceed one year, and the receivership terminates one year after the date of the appointment unless the Superior Court of Justice orders otherwise on the application of the service manager made before the expiry of the one-year period.

Replacement of directors

116. (1) A service manager shall not remove a director from the board of directors of a housing provider under paragraph 7 of subsection 111 (1) or appoint a director to the board of directors of a housing provider under paragraph 8 of subsection 111 (1) without the prior written consent of the Minister.

Rules for appointing directors

(2) The following rules apply to the exercise by a service manager of the remedy of appointing one or more directors to the board of directors of a housing provider under paragraph 8 of subsection 111 (1):

1. The service manager may appoint any number of directors, so long as the total number of directors of the housing provider after the appointment does not exceed the maximum number of directors permitted by the housing provider's articles, letters patent or supplementary letters patent within the meaning of the *Business Corporations Act*, the *Corporations Act* or the *Co-operative Corporations Act*.
2. The service manager shall not appoint a director

paragraphe 111 (1) et toute personne dont l'un ou l'autre serait responsable de toute demande de quelque nature que ce soit qui découle d'un acte ou d'une omission commis par l'un ou l'autre, à l'exception des demandes suivantes :

1. Une demande de comptabilisation des sommes d'argent et des autres biens que le séquestre ou l'administrateur-séquestre a reçus dans l'exercice de ses fonctions.
2. Une demande qui est une conséquence directe et prochaine d'une négligence, d'un acte malhonnête ou d'un acte frauduleux commis par le séquestre ou l'administrateur-séquestre ou par une autre personne dont il serait responsable.

Modification de la nomination

(7) Sous réserve du paragraphe (9), le gestionnaire de services peut modifier ou révoquer la nomination d'un séquestre ou d'un administrateur-séquestre nommé en vertu de la disposition 5 du paragraphe 111 (1) ou en prolonger la durée; il peut aussi renouveler son mandat ou en nommer un autre.

Pouvoirs non conférés au fournisseur de logements

(8) Le fournisseur de logements n'est pas investi des pouvoirs visés au paragraphe (7).

Durée du mandat

(9) La durée du mandat d'un séquestre ou d'un administrateur-séquestre nommé en vertu de la disposition 5 du paragraphe 111 (1) pour un ensemble domiciliaire ne doit pas dépasser un an. La mise sous séquestre se termine un an après la date de la nomination sauf si la Cour supérieure de justice ordonne autrement sur présentation d'une requête à cet effet par le gestionnaire de services avant l'expiration du délai d'un an.

Remplacement des administrateurs

116. (1) Le gestionnaire de services ne doit pas destituer un administrateur d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 7 du paragraphe 111 (1) ni nommer des administrateurs d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 8 du même paragraphe, sans le consentement écrit préalable du ministre.

Règles applicables aux nominations

(2) Les règles suivantes s'appliquent à l'exercice, par le gestionnaire de services, du recours qui consiste à nommer un ou plusieurs administrateurs d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 8 du paragraphe 111 (1) :

1. Le gestionnaire de services peut nommer n'importe quel nombre d'administrateurs, pourvu que le nombre total d'administrateurs du fournisseur de logements après la nomination ne dépasse pas le nombre maximal autorisé par ses statuts, ses lettres patentes ou ses lettres patentes supplémentaires, au sens de la *Loi sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les personnes morales* ou de la *Loi sur les sociétés coopératives*.
2. Le gestionnaire de services ne doit pas nommer

for a term exceeding three years.

3. The service manager may appoint an individual as a director and the individual may serve as a director, whether or not the individual is at the time of the appointment, and whether or not the individual becomes after the appointment, a shareholder or member of the housing provider, or a director, officer, shareholder or member of a corporate member of the housing provider. If the individual or a corporation of which he or she is an officer, director, shareholder or member ceases to be a shareholder or member of the housing provider, the individual does not cease to be a director.
4. The service manager may appoint an individual as a director and the individual may serve as a director, whether or not the individual meets, at the time of the appointment or after the appointment, the requirements for being a director contained in the housing provider's articles, letters patent or supplementary letters patent. If the individual ceases to meet the requirements for being a director, the individual does not cease to be a director.

No removal of director

(3) If a service manager appoints a director to the board of directors of a housing provider under paragraph 8 of subsection 111 (1), the shareholders or members of the housing provider have no authority to remove that director before the expiration of his or her term of office.

No increase or decrease of directors

(4) Neither the housing provider, nor its directors, nor its shareholders or members have the authority to increase or decrease the number, or the minimum or maximum number, of directors of the housing provider during the term of office of any director appointed by the service manager under paragraph 8 of subsection 111 (1).

Indemnity

(5) A service manager who appoints a director to the board of directors of a housing provider under paragraph 8 of subsection 111 (1) may indemnify the director and his or her heirs and legal representatives against any liability sustained by him or her, and any costs, charges and expenses reasonably incurred by him or her, in respect of any civil, criminal or administrative action or proceeding to which he or she is made a party by reason of being or having been a director of the housing provider, including an amount paid to settle the action or proceeding or to satisfy the judgment,

- (a) if he or she acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the housing provider; and

un administrateur pour un mandat de plus de trois ans.

3. Le gestionnaire de services peut nommer un particulier administrateur, lequel peut agir à ce titre, qu'il soit ou non au moment de sa nomination, ou qu'il le devienne ou non par la suite, actionnaire ou membre du fournisseur de logements, ou administrateur, dirigeant, actionnaire ou membre d'une personne morale membre du fournisseur de logements. Le particulier ne cesse pas d'être administrateur même si lui-même ou la personne morale dont il est administrateur, dirigeant, actionnaire ou membre cesse d'être actionnaire ou membre du fournisseur de logements.
4. Le gestionnaire de services peut nommer un particulier administrateur, lequel peut agir à ce titre, qu'il remplisse ou non, au moment de sa nomination ou par la suite, les conditions d'admissibilité énoncées dans les statuts, les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires du fournisseur de logements. Le particulier ne cesse pas d'être administrateur même s'il cesse de remplir les conditions d'admissibilité.

Aucune destitution

(3) Si le gestionnaire de services nomme un administrateur d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 8 du paragraphe 111 (1), les actionnaires ou membres du fournisseur de logements n'ont pas le pouvoir de le destituer avant la fin de son mandat.

Aucune augmentation ou diminution du nombre d'administrateurs

(4) Ni le fournisseur de logements, ni ses administrateurs, actionnaires ou membres n'ont le pouvoir d'augmenter ou de diminuer le nombre effectif, minimal ou maximal de ses administrateurs pendant le mandat d'un administrateur nommé par le gestionnaire de services en vertu de la disposition 8 du paragraphe 111 (1).

Indemnisation

(5) Le gestionnaire de services qui nomme un administrateur d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 8 du paragraphe 111 (1) peut dégager l'administrateur et ses héritiers et représentants successoraux de toute responsabilité encourue par lui et les indemniser de tous les frais raisonnables, y compris les sommes versées en règlement d'une action ou d'une instance ou pour exécuter un jugement, entraînés par une action ou instance civile, pénale ou administrative à laquelle il est partie à titre d'administrateur ou d'administrateur du fournisseur de logements, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) l'administrateur a agi avec intégrité et de bonne foi, au mieux des intérêts du fournisseur de logements;

- (b) if, in the case of a criminal or administrative action or proceeding that is enforced by a monetary penalty, he or she had reasonable grounds for believing that his or her conduct was lawful.

Conflict

(6) This section, paragraphs 7 and 8 of subsection 111 (1), and any other provisions of this Act relating to the exercise by a service manager of the remedy of removing a director from, or appointing a director to, the board of directors of a housing provider apply despite any provisions to the contrary in the *Business Corporations Act*, the *Corporations Act*, the *Co-operative Corporations Act*, the regulations made under those Acts, the articles, letters patent, supplementary letters patent or by-laws of the housing provider, the resolutions of the directors or shareholders of the housing provider, or an agreement among the shareholders or members of the housing provider.

PART VII PAYMENT OF PROVINCIAL AND LOCAL HOUSING COSTS

PROVINCIAL HOUSING COSTS

Provincial housing costs

117. (1) For the purposes of this Act, provincial housing costs for a period are the amount determined by the Minister to be the total of the costs incurred or to be incurred by the Minister in respect of that period to administer and pay expenses relating to prescribed housing programs excluding such costs as may be prescribed.

Exclusions

(2) The Minister may, in his or her discretion, make payments to a person in relation to transferred housing programs or transferred housing projects and those payments are not included in the provincial housing costs.

Amount

(3) The amount of the provincial housing costs for a prescribed billing period is to be determined in accordance with the regulations, and may include estimates of costs still to be incurred in respect of the billing period.

Same

(4) If the amount of the provincial housing costs includes an estimate of costs still to be incurred, the amount may be recalculated in accordance with section 119.

Recoverable amount

118. (1) The Minister shall determine, in accordance with the regulations, the amount to be recovered by the Crown in right of Ontario under this Act in respect of

- (b) dans le cas d'une action ou d'une instance pénale ou administrative aboutissant au paiement d'une amende, l'administrateur avait des motifs raisonnables de croire que sa conduite était conforme à la loi.

Incompatibilité

(6) Le présent article, les dispositions 7 et 8 du paragraphe 111 (1) et toute autre disposition de la présente loi se rapportant à l'exercice, par le gestionnaire de services, du recours qui consiste à destituer ou à nommer un administrateur d'un fournisseur de logements s'appliquent malgré les dispositions à l'effet contraire de la *Loi sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les personnes morales* et de la *Loi sur les sociétés coopératives*, de leurs règlements d'application, des statuts, lettres patentes, lettres patentes supplémentaires ou règlements administratifs du fournisseur de logements, des résolutions adoptées par ses administrateurs ou ses actionnaires, ou d'un accord conclu entre ses actionnaires ou ses membres.

PARTIE VII PAIEMENT DES COÛTS DU LOGEMENT ENGAGÉS PAR LA PROVINCE OU PAR LES GESTIONNAIRES DE SERVICES

COÛTS DU LOGEMENT ENGAGÉS PAR LA PROVINCE

Coûts du logement engagés par la province

117. (1) Pour l'application de la présente loi, les coûts du logement engagés par la province pendant une période donnée représentent la somme calculée par le ministre comme étant le total des coûts engagés ou à engager par lui à l'égard de cette période pour administrer et payer les dépenses afférentes aux programmes de logement prescrits, à l'exclusion des coûts prescrits.

Exclusions

(2) Le ministre peut, à sa discrétion, verser des sommes à une personne à l'égard de programmes de logements transférés ou d'ensembles domiciliaires transférés. Ces sommes sont exclues des coûts du logement engagés par la province.

Calcul des coûts

(3) Les coûts du logement engagés par la province pour une période de facturation prescrite sont calculés conformément aux règlements et peuvent comprendre des estimations des coûts à engager pendant la période de facturation.

Idem

(4) S'ils comprennent des estimations de coûts à engager, les coûts du logement engagés par la province peuvent être calculés de nouveau conformément à l'article 119.

Coûts recouvrables

118. (1) Le ministre calcule, conformément aux règlements, la somme à recouvrer par la Couronne du chef de l'Ontario en application de la présente loi à

the provincial housing costs for a prescribed billing period.

Allocation

(2) The Minister shall allocate the amount determined under subsection (1) among the service managers in accordance with the regulations.

Notice

(3) The Minister shall give each service manager a written notice setting out the amount allocated to the service manager for the billing period, the date by which the service manager is required to pay the allocated amount and such other information as may be prescribed.

When notice to be given

(4) The notice must be given on or before the date the allocated amount is payable.

Payment

(5) The service manager shall pay the allocated amount to the Minister of Finance in accordance with the notice.

Recalculation of provincial housing costs

119. (1) If the amount of the provincial housing costs for a prescribed billing period as determined under section 117 includes an estimate of costs still to be incurred, the Minister shall recalculate the amount when the actual costs become known and shall make the necessary adjustment in the amount payable by each service manager.

Change in allocations

(2) If the Minister is of the opinion that an adjustment is required to a determination under section 117 or to an allocation to a service manager under section 118, or to both, the Minister may review the matter and make the necessary adjustment in the amount payable by one or more service managers.

Determination final

(3) Subject to subsections (1) and (2), the Minister's determination and allocation are final.

Notice of adjustment

(4) If the Minister makes an adjustment under subsection (1) or (2) in an amount payable by a service manager, the Minister shall give the service manager a written notice of the adjustment, and subsections 118 (3) and (4) apply to this notice with necessary modifications.

Refund or credit

(5) If an amount allocated to a service manager is reduced as a result of an adjustment under subsection (1) or (2), the Minister of Finance shall,

- (a) pay the difference to the service manager; or
- (b) subtract the difference from the amount allocated

l'égard des coûts du logement engagés par la province pendant une période de facturation prescrite.

Répartition

(2) Le ministre répartit entre les gestionnaires de services, conformément aux règlements, la somme calculée en application du paragraphe (1).

Avis

(3) Le ministre donne à chaque gestionnaire de services un avis écrit précisant la somme qui lui est attribuée pour la période de facturation, la date à laquelle la somme est payable et tout autre renseignement prescrit.

Délai

(4) L'avis est donné au plus tard à la date à laquelle la somme attribuée est payable.

Versement

(5) Le gestionnaire de services verse la somme qui lui est attribuée au ministre des Finances conformément à l'avis.

Nouveau calcul des coûts du logement engagés par la province

119. (1) Si les coûts du logement engagés par la province pour une période de facturation prescrite, calculés en application de l'article 117, comprennent des estimations de coûts à engager, le ministre procède à un nouveau calcul lorsque les coûts réels sont connus et rajuste en conséquence la somme payable par chaque gestionnaire de services.

Modification des calculs

(2) S'il est d'avis qu'un rajustement s'impose à l'égard d'un calcul effectué en application de l'article 117 ou de la somme attribuée à un gestionnaire de services en application de l'article 118, ou à l'égard des deux, le ministre peut réexaminer la question et rajuster en conséquence la somme payable par un ou plusieurs gestionnaires de services.

Calcul et attribution définitifs

(3) Sous réserve des paragraphes (1) et (2), le calcul et l'attribution qu'effectue le ministre sont définitifs.

Avis de rajustement

(4) S'il rajuste, en application du paragraphe (1) ou (2), la somme payable par un gestionnaire de services, le ministre donne à ce dernier un avis écrit du rajustement, et les paragraphes 118 (3) et (4) s'appliquent à l'avis, avec les adaptations nécessaires.

Remboursement ou crédit

(5) Si un rajustement effectué en application du paragraphe (1) ou (2) a pour effet de réduire la somme attribuée à un gestionnaire de services, le ministre des Finances :

- a) soit rembourse la différence au gestionnaire de services;
- b) soit déduit la différence de la somme attribuée au

to the service manager for the next prescribed billing period.

Additional payment by service manager

(6) If an amount allocated to a service manager is increased as a result of an adjustment under subsection (1) or (2), the service manager shall pay the difference to the Minister of Finance in accordance with the notice.

Interest and penalties

120. If a service manager does not pay the Minister of Finance the amount payable under a notice given under section 118 or 119, the Crown in right of Ontario may charge the service manager interest and penalties in accordance with the regulations.

Collection of amounts owing

121. (1) An amount allocated to a service manager is a debt of the service manager owing to the Crown in right of Ontario on and after the due date set out in the notice, and the debt together with any interest or penalty that is charged by the Crown under this Act may be recovered by any remedy or procedure available to the Crown by law.

Same

(2) The Minister of Finance may set off against amounts owing to the service manager under a housing program any amount payable by the service manager to the Minister of Finance.

SERVICE MANAGER'S HOUSING COSTS

Service manager's housing costs

122. (1) A service manager's housing costs for a period are the sum of,

- (a) the total of the costs incurred or to be incurred by the service manager in respect of that period in funding and administering, in accordance with this Act and the regulations, the service manager's transferred housing programs as they relate to its transferred housing projects; and
- (b) the portion of provincial housing costs that the Minister allocated to the service manager under subsection 118 (2) for that period.

Exclusions

(2) A service manager's housing costs do not include such amounts as may be prescribed.

Calculation by service manager

123. (1) A service manager shall calculate the amount of its housing costs and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Billing periods

(2) A municipal service manager may set its own

gestionnaire de services pour la période de facturation prescrite suivante.

Somme majorée

(6) Si un rajustement effectué en application du paragraphe (1) ou (2) a pour effet de majorer la somme attribuée à un gestionnaire de services, ce dernier verse la différence au ministre des Finances conformément à l'avis.

Intérêts et pénalités

120. Si un gestionnaire de services ne verse pas au ministre des Finances la somme qu'il doit payer selon un avis donné en application de l'article 118 ou 119, la Couronne du chef de l'Ontario peut lui imposer des intérêts et des pénalités conformément aux règlements.

Recouvrement des créances

121. (1) La somme attribuée à un gestionnaire de services constitue une créance de la Couronne du chef de l'Ontario à compter de la date d'exigibilité que précise l'avis. Cette créance, majorée des intérêts ou des pénalités imposés, le cas échéant, par la Couronne en vertu de la présente loi, peut être recouvrée au moyen de tout recours ou de toute procédure dont cette dernière peut se prévaloir en droit.

Idem

(2) Le ministre des Finances peut compenser les sommes exigibles du gestionnaire de services par les créances qu'il a envers lui dans le cadre d'un programme de logement.

COÛTS DU LOGEMENT ENGAGÉS PAR LES GESTIONNAIRES DE SERVICES

Coûts du logement engagés par les gestionnaires de services

122. (1) Les coûts du logement engagés par un gestionnaire de services pendant une période donnée représentent la somme de ce qui suit :

- a) le total des coûts engagés ou à engager par le gestionnaire de services à l'égard de cette période pour le financement et l'administration, conformément à la présente loi et aux règlements, de ses programmes de logement transférés en ce qui concerne ses ensembles domiciliaires transférés;
- b) la partie des coûts du logement engagés par la province que le ministre a attribuée au gestionnaire de services en application du paragraphe 118 (2) pour cette période.

Exclusions

(2) Les coûts prescrits ne font pas partie des coûts du logement engagés par le gestionnaire de services.

Calcul effectué par le gestionnaire de services

123. (1) Le gestionnaire de services calcule ses coûts du logement conformément aux exigences prescrites.

Périodes de facturation

(2) La municipalité gestionnaire de services peut

billing periods for billing independent municipalities in its service area, and a dssab service manager may do so for billing municipalities in its service area.

Estimates of future costs

(3) A service manager may include in the amount referred to in subsection (1) estimates of costs still to be incurred in respect of the billing period; in that case, section 126 applies.

Apportionment by municipal service manager

124. (1) A municipal service manager that has one or more independent municipalities in its service area shall apportion the amount of its housing costs calculated under subsection 123 (1) among itself and the independent municipalities in accordance with the regulations.

Notice to municipalities

(2) A municipal service manager shall give each of the independent municipalities a written notice for each billing period setting out,

- (a) the amount apportioned to the municipality for the billing period;
- (b) the date the amount is payable; and
- (c) such other information as may be prescribed.

Same

(3) The notice must be given on or before the date the amount is payable.

Payment

(4) Each independent municipality shall pay the amount set out in the notice to the municipal service manager in accordance with the notice.

Apportionment by dssab service manager

125. (1) A dssab service manager shall apportion the amount of its housing costs calculated under subsection 123 (1) between the municipalities within its service area and the territory without municipal organization in its service area and shall do so in accordance with the regulations.

Same

(2) After making the apportionment required by subsection (1) to the municipalities as a group, the dssab service manager shall further apportion the group apportionment among the municipalities and shall do so in accordance with the regulations.

Payment

(3) Each municipality shall pay the amount apportioned to it under subsection (2) to the dssab service manager on demand.



Same

(4) The Minister shall pay to the dssab service manager, in accordance with the regulations,

fixer ses propres périodes de facturation aux fins de la facturation des municipalités indépendantes situées dans son aire de service, et le conseil gestionnaire de services peut faire de même aux fins de la facturation des municipalités situées dans son aire de service.

Estimation des coûts futurs

(3) Le gestionnaire de services peut inclure dans la somme visée au paragraphe (1) des estimations des coûts à engager à l'égard de la période de facturation, auquel cas l'article 126 s'applique.

Répartition des coûts du logement

124. (1) La municipalité gestionnaire de services dont l'aire de service compte une ou plusieurs municipalités indépendantes répartit ses coûts du logement, calculés en application du paragraphe 123 (1), entre elle-même et les municipalités indépendantes, conformément aux règlements.

Notification aux municipalités

(2) Pour chaque période de facturation, la municipalité gestionnaire de services donne à chaque municipalité indépendante un avis écrit précisant ce qui suit :

- a) la somme qui lui est attribuée pour la période de facturation;
- b) la date à laquelle la somme est payable;
- c) tout autre renseignement prescrit.

Idem

(3) L'avis est donné au plus tard à la date à laquelle la somme est payable.

Versement

(4) Chaque municipalité indépendante verse la somme que précise l'avis à la municipalité gestionnaire de services conformément à celui-ci.

Répartition par le conseil gestionnaire de services

125. (1) Le conseil gestionnaire de services répartit ses coûts du logement, calculés en application du paragraphe 123 (1), entre les municipalités et le territoire non érigé en municipalité situé dans son aire de service, conformément aux règlements.

Idem

(2) Après avoir procédé à la première répartition exigée par le paragraphe (1), le conseil gestionnaire de services répartit entre les différentes municipalités, conformément aux règlements, la somme attribuée à l'ensemble des municipalités.

Versement

(3) Chaque municipalité verse au conseil gestionnaire de services, sur demande, la somme qui lui est attribuée en application du paragraphe (2).



Idem

(4) Le ministre verse ce qui suit au conseil gestionnaire de services, conformément aux règlements :


- (a) the amount apportioned to the territory without municipal organization under subsection (1); and
- (b) the amounts prescribed for the purposes of subsection 122 (2) that are incurred or to be incurred by the dssab service manager in respect of housing programs prescribed for the purposes of subsection 117 (1) with respect to a municipality that is deemed to be territory without municipal organization under a regulation made under subsection (6).

Same

(4.1) If an amount paid under subsection (4) includes estimates of costs still to be incurred,

- (a) the dssab service manager shall pay to the Minister, in accordance with the regulations, the amount by which the estimates of costs still to be incurred exceed the actual costs; and
- (b) the Minister shall pay to the dssab service manager, in accordance with the regulations, the amount by which the estimates of costs still to be incurred are less than the actual costs.

Recovery of amount

(5) The amount apportioned to the territory without municipal organization under subsection (1) may be recovered by the Crown from persons living in the territory, except those living in a municipality deemed to be territory without municipal organization under a regulation made under subsection (6), in the same manner as taxes imposed on property under the *Provincial Land Tax Act*. 

Deeming

(6) A regulation may specify that a municipality shall be deemed to be territory without municipal organization for the purposes of this section.

Recalculation of housing costs

126. (1) If an amount determined under subsection 123 (1) includes estimates of costs still to be incurred, the service manager shall recalculate the amount when the actual costs become known and shall make the necessary adjustment in the amount payable by the affected municipalities.

Other adjustments

(2) If a service manager is of the opinion that an adjustment is required to a determination under section 123 or to an apportionment under section 124 or 125, as the case may be, or to both, the service manager may review the matter and make the necessary adjustment in the amount payable by the affected municipalities.

Determination final

(3) Subject to subsections (1) and (2), the service manager's determination and apportionment are final.


- a) la somme attribuée au territoire non érigé en municipalité en application du paragraphe (1);
- b) les sommes prescrites pour l'application du paragraphe 122 (2) qui sont engagées ou à engager par le conseil gestionnaire de services à l'égard des programmes de logement prescrits pour l'application du paragraphe 117 (1) en ce qui concerne une municipalité qui est réputée faire partie du territoire non érigé en municipalité comme le précise un règlement pris en application du paragraphe (6).

Idem

(4.1) Si une somme versée en application du paragraphe (4) comprend des estimations de coûts à engager :

- a) d'une part, le conseil gestionnaire de services verse au ministre, conformément aux règlements, l'excédent des coûts à engager estimés sur les coûts réels;
- b) d'autre part, le ministre verse au conseil gestionnaire de services, conformément aux règlements, l'excédent des coûts réels sur les coûts à engager estimés.

Recouvrement

(5) La Couronne peut recouvrer la somme attribuée au territoire non érigé en municipalité en application du paragraphe (1) des personnes qui résident dans ce territoire, sauf celles qui résident dans une municipalité qui est réputée en faire partie comme le précise un règlement pris en application du paragraphe (6), de la même manière que les impôts prélevés sur les biens en application de la *Loi sur l'impôt foncier provincial*. 

Assimilation

(6) Les règlements peuvent préciser qu'une municipalité est réputée faire partie du territoire non érigé en municipalité pour l'application du présent article.

Nouveau calcul des coûts du logement

126. (1) Si la somme calculée en application du paragraphe 123 (1) comprend des estimations de coûts à engager, le gestionnaire de services procède à un nouveau calcul lorsque les coûts réels sont connus et rajuste en conséquence la somme payable par les municipalités visées.

Autres rajustements

(2) S'il est d'avis qu'un rajustement s'impose à l'égard d'un calcul effectué en application de l'article 123 ou d'une attribution effectuée en application de l'article 124 ou 125, selon le cas, ou à l'égard des deux, le gestionnaire de services peut réexaminer la question et rajuster en conséquence la somme payable par les municipalités visées.

Calcul et attribution définitifs

(3) Sous réserve des paragraphes (1) et (2), le calcul et l'attribution qu'effectue le gestionnaire de services sont définitifs.

Notice of adjustment

(4) A service manager that makes an adjustment under subsection (1) or (2) shall give the affected municipality notice of the adjustment.

Refund or credit

(5) If an amount apportioned to a municipality is reduced as a result of an adjustment under subsection (1) or (2), the service manager shall,

- (a) pay the difference to the municipality; or
- (b) subtract the difference from the amount apportioned to the municipality for the next billing period or, if the service manager is a dssab service manager, from a future amount apportioned to the municipality as determined by the service manager.

Additional payment

(6) If an amount apportioned to a municipality is increased as a result of an adjustment under subsection (1) or (2), the municipality shall pay the difference to the service manager in accordance with the notice.

Interest and penalties

127. (1) If an independent municipality does not pay a municipal service manager the amount payable under a notice given under section 124 or 126, the service manager may charge the municipality interest and penalties in accordance with the regulations.

Same

(2) If a municipality within a dssab service manager's service area does not pay the service manager the amount payable under section 125 or 126, the service manager may charge the municipality interest and penalties in accordance with the regulations.

Collection of amounts owing

128. (1) An amount apportioned to a municipality is a debt of the municipality owing to the service manager, and the debt together with any interest or penalty that is charged by the service manager under this Act may be recovered by any remedy or procedure available to the service manager by law.

Same

(2) The service manager may set off against amounts owing to the municipality by the service manager any amount payable by the municipality to the service manager.

DISTRIBUTION OF FEDERAL FUNDING**Payment to service managers**

129. (1) Each year, the Minister shall pay to each service manager the amount of federal funding for the year that the Minister determines, and shall make the payment in equal instalments that are due on January 1, April 1, July 1 and October 1.

Avis de rajustement

(4) Le gestionnaire de services qui effectue un rajustement en application du paragraphe (1) ou (2) en avise la municipalité visée.

Remboursement ou crédit

(5) Si un rajustement effectué en application du paragraphe (1) ou (2) a pour effet de réduire la somme attribuée à une municipalité, le gestionnaire de services :

- a) soit rembourse la différence à la municipalité;
- b) soit déduit la différence de la somme attribuée à la municipalité pour la période de facturation suivante ou, s'il s'agit d'un conseil gestionnaire de services, d'une somme attribuée plus tard à la municipalité, telle qu'elle est calculée par le gestionnaire de services.

Somme majorée

(6) Si un rajustement effectué en application du paragraphe (1) ou (2) a pour effet de majorer la somme attribuée à une municipalité, cette dernière verse la différence au gestionnaire de services conformément à l'avis.

Intérêts et pénalités

127. (1) Si une municipalité indépendante ne lui verse pas la somme qu'elle doit payer selon un avis donné en application de l'article 124 ou 126, la municipalité gestionnaire de services peut lui imposer des intérêts et des pénalités conformément aux règlements.

Idem

(2) Si une municipalité située dans son aire de service ne lui verse pas la somme qu'elle lui doit en application de l'article 125 ou 126, le conseil gestionnaire de services peut lui imposer des intérêts et des pénalités conformément aux règlements.

Recouvrement des créances

128. (1) La somme attribuée à une municipalité constitue une créance du gestionnaire de services. Cette créance, majorée des intérêts ou des pénalités imposés, le cas échéant, par le gestionnaire de services en vertu de la présente loi, peut être recouvrée au moyen de tout recours ou de toute procédure dont ce dernier peut se prévaloir en droit.

Idem

(2) Le gestionnaire de services peut compenser les sommes exigibles de la municipalité par les créances qu'il a envers elle.

DISTRIBUTION DES SUBVENTIONS FÉDÉRALES**Versement aux gestionnaires de services**

129. (1) Le ministre verse à chaque gestionnaire de services, en versements égaux échéant le 1^{er} janvier, le 1^{er} avril, le 1^{er} juillet et le 1^{er} octobre de l'exercice, la portion de la subvention fédérale qu'il décide.

Public notice

(2) The Minister shall publish a notice setting out the amount of federal funding payable to each service manager in *The Ontario Gazette*.

Use of funds

(3) The service manager is permitted to use the federal funds to defray the costs described in subsection (4) that are incurred by the service manager with respect to the housing programs prescribed for the purposes of this section and is not permitted to use those funds for any other purpose.

Same

(4) For the purposes of subsection (3), the permitted costs are those incurred in respect of residential accommodation and facilities, common areas and services used directly with the residential accommodation, but they do not include costs incurred in respect of non-residential uses such as commercial or institutional uses, social or recreational services and services or facilities related to mental or physical health care, education, corrections, food services, social support or public recreation.

Payments for GTA

(5) Despite subsection (1), the Minister shall pay any amount of federal funding allocated under this section to GTA service managers in accordance with section 131.

**Use by Minister of federal funds**

(6) The Minister may use some or all of the amount of federal funding allocated to a service manager for a year to pay amounts owing in that year,

- (a) by the Ontario Housing Corporation to the Crown in right of Ontario in respect of a housing project developed under the *National Housing Act* (Canada) that is located within the service area of the service manager; or
- (b) by the Ontario Housing Corporation to the Canada Mortgage and Housing Corporation under a debenture issued by the Ontario Housing Corporation in favour of the Canada Mortgage and Housing Corporation to secure the capital funding advanced by the Canada Mortgage and Housing Corporation for a housing project developed under the *National Housing Act* (Canada) that is located within the service area of the service manager.

**Reduction**

(7) The amount payable to a service manager under subsection (1) is reduced by any amount paid by the Minister under subsection (6) or (9).

Avis public

(2) Le ministre publie dans la *Gazette de l'Ontario* un avis précisant la portion de la subvention fédérale qui est payable à chaque gestionnaire de services.

Affectation des sommes

(3) Le gestionnaire de services est autorisé à affecter sa portion de la subvention fédérale aux coûts visés au paragraphe (4) qu'il engage à l'égard des programmes de logement prescrits pour l'application du présent article, mais il ne peut l'affecter à aucune autre fin.

Idem

(4) Pour l'application du paragraphe (3), les coûts autorisés sont ceux qui sont engagés à l'égard de locaux d'habitation et d'installations, d'aires communes et de services utilisés directement avec ceux-ci. Sont toutefois exclus les coûts engagés à l'égard des utilisations non résidentielles, par exemple les utilisations commerciales ou institutionnelles, les services sociaux ou récréatifs et les services ou installations liés aux soins de santé physique ou mentale, à l'enseignement, aux services correctionnels, aux services d'alimentation, au soutien social ou aux loisirs publics.

Versements pour le GT

(5) Malgré le paragraphe (1), le ministre verse aux gestionnaires de services du GT, conformément à l'article 131, la portion de la subvention fédérale qui leur est attribuée, le cas échéant, en application du présent article.

**Affectation des subventions fédérales par le ministre**

(6) Le ministre peut affecter tout ou partie de la portion de la subvention fédérale qui est attribuée à un gestionnaire de services pour une année au paiement d'une somme due pendant l'année :

- a) soit par la Société de logement de l'Ontario à la Couronne du chef de l'Ontario à l'égard d'un ensemble domiciliaire aménagé sous le régime de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada) et situé dans l'aire de service du gestionnaire de services;
- b) soit par la Société de logement de l'Ontario à la Société canadienne d'hypothèques et de logement au titre d'une débenture qu'elle a émise en faveur de cette dernière société pour garantir les fonds pour immobilisations avancés par la même société à l'égard d'un ensemble domiciliaire aménagé sous le régime de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada) et situé dans l'aire de service du gestionnaire de services.

**Réduction de la subvention**

(7) La somme payable à un gestionnaire de services en application du paragraphe (1) est réduite de toute somme versée par le ministre en vertu du paragraphe (6) ou (9).

Notice by Minister

(8) The Minister shall give written notice to the service manager of any payment made by the Minister under subsection (6) or (9) and shall do so no later than 30 days after the payment is made.

Transition

(9) The Minister may, at any time before payment is due to a service manager, pay to a local housing corporation in which the service manager is a shareholder all or part of the amount otherwise payable to the service manager under subsection (1) that is due on January 1, 2001, April 1, 2001 or July 1, 2001.

SPECIAL RULES FOR THE GREATER TORONTO AREA

Definition


130. In sections 131 to 133,

“GTA service manager” means the City of Toronto or the regional municipality of Durham, Halton, Peel or York.

GTA equalization

131. (1) The rules governing the amount of housing costs payable by GTA service managers are the rules set out in this section.

Application of certain provisions

(2) Sections 117 to 122 and subsection 123 (1) apply in respect of GTA service managers. 

Notice to Minister

(3) A GTA service manager shall give the Minister a written notice setting out the amount of the GTA service manager's housing costs for each billing period specified by the Minister, and the notice must contain such information as the Minister may require.

Estimates of future costs

(4) The GTA service manager may include in the amount referred to in subsection (3) estimates of costs still to be incurred in respect of the billing period; in that case, section 126 applies.

Reallocation

(5) The Minister shall, in accordance with the regulations,

- (a) reallocate among the GTA service managers the sum of the housing costs of all GTA service managers as determined by each of them for the billing period;
- (b) determine, for each GTA service manager, how much of the amount reallocated to it under clause (a) the service manager is required to pay to the Minister of Finance; and
- (c) determine, for each GTA service manager, how

Avis donné par le ministre

(8) Le ministre donne au gestionnaire de services un avis écrit de tout versement qu'il fait en vertu du paragraphe (6) ou (9), dans les 30 jours qui suivent le versement.

Disposition transitoire

(9) Le ministre peut, à n'importe quel moment avant l'échéance d'un versement qu'il est tenu de faire à un gestionnaire de services en application du paragraphe (1), verser à une société locale de logement dans laquelle le gestionnaire de services détient des actions une partie ou la totalité du versement échéant le 1^{er} janvier 2001, le 1^{er} avril 2001 ou le 1^{er} juillet 2001.

RÈGLES PARTICULIÈRES APPLICABLES AU GRAND TORONTO

Définition


130. La définition qui suit s'applique aux articles 131 à 133.

«gestionnaire de services du GT» La cité de Toronto ou la municipalité régionale de Durham, de Halton, de Peel ou de York.

Péréquation dans le cas du GT

131. (1) Les règles régissant les coûts du logement payables par les gestionnaires de services du GT sont celles énoncées au présent article.

Application de certaines dispositions

(2) Les articles 117 à 122 et le paragraphe 123 (1) s'appliquent à l'égard des gestionnaires de services du GT. 

Notification au ministre

(3) Les gestionnaires de services du GT donnent au ministre un avis écrit précisant leurs coûts du logement pour chaque période de facturation qu'il précise et contenant les renseignements qu'il exige.

Estimation des coûts futurs

(4) Les gestionnaires de services du GT peuvent inclure dans la somme visée au paragraphe (3) des estimations des coûts à engager à l'égard de la période de facturation, auquel cas l'article 126 s'applique.

Nouvelle répartition

(5) Le ministre fait ce qui suit conformément aux règlements :

- a) il répartit de nouveau entre les gestionnaires de services du GT l'ensemble des coûts du logement engagés par chacun d'eux selon leurs calculs pour la période de facturation;
- b) il calcule, pour chaque gestionnaire de services du GT, la partie de la somme qui lui a été attribuée de nouveau en application de l'alinéa a) qu'il doit verser au ministre des Finances;
- c) il calcule, pour chaque gestionnaire de services

much of the amount reallocated to it under clause (a) the service manager is required to pay to one or more of the other GTA service managers.

Notice to service manager

(6) The Minister shall give each GTA service manager a written notice setting out,

- (a) the amount allocated to each GTA service manager under clause (5) (a);
- (b) the amount each GTA service manager must pay to the Minister, as determined under clause (5) (b);
- (c) the amount each GTA service manager must pay to the other GTA service managers, as determined under clause (5) (c);
- (d) the dates on which the amounts referred to in clauses (b) and (c) are payable; and
- (e) such other information as the Minister considers appropriate.

When notice to be given

(7) The notice under subsection (6) shall be given on or before the earliest of the dates on which the amounts are payable.

Payment

(8) A GTA service manager shall make payment to the Minister of Finance and to the other service managers in accordance with the notice.

Interest and penalties

(9) If a GTA service manager does not pay the Minister of Finance or another GTA service manager the amount payable under a notice given under subsection (6), the Crown in right of Ontario or the other GTA service manager, as the case may be, may charge the service manager interest and penalties in accordance with the regulations.

Collection of amounts payable

(10) An amount payable under a notice given under subsection (6) is a debt of the GTA service manager owing to the Crown in right of Ontario or to another GTA service manager, as the case may be, on and after the due date set out in the notice, and the debt together with any interest or penalty that is charged on the debt under this Act may be recovered by any remedy or procedure available by law to the Crown or the GTA service manager, as the case may be.



Same

(11) The Minister of Finance may set off against amounts owing to a GTA service manager under a housing program any amount payable by the GTA

du GT, la partie de la somme qui lui a été attribuée de nouveau en application de l'alinéa a) qu'il doit verser à un ou plusieurs autres gestionnaires de services du GT.

Notification au gestionnaire de services

(6) Le ministre donne à chaque gestionnaire de services du GT un avis écrit précisant ce qui suit :

- a) la somme qui est attribuée à chaque gestionnaire de services du GT en application de l'alinéa (5) a);
- b) la somme, calculée en application de l'alinéa (5) b), que chaque gestionnaire de services du GT doit verser au ministre;
- c) la somme, calculée en application de l'alinéa (5) c), que chaque gestionnaire de services du GT doit verser aux autres gestionnaires de services du GT;
- d) les dates auxquelles les sommes visées aux alinéas b) et c) sont payables;
- e) tout autre renseignement que le ministre estime approprié.

Délai de remise de l'avis

(7) L'avis prévu au paragraphe (6) est donné au plus tard à la première des dates auxquelles les sommes sont payables.

Versement

(8) Chaque gestionnaire de services du GT fait le versement au ministre des Finances et aux autres gestionnaires de services conformément à l'avis.

Intérêts et pénalités

(9) Si un gestionnaire de services du GT ne verse pas au ministre des Finances ou à un autre gestionnaire de services du GT la somme qu'il doit payer selon un avis donné en application du paragraphe (6), la Couronne du chef de l'Ontario ou l'autre gestionnaire de services du GT, selon le cas, peut lui imposer des intérêts et des pénalités conformément aux règlements.

Recouvrement des créances

(10) La somme que doit payer chaque gestionnaire de services du GT selon un avis donné en application du paragraphe (6) constitue une créance de la Couronne du chef de l'Ontario ou de l'autre gestionnaire de services du GT, selon le cas, à compter de la date d'exigibilité que précise l'avis. Cette créance, majorée des intérêts ou des pénalités imposés, le cas échéant, en vertu de la présente loi, peut être recouvrée au moyen de tout recours ou de toute procédure dont la Couronne du chef de l'Ontario ou l'autre gestionnaire de services du GT, selon le cas, peut se prévaloir en droit.



Idem

(11) Le ministre des Finances peut compenser les sommes exigibles du gestionnaire de services du GT en application du présent article par les créances qu'il a

service manager to the Minister of Finance under this section.

Same

(12) A GTA service manager may set off against amounts it owes to another GTA service manager any amount payable by the other GTA service manager to it under this section.

Use by Minister of federal funds

(13) The Minister may use some or all of the amount of federal funding allocated to a GTA service manager to pay all or part of an amount payable by that GTA service manager to another GTA service manager as determined under clause (5) (c) and, if the Minister does so, the amount payable by that GTA service manager to the other GTA service manager is the difference between the amount determined under clause (5) (c) and the amount paid by the Minister. ↑

Change in allocation method

132. (1) The method established under section 131 of allocating GTA service managers' housing costs among the GTA service managers may be changed in accordance with this section.

Agreement

(2) The GTA service managers may change the method of allocating their housing costs if the change is agreed upon by a majority of the service managers representing at least two-thirds of the total weighted assessment within the Greater Toronto Area as determined under the *Municipal Act*.

Effect of agreement

(3) If an agreement is made under this section, the Minister shall make the reallocation and the determinations described in section 131 in accordance with the agreement and not in accordance with the regulations.

Request for review

133. (1) A GTA service manager who disagrees with an allocation made by the Minister under section 131 may request that the allocation be reviewed, and shall do so in accordance with this section.

Notice to Minister

(2) The service manager shall give written notice of the request to the Minister and the notice must contain such information as may be prescribed.

Notice by Minister

(3) Using the prescribed criteria, the Minister shall determine whether the allocation is reviewable and shall notify the service manager of his or her decision.

Request to GTSB

(4) If the Minister determines that the allocation is reviewable, the service manager may ask the Greater Toronto Services Board to undertake a review.

Review by GTSB

(5) The Greater Toronto Services Board shall estab-

vers lui dans le cadre d'un programme de logement.

Idem

(12) Un gestionnaire de services du GT peut compenser les sommes exigibles d'un autre gestionnaire de services du GT en application du présent article par les créances qu'il a envers lui.

Affectation des subventions fédérales par le ministre

(13) Le ministre peut affecter tout ou partie de la portion de la subvention fédérale qui est attribuée à un gestionnaire de services du GT au paiement de tout ou partie d'une somme, calculée en application de l'alinéa (5) c), qu'il doit à un autre gestionnaire de services du GT, auquel cas la somme payable par lui à l'autre gestionnaire représente la différence entre la somme calculée en application de l'alinéa (5) c) et celle versée par le ministre. ↑

Nouvelle méthode de répartition

132. (1) La méthode établie en application de l'article 131 pour la répartition, entre les gestionnaires de services du GT, des coûts du logement engagés par eux peut être modifiée conformément au présent article.

Accord

(2) Les gestionnaires de services du GT peuvent modifier la méthode de répartition de leurs coûts du logement avec l'accord de la majorité des gestionnaires de services représentant au moins les deux tiers de l'évaluation pondérée totale du Grand Toronto, calculée en application de la *Loi sur les municipalités*.

Effet de l'accord

(3) Si un accord est conclu en vertu du présent article, le ministre procède à la nouvelle répartition et aux calculs visés à l'article 131 conformément à l'accord et non conformément aux règlements.

Demande de révision

133. (1) Le gestionnaire de services du GT qui n'est pas d'accord avec une somme attribuée par le ministre en application de l'article 131 peut en demander la révision conformément au présent article.

Notification au ministre

(2) Le gestionnaire de services donne au ministre un avis écrit de la demande qui contient les renseignements prescrits.

Avis donné par le ministre

(3) À l'aide des critères prescrits, le ministre décide si la somme attribuée est susceptible de révision et avise le gestionnaire de services de sa décision.

Demande présentée à la Commission

(4) Si le ministre décide que la somme attribuée est susceptible de révision, le gestionnaire de services peut demander à la Commission des services du grand Toronto de procéder à la révision.

Révision par la Commission

(5) La Commission des services du grand Toronto

lish a committee to undertake the review requested by the service manager, and subsection 23 (3) of the *Greater Toronto Services Board Act, 1998* applies to the committee.

Powers of GTSB

- (6) When a committee is established, the Board may,
 - (a) appoint any of the employees or agents of the Board to conduct an audit or investigation of the service manager for the purpose of assisting in the review;
 - (b) require the service manager to give the Board such information, documents and reports as the Board may request with respect to the allocation being reviewed.

PART VIII SOCIAL HOUSING SERVICES CORPORATION

Definition

134. In this Part,

“corporation” means the corporation established under section 135.

Creation of corporation

135. (1) A corporation to be known in English as Social Housing Services Corporation and in French as Société des services de logement social is hereby established as a corporation without share capital.

Composition

- (2) The corporation is composed of,
 - (a) all service managers;
 - (b) all local housing corporations;
 - (c) prescribed housing providers that are non-profit housing corporations;
 - (d) prescribed housing providers that are non-profit housing co-operatives; and
 - (e) other housing providers that meet such requirements as may be prescribed.

Certain members need not act

(3) Members described in clause (2) (e) are permitted, but not required, to participate in the activities of the corporation.

Status

(4) The corporation is not an agent of Her Majesty for any purpose, despite the *Crown Agency Act*, and it is not an administrative unit of the Government of Ontario.

Deemed status

(5) The corporation shall be deemed to be an institution for the purposes of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and that Act applies, with necessary modifications, to the corporation.

crée un comité chargé de procéder à la révision demandée par le gestionnaire de services, et le paragraphe 23 (3) de la *Loi de 1998 sur la Commission des services du grand Toronto* s'applique au comité.

Pouvoirs de la Commission

- (6) Lorsqu'elle crée un comité, la Commission peut :
 - a) charger n'importe lequel de ses employés ou représentants d'effectuer une vérification ou une enquête en ce qui concerne le gestionnaire de services pour aider à la révision;
 - b) exiger du gestionnaire de services qu'il lui remette les renseignements, documents et rapports qu'elle lui demande à l'égard de la somme attribuée faisant l'objet de la révision.

PARTIE VIII SOCIÉTÉ DES SERVICES DE LOGEMENT SOCIAL

Définition

134. La définition qui suit s'applique à la présente partie.

«Société» La personne morale créée en application de l'article 135.

Création d'une personne morale

135. (1) Est créée une personne morale sans capital-actions appelée Société des services de logement social en français et Social Housing Services Corporation en anglais.

Composition

- (2) La Société se compose des membres suivants :
 - a) tous les gestionnaires de services;
 - b) toutes les sociétés locales de logement;
 - c) les fournisseurs de logements prescrits qui sont des sociétés de logement sans but lucratif;
 - d) les fournisseurs de logements prescrits qui sont des coopératives de logement sans but lucratif;
 - e) les autres fournisseurs de logements qui satisfont aux exigences prescrites.

Participation de certains membres non obligatoire

(3) Les membres visés à l'alinéa (2) e) sont autorisés à participer aux activités de la Société, mais ils ne sont pas obligés de le faire.

Statut

(4) La Société n'est ni un mandataire de Sa Majesté à quelque fin que ce soit, malgré la *Loi sur les organismes de la Couronne*, ni un service administratif du gouvernement de l'Ontario.

Présomption de statut

(5) La Société est réputée une institution pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*, laquelle s'applique à elle avec les adaptations nécessaires.

Same

(6) The corporation shall be deemed to be an employer within the meaning and for the purposes of the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* but section 9 of that Act does not apply to the corporation or its employees.

Conflict of interest, indemnification

(7) Sections 132 and 136 of the *Business Corporations Act* apply, with necessary modifications, to members of the board and officers of the corporation.

Non-application

(8) The *Corporations Act* and the *Corporations Information Act* do not apply to the corporation.

Objects of the corporation

136. The objects of the corporation are,

- (a) to co-ordinate insurance programs for prescribed housing providers under prescribed housing programs;
- (b) to manage the pooling of capital reserve funds for prescribed housing providers;
- (c) to establish and manage schemes for the joint purchase of goods and services by prescribed housing providers under prescribed housing programs;
- (d) to undertake studies and provide advice to the province, service managers and prescribed housing providers with respect to the establishment and use of benchmarks and best practices to achieve the efficient and effective provision of housing.

Powers

137. (1) The board of directors of the corporation has the powers of a natural person and the powers necessary to carry out the objects of the corporation and for that purpose may,

- (a) make by-laws governing its proceedings;
- (b) manage funds held by the corporation on behalf of prescribed housing providers or cause such funds to be managed;
- (c) establish investment policies to be followed by prescribed housing providers for capital reserves pooled under clause 88 (2) (f);
- (d) establish policies and processes for providing insurance to prescribed housing providers and tender for programs of insurance on behalf of prescribed housing providers;
- (e) study the costs and processes used in the provision of housing to which this Act applies and

Idem

(6) La Société est réputée un employeur au sens et pour l'application de la *Loi sur le régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario*. Toutefois, l'article 9 de cette loi ne s'applique pas à la Société ni à ses employés.

Conflit d'intérêts : indemnisation

(7) Les articles 132 et 136 de la *Loi sur les sociétés par actions* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux administrateurs et aux dirigeants de la Société.

Non-application

(8) La *Loi sur les personnes morales* et la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s'appliquent pas à la Société.

Mission de la Société

136. La mission de la Société est la suivante :

- a) coordonner les programmes d'assurance pour les fournisseurs de logements prescrits dans le cadre des programmes de logement prescrits;
- b) administrer la mise en commun des fonds de réserve pour immobilisations des fournisseurs de logements prescrits;
- c) établir et gérer des programmes pour l'achat en commun de produits et de services par les fournisseurs de logements prescrits dans le cadre des programmes de logement prescrits;
- d) effectuer des études et conseiller la province, les gestionnaires de services et les fournisseurs de logements prescrits à l'égard de l'établissement et de l'utilisation de données de référence et de pratiques exemplaires pour la fourniture efficiente et efficace de logements.

Pouvoirs

137. (1) Le conseil d'administration de la Société a les pouvoirs d'une personne physique et les pouvoirs nécessaires pour réaliser la mission de la Société. À cette fin, il peut faire ce qui suit :

- a) prendre des règlements administratifs régissant la conduite de ses travaux;
- b) gérer les fonds que détient la Société pour le compte des fournisseurs de logements prescrits ou faire en sorte qu'ils le soient;
- c) établir les politiques de placement que doivent suivre les fournisseurs de logements prescrits à l'égard des fonds de réserve pour immobilisations mis en commun en application de l'alinéa 88 (2) f);
- d) établir les politiques et les méthodes à suivre pour la fourniture d'assurance aux fournisseurs de logements prescrits et présenter pour leur compte des appels d'offres pour des programmes d'assurance;
- e) étudier les coûts demandés et les méthodes utilisées pour fournir les logements auxquels


advise service managers and prescribed housing providers how these costs could be reduced and processes improved;

- (f) arrange for the provision of education and training programs to service managers and prescribed housing providers and their employees with respect to any of the above matters;



- (g) enter into agreements that are directly related to the objects of the corporation with any person;
- (h) undertake such other activities as are necessary to achieve the corporation's objects.

Funds

(1.1) The funds that are managed under clause (1) (b) on behalf of a housing provider remain the property of that housing provider. 

Restriction

(2) The corporation shall use its income solely in furtherance of its objects.

Board of directors

138. (1) The affairs of the corporation shall be managed by a board of directors consisting of two members appointed by the Minister, one of whom may be a representative of a local housing corporation, and the following members selected in accordance with the regulations:

1. One person, selected by the council of the City of Toronto.
2. One person selected by the councils of the regional municipalities of Durham, Halton, Peel and York.
3. One person selected by the council of the City of Toronto and the councils of the regional municipalities of Durham, Halton, Peel and York.
4. One person selected by the dssab service managers.
5. Four persons selected by the dssab service managers and the councils of the municipal service managers.
6. Three persons selected by the housing providers described in clause 135 (2) (c).
7. Two persons selected by the housing providers described in clause 135 (2) (d).

Term

(2) The term of a member of the board of directors is three years.

Same

(3) A member of the board of directors may hold office for more than one term.


s'applique la présente loi et conseiller les gestionnaires de services et les fournisseurs de logements prescrits sur la façon dont ces coûts pourraient être réduits et ces méthodes améliorées;

- (f) prendre des dispositions pour offrir des programmes d'éducation et de formation concernant les questions susmentionnées aux gestionnaires de services et aux fournisseurs de logements prescrits ainsi qu'à leurs employés;



- (g) conclure avec toute personne des accords qui se rapportent directement à la mission de la Société;
- (h) entreprendre les autres activités nécessaires pour réaliser la mission de la Société.

Fonds

(1.1) Les fonds gérés en vertu de l'alinéa (1) b) pour le compte d'un fournisseur de logements demeurent sa propriété. 

Restriction

(2) La Société n'affecte ses recettes qu'à la réalisation de sa mission.

Conseil d'administration

138. (1) Les affaires de la Société sont gérées par un conseil d'administration qui se compose de deux membres nommés par le ministre, dont un peut être un représentant d'une société locale de logement, et des membres suivants choisis conformément aux règlements :

1. Une personne choisie par le conseil de la cité de Toronto.
2. Une personne choisie par les conseils des municipalités régionales de Durham, de Halton, de Peel et de York.
3. Une personne choisie par le conseil de la cité de Toronto et les conseils des municipalités régionales de Durham, de Halton, de Peel et de York.
4. Une personne choisie par les conseils gestionnaires de services.
5. Quatre personnes choisies par les conseils gestionnaires de services et par les conseils des municipalités gestionnaires de services.
6. Trois personnes choisies par les fournisseurs de logements visés à l'alinéa 135 (2) c).
7. Deux personnes choisies par les fournisseurs de logements visés à l'alinéa 135 (2) d).

Mandat

(2) Le mandat des administrateurs est de trois ans.

Idem

(3) Le mandat des administrateurs est renouvelable.

End of term

(4) The term of a member of the board of directors ends on December 31 of the last year of his or her term but the member continues in office until his or her successor is elected or appointed.

First board

(5) Despite subsection (1), the first board of directors of the corporation is composed of 15 members appointed by the Minister for the following terms:

1. Five persons for a term ending December 31, 2002.
2. Eight persons for a term ending December 31, 2003.
3. Two persons for a term ending December 31, 2004.

Rotating terms

(6) The members of the first board of directors shall be replaced in the following manner:

1. In 2002 and each three years subsequently, the board of directors shall arrange for the selection of the members described in paragraphs 6 and 7 of subsection (1).
2. In 2003 and each three years subsequently, the board of directors shall arrange for the selection of the members described in paragraphs 1, 2, 3, 4 and 5 of subsection (1).
3. In 2004 and each three years subsequently, the Minister shall appoint the two members referred to under subsection (1) as being appointed by the Minister.

Timing

(7) The selection referred to in paragraph 2 of subsection (6) shall be made after the date of the general election conducted under the *Municipal Elections Act, 1996*.

Vacancies, generally

139. (1) A member of the board of directors of the corporation who is a member of a council referred to in subsection 138 (1), a district social services administration board or the board of directors of a housing provider ceases to be a member of the board of directors of the corporation if he or she,

- (a) ceases to be a member of that council, district social services administration board or board of directors;
- (b) resigns; or
- (c) is unable to perform his or her duties or has refused to act for a period of 90 days.

Replacement

(2) If a vacancy occurs as described in subsection (1), the board of directors of the corporation shall appoint a person to hold office for the remainder of the unexpired term.

Expiration du mandat

(4) Le mandat des administrateurs expire le 31 décembre de la dernière année de leur mandat. Toutefois, ils demeurent en fonction jusqu'à l'élection ou la nomination de leur remplaçant.

Premier conseil

(5) Malgré le paragraphe (1), le premier conseil d'administration de la Société se compose de 15 membres nommés par le ministre pour les mandats suivants :

1. Cinq personnes dont le mandat expire le 31 décembre 2002.
2. Huit personnes dont le mandat expire le 31 décembre 2003.
3. Deux personnes dont le mandat expire le 31 décembre 2004.

Rotation des mandats

(6) Les membres du premier conseil d'administration sont remplacés de la façon suivante :

1. En 2002 et tous les trois ans par la suite, le conseil d'administration prend des dispositions pour le choix des membres visés aux dispositions 6 et 7 du paragraphe (1).
2. En 2003 et tous les trois ans par la suite, le conseil d'administration prend des dispositions pour le choix des membres visés aux dispositions 1, 2, 3, 4 et 5 du paragraphe (1).
3. En 2004 et tous les trois ans par la suite, le ministre nomme les deux membres que le paragraphe (1) mentionne comme étant nommés par lui.

Date des élections

(7) Le choix visé à la disposition 2 du paragraphe (6) est fait après la date des élections générales tenues en application de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*.

Vacances : dispositions générales

139. (1) L'administrateur de la Société qui est membre d'un conseil municipal visé au paragraphe 138 (1), d'un conseil d'administration de district des services sociaux ou du conseil d'administration d'un fournisseur de logements cesse de l'être si, selon le cas :

- a) il cesse d'être membre de ce conseil;
- b) il démissionne;
- c) il est incapable d'exercer ses fonctions ou a refusé de le faire pendant une période de 90 jours.

Remplacement

(2) Si une vacance survient pour une raison mentionnée au paragraphe (1), le conseil d'administration de la Société nomme un remplaçant pour la durée restante du mandat.

Vacancies, Ministerial appointments

(3) A member of the board of directors of the corporation who is appointed by the Minister ceases to be a member of the board if he or she resigns or is unable to perform his or her duties or has refused to act for a period of 90 days, and the Minister may appoint another person in his or her place for the remainder of the unexpired term.

Quorum

140. (1) A quorum consists of a majority of the members of the board of directors, which must, after December 31, 2002, include at least one member described in paragraph 6 or 7 of subsection 138 (1).

Voting

(2) Each member of the board of directors has one vote.

Tie vote

(3) The chair does not have a vote except for the purpose of breaking a tie.

Acting chair

(4) An acting chair described in subsection 141 (7) does have a vote.

Chair

141. (1) The board of directors shall elect one of its members as chair of the board.

Term

(2) The term of office of the chair is one year, but a person may be re-elected as chair for one additional term.

First board

(3) Despite subsections (1) and (2), the Minister shall appoint one of the members of the first board whose term expires on December 31, 2004 as chair for a term that ends on that date.

Disqualification

(4) A chair who ceases to be a member of the board of directors before the end of his or her term ceases to be the chair at the same time.

Vacancy

(5) If the office of the chair becomes vacant before the end of the chair's term,

- (a) the board of directors shall promptly elect another member of the board as chair for the remainder of the unexpired term; or
- (b) in the case of the first board, the Minister shall appoint another person, who need not be a member of the board, as chair for the remainder of the unexpired term.

Duty

(6) It is the duty of the chair to preside over the meetings of the board of directors.

Vacances : nominations faites par le ministre

(3) Les administrateurs de la Société qui sont nommés par le ministre cessent de l'être s'ils démissionnent ou s'ils sont incapables d'exercer leurs fonctions ou ont refusé de le faire pendant une période de 90 jours, auquel cas le ministre peut leur nommer un remplaçant pour la durée restante du mandat.

Quorum

140. (1) Le quorum est constitué de la majorité des administrateurs, qui doit comprendre, après le 31 décembre 2002, au moins un membre visé à la disposition 6 ou 7 du paragraphe 138 (1).

Vote

(2) Chaque administrateur dispose d'une voix.

Égalité des voix

(3) Le président ne dispose d'aucune voix, sauf en cas de partage.

Président intérimaire

(4) Le président intérimaire visé au paragraphe 141 (7), par contre, dispose d'une voix.

Président

141. (1) Le conseil d'administration élit un président parmi ses membres.

Mandat

(2) Le mandat du président est d'un an et peut être renouvelé une fois.

Premier conseil

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), le ministre nomme président un des membres du premier conseil dont le mandat expire le 31 décembre 2004 pour un mandat qui expire à cette date.

Inhabilité

(4) Le président qui cesse d'être administrateur avant l'expiration de son mandat cesse, en même temps, d'être président.

Vacance

(5) Si la charge du président devient vacante avant l'expiration de son mandat :

- a) soit le conseil d'administration élit promptement un autre président parmi ses membres pour la durée restante du mandat;
- b) soit, dans le cas du premier conseil, le ministre nomme président une autre personne, qui ne doit pas nécessairement être administrateur pour la durée restante du mandat.

Fonction

(6) Le président a pour fonction de présider les réunions du conseil d'administration.

Acting chair

(7) The board of directors may by by-law or resolution appoint a member of the board to act in the place of the chair when the chair is absent or refuses to act or the office of the chair is vacant and, while so acting, such member has all the powers and shall perform the duties of the chair.

Remuneration

142. (1) A member of the board of directors shall be paid such remuneration as the by-laws provide.

First chair

(2) Despite subsection (1), the Minister shall set the remuneration of the first chair.

Expenses

(3) A member of the board of directors is entitled to be reimbursed for reasonable expenses incurred in the course of performing his or her duties.


Decisions not made at meeting

143. (1) The board of directors may make a decision otherwise than at a meeting and the signature of a majority of the members of the board on a document setting out the decision is evidence of the board's decision.

Committees

(2) Subsection (1) applies with necessary modifications to a committee of the board of directors.

**Meeting by telephone, etc.**

143.1 Subsection 126 (13) of the *Business Corporations Act* applies, with necessary modifications, to meetings of the board of directors or a committee of the board of directors of the corporation. 

Chief executive officer

144. (1) The board of directors shall appoint a chief executive officer who is responsible for the operation of the corporation and who shall implement the policies and procedures and perform such other duties as may be established by the board.

Secretary

(2) The chief executive officer is the secretary of the board of directors and shall conduct the elections under subsection 138 (1).

First CEO

(3) The chair appointed by the Minister for the first board is the chief executive officer until December 31, 2004 and, if that chair is replaced by the Minister under subsection 139 (3), the replacement is the chief executive officer until that date.

Expenditures before 2005

145. (1) This section applies with respect to expen-

Président intérimaire

(7) Le conseil d'administration peut, par règlement administratif ou résolution, nommer un de ses membres pour remplacer le président lorsque celui-ci est absent ou refuse d'exercer ses fonctions ou que sa charge est vacante. Le membre ainsi nommé est investi des pouvoirs du président et exerce ses fonctions lorsqu'il agit à ce titre.

Rémunération

142. (1) Les administrateurs reçoivent la rémunération que prévoient les règlements administratifs.

Premier président

(2) Malgré le paragraphe (1), le ministre fixe la rémunération du premier président.

Indemnités

(3) Les administrateurs ont droit au remboursement des frais raisonnables qu'ils engagent dans l'exercice de leurs fonctions.


Décisions prises hors des réunions

143. (1) Le conseil d'administration peut prendre des décisions autrement qu'en réunion. La signature de la majorité des administrateurs qui figure sur un document énonçant une décision du conseil fait foi de celle-ci.

Comités

(2) Le paragraphe (1) s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux comités du conseil d'administration.

**Réunion par téléphone ou autre moyen**

143.1 Le paragraphe 126 (13) de la *Loi sur les sociétés par actions* s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux réunions du conseil d'administration de la Société ou de ses comités. 

Chef de la direction

144. (1) Le conseil d'administration nomme un chef de la direction qui est chargé du fonctionnement de la Société, qui met en œuvre les politiques et les méthodes qu'établit le conseil et qui exerce les autres fonctions qu'il lui attribue.

Secrétaire

(2) Le chef de la direction est le secrétaire du conseil d'administration et tient les élections prévues au paragraphe 138 (1).

Premier chef de la direction

(3) Le président que le ministre nomme au premier conseil est le chef de la direction jusqu'au 31 décembre 2004 et, si le ministre le remplace en vertu du paragraphe 139 (3), son remplaçant est le chef de la direction jusqu'à cette date.

Dépenses avant 2005

145. (1) Le présent article s'applique à l'égard des

ditures incurred by the corporation during 2001, 2002, 2003 and 2004.

Budget

(2) The board of directors shall prepare a proposed annual budget for the corporation for 2001, 2002, 2003 and 2004 and shall submit the budget for each year to the Minister before the deadline fixed by the Minister.

Approval

(3) The Minister may approve any or all of the expenditures set out in the annual budget.

Payment

(4) The Minister of Finance shall pay the corporation an amount equal to the total of the expenditures that are incurred before December 31, 2004 and approved under subsection (3).

Expenditures in and after 2005

145.1 With respect to expenditures incurred by the corporation on and after January 1, 2005, the members of the corporation who are service managers shall pay such of those expenditures as are prescribed and shall pay them in the prescribed manner.

Annual report

146. (1) The corporation shall prepare an annual report on the affairs of the corporation and deliver it to the Minister within 150 days after the end of its fiscal year.

Contents

(2) The annual report shall include the audited financial statements and such other information as may be prescribed.

Copy to members

(3) A copy of the report shall be provided to each member of the board of directors.

Reports by service managers, etc.

147. (1) Service managers and housing providers shall file reports with the corporation containing the prescribed information in the prescribed manner and at the prescribed times.

Information on request

(2) On the request of the corporation, a service manager or housing provider shall provide the corporation with such information as the corporation considers necessary to carry out its objects.

Immunity

148. No action or other proceeding for damages shall be brought against a member of the board of directors or any employee of the corporation as a result of any act done in good faith in the performance or intended performance of any duty under this Act or in the exercise or intended exercise of any power under this Act, or as a result of any neglect in the performance or exer-

dépenses que la Société engage en 2001, 2002, 2003 et 2004.

Prévisions budgétaires

(2) Le conseil d'administration prépare les prévisions budgétaires annuelles de la Société pour 2001, 2002, 2003 et 2004, et il présente au ministre les prévisions de chaque année avant la date que fixe ce dernier.

Approbation

(3) Le ministre peut approuver la totalité ou une partie des dépenses indiquées dans les prévisions budgétaires annuelles.

Versement

(4) Le ministre des Finances verse à la Société une somme égale au total des dépenses qu'elle a engagées avant le 31 décembre 2004 et qu'il a approuvées en vertu du paragraphe (3).

Dépenses engagées à compter de 2005

145.1 Les membres de la Société qui sont des gestionnaires de services paient, de la manière prescrite, la partie prescrite des dépenses qu'engage celle-ci à compter du 1^{er} janvier 2005.

Rapport annuel

146. (1) La Société prépare un rapport annuel sur ses affaires et le remet au ministre dans les 150 jours qui suivent la fin de l'exercice.

Contenu

(2) Le rapport annuel comprend les états financiers vérifiés et les autres renseignements prescrits.

Copie aux membres

(3) Une copie du rapport est remise à chacun des administrateurs.

Rapports des gestionnaires de services

147. (1) Les gestionnaires de services et les fournisseurs de logements déposent auprès de la Société, de la manière et aux moments prescrits, des rapports qui comprennent les renseignements prescrits.

Renseignements fournis sur demande

(2) Les gestionnaires de services ou les fournisseurs de logements fournissent à la Société, sur demande, les renseignements qu'elle estime nécessaires à la réalisation de sa mission.

Immunité

148. Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre un administrateur ou un employé de la Société pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des fonctions ou des pouvoirs que lui attribue la présente loi ou pour une négligence qu'il a commise dans l'exercice de bonne foi de ces fonctions ou pouvoirs. De

cise in good faith of such duty or power, but such action or proceeding may be brought against the corporation.

PART IX GENERAL

ADMINISTRATIVE MATTERS

Conflicts

149. (1) This Act applies despite any general or special Act and despite any regulation made under any other Act.

Same

(2) In the event of a conflict between this Act and another Act or a regulation made under another Act, this Act prevails except where otherwise provided in this Act.

Power to amend, replace certain operating agreements

150. (1) This section applies with respect to an operating agreement to which the Government of Canada or the Canada Mortgage and Housing Corporation is a party that was entered into with respect to a prescribed transferred housing program.

Same

(2) The service manager to whom responsibility for funding and administering a housing project under the housing program to which the operating agreement relates and the housing provider may amend or terminate and replace the operating agreement as it relates to the housing project, and shall do so in writing.

Fraud control unit

151. (1) The Minister may establish a social housing fraud control unit or may assign duties for investigating and preventing social housing fraud to a social assistance fraud control unit established under subsection 57 (1) of the *Ontario Works Act, 1997*.

Local unit

(2) Each service manager may establish a local social housing fraud control unit or may assign duties for investigating and preventing social housing fraud in all or part of the service manager's geographic area to a local fraud control unit established under subsection 57 (2) of the *Ontario Works Act, 1997*.

Mandate

(3) A fraud control unit established or assigned duties under this section may investigate the eligibility of a household to receive or to continue to receive rent-geared-to-income assistance, including possible violations of this Act and the regulations.

telles actions ou instances peuvent toutefois être introduites contre la Société.

PARTIE IX DISPOSITIONS GÉNÉRALES

QUESTIONS ADMINISTRATIVES

Incompatibilité

149. (1) La présente loi s'applique malgré toute loi générale ou spéciale et tout règlement pris en application d'une autre loi.

Idem

(2) Sauf disposition contraire de la présente loi, les dispositions de celle-ci l'emportent sur les dispositions incompatibles d'une autre loi ou de ses règlements d'application.

Pouvoir de modifier et de remplacer certains accords d'exploitation

150. (1) Le présent article s'applique à l'égard des accords d'exploitation auxquels est partie le gouvernement du Canada ou la Société canadienne d'hypothèques et de logement et qui ont été conclus à l'égard d'un programme de logement transféré prescrit.

Idem

(2) Le gestionnaire de services à qui est transférée la responsabilité du financement et de l'administration d'un ensemble domiciliaire visé par le programme de logement auquel se rapporte l'accord d'exploitation et le fournisseur de logements peuvent, par écrit, modifier ou résilier l'accord d'exploitation en ce qui concerne l'ensemble domiciliaire ou lui en substituer un nouveau.

Unité de répression des fraudes

151. (1) Le ministre peut constituer une unité de répression des fraudes en matière de logement social ou peut assigner à une unité de répression des fraudes de l'aide sociale constituée en vertu du paragraphe 57 (1) de la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail* des fonctions qui consistent à enquêter sur les fraudes en matière de logement social et à réprimer de telles fraudes.

Unité locale

(2) Le gestionnaire de services peut constituer une unité locale de répression des fraudes en matière de logement social ou peut assigner à une unité locale de répression des fraudes constituée en vertu du paragraphe 57 (2) de la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail* des fonctions qui consistent à enquêter sur les fraudes en matière de logement social dans tout ou partie de son aire de service et à réprimer de telles fraudes.

Mandat

(3) L'unité de répression des fraudes constituée ou chargée de fonctions en vertu du présent article peut enquêter sur l'admissibilité ou l'admissibilité continue d'un ménage à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu, y compris sur d'éventuelles contraventions à la présente loi et aux règlements.

Deeming provision

(4) Persons engaged in investigations under this section or section 152 shall be deemed to be engaged in law enforcement for the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Eligibility review officers

152. (1) The Minister or a service manager may designate persons as eligibility review officers.

Investigation

(2) An eligibility review officer may investigate the past or present eligibility of a household to receive rent-geared-to-income assistance, and may investigate any member of a household under investigation, and for that purpose has the prescribed powers and the power to apply for and act under a search warrant.

Family support workers

(3) A service manager, or person or organization authorized to do so by the service manager, may designate persons as family support workers to assist any member of a household that is eligible for rent-geared-to-income assistance in taking whatever action is necessary to pursue financial support from persons with a legal obligation to provide it.

Powers and duties

(4) Family support workers have the prescribed powers and duties, including the authority to collect and disclose personal information to assist in legal proceedings for support and in the enforcement of agreements, orders and judgments relating to support.

Prohibition, obstruction

153. (1) No person shall obstruct or knowingly give false information to a person engaged in an investigation authorized by section 151 or 152.

Penalty

(2) A person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months or to both.

Electronic signature

154. (1) If this Act or the regulations require an individual's signature, one or more of the individual's personal identification number, password or photographic image may be used in the place of his or her signature to authenticate the individual's identity and to act as authorization of or consent to a transaction relating to an application for rent-geared-to-income assistance.

Présomption

(4) Les personnes qui effectuent des enquêtes pour l'application du présent article ou de l'article 152 sont réputées être chargées de l'exécution de la loi pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

Agents de révision de l'admissibilité

152. (1) Le ministre ou un gestionnaire de services peut désigner des personnes comme agents de révision de l'admissibilité.

Enquête

(2) L'agent de révision de l'admissibilité peut enquêter sur l'admissibilité antérieure ou actuelle d'un ménage à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu et sur les membres du ménage faisant l'objet de l'enquête et, à cette fin, il est investi des pouvoirs prescrits et du pouvoir de demander un mandat de perquisition et d'agir en vertu de celui-ci.

Agents d'aide au recouvrement

(3) Un gestionnaire de services, ou la personne ou l'organisme qu'il autorise à ce faire, peut désigner des personnes comme agents d'aide au recouvrement pour aider les membres d'un ménage qui est admissible à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu à prendre toute mesure nécessaire pour obtenir le soutien financier des personnes qui ont une obligation légale de le fournir.

Pouvoirs et fonctions

(4) Les agents d'aide au recouvrement sont investis des pouvoirs et des fonctions prescrits, notamment du pouvoir de recueillir et de divulguer des renseignements personnels pour apporter leur aide lors d'instances relatives aux aliments et lors de l'exécution forcée des ententes, accords, ordonnances et jugements relatifs aux aliments.

Entrave interdite

153. (1) Nul ne doit entraver le travail d'une personne qui effectue une enquête autorisée par l'article 151 ou 152 ni sciemment lui fournir de faux renseignements.

Peine

(2) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 5 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou d'une seule de ces peines.

Signature électronique

154. (1) Si la présente loi ou les règlements exigent la signature d'un particulier, son numéro d'identification personnel, son mot de passe ou son image photographique, ou toute combinaison de ceux-ci, peut être utilisé à la place de sa signature pour authentifier son identité et pour servir d'autorisation ou de consentement à une opération relative à une demande d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.

Storage

(2) If a person collects an individual's personal identification number, password or photographic image under this Act, it shall be recorded and stored in a secure electronic environment.

COLLECTION, USE AND DISCLOSURE OF PERSONAL INFORMATION

Personal information, standards

155. (1) A housing provider and any person providing services with respect to a housing program prescribed for the purposes of this subsection or housing project prescribed for the purposes of this subsection, including any person acting pursuant to an agreement under section 15, shall comply with the prescribed standards for the collection, use, disclosure and safeguarding of privacy of personal information and for a person's access to his or her personal information.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to a housing provider or person that is defined as an institution under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Disclosure to institutions

(3) Where this Act or the regulations authorize the disclosure of information from or to an institution, as defined under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*,

- (a) subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and subsection 29 (2) of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* do not apply to the institution to which the information is being disclosed in respect of that information;
- (b) the information shall be deemed to have been disclosed for the purpose of complying with this section; and
- (c) the information shall be deemed to have been obtained or compiled by the receiving institution for a purpose consistent with the purpose for which the information was initially obtained or compiled.

Control of record

(4) A person does not have control of a record for the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* just because the person is entitled under section 19 or 20, subsection 54 (4) or (9) or section 108 or 109 to obtain a copy of a record.

Stockage

(2) Le numéro d'identification personnel, le mot de passe ou l'image photographique d'un particulier que recueille une personne dans le cadre de la présente loi sont consignés et stockés dans un environnement électronique protégé.

COLLECTE, UTILISATION ET DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Normes : renseignements personnels

155. (1) Tout fournisseur de logements et toute personne qui fournit des services à l'égard d'un programme de logement ou d'un ensemble domiciliaire prescrit pour l'application du présent paragraphe, y compris toute personne qui agit conformément à un accord visé à l'article 15, respectent les normes prescrites pour la collecte, l'utilisation et la divulgation des renseignements personnels, la protection de leur caractère confidentiel ainsi que l'accès de quiconque aux renseignements personnels qui le concernent.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au fournisseur de logements ou à la personne comprise dans la définition d'une institution au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

Divulgence aux institutions

(3) Si la présente loi ou les règlements autorisent la divulgation de renseignements par ou à une institution, au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* :

- a) le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et le paragraphe 29 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* ne s'appliquent pas, à l'égard de ces renseignements, à l'institution à laquelle ils sont divulgués;
- b) les renseignements sont réputés avoir été divulgués afin de se conformer au présent article;
- c) les renseignements sont réputés avoir été obtenus ou recueillis par l'institution à une fin compatible avec celle pour laquelle ils ont été obtenus ou recueillis à l'origine.

Contrôle des documents

(4) Nul n'a le contrôle d'un document pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* pour le seul motif que l'article 19 ou 20, le paragraphe 54 (4) ou (9) ou l'article 108 ou 109 lui confère le droit d'en obtenir des copies.

Agreements of Minister

156. (1) The Minister may enter into agreements with respect to the collection, use and disclosure of information with the following:

1. The Government of Canada or a department, ministry or agency of it.
2. The government of a province or territory in Canada or a department, ministry or agency of it.
3. The government of the United States or the government of a state of the United States or a department or agency of either.
4. A body that is an institution under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or under the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.
5. The government of another country or a department or agency of it.
6. Such other bodies as may be prescribed.

Disclosure of personal information

(2) The Minister may disclose to a government or body referred to in subsection (1) personal information collected for the purpose of administering or enforcing this Act and the regulations if,

- (a) the disclosure is made in accordance with the agreement;
- (b) the government or body administers or enforces a social benefit program or a social housing or rent-geared-to-income assistance program or is conducting research related to such programs or the information relates to the administration or enforcement of or research relating to the *Income Tax Act*, the *Income Tax Act* (Canada), the *Immigration Act* (Canada), or the prescribed Acts; and
- (c) the government or body agrees to use the information only for the purpose of administering, enforcing or conducting research related to a social benefit program or social housing or rent-geared-to-income assistance program, the *Income Tax Act*, the *Income Tax Act* (Canada), the *Immigration Act* (Canada) or the prescribed Acts.

Confidentiality

(3) An agreement under this section shall provide that personal information collected, used or disclosed under it is confidential and shall establish mechanisms for maintaining the confidentiality and security of the information.

Conclusion d'ententes par le ministre

156. (1) Le ministre peut conclure avec l'un ou l'autre des gouvernements ou entités suivants une entente à l'égard de la collecte, de l'utilisation et de la divulgation de renseignements :

1. Le gouvernement du Canada ou un de ses ministères ou organismes.
2. Le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada, ou un de ses ministères ou organismes.
3. Le gouvernement des États-Unis ou le gouvernement d'un État des États-Unis ou un des ministères ou organismes de l'un ou l'autre de ces gouvernements.
4. Une entité qui est une institution au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.
5. Le gouvernement d'un autre pays ou un de ses ministères ou organismes.
6. Toute autre entité prescrite.

Divulgence de renseignements personnels

(2) Le ministre peut divulguer à un gouvernement ou à une entité visés au paragraphe (1) les renseignements personnels recueillis aux fins de l'application ou de l'exécution de la présente loi et des règlements si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la divulgation est faite conformément à l'entente;
- b) le gouvernement ou l'entité administre ou exécute un régime de prestations sociales ou un programme de logement social ou d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu, ou effectue une recherche à l'égard d'un tel régime ou programme, ou les renseignements ont trait à l'application ou à l'exécution de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'immigration* (Canada) ou des lois prescrites, ou à une recherche à l'égard de ces lois;
- c) le gouvernement ou l'entité convient de n'utiliser les renseignements qu'aux fins de l'administration, de l'application ou de l'exécution d'un régime de prestations sociales ou d'un programme de logement social ou d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu, de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'immigration* (Canada) ou des lois prescrites, ou qu'à des fins de recherche à leur égard.

Caractère confidentiel

(3) L'entente conclue en vertu du présent article prévoit que les renseignements personnels recueillis, utilisés ou divulgués aux termes de celle-ci sont confidentiels et établit un mécanisme de maintien de leur caractère confidentiel et de leur sécurité.

No notice required

(4) Subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and subsection 29 (2) of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* do not apply with respect to information collected under an agreement under subsection (1) if,

- (a) the information has been collected by data matching;
- (b) notice to the individual might frustrate an investigation; or
- (c) notice to the individual is not feasible.

Collection of personal information

(5) The Minister may collect personal information from a government or body with whom he or she has made an agreement under this section in accordance with that agreement.

Disclosure by institution

(6) A body described in paragraph 4 of subsection (1) may disclose personal information in its possession to the Minister, service manager or housing provider if the information is necessary for purposes related to their powers and duties under this Act.

Confidentiality provisions in other Acts

(7) Subsection (6) prevails over a provision in any other Act, other than the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Service manager bound

(8) A service manager is bound by the terms and conditions of an agreement with a government or body referred to in subsection (1) unless the service manager also has a similar agreement with that body.

Information about identifiable individuals

(9) Information disclosed under this section or section 157 shall not include the names of individuals unless information about identifiable individuals is necessary for the purposes of the agreement.

Disposition of personal information

(10) An agreement under this section or section 157 shall include a plan for the disposition of the personal information.

Accuracy of information

(11) The Minister and each service manager shall take reasonable measures to seek assurances that information collected under this section or section 157 is accurate and current.

Avis non obligatoire

(4) Le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et le paragraphe 29 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* ne s'appliquent pas à l'égard des renseignements recueillis aux termes d'une entente conclue en vertu du paragraphe (1) si, selon le cas :

- a) les renseignements ont été recueillis par comparaison de données;
- b) la remise d'un avis au particulier pourrait avoir pour effet de contrecarrer une enquête;
- c) la remise d'un avis au particulier n'est pas possible.

Collecte de renseignements personnels

(5) Le ministre peut recueillir des renseignements personnels auprès d'un gouvernement ou d'une entité avec qui il a conclu une entente en vertu du présent article, conformément à l'entente.

Divulguation par une institution

(6) Une entité visée à la disposition 4 du paragraphe (1) peut divulguer au ministre, au gestionnaire de services ou au fournisseur de logements les renseignements personnels qu'elle a en sa possession qui sont nécessaires à des fins liées aux pouvoirs et aux fonctions que leur attribue la présente loi.

Dispositions d'autres lois ayant trait au caractère confidentiel

(7) Le paragraphe (6) l'emporte sur les dispositions de toute autre loi, à l'exception de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

Obligation du gestionnaire de services

(8) Le gestionnaire de services est lié par les conditions d'une entente conclue avec un gouvernement ou une entité visé au paragraphe (1), à moins qu'il n'ait aussi conclu une entente semblable avec cette entité.

Renseignements sur les particuliers identifiables

(9) Les renseignements divulgués en vertu du présent article ou de l'article 157 ne doivent pas comprendre le nom de particuliers, sauf si des renseignements sur des particuliers identifiables sont nécessaires aux fins de l'entente.

Disposition des renseignements personnels

(10) Une entente visée au présent article ou à l'article 157 comprend des mesures pour disposer des renseignements personnels.

Exactitude des renseignements

(11) Le ministre et chaque gestionnaire de services prennent des mesures raisonnables pour obtenir des garanties selon lesquelles les renseignements recueillis en application du présent article ou de l'article 157 sont exacts et à jour.

Agreements of service managers

157. (1) With the approval of the Minister, a service manager may enter into an agreement with a government or body referred to in subsection 156 (1) with respect to the collection, use and disclosure of information.

Disclosure of personal information

(2) A service manager that is party to an agreement under subsection (1) may disclose personal information collected for the purpose of administering or enforcing this Act to any government or body with whom the agreement has been made if,

- (a) the disclosure is made in accordance with the agreement;
- (b) the government or body administers or enforces a social benefit program or a social housing or rent-geared-to-income assistance program or is conducting research related to a social benefit program or a social housing or rent-geared-to-income assistance program or the information relates to the administration or enforcement of or research relating to the *Income Tax Act*, the *Income Tax Act* (Canada), the *Immigration Act* (Canada) or the prescribed Acts; and
- (c) the government or body agrees to use the information only for the purpose of administering, enforcing or conducting research related to a social benefit program or a social housing or rent-geared-to-income assistance program, the *Income Tax Act*, the *Income Tax Act* (Canada), the *Immigration Act* (Canada) or the prescribed Acts.

Confidentiality

(3) An agreement under this section shall provide that personal information collected, used or disclosed under it is confidential and shall establish mechanisms for maintaining the confidentiality and security of the information.

Collection of personal information

(4) A service manager that is party to an agreement under subsection (1) may collect personal information from a government or body that is party to the agreement in accordance with that agreement.

**Sharing information**

158. (1) The Minister, the Ontario Housing Corporation, the Social Housing Services Corporation, each service manager, each administrator, each housing provider, each lead agency and each person or organization providing services by contract to any of them may share with any of the following persons personal information that is in their possession and was collected under this Act, the *Ontario Works Act*, 1997, the *Ontario Disabil-*

Conclusion d'ententes par les gestionnaires de services

157. (1) Le gestionnaire de services peut, avec l'approbation du ministre, conclure avec un gouvernement ou une entité visé au paragraphe 156 (1) une entente à l'égard de la collecte, de l'utilisation et de la divulgation de renseignements.

Divulgence de renseignements personnels

(2) Le gestionnaire de services qui est partie à une entente visée au paragraphe (1) peut divulguer des renseignements personnels recueillis pour l'application ou l'exécution de la présente loi à tout gouvernement ou à toute entité avec qui il a conclu l'entente si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la divulgation est faite conformément à l'entente;
- b) le gouvernement ou l'entité administre ou exécute un régime de prestations sociales ou un programme de logement social ou d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu, ou effectue une recherche à l'égard d'un tel régime ou programme, ou les renseignements ont trait à l'application ou à l'exécution de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'immigration* (Canada) ou des lois prescrites, ou à une recherche à l'égard de ces lois;
- c) le gouvernement ou l'entité convient de n'utiliser les renseignements qu'aux fins de l'administration, de l'application ou de l'exécution d'un régime de prestations sociales ou d'un programme de logement social ou d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu, de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'immigration* (Canada) ou des lois prescrites, ou qu'à des fins de recherche à leur égard.

Caractère confidentiel

(3) L'entente conclue en vertu du présent article prévoit que les renseignements personnels recueillis, utilisés ou divulgués aux termes de celle-ci sont confidentiels et établit un mécanisme de maintien du caractère confidentiel et de la sécurité des renseignements.

Collecte de renseignements personnels

(4) Le gestionnaire de services qui est partie à une entente visée au paragraphe (1) peut recueillir des renseignements personnels auprès d'un gouvernement ou d'une entité qui est partie à l'entente, conformément à celle-ci.

**Communication de renseignements**

158. (1) Le ministre, la Société de logement de l'Ontario, la Société des services de logement social, les gestionnaires de services, les administrateurs nommés en application de l'article 14, les fournisseurs de logements, les organismes responsables et les personnes ou organismes qui fournissent des services à contrat à l'une de ces personnes ou entités peuvent communiquer aux personnes et entités suivantes les renseignements

ity Support Program Act, 1997 or the Day Nurseries Act, if the information is necessary for the purposes of making decisions or verifying eligibility for assistance under this or those Acts:

1. With one another.
2. With the Director appointed under the *Ontario Disability Support Program Act, 1997* and any person exercising the Director's powers and duties under section 39 of that Act.
3. With the Director appointed under the *Ontario Works Act, 1997* and any person exercising the Director's powers and duties under section 47 of that Act.
4. With the Director or an administrator appointed under the *Day Nurseries Act*.

Notification on collection

(2) When a service manager, supportive housing provider or lead agency collects personal information from a household in the course of performing its duties under this Act, it shall,

- (a) notify the household that information provided by the household may be shared,
 - (i) as necessary for the purposes of making decisions or verifying eligibility for assistance under this Act, the *Ontario Disability Support Program Act, 1997*, the *Ontario Works Act, 1997* or the *Day Nurseries Act*, or
 - (ii) as authorized by an agreement made under section 156 or 157; and
- (b) notify the household of the name, business address and business telephone number of a person who can answer questions and respond to complaints about the collection, use or disclosure of the information.

Restriction re prescribed personal information

158.1 The prescribed types of personal information shall not be disclosed or shared under section 156, 157 or 158 except in accordance with the regulations. ➡

REGULATIONS

Regulations generally

159. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. Defining words and expressions that are not defined in the Act.

personnels qui sont en leur possession et qui ont été recueillis en vertu de la présente loi, de la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail*, de la *Loi de 1997 sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées* ou de la *Loi sur les garderies* si les renseignements sont nécessaires afin de prendre des décisions ou de vérifier l'admissibilité à l'aide en application de la présente loi ou de ces lois :

1. Les personnes et entités susmentionnées.
2. Le directeur nommé en application de la *Loi de 1997 sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées* et quiconque exerce ses pouvoirs et fonctions en vertu de l'article 39 de cette loi.
3. Le directeur nommé en application de la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail* et quiconque exerce ses pouvoirs et fonctions en vertu de l'article 47 de cette loi.
4. Le directeur ou l'administrateur nommé en application de la *Loi sur les garderies*.

Avis

(2) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable qui recueille des renseignements personnels auprès d'un ménage dans l'exercice des fonctions que lui attribue la présente loi fait ce qui suit :

- a) il avise le ménage que les renseignements qu'il fournit peuvent être communiqués :
 - (i) dans la mesure nécessaire pour prendre des décisions ou vérifier l'admissibilité à l'aide en application de la présente loi, de la *Loi de 1997 sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées*, de la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail* ou de la *Loi sur les garderies*,
 - (ii) conformément à une entente conclue en vertu de l'article 156 ou 157;
- b) il communique au ménage les nom, adresse et numéro de téléphone d'affaires d'une personne qui peut le renseigner au sujet de la collecte, de l'utilisation ou de la divulgation des renseignements et qui peut donner suite à ses plaintes à cet égard.

Restriction : renseignements personnels prescrits

158.1 Les genres prescrits de renseignements personnels ne doivent pas être divulgués ou communiqués en application de l'article 156, 157 ou 158 si ce n'est conformément aux règlements. ➡

RÈGLEMENTS

Règlements de nature générale

159. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Définir des termes non définis dans la présente loi.

2. Prescribing any matter required or permitted by this Act to be, or referred to in this Act as, prescribed by the regulations, for which a specific power is not otherwise provided in sections 160 to 168.
3. Exempting any person, premises or thing, any combination of any of them or any class of any of them from any provision of this Act or the regulations, and prescribing conditions or restrictions that apply in respect of an exemption.
4. Providing for such transitional matters as the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the implementation of this Act.

Minister's regulations (general)

(2) The Minister may make regulations respecting the following matters:

1. Exempting any person, premises or thing, any combination of them or any class of them from any provision of a regulation made by the Minister and prescribing conditions or restrictions that apply in respect of an exemption.
2. Providing for such transitional matters relating to a regulation made by the Minister that the Minister considers necessary or advisable in connection with the implementation of the matter addressed by the regulation.

Transition regulations

(3) A regulation made under paragraph 4 of subsection (1),

- (a) may provide that despite the proclamation of this Act or a provision of this Act, this Act or the provision does not take effect in all or part of the province until the date specified in the regulation;
- (b) may provide that another Act or a provision of another Act that is repealed by this Act continues to apply, for a specified period of time and with necessary modifications, to specified things or in specified circumstances;
- (c) may specify that, for a specified period of time, a person is entitled to exercise the powers or required to perform the duties of another person under this or any other Act instead of the person otherwise entitled or required to do so and providing that actions by the person who exercises those powers or performs those duties shall be deemed, for the purposes of the applicable Act, to be the actions of the person otherwise entitled to exercise the powers or required to perform the duties under that Act.

General or particular

(4) A regulation may be general or particular in its application.

2. Prescrire toute question que la présente loi exige ou permet de prescrire par règlement ou mentionne comme étant ainsi prescrite et pour laquelle un pouvoir précis n'est pas autrement prévu aux articles 160 à 168.

3. Soustraire des personnes, des lieux ou des choses, ou des combinaisons ou catégories de ceux-ci, à l'application d'une disposition de la présente loi ou des règlements et prescrire les conditions ou restrictions applicables en l'occurrence.

4. Prévoir les questions transitoires que le lieutenant-gouverneur en conseil estime nécessaires ou souhaitables relativement à l'application de la présente loi.

Règlements de nature générale : ministre

(2) Le ministre peut, par règlement :

1. Soustraire des personnes, des lieux ou des choses, ou des combinaisons ou catégories de ceux-ci, à l'application d'une disposition d'un règlement qu'il a pris et prescrire les conditions ou restrictions applicables en l'occurrence.
2. Prévoir, à l'égard d'un règlement qu'il a pris, les questions transitoires qu'il estime nécessaires ou souhaitables relativement à la mise en oeuvre de ce dont traite le règlement.

Règlements transitoires

(3) Les règlements pris en application de la disposition 4 du paragraphe (1) peuvent :

- a) prévoir que, malgré sa proclamation, la présente loi ou une de ses dispositions n'entre en vigueur dans tout ou partie de la province qu'à la date que précise le règlement;
- b) prévoir qu'une autre loi ou une de ses dispositions qu'abroge la présente loi continue de s'appliquer, pendant une période déterminée et avec les adaptations nécessaires, aux choses précisées ou dans les circonstances précisées;
- c) préciser que, pendant une période déterminée, une personne peut exercer les pouvoirs ou doit exercer les fonctions que la présente loi ou une autre loi attribue à une autre personne à la place de celle-ci et prévoir que les mesures que prend la personne qui exerce ces pouvoirs ou fonctions à la place de l'autre personne sont réputées, pour l'application de la loi pertinente, des mesures prises par la personne qui, par ailleurs, pourrait exercer ces pouvoirs ou devrait exercer ces fonctions en application de cette loi.

Portée

(4) Les règlements peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Classes

(5) A regulation may create different classes and may establish different rules in relation to the different classes.

Conditions and restrictions

(6) A regulation may impose conditions and restrictions with respect to the exercise of a power or the performance of a duty established by the regulation.

Regulations respecting Part I (Interpretation)

160. The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. Prescribing housing programs for the purposes of the definition of "federal funding" in section 2.
2. Prescribing criteria for the purposes of the definition of "high need household" in section 2.
3. Prescribing programs for the purposes of the definition of "housing program" in section 2.

Regulations respecting Part II (Service Managers)

161. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. For the purposes of section 5 (powers of service manager), prescribing additional powers and prescribing conditions and restrictions on the exercise of powers.
2. Prescribing municipalities for the purposes of subsection 8 (2) (powers of dssab service manager re debentures).
3. Prescribing housing programs for the purposes of subsection 9 (2) (restrictions re mortgage financing).
4. Prescribing the matters referred to in subsection 10 (1) as being prescribed (duties re transferred housing programs).
5. For the purposes of subsection 10 (3), prescribing criteria and rules to be met with respect to the administration and funding of housing programs.
6. Prescribing housing providers for the purposes of subsection 10 (6) (language of services).
7. Prescribing the matters referred to in subsection 11 (1) (duties re rent-gated-to-income assistance) as being prescribed.
8. Prescribing housing programs for the purposes of subsection 11 (2) (exclusions).
9. Prescribing the matters referred to in subsection 11 (3) (service levels, modified units) as being prescribed.

Catégories

(5) Les règlements peuvent créer différentes catégories et peuvent établir des règles différentes à leur égard.

Conditions et restrictions

(6) Les règlements peuvent assortir de conditions et de restrictions l'exercice d'un pouvoir ou d'une fonction établi par règlement.

Règlements : partie I (définitions)

160. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescrire des programmes de logement pour l'application de la définition de «subvention fédérale» à l'article 2.
2. Prescrire des critères pour l'application de la définition de «ménage ayant des besoins importants» à l'article 2.
3. Prescrire des programmes pour l'application de la définition de «programme de logement» à l'article 2.

Règlements : partie II (gestionnaires de services)

161. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Pour l'application de l'article 5 (pouvoirs du gestionnaire de services), prescrire des pouvoirs additionnels et assortir leur exercice de conditions et de restrictions.
2. Prescrire des municipalités pour l'application du paragraphe 8 (2) (pouvoirs des conseils gestionnaires de services : débentures).
3. Prescrire des programmes de logement pour l'application du paragraphe 9 (2) (restrictions applicables aux prêts hypothécaires).
4. Prescrire les questions que le paragraphe 10 (1) (obligations : programmes de logement transférés) mentionne comme étant prescrites.
5. Pour l'application du paragraphe 10 (3), prescrire les critères et les règles à observer en ce qui concerne l'administration et le financement des programmes de logement.
6. Prescrire des fournisseurs de logements pour l'application du paragraphe 10 (6) (langue des services).
7. Prescrire les questions que le paragraphe 11 (1) (obligations : aide sous forme de loyer indexé sur le revenu) mentionne comme étant prescrites.
8. Prescrire des programmes de logement pour l'application du paragraphe 11 (2) (exclusions).
9. Prescrire les questions que le paragraphe 11 (3) (niveaux de service : logements modifiés) mentionne comme étant prescrites.

10. For the purposes of subsection 12 (1) (prescribed duties), prescribing additional duties of service managers.
11. For the purposes of subsection 12 (2) (prescribed duties), prescribing conditions and restrictions on the performance of duties.
12. Prescribing conditions and restrictions for the purposes of clause 14 (1) (b) (appointment of administrator).
13. For the purposes of subsection 17 (3) (notice of project in difficulty), prescribing information to be included in the written notice.
14. For the purposes of section 18 (records), prescribing the records to be kept by a service manager and the length of time that they must be kept.
15. Prescribing dates, information and documents for the purposes of subsections 19 (1) and (2) (annual report).

Minister's regulations (Part II Service Managers)

(2) The Minister may make regulations in respect of the following matters:

1. For the purposes of subsection 4 (1) (designation of service manager), designating municipalities, district social services administration boards, area services boards and other agencies, boards and commissions as service managers.
2. For the purposes of subsection 4 (2) (service area), specifying the geographic area that is the service area of each service manager.
3. Establishing a system or process by which a service manager may obtain mortgage financing on behalf of or for the benefit of a housing provider described in section 9. The regulation may authorize another ministry or entity to operate the system or process.
4. For the purposes of subsection 15 (2) (agreement regarding performance by another person), prescribing conditions and restrictions on the authority of the service manager to enter into an agreement and on the scope of the agreement.

Regulations respecting Part III (Local Housing Corporations)

162. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. For the purposes of subsection 22 (7) (first share issuance), prescribing the number of common shares a local housing corporation is deemed to have issued to a prescribed service manager.

10. Pour l'application du paragraphe 12 (1) (fonctions prescrites), prescrire les autres fonctions des gestionnaires de services.
11. Pour l'application du paragraphe 12 (2) (fonctions prescrites), prescrire les conditions et les restrictions applicables à l'exercice des fonctions.
12. Prescrire des conditions et des restrictions pour l'application de l'alinéa 14 (1) b) (nomination d'un administrateur).
13. Pour l'application du paragraphe 17 (3) (avis d'ensemble en difficulté), prescrire les renseignements que doit comprendre l'avis écrit.
14. Pour l'application de l'article 18 (documents), prescrire les documents que le gestionnaire de services doit conserver et la durée pour laquelle il doit le faire.
15. Prescrire des dates, des renseignements et des documents pour l'application des paragraphes 19 (1) et (2) (rapport annuel).

Règlements du ministre : partie II (gestionnaires de services)

(2) Le ministre peut, par règlement :

1. Pour l'application du paragraphe 4 (1) (désignation des gestionnaires de services), désigner comme gestionnaires de services des municipalités, des conseils d'administration de district des services sociaux, des régies régionales des services publics et d'autres organismes, conseils et commissions.
2. Pour l'application du paragraphe 4 (2) (aire de service), préciser la zone géographique qui constitue l'aire de service de chaque gestionnaire de services.
3. Mettre sur pied un mécanisme ou un processus qui permette à un gestionnaire de services d'obtenir un prêt hypothécaire pour le compte ou au profit d'un fournisseur de logements visé à l'article 9. Le règlement peut autoriser un autre ministère ou une autre entité à faire fonctionner le mécanisme ou le processus.
4. Pour l'application du paragraphe 15 (2) (accord d'impartition), prescrire les conditions et les restrictions applicables au pouvoir du gestionnaire de services de conclure un accord et à la portée de celui-ci.

Règlements : partie III (sociétés locales de logement)

162. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Pour l'application du paragraphe 22 (7) (première émission d'actions), prescrire le nombre d'actions ordinaires qu'une société locale de logement est réputée avoir émises en faveur d'un gestionnaire de services prescrit.

2. For the purposes of subsection 31 (3) (relationship of local housing corporation to related service manager), prescribing provincial rules governing the accountability of a local housing corporation to its related service manager for its operations and activities.
3. Prescribing housing programs for the purposes of subsection 31 (5) (relationship of local housing corporation to related service manager).
4. For the purposes of paragraph 3 of subsection 31 (5) (relationship of local housing corporation to related service manager), prescribing rules respecting the establishment and use of benchmarks and best practices.

Minister's regulations (Part III Local Housing Corporations)

(2) The Minister may make regulations respecting the following matters:

1. For the purposes of paragraph 1 of subsection 31 (5) (relationship of local housing corporation to related service manager), prescribing the manner of determining the amounts payable by a service manager to a local housing corporation.

Regulations respecting Part IV (Transfer Orders)

163. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations with respect to the following matters:

1. Prescribing the matters referred to in subsections 40 (1) and (2) (inspection of transfer orders) as being prescribed.
2. Prescribing the matters referred to in subsection 47 (3) (transfer deemed not to have certain effects) as being prescribed.
3. Prescribing criteria for the purposes of subparagraph 4 ii of subsection 49 (2) (restrictions, real property).
4. Prescribing the matters referred to in section 59 (legislation from which certain transfers exempt) as being prescribed.
5. Governing the transfer of assets, liabilities, rights and obligations, including the transfer of employees, under Part IV and supplementing the provisions of Part IV.

Minister's regulations (Part IV Transfer Orders)

(2) The Minister may make regulations with respect to the following matters:

1. Prescribing archival documents or classes of archival documents for the purposes of subsections 54 (3) and (6) (transfer of documents).

Regulations respecting Part V (Eligibility for Assistance)

164. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

2. Pour l'application du paragraphe 31 (3) (lien entre la société locale de logement et le gestionnaire de services lié), prescrire des règles provinciales régissant l'obligation de la société locale de logement de rendre des comptes au gestionnaire de services lié à l'égard de son fonctionnement et de ses activités.
3. Prescrire des programmes de logement pour l'application du paragraphe 31 (5) (lien entre la société locale de logement et le gestionnaire de services lié).
4. Pour l'application de la disposition 3 du paragraphe 31 (5) (lien entre la société locale de logement et le gestionnaire de services lié), prescrire des règles régissant l'établissement et l'utilisation de données de référence et de pratiques exemplaires.

Règlements du ministre : partie III (sociétés locales de logement)

(2) Le ministre peut, par règlement :

1. Pour l'application de la disposition 1 du paragraphe 31 (5) (lien entre la société locale de logement et le gestionnaire de services lié), prescrire la manière de calculer les sommes que le gestionnaire de services doit verser à une société locale de logement.

Règlements : partie IV (décrets de transfert ou de mutation)

163. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescrire les questions que les paragraphes 40 (1) et (2) (examen des décrets) mentionnent comme étant prescrites.
2. Prescrire les questions que le paragraphe 47 (3) (transfert et mutation réputés ne pas avoir certains effets) mentionne comme étant prescrites.
3. Prescrire des critères pour l'application de la sous-disposition 4 ii du paragraphe 49 (2) (restrictions : biens immeubles).
4. Prescrire les questions que l'article 59 (exclusion de certains textes législatifs) mentionne comme étant prescrites.
5. Régir le transfert de biens, de dettes, de droits et d'obligations ainsi que la mutation d'employés en application de la partie IV et compléter les dispositions de cette partie.

Règlements du ministre : partie IV (décrets de transfert ou de mutation)

(2) Le ministre peut, par règlement :

1. Prescrire des documents d'archives ou des catégories de ceux-ci pour l'application des paragraphes 54 (3) et (6) (transfert de documents).

Règlements : partie V (admissibilité à l'aide)

164. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescribing policy statements to be applied in the interpretation of Part V and of regulations made with respect to Part V and requiring service managers, lead agencies and housing providers to apply them.
- 1.1 Prescribing housing programs for the purposes of the definition of "designated housing project" in section 61.
2. Prescribing information and documents for the purposes of subsection 62 (2) (application for assistance).
3. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 63 (5) (eligibility for assistance).
4. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 64 (4) (type of accommodation).
5. For the purposes of subsection 65 (1) (waiting lists for units), prescribing the requirements to be met by service managers when establishing and administering waiting lists.
6. For the purposes of subsection 65 (3) (waiting lists for units), prescribing the requirements to be met when determining the category within a waiting list a household is to be included in.
7. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 65 (5) (waiting lists for units).
8. For the purposes of subsection 66 (2) (amount of geared-to-income rent), prescribing the standards to be used when determining the amount of geared-to-income rent payable by a household.
9. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 66 (3) (amount of geared-to-income rent).
10. For the purposes of subsection 67 (2) (deferral of rent), prescribing the requirements to be met for an application for deferral of rent.
11. Prescribing circumstances and criteria for the purposes of subsection 67 (3) (deferral of rent).
12. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 67 (4) (deferral of rent).
13. Prescribing information and documents for the purposes of subsection 68 (2) (application for special needs housing).
14. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 69 (5) (eligibility for special needs housing).

1. Prescrire les déclarations de principe à appliquer pour l'interprétation de la partie V et de ses règlements d'application et exiger leur application par les gestionnaires de services, les organismes responsables et les fournisseurs de logements.
- 1.1 Prescrire des programmes de logement pour l'application de la définition de «ensemble domiciliaire désigné» à l'article 61.
2. Prescrire des renseignements et des documents pour l'application du paragraphe 62 (2) (demande d'aide).
3. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 63 (5) (admissibilité à l'aide).
4. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 64 (4) (type de logement acceptable).
5. Pour l'application du paragraphe 65 (1) (listes d'attente pour les logements), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les gestionnaires de services lorsqu'ils dressent et tiennent des listes d'attente.
6. Pour l'application du paragraphe 65 (3) (listes d'attente pour les logements), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les gestionnaires de services lorsqu'ils décident dans quelle catégorie d'une liste d'attente un ménage doit être placé.
7. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 65 (5) (listes d'attente pour les logements).
8. Pour l'application du paragraphe 66 (2) (calcul du loyer indexé sur le revenu), prescrire les normes à respecter pour calculer le loyer indexé sur le revenu payable par un ménage.
9. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 66 (3) (calcul du loyer indexé sur le revenu).
10. Pour l'application du paragraphe 67 (2) (report du loyer), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les demandes de report de loyer.
11. Prescrire des circonstances et des critères pour l'application du paragraphe 67 (3) (report du loyer).
12. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 67 (4) (report du loyer).
13. Prescrire des renseignements et des documents pour l'application du paragraphe 68 (2) (demande de logement adapté).
14. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 69 (5) (admissibilité à un logement adapté).

14.1 Prescribing the requirements for a notice given under subsection 69.1 (4) (type of accommodation). ➡

15. For the purposes of subsection 70 (1) (waiting lists for special needs housing), prescribing the requirements to be met by service managers, supportive housing providers and lead agencies when establishing and administering waiting lists.

16. For the purposes of subsection 70 (3) (waiting lists for special needs housing), prescribing the requirements to be met when determining the category within a waiting list a household is to be included in.

17. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 70 (5) (waiting lists for special needs housing). ➡

17.1 Prescribing requirements for the provision of information, for the purposes of subsection 70 (7) (waiting lists for special needs housing). ➡

18. For the purposes of section 71 (eligibility rules), establishing provincial eligibility rules for rent-geared-to-income assistance and for special needs housing.

19. For the purposes of subsection 71 (5) (eligibility rules), prescribing the matters that may be dealt with in local eligibility rules. ➡

19.1 For the purposes of subsection 71 (6) (eligibility rules), prescribing the requirements with which a service manager must comply in establishing local eligibility rules. ➡

20. Establishing provincial occupancy standards for the purposes of section 72 (occupancy standards).

21. Prescribing the matters referred to in subsection 72 (4) (occupancy standards) as being prescribed.

22. Establishing provincial priority rules for the purposes of section 73 (priority rules). ➡

24. For the purposes of subsection 77 (2) (internal review), prescribing requirements relating to a request for an internal review of a decision.

25. For the purposes of subsection 78 (1) (conduct of

14.1 Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 69.1 (4) (type de logement acceptable). ➡

15. Pour l'application du paragraphe 70 (1) (listes d'attente pour les logements adaptés), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les gestionnaires de services, les fournisseurs de logements avec services de soutien et les organismes responsables lorsqu'ils dressent et tiennent des listes d'attente.

16. Pour l'application du paragraphe 70 (3) (listes d'attente pour les logements adaptés), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les gestionnaires de services et les organismes responsables lorsqu'ils décident dans quelle catégorie d'une liste d'attente un ménage doit être placé.

17. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 70 (5) (listes d'attente pour les logements adaptés). ➡

17.1 Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire la fourniture de renseignements pour l'application du paragraphe 70 (7) (listes d'attente pour les logements adaptés). ➡

18. Pour l'application de l'article 71 (règles d'admissibilité), établir des règles d'admissibilité provinciales pour l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu et pour les logements adaptés.

19. Pour l'application du paragraphe 71 (5) (règles d'admissibilité), prescrire les questions dont peuvent traiter les règles d'admissibilité locales. ➡

19.1 Pour l'application du paragraphe 71 (6) (règles d'admissibilité), prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire un gestionnaire de services lorsqu'il établit des règles d'admissibilité locales. ➡

20. Établir des normes d'occupation provinciales pour l'application de l'article 72 (normes d'occupation).

21. Prescrire les questions que le paragraphe 72 (4) (normes d'occupation) mentionne comme étant prescrites.

22. Établir des règles de priorité provinciales pour l'application de l'article 73 (règles de priorité). ➡

24. Pour l'application du paragraphe 77 (2) (révision interne), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les demandes de révision interne d'une décision.

25. Pour l'application du paragraphe 78 (1) (conduite

review), prescribing requirements for the conduct of an internal review of a decision.

26. For the purposes of subsection 81 (3) (reimbursement of service manager), prescribing the requirements for determining the amount to be paid to the service manager.
27. Prescribing a percentage for the purposes of subsection 81 (5) (reimbursement of service manager).
28. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 81 (6) (reimbursement of service manager).
29. Prescribing requirements for the purposes of subsection 83 (1) (designation of lead agencies).



30. Terminating a referral agreement and prescribing the date on which it is terminated, for the purposes of subsection 84 (2) (referral agreements).
31. Prescribing rules for the purposes of subsection 84 (3) (referral agreements).

Minister's regulations (Part V Eligibility for Assistance)

(2) The Minister may make regulations in respect of the following matters:



- 0.1 For the purposes of section 61.2 (service manager, supportive housing provider or lead agency), prescribing provisions of Part V that apply to a supportive housing provider in respect of a specified service area.
1. For the purposes of subsection 85 (4) (application procedures), prescribing requirements to be met by service managers, supportive housing providers and lead agencies in establishing application procedures for special needs housing.

Regulations respecting Part VI (Operating Framework — Certain Transferred Housing Programs)

165. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. Prescribing the matters referred to in section 86 (termination of operating agreements) as being prescribed.
2. Prescribing rules for the purposes of clause 90 (3) (a) (restriction on transfer, etc., of housing project).

Minister's regulations (Part VI Operating Framework — Certain Transferred Housing Programs)

(2) The Minister may make regulations respecting the following matters:

de la révision), prescrire les exigences applicables à la conduite d'une révision interne d'une décision.

26. Pour l'application du paragraphe 81 (3) (remboursement du gestionnaire de services), prescrire les exigences applicables au calcul de la somme à rembourser au gestionnaire de services.
27. Prescrire un pourcentage pour l'application du paragraphe 81 (5) (remboursement du gestionnaire de services).
28. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 81 (6) (remboursement du gestionnaire de services).
29. Prescrire des exigences pour l'application du paragraphe 83 (1) (désignation d'organismes responsables).



30. Résilier un accord de renvoi et prescrire la date de la résiliation pour l'application du paragraphe 84 (2) (accords de renvoi).
31. Prescrire des règles pour l'application du paragraphe 84 (3) (accords de renvoi).

Règlements du ministre : partie V (admissibilité à l'aide)

(2) Le ministre peut, par règlement :



- 0.1 Pour l'application de l'article 61.2 (gestionnaire de services, fournisseur de logements avec services de soutien ou organisme responsable), prescrire les dispositions de la partie V qui s'appliquent à un fournisseur de logements avec services de soutien à l'égard d'une aire de service précisée.
1. Pour l'application du paragraphe 85 (4) (modalités de demande), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les gestionnaires de services, les fournisseurs de logements avec services de soutien et les organismes responsables lorsqu'ils établissent les modalités de demande de logement adapté.

Règlements : partie VI (cadre d'exploitation pour certains programmes de logement transférés)

165. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescrire les questions que l'article 86 (résiliation des accords d'exploitation) mentionne comme étant prescrites.
2. Prescrire des règles pour l'application de l'alinéa 90 (3) a) (restrictions applicables à la disposition d'un ensemble domiciliaire).

Règlements du ministre : partie VI (cadre d'exploitation pour certains programmes de logement transférés)

(2) Le ministre peut, par règlement :

1. For the purposes of section 88 (provincial requirements for housing providers), establishing provincial requirements for housing providers.
2. For the purposes of subsection 89 (1) (local standards), prescribing the matters that may be dealt with in local standards for housing providers.
3. For the purposes of subsection 97 (2) (duty to pay subsidy), prescribing the date on which the duty to pay a subsidy for a housing project is terminated.
4. Prescribing one or more market rent indices for the purposes of section 98 (general subsidy).



- 4.1 Prescribing the manner of determining the amount of the operating reserve referred to in the definition of "P" in subsection 98 (10) (general subsidy). ⬆
5. Prescribing the manner of determining the amounts referred to in subsection 98 (11) (general subsidy).
6. Prescribing the manner of determining the amounts referred to in subsection 99 (1) (benchmark revenue, etc.).
7. Prescribing units and classes of units for the purposes of paragraph 4 of subsection 99 (1) (benchmark revenue, etc.).
8. Prescribing housing providers for the purposes of subsection 101 (1) (subsidy re certain housing providers).
9. Prescribing one or more cost indices for the purposes of section 101 (subsidy re certain housing providers).
10. Prescribing the manner of determining benchmark operating costs for the purposes of section 102 (benchmark operating costs).



- 10.1 Prescribing the manner of determining the amount of the operating reserve referred to in the definition of "H" in subsection 101 (4) (subsidy re certain housing providers). ⬆
11. Prescribing requirements referred to in section 105 (payment of subsidy).
12. Prescribing terms and conditions for the purposes of subsection 106 (3) (additional subsidy).
13. For the purposes of section 107 (records), prescribing the records to be kept by a housing provider and the length of time that they must be kept.

1. Pour l'application de l'article 88 (exigences provinciales applicables aux fournisseurs de logements), fixer des exigences provinciales pour les fournisseurs de logements.
2. Pour l'application du paragraphe 89 (1) (normes locales), prescrire les questions dont peuvent traiter les normes locales établies à l'intention des fournisseurs de logements.
3. Pour l'application du paragraphe 97 (2) (obligation de verser un subside), prescrire la date à laquelle s'éteint l'obligation de verser un subside à l'égard d'un ensemble domiciliaire.
4. Prescrire un ou plusieurs indices des loyers du marché pour l'application de l'article 98 (subside général).



- 4.1 Prescrire la manière de calculer le montant de la réserve d'exploitation visée à la définition de l'élément «P» au paragraphe 98 (10) (subside général). ⬆
5. Prescrire la manière de calculer les sommes visées au paragraphe 98 (11) (subside général).
6. Prescrire la manière de calculer les sommes visées au paragraphe 99 (1) (revenus de référence).
7. Prescrire des logements et des catégories de logements pour l'application de la disposition 4 du paragraphe 99 (1) (revenus de référence).
8. Prescrire des fournisseurs de logements pour l'application du paragraphe 101 (1) (subside : certains fournisseurs de logements).
9. Prescrire un ou plusieurs indices des frais pour l'application de l'article 101 (subside : certains fournisseurs de logements).
10. Prescrire la manière de calculer les frais d'exploitation de référence pour l'application de l'article 102 (frais d'exploitation de référence).





- 10.1 Prescrire la manière de calculer le montant de la réserve d'exploitation visée à la définition de l'élément «H» au paragraphe 101 (4) (subside : certains fournisseurs de logements). ⬆
11. Prescrire les exigences visées à l'article 105 (versement des subsides).
12. Prescrire des conditions pour l'application du paragraphe 106 (3) (demande de subside additionnel).
13. Pour l'application de l'article 107 (documents), prescrire les documents que le fournisseur de logements doit conserver et la durée pour laquelle il doit le faire.

14. Prescribing information and documents for the purposes of subsection 108 (2) (annual report).
15. For the purposes of subsections 108 (3) and (4) (report re households), requiring housing providers to give the service manager a report and prescribing information and documents to be included in the report.

Regulations respecting Part VII (Payment of Provincial and Local Housing Costs)


166. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations with respect to the following matters:

1. Prescribing housing programs and costs for the purposes of subsection 117 (1) (provincial housing costs). 
2. For the purposes of subsection 117 (3) (provincial housing costs), prescribing billing periods and prescribing the manner of determining the amount of the provincial housing costs for a billing period.
3. Prescribing the manner of making the determination required by subsection 118 (1) (recoverable amount).
- 3.1 Prescribing the manner of making the allocation required by subsection 118 (2) (allocation).
- 3.2 Prescribing the other information referred to in subsection 118 (3) (notice). 
4. Governing interest and penalties for the purposes of section 120 (interest and penalties).
5. Prescribing amounts for the purposes of subsection 122 (2) (service manager's housing costs).
6. For the purposes of subsection 123 (1) (calculation by service manager), prescribing requirements for the calculation of the amount of the service manager's housing costs.
7. Governing the apportionment of a municipal service manager's housing costs for the purposes of subsection 124 (1) (apportionment by municipal service manager).
8. Prescribing information to be included in the notice required by subsection 124 (2) (apportionment by municipal service manager).
9. Governing the apportionment of a dssab service manager's housing costs for the purposes of section 125 (apportionment by dssab service manager).
10. For the purposes of section 125 (apportionment by dssab service manager), specifying that a mu-

14. Prescrire des renseignements et des documents pour l'application du paragraphe 108 (2) (rapport annuel).
15. Pour l'application des paragraphes 108 (3) et (4) (rapport sur les ménages), exiger des fournisseurs de logements qu'ils remettent un rapport au gestionnaire de services et prescrire les renseignements et les documents qu'il doit comprendre.

Règlements : partie VII (paiement des coûts du logement engagés par la province ou par les gestionnaires de services)

166. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescrire des programmes de logement et des coûts pour l'application du paragraphe 117 (1) (coûts du logement engagés par la province).
2. Pour l'application du paragraphe 117 (3) (coûts du logement engagés par la province), prescrire des périodes de facturation et la manière de calculer les coûts du logement engagés par la province pour une période de facturation donnée.
3. Prescrire la manière de faire le calcul qu'exige le paragraphe 118 (1) (coûts recouvrables).
- 3.1 Prescrire la manière de faire la répartition qu'exige le paragraphe 118 (2) (répartition).
- 3.2 Prescrire les autres renseignements visés au paragraphe 118 (3) (avis). 
4. Régir les intérêts et les pénalités pour l'application de l'article 120 (intérêts et pénalités en cas de non-paiement).
5. Prescrire des coûts pour l'application du paragraphe 122 (2) (coûts du logement engagés par les gestionnaires de services).
6. Pour l'application du paragraphe 123 (1) (calcul effectué par le gestionnaire de services), prescrire les exigences applicables au calcul des coûts du logement engagés par le gestionnaire de services.
7. Régir la répartition des coûts du logement engagés par une municipalité gestionnaire de services pour l'application du paragraphe 124 (1) (répartition des coûts du logement).
8. Prescrire les renseignements à inclure dans l'avis exigé par le paragraphe 124 (2) (répartition des coûts du logement).
9. Régir la répartition des coûts du logement engagés par un conseil gestionnaire de services pour l'application de l'article 125 (répartition par le conseil gestionnaire de services).
10. Pour l'application de l'article 125 (répartition par le conseil gestionnaire de services), préciser

municipality shall be deemed to be territory without municipal organization.

qu'une municipalité est réputée un territoire non érigé en municipalité.

- 10.1 Governing payment by the Minister to a dssab service manager of the amounts referred to in subsection 125 (4) (payment).
- 10.2 Governing payment by a dssab service manager to the Minister of the amount referred to in clause 125 (4.1) (a) and payment by the Minister to a dssab service manager of the amount referred to in clause 125 (4.1) (b).
- 10.3 Governing interest and penalties for the purposes of section 127 (interest and penalties).
11. Prescribing housing programs for the purposes of subsection 129 (3) (use of federal funds).
12. Governing the duties of the Minister set out in subsection 131 (5) (GTA equalization).
13. Governing interest and penalties for the purposes of subsection 131 (9) (GTA equalization).
14. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 133 (2) (request for review).
15. For the purposes of subsection 133 (3) (request for review), prescribing criteria for determining whether an allocation is reviewable.

- 10.1 Régir le versement au conseil gestionnaire de services par le ministre des sommes visées au paragraphe 125 (4) (versement).
- 10.2 Régir le versement au ministre par le conseil gestionnaire de services de la somme visée à l'alinéa 125 (4.1) a) et le versement au conseil gestionnaire de services par le ministre de la somme visée à l'alinéa 125 (4.1) b).
- 10.3 Régir les intérêts et les pénalités pour l'application de l'article 127 (intérêts et pénalités).
11. Prescrire des programmes de logement pour l'application du paragraphe 129 (3) (affectation des subventions fédérales).
12. Régir les obligations que le paragraphe 131 (5) (péréquation dans le cas du GT) impose au ministre.
13. Régir les intérêts et les pénalités pour l'application du paragraphe 131 (9) (péréquation dans le cas du GT).
14. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 133 (2) (demande de révision).
15. Pour l'application du paragraphe 133 (3) (demande de révision), prescrire les critères à utiliser pour décider si une somme attribuée est susceptible de révision.

Apportionment regulations

(2) A regulation under paragraph 7 or 9 of subsection (1) may do one or more of the following:

1. Subject to the requirements and conditions specified in the regulation,
 - i. in the case of a regulation under paragraph 7 of subsection (1), provide for the apportionment to be determined by the agreement of the municipal service manager and the independent municipalities in its service area, and authorize municipalities to enter into these agreements, and
 - ii. in the case of a regulation under paragraph 9 of subsection (1), provide for the method of apportionment to be determined by the dssab service manager.
2. Subject to the specified requirements and conditions, provide for the apportionment to be determined by an arbitration process, and set out the arbitration process.
3. Subject to the specified requirements and conditions, provide for the apportionment to be deter-

Règlements sur la répartition

(2) Les règlements pris en application de la disposition 7 ou 9 du paragraphe (1) peuvent :

1. Sous réserve des exigences et des conditions qu'ils précisent :
 - i. dans le cas d'un règlement pris en application de la disposition 7 du paragraphe (1), prévoir que la répartition est décidée par accord de la municipalité gestionnaire de services et des municipalités indépendantes situées dans son aire de service et autoriser les municipalités à conclure un tel accord,
 - ii. dans le cas d'un règlement pris en application de la disposition 9 du paragraphe (1), prévoir que la méthode de répartition est décidée par le conseil gestionnaire de services.
2. Sous réserve des exigences et des conditions précisées, prévoir que la répartition est décidée conformément à un processus d'arbitrage, et fixer celui-ci.
3. Sous réserve des exigences et des conditions précisées, prévoir que la répartition est décidée

mined by any other method, and set out the method.

Interim apportionment

(3) A regulation under paragraph 1 or 2 of subsection (2) may,

- (a) provide for the apportionment to be determined by another method on an interim basis until such time as an agreement or an arbitration decision is made, and set out the method;
- (b) permit an agreement or an arbitration decision to apply to amounts paid or owing before the agreement or arbitration decision is made; and
- (c) provide for the reconciliation of amounts paid on an interim basis.

Regulations respecting interest and penalties

(4) A regulation under paragraph 10.3 of subsection (1) may, subject to the requirements and conditions specified in the regulation,

- (a) if the apportionment is determined by the agreement of the municipal service manager and the independent municipalities in its service area, provide for interest and penalties to be determined by such agreement and, if the method of apportionment is determined by the dssab service manager, provide for the interest and penalties to be determined by the dssab service manager;
- (b) provide for interest and penalties to be determined in accordance with the arbitration decision made following the arbitration process referred to in paragraph 2 of subsection (2); or
- (c) provide for interest and penalties to be determined in accordance with any other method, and set out the method.

Regulations respecting Part VIII (Social Housing Services Corporation)

167. The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

- 1. Prescribing housing providers for the purposes of clauses 135 (2) (c) and (d) (creation of corporation).
- 2. Prescribing requirements for the purposes of clause 135 (2) (e) (creation of corporation).
- 3. Prescribing housing providers and housing programs for the purposes of clauses 136 (a), (b), (c) and (d) (objects of the corporation).
- 4. Prescribing housing providers for the purposes of clauses 137 (1) (b), (c), (d), (e), (f) and (g) (powers).

par une autre méthode, et fixer celle-ci.

Répartition provisoire

(3) Les règlements pris en application de la disposition 1 ou 2 du paragraphe (2) peuvent :

- a) prévoir que la répartition est décidée de façon provisoire par une autre méthode jusqu'à ce qu'un accord soit conclu ou qu'une décision arbitrale soit rendue, et fixer la méthode en question;
- b) permettre qu'un accord ou une décision arbitrale s'applique aux sommes versées ou dues avant la conclusion de l'accord ou le prononcé de la décision arbitrale;
- c) prévoir le rapprochement des sommes versées de façon provisoire.

Règlements sur les intérêts et les pénalités

(4) Les règlements pris en application de la disposition 10.3 du paragraphe (1) peuvent, sous réserve des exigences et des conditions qu'ils précisent :

- a) si la répartition est décidée par accord de la municipalité gestionnaire de services et des municipalités indépendantes situées dans son aire de service, prévoir la fixation des intérêts et des pénalités par un tel accord et, si la méthode de répartition est décidée par le conseil gestionnaire de services, prévoir la fixation des intérêts et des pénalités par ce dernier;
- b) prévoir la fixation des intérêts et des pénalités conformément à la décision arbitrale rendue à l'issue du processus d'arbitrage visé à la disposition 2 du paragraphe (2);
- c) prévoir la fixation des intérêts et des pénalités conformément à une autre méthode, et fixer celle-ci.


Règlements : partie VIII (Société des services de logement social)

167. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- 1. Prescrire des fournisseurs de logements pour l'application des alinéas 135 (2) c) et d) (création d'une personne morale).
- 2. Prescrire des exigences pour l'application de l'alinéa 135 (2) e) (création d'une personne morale).
- 3. Prescrire des fournisseurs de logements et des programmes de logement pour l'application des alinéas 136 a), b), c) et d) (mission de la Société).
- 4. Prescrire des fournisseurs de logements pour l'application des alinéas 137 (1) b), c), d), e), f) et g) (pouvoirs).

5. Governing the selection of the members of the board of directors described in paragraphs 1 to 7 of subsection 138 (1).




- 5.1 Prescribing the expenditures of the corporation that the members who are service managers must pay and the manner in which they must be paid, for the purposes of section 145.1 (expenditures in and after 2005). 
6. Prescribing information and documents for the purposes of subsection 146 (2) (annual report).
7. Prescribing the matters referred to in subsection 147 (1) (reports by service managers, etc.) as being prescribed.

Regulations respecting Part IX (General)

168. The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:


1. Prescribing transferred housing programs for the purposes of subsection 150 (1) (power to amend, replace certain operating agreements).
2. For the purposes of subsection 152 (2) (eligibility review officers), prescribing the powers of eligibility review officers.
3. For the purposes of subsection 152 (4) (family support workers), prescribing the powers and duties of family support workers.
4. For the purposes of subsection 155 (1) (personal information), prescribing housing programs and housing projects and governing standards for the collection, use, disclosure and safeguarding of privacy of personal information and for a person's access to his or her personal information.
5. Prescribing bodies for the purposes of paragraph 6 of subsection 156 (1) (agreements of Minister).
6. Prescribing statutes for the purposes of clauses 156 (2) (b) and (c) (agreements of Minister).
7. Prescribing Acts for the purposes of clauses 157 (2) (b) and (c) (agreements of service managers).



8. Prescribing types of personal information and rules for the disclosure or sharing of each type of personal information, for the purposes of section 158.1 (restriction re prescribed personal information). 

5. Régir le choix des administrateurs visés aux dispositions 1 à 7 du paragraphe 138 (1).




- 5.1 Prescrire les dépenses de la Société que les membres qui sont des gestionnaires de services doivent payer et la manière dont ils doivent le faire, pour l'application de l'article 145.1 (dépenses engagées à compter de 2005). 
6. Prescrire des renseignements et des documents pour l'application du paragraphe 146 (2) (rapport annuel).
7. Prescrire les questions que le paragraphe 147 (1) (rapports des gestionnaires de services) mentionne comme étant prescrites.

Règlements : partie IX (dispositions générales)

168. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescrire des programmes de logement transférés pour l'application du paragraphe 150 (1) (pouvoir de modifier et de remplacer certains accords d'exploitation).
2. Pour l'application du paragraphe 152 (2) (agents de révision de l'admissibilité), prescrire les pouvoirs des agents de révision de l'admissibilité.
3. Pour l'application du paragraphe 152 (4) (agents d'aide au recouvrement), prescrire les pouvoirs et les fonctions des agents d'aide au recouvrement.
4. Pour l'application du paragraphe 155 (1) (renseignements personnels), prescrire des programmes de logement et des ensembles domiciliaires et régir les normes applicables à la collecte, à l'utilisation et à la divulgation des renseignements personnels, à la protection de leur caractère confidentiel ainsi qu'à l'accès de quiconque aux renseignements personnels qui le concernent.
5. Prescrire des entités pour l'application de la disposition 6 du paragraphe 156 (1) (conclusion d'ententes par le ministre).
6. Prescrire des lois pour l'application des alinéas 156 (2) b) et c) (conclusion d'ententes par le ministre).
7. Prescrire des lois pour l'application des alinéas 157 (2) b) et c) (conclusion d'ententes par les gestionnaires de services).



8. Prescrire des genres de renseignements personnels et les règles régissant la divulgation ou la communication de chacun d'eux, pour l'application de l'article 158.1 (restriction : renseignements personnels prescrits). 

**PART X
AMENDMENTS, REPEALS,
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

Amendments to the Ontario Housing Corporation Act

169. (1) The definition of "Minister" in section 1 of the *Ontario Housing Corporation Act* is repealed and the following substituted:

"Minister" means the Minister of Municipal Affairs and Housing or such other member of the Executive Council to whom the administration of this Act may be assigned under the *Executive Council Act*. ("ministre")

(2) Subsection 2 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Composition

(2) The Corporation shall consist of not fewer than three members appointed by the Lieutenant Governor in Council, each of whom must be a public servant.

(3) Subsection 3 (1) of the Act is amended by striking out "and one of them as vice-chair".

(4) Subsection 3 (2) of the Act is repealed.

(5) Subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out "sections 2 and 4" and substituting "section 2".

(6) Subsection 6 (3) of the Act is repealed.

(7) Subsection 6 (5) of the Act is repealed.

(8) Subsection 10 (1) of the Act is amended by striking out "Treasurer of Ontario" and substituting "Minister of Finance".

Repeal of the

Social Housing Funding Act, 1997

170. (1) The *Social Housing Funding Act, 1997* is repealed.

Transition

(2) Despite the repeal of the *Social Housing Funding Act, 1997*, that Act, as it reads immediately before its repeal, continues to apply,

(a) in respect of billing periods ending before the day this section comes into force; and

(b) to a review under subsection 5 (3) of the Act commenced before the day this section comes into force.

Amendments to the Tenant Protection Act, 1997

171. (1) Subsection 5 (1) of the *Tenant Protection Act, 1997* is amended by adding the following paragraph:

**PARTIE X
MODIFICATIONS, ABROGATIONS, ENTRÉE EN
VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

Modification de la Loi sur la Société de logement de l'Ontario

169. (1) La définition de «ministre» à l'article 1 de la *Loi sur la Société de logement de l'Ontario* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«ministre» Le ministre des Affaires municipales et du Logement ou l'autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

(2) Le paragraphe 2 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Composition

(2) La Société se compose d'au moins trois membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui sont tous des fonctionnaires.

(3) Le paragraphe 3 (1) de la Loi est modifié par suppression de «et un vice-président».

(4) Le paragraphe 3 (2) de la Loi est abrogé.

(5) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 2» à «les articles 2 et 4».

(6) Le paragraphe 6 (3) de la Loi est abrogé.

(7) Le paragraphe 6 (5) de la Loi est abrogé.

(8) Le paragraphe 10 (1) de la Loi est modifié par substitution de «ministre des Finances» à «trésorier de l'Ontario».

Abrogation de la Loi de 1997 sur le financement du logement social

170. (1) La *Loi de 1997 sur le financement du logement social* est abrogée.

Disposition transitoire

(2) Malgré son abrogation, la *Loi de 1997 sur le financement du logement social*, telle qu'elle existe immédiatement avant son abrogation, continue de s'appliquer à l'égard de ce qui suit :

a) les périodes de facturation se terminant avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article;

b) les réexamens visés au paragraphe 5 (3) de la Loi qui commencent avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article.

Modification de la Loi de 1997 sur la protection des locataires

171. (1) Le paragraphe 5 (1) de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires* est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 1.1 A rental unit in a residential complex described in paragraph 1 whose ownership, operation or management is transferred under the *Social Housing Reform Act, 2000* to a service manager or local housing corporation as defined in that Act.



(2) Paragraph 2 of subsection 5 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

2. A rental unit located in a non-profit housing project or other residential complex, if the non-profit housing project or other residential complex was developed or acquired under a prescribed federal, provincial or municipal program and continues to operate under,
- i. Part VI of the *Social Housing Reform Act, 2000*,
 - ii. an operating agreement, as defined in the *Social Housing Reform Act, 2000*, or
 - iii. an agreement made between a housing provider, as defined in the *Social Housing Reform Act, 2000*, and one or more of,
 - A. a municipality,
 - B. an agency of a municipality,
 - C. a non-profit corporation controlled by a municipality, if an object of the non-profit corporation is the provision of housing,
 - D. a local housing corporation, as defined in the *Social Housing Reform Act, 2000*, or
 - E. a service manager, as defined in the *Social Housing Reform Act, 2000*. ➡

(3) Clause 5 (2) (a) of the Act is amended by striking out “2 or 3” and substituting “1.1, 2 or 3”.

(4) Subsection 5 (3) of the Act is amended by striking out “2 or 3” and substituting “1.1, 2 or 3”.

(5) Section 5 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exception

(4.1) Despite subsection (1), the provisions of this Act set out in that subsection apply with respect to a rental unit described in paragraph 1.1 of that subsection if the tenant occupying the rental unit pays rent to a landlord other than a service manager or local housing corporation as defined in the *Social Housing Reform Act, 2000* or an agency of either of them.

- 1.1 Les logements locatifs d'un ensemble d'habitation visé à la disposition 1 dont la propriété, le fonctionnement ou la gestion est transférée en application de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social* à un gestionnaire de services ou à une société locale de logement au sens de cette loi.



(2) La disposition 2 du paragraphe 5 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Les logements locatifs d'un grand ensemble sans but lucratif ou d'un autre ensemble d'habitation s'il a été aménagé ou acquis dans le cadre d'un programme fédéral, provincial ou municipal prescrit et qu'il continue de fonctionner aux termes, selon le cas :
- i. de la partie VI de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*,
 - ii. d'un accord d'exploitation au sens de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*,
 - iii. d'un accord conclu entre un fournisseur de logements au sens de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social* et une ou plusieurs des entités suivantes :
 - A. une municipalité,
 - B. un organisme d'une municipalité,
 - C. une personne morale sans but lucratif sous le contrôle d'une municipalité, à condition que la fourniture de logements soit un élément de sa mission,
 - D. une société locale de logement au sens de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*,
 - E. un gestionnaire de services au sens de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*. ➡

(3) L'alinéa 5 (2) a) de la Loi est modifié par substitution de «1.1, 2 ou 3» à «2 ou 3».

(4) Le paragraphe 5 (3) de la Loi est modifié par substitution de «1.1, 2 ou 3» à «2 ou 3».

(5) L'article 5 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception

(4.1) Malgré le paragraphe (1), les dispositions de la présente loi énoncées à ce paragraphe s'appliquent à l'égard des logements locatifs visés à la disposition 1.1 du même paragraphe si les locataires paient un loyer à un locateur autre qu'un gestionnaire de services ou une société locale de logement au sens de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social* ou un organisme qui relève de

(6) Subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out “2 or 3” and substituting “1.1, 2 or 3”.

(7) Paragraph 2 of subsection 60 (1) of the Act is amended by striking out “2 or 3” and substituting “1.1, 2 or 3”.

(8) Subsection 62 (2) of the Act is amended by striking out “2 or 3” and substituting “1.1, 2 or 3”.

Commencement

172. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

173. The short title of this Act is the *Social Housing Reform Act, 2000*.

(6) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par substitution de «1.1, 2 ou 3» à «2 ou 3».

(7) La disposition 2 du paragraphe 60 (1) de la Loi est modifiée par substitution de «1.1, 2 ou 3» à «2 ou 3».

(8) Le paragraphe 62 (2) de la Loi est modifié par substitution de «1.1, 2 ou 3» à «2 ou 3».

Entrée en vigueur

172. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

173. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 128

*(Chapter 27
Statutes of Ontario, 2000)*

**An Act respecting
social housing**

The Hon. T. Clement
Minister of Municipal Affairs
and Housing

1st Reading	October 12, 2000
2nd Reading	October 25, 2000
3rd Reading	December 12, 2000
Royal Assent	December 12, 2000

Projet de loi 128

*(Chapitre 27
Lois de l'Ontario de 2000)*

**Loi concernant
le logement social**

L'honorable T. Clement
Ministre des Affaires municipales
et du Logement

1 ^{re} lecture	12 octobre 2000
2 ^e lecture	25 octobre 2000
3 ^e lecture	12 décembre 2000
Sanction royale	12 décembre 2000



An Act respecting social housing

Loi concernant le logement social

CONTENTS

SOMMAIRE

PART I INTERPRETATION

PARTIE I DÉFINITIONS

1. Purpose
2. Definitions
3. Crown bound

1. Objet
2. Définitions
3. Obligation de la Couronne

PART II SERVICE MANAGERS

PARTIE II GESTIONNAIRES DE SERVICES

POWERS AND DUTIES

POUVOIRS ET FONCTIONS

4. Designation of service manager
5. Powers of service manager
6. Additional powers, municipal service manager
7. Additional powers, dssab service manager
8. Powers of dssab service manager re debentures
9. Restrictions re mortgage financing
10. Duties re transferred housing programs
11. Service levels
12. Prescribed duties and restrictions
13. Responsibilities of housing provider

4. Désignation des gestionnaires de services
5. Pouvoirs du gestionnaire de services
6. Pouvoirs additionnels : municipalité gestionnaire de services
7. Pouvoirs additionnels : conseil gestionnaire de services
8. Pouvoirs des conseils gestionnaires de services : débetures
9. Restrictions applicables aux prêts hypothécaires
10. Obligations : programmes de logement transférés
11. Niveaux de services : ménages
12. Fonctions et restrictions prescrites
13. Responsabilités du fournisseur de logements

PERFORMANCE OF DUTIES

EXERCICE DES FONCTIONS

14. Joint local transfer plan
15. Appointment of administrator
16. Agreement regarding performance by another person
17. Geographic jurisdiction when agreement made

14. Plan commun de transfert local
15. Nomination d'un administrateur
16. Accord d'impartition
17. Territoire de compétence en cas d'accord

ADMINISTRATION

ADMINISTRATION

18. Notice of project in difficulty
19. Records
20. Annual and other reports
21. Audit or investigation
22. Failure to comply

18. Avis d'ensemble en difficulté
19. Documents
20. Rapports annuels et autres
21. Vérification ou enquête
22. Avis : défaut de se conformer

PART III LOCAL HOUSING CORPORATIONS

PARTIE III SOCIÉTÉS LOCALES DE LOGEMENT

ESTABLISHMENT AND GOVERNANCE

CONSTITUTION ET RÉGIE

23. Incorporation and organization
24. Authority to acquire shares

23. Constitution et organisation
24. Pouvoir d'acquérir des actions

- 25. Restrictions on share issuance, transfer, etc.
- 26. Restriction on amalgamation
- 27. Restriction on voluntary dissolution
- 28. Duty of corporation, etc.
- 29. Invalidity of certain actions
- 30. Conflict

ACTIVITIES AND OPERATIONS

- 31. Agreement with Minister, etc.
- 32. Relationship to service manager
- 33. Language of services

PART IV TRANSFER ORDERS

SCOPE OF TRANSFER ORDERS

- 34. Transfer orders
- 35. Restrictions
- 36. Consent to transfer
- 37. Effective date of transfer
- 38. Methods of describing transferred things
- 39. Rescission or amendment of transfer order

NOTICE OF TRANSFER ORDERS AND OF TRANSFERS

- 40. Notice of transfer order
- 41. Inspection of transfer orders
- 42. Notice of transfer not required
- 43. Registration requirements, real property
- 44. Registration of security interests

EFFECT OF TRANSFER ORDERS

- 45. Binding effect
- 46. Vesting in and assumption by transferee
- 47. No representation, etc., by transferor
- 48. Transfer deemed not to have certain effects
- 49. *Expropriations Act*
- 50. Restrictions, real property
- 51. Liability of certain guarantors

TRANSFER OF EMPLOYEES

- 52. Transfer of employees

TRANSFER OF MOTOR VEHICLES, ETC.

- 53. Transfer of motor vehicles, trailers
- 54. Motor vehicle insurance

TRANSFER OF DOCUMENTS AND DISCLOSURE OF RECORDS

- 55. Transfer of documents
- 56. Disclosure of other records

- 25. Restrictions applicables à l'émission et au transfert d'actions
- 26. Restrictions applicables aux fusions
- 27. Restrictions applicables aux dissolutions volontaires
- 28. Obligation de la société
- 29. Nullité de certaines mesures
- 30. Incompatibilité

ACTIVITÉS ET FONCTIONNEMENT

- 31. Conclusion d'accords avec le ministre
- 32. Lien avec le gestionnaire de services lié
- 33. Langue des services

PARTIE IV DÉCRETS DE TRANSFERT OU DE MUTATION

PORTÉE DES DÉCRETS DE TRANSFERT OU DE MUTATION

- 34. Décrets de transfert ou de mutation
- 35. Restrictions
- 36. Consentement
- 37. Date d'effet des transferts et des mutations
- 38. Description des personnes mutées ou des choses transférées
- 39. Annulation ou modification du décret de transfert ou de mutation

AVIS DE DÉCRET DE TRANSFERT OU DE MUTATION ET AVIS DE TRANSFERT

- 40. Avis de décret de transfert ou de mutation
- 41. Examen des décrets
- 42. Avis de transfert non obligatoire
- 43. Exigences en matière d'enregistrement des biens immeubles
- 44. Enregistrement d'une sûreté

EFFET DES DÉCRETS DE TRANSFERT OU DE MUTATION

- 45. Obligation des parties
- 46. Dévolution et prise en charge
- 47. Aucune affirmation de l'auteur
- 48. Transfert et mutation réputés ne pas avoir certains effets
- 49. *Loi sur l'expropriation*
- 50. Restrictions : biens immeubles
- 51. Responsabilité de certains garants

MUTATION D'EMPLOYÉS

- 52. Mutation d'employés

TRANSFERT DE VÉHICULES

- 53. Transfert de véhicules
- 54. Assurance-automobile

TRANSFERT ET DIVULGATION DE DOCUMENTS

- 55. Transfert de documents
- 56. Divulcation d'autres documents

57. Effect of transfer or disclosure

GENERAL

58. Part prevails

59. Right of action

60. Legislation from which certain transfers exempt

61. Transfers after transfer order

**PART V
ELIGIBILITY FOR ASSISTANCE**

INTERPRETATION

62. Definition

63. Supportive housing provider

64. Service manager, supportive housing provider or lead agency

ELIGIBILITY FOR RENT-GEARED-TO-INCOME
ASSISTANCE

65. Application for assistance

66. Eligibility for assistance

67. Type of accommodation

68. Waiting lists for units

69. Amount of geared-to-income rent

70. Deferral of rent

ELIGIBILITY FOR SPECIAL NEEDS HOUSING

71. Application for special needs housing

72. Eligibility for special needs housing

73. Type of accommodation

74. Waiting lists for special needs housing

ELIGIBILITY RULES, OCCUPANCY STANDARDS
AND PRIORITY RULES

75. Eligibility rules

76. Occupancy standards

77. Priority rules

78. Invalidity and conflicts

79. Public inspection of rules

DECISIONS AND INTERNAL REVIEW

80. Opportunity to comment

81. Notice to household and housing provider

82. Internal review

83. Conduct of review

84. When decision takes effect, etc.

ADMINISTRATION

85. Prohibition re obtaining assistance

86. Reimbursement of service manager

87. Agreement prohibited

88. Designation of lead agencies

89. Referral agreements

90. Application procedures

57. Effet du transfert ou de la divulgation

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

58. Primaauté de la partie

59. Droit d'action

60. Exclusion de certains textes législatifs

61. Transferts après un décret

**PARTIE V
ADMISSIBILITÉ À L'AIDE**

DÉFINITION

62. Définition

63. Fournisseur de logements avec services de soutien

64. Gestionnaire de services, fournisseur de logements avec services de soutien ou organisme responsable

ADMISSIBILITÉ À L'AIDE SOUS FORME DE LOYER INDEXÉ
SUR LE REVENU

65. Demande d'aide

66. Admissibilité à l'aide

67. Type de logement acceptable

68. Listes d'attente pour les logements

69. Calcul du loyer indexé sur le revenu

70. Report du loyer

ADMISSIBILITÉ À UN LOGEMENT ADAPTÉ

71. Demande de logement adapté

72. Admissibilité à un logement adapté

73. Type de logement acceptable

74. Listes d'attente pour les logements adaptés

RÈGLES D'ADMISSIBILITÉ, NORMES D'OCCUPATION ET
RÈGLES DE PRIORITÉ

75. Règles d'admissibilité

76. Normes d'occupation

77. Règles de priorité

78. Nullité et incompatibilité

79. Consultation par le public

DÉCISIONS ET RÉVISION INTERNE

80. Occasion de présenter des observations

81. Notification au ménage et au fournisseur de logements

82. Révision interne

83. Conduite de la révision

84. Prise d'effet des décisions

APPLICATION

85. Interdiction : obtention d'aide

86. Remboursement du gestionnaire de services

87. Accords interdits

88. Désignation d'organismes responsables

89. Accords de renvoi

90. Modalités de demande

**PART VI
OPERATING FRAMEWORK —
CERTAIN TRANSFERRED HOUSING
PROGRAMS**

APPLICATION UPON TERMINATION OF
OPERATING AGREEMENTS

91. Termination of operating agreements
92. Application

DUTIES OF HOUSING PROVIDERS

93. Provincial requirements for housing providers
94. Local standards
95. Restriction on transfer, etc., of housing project
96. Registration requirement, real property
97. Language of services

OPERATING STANDARDS FOR
HOUSING PROJECTS

98. Targeting plan
99. Mandate
100. Duty to comply with plan, mandate
101. Change in number of rent-geared-to-income units

SUBSIDY PAYABLE TO HOUSING PROVIDERS

102. Duty to pay subsidy
103. General subsidy
104. Benchmark revenue, etc.
105. Estimates by housing provider
106. Subsidy re certain housing providers
107. Benchmark operating costs
108. Estimates by housing provider
109. Debt repayment
110. Guidelines and requirements
111. Additional subsidy

ADMINISTRATION

112. Records
113. Annual and other reports
114. Audit or investigation

ENFORCEMENT

115. Triggering events
116. Remedies
117. Limitations on exercise of remedy
118. Discontinuation or suspension of subsidy
119. Performance of duties, etc., by service manager
120. Appointment, etc., of receiver
121. Replacement of directors

**PARTIE VI
CADRE D'EXPLOITATION POUR
CERTAINS PROGRAMMES
DE LOGEMENT TRANSFÉRÉS**

APPLICATION APRÈS LA RÉSILIATION
DES ACCORDS D'EXPLOITATION

91. Résiliation des accords d'exploitation
92. Champ d'application

FONCTIONS DES FOURNISSEURS DE LOGEMENTS

93. Exigences provinciales applicables aux fournisseurs de logements
94. Normes locales
95. Restrictions applicables à la disposition d'un ensemble domiciliaire
96. Exigence en matière d'enregistrement des biens immeubles
97. Langue des services

NORMES D'EXPLOITATION APPLICABLES
AUX ENSEMBLES DOMICILIAIRES

98. Plan de ciblage
99. Mandat
100. Obligation de se conformer
101. Variation du nombre de logements à loyer indexé sur le revenu

SUBSIDE PAYABLE AUX FOURNISSEURS
DE LOGEMENTS

102. Obligation de verser un subside
103. Subside général
104. Revenus de référence
105. Estimations effectuées par le fournisseur de logements
106. Subside : certains fournisseurs de logements
107. Frais d'exploitation de référence
108. Estimations effectuées par le fournisseur de logements
109. Remboursement des dettes
110. Lignes directrices et exigences
111. Subside additionnel

ADMINISTRATION

112. Documents
113. Rapports annuels et autres
114. Vérification ou enquête

EXÉCUTION

115. Faits déclencheurs
116. Recours
117. Restrictions relatives à l'exercice d'un recours
118. Cessation ou suspension des subsides
119. Exercice de pouvoirs ou fonctions par le gestionnaire de services
120. Nomination d'un séquestre
121. Remplacement des administrateurs

**PART VII
PAYMENT OF PROVINCIAL AND
LOCAL HOUSING COSTS**

PROVINCIAL HOUSING COSTS

- 122. Provincial housing costs
- 123. Allocation of recoverable amount
- 124. Adjustments
- 125. Interest and penalties
- 126. Collection of amounts owing

SERVICE MANAGER'S HOUSING COSTS

- 127. Service manager's housing costs
- 128. Calculation by service manager
- 129. Apportionment by municipal service manager
- 130. Apportionment by dssab service manager
- 131. Adjustments
- 132. Interest and penalties
- 133. Collection of amounts owing

DISTRIBUTION OF FEDERAL FUNDING

- 134. Payment to service managers

**SPECIAL RULES FOR THE
GREATER TORONTO AREA**

- 135. Definition
- 136. GTA equalization
- 137. Change in allocation method
- 138. Review by GTSB

**PART VIII
SOCIAL HOUSING SERVICES
CORPORATION**

- 139. Definition
- 140. Creation of corporation
- 141. Objects of the corporation
- 142. Powers
- 143. Board of directors
- 144. Vacancies
- 145. Quorum and voting
- 146. Chair
- 147. Remuneration
- 148. Decisions not made at meeting
- 149. Meeting by telephone, etc.
- 150. Chief executive officer
- 151. Expenditures before 2005
- 152. Expenditures in and after 2005
- 153. Annual report
- 154. Reports and information
- 155. Immunity

**PARTIE VII
PAIEMENT DES COÛTS DU
LOGEMENT ENGAGÉS PAR LA
PROVINCE OU PAR LES
GESTIONNAIRES DE SERVICES**

**COÛTS DU LOGEMENT ENGAGÉS
PAR LA PROVINCE**

- 122. Coûts du logement engagés par la province
- 123. Répartition des coûts recouvrables
- 124. Rajustements
- 125. Intérêts et pénalités
- 126. Recouvrement des créances

**COÛTS DU LOGEMENT ENGAGÉS PAR LES
GESTIONNAIRES DE SERVICES**

- 127. Coûts du logement engagés par les gestionnaires de services
- 128. Calcul effectué par le gestionnaire de services
- 129. Répartition par la municipalité gestionnaire de services
- 130. Répartition par le conseil gestionnaire de services
- 131. Rajustements
- 132. Intérêts et pénalités
- 133. Recouvrement des créances

DISTRIBUTION DES SUBVENTIONS FÉDÉRALES

- 134. Versement aux gestionnaires de services

**RÈGLES PARTICULIÈRES APPLICABLES
AU GRAND TORONTO**

- 135. Définition
- 136. Péréquation dans le cas du GT
- 137. Nouvelle méthode de répartition
- 138. Révision par la Commission des services du grand Toronto

**PARTIE VIII
SOCIÉTÉ DES SERVICES
DE LOGEMENT SOCIAL**

- 139. Définition
- 140. Création d'une personne morale
- 141. Mission de la Société
- 142. Pouvoirs
- 143. Conseil d'administration
- 144. Vacances
- 145. Quorum et vote
- 146. Président
- 147. Rémunération
- 148. Décisions prises hors des réunions
- 149. Réunion par téléphone ou autre moyen
- 150. Chef de la direction
- 151. Dépenses avant 2005
- 152. Dépenses engagées à compter de 2005
- 153. Rapport annuel
- 154. Rapports et renseignements
- 155. Immunité

PART IX GENERAL

ADMINISTRATIVE MATTERS

- 156. Conflicts
- 157. Power to amend, replace certain operating agreements
- 158. Fraud control unit
- 159. Eligibility review officers and family support workers
- 160. Prohibition, obstruction
- 161. Electronic signature

COLLECTION, USE AND DISCLOSURE OF PERSONAL INFORMATION

- 162. Personal information
- 163. Agreements of Minister
- 164. Agreements of service managers
- 165. Sharing information
- 166. Restriction re prescribed personal information

REGULATIONS

- 167. Regulations generally
- 168. Regulations respecting Part I
- 169. Regulations respecting Part II
- 170. Regulations respecting Part III
- 171. Regulations respecting Part IV
- 172. Regulations respecting Part V
- 173. Regulations respecting Part VI
- 174. Regulations respecting Part VII
- 175. Regulations respecting Part VIII
- 176. Regulations respecting Part IX

PART X AMENDMENTS, REPEALS, COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

- 177. Amendments to *Ontario Housing Corporation Act*
- 178. Repeal of *Social Housing Funding Act, 1997*
- 179. Amendments to *Tenant Protection Act, 1997*
- 180. Commencement
- 181. Short title

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

PART I INTERPRETATION

Purpose

1. The purpose of this Act is to provide for the efficient and effective administration of housing programs by service managers.

PARTIE IX DISPOSITIONS GÉNÉRALES

QUESTIONS ADMINISTRATIVES

- 156. Incompatibilité
- 157. Pouvoir de modifier et de remplacer certains accords d'exploitation
- 158. Unité de répression des fraudes
- 159. Agents de révision de l'admissibilité et agents d'aide au recouvrement
- 160. Entrave interdite
- 161. Signature électronique

COLLECTE, UTILISATION ET DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

- 162. Renseignements personnels
- 163. Conclusion d'ententes par le ministre
- 164. Conclusion d'ententes par les gestionnaires de services
- 165. Communication de renseignements
- 166. Restriction : renseignements personnels prescrits

RÈGLEMENTS

- 167. Règlements de nature générale
- 168. Règlements : partie I
- 169. Règlements : partie II
- 170. Règlements : partie III
- 171. Règlements : partie IV
- 172. Règlements : partie V
- 173. Règlements : partie VI
- 174. Règlements : partie VII
- 175. Règlements : partie VIII
- 176. Règlements : partie IX

PARTIE X MODIFICATIONS, ABROGATIONS, ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

- 177. Modification de la *Loi sur la Société de logement de l'Ontario*
- 178. Abrogation de la *Loi de 1997 sur le financement du logement social*
- 179. Modification de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*
- 180. Entrée en vigueur
- 181. Titre abrégé

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

PARTIE I DÉFINITIONS

Objet

1. La présente loi a pour objet de prévoir l'administration efficace et efficiente des programmes de logement par les gestionnaires de services.

Definitions

2. In this Act,

“administrator” means an administrator appointed under section 15; (“administrateur”)

“area services board” means a board established under Part II of the *Northern Services Boards Act*; (“régie régionale des services publics”)

“district social services administration board” means a board established under the *District Social Services Administration Boards Act*; (“conseil d’administration de district des services sociaux”)

“dssab service manager” means a service manager that is a district social services administration board; (“conseil gestionnaire de services”)

“federal funding” means money received by the Crown in right of Ontario from the Crown in right of Canada or the Canada Mortgage and Housing Corporation for the purpose of funding prescribed housing programs; (“subvention fédérale”)

“high need household” means a household that meets such criteria as may be prescribed; (“ménage ayant des besoins importants”)

“household” means an individual who lives alone or two or more individuals who live together; (“ménage”)

“housing program” means a program prescribed as a housing program; (“programme de logement”)

“housing project” means all or part of the residential accommodation, including facilities used for ancillary purposes, located in one or more buildings used in whole or in part for residential accommodation; (“ensemble domiciliaire”)

“housing provider” means a person who operates a housing project; (“fournisseur de logements”)

“independent municipality” means a municipality within the service area of a municipal service manager and that does not form part of the municipality of the municipal service manager for municipal purposes; (“municipalité indépendante”)

“landlord” has the same meaning as in the *Tenant Protection Act, 1997*; (“locateur”)

“lead agency” means a lead agency designated under section 88; (“organisme responsable”)

“local housing authority” means a corporation constituted under subsection 7 (2) of the *Housing Development Act* as a housing authority for a particular geographic area; (“commission locale de logement”)

“local housing corporation” means a corporation that has been incorporated in accordance with section 23; (“société locale de logement”)

“market unit” means a unit that is in a housing project and that is not a rent-geared-to-income unit; (“logement à loyer du marché”)

Définitions

2. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«accord de supplément au loyer» Accord d’exploitation conclu dans le cadre d’un programme de supplément au loyer créé par le ministre. («rent supplement agreement»)

«accord d’exploitation» Accord, protocole d’entente, lettre d’engagement, ou combinaison de ceux-ci, oral ou écrit ou en partie oral et en partie écrit, conclu avant l’entrée en vigueur du présent article entre un fournisseur de logements et la Couronne du chef de l’Ontario, la Couronne du chef du Canada, le ministre, le ministère, un ministre ou un ministère de la Couronne du chef du Canada, la Société de logement de l’Ontario, la Société canadienne d’hypothèques et de logement, une commission locale de logement, un mandataire de la Couronne du chef de l’Ontario ou de la Couronne du chef du Canada, ou une combinaison de ceux-ci, en vertu duquel le fournisseur de logements reçoit un financement à l’égard d’un ensemble domiciliaire visé par un programme de logement. («operating agreement»)

«administrateur» Lorsqu’il ne s’agit pas du membre d’un conseil d’administration, s’entend d’un administrateur nommé en application de l’article 15. («administrator»)

«aide sous forme de loyer indexé sur le revenu» Aide financière fournie à l’égard d’un ménage dans le cadre d’un programme de logement afin de réduire la somme qu’il doit payer par ailleurs pour occuper un logement dans un ensemble domiciliaire. («rent-geared-to-income assistance»)

«aire de service» Relativement à un gestionnaire de services, s’entend de la zone géographique que le paragraphe 4 (2) précise comme étant son aire de service. («service area»)

«auteur d’un transfert ou d’une mutation» Personne dont des éléments d’actif, des éléments de passif, des droits, des obligations ou des employés sont transférés ou mutés, selon le cas, par un décret de transfert ou de mutation. Le terme «auteur» employé seul a un sens correspondant dans un contexte analogue. («transferor»)

«bien immeuble» S’entend d’un bien-fonds, d’un tènement, d’une dépendance, d’un héritage ou d’un accessoire fixe. S’entend en outre des intérêts ou des droits qui s’y rattachent, qui y sont annexés ou qui peuvent être exercés à leur endroit. («real property»)

«bien meuble» S’entend d’un bien qui n’est pas un bien immeuble. S’entend en outre d’un acte mobilier, d’un titre, d’un effet, d’un bien immatériel, d’argent et d’une valeur mobilière, tels que ces termes sont définis dans la *Loi sur les sûretés mobilières*, ainsi que d’une créance, d’un accord, d’une entente, d’un permis, d’une licence, d’une autorisation, de la propriété intellectuelle, d’un document et d’un objet, à l’exclusion des matériaux de construction fixés à un

“Minister” means the Minister of Municipal Affairs and Housing or such other member of the Executive Council as may be assigned the administration of this Act under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“Ministry” means the ministry of the Minister; (“ministère”)

“modified unit” means a unit that has been modified so as to be accessible to an individual with a physical disability or so as to allow an individual with a physical disability to live independently; (“logement modifié”)

“municipal service manager” means a service manager that is a municipality; (“municipalité gestionnaire de services”)

“municipality” means a city, town, county, township, village, regional or district municipality, the County of Oxford or the Frontenac Management Board; (“municipalité”)

“non-profit housing co-operative” means a non-profit housing co-operative under the *Co-operative Corporations Act*; (“coopérative de logement sans but lucratif”)

“Ontario Housing Corporation” means the Ontario Housing Corporation continued under the *Ontario Housing Corporation Act*; (“Société de logement de l’Ontario”)

“operating agreement” means an agreement, a memorandum of understanding, a letter of commitment or any combination of them, whether oral, written or in part oral and in part written, entered into before this section comes into force between a housing provider and one or more of the Crown in right of Ontario, the Crown in right of Canada, the Minister, the Ministry, a minister or ministry of the Crown in right of Canada, the Ontario Housing Corporation, Canada Mortgage and Housing Corporation, a local housing authority, an agent of the Crown in right of Ontario and an agent of the Crown in right of Canada under which funding is provided to the housing provider with respect to a housing project under a housing program; (“accord d’exploitation”)

“person” means an individual, a corporation, the Crown, a municipality, an agency, a board, a commission or any other entity; (“personne”)

“personal information” has the same meaning as in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*; (“renseignements personnels”)

“personal property” means property that is not real property, and includes chattel paper, documents of title, instruments, intangibles, money and securities, all as defined in the *Personal Property Security Act*, accounts receivable, agreements, licences, permits, intellectual property, records and goods, but does not include building materials that have been affixed to real property; (“bien meuble”)

“prescribed” means prescribed by the regulations; (“prescrit”)

bien immeuble. («personal property»)

«commission locale de logement» Personne morale constituée en vertu du paragraphe 7 (2) de la *Loi sur le développement du logement* en tant que commission de logement pour une zone géographique donnée. («local housing authority»)

«conseil d’administration de district des services sociaux» Conseil créé en vertu de la *Loi sur les conseils d’administration de district des services sociaux*. («district social services administration board»)

«conseil gestionnaire de services» Gestionnaire de services qui est un conseil d’administration de district des services sociaux. («dssab service manager»)

«coopérative de logement sans but lucratif» Coopérative de logement sans but lucratif fonctionnant sous le régime de la *Loi sur les sociétés coopératives*. («non-profit housing co-operative»)

«décret de transfert ou de mutation» Décret de transfert ou de mutation pris en vertu de la partie IV. («transfer order»)

«destinataire d’un transfert ou d’une mutation» Personne à qui des éléments d’actif, des éléments de passif, des droits, des obligations ou des employés sont transférés ou mutés, selon le cas, par un décret de transfert ou de mutation. Le terme «destinataire» employé seul a un sens correspondant dans un contexte analogue. («transferee»)

«document» S’entend au sens de la *Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée*. S’entend en outre d’un document qui contient des renseignements confidentiels ou personnels. («record»)

«ensemble domiciliaire» S’entend de la totalité ou d’une partie de locaux d’habitation, y compris les installations servant à des fins accessoires, qui sont situés dans un ou plusieurs bâtiments utilisés en tout ou en partie à des fins résidentielles. («housing project»)

«ensemble domiciliaire transféré» Relativement à un gestionnaire de services, s’entend d’un ensemble domiciliaire qui est visé par un programme de logement transféré et qui est prescrit pour l’application de l’article 10. («transferred housing project»)

«fournisseur de logements» Personne qui exploite un ensemble domiciliaire. («housing provider»)

«fournisseur de logements avec services de soutien» Fournisseur de logements qui fournit des logements adaptés dans un ensemble domiciliaire qu’il exploite. («supportive housing provider»)

«gestionnaire de services» Municipalité, organisme, conseil ou commission désigné comme tel en application du paragraphe 4 (1). («service manager»)

«gestionnaire de services lié» Relativement à une société locale de logement, s’entend du gestionnaire de services en faveur de qui des actions ordinaires de la société sont réputées avoir été émises en application du paragraphe 23 (7). («related service manager»)

“real property” means lands, tenements, appurtenances, hereditaments and fixtures, and includes an interest in or a right issuing or arising out of, annexed to or exercisable with respect to lands, tenements, appurtenances, hereditaments or fixtures; (“bien immeuble”)

“record” has the same meaning as in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and includes a record that contains confidential information or personal information; (“document”)

“regulations” means regulations made under this Act; (“règlements”)

“related municipality”, in relation to a local housing corporation, means,

- (a) an independent municipality in the related service manager’s service area, in the case of a municipal service manager, or
- (b) a municipality in the related service manager’s service area, in the case of a dssab service manager; (“municipalité liée”)

“related service manager”, in relation to a local housing corporation, means the service manager to whom common shares of the local housing corporation are deemed to have been issued under subsection 23 (7); (“gestionnaire de services lié”)

“rent-gear-to-income assistance” means financial assistance provided in respect of a household under a housing program to reduce the amount the household must otherwise pay to occupy a unit in a housing project; (“aide sous forme de loyer indexé sur le revenu”)

“rent-gear-to-income unit” means a unit in a housing project that either is occupied by a household receiving rent-gear-to-income assistance or is available for occupancy by a household eligible for rent-gear-to-income assistance; (“logement à loyer indexé sur le revenu”)

“rent supplement agreement” means an operating agreement under a rent supplement program established by the Minister; (“accord de supplément au loyer”)

“service area”, in relation to a service manager, means the geographic area specified as the service area of that service manager under subsection 4 (2); (“aire de service”)

“service manager” means a municipality, agency, board or commission designated as a service manager under subsection 4 (1); (“gestionnaire de services”)

“Social Housing Services Corporation” means the corporation established under section 140 (“Société des services de logement social”)

“special needs housing” means a unit that is occupied by or is made available for occupancy by a household having one or more individuals who require accessibility modifications or provincially-funded support services in order to live independently in the community; (“logement adapté”)

«locateur» S’entend au sens de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*. («landlord»)

«logement» Logement destiné à être utilisé à des fins résidentielles dans un ensemble domiciliaire. («unit»)

«logement adapté» Logement qu’occupe ou que peut occuper un ménage comptant un ou plusieurs particuliers pour qui des modifications concernant l’accessibilité sont nécessaires ou qui ont besoin de services de soutien financés par la province pour vivre de façon autonome dans la collectivité. («special needs housing»)

«logement à loyer du marché» Logement d’un ensemble domiciliaire qui n’est pas un logement à loyer indexé sur le revenu. («market unit»)

«logement à loyer indexé sur le revenu» Logement d’un ensemble domiciliaire qu’occupe un ménage qui reçoit une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu ou que peut occuper un ménage qui est admissible à une telle aide. («rent-gear-to-income unit»)

«logement modifié» Logement qui a été modifié de manière à le rendre accessible aux personnes ayant une déficience physique ou à permettre à de telles personnes de vivre de façon autonome. («modified unit»)

«ménage» Particulier qui vit seul ou deux ou plusieurs particuliers qui vivent ensemble. («household»)

«ménage ayant des besoins importants» Ménage qui répond aux critères prescrits. («high need household»)

«ministère» Le ministère du ministre. («Ministry»)

«ministre» Le ministre des Affaires municipales et du Logement ou l’autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l’application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«municipalité» Cité, ville, comté, canton, village, municipalité régionale, municipalité de district, le comté d’Oxford ou le conseil de gestion de Frontenac. («municipality»)

«municipalité gestionnaire de services» Gestionnaire de services qui est une municipalité. («municipal service manager»)

«municipalité indépendante» S’entend d’une municipalité qui est située dans l’aire de service d’une municipalité gestionnaire de services, mais qui n’en fait pas partie aux fins municipales. («independent municipality»)

«municipalité liée» Relativement à une société locale de logement, s’entend de ce qui suit :

- a) une municipalité indépendante située dans l’aire de service du gestionnaire de services lié, dans le cas d’une municipalité gestionnaire de services;
- b) une municipalité située dans l’aire de service du gestionnaire de services lié, dans le cas d’un

“supportive housing provider” means a housing provider providing special needs housing in a housing project operated by it; (“fournisseur de logements avec services de soutien”)

“transfer order” means a transfer order made under Part IV; (“décret de transfert ou de mutation”)

“transferee” means a person to whom assets, liabilities, rights, obligations or employees are transferred by a transfer order; (“destinataire d’un transfert ou d’une mutation”, “destinataire”)

“transferor” means a person any of whose assets, liabilities, rights, obligations or employees are transferred by a transfer order; (“auteur d’un transfert ou d’une mutation”, “auteur”)

“transferred housing program”, in relation to a service manager, means a housing program for which responsibility has been transferred to the service manager under section 10, and in respect of which the transfer has taken effect; (“programme de logement transféré”)

“transferred housing project”, in relation to a service manager, means a housing project that is subject to a transferred housing program and that has been prescribed for the purposes of section 10; (“ensemble domiciliaire transféré”)

“unit” means a unit intended for use as residential accommodation in a housing project. (“logement”)

conseil gestionnaire de services. («related municipality»)

«organisme responsable» Organisme responsable désigné en vertu de l’article 88. («lead agency»)

«personne» S’entend d’un particulier, d’une personne morale, de la Couronne, d’une municipalité, d’un organisme, d’un conseil, d’une commission ou d’une autre entité. («person»)

«prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)

«programme de logement» Programme prescrit comme tel. («housing program»)

«programme de logement transféré» Relativement à un gestionnaire de services, s’entend d’un programme de logement dont la responsabilité a été transférée au gestionnaire de services en application de l’article 10 et à l’égard duquel le transfert a pris effet. («transferred housing program»)

«régie régionale des services publics» Régie créée en vertu de la partie II de la *Loi sur les régies des services publics du Nord*. («area services board»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«renseignements personnels» S’entend au sens de la *Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée*. («personal information»)

«Société de logement de l’Ontario» La Société de logement de l’Ontario maintenue par la *Loi sur la Société de logement de l’Ontario*. («Ontario Housing Corporation»)

«Société des services de logement social» La personne morale constituée en application de l’article 140. («Social Housing Services Corporation»)

«société locale de logement» Personne morale constituée conformément à l’article 23. («local housing corporation»)

«subvention fédérale» Somme que la Couronne du chef de l’Ontario reçoit de la Couronne du chef du Canada ou de la Société canadienne d’hypothèques et de logement aux fins du financement des programmes de logement prescrits. («federal funding»)

Crown bound

3. This Act binds the Crown.

PART II SERVICE MANAGERS POWERS AND DUTIES

Designation of service manager

4. (1) The Minister shall by regulation designate the municipalities, the district social services administration boards, the area services boards and the other agencies, boards and commissions that are service managers for the purposes of this Act.

Obligation de la Couronne

3. La présente loi lie la Couronne.

PARTIE II GESTIONNAIRES DE SERVICES POUVOIRS ET FONCTIONS

Désignation des gestionnaires de services

4. (1) Le ministre désigne, par règlement, les municipalités, les conseils d’administration de district des services sociaux, les régies régionales des services publics et les autres organismes, conseils et commissions qui sont des gestionnaires de services pour l’application de la présente loi.

Service area

(2) For each service manager, the Minister shall by regulation specify the geographic area that is the service area of that service manager for the purposes of this Act.

Powers of service manager

5. (1) A service manager may,
- (a) purchase or otherwise acquire a housing project in its service area for the purpose of operating it as a housing project;
 - (b) purchase or otherwise acquire land in its service area for the purpose of operating a housing project on it;
 - (c) construct a housing project on land that it has acquired in its service area;
 - (d) make alterations or additions to a housing project that it has acquired or constructed in its service area;
 - (e) operate and maintain a housing project that it has acquired or constructed in its service area;
 - (f) sell or otherwise dispose of land and housing projects that it has acquired or constructed in its service area;
 - (g) exercise such other powers as may be prescribed.

Power to establish programs

(2) A service manager may also establish, fund and administer programs for the provision of residential accommodation in its service area.

Restrictions, etc.

(3) A service manager shall exercise its powers in accordance with such conditions and restrictions as may be prescribed.

Additional powers, municipal service manager

6. (1) The provision of residential accommodation by a municipal service manager under this Act shall be deemed to be a municipal purpose of that service manager, and a municipal service manager may exercise for the purposes of this Act the powers that it has as a municipality under the *Municipal Act*, the *Regional Municipalities Act* or any other general or special Act.

Same

(2) A municipal service manager may perform its duties and exercise its powers under this Act with respect to any part of its service area, including a part of its service area that is located outside its municipal boundaries, and may do so despite subsection 101 (1) of the *Municipal Act* or any other Act restricting its jurisdiction.

Additional powers, dssab service manager

7. (1) In addition to its powers under this Act, a

Aire de service

(2) Pour chaque gestionnaire de services, le ministre précise, par règlement, la zone géographique qui constitue son aire de service pour l'application de la présente loi.

Pouvoirs du gestionnaire de services

5. (1) Le gestionnaire de services peut faire ce qui suit :
- a) acquérir, notamment par achat, un ensemble domiciliaire situé dans son aire de service afin de l'exploiter en tant qu'ensemble domiciliaire;
 - b) acquérir, notamment par achat, un bien-fonds situé dans son aire de service afin d'y exploiter un ensemble domiciliaire;
 - c) construire un ensemble domiciliaire sur un bien-fonds qu'il a acquis dans son aire de service;
 - d) modifier ou agrandir un ensemble domiciliaire qu'il a acquis ou construit dans son aire de service;
 - e) exploiter et entretenir un ensemble domiciliaire qu'il a acquis ou construit dans son aire de service;
 - f) disposer, notamment par vente, des biens-fonds et des ensembles domiciliaires qu'il a acquis ou construits dans son aire de service;
 - g) exercer tout autre pouvoir prescrit.

Pouvoir de créer des programmes

(2) Le gestionnaire de services peut également créer, financer et administrer des programmes de fourniture de locaux d'habitation dans son aire de service.

Restrictions

(3) Le gestionnaire de services exerce ses pouvoirs conformément aux conditions et restrictions prescrites.

Pouvoirs additionnels : municipalité gestionnaire de services

6. (1) La fourniture de locaux d'habitation par une municipalité gestionnaire de services en application de la présente loi est réputée une fin municipale de ce gestionnaire de services, et une municipalité gestionnaire de services peut, pour l'application de la présente loi, exercer tous les pouvoirs qu'elle peut exercer en tant que municipalité en vertu de la *Loi sur les municipalités*, de la *Loi sur les municipalités régionales* ou de toute autre loi générale ou spéciale.

Idem

(2) La municipalité gestionnaire de services peut exercer les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi à l'égard de toute partie de son aire de service même si celle-ci est située à l'extérieur de ses limites, et ce, malgré le paragraphe 101 (1) de la *Loi sur les municipalités* et toute autre loi limitant son territoire de compétence.

Pouvoirs additionnels : conseil gestionnaire de services

7. (1) En plus des pouvoirs que lui confère la pré-

dssab service manager may exercise for the purposes of this Act the powers that a district social service administration board has under the *District Social Services Administration Boards Act*.

Capital facilities

(2) Subsections 210.1 (1) to (5), (10) and (11) of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to a dssab service manager as if it were the council of a municipality.

Expropriation powers

(3) Sections 190, 191 and 193 of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to a dssab service manager as if it were the council of a municipality.

Reserve funds and investments

(4) Subsections 163 (1) to (3) and (5) to (7) and section 167 of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to a dssab service manager as if it were the council of a municipality.

Powers of dssab service manager re debentures

8. (1) This section applies if a dssab service manager wishes to make permanent improvements to a housing project for the purposes of this Act and wishes to obtain financing for the improvements.

Direction

(2) The dssab service manager may direct the council of such municipalities within its service area as may be prescribed to issue and sell debentures on the credit of the municipal corporation for raising such sums as the dssab service manager may require to make the permanent improvements.

Same

(3) The direction must state the purpose of the debenture and the nature and estimated cost of the improvements.

Application for approval

(4) A dssab service manager that proposes to give a direction to a municipality shall apply to the Ontario Municipal Board for approval of the proposed direction under section 65 of the *Ontario Municipal Board Act* and the dssab service manager shall be deemed, for the purposes of that section, to make the application on behalf of the municipality.

Approval

(5) If the Ontario Municipal Board approves the proposed direction, the council of the applicable municipality shall pass a by-law authorizing the borrowing of money by the issue and sale of debentures on the credit of the municipal corporation for the purposes stated in the direction.

sente loi, le conseil gestionnaire de services peut, pour l'application de la présente loi, exercer tous les pouvoirs qu'un conseil d'administration de district des services sociaux peut exercer en vertu de la *Loi sur les conseils d'administration de district des services sociaux*.

Immobilisations

(2) Les paragraphes 210.1 (1) à (5), (10) et (11) de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au conseil gestionnaire de services comme s'il était le conseil d'une municipalité.

Pouvoirs d'expropriation

(3) Les articles 190, 191 et 193 de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au conseil gestionnaire de services comme s'il était le conseil d'une municipalité.

Fonds de réserve et placements

(4) Les paragraphes 163 (1) à (3) et (5) à (7) et l'article 167 de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au conseil gestionnaire de services comme s'il était le conseil d'une municipalité.

Pouvoirs des conseils gestionnaires de services : débentures

8. (1) Le présent article s'applique si le conseil gestionnaire de services désire apporter des améliorations permanentes à un ensemble domiciliaire pour l'application de la présente loi et obtenir du financement pour ces améliorations.

Ordre

(2) Le conseil gestionnaire de services peut ordonner aux conseils des municipalités prescrites situées dans son aire de service d'émettre et de vendre des débentures sur leur crédit afin de recueillir les sommes dont il a besoin pour couvrir les coûts des améliorations permanentes.

Idem

(3) L'ordre précise l'objet des débentures ainsi que la nature et les coûts prévus des améliorations.

Requête en approbation

(4) Le conseil gestionnaire de services qui envisage de donner un ordre à une municipalité demande, par voie de requête, à la Commission des affaires municipales de l'Ontario d'approuver l'ordre envisagé en application de l'article 65 de la *Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario*. Il est réputé, pour l'application de cet article, présenter la requête au nom de la municipalité.

Approbation

(5) Si la Commission des affaires municipales de l'Ontario approuve l'ordre envisagé, le conseil de la municipalité visée adopte un règlement municipal autorisant l'emprunt de sommes par l'émission et la vente de débentures sur le crédit de la municipalité aux fins indiquées dans l'ordre.

Various powers and duties re debentures

(6) Subsections 123 (6) to (11) and (13), clause 123 (14) (c), subsection 123 (15) and subsection 147 (3) of the *Municipal Act* apply, with necessary modifications, to a direction given under this section as if the dssab service manager were a school board.

Liability under debentures

(7) Debentures issued under subsection (5) are joint and several obligations of the dssab service manager and all of the municipalities in its service area even though all or part of the costs of the permanent improvements may have been apportioned under subsection 130 (2) to only some of them.

Same

(8) Nothing in subsection (7) affects the rights of the dssab service manager and the municipalities in its service area as among themselves.

Payment

(9) With respect to debentures issued under subsection (5), the Minister of Finance shall pay to a dssab service manager an amount that bears the same proportion to the total cost of servicing the debentures as the proportion of costs apportioned to territory without municipal organization under subsection 130 (1).

Restrictions re mortgage financing

9. (1) A service manager shall not establish a system or process to enable more than one housing provider, acting jointly, to renew or replace mortgage financing unless the service manager has the prior written consent of the Minister to do so.

Same

(2) Subsection (1) applies with respect to any housing provider who operates a housing project under such housing programs as may be prescribed for the purposes of this section.

Duties re transferred housing programs

10. (1) The responsibility for administering and funding a prescribed housing program as it relates to a prescribed housing project is transferred as of the prescribed effective date from the Ontario Housing Corporation or the Government of Ontario, as the case may be, to the prescribed service manager.

Same

(2) As of the effective date of a transfer of responsibility to a service manager under subsection (1), the service manager shall assume the responsibility transferred to it and shall administer and fund the housing program as it relates to the housing project in accordance with this Act (including the regulations) and any applicable operating agreement in effect.

Pouvoirs et fonctions : débetures

(6) Les paragraphes 123 (6) à (11) et (13), l'alinéa 123 (14) c), le paragraphe 123 (15) et le paragraphe 147 (3) de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à un ordre donné en vertu du présent article comme si le conseil gestionnaire de services était un conseil scolaire.

Obligations

(7) Les débetures émises en vertu du paragraphe (5) constituent des obligations conjointes et individuelles du conseil gestionnaire de services et de toutes les municipalités situées dans son aire de service même si la totalité ou une partie des coûts des améliorations permanentes n'a été attribuée qu'à certaines d'entre elles en application du paragraphe 130 (2).

Idem

(8) Le paragraphe (7) n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits que le conseil gestionnaire de services et les municipalités situées dans son aire de service peuvent faire valoir entre eux.

Versement

(9) Relativement aux débetures émises en vertu du paragraphe (5), le ministre des Finances verse au conseil gestionnaire de services la fraction du coût total du service des débetures calculée selon le rapport qui sert au calcul du coût attribué au territoire non érigé en municipalité en application du paragraphe 130 (1).

Restrictions applicables aux prêts hypothécaires

9. (1) Le gestionnaire de services ne doit pas, sans le consentement écrit préalable du ministre, mettre sur pied un mécanisme ou un processus visant à permettre à plusieurs fournisseurs de logements, agissant conjointement, de renouveler ou de remplacer un prêt hypothécaire.

Idem

(2) Le paragraphe (1) s'applique à l'égard du fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire dans le cadre des programmes de logement prescrits pour l'application du présent article.

Obligations : programmes de logement transférés

10. (1) La responsabilité de l'administration et du financement d'un programme de logement prescrit en ce qui concerne un ensemble domiciliaire prescrit est transférée, à la date d'effet prescrite, de la Société de logement de l'Ontario ou du gouvernement de l'Ontario, selon le cas, au gestionnaire de services prescrit.

Idem

(2) Le gestionnaire de services à qui une responsabilité est transférée en application du paragraphe (1) administre et finance le programme de logement en ce qui concerne l'ensemble domiciliaire, conformément à la présente loi, y compris les règlements, et à tout accord d'exploitation en vigueur, à compter de la date d'effet du transfert.

Same

(3) The housing program must also be administered and funded in accordance with such criteria and rules as may be prescribed for the program.

Same

(4) In case of a conflict between this Act (including the regulations) and the operating agreement, the service manager shall administer and fund the housing program as it relates to the housing project in accordance with the operating agreement.

Language of services

(5) If the service manager provides services in an area that is designated in the Schedule to the *French Language Services Act*, it shall provide its services in both English and French with respect to the provision of housing.

Same

(6) The service manager shall provide services in English and French to such housing providers as may be prescribed who were entitled, under an operating agreement, to receive services from Canada Mortgage and Housing Corporation in English and French before the transfer of the operating agreement to the service manager.

Service levels, households

11. (1) A service manager shall ensure that rent-gear-to-income assistance under Part V is provided in its service area in respect of at least,

- (a) the prescribed number of households whose income is no greater than the household income limit prescribed for the service area; and
- (b) the prescribed number of high need households.

Exclusions

(2) Households accommodated under such housing programs as may be prescribed must not be included in determining the number of households counted for the purposes of clause (1) (a) or the number of high need households counted for the purposes of clause (1) (b).

Service levels, modified units

(3) The service manager shall ensure that, in the transferred housing projects in its service area that are subject to the prescribed transferred housing programs, the prescribed number of modified units are maintained in accordance with such requirements as may be prescribed.

Prescribed duties

12. (1) A service manager shall perform such other duties as may be prescribed.

Prescribed restrictions, etc.

(2) A service manager shall perform its duties under

Idem

(3) Le programme de logement est également administré et financé conformément aux critères et aux règles prescrits à son égard.

Incompatibilité

(4) En cas d'incompatibilité entre la présente loi, y compris les règlements, et l'accord d'exploitation, le gestionnaire de services administre et finance le programme de logement en ce qui concerne l'ensemble domiciliaire conformément à l'accord.

Langue

(5) Le gestionnaire de services qui fournit des services dans une région désignée à l'annexe de la *Loi sur les services en français* fournit ses services en français et en anglais pour ce qui est de la fourniture de logements.

Idem

(6) Le gestionnaire de services fournit ses services en français et en anglais aux fournisseurs de logements prescrits qui avaient le droit, dans le cadre d'un accord d'exploitation, de recevoir des services de la Société canadienne d'hypothèques et de logement en français et en anglais avant que l'accord ne lui soit transféré.

Niveaux de service : ménages

11. (1) Le gestionnaire de services veille à ce que l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu que prévoit la partie V soit fournie dans son aire de service à l'égard d'au moins les ménages suivants :

- a) le nombre prescrit de ménages dont le revenu n'est pas supérieur au seuil de revenu des ménages prescrit pour l'aire de service;
- b) le nombre prescrit de ménages ayant des besoins importants.

Exclusions

(2) Les ménages logés dans le cadre des programmes de logement prescrits ne doivent pas entrer dans le calcul du nombre de ménages effectué pour l'application de l'alinéa (1) a) ou le calcul du nombre de ménages ayant des besoins importants effectué pour l'application de l'alinéa (1) b).

Niveaux de service : logements modifiés

(3) Le gestionnaire de services veille à ce que le nombre prescrit de logements modifiés soit fourni conformément aux exigences prescrites dans les ensembles domiciliaires transférés qui sont situés dans son aire de service et qui sont visés par les programmes de logement transférés prescrits.

Fonctions prescrites

12. (1) Le gestionnaire de services exerce les autres fonctions prescrites.

Restrictions prescrites

(2) Le gestionnaire de services exerce les fonctions

this Act in accordance with such conditions and restrictions as may be prescribed.

Responsibilities of housing provider

13. Despite anything in this Part or in Part V, a housing provider operating a housing project is responsible,

- (a) for all rent collection matters in respect of the housing project; and
- (b) for entering into an arrangement with a household occupying a unit in the housing project for the repayment of rental arrears if a service manager has determined that the household has paid an amount of geared-to-income rent that is less than the amount of geared-to-income rent payable by the household.

PERFORMANCE OF DUTIES

Joint local transfer plan

14. (1) Within five months after this section comes into force, each service manager shall prepare and submit to the Minister a plan for carrying out its duties under this Act.

Contents

(2) The plan must meet such criteria as the Minister may establish, must contain such information as may be required by the Minister and must be submitted in the form and manner required by the Minister.

Approval by service manager

(3) The service manager shall not submit the plan to the Minister until it has been approved by a by-law or resolution of the service manager.

Consultation

(4) Before approving the plan, the service manager shall consult with all affected housing providers in its service area.

Approval by Minister

(5) The Minister shall assess the plan and shall approve it if it meets the requirements described in subsection (2); the Minister may modify a plan before approving it.

Notice

(6) The Minister shall give the service manager written notice of his or her decision about the plan.

Duty to implement

(7) The service manager shall use its best efforts to implement the plan approved by the Minister.

Replacement service manager

(8) If the service manager (the "original service manager") does not submit its plan to the Minister in accordance with this section or if the plan is not approved by the Minister, the Minister may enter into an

que lui attribue la présente loi conformément aux conditions et restrictions prescrites.

Responsabilités du fournisseur de logements

13. Malgré la présente partie et la partie V, le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire est chargé :

- a) d'une part, de s'occuper de tous les aspects de la perception des loyers de l'ensemble;
- b) d'autre part, de conclure avec un ménage qui occupe un logement de l'ensemble un arrangement pour le remboursement des arriérés de loyer si un gestionnaire de services décide que le ménage a payé un loyer indexé sur le revenu qui est inférieur à celui qu'il doit payer.

EXERCICE DES FONCTIONS

Plan commun de transfert local

14. (1) Dans les cinq mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent article, le gestionnaire de services prépare et présente au ministre un plan dans lequel il expose la façon dont il compte exercer les fonctions que lui attribue la présente loi.

Contenu

(2) Le plan répond aux critères que fixe le ministre et contient les renseignements et est présenté sous la forme et de la manière qu'il exige.

Approbation du gestionnaire de services

(3) Le gestionnaire de services ne doit pas présenter le plan au ministre tant qu'il ne l'a pas approuvé par règlement municipal, règlement administratif ou résolution.

Consultation

(4) Le gestionnaire de services consulte les fournisseurs de logements touchés de son aire de service avant d'approuver le plan.

Approbation du ministre

(5) Le ministre évalue le plan et l'approuve s'il répond aux critères visés au paragraphe (2); il peut le modifier avant de l'approuver.

Avis

(6) Le ministre avise le gestionnaire de services par écrit de sa décision concernant le plan.

Obligation de mettre le plan en oeuvre

(7) Le gestionnaire de services fait tous les efforts possibles pour mettre en oeuvre le plan approuvé par le ministre.

Gestionnaire de services remplaçant

(8) Si un gestionnaire de services (le «premier gestionnaire de services») ne présente pas son plan au ministre conformément au présent article ou que ce dernier n'approuve pas le plan qui lui est présenté, le mi-

agreement with another service manager (the “replacement”) that provides for the replacement to perform the duties and exercise the powers of the original service manager under this Act with respect to such housing programs and housing projects as are specified in the agreement.

Same

(9) Subsection 22 (1) does not apply with respect to the exercise of the Minister’s powers under subsection (8).

Same

(10) Nothing in subsection (8) affects the right of the Minister to enter into an agreement under subparagraph 4 ii of subsection 22 (3) with respect to the performance of the service manager’s duties under this Act by another person.

Transfer not affected

(11) Nothing in this section affects the transfer of responsibility for housing programs to the service manager under section 10.

Appointment of administrator

15. (1) A service manager may,

- (a) appoint an administrator for its service area;
- (b) authorize its administrator in writing to perform all or some of the duties or exercise all or some of the powers of the service manager under this Act with respect to the whole or a part of the service manager’s service area, in accordance with such conditions and restrictions as may be prescribed; and
- (c) impose additional conditions or restrictions on the administrator.

Deputy administrator

(2) A service manager may appoint a deputy administrator to act as administrator and to have all the duties and powers of the administrator when the administrator is absent or otherwise unable to act or when the office of the administrator is vacant.

Status

(3) The administrator or deputy administrator shall be deemed to be acting on behalf of the service manager when performing its duties or exercising its powers, and a decision made by the administrator or deputy administrator in performing those duties or exercising those powers shall be deemed to be a decision of the service manager.

Same

(4) A service manager remains responsible for the performance of its duties and the exercise of its powers by an administrator or a deputy administrator.

nistre peut, au moyen d’un accord, confier à un autre gestionnaire de services (le «remplaçant») l’exercice des pouvoirs et fonctions que la présente loi attribue au premier gestionnaire de services à l’égard des programmes de logement et des ensembles domiciliaires que précise l’accord.

Idem

(9) Le paragraphe 22 (1) ne s’applique pas à l’égard de l’exercice des pouvoirs que le paragraphe (8) confère au ministre.

Idem

(10) Le paragraphe (8) n’a pas pour effet de porter atteinte au droit qu’a le ministre de conclure un accord en vertu de la sous-disposition 4 ii du paragraphe 22 (3) à l’égard de l’exercice, par une autre personne, des fonctions que la présente loi attribue au gestionnaire de services.

Transfert non touché

(11) Le présent article n’a pas pour effet de porter atteinte au transfert de la responsabilité de programmes de logement au gestionnaire de services en application de l’article 10.

Nomination d’un administrateur

15. (1) Le gestionnaire de services peut faire ce qui suit :

- a) nommer un administrateur pour son aire de service;
- b) autoriser par écrit son administrateur à exercer, à l’égard de la totalité ou d’une partie de son aire de service, la totalité ou une partie des pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi, conformément aux conditions et restrictions prescrites;
- c) assujettir l’administrateur à d’autres conditions ou restrictions.

Administrateur adjoint

(2) Le gestionnaire de services peut nommer un administrateur adjoint qui agit à titre d’administrateur et qui exerce les pouvoirs et fonctions de l’administrateur en cas d’absence ou d’empêchement de celui-ci ou de vacance de son poste.

Statut

(3) L’administrateur ou l’administrateur adjoint est réputé agir au nom du gestionnaire de services dans l’exercice de ses pouvoirs ou fonctions, et les décisions qu’il prend alors sont réputées des décisions du gestionnaire de services.

Idem

(4) Le gestionnaire de services demeure responsable de l’exercice de ses pouvoirs et fonctions par un administrateur ou un administrateur adjoint.

Agreement regarding performance by another person

16. (1) A service manager may enter into an agreement with any person providing for that person to perform all or some of the duties or exercise all or some of the powers of the service manager under this Act with respect to all or part of the service manager's service area.

Conditions or restrictions

(2) The authority of the service manager to enter into the agreement, and the scope of the agreement, is subject to such conditions or restrictions as may be prescribed.

Same

(3) The agreement may impose conditions or restrictions on the person.

Restriction

(4) The agreement cannot provide that the person performs duties or exercises powers of a service manager under Part VII (Payment of Provincial and Local Housing Costs).

Reports, etc.

(5) The agreement must require the person to,

- (a) give the service manager such reports, documents and information as the service manager may request relating to the performance of the service manager's duties and exercise of the service manager's powers; and
- (b) give the requested reports, documents and information to the service manager at the times and in the form and manner requested by the service manager.

Control of records

(6) The agreement must provide that the service manager retains control of every record that is created by, or is in the custody of, the other person, if the record relates to the duties or powers that are subject to the agreement and if the other person is not an institution for the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Powers of municipality

(7) A municipality may enter into an agreement mentioned in subsection (1) to perform all or some of the duties or exercise all or some of the powers of a service manager under this Act with respect to all or part of the service manager's service area, and a municipality that enters into such an agreement has the powers necessary to carry it out.

Powers of other service manager

(8) A service manager may enter into an agreement mentioned in subsection (1) to perform all or some of the duties or exercise all or some of the powers of

Accord d'impartition

16. (1) Le gestionnaire de services peut, au moyen d'un accord, confier à une autre personne l'exercice, à l'égard de la totalité ou d'une partie de son aire de service, de la totalité ou d'une partie des pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi.

Conditions ou restrictions

(2) Le pouvoir du gestionnaire de services de conclure l'accord et la portée de celui-ci sont assujettis aux conditions ou restrictions prescrites.

Idem

(3) L'accord peut assujettir la personne à des conditions ou restrictions.

Restriction

(4) L'accord ne peut pas prévoir que la personne exerce les pouvoirs ou les fonctions que la partie VII attribue au gestionnaire de services (paiement des coûts du logement engagés par la province ou par les gestionnaires de services).

Rapports

(5) L'accord exige de la personne :

- a) d'une part, qu'elle remette au gestionnaire de services les rapports, documents et renseignements qu'il lui demande portant sur l'exercice des pouvoirs et fonctions du gestionnaire de services;
- b) d'autre part, qu'elle remette les rapports, documents et renseignements demandés, aux moments, sous la forme et de la manière que demande le gestionnaire de services.

Contrôle des documents

(6) L'accord prévoit que le gestionnaire de services conserve le contrôle de chaque document créé par l'autre personne ou dont celle-ci a la garde s'il se rapporte aux pouvoirs ou fonctions visés par l'accord et si l'autre personne n'est pas une institution pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

Pouvoirs de la municipalité

(7) Une municipalité peut, au moyen d'un accord visé au paragraphe (1), exercer, à l'égard de la totalité ou d'une partie de l'aire de service d'un gestionnaire de services, la totalité ou une partie des pouvoirs ou fonctions que la présente loi attribue à ce dernier. La municipalité qui conclut un tel accord possède les pouvoirs nécessaires à son exécution.

Pouvoirs de l'autre gestionnaire de services

(8) Un gestionnaire de services peut, au moyen d'un accord visé au paragraphe (1), exercer, à l'égard de la totalité ou d'une partie de l'aire de service d'un autre

another service manager under this Act with respect to all or part of the other service manager's service area, and a service manager that enters into such an agreement has the powers necessary to carry it out.

Status of other person

(9) The person performing the service manager's duties or exercising its powers shall be deemed to be acting on behalf of the service manager in doing so, and a decision made by the person in performing those duties or exercising those powers shall be deemed to be a decision of the service manager.

Same

(10) A service manager that has entered into an agreement under this section providing for another person to perform any of the service manager's duties or exercise any of its powers under this Act remains responsible for the performance of those duties and the exercise of those powers.

Information

(11) A service manager that has entered into an agreement under this section providing for another person to perform any of the service manager's duties or exercise any of its powers under this Act shall give the person any information the service manager considers necessary for the appropriate performance of the duties or exercise of the powers.

Geographic jurisdiction when agreement made

17. (1) A service manager that has entered into an agreement with another service manager under section 16 or with the Minister under subsection 14 (8) or subparagraph 4 ii of subsection 21 (3) to perform any of the duties or exercise any of the powers of another service manager under this Act with respect to all or a part of the other service manager's service area may carry out the agreement, even though the agreement provides for the service manager to act outside its service area and, in the case of a municipal service manager, outside its municipal boundaries.

Same

(2) A municipality that has entered into an agreement under section 16 to perform any of the duties or exercise any of the powers of a service manager under this Act with respect to all or a part of the service manager's service area may carry out the agreement, even though the agreement provides for the municipality to act outside its municipal boundaries.

Conflict

(3) The powers and duties described in this section operate despite subsection 101 (1) of the *Municipal Act*, clause 4 (1) (b) of the *District Social Services Administration Boards Act* and any other Act.

gestionnaire de services, la totalité ou une partie des pouvoirs ou fonctions que la présente loi attribue à ce dernier. Le gestionnaire de services qui conclut un tel accord possède les pouvoirs nécessaires à son exécution.

Statut de l'autre personne

(9) La personne qui exerce les pouvoirs ou fonctions du gestionnaire de services est réputée agir au nom de ce dernier dans l'exercice de ces pouvoirs ou fonctions, et les décisions qu'elle prend alors sont réputées des décisions du gestionnaire de services.

Idem

(10) Le gestionnaire de services demeure responsable de l'exercice des pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi et qu'il confie en totalité ou en partie à une autre personne au moyen d'un accord conclu en vertu du présent article.

Renseignements

(11) Le gestionnaire de services qui, au moyen d'un accord conclu en vertu du présent article, confie à une autre personne l'exercice de la totalité ou d'une partie des pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi remet à la personne les renseignements qu'il estime nécessaires à l'exercice convenable de ces pouvoirs ou fonctions.

Territoire de compétence en cas d'accord

17. (1) Le gestionnaire de services qui, au moyen d'un accord conclu avec un autre gestionnaire de services en vertu de l'article 16 ou avec le ministre en vertu du paragraphe 14 (8) ou de la sous-disposition 4 ii du paragraphe 22 (3), se voit confier l'exercice, à l'égard de la totalité ou d'une partie de l'aire de service de l'autre gestionnaire de services, de la totalité ou d'une partie des pouvoirs ou fonctions que la présente loi attribue à ce dernier peut exécuter l'accord même s'il prévoit l'exercice de ces pouvoirs ou fonctions à l'extérieur de son aire de service et, dans le cas d'une municipalité gestionnaire de services, à l'extérieur de ses limites.

Idem

(2) La municipalité qui, au moyen d'un accord conclu en vertu de l'article 16, se voit confier l'exercice, à l'égard de la totalité ou d'une partie de l'aire de service d'un gestionnaire de services, de la totalité ou d'une partie des pouvoirs ou fonctions que la présente loi attribue à ce dernier peut exécuter l'accord même s'il prévoit l'exercice de ces pouvoirs ou fonctions à l'extérieur de ses limites.

Incompatibilité

(3) Les pouvoirs et fonctions visés au présent article s'appliquent malgré le paragraphe 101 (1) de la *Loi sur les municipalités*, l'alinéa 4 (1) b) de la *Loi sur les conseils d'administration de district des services sociaux* et toute autre loi.

ADMINISTRATION

Notice of project in difficulty

18. (1) This section applies with respect to a housing project for which responsibility has been transferred to a service manager under section 10 and for which there is a mortgage guaranteed by the Province of Ontario or the Ontario Housing Corporation.

Notice to Minister

(2) The service manager shall promptly give written notice to the Minister that the housing project is in difficulty,

- (a) if the mortgage guaranteed by the Province of Ontario or the Ontario Housing corporation is in default;
- (b) if the service manager is of the opinion that, because of the financial position or the projected financial position of the housing provider that operates the housing project, the mortgage described in clause (a) is likely to go into default within 12 months after the end of the current fiscal year of the housing provider;
- (c) if the service manager is of the opinion that, because of the financial position or the projected financial position of the housing provider that operates the housing project, the housing provider is likely to fail to meet a material financial obligation within 12 months after the end of the current fiscal year of the housing provider; or
- (d) if the service manager is of the opinion that the housing provider has failed to comply with an obligation under this Act and that the failure is material.

Notice to housing provider

(3) When the service manager gives the Minister written notice that a housing project is in difficulty as a result of a situation described in clause (2) (a), (b), (c) or (d), the service manager shall also give the housing provider operating the housing project written notice that the housing project is in difficulty, unless there are circumstances contributing to the situation that have been referred to a law enforcement agency.

Content of notice

(4) The written notice must include such information as may be prescribed.

Records

19. A service manager shall keep the prescribed records for the prescribed periods of time.

Annual report

20. (1) On or before the prescribed date in each year, a service manager shall give the Minister a report for the 12-month period ending on another prescribed date in that year.

ADMINISTRATION

Avis d'ensemble en difficulté

18. (1) Le présent article s'applique à l'égard d'un ensemble domiciliaire dont la responsabilité a été transférée à un gestionnaire de services en application de l'article 10 et qui est grevé d'une hypothèque garantie par la Province de l'Ontario ou la Société de logement de l'Ontario.

Notification au ministre

(2) Le gestionnaire de services avise promptement par écrit le ministre que l'ensemble domiciliaire connaît des difficultés dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) il y a défaut de paiement de l'hypothèque garantie par la Province de l'Ontario ou la Société de logement de l'Ontario;
- b) le gestionnaire de services est d'avis qu'il y aura vraisemblablement défaut de paiement de l'hypothèque visée à l'alinéa a) dans les 12 mois suivant la fin de l'exercice en cours du fournisseur de logements qui exploite l'ensemble domiciliaire en raison de sa situation financière, actuelle ou projetée;
- c) le gestionnaire de services est d'avis que le fournisseur de logements qui exploite l'ensemble domiciliaire ne satisfera vraisemblablement pas à une de ses obligations financières importantes dans les 12 mois suivant la fin de son exercice en cours en raison de sa situation financière, actuelle ou projetée;
- d) le gestionnaire de services est d'avis que le fournisseur de logements n'a pas satisfait à une des obligations que lui impose la présente loi et que ce manquement est important.

Notification au fournisseur de logements

(3) Lorsqu'il avise par écrit le ministre que l'ensemble domiciliaire connaît des difficultés pour l'une des causes énoncées aux alinéas (2) a), b), c) et d), le gestionnaire de services en avise également par écrit le fournisseur de logements qui exploite l'ensemble, sauf si des situations qui ont contribué aux difficultés ont été renvoyées à un organisme chargé de l'exécution de la loi.

Contenu de l'avis

(4) L'avis écrit comprend les renseignements prescrits.

Documents

19. Le gestionnaire de services conserve les documents prescrits pour les durées prescrites.

Rapport annuel

20. (1) Chaque année, au plus tard à la date prescrite, le gestionnaire de services remet au ministre un rapport visant la période de 12 mois se terminant à l'autre date prescrite de l'année.

Content of annual report

(2) The annual report shall contain the prescribed information and include the prescribed documents.

Other reports, etc.

(3) A service manager shall give the Minister, at the times specified by the Minister, such other reports, documents and information as the Minister requests relating to the funding and administration by the service manager of its transferred housing programs.

Form and manner

(4) The reports, documents and information mentioned in this section shall be given in the form and manner approved by the Minister.

False information

(5) A service manager shall not knowingly furnish false information in a report, document or information given to the Minister under this section.

Offence

(6) A service manager that contravenes this section is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of not more than \$5,000 for each day or part of a day on which the offence occurs or continues.

Audit or investigation

21. (1) In this section,

“auditor” means a person appointed by the Minister under subsection (2).

Appointment of auditor

(2) The Minister may appoint any of the employees or agents of the Ministry to conduct an audit or investigation for the purpose of ensuring that a service manager is funding and administering its transferred housing programs as they relate to its transferred housing projects in accordance with this Act, the regulations and any applicable operating agreement.

Duty of auditor

(3) The auditor shall conduct the audit or investigation in accordance with this section and shall give the service manager notice on or before the date on which he or she begins the audit or investigation.

Duty to co-operate

(4) The service manager and its employees and agents shall co-operate in all respects with the auditor.

Restriction

(5) Nothing in subsection (4) requires a person to breach any privilege that he or she may have in law with respect to giving information, answering questions or producing documents and things.

Contenu du rapport annuel

(2) Le rapport annuel comprend les renseignements et les documents prescrits.

Autres rapports

(3) Le gestionnaire de services remet au ministre, aux moments que précise celui-ci, les autres rapports, documents et renseignements qu’il lui demande portant sur le financement et l’administration, par le gestionnaire de services, de ses programmes de logement transférés.

Forme et manière

(4) Les rapports, documents et renseignements visés au présent article sont remis sous la forme et de la manière qu’approuve le ministre.

Faux renseignements

(5) Le gestionnaire de services ne doit pas sciemment fournir de faux renseignements dans un rapport, un document ou un renseignement qu’il remet au ministre en application du présent article.

Infraction

(6) Le gestionnaire de services qui contrevient au présent article est coupable d’une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d’une amende maximale de 5 000 \$ pour chaque journée ou partie de journée pendant laquelle l’infraction se commet ou se poursuit.

Vérification ou enquête

21. (1) La définition qui suit s’applique au présent article.

«vérificateur» Personne nommée par le ministre en vertu du paragraphe (2).

Nomination d’un vérificateur

(2) Le ministre peut charger n’importe lequel des employés ou représentants du ministère d’effectuer une vérification ou une enquête pour s’assurer qu’un gestionnaire de services finance et administre ses programmes de logement transférés, en ce qui concerne ses ensembles domiciliaires transférés, conformément à la présente loi, aux règlements et à tout accord d’exploitation applicable.

Obligation du vérificateur

(3) Le vérificateur effectue la vérification ou l’enquête conformément au présent article et en donne un préavis au gestionnaire de services au plus tard à la date à laquelle il la commence.

Obligation de collaborer

(4) Le gestionnaire de services et ses employés et représentants collaborent à tous égards avec le vérificateur.

Restriction

(5) Le paragraphe (4) n’a pas pour effet d’obliger une personne à violer un privilège que lui accorde la loi pour ce qui est de donner des renseignements, de répondre à des questions ou de produire des documents et des choses.

Report must be given to service manager

(6) Within 60 days after the completion of an audit or investigation, the Minister shall prepare a report of the results of the audit or investigation and shall give a copy of the report to the service manager, unless the report has, or circumstances identified in the report have, been referred to a law enforcement agency.

Report may be given to service manager

(7) If the report has, or circumstances identified in the report have, been referred to a law enforcement agency, the Minister may give the service manager a copy of all or part of the report if the Minister is satisfied that the service manager will use it only for the purposes of the proper funding and administration of the transferred housing programs.

Notice re failure to comply

22. (1) If the Minister considers that a service manager has failed to comply with this Act or the regulations, the Minister shall give the service manager a written notice specifying,

- (a) the particulars of the service manager's failure to comply;
- (b) the activities that the service manager must carry out or refrain from carrying out or the course of action that the service manager must take or refrain from taking in order to avoid the exercise by the Minister of his or her remedies under subsection (3);
- (c) the period within which the service manager must comply with the notice, which may not be less than 60 days from the date the notice is given;
- (d) if the notice provides for the submission of a plan by the service manager, the matters that must be addressed in the plan.

Duty

(2) The service manager shall do the things specified in the Minister's notice within the time specified by the notice.

Minister's powers

(3) The Minister may take any of the following steps if the service manager fails to comply with subsection (2) or if the Minister's notice requires the service manager to submit a plan and the Minister is reasonably of the opinion that the plan, if any, submitted by the service manager is not acceptable:

- 1. The Minister may discontinue or suspend the distribution of federal funding to the service manager.
- 2. The Minister may reduce the amount of any federal funding distributed to the service manager.
- 3. The Minister may apply to a judge of the Superior Court of Justice for an order,

Obligation de remettre le rapport au gestionnaire de services

(6) Dans les 60 jours qui suivent la date de clôture d'une vérification ou d'une enquête, le ministre prépare un rapport sur les résultats de la vérification ou de l'enquête et, sauf si le rapport ou des situations qui y sont relevées ont été renvoyés à un organisme chargé de l'exécution de la loi, il en remet une copie au gestionnaire de services.

Option de remettre le rapport au gestionnaire de services

(7) Si le rapport ou des situations qui y sont relevées ont été renvoyés à un organisme chargé de l'exécution de la loi, le ministre peut remettre une copie de tout ou partie du rapport au gestionnaire de services s'il est convaincu qu'il l'utilisera uniquement aux fins du bon financement et de la bonne administration des programmes de logement transférés.

Avis : défaut de se conformer

22. (1) S'il estime qu'un gestionnaire de services ne s'est pas conformé à la présente loi ou aux règlements, le ministre lui donne un avis écrit qui précise ce qui suit :

- a) les détails du défaut de se conformer du gestionnaire de services;
- b) les activités que le gestionnaire de services doit exercer ou s'abstenir d'exercer ou les mesures qu'il doit prendre ou s'abstenir de prendre afin d'empêcher l'exercice par le ministre des recours que le paragraphe (3) lui permet d'exercer;
- c) le délai dans lequel le gestionnaire de services doit se conformer à l'avis, qui doit être d'au moins 60 jours à compter de la date de sa remise;
- d) si l'avis prévoit la présentation d'un plan par le gestionnaire de services, les questions dont celui-ci doit traiter.

Obligation

(2) Le gestionnaire de services donne suite à l'avis que lui donne le ministre dans le délai qu'il précise.

Pouvoirs du ministre

(3) Le ministre peut prendre n'importe laquelle des mesures suivantes si le gestionnaire de services ne se conforme pas au paragraphe (2) ou si l'avis que lui donne le ministre exige qu'il présente un plan et que le ministre est d'avis, en se fondant sur des motifs raisonnables, que le plan que le gestionnaire de services lui a présenté, le cas échéant, n'est pas acceptable :

- 1. Cesser ou suspendre le versement de la subvention fédérale au gestionnaire de services.
- 2. Réduire le montant de toute subvention fédérale versée au gestionnaire de services.
- 3. Demander, par voie de requête, à un juge de la Cour supérieure de justice de rendre une ordonnance :

- i. directing the service manager to carry out a specified activity or to take a specified course of action, in order to remedy the contravention or to ensure compliance with the provision that was contravened, or
 - ii. prohibiting the service manager from carrying out a specified activity or taking a specified course of action that will or is likely to result in the continuation or repetition of the contravention.
4. The Minister may take away from the service manager all or some of the service manager's duties and powers under this Act and may,
- i. perform the duties and exercise the powers that were taken away, and
 - ii. enter into an agreement with another service manager providing for the other service manager to perform the duties and exercise the powers that were taken away.

Court order

(4) If the Minister applies to a judge of the Superior Court of Justice for an order mentioned in paragraph 3 of subsection (3), the court may make the order or any other order it considers reasonable, and the order may be enforced in the same manner as any other order or judgment of the Superior Court of Justice.

Restriction on taking away powers, etc.

(5) Despite paragraph 4 of subsection (3), the Minister cannot take away from the service manager any of its duties or powers under Part VII and cannot enter into an agreement with another service manager providing for the other service manager to perform any such duties or powers.

Access to records

(6) If the Minister takes away any of the duties and powers of a service manager under paragraph 4 of subsection (3), the service manager shall, at the request of the Minister, give all of the service manager's records and information that are relevant to the performance of those duties or the exercise of those powers to the Minister or to the other service manager which has agreed with the Minister to perform those duties and exercise those powers.

Provincial housing costs

(7) Expenses incurred by the Minister in performing the duties and exercising the powers of a service manager under paragraph 4 of subsection (3) or in paying another service manager to do so may be included in the amount of provincial housing costs determined under section 122.

- i. soit enjoignant au gestionnaire de services d'exercer une activité précisée ou de prendre une mesure précisée en vue de remédier à la contravention ou d'assurer le respect de la disposition à laquelle il a été contrevenu,
- ii. soit interdisant au gestionnaire de services d'exercer une activité précisée ou de prendre une mesure précisée qui mènera ou mènera vraisemblablement à la poursuite ou à la répétition de la contravention.

4. Retirer au gestionnaire de services la totalité ou une partie des pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi et :
- i. d'une part, exercer lui-même les pouvoirs et fonctions retirés,
 - ii. d'autre part, confier, au moyen d'un accord, à un autre gestionnaire de services l'exercice des pouvoirs et fonctions retirés.

Ordonnance

(4) Si le ministre demande, par voie de requête, à un juge de la Cour supérieure de justice de rendre l'ordonnance visée à la disposition 3 du paragraphe (3), le tribunal peut rendre cette ordonnance ou l'autre ordonnance qu'il estime raisonnable, laquelle peut être exécutée de la même façon qu'une autre ordonnance ou un autre jugement de la Cour supérieure de justice.

Restriction applicable au retrait des pouvoirs

(5) Malgré la disposition 4 du paragraphe (3), le ministre ne peut retirer au gestionnaire de services les pouvoirs ou fonctions que lui attribue la partie VII ni en confier l'exercice, au moyen d'un accord, à un autre gestionnaire de services.

Accès aux documents

(6) Le gestionnaire de services à qui le ministre retire des pouvoirs et fonctions en vertu de la disposition 4 du paragraphe (3) remet, à la demande du ministre, tous ses documents et renseignements qui se rapportent à l'exercice de ces pouvoirs ou fonctions au ministre ou à l'autre gestionnaire de services qui a convenu avec ce dernier de les exercer.

Coûts du logement engagés par la province

(7) Les dépenses qu'engage le ministre pour exercer les pouvoirs et fonctions d'un gestionnaire de services en application de la disposition 4 du paragraphe (3) ou pour payer un autre gestionnaire de services pour le faire peuvent entrer dans le calcul des coûts du logement engagés par la province effectué en application de l'article 122.

PART III LOCAL HOUSING CORPORATIONS

ESTABLISHMENT AND GOVERNANCE

Authority to incorporate

23. (1) The Minister may incorporate corporations with share capital under the *Business Corporations Act* as local housing corporations, to perform the duties and exercise the powers of local housing corporations under this Act.

Status

(2) A local housing corporation is not an agent of Her Majesty for any purpose, despite the *Crown Agency Act* and it is not an administrative unit of the Government of Ontario.

Deeming re status

(3) A local housing corporation shall be deemed not to be a commercial enterprise for the purposes of subsection 111 (1) of the *Municipal Act* nor to be a local board of a service manager or of any municipality.

First directors

(4) If the articles of incorporation of a local housing corporation name as a first director an individual who is a director of a local housing authority, his or her consent to act as a first director is not required and he or she may resign as a director at any time.

Same

(5) If an individual named as a first director is unable to act or resigns on or before a date prescribed by the Minister, the Minister may appoint his or her replacement and the replacement shall be deemed not to be a first director.

Minister's powers

(6) Upon the incorporation of a local housing corporation, the Minister may do anything the board of directors is permitted to do by subsection 117 (1) of the *Business Corporations Act* (first directors meeting) and a by-law or a decision authorized by this subsection,

- (a) need not be submitted to the shareholders of the local housing corporation for confirmation, rejection or amendment;
- (b) is effective as of the date it is made;
- (c) is as effective as it would have been had it been made in accordance with the *Business Corporations Act*;
- (d) may, in the case of a by-law, be amended or repealed in accordance with section 116 of the *Business Corporations Act* as if it were a by-law that had been made by resolution of the directors of the local housing corporation and confirmed by its shareholders.

PARTIE III SOCIÉTÉS LOCALES DE LOGEMENT

CONSTITUTION ET RÉGIE

Pouvoir de constitution

23. (1) Le ministre peut constituer des personnes morales avec capital-actions sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions* en tant que sociétés locales de logement chargées d'exercer les pouvoirs et les fonctions que leur attribue la présente loi.

Statut

(2) Les sociétés locales de logement ne sont ni des mandataires de Sa Majesté à quelque fin que ce soit, malgré la *Loi sur les organismes de la Couronne*, ni des services administratifs du gouvernement de l'Ontario.

Présomption quant au statut

(3) Les sociétés locales de logement sont réputées n'être ni des entreprises commerciales pour l'application du paragraphe 111 (1) de la *Loi sur les municipalités*, ni des conseils locaux d'un gestionnaire de services ou d'une municipalité.

Premiers administrateurs

(4) Si les statuts constitutifs d'une société locale de logement nomment premier administrateur un particulier qui est administrateur d'une commission locale de logement, son consentement à agir en cette qualité n'est pas nécessaire et il peut démissionner de son poste à n'importe quel moment.

Idem

(5) En cas d'empêchement ou de démission, à la date que prescrit le ministre ou avant cette date, d'un particulier nommé premier administrateur, le ministre peut nommer un remplaçant, lequel est réputé ne pas être premier administrateur.

Pouvoirs du ministre

(6) Après la constitution d'une société locale de logement, le ministre peut faire tout ce que le paragraphe 117 (1) de la *Loi sur les sociétés par actions* (première réunion du conseil d'administration) autorise le conseil d'administration à faire, et les règlements administratifs ou les décisions qu'autorise le présent paragraphe :

- a) n'ont pas besoin d'être soumis aux actionnaires de la société locale de logement pour confirmation, rejet ou modification;
- b) entrent en vigueur le jour où ils sont adoptés;
- c) ont la même valeur que s'ils avaient été adoptés conformément à la *Loi sur les sociétés par actions*;
- d) peuvent, dans le cas des règlements administratifs, être modifiés ou abrogés conformément à l'article 116 de la *Loi sur les sociétés par actions* comme s'il s'agissait de règlements administratifs adoptés par résolution des administrateurs de la société locale de logement et confirmés par ses actionnaires.

First share issuance

(7) Upon the incorporation of a local housing corporation, it shall be deemed to have issued to the prescribed service manager the prescribed number of common shares for nominal consideration.

Authority to acquire shares

24. A related service manager and a related municipality are authorized to acquire common shares in the capital of a local housing corporation as a result of a share issuance, share transfer or amalgamation described in sections 25 and 26.

Restrictions on share issuance

25. (1) A local housing corporation shall not issue shares without the prior written consent of the Minister unless,

- (a) they are issued to,
 - (i) the related service manager,
 - (ii) a related municipality,
 - (iii) a non-profit corporation controlled by the related service manager or a related municipality, but only if an object of the non-profit corporation is the provision of housing, or
 - (iv) a non-profit housing corporation that is incorporated under section 13 of the *Housing Development Act* and that is controlled by the related service manager or a related municipality; and
- (b) the share issuance does not result in the related service manager owning legally or beneficially less than a majority of the issued and outstanding common shares in the capital of the local housing corporation.

Restrictions on share transfers, etc.

(2) A shareholder of a local housing corporation shall not, without the prior written consent of the Minister, transfer or encumber the shareholder's legal or beneficial ownership in shares in the capital of the local housing corporation, and the local housing corporation shall not, without the prior written consent of the Minister, permit, acquiesce in, approve, ratify, recognize or register any transfer or encumbrance of legal or beneficial ownership in shares in its capital, unless,

- (a) the transfer or encumbrance is made to or in favour of,
 - (i) the related service manager,
 - (ii) a related municipality,
 - (iii) a non-profit corporation controlled by the related service manager or a related municipality, but only if an object of the non-

Première émission d'actions

(7) Chaque société locale de logement nouvellement constituée est réputée avoir émis en faveur du gestionnaire de services prescrit le nombre prescrit d'actions ordinaires pour une contrepartie symbolique.

Pouvoir d'acquérir des actions

24. Les gestionnaires de services liés et les municipalités liées sont autorisés à acquérir des actions ordinaires du capital-actions d'une société locale de logement par suite d'une émission d'actions, d'un transfert d'actions ou d'une fusion visés aux articles 25 et 26.

Restrictions applicables à l'émission d'actions

25. (1) Une société locale de logement ne doit pas émettre d'actions sans le consentement écrit préalable du ministre, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) les actions sont émises en faveur :
 - (i) soit du gestionnaire de services lié,
 - (ii) soit d'une municipalité liée,
 - (iii) soit d'une personne morale sans but lucratif sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée, à condition toutefois que la fourniture de logements soit un élément de sa mission,
 - (iv) soit d'une société de logement sans but lucratif constituée en vertu de l'article 13 de la *Loi sur le développement du logement* et sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée;
- b) l'émission n'a pas pour effet de ramener le nombre des actions dont le gestionnaire de services lié est propriétaire en common law ou propriétaire bénéficiaire à moins de la majorité des actions ordinaires émises et en circulation du capital-actions de la société locale de logement.

Restrictions applicables au transfert d'actions

(2) L'actionnaire d'une société locale de logement ne doit pas, sans le consentement écrit préalable du ministre, transférer ou grever la propriété en common law ou la propriété bénéficiaire d'actions du capital-actions de la société locale de logement qu'il détient, et cette dernière ne doit pas, sans le consentement écrit préalable du ministre, autoriser, tolérer, approuver, ratifier, reconnaître ou inscrire le transfert ou le grèvement de la propriété en common law ou de la propriété bénéficiaire des actions de son capital-actions, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le destinataire ou le bénéficiaire du transfert ou du grèvement est :
 - (i) soit le gestionnaire de services lié,
 - (ii) soit une municipalité liée,
 - (iii) soit une personne morale sans but lucratif sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée, à condition

profit corporation is the provision of housing, or

- (iv) a non-profit housing corporation that is incorporated under section 13 of the *Housing Development Act* and that is controlled by the related service manager or a related municipality; and

- (b) the transfer or encumbrance does not and cannot result in the related service manager owning legally or beneficially less than a majority of the issued and outstanding common shares in the capital of the local housing corporation.

Restriction on amalgamation

26. (1) A local housing corporation shall not amalgamate with another corporation without the prior written consent of the Minister unless the other corporation is,

- (a) a non-profit corporation controlled by the related service manager or a related municipality, but only if an object of the non-profit corporation is the provision of housing; or
- (b) a non-profit housing corporation that is incorporated under section 13 of the *Housing Development Act* and that is controlled by the related service manager or a related municipality.

Arrangement

(2) Despite clause 2 (3) (a) of the *Business Corporations Act*, a local housing corporation may amalgamate with a corporation described in clause (1) (a) or (b) by way of an arrangement described in clause 182 (1) (d) of the *Business Corporations Act*.

Restriction on voluntary dissolution

27. A local housing corporation shall not, without the prior written consent of the Minister, be voluntarily dissolved unless all real property that was transferred to the local housing corporation by a transfer order has been transferred to one or more of the following persons:

1. The related service manager.
2. A related municipality.
3. A non-profit corporation controlled by the related service manager or a related municipality, but only if an object of the non-profit corporation is the provision of housing.
4. A non-profit housing corporation that is incorporated under section 13 of the *Housing Development Act* and that is controlled by the related service manager or a related municipality.

toutefois que la fourniture de logements soit un élément de sa mission,

- (iv) soit une société de logement sans but lucratif constituée en vertu de l'article 13 de la *Loi sur le développement du logement* et sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée;

- b) le transfert ou le grèvement n'a pas et ne peut avoir pour effet de ramener le nombre des actions dont le gestionnaire de services lié est propriétaire en common law ou propriétaire bénéficiaire à moins de la majorité des actions ordinaires émises et en circulation du capital-actions de la société locale de logement.

Restrictions applicables aux fusions

26. (1) La société locale de logement ne doit pas fusionner avec une autre personne morale sans le consentement écrit préalable du ministre, sauf si l'autre personne morale :

- a) soit est une personne morale sans but lucratif sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée, à condition toutefois que la fourniture de logements soit un élément de sa mission;
- b) soit est une société de logement sans but lucratif constituée en vertu de l'article 13 de la *Loi sur le développement du logement* et sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée.

Arrangement

(2) Malgré l'alinéa 2 (3) a) de la *Loi sur les sociétés par actions*, la société locale de logement peut fusionner avec une personne morale visée à l'alinéa (1) a) ou b) aux termes d'un arrangement visé à l'alinéa 182 (1) d) de cette loi.

Restrictions applicables aux dissolutions volontaires

27. La société locale de logement ne doit pas, sans le consentement écrit préalable du ministre, faire l'objet d'une dissolution volontaire à moins que tous les biens immeubles qui lui ont été transférés par un décret de transfert ou de mutation aient été transférés à une ou plusieurs des personnes suivantes :

1. Le gestionnaire de services lié.
2. Une municipalité liée.
3. Une personne morale sans but lucratif sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée, à condition toutefois que la fourniture de logements soit un élément de sa mission.
4. Une société de logement sans but lucratif constituée en vertu de l'article 13 de la *Loi sur le développement du logement* et sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée.

Duty of corporation, etc.

28. A local housing corporation, its directors and its shareholders shall ensure that all articles, by-laws, resolutions, agreements and documents filed, made, confirmed, amended, entered into or signed by them do not contravene or conflict with this Act or the regulations.

Invalidity of certain actions

29. An act carried out in contravention of section 25, 26, 27 or 28 is invalid and of no force or effect.

Conflict

30. This Part prevails over the *Business Corporations Act*.

ACTIVITIES AND OPERATIONS**Agreement with Minister, etc.**

31. (1) The Minister may require a local housing corporation to enter into a written agreement with the Minister or the Ontario Housing Corporation containing such terms as the Minister considers reasonable concerning the management or operation of a housing project located in the service area of the corporation's related service manager that has not been transferred to the local housing corporation by a transfer order.

Same

(2) The Minister may require a local housing corporation to enter into an agreement with him or her containing such terms as the Minister considers reasonable concerning the provision of services by the Minister to the corporation.

Agreement with another local housing corporation

(3) The Minister may require a local housing corporation to enter into an agreement with another local housing corporation containing such terms as the Minister considers reasonable concerning the exercise of the powers of a local housing corporation.

Information

(4) The Minister may require a local housing corporation to give the Minister such financial or other information with respect to the corporation as the Minister considers reasonable for the purposes of an agreement described in subsection (1), (2) or (3).

Notice of agreement

(5) The Minister may enter into an agreement described in subsection (1), (2) or (3) on behalf of the local housing corporation and shall give the corporation notice of the agreement no later than 30 days after the later of the day on which the agreement is made and the day on which the corporation is incorporated.

Pre-incorporation agreement

(6) An agreement described in subsection (1), (2) or (3) that is a pre-incorporation agreement,

Obligation de la société

28. La société locale de logement, ses administrateurs et ses actionnaires veillent à ce qu'aucun des statuts, règlements administratifs, accords et documents ni aucune des résolutions qu'ils déposent, prennent, adoptent, confirment, modifient, concluent ou signent ne contrevienne à la présente loi ou aux règlements ou soit incompatible avec eux.

Nullité de certaines mesures

29. Toute mesure prise en contravention à l'article 25, 26, 27 ou 28 est nulle et sans effet.

Incompatibilité

30. La présente partie l'emporte sur la *Loi sur les sociétés par actions*.

ACTIVITÉS ET FONCTIONNEMENT**Conclusion d'accords avec le ministre**

31. (1) Le ministre peut exiger d'une société locale de logement qu'elle conclue avec lui ou avec la Société de logement de l'Ontario un accord écrit contenant les conditions qu'il estime raisonnables concernant la gestion ou l'exploitation d'un ensemble domiciliaire situé dans l'aire de service du gestionnaire de services lié de la société et qui n'a pas été transféré à la société par un décret de transfert ou de mutation.

Idem

(2) Le ministre peut exiger d'une société locale de logement qu'elle conclue avec lui un accord contenant les conditions qu'il estime raisonnables concernant la prestation de services à la société par le ministre.

Accord avec une autre société locale de logement

(3) Le ministre peut exiger d'une société locale de logement qu'elle conclue avec une autre société locale de logement un accord contenant les conditions qu'il estime raisonnables concernant l'exercice de leurs pouvoirs.

Renseignements

(4) Le ministre peut exiger d'une société locale de logement qu'elle lui remette les renseignements de nature financière ou autre à son sujet qu'il estime raisonnables aux fins de l'accord visé au paragraphe (1), (2) ou (3).

Avis de l'accord

(5) Le ministre peut conclure l'accord visé au paragraphe (1), (2) ou (3) pour le compte de la société locale de logement, auquel cas il lui donne un avis de l'accord dans les 30 jours qui suivent la date de sa conclusion ou la date de la constitution de la société, si elle lui est postérieure.

Accord antérieur à la constitution

(6) L'accord visé au paragraphe (1), (2) ou (3) qui est antérieur à la constitution de la société locale de logement :

- (a) binds the local housing corporation without being adopted by it as described in section 21 of the *Business Corporations Act*;
- (b) is effective on the latest of the dates on which certificates of incorporation for the applicable local housing corporations are issued under the *Business Corporations Act*.

Relationship to related service manager

32. (1) The related service manager shall establish rules governing the accountability of the local housing corporation to the service manager.

Local rules

(2) The service manager's accountability rules shall address the operation and activities of the local housing corporation, including such matters as reporting requirements, budgeting and funding, the maintenance of housing projects, audits and investigations, the exchange of information and such other matters as the service manager considers appropriate to ensure the performance of the local housing corporation's duties under this Act.

Provincial rules

(3) Until the service manager establishes accountability rules, the service manager and the local housing corporation are bound by such provincial accountability rules relating to the operation and activities of the corporation as may be prescribed.

Mandatory provincial rules

(4) The service manager and the local housing corporation are bound by provincial accountability rules respecting the following matters:

1. The retention of records by the corporation and access to records by the service manager and others.
2. Such other matters as may be designated in the provincial rules as mandatory.

Same, specified housing projects

(5) The following rules apply if ownership of a housing project was transferred to the local housing corporation by a transfer order or an operating agreement for a housing project was transferred to the corporation by a transfer order and if the housing project is subject to a housing program prescribed for the purposes of this section:

1. The service manager shall pay to the local housing corporation the amounts determined in the manner prescribed by the Minister at the times specified by the Minister.
2. The local housing corporation shall comply with the provincial requirements established under

- a) lie la société sans qu'elle ne le ratifie comme le prévoit l'article 21 de la *Loi sur les sociétés par actions*;
- b) entre en vigueur à la dernière des dates auxquelles les certificats de constitution des sociétés locales de logement visées sont délivrés sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions*.

Lien avec le gestionnaire de services lié

32. (1) Le gestionnaire de services lié fixe les règles régissant l'obligation de la société locale de logement de lui rendre des comptes.

Règles particulières

(2) Les règles en matière d'obligation de rendre des comptes que fixe le gestionnaire de services traitent du fonctionnement et des activités de la société locale de logement, y compris de questions telles les exigences en matière d'information à fournir, l'établissement du budget, le financement, l'entretien des ensembles domiciliaires, les vérifications et les enquêtes, l'échange de renseignements et les autres questions que le gestionnaire de services estime appropriées pour assurer l'exercice, par la société locale de logement, des fonctions que lui attribue la présente loi.

Règles provinciales

(3) Tant que le gestionnaire de services n'a pas fixé de règles en matière d'obligation de rendre des comptes, les règles provinciales prescrites à cet égard qui portent sur le fonctionnement et les activités de la société locale de logement lient le gestionnaire et la société.

Règles provinciales obligatoires

(4) Les règles provinciales en matière d'obligation de rendre des comptes qui portent sur les questions suivantes lient le gestionnaire de services et la société locale de logement :

1. La conservation de documents par la société et l'accès aux documents par le gestionnaire de services et d'autres personnes.
2. Les autres questions que les règles provinciales désignent comme obligatoires.

Idem : ensembles domiciliaires précisés

(5) Les règles suivantes s'appliquent si la propriété d'un ensemble domiciliaire a été transférée à une société locale de logement par un décret de transfert ou de mutation ou si un accord d'exploitation s'appliquant à un ensemble domiciliaire a été transféré à la société par un tel décret et que l'ensemble est visé par un programme de logement prescrit pour l'application du présent article :

1. Le gestionnaire de services verse à la société locale de logement, aux moments que précise le ministre, les sommes calculées de la manière prescrite par le ministre.
2. La société locale de logement satisfait aux exigences provinciales fixées en application de

section 93 respecting the matters described in clauses 93 (2) (c), (d) and (e) and with such related requirements as the service manager may establish.

3. The housing provider shall comply with the prescribed rules respecting the establishment and use of benchmarks and best practices.

Same

(6) The rules established under subsection (4) and by subsection (5) prevail over any accountability rules established by the service manager.

Extended application

(7) If a local housing corporation to which a housing project was transferred by a transfer order transfers the housing project to an entity mentioned in paragraph 3 of subsection 50 (2), this section applies as between the related service manager and the entity with respect to that housing project.

Language of services

33. If a local housing corporation provides services in an area that is designated in the Schedule to the *French Language Services Act*, it shall provide its services in both English and French with respect to the provision of housing.

PART IV TRANSFER ORDERS

SCOPE OF TRANSFER ORDERS

Transfer orders

34. (1) The Lieutenant Governor in Council may make transfer orders,

- (a) transferring assets, liabilities, rights or obligations of the Ontario Housing Corporation to a local housing corporation, a service manager or any other person;
- (b) transferring employees, assets, liabilities, rights or obligations of a local housing authority to a local housing corporation, a service manager or any other person;
- (c) transferring assets, liabilities, rights or obligations of the Crown in right of Ontario as represented by the Minister of Municipal Affairs and Housing, the Minister of Housing or a predecessor of either such minister to a local housing corporation, a service manager or any other person;
- (d) transferring assets, liabilities, rights or obligations of the Crown in right of Ontario that are related to the administration or funding of housing programs to a local housing corporation, a service manager or any other person.

l'article 93 à l'égard des questions visées aux alinéas 93 (2) c), d) et e) et aux exigences connexes que fixe le gestionnaire de services.

3. Le fournisseur de logements se conforme aux règles prescrites à l'égard de l'établissement et de l'utilisation de données de référence et de pratiques exemplaires.

Idem

(6) Les règles fixées en application du paragraphe (4) et celles prévues par le paragraphe (5) l'emportent sur les règles en matière d'obligation de rendre des comptes que fixe le gestionnaire de services.

Application étendue

(7) Si la société locale de logement transfère à une entité visée à la disposition 3 du paragraphe 50 (2) un ensemble domiciliaire qui lui a été transféré par un décret de transfert ou de mutation, le présent article s'applique au gestionnaire de services lié et à l'entité à l'égard de l'ensemble domiciliaire.

Langue des services

33. La société locale de logement qui fournit des services dans une région désignée à l'annexe de la *Loi sur les services en français* fournit ses services en français et en anglais pour ce qui est de la fourniture de logements.

PARTIE IV DÉCRETS DE TRANSFERT OU DE MUTATION

PORTÉE DES DÉCRETS DE TRANSFERT OU DE MUTATION

Décrets de transfert ou de mutation

34. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret de transfert ou de mutation :

- a) transférer des biens, des dettes, des droits ou des obligations de la Société de logement de l'Ontario à une société locale de logement, à un gestionnaire de services ou à une autre personne;
- b) transférer ou muter, selon le cas, des employés, des biens, des dettes, des droits ou des obligations d'une commission locale de logement à une société locale de logement, à un gestionnaire de services ou à une autre personne;
- c) transférer des biens, des dettes, des droits ou des obligations de la Couronne du chef de l'Ontario, représentée par le ministre des Affaires municipales et du Logement, le ministre du Logement ou un ministre que l'un ou l'autre remplace, à une société locale de logement, à un gestionnaire de services ou à une autre personne;
- d) transférer des biens, des dettes, des droits ou des obligations de la Couronne du chef de l'Ontario qui sont rattachés à l'administration ou au financement de programmes de logement à une société locale de logement, à un gestionnaire de services ou à une autre personne.

Exception

(2) A transfer order cannot relieve a transferor of a liability under the *Environmental Protection Act*.

Transfer of insurance

(3) Without limiting the generality of subsection (1), if a transfer order transfers an asset, a liability, a right or an obligation, it may also transfer a contract of insurance in respect of the asset, liability, right or obligation.

Execution of agreements

(4) A transfer order may require a transferor or a transferee to enter into a written agreement or execute an instrument specified in the order and to register or deliver the agreement or instrument in accordance with the order.

Other matters

(5) A transfer order may contain provisions dealing with other matters not specifically referred to in this Part that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with a transfer.

Regulations Act

(6) The *Regulations Act* does not apply to a transfer order.

Restrictions

35. (1) A transfer order may restrict the exercise of powers by the transferee in respect of any of the assets, liabilities, rights or obligations transferred by the transfer order.

Invalid exercise of power

(2) The exercise by a transferee of a power in contravention of a restriction imposed by this Act or the transfer order is invalid and of no force or effect.

Consent to transfer

36. (1) Subject to subsection (2), the consent of the transferor, the transferee or any other person is not required for the making of a transfer order or for a transfer specified in the transfer order to take effect.

Same

(2) The consent of the transferee is required if the transferee is a person other than a local housing corporation or a service manager.

Same

(3) If the consent of the transferor or the transferee or both to the transfer of an asset, right, obligation or liability is required under any other Act or under any agreement or instrument, the consent of each of them shall be deemed to have been given for the purposes of the other Act or the agreement or instrument no later than the effective date of the transfer.

Exception

(2) Les décrets de transfert ou de mutation ne peuvent pas libérer l'auteur d'une responsabilité qu'il encourt en application de la *Loi sur la protection de l'environnement*.

Transfert d'assurance

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), le décret de transfert ou de mutation qui transfère un bien, une dette, un droit ou une obligation peut aussi transférer un contrat d'assurance à leur égard.

Accords

(4) Le décret de transfert ou de mutation peut exiger de l'auteur ou du destinataire qu'il conclue l'accord écrit ou qu'il passe l'instrument que précise le décret et qu'il fasse enregistrer ou remettre, conformément au décret, l'accord ou l'instrument.

Autres questions

(5) Le décret de transfert ou de mutation peut contenir des dispositions traitant d'autres questions dont il n'est pas expressément fait mention dans la présente partie mais que le lieutenant-gouverneur en conseil estime nécessaires ou souhaitables en ce qui concerne les transferts ou les mutations.

Loi sur les règlements

(6) La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas aux décrets de transfert ou de mutation.

Restrictions

35. (1) Le décret de transfert ou de mutation peut restreindre l'exercice des pouvoirs qu'a le destinataire à l'égard d'un bien, d'une dette, d'un droit ou d'une obligation que lui transfère le décret.

Exercice nul

(2) L'exercice, par le destinataire, d'un pouvoir en contravention à une restriction imposée par la présente loi ou le décret de transfert ou de mutation est nul et sans effet.

Consentement

36. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le consentement de l'auteur, du destinataire ou d'une autre personne n'est pas exigé pour prendre un décret de transfert ou de mutation ou pour qu'un transfert ou une mutation qui y est précisé prenne effet.

Idem

(2) Le consentement du destinataire est exigé s'il ne s'agit pas d'une société locale de logement ou d'un gestionnaire de services.

Idem

(3) Si le consentement de l'auteur ou du destinataire, ou des deux, est exigé par une autre loi, un accord ou un instrument pour le transfert d'un bien, d'une dette, d'un droit ou d'une obligation, le consentement de chacun d'eux est réputé avoir été donné pour l'application de l'autre loi, de l'accord ou de l'instrument au plus tard à la date d'effet du transfert.

Effective date of transfer

37. (1) A transfer order shall specify the date on which each transfer specified in the order takes effect.

Retroactive transfer

(2) A transfer order may provide that a transfer shall be deemed to have taken effect on a date that is earlier than the date the transfer order is made but not earlier than the day this section comes into force.

Sequence of events

(3) A transfer order may provide that transfers specified in the order and other transactions associated with the transfers shall be deemed to have occurred in a sequence and at times specified in the order.

Methods of describing transferred things

38. (1) A transfer order shall describe employees, assets, liabilities, rights or obligations to be transferred,

- (a) by reference to specific employees, assets, liabilities, rights or obligations;
- (b) by reference to a class of employees, assets, liabilities, rights or obligations; or
- (c) partly in accordance with clause (a) and partly in accordance with clause (b).

Order need not specify interest or rights

(2) In transferring an interest or right of a transferor, a transfer order may, but need not, specify the interest or right that is being transferred.

Methods of describing real property

(3) A transfer order shall describe real property by,

- (a) setting out a legal description in registrable form of the real property or referring to a legal description thereof contained in an instrument previously registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act*;
- (b) setting out the municipal address of the real property;
- (c) referring to the real property comprising a housing project managed by a local housing authority on behalf of the Ontario Housing Corporation on the day before the transfer takes effect, naming the local housing authority and setting out the project number;
- (d) referring to the real property comprising all of the housing projects subject to a housing program or the real property comprising all of the

Date d'effet des transferts et des mutations

37. (1) Le décret de transfert ou de mutation précise la date d'effet de chacun des transferts ou de chacune des mutations qu'il précise.

Effet rétroactif

(2) Le décret de transfert ou de mutation peut prévoir que les transferts ou les mutations sont réputés avoir pris effet à une date qui est antérieure à celle à laquelle il a été pris. Toutefois, cette date ne peut être antérieure au jour de l'entrée en vigueur du présent article.

Calendrier

(3) Le décret de transfert ou de mutation peut prévoir que les transferts ou les mutations qu'il précise et les opérations qui y sont liées sont réputés s'être produits dans l'ordre et selon le calendrier qu'il précise.

Description des personnes mutées ou des choses transférées

38. (1) Le décret de transfert ou de mutation décrit de l'une ou l'autre des façons suivantes les employés, les biens, les dettes, les droits ou les obligations qui doivent être transférés ou mutés, selon le cas :

- a) par mention expresse des personnes qui sont mutées ou des choses qui sont transférées;
- b) par mention des catégories de personnes qui sont mutées ou de choses qui sont transférées;
- c) en partie conformément à l'alinéa a) et en partie conformément à l'alinéa b).

Désignation facultative de l'intérêt ou du droit

(2) Le décret de transfert ou de mutation qui transfère un intérêt ou un droit de l'auteur peut, sans avoir à le faire, préciser l'intérêt ou le droit qui est transféré.

Description des biens immeubles

(3) Le décret de transfert ou de mutation décrit les biens immeubles de l'une ou l'autre des façons suivantes :

- a) par une description légale sous forme enregistrable des biens immeubles ou par renvoi à une description légale de ces biens figurant dans un instrument enregistré ou déposé antérieurement sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistré antérieurement sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*;
- b) par indication de l'adresse civique des biens immeubles;
- c) par mention des biens immeubles qui constituent un ensemble domiciliaire géré par une commission locale de logement pour le compte de la Société de logement de l'Ontario la veille de la date d'effet du décret et par indication du nom de la commission et du numéro de l'ensemble;
- d) par mention des biens immeubles qui constituent la totalité des ensembles domiciliaires visés par un programme de logement ou de ceux qui cons-

housing projects subject to a housing program except for one or more specified housing projects, naming the housing program and describing the excepted projects, if any;

- (e) any other method determined by the Minister or a person designated by the Minister; or
- (f) a combination of the methods mentioned in clauses (a) to (e).

Rescission or amendment of transfer order

39. (1) At any time after making a transfer order, the Lieutenant Governor in Council may, by order,

- (a) rescind the transfer order; or
- (b) amend the transfer order in any way that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable, so long as the amendment does not result in the transfer order contravening this Act.

Exception, real property

(2) Despite subsection (1), the Lieutenant Governor in Council shall not make an order rescinding a transfer order that transferred real property or amending those provisions of a transfer order that relate to a transfer of real property, on or after the date on which a document recording the transfer of the real property is registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act*.

Exception, personal property

(3) Despite subsection (1), the Lieutenant Governor in Council shall not make an order rescinding a transfer order that transferred personal property that is subject to a security interest or amending those provisions of a transfer order that relate to a transfer of such personal property, on or after the date on which the secured party,

- (a) registers a financing change statement or financing statement in respect of the transferred personal property under the *Personal Property Security Act* that makes the transferee the debtor of record under that Act; or
- (b) takes possession of the transferred personal property.

Effective date of rescission or amendment

(4) An order rescinding or amending a transfer order shall specify the date on which the rescission or each amendment specified in the order takes effect.

Retroactive rescission or amendment

(5) An order rescinding or amending a transfer order may provide that the rescission or any of the amendments shall be deemed to have taken effect on a date that is earlier than the date the rescinding or amending

tituent la totalité des ensembles domiciliaires visés par un programme de logement à l'exception d'un ou de plusieurs ensembles précisés, par indication du nom du programme et par une description des ensembles exclus, le cas échéant;

- e) par une autre méthode que fixe le ministre ou la personne qu'il désigne;
- f) par une combinaison des méthodes mentionnées aux alinéas a) à e).

Annulation ou modification du décret de transfert ou de mutation

39. (1) À n'importe quel moment après avoir pris un décret de transfert ou de mutation, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret :

- a) soit annuler le décret de transfert ou de mutation;
- b) soit modifier le décret de transfert ou de mutation selon ce qu'il estime nécessaire ou souhaitable, pourvu que le décret modifié ne contrevenne pas à la présente loi.

Exception : bien immeuble

(2) Malgré le paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil ne doit pas prendre de décret annulant un décret de transfert ou de mutation qui transfère un bien immeuble ou modifiant les dispositions d'un décret de transfert ou de mutation qui se rapportent à un tel transfert, à compter de la date à laquelle le document consignant le transfert est enregistré ou déposé sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistré sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*.

Exception : bien meuble

(3) Malgré le paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil ne doit pas prendre de décret annulant un décret de transfert ou de mutation qui transfère un bien meuble grevé d'une sûreté ou modifiant les dispositions d'un décret de transfert ou de mutation qui se rapportent à un tel transfert, à compter de la date où le créancier garanti :

- a) soit fait enregistrer un état de modification du financement ou un état de financement à l'égard du bien meuble transféré, en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières*, faisant du destinataire le débiteur inscrit en application de cette loi;
- b) soit prend possession du bien meuble transféré.

Date d'effet de l'annulation ou de la modification

(4) Le décret qui annule ou modifie un décret de transfert ou de mutation précise la date d'effet de l'annulation ou de chaque modification qu'il précise.

Effet rétroactif

(5) Le décret qui annule ou modifie un décret de transfert ou de mutation peut prévoir que l'annulation ou n'importe laquelle des modifications est réputée avoir pris effet à une date qui est antérieure à celle à

order is made but not earlier than the day this section comes into force.

Part applies

(6) This Part applies, with necessary modifications, to an order amending a transfer order.

NOTICE OF TRANSFER ORDERS AND OF TRANSFERS

Notice of transfer order

40. (1) Within 90 days after the date a transfer order is made, the Minister shall publish in *The Ontario Gazette* a notice of the making of the transfer order, naming the transferor and the transferee and specifying the date the transfer order was made.

Notice of rescission or amendment

(2) Within 90 days after the date an order is made rescinding or amending a transfer order, the Minister shall publish in *The Ontario Gazette* a notice of the making of the order rescinding or amending the transfer order, identifying the transfer order that was rescinded or amended and specifying the date the order rescinding or amending the transfer order was made.

Non-compliance

(3) A failure to comply with this section does not affect the validity of the transfer order or the order rescinding or amending a transfer order.

Inspection of transfer orders

41. (1) The Minister shall keep, in the prescribed place and for the prescribed period of time, a copy of each transfer order of a prescribed class and a copy of each order rescinding or amending the transfer order.

Same

(2) The Ontario Housing Corporation shall keep, in the prescribed place and for the prescribed period of time, a copy of each transfer order not required to be kept by the Minister and a copy of each order rescinding or amending the transfer order.

Same

(3) Upon request, the Minister or the Ontario Housing Corporation, as the case may be, shall permit any person to inspect the copy of a transfer order, or the copy of an order rescinding or amending a transfer order during business hours and shall permit the person to copy it at his or her expense.

Notice of transfer not required

42. (1) If a transfer order transfers a contract or a licence, permit or other right, no person is required to give notice of the transfer to the other parties to the contract or to the person who issued or granted the licence, permit or other right.

laquelle il a été pris. Toutefois, cette date ne peut être antérieure au jour de l'entrée en vigueur du présent article.

Application de la présente partie

(6) La présente partie s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux décrets qui modifient des décrets de transfert ou de mutation.

AVIS DE DÉCRET DE TRANSFERT OU DE MUTATION ET AVIS DE TRANSFERT

Avis de décret de transfert ou de mutation

40. (1) Dans les 90 jours qui suivent la date à laquelle est pris un décret de transfert ou de mutation, le ministre publie dans la *Gazette de l'Ontario* un avis de la prise du décret dans lequel il indique les noms de l'auteur et du destinataire et la date à laquelle le décret a été pris.

Avis d'annulation ou de modification

(2) Dans les 90 jours qui suivent la date à laquelle est pris un décret qui annule ou modifie un décret de transfert ou de mutation, le ministre publie dans la *Gazette de l'Ontario* un avis de la prise du décret dans lequel il précise le décret qui est annulé ou modifié et la date à laquelle le décret qui l'annule ou le modifie a été pris.

Inobservation

(3) L'inobservation du présent article n'a pas pour effet d'invalidier un décret de transfert ou de mutation ou un décret qui l'annule ou le modifie.

Examen des décrets

41. (1) Le ministre conserve, au lieu prescrit et pour la durée prescrite, une copie des décrets de transfert ou de mutation d'une catégorie prescrite et une copie des décrets qui les annulent ou les modifient.

Idem

(2) La Société de logement de l'Ontario conserve, au lieu prescrit et pour la durée prescrite, une copie des décrets de transfert ou de mutation que le ministre n'est pas tenu de conserver et une copie des décrets qui les annulent ou les modifient.

Idem

(3) Le ministre ou la Société de logement de l'Ontario, selon le cas, autorise toute personne qui le demande à examiner pendant les heures de bureau la copie d'un décret de transfert ou de mutation, ou la copie d'un décret qui annule ou modifie un tel décret, et à en tirer des copies à ses propres frais.

Avis de transfert non obligatoire

42. (1) Si un décret de transfert ou de mutation transfère un contrat ou un droit, notamment un permis ou une autorisation, nul n'est tenu de donner un avis du transfert aux autres parties au contrat ou à la personne qui a accordé le droit ou l'autorisation ou délivré le permis.

Failure to give notice not to have certain effects

(2) Subsections 48 (1) and (2) apply with necessary modifications to a failure to give notice of a transfer by a transfer order.

No liability respecting notice

(3) If a transferor or transferee gives notice of the transfer of a contract or a licence, permit or other right by a transfer order but fails to give the notice to the persons, in the manner, or as otherwise required by an Act or by the terms of the contract, licence, permit or right, the transferor or transferee giving the notice is not liable for improperly giving or failing to give the notice.

Registration requirements, real property

43. (1) Within two years after the effective date of a transfer of real property by a transfer order, the transferee shall take all such actions as are necessary to register or deposit under the *Registry Act* or to register under the *Land Titles Act* against title to the real property a document that includes the following:

1. Form 1 of Regulation 688 of the Revised Regulations of Ontario, 1990 ("Form of Documents") made under the *Land Registration Reform Act* that sets out the transferor and the transferee as the parties, executed by the transferee.
2. A statement executed by the transferee,
 - i. stating that the transferor's interest in and rights in respect of the real property were transferred to the transferee by a transfer order made by the Lieutenant Governor in Council under this Act,
 - ii. identifying the real property by including a legal description in registrable form of the real property,
 - iii. specifying the interest or rights that were transferred by the transfer order,
 - iv. specifying the date on which the transfer took effect, as set out in the transfer order,
 - v. identifying the transfer order by setting out the names of the transferor and the transferee and the date the transfer order was made or by referring to a copy of the transfer order that is attached to the document,
 - vi. setting out the restrictions imposed by section 50, and
 - vii. stating that the document meets the requirements of this Act.

Défaut de donner un avis

(2) Les paragraphes 48 (1) et (2) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au défaut de donner avis d'un transfert effectué par un décret de transfert ou de mutation.

Aucune responsabilité à l'égard de l'avis

(3) Si l'auteur ou le destinataire donne un avis du transfert d'un contrat ou d'un droit, notamment un permis ou une autorisation, effectué par un décret de transfert ou de mutation sans le donner aux personnes, de la manière ou selon les autres modalités qu'exigent une loi ou les conditions du contrat, du droit, du permis ou de l'autorisation, il ne peut être tenu responsable d'avoir donné l'avis incorrectement ou de ne pas l'avoir donné.

Exigences en matière d'enregistrement des biens immeubles

43. (1) Dans les deux ans qui suivent la date d'effet du transfert d'un bien immeuble par un décret de transfert ou de mutation, le destinataire prend toutes les mesures nécessaires pour faire enregistrer ou déposer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistrer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*, sur le titre du bien immeuble, un document comprenant ce qui suit :

1. La formule 1 du Règlement 688 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990 («Formule de documents») pris en application de la *Loi portant réforme de l'enregistrement immobilier* qui identifie l'auteur et le destinataire comme parties, passée par le destinataire.
2. Une déclaration passée par le destinataire répondant aux critères suivants :
 - i. elle atteste que l'intérêt de l'auteur sur le bien immeuble et ses droits à l'égard de celui-ci lui ont été transférés par un décret de transfert ou de mutation pris par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi,
 - ii. elle identifie le bien immeuble au moyen d'une description légale sous forme enregistrable du bien,
 - iii. elle précise l'intérêt ou les droits qui ont été transférés par le décret de transfert ou de mutation,
 - iv. elle indique la date d'effet du transfert que précise le décret de transfert ou de mutation,
 - v. elle identifie le décret de transfert ou de mutation en précisant les noms de l'auteur et du destinataire ainsi que la date à laquelle le décret a été pris ou en renvoyant à une copie du décret jointe au document,
 - vi. elle énonce les restrictions imposées par l'article 50,
 - vii. elle atteste que le document satisfait aux exigences de la présente loi.

Form of document

(2) The document required by subsection (1) may be prepared in a form suitable for a transfer that is submitted for electronic registration.

Registration or deposit

(3) The document required by subsection (1) may be registered or deposited and shall be accepted for registration or deposit under the *Registry Act* and may be registered and shall be accepted for registration under the *Land Titles Act*, despite any provision of those Acts.

Same

(4) Despite the *Land Registration Reform Act*, the document required by subsection (1) shall be accepted for registration or deposit even if the form required by paragraph 1 of subsection (1) has not been executed by or on behalf of the transferor.

Purpose of Form 1

(5) The purpose of the registration or deposit of a Form 1 under subsection (1) is solely to give notice to the public of the transfer by transfer order of the real property identified in the form.

Deeming re *Planning Act*

(6) If the document required by subsection (1) is registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act*, the document shall be deemed, for the purposes of the *Planning Act*, to be a deed or transfer, as the case may be, containing the statements described in clauses 50 (22) (a), (b) and (c) of the *Planning Act*.

Registration, etc., on request

(7) If, on or after the effective date of a transfer of real property by a transfer order but before the transferee has complied with subsection (1), a person is or purports to be lawfully entitled to register or deposit a document under the *Registry Act* or to register a document under the *Land Titles Act* against title to the real property, the transferee, at the request of that person, shall take as expeditiously as possible all such actions as are necessary to register or deposit under the *Registry Act* or to register under the *Land Titles Act* a document described in subsection (1).

Effect of failure to register, etc.

(8) If, on or after the effective date of a transfer of real property by a transfer order, a person does not know that the real property has been transferred to the transferee because the transferee has not yet registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act* a document described in subsection (1) and if, as a result of that, a right of the person

Forme du document

(2) Le document exigé par le paragraphe (1) peut être préparé sous une forme qui convient pour un transfert qui est présenté pour enregistrement électronique.

Enregistrement ou dépôt

(3) Le document exigé par le paragraphe (1) peut être enregistré ou déposé, mais il doit être admis à l'enregistrement ou au dépôt sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* et peut être enregistré mais doit être admis à l'enregistrement sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*, malgré toute disposition de ces lois.

Idem

(4) Malgré la *Loi portant réforme de l'enregistrement immobilier*, le document exigé par le paragraphe (1) doit être admis à l'enregistrement ou au dépôt même si la formule exigée par la disposition 1 de ce paragraphe n'a pas été passée par l'auteur ou en son nom.

Objet de la formule 1

(5) L'enregistrement ou le dépôt de la formule 1 en application du paragraphe (1) a uniquement pour objet d'aviser le public du transfert par décret de transfert ou de mutation du bien immeuble qui est identifié dans la formule.

Assimilation : *Loi sur l'aménagement du territoire*

(6) Le document exigé par le paragraphe (1) qui est enregistré ou déposé sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistré sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* est réputé, pour l'application de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, un acte de cession qui comprend les déclarations visées aux alinéas 50 (22) a), b) et c) de cette dernière.

Enregistrement ou dépôt sur demande

(7) Si, à la date d'effet du transfert d'un bien immeuble par un décret de transfert ou de mutation ou après cette date mais avant que le destinataire ne se conforme au paragraphe (1), une personne a, ou prétend avoir, le droit légitime de faire enregistrer ou de déposer un document sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou de faire enregistrer un document sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* sur le titre du bien immeuble, le destinataire prend, à la demande de cette personne et aussi rapidement que possible, toutes les mesures nécessaires pour faire enregistrer ou déposer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistrer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* le document visé au paragraphe (1).

Effet du non-enregistrement

(8) Si, à la date d'effet du transfert d'un bien immeuble par un décret de transfert ou de mutation ou après cette date, une personne ignore que le bien immeuble a été transféré au destinataire parce que ce dernier n'a pas encore fait enregistrer ou déposé sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou fait enregistrer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement*

against the transferee is adversely affected by the expiration of the period of time for doing something, the transferee is not entitled to raise the expiration of the period of time as a defence to a proceeding by the person.

Same

(9) If, on or after the effective date of a transfer of real property by a transfer order, the transferee has not yet registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act* a document described in subsection (1), the transferor may take all such actions as are necessary to do so on behalf of the transferee, including making the statement described in paragraph 2 of subsection (1) on behalf of the transferee.

Liability of transferor

(10) A transferor is not liable to any person for exercising or not exercising its power under subsection (9).

Provincial housing costs

(11) Expenses incurred by the transferor in exercising its power under subsection (9) may be included in the amount of provincial housing costs determined under section 122.

Evidence

(12) A statement described in paragraph 2 of subsection (1) that is included in a document registered or deposited under this section shall be deemed to be conclusive evidence of the facts stated in it.

Registration of security interests

44. (1) If a security interest in an asset or right is perfected by registration under the *Personal Property Security Act* and all or part of the asset or right is subsequently transferred by a transfer order, the security interest in the transferred asset or right becomes unperfected,

- (a) 30 days after the effective date of the transfer if, on the effective date of the transfer, the secured party has actual notice of the transfer and has the information required to register a financing change statement under the *Personal Property Security Act*; or
- (b) if, on the effective date of the transfer, the secured party does not have actual notice of the transfer or does not have the information required to register a financing change statement under the *Personal Property Security Act*, 30 days after the day on which the secured party has actual notice of the transfer and has the information required to register a financing change statement under that Act.

Exceptions

(2) Subsection (1) does not apply to transferred collateral if the secured party registers a financing change statement under the *Personal Property Security Act* or

des droits immobiliers le document visé au paragraphe (1) et que, par conséquent, l'expiration du délai accordé pour faire quelque chose porte atteinte au droit qu'a la personne contre le destinataire, ce dernier n'a pas le droit d'invoquer l'expiration du délai comme moyen de défense dans une instance introduite par la personne.

Idem

(9) Si, à la date d'effet du transfert d'un bien immeuble par un décret de transfert ou de mutation ou après cette date, le destinataire n'a pas encore fait enregistrer ou déposé sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistré sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* le document visé au paragraphe (1), l'auteur peut prendre toutes les mesures nécessaires pour le faire au nom du destinataire, y compris faire la déclaration visée à la disposition 2 du paragraphe (1) en son nom.

Responsabilité de l'auteur

(10) L'auteur n'encourt aucune responsabilité à l'égard de quiconque pour avoir exercé ou ne pas avoir exercé les pouvoirs que lui confère le paragraphe (9).

Coûts du logement engagés par la province

(11) Les dépenses qu'engage l'auteur dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le paragraphe (9) peuvent être incluses dans les coûts du logement engagés par la province calculés en application de l'article 122.

Preuve

(12) La déclaration visée à la disposition 2 du paragraphe (1) qui est comprise dans un document enregistré ou déposé en application du présent article est réputée une preuve concluante des faits qui y sont énoncés.

Enregistrement d'une sûreté

44. (1) Si une sûreté sur un bien ou un droit est rendue opposable par enregistrement sous le régime de la *Loi sur les sûretés mobilières* et que tout ou partie du bien ou du droit est transféré ultérieurement par un décret de transfert ou de mutation, la sûreté sur le bien ou le droit transféré devient inopposable :

- a) 30 jours après la date d'effet du transfert si, à la date d'effet du transfert, le créancier garanti a connaissance réelle du transfert et a les renseignements nécessaires à l'enregistrement d'un état de modification du financement en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières*;
- b) 30 jours après celui où le créancier garanti a connaissance réelle du transfert et a les renseignements nécessaires à l'enregistrement d'un état de modification du financement en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* s'il ne les a pas à la date d'effet du transfert.

Exceptions

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux biens grevés transférés si le créancier garanti fait enregistrer un état de modification du financement en vertu de la

takes possession of the collateral within the 30-day period.

Re-perfecting security interest

(3) A security interest that becomes unperfected under subsection (1) may be perfected again by registering a financing change statement under the *Personal Property Security Act* at any time during the remainder of the unexpired registration period of the financing statement or any renewal thereof.

Definitions

(4) In this section,

“collateral”, “secured party” and “security interest” have the same meaning as in the *Personal Property Security Act*.

EFFECT OF TRANSFER ORDERS

Binding effect

45. (1) A transfer order is binding on the transferor, the transferee and all other persons.

Limit

(2) A transfer by transfer order does not give the transferee either an interest in an asset or a right that the transferor did not have, and does not result in the transferee being entitled to such an interest or right.

Same

(3) When an asset, liability, right or obligation is transferred by a transfer order, no person other than the transferee acquires the asset, liability, right or obligation or an interest in it that the person did not have immediately before the transfer.

Vesting in and assumption by transferee

46. (1) An asset or a right that is transferred by a transfer order vests in the transferee as of the effective date specified in the transfer order and a liability or an obligation that is transferred by a transfer order shall be deemed to have been assumed by the transferee as of the effective date specified in the transfer order.

Transferor divested of asset

(2) The transfer of an asset by a transfer order divests the transferor of that asset as of the effective date specified in the transfer order.

Transferor divested of right

(3) The transfer of a right by a transfer order divests the transferor of that right as of the effective date specified in the transfer order.

Transferor released from liability or obligation

(4) The transfer of a liability or obligation by the transfer order releases the transferor from that liability or obligation as of the effective date specified in the transfer order.

Loi sur les sûretés mobilières ou prend possession des biens grevés dans le délai de 30 jours.

Sûreté de nouveau opposable

(3) La sûreté qui devient inopposable en application du paragraphe (1) peut être rendue de nouveau opposable par enregistrement d'un état de modification du financement en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* à n'importe quel moment pendant le reste de la période d'enregistrement non expirée de l'état de financement ou de son renouvellement.

Définitions

(4) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«bien grevé», «créancier garanti» et «sûreté» S'entendent au sens de la *Loi sur les sûretés mobilières*.

EFFET DES DÉCRETS DE TRANSFERT OU DE MUTATION

Obligation des parties

45. (1) Les décrets de transfert ou de mutation lient l'auteur du transfert ou de la mutation, son destinataire et les autres personnes.

Restriction

(2) Un transfert effectué par un décret de transfert ou de mutation n'a pas pour effet de donner au destinataire un intérêt sur un bien ou un droit que l'auteur n'avait pas, pas plus qu'il ne lui donne droit à un tel intérêt ou à un tel droit.

Idem

(3) Lorsqu'un bien, une dette, un droit ou une obligation est transféré par un décret de transfert ou de mutation, nul, sauf le destinataire, n'acquiert le bien, la dette, le droit ou l'obligation, ou un intérêt sur ceux-ci qu'il n'avait pas immédiatement avant le transfert.

Dévolution et prise en charge

46. (1) Les biens et les droits qui sont transférés par un décret de transfert ou de mutation sont dévolus au destinataire à la date d'effet que précise le décret et les dettes et les obligations qui sont transférées sont réputées avoir été pris en charge par le destinataire à la date d'effet que précise le décret.

Auteur dépouillé du bien

(2) Le transfert d'un bien par un décret de transfert ou de mutation en dépouille l'auteur à la date d'effet que précise le décret.

Auteur dépouillé du droit

(3) Le transfert d'un droit par un décret de transfert ou de mutation en dépouille l'auteur à la date d'effet que précise le décret.

Auteur libéré de la dette ou de l'obligation

(4) Le transfert d'une dette ou d'une obligation par un décret de transfert ou de mutation en libère l'auteur à la date d'effet que précise le décret.

Exception

(5) Despite subsection (4), the transfer by the transfer order does not release the transferor from liability for those costs relating to the transferred asset, liability, right or obligation that arose or accrued before the effective date of the transfer and that were not a provincial social housing cost under the *Social Housing Funding Act, 1997* and that are not a provincial housing cost under section 122.

Action or other proceeding to be continued by or against transferor

(6) If an action or other proceeding in respect of an asset, a liability, a right or an obligation that is transferred by a transfer order has been commenced by or against the transferor before the transfer takes effect, the action or other proceeding shall be continued by or against the transferee and, if the transferor so elects, by or against the transferor as well.

Same

(7) No order of the court is necessary for an action or other proceeding to be continued under subsection (6).

Same

(8) The title of an action or other proceeding that is continued under subsection (6) shall be amended in accordance with the written notice of the Minister in all documents issued, served or filed in the action or proceeding after the effective date of the transfer.

Conflict

(9) In the event of a conflict between this section and any other Act, this section prevails.

No representation, etc., by transferor

47. (1) Despite any other Act, a transferor does not make any covenant, representation or warranty, and no covenant, representation or warranty on the part of the transferor shall be implied or deemed to have been made, in respect of any asset, liability, right, obligation or employee transferred from the transferor by a transfer order.

No liability re state of repair

(2) A transferor is not liable to any person for the state of repair of an asset transferred by a transfer order and is not liable to any person to fix such an asset, despite a requirement otherwise imposed by another Act or a rule of law.

Transfer deemed not to have certain effects

48. (1) A transfer by a transfer order shall be deemed not to,

- (a) constitute a breach, termination, repudiation or frustration of any contract or any licence, permit

Exception

(5) Malgré le paragraphe (4), le transfert effectué par un décret de transfert ou de mutation ne libère pas l'auteur de sa responsabilité à l'égard des coûts se rapportant au bien, à la dette, au droit ou à l'obligation transféré qui ont été engagés ou qui ont couru avant la date d'effet du transfert, qui ne constituaient pas des coûts du logement social engagés par la province pour l'application de la *Loi de 1997 sur le financement du logement social* et qui ne constituent pas des coûts du logement engagés par la province en application de l'article 122.

Poursuite des actions ou autres instances

(6) Les actions ou autres instances à l'égard d'un bien, d'une dette, d'un droit ou d'une obligation transféré par un décret de transfert ou de mutation qui ont été introduites par ou contre l'auteur avant la prise d'effet du transfert sont poursuivies par ou contre le destinataire et, si l'auteur fait ce choix, également par ou contre lui.

Idem

(7) Aucune ordonnance judiciaire n'est nécessaire pour la poursuite d'une action ou autre instance en application du paragraphe (6).

Idem

(8) L'intitulé d'une action ou autre instance qui est poursuivie en application du paragraphe (6) est modifié, conformément à l'avis écrit du ministre, dans tous les documents délivrés, signifiés ou déposés dans l'action ou l'instance après la date d'effet du transfert.

Incompatibilité

(9) Le présent article l'emporte sur les dispositions incompatibles d'une autre loi.

Aucune affirmation de l'auteur

47. (1) Malgré toute autre loi, l'auteur ne prend aucun engagement, ne fait aucune affirmation ni ne donne aucune garantie, et aucun engagement de sa part ne doit être déduit ou réputé avoir été pris, ni aucune affirmation ou garantie être déduite ou réputée avoir été faite ou donnée, à l'égard d'un de ses biens, dettes, droits, obligations ou employés qui est transféré ou muté, selon le cas, par un décret de transfert ou de mutation.

Aucune responsabilité quant à l'état

(2) L'auteur n'encourt aucune responsabilité à l'égard de quiconque en raison de l'état d'un bien transféré par un décret de transfert ou de mutation et il n'est pas tenu envers qui que ce soit de réparer un tel bien, malgré toute exigence imposée par ailleurs par une autre loi ou une règle de droit.

Transfert et mutation réputés ne pas avoir certains effets

48. (1) Les transferts et les mutations effectués par un décret de transfert ou de mutation sont réputés ne pas :

- a) constituer une violation, résiliation, révocation, répudiation ou impossibilité d'exécution d'un

or other right;

- (b) constitute a breach of any Act, regulation, rule or municipal by-law;
- (c) constitute an event of default or force majeure;
- (d) give rise to a right to terminate or repudiate any contract or any licence, permit or other right;
- (e) give rise to an estoppel;
- (f) give rise to any right or consequence, including an acceleration of the time for payment, that would otherwise arise upon the transfer under the terms of any contract or any licence, permit or other right; or
- (g) give rise to any cause of action, grievance, claim or demand of any kind, unless explicitly contemplated by this Act.

No proceeding

(2) No action or other proceeding shall be commenced against the Crown in right of Ontario, the Ontario Housing Corporation or a local housing authority on the basis that a transfer by a transfer order constitutes or gives rise to anything mentioned in subsection (1).

Exceptions

(3) Subject to such conditions and restrictions as may be prescribed, this section does not apply to the contracts, licences, permits, rights, Acts, regulations, rules, by-laws or provisions of any of them that are prescribed.

Expropriations Act

49. If a transfer order transfers real property that has been expropriated,

- (a) section 42 of the *Expropriations Act* (disposal of expropriated lands) does not apply to the real property, despite section 2 of that Act; and
- (b) no compensation of any kind is payable to the owners from whom the real property was expropriated.

Restrictions, real property

50. (1) Any real property transferred by a transfer order cannot be transferred or mortgaged or otherwise encumbered, developed or redeveloped and an interest in the property cannot be granted or disposed of by any person without the prior written consent of the Minister.

Exception

(2) Despite subsection (1), a transferee may do the following things without the consent of the Minister:

contrat, d'un permis, d'une autorisation ou d'un autre droit;

- b) constituer une violation de quelque loi, règlement, règle ou règlement municipal que ce soit;
- c) constituer un cas de défaut ou une force majeure;
- d) donner le droit de résilier un contrat ou de révoquer un droit, notamment un permis ou une autorisation, ou de les répudier;
- e) donner lieu à une préclusion;
- f) donner lieu à un droit ou à une conséquence, y compris un avancement de l'échéance de paiement, qui découlerait par ailleurs d'un transfert effectué aux termes d'un contrat, d'un permis, d'une autorisation ou d'un autre droit;
- g) donner lieu à une cause d'action, un grief, une réclamation ou une demande de quelque sorte que ce soit, sauf si la présente loi le prévoit explicitement.

Immunité

(2) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre la Couronne du chef de l'Ontario, la Société de logement de l'Ontario ou une commission locale de logement du fait qu'un transfert ou une mutation effectué par un décret de transfert ou de mutation constitue un fait mentionné au paragraphe (1) ou y donne lieu.

Exceptions

(3) Sous réserve des conditions et restrictions prescrites, le présent article ne s'applique pas aux contrats, permis, autorisations, droits, lois, règlements, règles, règlements municipaux ou dispositions des uns ou des autres qui sont prescrits.

Loi sur l'expropriation

49. Si un décret de transfert ou de mutation transfère un bien immeuble qui a été exproprié :

- a) d'une part, l'article 42 de la *Loi sur l'expropriation* (aliénation d'un bien-fonds exproprié) ne s'applique pas au bien immeuble, malgré l'article 2 de cette loi;
- b) d'autre part, aucune indemnité de quelque nature que ce soit n'est versée aux propriétaires du bien immeuble exproprié.

Restrictions : biens immeubles

50. (1) Nul ne peut, sans le consentement écrit préalable du ministre, transférer ou grever, notamment par hypothèque, ou aménager ou réaménager un bien immeuble qui a été transféré par un décret de transfert ou de mutation, ni concéder un intérêt sur le bien ou disposer d'un intérêt sur lui.

Exception

(2) Malgré le paragraphe (1), le destinataire peut prendre les mesures suivantes sans le consentement du ministre :

1. Lease an individual unit in a housing project located on the real property for a term not exceeding one year.
2. Lease a part of the property that is not residential, if the transfer of the property by the transfer order has been registered as required by section 43.
3. Transfer or mortgage or otherwise encumber the property or grant or dispose of an interest in the property to or in favour of,
 - i. the related service manager,
 - ii. a related municipality,
 - iii. a non-profit corporation controlled by the related service manager or a related municipality, but only if an object of the non-profit corporation is the provision of housing, or
 - iv. a non-profit housing corporation that is incorporated under section 13 of the *Housing Development Act* and that is controlled by the related service manager or a related municipality.
4. Transfer or mortgage or otherwise encumber the property, develop or redevelop the property or grant or dispose of an interest in the property if,
 - i. the transfer of the property by the transfer order has been registered as required by section 43, and
 - ii. the transaction complies with such criteria as may be prescribed.

Statement re transfer, etc.

(3) When a document is to be registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act* in respect of a transaction described in subsection (2), it must include a statement in a form approved by the Minister containing information required by the Minister and executed by or on behalf of the transferee.

Registration or deposit

(4) The document and the statement referred to in subsection (3) may be registered or deposited and shall be accepted for registration or deposit under the *Registry Act* and may be registered and shall be accepted for registration under the *Land Titles Act* against title to the property despite any provision of those Acts.

Evidence

(5) A statement described in subsection (3) that is included in a document registered or deposited as described in that subsection shall be deemed to be conclu-

1. Donner à bail un logement d'un ensemble domiciliaire situé sur le bien immeuble pour une durée maximale d'un an.
2. Donner à bail la partie du bien qui n'est pas résidentielle, si le transfert du bien effectué par le décret de transfert ou de mutation a été enregistré comme l'exige l'article 43.
3. Transférer le bien, le grever, notamment par hypothèque, concéder un intérêt sur lui ou disposer d'un tel intérêt si le destinataire ou le bénéficiaire est :
 - i. soit le gestionnaire de services lié,
 - ii. soit une municipalité liée,
 - iii. soit une personne morale sans but lucratif sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée, à condition toutefois que la fourniture de logements soit un élément de sa mission,
 - iv. soit une société de logement sans but lucratif constituée en vertu de l'article 13 de la *Loi sur le développement du logement* et sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée.
4. Transférer le bien, le grever, notamment par hypothèque, l'aménager ou le réaménager, concéder un intérêt sur lui ou disposer d'un tel intérêt si les conditions suivantes sont réunies :
 - i. le transfert du bien effectué par le décret de transfert ou de mutation a été enregistré comme l'exige l'article 43,
 - ii. l'opération est conforme aux critères prescrits.

Déclaration au sujet du transfert

(3) Le document qui est enregistré ou déposé sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistré sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* à l'égard d'une opération visée au paragraphe (2) comprend une déclaration, rédigée sous la forme qu'approuve le ministre, qui contient les renseignements qu'il exige et qui est passée par le destinataire ou en son nom.

Enregistrement ou dépôt

(4) Le document et la déclaration visés au paragraphe (3) peuvent être enregistrés ou déposés, mais ils doivent être admis à l'enregistrement ou au dépôt sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* et peuvent être enregistrés mais doivent être admis à l'enregistrement sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*, sur le titre du bien, malgré toute disposition de ces lois.

Preuve

(5) La déclaration visée au paragraphe (3) qui est comprise dans un document enregistré ou déposé selon les modalités prévues à ce paragraphe est réputée une

sive evidence of the facts stated in it.

Liability of certain guarantors

51. If a liability transferred by a transfer order ("transferred liability") was guaranteed by the Crown in right of Ontario or the Ontario Housing Corporation under a written guarantee given before the effective date of the transfer, the guarantor's liability under the guarantee is not limited by the transfer of the transferred liability or the release of the transferor from the transferred liability under this Act.

TRANSFER OF EMPLOYEES

Transfer of employees

52. (1) This section applies with respect to every employee whose employment is transferred by a transfer order from a transferor to a transferee and with respect to former employees of transferors who have rights against a transferor immediately before the effective date of the transfer of employees.

Effect of transfer order

(2) Subject to the limitations set out in this section, all rights, duties and liabilities relating to all employees and former employees of a transferor that are vested in or bind the transferor immediately before the effective date of the transfer are vested in or bind the transferee instead of the transferor as of the effective date of the transfer.

Same

(3) Subsection (2) applies with respect to rights, duties and liabilities that arise under statute or contract or at common law.

Same

(4) As of the effective date of the transfer, for the purposes of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* the transferee shall be deemed to have been the employer of all employees and former employees of the transferor before the effective date of the transfer and the rights and duties of the transferor under that Act with respect to those employees and former employees are rights and duties of the transferee.

Same

(5) For the purposes of subsection (4), all records pertaining to a person's claim for benefits under the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* in the custody and control of the transferor immediately before the transfer become the property of the transferee as of the effective date of the transfer.

Employee election re employment

(6) At any time before the effective date of the transfer of an employee of a local housing authority by a transfer order, the employee may elect not to accept the transfer by notifying the local housing authority in writing of that election.

Effect of election

(7) A transfer order transfers the employees de-

preuve concluante des faits qui y sont énoncés.

Responsabilité de certains garants

51. Le transfert, par un décret de transfert ou de mutation, d'une obligation qui était garantie par la Couronne du chef de l'Ontario ou la Société de logement de l'Ontario aux termes d'une garantie écrite donnée avant la date d'effet du transfert ou le fait que l'auteur soit libéré de l'obligation transférée en vertu de la présente loi n'a pas pour effet de limiter la responsabilité du garant.

MUTATION D'EMPLOYÉS

Mutation d'employés

52. (1) Le présent article s'applique à l'égard de chaque employé muté d'un auteur à un destinataire par un décret de transfert ou de mutation et à l'égard des anciens employés qui ont des droits contre un auteur immédiatement avant la date d'effet de la mutation des employés.

Effet du décret de transfert ou de mutation

(2) Sous réserve des restrictions énoncées au présent article, les droits et obligations rattachés à tous les employés, actuels et anciens, d'un auteur qui sont dévolus à celui-ci, ou qui le lient, le jour précédant la date d'effet de la mutation sont dévolus au destinataire ou le lient à la date d'effet de la mutation.

Idem

(3) Le paragraphe (2) s'applique à l'égard des droits et des obligations qui résultent du droit législatif, du droit contractuel ou de la common law.

Idem

(4) À la date d'effet de la mutation, pour l'application de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*, le destinataire est réputé avoir été l'employeur de tous les employés, actuels et anciens, de l'auteur avant la date d'effet de la mutation et les droits et les obligations que cette loi attribue à l'auteur à l'égard de ces employés passent au destinataire.

Idem

(5) Pour l'application du paragraphe (4), tous les documents se rapportant à une demande de prestations déposée en application de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* et dont l'auteur a la garde et le contrôle immédiatement avant la mutation deviennent la propriété du destinataire à la date d'effet de la mutation.

Choix de l'employé

(6) À n'importe quel moment avant la date d'effet de sa mutation d'une commission locale de logement par un décret de transfert ou de mutation, l'employé visé peut choisir de ne pas accepter d'être muté en avisant par écrit la commission de son choix.

Effet du choix

(7) Le décret de transfert ou de mutation mute les

scribed in it, other than employees who, before the effective date of their transfer, elect not to accept the transfer.

Rules applying if employee elects not to accept transfer

(8) If an employee of a local housing authority elects not to accept a transfer, the following rules apply:

1. For the purposes of an employment contract or a collective agreement, the employee shall be deemed to have resigned from employment with the local housing authority on the earlier of,
 - i. the employee's last day of work for the local housing authority, and
 - ii. immediately before the effective date of the transfer.
2. For the purposes of the *Employment Standards Act*, the employment of the employee shall be deemed to have been terminated by the local housing authority on the earlier of,
 - i. the employee's last day of work for the local housing authority, and
 - ii. immediately before the effective date of the transfer.

Rules applying on transfer of employees

(9) If one or more employees of a local housing authority are transferred by a transfer order, the following rules apply:

1. As of the effective date of the transfer, each transferred employee becomes an employee of the transferee and ceases to be an employee of the transferor, the transferee becomes the employer of each transferred employee, and the transferor ceases to be the employer of each transferred employee.
2. For the purposes of an employment contract, a collective agreement and the *Employment Standards Act* and for all other purposes, the employment of each transferred employee shall be deemed not to have been terminated and the transferred employee shall be deemed not to have been constructively dismissed.
3. For the purpose of determining probationary periods, benefits and any other employment-related entitlements under the *Employment Standards Act* or any other Act or under an employment contract, the employment of each transferred employee with the transferor shall be deemed to be employment with the transferee and not to be employment with the transferor, and the transfer shall be deemed not to have caused an interruption of the employee's service.
4. Subject to paragraphs 5 to 13, the terms and conditions of employment that are vested in or bind the transferor, a transferred employee and the

employés qu'il précise, à l'exception de ceux qui choisissent, avant la date d'effet de leur mutation, de ne pas accepter d'être mutés.

Règles en cas de non-acceptation

(8) Si un employé d'une commission locale de logement choisit de ne pas accepter d'être muté, les règles suivantes s'appliquent :

1. Pour l'application d'un contrat de travail ou d'une convention collective, l'employé est réputé avoir démissionné de son emploi auprès de la commission locale de logement à celui des moments suivants qui est antérieur à l'autre :
 - i. son dernier jour de travail pour la commission locale de logement,
 - ii. immédiatement avant la date d'effet de la mutation.
2. Pour l'application de la *Loi sur les normes d'emploi*, la commission locale de logement est réputée avoir mis fin à l'emploi de l'employé à celui des moments suivants qui est antérieur à l'autre :
 - i. le dernier jour de travail de l'employé pour la commission locale de logement,
 - ii. immédiatement avant la date d'effet de la mutation.

Règles en cas de mutation

(9) Si un ou plusieurs employés d'une commission locale de logement sont mutés par un décret de transfert ou de mutation, les règles suivantes s'appliquent :

1. À la date d'effet de la mutation, chaque employé muté devient l'employé du destinataire et cesse d'être celui de l'auteur, et le destinataire devient l'employeur de chaque employé muté et l'auteur cesse de l'être.
2. Pour l'application d'un contrat de travail, d'une convention collective et de la *Loi sur les normes d'emploi* et à toutes autres fins, l'emploi de chaque employé muté est réputé ne pas avoir pris fin et l'employé muté est réputé ne pas avoir fait l'objet d'un congédiement implicite.
3. Aux fins de l'établissement des périodes d'essai, des avantages sociaux et des autres droits liés à l'emploi prévus par la *Loi sur les normes d'emploi*, une autre loi ou un contrat de travail, l'emploi auprès de l'auteur de chaque employé muté est réputé un emploi auprès du destinataire et non auprès de l'auteur, et la mutation est réputée ne pas avoir entraîné une interruption de service.
4. Sous réserve des dispositions 5 à 13, les conditions d'emploi qui sont dévolues à l'auteur, à un employé muté et à l'agent négociateur, ou qui les

bargaining agent immediately before the effective date of the transfer shall be deemed to be vested in or bind the transferee and the transferred employee as of the effective date of the transfer.

5. No decision of an arbitrator, a board of arbitration or a tribunal issued on or after the effective date of the transfer can have the effect of retroactively amending the terms and conditions of employment that were vested in or bound the transferor, a transferred employee and the bargaining agent immediately before the effective date of the transfer.
6. Paragraph 5 does not prohibit an arbitrator, a board of arbitration or a tribunal from reinstating to the employment of the transferee an employee who was dismissed by the transferor before the effective date of the transfer.
7. The transferee shall be deemed to be in compliance with the terms and conditions by which it is deemed to be bound under paragraph 4 in respect of coverage for insured benefits, if the transferee provides coverage to the transferred employee that is similar to the coverage provided by the transferor to the transferred employee immediately before the effective date of the transfer.
8. If, immediately before the effective date of the transfer, a collective agreement is in force between the transferor and a trade union representing any of the transferred employees, those provisions of the collective agreement that could not apply to an employment relationship in the absence of union representation, including provisions dealing with the payment of union dues and provisions dealing with the filing, processing or arbitration of grievances, shall not be deemed to be vested in or bind the transferee.
9. Subject to paragraph 10, a trade union that has bargaining rights in respect of any of the transferred employees immediately before the effective date of the transfer ceases, as of the effective date of the transfer, to have any rights, interests, registrations, duties or liabilities under the *Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993* or under any collective agreement between the transferor and the trade union.
10. A trade union that has bargaining rights in respect of any of the transferred employees immediately before the effective date of the transfer continues to represent the transferred employees for the purpose of proceedings before the Ontario Labour Relations Board and grievances, as described in paragraph 11.
11. If a grievance is filed by or on behalf of a transferred employee against the transferor, or a grievance is filed by or on behalf of the transferor, or a proceeding before the Ontario Labour Relations Board is commenced by or on behalf

liant, immédiatement avant la date d'effet de la mutation sont réputées dévolues au destinataire et à l'employé muté ou les lier à la date d'effet de la mutation.

5. Nulle décision d'un arbitre, d'un conseil d'arbitrage ou d'un tribunal administratif rendue à la date d'effet de la mutation ou après cette date ne peut avoir pour effet de modifier rétroactivement les conditions d'emploi qui ont été dévolues à l'auteur, à un employé muté et à l'agent négociateur, ou qui les liaient, immédiatement avant la date d'effet de la mutation.
6. La disposition 5 n'a pas pour effet d'interdire à un arbitre, à un conseil d'arbitrage ou à un tribunal administratif de réintégrer dans son emploi auprès du destinataire un employé qui a été congédié par l'auteur avant la date d'effet de la mutation.
7. Le destinataire est réputé respecter les conditions auxquelles il est réputé lié par la disposition 4 à l'égard des avantages sociaux garantis s'il offre à l'employé muté des avantages qui sont similaires à ceux que lui offrait l'auteur immédiatement avant la date d'effet de la mutation.
8. Si, immédiatement avant la date d'effet de la mutation, une convention collective est en vigueur entre l'auteur et le syndicat représentant n'importe lequel des employés mutés, les dispositions de la convention qui ne pourraient pas s'appliquer à une relation de travail en l'absence de représentation syndicale, y compris celles portant sur le versement des cotisations syndicales et celles portant sur le dépôt, le traitement ou l'arbitrage de griefs, ne sont pas réputées dévolues au destinataire ni le lier.
9. Sous réserve de la disposition 10, le syndicat qui a le droit de négocier immédiatement avant la date d'effet de la mutation à l'égard de n'importe lequel des employés mutés perd, à la date d'effet de la mutation, les droits, intérêts, enregistrements et obligations prévus par la *Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne* ou par toute convention collective conclue entre l'auteur et le syndicat.
10. Le syndicat qui a le droit de négocier immédiatement avant la date d'effet de la mutation à l'égard de n'importe lequel des employés mutés continue de représenter ces employés aux fins des instances devant la Commission des relations de travail de l'Ontario et des griefs dont il est question à la disposition 11.
11. Si, avant la date d'effet de la mutation, un grief est déposé contre l'auteur par un employé muté ou en son nom, un grief est déposé par l'auteur ou en son nom, une instance est introduite devant la Commission des relations de travail de

of a transferred employee against the transferor, or a proceeding before the Ontario Labour Relations Board is commenced by or on behalf of the transferor, before the effective date of the transfer, and the grievance or proceeding is not resolved before that date,

- i. the grievance or proceeding is continued by or against the transferee,
- ii. all rights, obligations and liabilities of the employer as a result of the grievance or proceeding vest in or bind the transferee and not the transferor, except as otherwise specified by paragraph 5,
- iii. upon the resolution of the grievance or proceeding, the transferee does not have any obligations to a trade union or to the transferred employees under the *Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993* or under a collective agreement between the transferor and a trade union, and
- iv. upon the resolution of all grievances and proceedings under this paragraph, a trade union that had the right under paragraph 10 to continue to represent transferred employees for the purpose of such grievances and proceedings ceases to have any such right.

12. No transferred employee, and no trade union that represents a transferred employee immediately before the effective date of the transfer, has the right on or after the effective date of the transfer to file a grievance under the collective agreement that is in force immediately before the effective date of the transfer with respect to any matter, regardless of whether the matter arose before or arises on or after the effective date of the transfer.

13. Paragraph 12 does not limit the rights or duties of a trade union that acquires bargaining rights in respect of any of the transferred employees on or after the effective date of the transfer, as contemplated by clause (10) (c), to represent its members.

Future changes

(10) If one or more employees of a local housing authority are transferred by a transfer order, nothing in this Act prevents,

- (a) the employment of a transferred employee from being terminated by the transferee on or after the effective date of the transfer;
- (b) a term or condition of the employment of a transferred employee from being changed by the transferee on or after the effective date of the transfer; or
- (c) a trade union from acquiring bargaining rights in respect of any of the transferred employees on or after the effective date of the transfer by becoming

l'Ontario contre l'auteur par un employé muté ou en son nom ou une telle instance est introduite par l'auteur ou en son nom et que le grief ou l'instance n'est pas réglé avant cette date, les règles suivantes s'appliquent :

- i. le grief ou l'instance est poursuivi par ou contre le destinataire,
- ii. les droits et les obligations de l'employeur qui découlent du grief ou de l'instance sont dévolus au destinataire ou le lient, sous réserve de la disposition 5,
- iii. dès le règlement du grief ou de l'instance, le destinataire n'a, envers le syndicat ou les employés mutés, aucune des obligations prévues par la *Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne* ou par toute convention collective conclue entre l'auteur et le syndicat,
- iv. dès le règlement de tous les griefs et de toutes les instances visés à la présente disposition, le syndicat qui avait le droit, en vertu de la disposition 10, de continuer de représenter les employés mutés aux fins de ces griefs et de ces instances perd ce droit.

12. Nul employé muté, et nul syndicat qui le représentait immédiatement avant la date d'effet de la mutation, n'a le droit à la date d'effet de la mutation ou après cette date de déposer un grief aux termes de la convention collective en vigueur immédiatement avant la date d'effet de la mutation à l'égard de quelque question que ce soit, que celle-ci prenne naissance avant la date d'effet de la mutation, à cette date ou après cette date.

13. La disposition 12 n'a pas pour effet de limiter le droit ou l'obligation qu'a un syndicat de représenter ses membres s'il acquiert le droit de négocier à l'égard de tout employé muté à la date d'effet de la mutation ou après cette date, comme le prévoit l'alinéa (10) c).

Changements ultérieurs

(10) Si un ou plusieurs employés d'une commission locale de logement sont mutés par un décret de transfert ou de mutation, la présente loi n'a pas pour effet d'empêcher que, selon le cas :

- a) le destinataire mette fin à l'emploi d'un employé muté à la date d'effet de la mutation ou après cette date;
- b) le destinataire modifie une condition de l'emploi d'un employé muté à la date d'effet de la mutation ou après cette date;
- c) un syndicat acquière le droit de négocier à l'égard de tout employé muté à la date d'effet de la mutation ou après cette date du fait de son ac-

ing certified under the *Labour Relations Act, 1995* as the bargaining agent of employees of the transferee or by being voluntarily recognized as the bargaining agent of employees of the transferee.

Pension plan

(11) A transferee to whom employees have been transferred by a transfer order shall provide the transferred employees with pension benefits under the Ontario Municipal Employees Retirement System and, for that purpose, the transferee shall be deemed to be an employer for the purposes of the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* and shall be deemed to have elected to participate in the Ontario Municipal Employees Retirement System the effective date of the transfer.

TRANSFER OF MOTOR VEHICLES, ETC.

Transfer of motor vehicles, trailers

53. (1) If a transfer order transfers ownership of a motor vehicle or trailer from a transferor to a local housing corporation,

- (a) for the purposes of Part II of the *Highway Traffic Act*,
 - (i) the transfer order shall be deemed not to effect a change in the ownership of the motor vehicle or trailer,
 - (ii) the transfer order shall be deemed to effect a change in the name of the owner from the name of the transferor to the name of the local housing corporation, and
 - (iii) a written statement described in subsection (4) made by an officer of the local housing corporation shall be deemed to be sufficient evidence of the change in name;
- (b) the requirement in subsection 9 (2) of that Act that a notice be filed by the owner shall be deemed to be a requirement that the notice be filed by the local housing corporation; and
- (c) the requirement in subsection 9 (2) of that Act that the notice be filed within six days shall be deemed to be a requirement that the notice be filed within 30 days.

Same

(2) If a transfer order transfers a leasehold interest in a motor vehicle or trailer from a transferor to a local housing corporation,

- (a) for the purposes of Part II of the *Highway Traffic Act*,
 - (i) the transfer order shall be deemed not to effect a change in the lessee of the motor vehicle or trailer,
 - (ii) the transfer order shall be deemed to effect a change in the name of the lessee from the

créditation sous le régime de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* comme agent négociateur d'employés du destinataire ou du fait de sa reconnaissance volontaire comme agent négociateur d'employés du destinataire.

Régime de retraite

(11) Le destinataire à qui des employés ont été mutés par un décret de transfert ou de mutation verse à ces employés les prestations de retraite prévues par le Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario et, à cette fin, il est réputé un employeur pour l'application de la *Loi sur le régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario* et est réputé avoir choisi de participer au Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario à la date d'effet de la mutation.

TRANSFERT DE VÉHICULES

Transfert de véhicules

53. (1) Si un décret de transfert ou de mutation transfère d'un auteur à une société locale de logement la propriété d'un véhicule automobile ou d'une remorque :

- a) pour l'application de la partie II du *Code de la route* :
 - (i) le décret est réputé ne pas avoir pour effet de modifier la propriété du véhicule automobile ou de la remorque,
 - (ii) le décret est réputé avoir pour effet de modifier le nom du propriétaire en remplaçant le nom de l'auteur par celui de la société locale de logement,
 - (iii) une déclaration écrite d'un représentant officiel de la société locale de logement qui remplit les conditions énoncées au paragraphe (4) est réputée une preuve suffisante du changement de nom;
- b) l'exigence visée au paragraphe 9 (2) du Code voulant que le propriétaire dépose un avis est réputée une exigence voulant que la société locale de logement le fasse;
- c) l'exigence visée au paragraphe 9 (2) du Code voulant que l'avis soit déposé dans un délai de six jours est réputée une exigence voulant qu'il le soit dans un délai de 30 jours.

Idem

(2) Si un décret de transfert ou de mutation transfère d'un auteur à une société locale de logement un intérêt à bail sur un véhicule automobile ou une remorque :

- a) pour l'application de la partie II du *Code de la route* :
 - (i) le décret est réputé ne pas avoir pour effet de modifier le locataire du véhicule automobile ou de la remorque,
 - (ii) le décret est réputé avoir pour effet de modifier le nom du locataire en remplaçant le

name of the transferor to the name of the local housing corporation, and

- (iii) a written statement described in subsection (4) made by an officer of the local housing corporation shall be deemed to be sufficient evidence of the change in name;

- (b) the requirement in subsection 9 (3) of that Act that a notice be filed by the lessee shall be deemed to be a requirement that the notice be filed by the local housing corporation; and

- (c) the requirement in subsection 9 (3) of that Act that the notice be filed within six days shall be deemed to be a requirement that the notice be filed within 30 days.

Same

(3) For greater certainty, for the purposes of any part of the *Highway Traffic Act* other than Part II,

- (a) if a transfer order transfers ownership of a motor vehicle or trailer from a transferor to a local housing corporation,

- (i) the transfer order does effect a change in the ownership of the motor vehicle or trailer, and

- (ii) the local housing corporation shall be deemed to be the owner as of the effective date of the transfer; and

- (b) if a transfer order transfers a leasehold interest in a motor vehicle or trailer from a transferor to a local housing corporation,

- (i) the transfer order does effect a change in the lessee of the motor vehicle or trailer, and

- (ii) the local housing corporation shall be deemed to be the lessee as of the effective date of the transfer.

Evidence of change of name

(4) The written statement referred to in subclauses (1) (a) (iii) and (2) (a) (iii) must indicate that the ownership of, or the leasehold interest in, the motor vehicle or trailer was transferred to the local housing corporation by a transfer order and state the effective date of the transfer.

Other transfers of vehicles

(5) If a transfer order transfers ownership of a motor vehicle or trailer to a transferee other than a local housing corporation, the reference in subsections 11 (2) and (4) of the *Highway Traffic Act* to six days shall be deemed to be a reference to 30 days.

nom de l'auteur par celui de la société locale de logement,

- (iii) une déclaration écrite d'un représentant officiel de la société locale de logement qui remplit les conditions énoncées au paragraphe (4) est réputée une preuve suffisante du changement de nom;

- b) l'exigence visée au paragraphe 9 (3) du Code voulant que le locataire dépose un avis est réputée une exigence voulant que la société locale de logement le fasse;

- c) l'exigence visée au paragraphe 9 (3) du Code voulant que l'avis soit déposé dans un délai de six jours est réputée une exigence voulant qu'il le soit dans un délai de 30 jours.

Idem

(3) Il est entendu ce qui suit pour l'application de toute partie du *Code de la route*, à l'exclusion de la partie II :

- a) si un décret de transfert ou de mutation transfère d'un auteur à une société locale de logement la propriété d'un véhicule automobile ou d'une remorque :

- (i) d'une part, le décret a pour effet de modifier la propriété du véhicule automobile ou de la remorque,

- (ii) d'autre part, la société locale de logement est réputée le propriétaire à compter de la date d'effet du transfert;

- b) si un décret de transfert ou de mutation transfère d'un auteur à une société locale de logement un intérêt à bail sur un véhicule automobile ou une remorque :

- (i) d'une part, le décret a pour effet de modifier le locataire du véhicule automobile ou de la remorque,

- (ii) d'autre part, la société locale de logement est réputée le locataire à compter de la date d'effet du transfert.

Preuve du changement de nom

(4) La déclaration écrite visée aux sous-alinéas (1) a) (iii) et (2) a) (iii) indique que la propriété du véhicule automobile ou de la remorque, ou l'intérêt à bail sur ceux-ci, a été transféré à la société locale de logement par un décret de transfert ou de mutation et indique la date d'effet du transfert.

Autres transferts de véhicules

(5) Si un décret de transfert ou de mutation transfère la propriété d'un véhicule automobile ou d'une remorque à un destinataire qui n'est pas une société locale de logement, la mention de six jours aux paragraphes 11 (2) et (4) du *Code de la route* est réputée une mention de 30 jours.

Definitions

(6) In this section,

“motor vehicle” and “trailer” have the same meaning as in the *Highway Traffic Act*.

Motor vehicle insurance

54. (1) If a transfer order transfers from a transferor to a local housing corporation ownership of, or a leasehold interest in, a motor vehicle together with the contract of automobile insurance under which the motor vehicle is insured,

- (a) the insurance card for the motor vehicle issued in the name of the transferor under section 6 of the *Compulsory Automobile Insurance Act* shall be deemed to be issued in the name of the local housing corporation as of the effective date of the transfer of the contract of automobile insurance; and
- (b) within six days after receiving notice of the transfer of the contract of automobile insurance, the insurer shall issue, or cause its agent to issue, an insurance card in the name of the local housing corporation.

Penalties for insurer

(2) Sections 14 and 14.1 of the *Compulsory Automobile Insurance Act* apply to a contravention by an insurer of clause (1) (b).

Definitions

(3) In this section,

“agent”, “automobile insurance”, “insurance card”, “insurer” and “motor vehicle” have the same meaning as in the *Compulsory Automobile Insurance Act*.

TRANSFER OF DOCUMENTS AND DISCLOSURE OF RECORDS

Transfer of documents

55. (1) In this section,

“archival document” means a provincial document identified to be transferred to the Archives of Ontario under a recorded information schedule approved by the Archivist under the *Archives Act*; (“document d’archives”)

“provincial document” means a record that belongs to the Ministry, the Ontario Housing Corporation or a local housing authority and that relates to,

- (a) a housing program the responsibility for the funding and administration of which is being transferred to a service manager under section 10, or
- (b) any employee, asset, liability, right or obligation that is being transferred by a transfer order. (“document provincial”)

Définitions

(6) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«remorque» et «véhicule automobile» S’entendent au sens du *Code de la route*.

Assurance-automobile

54. (1) Si un décret de transfert ou de mutation transfère d’un auteur à une société locale de logement la propriété d’un véhicule automobile ou un intérêt à bail sur un tel véhicule ainsi que le contrat d’assurance-automobile aux termes duquel il est assuré :

- a) d’une part, la carte d’assurance du véhicule automobile délivrée au nom de l’auteur en application de l’article 6 de la *Loi sur l’assurance-automobile obligatoire* est réputée délivrée au nom de la société locale de logement à la date d’effet du transfert du contrat d’assurance-automobile;
- b) d’autre part, dans les six jours qui suivent la réception de l’avis du transfert du contrat d’assurance-automobile, l’assureur délivre ou fait délivrer par son agent une carte d’assurance au nom de la société locale de logement.

Peines

(2) Les articles 14 et 14.1 de la *Loi sur l’assurance-automobile obligatoire* s’appliquent à l’assureur qui contrevient à l’alinéa (1) b).

Définitions

(3) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«agent», «assurance-automobile», «assureur», «carte d’assurance» et «véhicule automobile» S’entendent au sens de la *Loi sur l’assurance-automobile obligatoire*.

TRANSFERT ET DIVULGATION DE DOCUMENTS

Transfert de documents

55. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«document d’archives» Document provincial qui doit être transféré aux Archives publiques de l’Ontario d’après une liste de renseignements consignés qu’approuve l’archiviste en vertu de la *Loi sur les Archives publiques*. («archival document»)

«document provincial» Document qui appartient au ministère, à la Société de logement de l’Ontario ou à une commission locale de logement et qui se rapporte, selon le cas :

- a) à un programme de logement dont la responsabilité du financement et de l’administration est transférée à un gestionnaire de services en application de l’article 10;
- b) à un employé muté ou à un bien, une dette, un droit ou une obligation transféré par un décret de

transfert ou de mutation. («provincial document»)

Transfer of archival documents

(2) An archival document shall not be transferred out of the custody or control of the Ministry, the Ontario Housing Corporation or a local housing authority except to be transferred to the Archives of Ontario.

Same

(3) Despite subsection (2), such archival documents or classes of archival documents as may be prescribed may be transferred to a transferee or a service manager by a transfer order or otherwise.

Right to obtain copies

(4) A service manager is entitled to receive, upon request to the holder, a copy of an archival document that relates to a housing program the responsibility for the funding and administration of which has been transferred to the service manager under section 10.

Same

(5) A transferee is entitled to receive, upon request to the holder, a copy of an archival document that relates to any employee, asset, liability, right or obligation that has been transferred to the transferee by a transfer order.

Exception

(6) Subsections (4) and (5) do not apply with respect to such archival documents or classes of archival documents as may be prescribed.

Transfer of non-archival documents

(7) A provincial document that is not an archival document may be transferred to a transferee or a service manager, by a transfer order or otherwise.

Retention

(8) A person to whom a provincial document is transferred under subsection (7) shall retain it for at least the period of time specified in the applicable recorded information schedule approved by the Archivist before its transfer.

Delivery of copy

(9) A person having custody or control of a record that was a provincial document and was transferred to the person shall give a copy of the record to the Ministry or the Ontario Housing Corporation, upon its written request.

Disclosure of other records

56. In addition to the transfer of provincial documents under section 55, the Minister, the Ontario Housing Corporation or a local housing authority may disclose, or require the disclosure of, any record in its custody or under its control,

Transfert des documents d'archives

(2) Le ministère, la Société de logement de l'Ontario ou une commission locale de logement ne doit pas se défaire d'un document d'archives dont elle a la garde ou le contrôle sauf pour le transférer aux Archives publiques de l'Ontario.

Idem

(3) Malgré le paragraphe (2), les documents d'archives prescrits ou les catégories prescrites de ceux-ci peuvent être transférés à un destinataire ou à un gestionnaire de services par un décret de transfert ou de mutation ou autrement.

Droit d'obtenir des copies

(4) Un gestionnaire de services a le droit de recevoir, sur demande présentée au détenteur, une copie d'un document d'archives qui se rapporte à un programme de logement dont la responsabilité du financement et de l'administration lui est transférée en application de l'article 10.

Idem

(5) Un destinataire a le droit de recevoir, sur demande présentée au détenteur, une copie d'un document d'archives qui se rapporte à un employé qui lui est muté ou à un bien, une dette, un droit ou une obligation qui lui est transféré par un décret de transfert ou de mutation.

Exception

(6) Les paragraphes (4) et (5) ne s'appliquent pas à l'égard des documents d'archives prescrits ou des catégories prescrites de ceux-ci.

Transfert d'autres documents

(7) Le document provincial qui n'est pas un document d'archives peut être transféré à un destinataire ou à un gestionnaire de services par un décret de transfert ou de mutation ou autrement.

Conservation

(8) La personne à qui un document provincial est transféré en vertu du paragraphe (7) le conserve pendant au moins la période précisée dans la liste des renseignements consignés applicable qu'approuve l'archiviste avant le transfert.

Remise d'une copie

(9) La personne qui a la garde ou le contrôle d'un document qui était un document provincial et qui lui a été transféré en remet une copie au ministère ou à la Société de logement de l'Ontario sur demande écrite.

Divulgaration d'autres documents

56. Le ministre, la Société de logement de l'Ontario ou une commission locale de logement peut, en plus de transférer des documents provinciaux en vertu de l'article 55, divulguer un document dont il a la garde ou le contrôle, ou exiger sa divulgation, à une ou plusieurs

- (a) to a service manager, for the purposes of,
 - (i) facilitating the transfer to the service manager of responsibility for funding and administering housing programs under section 10, or
 - (ii) enabling the service manager to assume the responsibility transferred to it and to perform its duties, and exercise its powers, under this Act;
- (b) to a transferee, for the purposes of,
 - (i) facilitating the transfer to the transferee of any assets, rights, liabilities, obligations or employees by a transfer order, or
 - (ii) enabling the transferee to deal with the assets, rights, liabilities, obligations and employees transferred to it and to assume responsibility with respect to those assets, rights, liabilities, obligations and employees; or
- (c) to a local housing corporation for the purpose of enabling it to assume any of the responsibilities of a local housing authority, including responsibilities with respect to former employees of a local housing authority.

Effect of transfer or disclosure

57. If a record is transferred under subsection 55 (7) or disclosed under section 56 to a service manager or a transferee,

- (a) any information exempt from disclosure under subsection 17 (1) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* shall be deemed to be information to which subsection 10 (1) of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* applies;
- (b) section 9 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* does not apply to confidential information that is transferred or disclosed, unless the person who transferred or disclosed the information specifies in writing that that section is to apply; and
- (c) if a consent to release any information in the record was given to the person who had custody or control of the record before its transfer or disclosure, the consent shall be deemed to have been given, after the transfer or disclosure of the record, to the person to whom the record is transferred or disclosed.

GENERAL

Part prevails

58. This Part prevails over any general or special Act or any rule of law including an Act or rule of law that

des personnes suivantes :

- a) un gestionnaire de services pour :
 - (i) soit faciliter le transfert en sa faveur de la responsabilité du financement et de l'administration des programmes de logement en application de l'article 10,
 - (ii) soit lui permettre d'assumer la responsabilité qui lui est transférée et d'exercer les pouvoirs et les fonctions que lui attribue la présente loi;
- b) un destinataire pour :
 - (i) soit faciliter le transfert ou la mutation en sa faveur de biens, de dettes, de droits, d'obligations ou d'employés par un décret de transfert ou de mutation,
 - (ii) soit lui permettre de s'occuper des biens, des dettes, des droits, des obligations et des employés qui lui sont transférés ou mutés et d'assumer la responsabilité à leur égard;
- c) une société locale de logement pour lui permettre d'assumer les responsabilités d'une commission locale de logement, y compris celles à l'égard des anciens employés d'une telle commission.

Effet du transfert ou de la divulgation

57. Si un document est transféré en vertu du paragraphe 55 (7), ou divulgué en vertu de l'article 56, à un gestionnaire de services ou à un destinataire :

- a) les renseignements qui font l'objet d'une exception à la divulgation en application du paragraphe 17 (1) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* sont réputés des renseignements auxquels s'applique le paragraphe 10 (1) de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*;
- b) l'article 9 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* ne s'applique pas aux renseignements confidentiels transférés ou divulgués, sauf si la personne qui les transfère ou les divulgue précise par écrit qu'il s'applique;
- c) si la personne qui avait la garde ou le contrôle du document a reçu, avant son transfert ou sa divulgation, le consentement à divulguer un renseignement qu'il contient, le consentement est, après le transfert ou la divulgation, réputé donné à la personne à qui il est transféré ou divulgué.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Primauté de la partie

58. La présente partie l'emporte sur toute loi générale ou spéciale ou toute règle de droit, y compris une

requires notice or registration of transfers.

Right of action

59. An action or other proceeding shall not be commenced against a transferee in respect of an asset, a liability, a right or an obligation that has been transferred to the transferee by a transfer order if, had there been no transfer, the time for commencing the action or other proceeding would have expired.

Legislation from which certain transfers exempt

60. (1) Subject to such conditions and restrictions as may be prescribed, the following Acts, regulations or provisions of Acts or regulations do not apply to the transfers referred to in subsection (2):

1. *Assignments and Preferences Act*.
2. *Bulk Sales Act*.
3. *Environmental Assessment Act*.
4. *Fraudulent Conveyances Act*.
5. *Land Transfer Tax Act*.
6. *Retail Sales Tax Act*.
7. Such other Acts or provisions of Acts as may be prescribed.
8. Such regulations or provisions of regulations as may be prescribed.

Exempt transfers

(2) Subsection (1) applies to the following transfers:

1. A transfer of an asset, a liability, a right or an obligation by a transfer order.
2. A transfer of an asset, a liability, a right or an obligation that was transferred to a local housing corporation by a transfer order if the transfer is from the local housing corporation to,
 - i. the related service manager,
 - ii. a related municipality,
 - iii. a non-profit corporation controlled by the related service manager or a related municipality, but only if an object of the non-profit corporation is the provision of housing, or
 - iv. a non-profit housing corporation that is incorporated under section 13 of the *Housing Development Act* and that is controlled by the related service manager or a related municipality.
3. Such other transfers as may be prescribed.

loi ou une règle de droit qui exige la remise d'un avis en cas de transfert ou de mutation ou l'enregistrement de ceux-ci.

Droit d'action

59. Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre un destinataire à l'égard d'un bien, d'une dette, d'un droit ou d'une obligation qui lui a été transféré par un décret de transfert ou de mutation dans les cas où le délai d'introduction applicable aurait expiré en l'absence de transfert.

Exclusion de certains textes législatifs

60. (1) Sous réserve des conditions et restrictions prescrites, les lois, règlements ou dispositions de lois ou de règlements suivants ne s'appliquent pas aux transferts énumérés au paragraphe (2) :

1. La *Loi sur les cessions et préférences*.
2. La *Loi sur la vente en bloc*.
3. La *Loi sur les évaluations environnementales*.
4. La *Loi sur les cessions en fraude des droits des créanciers*.
5. La *Loi sur les droits de cession immobilière*.
6. La *Loi sur la taxe de vente au détail*.
7. Les autres lois, ou dispositions de lois, qui sont prescrites.
8. Les règlements, ou dispositions de règlements, qui sont prescrits.

Transferts exclus

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux transferts suivants :

1. Le transfert d'un bien, d'une dette, d'un droit ou d'une obligation par un décret de transfert ou de mutation.
2. Le transfert d'un bien, d'une dette, d'un droit ou d'une obligation qui a été transféré à une société locale de logement par un décret de transfert ou de mutation, si le transfert se fait de la société locale de logement :
 - i. soit au gestionnaire de services lié,
 - ii. soit à une municipalité liée,
 - iii. soit à une société sans but lucratif sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée, à condition toutefois que la fourniture de logements soit un élément de sa mission,
 - iv. soit à une société de logement sans but lucratif constituée en vertu de l'article 13 de la *Loi sur le développement du logement* et sous le contrôle du gestionnaire de services lié ou d'une municipalité liée.
3. Les autres transferts prescrits.

Transfers after transfer order

61. (1) If a transfer of real property described in paragraph 2 of subsection 60 (2) is made before documents relating to the transfer of the property to the transferee are registered or deposited under the *Registry Act* or registered under the *Land Titles Act* in accordance with section 43, the person to whom the property is transferred as described in that paragraph may execute any document and shall perform any duty of the transferee under section 43.

Same

(2) If a local housing corporation transfers to an entity mentioned in a subparagraph of paragraph 2 of subsection 60 (2) pursuant to an agreement all of the assets, liabilities, rights and obligations that were transferred to the local housing corporation by a transfer order,

- (a) all of the restrictions and conditions that applied to the transfer to the local housing corporation by the transfer order apply to the transfer by the local housing corporation; and
- (b) subsection 34 (3), section 36, subsections 46 (2), (3), (4) and (9), section 48, subsection 50 (1) and paragraphs 1, 2 and 4 of subsection 50 (2) apply, with necessary modifications, to the transfer by the local housing corporation.

Same

(3) Subsection 34 (3), section 36, subsections 46 (2), (3), (4) and (9), section 48, subsection 50 (1) and paragraphs 1, 2 and 4 of subsection 50 (2) apply, with necessary modifications, to a transfer by an entity mentioned in subparagraph 2 iii or iv of subsection 60 (2) pursuant to an agreement of all of its assets, liabilities, rights and obligations to a local housing corporation in the same service area.

PART V ELIGIBILITY FOR ASSISTANCE

INTERPRETATION**Definition**

62. In this Part,

“designated housing project” means, with respect to a service manager, a housing project located in the service manager’s service area that is subject to a housing program prescribed for the purposes of this Part.

Supportive housing provider

63. A provision of this Part that applies to a supportive housing provider applies to the supportive housing provider only with respect to the units that are special needs housing in the housing projects operated by it.

Service manager, supportive housing provider or lead agency

64. Where subsection 71 (1) or (2), 72 (1), (2), (4) or

Transferts après un décret

61. (1) Si le transfert d’un bien immeuble visé à la disposition 2 du paragraphe 60 (2) a lieu avant que les documents s’y rapportant ne soient enregistrés ou déposés sous le régime de la *Loi sur l’enregistrement des actes* ou enregistrés sous le régime de la *Loi sur l’enregistrement des droits immobiliers* conformément à l’article 43, le destinataire visé à cette disposition peut passer tout document prévu à l’article 43 et doit exercer toute fonction que lui attribue celui-ci.

Idem

(2) Si une société locale de logement transfère, conformément à un accord, à une entité visée à une sous-disposition de la disposition 2 du paragraphe 60 (2) tous les biens, dettes, droits et obligations qui lui ont été transférés par un décret de transfert ou de mutation :

- a) d’une part, toutes les restrictions et conditions qui s’appliquaient au transfert à la société par le décret s’appliquent au transfert qu’effectue cette dernière;
- b) d’autre part, le paragraphe 34 (3), l’article 36, les paragraphes 46 (2), (3), (4) et (9), l’article 48, le paragraphe 50 (1) et les dispositions 1, 2 et 4 du paragraphe 50 (2) s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, au transfert qu’effectue la société.

Idem

(3) Le paragraphe 34 (3), l’article 36, les paragraphes 46 (2), (3), (4) et (9), l’article 48, le paragraphe 50 (1) et les dispositions 1, 2 et 4 du paragraphe 50 (2) s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, au transfert qu’effectue, conformément à un accord, une entité visée à la sous-disposition 2 iii ou iv du paragraphe 60 (2) à une société locale de logement de la même aire de service de tous ses biens, dettes, droits et obligations.

PARTIE V ADMISSIBILITÉ À L’AIDE

DÉFINITION**Définition**

62. La définition qui suit s’applique à la présente partie.

«ensemble domiciliaire désigné» Relativement à un gestionnaire de services, s’entend d’un ensemble domiciliaire situé dans son aire de service qui est visé par un programme de logement prescrit pour l’application de la présente partie.

Fournisseur de logements avec services de soutien

63. Les dispositions de la présente partie qui s’appliquent à un fournisseur de logements avec services de soutien ne s’appliquent à lui qu’à l’égard des logements adaptés des ensembles domiciliaires qu’il exploite.

Gestionnaire de services, fournisseur de logements avec services de soutien ou organisme responsable

64. Lorsqu’il mentionne un gestionnaire de services,

(5), 73 (1), (2), (3) or (4), 74 (1), (2), (3), (4) or (5), 82 (2) or 90 (2) or (5) refers to a service manager, supportive housing provider or lead agency, it shall be interpreted in accordance with the following rules:

1. If a lead agency is designated for the service area, the provision shall be deemed to apply only to the lead agency, and not to the service manager or a supportive housing provider.
2. If a lead agency is not designated for the service area and a regulation is in force specifying that the provision applies to a supportive housing provider, the provision shall be deemed to apply only to a supportive housing provider, and not to the service manager or lead agency.
3. If a lead agency is not designated for the service area and no regulation is in force specifying that the provision applies to a supportive housing provider, the provision shall be deemed to apply only to the service manager, and not to a supportive housing provider or lead agency.

ELIGIBILITY FOR RENT-GEARED-TO-INCOME ASSISTANCE

Application for assistance

65. (1) A member of a household who wishes to receive rent-geared-to-income assistance for a unit in a designated housing project may apply to the service manager and shall do so in accordance with this section.

Same

(2) The application must contain such information and documents as may be prescribed or as may be required by the service manager and must be submitted in a form approved by the service manager.

Eligibility for assistance

66. (1) A service manager shall determine whether a household that applies for rent-geared-to-income assistance for a unit in a designated housing project of the service manager is eligible for it.

Same, continued eligibility

(2) The service manager shall periodically determine whether each household paying geared-to-income rent for a unit in a designated housing project of the service manager continues to be eligible for rent-geared-to-income assistance.

Eligibility rules

(3) The decisions required by this section shall be made in accordance with such eligibility rules as may be established under this Act.

un fournisseur de logements avec services de soutien ou un organisme responsable, le paragraphe 71 (1) ou (2), 72 (1), (2), (4) ou (5), 73 (1), (2), (3) ou (4), 74 (1), (2), (3), (4) ou (5), 82 (2) ou 90 (2) ou (5) s'interprète conformément aux règles suivantes :

1. Si un organisme responsable est désigné pour l'aire de service, la disposition est réputée ne s'appliquer qu'à l'organisme responsable, et non au gestionnaire de services ou à un fournisseur de logements avec services de soutien.
2. Si aucun organisme responsable n'est désigné pour l'aire de service et qu'un règlement précisant que la disposition s'applique à un fournisseur de logements avec services de soutien est en vigueur, la disposition est réputée ne s'appliquer qu'à un fournisseur de logements avec services de soutien, et non au gestionnaire de services ou à l'organisme responsable.
3. Si aucun organisme responsable n'est désigné pour l'aire de service et qu'aucun règlement précisant que la disposition s'applique à un fournisseur de logements avec services de soutien n'est en vigueur, la disposition est réputée ne s'appliquer qu'au gestionnaire de services, et non à un fournisseur de logements avec services de soutien ou à un organisme responsable.

ADMISSIBILITÉ À L'AIDE SOUS FORME DE LOYER INDEXÉ SUR LE REVENU

Demande d'aide

65. (1) Le membre d'un ménage qui désire recevoir une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu pour un logement d'un ensemble domiciliaire désigné peut présenter une demande à cet effet au gestionnaire de services conformément au présent article.

Idem

(2) La demande contient les renseignements et les documents prescrits ou qu'exige le gestionnaire de services et est présentée sous la forme qu'approuve ce dernier.

Admissibilité à l'aide

66. (1) Le gestionnaire de services décide si les ménages qui demandent une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu pour un logement de ses ensembles domiciliaires désignés y sont admissibles.

Idem : admissibilité continue

(2) Le gestionnaire de services décide périodiquement si les ménages qui paient un loyer indexé sur le revenu pour un logement de ses ensembles domiciliaires désignés continuent d'être admissibles à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.

Règles d'admissibilité

(3) Le gestionnaire de services prend les décisions qu'exige le présent article conformément aux règles d'admissibilité établies en application de la présente loi.

Duty

(4) A service manager shall ensure that rent-geared-to-income assistance is paid only in respect of households that are eligible for it.

Notice to household

(5) The service manager shall give written notice to the household of its decisions under this section, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Notice to housing provider

(6) If a decision under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager shall also notify the housing provider about the decision.

Type of accommodation

67. (1) A service manager shall determine what type of accommodation is permissible for a household that applies for rent-geared-to-income assistance for a unit in a designated housing project of the service manager.

Same

(2) A service manager shall periodically determine whether the accommodation occupied by a household paying geared-to-income rent in a designated housing project of the service manager continues to be permissible accommodation for the household.

Occupancy standards

(3) The service manager shall make the decisions required by this section in accordance with such occupancy standards as may be established under this Act.

Notice to household

(4) The service manager shall give written notice to the household of its decisions under this section, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Notice to housing provider

(5) If a decision under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager shall also notify the housing provider about the decision.

Waiting lists for units

68. (1) A service manager shall establish and administer one or more waiting lists for rent-geared-to-income units in its designated housing projects, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Waiting list for each housing project

(2) If a centralized waiting list is established for all designated housing projects in a service area, the service manager shall maintain a subsidiary waiting list for each of the designated housing projects.

Obligation

(4) Le gestionnaire de services veille à ce que l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu soit versée uniquement à l'égard des ménages qui y sont admissibles.

Notification au ménage

(5) Le gestionnaire de services donne au ménage, conformément aux exigences prescrites, un avis écrit des décisions qu'il a prises à son égard en application du présent article.

Notification au fournisseur de logements

(6) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services l'en avise également.

Type de logement acceptable

67. (1) Le gestionnaire de services décide du type de logement qui est acceptable pour les ménages qui demandent une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu pour un logement de ses ensembles domiciliaires désignés.

Idem

(2) Le gestionnaire de services décide périodiquement si les logements qu'occupent les ménages qui paient un loyer indexé sur le revenu dans ses ensembles domiciliaires désignés continuent d'être acceptables pour eux.

Normes d'occupation

(3) Le gestionnaire de services prend les décisions qu'exige le présent article conformément aux normes d'occupation établies en application de la présente loi.

Notification au ménage

(4) Le gestionnaire de services donne au ménage, conformément aux exigences prescrites, un avis écrit des décisions qu'il a prises à son égard en application du présent article.

Notification au fournisseur de logements

(5) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services l'en avise également.

Listes d'attente pour les logements

68. (1) Le gestionnaire de services dresse et tient, conformément aux exigences prescrites, une ou plusieurs listes d'attente pour les logements à loyer indexé sur le revenu de ses ensembles domiciliaires désignés.

Une liste d'attente par ensemble domiciliaire

(2) Si une liste d'attente centralisée est dressée pour tous les ensembles domiciliaires désignés d'une aire de service, le gestionnaire de services tient une liste d'attente subsidiaire pour chacun d'eux.

Eligibility

(3) A household is eligible to be included on a waiting list if the service manager has determined that the household is eligible for rent-geared-to-income assistance in a designated housing project of the service manager and if the household is awaiting accommodation in, or a transfer to, such a housing project.

Category

(4) The service manager shall determine what category within a waiting list the household is to be included in, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Rank

(5) The service manager shall rank the households on the waiting list or lists, and shall do so in accordance with such priority rules as may be established under this Act.

Notice to household

(6) The service manager shall give written notice to a household about whether the household is included on a waiting list and what category the household is listed in, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Notice to housing provider

(7) If a decision under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager shall also notify the housing provider about the decision.

Amount of geared-to-income rent

69. (1) A service manager shall determine the amount of geared-to-income rent payable by each household that is eligible for rent-geared-to-income assistance in a designated housing project and that occupies a unit in such a housing project.

Manner of determination

(2) The determination shall be made in accordance with such standards as may be prescribed.

Notice to household

(3) The service manager shall give written notice to the household of its decision under this section, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Notice to housing provider

(4) If a decision under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager shall also notify the housing provider about the decision.

Deferral of geared-to-income rent

70. (1) A household receiving rent-geared-to-income assistance may apply to the service manager for a deferral of all or part of the rent payable by the household.

Admissibilité

(3) Sont admissibles à être inscrits sur une liste d'attente les ménages dont le gestionnaire de services a décidé qu'ils étaient admissibles à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu dans ses ensembles domiciliaires désignés et qui attendent un logement ou un transfert dans un tel ensemble.

Catégorie

(4) Le gestionnaire de services décide, conformément aux exigences prescrites, dans quelle catégorie d'une liste d'attente un ménage doit être placé.

Rang

(5) Le gestionnaire de services attribue un rang aux ménages inscrits sur la ou les listes d'attente conformément aux règles de priorité établies en application de la présente loi.

Notification au ménage

(6) Le gestionnaire de services donne au ménage, conformément aux exigences prescrites, un avis écrit précisant s'il est inscrit ou non sur une liste d'attente et, s'il l'est, la catégorie dans laquelle il est placé.

Notification au fournisseur de logements

(7) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services l'en avise également.

Calcul du loyer indexé sur le revenu

69. (1) Le gestionnaire de services calcule le loyer indexé sur le revenu payable par chaque ménage qui est admissible à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu dans ses ensembles domiciliaires désignés et qui occupe un logement dans un tel ensemble.

Mode de calcul

(2) Le gestionnaire de services fait le calcul conformément aux normes prescrites.

Notification au ménage

(3) Le gestionnaire de services donne au ménage, conformément aux exigences prescrites, un avis écrit de la décision qu'il a prise à son égard en application du présent article.

Notification au fournisseur de logements

(4) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services l'en avise également.

Report du loyer

70. (1) Le ménage qui reçoit une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu peut demander au gestionnaire de services de reporter tout ou partie du loyer qu'il doit payer.

Application

(2) The application must be made in accordance with such requirements as may be prescribed.

Decision

(3) The service manager may defer payment of all or part of the rent payable by the household and may do so in such circumstances as may be prescribed and in accordance with such criteria as may be prescribed.

Notice to household

(4) The service manager shall give written notice to the household of its decision respecting the deferral, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Notice to housing provider

(5) If a decision under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager shall also notify the housing provider about the decision.

ELIGIBILITY FOR SPECIAL NEEDS HOUSING**Application for special needs housing**

71. (1) A member of a household who wishes to have special needs housing in a designated housing project of a service manager may apply in accordance with this section to the service manager, to a supportive housing provider or, if a lead agency is designated for the service area, to the lead agency.

Same

(2) The application must contain such information and documents as may be prescribed or as may be required by the service manager, supportive housing provider or lead agency and must be submitted in a form approved by the service manager, supportive housing provider or lead agency.

Eligibility for special needs housing

72. (1) A service manager, supportive housing provider or lead agency, as the case may be, shall determine whether a household that applies for special needs housing in a designated housing project of the service manager is eligible for it.

Same, continued eligibility

(2) The service manager, supportive housing provider or lead agency shall periodically determine whether each household occupying special needs housing in a designated housing project of the service manager continues to be eligible for it.

Eligibility rules

(3) The decisions required by this section shall be made in accordance with such eligibility rules as may be established under this Act for special needs housing.

Demande

(2) La demande est présentée conformément aux exigences prescrites.

Décision

(3) Le gestionnaire de services peut reporter tout ou partie du loyer payable par le ménage dans les circonstances prescrites et conformément aux critères prescrits.

Notification au ménage

(4) Le gestionnaire de services donne au ménage un avis écrit de sa décision concernant le report conformément aux exigences prescrites.

Notification au fournisseur de logements

(5) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services l'en avise également.

ADMISSIBILITÉ À UN LOGEMENT ADAPTÉ**Demande de logement adapté**

71. (1) Le membre d'un ménage qui désire un logement adapté dans un ensemble domiciliaire désigné d'un gestionnaire de services peut présenter une demande à cet effet, conformément au présent article, au gestionnaire de services, à un fournisseur de logements avec services de soutien ou à l'organisme responsable, si un tel organisme est désigné pour l'aire de service.

Idem

(2) La demande contient les renseignements et les documents prescrits ou qu'exige le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable et est présentée sous la forme que l'un ou l'autre approuve.

Admissibilité à un logement adapté

72. (1) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable, selon le cas, décide si les ménages qui demandent un logement adapté dans un ensemble domiciliaire désigné du gestionnaire de services y sont admissibles.

Idem : admissibilité continue

(2) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable décide périodiquement si les ménages qui occupent un logement adapté dans un ensemble domiciliaire désigné du gestionnaire de services continuent d'y être admissibles.

Règles d'admissibilité

(3) Les décisions qu'exige le présent article sont prises conformément aux règles d'admissibilité établies en application de la présente loi pour les logements adaptés.

Duty

(4) A service manager, supportive housing provider or lead agency shall ensure that special needs housing is given to only those households that are eligible for it.

Notice to household

(5) The service manager, supportive housing provider or lead agency shall give written notice to the household of its decisions under this section, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Notice to housing provider

(6) If a decision by a service manager or lead agency under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager or lead agency shall also notify the housing provider about the decision.

Type of accommodation

73. (1) If a household applies for special needs housing and rent-geared-to-income assistance in a designated housing project of a service manager, the service manager, supportive housing provider or lead agency, as the case may be, shall determine what type of accommodation is permissible for the household.

Same

(2) The service manager, supportive housing provider or lead agency shall periodically determine whether the accommodation occupied by a household residing in special needs housing in a designated housing project of the service manager and paying geared-to-income rent continues to be permissible accommodation for the household.

Occupancy standards

(3) The service manager, supportive housing provider or lead agency shall make the decisions required by this section in accordance with such occupancy standards as may be established under this Act.

Notice to household

(4) The service manager, supportive housing provider or lead agency shall give written notice to the household of its decisions under this section, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Notice to housing provider

(5) If a decision by a service manager or lead agency under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager or lead agency shall also notify the housing provider about the decision.

Non-application of s. 67

(6) Section 67 does not apply if this section applies.

Obligation

(4) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable veille à ce que les logements adaptés soient accordés uniquement aux ménages qui y sont admissibles.

Notification au ménage

(5) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable donne au ménage, conformément aux exigences prescrites, un avis écrit des décisions qu'il a prises à son égard en application du présent article.

Notification au fournisseur de logements

(6) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services ou l'organisme responsable l'en avise également.

Type de logement acceptable

73. (1) Si des ménages demandent un logement adapté et une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu dans un ensemble domiciliaire désigné d'un gestionnaire de services, ce dernier, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable, selon le cas, décide du type de logement qui est acceptable pour les ménages.

Idem

(2) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable décide périodiquement si les logements adaptés d'un ensemble domiciliaire désigné du gestionnaire de services qu'occupent les ménages qui paient un loyer indexé sur le revenu continuent d'être acceptables pour eux.

Normes d'occupation

(3) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable prend les décisions qu'exige le présent article conformément aux normes d'occupation établies en application de la présente loi.

Notification au ménage

(4) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable donne au ménage, conformément aux exigences prescrites, un avis écrit des décisions qu'il a prises à son égard en application du présent article.

Notification au fournisseur de logements

(5) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services ou l'organisme responsable l'en avise également.

Non-application de l'art. 67

(6) L'article 67 ne s'applique pas si le présent article s'applique.

Waiting lists for special needs housing

74. (1) A service manager, supportive housing provider or lead agency, as the case may be, shall establish and administer one or more waiting lists for special needs housing in the designated housing projects of the service manager, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Eligibility

(2) A household is eligible to be included on a waiting list if the service manager, supportive housing provider or lead agency has determined that the household is eligible for special needs housing in a designated housing project of the service manager and if the household is awaiting accommodation in, or a transfer to, such a housing project.

Category

(3) The service manager, supportive housing provider or lead agency shall determine what category within a waiting list the household is to be included in, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed for special needs housing.

Rank

(4) The service manager, supportive housing provider or lead agency shall rank the households on the waiting list or lists, and shall do so in accordance with such priority rules as may be established under this Act with respect to special needs housing.

Notice to household

(5) The service manager, supportive housing provider or lead agency shall give written notice to a household about whether the household is included on a waiting list and what category the household is listed in, and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Notice to housing provider

(6) If a decision by a service manager or lead agency under this section affects a housing provider operating a designated housing project, the service manager or lead agency shall also notify the housing provider about the decision.

Provision of information

(7) A service manager shall, in accordance with such requirements as may be prescribed, provide applicants for special needs housing with information pertaining to the availability of special needs housing in its service area.

Request for information

(8) A service manager may request supportive housing providers and lead agencies in its service area to provide it with such information as it considers necessary to enable it to provide the information referred to in subsection (7), and each supportive housing provider and lead agency shall comply with such a request.

Listes d'attente pour les logements adaptés

74. (1) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable, selon le cas, dresse et tient, conformément aux exigences prescrites, une ou plusieurs listes d'attente pour les logements adaptés des ensembles domiciliaires désignés du gestionnaire de services.

Admissibilité

(2) Sont admissibles à être inscrits sur une liste d'attente les ménages dont le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable a décidé qu'ils étaient admissibles à un logement adapté dans un ensemble domiciliaire désigné du gestionnaire de services et qui attendent un logement ou un transfert dans un tel ensemble.

Catégorie

(3) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable décide, conformément aux exigences prescrites pour les logements adaptés, dans quelle catégorie d'une liste d'attente un ménage doit être placé.

Rang

(4) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable attribue un rang aux ménages inscrits sur la ou les listes d'attente conformément aux règles de priorité établies en application de la présente loi à l'égard des logements adaptés.

Notification au ménage

(5) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable donne au ménage, conformément aux exigences prescrites, un avis écrit précisant s'il est inscrit ou non sur une liste d'attente et, s'il l'est, la catégorie dans laquelle il est placé.

Notification au fournisseur de logements

(6) Si une décision qu'il prend en application du présent article touche le fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire désigné, le gestionnaire de services ou l'organisme responsable l'en avise également.

Fourniture de renseignements

(7) Le gestionnaire de services fournit aux ménages qui ont demandé un logement adapté, conformément aux exigences prescrites, des renseignements concernant la disponibilité d'un tel logement dans son aire de service.

Demande de renseignements

(8) Le gestionnaire de services peut demander aux fournisseurs de logements avec services de soutien et organismes responsables de son aire de service de lui fournir les renseignements dont il estime avoir besoin pour fournir les renseignements visés au paragraphe (7), et chaque fournisseur de logements avec services de soutien et chaque organisme responsable doit alors se conformer à la demande.

ELIGIBILITY RULES, OCCUPANCY STANDARDS AND PRIORITY RULES

Eligibility rules

75. (1) Eligibility rules shall be established under this Part for the purpose of determining whether a household is eligible to receive or to continue to receive rent-geared-to-income assistance.

Same, special needs housing

(2) Eligibility rules shall be established under this Part for the purpose of determining whether a household is eligible to occupy or to continue to occupy special needs housing.

Particulars

(3) The following rules may be included among the eligibility rules:

1. A rule providing that a household may or must be determined eligible if the household belongs to a specified class or meets specified requirements or conditions or if specified circumstances exist.
2. A rule providing that a household may or must be determined ineligible, or ineligible for a specified period of time, if the household belongs to a specified class or fails to meet specified requirements or conditions or if specified circumstances exist.
3. A rule providing that a household must be deemed to be eligible, or eligible for a specified period of time, despite any other eligibility rule, if the household belongs to a specified class or meets specified requirements or conditions or if specified circumstances exist.
4. A rule specifying a ground on which a household may not be determined ineligible.
5. A rule specifying how a household's income must be calculated and verified.
6. A rule specifying how a household's assets must be calculated and verified.
7. A rule specifying when eligibility determinations and re-determinations must be made.
8. A rule respecting the consequences of a determination of ineligibility, including a rule providing that rent-geared-to-income assistance may or must be refused or cancelled, a rule providing that rent-geared-to-income assistance may or must be suspended for a specified period of time, and a rule specifying other consequences that service managers or housing providers may or must implement.

RÈGLES D'ADMISSIBILITÉ, NORMES D'OCCUPATION ET RÈGLES DE PRIORITÉ

Règles d'admissibilité

75. (1) Des règles d'admissibilité sont établies en application de la présente partie afin de décider si un ménage est admissible à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu ou continue d'y être admissible.

Idem : logement adapté

(2) Des règles d'admissibilité sont établies en application de la présente partie afin de décider si un ménage est admissible à occuper ou à continuer d'occuper un logement adapté.

Détails

(3) Les règles d'admissibilité peuvent notamment comprendre les règles suivantes :

1. Une règle prévoyant qu'on peut ou doit décider qu'un ménage est admissible s'il appartient à une catégorie précisée, s'il satisfait aux exigences ou conditions précisées ou si des circonstances précisées existent.
2. Une règle prévoyant qu'on peut ou doit décider qu'un ménage est non admissible, ou non admissible pour une période précisée, s'il appartient à une catégorie précisée, s'il ne satisfait pas aux exigences ou conditions précisées ou si des circonstances précisées existent.
3. Une règle prévoyant qu'un ménage doit être réputé admissible, ou admissible pour une période précisée, malgré toute autre règle d'admissibilité, s'il appartient à une catégorie précisée, s'il satisfait aux exigences ou conditions précisées ou si des circonstances précisées existent.
4. Une règle précisant un motif pour lequel on ne peut pas décider qu'un ménage est non admissible.
5. Une règle précisant le mode de calcul et de vérification du revenu d'un ménage.
6. Une règle précisant le mode de calcul et de vérification des biens d'un ménage.
7. Une règle précisant à quel moment les décisions concernant l'admissibilité ou l'admissibilité continue doivent être faites.
8. Une règle relative aux conséquences d'une décision emportant la non-admissibilité, y compris une règle prévoyant qu'une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu peut ou doit être refusée ou annulée, une règle prévoyant qu'une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu peut ou doit être suspendue pour une période précisée et une règle précisant d'autres conséquences que peuvent ou doivent appliquer les gestionnaires de services ou les fournisseurs de logements.

9. A rule respecting the re-application for rent-geared-to-income assistance following a determination of ineligibility.
10. A rule respecting the reinstatement of rent-geared-to-income assistance following a period of suspension.
11. A rule providing for transitional matters in connection with the implementation of an eligibility rule.

Provincial rules

(4) Provincial eligibility rules with respect to transferred housing projects may be established by regulation.

Local rules

(5) A service manager may establish local eligibility rules dealing with such matters as may be prescribed, and those eligibility rules take effect on the date specified by the service manager.

Same

(6) In establishing local eligibility rules, a service manager shall comply with such requirements as may be prescribed.

Same

(7) Local eligibility rules apply in addition to the provincial eligibility rules.

No residency criterion

(8) A local eligibility rule cannot specify that a household is ineligible for rent-geared-to-income assistance just because the household resides outside the service manager's service area at any time before the household occupies a unit within the service area.

No time limit on assistance

(9) A local eligibility rule cannot limit the period of time for which rent-geared-to-income assistance may be paid in respect of a household.

Occupancy standards

76. (1) Occupancy standards shall be established under this Part for the purpose of determining the size and type of unit in respect of which a household with prescribed characteristics is eligible to receive rent-geared-to-income assistance.

Same

(2) Occupancy standards may take into consideration the number and type of rooms in a unit, the number of members in the household, the age and gender of each member, the relationship of each member to the others, space for equipment or support services and other factors.

9. Une règle relative à la présentation d'une nouvelle demande d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu par suite d'une décision emportant la non-admissibilité.
10. Une règle relative au rétablissement de l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu par suite d'une suspension.
11. Une règle prévoyant les questions de transition pour la mise en oeuvre d'une règle d'admissibilité.

Règles provinciales

(4) Des règles d'admissibilité provinciales à l'égard des ensembles domiciliaires transférés peuvent être établies par règlement.

Règles locales

(5) Le gestionnaire de services peut établir des règles d'admissibilité locales traitant des questions prescrites, auquel cas ces règles prennent effet à la date qu'il précise.

Idem

(6) Lorsqu'il établit des règles d'admissibilité locales, le gestionnaire de services satisfait aux exigences prescrites.

Idem

(7) Les règles d'admissibilité locales s'appliquent en plus des règles d'admissibilité provinciales.

Motif de la résidence non valable

(8) Une règle d'admissibilité locale ne peut pas préciser qu'un ménage est non admissible à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu pour le seul motif qu'il réside à l'extérieur de l'aire de service du gestionnaire de services à un moment quelconque avant d'occuper un logement situé dans celle-ci.

Aucune limite de temps

(9) Une règle d'admissibilité locale ne peut pas limiter la période pendant laquelle une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu peut être versée à l'égard d'un ménage.

Normes d'occupation

76. (1) Des normes d'occupation sont établies en application de la présente partie afin de décider de la grandeur et du type de logement à l'égard duquel un ménage qui possède les caractéristiques prescrites est admissible à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.

Idem

(2) Les normes d'occupation peuvent tenir compte du nombre et du type de pièces dans le logement, du nombre de membres du ménage, de l'âge et du sexe de chacun d'eux, du lien qui existe entre chacun d'eux, de l'espace disponible pour le matériel ou les services de soutien et d'autres facteurs.

Provincial standards

(3) Provincial occupancy standards for transferred housing programs may be established by regulation.

Local standards

(4) A service manager shall establish local occupancy standards for such transferred housing programs as may be prescribed for the purposes of this section, and shall do so within the prescribed period of time.

Deemed local standards

(5) If the service manager does not establish local occupancy standards for a housing program within the prescribed period of time, the service manager shall be deemed to have established local standards that are identical to the provincial occupancy standards for the program.

Effective date

(6) Local occupancy standards take effect on the date specified by the service manager.

Non-application of provincial standards

(7) When local occupancy standards are established or are deemed to be established for a transferred housing program, the provincial occupancy standards cease to apply to it.

Priority rules

77. (1) Priority rules shall be established under this Part for the purpose of determining the ranking of households on waiting lists.

Particulars

(2) The following rules may be included in the priority rules:

1. A rule respecting how a household or class of household must be ranked.
2. A rule respecting how a household or a class of household must not be ranked.
3. A rule providing for transitional matters in connection with the implementation of a priority rule.

Provincial rules

(3) Provincial priority rules for transferred housing programs may be established by regulation.

Local rules

(4) A service manager may establish local priority rules for rent-geared-to-income assistance and the local rules take effect on the date specified by the service manager.

Same

(5) Local priority rules apply in addition to the provincial priority rules.

Normes provinciales

(3) Des normes d'occupation provinciales pour les programmes de logement transférés peuvent être établies par règlement.

Normes locales

(4) Le gestionnaire de services établit, dans le délai prescrit, des normes d'occupation locales pour les programmes de logement transférés prescrits pour l'application du présent article.

Normes provinciales réputées des normes locales

(5) Le gestionnaire de services qui n'établit pas de normes d'occupation locales dans le délai prescrit pour un programme de logement est réputé avoir établi des normes locales identiques aux normes d'occupation provinciales pour le même programme.

Date d'effet

(6) Les normes d'occupation locales prennent effet à la date que précise le gestionnaire de services.

Non-application des normes provinciales

(7) Lorsque des normes d'occupation locales sont établies ou sont réputées établies pour un programme de logement transféré, les normes d'occupation provinciales cessent de s'y appliquer.

Règles de priorité

77. (1) Des règles de priorité sont établies en application de la présente partie afin de décider du rang des ménages sur les listes d'attente.

Détails

(2) Les règles de priorité peuvent notamment comprendre les règles suivantes :

1. Une règle traitant du rang à attribuer à un ménage ou à une catégorie de ménages.
2. Une règle traitant du rang à ne pas attribuer à un ménage ou à une catégorie de ménages.
3. Une règle prévoyant les questions de transition pour la mise en oeuvre d'une règle de priorité.

Règles provinciales

(3) Des règles de priorité provinciales pour les programmes de logement transférés peuvent être établies par règlement.

Règles locales

(4) Le gestionnaire de services peut établir des règles de priorité locales pour l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu, auquel cas ces règles prennent effet à la date qu'il précise.

Idem

(5) Les règles de priorité locales s'appliquent en plus des règles de priorité provinciales.

Factors to be considered

(6) In establishing local priority rules, a service manager shall take into consideration the length of time a household has been on a waiting list and the need to relieve the hardship or economic disadvantage of persons or groups.

No residency criterion

(7) A priority rule cannot rank one household in priority to another household just because the former resides within the applicable service manager's service area and the latter does not.

Invalidity

78. (1) An application procedure or a local eligibility rule, occupancy standard or priority rule that contravenes this Act or a regulation is invalid and of no force or effect.

Conflict

(2) In the event of a conflict between this Act or a regulation and a local eligibility rule or a local priority rule, this Act or the regulation prevails.

Public inspection of rules

79. Upon request, a service manager shall make available a copy of the application procedures, local eligibility rules, local occupancy standards and local priority rules for inspection by any person during normal business hours at a place designated by the service manager and the person may copy them at his or her own expense.

DECISIONS AND INTERNAL REVIEW**Opportunity to comment**

80. Before a service manager, supportive housing provider or lead agency makes a decision that is adverse to a household and that may be reviewed under section 82, it shall, subject to such restrictions and requirements as may be prescribed, give the members of the household an opportunity to comment on any information that, in the opinion of the decision-maker, may form a significant basis for the decision.

Notice to household

81. (1) When giving a household notice of a decision that may be reviewed under section 82, the service manager, supportive housing provider or lead agency shall tell the household that any member of the household is entitled to request a review, and shall include information on how to make such a request and the deadline for doing so.

Notice to housing provider

(2) The service manager or lead agency shall notify the housing provider of any decision that may affect the housing provider and that may be reviewed under section 82 and of the review process available to members of a household in respect of the decision.

Facteurs à prendre en compte

(6) Lorsqu'il établit des règles de priorité locales, le gestionnaire de services tient compte du temps que le ménage a passé sur une liste d'attente et de la nécessité de venir en aide aux personnes ou groupes qui sont aux prises avec des difficultés ou qui sont défavorisés sur le plan économique.

Motif de la résidence non valable

(7) Une règle de priorité ne peut attribuer à un ménage un rang prioritaire par rapport à un autre pour le seul motif qu'il réside dans l'aire de service du gestionnaire de services compétent alors que l'autre n'y réside pas.

Nullité

78. (1) Sont nulles et sans effet les modalités de demande et les règles d'admissibilité, les normes d'occupation ou les règles de priorité locales qui contrviennent à la présente loi ou aux règlements.

Incompatibilité

(2) Les dispositions de la présente loi et des règlements l'emportent sur les dispositions incompatibles des règles d'admissibilité ou de priorité locales.

Consultation par le public

79. Le gestionnaire de services met à la disposition de toute personne qui le lui demande, pendant les heures de bureau et au lieu qu'il désigne, aux fins de consultation, une copie des modalités de demande, des règles d'admissibilité locales, des normes d'occupation locales et des règles de priorité locales, et la personne peut en tirer des copies à ses propres frais.

DÉCISIONS ET RÉVISION INTERNE**Occasion de présenter des observations**

80. Avant de prendre une décision qui est défavorable à un ménage et qui est susceptible de révision en application de l'article 82, le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable donne aux membres du ménage, sous réserve des restrictions et exigences prescrites, l'occasion de présenter des observations sur tout renseignement qui, de l'avis de l'auteur de la décision, peut jouer un rôle important dans celle-ci.

Notification au ménage

81. (1) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable qui donne à un ménage un avis d'une décision susceptible de révision en application de l'article 82 l'informe que tout membre du ménage peut demander une révision de la décision et précise le mode et le délai de présentation de la demande.

Notification au fournisseur de logements

(2) Le gestionnaire de services ou l'organisme responsable avise le fournisseur de logements de toute décision qui risque de le toucher et qui est susceptible de révision en application de l'article 82 ainsi que du processus de révision dont peuvent se prévaloir les

Same

(3) If a member of a household requests a review under section 82 of a decision that may affect a housing provider, the service manager or lead agency shall notify the housing provider of the details of the request.

Internal review

82. (1) A member of a household may request an internal review of any of the following decisions of a service manager, supportive housing provider or lead agency:

1. A decision that the household is ineligible for rent-geared-to-income assistance.
2. A decision that the household is ineligible for special needs housing.
3. A decision respecting the type of accommodation in which the household may be accommodated.
4. A decision respecting the category into which the household has been placed on a waiting list.
5. A decision respecting the amount of geared-to-income rent payable by the household.
6. A decision respecting a deferral of geared-to-income rent payable by the household.

Request for internal review

(2) The request for an internal review must be made in accordance with such requirements as may be prescribed or, if none are prescribed, in accordance with such requirements as may be established by the service manager, supportive housing provider or lead agency.

Conduct of review

83. (1) An internal review must be conducted in accordance with such requirements as may be prescribed.

Same

(2) The *Statutory Powers Procedure Act* does not apply to an internal review.

When decision takes effect

84. (1) A decision by a service manager under section 66, 67, 68, 69, 72, 73 or 74 or a decision of a supportive housing provider or lead agency under section 72, 73 or 74 is effective from the date specified by the service manager, supportive housing provider or lead agency, whether that date is before, on or after the date the decision was made.

membres d'un ménage à l'égard de la décision.

Idem

(3) Si un membre d'un ménage demande, en vertu de l'article 82, la révision d'une décision qui risque de toucher un fournisseur de logements, le gestionnaire de services ou l'organisme responsable avise ce dernier des éléments de la demande.

Révision interne

82. (1) Un membre d'un ménage peut demander une révision interne de l'une ou l'autre des décisions suivantes d'un gestionnaire de services, d'un fournisseur de logements avec services de soutien ou d'un organisme responsable :

1. Une décision portant que le ménage est non admissible à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.
2. Une décision portant que le ménage est non admissible à un logement adapté.
3. Une décision concernant le type de logement dans lequel peut loger le ménage.
4. Une décision concernant la catégorie dans laquelle le ménage a été placé sur une liste d'attente.
5. Une décision concernant le loyer indexé sur le revenu payable par le ménage.
6. Une décision concernant le report du loyer indexé sur le revenu payable par le ménage.

Demande de révision interne

(2) La demande de révision interne est présentée conformément aux exigences prescrites ou, en l'absence de telles exigences, conformément à celles établies par le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable.

Conduite de la révision

83. (1) La révision interne se conduit conformément aux exigences prescrites.

Idem

(2) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne s'applique pas à une révision interne.

Prise d'effet des décisions

84. (1) Les décisions que prend un gestionnaire de services en application de l'article 66, 67, 68, 69, 72, 73 ou 74 et les décisions que prend un fournisseur de logements avec services de soutien ou un organisme responsable en application de l'article 72, 73 ou 74 prennent effet à la date que précise leur auteur, qu'il s'agisse de la date où elles sont prises ou d'une date antérieure ou postérieure.

When non-reviewable decision is final

(2) A decision that is not reviewable by an internal review is final when it is made.

When reviewable decision is final

(3) A decision that is reviewable by an internal review is final when the prescribed period for requesting the internal review expires, if no internal review is requested within that period.

When reviewer's decision is final

(4) A decision of a person conducting an internal review is final when it is made.

ADMINISTRATION**Prohibition re obtaining assistance**

85. (1) No member of a household shall knowingly obtain or receive rent-geared-to-income assistance for which the household is not eligible under this Act.

Same

(2) A person shall not knowingly aid or abet a member of a household to obtain or receive rent-geared-to-income assistance for which the household is not eligible under this Act.

Penalty

(3) A person who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months or to both.

Reimbursement of service manager

86. (1) If a household pays geared-to-income rent at a lower rate than the rate to which the household is entitled under this Part, the service manager may request that the household reimburse the service manager for the excess amount of rent-geared-to-income assistance paid on behalf of the household.

Joint and several liability

(2) If the service manager requests a household to reimburse the service manager, the members of the household who are parties to the lease or the occupancy agreement for the unit are jointly and severally liable to pay the amount owing to the service manager.

Amount

(3) The amount to be paid to the service manager shall be determined in accordance with such requirements as may be prescribed.

Collection of amount owing

(4) The service manager may collect the amount owing by increasing the amount of the geared-to-income rent payable by the household or by any other means available at law.

Décisions non susceptibles de révision

(2) Les décisions qui ne sont pas susceptibles de révision interne sont définitives au moment où elles sont prises.

Décisions susceptibles de révision

(3) Les décisions qui sont susceptibles de révision interne sont définitives à l'expiration du délai prescrit pour demander la révision, si aucune révision n'est demandée entre temps.

Décisions consécutives à la révision

(4) Les décisions de la personne qui effectue la révision interne sont définitives au moment où elles sont prises.

APPLICATION**Interdiction : obtention d'aide**

85. (1) Aucun membre d'un ménage ne doit sciemment obtenir ou recevoir une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu à laquelle le ménage n'est pas admissible en application de la présente loi.

Idem

(2) Nul ne doit sciemment aider ou encourager un membre d'un ménage à obtenir ou à recevoir une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu à laquelle le ménage n'est pas admissible en application de la présente loi.

Peine

(3) Quiconque contrevient au paragraphe (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 5 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou d'une seule de ces peines.

Remboursement du gestionnaire de services

86. (1) Le gestionnaire de services peut demander au ménage qui paie un loyer indexé sur le revenu inférieur à celui auquel il a droit en application de la présente partie de lui rembourser la partie excédentaire de l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu qui est versée au nom du ménage.

Responsabilité conjointe et individuelle

(2) Si le gestionnaire de services demande un remboursement à un ménage, les membres du ménage qui sont parties au bail ou à l'accord d'occupation du logement sont responsables conjointement et individuellement de la créance.

Somme à rembourser

(3) La somme à rembourser au gestionnaire de services est calculée conformément aux exigences prescrites.

Recouvrement

(4) Le gestionnaire de services peut recouvrer la créance en augmentant le loyer indexé sur le revenu payable par le ménage ou par un autre moyen existant en droit.

Same

(5) If the service manager increases the amount of geared-to-income rent in order to collect the amount owing, the amount of the increase cannot exceed such percentage of the existing geared-to-income rent as may be prescribed and the increase is effective just until the amount owing is paid.

Notice of increase

(6) The service manager shall not increase the amount of the geared-to-income rent under this section until the service manager gives written notice of the increase to the household, in accordance with such requirements as may be prescribed.

Same

(7) Sections 127 and 128 of the *Tenant Protection Act, 1997* do not apply with respect to a rent increase authorized by this section.

Agreement prohibited

87. A service manager shall not enter into an agreement providing for another person to establish local eligibility rules, local occupancy standards or local priority rules, and any such agreement is invalid and of no force or effect.

Designation of lead agencies

88. (1) The Lieutenant Governor in Council may designate one or more persons to act as a lead agency within the service area of a service manager for the purpose of administering access to special needs housing by such classes of household as the designation specifies, and the designation must be made in accordance with such requirements as may be prescribed.

Notice

(2) The Minister shall give written notice to the applicable service manager and to affected housing providers of the designation of a lead agency for the service area.

Transfer of duties, etc.

(3) When making a designation, the Lieutenant Governor in Council may transfer such rights and duties of a service manager as the Lieutenant Governor in Council considers appropriate with respect to the provision of special needs housing,

- (a) from a service manager to a lead agency or from a lead agency to a service manager;
- (b) from one lead agency to another lead agency.

Same

(4) A transfer under subsection (3) takes effect on the date specified by the Lieutenant Governor in Council.

Idem

(5) Si le gestionnaire de services augmente le loyer indexé sur le revenu afin de recouvrer la créance, le pourcentage d'augmentation ne doit pas dépasser le seuil prescrit, et l'augmentation reste en vigueur jusqu'au remboursement de la créance.

Avis d'augmentation

(6) Le gestionnaire de services ne doit pas augmenter le loyer indexé sur le revenu en vertu du présent article tant qu'il n'a pas donné au ménage un avis écrit de l'augmentation, conformément aux exigences prescrites.

Idem

(7) Les articles 127 et 128 de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires* ne s'appliquent pas à l'égard d'une augmentation de loyer autorisée par le présent article.

Accords interdits

87. Le gestionnaire de services ne doit pas, au moyen d'un accord, confier à une autre personne l'établissement de règles d'admissibilité locales, de normes d'occupation locales ou de règles de priorité locales, et tout accord conclu à cette fin est nul et sans effet.

Désignation d'organismes responsables

88. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner, conformément aux exigences prescrites, une ou plusieurs personnes chargées d'agir à titre d'organisme responsable dans l'aire de service d'un gestionnaire de services afin d'administrer l'accès aux logements adaptés par les catégories de ménages que précise l'acte de désignation.

Avis

(2) Le ministre avise par écrit le gestionnaire de services compétent et les fournisseurs de logements visés de la désignation d'un organisme responsable pour l'aire de service.

Transfert de pouvoirs et de fonctions

(3) Lorsqu'il fait une désignation, le lieutenant-gouverneur en conseil peut transférer comme suit les pouvoirs et les fonctions d'un gestionnaire de services qu'il estime appropriés à l'égard de la fourniture de logements adaptés :

- a) d'un gestionnaire de services à un organisme responsable ou d'un organisme responsable à un gestionnaire de services;
- b) d'un organisme responsable à un autre.

Idem

(4) Le transfert effectué en vertu du paragraphe (3) prend effet à la date que précise le lieutenant-gouverneur en conseil.

Notice of transfer

(5) The Minister shall give written notice to the affected parties of a transfer of rights and duties under subsection (3).

Referral agreements

89. (1) In this section,

“referral agreement” means an agreement entered into by a housing provider before the date of the transfer of responsibility for a housing project under section 10 in which the housing provider gives a right to another person to control access to special needs housing within the housing project.

Termination

(2) If the Minister, after consulting with the parties to a referral agreement, forms the opinion that the agreement should be terminated, the Lieutenant Governor in Council may make a regulation terminating the agreement on the date prescribed in the regulation.

Amendment

(3) After consulting with the parties to a referral agreement, the Minister or the service manager may amend a referral agreement if the amendments are made in accordance with the prescribed rules.

Application procedures

90. (1) A service manager shall establish procedures governing applications for rent-geared-to-income assistance.

Same

(2) A service manager, supportive housing provider or lead agency, as the case may be, shall establish procedures governing applications for special needs housing.

Transition

(3) The application procedures may include rules providing for transitional matters in connection with the procedures.

Effective date

(4) The application procedures take effect on the day specified by the service manager, supportive housing provider or lead agency.

Special needs housing

(5) In establishing application procedures for special needs housing, the service manager, supportive housing provider or lead agency shall comply with such regulations as may be made by the Minister governing their establishment.

Avis de transfert

(5) Le ministre donne aux parties visées un avis écrit du transfert de pouvoirs et de fonctions effectué en vertu du paragraphe (3).

Accords de renvoi

89. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«accord de renvoi» Accord conclu par un fournisseur de logements avant la date du transfert de la responsabilité d'un ensemble domiciliaire en application de l'article 10 et par lequel il donne à une autre personne le droit de contrôler l'accès aux logements adaptés de l'ensemble.

Résiliation

(2) Si, après consultation des parties à un accord de renvoi, le ministre est d'avis que l'accord devrait être résilié, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, résilier l'accord à la date que prescrit celui-ci.

Modification

(3) Après consultation des parties à un accord de renvoi, le ministre ou le gestionnaire de services peut modifier l'accord à condition de le faire conformément aux règles prescrites.

Modalités de demande

90. (1) Le gestionnaire de services établit les modalités régissant les demandes d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.

Idem

(2) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable, selon le cas, établit les modalités régissant les demandes de logement adapté.

Questions de transition

(3) Les modalités de demande peuvent comprendre des règles prévoyant les questions de transition relatives aux modalités.

Date d'effet

(4) Les modalités de demande prennent effet le jour que précise le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable.

Logement adapté

(5) Lorsqu'il établit les modalités de demande de logement adapté, le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable se conforme aux règlements régissant leur établissement que prend le ministre.

**PART VI
OPERATING FRAMEWORK — CERTAIN
TRANSFERRED HOUSING PROGRAMS**

**APPLICATION UPON TERMINATION OF
OPERATING AGREEMENTS**

Termination of operating agreements

91. (1) Every operating agreement entered into before the day this section comes into force, other than one described in subsection (2), is terminated on the date prescribed for the housing project to which the operating agreement relates.

Excluded operating agreements

(2) Subsection (1) does not apply to the following operating agreements:

1. A rent supplement agreement.
2. An operating agreement relating to a housing project that the Ministry of Health and Long-Term Care or the Ministry of Community and Social Services is responsible for funding and administering under a housing program, by virtue of a prescribed memorandum of understanding.
3. An operating agreement to which the Government of Canada or the Canada Mortgage and Housing Corporation is a party and that was entered into under a prescribed housing program.
4. An operating agreement relating to a prescribed housing project.

Notice

(3) At least 30 days before the date an operating agreement is terminated under this section, the Minister shall give written notice of the termination to the housing provider operating the housing project to which the operating agreement relates and to the service manager in whose service area the housing project is located.

Non-compliance

(4) Non-compliance with subsection (3) does not affect the validity of the termination of the operating agreement.

Application, housing providers

92. (1) This Part applies with respect to each transferred housing project for which the operating agreement is terminated under section 91, and does not apply with respect to any other housing project.

Same

(2) This Part ceases to apply to a housing project on the date the duty to pay a subsidy for the housing project is terminated under subsection 102 (2).

**PARTIE VI
CADRE D'EXPLOITATION POUR CERTAINS
PROGRAMMES DE LOGEMENT TRANSFÉRÉS**

**APPLICATION APRÈS LA RÉSILIATION
DES ACCORDS D'EXPLOITATION**

Résiliation des accords d'exploitation

91. (1) Les accords d'exploitation conclus avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article, à l'exclusion des accords visés au paragraphe (2), sont résiliés à la date prescrite pour les ensembles domiciliaires auxquels ils se rapportent.

Accords d'exploitation exclus

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux accords d'exploitation suivants :

1. Les accords de supplément au loyer.
2. Les accords d'exploitation se rapportant aux ensembles domiciliaires dont le financement et l'administration relèvent du ministère de la Santé et des Soins de longue durée ou du ministère des Services sociaux et communautaires, par l'effet d'un protocole d'entente prescrit, dans le cadre d'un programme de logement.
3. Les accords d'exploitation auxquels est partie le gouvernement du Canada ou la Société canadienne d'hypothèques et de logement et qui ont été conclus dans le cadre d'un programme de logement prescrit.
4. Les accords d'exploitation se rapportant aux ensembles domiciliaires prescrits.

Avis

(3) Au moins 30 jours avant la date à laquelle un accord d'exploitation est résilié en application du présent article, le ministre donne un avis écrit de la résiliation au fournisseur de logements qui exploite l'ensemble domiciliaire auquel se rapporte l'accord et au gestionnaire de services dans l'aire de service duquel l'ensemble est situé.

Inobservation

(4) L'inobservation du paragraphe (3) n'a pas pour effet d'invalidier la résiliation de l'accord d'exploitation.

Champ d'application : fournisseurs de logements

92. (1) La présente partie s'applique à l'égard des ensembles domiciliaires transférés dont l'accord d'exploitation est résilié en application de l'article 91, mais non aux autres ensembles domiciliaires.

Idem

(2) La présente partie cesse de s'appliquer à l'égard d'un ensemble domiciliaire à la date d'extinction de l'obligation, prévue au paragraphe 102 (2), de verser un subside à son égard.

Application, service managers

(3) This Part applies to each service manager whose service area includes a housing project to which this Part applies.

DUTIES OF HOUSING PROVIDERS**Provincial requirements for housing providers**

93. (1) Every housing provider is required to meet such provincial requirements as may be prescribed.

Same

(2) Without limiting the generality of subsection (1), the provincial requirements must include matters relating to,

- (a) the housing provider's corporate structure, including its constating documents and by-laws;
- (b) the housing provider's operation, management and maintenance of its housing projects and its selection of property managers;
- (c) the housing provider's participation in a waiting list system established for the service area by the service manager for rent-geared-to-income assistance or a waiting list system established for the service area by the service manager or a lead agency for special needs housing;
- (d) the housing provider's compliance with eligibility rules, occupancy standards and priority rules established under Part V for the service area, including those established with respect to special needs housing, and the housing provider's selection of households to occupy vacant units in its housing projects;
- (e) the housing provider's relationship with the occupants of its housing projects;
- (f) the housing provider's participation in a system for pooling capital reserves for investment purposes;
- (g) the housing provider's participation in a system for group insurance of housing projects;
- (h) the housing provider's participation in a system or process for the renewal or replacement of mortgage financing;
- (i) such other matters as the Minister considers to be necessary or desirable for the proper operation of housing projects.

Replacement of requirements

(3) The provincial requirements for housing providers may specify those requirements that may be replaced by a rule agreed upon in writing by the service

Idem : gestionnaires de services

(3) La présente partie s'applique à chaque gestionnaire de services dont l'aire de service comprend un ensemble domiciliaire auquel s'applique la présente partie.

FONCTIONS DES FOURNISSEURS DE LOGEMENTS**Exigences provinciales applicables aux fournisseurs de logements**

93. (1) Chaque fournisseur de logements est tenu de satisfaire aux exigences provinciales prescrites.

Idem

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), les exigences provinciales doivent traiter des questions se rapportant à ce qui suit :

- a) la structure organisationnelle du fournisseur de logements, y compris ses documents constitutifs et ses règlements administratifs;
- b) l'exploitation, la gestion et l'entretien de ses ensembles domiciliaires par le fournisseur de logements et son choix de gestionnaires immobiliers;
- c) la participation du fournisseur de logements à un système de listes d'attente mis sur pied pour l'aire de service par le gestionnaire de services pour l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu ou à un système de listes d'attente mis sur pied pour l'aire de service par le gestionnaire de services ou l'organisme responsable pour les logements adaptés;
- d) l'observation par le fournisseur de logements des règles d'admissibilité, des normes d'occupation et des règles de priorité établies en application de la partie V pour l'aire de service, y compris celles établies à l'égard des logements adaptés, et son choix des ménages qui occuperont les logements vacants de ses ensembles domiciliaires;
- e) les liens du fournisseur de logements avec les occupants de ses ensembles domiciliaires;
- f) la participation du fournisseur de logements à un régime de mise en commun des fonds de réserve pour immobilisations à des fins de placement;
- g) la participation du fournisseur de logements à un régime d'assurance collective pour les ensembles domiciliaires;
- h) la participation du fournisseur de logements à un mécanisme ou un processus de renouvellement ou de remplacement des prêts hypothécaires;
- i) toute autre question que le ministre estime nécessaire ou souhaitable aux fins de la bonne exploitation des ensembles domiciliaires.

Remplacement des exigences

(3) Les exigences provinciales applicables aux fournisseurs de logements peuvent préciser celles qui peuvent être remplacées par une règle dont le gestionnaire

manager and the housing provider.

Same

(4) If a service manager and a housing provider agree in writing to replace a provincial requirement with an agreed rule, the rule applies between them and the provincial requirement ceases to apply.

Local standards

94. (1) A service manager may establish local standards for housing providers that operate housing projects in its service area with respect to such matters as may be prescribed by the Minister, other than a matter relating to a matter mentioned in clause 93 (2) (a), (b), (e), (f), (g) or (h).

Same

(2) Every housing provider is required to comply with the local standards.

Same

(3) The local standards apply in addition to the provincial requirements and agreed rules established under section 93.

Effective date

(4) Local standards come into effect on the date specified by the service manager.

Notice

(5) The service manager shall give written notice of the local standards to each affected housing provider.

Restriction on transfer, etc., of housing project

95. (1) Subject to subsection (2), a housing provider shall not, without the prior written consent of the service manager and the Minister, transfer, lease or otherwise dispose of or offer, list, advertise or hold out for transfer, lease or other disposal, a housing project or any part of it, including any chattels in it.

Exceptions

(2) The housing provider may, without the consent of the Minister or the service manager,

- (a) lease or offer, list, advertise or hold out for lease,
 - (i) an individual unit in the housing project for a term not exceeding one year, or
 - (ii) a part of the housing project that is not residential;
- (b) in the case of a housing provider that is a non-profit housing co-operative,
 - (i) allow a member of the co-operative to occupy a member unit of the co-operative, and

de services et le fournisseur de logements ont convenu par écrit.

Idem

(4) Si le gestionnaire de services et le fournisseur de logements conviennent par écrit de remplacer une exigence provinciale par une règle, cette dernière s'applique à eux deux et l'exigence provinciale cesse de s'appliquer.

Normes locales

94. (1) Le gestionnaire de services peut établir des normes locales à l'intention des fournisseurs de logements qui exploitent des ensembles domiciliaires dans son aire de service à l'égard des questions que prescrit le ministre, à l'exclusion de questions se rapportant à celles visées aux alinéas 93 (2) a), b), e), f), g) ou h).

Idem

(2) Chaque fournisseur de logements est tenu de se conformer aux normes locales.

Idem

(3) Les normes locales s'ajoutent aux exigences provinciales et aux règles établies en application de l'article 93.

Date d'effet

(4) Les normes locales prennent effet à la date que précise le gestionnaire de services.

Avis

(5) Le gestionnaire de services donne un avis écrit des normes locales à chaque fournisseur de logements visé.

Restrictions applicables à la disposition d'un ensemble domiciliaire

95. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le fournisseur de logements ne doit pas, sans le consentement écrit préalable du gestionnaire de services et du ministre, disposer, notamment par transfert ou location à bail, de tout ou partie d'un ensemble domiciliaire, y compris les biens meubles s'y trouvant, ni les offrir, les inscrire, les annoncer ou les présenter en vue de leur disposition.

Exceptions

(2) Le fournisseur de logements peut prendre les mesures suivantes sans le consentement du ministre ou du gestionnaire de services :

- a) donner à bail ou offrir, inscrire, annoncer ou présenter en vue de sa location à bail :
 - (i) soit un logement de l'ensemble domiciliaire pour une durée maximale d'un an,
 - (ii) soit une partie de l'ensemble domiciliaire qui n'est pas résidentielle;
- b) si le fournisseur de logements est une coopérative de logement sans but lucratif :
 - (i) d'une part, permettre à un membre de la coopérative d'occuper un de ses logements réservés aux membres,

- (ii) allow a non-member of the co-operative to occupy, or offer, list, advertise or hold out for occupancy, a non-member unit of the co-operative for a term not exceeding one year;
- (c) in the ordinary course of operating the housing project, dispose of or offer, list, advertise or hold out for disposal, chattels in the housing project.

Restrictions on mortgage, etc.

(3) A housing provider shall not mortgage, replace an existing mortgage or otherwise encumber the housing project, or extend the term of or otherwise amend any existing or approved mortgage or other encumbrance of the housing project, unless,

- (a) it does so in compliance with such rules as may be prescribed; or
- (b) the Minister has given his or her prior written consent.

Invalidity

(4) An act carried out in contravention of this section is invalid and of no force or effect.

Registration requirement, real property

96. (1) Within six months after the operating agreement with respect to a housing project is terminated, the housing provider shall take all such actions as are necessary to register or deposit under the *Registry Act* or to register under the *Land Titles Act*, against title to the property on which the housing project is located, a document setting out the restrictions imposed by section 95.

Exception

(2) The housing provider is not required to comply with subsection (1) if a document setting out substantially similar restrictions is already registered or deposited against title.

Effect

(3) If a document described in subsection (2) (the "original document") is already registered or deposited against title, the registration or deposit of the document shall be deemed to constitute the registration or deposit required by subsection (1) despite section 88 and despite any other Act, and it has effect from the date on which the original document was registered or deposited.

Form of document

(4) The document required by subsection (1) may be prepared in a form suitable for a transfer that is submitted for electronic registration.

Registration or deposit

(5) The document required may be registered or de-

- (ii) d'autre part, permettre à une personne qui n'est pas membre de la coopérative d'occuper ou d'offrir, d'inscrire, d'annoncer ou de présenter en vue de son occupation un de ses logements réservés aux personnes qui ne sont pas membres pour une durée maximale d'un an;

- c) dans le cours normal de l'exploitation de l'ensemble domiciliaire, disposer de biens meubles s'y trouvant ou les offrir, les inscrire, les annoncer ou les présenter en vue de leur disposition.

Restrictions applicables aux hypothèques

(3) Le fournisseur de logements ne doit pas grever l'ensemble domiciliaire, notamment d'une hypothèque ou d'une nouvelle hypothèque, ni proroger la durée d'un tel grèvement, existant ou approuvé, ni le modifier, sauf si :

- a) soit il le fait en conformité aux règles prescrites;
- b) soit le ministre a donné son consentement écrit préalable.

Nullité

(4) Toute mesure prise en contravention au présent article est nulle et sans effet.

Exigence en matière d'enregistrement des biens immeubles

96. (1) Dans les six mois qui suivent la résiliation d'un accord d'exploitation se rapportant à un ensemble domiciliaire, le fournisseur de logements prend toutes les mesures nécessaires pour faire enregistrer ou déposer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* ou enregistrer sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*, sur le titre du bien sur lequel l'ensemble est situé, un document énonçant les restrictions imposées par l'article 95.

Exception

(2) Le fournisseur de logements n'est pas tenu de se conformer au paragraphe (1) si un document énonçant des restrictions essentiellement similaires a déjà été enregistré ou déposé sur le titre.

Effet

(3) Si un document visé au paragraphe (2) (le «document original») a déjà été enregistré ou déposé sur le titre, son enregistrement ou son dépôt est réputé constituer l'enregistrement ou le dépôt exigé par le paragraphe (1) malgré l'article 88 et toute autre loi et il prend effet à la date d'enregistrement ou de dépôt du document original.

Forme du document

(4) Le document exigé par le paragraphe (1) peut être préparé sous une forme qui convient pour un transfert qui est présenté pour enregistrement électronique.

Enregistrement ou dépôt

(5) Le document exigé peut être enregistré ou dépo-

posited and shall be accepted for registration or deposit under the *Registry Act* and may be registered and shall be accepted for registration under the *Land Titles Act*, despite any provision of those Acts.

Notice to service manager

(6) The housing provider shall give written notice to the service manager of the registration or deposit of the document under subsection (1) or of the document described in subsection (2), and shall give the notice within six months after the applicable operating agreement is terminated.

Language of services

97. A housing provider shall provide services in either the French or the English language and may also provide services in such other languages, in addition to French or English, as the housing provider may choose.

OPERATING STANDARDS FOR HOUSING PROJECTS

Targeting plan

98. (1) After reviewing the targeting plan set out in the operating agreement for a housing project and after consulting the housing provider, the Minister shall establish a targeting plan for the housing project and shall give written notice of the plan to the housing provider and the service manager at least 30 days before the operating agreement for the project is terminated.

Same

(2) The targeting plan takes effect on the date on which the operating agreement for the housing project is terminated and continues in effect until it is amended, terminated or replaced in accordance with this section.

Amendment, termination or replacement

(3) The housing provider and the service manager may amend, terminate or replace the targeting plan by an agreement in writing.

Mandate

99. (1) After reviewing the mandate, if any, of a housing provider set out in the operating agreement for a housing project and after consulting the housing provider, the Minister may establish a mandate for the housing provider with respect to the housing project and shall give written notice of the mandate to the housing provider and to the service manager at least 30 days before the operating agreement is terminated.

Same

(2) The mandate takes effect on the date on which the operating agreement for the housing project is terminated and continues in effect until it is amended, terminated or replaced in accordance with this section.

sé, mais il doit être admis à l'enregistrement ou au dépôt sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des actes* et peut être enregistré mais doit être admis à l'enregistrement sous le régime de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*, malgré toute disposition de ces lois.

Notification au gestionnaire de services

(6) Dans les six mois qui suivent la résiliation de l'accord d'exploitation applicable, le fournisseur de logements donne au gestionnaire de services un avis écrit de l'enregistrement ou du dépôt du document exigé par le paragraphe (1) ou du document visé au paragraphe (2).

Langue des services

97. Le fournisseur de logements fournit ses services en français ou en anglais; il peut également les fournir dans les autres langues de son choix.

NORMES D'EXPLOITATION APPLICABLES AUX ENSEMBLES DOMICILIAIRES

Plan de ciblage

98. (1) Après examen du plan de ciblage énoncé dans l'accord d'exploitation se rapportant à un ensemble domiciliaire et après consultation du fournisseur de logements, le ministre établit un nouveau plan de ciblage, auquel cas il en donne un avis écrit au fournisseur de logements et au gestionnaire de services au moins 30 jours avant la date à laquelle l'accord d'exploitation est résilié.

Idem

(2) Le plan de ciblage prend effet à la date à laquelle l'accord d'exploitation se rapportant à l'ensemble domiciliaire est résilié et le demeure jusqu'à la date de sa modification, de son annulation ou de sa substitution conformément au présent article.

Modification, annulation ou substitution

(3) Le fournisseur de logements et le gestionnaire de services peuvent, au moyen d'un accord écrit, modifier ou annuler le plan de ciblage ou lui en substituer un nouveau.

Mandat

99. (1) Après examen du mandat d'un fournisseur de logements énoncé, le cas échéant, dans l'accord d'exploitation se rapportant à un ensemble domiciliaire et après consultation du fournisseur de logements, le ministre peut établir un nouveau mandat, auquel cas il en donne un avis écrit au fournisseur de logements et au gestionnaire de services au moins 30 jours avant la date à laquelle l'accord d'exploitation est résilié.

Idem

(2) Le mandat prend effet à la date à laquelle l'accord d'exploitation se rapportant à l'ensemble domiciliaire est résilié et le demeure jusqu'à la date de sa modification, de son annulation ou de sa substitution conformément au présent article.

Amendment, termination or replacement

(3) The housing provider and the service manager may amend, terminate or replace the mandate by an agreement in writing.

Same, special needs housing

(4) The housing provider and the service manager shall not amend or terminate a mandate that refers to special needs housing unless they have the prior written consent of the Minister to do so.

Invalid amendment, termination or replacement

(5) An amendment, termination or replacement of a mandate for a housing project in contravention of subsection (4) is invalid and of no force or effect.

Duty to comply with plan, mandate

100. Subject to subsection 93 (1), a housing provider shall select households to occupy vacant units or to receive rent-geared-to-income assistance in a housing project in a manner consistent with the targeting plan and the mandate for the housing project.

Change in number of rent-geared-to-income units

101. (1) Despite section 100, a service manager may require a housing provider to increase or decrease the number of rent-geared-to-income units in a housing project by the number specified in the notice, but shall do so only after consulting with the housing provider.

Notice

(2) The service manager shall give written notice of the requirement to the housing provider and the notice must specify the effective date as of which the housing provider must begin to implement the specified increase or decrease.

When notice to be given

(3) The notice shall be given at least three months before the effective date.

Duty to implement

(4) The housing provider shall implement the increase or decrease specified in the notice as units in the housing project become vacant on and after the effective date.

Decrease restricted

(5) The service manager shall not require the housing provider to decrease the number of rent-geared-to-income units if the effect of the decrease would be to reduce the total number of rent-geared-to-income units in the service manager's service area below the service levels prescribed for the purposes of section 11.

Change restricted

(6) The service manager shall not require the housing provider to increase or decrease the number of rent-geared-to-income units if the effect of the increase or decrease in rent-geared-to-income units would be to

Modification, annulation ou substitution

(3) Le fournisseur de logements et le gestionnaire de services peuvent, au moyen d'un accord écrit, modifier ou annuler le mandat ou lui en substituer un nouveau.

Idem : logements adaptés

(4) Le fournisseur de logements et le gestionnaire de services ne doivent pas, sans le consentement écrit préalable du ministre, modifier ou annuler un mandat qui traite de logements adaptés.

Nullité

(5) Toute modification, annulation ou substitution du mandat d'un ensemble domiciliaire faite en contravention au paragraphe (4) est nulle et sans effet.

Obligation de se conformer

100. Sous réserve du paragraphe 93 (1), le fournisseur de logements choisit, d'une manière compatible avec le plan de ciblage et le mandat de l'ensemble domiciliaire, les ménages qui occuperont les logements vacants ou qui recevront une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.

Variation du nombre de logements à loyer indexé sur le revenu

101. (1) Malgré l'article 100, le gestionnaire de services peut exiger du fournisseur de logements qu'il augmente ou diminue, du nombre précisé dans l'avis, le nombre de logements à loyer indexé sur le revenu d'un ensemble domiciliaire, mais il ne peut le faire qu'après avoir consulté le fournisseur.

Avis

(2) Le gestionnaire de services donne au fournisseur de logements un avis écrit de l'exigence, qui doit préciser la date d'effet à laquelle il doit commencer à appliquer l'augmentation ou la diminution précisée.

Délai de remise de l'avis

(3) L'avis est donné au moins trois mois avant la date d'effet.

Obligation d'appliquer la variation

(4) Le fournisseur de logements applique l'augmentation ou la diminution précisée dans l'avis lorsqu'un logement de l'ensemble domiciliaire devient vacant à la date d'effet ou après cette date.

Restriction : diminution du nombre

(5) Le gestionnaire de services ne doit pas exiger du fournisseur de logements qu'il diminue le nombre de logements à loyer indexé sur le revenu si cela devait avoir pour effet de ramener le nombre total de tels logements situés dans son aire de service à des niveaux de service inférieurs à ceux prescrits pour l'application de l'article 11.

Restriction : variation du nombre

(6) Le gestionnaire de services ne doit pas exiger du fournisseur de logements qu'il augmente ou diminue le nombre de logements à loyer indexé sur le revenu si cela devait entraîner une réduction ou une augmentation

decrease by more than 10 per cent, or to increase by more than 10 per cent, the number of market units set out in the targeting plan that is in effect for the housing project under section 98.

Conflict

(7) Subsection (4) applies despite a by-law passed under section 34 of the *Planning Act*, an agreement entered into under section 41 or 51 of the *Planning Act* or an agreement entered into under section 3 of *The City of Toronto Act, 1979*.

SUBSIDY PAYABLE TO HOUSING PROVIDERS

Duty to pay subsidy

102. (1) The service manager in whose service area a housing project to which this Part applies is located shall pay a subsidy to the housing provider that operates the project.

Termination

(2) The duty to pay a subsidy for a housing project is terminated on the date prescribed by the Minister.

General subsidy

103. (1) The amount of the subsidy payable under section 102 to a housing provider for a fiscal year in respect of its housing projects in a service area of a service manager is determined in accordance with this section.

Amount of subsidy

(2) The amount of the housing provider's total subsidy for a fiscal year in respect of its housing projects in a service area is determined using the formula,

$$(A + B + C) - (D + E)$$

in which,

- «A» is the amount of the provider's mortgage subsidy for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area;
- «B» is the amount of the provider's rent-geared-to-income subsidy for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area;
- «C» is the amount of property taxes payable by the provider for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area;
- «D» is the amount of the provider's mandatory payment for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area; and
- «E» is the amount equal to 50 per cent of the amount of the provider's surplus for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area,

de plus de 10 pour cent du nombre de logements à loyer du marché prévu dans le plan de ciblage en vigueur pour l'ensemble domiciliaire en application de l'article 98.

Incompatibilité

(7) Le paragraphe (4) s'applique malgré les règlements municipaux adoptés en vertu de l'article 34 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, les conventions conclues en application de l'article 41 ou 51 de cette loi et les accords conclus en application de l'article 3 de la loi intitulée *The City of Toronto Act, 1979*.

SUBSIDY PAYABLE AUX FOURNISSEURS DE LOGEMENTS

Obligation de verser un subsidy

102. (1) Le gestionnaire de services verse un subsidy aux fournisseurs de logements qui exploitent un ensemble domiciliaire situé dans son aire de service et auquel s'applique la présente partie.

Extinction

(2) L'obligation de verser un subsidy à l'égard d'un ensemble domiciliaire s'éteint à la date que prescrit le ministre.

Subside général

103. (1) Le subsidy payable à un fournisseur de logements en application de l'article 102 pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service d'un gestionnaire de services est calculé conformément au présent article.

Montant du subsidy

(2) Le subsidy total payable à un fournisseur logements pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service est calculé selon la formule suivante :

$$(A + B + C) - (D + E)$$

où :

- «A» représente le subsidy pour emprunts hypothécaires payable au fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service;
- «B» représente le subsidy pour loyer indexé sur le revenu payable au fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service;
- «C» représente les impôts fonciers payables par le fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service;
- «D» représente le versement obligatoire du fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service;
- «E» représente la somme correspondant à 50 pour cent de l'excédent du fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés

or such lesser amount as the service manager may determine.

Mortgage subsidy

(3) The amount of the housing provider's mortgage subsidy for a fiscal year in respect of its housing projects in the service area is the amount by which the total amount of principal and interest payable by the provider for the fiscal year under mortgages guaranteed by the Province of Ontario or the Ontario Housing Corporation in respect of those projects exceeds the amount of the provider's affordable mortgage payment in respect of those projects.

Affordable mortgage payment

(4) The amount of the housing provider's affordable mortgage payment in respect of its housing projects in the service area is the amount by which its benchmark revenue from those projects, as determined by the Minister under section 104, exceeds the amount of its benchmark operating costs in respect of those projects, as determined by the Minister under that section.

Phase-in subsidy reduction

(5) If the amount of a housing provider's subsidy (other than the rent-geared-to-income subsidy) determined under this section is less than the subsidy (other than the rent-geared-to-income subsidy) paid to the provider under an operating agreement that is terminated by this Act, the following rules apply:

1. The provider may request that the service manager negotiate with the provider a schedule for phasing in the reduction in the subsidy over a series of years.
2. If the provider and the service manager are unable to agree on a schedule, the provider may request that the Minister authorize the phase-in of the reduction in the subsidy and set a schedule for phasing in the reduction over a series of years.
3. The Minister's decision on whether to authorize a phase-in of the reduction in the subsidy and any schedule set by the Minister for phasing in the reduction are binding on the provider and the service manager.

Rent-geared-to-income subsidy

(6) The amount of the housing provider's rent-geared-to-income subsidy for a fiscal year in respect of its housing projects in the service area is the amount determined using the formula,

$$F - G$$

in which,

"F" is the amount that is the lesser of,

- (a) the total amount of the provider's indexed market rents for the fiscal year from the rent-geared-to-income units in the pro-

dans l'aire de service ou la somme moins élevée que fixe le gestionnaire de services.

Subside pour emprunts hypothécaires

(3) Le subside pour emprunts hypothécaires payable à un fournisseur de logements pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service représente l'excédent du montant total de capital et d'intérêts qu'il doit payer pour l'exercice aux termes d'hypothèques garanties par la Province de l'Ontario ou la Société de logement de l'Ontario à l'égard de ces ensembles sur ses versements hypothécaires abordables à l'égard de ces ensembles.

Versements hypothécaires abordables

(4) Les versements hypothécaires abordables d'un fournisseur de logements à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service représentent l'excédent de ses revenus de référence à l'égard de ces ensembles, calculés par le ministre en application de l'article 104, sur ses frais d'exploitation de référence à l'égard de ces ensembles, calculés par le ministre en application du même article.

Inclusion progressive de la réduction

(5) Les règles suivantes s'appliquent si le subside payable à un fournisseur de logements qui est calculé en application du présent article est inférieur à celui qu'il a reçu dans le cadre d'un accord d'exploitation qui est résilié en application de la présente loi, étant exclus les subsides pour loyer indexé sur le revenu :

1. Le fournisseur peut demander au gestionnaire de services de négocier avec lui un calendrier d'inclusion progressive de la réduction du subside sur plusieurs exercices.
2. Si le fournisseur et le gestionnaire de services sont incapables de convenir d'un calendrier, le fournisseur peut demander au ministre d'autoriser l'inclusion progressive de la réduction du subside sur plusieurs exercices et d'établir un calendrier à cette fin.
3. La décision que prend le ministre sur l'opportunité d'autoriser l'inclusion progressive de la réduction du subside et le calendrier qu'il établit à cette fin, le cas échéant, lie le fournisseur et le gestionnaire de services.

Subside pour loyer indexé sur le revenu

(6) Le subside pour loyer indexé sur le revenu payable à un fournisseur de logements pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service est calculé selon la formule suivante :

$$F - G$$

où :

«F» représente la moins élevée des sommes suivantes :

- a) le total des loyers du marché indexés du fournisseur pour l'exercice à l'égard des logements à loyer indexé sur le revenu de ses

vider's housing projects in the service area, and

- (b) the total actual market rent for the fiscal year for those units; and

“G” is the amount of rental payments payable to the provider for the fiscal year by the households accommodated in those rent-geared-to-income units.

Indexed market rents

(7) The total amount of a housing provider's indexed market rents for a fiscal year from rent-geared-to-income units in its housing projects in a service area is the amount determined using the following rules:

1. For the first fiscal year for which the housing provider receives a subsidy under this Act, the total amount of its indexed market rents is the total amount of the provider's benchmark market rents for those units as determined by the Minister under section 104.
2. For each subsequent fiscal year, the total amount of the housing provider's indexed market rents is the amount determined by multiplying the market rent index prescribed by the Minister that is applicable to those units for the fiscal year by the total amount of the provider's indexed market rents for the previous fiscal year.

Mandatory payment

(8) The amount, if any, of the provider's mandatory payment for a fiscal year in respect of its housing projects in the service area is the amount, if any, determined using the formula,

$$H - (H \times J/K)$$

in which,

- “H” is the amount, if any, by which the amount of the provider's indexed market revenue for the fiscal year in respect of its projects in the service area exceeds the amount of the provider's benchmark revenue from those projects, as determined by the Minister under section 104;
- “J” is the amount of the provider's benchmark operating costs in respect of those projects in the service area as determined by the Minister under section 104; and
- “K” is the amount of the provider's benchmark revenue from those projects as determined by the Minister under section 104.

Indexed market revenue

(9) The amount of the provider's indexed market revenue for a fiscal year in respect of its housing projects in a service area is the amount determined in accordance with the following rules:

ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service,

- b) le total du montant réel des loyers du marché pour l'exercice à l'égard de ces logements;

«G» représente les versements de loyer payables au fournisseur pour l'exercice par les ménages qui logent dans ces logements à loyer indexé sur le revenu.

Loyers du marché indexés

(7) Le total des loyers du marché indexés d'un fournisseur de logements pour un exercice donné à l'égard des logements à loyer indexé sur le revenu de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service est calculé selon les règles suivantes :

1. Pour le premier exercice pour lequel le fournisseur de logements reçoit un subside en application de la présente loi, le total de ses loyers du marché indexés représente le total de ses loyers du marché de référence pour ces logements, calculé par le ministre en application de l'article 104.
2. Pour chaque exercice subséquent, le total des loyers du marché indexés du fournisseur de logements représente le produit de l'indice des loyers du marché prescrit par le ministre et applicable à ces logements pour l'exercice par le total de ses loyers du marché indexés pour l'exercice précédent.

Versement obligatoire

(8) Le montant éventuel du versement obligatoire d'un fournisseur pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service représente la somme éventuelle calculée selon la formule suivante :

$$H - (H \times J/K)$$

où :

- «H» représente l'excédent éventuel des revenus du marché indexés du fournisseur pour l'exercice à l'égard de ces ensembles sur ses revenus de référence à l'égard de ces ensembles, calculés par le ministre en application de l'article 104;
- «J» représente les frais d'exploitation de référence du fournisseur à l'égard de ces ensembles, calculés par le ministre en application de l'article 104;
- «K» représente les revenus de référence du fournisseur à l'égard de ces ensembles, calculés par le ministre en application de l'article 104.

Revenus du marché indexés

(9) Les revenus du marché indexés du fournisseur pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service sont calculés selon les règles suivantes :

1. For the first fiscal year for which the housing provider receives a subsidy under this Act, the amount of its indexed market revenue is the amount of the provider's benchmark revenue as determined by the Minister under section 104.
2. For each subsequent fiscal year, the amount of the housing provider's indexed market revenue is the amount determined by multiplying the market rent index prescribed by the Minister that is applicable to the housing projects for the fiscal year by the amount of the provider's indexed market revenue for the previous fiscal year.

Surplus

(10) The amount, if any, of the provider's surplus for a fiscal year in respect of its housing projects in the service area is the amount determined using the formula,

$$L - (M + N + P)$$

in which,

- “L” is the amount of the provider's net operating income for the fiscal year as set out in the annual report required under subsection 113 (1) relating to that fiscal year;
- “M” is the amount of the provider's affordable mortgage payment determined by the Minister under section 104;
- “N” is the amount of the provider's mandatory payment for the fiscal year; and
- “P” is the amount of an operating reserve, as determined in the manner prescribed by the Minister.

Net operating income

(11) The net operating income of a housing provider for a fiscal year with respect to its housing projects in the service area is the amount by which its revenue for the fiscal year from those projects, as determined in the manner prescribed by the Minister, exceeds its operating costs for the fiscal year with respect to those projects, as determined in the manner prescribed by the Minister.

Benchmark revenue, etc.

104. (1) The Minister shall determine the following amounts in the prescribed manner for each housing provider entitled to a subsidy calculated under section 103 in respect of the provider's housing projects in a service area:

1. The amount of the provider's benchmark revenue.
2. The amount of the provider's benchmark operating costs.
3. The amount of the provider's affordable mortgage payment described in subsection 103 (4).

1. Pour le premier exercice pour lequel le fournisseur de logements reçoit un subside en application de la présente loi, ses revenus du marché indexés représentent ses revenus de référence, calculés par le ministre en application de l'article 104.
2. Pour chaque exercice subséquent, les revenus du marché indexés du fournisseur de logements représentent le produit de l'indice des loyers du marché prescrit par le ministre et applicable à ces ensembles pour l'exercice par ses revenus du marché indexés pour l'exercice précédent.

Excédent

(10) L'excédent éventuel du fournisseur pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service est calculé selon la formule suivante :

$$L - (M + N + P)$$

où :

- «L» représente le bénéfice d'exploitation du fournisseur pour l'exercice, tel qu'il figure dans le rapport annuel de cet exercice exigé par le paragraphe 113 (1);
- «M» représente les versements hypothécaires abordables du fournisseur, calculés par le ministre en application de l'article 104;
- «N» représente le versement obligatoire du fournisseur pour l'exercice;
- «P» représente le montant d'une réserve d'exploitation, calculé de la manière prescrite par le ministre.

Bénéfice d'exploitation

(11) Le bénéfice d'exploitation d'un fournisseur de logements pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service représente l'excédent de ses revenus pour l'exercice à l'égard de ces ensembles, calculés de la manière prescrite par le ministre, sur ses frais d'exploitation pour l'exercice à l'égard de ces ensembles, calculés de la manière prescrite par le ministre.

Revenus de référence

104. (1) Le ministre calcule les sommes suivantes de la manière prescrite pour chaque fournisseur de logements qui a droit à un subside calculé en application de l'article 103 à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service :

1. Les revenus de référence du fournisseur.
2. Les frais d'exploitation de référence du fournisseur.
3. Les versements hypothécaires abordables du fournisseur visés au paragraphe 103 (4).

4. The amount of the provider's benchmark market rent applicable to each unit or class of units prescribed by the Minister.

Notice by Minister

(2) The Minister shall notify each housing provider of the amounts determined under subsection (1) for that provider and shall notify each service manager of the amounts determined in respect of housing providers and housing projects in the service manager's service area.

Notice by corporation

(3) The Social Housing Services Corporation shall notify each housing provider of the market rent indices applicable to its housing projects for a fiscal year and shall notify each service manager of the market rent index or indices applicable to the provider's housing projects in the service manager's service area.

Interim or final amounts

(4) The amounts determined by the Minister under subsection (1) may be interim amounts or final amounts.

Final amounts determined once

(5) The Minister may determine a final amount under subsection (1) only once unless the housing provider to whom the amount applies and the Minister agree that the amount should be changed.

Exception

(6) Despite subsection (5), the Minister may re-determine a final amount determined under subsection (1), without the consent of the housing provider to whom the amount applies if,

- (a) at the time the final amount was initially determined, the housing provider was administering a waiting list for rent-geared-to-income units or for special needs housing or was determining the amount of geared-to-income rent payable by households; and
- (b) the housing provider has since ceased to do so.

Estimates by housing provider

105. (1) Before the beginning of each fiscal year, a housing provider entitled to a subsidy calculated under section 103 shall determine the following amounts with respect to its housing projects in the service area of each service manager:

1. The estimated total amount of market rent the provider will receive in the fiscal year from its rent-geared-to-income units in those housing projects.
2. The estimated rental payments the provider will receive in the fiscal year from households residing in its rent-geared-to-income units in those housing projects.

4. Le loyer du marché de référence du fournisseur applicable à chaque logement ou catégorie de logements prescrit par le ministre.

Avis donné par le ministre

(2) Le ministre avise chaque fournisseur de logements des sommes calculées à son égard en application du paragraphe (1) et avise chaque gestionnaire de services des sommes calculées à l'égard des fournisseurs de logements et des ensembles domiciliaires situés dans son aire de service.

Avis donné par la Société

(3) La Société des services de logement social avise chaque fournisseur de logements des indices des loyers du marché applicables à ses ensembles domiciliaires pour un exercice donné et avise chaque gestionnaire de services de l'indice ou des indices des loyers du marché applicables aux ensembles domiciliaires du fournisseur situés dans son aire de service.

Sommes provisoires ou définitives

(4) Les sommes calculées par le ministre en application du paragraphe (1) peuvent être provisoires ou définitives.

Calculs définitifs

(5) Le ministre peut calculer une seule fois une somme prévue au paragraphe (1), sauf si le fournisseur de logements visé et le ministre conviennent que la somme devrait être modifiée.

Exception

(6) Malgré le paragraphe (5), le ministre peut calculer de nouveau une somme calculée en application du paragraphe (1), sans le consentement du fournisseur de logements auquel s'applique la somme, si :

- a) d'une part, au moment où il a calculé la somme pour la première fois, le fournisseur de logements tenait une liste d'attente pour les logements à loyer indexé sur le revenu ou les logements adaptés ou calculait lui-même le loyer indexé sur le revenu payable par les ménages;
- b) d'autre part, le fournisseur de logements a cessé depuis de le faire.

Estimations effectuées par le fournisseur de logements

105. (1) Avant le début de chaque exercice, le fournisseur de logements qui a droit à un subside calculé en application de l'article 103 calcule les sommes suivantes à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service de chaque gestionnaire de services :

1. Le total estimatif des loyers du marché qu'il recevra pour l'exercice des logements à loyer indexé sur le revenu de ces ensembles domiciliaires.
2. Les versements de loyer estimatifs qu'il recevra pour l'exercice des ménages occupant les logements à loyer indexé sur le revenu de ces ensembles domiciliaires.

3. The amount of the provider's mandatory payment for the fiscal year in respect of those housing projects.
4. The estimated amount of the property taxes payable for the fiscal year in respect of those housing projects.
5. The estimated amount of principal and interest payable for the fiscal year under mortgages guaranteed by the Province of Ontario or the Ontario Housing Corporation in respect of those housing projects.

Notice by housing provider

(2) Every housing provider referred to in subsection (1) shall notify the service manager for each service area in which the provider has housing projects of the amounts determined under subsection (1) in respect of the projects in the service manager's service area not less than 90 days before the beginning of each fiscal year.

Notice of change, mortgage

(3) A housing provider referred to in subsection (1) shall notify the service manager for the service area in which it has a housing project of every change in the amount of principal or interest payable by the provider in respect of the project.

Same

(4) The housing provider shall give the notice required under subsection (3) before the change takes effect.

Subsidy re certain housing providers

106. (1) The amount of the subsidy payable under section 102 to a housing provider for a fiscal year in respect of its housing projects in a service area of a service manager is determined in accordance with this section if the housing provider is prescribed by the Minister for the purposes of this section and if the Minister is satisfied that substantially all of the units in the provider's housing projects in the service area are rent-geared-to-income units.

Amount of subsidy

(2) The amount of the housing provider's total subsidy for the fiscal year is determined using the formula,

$$(A - B) + C + D - E$$

in which,

"A" is the amount of the provider's indexed operating costs for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area;

"B" is the amount of revenue received by the provider for the fiscal year in respect of housing projects in the service area, determined in the prescribed manner by the provider;

"C" is the amount of principal and interest payable by

3. Le versement obligatoire du fournisseur de logements pour l'exercice à l'égard de ces ensembles domiciliaires.
4. Les impôts fonciers estimatifs payables pour l'exercice à l'égard de ces ensembles domiciliaires.
5. Le montant estimatif de capital et d'intérêts payables pour l'exercice aux termes d'hypothèques garanties par la Province de l'Ontario ou la Société de logement de l'Ontario à l'égard de ces ensembles domiciliaires.

Avis donné par le fournisseur

(2) Au moins 90 jours avant le début de chaque exercice, chaque fournisseur de logements visé au paragraphe (1) avise le gestionnaire de services de chaque aire de service dans laquelle il exploite des ensembles domiciliaires des sommes calculées en application du paragraphe (1) à l'égard des ensembles situés dans son aire de service.

Avis de variation : emprunt hypothécaire

(3) Le fournisseur de logements visé au paragraphe (1) avise le gestionnaire de services dans l'aire de service duquel est situé un de ses ensembles domiciliaires de toute variation du montant de capital ou d'intérêts qu'il est tenu de verser à l'égard de l'ensemble.

Idem

(4) Le fournisseur de logements donne l'avis prévu au paragraphe (3) avant la prise d'effet de la variation.

Subside : certains fournisseurs de logements

106. (1) Le subside payable à un fournisseur de logements en application de l'article 102 pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service d'un gestionnaire de services est calculé conformément au présent article si le fournisseur de logements est prescrit par le ministre pour l'application du présent article et que le ministre est convaincu que la quasi-totalité des logements de ces ensembles sont des logements à loyer indexé sur le revenu.

Montant du subside

(2) Le subside total payable à un fournisseur de logements pour l'exercice est calculé selon la formule suivante :

$$(A - B) + C + D - E$$

où :

«A» représente les frais d'exploitation indexés du fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service;

«B» représente les revenus du fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service, calculés par lui de la manière prescrite;

«C» représente le montant de capital et d'intérêts que

the provider for the fiscal year under mortgages guaranteed by the Province of Ontario or the Ontario Housing Corporation in respect of the provider's housing projects in the service area;

“D” is the amount of property taxes payable by the provider for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area;

“E” is the amount equal to 50 per cent of the amount of the provider's surplus, if any, for the fiscal year in respect of its housing projects in the service area or such lesser amount as the service manager may determine.

Indexed operating costs

(3) The amount of the provider's indexed operating costs for a fiscal year in respect of its housing projects in a service area is the amount determined in accordance with the following rules:

1. For the first fiscal year for which the housing provider is eligible to receive a subsidy under this Act, the amount of its indexed operating costs is the amount of its benchmark operating costs as determined by the Minister under section 107 in respect of those housing projects.
2. For each subsequent fiscal year, the amount of the housing provider's indexed operating costs is the amount determined by multiplying the cost index prescribed by the Minister that is applicable to the housing projects for the fiscal year by the amount of the provider's indexed operating costs for the previous fiscal year in respect of those housing projects.

Surplus

(4) The amount, if any, of the provider's surplus for a fiscal year in respect of its housing projects in the service area is the amount determined using the formula,

$$F - (G + H)$$

in which,

“F” is the amount of the provider's indexed operating costs for the fiscal year in respect of those housing projects;

“G” is the amount of the provider's operating costs for the fiscal year in respect of those housing projects, as determined by the Minister; and

“H” is the amount of an operating reserve, as determined in the manner prescribed by the Minister.

Benchmark operating costs

107. (1) The Minister shall prescribe the manner of determining and shall determine for each housing provider entitled to a subsidy calculated under section 106 the amount of the provider's benchmark operating costs in respect of its housing projects in each service area.

le fournisseur doit payer pour l'exercice aux termes d'hypothèques garanties par la Province de l'Ontario ou la Société de logement de l'Ontario à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service;

«D» représente les impôts fonciers payables par le fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service;

«E» représente la somme correspondant à 50 pour cent de l'excédent éventuel du fournisseur pour l'exercice à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service ou la somme moins élevée que fixe le gestionnaire de services.

Frais d'exploitation indexés

(3) Les frais d'exploitation indexés d'un fournisseur de logements pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service sont calculés selon les règles suivantes :

1. Pour le premier exercice pour lequel le fournisseur a droit à un subside en application de la présente loi, ses frais d'exploitation indexés représentent ses frais d'exploitation de référence, calculés par le ministre en application de l'article 107 à l'égard de ces ensembles.
2. Pour chaque exercice subséquent, les frais d'exploitation indexés du fournisseur représentent le produit de l'indice des frais prescrit par le ministre qui est applicable à ces ensembles pour l'exercice par ses frais d'exploitation indexés pour l'exercice précédent à l'égard de ces ensembles.

Excédent

(4) L'excédent éventuel d'un fournisseur pour un exercice donné à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans une aire de service est calculé selon la formule suivante :

$$F - (G + H)$$

où :

«F» représente les frais d'exploitation indexés du fournisseur pour l'exercice à l'égard de ces ensembles;

«G» représente les frais d'exploitation du fournisseur pour l'exercice à l'égard de ces ensembles, calculés par le ministre;

«H» représente le montant d'une réserve d'exploitation, calculé de la manière prescrite par le ministre.

Frais d'exploitation de référence

107. (1) Le ministre prescrit la manière de calculer et calcule les frais d'exploitation de référence de chaque fournisseur de logements qui a droit à un subside calculé en application de l'article 106 à l'égard des ensembles domiciliaires de ce dernier situés dans chaque aire de service.

Notice

(2) The Minister shall notify each housing provider and the service manager within whose service area the units are located of the following matters:

1. The amount of the provider's benchmark operating costs determined under subsection (1) for its housing projects located in the service manager's service area.
2. The cost index prescribed for the year by the Minister for the purposes of section 106 that is applicable to the provider and to the service area.

Amounts determined once

(3) The Minister shall determine an amount under subsection (1) only once, unless the housing provider to whom the amount applies and the Minister agree that the amount should be changed.

Exception

(4) Despite subsection (3), the Minister may re-determine an amount determined under subsection (1), without the consent of the housing provider to whom the amount applies if,

- (a) at the time the amount was initially determined, the housing provider was administering a waiting list for rent-geared-to-income units or for special needs housing or was determining the amount of geared-to-income rent payable by households; and
- (b) the housing provider has since ceased to do so.

Estimates by housing provider

108. (1) Before the beginning of each fiscal year, a housing provider entitled to a subsidy calculated under section 106 shall determine the following amounts with respect to its housing projects in the service area of each service manager:

1. The estimated total amount of revenue the provider will receive in the fiscal year from those housing projects.
2. The estimated amount of the property taxes payable for the fiscal year in respect of those housing projects.
3. The estimated amount of principal and interest payable for the fiscal year under mortgages guaranteed by the Province of Ontario or the Ontario Housing Corporation in respect of those housing projects.

Application of s. 105

(2) Subsections 105 (2) to (4) apply with necessary modifications to a housing provider referred to in subsection (1).

Debt repayment

109. (1) If a housing provider and the Minister en-

Avis

(2) Le ministre avise de ce qui suit chaque fournisseur de logements et le gestionnaire de services dans l'aire de service duquel les logements sont situés :

1. Les frais d'exploitation de référence du fournisseur, calculés en application du paragraphe (1), à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service du gestionnaire de services.
2. L'indice des frais prescrit pour l'exercice par le ministre pour l'application de l'article 106 qui est applicable au fournisseur et à l'aire de service.

Un seul calcul

(3) Le ministre calcule une seule fois une somme prévue au paragraphe (1), sauf si le fournisseur de logements visé et le ministre conviennent que la somme devrait être modifiée.

Exception

(4) Malgré le paragraphe (3), le ministre peut calculer de nouveau une somme calculée en application du paragraphe (1), sans le consentement du fournisseur de logements auquel s'applique la somme, si :

- a) d'une part, au moment où il a calculé la somme pour la première fois, le fournisseur de logements tenait une liste d'attente pour les logements à loyer indexé sur le revenu ou les logements adaptés ou calculait lui-même le loyer indexé sur le revenu payable par les ménages;
- b) d'autre part, le fournisseur de logements a cessé depuis de le faire.

Estimations effectuées par le fournisseur de logements

108. (1) Avant le début de chaque exercice, le fournisseur de logements qui a droit à un subside calculé en application de l'article 106 calcule les sommes suivantes à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service de chaque gestionnaire de services :

1. Le total estimatif des revenus qu'il recevra pour l'exercice de ces ensembles domiciliaires.
2. Les impôts fonciers estimatifs payables pour l'exercice à l'égard de ces ensembles domiciliaires.
3. Le montant estimatif de capital et d'intérêts payables pour l'exercice aux termes d'hypothèques garanties par la Province de l'Ontario ou la Société de logement de l'Ontario à l'égard de ces ensembles domiciliaires.

Application de l'art. 105

(2) Les paragraphes 105 (2) à (4) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au fournisseur de logements visé au paragraphe (1).

Remboursement des dettes

109. (1) S'il avait convenu, avec un fournisseur de

tered into a repayment schedule under an agreement that is terminated under this Act, the Minister may establish a new schedule for the repayment of the amount and may direct that the repayment be made to another person.

Schedule binding

(2) A new schedule established under subsection (1) and any direction given by the Minister under that subsection are binding on the housing provider.

Surplus to be applied

(3) A housing provider who is bound by a new repayment schedule established under subsection (1) shall apply the amount of its surplus, if any, as determined under subsection 103 (10) or 106 (4), to the payment of the amounts it owes under the new schedule, until the Minister is satisfied that all amounts owing under that schedule have been paid.

Guidelines and requirements

110. (1) The Minister may provide guidelines to service managers and prescribe requirements governing the manner of calculating and paying amounts on account of the subsidies payable under this Part.

Alteration of formula

(2) The Minister may, under subsection (1), prescribe requirements that alter the formula for calculating the subsidy payable to a housing provider as set out in sections 103 to 108 if, in the opinion of the Minister, the economic conditions in respect of the rental housing sector prevailing in Ontario or a part of Ontario are such that the application of the formula does not produce a result that is consistent with the objectives of this Act.

Application for additional subsidy

111. (1) A housing provider who is otherwise entitled to a subsidy under section 102 may apply to a service manager for an additional subsidy in respect of its housing projects in the service area of the service manager.

Additional subsidy

(2) A service manager may pay an additional subsidy to the housing provider if the service manager is satisfied that the additional subsidy is appropriate by reason of the provider's financial situation.

Terms and conditions

(3) The Minister may prescribe terms and conditions that a service manager may impose for the payment of additional subsidies and a service manager may impose any one or more of the prescribed terms and conditions that it considers appropriate for the payment of any additional subsidy.

Restriction

(4) A service manager shall not impose under subsection (3) a term or condition that may have the effect of requiring the housing provider to amend its targeting plan or mandate unless, in the opinion of the service

logements, d'un calendrier de remboursement des dettes dans le cadre d'un accord qui est résilié en application de la présente loi, le ministre peut établir un nouveau calendrier de remboursement et ordonner que le remboursement soit fait à une autre personne.

Force obligatoire du calendrier

(2) Le nouveau calendrier établi en vertu du paragraphe (1) et tout ordre donné par le ministre en vertu du même paragraphe lie le fournisseur de logements.

Affectation de l'excédent

(3) Le fournisseur de logements qui est lié par un nouveau calendrier de remboursement établi en vertu du paragraphe (1) affecte son excédent éventuel, calculé en application du paragraphe 103 (10) ou 106 (4), au paiement des sommes qu'il doit aux termes du nouveau calendrier, jusqu'à ce que le ministre soit convaincu qu'elles ont toutes été payées.

Lignes directrices et exigences

110. (1) Le ministre peut fournir aux gestionnaires de services des lignes directrices régissant la manière de calculer et de verser les sommes se rapportant aux subsides payables en application de la présente partie et peut prescrire les exigences en la matière.

Modification de la formule

(2) Le ministre peut, en vertu du paragraphe (1), prescrire des exigences qui modifient la formule utilisée pour le calcul du subside payable à un fournisseur de logements, telle qu'elle figure aux articles 103 à 108, s'il est d'avis que les conditions économiques du secteur du logement locatif dans tout ou partie de l'Ontario sont telles que l'application de la formule ne produit pas un résultat qui est compatible avec l'objet de la présente loi.

Demande de subside additionnel

111. (1) Le fournisseur de logements qui a droit par ailleurs à un subside en application de l'article 102 peut demander à un gestionnaire de services un subside additionnel à l'égard de ses ensembles domiciliaires situés dans l'aire de service du gestionnaire.

Subside additionnel

(2) Le gestionnaire de services peut verser un subside additionnel au fournisseur de logements s'il est convaincu que la situation financière du fournisseur le justifie.

Conditions

(3) Le ministre peut prescrire les conditions dont un gestionnaire de services peut assortir le versement de subsides additionnels et le gestionnaire de services peut assortir le versement de tels subsides des conditions prescrites qu'il estime appropriées.

Restriction

(4) Le gestionnaire de services ne doit pas assortir un versement d'une condition en vertu du paragraphe (3) si la condition risque d'obliger le fournisseur de logements à modifier son plan de ciblage ou son mandat

manager, the implementation by the housing provider of the targeting plan or mandate, as the case may be, contributed to the provider's financial situation.

Decision final

(5) The service manager's decision is final and binding on both the service manager and the housing provider with respect to,

- (a) whether to pay an additional subsidy to the housing provider;
- (b) the amount of any additional subsidy the service manager pays; and
- (c) any prescribed terms and conditions the service manager imposes on the payment.

ADMINISTRATION

Records

112. (1) A housing provider shall keep the prescribed records for the prescribed periods of time.

Same

(2) A housing provider shall keep such additional records as may reasonably be required by the service manager for the period of time specified by the service manager.

Annual report

113. (1) Within five months after the end of each fiscal year of a housing provider, the housing provider shall give the service manager an annual report for the year.

Contents of annual report

(2) The annual report shall be in the form authorized by the Minister and shall contain the prescribed information and include the prescribed documents.

Report re households

(3) If required to do so by a regulation, a housing provider shall give the service manager a report about the number, type and income of households occupying units under housing programs in the housing provider's housing projects in the service area.

Contents

(4) The report described in subsection (3) shall be in the form authorized by the Minister and shall contain the prescribed information and include the prescribed documents.

Restriction

(5) The housing provider shall not be required to collect or report information about the income of households not receiving rent-geared-to-income assistance in a housing project.

Other reports, etc.

(6) A housing provider shall give the service man-

sauf si, de l'avis du gestionnaire, la mise en oeuvre du plan ou du mandat, selon le cas, par le fournisseur a contribué à la situation financière de celui-ci.

Décision définitive

(5) La décision du gestionnaire de services est définitive et lie à la fois celui-ci et le fournisseur de logements à l'égard de ce qui suit :

- a) la question de savoir si un subside additionnel doit être versé au fournisseur de logements;
- b) le montant de tout subside additionnel que verse le gestionnaire de services;
- c) les conditions prescrites dont le gestionnaire de services assortit le versement.

ADMINISTRATION

Documents

112. (1) Le fournisseur de logements conserve les documents prescrits pour les durées prescrites.

Idem

(2) Le fournisseur de logements conserve les documents additionnels que le gestionnaire de services exige raisonnablement pour les durées qu'il précise.

Rapport annuel

113. (1) Dans les cinq mois qui suivent la fin de son exercice, le fournisseur de logements remet au gestionnaire de services un rapport annuel portant sur celui-ci.

Contenu du rapport annuel

(2) Le rapport annuel est rédigé sous la forme qu'approuve le ministre et comprend les renseignements et les documents prescrits.

Rapport sur les ménages

(3) Si un règlement l'y oblige, le fournisseur de logements remet au gestionnaire de services un rapport portant sur le nombre et le type de ménages qui occupent les logements visés par des programmes de logement qui se trouvent dans les ensembles domiciliaires qu'il exploite dans l'aire de service, et sur le revenu de ces ménages.

Contenu

(4) Le rapport prévu au paragraphe (3) est rédigé sous la forme qu'approuve le ministre et comprend les renseignements et les documents prescrits.

Restriction

(5) Le fournisseur de logements ne doit pas être contraint à recueillir ou à communiquer des renseignements sur le revenu des ménages qui ne reçoivent pas une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu dans un ensemble domiciliaire.

Autres rapports

(6) Le fournisseur de logements remet au gestion-

ager, at the times specified by the service manager, such other reports, documents and information as the service manager may reasonably request relating to the housing provider's compliance with this Act and the regulations.

Form and manner

(7) The reports, documents and information mentioned in subsection (6) shall be given in the form and manner approved by the service manager.

False information

(8) A housing provider shall not knowingly furnish false information in a report, document or information given to the service manager under this section.

Reduction in subsidy

(9) If a housing provider does not give the service manager its annual report in accordance with this section, the service manager may reduce the amount of the subsidy payments required to be made to the housing provider under section 102 by no more than 0.5 per cent or \$1,000, whichever is less, for each month in which the report remains undelivered.

Notice

(10) The service manager shall give the housing provider written notice of the reduction in its subsidy under subsection (9) at least 30 days before implementing it.

Audit or investigation

114. (1) In this section,

“auditor” means a person appointed by a service manager under subsection (2).

Appointment of auditor

(2) A service manager may appoint any of its employees or agents to conduct an audit or investigation for the purpose of ensuring that a housing provider operating a housing project is complying with this Act and the regulations.

Duty of auditor

(3) The auditor shall conduct the audit or investigation in accordance with this section and shall give the housing provider notice on or before the date on which he or she begins the audit or investigation.

Entry

(4) For the purposes of the audit or investigation, the auditor may enter and inspect the housing project at any reasonable time.

Restriction

(5) Despite subsection (4), the auditor shall not enter and inspect a unit in the housing project unless a member of the household residing in the unit consents to the entry and inspection after being informed that he or she may refuse to consent to the entry and inspection.

naire de services, aux moments que précise celui-ci, les autres rapports, documents et renseignements qu'il peut raisonnablement lui demander concernant sa conformité à la présente loi et aux règlements.

Forme et manière

(7) Les rapports, documents et renseignements visés au paragraphe (6) sont remis sous la forme et de la manière qu'approuve le gestionnaire de services.

Faux renseignements

(8) Le fournisseur de logements ne doit pas sciemment fournir de faux renseignements dans un rapport, un document ou un renseignement qu'il remet au gestionnaire de services en application du présent article.

Diminution du subside

(9) Si le fournisseur de logements ne lui remet pas son rapport annuel conformément au présent article, le gestionnaire de services peut diminuer le subside qu'il est tenu de lui verser en application de l'article 102 d'au plus 0,5 pour cent ou 1 000 \$, selon le moindre de ces montants, pour chaque mois de retard dans la production du rapport.

Avis

(10) Le gestionnaire de services avise par écrit le fournisseur de logements de la diminution de son subside en vertu du paragraphe (9) au moins 30 jours avant de l'appliquer.

Vérification ou enquête

114. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«vérificateur» Personne nommée par un gestionnaire de services en vertu du paragraphe (2).

Nomination d'un vérificateur

(2) Le gestionnaire de services peut charger n'importe lequel de ses employés ou représentants d'effectuer une vérification ou une enquête pour s'assurer qu'un fournisseur de logements qui exploite un ensemble domiciliaire se conforme à la présente loi et aux règlements.

Obligation du vérificateur

(3) Le vérificateur effectue la vérification ou l'enquête conformément au présent article et en donne un préavis au fournisseur de logements au plus tard à la date à laquelle il la commence.

Entrée

(4) Pour les besoins de la vérification ou de l'enquête, le vérificateur peut pénétrer dans l'ensemble domiciliaire et en faire l'inspection à toute heure raisonnable.

Restriction

(5) Malgré le paragraphe (4), le vérificateur ne peut pénétrer dans un logement de l'ensemble domiciliaire et en faire l'inspection que si un membre du ménage qui y réside y consent après avoir été informé de son droit de refuser son consentement.

Use of force prohibited

(6) The auditor shall not use force when conducting an audit or investigation.

Duty to co-operate

(7) The housing provider and its employees and agents shall co-operate in all respects with the auditor.

Restriction

(8) Nothing in subsection (7) requires a person to breach any privilege that he or she may have in law with respect to giving information, answering questions or producing documents and things.

Report must be given to housing provider

(9) Within 60 days after the completion of an audit or investigation, the service manager shall prepare a report of the results of the audit or investigation and shall give the housing provider a copy of the report, unless the report has, or circumstances identified in the report have, been referred to a law enforcement agency.

Report may be given to housing provider

(10) If the report has, or circumstances identified in the report have, been referred to a law enforcement agency, the service manager may give the housing provider a copy of all or part of the report if the service manager is satisfied that the housing provider will use it only for the purposes of the proper operation of the housing project.

ENFORCEMENT**Triggering events**

115. The following are triggering events for the purposes of this Part:

1. The housing provider contravenes this Act or the regulations.
2. The housing provider becomes bankrupt or insolvent, takes the benefit of any statute for bankrupt or insolvent debtors or makes any proposal, assignment or arrangement with its creditors.
3. Steps are taken or proceedings are commenced by any person to dissolve, wind up or terminate the existence of the housing provider or to liquidate its assets.
4. The housing provider ceases or threatens to cease to carry on business in the normal course.
5. A trustee, receiver, receiver and manager or similar person is appointed with respect to the business or assets of the housing provider.
6. The housing provider makes a bulk sale, other than a bulk sale made under the *Bulk Sales Act* in conjunction with a transfer approved by the Minister.

Recours à la force interdit

(6) Le vérificateur ne doit pas recourir à la force lorsqu'il effectue une vérification ou une enquête.

Obligation de collaborer

(7) Le fournisseur de logements et ses employés et représentants collaborent à tous égards avec le vérificateur.

Restriction

(8) Le paragraphe (7) n'a pas pour effet d'obliger une personne à violer un privilège que lui accorde la loi pour ce qui est de donner des renseignements, de répondre à des questions ou de produire des documents et des choses.

Obligation de remettre le rapport au fournisseur de logements

(9) Dans les 60 jours qui suivent la date de clôture d'une vérification ou d'une enquête, le gestionnaire de services prépare un rapport sur ses résultats et, sauf si le rapport ou des situations qui y sont relevées ont été renvoyés à un organisme chargé de l'exécution de la loi, il en remet une copie au fournisseur de logements.

Option de remettre le rapport au fournisseur de logements

(10) Si le rapport ou des situations qui y sont relevées ont été renvoyés à un organisme chargé de l'exécution de la loi, le gestionnaire de services peut remettre une copie de tout ou partie du rapport au fournisseur de logements s'il est convaincu qu'il l'utilisera uniquement aux fins de la bonne exploitation de l'ensemble domiciliaire.

EXÉCUTION**Faits déclencheurs**

115. Les faits suivants sont des faits déclencheurs pour l'application de la présente partie :

1. Le fournisseur de logements contrevient à la présente loi ou aux règlements.
2. Le fournisseur de logements devient failli ou insolvable, se prévaut des lois visant les débiteurs faillis ou insolvable, ou encore fait une proposition ou une cession au profit de ses créanciers ou conclut un arrangement avec eux.
3. Une personne prend des mesures ou introduit des instances en vue de dissoudre ou de liquider le fournisseur de logements, de mettre fin à son existence ou de liquider ses biens.
4. Le fournisseur de logements cesse d'exercer ses activités commerciales dans le cours normal ou menace de le faire.
5. Un fiduciaire, un séquestre, un administrateur-séquestre ou une personne semblable est nommé à l'égard des activités commerciales ou des biens du fournisseur de logements.
6. Le fournisseur de logements effectue une vente en bloc, autre qu'une vente en bloc au sens de la *Loi sur la vente en bloc*, parallèlement à un transfert approuvé par le ministre.

- | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>7. Any assets of the housing provider are seized under execution or attachment.</p> <p>8. The housing provider is unable to meet its obligations as they come due.</p> <p>9. The housing provider incurs an expenditure that is material and excessive, having regard to the normal practices of similar housing providers.</p> <p>10. The housing provider incurs an accumulated deficit that is material and excessive, having regard to the normal practices of similar housing providers.</p> <p>11. The housing provider has failed to operate the housing project properly, having regard to the normal practices of similar housing providers.</p> <p>12. In the case of a housing project on land in which the housing provider has a leasehold interest under a ground lease, the housing provider contravenes the ground lease.</p> <p>13. In the case of a housing project comprising one or more buildings in which the housing provider has a leasehold interest under a lease, the housing provider contravenes the lease.</p> | <p>7. Les biens du fournisseur de logements font l'objet d'une saisie-exécution ou d'une saisie-arêt.</p> <p>8. Le fournisseur de logements est incapable de respecter ses obligations à échéance.</p> <p>9. Le fournisseur de logements engage une dépense qui est importante et excessive, compte tenu des pratiques normales des fournisseurs de logements semblables.</p> <p>10. Le fournisseur de logements accumule un déficit qui est important et excessif, compte tenu des pratiques normales des fournisseurs de logements semblables.</p> <p>11. Le fournisseur de logements n'a pas exploité l'ensemble domiciliaire convenablement, compte tenu des pratiques normales des fournisseurs de logements semblables.</p> <p>12. Dans le cas d'un ensemble domiciliaire situé sur un bien-fonds sur lequel le fournisseur de logements a un intérêt à bail en vertu d'un bail foncier, le fournisseur de logements contrevient au bail.</p> <p>13. Dans le cas d'un ensemble domiciliaire comprenant un ou plusieurs bâtiments sur lesquels le fournisseur de logements a un intérêt à bail en vertu d'un bail, le fournisseur de logements contrevient au bail.</p> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Remedies

116. (1) If a triggering event occurs, the service manager may exercise one or more of the following remedies and the remedy must be reasonable in the circumstances:

1. The service manager may discontinue or suspend the subsidy payments required to be made to the housing provider under section 102.
2. The service manager may reduce the amount of any subsidy payments required to be made to the housing provider under section 102.
3. The service manager may pay directly to a creditor of the housing provider all or part of a debt owing by the housing provider to the creditor and may reduce the amount of any subsidy payments required to be made to the housing provider under section 102 by the amount of the payment made to the creditor.
4. The service manager may perform any of the duties and exercise any of the powers of the housing provider under this Act.
5. The service manager may appoint a receiver or receiver and manager for a housing project operated by the housing provider.
6. The service manager may seek the appointment by the Superior Court of Justice of a receiver or receiver and manager for a housing project operated by the housing provider.

Recours

116. (1) Lorsqu'un fait déclencheur se produit, le gestionnaire de services peut exercer un ou plusieurs des recours suivants, lesquels doivent être raisonnables dans les circonstances :

1. Il peut cesser ou suspendre le versement des subsides que l'article 102 l'oblige à verser au fournisseur de logements.
2. Il peut diminuer le montant de tout subside que l'article 102 l'oblige à verser au fournisseur de logements.
3. Il peut payer directement à un créancier du fournisseur de logements la totalité ou une partie d'une somme que celui-ci lui doit et peut déduire la somme ainsi payée de tout subside que l'article 102 l'oblige à verser au fournisseur de logements.
4. Il peut exercer tout pouvoir et toute fonction que la présente loi attribue au fournisseur de logements.
5. Il peut nommer un séquestre ou un administrateur-séquestre pour un ensemble domiciliaire qu'exploite le fournisseur de logements.
6. Il peut demander à la Cour supérieure de justice de nommer un séquestre ou un administrateur-séquestre pour un ensemble domiciliaire qu'exploite le fournisseur de logements.

7. The service manager may remove some or all of the directors or the deemed directors of the housing provider, regardless of whether they were elected or appointed or became directors by virtue of their office.
8. The service manager may appoint one or more individuals as directors of the housing provider.
9. The service manager may exercise any other remedy that it has in law or in equity.

Waiver

(2) A delay by the service manager in exercising a remedy under this Part does not operate as a waiver of the service manager's right to exercise the remedy at a later time.

Same

(3) A waiver by a service manager of its right to exercise a remedy under this Part does not bind the service manager unless the waiver is in writing and signed by the service manager.

Same

(4) A waiver by a service manager of its right to exercise one remedy in respect of a triggering event does not operate as a waiver by the service manager of its right to exercise another remedy in respect of that triggering event.

Same

(5) A waiver by a service manager of its right to exercise a remedy in respect of a triggering event under one paragraph of section 115 does not operate as a waiver by the service manager of its right to exercise a remedy in respect of,

- (a) a triggering event under another paragraph of section 115;
- (b) a different triggering event under the same paragraph of section 115; or
- (c) the same triggering event, if it reoccurs at a later time.

Notice of exercise of remedy

117. (1) A service manager shall not exercise a remedy under section 116 as a result of a triggering event unless,

- (a) before exercising the remedy, the service manager gives the housing provider a written notice,
 - (i) specifying the particulars of the triggering event,
 - (ii) specifying the activities that the housing provider must carry out or refrain from carrying out or the course of action that the housing provider must take or refrain from taking in order to cure the situation that gave rise to the triggering event,

7. Il peut destituer la totalité ou une partie des administrateurs ou des administrateurs réputés tels du fournisseur de logements, qu'ils aient été élus ou nommés ou qu'ils occupent leur charge d'office.
8. Il peut nommer un ou plusieurs particuliers administrateurs du fournisseur de logements.
9. Il peut exercer tout autre recours dont il peut se prévaloir en droit ou en equity.

Renonciation

(2) Le retard que met le gestionnaire de services à exercer un recours permis par la présente partie ne constitue pas une renonciation à son droit de l'exercer ultérieurement.

Idem

(3) La renonciation, par le gestionnaire de services, à son droit d'exercer un recours permis par la présente partie ne le lie que si elle est établie par écrit et signée par lui.

Idem

(4) La renonciation, par le gestionnaire de services, à son droit d'exercer un recours permis par la présente partie à l'égard d'un fait déclencheur ne constitue pas une renonciation à son droit d'en exercer un autre à l'égard de ce fait.

Idem

(5) La renonciation, par le gestionnaire de services, à son droit d'exercer un recours à l'égard d'un fait déclencheur visé à l'une des dispositions de l'article 115 ne constitue pas une renonciation à son droit d'en exercer un à l'égard de ce qui suit :

- a) un fait déclencheur visé à une autre disposition de l'article 115;
- b) un fait déclencheur différent visé à la même disposition de l'article 115;
- c) le même fait déclencheur, s'il se reproduit ultérieurement.

Avis d'exercice d'un recours

117. (1) Le gestionnaire de services ne doit pas exercer un recours que l'article 116 lui permet d'exercer par suite d'un fait déclencheur, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) avant d'exercer le recours, le gestionnaire de services donne au fournisseur de logements un avis écrit qui précise ce qui suit :
 - (i) les détails du fait déclencheur,
 - (ii) les activités que le fournisseur de logements doit exercer ou s'abstenir d'exercer ou les mesures qu'il doit prendre ou s'abstenir de prendre afin de remédier à la situation qui a produit le fait déclencheur,

- (iii) specifying the period within which the housing provider must comply with the notice, which may not be less than 60 days from the date the notice is given, and
- (iv) if the notice provides for the submission of a plan by the housing provider, specifying the matters that must be addressed in the plan; and

(b) the housing provider does not, within the period specified in the notice, comply with the notice or, if the notice provides for the submission of a plan by the housing provider, the plan submitted by the housing provider does not address the matters specified in the notice or the service manager is reasonably of the opinion that the plan is not acceptable.

Minister's consent, project in difficulty

(2) If the service manager is required by clause 18 (2) (a), (b) or (c) to give notice to the Minister that a housing project is in difficulty, the service manager shall not exercise any remedy against the housing provider for a triggering event respecting the housing project unless the service manager obtains the prior written consent of the Minister.

Exceptions

- (3) Subsections (1) and (2) do not apply if,
- (a) the triggering event is one described in paragraphs 2 to 8 of section 115;
 - (b) the triggering event is that the housing provider has sold, leased or otherwise disposed of or offered, listed, advertised or held out for sale, lease or other disposal, the housing project or any part of it, in a manner contrary to this Act;
 - (c) there is an emergency situation and complying with subsection (1) or (2), as the case may be, may materially worsen the situation; or
 - (d) a report of an audit or investigation of the housing provider has been, or circumstances identified in such a report have been, referred to a law enforcement agency and the report or the circumstances relate to a triggering event.

Training requirement

(4) One of the requirements that the service manager may impose on the housing provider for the purposes of subclause (1) (a) (ii) is the requirement to ensure that a director, employee or agent of the housing provider or a person who has contracted with the housing provider to manage the housing project on behalf of the housing provider receives training in respect of prescribed matters.

Discontinuation or suspension of subsidy

118. A service manager shall not discontinue or suspend subsidy payments under paragraph 1 of subsection

- (iii) le délai dans lequel le fournisseur de logements doit se conformer à l'avis, qui doit être d'au moins 60 jours à partir de la date de sa remise,
- (iv) si l'avis prévoit la présentation d'un plan par le fournisseur de logements, les questions dont celui-ci doit traiter;

b) le fournisseur de logements ne se conforme pas à l'avis dans le délai qui y est précisé ou, si l'avis prévoit la présentation d'un plan par le fournisseur de logements, le plan qu'il présente ne traite pas des questions que précise l'avis ou le gestionnaire de services estime, en se fondant sur des motifs raisonnables, que le plan n'est pas acceptable.

Consentement du ministre : ensemble en difficulté

(2) Si l'alinéa 18 (2) a), b) ou c) l'oblige à aviser le ministre lorsqu'un ensemble domiciliaire connaît des difficultés, le gestionnaire de services ne doit pas, sans le consentement écrit préalable du ministre, exercer de recours contre le fournisseur de logements à l'égard d'un fait déclencheur se rapportant à l'ensemble.

Exceptions

- (3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas dans l'un ou l'autre des cas suivants :
- a) le fait déclencheur est l'un de ceux visés aux dispositions 2 à 8 de l'article 115;
 - b) le fait déclencheur est que le fournisseur de logements a disposé, notamment par vente ou location à bail, de tout ou partie de l'ensemble domiciliaire, ou l'a offert, inscrit, annoncé ou présenté en vue de sa disposition, d'une manière qui est contraire à la présente loi;
 - c) il existe une situation d'urgence que l'observation du paragraphe (1) ou (2), selon le cas, pourrait considérablement aggraver;
 - d) un rapport de la vérification ou de l'enquête effectuée au sujet du fournisseur de logements ou des situations qui y sont relevées ont été renvoyés à un organisme chargé de l'exécution de la loi et ce rapport ou ces situations se rapportent à un fait déclencheur.

Exigence en matière de formation

(4) Une des exigences que le gestionnaire de services peut imposer au fournisseur de logements pour l'application du sous-alinéa (1) a) (ii) est de veiller à ce qu'un administrateur, employé ou représentant du fournisseur de logements ou une personne avec laquelle ce dernier a conclu un contrat pour la gestion de l'ensemble domiciliaire en son nom reçoive une formation à l'égard des questions prescrites.

Cessation ou suspension des subsides

118. Le gestionnaire de services ne doit pas cesser ou suspendre le versement d'un subside en vertu de la

116 (1) unless the service manager is of the opinion that,

- (a) the triggering event is material and substantial; and
- (b) the housing provider has not proceeded diligently to comply with the notice given by the service manager under clause 117 (1) (a).

Performance of duties, etc., by service manager

119. (1) If a service manager performs any of the duties or exercises any of the powers of a housing provider under paragraph 4 of subsection 116 (1), the housing provider shall, upon request, give the service manager all of the housing provider's records and information relevant to the performance of those duties or the exercise of those powers.

Expenses of service manager

(2) If a service manager performs any of the duties or exercises any of the powers of a housing provider under paragraph 4 of subsection 116 (1), the service manager may bill the housing provider for the expenses incurred by the service manager in performing those duties and exercising those powers.

Payment by housing provider

(3) A housing provider that is billed under subsection (2) shall pay the amount billed at the time specified by the service manager.

Collection of amount owing

(4) An amount billed to a housing provider under subsection (2) is a debt owing by the housing provider to the service manager and may be recovered by any remedy or procedure available to the service manager by law, including reducing the amount of any subsidy payments required to be made to the housing provider under section 102 by the amount billed.

Appointment, etc., of receiver

120. (1) A service manager shall not appoint a receiver or receiver and manager under paragraph 5 of subsection 116 (1) or seek the appointment of a receiver or receiver and manager under paragraph 6 of subsection 116 (1) unless,

- (a) a significant financial or other event has resulted in or, in the opinion of the service manager, is likely to result in the housing provider being unable to pay its debts as they become due;
- (b) the operation by the housing provider of the housing project has resulted in or, in the opinion of the service manager, is likely to result in,
 - (i) significant physical deterioration of the housing project or its contents, or

disposition 1 du paragraphe 116 (1) sauf s'il est d'avis que :

- a) d'une part, le fait déclencheur est important et substantiel;
- b) d'autre part, le fournisseur de logements ne s'est pas conformé avec diligence à l'avis qu'il lui a donné en application de l'alinéa 117 (1) a).

Exercice de pouvoirs ou fonctions par le gestionnaire de services

119. (1) Si le gestionnaire de services exerce des pouvoirs ou des fonctions d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 4 du paragraphe 116 (1), ce dernier lui remet, sur demande, tous les documents et renseignements qui se rapportent à l'exercice de ces pouvoirs ou fonctions.

Dépenses du gestionnaire de services

(2) Le gestionnaire de services qui exerce des pouvoirs ou des fonctions d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 4 du paragraphe 116 (1) peut facturer au fournisseur de logements les dépenses qu'il engage dans l'exercice de ces pouvoirs et fonctions.

Paiement par le fournisseur de logements

(3) Le fournisseur de logements à qui des dépenses sont facturées en vertu du paragraphe (2) en acquitte le montant au moment que précise le gestionnaire de services.

Recouvrement de la créance

(4) La somme facturée à un fournisseur de logements en vertu du paragraphe (2) constitue une créance du gestionnaire de services et peut être recouvrée au moyen de tout recours ou de toute procédure dont ce dernier peut se prévaloir en droit, notamment en déduisant la somme facturée de tout subside que l'article 102 l'oblige à verser au fournisseur de logements.

Nomination d'un séquestre

120. (1) Le gestionnaire de services ne peut nommer un séquestre ou un administrateur-séquestre en vertu de la disposition 5 du paragraphe 116 (1) ou demander la nomination d'un séquestre ou d'un administrateur-séquestre en vertu de la disposition 6 du même paragraphe que dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) un fait important, de nature financière ou autre, a eu pour conséquence ou, de l'avis du gestionnaire de services, aura vraisemblablement pour conséquence de mettre le fournisseur de logements dans l'incapacité de payer ses dettes à échéance;
- b) l'exploitation de l'ensemble domiciliaire par le fournisseur de logements a entraîné ou, de l'avis du gestionnaire de services, entraînera vraisemblablement :
 - (i) soit une détérioration physique importante de l'ensemble ou de son contenu,

- (ii) significant danger to the health or safety of the occupants of the housing project; or
- (c) in the opinion of the service manager, there is or is likely to be a misuse of the assets of the housing provider, including a misuse for personal gain by a director, employee, member or agent of the housing provider.

Powers of receiver

(2) A receiver or receiver and manager appointed under paragraph 5 of subsection 116 (1) has the prescribed powers, subject to the conditions and restrictions that are set out in the terms of the appointment.

Remuneration

(3) The remuneration of the receiver or receiver and manager appointed under paragraph 5 of subsection 116 (1) shall be determined by the agreement of the service manager and the receiver or receiver and manager and shall be paid out of the revenues of the housing provider.

Deemed agency

(4) The receiver or receiver and manager appointed under paragraph 5 of subsection 116 (1) shall be deemed to be the agent of the housing provider, and the service manager is not responsible for the acts or omissions of the receiver or receiver and manager.

Deemed ratification

(5) The housing provider shall be deemed to ratify and confirm whatever the receiver or receiver and manager appointed under paragraph 5 of subsection 116 (1) does in the course of the receivership, if it is done in accordance with this Act, the regulations and the terms of the appointment.

Deemed release

(6) The housing provider shall be deemed to release and discharge the service manager, the receiver or receiver and manager appointed under paragraph 5 of subsection 116 (1) and every person for whom either of them would be responsible, from every claim of any nature arising by reason of any act or omission on the part of any of them, other than the following claims:

1. A claim for an accounting of the money and other property received by the receiver or receiver and manager in the course of the receivership.
2. A claim that is the direct and proximate result of negligence, dishonesty or fraud by the receiver or receiver and manager or by another person for whom either of them would be responsible.

Change to appointment

(7) Subject to subsection (9), the service manager may change, extend or terminate the appointment of a receiver or receiver and manager appointed under paragraph 5 of subsection 116 (1) and may make a new

- (ii) soit un danger important pour la santé ou la sécurité de ses occupants;

- c) le gestionnaire de services est d'avis qu'un administrateur, un employé, un membre ou un représentant du fournisseur de logements fait ou fera vraisemblablement un mauvais usage des biens de ce dernier, notamment à des fins de gain personnel.

Pouvoirs du séquestre

(2) Le séquestre ou l'administrateur-séquestre nommé en vertu de la disposition 5 du paragraphe 116 (1) est investi des pouvoirs prescrits, sous réserve des conditions et restrictions que précise l'acte de nomination.

Rémunération

(3) Le gestionnaire de services et le séquestre ou l'administrateur-séquestre nommé en vertu de la disposition 5 du paragraphe 116 (1) s'entendent sur la rémunération de ce dernier, qui est payée sur les revenus du fournisseur de logements.

Mandataire du fournisseur de logements

(4) Le séquestre ou l'administrateur-séquestre nommé en vertu de la disposition 5 du paragraphe 116 (1) est réputé le mandataire du fournisseur de logements. Le gestionnaire de services n'est pas responsable de ses actes ou omissions.

Ratification

(5) Le fournisseur de logements est réputé ratifier et confirmer tout ce que le séquestre ou l'administrateur-séquestre nommé en vertu de la disposition 5 du paragraphe 116 (1) fait dans l'exercice de ses fonctions, pourvu qu'il le fasse conformément à la présente loi, aux règlements et aux conditions de sa nomination.

Libération

(6) Le fournisseur de logements est réputé libérer le gestionnaire de services, le séquestre ou l'administrateur-séquestre nommé en vertu de la disposition 5 du paragraphe 116 (1) et toute personne dont l'un ou l'autre serait responsable de toute demande de quelque nature que ce soit qui découle d'un acte ou d'une omission commis par l'un ou l'autre, à l'exception des demandes suivantes :

1. Une demande de comptabilisation des sommes d'argent et des autres biens que le séquestre ou l'administrateur-séquestre a reçus dans l'exercice de ses fonctions.
2. Une demande qui est une conséquence directe et prochaine d'une négligence, d'un acte malhonnête ou d'un acte frauduleux commis par le séquestre ou l'administrateur-séquestre ou par une autre personne dont il serait responsable.

Modification de la nomination

(7) Sous réserve du paragraphe (9), le gestionnaire de services peut modifier ou révoquer la nomination d'un séquestre ou d'un administrateur-séquestre nommé en vertu de la disposition 5 du paragraphe 116 (1) ou en

appointment of the same person or a different person.

No powers for housing provider

(8) The housing provider does not have the powers listed in subsection (7).

Period of receivership

(9) The period of time for which a receiver or receiver and manager is appointed under paragraph 5 of subsection 116 (1) for a housing project shall not exceed one year, and the receivership terminates one year after the date of the appointment unless the Superior Court of Justice orders otherwise on the application of the service manager made before the expiry of the one-year period.

Replacement of directors

121. (1) A service manager shall not remove a director from the board of directors of a housing provider under paragraph 7 of subsection 116 (1) or appoint a director to the board of directors of a housing provider under paragraph 8 of subsection 116 (1) without the prior written consent of the Minister.

Rules for appointing directors

(2) The following rules apply to the exercise by a service manager of the remedy of appointing one or more directors to the board of directors of a housing provider under paragraph 8 of subsection 116 (1):

1. The service manager may appoint any number of directors, so long as the total number of directors of the housing provider after the appointment does not exceed the maximum number of directors permitted by the housing provider's articles, letters patent or supplementary letters patent within the meaning of the *Business Corporations Act*, the *Corporations Act* or the *Co-operative Corporations Act*.
2. The service manager shall not appoint a director for a term exceeding three years.
3. The service manager may appoint an individual as a director and the individual may serve as a director, whether or not the individual is at the time of the appointment, and whether or not the individual becomes after the appointment, a shareholder or member of the housing provider, or a director, officer, shareholder or member of a corporate member of the housing provider. If the individual or a corporation of which he or she is an officer, director, shareholder or member ceases to be a shareholder or member of the housing provider, the individual does not cease to be a director.
4. The service manager may appoint an individual as a director and the individual may serve as a director, whether or not the individual meets, at the time of the appointment or after the appointment, the requirements for being a director con-

prolonger la durée; il peut aussi renouveler son mandat ou en nommer un autre.

Pouvoirs non conférés au fournisseur de logements

(8) Le fournisseur de logements n'est pas investi des pouvoirs visés au paragraphe (7).

Durée du mandat

(9) La durée du mandat d'un séquestre ou d'un administrateur-séquestre nommé en vertu de la disposition 5 du paragraphe 116 (1) pour un ensemble domiciliaire ne doit pas dépasser un an. La mise sous séquestre se termine un an après la date de la nomination sauf si la Cour supérieure de justice ordonne autrement sur présentation d'une requête à cet effet par le gestionnaire de services avant l'expiration du délai d'un an.

Remplacement des administrateurs

121. (1) Le gestionnaire de services ne doit pas destituer un administrateur d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 7 du paragraphe 116 (1) ni nommer des administrateurs d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 8 du même paragraphe, sans le consentement écrit préalable du ministre.

Règles applicables aux nominations

(2) Les règles suivantes s'appliquent à l'exercice, par le gestionnaire de services, du recours qui consiste à nommer un ou plusieurs administrateurs d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 8 du paragraphe 116 (1) :

1. Le gestionnaire de services peut nommer n'importe quel nombre d'administrateurs, pourvu que le nombre total d'administrateurs du fournisseur de logements après la nomination ne dépasse pas le nombre maximal autorisé par ses statuts, ses lettres patentes ou ses lettres patentes supplémentaires, au sens de la *Loi sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les personnes morales* ou de la *Loi sur les sociétés coopératives*.
2. Le gestionnaire de services ne doit pas nommer un administrateur pour un mandat de plus de trois ans.
3. Le gestionnaire de services peut nommer un particulier administrateur, lequel peut agir à ce titre, qu'il soit ou non au moment de sa nomination, ou qu'il le devienne ou non par la suite, actionnaire ou membre du fournisseur de logements, ou administrateur, dirigeant, actionnaire ou membre d'une personne morale membre du fournisseur de logements. Le particulier ne cesse pas d'être administrateur même si lui-même ou la personne morale dont il est administrateur, dirigeant, actionnaire ou membre cesse d'être actionnaire ou membre du fournisseur de logements.
4. Le gestionnaire de services peut nommer un particulier administrateur, lequel peut agir à ce titre, qu'il remplisse ou non, au moment de sa nomination ou par la suite, les conditions d'admissibilité énoncées dans les statuts, les lettres paten-

tained in the housing provider's articles, letters patent or supplementary letters patent. If the individual ceases to meet the requirements for being a director, the individual does not cease to be a director.

No removal of director

(3) If a service manager appoints a director to the board of directors of a housing provider under paragraph 8 of subsection 116 (1), the shareholders or members of the housing provider have no authority to remove that director before the expiration of his or her term of office.

No increase or decrease of directors

(4) Neither the housing provider, nor its directors, nor its shareholders or members have the authority to increase or decrease the number, or the minimum or maximum number, of directors of the housing provider during the term of office of any director appointed by the service manager under paragraph 8 of subsection 116 (1).

Indemnity

(5) A service manager who appoints a director to the board of directors of a housing provider under paragraph 8 of subsection 116 (1) may indemnify the director and his or her heirs and legal representatives against any liability sustained by him or her, and any costs, charges and expenses reasonably incurred by him or her, in respect of any civil, criminal or administrative action or proceeding to which he or she is made a party by reason of being or having been a director of the housing provider, including an amount paid to settle the action or proceeding or to satisfy the judgment,

- (a) if he or she acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the housing provider; and
- (b) if, in the case of a criminal or administrative action or proceeding that is enforced by a monetary penalty, he or she had reasonable grounds for believing that his or her conduct was lawful.

Conflict

(6) This section, paragraphs 7 and 8 of subsection 116 (1), and any other provisions of this Act relating to the exercise by a service manager of the remedy of removing a director from, or appointing a director to, the board of directors of a housing provider apply despite any provisions to the contrary in the *Business Corporations Act*, the *Corporations Act*, the *Co-operative Corporations Act*, the regulations made under those Acts, the articles, letters patent, supplementary letters patent or by-laws of the housing provider, the resolutions of the directors or shareholders of the housing provider, or an agreement among the shareholders or members of the housing provider.

tes ou les lettres patentes supplémentaires du fournisseur de logements. Le particulier ne cesse pas d'être administrateur même s'il cesse de remplir les conditions d'admissibilité.

Aucune destitution

(3) Si le gestionnaire de services nomme un administrateur d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 8 du paragraphe 116 (1), les actionnaires ou membres du fournisseur de logements n'ont pas le pouvoir de le destituer avant la fin de son mandat.

Aucune augmentation ou diminution du nombre d'administrateurs

(4) Ni le fournisseur de logements, ni ses administrateurs, actionnaires ou membres n'ont le pouvoir d'augmenter ou de diminuer le nombre effectif, minimal ou maximal de ses administrateurs pendant le mandat d'un administrateur nommé par le gestionnaire de services en vertu de la disposition 8 du paragraphe 116 (1).

Indemnisation

(5) Le gestionnaire de services qui nomme un administrateur d'un fournisseur de logements en vertu de la disposition 8 du paragraphe 116 (1) peut dégager l'administrateur et ses héritiers et représentants successoraux de toute responsabilité encourue par lui et les indemniser de tous les frais raisonnables, y compris les sommes versées en règlement d'une action ou d'une instance ou pour exécuter un jugement, entraînés par une action ou instance civile, pénale ou administrative à laquelle il est partie à titre d'administrateur ou d'ex-administrateur du fournisseur de logements, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) l'administrateur a agi avec intégrité et de bonne foi, au mieux des intérêts du fournisseur de logements;
- b) dans le cas d'une action ou d'une instance pénale ou administrative aboutissant au paiement d'une amende, l'administrateur avait des motifs raisonnables de croire que sa conduite était conforme à la loi.

Incompatibilité

(6) Le présent article, les dispositions 7 et 8 du paragraphe 116 (1) et toute autre disposition de la présente loi se rapportant à l'exercice, par le gestionnaire de services, du recours qui consiste à destituer ou à nommer un administrateur d'un fournisseur de logements s'appliquent malgré les dispositions à l'effet contraire de la *Loi sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les personnes morales* et de la *Loi sur les sociétés coopératives*, de leurs règlements d'application, des statuts, lettres patentes, lettres patentes supplémentaires ou règlements administratifs du fournisseur de logements, des résolutions adoptées par ses administrateurs ou ses actionnaires, ou d'un accord conclu entre ses actionnaires ou ses membres.

PART VII PAYMENT OF PROVINCIAL AND LOCAL HOUSING COSTS

PROVINCIAL HOUSING COSTS

Provincial housing costs

122. (1) For the purposes of this Act, provincial housing costs for a period are the amount determined by the Minister to be the total of the costs incurred or to be incurred by the Minister in respect of that period to administer and pay expenses relating to prescribed housing programs excluding such costs as may be prescribed.

Exclusions

(2) The Minister may, in his or her discretion, make payments to a person in relation to transferred housing programs or transferred housing projects and those payments are not included in the provincial housing costs.

Amount

(3) The amount of the provincial housing costs for a prescribed billing period is to be determined in accordance with the regulations, and may include estimates of costs still to be incurred in respect of the billing period.

Same

(4) If the amount of the provincial housing costs includes an estimate of costs still to be incurred, the amount may be recalculated in accordance with section 124.

Recoverable amount

123. (1) The Minister shall determine, in accordance with the regulations, the amount to be recovered by the Crown in right of Ontario under this Act in respect of the provincial housing costs for a prescribed billing period.

Allocation

(2) The Minister shall allocate the amount determined under subsection (1) among the service managers in accordance with the regulations.

Notice

(3) The Minister shall give each service manager a written notice setting out the amount allocated to the service manager for the billing period, the date by which the service manager is required to pay the allocated amount and such other information as may be prescribed.

When notice to be given

(4) The notice must be given on or before the date the allocated amount is payable.

Payment

(5) The service manager shall pay the allocated

PARTIE VII PAIEMENT DES COÛTS DU LOGEMENT ENGAGÉS PAR LA PROVINCE OU PAR LES GESTIONNAIRES DE SERVICES

COÛTS DU LOGEMENT ENGAGÉS PAR LA PROVINCE

Coûts du logement engagés par la province

122. (1) Pour l'application de la présente loi, les coûts du logement engagés par la province pendant une période donnée représentent la somme calculée par le ministre comme étant le total des coûts engagés ou à engager par lui à l'égard de cette période pour administrer et payer les dépenses afférentes aux programmes de logement prescrits, à l'exclusion des coûts prescrits.

Exclusions

(2) Le ministre peut, à sa discrétion, verser des sommes à une personne à l'égard de programmes de logements transférés ou d'ensembles domiciliaires transférés. Ces sommes sont exclues des coûts du logement engagés par la province.

Calcul des coûts

(3) Les coûts du logement engagés par la province pour une période de facturation prescrite sont calculés conformément aux règlements et peuvent comprendre des estimations des coûts à engager pendant la période de facturation.

Idem

(4) S'ils comprennent des estimations de coûts à engager, les coûts du logement engagés par la province peuvent être calculés de nouveau conformément à l'article 124.

Coûts recouvrables

123. (1) Le ministre calcule, conformément aux règlements, la somme à recouvrer par la Couronne du chef de l'Ontario en application de la présente loi à l'égard des coûts du logement engagés par la province pendant une période de facturation prescrite.

Répartition

(2) Le ministre répartit entre les gestionnaires de services, conformément aux règlements, la somme calculée en application du paragraphe (1).

Avis

(3) Le ministre donne à chaque gestionnaire de services un avis écrit précisant la somme qui lui est attribuée pour la période de facturation, la date à laquelle la somme est payable et tout autre renseignement prescrit.

Délai

(4) L'avis est donné au plus tard à la date à laquelle la somme attribuée est payable.

Versement

(5) Le gestionnaire de services verse la somme qui

amount to the Minister of Finance in accordance with the notice.

Recalculation of provincial housing costs

124. (1) If the amount of the provincial housing costs for a prescribed billing period as determined under section 122 includes an estimate of costs still to be incurred, the Minister shall recalculate the amount when the actual costs become known and shall make the necessary adjustment in the amount payable by each service manager.

Change in allocations

(2) If the Minister is of the opinion that an adjustment is required to a determination under section 122 or to an allocation to a service manager under section 123, or to both, the Minister may review the matter and make the necessary adjustment in the amount payable by one or more service managers.

Determination final

(3) Subject to subsections (1) and (2), the Minister's determination and allocation are final.

Notice of adjustment

(4) If the Minister makes an adjustment under subsection (1) or (2) in an amount payable by a service manager, the Minister shall give the service manager a written notice of the adjustment, and subsections 123 (3) and (4) apply to this notice with necessary modifications.

Refund or credit

(5) If an amount allocated to a service manager is reduced as a result of an adjustment under subsection (1) or (2), the Minister of Finance shall,

- (a) pay the difference to the service manager; or
- (b) subtract the difference from the amount allocated to the service manager for the next prescribed billing period.

Additional payment by service manager

(6) If an amount allocated to a service manager is increased as a result of an adjustment under subsection (1) or (2), the service manager shall pay the difference to the Minister of Finance in accordance with the notice.

Interest and penalties

125. If a service manager does not pay the Minister of Finance the amount payable under a notice given under section 123 or 124, the Crown in right of Ontario may charge the service manager interest and penalties in accordance with the regulations.

Collection of amounts owing

126. (1) An amount allocated to a service manager is a debt of the service manager owing to the Crown in right of Ontario on and after the due date set out in the

lui est attribuée au ministre des Finances conformément à l'avis.

Nouveau calcul des coûts du logement engagés par la province

124. (1) Si les coûts du logement engagés par la province pour une période de facturation prescrite, calculés en application de l'article 122, comprennent des estimations de coûts à engager, le ministre procède à un nouveau calcul lorsque les coûts réels sont connus et rajuste en conséquence la somme payable par chaque gestionnaire de services.

Modification des calculs

(2) S'il est d'avis qu'un rajustement s'impose à l'égard d'un calcul effectué en application de l'article 122 ou de la somme attribuée à un gestionnaire de services en application de l'article 123, ou à l'égard des deux, le ministre peut réexaminer la question et rajuster en conséquence la somme payable par un ou plusieurs gestionnaires de services.

Calcul et attribution définitifs

(3) Sous réserve des paragraphes (1) et (2), le calcul et l'attribution qu'effectue le ministre sont définitifs.

Avis de rajustement

(4) S'il rajuste, en application du paragraphe (1) ou (2), la somme payable par un gestionnaire de services, le ministre donne à ce dernier un avis écrit du rajustement, et les paragraphes 123 (3) et (4) s'appliquent à l'avis, avec les adaptations nécessaires.

Remboursement ou crédit

(5) Si un rajustement effectué en application du paragraphe (1) ou (2) a pour effet de réduire la somme attribuée à un gestionnaire de services, le ministre des Finances :

- a) soit rembourse la différence au gestionnaire de services;
- b) soit déduit la différence de la somme attribuée au gestionnaire de services pour la période de facturation prescrite suivante.

Somme majorée

(6) Si un rajustement effectué en application du paragraphe (1) ou (2) a pour effet de majorer la somme attribuée à un gestionnaire de services, ce dernier verse la différence au ministre des Finances conformément à l'avis.

Intérêts et pénalités

125. Si un gestionnaire de services ne verse pas au ministre des Finances la somme qu'il doit payer selon un avis donné en application de l'article 123 ou 124, la Couronne du chef de l'Ontario peut lui imposer des intérêts et des pénalités conformément aux règlements.

Recouvrement des créances

126. (1) La somme attribuée à un gestionnaire de services constitue une créance de la Couronne du chef de l'Ontario à compter de la date d'exigibilité que pré-

notice, and the debt together with any interest or penalty that is charged by the Crown under this Act may be recovered by any remedy or procedure available to the Crown by law.

Same

(2) The Minister of Finance may set off against amounts owing to the service manager under a housing program any amount payable by the service manager to the Minister of Finance.

SERVICE MANAGER'S HOUSING COSTS

Service manager's housing costs

127. (1) A service manager's housing costs for a period are the sum of,

- (a) the total of the costs incurred or to be incurred by the service manager in respect of that period in funding and administering, in accordance with this Act and the regulations, the service manager's transferred housing programs as they relate to its transferred housing projects; and
- (b) the portion of provincial housing costs that the Minister allocated to the service manager under subsection 123 (2) for that period.

Exclusions

(2) A service manager's housing costs do not include such amounts as may be prescribed.

Calculation by service manager

128. (1) A service manager shall calculate the amount of its housing costs and shall do so in accordance with such requirements as may be prescribed.

Billing periods

(2) A municipal service manager may set its own billing periods for billing independent municipalities in its service area, and a dssab service manager may do so for billing municipalities in its service area.

Estimates of future costs

(3) A service manager may include in the amount referred to in subsection (1) estimates of costs still to be incurred in respect of the billing period; in that case, section 131 applies.

Apportionment by municipal service manager

129. (1) A municipal service manager that has one or more independent municipalities in its service area shall apportion the amount of its housing costs calculated under subsection 128 (1) among itself and the independent municipalities in accordance with the regulations.

cise l'avis. Cette créance, majorée des intérêts ou des pénalités imposés, le cas échéant, par la Couronne en vertu de la présente loi, peut être recouvrée au moyen de tout recours ou de toute procédure dont cette dernière peut se prévaloir en droit.

Idem

(2) Le ministre des Finances peut compenser les sommes exigibles du gestionnaire de services par les créances qu'il a envers lui dans le cadre d'un programme de logement.

COÛTS DU LOGEMENT ENGAGÉS PAR LES GESTIONNAIRES DE SERVICES

Coûts du logement engagés par les gestionnaires de services

127. (1) Les coûts du logement engagés par un gestionnaire de services pendant une période donnée représentent la somme de ce qui suit :

- a) le total des coûts engagés ou à engager par le gestionnaire de services à l'égard de cette période pour le financement et l'administration, conformément à la présente loi et aux règlements, de ses programmes de logement transférés en ce qui concerne ses ensembles domiciliaires transférés;
- b) la partie des coûts du logement engagés par la province que le ministre a attribuée au gestionnaire de services en application du paragraphe 123 (2) pour cette période.

Exclusions

(2) Les coûts prescrits ne font pas partie des coûts du logement engagés par le gestionnaire de services.

Calcul effectué par le gestionnaire de services

128. (1) Le gestionnaire de services calcule ses coûts du logement conformément aux exigences prescrites.

Périodes de facturation

(2) La municipalité gestionnaire de services peut fixer ses propres périodes de facturation aux fins de la facturation des municipalités indépendantes situées dans son aire de service, et le conseil gestionnaire de services peut faire de même aux fins de la facturation des municipalités situées dans son aire de service.

Estimation des coûts futurs

(3) Le gestionnaire de services peut inclure dans la somme visée au paragraphe (1) des estimations des coûts à engager à l'égard de la période de facturation, auquel cas l'article 131 s'applique.

Répartition des coûts du logement

129. (1) La municipalité gestionnaire de services dont l'aire de service compte une ou plusieurs municipalités indépendantes répartit ses coûts du logement, calculés en application du paragraphe 128 (1), entre elle-même et les municipalités indépendantes, conformément aux règlements.

Notice to municipalities

(2) A municipal service manager shall give each of the independent municipalities a written notice for each billing period setting out,

- (a) the amount apportioned to the municipality for the billing period;
- (b) the date the amount is payable; and
- (c) such other information as may be prescribed.

Same

(3) The notice must be given on or before the date the amount is payable.

Payment

(4) Each independent municipality shall pay the amount set out in the notice to the municipal service manager in accordance with the notice.

Apportionment by dssab service manager

130. (1) A dssab service manager shall apportion the amount of its housing costs calculated under subsection 128 (1) between the municipalities within its service area and the territory without municipal organization in its service area and shall do so in accordance with the regulations.

Same

(2) After making the apportionment required by subsection (1) to the municipalities as a group, the dssab service manager shall further apportion the group apportionment among the municipalities and shall do so in accordance with the regulations.

Payment

(3) Each municipality shall pay the amount apportioned to it under subsection (2) to the dssab service manager on demand.

Same

(4) The Minister shall pay to the dssab service manager, in accordance with the regulations,

- (a) the amount apportioned to the territory without municipal organization under subsection (1); and
- (b) the amounts prescribed for the purposes of subsection 127 (2) that are incurred or to be incurred by the dssab service manager in respect of housing programs prescribed for the purposes of subsection 122 (1) with respect to a municipality that is deemed to be territory without municipal organization under a regulation made under subsection (7).

Same

(5) If an amount paid under subsection (4) includes estimates of costs still to be incurred,

- (a) the dssab service manager shall pay to the Minister, in accordance with the regulations, the amount by which the estimates of costs still to be

Notification aux municipalités

(2) Pour chaque période de facturation, la municipalité gestionnaire de services donne à chaque municipalité indépendante un avis écrit précisant ce qui suit :

- a) la somme qui lui est attribuée pour la période de facturation;
- b) la date à laquelle la somme est payable;
- c) tout autre renseignement prescrit.

Idem

(3) L'avis est donné au plus tard à la date à laquelle la somme est payable.

Versement

(4) Chaque municipalité indépendante verse la somme que précise l'avis à la municipalité gestionnaire de services conformément à celui-ci.

Répartition par le conseil gestionnaire de services

130. (1) Le conseil gestionnaire de services répartit ses coûts du logement, calculés en application du paragraphe 128 (1), entre les municipalités et le territoire non érigé en municipalité situé dans son aire de service, conformément aux règlements.

Idem

(2) Après avoir procédé à la première répartition exigée par le paragraphe (1), le conseil gestionnaire de services répartit entre les différentes municipalités, conformément aux règlements, la somme attribuée à l'ensemble des municipalités.

Versement

(3) Chaque municipalité verse au conseil gestionnaire de services, sur demande, la somme qui lui est attribuée en application du paragraphe (2).

Idem

(4) Le ministre verse ce qui suit au conseil gestionnaire de services, conformément aux règlements :

- a) la somme attribuée au territoire non érigé en municipalité en application du paragraphe (1);
- b) les sommes prescrites pour l'application du paragraphe 127 (2) qui sont engagées ou à engager par le conseil gestionnaire de services à l'égard des programmes de logement prescrits pour l'application du paragraphe 122 (1) en ce qui concerne une municipalité qui est réputée faire partie du territoire non érigé en municipalité comme le précise un règlement pris en application du paragraphe (7).

Idem

(5) Si une somme versée en application du paragraphe (4) comprend des estimations de coûts à engager :

- a) d'une part, le conseil gestionnaire de services verse au ministre, conformément aux règlements, l'excédent des coûts à engager estimés sur les

incurred exceed the actual costs; and

- (b) the Minister shall pay to the dssab service manager, in accordance with the regulations, the amount by which the estimates of costs still to be incurred are less than the actual costs.

Recovery of amount

(6) The amount apportioned to the territory without municipal organization under subsection (1) may be recovered by the Crown from persons living in the territory, except those living in a municipality deemed to be territory without municipal organization under a regulation made under subsection (7), in the same manner as taxes imposed on property under the *Provincial Land Tax Act*.

Deeming

(7) A regulation may specify that a municipality shall be deemed to be territory without municipal organization for the purposes of this section.

Recalculation of housing costs

131. (1) If an amount determined under subsection 128 (1) includes estimates of costs still to be incurred, the service manager shall recalculate the amount when the actual costs become known and shall make the necessary adjustment in the amount payable by the affected municipalities.

Other adjustments

(2) If a service manager is of the opinion that an adjustment is required to a determination under section 128 or to an apportionment under section 129 or 130, as the case may be, or to both, the service manager may review the matter and make the necessary adjustment in the amount payable by the affected municipalities.

Determination final

(3) Subject to subsections (1) and (2), the service manager's determination and apportionment are final.

Notice of adjustment

(4) A service manager that makes an adjustment under subsection (1) or (2) shall give the affected municipality notice of the adjustment.

Refund or credit

(5) If an amount apportioned to a municipality is reduced as a result of an adjustment under subsection (1) or (2), the service manager shall,

- (a) pay the difference to the municipality; or
- (b) subtract the difference from the amount apportioned to the municipality for the next billing period or, if the service manager is a dssab service manager, from a future amount apportioned to the municipality as determined by the service manager.

coûts réels;

- b) d'autre part, le ministre verse au conseil gestionnaire de services, conformément aux règlements, l'excédent des coûts réels sur les coûts à engager estimés.

Recouvrement

(6) La Couronne peut recouvrer la somme attribuée au territoire non érigé en municipalité en application du paragraphe (1) des personnes qui résident dans ce territoire, sauf celles qui résident dans une municipalité qui est réputée en faire partie comme le précise un règlement pris en application du paragraphe (7), de la même manière que les impôts prélevés sur les biens en application de la *Loi sur l'impôt foncier provincial*.

Assimilation

(7) Les règlements peuvent préciser qu'une municipalité est réputée faire partie du territoire non érigé en municipalité pour l'application du présent article.

Nouveau calcul des coûts du logement

131. (1) Si la somme calculée en application du paragraphe 128 (1) comprend des estimations de coûts à engager, le gestionnaire de services procède à un nouveau calcul lorsque les coûts réels sont connus et rajuste en conséquence la somme payable par les municipalités visées.

Autres rajustements

(2) S'il est d'avis qu'un rajustement s'impose à l'égard d'un calcul effectué en application de l'article 128 ou d'une attribution effectuée en application de l'article 129 ou 130, selon le cas, ou à l'égard des deux, le gestionnaire de services peut réexaminer la question et rajuster en conséquence la somme payable par les municipalités visées.

Calcul et attribution définitifs

(3) Sous réserve des paragraphes (1) et (2), le calcul et l'attribution qu'effectue le gestionnaire de services sont définitifs.

Avis de rajustement

(4) Le gestionnaire de services qui effectue un rajustement en application du paragraphe (1) ou (2) en avise la municipalité visée.

Remboursement ou crédit

(5) Si un rajustement effectué en application du paragraphe (1) ou (2) a pour effet de réduire la somme attribuée à une municipalité, le gestionnaire de services :

- a) soit rembourse la différence à la municipalité;
- b) soit déduit la différence de la somme attribuée à la municipalité pour la période de facturation suivante ou, s'il s'agit d'un conseil gestionnaire de services, d'une somme attribuée plus tard à la municipalité, telle qu'elle est calculée par le gestionnaire de services.

Additional payment

(6) If an amount apportioned to a municipality is increased as a result of an adjustment under subsection (1) or (2), the municipality shall pay the difference to the service manager in accordance with the notice.

Interest and penalties

132. (1) If an independent municipality does not pay a municipal service manager the amount payable under a notice given under section 129 or 131, the service manager may charge the municipality interest and penalties in accordance with the regulations.

Same

(2) If a municipality within a dssab service manager's service area does not pay the service manager the amount payable under section 130 or 131, the service manager may charge the municipality interest and penalties in accordance with the regulations.

Collection of amounts owing

133. (1) An amount apportioned to a municipality is a debt of the municipality owing to the service manager, and the debt together with any interest or penalty that is charged by the service manager under this Act may be recovered by any remedy or procedure available to the service manager by law.

Same

(2) The service manager may set off against amounts owing to the municipality by the service manager any amount payable by the municipality to the service manager.

DISTRIBUTION OF FEDERAL FUNDING**Payment to service managers**

134. (1) Each year, the Minister shall pay to each service manager the amount of federal funding for the year that the Minister determines, and shall make the payment in equal instalments that are due on January 1, April 1, July 1 and October 1.

Public notice

(2) The Minister shall publish a notice setting out the amount of federal funding payable to each service manager in *The Ontario Gazette*.

Use of funds

(3) The service manager is permitted to use the federal funds to defray the costs described in subsection (4) that are incurred by the service manager with respect to the housing programs prescribed for the purposes of this section and is not permitted to use those funds for any other purpose.

Same

(4) For the purposes of subsection (3), the permitted costs are those incurred in respect of residential accommodation and facilities, common areas and services used directly with the residential accommodation, but

Somme majorée

(6) Si un rajustement effectué en application du paragraphe (1) ou (2) a pour effet de majorer la somme attribuée à une municipalité, cette dernière verse la différence au gestionnaire de services conformément à l'avis.

Intérêts et pénalités

132. (1) Si une municipalité indépendante ne lui verse pas la somme qu'elle doit payer selon un avis donné en application de l'article 129 ou 131, la municipalité gestionnaire de services peut lui imposer des intérêts et des pénalités conformément aux règlements.

Idem

(2) Si une municipalité située dans son aire de service ne lui verse pas la somme qu'elle lui doit en application de l'article 130 ou 131, le conseil gestionnaire de services peut lui imposer des intérêts et des pénalités conformément aux règlements.

Recouvrement des créances

133. (1) La somme attribuée à une municipalité constitue une créance du gestionnaire de services. Cette créance, majorée des intérêts ou des pénalités imposés, le cas échéant, par le gestionnaire de services en vertu de la présente loi, peut être recouvrée au moyen de tout recours ou de toute procédure dont ce dernier peut se prévaloir en droit.

Idem

(2) Le gestionnaire de services peut compenser les sommes exigibles de la municipalité par les créances qu'il a envers elle.

DISTRIBUTION DES SUBVENTIONS FÉDÉRALES**Versement aux gestionnaires de services**

134. (1) Le ministre verse à chaque gestionnaire de services, en versements égaux échéant le 1^{er} janvier, le 1^{er} avril, le 1^{er} juillet et le 1^{er} octobre de l'exercice, la portion de la subvention fédérale qu'il décide.

Avis public

(2) Le ministre publie dans la *Gazette de l'Ontario* un avis précisant la portion de la subvention fédérale qui est payable à chaque gestionnaire de services.

Affectation des sommes

(3) Le gestionnaire de services est autorisé à affecter sa portion de la subvention fédérale aux coûts visés au paragraphe (4) qu'il engage à l'égard des programmes de logement prescrits pour l'application du présent article, mais il ne peut l'affecter à aucune autre fin.

Idem

(4) Pour l'application du paragraphe (3), les coûts autorisés sont ceux qui sont engagés à l'égard de locaux d'habitation et d'installations, d'aires communes et de services utilisés directement avec ceux-ci. Sont toute-

they do not include costs incurred in respect of non-residential uses such as commercial or institutional uses, social or recreational services and services or facilities related to mental or physical health care, education, corrections, food services, social support or public recreation.

Payments for GTA

(5) Despite subsection (1), the Minister shall pay any amount of federal funding allocated under this section to GTA service managers in accordance with section 136.

Use by Minister of federal funds

(6) The Minister may use some or all of the amount of federal funding allocated to a service manager for a year to pay amounts owing in that year,

- (a) by the Ontario Housing Corporation to the Crown in right of Ontario in respect of a housing project developed under the *National Housing Act* (Canada) that is located within the service area of the service manager; or
- (b) by the Ontario Housing Corporation to the Canada Mortgage and Housing Corporation under a debenture issued by the Ontario Housing Corporation in favour of the Canada Mortgage and Housing Corporation to secure the capital funding advanced by the Canada Mortgage and Housing Corporation for a housing project developed under the *National Housing Act* (Canada) that is located within the service area of the service manager.

Reduction

(7) The amount payable to a service manager under subsection (1) is reduced by any amount paid by the Minister under subsection (6) or (9).

Notice by Minister

(8) The Minister shall give written notice to the service manager of any payment made by the Minister under subsection (6) or (9) and shall do so no later than 30 days after the payment is made.

Transition

(9) The Minister may, at any time before payment is due to a service manager, pay to a local housing corporation in which the service manager is a shareholder all or part of the amount otherwise payable to the service manager under subsection (1) that is due on January 1, 2001, April 1, 2001 or July 1, 2001.

SPECIAL RULES FOR THE GREATER TORONTO AREA

Definition

135. In sections 136 to 138,

fois exclus les coûts engagés à l'égard des utilisations non résidentielles, par exemple les utilisations commerciales ou institutionnelles, les services sociaux ou récréatifs et les services ou installations liés aux soins de santé physique ou mentale, à l'enseignement, aux services correctionnels, aux services d'alimentation, au soutien social ou aux loisirs publics.

Versements pour le GT

(5) Malgré le paragraphe (1), le ministre verse aux gestionnaires de services du GT, conformément à l'article 136, la portion de la subvention fédérale qui leur est attribuée, le cas échéant, en application du présent article.

Affectation des subventions fédérales par le ministre

(6) Le ministre peut affecter tout ou partie de la portion de la subvention fédérale qui est attribuée à un gestionnaire de services pour une année au paiement d'une somme due pendant l'année :

- a) soit par la Société de logement de l'Ontario à la Couronne du chef de l'Ontario à l'égard d'un ensemble domiciliaire aménagé sous le régime de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada) et situé dans l'aire de service du gestionnaire de services;
- b) soit par la Société de logement de l'Ontario à la Société canadienne d'hypothèques et de logement au titre d'une débenture qu'elle a émise en faveur de cette dernière société pour garantir les fonds pour immobilisations avancés par la même société à l'égard d'un ensemble domiciliaire aménagé sous le régime de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada) et situé dans l'aire de service du gestionnaire de services.

Réduction de la subvention

(7) La somme payable à un gestionnaire de services en application du paragraphe (1) est réduite de toute somme versée par le ministre en vertu du paragraphe (6) ou (9).

Avis donné par le ministre

(8) Le ministre donne au gestionnaire de services un avis écrit de tout versement qu'il fait en vertu du paragraphe (6) ou (9), dans les 30 jours qui suivent le versement.

Disposition transitoire

(9) Le ministre peut, à n'importe quel moment avant l'échéance d'un versement qu'il est tenu de faire à un gestionnaire de services en application du paragraphe (1), verser à une société locale de logement dans laquelle le gestionnaire de services détient des actions une partie ou la totalité du versement échéant le 1^{er} janvier 2001, le 1^{er} avril 2001 ou le 1^{er} juillet 2001.

RÈGLES PARTICULIÈRES APPLICABLES AU GRAND TORONTO

Définition

135. La définition qui suit s'applique aux articles 136 à 138.

“GTA service manager” means the City of Toronto or the regional municipality of Durham, Halton, Peel or York.

GTA equalization

136. (1) The rules governing the amount of housing costs payable by GTA service managers are the rules set out in this section.

Application of certain provisions

(2) Sections 122 to 127 and subsection 128 (1) apply in respect of GTA service managers.

Notice to Minister

(3) A GTA service manager shall give the Minister a written notice setting out the amount of the GTA service manager's housing costs for each billing period specified by the Minister, and the notice must contain such information as the Minister may require.

Estimates of future costs

(4) The GTA service manager may include in the amount referred to in subsection (3) estimates of costs still to be incurred in respect of the billing period; in that case, section 131 applies.

Reallocation

(5) The Minister shall, in accordance with the regulations,

- (a) reallocate among the GTA service managers the sum of the housing costs of all GTA service managers as determined by each of them for the billing period;
- (b) determine, for each GTA service manager, how much of the amount reallocated to it under clause (a) the service manager is required to pay to the Minister of Finance; and
- (c) determine, for each GTA service manager, how much of the amount reallocated to it under clause (a) the service manager is required to pay to one or more of the other GTA service managers.

Notice to service manager

(6) The Minister shall give each GTA service manager a written notice setting out,

- (a) the amount allocated to each GTA service manager under clause (5) (a);
- (b) the amount each GTA service manager must pay to the Minister, as determined under clause (5) (b);
- (c) the amount each GTA service manager must pay to the other GTA service managers, as determined under clause (5) (c);
- (d) the dates on which the amounts referred to in clauses (b) and (c) are payable; and

«gestionnaire de services du GT» La cité de Toronto ou la municipalité régionale de Durham, de Halton, de Peel ou de York.

Péréquation dans le cas du GT

136. (1) Les règles régissant les coûts du logement payables par les gestionnaires de services du GT sont celles énoncées au présent article.

Application de certaines dispositions

(2) Les articles 122 à 127 et le paragraphe 128 (1) s'appliquent à l'égard des gestionnaires de services du GT.

Notification au ministre

(3) Les gestionnaires de services du GT donnent au ministre un avis écrit précisant leurs coûts du logement pour chaque période de facturation qu'il précise et contenant les renseignements qu'il exige.

Estimation des coûts futurs

(4) Les gestionnaires de services du GT peuvent inclure dans la somme visée au paragraphe (3) des estimations des coûts à engager à l'égard de la période de facturation, auquel cas l'article 131 s'applique.

Nouvelle répartition

(5) Le ministre fait ce qui suit conformément aux règlements :

- a) il répartit de nouveau entre les gestionnaires de services du GT l'ensemble des coûts du logement engagés par chacun d'eux selon leurs calculs pour la période de facturation;
- b) il calcule, pour chaque gestionnaire de services du GT, la partie de la somme qui lui a été attribuée de nouveau en application de l'alinéa a) qu'il doit verser au ministre des Finances;
- c) il calcule, pour chaque gestionnaire de services du GT, la partie de la somme qui lui a été attribuée de nouveau en application de l'alinéa a) qu'il doit verser à un ou plusieurs autres gestionnaires de services du GT.

Notification au gestionnaire de services

(6) Le ministre donne à chaque gestionnaire de services du GT un avis écrit précisant ce qui suit :

- a) la somme qui est attribuée à chaque gestionnaire de services du GT en application de l'alinéa (5) a);
- b) la somme, calculée en application de l'alinéa (5) b), que chaque gestionnaire de services du GT doit verser au ministre;
- c) la somme, calculée en application de l'alinéa (5) c), que chaque gestionnaire de services du GT doit verser aux autres gestionnaires de services du GT;
- d) les dates auxquelles les sommes visées aux alinéas b) et c) sont payables;

- (e) such other information as the Minister considers appropriate.

When notice to be given

(7) The notice under subsection (6) shall be given on or before the earliest of the dates on which the amounts are payable.

Payment

(8) A GTA service manager shall make payment to the Minister of Finance and to the other service managers in accordance with the notice.

Interest and penalties

(9) If a GTA service manager does not pay the Minister of Finance or another GTA service manager the amount payable under a notice given under subsection (6), the Crown in right of Ontario or the other GTA service manager, as the case may be, may charge the service manager interest and penalties in accordance with the regulations.

Collection of amounts payable

(10) An amount payable under a notice given under subsection (6) is a debt of the GTA service manager owing to the Crown in right of Ontario or to another GTA service manager, as the case may be, on and after the due date set out in the notice, and the debt together with any interest or penalty that is charged on the debt under this Act may be recovered by any remedy or procedure available by law to the Crown or the GTA service manager, as the case may be.

Same

(11) The Minister of Finance may set off against amounts owing to a GTA service manager under a housing program any amount payable by the GTA service manager to the Minister of Finance under this section.

Same

(12) A GTA service manager may set off against amounts it owes to another GTA service manager any amount payable by the other GTA service manager to it under this section.

Use by Minister of federal funds

(13) The Minister may use some or all of the amount of federal funding allocated to a GTA service manager to pay all or part of an amount payable by that GTA service manager to another GTA service manager as determined under clause (5) (c) and, if the Minister does so, the amount payable by that GTA service manager to the other GTA service manager is the difference between the amount determined under clause (5) (c) and the amount paid by the Minister.

Change in allocation method

137. (1) The method established under section 136 of allocating GTA service managers' housing costs among the GTA service managers may be changed in accordance with this section.

- e) tout autre renseignement que le ministre estime approprié.

Délai de remise de l'avis

(7) L'avis prévu au paragraphe (6) est donné au plus tard à la première des dates auxquelles les sommes sont payables.

Versement

(8) Chaque gestionnaire de services du GT fait le versement au ministre des Finances et aux autres gestionnaires de services conformément à l'avis.

Intérêts et pénalités

(9) Si un gestionnaire de services du GT ne verse pas au ministre des Finances ou à un autre gestionnaire de services du GT la somme qu'il doit payer selon un avis donné en application du paragraphe (6), la Couronne du chef de l'Ontario ou l'autre gestionnaire de services du GT, selon le cas, peut lui imposer des intérêts et des pénalités conformément aux règlements.

Recouvrement des créances

(10) La somme que doit payer chaque gestionnaire de services du GT selon un avis donné en application du paragraphe (6) constitue une créance de la Couronne du chef de l'Ontario ou de l'autre gestionnaire de services du GT, selon le cas, à compter de la date d'exigibilité que précise l'avis. Cette créance, majorée des intérêts ou des pénalités imposés, le cas échéant, en vertu de la présente loi, peut être recouvrée au moyen de tout recours ou de toute procédure dont la Couronne du chef de l'Ontario ou l'autre gestionnaire de services du GT, selon le cas, peut se prévaloir en droit.

Idem

(11) Le ministre des Finances peut compenser les sommes exigibles du gestionnaire de services du GT en application du présent article par les créances qu'il a envers lui dans le cadre d'un programme de logement.

Idem

(12) Un gestionnaire de services du GT peut compenser les sommes exigibles d'un autre gestionnaire de services du GT en application du présent article par les créances qu'il a envers lui.

Affectation des subventions fédérales par le ministre

(13) Le ministre peut affecter tout ou partie de la portion de la subvention fédérale qui est attribuée à un gestionnaire de services du GT au paiement de tout ou partie d'une somme, calculée en application de l'alinéa (5) c), qu'il doit à un autre gestionnaire de services du GT, auquel cas la somme payable par lui à l'autre gestionnaire représente la différence entre la somme calculée en application de l'alinéa (5) c) et celle versée par le ministre.

Nouvelle méthode de répartition

137. (1) La méthode établie en application de l'article 136 pour la répartition, entre les gestionnaires de services du GT, des coûts du logement engagés par eux peut être modifiée conformément au présent article.

Agreement

(2) The GTA service managers may change the method of allocating their housing costs if the change is agreed upon by a majority of the service managers representing at least two-thirds of the total weighted assessment within the Greater Toronto Area as determined under the *Municipal Act*.

Effect of agreement

(3) If an agreement is made under this section, the Minister shall make the reallocation and the determinations described in section 136 in accordance with the agreement and not in accordance with the regulations.

Request for review

138. (1) A GTA service manager who disagrees with an allocation made by the Minister under section 136 may request that the allocation be reviewed, and shall do so in accordance with this section.

Notice to Minister

(2) The service manager shall give written notice of the request to the Minister and the notice must contain such information as may be prescribed.

Notice by Minister

(3) Using the prescribed criteria, the Minister shall determine whether the allocation is reviewable and shall notify the service manager of his or her decision.

Request to GTSB

(4) If the Minister determines that the allocation is reviewable, the service manager may ask the Greater Toronto Services Board to undertake a review.

Review by GTSB

(5) The Greater Toronto Services Board shall establish a committee to undertake the review requested by the service manager, and subsection 23 (3) of the *Greater Toronto Services Board Act, 1998* applies to the committee.

Powers of GTSB

- (6) When a committee is established, the Board may,
- (a) appoint any of the employees or agents of the Board to conduct an audit or investigation of the service manager for the purpose of assisting in the review;
 - (b) require the service manager to give the Board such information, documents and reports as the Board may request with respect to the allocation being reviewed.

**PART VIII
SOCIAL HOUSING SERVICES
CORPORATION**

Definition

139. In this Part,

Accord

(2) Les gestionnaires de services du GT peuvent modifier la méthode de répartition de leurs coûts du logement avec l'accord de la majorité des gestionnaires de services représentant au moins les deux tiers de l'évaluation pondérée totale du Grand Toronto, calculée en application de la *Loi sur les municipalités*.

Effet de l'accord

(3) Si un accord est conclu en vertu du présent article, le ministre procède à la nouvelle répartition et aux calculs visés à l'article 136 conformément à l'accord et non conformément aux règlements.

Demande de révision

138. (1) Le gestionnaire de services du GT qui n'est pas d'accord avec une somme attribuée par le ministre en application de l'article 136 peut en demander la révision conformément au présent article.

Notification au ministre

(2) Le gestionnaire de services donne au ministre un avis écrit de la demande qui contient les renseignements prescrits.

Avis donné par le ministre

(3) À l'aide des critères prescrits, le ministre décide si la somme attribuée est susceptible de révision et avise le gestionnaire de services de sa décision.

Demande présentée à la Commission

(4) Si le ministre décide que la somme attribuée est susceptible de révision, le gestionnaire de services peut demander à la Commission des services du grand Toronto de procéder à la révision.

Révision par la Commission

(5) La Commission des services du grand Toronto crée un comité chargé de procéder à la révision demandée par le gestionnaire de services, et le paragraphe 23 (3) de la *Loi de 1998 sur la Commission des services du grand Toronto* s'applique au comité.

Pouvoirs de la Commission

- (6) Lorsqu'elle crée un comité, la Commission peut :
- a) charger n'importe lequel de ses employés ou représentants d'effectuer une vérification ou une enquête en ce qui concerne le gestionnaire de services pour aider à la révision;
 - b) exiger du gestionnaire de services qu'il lui remette les renseignements, documents et rapports qu'elle lui demande à l'égard de la somme attribuée faisant l'objet de la révision.

**PARTIE VIII
SOCIÉTÉ DES SERVICES
DE LOGEMENT SOCIAL**

Définition

139. La définition qui suit s'applique à la présente partie.

“corporation” means the corporation established under section 140.

Creation of corporation

140. (1) A corporation to be known in English as Social Housing Services Corporation and in French as Société des services de logement social is hereby established as a corporation without share capital.

Composition

- (2) The corporation is composed of,
- (a) all service managers;
 - (b) all local housing corporations;
 - (c) prescribed housing providers that are non-profit housing corporations;
 - (d) prescribed housing providers that are non-profit housing co-operatives; and
 - (e) other housing providers that meet such requirements as may be prescribed.

Certain members need not act

(3) Members described in clause (2) (e) are permitted, but not required, to participate in the activities of the corporation.

Status

(4) The corporation is not an agent of Her Majesty for any purpose, despite the *Crown Agency Act*, and it is not an administrative unit of the Government of Ontario.

Deemed status

(5) The corporation shall be deemed to be an institution for the purposes of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and that Act applies, with necessary modifications, to the corporation.

Same

(6) The corporation shall be deemed to be an employer within the meaning and for the purposes of the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* but section 9 of that Act does not apply to the corporation or its employees.

Conflict of interest, indemnification

(7) Sections 132 and 136 of the *Business Corporations Act* apply, with necessary modifications, to members of the board and officers of the corporation.

Non-application

(8) The *Corporations Act* and the *Corporations Information Act* do not apply to the corporation.

Objects of the corporation

141. The objects of the corporation are,

- (a) to co-ordinate insurance programs for prescribed housing providers under prescribed housing programs;

«Société» La personne morale créée en application de l'article 140.

Création d'une personne morale

140. (1) Est créée une personne morale sans capital-actions appelée Société des services de logement social en français et Social Housing Services Corporation en anglais.

Composition

- (2) La Société se compose des membres suivants :
- a) tous les gestionnaires de services;
 - b) toutes les sociétés locales de logement;
 - c) les fournisseurs de logements prescrits qui sont des sociétés de logement sans but lucratif;
 - d) les fournisseurs de logements prescrits qui sont des coopératives de logement sans but lucratif;
 - e) les autres fournisseurs de logements qui satisfont aux exigences prescrites.

Participation de certains membres non obligatoire

(3) Les membres visés à l'alinéa (2) e) sont autorisés à participer aux activités de la Société, mais ils ne sont pas obligés de le faire.

Statut

(4) La Société n'est ni un mandataire de Sa Majesté à quelque fin que ce soit, malgré la *Loi sur les organismes de la Couronne*, ni un service administratif du gouvernement de l'Ontario.

Présomption de statut

(5) La Société est réputée une institution pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*, laquelle s'applique à elle avec les adaptations nécessaires.

Idem

(6) La Société est réputée un employeur au sens et pour l'application de la *Loi sur le régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario*. Toutefois, l'article 9 de cette loi ne s'applique pas à la Société ni à ses employés.

Conflit d'intérêts : indemnisation

(7) Les articles 132 et 136 de la *Loi sur les sociétés par actions* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux administrateurs et aux dirigeants de la Société.

Non-application

(8) La *Loi sur les personnes morales* et la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s'appliquent pas à la Société.

Mission de la Société

141. La mission de la Société est la suivante :

- a) coordonner les programmes d'assurance pour les fournisseurs de logements prescrits dans le cadre des programmes de logement prescrits;

- (b) to manage the pooling of capital reserve funds for prescribed housing providers;
- (c) to establish and manage schemes for the joint purchase of goods and services by prescribed housing providers under prescribed housing programs;
- (d) to undertake studies and provide advice to the province, service managers and prescribed housing providers with respect to the establishment and use of benchmarks and best practices to achieve the efficient and effective provision of housing.

Powers

142. (1) The board of directors of the corporation has the powers of a natural person and the powers necessary to carry out the objects of the corporation and for that purpose may,

- (a) make by-laws governing its proceedings;
- (b) manage funds held by the corporation on behalf of prescribed housing providers or cause such funds to be managed;
- (c) establish investment policies to be followed by prescribed housing providers for capital reserves pooled under clause 93 (2) (f);
- (d) establish policies and processes for providing insurance to prescribed housing providers and tender for programs of insurance on behalf of prescribed housing providers;
- (e) study the costs and processes used in the provision of housing to which this Act applies and advise service managers and prescribed housing providers how these costs could be reduced and processes improved;
- (f) arrange for the provision of education and training programs to service managers and prescribed housing providers and their employees with respect to any of the above matters;
- (g) enter into agreements that are directly related to the objects of the corporation with any person;
- (h) undertake such other activities as are necessary to achieve the corporation's objects.

Funds

(2) The funds that are managed under clause (1) (b) on behalf of a housing provider remain the property of that housing provider.

- b) administrer la mise en commun des fonds de réserve pour immobilisations des fournisseurs de logements prescrits;
- c) établir et gérer des programmes pour l'achat en commun de produits et de services par les fournisseurs de logements prescrits dans le cadre des programmes de logement prescrits;
- d) effectuer des études et conseiller la province, les gestionnaires de services et les fournisseurs de logements prescrits à l'égard de l'établissement et de l'utilisation de données de référence et de pratiques exemplaires pour la fourniture efficiente et efficace de logements.

Pouvoirs

142. (1) Le conseil d'administration de la Société a les pouvoirs d'une personne physique et les pouvoirs nécessaires pour réaliser la mission de la Société. À cette fin, il peut faire ce qui suit :

- a) prendre des règlements administratifs régissant la conduite de ses travaux;
- b) gérer les fonds que détient la Société pour le compte des fournisseurs de logements prescrits ou faire en sorte qu'ils le soient;
- c) établir les politiques de placement que doivent suivre les fournisseurs de logements prescrits à l'égard des fonds de réserve pour immobilisations mis en commun en application de l'alinéa 93 (2) f);
- d) établir les politiques et les méthodes à suivre pour la fourniture d'assurance aux fournisseurs de logements prescrits et présenter pour leur compte des appels d'offres pour des programmes d'assurance;
- e) étudier les coûts demandés et les méthodes utilisées pour fournir les logements auxquels s'applique la présente loi et conseiller les gestionnaires de services et les fournisseurs de logements prescrits sur la façon dont ces coûts pourraient être réduits et ces méthodes améliorées;
- f) prendre des dispositions pour offrir des programmes d'éducation et de formation concernant les questions susmentionnées aux gestionnaires de services et aux fournisseurs de logements prescrits ainsi qu'à leurs employés;
- g) conclure avec toute personne des accords qui se rapportent directement à la mission de la Société;
- h) entreprendre les autres activités nécessaires pour réaliser la mission de la Société.

Fonds

(2) Les fonds gérés en vertu de l'alinéa (1) b) pour le compte d'un fournisseur de logements demeurent sa propriété.

Restriction

(3) The corporation shall use its income solely in furtherance of its objects.

Board of directors

143. (1) The affairs of the corporation shall be managed by a board of directors consisting of two members appointed by the Minister, one of whom may be a representative of a local housing corporation, and the following members selected in accordance with the regulations:

1. One person, selected by the council of the City of Toronto.
2. One person selected by the councils of the regional municipalities of Durham, Halton, Peel and York.
3. One person selected by the council of the City of Toronto and the councils of the regional municipalities of Durham, Halton, Peel and York.
4. One person selected by the dssab service managers.
5. Four persons selected by the dssab service managers and the councils of the municipal service managers.
6. Three persons selected by the housing providers described in clause 140 (2) (c).
7. Two persons selected by the housing providers described in clause 140 (2) (d).

Term

(2) The term of a member of the board of directors is three years.

Same

(3) A member of the board of directors may hold office for more than one term.

End of term

(4) The term of a member of the board of directors ends on December 31 of the last year of his or her term but the member continues in office until his or her successor is elected or appointed.

First board

(5) Despite subsection (1), the first board of directors of the corporation is composed of 15 members appointed by the Minister for the following terms:

1. Five persons for a term ending December 31, 2002.
2. Eight persons for a term ending December 31, 2003.
3. Two persons for a term ending December 31, 2004.

Rotating terms

(6) The members of the first board of directors shall

Restriction

(3) La Société n'affecte ses recettes qu'à la réalisation de sa mission.

Conseil d'administration

143. (1) Les affaires de la Société sont gérées par un conseil d'administration qui se compose de deux membres nommés par le ministre, dont un peut être un représentant d'une société locale de logement, et des membres suivants choisis conformément aux règlements :

1. Une personne choisie par le conseil de la cité de Toronto.
2. Une personne choisie par les conseils des municipalités régionales de Durham, de Halton, de Peel et de York.
3. Une personne choisie par le conseil de la cité de Toronto et les conseils des municipalités régionales de Durham, de Halton, de Peel et de York.
4. Une personne choisie par les conseils gestionnaires de services.
5. Quatre personnes choisies par les conseils gestionnaires de services et par les conseils des municipalités gestionnaires de services.
6. Trois personnes choisies par les fournisseurs de logements visés à l'alinéa 140 (2) c).
7. Deux personnes choisies par les fournisseurs de logements visés à l'alinéa 140 (2) d).

Mandat

(2) Le mandat des administrateurs est de trois ans.

Idem

(3) Le mandat des administrateurs est renouvelable.

Expiration du mandat

(4) Le mandat des administrateurs expire le 31 décembre de la dernière année de leur mandat. Toutefois, ils demeurent en fonction jusqu'à l'élection ou la nomination de leur remplaçant.

Premier conseil

(5) Malgré le paragraphe (1), le premier conseil d'administration de la Société se compose de 15 membres nommés par le ministre pour les mandats suivants :

1. Cinq personnes dont le mandat expire le 31 décembre 2002.
2. Huit personnes dont le mandat expire le 31 décembre 2003.
3. Deux personnes dont le mandat expire le 31 décembre 2004.

Rotation des mandats

(6) Les membres du premier conseil d'adminis-

be replaced in the following manner:

1. In 2002 and each three years subsequently, the board of directors shall arrange for the selection of the members described in paragraphs 6 and 7 of subsection (1).
2. In 2003 and each three years subsequently, the board of directors shall arrange for the selection of the members described in paragraphs 1, 2, 3, 4 and 5 of subsection (1).
3. In 2004 and each three years subsequently, the Minister shall appoint the two members referred to under subsection (1) as being appointed by the Minister.

Timing

(7) The selection referred to in paragraph 2 of subsection (6) shall be made after the date of the general election conducted under the *Municipal Elections Act, 1996*.

Vacancies, generally

144. (1) A member of the board of directors of the corporation who is a member of a council referred to in subsection 143 (1), a district social services administration board or the board of directors of a housing provider ceases to be a member of the board of directors of the corporation if he or she,

- (a) ceases to be a member of that council, district social services administration board or board of directors;
- (b) resigns; or
- (c) is unable to perform his or her duties or has refused to act for a period of 90 days.

Replacement

(2) If a vacancy occurs as described in subsection (1), the board of directors of the corporation shall appoint a person to hold office for the remainder of the unexpired term.

Vacancies, Ministerial appointments

(3) A member of the board of directors of the corporation who is appointed by the Minister ceases to be a member of the board if he or she resigns or is unable to perform his or her duties or has refused to act for a period of 90 days, and the Minister may appoint another person in his or her place for the remainder of the unexpired term.

Quorum

145. (1) A quorum consists of a majority of the members of the board of directors, which must, after December 31, 2002, include at least one member described in paragraph 6 or 7 of subsection 143 (1).

Voting

(2) Each member of the board of directors has one vote.

tration sont remplacés de la façon suivante :

1. En 2002 et tous les trois ans par la suite, le conseil d'administration prend des dispositions pour le choix des membres visés aux dispositions 6 et 7 du paragraphe (1).
2. En 2003 et tous les trois ans par la suite, le conseil d'administration prend des dispositions pour le choix des membres visés aux dispositions 1, 2, 3, 4 et 5 du paragraphe (1).
3. En 2004 et tous les trois ans par la suite, le ministre nomme les deux membres que le paragraphe (1) mentionne comme étant nommés par lui.

Date des élections

(7) Le choix visé à la disposition 2 du paragraphe (6) est fait après la date des élections générales tenues en application de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*.

Vacances : dispositions générales

144. (1) L'administrateur de la Société qui est membre d'un conseil municipal visé au paragraphe 143 (1), d'un conseil d'administration de district des services sociaux ou du conseil d'administration d'un fournisseur de logements cesse de l'être si, selon le cas :

- a) il cesse d'être membre de ce conseil;
- b) il démissionne;
- c) il est incapable d'exercer ses fonctions ou a refusé de le faire pendant une période de 90 jours.

Remplacement

(2) Si une vacance survient pour une raison mentionnée au paragraphe (1), le conseil d'administration de la Société nomme un remplaçant pour la durée restante du mandat.

Vacances : nominations faites par le ministre

(3) Les administrateurs de la Société qui sont nommés par le ministre cessent de l'être s'ils démissionnent ou s'ils sont incapables d'exercer leurs fonctions ou ont refusé de le faire pendant une période de 90 jours, auquel cas le ministre peut leur nommer un remplaçant pour la durée restante du mandat.

Quorum

145. (1) Le quorum est constitué de la majorité des administrateurs, qui doit comprendre, après le 31 décembre 2002, au moins un membre visé à la disposition 6 ou 7 du paragraphe 143 (1).

Vote

(2) Chaque administrateur dispose d'une voix.

Tie vote

(3) The chair does not have a vote except for the purpose of breaking a tie.

Acting chair

(4) An acting chair described in subsection 146 (7) does have a vote.

Chair

146. (1) The board of directors shall elect one of its members as chair of the board.

Term

(2) The term of office of the chair is one year, but a person may be re-elected as chair for one additional term.

First board

(3) Despite subsections (1) and (2), the Minister shall appoint one of the members of the first board whose term expires on December 31, 2004 as chair for a term that ends on that date.

Disqualification

(4) A chair who ceases to be a member of the board of directors before the end of his or her term ceases to be the chair at the same time.

Vacancy

(5) If the office of the chair becomes vacant before the end of the chair's term,

- (a) the board of directors shall promptly elect another member of the board as chair for the remainder of the unexpired term; or
- (b) in the case of the first board, the Minister shall appoint another person, who need not be a member of the board, as chair for the remainder of the unexpired term.

Duty

(6) It is the duty of the chair to preside over the meetings of the board of directors.

Acting chair

(7) The board of directors may by by-law or resolution appoint a member of the board to act in the place of the chair when the chair is absent or refuses to act or the office of the chair is vacant and, while so acting, such member has all the powers and shall perform the duties of the chair.

Remuneration

147. (1) A member of the board of directors shall be paid such remuneration as the by-laws provide.

First chair

(2) Despite subsection (1), the Minister shall set the remuneration of the first chair.

Expenses

(3) A member of the board of directors is entitled to

Égalité des voix

(3) Le président ne dispose d'aucune voix, sauf en cas de partage.

Président intérimaire

(4) Le président intérimaire visé au paragraphe 146 (7), par contre, dispose d'une voix.

Président

146. (1) Le conseil d'administration élit un président parmi ses membres.

Mandat

(2) Le mandat du président est d'un an et peut être renouvelé une fois.

Premier conseil

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), le ministre nomme président un des membres du premier conseil dont le mandat expire le 31 décembre 2004 pour un mandat qui expire à cette date.

Inhabilité

(4) Le président qui cesse d'être administrateur avant l'expiration de son mandat cesse, en même temps, d'être président.

Vacance

(5) Si la charge du président devient vacante avant l'expiration de son mandat :

- a) soit le conseil d'administration élit promptement un autre président parmi ses membres pour la durée restante du mandat;
- b) soit, dans le cas du premier conseil, le ministre nomme président une autre personne, qui ne doit pas nécessairement être administrateur pour la durée restante du mandat.

Fonction

(6) Le président a pour fonction de présider les réunions du conseil d'administration.

Président intérimaire

(7) Le conseil d'administration peut, par règlement administratif ou résolution, nommer un de ses membres pour remplacer le président lorsque celui-ci est absent ou refuse d'exercer ses fonctions ou que sa charge est vacante. Le membre ainsi nommé est investi des pouvoirs du président et exerce ses fonctions lorsqu'il agit à ce titre.

Rémunération

147. (1) Les administrateurs reçoivent la rémunération que prévoient les règlements administratifs.

Premier président

(2) Malgré le paragraphe (1), le ministre fixe la rémunération du premier président.

Indemnités

(3) Les administrateurs ont droit au remboursement

be reimbursed for reasonable expenses incurred in the course of performing his or her duties.

Decisions not made at meeting

148. (1) The board of directors may make a decision otherwise than at a meeting and the signature of a majority of the members of the board on a document setting out the decision is evidence of the board's decision.

Committees

(2) Subsection (1) applies with necessary modifications to a committee of the board of directors.

Meeting by telephone, etc.

149. Subsection 126 (13) of the *Business Corporations Act* applies, with necessary modifications, to meetings of the board of directors or a committee of the board of directors of the corporation.

Chief executive officer

150. (1) The board of directors shall appoint a chief executive officer who is responsible for the operation of the corporation and who shall implement the policies and procedures and perform such other duties as may be established by the board.

Secretary

(2) The chief executive officer is the secretary of the board of directors and shall conduct the elections under subsection 143 (1).

First CEO

(3) The chair appointed by the Minister for the first board is the chief executive officer until December 31, 2004 and, if that chair is replaced by the Minister under subsection 144 (3), the replacement is the chief executive officer until that date.

Expenditures before 2005

151. (1) This section applies with respect to expenditures incurred by the corporation during 2001, 2002, 2003 and 2004.

Budget

(2) The board of directors shall prepare a proposed annual budget for the corporation for 2001, 2002, 2003 and 2004 and shall submit the budget for each year to the Minister before the deadline fixed by the Minister.

Approval

(3) The Minister may approve any or all of the expenditures set out in the annual budget.

Payment

(4) The Minister of Finance shall pay the corporation an amount equal to the total of the expenditures that are incurred before December 31, 2004 and approved under subsection (3).

des frais raisonnables qu'ils engagent dans l'exercice de leurs fonctions.

Décisions prises hors des réunions

148. (1) Le conseil d'administration peut prendre des décisions autrement qu'en réunion. La signature de la majorité des administrateurs qui figure sur un document énonçant une décision du conseil fait foi de celle-ci.

Comités

(2) Le paragraphe (1) s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux comités du conseil d'administration.

Réunion par téléphone ou autre moyen

149. Le paragraphe 126 (13) de la *Loi sur les sociétés par actions* s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux réunions du conseil d'administration de la Société ou de ses comités.

Chef de la direction

150. (1) Le conseil d'administration nomme un chef de la direction qui est chargé du fonctionnement de la Société, qui met en œuvre les politiques et les méthodes qu'établit le conseil et qui exerce les autres fonctions qu'il lui attribue.

Secrétaire

(2) Le chef de la direction est le secrétaire du conseil d'administration et tient les élections prévues au paragraphe 143 (1).

Premier chef de la direction

(3) Le président que le ministre nomme au premier conseil est le chef de la direction jusqu'au 31 décembre 2004 et, si le ministre le remplace en vertu du paragraphe 144 (3), son remplaçant est le chef de la direction jusqu'à cette date.

Dépenses avant 2005

151. (1) Le présent article s'applique à l'égard des dépenses que la Société engage en 2001, 2002, 2003 et 2004.

Prévisions budgétaires

(2) Le conseil d'administration prépare les prévisions budgétaires annuelles de la Société pour 2001, 2002, 2003 et 2004, et il présente au ministre les prévisions de chaque année avant la date que fixe ce dernier.

Approbation

(3) Le ministre peut approuver la totalité ou une partie des dépenses indiquées dans les prévisions budgétaires annuelles.

Versement

(4) Le ministre des Finances verse à la Société une somme égale au total des dépenses qu'elle a engagées avant le 31 décembre 2004 et qu'il a approuvées en vertu du paragraphe (3).

Expenditures in and after 2005

152. With respect to expenditures incurred by the corporation on and after January 1, 2005, the members of the corporation who are service managers shall pay such of those expenditures as are prescribed and shall pay them in the prescribed manner.

Annual report

153. (1) The corporation shall prepare an annual report on the affairs of the corporation and deliver it to the Minister within 150 days after the end of its fiscal year.

Contents

(2) The annual report shall include the audited financial statements and such other information as may be prescribed.

Copy to members

(3) A copy of the report shall be provided to each member of the board of directors.

Reports by service managers, etc.

154. (1) Service managers and housing providers shall file reports with the corporation containing the prescribed information in the prescribed manner and at the prescribed times.

Information on request

(2) On the request of the corporation, a service manager or housing provider shall provide the corporation with such information as the corporation considers necessary to carry out its objects.

Immunity

155. No action or other proceeding for damages shall be brought against a member of the board of directors or any employee of the corporation as a result of any act done in good faith in the performance or intended performance of any duty under this Act or in the exercise or intended exercise of any power under this Act, or as a result of any neglect in the performance or exercise in good faith of such duty or power, but such action or proceeding may be brought against the corporation.

PART IX GENERAL

ADMINISTRATIVE MATTERS

Conflicts

156. (1) This Act applies despite any general or special Act and despite any regulation made under any other Act.

Same

(2) In the event of a conflict between this Act and another Act or a regulation made under another Act, this Act prevails except where otherwise provided in this Act.

Power to amend, replace certain operating agreements

157. (1) This section applies with respect to an op-

Dépenses engagées à compter de 2005

152. Les membres de la Société qui sont des gestionnaires de services paient, de la manière prescrite, la partie prescrite des dépenses qu'engage celle-ci à compter du 1^{er} janvier 2005.

Rapport annuel

153. (1) La Société prépare un rapport annuel sur ses affaires et le remet au ministre dans les 150 jours qui suivent la fin de l'exercice.

Contenu

(2) Le rapport annuel comprend les états financiers vérifiés et les autres renseignements prescrits.

Copie aux membres

(3) Une copie du rapport est remise à chacun des administrateurs.

Rapports des gestionnaires de services

154. (1) Les gestionnaires de services et les fournisseurs de logements déposent auprès de la Société, de la manière et aux moments prescrits, des rapports qui comprennent les renseignements prescrits.

Renseignements fournis sur demande

(2) Les gestionnaires de services ou les fournisseurs de logements fournissent à la Société, sur demande, les renseignements qu'elle estime nécessaires à la réalisation de sa mission.

Immunité

155. Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre un administrateur ou un employé de la Société pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des fonctions ou des pouvoirs que lui attribue la présente loi ou pour une négligence qu'il a commise dans l'exercice de bonne foi de ces fonctions ou pouvoirs. De telles actions ou instances peuvent toutefois être introduites contre la Société.

PARTIE IX DISPOSITIONS GÉNÉRALES QUESTIONS ADMINISTRATIVES

Incompatibilité

156. (1) La présente loi s'applique malgré toute loi générale ou spéciale et tout règlement pris en application d'une autre loi.

Idem

(2) Sauf disposition contraire de la présente loi, les dispositions de celle-ci l'emportent sur les dispositions incompatibles d'une autre loi ou de ses règlements d'application.

Pouvoir de modifier et de remplacer certains accords d'exploitation

157. (1) Le présent article s'applique à l'égard des

erating agreement to which the Government of Canada or the Canada Mortgage and Housing Corporation is a party that was entered into with respect to a prescribed transferred housing program.

Same

(2) The service manager to whom responsibility for funding and administering a housing project under the housing program to which the operating agreement relates and the housing provider may amend or terminate and replace the operating agreement as it relates to the housing project, and shall do so in writing.

Fraud control unit

158. (1) The Minister may establish a social housing fraud control unit or may assign duties for investigating and preventing social housing fraud to a social assistance fraud control unit established under subsection 57 (1) of the *Ontario Works Act, 1997*.

Local unit

(2) Each service manager may establish a local social housing fraud control unit or may assign duties for investigating and preventing social housing fraud in all or part of the service manager's geographic area to a local fraud control unit established under subsection 57 (2) of the *Ontario Works Act, 1997*.

Mandate

(3) A fraud control unit established or assigned duties under this section may investigate the eligibility of a household to receive or to continue to receive rent-geared-to-income assistance, including possible violations of this Act and the regulations.

Deeming provision

(4) Persons engaged in investigations under this section or section 159 shall be deemed to be engaged in law enforcement for the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Eligibility review officers

159. (1) The Minister or a service manager may designate persons as eligibility review officers.

Investigation

(2) An eligibility review officer may investigate the past or present eligibility of a household to receive rent-geared-to-income assistance, and may investigate any member of a household under investigation, and for that purpose has the prescribed powers and the power to apply for and act under a search warrant.

accords d'exploitation auxquels est partie le gouvernement du Canada ou la Société canadienne d'hypothèques et de logement et qui ont été conclus à l'égard d'un programme de logement transféré prescrit.

Idem

(2) Le gestionnaire de services à qui est transférée la responsabilité du financement et de l'administration d'un ensemble domiciliaire visé par le programme de logement auquel se rapporte l'accord d'exploitation et le fournisseur de logements peuvent, par écrit, modifier ou résilier l'accord d'exploitation en ce qui concerne l'ensemble domiciliaire ou lui en substituer un nouveau.

Unité de répression des fraudes

158. (1) Le ministre peut constituer une unité de répression des fraudes en matière de logement social ou peut assigner à une unité de répression des fraudes de l'aide sociale constituée en vertu du paragraphe 57 (1) de la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail* des fonctions qui consistent à enquêter sur les fraudes en matière de logement social et à réprimer de telles fraudes.

Unité locale

(2) Le gestionnaire de services peut constituer une unité locale de répression des fraudes en matière de logement social ou peut assigner à une unité locale de répression des fraudes constituée en vertu du paragraphe 57 (2) de la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail* des fonctions qui consistent à enquêter sur les fraudes en matière de logement social dans tout ou partie de son aire de service et à réprimer de telles fraudes.

Mandat

(3) L'unité de répression des fraudes constituée ou chargée de fonctions en vertu du présent article peut enquêter sur l'admissibilité ou l'admissibilité continue d'un ménage à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu, y compris sur d'éventuelles contraventions à la présente loi et aux règlements.

Présomption

(4) Les personnes qui effectuent des enquêtes pour l'application du présent article ou de l'article 159 sont réputées être chargées de l'exécution de la loi pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

Agents de révision de l'admissibilité

159. (1) Le ministre ou un gestionnaire de services peut désigner des personnes comme agents de révision de l'admissibilité.

Enquête

(2) L'agent de révision de l'admissibilité peut enquêter sur l'admissibilité antérieure ou actuelle d'un ménage à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu et sur les membres du ménage faisant l'objet de l'enquête et, à cette fin, il est investi des pouvoirs prescrits et du pouvoir de demander un mandat de perquisition et d'agir en vertu de celui-ci.

Family support workers

(3) A service manager, or person or organization authorized to do so by the service manager, may designate persons as family support workers to assist any member of a household that is eligible for rent-geared-to-income assistance in taking whatever action is necessary to pursue financial support from persons with a legal obligation to provide it.

Powers and duties

(4) Family support workers have the prescribed powers and duties, including the authority to collect and disclose personal information to assist in legal proceedings for support and in the enforcement of agreements, orders and judgments relating to support.

Prohibition, obstruction

160. (1) No person shall obstruct or knowingly give false information to a person engaged in an investigation authorized by section 158 or 159.

Penalty

(2) A person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months or to both.

Electronic signature

161. (1) If this Act or the regulations require an individual's signature, one or more of the individual's personal identification number, password or photographic image may be used in the place of his or her signature to authenticate the individual's identity and to act as authorization of or consent to a transaction relating to an application for rent-geared-to-income assistance.

Storage

(2) If a person collects an individual's personal identification number, password or photographic image under this Act, it shall be recorded and stored in a secure electronic environment.

COLLECTION, USE AND DISCLOSURE OF PERSONAL INFORMATION

Personal information, standards

162. (1) A housing provider and any person providing services with respect to a housing program prescribed for the purposes of this subsection or housing project prescribed for the purposes of this subsection, including any person acting pursuant to an agreement under section 16, shall comply with the prescribed standards for the collection, use, disclosure and safeguarding of privacy of personal information and for a person's access to his or her personal information.

Agents d'aide au recouvrement

(3) Un gestionnaire de services, ou la personne ou l'organisme qu'il autorise à ce faire, peut désigner des personnes comme agents d'aide au recouvrement pour aider les membres d'un ménage qui est admissible à une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu à prendre toute mesure nécessaire pour obtenir le soutien financier des personnes qui ont une obligation légale de le fournir.

Pouvoirs et fonctions

(4) Les agents d'aide au recouvrement sont investis des pouvoirs et des fonctions prescrits, notamment du pouvoir de recueillir et de divulguer des renseignements personnels pour apporter leur aide lors d'instances relatives aux aliments et lors de l'exécution forcée des ententes, accords, ordonnances et jugements relatifs aux aliments.

Entrave interdite

160. (1) Nul ne doit entraver le travail d'une personne qui effectue une enquête autorisée par l'article 158 ou 159 ni sciemment lui fournir de faux renseignements.

Peine

(2) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 5 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou d'une seule de ces peines.

Signature électronique

161. (1) Si la présente loi ou les règlements exigent la signature d'un particulier, son numéro d'identification personnel, son mot de passe ou son image photographique, ou toute combinaison de ceux-ci, peut être utilisé à la place de sa signature pour authentifier son identité et pour servir d'autorisation ou de consentement à une opération relative à une demande d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.

Stockage

(2) Le numéro d'identification personnel, le mot de passe ou l'image photographique d'un particulier que recueille une personne dans le cadre de la présente loi sont consignés et stockés dans un environnement électronique protégé.

COLLECTE, UTILISATION ET DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Normes : renseignements personnels

162. (1) Tout fournisseur de logements et toute personne qui fournit des services à l'égard d'un programme de logement ou d'un ensemble domiciliaire prescrit pour l'application du présent paragraphe, y compris toute personne qui agit conformément à un accord visé à l'article 16, respectent les normes prescrites pour la collecte, l'utilisation et la divulgation des renseignements personnels, la protection de leur caractère confidentiel ainsi que l'accès de quiconque aux renseignements personnels qui le concernent.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to a housing provider or person that is defined as an institution under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Disclosure to institutions

(3) Where this Act or the regulations authorize the disclosure of information from or to an institution, as defined under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*,

- (a) subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and subsection 29 (2) of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* do not apply to the institution to which the information is being disclosed in respect of that information;
- (b) the information shall be deemed to have been disclosed for the purpose of complying with this section; and
- (c) the information shall be deemed to have been obtained or compiled by the receiving institution for a purpose consistent with the purpose for which the information was initially obtained or compiled.

Control of record

(4) A person does not have control of a record for the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* just because the person is entitled under section 20 or 21, subsection 55 (4) or (9) or section 113 or 114 to obtain a copy of a record.

Agreements of Minister

163. (1) The Minister may enter into agreements with respect to the collection, use and disclosure of information with the following:

1. The Government of Canada or a department, ministry or agency of it.
2. The government of a province or territory in Canada or a department, ministry or agency of it.
3. The government of the United States or the government of a state of the United States or a department or agency of either.
4. A body that is an institution under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or under the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au fournisseur de logements ou à la personne comprise dans la définition d'une institution au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

Divulgence aux institutions

(3) Si la présente loi ou les règlements autorisent la divulgation de renseignements par ou à une institution, au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* :

- a) le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et le paragraphe 29 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* ne s'appliquent pas, à l'égard de ces renseignements, à l'institution à laquelle ils sont divulgués;
- b) les renseignements sont réputés avoir été divulgués afin de se conformer au présent article;
- c) les renseignements sont réputés avoir été obtenus ou recueillis par l'institution à une fin compatible avec celle pour laquelle ils ont été obtenus ou recueillis à l'origine.

Contrôle des documents

(4) Nul n'a le contrôle d'un document pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* pour le seul motif que l'article 20 ou 21, le paragraphe 55 (4) ou (9) ou l'article 113 ou 114 lui confère le droit d'en obtenir des copies.

Conclusion d'ententes par le ministre

163. (1) Le ministre peut conclure avec l'un ou l'autre des gouvernements ou entités suivants une entente à l'égard de la collecte, de l'utilisation et de la divulgation de renseignements :

1. Le gouvernement du Canada ou un de ses ministères ou organismes.
2. Le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada, ou un de ses ministères ou organismes.
3. Le gouvernement des États-Unis ou le gouvernement d'un État des États-Unis ou un des ministères ou organismes de l'un ou l'autre de ces gouvernements.
4. Une entité qui est une institution au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

5. The government of another country or a department or agency of it.
6. Such other bodies as may be prescribed.

Disclosure of personal information

(2) The Minister may disclose to a government or body referred to in subsection (1) personal information collected for the purpose of administering or enforcing this Act and the regulations if,

- (a) the disclosure is made in accordance with the agreement;
- (b) the government or body administers or enforces a social benefit program or a social housing or rent-geared-to-income assistance program or is conducting research related to such programs or the information relates to the administration or enforcement of or research relating to the *Income Tax Act*, the *Income Tax Act* (Canada), the *Immigration Act* (Canada), or the prescribed Acts; and
- (c) the government or body agrees to use the information only for the purpose of administering, enforcing or conducting research related to a social benefit program or social housing or rent-geared-to-income assistance program, the *Income Tax Act*, the *Income Tax Act* (Canada), the *Immigration Act* (Canada) or the prescribed Acts.

Confidentiality

(3) An agreement under this section shall provide that personal information collected, used or disclosed under it is confidential and shall establish mechanisms for maintaining the confidentiality and security of the information.

No notice required

(4) Subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and subsection 29 (2) of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* do not apply with respect to information collected under an agreement under subsection (1) if,

- (a) the information has been collected by data matching;
- (b) notice to the individual might frustrate an investigation; or
- (c) notice to the individual is not feasible.

Collection of personal information

(5) The Minister may collect personal information from a government or body with whom he or she has

5. Le gouvernement d'un autre pays ou un de ses ministères ou organismes.
6. Toute autre entité prescrite.

Divulgence de renseignements personnels

(2) Le ministre peut divulguer à un gouvernement ou à une entité visés au paragraphe (1) les renseignements personnels recueillis aux fins de l'application ou de l'exécution de la présente loi et des règlements si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la divulgation est faite conformément à l'entente;
- b) le gouvernement ou l'entité administre ou exécute un régime de prestations sociales ou un programme de logement social ou d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu, ou effectue une recherche à l'égard d'un tel régime ou programme, ou les renseignements ont trait à l'application ou à l'exécution de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'immigration* (Canada) ou des lois prescrites, ou à une recherche à l'égard de ces lois;
- c) le gouvernement ou l'entité convient de n'utiliser les renseignements qu'aux fins de l'administration, de l'application ou de l'exécution d'un régime de prestations sociales ou d'un programme de logement social ou d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu, de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'immigration* (Canada) ou des lois prescrites, ou qu'à des fins de recherche à leur égard.

Caractère confidentiel

(3) L'entente conclue en vertu du présent article prévoit que les renseignements personnels recueillis, utilisés ou divulgués aux termes de celle-ci sont confidentiels et établit un mécanisme de maintien de leur caractère confidentiel et de leur sécurité.

Avis non obligatoire

(4) Le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et le paragraphe 29 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* ne s'appliquent pas à l'égard des renseignements recueillis aux termes d'une entente conclue en vertu du paragraphe (1) si, selon le cas :

- a) les renseignements ont été recueillis par comparaison de données;
- b) la remise d'un avis au particulier pourrait avoir pour effet de contrecarrer une enquête;
- c) la remise d'un avis au particulier n'est pas possible.

Collecte de renseignements personnels

(5) Le ministre peut recueillir des renseignements personnels auprès d'un gouvernement ou d'une entité

made an agreement under this section in accordance with that agreement.

Disclosure by institution

(6) A body described in paragraph 4 of subsection (1) may disclose personal information in its possession to the Minister, service manager or housing provider if the information is necessary for purposes related to their powers and duties under this Act.

Confidentiality provisions in other Acts

(7) Subsection (6) prevails over a provision in any other Act, other than the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Service manager bound

(8) A service manager is bound by the terms and conditions of an agreement with a government or body referred to in subsection (1) unless the service manager also has a similar agreement with that body.

Information about identifiable individuals

(9) Information disclosed under this section or section 164 shall not include the names of individuals unless information about identifiable individuals is necessary for the purposes of the agreement.

Disposition of personal information

(10) An agreement under this section or section 164 shall include a plan for the disposition of the personal information.

Accuracy of information

(11) The Minister and each service manager shall take reasonable measures to seek assurances that information collected under this section or section 164 is accurate and current.

Agreements of service managers

164. (1) With the approval of the Minister, a service manager may enter into an agreement with a government or body referred to in subsection 163 (1) with respect to the collection, use and disclosure of information.

Disclosure of personal information

(2) A service manager that is party to an agreement under subsection (1) may disclose personal information collected for the purpose of administering or enforcing this Act to any government or body with whom the agreement has been made if,

- (a) the disclosure is made in accordance with the agreement;
- (b) the government or body administers or enforces a social benefit program or a social housing or rent-geared-to-income assistance program or is conducting research related to a social benefit

avec qui il a conclu une entente en vertu du présent article, conformément à l'entente.

Divulguation par une institution

(6) Une entité visée à la disposition 4 du paragraphe (1) peut divulguer au ministre, au gestionnaire de services ou au fournisseur de logements les renseignements personnels qu'elle a en sa possession qui sont nécessaires à des fins liées aux pouvoirs et aux fonctions que leur attribue la présente loi.

Dispositions d'autres lois ayant trait au caractère confidentiel

(7) Le paragraphe (6) l'emporte sur les dispositions de toute autre loi, à l'exception de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*.

Obligation du gestionnaire de services

(8) Le gestionnaire de services est lié par les conditions d'une entente conclue avec un gouvernement ou une entité visé au paragraphe (1), à moins qu'il n'ait aussi conclu une entente semblable avec cette entité.

Renseignements sur les particuliers identifiables

(9) Les renseignements divulgués en vertu du présent article ou de l'article 164 ne doivent pas comprendre le nom de particuliers, sauf si des renseignements sur des particuliers identifiables sont nécessaires aux fins de l'entente.

Disposition des renseignements personnels

(10) Une entente visée au présent article ou à l'article 164 comprend des mesures pour disposer des renseignements personnels.

Exactitude des renseignements

(11) Le ministre et chaque gestionnaire de services prennent des mesures raisonnables pour obtenir des garanties selon lesquelles les renseignements recueillis en application du présent article ou de l'article 164 sont exacts et à jour.

Conclusion d'ententes par les gestionnaires de services

164. (1) Le gestionnaire de services peut, avec l'approbation du ministre, conclure avec un gouvernement ou une entité visé au paragraphe 163 (1) une entente à l'égard de la collecte, de l'utilisation et de la divulgation de renseignements.

Divulguation de renseignements personnels

(2) Le gestionnaire de services qui est partie à une entente visée au paragraphe (1) peut divulguer des renseignements personnels recueillis pour l'application ou l'exécution de la présente loi à tout gouvernement ou à toute entité avec qui il a conclu l'entente si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la divulgation est faite conformément à l'entente;
- b) le gouvernement ou l'entité administre ou exécute un régime de prestations sociales ou un programme de logement social ou d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu, ou effectue une re-

program or a social housing or rent-geared-to-income assistance program or the information relates to the administration or enforcement of or research relating to the *Income Tax Act*, the *Income Tax Act* (Canada), the *Immigration Act* (Canada) or the prescribed Acts; and

- (c) the government or body agrees to use the information only for the purpose of administering, enforcing or conducting research related to a social benefit program or a social housing or rent-geared-to-income assistance program, the *Income Tax Act*, the *Income Tax Act* (Canada), the *Immigration Act* (Canada) or the prescribed Acts.

Confidentiality

(3) An agreement under this section shall provide that personal information collected, used or disclosed under it is confidential and shall establish mechanisms for maintaining the confidentiality and security of the information.

Collection of personal information

(4) A service manager that is party to an agreement under subsection (1) may collect personal information from a government or body that is party to the agreement in accordance with that agreement.

Sharing information

165. (1) The Minister, the Ontario Housing Corporation, the Social Housing Services Corporation, each service manager, each administrator, each housing provider, each lead agency and each person or organization providing services by contract to any of them may share with any of the following persons personal information that is in their possession and was collected under this Act, the *Ontario Works Act, 1997*, the *Ontario Disability Support Program Act, 1997* or the *Day Nurseries Act*, if the information is necessary for the purposes of making decisions or verifying eligibility for assistance under this or those Acts:

1. With one another.
2. With the Director appointed under the *Ontario Disability Support Program Act, 1997* and any person exercising the Director's powers and duties under section 39 of that Act.
3. With the Director appointed under the *Ontario Works Act, 1997* and any person exercising the Director's powers and duties under section 47 of that Act.
4. With the Director or an administrator appointed under the *Day Nurseries Act*.

cherche à l'égard d'un tel régime ou programme, ou les renseignements ont trait à l'application ou à l'exécution de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'immigration* (Canada) ou des lois prescrites, ou à une recherche à l'égard de ces lois;

- (c) le gouvernement ou l'entité convient de n'utiliser les renseignements qu'aux fins de l'administration, de l'application ou de l'exécution d'un régime de prestations sociales ou d'un programme de logement social ou d'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu, de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'immigration* (Canada) ou des lois prescrites, ou qu'à des fins de recherche à leur égard.

Caractère confidentiel

(3) L'entente conclue en vertu du présent article prévoit que les renseignements personnels recueillis, utilisés ou divulgués aux termes de celle-ci sont confidentiels et établit un mécanisme de maintien du caractère confidentiel et de la sécurité des renseignements.

Collecte de renseignements personnels

(4) Le gestionnaire de services qui est partie à une entente visée au paragraphe (1) peut recueillir des renseignements personnels auprès d'un gouvernement ou d'une entité qui est partie à l'entente, conformément à celle-ci.

Communication de renseignements

165. (1) Le ministre, la Société de logement de l'Ontario, la Société des services de logement social, les gestionnaires de services, les administrateurs nommés en application de l'article 15, les fournisseurs de logements, les organismes responsables et les personnes ou organismes qui fournissent des services à contrat à l'une de ces personnes ou entités peuvent communiquer aux personnes et entités suivantes les renseignements personnels qui sont en leur possession et qui ont été recueillis en vertu de la présente loi, de la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail*, de la *Loi de 1997 sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées* ou de la *Loi sur les garderies* si les renseignements sont nécessaires afin de prendre des décisions ou de vérifier l'admissibilité à l'aide en application de la présente loi ou de ces lois :

1. Les personnes et entités susmentionnées.
2. Le directeur nommé en application de la *Loi de 1997 sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées* et quiconque exerce ses pouvoirs et fonctions en vertu de l'article 39 de cette loi.
3. Le directeur nommé en application de la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail* et quiconque exerce ses pouvoirs et fonctions en vertu de l'article 47 de cette loi.
4. Le directeur ou l'administrateur nommé en application de la *Loi sur les garderies*.

Notification on collection

(2) When a service manager, supportive housing provider or lead agency collects personal information from a household in the course of performing its duties under this Act, it shall,

- (a) notify the household that information provided by the household may be shared,
 - (i) as necessary for the purposes of making decisions or verifying eligibility for assistance under this Act, the *Ontario Disability Support Program Act, 1997*, the *Ontario Works Act, 1997* or the *Day Nurseries Act*, or
 - (ii) as authorized by an agreement made under section 163 or 164; and
- (b) notify the household of the name, business address and business telephone number of a person who can answer questions and respond to complaints about the collection, use or disclosure of the information.

Restriction re prescribed personal information

166. The prescribed types of personal information shall not be disclosed or shared under section 163, 164 or 165 except in accordance with the regulations.

REGULATIONS**Regulations generally**

167. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. Defining words and expressions that are not defined in this Act.
2. Prescribing any matter required or permitted by this Act to be, or referred to in this Act as, prescribed by the regulations, for which a specific power is not otherwise provided in sections 168 to 176.
3. Exempting any person, premises or thing, any combination of any of them or any class of any of them from any provision of this Act or the regulations, and prescribing conditions or restrictions that apply in respect of an exemption.
4. Providing for such transitional matters as the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the implementation of this Act.

Minister's regulations (general)

(2) The Minister may make regulations respecting the following matters:

1. Exempting any person, premises or thing, any combination of them or any class of them from

Avis

(2) Le gestionnaire de services, le fournisseur de logements avec services de soutien ou l'organisme responsable qui recueille des renseignements personnels auprès d'un ménage dans l'exercice des fonctions que lui attribue la présente loi fait ce qui suit :

- a) il avise le ménage que les renseignements qu'il fournit peuvent être communiqués :
 - (i) dans la mesure nécessaire pour prendre des décisions ou vérifier l'admissibilité à l'aide en application de la présente loi, de la *Loi de 1997 sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées*, de la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail* ou de la *Loi sur les garderies*,
 - (ii) conformément à une entente conclue en vertu de l'article 163 ou 164;
- b) il communique au ménage les nom, adresse et numéro de téléphone d'affaires d'une personne qui peut le renseigner au sujet de la collecte, de l'utilisation ou de la divulgation des renseignements et qui peut donner suite à ses plaintes à cet égard.

Restriction : renseignements personnels prescrits

166. Les genres prescrits de renseignements personnels ne doivent pas être divulgués ou communiqués en application de l'article 163, 164 ou 165 si ce n'est conformément aux règlements.

RÈGLEMENTS**Règlements de nature générale**

167. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Définir des termes non définis dans la présente loi.
2. Prescrire toute question que la présente loi exige ou permet de prescrire par règlement ou mentionner comme étant ainsi prescrite et pour laquelle un pouvoir précis n'est pas autrement prévu aux articles 168 à 176.
3. Soustraire des personnes, des lieux ou des choses, ou des combinaisons ou catégories de ceux-ci, à l'application d'une disposition de la présente loi ou des règlements et prescrire les conditions ou restrictions applicables en l'occurrence.
4. Prévoir les questions transitoires que le lieutenant-gouverneur en conseil estime nécessaires ou souhaitables relativement à l'application de la présente loi.

Règlements de nature générale : ministre

(2) Le ministre peut, par règlement :

1. Soustraire des personnes, des lieux ou des choses, ou des combinaisons ou catégories de

any provision of a regulation made by the Minister and prescribing conditions or restrictions that apply in respect of an exemption.

2. Providing for such transitional matters relating to a regulation made by the Minister that the Minister considers necessary or advisable in connection with the implementation of the matter addressed by the regulation.

Transition regulations

(3) A regulation made under paragraph 4 of subsection (1),

- (a) may provide that despite the proclamation of this Act or a provision of this Act, this Act or the provision does not take effect in all or part of the province until the date specified in the regulation;
- (b) may provide that another Act or a provision of another Act that is repealed by this Act continues to apply, for a specified period of time and with necessary modifications, to specified things or in specified circumstances;
- (c) may specify that, for a specified period of time, a person is entitled to exercise the powers or required to perform the duties of another person under this or any other Act instead of the person otherwise entitled or required to do so and providing that actions by the person who exercises those powers or performs those duties shall be deemed, for the purposes of the applicable Act, to be the actions of the person otherwise entitled to exercise the powers or required to perform the duties under that Act.

General or particular

(4) A regulation may be general or particular in its application.

Classes

(5) A regulation may create different classes and may establish different rules in relation to the different classes.

Conditions and restrictions

(6) A regulation may impose conditions and restrictions with respect to the exercise of a power or the performance of a duty established by the regulation.

Regulations respecting Part I (Interpretation)

168. The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. Prescribing housing programs for the purposes of the definition of "federal funding" in section 2.
2. Prescribing criteria for the purposes of the definition of "high need household" in section 2.
3. Prescribing programs for the purposes of the definition of "housing program" in section 2.

ceux-ci, à l'application d'une disposition d'un règlement qu'il a pris et prescrire les conditions ou restrictions applicables en l'occurrence.

2. Prévoir, à l'égard d'un règlement qu'il a pris, les questions transitoires qu'il estime nécessaires ou souhaitables relativement à la mise en oeuvre de ce dont traite le règlement.

Règlements transitoires

(3) Les règlements pris en application de la disposition 4 du paragraphe (1) peuvent :

- a) prévoir que, malgré sa proclamation, la présente loi ou une de ses dispositions n'entre en vigueur dans tout ou partie de la province qu'à la date que précise le règlement;
- b) prévoir qu'une autre loi ou une de ses dispositions qu'abroge la présente loi continue de s'appliquer, pendant une période déterminée et avec les adaptations nécessaires, aux choses précisées ou dans les circonstances précisées;
- c) préciser que, pendant une période déterminée, une personne peut exercer les pouvoirs ou doit exercer les fonctions que la présente loi ou une autre loi attribue à une autre personne à la place de celle-ci et prévoir que les mesures que prend la personne qui exerce ces pouvoirs ou fonctions à la place de l'autre personne sont réputées, pour l'application de la loi pertinente, des mesures prises par la personne qui, par ailleurs, pourrait exercer ces pouvoirs ou devrait exercer ces fonctions en application de cette loi.

Portée

(4) Les règlements peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Catégories

(5) Les règlements peuvent créer différentes catégories et peuvent établir des règles différentes à leur égard.

Conditions et restrictions

(6) Les règlements peuvent assortir de conditions et de restrictions l'exercice d'un pouvoir ou d'une fonction établi par règlement.

Règlements : partie I (définitions)

168. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescrire des programmes de logement pour l'application de la définition de «subvention fédérale» à l'article 2.
2. Prescrire des critères pour l'application de la définition de «ménage ayant des besoins importants» à l'article 2.
3. Prescrire des programmes pour l'application de la définition de «programme de logement» à l'article 2.

Regulations respecting Part II (Service Managers)

169. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. For the purposes of section 5 (powers of service manager), prescribing additional powers and prescribing conditions and restrictions on the exercise of powers.
2. Prescribing municipalities for the purposes of subsection 8 (2) (powers of dssab service manager re debentures).
3. Prescribing housing programs for the purposes of subsection 9 (2) (restrictions re mortgage financing).
4. Prescribing the matters referred to in subsection 10 (1) as being prescribed (duties re transferred housing programs).
5. For the purposes of subsection 10 (3), prescribing criteria and rules to be met with respect to the administration and funding of housing programs.
6. Prescribing housing providers for the purposes of subsection 10 (6) (language of services).
7. Prescribing the matters referred to in subsection 11 (1) (service levels, households) as being prescribed.
8. Prescribing housing programs for the purposes of subsection 11 (2) (exclusions).
9. Prescribing the matters referred to in subsection 11 (3) (service levels, modified units) as being prescribed.
10. For the purposes of subsection 12 (1) (prescribed duties), prescribing additional duties of service managers.
11. For the purposes of subsection 12 (2) (prescribed restrictions, etc.), prescribing conditions and restrictions on the performance of duties.
12. Prescribing conditions and restrictions for the purposes of clause 15 (1) (b) (appointment of administrator).
13. For the purposes of subsection 18 (4) (notice of project in difficulty), prescribing information to be included in the written notice.
14. For the purposes of section 19 (records), prescribing the records to be kept by a service manager and the length of time that they must be kept.
15. Prescribing dates, information and documents for the purposes of subsections 20 (1) and (2) (annual report).

Règlements : partie II (gestionnaires de services)

169. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Pour l'application de l'article 5 (pouvoirs du gestionnaire de services), prescrire des pouvoirs additionnels et assortir leur exercice de conditions et de restrictions.
2. Prescrire des municipalités pour l'application du paragraphe 8 (2) (pouvoirs des conseils gestionnaires de services : débentures).
3. Prescrire des programmes de logement pour l'application du paragraphe 9 (2) (restrictions applicables aux prêts hypothécaires).
4. Prescrire les questions que le paragraphe 10 (1) (obligations : programmes de logement transférés) mentionne comme étant prescrites.
5. Pour l'application du paragraphe 10 (3), prescrire les critères et les règles à observer en ce qui concerne l'administration et le financement des programmes de logement.
6. Prescrire des fournisseurs de logements pour l'application du paragraphe 10 (6) (langue des services).
7. Prescrire les questions que le paragraphe 11 (1) (niveaux de service : ménages) mentionne comme étant prescrites.
8. Prescrire des programmes de logement pour l'application du paragraphe 11 (2) (exclusions).
9. Prescrire les questions que le paragraphe 11 (3) (niveaux de service : logements modifiés) mentionne comme étant prescrites.
10. Pour l'application du paragraphe 12 (1) (fonctions prescrites), prescrire les autres fonctions des gestionnaires de services.
11. Pour l'application du paragraphe 12 (2) (restrictions prescrites), prescrire les conditions et les restrictions applicables à l'exercice des fonctions.
12. Prescrire des conditions et des restrictions pour l'application de l'alinéa 15 (1) b) (nomination d'un administrateur).
13. Pour l'application du paragraphe 18 (4) (avis d'ensemble en difficulté), prescrire les renseignements que doit comprendre l'avis écrit.
14. Pour l'application de l'article 19 (documents), prescrire les documents que le gestionnaire de services doit conserver et la durée pour laquelle il doit le faire.
15. Prescrire des dates, des renseignements et des documents pour l'application des paragraphes 20 (1) et (2) (rapport annuel).

Minister's regulations (Part II Service Managers)

(2) The Minister may make regulations in respect of the following matters:

1. For the purposes of subsection 4 (1) (designation of service manager), designating municipalities, district social services administration boards, area services boards and other agencies, boards and commissions as service managers.
2. For the purposes of subsection 4 (2) (service area), specifying the geographic area that is the service area of each service manager.
3. Establishing a system or process by which a service manager may obtain mortgage financing on behalf of or for the benefit of a housing provider described in section 9. The regulation may authorize another ministry or entity to operate the system or process.
4. For the purposes of subsection 16 (2) (agreement regarding performance by another person), prescribing conditions and restrictions on the authority of the service manager to enter into an agreement and on the scope of the agreement.

Regulations respecting Part III (Local Housing Corporations)

170. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. For the purposes of subsection 23 (7) (first share issuance), prescribing the number of common shares a local housing corporation is deemed to have issued to a prescribed service manager.
2. For the purposes of subsection 32 (3) (relationship of local housing corporation to related service manager), prescribing provincial rules governing the accountability of a local housing corporation to its related service manager for its operations and activities.
3. Prescribing housing programs for the purposes of subsection 32 (5) (relationship of local housing corporation to related service manager).
4. For the purposes of paragraph 3 of subsection 32 (5) (relationship of local housing corporation to related service manager), prescribing rules respecting the establishment and use of benchmarks and best practices.

Minister's regulations (Part III Local Housing Corporations)

(2) The Minister may make regulations respecting the following matters:

1. For the purposes of paragraph 1 of subsection 32

Règlements du ministre : partie II (gestionnaires de services)

(2) Le ministre peut, par règlement :

1. Pour l'application du paragraphe 4 (1) (désignation des gestionnaires de services), désigner comme gestionnaires de services des municipalités, des conseils d'administration de district des services sociaux, des régies régionales des services publics et d'autres organismes, conseils et commissions.
2. Pour l'application du paragraphe 4 (2) (aire de service), préciser la zone géographique qui constitue l'aire de service de chaque gestionnaire de services.
3. Mettre sur pied un mécanisme ou un processus qui permette à un gestionnaire de services d'obtenir un prêt hypothécaire pour le compte ou au profit d'un fournisseur de logements visé à l'article 9. Le règlement peut autoriser un autre ministère ou une autre entité à faire fonctionner le mécanisme ou le processus.
4. Pour l'application du paragraphe 16 (2) (accord d'impartition), prescrire les conditions et les restrictions applicables au pouvoir du gestionnaire de services de conclure un accord et à la portée de celui-ci.

Règlements : partie III (sociétés locales de logement)

170. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Pour l'application du paragraphe 23 (7) (première émission d'actions), prescrire le nombre d'actions ordinaires qu'une société locale de logement est réputée avoir émises en faveur d'un gestionnaire de services prescrit.
2. Pour l'application du paragraphe 32 (3) (lien entre la société locale de logement et le gestionnaire de services lié), prescrire des règles provinciales régissant l'obligation de la société locale de logement de rendre des comptes au gestionnaire de services lié à l'égard de son fonctionnement et de ses activités.
3. Prescrire des programmes de logement pour l'application du paragraphe 32 (5) (lien entre la société locale de logement et le gestionnaire de services lié).
4. Pour l'application de la disposition 3 du paragraphe 32 (5) (lien entre la société locale de logement et le gestionnaire de services lié), prescrire des règles régissant l'établissement et l'utilisation de données de référence et de pratiques exemplaires.

Règlements du ministre : partie III (sociétés locales de logement)

(2) Le ministre peut, par règlement :

1. Pour l'application de la disposition 1 du para-

(5) (relationship of local housing corporation to related service manager), prescribing the manner of determining the amounts payable by a service manager to a local housing corporation.

Regulations respecting Part IV (Transfer Orders)

171. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations with respect to the following matters:

1. Prescribing the matters referred to in subsections 41 (1) and (2) (inspection of transfer orders) as being prescribed.
2. Prescribing the matters referred to in subsection 48 (3) (transfer deemed not to have certain effects) as being prescribed.
3. Prescribing criteria for the purposes of subparagraph 4 ii of subsection 50 (2) (restrictions, real property).
4. Prescribing the matters referred to in section 60 (legislation from which certain transfers exempt) as being prescribed.
5. Governing the transfer of assets, liabilities, rights and obligations, including the transfer of employees, under Part IV and supplementing the provisions of Part IV.

Minister's regulations (Part IV Transfer Orders)

(2) The Minister may make regulations with respect to the following matters:

1. Prescribing archival documents or classes of archival documents for the purposes of subsections 55 (3) and (6) (transfer of documents).

Regulations respecting Part V (Eligibility for Assistance)

172. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. Prescribing policy statements to be applied in the interpretation of Part V and of regulations made with respect to Part V and requiring service managers, lead agencies and housing providers to apply them.
2. Prescribing housing programs for the purposes of the definition of "designated housing project" in section 62.
3. Prescribing information and documents for the purposes of subsection 65 (2) (application for assistance).
4. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 66 (5) (eligibility for assistance).
5. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 67 (4) (type of accommodation).
6. For the purposes of subsection 68 (1) (waiting lists for units), prescribing the requirements to be met by service managers when establishing and

phé 32 (5) (lien entre la société locale de logement et le gestionnaire de services lié), prescrire la manière de calculer les sommes que le gestionnaire de services doit verser à une société locale de logement.

Règlements : partie IV (décrets de transfert ou de mutation)

171. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescrire les questions que les paragraphes 41 (1) et (2) (examen des décrets) mentionnent comme étant prescrites.
2. Prescrire les questions que le paragraphe 48 (3) (transfert et mutation réputés ne pas avoir certains effets) mentionne comme étant prescrites.
3. Prescrire des critères pour l'application de la sous-disposition 4 ii du paragraphe 50 (2) (restrictions : biens immeubles).
4. Prescrire les questions que l'article 60 (exclusion de certains textes législatifs) mentionne comme étant prescrites.
5. Régir le transfert de biens, de dettes, de droits et d'obligations ainsi que la mutation d'employés en application de la partie IV et compléter les dispositions de cette partie.

Règlements du ministre : partie IV (décrets de transfert ou de mutation)

(2) Le ministre peut, par règlement :

1. Prescrire des documents d'archives ou des catégories de ceux-ci pour l'application des paragraphes 55 (3) et (6) (transfert de documents).

Règlements : partie V (admissibilité à l'aide)

172. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescrire les déclarations de principe à appliquer pour l'interprétation de la partie V et de ses règlements d'application et exiger leur application par les gestionnaires de services, les organismes responsables et les fournisseurs de logements.
2. Prescrire des programmes de logement pour l'application de la définition de «ensemble domiciliaire désigné» à l'article 62.
3. Prescrire des renseignements et des documents pour l'application du paragraphe 65 (2) (demande d'aide).
4. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 66 (5) (admissibilité à l'aide).
5. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 67 (4) (type de logement acceptable).
6. Pour l'application du paragraphe 68 (1) (listes d'attente pour les logements), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les gestion-

administering waiting lists.

7. For the purposes of subsection 68 (4) (waiting lists for units), prescribing the requirements to be met when determining the category within a waiting list a household is to be included in.
8. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 68 (6) (waiting lists for units).
9. For the purposes of subsection 69 (2) (amount of geared-to-income rent), prescribing the standards to be used when determining the amount of geared-to-income rent payable by a household.
10. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 69 (3) (amount of geared-to-income rent).
11. For the purposes of subsection 70 (2) (deferral of rent), prescribing the requirements to be met for an application for deferral of rent.
12. Prescribing circumstances and criteria for the purposes of subsection 70 (3) (deferral of rent).
13. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 70 (4) (deferral of rent).
14. Prescribing information and documents for the purposes of subsection 71 (2) (application for special needs housing).
15. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 72 (5) (eligibility for special needs housing).
16. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 73 (4) (type of accommodation).
17. For the purposes of subsection 74 (1) (waiting lists for special needs housing), prescribing the requirements to be met by service managers, supportive housing providers and lead agencies when establishing and administering waiting lists.
18. For the purposes of subsection 74 (3) (waiting lists for special needs housing), prescribing the requirements to be met when determining the category within a waiting list a household is to be included in.
19. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 74 (5) (waiting lists for special needs housing).
20. Prescribing requirements for the provision of

naires de services lorsqu'ils dressent et tiennent des listes d'attente.

7. Pour l'application du paragraphe 68 (4) (listes d'attente pour les logements), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les gestionnaires de services lorsqu'ils décident dans quelle catégorie d'une liste d'attente un ménage doit être placé.
8. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 68 (6) (listes d'attente pour les logements).
9. Pour l'application du paragraphe 69 (2) (calcul du loyer indexé sur le revenu), prescrire les normes à respecter pour calculer le loyer indexé sur le revenu payable par un ménage.
10. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 69 (3) (calcul du loyer indexé sur le revenu).
11. Pour l'application du paragraphe 70 (2) (report du loyer), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les demandes de report de loyer.
12. Prescrire des circonstances et des critères pour l'application du paragraphe 70 (3) (report du loyer).
13. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 70 (4) (report du loyer).
14. Prescrire des renseignements et des documents pour l'application du paragraphe 71 (2) (demande de logement adapté).
15. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 72 (5) (admissibilité à un logement adapté).
16. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 73 (4) (type de logement acceptable).
17. Pour l'application du paragraphe 74 (1) (listes d'attente pour les logements adaptés), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les gestionnaires de services, les fournisseurs de logements avec services de soutien et les organismes responsables lorsqu'ils dressent et tiennent des listes d'attente.
18. Pour l'application du paragraphe 74 (3) (listes d'attente pour les logements adaptés), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les gestionnaires de services et les organismes responsables lorsqu'ils décident dans quelle catégorie d'une liste d'attente un ménage doit être placé.
19. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 74 (5) (listes d'attente pour les logements adaptés).
20. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire

information, for the purposes of subsection 74 (7) (waiting lists for special needs housing).

21. For the purposes of section 75 (eligibility rules), establishing provincial eligibility rules for rent-geared-to-income assistance and for special needs housing.
22. For the purposes of subsection 75 (5) (eligibility rules), prescribing the matters that may be dealt with in local eligibility rules.
23. For the purposes of subsection 75 (6) (eligibility rules), prescribing the requirements with which a service manager must comply in establishing local eligibility rules.
24. Establishing provincial occupancy standards for the purposes of section 76 (occupancy standards).
25. Prescribing the matters referred to in subsection 76 (4) (occupancy standards) as being prescribed.
26. Establishing provincial priority rules for the purposes of section 77 (priority rules).
27. For the purposes of subsection 82 (2) (internal review), prescribing requirements relating to a request for an internal review of a decision.
28. For the purposes of subsection 83 (1) (conduct of review), prescribing requirements for the conduct of an internal review of a decision.
29. For the purposes of subsection 86 (3) (reimbursement of service manager), prescribing the requirements for determining the amount to be paid to the service manager.
30. Prescribing a percentage for the purposes of subsection 86 (5) (reimbursement of service manager).
31. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 86 (6) (reimbursement of service manager).
32. Prescribing requirements for the purposes of subsection 88 (1) (designation of lead agencies).
33. Terminating a referral agreement and prescribing the date on which it is terminated, for the purposes of subsection 89 (2) (referral agreements).
34. Prescribing rules for the purposes of subsection 89 (3) (referral agreements).

Minister's regulations (Part V Eligibility for Assistance)

(2) The Minister may make regulations in respect of the following matters:

1. For the purposes of section 64 (service manager,

la fourniture de renseignements pour l'application du paragraphe 74 (7) (listes d'attente pour les logements adaptés).

21. Pour l'application de l'article 75 (règles d'admissibilité), établir des règles d'admissibilité provinciales pour l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu et pour les logements adaptés.
22. Pour l'application du paragraphe 75 (5) (règles d'admissibilité), prescrire les questions dont peuvent traiter les règles d'admissibilité locales.
23. Pour l'application du paragraphe 75 (6) (règles d'admissibilité), prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire un gestionnaire de services lorsqu'il établit des règles d'admissibilité locales.
24. Établir des normes d'occupation provinciales pour l'application de l'article 76 (normes d'occupation).
25. Prescrire les questions que le paragraphe 76 (4) (normes d'occupation) mentionne comme étant prescrites.
26. Établir des règles de priorité provinciales pour l'application de l'article 77 (règles de priorité).
27. Pour l'application du paragraphe 82 (2) (révision interne), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les demandes de révision interne d'une décision.
28. Pour l'application du paragraphe 83 (1) (conduite de la révision), prescrire les exigences applicables à la conduite d'une révision interne d'une décision.
29. Pour l'application du paragraphe 86 (3) (remboursement du gestionnaire de services), prescrire les exigences applicables au calcul de la somme à rembourser au gestionnaire de services.
30. Prescrire un pourcentage pour l'application du paragraphe 86 (5) (remboursement du gestionnaire de services).
31. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 86 (6) (remboursement du gestionnaire de services).
32. Prescrire des exigences pour l'application du paragraphe 88 (1) (désignation d'organismes responsables).
33. Résilier un accord de renvoi et prescrire la date de la résiliation pour l'application du paragraphe 89 (2) (accords de renvoi).
34. Prescrire des règles pour l'application du paragraphe 89 (3) (accords de renvoi).

Règlements du ministre : partie V (admissibilité à l'aide)

(2) Le ministre peut, par règlement :

1. Pour l'application de l'article 64 (gestionnaire de

supportive housing provider or lead agency), prescribing provisions of Part V that apply to a supportive housing provider in respect of a specified service area.

2. For the purposes of subsection 90 (5) (application procedures), prescribing requirements to be met by service managers, supportive housing providers and lead agencies in establishing application procedures for special needs housing.

Regulations respecting Part VI (Operating Framework — Certain Transferred Housing Programs)

173. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. Prescribing the matters referred to in section 91 (termination of operating agreements) as being prescribed.
2. Prescribing rules for the purposes of clause 95 (3) (a) (restrictions on mortgage, etc., of housing project).

Minister's regulations (Part VI Operating Framework — Certain Transferred Housing Programs)

(2) The Minister may make regulations respecting the following matters:

1. For the purposes of section 93 (provincial requirements for housing providers), establishing provincial requirements for housing providers.
2. For the purposes of subsection 94 (1) (local standards), prescribing the matters that may be dealt with in local standards for housing providers.
3. For the purposes of subsection 102 (2) (duty to pay subsidy), prescribing the date on which the duty to pay a subsidy for a housing project is terminated.
4. Prescribing one or more market rent indices for the purposes of section 103 (general subsidy).
5. Prescribing the manner of determining the amount of the operating reserve referred to in the definition of "P" in subsection 103 (10) (general subsidy).
6. Prescribing the manner of determining the amounts referred to in subsection 103 (11) (general subsidy).
7. Prescribing the manner of determining the amounts referred to in subsection 104 (1) (benchmark revenue, etc.).
8. Prescribing units and classes of units for the purposes of paragraph 4 of subsection 104 (1) (benchmark revenue, etc.).

services, fournisseur de logements avec services de soutien ou organisme responsable), prescrire les dispositions de la partie V qui s'appliquent à un fournisseur de logements avec services de soutien à l'égard d'une aire de service précisée.

2. Pour l'application du paragraphe 90 (5) (modalités de demande), prescrire les exigences auxquelles doivent satisfaire les gestionnaires de services, les fournisseurs de logements avec services de soutien et les organismes responsables lorsqu'ils établissent les modalités de demande de logement adapté.

Règlements : partie VI (cadre d'exploitation pour certains programmes de logement transférés)

173. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescrire les questions que l'article 91 (résiliation des accords d'exploitation) mentionne comme étant prescrites.
2. Prescrire des règles pour l'application de l'alinéa 95 (3) a) (restrictions applicables aux hypothèques d'un ensemble domiciliaire).

Règlements du ministre : partie VI (cadre d'exploitation pour certains programmes de logement transférés)

(2) Le ministre peut, par règlement :

1. Pour l'application de l'article 93 (exigences provinciales applicables aux fournisseurs de logements), fixer des exigences provinciales pour les fournisseurs de logements.
2. Pour l'application du paragraphe 94 (1) (normes locales), prescrire les questions dont peuvent traiter les normes locales établies à l'intention des fournisseurs de logements.
3. Pour l'application du paragraphe 102 (2) (obligation de verser un subside), prescrire la date à laquelle s'éteint l'obligation de verser un subside à l'égard d'un ensemble domiciliaire.
4. Prescrire un ou plusieurs indices des loyers du marché pour l'application de l'article 103 (subside général).
5. Prescrire la manière de calculer le montant de la réserve d'exploitation visée à la définition de l'élément «P» au paragraphe 103 (10) (subside général).
6. Prescrire la manière de calculer les sommes visées au paragraphe 103 (11) (subside général).
7. Prescrire la manière de calculer les sommes visées au paragraphe 104 (1) (revenus de référence).
8. Prescrire des logements et des catégories de logements pour l'application de la disposition 4 du paragraphe 104 (1) (revenus de référence).

9. Prescribing housing providers for the purposes of subsection 106 (1) (subsidy re certain housing providers).
10. Prescribing one or more cost indices for the purposes of section 106 (subsidy re certain housing providers).
11. Prescribing the manner of determining benchmark operating costs for the purposes of section 107 (benchmark operating costs).
12. Prescribing the manner of determining the amount of the operating reserve referred to in the definition of "H" in subsection 106 (4) (subsidy re certain housing providers).
13. Prescribing requirements referred to in section 110 (guidelines and requirements).
14. Prescribing terms and conditions for the purposes of subsection 111 (3) (additional subsidy).
15. For the purposes of section 112 (records), prescribing the records to be kept by a housing provider and the length of time that they must be kept.
16. Prescribing information and documents for the purposes of subsection 113 (2) (annual report).
17. For the purposes of subsections 113 (3) and (4) (report re households), requiring housing providers to give the service manager a report and prescribing information and documents to be included in the report.

Regulations respecting Part VII (Payment of Provincial and Local Housing Costs)

174. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations with respect to the following matters:

1. Prescribing housing programs and costs for the purposes of subsection 122 (1) (provincial housing costs).
2. For the purposes of subsection 122 (3) (provincial housing costs), prescribing billing periods and prescribing the manner of determining the amount of the provincial housing costs for a billing period.
3. Prescribing the manner of making the determination required by subsection 123 (1) (recoverable amount).
4. Prescribing the manner of making the allocation required by subsection 123 (2) (allocation).
5. Prescribing the other information referred to in subsection 123 (3) (notice).
6. Governing interest and penalties for the purposes of section 125 (interest and penalties).

9. Prescrire des fournisseurs de logements pour l'application du paragraphe 106 (1) (subside : certains fournisseurs de logements).
10. Prescrire un ou plusieurs indices des frais pour l'application de l'article 106 (subside : certains fournisseurs de logements).
11. Prescrire la manière de calculer les frais d'exploitation de référence pour l'application de l'article 107 (frais d'exploitation de référence).
12. Prescrire la manière de calculer le montant de la réserve d'exploitation visée à la définition de l'élément «H» au paragraphe 106 (4) (subside : certains fournisseurs de logements).
13. Prescrire les exigences visées à l'article 110 (lignes directrices et exigences).
14. Prescrire des conditions pour l'application du paragraphe 111 (3) (demande de subside additionnel).
15. Pour l'application de l'article 112 (documents), prescrire les documents que le fournisseur de logements doit conserver et la durée pour laquelle il doit le faire.
16. Prescrire des renseignements et des documents pour l'application du paragraphe 113 (2) (rapport annuel).
17. Pour l'application des paragraphes 113 (3) et (4) (rapport sur les ménages), exiger des fournisseurs de logements qu'ils remettent un rapport au gestionnaire de services et prescrire les renseignements et les documents qu'il doit comprendre.

Règlements : partie VII (paiement des coûts du logement engagés par la province ou par les gestionnaires de services)

174. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescrire des programmes de logement et des coûts pour l'application du paragraphe 122 (1) (coûts du logement engagés par la province).
2. Pour l'application du paragraphe 122 (3) (coûts du logement engagés par la province), prescrire des périodes de facturation et la manière de calculer les coûts du logement engagés par la province pour une période de facturation donnée.
3. Prescrire la manière de faire le calcul qu'exige le paragraphe 123 (1) (coûts recouvrables).
4. Prescrire la manière de faire la répartition qu'exige le paragraphe 123 (2) (répartition).
5. Prescrire les autres renseignements visés au paragraphe 123 (3) (avis).
6. Régir les intérêts et les pénalités pour l'application de l'article 125 (intérêts et pénalités).

7. Prescribing amounts for the purposes of subsection 127 (2) (service manager's housing costs).
8. For the purposes of subsection 128 (1) (calculation by service manager), prescribing requirements for the calculation of the amount of the service manager's housing costs.
9. Governing the apportionment of a municipal service manager's housing costs for the purposes of subsection 129 (1) (apportionment by municipal service manager).
10. Prescribing information to be included in the notice required by subsection 129 (2) (apportionment by municipal service manager).
11. Governing the apportionment of a dssab service manager's housing costs for the purposes of section 130 (apportionment by dssab service manager).
12. For the purposes of section 130 (apportionment by dssab service manager), specifying that a municipality shall be deemed to be territory without municipal organization.
13. Governing payment by the Minister to a dssab service manager of the amounts referred to in subsection 130 (4) (payment).
14. Governing payment by a dssab service manager to the Minister of the amount referred to in clause 130 (5) (a) and payment by the Minister to a dssab service manager of the amount referred to in clause 130 (5) (b).
15. Governing interest and penalties for the purposes of section 132 (interest and penalties).
16. Prescribing housing programs for the purposes of subsection 134 (3) (use of federal funds).
17. Governing the duties of the Minister set out in subsection 136 (5) (GTA equalization).
18. Governing interest and penalties for the purposes of subsection 136 (9) (GTA equalization).
19. Prescribing the requirements for a notice given under subsection 138 (2) (request for review).
20. For the purposes of subsection 138 (3) (request for review), prescribing criteria for determining whether an allocation is reviewable.

Apportionment regulations

(2) A regulation under paragraph 9 or 11 of subsection (1) may do one or more of the following:

7. Prescrire des coûts pour l'application du paragraphe 127 (2) (coûts du logement engagés par les gestionnaires de services).
8. Pour l'application du paragraphe 128 (1) (calcul effectué par le gestionnaire de services), prescrire les exigences applicables au calcul des coûts du logement engagés par le gestionnaire de services.
9. Régir la répartition des coûts du logement engagés par une municipalité gestionnaire de services pour l'application du paragraphe 129 (1) (répartition des coûts du logement).
10. Prescrire les renseignements à inclure dans l'avis exigé par le paragraphe 129 (2) (répartition des coûts du logement).
11. Régir la répartition des coûts du logement engagés par un conseil gestionnaire de services pour l'application de l'article 130 (répartition par le conseil gestionnaire de services).
12. Pour l'application de l'article 130 (répartition par le conseil gestionnaire de services), préciser qu'une municipalité est réputée un territoire non érigé en municipalité.
13. Régir le versement au conseil gestionnaire de services par le ministre des sommes visées au paragraphe 130 (4) (versement).
14. Régir le versement au ministre par le conseil gestionnaire de services de la somme visée à l'alinéa 130 (5) a) et le versement au conseil gestionnaire de services par le ministre de la somme visée à l'alinéa 130 (5) b).
15. Régir les intérêts et les pénalités pour l'application de l'article 132 (intérêts et pénalités).
16. Prescrire des programmes de logement pour l'application du paragraphe 134 (3) (affectation des subventions fédérales).
17. Régir les obligations que le paragraphe 136 (5) (péréquation dans le cas du GT) impose au ministre.
18. Régir les intérêts et les pénalités pour l'application du paragraphe 136 (9) (péréquation dans le cas du GT).
19. Prescrire les exigences auxquelles doit satisfaire l'avis donné en application du paragraphe 138 (2) (demande de révision).
20. Pour l'application du paragraphe 138 (3) (demande de révision), prescrire les critères à utiliser pour décider si une somme attribuée est susceptible de révision.

Règlements sur la répartition

(2) Les règlements pris en application de la disposition 9 ou 11 du paragraphe (1) peuvent :

1. Subject to the requirements and conditions specified in the regulation,

- i. in the case of a regulation under paragraph 9 of subsection (1), provide for the apportionment to be determined by the agreement of the municipal service manager and the independent municipalities in its service area, and authorize municipalities to enter into these agreements, and
- ii. in the case of a regulation under paragraph 11 of subsection (1), provide for the method of apportionment to be determined by the dssab service manager.

2. Subject to the specified requirements and conditions, provide for the apportionment to be determined by an arbitration process, and set out the arbitration process.

3. Subject to the specified requirements and conditions, provide for the apportionment to be determined by any other method, and set out the method.

Interim apportionment

(3) A regulation under paragraph 1 or 2 of subsection (2) may,

- (a) provide for the apportionment to be determined by another method on an interim basis until such time as an agreement or an arbitration decision is made, and set out the method;
- (b) permit an agreement or an arbitration decision to apply to amounts paid or owing before the agreement or arbitration decision is made; and
- (c) provide for the reconciliation of amounts paid on an interim basis.

Regulations respecting interest and penalties

(4) A regulation under paragraph 15 of subsection (1) may, subject to the requirements and conditions specified in the regulation,

- (a) if the apportionment is determined by the agreement of the municipal service manager and the independent municipalities in its service area, provide for interest and penalties to be determined by such agreement and, if the method of apportionment is determined by the dssab service manager, provide for the interest and penalties to be determined by the dssab service manager;
- (b) provide for interest and penalties to be determined in accordance with the arbitration decision made following the arbitration process referred to in paragraph 2 of subsection (2); or
- (c) provide for interest and penalties to be determined in accordance with any other method, and set out the method.

1. Sous réserve des exigences et des conditions qu'ils précisent :

- i. dans le cas d'un règlement pris en application de la disposition 9 du paragraphe (1), prévoir que la répartition est décidée par accord de la municipalité gestionnaire de services et des municipalités indépendantes situées dans son aire de service et autoriser les municipalités à conclure un tel accord,
- ii. dans le cas d'un règlement pris en application de la disposition 11 du paragraphe (1), prévoir que la méthode de répartition est décidée par le conseil gestionnaire de services.

2. Sous réserve des exigences et des conditions précisées, prévoir que la répartition est décidée conformément à un processus d'arbitrage, et fixer celui-ci.

3. Sous réserve des exigences et des conditions précisées, prévoir que la répartition est décidée par une autre méthode, et fixer celle-ci.

Répartition provisoire

(3) Les règlements pris en application de la disposition 1 ou 2 du paragraphe (2) peuvent :

- a) prévoir que la répartition est décidée de façon provisoire par une autre méthode jusqu'à ce qu'un accord soit conclu ou qu'une décision arbitrale soit rendue, et fixer la méthode en question;
- b) permettre qu'un accord ou une décision arbitrale s'applique aux sommes versées ou dues avant la conclusion de l'accord ou le prononcé de la décision arbitrale;
- c) prévoir le rapprochement des sommes versées de façon provisoire.

Règlements sur les intérêts et les pénalités

(4) Les règlements pris en application de la disposition 15 du paragraphe (1) peuvent, sous réserve des exigences et des conditions qu'ils précisent :

- a) si la répartition est décidée par accord de la municipalité gestionnaire de services et des municipalités indépendantes situées dans son aire de service, prévoir la fixation des intérêts et des pénalités par un tel accord et, si la méthode de répartition est décidée par le conseil gestionnaire de services, prévoir la fixation des intérêts et des pénalités par ce dernier;
- b) prévoir la fixation des intérêts et des pénalités conformément à la décision arbitrale rendue à l'issue du processus d'arbitrage visé à la disposition 2 du paragraphe (2);
- c) prévoir la fixation des intérêts et des pénalités conformément à une autre méthode, et fixer celle-ci.

Regulations respecting Part VIII (Social Housing Services Corporation)

175. The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. Prescribing housing providers for the purposes of clauses 140 (2) (c) and (d) (creation of corporation).
2. Prescribing requirements for the purposes of clause 140 (2) (e) (creation of corporation).
3. Prescribing housing providers and housing programs for the purposes of clauses 141 (a), (b), (c) and (d) (objects of the corporation).
4. Prescribing housing providers for the purposes of clauses 142 (1) (b), (c), (d), (e), (f) and (g) (powers).
5. Governing the selection of the members of the board of directors described in paragraphs 1 to 7 of subsection 143 (1).
6. Prescribing the expenditures of the corporation that the members who are service managers must pay and the manner in which they must be paid, for the purposes of section 152 (expenditures in and after 2005).
7. Prescribing information and documents for the purposes of subsection 153 (2) (annual report).
8. Prescribing the matters referred to in subsection 154 (1) (reports by service managers, etc.) as being prescribed.

Regulations respecting Part IX (General)

176. The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following matters:

1. Prescribing transferred housing programs for the purposes of subsection 157 (1) (power to amend, replace certain operating agreements).
2. For the purposes of subsection 159 (2) (eligibility review officers), prescribing the powers of eligibility review officers.
3. For the purposes of subsection 159 (4) (family support workers), prescribing the powers and duties of family support workers.
4. For the purposes of subsection 162 (1) (personal information, standards), prescribing housing programs and housing projects and governing standards for the collection, use, disclosure and safeguarding of privacy of personal information and for a person's access to his or her personal information.

Rèlements : partie VIII (Société des services de logement social)

175. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescrire des fournisseurs de logements pour l'application des alinéas 140 (2) c) et d) (création d'une personne morale).
2. Prescrire des exigences pour l'application de l'alinéa 140 (2) e) (création d'une personne morale).
3. Prescrire des fournisseurs de logements et des programmes de logement pour l'application des alinéas 141 a), b), c) et d) (mission de la Société).
4. Prescrire des fournisseurs de logements pour l'application des alinéas 142 (1) b), c), d), e), f) et g) (pouvoirs).
5. Régir le choix des administrateurs visés aux dispositions 1 à 7 du paragraphe 143 (1).
6. Prescrire les dépenses de la Société que les membres qui sont des gestionnaires de services doivent payer et la manière dont ils doivent le faire, pour l'application de l'article 152 (dépenses engagées à compter de 2005).
7. Prescrire des renseignements et des documents pour l'application du paragraphe 153 (2) (rapport annuel).
8. Prescrire les questions que le paragraphe 154 (1) (rapports des gestionnaires de services) mentionne comme étant prescrites.

Rèlements : partie IX (dispositions générales)

176. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

1. Prescrire des programmes de logement transférés pour l'application du paragraphe 157 (1) (pouvoir de modifier et de remplacer certains accords d'exploitation).
2. Pour l'application du paragraphe 159 (2) (agents de révision de l'admissibilité), prescrire les pouvoirs des agents de révision de l'admissibilité.
3. Pour l'application du paragraphe 159 (4) (agents d'aide au recouvrement), prescrire les pouvoirs et les fonctions des agents d'aide au recouvrement.
4. Pour l'application du paragraphe 162 (1) (renseignements personnels), prescrire des programmes de logement et des ensembles domiciliaires et régir les normes applicables à la collecte, à l'utilisation et à la divulgation des renseignements personnels, à la protection de leur caractère confidentiel ainsi qu'à l'accès de quiconque aux renseignements personnels qui le concernent.

5. Prescribing bodies for the purposes of paragraph 6 of subsection 163 (1) (agreements of Minister).
6. Prescribing statutes for the purposes of clauses 163 (2) (b) and (c) (agreements of Minister).
7. Prescribing Acts for the purposes of clauses 164 (2) (b) and (c) (agreements of service managers).
8. Prescribing types of personal information and rules for the disclosure or sharing of each type of personal information, for the purposes of section 166 (restriction re prescribed personal information).

**PART X
AMENDMENTS, REPEALS,
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

Amendments to the Ontario Housing Corporation Act

177. (1) The definition of “Minister” in section 1 of the *Ontario Housing Corporation Act* is repealed and the following substituted:

“Minister” means the Minister of Municipal Affairs and Housing or such other member of the Executive Council to whom the administration of this Act may be assigned under the *Executive Council Act*. (“ministre”)

(2) Subsection 2 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Composition

(2) The Corporation shall consist of not fewer than three members appointed by the Lieutenant Governor in Council, each of whom must be a public servant.

(3) Subsection 3 (1) of the Act is amended by striking out “and one of them as vice-chair”.

(4) Subsection 3 (2) of the Act is repealed.

(5) Subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out “sections 2 and 4” and substituting “section 2”.

(6) Subsection 6 (3) of the Act is repealed.

(7) Subsection 6 (5) of the Act is repealed.

(8) Subsection 10 (1) of the Act is amended by striking out “Treasurer of Ontario” and substituting “Minister of Finance”.

**Repeal of the
Social Housing Funding Act, 1997**

178. (1) The *Social Housing Funding Act, 1997* is repealed.

5. Prescrire des entités pour l'application de la disposition 6 du paragraphe 163 (1) (conclusion d'ententes par le ministre).
6. Prescrire des lois pour l'application des alinéas 163 (2) b) et c) (conclusion d'ententes par le ministre).
7. Prescrire des lois pour l'application des alinéas 164 (2) b) et c) (conclusion d'ententes par les gestionnaires de services).
8. Prescrire des genres de renseignements personnels et les règles régissant la divulgation ou la communication de chacun d'eux, pour l'application de l'article 166 (restriction : renseignements personnels prescrits).

**PARTIE X
MODIFICATIONS, ABROGATIONS, ENTRÉE EN
VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

Modification de la Loi sur la Société de logement de l'Ontario

177. (1) La définition de «ministre» à l'article 1 de la *Loi sur la Société de logement de l'Ontario* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«ministre» Le ministre des Affaires municipales et du Logement ou l'autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

(2) Le paragraphe 2 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Composition

(2) La Société se compose d'au moins trois membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui sont tous des fonctionnaires.

(3) Le paragraphe 3 (1) de la Loi est modifié par suppression de «et un vice-président».

(4) Le paragraphe 3 (2) de la Loi est abrogé.

(5) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 2» à «les articles 2 et 4».

(6) Le paragraphe 6 (3) de la Loi est abrogé.

(7) Le paragraphe 6 (5) de la Loi est abrogé.

(8) Le paragraphe 10 (1) de la Loi est modifié par substitution de «ministre des Finances» à «trésorier de l'Ontario».

**Abrogation de la Loi de 1997 sur le financement
du logement social**

178. (1) La *Loi de 1997 sur le financement du logement social* est abrogée.

Transition

(2) Despite the repeal of the *Social Housing Funding Act, 1997*, that Act, as it reads immediately before its repeal, continues to apply,

- (a) in respect of billing periods ending before the day this section comes into force; and
- (b) to a review under subsection 5 (3) of that Act commenced before the day this section comes into force.

Amendments to the *Tenant Protection Act, 1997*

179. (1) Subsection 5 (1) of the *Tenant Protection Act, 1997* is amended by adding the following paragraph:

- 1.1 A rental unit in a residential complex described in paragraph 1 whose ownership, operation or management is transferred under the *Social Housing Reform Act, 2000* to a service manager or local housing corporation as defined in that Act.

(2) Paragraph 2 of subsection 5 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

- 2. A rental unit located in a non-profit housing project or other residential complex, if the non-profit housing project or other residential complex was developed or acquired under a prescribed federal, provincial or municipal program and continues to operate under,
 - i. Part VI of the *Social Housing Reform Act, 2000*,
 - ii. an operating agreement, as defined in the *Social Housing Reform Act, 2000*, or
 - iii. an agreement made between a housing provider, as defined in the *Social Housing Reform Act, 2000*, and one or more of,
 - A. a municipality,
 - B. an agency of a municipality,
 - C. a non-profit corporation controlled by a municipality, if an object of the non-profit corporation is the provision of housing,
 - D. a local housing corporation, as defined in the *Social Housing Reform Act, 2000*, or
 - E. a service manager, as defined in the *Social Housing Reform Act, 2000*.

(3) Clause 5 (2) (a) of the Act is amended by striking out "2 or 3" and substituting "1.1, 2 or 3".

Disposition transitoire

(2) Malgré son abrogation, la *Loi de 1997 sur le financement du logement social*, telle qu'elle existe immédiatement avant son abrogation, continue de s'appliquer à l'égard de ce qui suit :

- a) les périodes de facturation se terminant avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article;
- b) les réexamens visés au paragraphe 5 (3) de la Loi qui commencent avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article.

Modification de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*

179. (1) Le paragraphe 5 (1) de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires* est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 1.1 Les logements locatifs d'un ensemble d'habitation visé à la disposition 1 dont la propriété, le fonctionnement ou la gestion est transférée en application de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social* à un gestionnaire de services ou à une société locale de logement au sens de cette loi.

(2) La disposition 2 du paragraphe 5 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 2. Les logements locatifs d'un grand ensemble sans but lucratif ou d'un autre ensemble d'habitation s'il a été aménagé ou acquis dans le cadre d'un programme fédéral, provincial ou municipal prescrit et qu'il continue de fonctionner aux termes, selon le cas :
 - i. de la partie VI de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*,
 - ii. d'un accord d'exploitation au sens de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*,
 - iii. d'un accord conclu entre un fournisseur de logements au sens de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social* et une ou plusieurs des entités suivantes :
 - A. une municipalité,
 - B. un organisme d'une municipalité,
 - C. une personne morale sans but lucratif sous le contrôle d'une municipalité, à condition que la fourniture de logements soit un élément de sa mission,
 - D. une société locale de logement au sens de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*,
 - E. un gestionnaire de services au sens de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*.

(3) L'alinéa 5 (2) a) de la Loi est modifié par substitution de «1.1, 2 ou 3» à «2 ou 3».

(4) Subsection 5 (3) of the Act is amended by striking out “2 or 3” and substituting “1.1, 2 or 3”.

(5) Section 5 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exception

(4.1) Despite subsection (1), the provisions of this Act set out in that subsection apply with respect to a rental unit described in paragraph 1.1 of that subsection if the tenant occupying the rental unit pays rent to a landlord other than a service manager or local housing corporation as defined in the *Social Housing Reform Act, 2000* or an agency of either of them.

(6) Subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out “2 or 3” and substituting “1.1, 2 or 3”.

(7) Paragraph 2 of subsection 60 (1) of the Act is amended by striking out “2 or 3” and substituting “1.1, 2 or 3”.

(8) Subsection 62 (2) of the Act is amended by striking out “2 or 3” and substituting “1.1, 2 or 3”.

Commencement

180. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

181. The short title of this Act is the *Social Housing Reform Act, 2000*.

(4) Le paragraphe 5 (3) de la Loi est modifié par substitution de «1.1, 2 ou 3» à «2 ou 3».

(5) L'article 5 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception

(4.1) Malgré le paragraphe (1), les dispositions de la présente loi énoncées à ce paragraphe s'appliquent à l'égard des logements locatifs visés à la disposition 1.1 du même paragraphe si les locataires qui les occupent paient un loyer à un locateur autre qu'un gestionnaire de services ou une société locale de logement au sens de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social* ou un organisme qui relève de l'un ou l'autre.

(6) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par substitution de «1.1, 2 ou 3» à «2 ou 3».

(7) La disposition 2 du paragraphe 60 (1) de la Loi est modifiée par substitution de «1.1, 2 ou 3» à «2 ou 3».

(8) Le paragraphe 62 (2) de la Loi est modifié par substitution de «1.1, 2 ou 3» à «2 ou 3».

Entrée en vigueur

180. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

181. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 129

*(Chapter 19
Statutes of Ontario, 2000)*

**An Act to authorize payments
to the estates of the victims of the
OC Transpo tragedy**

The Hon. T. Clement
Minister of Municipal Affairs and
Housing

1st Reading	October 12, 2000
2nd Reading	October 12, 2000
3rd Reading	October 12, 2000
Royal Assent	October 16, 2000

Projet de loi 129

*(Chapitre 19
Lois de l'Ontario de 2000)*

**Loi autorisant des paiements
à la succession des victimes de la
tragédie survenue chez OC Transpo**

L'honorable T. Clement
Ministre des Affaires municipales
et du Logement

1 ^{re} lecture	12 octobre 2000
2 ^e lecture	12 octobre 2000
3 ^e lecture	12 octobre 2000
Sanction royale	16 octobre 2000



**An Act to authorize payments
to the estates of the victims of the
OC Transpo tragedy**

**Loi autorisant des paiements
à la succession des victimes de la
tragédie survenue chez OC Transpo**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Power to make payments

1. The Ottawa-Carleton Regional Transit Commission and The Regional Municipality of Ottawa-Carleton have the power and shall be deemed to have always had the power to make payments of \$100,000 to each of the estates of the four employees of the Commission who died as a result of being shot on April 6, 1999, despite section 38 of the *City of Ottawa Act, 1999* and despite any other provision of that Act or any regulation, guideline or decision under that Act.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *OC Transpo Payments Act, 2000*.

EXPLANATORY NOTE

The purpose of the Bill is to authorize the Ottawa-Carleton Regional Transit Commission and The Regional Municipality of Ottawa-Carleton to make payments to the estates of the employees of the Commission who were killed on April 6, 1999.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Pouvoir d'effectuer des paiements

1. La Commission de transport régionale d'Ottawa-Carleton et la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton sont investies du pouvoir et sont réputées avoir toujours été investies du pouvoir de verser un montant de 100 000 \$ à la succession de chacun de ses quatre employés qui ont été tués par balle le 6 avril 1999, malgré l'article 38 de la *Loi de 1999 sur la cité d'Ottawa* et malgré toute autre disposition de cette loi ou tout règlement pris, toute directive donnée ou toute décision prise en application de celle-ci.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur des paiements concernant OC Transpo*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi a pour objet d'autoriser la Commission de transport régionale d'Ottawa-Carleton et la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton à faire des paiements à la succession des employés de la Commission qui ont été tués le 6 avril 1999.

201
56



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 130

**An Act to name the Adams Mine
the Toronto Garbage Lake**

Mr. Ramsay

Private Member's Bill

1st Reading October 17, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 130

**Loi nommant la mine Adams
lac d'enfouissement des déchets
de Toronto**

M. Ramsay

Projet de loi de député

1^{re} lecture 17 octobre 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to name the Adams Mine
the Toronto Garbage Lake**

Preamble

The Council of the City of Toronto decided on October 11, 2000 to approve the transfer of garbage produced in the City of Toronto to the Adams Mine in northern Ontario.

The Assembly considers it appropriate to rename the mine.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Name of mine

1. The iron ore mine, known as the Adams Mine and located in Boston Township in the District of Timiskaming, which is to be used as a landfill site for garbage produced in the City of Toronto is hereby named the Toronto Garbage Lake in English and "lac d'enfouissement des déchets de Toronto" in French.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Toronto Garbage Lake Act, 2000*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill names the iron ore mine that is located in northern Ontario, and to which garbage produced in Toronto will soon be shipped, the Toronto Garbage Lake.

**Loi nommant la mine Adams lac
d'enfouissement des déchets de Toronto**

Préambule

Le conseil de la cité de Toronto a décidé le 11 octobre 2000 d'approuver l'acheminement des déchets produits dans la cité de Toronto à la mine Adams située dans le nord de l'Ontario.

L'Assemblée estime approprié de renommer la mine.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Nom de mine

1. La mine de minerai de fer, connue sous le nom de mine Adams, située dans le canton de Boston dans le district de Timiskaming et qui doit être utilisée comme lieu d'enfouissement des déchets produits dans la cité de Toronto, est nommée par la présente lac d'enfouissement des déchets de Toronto en français et Toronto Garbage Lake en anglais.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur le lac d'enfouissement des déchets de Toronto*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi nomme la mine de minerai de fer qui est située dans le nord de l'Ontario et où seront bientôt expédiés les déchets produits à Toronto, lac d'enfouissement des déchets de Toronto.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 131

**An Act to amend the
Highway Traffic Act
to establish an ignition
interlock device program**

Mr. Dunlop

Private Member's Bill

1st Reading October 18, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 131

**Loi modifiant le
Code de la route afin d'établir
un programme d'utilisation
de dispositifs de verrouillage
du système de démarrage**

M. Dunlop

Projet de loi de député

1^{re} lecture 18 octobre 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



The Bill amends the *Highway Traffic Act* to provide for the implementation of an ignition interlock program in Ontario for persons who violate laws related to drinking and driving. Where a first-time offender's licence is reinstated following the required suspension period under the Act, the person's driver's licence is subject to the condition prohibiting him or her from driving any motor vehicle that is not equipped with an ignition interlock device. One year following reinstatement, a first-time offender may apply to the Registrar to remove the condition and the Registrar is required to do so if the person meets the criteria prescribed in the regulations. When a second-time offender's driver's licence is reinstated under the Act, his or her licence is also subject to the same condition. A second-time offender is permitted to make an application for the removal of the condition three years following his or her licence reinstatement. If a third-time offender's licence is reinstated by the Registrar under the Act, then the condition on his or her licence is permanent.

Owners of motor vehicles that are not equipped with ignition interlock devices are prohibited from knowingly permitting a person to drive the vehicle, if that person's licence prohibits him or her from doing so. A person is also not allowed to tamper with an ignition interlock device.

The Minister may in writing authorize any person to install, maintain and remove ignition interlock devices, and to charge fees for such services. The Bill also empowers the Lieutenant Governor in Council to make regulations concerning: the approval of ignition interlock devices; the standards for the installation, operation and maintenance of the devices; and requirements for drivers to attend upon authorized service providers for the purpose of allowing them to gather information from the device.

Le projet de loi modifie le *Code de la route* de façon à prévoir la mise en oeuvre d'un programme d'utilisation de dispositifs de verrouillage du système de démarrage en Ontario, lequel vise les personnes qui enfreignent les lois relatives à la conduite en état d'ébriété. Lors de son rétablissement au terme de la période de suspension exigée par la Loi, le permis de conduire d'une personne qui en est à sa première infraction est assorti de la condition interdisant à celle-ci de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage. Un an après le rétablissement, la personne concernée peut demander au registrateur de supprimer la condition et celui-ci est tenu de le faire si la personne respecte les critères prescrits par les règlements. Lors de son rétablissement aux termes de la Loi, le permis de conduire d'une personne qui en est à sa deuxième infraction est également assorti de la même condition et la personne concernée peut en demander la suppression trois ans après le rétablissement. Si le registrateur rétablit, aux termes de la Loi, le permis de conduire d'une personne qui en est à sa troisième infraction, la condition dont celui-ci est assorti est permanente.

Il est interdit aux propriétaires d'un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage de permettre sciemment à une personne à qui cela est interdit de conduire le véhicule. Il est également interdit de trafiquer un dispositif de verrouillage du système de démarrage.

Le ministre peut par écrit autoriser quiconque à installer, à entretenir et à enlever des dispositifs de verrouillage du système de démarrage et à exiger des frais pour ce faire. Le projet de loi permet également au lieutenant-gouverneur en conseil de prendre des règlements concernant l'approbation des dispositifs de verrouillage du système de démarrage et les normes d'installation, de fonctionnement et d'entretien de ces dispositifs, ainsi que des règlements obligeant les conducteurs à se rendre chez des fournisseurs de services autorisés pour permettre à ceux-ci de recueillir des renseignements tirés des dispositifs.

**An Act to amend the
Highway Traffic Act to
establish an ignition
interlock device program**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Highway Traffic Act* is amended by adding the following sections:

**Reinstated licence subject to condition:
first conviction**

41.2 (1) If a person's driver's licence is suspended under section 41 as a result of a first conviction for an offence under section 253 or subsection 254 (5) of the *Criminal Code* (Canada) and his or her driver's licence is reinstated under section 41.1, it is a condition of the person's driver's licence that he or she is prohibited from driving any motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device.

Application to remove condition

(2) A person mentioned in subsection (1) may apply to the Registrar to remove the condition prohibiting him or her from driving any motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device.

Time limit

(3) An application under subsection (2) may not be made earlier than one year from the day the person's driver's licence was reinstated under section 41.1.

Prescribed criteria must be met

(4) On receiving an application made in accordance with subsections (2) and (3), the Registrar shall remove the condition, if the person meets the criteria prescribed for the purpose of this subsection.

**Reinstated licence subject to condition:
second conviction**

(5) If a person's driver's licence is suspended under section 41 as a result of a second conviction for an offence under section 253 or subsection 254 (5) of the *Criminal Code* (Canada) and his or her driver's licence is reinstated under section 41.1, it is a condition of the person's driver's licence that he or she is prohibited from driving any motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device.

**Loi modifiant le Code de la route
afin d'établir un programme d'utilisation
de dispositifs de verrouillage
du système de démarrage**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le *Code de la route* est modifié par adjonction des articles suivants :

**Permis rétabli assorti d'une condition :
première déclaration de culpabilité**

41.2 (1) Le permis de conduire d'une personne qui est suspendu aux termes de l'article 41 par suite d'une première déclaration de culpabilité à l'égard d'une infraction visée à l'article 253 ou au paragraphe 254 (5) du *Code criminel* (Canada) et qui est rétabli aux termes de l'article 41.1 est assorti de la condition qu'il soit interdit à la personne de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé.

Demande de suppression de la condition

(2) La personne visée au paragraphe (1) peut demander au registrateur de supprimer la condition lui interdisant de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé.

Délai

(3) La demande visée au paragraphe (2) ne peut être présentée moins d'un an après le jour du rétablissement du permis de conduire de la personne aux termes de l'article 41.1.

Critères prescrits

(4) Sur réception d'une demande présentée conformément aux paragraphes (2) et (3), le registrateur supprime la condition si la personne respecte les critères prescrits pour l'application du présent paragraphe.

**Permis rétabli assorti d'une condition :
deuxième déclaration de culpabilité**

(5) Le permis de conduire d'une personne qui est suspendu aux termes de l'article 41 par suite d'une deuxième déclaration de culpabilité à l'égard d'une infraction visée à l'article 253 ou au paragraphe 254 (5) du *Code criminel* (Canada) et qui est réabli aux termes de l'article 41.1 est assorti de la condition qu'il soit interdit à la personne de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé.

Application to remove condition

(6) A person mentioned in subsection (5) may apply to the Registrar to remove the condition prohibiting him or her from driving any motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device.

Time limit

(7) An application under subsection (6) may not be made earlier than three years from the day the person's driver's licence was reinstated under section 41.1.

Prescribed criteria must be met

(8) On receiving an application made in accordance with subsections (6) and (7), the Registrar shall remove the condition, if the person meets the criteria prescribed for the purpose of this subsection.

Reinstated licence subject to permanent condition

(9) If the Registrar reduces an indefinite licence suspension in accordance with subsection 41.1 (2) and reinstates a person's driver's licence, it is a permanent condition of the person's driver's licence that he or she is prohibited from driving any motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device.

Responsibility of owner of motor vehicle

(10) No person who is the owner or is in possession or control of a motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device shall knowingly permit a person to driving the vehicle, if that person is prohibited from driving any motor vehicle that is not equipped with such a device.

No tampering with devices

(11) Except in accordance with an authorization under subsection (14), no person shall tamper with an approved ignition interlock device.

Inspections

(12) If, under the authority of this Act, a police officer stops a motor vehicle, inspects a person's driver's licence and determines that the person is prohibited from driving any motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device, the police officer may, without warrant or court order, inspect the vehicle to the extent that is reasonably necessary to determine,

- (a) whether the vehicle is equipped with such a device; and
- (b) if the vehicle has the device, whether the device has been tampered with in any manner.

Penalty

(13) Every person who drives a motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device while prohibited from doing so or who contravenes subsection (10) or (11) is guilty of an offence and on con-

Demande de suppression de la condition

(6) La personne visée au paragraphe (5) peut demander au registrateur de supprimer la condition lui interdisant de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé.

Délai

(7) La demande visée au paragraphe (6) ne peut être présentée moins de trois ans après le jour du rétablissement du permis de conduire de la personne aux termes de l'article 41.1.

Critères prescrits

(8) Sur réception d'une demande présentée conformément aux paragraphes (6) et (7), le registrateur supprime la condition si la personne respecte les critères prescrits pour l'application du présent paragraphe.

Permis rétabli assorti d'une condition permanente

(9) Si le registrateur réduit une suspension de permis de durée indéterminée conformément au paragraphe 41.1 (2) et rétablit le permis de conduire d'une personne, celui-ci est assorti d'une condition permanente interdisant à la personne de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé.

Responsabilité du propriétaire

(10) Nul propriétaire d'un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé ni quiconque en a la possession ou le contrôle ne doit sciemment permettre de le conduire à une personne à qui il est interdit de conduire un tel véhicule automobile.

Interdiction de trafiquer

(11) Nul ne doit trafiquer un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé si ce n'est conformément à une autorisation donnée en vertu du paragraphe (14).

Inspections

(12) Si, comme l'y autorise la présente loi, un agent de police arrête un véhicule automobile, inspecte le permis de conduire d'une personne et constate qu'il est interdit à celle-ci de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé, il peut, sans mandat ni ordonnance du tribunal, inspecter le véhicule dans la mesure raisonnablement nécessaire pour vérifier :

- a) d'une part, si le véhicule est muni d'un tel dispositif;
- b) d'autre part, dans le cas d'un véhicule muni du dispositif, si celui-ci a été trafiqué de quelque manière que ce soit.

Peine

(13) Quiconque conduit un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé alors qu'il lui est interdit de ce faire ou qui contrevient au paragraphe (10) ou (11) est coupable

viction is liable,

- (a) in the case involving a commercial motor vehicle within the meaning of subsection 16 (1), to a fine of not less than \$200 and not more than \$20,000.
- (b) in every other case, to a fine of not less than \$200 and not more than \$1,000.

Authorization to install devices

(14) The Minister may in writing authorize any person to install, maintain and remove approved ignition interlock devices.

Authorization to charge fees

(15) Where, under subsection (14), the Minister has authorized a person to install, maintain and remove approved ignition interlock devices, the Minister may in writing authorize that person to charge a fee for the installation, maintenance and removal of such devices.

Regulations

(16) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) approving ignition interlock devices for the purpose of this section;
- (b) respecting the standards governing the installation, operation and maintenance of approved ignition interlock devices and requiring persons authorized under subsection (14) to comply with those standards;
- (c) providing for the purposes of this section that "motor vehicle" includes a streetcar or a motorized snow vehicle;
- (d) prescribing exemptions from subsection (1), (5) or (9) and providing that an exemption is subject to restrictions or conditions specified in the regulations and providing that any such restriction or condition shall be deemed to be a condition contained on a person's driver's licence;
- (e) prescribing criteria for the purpose of subsections (4) and (8);
- (f) requiring a driver who is prohibited from driving any motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device to attend upon a person authorized under subsection (14) for the purpose of enabling that person to gather information from the device;
- (g) governing reports that shall be made to the Ministry by persons authorized under subsection (14) in respect of information gathered under clause (f);
- (h) respecting programs of supervision for persons prohibited from driving a motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device;
- (i) respecting any other matter necessary for the ad-

ble d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité :

- a) d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 20 000 \$ dans le cas d'un véhicule utilitaire au sens du paragraphe 16 (1);
- b) d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 1 000 \$ dans les autres cas.

Autorisation d'installer des dispositifs

(14) Le ministre peut, par écrit, autoriser quiconque à installer, à entretenir et à enlever des dispositifs de verrouillage du système de démarrage approuvés.

Autorisation d'exiger des frais

(15) Lorsqu'en vertu du paragraphe (14), il a autorisé une personne à installer, à entretenir et à enlever des dispositifs de verrouillage du système de démarrage approuvés, le ministre peut, par écrit, l'autoriser à exiger des frais pour ce faire.

Règlements

(16) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) approuver des dispositifs de verrouillage du système de démarrage pour l'application du présent article;
- b) traiter des normes régissant l'installation, le fonctionnement et l'entretien des dispositifs de verrouillage du système de démarrage approuvés et exiger des personnes autorisées en vertu du paragraphe (14) qu'elles s'y conforment;
- c) prévoir, pour l'application du présent article, que le terme «véhicule automobile» s'entend en outre d'un tramway ou d'une motoneige;
- d) prescrire des exemptions de l'application du paragraphe (1), (5) ou (9) et prévoir qu'une exemption est assujettie aux restrictions ou conditions que précisent les règlements et, notamment, que celles-ci sont réputées une condition dont est assorti le permis de conduire d'une personne;
- e) prescrire des critères pour l'application des paragraphes (4) et (8);
- f) exiger que les conducteurs à qui il est interdit de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé se rendent chez une personne autorisée en vertu du paragraphe (14) afin de lui permettre de recueillir des renseignements tirés du dispositif;
- g) régir les rapports que les personnes autorisées en vertu du paragraphe (14) doivent présenter au ministère relativement aux renseignements recueillis aux termes de l'alinéa f);
- h) traiter des programmes de surveillance des personnes à qui il est interdit de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé;
- i) traiter de toute autre question nécessaire à

ministration of this section.

Same

(17) A regulation made under subsection (16) may be general or particular in its application.

Adoption of codes in regulations

(18) A regulation under clause (16) (b) may adopt by reference, in whole or in part, with such changes as the Lieutenant Governor in Council considers necessary, any code, standard, protocol, procedure or policy, and may require compliance with any code, standard, protocol, procedure or policy.

Amendments to codes

(19) The power to adopt by reference and require compliance with a code, standard, protocol, procedure or policy in subsection (18) includes the power to adopt a code, standard, protocol, procedure or policy as it may be amended from time to time.

Definitions

(20) In this section and in section 41.3,

“approved” means approved under clause (16) (a); (“approuvé”)

“driver’s licence” includes a driver’s licence issued by any other jurisdiction; (“permis de conduire”)

“ignition interlock device” means a device designed to ascertain the presence of alcohol in the driver’s body and to prevent a motor vehicle from being started if the concentration of alcohol in the driver’s body exceeds the prescribed limit. (“dispositif de verrouillage du système de démarrage”)

Parties to judicial review

41.3 (1) The parties to any judicial review brought in respect of section 41.2 are the Registrar and the person whose driver’s licence is subject to the condition prohibiting him or her from driving any motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device.

Documents privileged

(2) Documents filed with the Ministry for the purposes of section 41.2 are privileged for the information of the Ministry only and shall not be open for public inspection.

Protection from personal liability

(3) No action or other proceeding for damages shall be instituted against a person authorized under subsection 41.2 (14) to install or maintain an approved ignition interlock device, unless the person was negligent in the performance of his or her duties and responsibilities under section 41.2.

Same

(4) No action or other proceeding for damages shall be instituted against the Registrar or any employee of the Ministry for the removal of a condition prohibiting a

l’application du présent article.

Idem

(17) Les règlements pris en application du paragraphe (16) peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Adoption de codes dans les règlements

(18) Les règlements pris en application de l’alinéa (16) b) peuvent adopter par renvoi, en totalité ou en partie, un code, une norme, un protocole, une procédure ou une politique, sous réserve des modifications que le lieutenant-gouverneur en conseil estime nécessaires, et en exiger l’observation.

Modification des codes

(19) Le pouvoir d’adopter par renvoi un code, une norme, un protocole, une procédure ou une politique et d’en exiger l’observation qui est prévu au paragraphe (18) comprend le pouvoir de l’adopter dans ses versions successives.

Définitions

(20) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article et à l’article 41.3.

«approuvé» Approuvé en vertu de l’alinéa (16) a). («approved»)

«dispositif de verrouillage du système de démarrage» Dispositif conçu pour déceler la présence d’alcool dans le corps du conducteur et pour l’empêcher de faire démarrer un véhicule automobile si son taux d’alcoolémie est supérieur à la limite prescrite. («ignition interlock device»)

«permis de conduire» S’entend en outre d’un permis de conduire délivré par une autre compétence. («driver’s licence»)

Parties à une révision judiciaire

41.3 (1) Les parties à une révision judiciaire demandée à l’égard de l’article 41.2 sont le registrateur et la personne dont le permis de conduire est assorti de la condition lui interdisant de conduire un véhicule automobile non muni d’un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé.

Documents privilégiés

(2) Les documents déposés auprès du ministère pour l’application de l’article 41.2 sont à l’usage exclusif du ministère et ne sont pas accessibles au public.

Immunité

(3) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre une personne autorisée, en vertu du paragraphe 41.2 (14), à installer ou à entretenir un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé, à moins qu’elle n’ait fait preuve de négligence dans l’exercice des fonctions que lui attribue l’article 41.2.

Idem

(4) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre le registrateur ou un employé du ministère pour la suppression ou la

person from driving a motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device or for the failure to remove the condition, if the Registrar or employee acted in good faith in the execution or intended execution of his or her duties under section 41.2.

Crown not relieved of liability

(5) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsections (3) and (4) do not relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by a person mentioned in subsection (3) and (4) to which it would otherwise be subject.

Commencement

2. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

3. The short title of this Act is the *Highway Traffic Amendment Act (Ignition Interlock Device), 2000*.

non-suppression d'une condition interdisant à une personne de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé, s'il a agi de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des fonctions que lui attribue l'article 41.2.

Responsabilité de la Couronne

(5) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, les paragraphes (3) et (4) ne dégagent pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par une personne visée à l'un ou l'autre paragraphe.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 modifiant le Code de la route (dispositifs de verrouillage du système de démarrage)*.

204
8
036



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 131

*(Chapter 35
Statutes of Ontario, 2000)*

**An Act to amend the
Highway Traffic Act
to establish an ignition
interlock device program**

Mr. Dunlop

1st Reading	October 18, 2000
2nd Reading	December 20, 2000
3rd Reading	December 20, 2000
Royal Assent	December 21, 2000

Projet de loi 131

*(Chapitre 35
Lois de l'Ontario de 2000)*

**Loi modifiant le
Code de la route afin d'établir
un programme d'utilisation
de dispositifs de verrouillage
du système de démarrage**

M. Dunlop

1 ^{re} lecture	18 octobre 2000
2 ^e lecture	20 décembre 2000
3 ^e lecture	20 décembre 2000
Sanction royale	21 décembre 2000



**An Act to amend the
Highway Traffic Act
to establish an ignition
interlock device program**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Highway Traffic Act* is amended by adding the following sections:

**Reinstated licence subject to condition:
first conviction**

41.2 (1) If a person's driver's licence is suspended under section 41 as a result of a first conviction for an offence under section 253 or subsection 254 (5) of the *Criminal Code* (Canada) and his or her driver's licence is reinstated under section 41.1, it is a condition of the person's driver's licence that he or she is prohibited from driving any motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device.

Application to remove condition

(2) A person mentioned in subsection (1) may apply to the Registrar to remove the condition prohibiting him or her from driving any motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device.

Time limit

(3) An application under subsection (2) may not be made earlier than one year from the day the person's driver's licence was reinstated under section 41.1.

Prescribed criteria must be met

(4) On receiving an application made in accordance with subsections (2) and (3), the Registrar shall remove the condition, if the person meets the criteria prescribed for the purpose of this subsection.

**Reinstated licence subject to condition:
second conviction**

(5) If a person's driver's licence is suspended under section 41 as a result of a second conviction for an offence under section 253 or subsection 254 (5) of the *Criminal Code* (Canada) and his or her driver's licence is reinstated under section 41.1, it is a condition of the person's driver's licence that he or she is prohibited from driving any motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device.

**Loi modifiant le
Code de la route afin d'établir
un programme d'utilisation
de dispositifs de verrouillage
du système de démarrage**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le *Code de la route* est modifié par adjonction des articles suivants :

**Permis rétabli assorti d'une condition :
première déclaration de culpabilité**

41.2 (1) Le permis de conduire d'une personne qui est suspendu aux termes de l'article 41 par suite d'une première déclaration de culpabilité à l'égard d'une infraction visée à l'article 253 ou au paragraphe 254 (5) du *Code criminel* (Canada) et qui est rétabli aux termes de l'article 41.1 est assorti de la condition qu'il soit interdit à la personne de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé.

Demande de suppression de la condition

(2) La personne visée au paragraphe (1) peut demander au registrateur de supprimer la condition lui interdisant de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé.

Délai

(3) La demande visée au paragraphe (2) ne peut être présentée moins d'un an après le jour du rétablissement du permis de conduire de la personne aux termes de l'article 41.1.

Critères prescrits

(4) Sur réception d'une demande présentée conformément aux paragraphes (2) et (3), le registrateur supprime la condition si la personne respecte les critères prescrits pour l'application du présent paragraphe.

**Permis rétabli assorti d'une condition :
deuxième déclaration de culpabilité**

(5) Le permis de conduire d'une personne qui est suspendu aux termes de l'article 41 par suite d'une deuxième déclaration de culpabilité à l'égard d'une infraction visée à l'article 253 ou au paragraphe 254 (5) du *Code criminel* (Canada) et qui est rétabli aux termes de l'article 41.1 est assorti de la condition qu'il soit interdit à la personne de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé.

Application to remove condition

(6) A person mentioned in subsection (5) may apply to the Registrar to remove the condition prohibiting him or her from driving any motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device.

Time limit

(7) An application under subsection (6) may not be made earlier than three years from the day the person's driver's licence was reinstated under section 41.1.

Prescribed criteria must be met

(8) On receiving an application made in accordance with subsections (6) and (7), the Registrar shall remove the condition, if the person meets the criteria prescribed for the purpose of this subsection.

Reinstated licence subject to permanent condition

(9) If the Registrar reduces an indefinite licence suspension in accordance with subsection 41.1 (2) and reinstates a person's driver's licence, it is a permanent condition of the person's driver's licence that he or she is prohibited from driving any motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device.

Responsibility of owner of motor vehicle

(10) No person who is the owner or is in possession or control of a motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device shall knowingly permit a person to driving the vehicle, if that person is prohibited from driving any motor vehicle that is not equipped with such a device.

No tampering with devices

(11) Except in accordance with an authorization under subsection (14), no person shall tamper with an approved ignition interlock device.

Inspections

(12) If, under the authority of this Act, a police officer stops a motor vehicle, inspects a person's driver's licence and determines that the person is prohibited from driving any motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device, the police officer may, without warrant or court order, inspect the vehicle to the extent that is reasonably necessary to determine,

- (a) whether the vehicle is equipped with such a device; and
- (b) if the vehicle has the device, whether the device has been tampered with in any manner.

Penalty

(13) Every person who drives a motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device while prohibited from doing so or who contravenes sub-

marrage approuvé.

Demande de suppression de la condition

(6) La personne visée au paragraphe (5) peut demander au registrateur de supprimer la condition lui interdisant de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé.

Délai

(7) La demande visée au paragraphe (6) ne peut être présentée moins de trois ans après le jour du rétablissement du permis de conduire de la personne aux termes de l'article 41.1.

Critères prescrits

(8) Sur réception d'une demande présentée conformément aux paragraphes (6) et (7), le registrateur supprime la condition si la personne respecte les critères prescrits pour l'application du présent paragraphe.

Permis rétabli assorti d'une condition permanente

(9) Si le registrateur réduit une suspension de permis de durée indéterminée conformément au paragraphe 41.1 (2) et rétablit le permis de conduire d'une personne, celui-ci est assorti d'une condition permanente interdisant à la personne de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé.

Responsabilité du propriétaire

(10) Nul propriétaire d'un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé ni quiconque en a la possession ou le contrôle ne doit sciemment permettre de le conduire à une personne à qui il est interdit de conduire un tel véhicule automobile.

Interdiction de trafiquer

(11) Nul ne doit trafiquer un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé si ce n'est conformément à une autorisation donnée en vertu du paragraphe (14).

Inspections

(12) Si, comme l'y autorise la présente loi, un agent de police arrête un véhicule automobile, inspecte le permis de conduire d'une personne et constate qu'il est interdit à celle-ci de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé, il peut, sans mandat ni ordonnance du tribunal, inspecter le véhicule dans la mesure raisonnablement nécessaire pour vérifier :

- a) d'une part, si le véhicule est muni d'un tel dispositif;
- b) d'autre part, dans le cas d'un véhicule muni du dispositif, si celui-ci a été trafiqué de quelque manière que ce soit.

Peine

(13) Quiconque conduit un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé alors qu'il lui est interdit de ce faire

section (10) or (11) is guilty of an offence and on conviction is liable,

- (a) in the case involving a commercial motor vehicle within the meaning of subsection 16 (1), to a fine of not less than \$200 and not more than \$20,000.
- (b) in every other case, to a fine of not less than \$200 and not more than \$1,000.

Authorization to install devices

(14) The Minister may in writing authorize any person to install, maintain and remove approved ignition interlock devices.

Authorization to charge fees

(15) Where, under subsection (14), the Minister has authorized a person to install, maintain and remove approved ignition interlock devices, the Minister may in writing authorize that person to charge a fee for the installation, maintenance and removal of such devices.

Regulations

(16) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) approving ignition interlock devices for the purpose of this section;
- (b) respecting the standards governing the installation, operation and maintenance of approved ignition interlock devices and requiring persons authorized under subsection (14) to comply with those standards;
- (c) providing for the purposes of this section that "motor vehicle" includes a streetcar or a motorized snow vehicle;
- (d) prescribing exemptions from subsection (1), (5) or (9) and providing that an exemption is subject to restrictions or conditions specified in the regulations and providing that any such restriction or condition shall be deemed to be a condition contained on a person's driver's licence;
- (e) prescribing criteria for the purpose of subsections (4) and (8);
- (f) requiring a driver who is prohibited from driving any motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device to attend upon a person authorized under subsection (14) for the purpose of enabling that person to gather information from the device;
- (g) governing reports that shall be made to the Ministry by persons authorized under subsection (14) in respect of information gathered under clause (f);
- (h) respecting programs of supervision for persons prohibited from driving a motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device;

ou qui contrevient au paragraphe (10) ou (11) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité :

- a) d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 20 000 \$ dans le cas d'un véhicule utilitaire au sens du paragraphe 16 (1);
- b) d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 1 000 \$ dans les autres cas.

Autorisation d'installer des dispositifs

(14) Le ministre peut, par écrit, autoriser quiconque à installer, à entretenir et à enlever des dispositifs de verrouillage du système de démarrage approuvés.

Autorisation d'exiger des frais

(15) Lorsqu'en vertu du paragraphe (14), il a autorisé une personne à installer, à entretenir et à enlever des dispositifs de verrouillage du système de démarrage approuvés, le ministre peut, par écrit, l'autoriser à exiger des frais pour ce faire.

Règlements

(16) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) approuver des dispositifs de verrouillage du système de démarrage pour l'application du présent article;
- b) traiter des normes régissant l'installation, le fonctionnement et l'entretien des dispositifs de verrouillage du système de démarrage approuvés et exiger des personnes autorisées en vertu du paragraphe (14) qu'elles s'y conforment;
- c) prévoir, pour l'application du présent article, que le terme «véhicule automobile» s'entend en outre d'un tramway ou d'une motoneige;
- d) prescrire des exemptions de l'application du paragraphe (1), (5) ou (9) et prévoir qu'une exemption est assujettie aux restrictions ou conditions que précisent les règlements et, notamment, que celles-ci sont réputées une condition dont est assorti le permis de conduire d'une personne;
- e) prescrire des critères pour l'application des paragraphes (4) et (8);
- f) exiger que les conducteurs à qui il est interdit de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé se rendent chez une personne autorisée en vertu du paragraphe (14) afin de lui permettre de recueillir des renseignements tirés du dispositif;
- g) régir les rapports que les personnes autorisées en vertu du paragraphe (14) doivent présenter au ministre relativement aux renseignements recueillis aux termes de l'alinéa f);
- h) traiter des programmes de surveillance des personnes à qui il est interdit de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé;

- (i) respecting any other matter necessary for the administration of this section.

Same

(17) A regulation made under subsection (16) may be general or particular in its application.

Adoption of codes in regulations

(18) A regulation under clause (16) (b) may adopt by reference, in whole or in part, with such changes as the Lieutenant Governor in Council considers necessary, any code, standard, protocol, procedure or policy, and may require compliance with any code, standard, protocol, procedure or policy.

Amendments to codes

(19) The power to adopt by reference and require compliance with a code, standard, protocol, procedure or policy in subsection (18) includes the power to adopt a code, standard, protocol, procedure or policy as it may be amended from time to time.

Definitions

(20) In this section and in section 41.3,

“approved” means approved under clause (16) (a); (“approuvé”)

“driver’s licence” includes a driver’s licence issued by any other jurisdiction; (“permis de conduire”)

“ignition interlock device” means a device designed to ascertain the presence of alcohol in the driver’s body and to prevent a motor vehicle from being started if the concentration of alcohol in the driver’s body exceeds the prescribed limit. (“dispositif de verrouillage du système de démarrage”)

Parties to judicial review

41.3 (1) The parties to any judicial review brought in respect of section 41.2 are the Registrar and the person whose driver’s licence is subject to the condition prohibiting him or her from driving any motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device.

Documents privileged

(2) Documents filed with the Ministry for the purposes of section 41.2 are privileged for the information of the Ministry only and shall not be open for public inspection.

Protection from personal liability

(3) No action or other proceeding for damages shall be instituted against a person authorized under subsection 41.2 (14) to install or maintain an approved ignition interlock device, unless the person was negligent in the performance of his or her duties and responsibilities under section 41.2.

Same

(4) No action or other proceeding for damages shall

- i) traiter de toute autre question nécessaire à l’application du présent article.

Idem

(17) Les règlements pris en application du paragraphe (16) peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Adoption de codes dans les règlements

(18) Les règlements pris en application de l’alinéa (16) b) peuvent adopter par renvoi, en totalité ou en partie, un code, une norme, un protocole, une procédure ou une politique, sous réserve des modifications que le lieutenant-gouverneur en conseil estime nécessaires, et en exiger l’observation.

Modification des codes

(19) Le pouvoir d’adopter par renvoi un code, une norme, un protocole, une procédure ou une politique et d’en exiger l’observation qui est prévu au paragraphe (18) comprend le pouvoir de l’adopter dans ses versions successives.

Définitions

(20) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article et à l’article 41.3.

«approuvé» Approuvé en vertu de l’alinéa (16) a). («approved»)

«dispositif de verrouillage du système de démarrage» Dispositif conçu pour déceler la présence d’alcool dans le corps du conducteur et pour l’empêcher de faire démarrer un véhicule automobile si son taux d’alcoolémie est supérieur à la limite prescrite. («ignition interlock device»)

«permis de conduire» S’entend en outre d’un permis de conduire délivré par une autre compétence. («driver’s licence»)

Parties à une révision judiciaire

41.3 (1) Les parties à une révision judiciaire demandée à l’égard de l’article 41.2 sont le registrateur et la personne dont le permis de conduire est assorti de la condition lui interdisant de conduire un véhicule automobile non muni d’un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé.

Documents privilégiés

(2) Les documents déposés auprès du ministère pour l’application de l’article 41.2 sont à l’usage exclusif du ministère et ne sont pas accessibles au public.

Immunité

(3) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre une personne autorisée, en vertu du paragraphe 41.2 (14), à installer ou à entretenir un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé, à moins qu’elle n’ait fait preuve de négligence dans l’exercice des fonctions que lui attribue l’article 41.2.

Idem

(4) Sont irrecevables les actions ou autres instances

be instituted against the Registrar or any employee of the Ministry for the removal of a condition prohibiting a person from driving a motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device or for the failure to remove the condition, if the Registrar or employee acted in good faith in the execution or intended execution of his or her duties under section 41.2.

Crown not relieved of liability

(5) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsections (3) and (4) do not relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by a person mentioned in subsection (3) and (4) to which it would otherwise be subject.

Commencement

2. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

3. The short title of this Act is the *Highway Traffic Amendment Act (Ignition Interlock Device), 2000*.

en dommages-intérêts introduites contre le registrateur ou un employé du ministère pour la suppression ou la non-suppression d'une condition interdisant à une personne de conduire un véhicule automobile non muni d'un dispositif de verrouillage du système de démarrage approuvé, s'il a agi de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des fonctions que lui attribue l'article 41.2.

Responsabilité de la Couronne

(5) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, les paragraphes (3) et (4) ne dégagent pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par une personne visée à l'un ou l'autre paragraphe.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 modifiant le Code de la route (dispositifs de verrouillage du système de démarrage)*.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 132

**An Act to enact
the Post-secondary Education
Choice and Excellence Act, 2000,
repeal the Degree Granting Act
and change the title of and make
amendments to the Ministry of
Colleges and Universities Act**

The Hon. D. Cunningham
Minister of Training, Colleges
and Universities

Government Bill

1st Reading October 19, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 132

**Loi édictant la
Loi de 2000 favorisant le choix
et l'excellence au niveau
postsecondaire, abrogeant la
Loi sur l'attribution de grades
universitaires et modifiant le titre et
le texte de la Loi sur le ministère
des Collèges et Universités**

L'honorable D. Cunningham
Ministre de la Formation
et des Collèges et Universités

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 19 octobre 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill changes the title of the *Ministry of Colleges and Universities Act* to the *Ministry of Training, Colleges and Universities Act* and references in the Act to the Minister and the Ministry are amended to reflect this change. It also repeals the *Degree Granting Act* and enacts the *Post-secondary Education Choice and Excellence Act, 2000*.

Ministry of Training, Colleges and Universities Act:

The Bill permits the Minister to delegate his or her authority under Acts he or she administers to the Deputy Minister of Training, Colleges and Universities and to any other Ministry employee. Neither the Deputy Minister nor Ministry employees will be personally liable for anything done in good faith in carrying out their duties.

The Minister is authorized to establish and charge fees under the Acts the Minister administers.

The Minister is authorized to appoint inspectors to make inspections to determine compliance with the Act, the regulations and agreements entered into by the Minister in respect of awards, grants and student loans. The Bill amends the Act to create offences for obtaining awards, grants or student loans to which a person is not entitled, for assisting a person in obtaining an award, grant or loan to which the person is not entitled, for failing to provide information when required and for providing false information in connection with awards, grants and student loans.

The provisions in the Act permitting the making of regulations are combined and amended with respect to the administration of student loans.

Post-secondary Education Choice and Excellence Act, 2000:

The new Act permits the granting of degrees or the operation of a university on the authority of an Act of the Legislature or with the Minister's consent. The Act establishes a procedure for the referral of all applications for the Minister's consent to grant degrees or operate universities to the Post-secondary Education Quality Assessment Board which makes a recommendation to the Minister. The Minister may impose terms and conditions on the consent, may suspend, reinstate or revoke a consent and may add, remove or change the terms and conditions on a consent.

The Post-secondary Education Quality Assessment Board is composed of a chair appointed by the Lieutenant Governor in Council and a vice-chair and up to nine other members appointed by the Minister. The Board's duties include the review of applications for the Minister's consent and other matters referred to it by the Minister. The Board may establish review panels and advisory committees and undertake research. The Board may establish criteria to apply in reviewing applications for consent that comply with recognized educational standards and any policy directions given by the Minister.

The Minister may appoint inspectors to carry out inspections for the purposes of determining compliance with the Act. It is an offence under the Act to provide false information in an application for consent or in any return or to otherwise contravene the Act.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie le titre de la *Loi sur le ministère des Collèges et Universités*, qui devient *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités*, et les mentions, dans la Loi, du ministre et du ministère sont modifiées en conséquence. Le projet de loi abroge également la *Loi sur l'attribution de grades universitaires* et édicte la *Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire*.

Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités :

Le projet de loi permet au ministre de déléguer au sous-ministre de la Formation et des Collèges et Universités ou à tout autre employé du ministère les pouvoirs que lui confèrent les lois dont l'application lui incombe. Ni le sous-ministre ni les employés du ministère ne sont tenus responsables d'un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

Le ministre est autorisé à fixer et à exiger des droits en vertu des lois dont l'application lui incombe.

Le ministre est autorisé à nommer des inspecteurs chargés de mener des inspections afin de déterminer si la Loi, les règlements et les ententes conclues par le ministre à l'égard de l'aide financière, des bourses d'études et des prêts d'études sont observés. Le projet de loi modifie la Loi pour créer des infractions lorsque quiconque obtient ou aide quelqu'un à obtenir une aide financière, une bourse d'études ou un prêt d'études auquel la personne n'a pas droit ou lorsque quiconque omet de fournir des renseignements qui lui sont demandés ou fournit de faux renseignements relativement à l'aide financière, aux bourses d'études et aux prêts d'études.

Les dispositions de la Loi qui autorisent la prise de règlements sont combinées et modifiées en ce qui a trait à l'administration des prêts d'études.

Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire :

La nouvelle loi permet d'attribuer des grades universitaires ou d'assurer le fonctionnement d'une université sous l'autorité d'une loi de la Législature ou avec le consentement du ministre. La Loi établit une procédure de renvoi à la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire, qui fait ensuite une recommandation au ministre, de toutes les demandes visant à obtenir le consentement du ministre pour attribuer des grades universitaires ou assurer le fonctionnement d'universités. Le ministre peut assortir le consentement de conditions, suspendre, rétablir ou révoquer un consentement et ajouter, enlever ou modifier des conditions dont un consentement est assorti.

La Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire se compose d'un président que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil ainsi que d'un vice-président et d'au plus neuf autres membres que nomme le ministre. Les fonctions de la Commission comprennent l'examen des demandes de consentement présentées au ministre et des autres questions que lui renvoie celui-ci. La Commission peut constituer des comités d'examen et des comités consultatifs, entreprendre des recherches et établir les critères à appliquer lors de l'examen des demandes de consentement qui sont conformes aux normes éducatives reconnues et aux directives que donne le ministre en matière de politique.

Le ministre peut nommer des inspecteurs chargés de mener des inspections afin de déterminer si la Loi est respectée. Commet une infraction à la Loi quiconque fournit de faux renseignements dans une demande de consentement ou un rapport ou quiconque contrevient par ailleurs à la Loi.

**An Act to enact
the Post-secondary Education
Choice and Excellence Act, 2000,
repeal the Degree Granting Act
and change the title of and make
amendments to the Ministry of
Colleges and Universities Act**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Post-secondary Education Choice and Excellence Act, 2000*, as set out in the Schedule, is hereby enacted.

2. The *Degree Granting Act*, being chapter D.5 of the Revised Statutes of Ontario, 1990, is repealed.

3. (1) The title of the *Ministry of Colleges and Universities Act* is repealed and the following substituted:

**Ministry of Training, Colleges and
Universities Act**

(2) The definitions of “Minister” and “Ministry” in section 1 of the Act are repealed and the following substituted:

“Minister” means the Minister of Training, Colleges and Universities; (“ministre”)

“Ministry” means the Ministry of Training, Colleges and Universities. (“ministère”)

(3) Subsection 2 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Ministry continued

(1) The ministry of the public service formerly known in English as the Ministry of Colleges and Universities and in French as ministère des Collèges et Universités is continued under the name Ministry of Training, Colleges and Universities in English and ministère de la Formation et des Collèges et Universités in French.

(4) The Act is amended by adding the following sections:

Delegation of powers

4.1 (1) Any power or duty conferred or imposed on

**Loi édictant la
Loi de 2000 favorisant le choix
et l'excellence au niveau
postsecondaire, abrogeant la
Loi sur l'attribution de grades
universitaires et modifiant le titre
et le texte de la Loi sur le ministère
des Collèges et Universités**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Est édictée la *Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire*, telle qu'elle figure à l'annexe.

2. La *Loi sur l'attribution de grades universitaires*, qui constitue le chapitre D.5 des Lois refondues de l'Ontario de 1990, est abrogée.

3. (1) Le titre de la *Loi sur le ministère des Collèges et Universités* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

**Loi sur le ministère de la Formation
et des Collèges et Universités**

(2) Les définitions de «ministère» et de «ministre» à l'article 1 de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«ministère» Le ministère de la Formation et des Collèges et Universités. («Ministry»)

«ministre» Le ministre de la Formation et des Collèges et Universités. («Minister»)

(3) Le paragraphe 2 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prorogation du ministère

(1) Le ministère de la fonction publique connu auparavant sous le nom de ministère des Collèges et Universités en français et de Ministry of Colleges and Universities en anglais est prorogé sous le nom de ministère de la Formation et des Collèges et Universités en français et de Ministry of Training, Colleges and Universities en anglais.

(4) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Délégation de pouvoirs

4.1 (1) Le ministre peut déléguer les pouvoirs ou

the Minister under this or any other Act may be delegated by the Minister to the Deputy Minister of Training, Colleges and Universities or to any other person employed in the Ministry and, when purporting to exercise a delegated power or duty, the delegate shall be presumed conclusively to act in accordance with the delegation.

Delegation subject to conditions

(2) A delegation under subsection (1) shall be in writing and may be subject to such limitations, conditions and requirements as are set out in it.

Subdelegation

(3) In a delegation under subsection (1), the Minister may authorize a person to whom a power or duty is delegated to delegate to others the exercise of the delegated power or duty, subject to such limitations, conditions and requirements as the person may impose.

Deeds and contracts

(4) Despite section 6 of the *Executive Council Act*, a deed or contract signed by a person empowered to do so under a delegation or subdelegation made under this section has the same effect as if signed by the Minister.

Protection from personal liability

4.2 (1) No proceeding for damages shall be commenced against the Deputy Minister of Training, Colleges and Universities or any other person employed in the Ministry for any act done in good faith in the performance or intended performance of his or her duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of that duty.

Crown liability

(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsection (1) does not relieve the Crown of any liability to which it would otherwise be subject in respect of a tort committed by the Deputy Minister or an employee.

(5) Section 7 of the Act is repealed and the following substituted:

Fees

7. The Minister may establish and charge fees in respect of anything done in connection with this Act or any other Act to which subsection 2 (2) applies.

(6) Subsection 9 (2) of the Act is repealed.

(7) The Act is amended by adding the following sections:

Inspectors

10. (1) The Minister, in connection with the administration of awards, grants and student loans, may appoint inspectors for the purposes of determining compliance with this Act, the regulations and any agreements entered into by the Minister.

fonctions que lui attribue la présente loi ou une autre loi au sous-ministre de la Formation et des Collèges et Universités ou à une autre personne employée au ministère. Lorsqu'il prétend exercer un pouvoir ou une fonction qui lui est délégué, il existe une présomption irréfutable que le délégué agit conformément à l'acte de délégation.

Délégation assortie de conditions

(2) La délégation prévue au paragraphe (1) est effectuée par écrit et peut être assortie des restrictions, des conditions et des exigences énoncées dans l'acte de délégation.

Subdélégation

(3) Dans la délégation prévue au paragraphe (1), le ministre peut autoriser une personne à qui un pouvoir ou une fonction est délégué à déléguer à d'autres ce pouvoir ou cette fonction, sous réserve des restrictions, des conditions et des exigences qu'elle impose.

Actes scellés et contrats

(4) Malgré l'article 6 de la *Loi sur le Conseil exécutif*, les actes scellés ou les contrats que signe une personne autorisée à ce faire aux termes d'une délégation ou d'une subdélégation effectuée en vertu du présent article ont le même effet que s'ils étaient signés par le ministre.

Immunité

4.2 (1) Sont irrecevables les instances en dommages-intérêts introduites contre le sous-ministre de la Formation et des Collèges et Universités ou une autre personne employée au ministère pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de ses fonctions ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de bonne foi de ses fonctions.

Responsabilité de la Couronne

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par le sous-ministre ou un employé.

(5) L'article 7 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Droits

7. Le ministre peut fixer et exiger des droits pour tout acte accompli relativement à la présente loi ou à toute autre loi à laquelle s'applique le paragraphe 2 (2).

(6) Le paragraphe 9 (2) de la Loi est abrogé.

(7) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Inspecteurs

10. (1) Le ministre peut, relativement à l'administration de l'aide financière, des bourses d'études et des prêts d'études, nommer des inspecteurs chargés de déterminer si la présente loi, les règlements et les ententes conclues par le ministre sont observés.

Inspection

(2) For the purposes of determining whether this Act has been complied with and is being complied with, an inspector may, without a warrant, enter and inspect business premises of any person and post-secondary institutions.

Restricted appointments

(3) The Minister may restrict the inspector's powers of entry and inspection to specified premises or institutions.

Time of entry

(4) The power to enter and inspect without a warrant may be exercised only during the regular business hours of the premises or institution or during daylight hours if there are no regular business hours.

Identification

(5) An inspector conducting an inspection shall produce evidence on request of his or her appointment.

Powers of inspector

- (6) An inspector conducting an inspection may,
- (a) examine a record or other thing that is relevant to the inspection;
 - (b) demand the production for inspection of a document or other thing that is relevant to the inspection;
 - (c) remove for review and copying a record or other thing that is relevant to the inspection;
 - (d) in order to produce a record in readable form, use data storage, information processing or retrieval devices or systems that are normally used in carrying on business or activities in the place; and
 - (e) question a person on matters relevant to the inspection.

Written demand

(7) A demand that a record or other thing be produced for inspection must be in writing and must include a statement of the nature of the record or thing required.

Obligation to produce and assist

(8) If an inspector demands that a record or other thing be produced for inspection, the person who has custody of the record or thing shall produce it and, in the case of a record, shall on request provide any assistance that is reasonably necessary to interpret the record or to produce it in a readable form.

Removal of records and things

(9) A record or other thing that has been removed for review and copying,

Inspection

(2) Pour déterminer si la présente loi a été et est toujours observée, un inspecteur peut, sans mandat, pénétrer dans les locaux commerciaux de quiconque et dans les établissements postsecondaires et en faire l'inspection.

Restriction des pouvoirs

(3) Le ministre peut restreindre les pouvoirs d'entrée et d'inspection de l'inspecteur à des locaux commerciaux ou des établissements précisés.

Heure d'entrée

(4) Le pouvoir de pénétrer dans un lieu pour y faire une inspection sans mandat ne peut être exercé que pendant les heures d'ouverture normales des locaux ou de l'établissement ou, en l'absence de celles-ci, pendant les heures diurnes.

Identification

(5) L'inspecteur qui effectue une inspection produit, sur demande, une attestation de sa nomination.

Pouvoirs de l'inspecteur

- (6) L'inspecteur qui effectue une inspection peut faire ce qui suit :
- a) examiner les documents ou autres choses qui se rapportent à l'inspection;
 - b) demander la production, aux fins d'inspection, des documents ou autres choses qui se rapportent à celle-ci;
 - c) enlever, aux fins d'examen, des documents ou autres choses qui se rapportent à l'inspection et en tirer des copies;
 - d) afin de produire un document sous une forme lisible, recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou de récupération des données qui sont utilisés habituellement à l'endroit pour y exercer les activités, commerciales ou autres;
 - e) interroger des personnes sur toute question qui se rapporte à l'inspection.

Demande par écrit

(7) La demande de production, aux fins d'inspection, de documents ou autres choses est présentée par écrit et comprend une déclaration sur la nature des documents ou des choses demandés.

Production de documents et aide obligatoires

(8) Si un inspecteur demande la production, aux fins d'inspection, de documents ou autres choses, la personne qui en a la garde les produit et, dans le cas de documents, fournit, sur demande, l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour les interpréter ou les produire sous une forme lisible.

Enlèvement des documents et des choses

(9) Les documents ou autres choses qui ont été enlevés aux fins d'examen et de copie :

- (a) shall be made available to the person from whom it was removed, for review and copying, on request and at a time and place that are convenient for the person and for the inspector; and
- (b) shall be returned to the person within a reasonable time.

Copy admissible in evidence

(10) A copy of a record that purports to be certified by an inspector as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Obstruction

(11) No person shall hinder, obstruct or interfere with an inspector conducting an inspection, refuse to answer questions on matters relevant to the inspection or provide the inspector with information on matters relevant to the inspection that the person knows to be false or misleading.

Report to the Minister

(12) An inspector shall report to the Minister on the results of each inspection.

Minister's order

11. On receipt of a report from an inspector under section 10, the Minister may make any order that he or she considers appropriate for the purposes of the proper administration of awards, grants and student loans under this Act and the regulations.

Offence

12. (1) No person shall knowingly obtain or receive an award, grant or student loan to which he or she is not entitled under this Act and the regulations.

Same

(2) No person shall knowingly aid or abet another person to obtain or receive an award, grant or student loan to which the other person is not entitled under this Act and the regulations.

Same

(3) No person shall fail to provide information the person is required to provide under this Act or the regulations or has agreed to provide in connection with an award, grant or student loan.

Same

(4) No person shall knowingly provide false information in connection with the administration of an award, grant or student loan or for the purposes of obtaining or receiving an award, grant or student loan.

Penalty

(5) Every person is guilty of an offence who contravenes subsection (1), (2), (3) or (4) or 10 (11) and is

- a) d'une part, sont mis à la disposition de la personne à qui ils ont été enlevés aux fins d'examen et de copie, sur demande de celle-ci et aux date, heure et lieu qui conviennent à la personne et à l'inspecteur;
- b) d'autre part, sont retournés à la personne dans un délai raisonnable.

Copies admissibles en preuve

(10) Les copies de documents qui se présentent comme étant certifiées conformes aux originaux par un inspecteur sont admissibles en preuve au même titre que les originaux et ont la même valeur probante qu'eux.

Entrave

(11) Nul ne doit gêner ni entraver le travail d'un inspecteur qui effectue une inspection, refuser de répondre à des questions sur des sujets qui se rapportent à celle-ci ou fournir à l'inspecteur des renseignements qu'il sait être faux ou trompeurs concernant de tels sujets.

Rapport au ministre

(12) L'inspecteur présente un rapport au ministre sur les résultats de chaque inspection.

Arrêté du ministre

11. Dès réception du rapport de l'inspecteur prévu à l'article 10, le ministre peut prendre tout arrêté qu'il estime approprié pour assurer la saine administration de l'aide financière, des bourses d'études et des prêts d'études accordés en application de la présente loi et des règlements.

Infraction

12. (1) Nul ne doit sciemment obtenir ou recevoir une aide financière, une bourse d'études ou un prêt d'études auquel il n'a pas droit en vertu de la présente loi et des règlements.

Idem

(2) Nul ne doit sciemment aider ou encourager une autre personne à obtenir ou à recevoir une aide financière, une bourse d'études ou un prêt d'études auquel elle n'a pas droit en vertu de la présente loi et des règlements.

Idem

(3) Nul ne doit omettre de fournir des renseignements que la présente loi ou les règlements l'obligent à fournir ou qu'il a consenti à fournir relativement à une aide financière, à une bourse d'études ou à un prêt d'études.

Idem

(4) Nul ne doit sciemment fournir de faux renseignements relativement à l'administration d'une aide financière, d'une bourse d'études ou d'un prêt d'études ou dans le but d'obtenir ou de recevoir une telle aide ou bourse ou un tel prêt.

Peine

(5) Quiconque contrevient au paragraphe (1), (2), (3) ou (4) ou 10 (11) est coupable d'une infraction et passible

liable on conviction,

- (a) to a fine of not more than \$25,000 if the person is an individual or \$100,000 if the person is a corporation;
- (b) to imprisonment for a term of not more than one year; or
- (c) to both a fine under clause (a) and imprisonment under clause (b).

Conviction of officers

(6) Any officer, director or agent of a corporation, or any other person, who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of any act by the corporation which is an offence under this Act is guilty of an offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted of any offence under this Act.

Regulations

13. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing the terms and conditions under which awards or grants provided out of the money appropriated by the Legislature may be made to students enrolled in post-secondary institutions, prescribing the amounts of the awards and grants and the methods of calculating them and the persons eligible for the awards and grants, defining the types, classes and subclasses of awards and grants, fixing the maximum amount that may be awarded or granted to any applicant and authorizing the Minister to determine the amount, up to the maximum that may be awarded or granted, to an applicant;
- (b) governing the terms and conditions under which loans may be approved, guaranteed and made to students enrolled in post-secondary institutions, including the amounts of the loans and the methods of calculating them and the persons eligible to make and receive the loans, defining the types, classes and subclasses of loans, fixing the maximum amount that may be loaned to any applicant and authorizing the Minister to determine the amount, up to the maximum that may be loaned to an applicant;
- (c) providing for the recovery of all or part of the money awarded, granted or loaned to any student enrolled or purporting to be enrolled in a post-secondary institution who was not eligible for all or part of the award, grant or loan or who fails to comply with any of the terms and conditions under which the award, grant or loan was approved, guaranteed or made;
- (d) providing for the apportionment and distribution of money appropriated or raised by the Legislature for university, college and other post-secondary educational purposes;

ble, sur déclaration de culpabilité :

- a) soit d'une amende maximale de 25 000 \$, dans le cas d'un particulier, ou de 100 000 \$, dans le cas d'une personne morale;
- b) soit d'un emprisonnement maximal d'un an;
- c) soit d'une amende visée à l'alinéa a) et d'un emprisonnement visé à l'alinéa b).

Responsabilité des dirigeants

(6) Tout dirigeant, administrateur ou mandataire d'une personne morale ou toute autre personne qui ordonne ou autorise la commission, par la personne morale, d'un acte qui constitue une infraction à la présente loi, ou qui y consent, y acquiesce ou y participe, est coupable d'une infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction à la présente loi.

Rèlements

13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire les conditions d'octroi aux étudiants inscrits à un établissement postsecondaire de l'aide financière ou des bourses d'études prélevées sur les sommes affectées par la Législature, en prescrire le montant, son mode de calcul et les personnes qui y sont admissibles, définir les types, les catégories et les sous-catégories d'aide financière et de bourses d'études, fixer le montant maximal qui peut être octroyé à l'auteur d'une demande et autoriser le ministre à fixer, jusqu'à concurrence du montant maximal établi, le montant à octroyer à l'auteur d'une demande;
- b) régir les conditions auxquelles des prêts peuvent être approuvés, garantis et consentis aux étudiants inscrits à un établissement postsecondaire, y compris le montant de ces prêts, leur mode de calcul, les personnes qui y sont admissibles et celles qui peuvent les accorder, définir les types, les catégories et les sous-catégories de prêts, fixer le montant maximal de prêt qui peut être accordé à l'auteur d'une demande et autoriser le ministre à fixer, jusqu'à concurrence du montant maximal établi, le montant de prêt à accorder à l'auteur d'une demande;
- c) prévoir le recouvrement, en totalité ou en partie, des sommes octroyées ou prêtées aux étudiants inscrits ou se présentant comme étant inscrits à un établissement postsecondaire et qui n'étaient pas admissibles à la totalité ou à une partie de l'aide financière, de la bourse d'études ou du prêt, ou qui ne se conforment pas aux conditions auxquelles l'aide, la bourse ou le prêt a été approuvé, garanti ou consenti;
- d) prévoir la répartition et l'attribution des sommes affectées ou prélevées par la Législature à des fins d'enseignement postsecondaire, notamment aux niveaux universitaire et collégial;

- (e) prescribing the conditions governing the payment of legislative grants;
 - (f) defining “enrolment” and “student” for the purpose of legislative grants to post-secondary educational institutions recognized by the Minister for the purpose of such grants, and requiring that “enrolment” be subject to the approval of the Minister;
 - (g) prescribing forms and providing for their use;
 - (h) authorizing the Deputy Minister of Training, Colleges and Universities or any officer of the Ministry to exercise the power to approve loans under section 8;
 - (i) prescribing the rate of interest payable by the Minister or a student borrower to a financial institution on a guaranteed student loan;
 - (j) prescribing the period that may lapse after which the principal amount of a guaranteed student loan and interest thereon shall commence to be payable by the student borrower;
 - (k) respecting the subrogation of the Government of Ontario to the rights of a financial institution with respect to a guaranteed student loan;
 - (l) prescribing procedures to be followed by a financial institution with respect to a guaranteed student loan;
 - (m) prescribing the provisions to be included in agreements between borrowers and financial institutions related to guaranteed student loans;
 - (n) providing for the alteration of agreements between borrowers and financial institutions and prescribing the conditions and consequences of such alterations;
 - (o) providing for the assignment or transfer by financial institutions of agreements between borrowers and financial institutions and prescribing the conditions and consequences of such assignments or transfers;
 - (p) prescribing, in the event of default in the repayment of a guaranteed student loan, the measures to be taken by a financial institution and the procedures to be followed for the collection of the amount of the loan outstanding and accrued interest;
 - (q) prescribing the method of determining the amount of any loss sustained by a financial institution as a result of a guaranteed student loan;
 - (r) prescribing the procedure to be followed by a financial institution in making a claim against the Minister;
 - (s) prescribing the maximum number of years that may elapse after which the principal amount of a guaranteed student loan and interest thereon shall commence to be payable by the borrower;
- e) préciser les conditions régissant le versement des subventions générales;
 - f) définir les termes «effectif» et «étudiant» aux fins d’attribution des subventions générales aux établissements d’enseignement postsecondaires reconnus à cette fin par le ministre et assujettir l’«effectif» à l’approbation du ministre;
 - g) prescrire des formules et prévoir les modalités de leur emploi;
 - h) autoriser le sous-ministre de la Formation et des Collèges et Universités ou un fonctionnaire du ministère à exercer le pouvoir d’approbation des prêts prévu à l’article 8;
 - i) prescrire le taux d’intérêt payable par le ministre ou un étudiant emprunteur à une institution financière sur un prêt d’études garanti;
 - j) prescrire la période qui peut s’écouler avant que le capital d’un prêt d’études garanti et les intérêts qui s’y rapportent ne deviennent exigibles de l’étudiant emprunteur;
 - k) traiter de la subrogation du gouvernement de l’Ontario dans les droits d’une institution financière relativement aux prêts d’études garantis;
 - l) prescrire les modalités que doit respecter une institution financière relativement aux prêts d’études garantis;
 - m) prescrire les clauses que doivent comporter les ententes entre emprunteurs et institutions financières en matière de prêts d’études garantis;
 - n) prévoir la modification des ententes entre emprunteurs et institutions financières et en prescrire les conditions et conséquences;
 - o) prévoir la cession ou le transfert, par les institutions financières, des ententes entre emprunteurs et institutions financières et en prescrire les conditions et conséquences;
 - p) prescrire, en cas de défaut de remboursement d’un prêt d’études garanti, les mesures que l’institution financière doit prendre et les modalités à suivre pour recouvrer le montant du prêt en souffrance et les intérêts accumulés;
 - q) prescrire la façon de déterminer le montant de la perte subie par l’institution financière en raison d’un prêt d’études garanti;
 - r) prescrire les modalités que doit suivre l’institution financière dans la présentation d’une demande de règlement contre le ministre;
 - s) prescrire le nombre maximal d’années qui peuvent s’écouler avant que le capital d’un prêt d’études garanti et les intérêts qui s’y rapportent ne deviennent exigibles de l’emprunteur;

- (t) providing for reports to be made to the Minister for the purposes of this Act, and prescribing the kind of information to be included in those reports.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

5. The short title of this Act is the *Ministry of Training, Colleges and Universities Statute Law Amendment Act, 2000*.

- t) prévoir les rapports à présenter au ministre pour l'application de la présente loi et prescrire le genre de renseignements qui doivent y figurer.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 modifiant des lois en ce qui a trait au ministère de la Formation et des Collèges et Universités*.

**SCHEDULE
POST-SECONDARY EDUCATION CHOICE
AND EXCELLENCE ACT, 2000**

Definitions

1. In this Act,

“consent” means a written consent of the Minister given under subsection 4 (1) and any renewal of that consent given by the Minister; (“consentement”)

“Minister” means the Minister of Training, Colleges and Universities; (“ministre”)

“prescribed” means prescribed by the regulations; (“prescrit”)

“regulations” means the regulations made under this Act. (“règlements”)

Authority to grant a degree, etc.

2. No person shall directly or indirectly do any of the following things unless the person is authorized to do it by an Act of the Assembly or by the Minister under this Act:

1. Grant a degree.
2. Provide a program or part of a program of post-secondary study leading to a degree to be conferred by a person inside or outside Ontario.
3. Advertise a program or part of a program of post-secondary study offered in Ontario leading to a degree to be conferred by a person in or outside Ontario.
4. Sell, offer for sale or provide by agreement for a fee, reward or other remuneration, a diploma, certificate, document or other material that indicates or implies the granting or conferring of a degree.

Authority to establish a university, etc.

3. No person shall directly or indirectly do any of the following things unless the person is authorized to do it by an Act of the Assembly or by the Minister under this Act:

1. Operate or maintain a university.
2. Use or be known by a name of a university or any derivation or abbreviation of a name of a university.
3. Hold themselves out to be a university.
4. Make use of the word university or any derivation or abbreviation of the word university in any advertising relating to an educational institution in Ontario.

Consent of Minister

4. (1) The Minister may give a written consent to a

**ANNEXE
LOI DE 2000 FAVORISANT LE CHOIX
ET L'EXCELLENCE AU NIVEAU
POSTSECONDAIRE**

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«consentement» Consentement écrit du ministre accordé en vertu du paragraphe 4 (1), y compris son renouvellement. («consent»)

«ministre» Le ministre de la Formation et des Collèges et Universités. («Minister»)

«prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

Pouvoir d'attribuer des grades

2. Nul ne doit, directement ou indirectement, faire ce qui suit à moins d'y être autorisé par une loi de l'Assemblée ou par le ministre en vertu de la présente loi :

1. Attribuer un grade universitaire.
2. Offrir un programme ou une partie d'un programme d'études postsecondaires menant à l'obtention d'un grade universitaire qui sera conféré par une personne en Ontario ou ailleurs.
3. Annoncer un programme ou une partie d'un programme d'études postsecondaires offert en Ontario qui mène à l'obtention d'un grade universitaire qui sera conféré par une personne en Ontario ou ailleurs.
4. Vendre, mettre en vente ou fournir en vertu d'une entente, moyennant des droits, une récompense ou une autre forme de rémunération, un diplôme, un certificat, un document ou une autre pièce qui indique l'attribution ou la remise d'un grade universitaire ou qui le laisse entendre.

Pouvoir de constituer une université

3. Nul ne doit, directement ou indirectement, faire ce qui suit à moins d'y être autorisé par une loi de l'Assemblée ou par le ministre en vertu de la présente loi :

1. Assurer le fonctionnement d'une université.
2. Utiliser le nom d'une université, ou un dérivé ou une abréviation de celui-ci, ou se faire connaître sous ce nom, ce dérivé ou cette abréviation.
3. Prétendre constituer une université.
4. Utiliser le mot université, ou un dérivé ou une abréviation de celui-ci, dans une publicité quelconque se rapportant à un établissement d'enseignement en Ontario.

Consentement du ministre

4. (1) Le ministre peut accorder à quiconque en fait

person who makes an application under section 5 to authorize the person to do one or more things described in sections 2 and 3.

Terms and conditions of consent

(2) The Minister may attach such terms and conditions to a consent as the Minister considers appropriate, including a termination date after which the consent will cease to be effective unless renewed by the Minister.

Same

(3) A person to whom a consent is given shall ensure compliance with all terms and conditions attached to the consent.

Security

(4) The Minister shall not give a consent unless he or she is satisfied,

- (a) that the person seeking the consent has given security that complies with any prescribed requirements and is adequate to protect the interests of students; and
- (b) that the person has made arrangements to ensure students have access to their transcripts and that the arrangements comply with any prescribed requirements and are adequate to protect the interests of students.

Colleges of applied arts and technology

(5) The Minister shall not give a consent to authorize a college of applied arts and technology established under the *Ministry of Training, Colleges and Universities Act*,

- (a) to do anything described in section 2, unless the degree in respect of which the consent is given is a baccalaureate degree in an applied area of study; or
- (b) to do anything described in section 3.

Exception

(6) Despite subsection (5), the Minister may give a consent to authorize a college of applied arts and technology to do something described in section 3 if,

- (a) the college is named in a regulation for the purposes of this subsection; or
- (b) conditions have been prescribed for the purposes of this subsection and the college has satisfied them.

Same

(7) A college of applied arts and technology may do something described in section 2 if the Minister has given a consent to it to authorize it to do something under section 3.

Application for consent

5. (1) A person may apply to the Minister for a consent and for a renewal of a consent.

la demande en vertu de l'article 5 un consentement écrit l'autorisant à faire une ou plusieurs des choses visées aux articles 2 et 3.

Conditions du consentement

(2) Le ministre peut assortir le consentement des conditions qu'il estime appropriées, y compris fixer une date d'expiration au-delà de laquelle le consentement n'a plus effet à moins qu'il ne le renouvelle.

Idem

(3) Toute personne à qui est accordé un consentement veille au respect de toutes les conditions dont il est assorti.

Garantie

(4) Le ministre ne doit accorder un consentement que s'il est convaincu de ce qui suit :

- a) l'auteur de la demande de consentement a donné une garantie qui satisfait aux exigences prescrites et qui est suffisante pour protéger les intérêts des étudiants;
- b) la personne a pris des dispositions pour veiller à ce que les étudiants aient accès à leurs relevés de notes, lesquelles satisfont aux exigences prescrites et sont suffisantes pour protéger les intérêts des étudiants.

Collèges d'arts appliqués et de technologie

(5) Le ministre ne doit pas accorder de consentement qui autorise un collège d'arts appliqués et de technologie ouvert en vertu de la *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités* :

- a) soit à faire une chose visée à l'article 2, à moins que le grade universitaire visé par le consentement ne soit un diplôme de baccalauréat dans une discipline appliquée;
- b) soit à faire une chose visée à l'article 3.

Exception

(6) Malgré le paragraphe (5), le ministre peut accorder un consentement autorisant un collège d'arts appliqués et de technologie à faire une chose visée à l'article 3 si, selon le cas :

- a) le collège est désigné par son nom dans un règlement pour l'application du présent paragraphe;
- b) des conditions ont été prescrites pour l'application du présent paragraphe et le collège y a satisfait.

Idem

(7) Un collège d'arts appliqués et de technologie peut faire une chose visée à l'article 2 si le ministre lui a accordé un consentement l'autorisant à faire une chose visée à l'article 3.

Demande de consentement

5. (1) Toute personne peut demander un consentement ou son renouvellement au ministre.

Referral to Board

(2) The Minister shall refer every application for a consent or renewal of a consent to the Post-secondary Education Quality Assessment Board.

Recommendation

(3) The Minister shall not grant or reject an application unless he or she has received a recommendation from the Board.

Decision final

(4) The Minister's decision on whether to give or renew a consent is final.

Suspension, etc.

6. (1) The Minister may at any time, in accordance with the regulations,

- (a) suspend or revoke a consent;
- (b) reinstate a consent with or without conditions;
- (c) add new terms and conditions to a consent; or
- (d) change or remove terms and conditions attached to a consent.

Potential non-compliance

(2) A person who has received a consent shall promptly notify the Minister if it is reasonable to believe that not all of the terms and conditions of the consent may be met.

Post-secondary Education Quality Assessment Board

7. (1) The board known in English as the Post-secondary Education Quality Assessment Board and in French as Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire is continued.

Composition

(2) The Board shall be composed of,

- (a) a chair appointed by the Lieutenant Governor in Council; and
- (b) a vice-chair and not more than nine other members appointed by the Minister.

Duties

(3) The Board shall,

- (a) review applications made under section 5 and other matters referred to it by the Minister and make recommendations to the Minister in a manner and within a time period specified by the Minister; and
- (b) perform such other duties as may be prescribed.

Powers

(4) The Board may,

Renvoi à la Commission

(2) Le ministre renvoie à la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire toutes les demandes de consentement ou de renouvellement de celui-ci.

Recommandation

(3) Le ministre ne doit pas approuver ou rejeter une demande sans la recommandation de la Commission.

Décision définitive

(4) La décision du ministre sur la question de savoir s'il doit accorder ou renouveler un consentement est définitive.

Suspension

6. (1) Le ministre peut, conformément aux règlements :

- a) suspendre ou révoquer un consentement;
- b) rétablir un consentement avec ou sans conditions;
- c) ajouter des conditions à un consentement;
- d) modifier ou enlever les conditions dont est assorti un consentement.

Inobservation éventuelle

(2) Quiconque reçoit un consentement avise promptement le ministre s'il est raisonnable de croire qu'il ne sera pas satisfait à toutes les conditions dont il est assorti.

Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire

7. (1) Est prorogée la commission connue sous le nom de Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire en français et de Post-secondary Education Quality Assessment Board en anglais.

Composition

(2) La Commission se compose des personnes suivantes :

- a) un président que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil;
- b) un vice-président et au plus neuf autres membres que nomme le ministre.

Fonctions

(3) La Commission :

- a) d'une part, examine les demandes présentées en vertu de l'article 5 et les autres questions que lui renvoie le ministre et fait des recommandations à ce dernier de la manière et dans le délai qu'il précise;
- b) d'autre part, exerce les autres fonctions prescrites.

Pouvoirs

(4) La Commission peut faire ce qui suit :

- (a) establish review panels to assess the educational quality of proposed degree programs in Ontario and to review applications made under section 5;
- (b) establish advisory committees to assist the Board in providing recommendations and advice to the Minister; and
- (c) undertake such research as it determines necessary to carry out its duties.

Procedures

(5) Subject to the regulations, the Board may establish procedures for reviewing applications and other matters referred to it and for making recommendations to the Minister.

Criteria

(6) The Board shall establish criteria in accordance with subsection (7) that it must apply in reviewing applications referred to it and in making recommendations to the Minister.

Same

(7) Except as provided in the regulations, the criteria established by the Board,

- (a) must be in accordance with educational standards recognized in Ontario and other jurisdictions; and
- (b) must comply with such policy directions as may be given by the Minister.

Effect of consent

8. The giving of a consent does not entitle the person to whom the consent is given to any funding from the Government of Ontario.

Inspectors

9. (1) The Minister may appoint inspectors for the purposes of determining whether it is appropriate to suspend or revoke a consent or change the terms and conditions attached to a consent given under this Act or for the purposes of determining whether a person has failed to comply with this Act.

Inspection

(2) An inspector may, without a warrant, enter and inspect business premises of any person.

Restricted appointments

(3) The Minister may restrict the inspector's powers of entry and inspection to specified business premises.

Time of entry

(4) The power to enter and inspect business premises without a warrant may be exercised only during the regular business hours of the premises or during daylight hours if there are no regular business hours.

- a) constituer des comités d'examen chargés d'évaluer la qualité, sur le plan éducatif, des programmes éventuels menant à l'obtention de grades universitaires en Ontario et d'examiner les demandes présentées en vertu de l'article 5;
- b) constituer des comités consultatifs pour l'aider à faire des recommandations et à donner des conseils au ministre;
- c) entreprendre les recherches qu'elle estime nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Modalités

(5) Sous réserve des règlements, la Commission peut établir les modalités d'examen des demandes et autres questions qui lui sont renvoyées et de présentation de recommandations au ministre.

Critères

(6) La Commission établit conformément au paragraphe (7) les critères qu'elle doit appliquer lorsqu'elle examine les demandes qui lui sont renvoyées et qu'elle fait des recommandations au ministre.

Idem

(7) Sauf disposition contraire des règlements, les critères qu'établit la Commission :

- a) d'une part, sont conformes aux normes éducatives reconnues en Ontario et dans d'autres autorités législatives;
- b) d'autre part, sont conformes aux directives que donne le ministre en matière de politique.

Effet du consentement

8. L'octroi d'un consentement ne donne pas à la personne à qui il est accordé le droit de recevoir des fonds du gouvernement de l'Ontario.

Inspecteurs

9. (1) Le ministre peut nommer des inspecteurs chargés de déterminer s'il est approprié de suspendre ou de révoquer un consentement ou de modifier les conditions dont est assorti un consentement accordé en vertu de la présente loi ou de déterminer si une personne ne s'est pas conformée à celle-ci.

Inspection

(2) Un inspecteur peut, sans mandat, pénétrer dans les locaux commerciaux de quiconque et en faire l'inspection.

Restriction des pouvoirs

(3) Le ministre peut restreindre les pouvoirs d'entrée et d'inspection de l'inspecteur à des locaux commerciaux précisés.

Heure d'entrée

(4) Le pouvoir de pénétrer dans des locaux commerciaux pour y faire une inspection sans mandat ne peut être exercé que pendant les heures d'ouverture normales des locaux ou, en l'absence de celles-ci, pendant les heures diurnes.

Identification

(5) An inspector conducting an inspection shall produce evidence on request of his or her appointment.

Powers of inspector

(6) An inspector conducting an inspection may,

- (a) examine a record or other thing that is relevant to the inspection;
- (b) demand the production for inspection of a document or other thing that is relevant to the inspection;
- (c) remove for review and copying a record or other thing that is relevant to the inspection;
- (d) in order to produce a record in readable form, use data storage, information processing or retrieval devices or systems that are normally used in carrying on business in the place; and

(e) question a person on matters relevant to the inspection.

Written demand

(7) A demand that a record or other thing be produced for inspection must be in writing and must include a statement of the nature of the record or thing required.

Obligation to produce and assist

(8) If an inspector demands that a record or other thing be produced for inspection, the person who has custody of the record or thing shall produce it and, in the case of a record, shall on request provide any assistance that is reasonably necessary to interpret the record or to produce it in a readable form.

Removal of records and things

(9) A record or other thing that has been removed for review and copying,

- (a) shall be made available to the person from whom it was removed, for review and copying, on request and at a time and place that are convenient for the person and for the inspector; and
- (b) shall be returned to the person within a reasonable time.

Copy admissible in evidence

(10) A copy of a record that purports to be certified by an inspector as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Obstruction

(11) No person shall hinder, obstruct or interfere with an inspector conducting an inspection, refuse to answer questions on matters relevant to the inspection or pro-

Identification

(5) L'inspecteur qui effectue une inspection produit, sur demande, une attestation de sa nomination.

Pouvoirs de l'inspecteur

(6) L'inspecteur qui effectue une inspection peut faire ce qui suit :

- a) examiner les documents ou autres choses qui se rapportent à l'inspection;
- b) demander la production, aux fins d'inspection, des documents ou autres choses qui se rapportent à celle-ci;
- c) enlever, aux fins d'examen, des documents ou autres choses qui se rapportent à l'inspection et en tirer des copies;
- d) afin de produire un document sous une forme lisible, recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou de récupération des données qui sont utilisés habituellement à l'endroit pour y exercer les activités commerciales;
- e) interroger des personnes sur toute question qui se rapporte à l'inspection.

Demande par écrit

(7) La demande de production, aux fins d'inspection, de documents ou autres choses est présentée par écrit et comprend une déclaration sur la nature des documents ou des choses demandés.

Production de documents et aide obligatoires

(8) Si un inspecteur demande la production, aux fins d'inspection, de documents ou autres choses, la personne qui a la garde des documents ou des choses les produit et, dans le cas de documents, fournit, sur demande, l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour les interpréter ou les produire sous une forme lisible.

Enlèvement des documents et des choses

(9) Les documents ou autres choses qui ont été enlevés aux fins d'examen et de copie sont :

- a) d'une part, mis à la disposition de la personne à qui ils ont été enlevés, aux fins d'examen et de copie, sur demande et aux dates, heures et lieux qui conviennent à la personne et à l'inspecteur;
- b) d'autre part, retournés à la personne dans un délai raisonnable.

Copie admissible en preuve

(10) Les copies de documents qui se présentent comme étant certifiées conformes aux originaux par l'inspecteur sont admissibles en preuve au même titre que les originaux et ont la même valeur probante qu'eux.

Entrave

(11) Nul ne doit gêner ni entraver le travail d'un inspecteur qui effectue une inspection, refuser de répondre à des questions sur des sujets qui se rapportent à celle-ci

vide the inspector with information on matters relevant to the inspection that the person knows to be false or misleading.

Report to the Minister

(12) An inspector shall report to the Minister on the results of each inspection.

Minister's order

10. On receipt of a report from an inspector under section 9, the Minister may make any order that he or she considers appropriate for the purposes of the proper administration of this Act and the regulations.

Offence

11. (1) Every person is guilty of an offence who,

- (a) knowingly furnishes false information in any application under this Act or in any statement or return required to be provided under this Act or the regulations; or
- (b) contravenes any provision of this Act.

Penalty

(2) Every person who is guilty of an offence under this Act is liable on conviction,

- (a) to a fine of not more than \$25,000 if the person is an individual or \$100,000 if the person is a corporation;
- (b) to imprisonment for a term of not more than one year; or
- (c) to both a fine under clause (a) and imprisonment under clause (b).

Conviction of officers, etc.

(3) Any officer, director or agent of a corporation, or any other person, who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of any act by the corporation which is an offence under this Act is guilty of an offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted of any offence under this Act.

Certificate of Minister as evidence

12. A written statement purporting to be certified by the Minister is receivable in evidence as proof of the facts set out in the statement in the absence of evidence to the contrary in any action, proceeding or prosecution, without proof of the office or signature of the Minister,

- (a) as to whether a consent has been given under this Act and as to any terms and conditions of a consent; or
- (b) as to any other matter related to a consent or an application for consent.

ou fournir à l'inspecteur des renseignements qu'il sait faux ou trompeurs concernant de tels sujets.

Rapport au ministre

(12) L'inspecteur présente un rapport au ministre sur les résultats de chaque inspection.

Arrêté du ministre

10. Dès réception du rapport de l'inspecteur prévu à l'article 9, le ministre peut prendre tout arrêté qu'il estime approprié pour assurer la bonne application de la présente loi et des règlements.

Infraction

11. (1) Est coupable d'une infraction quiconque, selon le cas :

- a) fournit sciemment de faux renseignements dans une demande présentée en vertu de la présente loi ou dans une déclaration ou un rapport dont la présente loi ou les règlements exigent la production;
- b) contrevient à une disposition de la présente loi.

Peine

(2) Quiconque se rend coupable d'une infraction à la présente loi est passible, sur déclaration de culpabilité :

- a) soit d'une amende maximale de 25 000 \$, dans le cas d'un particulier, ou de 100 000 \$, dans le cas d'une personne morale;
- b) soit d'un emprisonnement maximal d'un an;
- c) soit d'une amende visée à l'alinéa a) et d'un emprisonnement visé à l'alinéa b).

Responsabilité des dirigeants

(3) Tout dirigeant, administrateur ou mandataire d'une personne morale ou toute autre personne qui ordonne ou autorise la commission, par la personne morale, d'un acte qui constitue une infraction à la présente loi, ou qui y consent, y acquiesce ou y participe, est coupable d'une infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction à la présente loi.

Certificat du ministre à titre de preuve

12. Une déclaration écrite se présentant comme étant certifiée conforme par le ministre est recevable en preuve comme preuve des faits qui y sont énoncés, en l'absence de preuve contraire, dans toute action, instance ou poursuite, sans qu'il soit nécessaire d'établir l'authenticité de la signature du ministre ni sa qualité. La déclaration porte :

- a) soit sur la question de savoir si un consentement a été accordé en vertu de la présente loi et sur les conditions dont est assorti un consentement;
- b) soit sur toute autre question relative à un consentement ou à une demande de consentement.

Regulations

13. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing, for the purposes of subsection 4 (4), requirements relating to the giving of security and access to student transcripts;
- (b) governing claims made against the security referred to in subsection 4 (4);
- (c) naming colleges of applied arts and technology or conditions for the purposes of subsection 4 (6);
- (d) governing the suspension, reinstatement and revocation of a consent, the addition and removal of terms and conditions attached a consent and the making of changes to the terms and conditions attached to a consent, including providing for appeals from decisions made by the Minister under section 6;
- (e) respecting the information that must be disclosed in respect of applications and consents under this Act, the person or persons who must disclose it, the manner and time of its disclosure and the persons or classes of persons to whom the information must be disclosed;
- (f) in respect of the Post-secondary Education Quality Assessment Board,
 - (i) prescribing procedures for reviewing applications and other matters referred to it by the Minister,
 - (ii) prescribing policies and principles that it must take into consideration in establishing criteria to apply in reviewing applications referred to it and in making recommendations to the Minister, and
 - (iii) prescribing additional powers and duties of the Board;
- (g) governing procedures to be followed by the Minister in making orders under section 10, including providing for appeals from the orders.

Transitional

14. (1) The Board may deal with any matter referred to it by the Minister before this Act came into force in the same manner as if it were a matter referred to it after this Act came into force.

Same

(2) All consents given by the Minister before the day this Act came into force shall be deemed to be consents given under this Act.

Rèlements

13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire, pour l'application du paragraphe 4 (4), les exigences relatives au dépôt d'une garantie et à l'accès aux relevés de notes des étudiants;
- b) régir les réclamations visant la garantie visée au paragraphe 4 (4);
- c) désigner des collèges d'arts appliqués et de technologie ou des conditions pour l'application du paragraphe 4 (6);
- d) régir la suspension, le rétablissement et la révocation des consentements ainsi que l'ajout, l'enlèvement et la modification de conditions dont ils sont assortis, y compris prévoir les appels des décisions prises par le ministre en vertu de l'article 6;
- e) traiter des renseignements qui doivent être divulgués à l'égard des demandes et des consentements visés par la présente loi, la ou les personnes qui doivent les divulguer, la manière dont ils doivent l'être, le moment où ils doivent l'être ainsi que les personnes ou les catégories de personnes à qui ils doivent l'être;
- f) à l'égard de la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire, faire ce qui suit :
 - (i) prescrire les modalités à respecter pour examiner les demandes et autres questions que lui renvoie le ministre,
 - (ii) prescrire les politiques et principes à prendre en compte lorsqu'elle établit les critères à appliquer lors de l'examen des demandes qui lui sont renvoyées et de la présentation de recommandations au ministre,
 - (iii) prescrire les autres pouvoirs et fonctions de la Commission;
- g) régir les modalités que doit respecter le ministre lorsqu'il prend des arrêtés en vertu de l'article 10, y compris prévoir les appels de tels arrêtés.

Disposition transitoire

14. (1) La Commission peut traiter de toute question que lui a renvoyée le ministre avant l'entrée en vigueur de la présente loi comme si la question lui avait été renvoyée après ce moment.

Idem

(2) Tous les consentements accordés par le ministre avant le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi sont réputés avoir été accordés en vertu de celle-ci.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 132

**An Act to enact
the Post-secondary Education
Choice and Excellence Act, 2000,
repeal the Degree Granting Act
and change the title of and make
amendments to the Ministry of
Colleges and Universities Act**

The Hon. D. Cunningham
Minister of Training, Colleges
and Universities

Government Bill

1st Reading October 19, 2000
2nd Reading November 1, 2000
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Standing Committee on
General Government and as reported to the
Legislative Assembly December 5, 2000)*

*(The provisions in this bill will be renumbered after
3rd Reading)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 132

**Loi édictant la
Loi de 2000 favorisant le choix
et l'excellence au niveau
postsecondaire, abrogeant la
Loi sur l'attribution de grades
universitaires et modifiant le titre et
le texte de la Loi sur le ministère
des Collèges et Universités**

L'honorable D. Cunningham
Ministre de la Formation
et des Collèges et Universités

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 19 octobre 2000
2^e lecture 1^{er} novembre 2000
3^e lecture
Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité permanent
des affaires gouvernementales et rapporté à
l'Assemblée législative le 5 décembre 2000)*

*(Les dispositions du présent projet de loi seront
renumérotées après la 3^e lecture)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Bill changes the title of the *Ministry of Colleges and Universities Act* to the *Ministry of Training, Colleges and Universities Act* and references in the Act to the Minister and the Ministry are amended to reflect this change. It also repeals the *Degree Granting Act* and enacts the *Post-secondary Education Choice and Excellence Act, 2000*.

Ministry of Training, Colleges and Universities Act:

The Bill permits the Minister to delegate his or her authority under Acts he or she administers to the Deputy Minister of Training, Colleges and Universities and to any other Ministry employee. Neither the Deputy Minister nor Ministry employees will be personally liable for anything done in good faith in carrying out their duties.

The Minister is authorized to establish and charge fees under the Acts the Minister administers.

The Minister is authorized to appoint inspectors to make inspections to determine compliance with the Act, the regulations and agreements entered into by the Minister in respect of awards, grants and student loans. The Bill amends the Act to create offences for obtaining awards, grants or student loans to which a person is not entitled, for assisting a person in obtaining an award, grant or loan to which the person is not entitled, for failing to provide information when required and for providing false information in connection with awards, grants and student loans.

The provisions in the Act permitting the making of regulations are combined and amended with respect to the administration of student loans.

Post-secondary Education Choice and Excellence Act, 2000:

The new Act permits the granting of degrees or the operation of a university on the authority of an Act of the Legislature or with the Minister's consent. The Act establishes a procedure for the referral of all applications for the Minister's consent to grant degrees or operate universities to the Post-secondary Education Quality Assessment Board which makes a recommendation to the Minister. The Minister may impose terms and conditions on the consent, may suspend, reinstate or revoke a consent and may add, remove or change the terms and conditions on a consent.

The Post-secondary Education Quality Assessment Board is composed of a chair appointed by the Lieutenant Governor in Council and a vice-chair and up to nine other members appointed by the Minister. The Board's duties include the review of applications for the Minister's consent and other matters referred to it by the Minister. The Board may establish review panels and advisory committees and undertake research. The Board may establish criteria to apply in reviewing applications for consent that comply with recognized educational standards and any policy directions given by the Minister.

The Minister may appoint inspectors to carry out inspections for the purposes of determining compliance with the Act. It is an offence under the Act to provide false information in an application for consent or in any return or to otherwise contravene the Act.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie le titre de la *Loi sur le ministère des Collèges et Universités*, qui devient *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités*, et les mentions, dans la Loi, du ministre et du ministère sont modifiées en conséquence. Le projet de loi abroge également la *Loi sur l'attribution de grades universitaires* et édicte la *Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire*.

Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités :

Le projet de loi permet au ministre de déléguer au sous-ministre de la Formation et des Collèges et Universités ou à tout autre employé du ministère les pouvoirs que lui confèrent les lois dont l'application lui incombe. Ni le sous-ministre ni les employés du ministère ne sont tenus responsables d'un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

Le ministre est autorisé à fixer et à exiger des droits en vertu des lois dont l'application lui incombe.

Le ministre est autorisé à nommer des inspecteurs chargés de mener des inspections afin de déterminer si la Loi, les règlements et les ententes conclues par le ministre à l'égard de l'aide financière, des bourses d'études et des prêts d'études sont observés. Le projet de loi modifie la Loi pour créer des infractions lorsque quiconque obtient ou aide quelqu'un à obtenir une aide financière, une bourse d'études ou un prêt d'études auquel la personne n'a pas droit ou lorsque quiconque omet de fournir des renseignements qui lui sont demandés ou fournit de faux renseignements relativement à l'aide financière, aux bourses d'études et aux prêts d'études.

Les dispositions de la Loi qui autorisent la prise de règlements sont combinées et modifiées en ce qui a trait à l'administration des prêts d'études.

Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire :

La nouvelle loi permet d'attribuer des grades universitaires ou d'assurer le fonctionnement d'une université sous l'autorité d'une loi de la Législature ou avec le consentement du ministre. La Loi établit une procédure de renvoi à la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire, qui fait ensuite une recommandation au ministre, de toutes les demandes visant à obtenir le consentement du ministre pour attribuer des grades universitaires ou assurer le fonctionnement d'universités. Le ministre peut assortir le consentement de conditions, suspendre, rétablir ou révoquer un consentement et ajouter, enlever ou modifier des conditions dont un consentement est assorti.

La Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire se compose d'un président que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil ainsi que d'un vice-président et d'au plus neuf autres membres que nomme le ministre. Les fonctions de la Commission comprennent l'examen des demandes de consentement présentées au ministre et des autres questions que lui renvoie celui-ci. La Commission peut constituer des comités d'examen et des comités consultatifs, entreprendre des recherches et établir les critères à appliquer lors de l'examen des demandes de consentement qui sont conformes aux normes éducatives reconnues et aux directives que donne le ministre en matière de politique.

Le ministre peut nommer des inspecteurs chargés de mener des inspections afin de déterminer si la Loi est respectée. Commet une infraction à la Loi quiconque fournit de faux renseignements dans une demande de consentement ou un rapport ou quiconque contrevient par ailleurs à la Loi.

**An Act to enact
the Post-secondary Education
Choice and Excellence Act, 2000,
repeal the Degree Granting Act
and change the title of and make
amendments to the Ministry of
Colleges and Universities Act**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Post-secondary Education Choice and Excellence Act, 2000*, as set out in the Schedule, is hereby enacted.

2. The *Degree Granting Act*, being chapter D.5 of the Revised Statutes of Ontario, 1990, is repealed.

3. (1) The title of the *Ministry of Colleges and Universities Act* is repealed and the following substituted:

**Ministry of Training, Colleges and
Universities Act**

(2) The definitions of “Minister” and “Ministry” in section 1 of the Act are repealed and the following substituted:

“Minister” means the Minister of Training, Colleges and Universities; (“ministre”)

“Ministry” means the Ministry of Training, Colleges and Universities. (“ministère”)

(3) Subsection 2 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Ministry continued

(1) The ministry of the public service formerly known in English as the Ministry of Colleges and Universities and in French as ministère des Collèges et Universités is continued under the name Ministry of Training, Colleges and Universities in English and ministère de la Formation et des Collèges et Universités in French.

(4) The Act is amended by adding the following sections:

Delegation of powers

4.1 (1) Any power or duty conferred or imposed on

**Loi édictant la
Loi de 2000 favorisant le choix
et l'excellence au niveau
postsecondaire, abrogeant la
Loi sur l'attribution de grades
universitaires et modifiant le titre
et le texte de la Loi sur le ministère
des Collèges et Universités**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Est édictée la *Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire*, telle qu'elle figure à l'annexe.

2. La *Loi sur l'attribution de grades universitaires*, qui constitue le chapitre D.5 des Lois refondues de l'Ontario de 1990, est abrogée.

3. (1) Le titre de la *Loi sur le ministère des Collèges et Universités* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

**Loi sur le ministère de la Formation
et des Collèges et Universités**

(2) Les définitions de «ministère» et de «ministre» à l'article 1 de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«ministère» Le ministère de la Formation et des Collèges et Universités. («Ministry»)

«ministre» Le ministre de la Formation et des Collèges et Universités. («Minister»)

(3) Le paragraphe 2 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prorogation du ministère

(1) Le ministère de la fonction publique connu auparavant sous le nom de ministère des Collèges et Universités en français et de Ministry of Colleges and Universities en anglais est prorogé sous le nom de ministère de la Formation et des Collèges et Universités en français et de Ministry of Training, Colleges and Universities en anglais.

(4) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Délégation de pouvoirs

4.1 (1) Le ministre peut déléguer les pouvoirs ou

the Minister under this or any other Act may be delegated by the Minister to the Deputy Minister of Training, Colleges and Universities or to any other person employed in the Ministry and, when purporting to exercise a delegated power or duty, the delegate shall be presumed conclusively to act in accordance with the delegation.

Delegation subject to conditions

(2) A delegation under subsection (1) shall be in writing and may be subject to such limitations, conditions and requirements as are set out in it.

Subdelegation

(3) In a delegation under subsection (1), the Minister may authorize a person to whom a power or duty is delegated to delegate to others the exercise of the delegated power or duty, subject to such limitations, conditions and requirements as the person may impose.

Deeds and contracts

(4) Despite section 6 of the *Executive Council Act*, a deed or contract signed by a person empowered to do so under a delegation or subdelegation made under this section has the same effect as if signed by the Minister.

Protection from personal liability

4.2 (1) No proceeding for damages shall be commenced against the Deputy Minister of Training, Colleges and Universities or any other person employed in the Ministry for any act done in good faith in the performance or intended performance of his or her duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of that duty.

Crown liability

(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsection (1) does not relieve the Crown of any liability to which it would otherwise be subject in respect of a tort committed by the Deputy Minister or an employee.

(5) Section 7 of the Act is repealed and the following substituted:

Fees

7. The Minister may establish and charge fees in respect of anything done in connection with this Act or any other Act to which subsection 2 (2) applies.

(6) Subsection 9 (2) of the Act is repealed.

(7) The Act is amended by adding the following sections:

Inspectors

10. (1) The Minister, in connection with the administration of awards, grants and student loans, may appoint inspectors for the purposes of determining compliance with this Act, the regulations and any agreements entered into by the Minister.

fonctions que lui attribue la présente loi ou une autre loi au sous-ministre de la Formation et des Collèges et Universités ou à une autre personne employée au ministère. Lorsqu'il prétend exercer un pouvoir ou une fonction qui lui est délégué, il existe une présomption irréfragable que le délégué agit conformément à l'acte de délégation.

Délégation assortie de conditions

(2) La délégation prévue au paragraphe (1) est effectuée par écrit et peut être assortie des restrictions, des conditions et des exigences énoncées dans l'acte de délégation.

Subdélégation

(3) Dans la délégation prévue au paragraphe (1), le ministre peut autoriser une personne à qui un pouvoir ou une fonction est délégué à déléguer à d'autres ce pouvoir ou cette fonction, sous réserve des restrictions, des conditions et des exigences qu'elle impose.

Actes scellés et contrats

(4) Malgré l'article 6 de la *Loi sur le Conseil exécutif*, les actes scellés ou les contrats que signe une personne autorisée à ce faire aux termes d'une délégation ou d'une subdélégation effectuée en vertu du présent article ont le même effet que s'ils étaient signés par le ministre.

Immunité

4.2 (1) Sont irrecevables les instances en dommages-intérêts introduites contre le sous-ministre de la Formation et des Collèges et Universités ou une autre personne employée au ministère pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de ses fonctions ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de bonne foi de ses fonctions.

Responsabilité de la Couronne

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par le sous-ministre ou un employé.

(5) L'article 7 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Droits

7. Le ministre peut fixer et exiger des droits pour tout acte accompli relativement à la présente loi ou à toute autre loi à laquelle s'applique le paragraphe 2 (2).

(6) Le paragraphe 9 (2) de la Loi est abrogé.

(7) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Inspecteurs

10. (1) Le ministre peut, relativement à l'administration de l'aide financière, des bourses d'études et des prêts d'études, nommer des inspecteurs chargés de déterminer si la présente loi, les règlements et les ententes conclues par le ministre sont observés.

Inspection

(2) For the purposes of determining whether this Act has been complied with and is being complied with, an inspector may, without a warrant, enter and inspect business premises of any person and post-secondary institutions.

Restricted appointments

(3) The Minister may restrict the inspector's powers of entry and inspection to specified premises or institutions.

Time of entry

(4) The power to enter and inspect without a warrant may be exercised only during the regular business hours of the premises or institution or during daylight hours if there are no regular business hours.

Identification

(5) An inspector conducting an inspection shall produce evidence on request of his or her appointment.

Powers of inspector

(6) An inspector conducting an inspection may,

- (a) examine a record or other thing that is relevant to the inspection;
- (b) demand the production for inspection of a document or other thing that is relevant to the inspection;
- (c) remove for review and copying a record or other thing that is relevant to the inspection;
- (d) in order to produce a record in readable form, use data storage, information processing or retrieval devices or systems that are normally used in carrying on business or activities in the place; and
- (e) question a person on matters relevant to the inspection.

Written demand

(7) A demand that a record or other thing be produced for inspection must be in writing and must include a statement of the nature of the record or thing required.

Obligation to produce and assist

(8) If an inspector demands that a record or other thing be produced for inspection, the person who has custody of the record or thing shall produce it and, in the case of a record, shall on request provide any assistance that is reasonably necessary to interpret the record or to produce it in a readable form.

Removal of records and things

(9) A record or other thing that has been removed for review and copying,

Inspection

(2) Pour déterminer si la présente loi a été et est toujours observée, un inspecteur peut, sans mandat, pénétrer dans les locaux commerciaux de quiconque et dans les établissements postsecondaires et en faire l'inspection.

Restriction des pouvoirs

(3) Le ministre peut restreindre les pouvoirs d'entrée et d'inspection de l'inspecteur à des locaux commerciaux ou des établissements précisés.

Heure d'entrée

(4) Le pouvoir de pénétrer dans un lieu pour y faire une inspection sans mandat ne peut être exercé que pendant les heures d'ouverture normales des locaux ou de l'établissement ou, en l'absence de celles-ci, pendant les heures diurnes.

Identification

(5) L'inspecteur qui effectue une inspection produit, sur demande, une attestation de sa nomination.

Pouvoirs de l'inspecteur

(6) L'inspecteur qui effectue une inspection peut faire ce qui suit :

- a) examiner les documents ou autres choses qui se rapportent à l'inspection;
- b) demander la production, aux fins d'inspection, des documents ou autres choses qui se rapportent à celle-ci;
- c) enlever, aux fins d'examen, des documents ou autres choses qui se rapportent à l'inspection et en tirer des copies;
- d) afin de produire un document sous une forme lisible, recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou de récupération des données qui sont utilisés habituellement à l'endroit pour y exercer les activités, commerciales ou autres;
- e) interroger des personnes sur toute question qui se rapporte à l'inspection.

Demande par écrit

(7) La demande de production, aux fins d'inspection, de documents ou autres choses est présentée par écrit et comprend une déclaration sur la nature des documents ou des choses demandés.

Production de documents et aide obligatoires

(8) Si un inspecteur demande la production, aux fins d'inspection, de documents ou autres choses, la personne qui en a la garde les produit et, dans le cas de documents, fournit, sur demande, l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour les interpréter ou les produire sous une forme lisible.

Enlèvement des documents et des choses

(9) Les documents ou autres choses qui ont été enlevés aux fins d'examen et de copie :

(a) shall be made available to the person from whom it was removed, for review and copying, on request and at a time and place that are convenient for the person and for the inspector; and

(b) shall be returned to the person within a reasonable time.

Copy admissible in evidence

(10) A copy of a record that purports to be certified by an inspector as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Obstruction

(11) No person shall hinder, obstruct or interfere with an inspector conducting an inspection, refuse to answer questions on matters relevant to the inspection or provide the inspector with information on matters relevant to the inspection that the person knows to be false or misleading.

Report to the Minister

(12) An inspector shall report to the Minister on the results of each inspection.

Minister's order

11. On receipt of a report from an inspector under section 10, the Minister may make any order that he or she considers appropriate for the purposes of the proper administration of awards, grants and student loans under this Act and the regulations.

Offence

12. (1) No person shall knowingly obtain or receive an award, grant or student loan to which he or she is not entitled under this Act and the regulations.

Same

(2) No person shall knowingly aid or abet another person to obtain or receive an award, grant or student loan to which the other person is not entitled under this Act and the regulations.

Same

(3) No person shall fail to provide information the person is required to provide under this Act or the regulations or has agreed to provide in connection with an award, grant or student loan.

Same

(4) No person shall knowingly provide false information in connection with the administration of an award, grant or student loan or for the purposes of obtaining or receiving an award, grant or student loan.

Penalty

(5) Every person is guilty of an offence who contravenes subsection (1), (2), (3) or (4) or 10 (11) and is

a) d'une part, sont mis à la disposition de la personne à qui ils ont été enlevés aux fins d'examen et de copie, sur demande de celle-ci et aux date, heure et lieu qui conviennent à la personne et à l'inspecteur;

b) d'autre part, sont retournés à la personne dans un délai raisonnable.

Copies admissibles en preuve

(10) Les copies de documents qui se présentent comme étant certifiées conformes aux originaux par un inspecteur sont admissibles en preuve au même titre que les originaux et ont la même valeur probante qu'eux.

Entrave

(11) Nul ne doit gêner ni entraver le travail d'un inspecteur qui effectue une inspection, refuser de répondre à des questions sur des sujets qui se rapportent à celle-ci ou fournir à l'inspecteur des renseignements qu'il sait être faux ou trompeurs concernant de tels sujets.

Rapport au ministre

(12) L'inspecteur présente un rapport au ministre sur les résultats de chaque inspection.

Arrêté du ministre

11. Dès réception du rapport de l'inspecteur prévu à l'article 10, le ministre peut prendre tout arrêté qu'il estime approprié pour assurer la saine administration de l'aide financière, des bourses d'études et des prêts d'études accordés en application de la présente loi et des règlements.

Infraction

12. (1) Nul ne doit sciemment obtenir ou recevoir une aide financière, une bourse d'études ou un prêt d'études auquel il n'a pas droit en vertu de la présente loi et des règlements.

Idem

(2) Nul ne doit sciemment aider ou encourager une autre personne à obtenir ou à recevoir une aide financière, une bourse d'études ou un prêt d'études auquel elle n'a pas droit en vertu de la présente loi et des règlements.

Idem

(3) Nul ne doit omettre de fournir des renseignements que la présente loi ou les règlements l'obligent à fournir ou qu'il a consenti à fournir relativement à une aide financière, à une bourse d'études ou à un prêt d'études.

Idem

(4) Nul ne doit sciemment fournir de faux renseignements relativement à l'administration d'une aide financière, d'une bourse d'études ou d'un prêt d'études ou dans le but d'obtenir ou de recevoir une telle aide ou bourse ou un tel prêt.

Peine

(5) Quiconque contrevient au paragraphe (1), (2), (3) ou (4) ou 10 (11) est coupable d'une infraction et passible

liable on conviction,

- (a) to a fine of not more than \$25,000 if the person is an individual or \$100,000 if the person is a corporation;
- (b) to imprisonment for a term of not more than one year; or
- (c) to both a fine under clause (a) and imprisonment under clause (b).

Conviction of officers

(6) Any officer, director or agent of a corporation, or any other person, who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of any act by the corporation which is an offence under this Act is guilty of an offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted of any offence under this Act.

Regulations

13. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing the terms and conditions under which awards or grants provided out of the money appropriated by the Legislature may be made to students enrolled in post-secondary institutions, prescribing the amounts of the awards and grants and the methods of calculating them and the persons eligible for the awards and grants, defining the types, classes and subclasses of awards and grants, fixing the maximum amount that may be awarded or granted to any applicant and authorizing the Minister to determine the amount, up to the maximum that may be awarded or granted, to an applicant;
- (b) governing the terms and conditions under which loans may be approved, guaranteed and made to students enrolled in post-secondary institutions, including the amounts of the loans and the methods of calculating them and the persons eligible to make and receive the loans, defining the types, classes and subclasses of loans, fixing the maximum amount that may be loaned to any applicant and authorizing the Minister to determine the amount, up to the maximum that may be loaned to an applicant;
- (c) providing for the recovery of all or part of the money awarded, granted or loaned to any student enrolled or purporting to be enrolled in a post-secondary institution who was not eligible for all or part of the award, grant or loan or who fails to comply with any of the terms and conditions under which the award, grant or loan was approved, guaranteed or made;
- (d) providing for the apportionment and distribution of money appropriated or raised by the Legislature for university, college and other post-secondary educational purposes;

ble, sur déclaration de culpabilité :

- a) soit d'une amende maximale de 25 000 \$, dans le cas d'un particulier, ou de 100 000 \$, dans le cas d'une personne morale;
- b) soit d'un emprisonnement maximal d'un an;
- c) soit d'une amende visée à l'alinéa a) et d'un emprisonnement visé à l'alinéa b).

Responsabilité des dirigeants

(6) Tout dirigeant, administrateur ou mandataire d'une personne morale ou toute autre personne qui ordonne ou autorise la commission, par la personne morale, d'un acte qui constitue une infraction à la présente loi, ou qui y consent, y acquiesce ou y participe, est coupable d'une infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction à la présente loi.

Règlements

13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire les conditions d'octroi aux étudiants inscrits à un établissement postsecondaire de l'aide financière ou des bourses d'études prélevées sur les sommes affectées par la Législature, en prescrire le montant, son mode de calcul et les personnes qui y sont admissibles, définir les types, les catégories et les sous-catégories d'aide financière et de bourses d'études, fixer le montant maximal qui peut être octroyé à l'auteur d'une demande et autoriser le ministre à fixer, jusqu'à concurrence du montant maximal établi, le montant à octroyer à l'auteur d'une demande;
- b) régir les conditions auxquelles des prêts peuvent être approuvés, garantis et consentis aux étudiants inscrits à un établissement postsecondaire, y compris le montant de ces prêts, leur mode de calcul, les personnes qui y sont admissibles et celles qui peuvent les accorder, définir les types, les catégories et les sous-catégories de prêts, fixer le montant maximal de prêt qui peut être accordé à l'auteur d'une demande et autoriser le ministre à fixer, jusqu'à concurrence du montant maximal établi, le montant de prêt à accorder à l'auteur d'une demande;
- c) prévoir le recouvrement, en totalité ou en partie, des sommes octroyées ou prêtées aux étudiants inscrits ou se présentant comme étant inscrits à un établissement postsecondaire et qui n'étaient pas admissibles à la totalité ou à une partie de l'aide financière, de la bourse d'études ou du prêt, ou qui ne se conforment pas aux conditions auxquelles l'aide, la bourse ou le prêt a été approuvé, garanti ou consenti;
- d) prévoir la répartition et l'attribution des sommes affectées ou prélevées par la Législature à des fins d'enseignement postsecondaire, notamment aux niveaux universitaire et collégial;

- (e) prescribing the conditions governing the payment of legislative grants;
 - (f) defining "enrolment" and "student" for the purpose of legislative grants to post-secondary educational institutions recognized by the Minister for the purpose of such grants, and requiring that "enrolment" be subject to the approval of the Minister;
 - (g) prescribing forms and providing for their use;
 - (h) authorizing the Deputy Minister of Training, Colleges and Universities or any officer of the Ministry to exercise the power to approve loans under section 8;
 - (i) prescribing the rate of interest payable by the Minister or a student borrower to a financial institution on a guaranteed student loan;
 - (j) prescribing the period that may lapse after which the principal amount of a guaranteed student loan and interest thereon shall commence to be payable by the student borrower;
 - (k) respecting the subrogation of the Government of Ontario to the rights of a financial institution with respect to a guaranteed student loan;
 - (l) prescribing procedures to be followed by a financial institution with respect to a guaranteed student loan;
 - (m) prescribing the provisions to be included in agreements between borrowers and financial institutions related to guaranteed student loans;
 - (n) providing for the alteration of agreements between borrowers and financial institutions and prescribing the conditions and consequences of such alterations;
 - (o) providing for the assignment or transfer by financial institutions of agreements between borrowers and financial institutions and prescribing the conditions and consequences of such assignments or transfers;
 - (p) prescribing, in the event of default in the repayment of a guaranteed student loan, the measures to be taken by a financial institution and the procedures to be followed for the collection of the amount of the loan outstanding and accrued interest;
 - (q) prescribing the method of determining the amount of any loss sustained by a financial institution as a result of a guaranteed student loan;
 - (r) prescribing the procedure to be followed by a financial institution in making a claim against the Minister;
 - (s) prescribing the maximum number of years that may elapse after which the principal amount of a guaranteed student loan and interest thereon shall commence to be payable by the borrower;
- e) préciser les conditions régissant le versement des subventions générales;
 - f) définir les termes «effectif» et «étudiant» aux fins d'attribution des subventions générales aux établissements d'enseignement postsecondaires reconnus à cette fin par le ministre et assujettir l'«effectif» à l'approbation du ministre;
 - g) prescrire des formules et prévoir les modalités de leur emploi;
 - h) autoriser le sous-ministre de la Formation et des Collèges et Universités ou un fonctionnaire du ministère à exercer le pouvoir d'approbation des prêts prévu à l'article 8;
 - i) prescrire le taux d'intérêt payable par le ministre ou un étudiant emprunteur à une institution financière sur un prêt d'études garanti;
 - j) prescrire la période qui peut s'écouler avant que le capital d'un prêt d'études garanti et les intérêts qui s'y rapportent ne deviennent exigibles de l'étudiant emprunteur;
 - k) traiter de la subrogation du gouvernement de l'Ontario dans les droits d'une institution financière relativement aux prêts d'études garantis;
 - l) prescrire les modalités que doit respecter une institution financière relativement aux prêts d'études garantis;
 - m) prescrire les clauses que doivent comporter les ententes entre emprunteurs et institutions financières en matière de prêts d'études garantis;
 - n) prévoir la modification des ententes entre emprunteurs et institutions financières et en prescrire les conditions et conséquences;
 - o) prévoir la cession ou le transfert, par les institutions financières, des ententes entre emprunteurs et institutions financières et en prescrire les conditions et conséquences;
 - p) prescrire, en cas de défaut de remboursement d'un prêt d'études garanti, les mesures que l'institution financière doit prendre et les modalités à suivre pour recouvrer le montant du prêt en souffrance et les intérêts accumulés;
 - q) prescrire la façon de déterminer le montant de la perte subie par l'institution financière en raison d'un prêt d'études garanti;
 - r) prescrire les modalités que doit suivre l'institution financière dans la présentation d'une demande de règlement contre le ministre;
 - s) prescrire le nombre maximal d'années qui peuvent s'écouler avant que le capital d'un prêt d'études garanti et les intérêts qui s'y rapportent ne deviennent exigibles de l'emprunteur;

- (t) providing for reports to be made to the Minister for the purposes of this Act, and prescribing the kind of information to be included in those reports.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

4. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 1 and 2 come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

5. The short title of this Act is the *Ministry of Training, Colleges and Universities Statute Law Amendment Act, 2000*.

- t) prévoir les rapports à présenter au ministre pour l'application de la présente loi et prescrire le genre de renseignements qui doivent y figurer.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

4. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 1 et 2 entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 modifiant des lois en ce qui a trait au ministère de la Formation et des Collèges et Universités*.

**SCHEDULE
POST-SECONDARY EDUCATION CHOICE
AND EXCELLENCE ACT, 2000**

Definitions

1. In this Act,

“consent” means a written consent of the Minister given under subsection 4 (1) and any renewal of that consent given by the Minister; (“consentement”)

“Minister” means the Minister of Training, Colleges and Universities; (“ministre”)

“prescribed” means prescribed by the regulations; (“prescrit”)

“regulations” means the regulations made under this Act. (“règlements”)

Authority to grant a degree, etc.

2. (1) No person shall directly or indirectly do any of the following things unless the person is authorized to do it by an Act of the Assembly or by the Minister under this Act:

1. Grant a degree.
2. Provide a program or part of a program of post-secondary study leading to a degree to be conferred by a person inside or outside Ontario.
3. Advertise a program or part of a program of post-secondary study offered in Ontario leading to a degree to be conferred by a person in or outside Ontario.
4. Sell, offer for sale or provide by agreement for a fee, reward or other remuneration, a diploma, certificate, document or other material that indicates or implies the granting or conferring of a degree.



Exception

(2) Despite subsection (1), a person may directly or indirectly advertise and provide a program or part of a program of post-secondary study leading to a degree if,

- (a) the person provides the program or part of the program under an agreement with another person who is authorized by an Act of the Assembly or by the Minister under this Act to provide the program or part of the program; and
- (b) the degree to which the program or part of the program leads is conferred only by that other person who is authorized to provide the program or part of the program.

**ANNEXE
LOI DE 2000 FAVORISANT LE CHOIX
ET L'EXCELLENCE AU NIVEAU
POSTSECONDAIRE**

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«consentement» Consentement écrit du ministre accordé en vertu du paragraphe 4 (1), y compris son renouvellement. («consent»)

«ministre» Le ministre de la Formation et des Collèges et Universités. («Minister»)

«prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

Pouvoir d'attribuer des grades

2. (1) Nul ne doit, directement ou indirectement, faire ce qui suit à moins d'y être autorisé par une loi de l'Assemblée ou par le ministre en vertu de la présente loi :

1. Attribuer un grade universitaire.
2. Offrir un programme ou une partie d'un programme d'études postsecondaires menant à l'obtention d'un grade universitaire qui sera conféré par une personne en Ontario ou ailleurs.
3. Annoncer un programme ou une partie d'un programme d'études postsecondaires offert en Ontario qui mène à l'obtention d'un grade universitaire qui sera conféré par une personne en Ontario ou ailleurs.
4. Vendre, mettre en vente ou fournir en vertu d'une entente, moyennant des droits, une récompense ou une autre forme de rémunération, un diplôme, un certificat, un document ou une autre pièce qui indique l'attribution ou la remise d'un grade universitaire ou qui le laisse entendre.



Exception

(2) Malgré le paragraphe (1), une personne peut, directement ou indirectement, annoncer et offrir un programme ou une partie d'un programme d'études postsecondaires menant à l'obtention d'un grade universitaire si :

- a) d'une part, elle offre le programme ou la partie du programme en vertu d'une entente conclue avec une autre personne qui est autorisée à l'offrir par une loi de l'Assemblée ou par le ministre en vertu de la présente loi;
- b) d'autre part, le grade universitaire à l'obtention duquel mène le programme ou la partie du programme n'est conféré que par cette autre personne qui est autorisée à offrir celui-ci.

Authority to establish a university, etc.

3. No person shall directly or indirectly do any of the following things unless the person is authorized to do it by an Act of the Assembly or by the Minister under this Act:

1. Operate or maintain a university.
2. Use or be known by a name of a university or any derivation or abbreviation of a name of a university.
3. Hold themselves out to be a university.
4. Make use of the word university or any derivation or abbreviation of the word university in any advertising relating to an educational institution in Ontario.

Consent of Minister

4. (1) The Minister may give a written consent to a person who makes an application under section 5 to authorize the person to do one or more things described in sections 2 and 3.

Terms and conditions of consent

(2) The Minister may attach such terms and conditions to a consent as the Minister considers appropriate, including a termination date after which the consent will cease to be effective unless renewed by the Minister.

Same

(3) A person to whom a consent is given shall ensure compliance with all terms and conditions attached to the consent.

Security

(4) The Minister shall not give a consent unless he or she is satisfied,

- (a) that the person seeking the consent has given security that complies with any prescribed requirements and is adequate to protect the interests of students; and
- (b) that the person has made arrangements to ensure students have access to their transcripts and that the arrangements comply with any prescribed requirements and are adequate to protect the interests of students.

Colleges of applied arts and technology

(5) The Minister shall not give a consent to authorize a college of applied arts and technology established under the *Ministry of Training, Colleges and Universities Act*,

- (a) to do anything described in section 2, unless the degree in respect of which the consent is given is a baccalaureate degree in an applied area of study; or
- (b) to do anything described in section 3.

Exception

(6) Despite subsection (5), the Minister may give a consent to authorize a college of applied arts and tech-

Pouvoir de constituer une université

3. Nul ne doit, directement ou indirectement, faire ce qui suit à moins d'y être autorisé par une loi de l'Assemblée ou par le ministre en vertu de la présente loi :

1. Assurer le fonctionnement d'une université.
2. Utiliser le nom d'une université, ou un dérivé ou une abréviation de celui-ci, ou se faire connaître sous ce nom, ce dérivé ou cette abréviation.
3. Prétendre constituer une université.
4. Utiliser le mot université, ou un dérivé ou une abréviation de celui-ci, dans une publicité quelconque se rapportant à un établissement d'enseignement en Ontario.

Consentement du ministre

4. (1) Le ministre peut accorder à quiconque en fait la demande en vertu de l'article 5 un consentement écrit l'autorisant à faire une ou plusieurs des choses visées aux articles 2 et 3.

Conditions du consentement

(2) Le ministre peut assortir le consentement des conditions qu'il estime appropriées, y compris fixer une date d'expiration au-delà de laquelle le consentement n'a plus effet à moins qu'il ne le renouvelle.

Idem

(3) Toute personne à qui est accordé un consentement veille au respect de toutes les conditions dont il est assorti.

Garantie

(4) Le ministre ne doit accorder un consentement que s'il est convaincu de ce qui suit :

- a) l'auteur de la demande de consentement a donné une garantie qui satisfait aux exigences prescrites et qui est suffisante pour protéger les intérêts des étudiants;
- b) la personne a pris des dispositions pour veiller à ce que les étudiants aient accès à leurs relevés de notes, lesquelles satisfont aux exigences prescrites et sont suffisantes pour protéger les intérêts des étudiants.

Collèges d'arts appliqués et de technologie

(5) Le ministre ne doit pas accorder de consentement qui autorise un collège d'arts appliqués et de technologie ouvert en vertu de la *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités* :

- a) soit à faire une chose visée à l'article 2, à moins que le grade universitaire visé par le consentement ne soit un diplôme de baccalauréat dans une discipline appliquée;
- b) soit à faire une chose visée à l'article 3.

Exception

(6) Malgré le paragraphe (5), le ministre peut accorder un consentement autorisant un collège d'arts appli-

nology to do something described in section 2 or 3 if,

- (a) the college is named in a regulation for the purposes of this subsection; or
- (b) conditions have been prescribed for the purposes of this subsection and the college has satisfied them.

Application for consent

5. (1) A person may apply to the Minister for a consent and for a renewal of a consent.

Referral to Board

(2) The Minister shall refer every application for a consent or renewal of a consent to the Post-secondary Education Quality Assessment Board.

Recommendation

(3) The Minister shall not grant or reject an application unless he or she has received a recommendation from the Board.

Decision final

(4) The Minister's decision on whether to give or renew a consent is final.

Suspension, etc.

6. (1) The Minister may at any time, in accordance with the regulations,

- (a) suspend or revoke a consent;
- (b) reinstate a consent with or without conditions;
- (c) add new terms and conditions to a consent; or
- (d) change or remove terms and conditions attached to a consent.

Potential non-compliance

(2) A person who has received a consent shall promptly notify the Minister if it is reasonable to believe that not all of the terms and conditions of the consent may be met.

Post-secondary Education Quality Assessment Board

7. (1) The board known in English as the Post-secondary Education Quality Assessment Board and in French as Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire is continued.

Composition

(2) The Board shall be composed of,

- (a) a chair appointed by the Lieutenant Governor in Council; and
- (b) a vice-chair and not more than nine other members appointed by the Minister.

qués et de technologie à faire une chose visée à l'article 2 ou 3 si, selon le cas :

- a) le collège est désigné par son nom dans un règlement pour l'application du présent paragraphe;
- b) des conditions ont été prescrites pour l'application du présent paragraphe et le collège y a satisfait.

Demande de consentement

5. (1) Toute personne peut demander un consentement ou son renouvellement au ministre.

Renvoi à la Commission

(2) Le ministre renvoie à la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire toutes les demandes de consentement ou de renouvellement de celui-ci.

Recommandation

(3) Le ministre ne doit pas approuver ou rejeter une demande sans la recommandation de la Commission.

Décision définitive

(4) La décision du ministre sur la question de savoir s'il doit accorder ou renouveler un consentement est définitive.

Suspension

6. (1) Le ministre peut, conformément aux règlements :

- a) suspendre ou révoquer un consentement;
- b) rétablir un consentement avec ou sans conditions;
- c) ajouter des conditions à un consentement;
- d) modifier ou enlever les conditions dont est assorti un consentement.

Inobservation éventuelle

(2) Quiconque reçoit un consentement avise promptement le ministre s'il est raisonnable de croire qu'il ne sera pas satisfait à toutes les conditions dont il est assorti.

Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire

7. (1) Est prorogée la commission connue sous le nom de Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire en français et de Post-secondary Education Quality Assessment Board en anglais.

Composition

(2) La Commission se compose des personnes suivantes :

- a) un président que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil;
- b) un vice-président et au plus neuf autres membres que nomme le ministre.

Duties

- (3) The Board shall,
 - (a) review applications made under section 5 and other matters referred to it by the Minister and make recommendations to the Minister in a manner and within a time period specified by the Minister; and
 - (b) perform such other duties as may be prescribed.

Powers

- (4) The Board may,
 - (a) establish review panels to assess the educational quality of proposed degree programs in Ontario and to review applications made under section 5;
 - (b) establish advisory committees to assist the Board in providing recommendations and advice to the Minister; and
 - (c) undertake such research as it determines necessary to carry out its duties.

Procedures

(5) Subject to the regulations, the Board may establish procedures for reviewing applications and other matters referred to it and for making recommendations to the Minister.

Criteria

(6) The Board shall establish criteria in accordance with subsection (7) that it must apply in reviewing applications referred to it and in making recommendations to the Minister.

Same

(7) Except as provided in the regulations, the criteria established by the Board,

- (a) must be in accordance with educational standards recognized in Ontario and other jurisdictions; and
- (b) must comply with such policy directions as may be given by the Minister.

Effect of consent

8. The giving of a consent does not entitle the person to whom the consent is given to any funding from the Government of Ontario.

Inspectors

9. (1) The Minister may appoint inspectors for the purposes of determining whether it is appropriate to suspend or revoke a consent or change the terms and conditions attached to a consent given under this Act or for the purposes of determining whether a person has failed to comply with this Act.

Inspection

- (2) An inspector may, without a warrant, enter and

Fonctions

- (3) La Commission :
 - a) d'une part, examine les demandes présentées en vertu de l'article 5 et les autres questions que lui renvoie le ministre et fait des recommandations à ce dernier de la manière et dans le délai qu'il précise;
 - b) d'autre part, exerce les autres fonctions prescrites.

Pouvoirs

- (4) La Commission peut faire ce qui suit :
 - a) constituer des comités d'examen chargés d'évaluer la qualité, sur le plan éducatif, des programmes éventuels menant à l'obtention de grades universitaires en Ontario et d'examiner les demandes présentées en vertu de l'article 5;
 - b) constituer des comités consultatifs pour l'aider à faire des recommandations et à donner des conseils au ministre;
 - c) entreprendre les recherches qu'elle estime nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Modalités

(5) Sous réserve des règlements, la Commission peut établir les modalités d'examen des demandes et autres questions qui lui sont renvoyées et de présentation de recommandations au ministre.

Critères

(6) La Commission établit conformément au paragraphe (7) les critères qu'elle doit appliquer lorsqu'elle examine les demandes qui lui sont renvoyées et qu'elle fait des recommandations au ministre.

Idem

(7) Sauf disposition contraire des règlements, les critères qu'établit la Commission :

- a) d'une part, sont conformes aux normes éducatives reconnues en Ontario et dans d'autres autorités législatives;
- b) d'autre part, sont conformes aux directives que donne le ministre en matière de politique.

Effet du consentement

8. L'octroi d'un consentement ne donne pas à la personne à qui il est accordé le droit de recevoir des fonds du gouvernement de l'Ontario.

Inspecteurs

9. (1) Le ministre peut nommer des inspecteurs chargés de déterminer s'il est approprié de suspendre ou de révoquer un consentement ou de modifier les conditions dont est assorti un consentement accordé en vertu de la présente loi ou de déterminer si une personne ne s'est pas conformée à celle-ci.

Inspection

- (2) Un inspecteur peut, sans mandat, pénétrer dans les

inspect business premises of any person.

Restricted appointments

(3) The Minister may restrict the inspector's powers of entry and inspection to specified business premises.

Time of entry

(4) The power to enter and inspect business premises without a warrant may be exercised only during the regular business hours of the premises or during daylight hours if there are no regular business hours.

Identification

(5) An inspector conducting an inspection shall produce evidence on request of his or her appointment.

Powers of inspector

(6) An inspector conducting an inspection may,

- (a) examine a record or other thing that is relevant to the inspection;
- (b) demand the production for inspection of a document or other thing that is relevant to the inspection;
- (c) remove for review and copying a record or other thing that is relevant to the inspection;
- (d) in order to produce a record in readable form, use data storage, information processing or retrieval devices or systems that are normally used in carrying on business in the place; and
- (e) question a person on matters relevant to the inspection.

Written demand

(7) A demand that a record or other thing be produced for inspection must be in writing and must include a statement of the nature of the record or thing required.

Obligation to produce and assist

(8) If an inspector demands that a record or other thing be produced for inspection, the person who has custody of the record or thing shall produce it and, in the case of a record, shall on request provide any assistance that is reasonably necessary to interpret the record or to produce it in a readable form.

Removal of records and things

(9) A record or other thing that has been removed for review and copying,

- (a) shall be made available to the person from whom it was removed, for review and copying, on request and at a time and place that are convenient for the person and for the inspector; and

locaux commerciaux de quiconque et en faire l'inspection.

Restriction des pouvoirs

(3) Le ministre peut restreindre les pouvoirs d'entrée et d'inspection de l'inspecteur à des locaux commerciaux précisés.

Heure d'entrée

(4) Le pouvoir de pénétrer dans des locaux commerciaux pour y faire une inspection sans mandat ne peut être exercé que pendant les heures d'ouverture normales des locaux ou, en l'absence de celles-ci, pendant les heures diurnes.

Identification

(5) L'inspecteur qui effectue une inspection produit, sur demande, une attestation de sa nomination.

Pouvoirs de l'inspecteur

(6) L'inspecteur qui effectue une inspection peut faire ce qui suit :

- a) examiner les documents ou autres choses qui se rapportent à l'inspection;
- b) demander la production, aux fins d'inspection, des documents ou autres choses qui se rapportent à celle-ci;
- c) enlever, aux fins d'examen, des documents ou autres choses qui se rapportent à l'inspection et en tirer des copies;
- d) afin de produire un document sous une forme lisible, recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou de récupération des données qui sont utilisés habituellement à l'endroit pour y exercer les activités commerciales;
- e) interroger des personnes sur toute question qui se rapporte à l'inspection.

Demande par écrit

(7) La demande de production, aux fins d'inspection, de documents ou autres choses est présentée par écrit et comprend une déclaration sur la nature des documents ou des choses demandés.

Production de documents et aide obligatoires

(8) Si un inspecteur demande la production, aux fins d'inspection, de documents ou autres choses, la personne qui a la garde des documents ou des choses les produit et, dans le cas de documents, fournit, sur demande, l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour les interpréter ou les produire sous une forme lisible.

Enlèvement des documents et des choses

(9) Les documents ou autres choses qui ont été enlevés aux fins d'examen et de copie sont :

- a) d'une part, mis à la disposition de la personne à qui ils ont été enlevés, aux fins d'examen et de copie, sur demande et aux date, heure et lieu qui conviennent à la personne et à l'inspecteur;

- (b) shall be returned to the person within a reasonable time.

Copy admissible in evidence

(10) A copy of a record that purports to be certified by an inspector as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Obstruction

(11) No person shall hinder, obstruct or interfere with an inspector conducting an inspection, refuse to answer questions on matters relevant to the inspection or provide the inspector with information on matters relevant to the inspection that the person knows to be false or misleading.

Report to the Minister

(12) An inspector shall report to the Minister on the results of each inspection.

Minister's order

10. On receipt of a report from an inspector under section 9, the Minister may make any order that he or she considers appropriate for the purposes of the proper administration of this Act and the regulations.

Offence

11. (1) Every person is guilty of an offence who,

- (a) knowingly furnishes false information in any application under this Act or in any statement or return required to be provided under this Act or the regulations; or
- (b) contravenes any provision of this Act.

Penalty

(2) Every person who is guilty of an offence under this Act is liable on conviction,

- (a) to a fine of not more than \$25,000 if the person is an individual or \$100,000 if the person is a corporation;
- (b) to imprisonment for a term of not more than one year; or
- (c) to both a fine under clause (a) and imprisonment under clause (b).

Conviction of officers, etc.

(3) Any officer, director or agent of a corporation, or any other person, who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of any act by the corporation which is an offence under this Act is guilty of an offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted of any offence under this Act.

Certificate of Minister as evidence

12. A written statement purporting to be certified by the Minister is receivable in evidence as proof of the

- b) d'autre part, retournés à la personne dans un délai raisonnable.

Copie admissible en preuve

(10) Les copies de documents qui se présentent comme étant certifiées conformes aux originaux par l'inspecteur sont admissibles en preuve au même titre que les originaux et ont la même valeur probante qu'eux.

Entrave

(11) Nul ne doit gêner ni entraver le travail d'un inspecteur qui effectue une inspection, refuser de répondre à des questions sur des sujets qui se rapportent à celle-ci ou fournir à l'inspecteur des renseignements qu'il sait faux ou trompeurs concernant de tels sujets.

Rapport au ministre

(12) L'inspecteur présente un rapport au ministre sur les résultats de chaque inspection.

Arrêté du ministre

10. Dès réception du rapport de l'inspecteur prévu à l'article 9, le ministre peut prendre tout arrêté qu'il estime approprié pour assurer la bonne application de la présente loi et des règlements.

Infraction

11. (1) Est coupable d'une infraction quiconque, selon le cas :

- a) fournit sciemment de faux renseignements dans une demande présentée en vertu de la présente loi ou dans une déclaration ou un rapport dont la présente loi ou les règlements exigent la production;
- b) contrevient à une disposition de la présente loi.

Peine

(2) Quiconque se rend coupable d'une infraction à la présente loi est passible, sur déclaration de culpabilité :

- a) soit d'une amende maximale de 25 000 \$, dans le cas d'un particulier, ou de 100 000 \$, dans le cas d'une personne morale;
- b) soit d'un emprisonnement maximal d'un an;
- c) soit d'une amende visée à l'alinéa a) et d'un emprisonnement visé à l'alinéa b).

Responsabilité des dirigeants

(3) Tout dirigeant, administrateur ou mandataire d'une personne morale ou toute autre personne qui ordonne ou autorise la commission, par la personne morale, d'un acte qui constitue une infraction à la présente loi, ou qui y consent, y acquiesce ou y participe, est coupable d'une infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction à la présente loi.

Certificat du ministre à titre de preuve

12. Une déclaration écrite se présentant comme étant certifiée conforme par le ministre est recevable en

facts set out in the statement in the absence of evidence to the contrary in any action, proceeding or prosecution, without proof of the office or signature of the Minister,

- (a) as to whether a consent has been given under this Act and as to any terms and conditions of a consent; or
- (b) as to any other matter related to a consent or an application for consent.

Regulations

13. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing, for the purposes of subsection 4 (4), requirements relating to the giving of security and access to student transcripts;
- (b) governing claims made against the security referred to in subsection 4 (4);
- (c) naming colleges of applied arts and technology or conditions for the purposes of subsection 4 (6);
- (d) governing the suspension, reinstatement and revocation of a consent, the addition and removal of terms and conditions attached a consent and the making of changes to the terms and conditions attached to a consent, including providing for appeals from decisions made by the Minister under section 6;
- (e) respecting the information that must be disclosed in respect of applications and consents under this Act, the person or persons who must disclose it, the manner and time of its disclosure and the persons or classes of persons to whom the information must be disclosed;
- (f) in respect of the Post-secondary Education Quality Assessment Board,
 - (i) prescribing procedures for reviewing applications and other matters referred to it by the Minister,
 - (ii) prescribing policies and principles that it must take into consideration in establishing criteria to apply in reviewing applications referred to it and in making recommendations to the Minister, and
 - (iii) prescribing additional powers and duties of the Board;
- (g) governing procedures to be followed by the Minister in making orders under section 10, including providing for appeals from the orders.

Transitional

14. (1) The Board may deal with any matter referred to it by the Minister before this Act came into force in

preuve comme preuve des faits qui y sont énoncés, en l'absence de preuve contraire, dans toute action, instance ou poursuite, sans qu'il soit nécessaire d'établir l'authenticité de la signature du ministre ni sa qualité. La déclaration porte :

- a) soit sur la question de savoir si un consentement a été accordé en vertu de la présente loi et sur les conditions dont est assorti un consentement;
- b) soit sur toute autre question relative à un consentement ou à une demande de consentement.

Règlements

13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire, pour l'application du paragraphe 4 (4), les exigences relatives au dépôt d'une garantie et à l'accès aux relevés de notes des étudiants;
- b) régir les réclamations visant la garantie visée au paragraphe 4 (4);
- c) désigner des collèges d'arts appliqués et de technologie ou des conditions pour l'application du paragraphe 4 (6);
- d) régir la suspension, le rétablissement et la révocation des consentements ainsi que l'ajout, l'enlèvement et la modification de conditions dont ils sont assortis, y compris prévoir les appels des décisions prises par le ministre en vertu de l'article 6;
- e) traiter des renseignements qui doivent être divulgués à l'égard des demandes et des consentements visés par la présente loi, la ou les personnes qui doivent les divulguer, la manière dont ils doivent l'être, le moment où ils doivent l'être ainsi que les personnes ou les catégories de personnes à qui ils doivent l'être;
- f) à l'égard de la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire, faire ce qui suit :
 - (i) prescrire les modalités à respecter pour examiner les demandes et autres questions que lui renvoie le ministre,
 - (ii) prescrire les politiques et principes à prendre en compte lorsqu'elle établit les critères à appliquer lors de l'examen des demandes qui lui sont renvoyées et de la présentation de recommandations au ministre,
 - (iii) prescrire les autres pouvoirs et fonctions de la Commission;
- g) régir les modalités que doit respecter le ministre lorsqu'il prend des arrêtés en vertu de l'article 10, y compris prévoir les appels de tels arrêtés.

Disposition transitoire

14. (1) La Commission peut traiter de toute question que lui a renvoyée le ministre avant l'entrée en vigueur

the same manner as if it were a matter referred to it after this Act came into force.

Same

(2) All consents given by the Minister before the day this Act came into force shall be deemed to be consents given under this Act.

de la présente loi comme si la question lui avait été renvoyée après ce moment.

Idem

(2) Tous les consentements accordés par le ministre avant le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi sont réputés avoir été accordés en vertu de celle-ci.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 132

*(Chapter 36
Statutes of Ontario, 2000)*

**An Act to enact
the Post-secondary Education
Choice and Excellence Act, 2000,
repeal the Degree Granting Act
and change the title of and make
amendments to the Ministry of
Colleges and Universities Act**

The Hon. D. Cunningham
Minister of Training, Colleges
and Universities

Projet de loi 132

*(Chapitre 36
Lois de l'Ontario de 2000)*

**Loi édictant la
Loi de 2000 favorisant le choix
et l'excellence au niveau
postsecondaire, abrogeant la
Loi sur l'attribution de grades
universitaires et modifiant le titre et
le texte de la Loi sur le ministère
des Collèges et Universités**

L'honorable D. Cunningham
Ministre de la Formation
et des Collèges et Universités

1st Reading	October 19, 2000
2nd Reading	November 1, 2000
3rd Reading	December 20, 2000
Royal Assent	December 21, 2000

1 ^{re} lecture	19 octobre 2000
2 ^e lecture	1 ^{er} novembre 2000
3 ^e lecture	20 décembre 2000
Sanction royale	21 décembre 2000



**An Act to enact
the Post-secondary Education
Choice and Excellence Act, 2000,
repeal the Degree Granting Act
and change the title of and make
amendments to the Ministry of
Colleges and Universities Act**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Post-secondary Education Choice and Excellence Act, 2000*, as set out in the Schedule, is hereby enacted.

2. The *Degree Granting Act*, being chapter D.5 of the Revised Statutes of Ontario, 1990, is repealed.

3. (1) The title of the *Ministry of Colleges and Universities Act* is repealed and the following substituted:

**Ministry of Training, Colleges and
Universities Act**

(2) The definitions of “Minister” and “Ministry” in section 1 of the Act are repealed and the following substituted:

“Minister” means the Minister of Training, Colleges and Universities; (“ministre”)

“Ministry” means the Ministry of Training, Colleges and Universities. (“ministère”)

(3) Subsection 2 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Ministry continued

(1) The ministry of the public service formerly known in English as the Ministry of Colleges and Universities and in French as ministère des Collèges et Universités is continued under the name Ministry of Training, Colleges and Universities in English and ministère de la Formation et des Collèges et Universités in French.

(4) The Act is amended by adding the following sections:

Delegation of powers

4.1 (1) Any power or duty conferred or imposed on

**Loi édictant la
Loi de 2000 favorisant le choix
et l'excellence au niveau
postsecondaire, abrogeant la
Loi sur l'attribution de grades
universitaires et modifiant le titre
et le texte de la Loi sur le ministère
des Collèges et Universités**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Est édictée la *Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire*, telle qu'elle figure à l'annexe.

2. La *Loi sur l'attribution de grades universitaires*, qui constitue le chapitre D.5 des Lois refondues de l'Ontario de 1990, est abrogée.

3. (1) Le titre de la *Loi sur le ministère des Collèges et Universités* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

**Loi sur le ministère de la Formation
et des Collèges et Universités**

(2) Les définitions de «ministère» et de «ministre» à l'article 1 de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«ministère» Le ministère de la Formation et des Collèges et Universités. («Ministry»)

«ministre» Le ministre de la Formation et des Collèges et Universités. («Minister»)

(3) Le paragraphe 2 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prorogation du ministère

(1) Le ministère de la fonction publique connu auparavant sous le nom de ministère des Collèges et Universités en français et de Ministry of Colleges and Universities en anglais est prorogé sous le nom de ministère de la Formation et des Collèges et Universités en français et de Ministry of Training, Colleges and Universities en anglais.

(4) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Délégation de pouvoirs

4.1 (1) Le ministre peut déléguer les pouvoirs ou

the Minister under this or any other Act may be delegated by the Minister to the Deputy Minister of Training, Colleges and Universities or to any other person employed in the Ministry and, when purporting to exercise a delegated power or duty, the delegate shall be presumed conclusively to act in accordance with the delegation.

Delegation subject to conditions

(2) A delegation under subsection (1) shall be in writing and may be subject to such limitations, conditions and requirements as are set out in it.

Subdelegation

(3) In a delegation under subsection (1), the Minister may authorize a person to whom a power or duty is delegated to delegate to others the exercise of the delegated power or duty, subject to such limitations, conditions and requirements as the person may impose.

Deeds and contracts

(4) Despite section 6 of the *Executive Council Act*, a deed or contract signed by a person empowered to do so under a delegation or subdelegation made under this section has the same effect as if signed by the Minister.

Protection from personal liability

4.2 (1) No proceeding for damages shall be commenced against the Deputy Minister of Training, Colleges and Universities or any other person employed in the Ministry for any act done in good faith in the performance or intended performance of his or her duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of that duty.

Crown liability

(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsection (1) does not relieve the Crown of any liability to which it would otherwise be subject in respect of a tort committed by the Deputy Minister or an employee.

(5) Section 7 of the Act is repealed and the following substituted:

Fees

7. The Minister may establish and charge fees in respect of anything done in connection with this Act or any other Act to which subsection 2 (2) applies.

(6) Subsection 9 (2) of the Act is repealed.

(7) The Act is amended by adding the following sections:

Inspectors

10. (1) The Minister, in connection with the administration of awards, grants and student loans, may appoint inspectors for the purposes of determining compliance with this Act, the regulations and any agreements entered into by the Minister.

fonctions que lui attribue la présente loi ou une autre loi au sous-ministre de la Formation et des Collèges et Universités ou à une autre personne employée au ministère. Lorsqu'il prétend exercer un pouvoir ou une fonction qui lui est délégué, il existe une présomption irréfragable que le délégué agit conformément à l'acte de délégation.

Délégation assortie de conditions

(2) La délégation prévue au paragraphe (1) est effectuée par écrit et peut être assortie des restrictions, des conditions et des exigences énoncées dans l'acte de délégation.

Subdélégation

(3) Dans la délégation prévue au paragraphe (1), le ministre peut autoriser une personne à qui un pouvoir ou une fonction est délégué à déléguer à d'autres ce pouvoir ou cette fonction, sous réserve des restrictions, des conditions et des exigences qu'elle impose.

Actes scellés et contrats

(4) Malgré l'article 6 de la *Loi sur le Conseil exécutif*, les actes scellés ou les contrats que signe une personne autorisée à ce faire aux termes d'une délégation ou d'une subdélégation effectuée en vertu du présent article ont le même effet que s'ils étaient signés par le ministre.

Immunité

4.2 (1) Sont irrecevables les instances en dommages-intérêts introduites contre le sous-ministre de la Formation et des Collèges et Universités ou une autre personne employée au ministère pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de ses fonctions ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de bonne foi de ses fonctions.

Responsabilité de la Couronne

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par le sous-ministre ou un employé.

(5) L'article 7 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Droits

7. Le ministre peut fixer et exiger des droits pour tout acte accompli relativement à la présente loi ou à toute autre loi à laquelle s'applique le paragraphe 2 (2).

(6) Le paragraphe 9 (2) de la Loi est abrogé.

(7) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Inspecteurs

10. (1) Le ministre peut, relativement à l'administration de l'aide financière, des bourses d'études et des prêts d'études, nommer des inspecteurs chargés de déterminer si la présente loi, les règlements et les ententes conclues par le ministre sont observés.

Inspection

(2) For the purposes of determining whether this Act has been complied with and is being complied with, an inspector may, without a warrant, enter and inspect business premises of any person and post-secondary institutions.

Restricted appointments

(3) The Minister may restrict the inspector's powers of entry and inspection to specified premises or institutions.

Time of entry

(4) The power to enter and inspect without a warrant may be exercised only during the regular business hours of the premises or institution or during daylight hours if there are no regular business hours.

Identification

(5) An inspector conducting an inspection shall produce evidence on request of his or her appointment.

Powers of inspector

- (6) An inspector conducting an inspection may,
- (a) examine a record or other thing that is relevant to the inspection;
 - (b) demand the production for inspection of a document or other thing that is relevant to the inspection;
 - (c) remove for review and copying a record or other thing that is relevant to the inspection;
 - (d) in order to produce a record in readable form, use data storage, information processing or retrieval devices or systems that are normally used in carrying on business or activities in the place; and
 - (e) question a person on matters relevant to the inspection.

Written demand

(7) A demand that a record or other thing be produced for inspection must be in writing and must include a statement of the nature of the record or thing required.

Obligation to produce and assist

(8) If an inspector demands that a record or other thing be produced for inspection, the person who has custody of the record or thing shall produce it and, in the case of a record, shall on request provide any assistance that is reasonably necessary to interpret the record or to produce it in a readable form.

Removal of records and things

(9) A record or other thing that has been removed for review and copying,

Inspection

(2) Pour déterminer si la présente loi a été et est toujours observée, un inspecteur peut, sans mandat, pénétrer dans les locaux commerciaux de quiconque et dans les établissements postsecondaires et en faire l'inspection.

Restriction des pouvoirs

(3) Le ministre peut restreindre les pouvoirs d'entrée et d'inspection de l'inspecteur à des locaux commerciaux ou des établissements précisés.

Heure d'entrée

(4) Le pouvoir de pénétrer dans un lieu pour y faire une inspection sans mandat ne peut être exercé que pendant les heures d'ouverture normales des locaux ou de l'établissement ou, en l'absence de celles-ci, pendant les heures diurnes.

Identification

(5) L'inspecteur qui effectue une inspection produit, sur demande, une attestation de sa nomination.

Pouvoirs de l'inspecteur

- (6) L'inspecteur qui effectue une inspection peut faire ce qui suit :
- a) examiner les documents ou autres choses qui se rapportent à l'inspection;
 - b) demander la production, aux fins d'inspection, des documents ou autres choses qui se rapportent à celle-ci;
 - c) enlever, aux fins d'examen, des documents ou autres choses qui se rapportent à l'inspection et en tirer des copies;
 - d) afin de produire un document sous une forme lisible, recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou de récupération des données qui sont utilisés habituellement à l'endroit pour y exercer les activités, commerciales ou autres;
 - e) interroger des personnes sur toute question qui se rapporte à l'inspection.

Demande par écrit

(7) La demande de production, aux fins d'inspection, de documents ou autres choses est présentée par écrit et comprend une déclaration sur la nature des documents ou des choses demandés.

Production de documents et aide obligatoires

(8) Si un inspecteur demande la production, aux fins d'inspection, de documents ou autres choses, la personne qui en a la garde les produit et, dans le cas de documents, fournit, sur demande, l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour les interpréter ou les produire sous une forme lisible.

Enlèvement des documents et des choses

(9) Les documents ou autres choses qui ont été enlevés aux fins d'examen et de copie :

(a) shall be made available to the person from whom it was removed, for review and copying, on request and at a time and place that are convenient for the person and for the inspector; and

(b) shall be returned to the person within a reasonable time.

Copy admissible in evidence

(10) A copy of a record that purports to be certified by an inspector as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Obstruction

(11) No person shall hinder, obstruct or interfere with an inspector conducting an inspection, refuse to answer questions on matters relevant to the inspection or provide the inspector with information on matters relevant to the inspection that the person knows to be false or misleading.

Report to the Minister

(12) An inspector shall report to the Minister on the results of each inspection.

Minister's order

11. On receipt of a report from an inspector under section 10, the Minister may make any order that he or she considers appropriate for the purposes of the proper administration of awards, grants and student loans under this Act and the regulations.

Offence

12. (1) No person shall knowingly obtain or receive an award, grant or student loan to which he or she is not entitled under this Act and the regulations.

Same

(2) No person shall knowingly aid or abet another person to obtain or receive an award, grant or student loan to which the other person is not entitled under this Act and the regulations.

Same

(3) No person shall fail to provide information the person is required to provide under this Act or the regulations or has agreed to provide in connection with an award, grant or student loan.

Same

(4) No person shall knowingly provide false information in connection with the administration of an award, grant or student loan or for the purposes of obtaining or receiving an award, grant or student loan.

Penalty

(5) Every person is guilty of an offence who contravenes subsection (1), (2), (3) or (4) or 10 (11) and is

a) d'une part, sont mis à la disposition de la personne à qui ils ont été enlevés aux fins d'examen et de copie, sur demande de celle-ci et aux date, heure et lieu qui conviennent à la personne et à l'inspecteur;

b) d'autre part, sont retournés à la personne dans un délai raisonnable.

Copies admissibles en preuve

(10) Les copies de documents qui se présentent comme étant certifiées conformes aux originaux par un inspecteur sont admissibles en preuve au même titre que les originaux et ont la même valeur probante qu'eux.

Entrave

(11) Nul ne doit gêner ni entraver le travail d'un inspecteur qui effectue une inspection, refuser de répondre à des questions sur des sujets qui se rapportent à celle-ci ou fournir à l'inspecteur des renseignements qu'il sait être faux ou trompeurs concernant de tels sujets.

Rapport au ministre

(12) L'inspecteur présente un rapport au ministre sur les résultats de chaque inspection.

Arrêté du ministre

11. Dès réception du rapport de l'inspecteur prévu à l'article 10, le ministre peut prendre tout arrêté qu'il estime approprié pour assurer la saine administration de l'aide financière, des bourses d'études et des prêts d'études accordés en application de la présente loi et des règlements.

Infraction

12. (1) Nul ne doit sciemment obtenir ou recevoir une aide financière, une bourse d'études ou un prêt d'études auquel il n'a pas droit en vertu de la présente loi et des règlements.

Idem

(2) Nul ne doit sciemment aider ou encourager une autre personne à obtenir ou à recevoir une aide financière, une bourse d'études ou un prêt d'études auquel elle n'a pas droit en vertu de la présente loi et des règlements.

Idem

(3) Nul ne doit omettre de fournir des renseignements que la présente loi ou les règlements l'obligent à fournir ou qu'il a consenti à fournir relativement à une aide financière, à une bourse d'études ou à un prêt d'études.

Idem

(4) Nul ne doit sciemment fournir de faux renseignements relativement à l'administration d'une aide financière, d'une bourse d'études ou d'un prêt d'études ou dans le but d'obtenir ou de recevoir une telle aide ou bourse ou un tel prêt.

Peine

(5) Quiconque contrevient au paragraphe (1), (2), (3) ou (4) ou 10 (11) est coupable d'une infraction et passible

liable on conviction,

- (a) to a fine of not more than \$25,000 if the person is an individual or \$100,000 if the person is a corporation;
- (b) to imprisonment for a term of not more than one year; or
- (c) to both a fine under clause (a) and imprisonment under clause (b).

Conviction of officers

(6) Any officer, director or agent of a corporation, or any other person, who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of any act by the corporation which is an offence under this Act is guilty of an offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted of any offence under this Act.

Regulations

13. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing the terms and conditions under which awards or grants provided out of the money appropriated by the Legislature may be made to students enrolled in post-secondary institutions, prescribing the amounts of the awards and grants and the methods of calculating them and the persons eligible for the awards and grants, defining the types, classes and subclasses of awards and grants, fixing the maximum amount that may be awarded or granted to any applicant and authorizing the Minister to determine the amount, up to the maximum that may be awarded or granted, to an applicant;
- (b) governing the terms and conditions under which loans may be approved, guaranteed and made to students enrolled in post-secondary institutions, including the amounts of the loans and the methods of calculating them and the persons eligible to make and receive the loans, defining the types, classes and subclasses of loans, fixing the maximum amount that may be loaned to any applicant and authorizing the Minister to determine the amount, up to the maximum that may be loaned to an applicant;
- (c) providing for the recovery of all or part of the money awarded, granted or loaned to any student enrolled or purporting to be enrolled in a post-secondary institution who was not eligible for all or part of the award, grant or loan or who fails to comply with any of the terms and conditions under which the award, grant or loan was approved, guaranteed or made;
- (d) providing for the apportionment and distribution of money appropriated or raised by the Legislature for university, college and other post-secondary educational purposes;

ble, sur déclaration de culpabilité :

- a) soit d'une amende maximale de 25 000 \$, dans le cas d'un particulier, ou de 100 000 \$, dans le cas d'une personne morale;
- b) soit d'un emprisonnement maximal d'un an;
- c) soit d'une amende visée à l'alinéa a) et d'un emprisonnement visé à l'alinéa b).

Responsabilité des dirigeants

(6) Tout dirigeant, administrateur ou mandataire d'une personne morale ou toute autre personne qui ordonne ou autorise la commission, par la personne morale, d'un acte qui constitue une infraction à la présente loi, ou qui y consent, y acquiesce ou y participe, est coupable d'une infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction à la présente loi.

Règlements

13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire les conditions d'octroi aux étudiants inscrits à un établissement postsecondaire de l'aide financière ou des bourses d'études prélevées sur les sommes affectées par la Législature, en prescrire le montant, son mode de calcul et les personnes qui y sont admissibles, définir les types, les catégories et les sous-catégories d'aide financière et de bourses d'études, fixer le montant maximal qui peut être octroyé à l'auteur d'une demande et autoriser le ministre à fixer, jusqu'à concurrence du montant maximal établi, le montant à octroyer à l'auteur d'une demande;
- b) régir les conditions auxquelles des prêts peuvent être approuvés, garantis et consentis aux étudiants inscrits à un établissement postsecondaire, y compris le montant de ces prêts, leur mode de calcul, les personnes qui y sont admissibles et celles qui peuvent les accorder, définir les types, les catégories et les sous-catégories de prêts, fixer le montant maximal de prêt qui peut être accordé à l'auteur d'une demande et autoriser le ministre à fixer, jusqu'à concurrence du montant maximal établi, le montant de prêt à accorder à l'auteur d'une demande;
- c) prévoir le recouvrement, en totalité ou en partie, des sommes octroyées ou prêtées aux étudiants inscrits ou se présentant comme étant inscrits à un établissement postsecondaire et qui n'étaient pas admissibles à la totalité ou à une partie de l'aide financière, de la bourse d'études ou du prêt, ou qui ne se conforment pas aux conditions auxquelles l'aide, la bourse ou le prêt a été approuvé, garanti ou consenti;
- d) prévoir la répartition et l'attribution des sommes affectées ou prélevées par la Législature à des fins d'enseignement postsecondaire, notamment aux niveaux universitaire et collégial;

- (e) prescribing the conditions governing the payment of legislative grants;
 - (f) defining "enrolment" and "student" for the purpose of legislative grants to post-secondary educational institutions recognized by the Minister for the purpose of such grants, and requiring that "enrolment" be subject to the approval of the Minister;
 - (g) prescribing forms and providing for their use;
 - (h) authorizing the Deputy Minister of Training, Colleges and Universities or any officer of the Ministry to exercise the power to approve loans under section 8;
 - (i) prescribing the rate of interest payable by the Minister or a student borrower to a financial institution on a guaranteed student loan;
 - (j) prescribing the period that may lapse after which the principal amount of a guaranteed student loan and interest thereon shall commence to be payable by the student borrower;
 - (k) respecting the subrogation of the Government of Ontario to the rights of a financial institution with respect to a guaranteed student loan;
 - (l) prescribing procedures to be followed by a financial institution with respect to a guaranteed student loan;
 - (m) prescribing the provisions to be included in agreements between borrowers and financial institutions related to guaranteed student loans;
 - (n) providing for the alteration of agreements between borrowers and financial institutions and prescribing the conditions and consequences of such alterations;
 - (o) providing for the assignment or transfer by financial institutions of agreements between borrowers and financial institutions and prescribing the conditions and consequences of such assignments or transfers;
 - (p) prescribing, in the event of default in the repayment of a guaranteed student loan, the measures to be taken by a financial institution and the procedures to be followed for the collection of the amount of the loan outstanding and accrued interest;
 - (q) prescribing the method of determining the amount of any loss sustained by a financial institution as a result of a guaranteed student loan;
 - (r) prescribing the procedure to be followed by a financial institution in making a claim against the Minister;
 - (s) prescribing the maximum number of years that may elapse after which the principal amount of a guaranteed student loan and interest thereon shall commence to be payable by the borrower;
- e) préciser les conditions régissant le versement des subventions générales;
 - f) définir les termes «effectif» et «étudiant» aux fins d'attribution des subventions générales aux établissements d'enseignement postsecondaires reconnus à cette fin par le ministre et assujettir l'«effectif» à l'approbation du ministre;
 - g) prescrire des formules et prévoir les modalités de leur emploi;
 - h) autoriser le sous-ministre de la Formation et des Collèges et Universités ou un fonctionnaire du ministère à exercer le pouvoir d'approbation des prêts prévu à l'article 8;
 - i) prescrire le taux d'intérêt payable par le ministre ou un étudiant emprunteur à une institution financière sur un prêt d'études garanti;
 - j) prescrire la période qui peut s'écouler avant que le capital d'un prêt d'études garanti et les intérêts qui s'y rapportent ne deviennent exigibles de l'étudiant emprunteur;
 - k) traiter de la subrogation du gouvernement de l'Ontario dans les droits d'une institution financière relativement aux prêts d'études garantis;
 - l) prescrire les modalités que doit respecter une institution financière relativement aux prêts d'études garantis;
 - m) prescrire les clauses que doivent comporter les ententes entre emprunteurs et institutions financières en matière de prêts d'études garantis;
 - n) prévoir la modification des ententes entre emprunteurs et institutions financières et en prescrire les conditions et conséquences;
 - o) prévoir la cession ou le transfert, par les institutions financières, des ententes entre emprunteurs et institutions financières et en prescrire les conditions et conséquences;
 - p) prescrire, en cas de défaut de remboursement d'un prêt d'études garanti, les mesures que l'institution financière doit prendre et les modalités à suivre pour recouvrer le montant du prêt en souffrance et les intérêts accumulés;
 - q) prescrire la façon de déterminer le montant de la perte subie par l'institution financière en raison d'un prêt d'études garanti;
 - r) prescrire les modalités que doit suivre l'institution financière dans la présentation d'une demande de règlement contre le ministre;
 - s) prescrire le nombre maximal d'années qui peuvent s'écouler avant que le capital d'un prêt d'études garanti et les intérêts qui s'y rapportent ne deviennent exigibles de l'emprunteur;

- (t) providing for reports to be made to the Minister for the purposes of this Act, and prescribing the kind of information to be included in those reports.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

4. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 1 and 2 come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

5. The short title of this Act is the *Ministry of Training, Colleges and Universities Statute Law Amendment Act, 2000*.

- t) prévoir les rapports à présenter au ministre pour l'application de la présente loi et prescrire le genre de renseignements qui doivent y figurer.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

4. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 1 et 2 entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 modifiant des lois en ce qui a trait au ministère de la Formation et des Collèges et Universités*.

**SCHEDULE
POST-SECONDARY EDUCATION CHOICE
AND EXCELLENCE ACT, 2000**

Definitions

1. In this Act,

“consent” means a written consent of the Minister given under subsection 4 (1) and any renewal of that consent given by the Minister; (“consentement”)

“Minister” means the Minister of Training, Colleges and Universities; (“ministre”)

“prescribed” means prescribed by the regulations; (“prescrit”)

“regulations” means the regulations made under this Act. (“règlements”)

Authority to grant a degree, etc.

2. (1) No person shall directly or indirectly do any of the following things unless the person is authorized to do it by an Act of the Assembly or by the Minister under this Act:

1. Grant a degree.
2. Provide a program or part of a program of post-secondary study leading to a degree to be conferred by a person inside or outside Ontario.
3. Advertise a program or part of a program of post-secondary study offered in Ontario leading to a degree to be conferred by a person in or outside Ontario.
4. Sell, offer for sale or provide by agreement for a fee, reward or other remuneration, a diploma, certificate, document or other material that indicates or implies the granting or conferring of a degree.

Exception

(2) Despite subsection (1), a person may directly or indirectly advertise and provide a program or part of a program of post-secondary study leading to a degree if,

- (a) the person provides the program or part of the program under an agreement with another person who is authorized by an Act of the Assembly or by the Minister under this Act to provide the program or part of the program; and
- (b) the degree to which the program or part of the program leads is conferred only by that other person who is authorized to provide the program or part of the program.

**ANNEXE
LOI DE 2000 FAVORISANT LE CHOIX
ET L'EXCELLENCE AU NIVEAU
POSTSECONDAIRE**

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«consentement» Consentement écrit du ministre accordé en vertu du paragraphe 4 (1), y compris son renouvellement. («consent»)

«ministre» Le ministre de la Formation et des Collèges et Universités. («Minister»)

«prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

Pouvoir d'attribuer des grades

2. (1) Nul ne doit, directement ou indirectement, faire ce qui suit à moins d'y être autorisé par une loi de l'Assemblée ou par le ministre en vertu de la présente loi :

1. Attribuer un grade universitaire.
2. Offrir un programme ou une partie d'un programme d'études postsecondaires menant à l'obtention d'un grade universitaire qui sera conféré par une personne en Ontario ou ailleurs.
3. Annoncer un programme ou une partie d'un programme d'études postsecondaires offert en Ontario qui mène à l'obtention d'un grade universitaire qui sera conféré par une personne en Ontario ou ailleurs.
4. Vendre, mettre en vente ou fournir en vertu d'une entente, moyennant des droits, une récompense ou une autre forme de rémunération, un diplôme, un certificat, un document ou une autre pièce qui indique l'attribution ou la remise d'un grade universitaire ou qui le laisse entendre.

Exception

(2) Malgré le paragraphe (1), une personne peut, directement ou indirectement, annoncer et offrir un programme ou une partie d'un programme d'études postsecondaires menant à l'obtention d'un grade universitaire si :

- a) d'une part, elle offre le programme ou la partie du programme en vertu d'une entente conclue avec une autre personne qui est autorisée à l'offrir par une loi de l'Assemblée ou par le ministre en vertu de la présente loi;
- b) d'autre part, le grade universitaire à l'obtention duquel mène le programme ou la partie du programme n'est conféré que par cette autre personne qui est autorisée à offrir celui-ci.

Authority to establish a university, etc.

3. No person shall directly or indirectly do any of the following things unless the person is authorized to do it by an Act of the Assembly or by the Minister under this Act:

1. Operate or maintain a university.
2. Use or be known by a name of a university or any derivation or abbreviation of a name of a university.
3. Hold themselves out to be a university.
4. Make use of the word university or any derivation or abbreviation of the word university in any advertising relating to an educational institution in Ontario.

Consent of Minister

4. (1) The Minister may give a written consent to a person who makes an application under section 5 to authorize the person to do one or more things described in sections 2 and 3.

Terms and conditions of consent

(2) The Minister may attach such terms and conditions to a consent as the Minister considers appropriate, including a termination date after which the consent will cease to be effective unless renewed by the Minister.

Same

(3) A person to whom a consent is given shall ensure compliance with all terms and conditions attached to the consent.

Security

(4) The Minister shall not give a consent unless he or she is satisfied,

- (a) that the person seeking the consent has given security that complies with any prescribed requirements and is adequate to protect the interests of students; and
- (b) that the person has made arrangements to ensure students have access to their transcripts and that the arrangements comply with any prescribed requirements and are adequate to protect the interests of students.

Colleges of applied arts and technology

(5) The Minister shall not give a consent to authorize a college of applied arts and technology established under the *Ministry of Training, Colleges and Universities Act*,

- (a) to do anything described in section 2, unless the degree in respect of which the consent is given is a baccalaureate degree in an applied area of study; or
- (b) to do anything described in section 3.

Exception

(6) Despite subsection (5), the Minister may give a consent to authorize a college of applied arts and tech-

Pouvoir de constituer une université

3. Nul ne doit, directement ou indirectement, faire ce qui suit à moins d'y être autorisé par une loi de l'Assemblée ou par le ministre en vertu de la présente loi :

1. Assurer le fonctionnement d'une université.
2. Utiliser le nom d'une université, ou un dérivé ou une abréviation de celui-ci, ou se faire connaître sous ce nom, ce dérivé ou cette abréviation.
3. Prétendre constituer une université.
4. Utiliser le mot université, ou un dérivé ou une abréviation de celui-ci, dans une publicité quelconque se rapportant à un établissement d'enseignement en Ontario.

Consentement du ministre

4. (1) Le ministre peut accorder à quiconque en fait la demande en vertu de l'article 5 un consentement écrit l'autorisant à faire une ou plusieurs des choses visées aux articles 2 et 3.

Conditions du consentement

(2) Le ministre peut assortir le consentement des conditions qu'il estime appropriées, y compris fixer une date d'expiration au-delà de laquelle le consentement n'a plus effet à moins qu'il ne le renouvelle.

Idem

(3) Toute personne à qui est accordé un consentement veille au respect de toutes les conditions dont il est assorti.

Garantie

(4) Le ministre ne doit accorder un consentement que s'il est convaincu de ce qui suit :

- a) l'auteur de la demande de consentement a donné une garantie qui satisfait aux exigences prescrites et qui est suffisante pour protéger les intérêts des étudiants;
- b) la personne a pris des dispositions pour veiller à ce que les étudiants aient accès à leurs relevés de notes, lesquelles satisfont aux exigences prescrites et sont suffisantes pour protéger les intérêts des étudiants.

Collèges d'arts appliqués et de technologie

(5) Le ministre ne doit pas accorder de consentement qui autorise un collège d'arts appliqués et de technologie ouvert en vertu de la *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités* :

- a) soit à faire une chose visée à l'article 2, à moins que le grade universitaire visé par le consentement ne soit un diplôme de baccalauréat dans une discipline appliquée;
- b) soit à faire une chose visée à l'article 3.

Exception

(6) Malgré le paragraphe (5), le ministre peut accorder un consentement autorisant un collège d'arts appli-

nology to do something described in section 2 or 3 if,

- (a) the college is named in a regulation for the purposes of this subsection; or
- (b) conditions have been prescribed for the purposes of this subsection and the college has satisfied them.

Application for consent

5. (1) A person may apply to the Minister for a consent and for a renewal of a consent.

Referral to Board

(2) The Minister shall refer every application for a consent or renewal of a consent to the Post-secondary Education Quality Assessment Board.

Recommendation

(3) The Minister shall not grant or reject an application unless he or she has received a recommendation from the Board.

Decision final

(4) The Minister's decision on whether to give or renew a consent is final.

Suspension, etc.

6. (1) The Minister may at any time, in accordance with the regulations,

- (a) suspend or revoke a consent;
- (b) reinstate a consent with or without conditions;
- (c) add new terms and conditions to a consent; or
- (d) change or remove terms and conditions attached to a consent.

Potential non-compliance

(2) A person who has received a consent shall promptly notify the Minister if it is reasonable to believe that not all of the terms and conditions of the consent may be met.

Post-secondary Education Quality Assessment Board

7. (1) The board known in English as the Post-secondary Education Quality Assessment Board and in French as Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire is continued.

Composition

- (2) The Board shall be composed of,
 - (a) a chair appointed by the Lieutenant Governor in Council; and
 - (b) a vice-chair and not more than nine other members appointed by the Minister.

qués et de technologie à faire une chose visée à l'article 2 ou 3 si, selon le cas :

- a) le collège est désigné par son nom dans un règlement pour l'application du présent paragraphe;
- b) des conditions ont été prescrites pour l'application du présent paragraphe et le collège y a satisfait.

Demande de consentement

5. (1) Toute personne peut demander un consentement ou son renouvellement au ministre.

Renvoi à la Commission

(2) Le ministre renvoie à la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire toutes les demandes de consentement ou de renouvellement de celui-ci.

Recommandation

(3) Le ministre ne doit pas approuver ou rejeter une demande sans la recommandation de la Commission.

Décision définitive

(4) La décision du ministre sur la question de savoir s'il doit accorder ou renouveler un consentement est définitive.

Suspension

6. (1) Le ministre peut, conformément aux règlements :

- a) suspendre ou révoquer un consentement;
- b) rétablir un consentement avec ou sans conditions;
- c) ajouter des conditions à un consentement;
- d) modifier ou enlever les conditions dont est assorti un consentement.

Inobservation éventuelle

(2) Quiconque reçoit un consentement avise promptement le ministre s'il est raisonnable de croire qu'il ne sera pas satisfait à toutes les conditions dont il est assorti.

Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire

7. (1) Est prorogée la commission connue sous le nom de Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire en français et de Post-secondary Education Quality Assessment Board en anglais.

Composition

- (2) La Commission se compose des personnes suivantes :
 - a) un président que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil;
 - b) un vice-président et au plus neuf autres membres que nomme le ministre.

Duties

- (3) The Board shall,
- (a) review applications made under section 5 and other matters referred to it by the Minister and make recommendations to the Minister in a manner and within a time period specified by the Minister; and
 - (b) perform such other duties as may be prescribed.

Powers

- (4) The Board may,
- (a) establish review panels to assess the educational quality of proposed degree programs in Ontario and to review applications made under section 5;
 - (b) establish advisory committees to assist the Board in providing recommendations and advice to the Minister; and
 - (c) undertake such research as it determines necessary to carry out its duties.

Procedures

(5) Subject to the regulations, the Board may establish procedures for reviewing applications and other matters referred to it and for making recommendations to the Minister.

Criteria

(6) The Board shall establish criteria in accordance with subsection (7) that it must apply in reviewing applications referred to it and in making recommendations to the Minister.

Same

- (7) Except as provided in the regulations, the criteria established by the Board,
- (a) must be in accordance with educational standards recognized in Ontario and other jurisdictions; and
 - (b) must comply with such policy directions as may be given by the Minister.

Effect of consent

8. The giving of a consent does not entitle the person to whom the consent is given to any funding from the Government of Ontario.

Inspectors

9. (1) The Minister may appoint inspectors for the purposes of determining whether it is appropriate to suspend or revoke a consent or change the terms and conditions attached to a consent given under this Act or for the purposes of determining whether a person has failed to comply with this Act.

Inspection

- (2) An inspector may, without a warrant, enter and

Fonctions

- (3) La Commission :
- a) d'une part, examine les demandes présentées en vertu de l'article 5 et les autres questions que lui renvoie le ministre et fait des recommandations à ce dernier de la manière et dans le délai qu'il précise;
 - b) d'autre part, exerce les autres fonctions prescrites.

Pouvoirs

- (4) La Commission peut faire ce qui suit :
- a) constituer des comités d'examen chargés d'évaluer la qualité, sur le plan éducatif, des programmes éventuels menant à l'obtention de grades universitaires en Ontario et d'examiner les demandes présentées en vertu de l'article 5;
 - b) constituer des comités consultatifs pour l'aider à faire des recommandations et à donner des conseils au ministre;
 - c) entreprendre les recherches qu'elle estime nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Modalités

(5) Sous réserve des règlements, la Commission peut établir les modalités d'examen des demandes et autres questions qui lui sont renvoyées et de présentation de recommandations au ministre.

Critères

(6) La Commission établit conformément au paragraphe (7) les critères qu'elle doit appliquer lorsqu'elle examine les demandes qui lui sont renvoyées et qu'elle fait des recommandations au ministre.

Idem

- (7) Sauf disposition contraire des règlements, les critères qu'établit la Commission :
- a) d'une part, sont conformes aux normes éducatives reconnues en Ontario et dans d'autres autorités législatives;
 - b) d'autre part, sont conformes aux directives que donne le ministre en matière de politique.

Effet du consentement

8. L'octroi d'un consentement ne donne pas à la personne à qui il est accordé le droit de recevoir des fonds du gouvernement de l'Ontario.

Inspecteurs

9. (1) Le ministre peut nommer des inspecteurs chargés de déterminer s'il est approprié de suspendre ou de révoquer un consentement ou de modifier les conditions dont est assorti un consentement accordé en vertu de la présente loi ou de déterminer si une personne ne s'est pas conformée à celle-ci.

Inspection

- (2) Un inspecteur peut, sans mandat, pénétrer dans les

inspect business premises of any person.

Restricted appointments

(3) The Minister may restrict the inspector's powers of entry and inspection to specified business premises.

Time of entry

(4) The power to enter and inspect business premises without a warrant may be exercised only during the regular business hours of the premises or during daylight hours if there are no regular business hours.

Identification

(5) An inspector conducting an inspection shall produce evidence on request of his or her appointment.

Powers of inspector

- (6) An inspector conducting an inspection may,
- (a) examine a record or other thing that is relevant to the inspection;
 - (b) demand the production for inspection of a document or other thing that is relevant to the inspection;
 - (c) remove for review and copying a record or other thing that is relevant to the inspection;
 - (d) in order to produce a record in readable form, use data storage, information processing or retrieval devices or systems that are normally used in carrying on business in the place; and
 - (e) question a person on matters relevant to the inspection.

Written demand

(7) A demand that a record or other thing be produced for inspection must be in writing and must include a statement of the nature of the record or thing required.

Obligation to produce and assist

(8) If an inspector demands that a record or other thing be produced for inspection, the person who has custody of the record or thing shall produce it and, in the case of a record, shall on request provide any assistance that is reasonably necessary to interpret the record or to produce it in a readable form.

Removal of records and things

(9) A record or other thing that has been removed for review and copying,

- (a) shall be made available to the person from whom it was removed, for review and copying, on request and at a time and place that are convenient for the person and for the inspector; and

locaux commerciaux de quiconque et en faire l'inspection.

Restriction des pouvoirs

(3) Le ministre peut restreindre les pouvoirs d'entrée et d'inspection de l'inspecteur à des locaux commerciaux précisés.

Heure d'entrée

(4) Le pouvoir de pénétrer dans des locaux commerciaux pour y faire une inspection sans mandat ne peut être exercé que pendant les heures d'ouverture normales des locaux ou, en l'absence de celles-ci, pendant les heures diurnes.

Identification

(5) L'inspecteur qui effectue une inspection produit, sur demande, une attestation de sa nomination.

Pouvoirs de l'inspecteur

- (6) L'inspecteur qui effectue une inspection peut faire ce qui suit :
- a) examiner les documents ou autres choses qui se rapportent à l'inspection;
 - b) demander la production, aux fins d'inspection, des documents ou autres choses qui se rapportent à celle-ci;
 - c) enlever, aux fins d'examen, des documents ou autres choses qui se rapportent à l'inspection et en tirer des copies;
 - d) afin de produire un document sous une forme lisible, recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou de récupération des données qui sont utilisés habituellement à l'endroit pour y exercer les activités commerciales;
 - e) interroger des personnes sur toute question qui se rapporte à l'inspection.

Demande par écrit

(7) La demande de production, aux fins d'inspection, de documents ou autres choses est présentée par écrit et comprend une déclaration sur la nature des documents ou des choses demandés.

Production de documents et aide obligatoires

(8) Si un inspecteur demande la production, aux fins d'inspection, de documents ou autres choses, la personne qui a la garde des documents ou des choses les produit et, dans le cas de documents, fournit, sur demande, l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour les interpréter ou les produire sous une forme lisible.

Enlèvement des documents et des choses

(9) Les documents ou autres choses qui ont été enlevés aux fins d'examen et de copie sont :

- a) d'une part, mis à la disposition de la personne à qui ils ont été enlevés, aux fins d'examen et de copie, sur demande et aux dates, heures et lieux qui conviennent à la personne et à l'inspecteur;

- (b) shall be returned to the person within a reasonable time.

Copy admissible in evidence

(10) A copy of a record that purports to be certified by an inspector as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Obstruction

(11) No person shall hinder, obstruct or interfere with an inspector conducting an inspection, refuse to answer questions on matters relevant to the inspection or provide the inspector with information on matters relevant to the inspection that the person knows to be false or misleading.

Report to the Minister

(12) An inspector shall report to the Minister on the results of each inspection.

Minister's order

10. On receipt of a report from an inspector under section 9, the Minister may make any order that he or she considers appropriate for the purposes of the proper administration of this Act and the regulations.

Offence

11. (1) Every person is guilty of an offence who,

- (a) knowingly furnishes false information in any application under this Act or in any statement or return required to be provided under this Act or the regulations; or
- (b) contravenes any provision of this Act.

Penalty

(2) Every person who is guilty of an offence under this Act is liable on conviction,

- (a) to a fine of not more than \$25,000 if the person is an individual or \$100,000 if the person is a corporation;
- (b) to imprisonment for a term of not more than one year; or
- (c) to both a fine under clause (a) and imprisonment under clause (b).

Conviction of officers, etc.

(3) Any officer, director or agent of a corporation, or any other person, who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of any act by the corporation which is an offence under this Act is guilty of an offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted of any offence under this Act.

Certificate of Minister as evidence

12. A written statement purporting to be certified by the Minister is receivable in evidence as proof of the

- b) d'autre part, retournés à la personne dans un délai raisonnable.

Copie admissible en preuve

(10) Les copies de documents qui se présentent comme étant certifiées conformes aux originaux par l'inspecteur sont admissibles en preuve au même titre que les originaux et ont la même valeur probante qu'eux.

Entrave

(11) Nul ne doit gêner ni entraver le travail d'un inspecteur qui effectue une inspection, refuser de répondre à des questions sur des sujets qui se rapportent à celle-ci ou fournir à l'inspecteur des renseignements qu'il sait faux ou trompeurs concernant de tels sujets.

Rapport au ministre

(12) L'inspecteur présente un rapport au ministre sur les résultats de chaque inspection.

Arrêté du ministre

10. Dès réception du rapport de l'inspecteur prévu à l'article 9, le ministre peut prendre tout arrêté qu'il estime approprié pour assurer la bonne application de la présente loi et des règlements.

Infraction

11. (1) Est coupable d'une infraction quiconque, selon le cas :

- a) fournit sciemment de faux renseignements dans une demande présentée en vertu de la présente loi ou dans une déclaration ou un rapport dont la présente loi ou les règlements exigent la production;
- b) contrevient à une disposition de la présente loi.

Peine

(2) Quiconque se rend coupable d'une infraction à la présente loi est passible, sur déclaration de culpabilité :

- a) soit d'une amende maximale de 25 000 \$, dans le cas d'un particulier, ou de 100 000 \$, dans le cas d'une personne morale;
- b) soit d'un emprisonnement maximal d'un an;
- c) soit d'une amende visée à l'alinéa a) et d'un emprisonnement visé à l'alinéa b).

Responsabilité des dirigeants

(3) Tout dirigeant, administrateur ou mandataire d'une personne morale ou toute autre personne qui ordonne ou autorise la commission, par la personne morale, d'un acte qui constitue une infraction à la présente loi, ou qui y consent, y acquiesce ou y participe, est coupable d'une infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction à la présente loi.

Certificat du ministre à titre de preuve

12. Une déclaration écrite se présentant comme étant certifiée conforme par le ministre est recevable en

facts set out in the statement in the absence of evidence to the contrary in any action, proceeding or prosecution, without proof of the office or signature of the Minister,

- (a) as to whether a consent has been given under this Act and as to any terms and conditions of a consent; or
- (b) as to any other matter related to a consent or an application for consent.

Regulations

13. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing, for the purposes of subsection 4 (4), requirements relating to the giving of security and access to student transcripts;
- (b) governing claims made against the security referred to in subsection 4 (4);
- (c) naming colleges of applied arts and technology or conditions for the purposes of subsection 4 (6);
- (d) governing the suspension, reinstatement and revocation of a consent, the addition and removal of terms and conditions attached a consent and the making of changes to the terms and conditions attached to a consent, including providing for appeals from decisions made by the Minister under section 6;
- (e) respecting the information that must be disclosed in respect of applications and consents under this Act, the person or persons who must disclose it, the manner and time of its disclosure and the persons or classes of persons to whom the information must be disclosed;
- (f) in respect of the Post-secondary Education Quality Assessment Board,
 - (i) prescribing procedures for reviewing applications and other matters referred to it by the Minister,
 - (ii) prescribing policies and principles that it must take into consideration in establishing criteria to apply in reviewing applications referred to it and in making recommendations to the Minister, and
 - (iii) prescribing additional powers and duties of the Board;
- (g) governing procedures to be followed by the Minister in making orders under section 10, including providing for appeals from the orders.

Transitional

14. (1) The Board may deal with any matter referred to it by the Minister before this Act came into force in

preuve comme preuve des faits qui y sont énoncés, en l'absence de preuve contraire, dans toute action, instance ou poursuite, sans qu'il soit nécessaire d'établir l'authenticité de la signature du ministre ni sa qualité. La déclaration porte :

- a) soit sur la question de savoir si un consentement a été accordé en vertu de la présente loi et sur les conditions dont est assorti un consentement;
- b) soit sur toute autre question relative à un consentement ou à une demande de consentement.

Règlements

13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire, pour l'application du paragraphe 4 (4), les exigences relatives au dépôt d'une garantie et à l'accès aux relevés de notes des étudiants;
- b) régir les réclamations visant la garantie visée au paragraphe 4 (4);
- c) désigner des collèges d'arts appliqués et de technologie ou des conditions pour l'application du paragraphe 4 (6);
- d) régir la suspension, le rétablissement et la révocation des consentements ainsi que l'ajout, l'enlèvement et la modification de conditions dont ils sont assortis, y compris prévoir les appels des décisions prises par le ministre en vertu de l'article 6;
- e) traiter des renseignements qui doivent être divulgués à l'égard des demandes et des consentements visés par la présente loi, la ou les personnes qui doivent les divulguer, la manière dont ils doivent l'être, le moment où ils doivent l'être ainsi que les personnes ou les catégories de personnes à qui ils doivent l'être;
- f) à l'égard de la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire, faire ce qui suit :
 - (i) prescrire les modalités à respecter pour examiner les demandes et autres questions que lui renvoie le ministre,
 - (ii) prescrire les politiques et principes à prendre en compte lorsqu'elle établit les critères à appliquer lors de l'examen des demandes qui lui sont renvoyées et de la présentation de recommandations au ministre,
 - (iii) prescrire les autres pouvoirs et fonctions de la Commission;
- g) régir les modalités que doit respecter le ministre lorsqu'il prend des arrêtés en vertu de l'article 10, y compris prévoir les appels de tels arrêtés.

Disposition transitoire

14. (1) La Commission peut traiter de toute question que lui a renvoyée le ministre avant l'entrée en vigueur

the same manner as if it were a matter referred to it after this Act came into force.

Same

(2) All consents given by the Minister before the day this Act came into force shall be deemed to be consents given under this Act.

de la présente loi comme si la question lui avait été renvoyée après ce moment.

Idem

(2) Tous les consentements accordés par le ministre avant le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi sont réputés avoir été accordés en vertu de celle-ci.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 133

**An Act to regulate
the sale of imitation firearms**

The Hon. D. Tsubouchi
Solicitor General

Government Bill

1st Reading October 24, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 133

**Loi visant à réglementer
la vente des fausses armes à feu**

L'honorable D. Tsubouchi
Solliciteur général

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 24 octobre 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill regulates the transfer of convertible starter pistols, deactivated firearms and imitation firearms. Those three terms are defined in the Bill.

The sale, purchase, transfer or receipt of a convertible starter pistol is made an offence. A person authorized to seize a convertible starter pistol under section 158 of the *Provincial Offences Act* is also authorized to seize any other such pistols in the possession of the seller or transferor for the purpose of sale or transfer. On conviction, the maximum fine is \$50,000. In addition, the court is required to order the forfeiture of any convertible starter pistols seized in connection with the offence.

The sale or transfer of a deactivated firearm to an individual and the purchase or receipt of a deactivated firearm by an individual is made an offence unless the individual is at least 18 years of age and presents valid identification. A person authorized to seize a deactivated firearm under section 158 of the *Provincial Offences Act* is also authorized to seize any other such firearms in the possession of the seller or transferor for the purpose of sale or transfer. On conviction, the maximum fine is \$25,000. In addition, the court is required to order the forfeiture of any deactivated firearms seized in connection with the offence.

The sale or transfer of an imitation firearm in the course of a business to an individual is made an offence unless the individual is at least 18 years of age and presents valid identification. A person authorized to seize an imitation firearm under section 158 of the *Provincial Offences Act* is also authorized to seize any other such firearms in the possession of the seller or transferor for the purpose of sale or transfer. On conviction, the maximum fine is \$15,000. In addition, the court is permitted to order the forfeiture of any imitation firearms seized in connection with the offence.

The Bill also sets out the requirements for identification to be valid.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi réglemente la cession des pistolets de départ convertibles, des armes à feu neutralisées et des fausses armes à feu. Ces trois termes sont définis dans le projet de loi.

La vente, l'achat, la cession ou la réception d'un pistolet de départ convertible devient une infraction. La personne autorisée à saisir un pistolet de départ convertible en vertu de l'article 158 de la *Loi sur les infractions provinciales* est également autorisée à saisir tout autre pistolet de ce genre que le vendeur ou le cédant a en sa possession à des fins de vente ou de cession. L'amende maximale imposable sur déclaration de culpabilité est de 50 000 \$. En outre, le tribunal est tenu d'ordonner la confiscation de tout pistolet de départ convertible qui est saisi relativement à l'infraction.

La vente, l'achat, la cession ou la réception d'une arme à feu neutralisée devient une infraction à moins que l'acheteur ou le cessionnaire ne soit âgé d'au moins 18 ans et qu'il ne présente une pièce d'identité valide. La personne autorisée à saisir une arme à feu neutralisée en vertu de l'article 158 de la *Loi sur les infractions provinciales* est également autorisée à saisir toute autre arme à feu de ce genre que le vendeur ou le cédant a en sa possession à des fins de vente ou de cession. L'amende maximale imposable sur déclaration de culpabilité est de 25 000 \$. En outre, le tribunal est tenu d'ordonner la confiscation de toute arme à feu neutralisée qui est saisie relativement à l'infraction.

La vente ou la cession, dans le cadre d'un commerce, d'une fausse arme à feu devient une infraction à moins que l'acheteur ou le cessionnaire ne soit âgé d'au moins 18 ans et qu'il ne présente une pièce d'identité valide. La personne autorisée à saisir une fausse arme à feu en vertu de l'article 158 de la *Loi sur les infractions provinciales* est également autorisée à saisir toute autre arme à feu de ce genre que le vendeur ou le cédant a en sa possession à des fins de vente ou de cession. L'amende maximale imposable sur déclaration de culpabilité est de 15 000 \$. En outre, le tribunal est autorisé à ordonner la confiscation de toute fausse arme à feu qui est saisie relativement à l'infraction.

Enfin, le projet de loi énonce les exigences auxquelles doivent satisfaire les pièces d'identité pour être valides.

**An Act to regulate
the sale of imitation firearms**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“convertible starter pistol” means a device designed for signalling that,

- (a) discharges a blank cartridge,
- (b) can be adapted for use as a firearm, and
- (c) when so adapted can discharge a live cartridge; (“pistolet de départ convertible”)

“deactivated firearm” means a device that,

- (a) was designed or adapted to discharge,
 - (i) a shot, bullet or other projectile at a muzzle velocity exceeding 152.4 metres per second, or
 - (ii) a shot, bullet or other projectile that is designed or adapted to attain a velocity exceeding 152.4 metres per second, and
- (b) has been permanently altered so that it is no longer capable of discharging any shot, bullet or other projectile; (“arme à feu neutralisée”)

“firearm” means a firearm as defined in section 2 of the *Criminal Code* (Canada); (“arme à feu”)

“imitation firearm” includes any object other than a starter pistol to which section 2 applies or a deactivated firearm to which section 3 applies, if the object,

- (a) could reasonably be mistaken for a firearm but is not a firearm or a replica firearm as defined in section 84 of the *Criminal Code* (Canada), or
- (b) is a firearm but is not designed or adapted to discharge,
 - (i) a shot, bullet or other projectile at a muzzle velocity exceeding 152.4 metres per second, or
 - (ii) a shot, bullet or other projectile that is designed or adapted to attain a velocity exceeding 152.4 metres per second; (“fausse arme à feu”)

**Loi visant à réglementer
la vente des fausses armes à feu**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«arme à feu» S'entend au sens de l'article 2 du *Code criminel* (Canada). («firearm»)

«arme à feu neutralisée» Instrument qui présente les caractéristiques suivantes :

- a) il a été conçu ou adapté pour tirer :
 - (i) soit du plomb, des balles ou tout autre projectile à une vitesse initiale de plus de 152,4 mètres par seconde,
 - (ii) soit du plomb, des balles ou tout autre projectile conçus ou adaptés pour atteindre une vitesse de plus de 152,4 mètres par seconde;
- b) il a été modifié de façon permanente de manière à ne plus pouvoir tirer du plomb, des balles ou tout autre projectile. («deactivated firearm»)

«cession» S'entend notamment de la fourniture, de l'échange, du don, du prêt, de la location à bail ou de la location. Le verbe «céder» a un sens correspondant. («transfer»)

«fausse arme à feu» S'entend notamment de tout objet qui n'est ni un pistolet de départ auquel s'applique l'article 2 ni une arme à feu neutralisée à laquelle s'applique l'article 3, et qui, selon le cas :

- a) peut raisonnablement être confondu avec une arme à feu mais n'est ni une arme à feu ni une réplique au sens de l'article 84 du *Code criminel* (Canada);
- b) est une arme à feu mais n'est pas conçu ou adapté pour tirer :
 - (i) soit du plomb, des balles ou tout autre projectile à une vitesse initiale de plus de 152,4 mètres par seconde,
 - (ii) soit du plomb, des balles ou tout autre projectile conçus ou adaptés pour atteindre une vitesse de plus de 152,4 mètres par seconde. («imitation firearm»)

“transfer” includes provide, barter, give, lend, lease or rent. (“cession”, “céder”)

Restriction re transfer

2. (1) No person shall buy, receive by transfer, sell or transfer a convertible starter pistol.

Search and seizure

(2) If a person has sold or transferred a convertible starter pistol contrary to subsection (1) or is suspected of having done so, subsection 158 (1) of the *Provincial Offences Act* shall be deemed to permit a justice of the peace issuing a warrant to authorize the police officer or person named in the warrant to search for, seize and carry before a justice of the peace not only the convertible starter pistol that the person sold or transferred but also any other convertible starter pistols in the person's possession for the purpose of sale or transfer.

Offence

(3) A person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$50,000.

Forfeiture

(4) If a person is convicted of an offence under subsection (3), the court shall also order any convertible starter pistol seized from that person under subsection (2) or at common law forfeited to the Crown.

Restriction re purchase of deactivated firearm

3. (1) No individual shall purchase or receive by transfer a deactivated firearm unless he or she is at least 18 years of age and at the time of purchase or receipt presents valid identification in accordance with section 5.

Restriction re sale of deactivated firearm

(2) No person shall sell or transfer a deactivated firearm to an individual unless the individual is at least 18 years of age and presents valid identification in accordance with section 5.

Reliance on documentation

(3) A person who sells or transfers a deactivated firearm to an individual on the basis of the documentation described in section 5 is not in contravention of subsection (2) if there is no apparent reason to doubt the authenticity of the documentation or that it was issued to the individual providing it.

«pistolet de départ convertible» Instrument conçu pour envoyer un signal et présentant les caractéristiques suivantes :

- a) il tire des cartouches à blanc;
- b) il peut être adapté pour être utilisé comme arme à feu;
- c) une fois ainsi adapté, il peut tirer des cartouches pleines. («convertible starter pistol»)

Restriction : cession

2. (1) Nul ne doit acheter, recevoir par voie de cession, vendre ou céder un pistolet de départ convertible.

Perquisition et saisie

(2) Si une personne a vendu ou cédé un pistolet de départ convertible contrairement au paragraphe (1) ou est soupçonnée de l'avoir fait, le paragraphe 158 (1) de la *Loi sur les infractions provinciales* est réputé permettre à un juge de paix de décerner un mandat autorisant l'agent de police ou la personne qui y est nommée à chercher, à saisir et à apporter devant un juge de paix non seulement le pistolet de départ convertible que la personne a vendu ou cédé mais aussi tout autre pistolet de départ convertible qu'elle a en sa possession à des fins de vente ou de cession.

Infraction

(3) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 50 000 \$.

Confiscation

(4) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (3), le tribunal ordonne également que soit confisqué au profit de la Couronne tout pistolet de départ convertible saisi entre ses mains en vertu du paragraphe (2) ou en vertu de la common law.

Restriction : achat d'armes à feu neutralisées

3. (1) Nul particulier ne doit acheter, ou recevoir par voie de cession, une arme à feu neutralisée à moins d'être âgé d'au moins 18 ans et de présenter, au moment de l'achat ou de la réception, une pièce d'identité valide conformément à l'article 5.

Restriction : vente d'armes à feu neutralisées

(2) Nulle personne ne doit vendre ou céder une arme à feu neutralisée à un particulier à moins qu'il ne soit âgé d'au moins 18 ans et qu'il ne présente une pièce d'identité valide conformément à l'article 5.

Document fiable à première vue

(3) Toute personne qui vend ou cède une arme à feu neutralisée à un particulier sur la foi d'un document visé à l'article 5 ne contrevient pas au paragraphe (2) s'il n'y a aucun motif apparent de douter de l'authenticité du document ou qu'il ait été délivré au particulier qui le présente.

Search and seizure

(4) If a person has sold or transferred a deactivated firearm contrary to subsection (2) or is suspected of having done so, subsection 158 (1) of the *Provincial Offences Act* shall be deemed to permit a justice of the peace issuing a warrant to authorize the police officer or person named in the warrant to search for, seize and carry before a justice of the peace not only the deactivated firearm that the person sold or transferred but also any other deactivated firearms in the person's possession for the purpose of sale or transfer.

Offence

(5) A person who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

Forfeiture

(6) If a person is convicted of an offence under subsection (5), the court shall also order any deactivated firearms seized from that person under subsection (4) or at common law forfeited to the Crown.

Restriction re sale of imitation firearms

4. (1) No person shall, in the course of running a business, sell or transfer an imitation firearm to an individual unless the individual is at least 18 years of age and presents valid identification in accordance with section 5.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply with respect to a temporary transfer of an imitation firearm to an individual to permit the individual to use the imitation firearm on the person's business premises.

Reliance on documentation

(3) A person who sells or transfers an imitation firearm to an individual on the basis of the documentation described in section 5 does not contravene subsection (1) if there is no apparent reason to doubt the authenticity of the documentation or that it was issued to the individual providing it.

Search and seizure

(4) If a person has sold or transferred an imitation firearm contrary to subsection (1) or is suspected of having done so, subsection 158 (1) of the *Provincial Offences Act* shall be deemed to permit a justice of the peace issuing a warrant to authorize the police officer or person named in the warrant to search for, seize and carry before a justice of the peace not only the imitation firearm that the person sold or transferred but also any other imitation firearms in the person's possession for the purpose of sale or transfer.

Offence

(5) A person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$15,000.

Perquisition et saisie

(4) Si une personne a vendu ou cédé une arme à feu neutralisée contrairement au paragraphe (2) ou est soupçonnée de l'avoir fait, le paragraphe 158 (1) de la *Loi sur les infractions provinciales* est réputé permettre à un juge de paix de décerner un mandat autorisant l'agent de police ou la personne qui y est nommée à chercher, à saisir et à apporter devant un juge de paix non seulement l'arme à feu neutralisée que la personne a vendue ou cédée mais aussi toute autre arme à feu neutralisée qu'elle a en sa possession à des fins de vente ou de cession.

Infraction

(5) Quiconque contrevient au paragraphe (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 25 000 \$.

Confiscation

(6) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (5), le tribunal ordonne également que soit confisquée au profit de la Couronne toute arme à feu neutralisée saisie entre ses mains en vertu du paragraphe (4) ou en vertu de la common law.

Restriction : vente de fausses armes à feu

4. (1) Nulle personne ne doit, dans le cadre de son commerce, vendre ou céder une fausse arme à feu à un particulier à moins qu'il ne soit âgé d'au moins 18 ans et qu'il ne présente une pièce d'identité valide conformément à l'article 5.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas de la cession temporaire d'une fausse arme à feu à un particulier pour permettre à celui-ci de l'utiliser dans les locaux commerciaux de la personne.

Document fiable à première vue

(3) Toute personne qui vend ou cède une fausse arme à feu à un particulier sur la foi d'un document visé à l'article 5 ne contrevient pas au paragraphe (1) s'il n'y a aucun motif apparent de douter de l'authenticité du document ou qu'il ait été délivré au particulier qui le présente.

Perquisition et saisie

(4) Si une personne a vendu ou cédé une fausse arme à feu contrairement au paragraphe (1) ou est soupçonnée de l'avoir fait, le paragraphe 158 (1) de la *Loi sur les infractions provinciales* est réputé permettre à un juge de paix de décerner un mandat autorisant l'agent de police ou la personne qui y est nommée à chercher, à saisir et à apporter devant un juge de paix non seulement la fausse arme à feu que la personne a vendue ou cédée mais aussi toute autre fausse arme à feu qu'elle a en sa possession à des fins de vente ou de cession.

Infraction

(5) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 15 000 \$.

Forfeiture

(6) If a person is convicted of an offence under subsection (5), the court may also order any imitation firearms seized from that person under subsection (4) or at common law forfeited to the Crown.

Identification

5. (1) Either of the following two types of identification is acceptable for the purposes of sections 3 and 4:

1. Valid identification issued as required by subsection (2) that has the individual's photograph and age or date of birth.
2. Valid identification issued as required by subsection (2) that has the individual's age or date of birth and a valid permit issued by the chief firearms officer for Ontario that states that the individual named in the permit may purchase a deactivated firearm, imitation firearm or both, as the case may be, without presenting photo identification.

Issuance of identification

(2) Identification for the purposes of paragraph 1 of subsection (1) must be issued by,

- (a) the Government of Canada;
- (b) the government of a province or territory in Canada;
- (c) a municipality in Canada;
- (d) an agency, board or commission of a government or municipality described in clause (a), (b) or (c); or
- (e) a foreign government or an agency of a foreign government.

Issuance of permit

(3) The permit described in paragraph 2 of subsection (1) shall be issued to every applicant who is at least 18 years old and who submits to the chief firearms officer for Ontario a document,

- (a) stating that the applicant objects on religious grounds to having his or her photograph taken; and
- (b) signed by a person who is of the same religion as the applicant and who is eligible under subsection 20 (3) or (4) of the *Marriage Act* to be registered as a person authorized to solemnize marriage.

Same

(4) The document required under subsection (3) shall be in a form provided or approved by the chief firearms officer for Ontario.

Confiscation

(6) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (5), le tribunal peut également ordonner que soit confisquée au profit de la Couronne toute fausse arme à feu saisie entre ses mains en vertu du paragraphe (4) ou en vertu de la common law.

Pièces d'identité

5. (1) L'un ou l'autre des deux types de pièces d'identité suivantes est acceptable pour l'application des articles 3 et 4 :

1. Une pièce d'identité valide délivrée de la façon exigée par le paragraphe (2) sur laquelle figurent la photo du particulier ainsi que son âge ou sa date de naissance.
2. Une pièce d'identité valide délivrée de la façon exigée par le paragraphe (2) sur laquelle figure l'âge ou la date de naissance du particulier et un permis valide qui lui a été délivré par le contrôleur des armes à feu de l'Ontario indiquant que le particulier qui y est nommé peut acheter une arme à feu neutralisée ou une fausse arme à feu, ou les deux, selon le cas, sans avoir à présenter une pièce d'identité avec photo.

Délivrance de la pièce d'identité

(2) Pour l'application de la disposition 1 du paragraphe (1), la pièce d'identité doit être délivrée par l'une ou l'autre des entités suivantes :

- a) le gouvernement du Canada;
- b) le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada;
- c) une municipalité du Canada;
- d) un organisme, un conseil ou une commission d'un gouvernement ou d'une municipalité visés à l'alinéa a), b) ou c);
- e) un gouvernement étranger ou un de ses organismes.

Délivrance du permis

(3) Le permis visé à la disposition 2 du paragraphe (1) est délivré à chaque personne âgée d'au moins 18 ans qui en fait la demande et qui présente au contrôleur des armes à feu de l'Ontario un document qui répond aux exigences suivantes :

- a) il indique que l'auteur de la demande s'oppose pour des motifs religieux à se faire photographier;
- b) il est signé par une personne qui est de la même religion que l'auteur de la demande et qui est admissible, en vertu du paragraphe 20 (3) ou (4) de la *Loi sur le mariage*, à être inscrite comme personne autorisée à célébrer un mariage.

Idem

(4) Le document exigé aux termes du paragraphe (3) est rédigé selon la formule que fournit ou qu'approuve le contrôleur des armes à feu de l'Ontario.

Commencement

6. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Section 4 comes into force on the day that is 30 days after the day this Act receives Royal Assent.

Short title

7. The short title of this Act is the *Imitation Firearms Regulation Act, 2000*.

Entrée en vigueur

6. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) L'article 4 entre en vigueur le 30^e jour suivant le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

7. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur la réglementation des fausses armes à feu*.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 133

**An Act to regulate
the sale of imitation firearms**

The Hon. D. Tsubouchi
Solicitor General

Government Bill

1st Reading October 24, 2000
2nd Reading December 20, 2000
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Committee of the
Whole House and as reported to the Legislative
Assembly December 20, 2000)*

Projet de loi 133

**Loi visant à réglementer
la vente des fausses armes à feu**

L'honorable D. Tsubouchi
Solliciteur général

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 24 octobre 2000
2^e lecture 20 décembre 2000
3^e lecture
Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié
par le comité plénier et rapporté à
l'Assemblée législative le 20 décembre 2000)*

EXPLANATORY NOTE

The Bill regulates the transfer of convertible starter pistols, deactivated firearms and imitation firearms. Those three terms are defined in the Bill.

The sale, purchase, transfer or receipt of a convertible starter pistol is made an offence. A person authorized to seize a convertible starter pistol under section 158 of the *Provincial Offences Act* is also authorized to seize any other such pistols in the possession of the seller or transferor for the purpose of sale or transfer. On conviction, the maximum fine is \$50,000. In addition, the court is required to order the forfeiture of any convertible starter pistols seized in connection with the offence.

The sale or transfer of a deactivated firearm to an individual and the purchase or receipt of a deactivated firearm by an individual is made an offence unless the individual is at least 18 years of age and presents valid identification. A person authorized to seize a deactivated firearm under section 158 of the *Provincial Offences Act* is also authorized to seize any other such firearms in the possession of the seller or transferor for the purpose of sale or transfer. On conviction, the maximum fine is \$25,000. In addition, the court is required to order the forfeiture of any deactivated firearms seized in connection with the offence.

The sale or transfer of an imitation firearm in the course of a business to an individual is made an offence unless the individual is at least 18 years of age and presents valid identification. A person authorized to seize an imitation firearm under section 158 of the *Provincial Offences Act* is also authorized to seize any other such firearms in the possession of the seller or transferor for the purpose of sale or transfer. On conviction, the maximum fine is \$15,000. In addition, the court is permitted to order the forfeiture of any imitation firearms seized in connection with the offence.

The Bill also sets out the requirements for identification to be valid.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi réglemente la cession des pistolets de départ convertibles, des armes à feu neutralisées et des fausses armes à feu. Ces trois termes sont définis dans le projet de loi.

La vente, l'achat, la cession ou la réception d'un pistolet de départ convertible devient une infraction. La personne autorisée à saisir un pistolet de départ convertible en vertu de l'article 158 de la *Loi sur les infractions provinciales* est également autorisée à saisir tout autre pistolet de ce genre que le vendeur ou le cédant a en sa possession à des fins de vente ou de cession. L'amende maximale imposable sur déclaration de culpabilité est de 50 000 \$. En outre, le tribunal est tenu d'ordonner la confiscation de tout pistolet de départ convertible qui est saisi relativement à l'infraction.

La vente, l'achat, la cession ou la réception d'une arme à feu neutralisée devient une infraction à moins que l'acheteur ou le cessionnaire ne soit âgé d'au moins 18 ans et qu'il ne présente une pièce d'identité valide. La personne autorisée à saisir une arme à feu neutralisée en vertu de l'article 158 de la *Loi sur les infractions provinciales* est également autorisée à saisir toute autre arme à feu de ce genre que le vendeur ou le cédant a en sa possession à des fins de vente ou de cession. L'amende maximale imposable sur déclaration de culpabilité est de 25 000 \$. En outre, le tribunal est tenu d'ordonner la confiscation de toute arme à feu neutralisée qui est saisie relativement à l'infraction.

La vente ou la cession, dans le cadre d'un commerce, d'une fausse arme à feu devient une infraction à moins que l'acheteur ou le cessionnaire ne soit âgé d'au moins 18 ans et qu'il ne présente une pièce d'identité valide. La personne autorisée à saisir une fausse arme à feu en vertu de l'article 158 de la *Loi sur les infractions provinciales* est également autorisée à saisir toute autre arme à feu de ce genre que le vendeur ou le cédant a en sa possession à des fins de vente ou de cession. L'amende maximale imposable sur déclaration de culpabilité est de 15 000 \$. En outre, le tribunal est autorisé à ordonner la confiscation de toute fausse arme à feu qui est saisie relativement à l'infraction.

Enfin, le projet de loi énonce les exigences auxquelles doivent satisfaire les pièces d'identité pour être valides.

**An Act to regulate
the sale of imitation firearms**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“convertible starter pistol” means a device designed for signalling that,

- (a) discharges a blank cartridge,
- (b) can be adapted for use as a firearm, and
- (c) when so adapted can discharge a live cartridge; (“pistolet de départ convertible”)

“deactivated firearm” means a device that,

- (a) was designed or adapted to discharge,
 - (i) a shot, bullet or other projectile at a muzzle velocity exceeding 152.4 metres per second, or
 - (ii) a shot, bullet or other projectile that is designed or adapted to attain a velocity exceeding 152.4 metres per second, and
- (b) has been permanently altered so that it is no longer capable of discharging any shot, bullet or other projectile; (“arme à feu neutralisée”)

“firearm” means a firearm as defined in section 2 of the *Criminal Code* (Canada); (“arme à feu”)

“imitation firearm” includes any object other than a starter pistol to which section 2 applies or a deactivated firearm to which section 3 applies, if the object,

- (a) could reasonably be mistaken for a firearm but is not a firearm or a replica firearm as defined in section 84 of the *Criminal Code* (Canada), or
- (b) is a firearm but is not designed or adapted to discharge,
 - (i) a shot, bullet or other projectile at a muzzle velocity exceeding 152.4 metres per second, or
 - (ii) a shot, bullet or other projectile that is designed or adapted to attain a velocity exceeding 152.4 metres per second; (“fausse arme à feu”)

**Loi visant à réglementer
la vente des fausses armes à feu**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«arme à feu» S'entend au sens de l'article 2 du *Code criminel* (Canada). («firearm»)

«arme à feu neutralisée» Instrument qui présente les caractéristiques suivantes :

- a) il a été conçu ou adapté pour tirer :
 - (i) soit du plomb, des balles ou tout autre projectile à une vitesse initiale de plus de 152,4 mètres par seconde,
 - (ii) soit du plomb, des balles ou tout autre projectile conçus ou adaptés pour atteindre une vitesse de plus de 152,4 mètres par seconde;
- b) il a été modifié de façon permanente de manière à ne plus pouvoir tirer du plomb, des balles ou tout autre projectile. («deactivated firearm»)

«cession» S'entend notamment de la fourniture, de l'échange, du don, du prêt, de la location à bail ou de la location. Le verbe «céder» a un sens correspondant. («transfer»)

«fausse arme à feu» S'entend notamment de tout objet qui n'est ni un pistolet de départ auquel s'applique l'article 2 ni une arme à feu neutralisée à laquelle s'applique l'article 3, et qui, selon le cas :

- a) peut raisonnablement être confondu avec une arme à feu mais n'est ni une arme à feu ni une réplique au sens de l'article 84 du *Code criminel* (Canada);
- b) est une arme à feu mais n'est pas conçu ou adapté pour tirer :
 - (i) soit du plomb, des balles ou tout autre projectile à une vitesse initiale de plus de 152,4 mètres par seconde,
 - (ii) soit du plomb, des balles ou tout autre projectile conçus ou adaptés pour atteindre une vitesse de plus de 152,4 mètres par seconde. («imitation firearm»)

“transfer” includes provide, barter, give, lend, lease or rent. (“cession”, “céder”)

Restriction re transfer

2. (1) No person shall buy, receive by transfer, sell or transfer a convertible starter pistol.

Search and seizure

(2) If a person has sold or transferred a convertible starter pistol contrary to subsection (1) or is suspected of having done so, subsection 158 (1) of the *Provincial Offences Act* shall be deemed to permit a justice of the peace issuing a warrant to authorize the police officer or person named in the warrant to search for, seize and carry before a justice of the peace not only the convertible starter pistol that the person sold or transferred but also any other convertible starter pistols in the person's possession for the purpose of sale or transfer.

Offence

(3) A person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$50,000.

Forfeiture

(4) If a person is convicted of an offence under subsection (3), the court shall also order any convertible starter pistol seized from that person under subsection (2) or at common law forfeited to the Crown.

Restriction re purchase of deactivated firearm

3. (1) No individual shall purchase or receive by transfer a deactivated firearm unless he or she is at least 18 years of age and at the time of purchase or receipt presents valid identification in accordance with section 5.

Restriction re sale of deactivated firearm

(2) No person shall sell or transfer a deactivated firearm to an individual unless the individual is at least 18 years of age and presents valid identification in accordance with section 5.

Reliance on documentation

(3) A person who sells or transfers a deactivated firearm to an individual on the basis of the documentation described in section 5 is not in contravention of subsection (2) if there is no apparent reason to doubt the authenticity of the documentation or that it was issued to the individual providing it.

«pistolet de départ convertible» Instrument conçu pour envoyer un signal et présentant les caractéristiques suivantes :

- a) il tire des cartouches à blanc;
- b) il peut être adapté pour être utilisé comme arme à feu;
- c) une fois ainsi adapté, il peut tirer des cartouches pleines. («convertible starter pistol»)

Restriction : cession

2. (1) Nul ne doit acheter, recevoir par voie de cession, vendre ou céder un pistolet de départ convertible.

Perquisition et saisie

(2) Si une personne a vendu ou cédé un pistolet de départ convertible contrairement au paragraphe (1) ou est soupçonnée de l'avoir fait, le paragraphe 158 (1) de la *Loi sur les infractions provinciales* est réputé permettre à un juge de paix de décerner un mandat autorisant l'agent de police ou la personne qui y est nommée à chercher, à saisir et à apporter devant un juge de paix non seulement le pistolet de départ convertible que la personne a vendu ou cédé mais aussi tout autre pistolet de départ convertible qu'elle a en sa possession à des fins de vente ou de cession.

Infraction

(3) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 50 000 \$.

Confiscation

(4) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (3), le tribunal ordonne également que soit confisqué au profit de la Couronne tout pistolet de départ convertible saisi entre ses mains en vertu du paragraphe (2) ou en vertu de la common law.

Restriction : achat d'armes à feu neutralisées

3. (1) Nul particulier ne doit acheter, ou recevoir par voie de cession, une arme à feu neutralisée à moins d'être âgé d'au moins 18 ans et de présenter, au moment de l'achat ou de la réception, une pièce d'identité valide conformément à l'article 5.

Restriction : vente d'armes à feu neutralisées

(2) Nulle personne ne doit vendre ou céder une arme à feu neutralisée à un particulier à moins qu'il ne soit âgé d'au moins 18 ans et qu'il ne présente une pièce d'identité valide conformément à l'article 5.

Document fiable à première vue

(3) Toute personne qui vend ou cède une arme à feu neutralisée à un particulier sur la foi d'un document visé à l'article 5 ne contrevient pas au paragraphe (2) s'il n'y a aucun motif apparent de douter de l'authenticité du document ou qu'il ait été délivré au particulier qui le présente.

Search and seizure

(4) If a person has sold or transferred a deactivated firearm contrary to subsection (2) or is suspected of having done so, subsection 158 (1) of the *Provincial Offences Act* shall be deemed to permit a justice of the peace issuing a warrant to authorize the police officer or person named in the warrant to search for, seize and carry before a justice of the peace not only the deactivated firearm that the person sold or transferred but also any other deactivated firearms in the person's possession for the purpose of sale or transfer.

Offence

(5) A person who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

Forfeiture

(6) If a person is convicted of an offence under subsection (5), the court shall also order any deactivated firearms seized from that person under subsection (4) or at common law forfeited to the Crown.

Restriction re sale of imitation firearms

4. (1) No person shall, in the course of running a business, sell or transfer an imitation firearm to an individual unless the individual is at least 18 years of age and presents valid identification in accordance with section 5.

**Exception**

(2) Subsection (1) does not apply with respect to a temporary transfer of an imitation firearm to an individual to permit the individual to use the imitation firearm on the business premises or in an area that is under the control of the business.

Reliance on documentation

(3) A person who sells or transfers an imitation firearm to an individual on the basis of the documentation described in section 5 does not contravene subsection (1) if there is no apparent reason to doubt the authenticity of the documentation or that it was issued to the individual providing it.

Search and seizure

(4) If a person has sold or transferred an imitation firearm contrary to subsection (1) or is suspected of having done so, subsection 158 (1) of the *Provincial Offences Act* shall be deemed to permit a justice of the peace issuing a warrant to authorize the police officer or person named in the warrant to search for, seize and carry before a justice of the peace not only the imitation firearm that the person sold or transferred but also any other imitation firearms in the person's possession for the purpose of sale or transfer.

Offence

(5) A person who contravenes subsection (1) is guilty

Perquisition et saisie

(4) Si une personne a vendu ou cédé une arme à feu neutralisée contrairement au paragraphe (2) ou est soupçonnée de l'avoir fait, le paragraphe 158 (1) de la *Loi sur les infractions provinciales* est réputé permettre à un juge de paix de décerner un mandat autorisant l'agent de police ou la personne qui y est nommée à chercher, à saisir et à apporter devant un juge de paix non seulement l'arme à feu neutralisée que la personne a vendue ou cédée mais aussi toute autre arme à feu neutralisée qu'elle a en sa possession à des fins de vente ou de cession.

Infraction

(5) Quiconque contrevient au paragraphe (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 25 000 \$.

Confiscation

(6) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (5), le tribunal ordonne également que soit confisquée au profit de la Couronne toute arme à feu neutralisée saisie entre ses mains en vertu du paragraphe (4) ou en vertu de la common law.

Restriction : vente de fausses armes à feu

4. (1) Nulle personne ne doit, dans le cadre de son commerce, vendre ou céder une fausse arme à feu à un particulier à moins qu'il ne soit âgé d'au moins 18 ans et qu'il ne présente une pièce d'identité valide conformément à l'article 5.

**Exception**

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas de la cession temporaire d'une fausse arme à feu à un particulier pour permettre à celui-ci de l'utiliser dans les locaux commerciaux ou dans une aire qui est sous le contrôle du commerce.

Document fiable à première vue

(3) Toute personne qui vend ou cède une fausse arme à feu à un particulier sur la foi d'un document visé à l'article 5 ne contrevient pas au paragraphe (1) s'il n'y a aucun motif apparent de douter de l'authenticité du document ou qu'il ait été délivré au particulier qui le présente.

Perquisition et saisie

(4) Si une personne a vendu ou cédé une fausse arme à feu contrairement au paragraphe (1) ou est soupçonnée de l'avoir fait, le paragraphe 158 (1) de la *Loi sur les infractions provinciales* est réputé permettre à un juge de paix de décerner un mandat autorisant l'agent de police ou la personne qui y est nommée à chercher, à saisir et à apporter devant un juge de paix non seulement la fausse arme à feu que la personne a vendue ou cédée mais aussi toute autre fausse arme à feu qu'elle a en sa possession à des fins de vente ou de cession.

Infraction

(5) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est cou-

of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$15,000.

Forfeiture

(6) If a person is convicted of an offence under subsection (5), the court may also order any imitation firearms seized from that person under subsection (4) or at common law forfeited to the Crown.

Identification

5. (1) Either of the following two types of identification is acceptable for the purposes of sections 3 and 4:

1. Valid identification issued as required by subsection (2) that has the individual's photograph and age or date of birth.
2. Valid identification issued as required by subsection (2) that has the individual's age or date of birth and a valid permit issued by the chief firearms officer for Ontario that states that the individual named in the permit may purchase a deactivated firearm, imitation firearm or both, as the case may be, without presenting photo identification.

Issuance of identification

(2) Identification for the purposes of paragraph 1 of subsection (1) must be issued by,

- (a) the Government of Canada;
- (b) the government of a province or territory in Canada;
- (c) a municipality in Canada;
- (d) an agency, board or commission of a government or municipality described in clause (a), (b) or (c); or
- (e) a foreign government or an agency of a foreign government.

Issuance of permit

(3) The permit described in paragraph 2 of subsection (1) shall be issued to every applicant who is at least 18 years old and who submits to the chief firearms officer for Ontario a document,

- (a) stating that the applicant objects on religious grounds to having his or her photograph taken; and
- (b) signed by a person who is of the same religion as the applicant and who is eligible under subsection 20 (3) or (4) of the *Marriage Act* to be registered as a person authorized to solemnize marriage.

Same

- (4) The document required under subsection (3) shall

pable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 15 000 \$.

Confiscation

(6) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (5), le tribunal peut également ordonner que soit confisquée au profit de la Couronne toute fausse arme à feu saisie entre ses mains en vertu du paragraphe (4) ou en vertu de la common law.

Pièces d'identité

5. (1) L'un ou l'autre des deux types de pièces d'identité suivantes est acceptable pour l'application des articles 3 et 4 :

1. Une pièce d'identité valide délivrée de la façon exigée par le paragraphe (2) sur laquelle figurent la photo du particulier ainsi que son âge ou sa date de naissance.
2. Une pièce d'identité valide délivrée de la façon exigée par le paragraphe (2) sur laquelle figure l'âge ou la date de naissance du particulier et un permis valide qui lui a été délivré par le contrôleur des armes à feu de l'Ontario indiquant que le particulier qui y est nommé peut acheter une arme à feu neutralisée ou une fausse arme à feu, ou les deux, selon le cas, sans avoir à présenter une pièce d'identité avec photo.

Délivrance de la pièce d'identité

(2) Pour l'application de la disposition 1 du paragraphe (1), la pièce d'identité doit être délivrée par l'une ou l'autre des entités suivantes :

- a) le gouvernement du Canada;
- b) le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada;
- c) une municipalité du Canada;
- d) un organisme, un conseil ou une commission d'un gouvernement ou d'une municipalité visés à l'alinéa a), b) ou c);
- e) un gouvernement étranger ou un de ses organismes.

Délivrance du permis

(3) Le permis visé à la disposition 2 du paragraphe (1) est délivré à chaque personne âgée d'au moins 18 ans qui en fait la demande et qui présente au contrôleur des armes à feu de l'Ontario un document qui répond aux exigences suivantes :

- a) il indique que l'auteur de la demande s'oppose pour des motifs religieux à se faire photographier;
- b) il est signé par une personne qui est de la même religion que l'auteur de la demande et qui est admissible, en vertu du paragraphe 20 (3) ou (4) de la *Loi sur le mariage*, à être inscrite comme personne autorisée à célébrer un mariage.

Idem

- (4) Le document exigé aux termes du paragraphe (3)

be in a form provided or approved by the chief firearms officer for Ontario.

Commencement

6. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.



Same

(2) Sections 3 and 4 come into force on the day that is 90 days after the day this Act receives Royal Assent.



Short title

7. The short title of this Act is the *Imitation Firearms Regulation Act, 2000*.

est rédigé selon la formule que fournit ou qu'approuve le contrôleur des armes à feu de l'Ontario.

Entrée en vigueur

6. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.



Idem

(2) Les articles 3 et 4 entrent en vigueur le 90^e jour suivant le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.



Titre abrégé

7. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur la réglementation des fausses armes à feu*.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 133

*(Chapter 37
Statutes of Ontario, 2000)*

**An Act to regulate
the sale of imitation firearms**

The Hon. D. Tsubouchi
Solicitor General

1st Reading	October 24, 2000
2nd Reading	December 20, 2000
3rd Reading	December 20, 2000
Royal Assent	December 21, 2000

Projet de loi 133

*(Chapitre 37
Lois de l'Ontario de 2000)*

**Loi visant à réglementer
la vente des fausses armes à feu**

L'honorable D. Tsubouchi
Solliciteur général

1 ^{re} lecture	24 octobre 2000
2 ^e lecture	20 décembre 2000
3 ^e lecture	20 décembre 2000
Sanction royale	21 décembre 2000



An Act to regulate the sale of imitation firearms

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“convertible starter pistol” means a device designed for signalling that,

- (a) discharges a blank cartridge,
- (b) can be adapted for use as a firearm, and
- (c) when so adapted can discharge a live cartridge; (“pistolet de départ convertible”)

“deactivated firearm” means a device that,

- (a) was designed or adapted to discharge,
 - (i) a shot, bullet or other projectile at a muzzle velocity exceeding 152.4 metres per second, or
 - (ii) a shot, bullet or other projectile that is designed or adapted to attain a velocity exceeding 152.4 metres per second, and
- (b) has been permanently altered so that it is no longer capable of discharging any shot, bullet or other projectile; (“arme à feu neutralisée”)

“firearm” means a firearm as defined in section 2 of the *Criminal Code* (Canada); (“arme à feu”)

“imitation firearm” includes any object other than a starter pistol to which section 2 applies or a deactivated firearm to which section 3 applies, if the object,

- (a) could reasonably be mistaken for a firearm but is not a firearm or a replica firearm as defined in section 84 of the *Criminal Code* (Canada), or
- (b) is a firearm but is not designed or adapted to discharge,
 - (i) a shot, bullet or other projectile at a muzzle velocity exceeding 152.4 metres per second, or
 - (ii) a shot, bullet or other projectile that is designed or adapted to attain a velocity exceeding 152.4 metres per second; (“fausse arme à feu”)

Loi visant à réglementer la vente des fausses armes à feu

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«arme à feu» S'entend au sens de l'article 2 du *Code criminel* (Canada). («firearm»)

«arme à feu neutralisée» Instrument qui présente les caractéristiques suivantes :

- a) il a été conçu ou adapté pour tirer :
 - (i) soit du plomb, des balles ou tout autre projectile à une vitesse initiale de plus de 152,4 mètres par seconde,
 - (ii) soit du plomb, des balles ou tout autre projectile conçus ou adaptés pour atteindre une vitesse de plus de 152,4 mètres par seconde;
- b) il a été modifié de façon permanente de manière à ne plus pouvoir tirer du plomb, des balles ou tout autre projectile. («deactivated firearm»)

«cession» S'entend notamment de la fourniture, de l'échange, du don, du prêt, de la location à bail ou de la location. Le verbe «céder» a un sens correspondant. («transfer»)

«fausse arme à feu» S'entend notamment de tout objet qui n'est ni un pistolet de départ auquel s'applique l'article 2 ni une arme à feu neutralisée à laquelle s'applique l'article 3, et qui, selon le cas :

- a) peut raisonnablement être confondu avec une arme à feu mais n'est ni une arme à feu ni une réplique au sens de l'article 84 du *Code criminel* (Canada);
- b) est une arme à feu mais n'est pas conçu ou adapté pour tirer :
 - (i) soit du plomb, des balles ou tout autre projectile à une vitesse initiale de plus de 152,4 mètres par seconde,
 - (ii) soit du plomb, des balles ou tout autre projectile conçus ou adaptés pour atteindre une vitesse de plus de 152,4 mètres par seconde. («imitation firearm»)

“transfer” includes provide, barter, give, lend, lease or rent. (“cession”, “céder”)

Restriction re transfer

2. (1) No person shall buy, receive by transfer, sell or transfer a convertible starter pistol.

Search and seizure

(2) If a person has sold or transferred a convertible starter pistol contrary to subsection (1) or is suspected of having done so, subsection 158 (1) of the *Provincial Offences Act* shall be deemed to permit a justice of the peace issuing a warrant to authorize the police officer or person named in the warrant to search for, seize and carry before a justice of the peace not only the convertible starter pistol that the person sold or transferred but also any other convertible starter pistols in the person's possession for the purpose of sale or transfer.

Offence

(3) A person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$50,000.

Forfeiture

(4) If a person is convicted of an offence under subsection (3), the court shall also order any convertible starter pistol seized from that person under subsection (2) or at common law forfeited to the Crown.

Restriction re purchase of deactivated firearm

3. (1) No individual shall purchase or receive by transfer a deactivated firearm unless he or she is at least 18 years of age and at the time of purchase or receipt presents valid identification in accordance with section 5.

Restriction re sale of deactivated firearm

(2) No person shall sell or transfer a deactivated firearm to an individual unless the individual is at least 18 years of age and presents valid identification in accordance with section 5.

Reliance on documentation

(3) A person who sells or transfers a deactivated firearm to an individual on the basis of the documentation described in section 5 is not in contravention of subsection (2) if there is no apparent reason to doubt the authenticity of the documentation or that it was issued to the individual providing it.

«pistolet de départ convertible» Instrument conçu pour envoyer un signal et présentant les caractéristiques suivantes :

- a) il tire des cartouches à blanc;
- b) il peut être adapté pour être utilisé comme arme à feu;
- c) une fois ainsi adapté, il peut tirer des cartouches pleines. («convertible starter pistol»)

Restriction : cession

2. (1) Nul ne doit acheter, recevoir par voie de cession, vendre ou céder un pistolet de départ convertible.

Perquisition et saisie

(2) Si une personne a vendu ou cédé un pistolet de départ convertible contrairement au paragraphe (1) ou est soupçonnée de l'avoir fait, le paragraphe 158 (1) de la *Loi sur les infractions provinciales* est réputé permettre à un juge de paix de décerner un mandat autorisant l'agent de police ou la personne qui y est nommée à chercher, à saisir et à apporter devant un juge de paix non seulement le pistolet de départ convertible que la personne a vendu ou cédé mais aussi tout autre pistolet de départ convertible qu'elle a en sa possession à des fins de vente ou de cession.

Infraction

(3) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 50 000 \$.

Confiscation

(4) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (3), le tribunal ordonne également que soit confisqué au profit de la Couronne tout pistolet de départ convertible saisi entre ses mains en vertu du paragraphe (2) ou en vertu de la common law.

Restriction : achat d'armes à feu neutralisées

3. (1) Nul particulier ne doit acheter, ou recevoir par voie de cession, une arme à feu neutralisée à moins d'être âgé d'au moins 18 ans et de présenter, au moment de l'achat ou de la réception, une pièce d'identité valide conformément à l'article 5.

Restriction : vente d'armes à feu neutralisées

(2) Nulle personne ne doit vendre ou céder une arme à feu neutralisée à un particulier à moins qu'il ne soit âgé d'au moins 18 ans et qu'il ne présente une pièce d'identité valide conformément à l'article 5.

Document fiable à première vue

(3) Toute personne qui vend ou cède une arme à feu neutralisée à un particulier sur la foi d'un document visé à l'article 5 ne contrevient pas au paragraphe (2) s'il n'y a aucun motif apparent de douter de l'authenticité du document ou qu'il ait été délivré au particulier qui le présente.

Search and seizure

(4) If a person has sold or transferred a deactivated firearm contrary to subsection (2) or is suspected of having done so, subsection 158 (1) of the *Provincial Offences Act* shall be deemed to permit a justice of the peace issuing a warrant to authorize the police officer or person named in the warrant to search for, seize and carry before a justice of the peace not only the deactivated firearm that the person sold or transferred but also any other deactivated firearms in the person's possession for the purpose of sale or transfer.

Offence

(5) A person who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

Forfeiture

(6) If a person is convicted of an offence under subsection (5), the court shall also order any deactivated firearms seized from that person under subsection (4) or at common law forfeited to the Crown.

Restriction re sale of imitation firearms

4. (1) No person shall, in the course of running a business, sell or transfer an imitation firearm to an individual unless the individual is at least 18 years of age and presents valid identification in accordance with section 5.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply with respect to a temporary transfer of an imitation firearm to an individual to permit the individual to use the imitation firearm on the business premises or in an area that is under the control of the business.

Reliance on documentation

(3) A person who sells or transfers an imitation firearm to an individual on the basis of the documentation described in section 5 does not contravene subsection (1) if there is no apparent reason to doubt the authenticity of the documentation or that it was issued to the individual providing it.

Search and seizure

(4) If a person has sold or transferred an imitation firearm contrary to subsection (1) or is suspected of having done so, subsection 158 (1) of the *Provincial Offences Act* shall be deemed to permit a justice of the peace issuing a warrant to authorize the police officer or person named in the warrant to search for, seize and carry before a justice of the peace not only the imitation firearm that the person sold or transferred but also any other imitation firearms in the person's possession for the purpose of sale or transfer.

Offence

(5) A person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$15,000.

Perquisition et saisie

(4) Si une personne a vendu ou cédé une arme à feu neutralisée contrairement au paragraphe (2) ou est soupçonnée de l'avoir fait, le paragraphe 158 (1) de la *Loi sur les infractions provinciales* est réputé permettre à un juge de paix de décerner un mandat autorisant l'agent de police ou la personne qui y est nommée à chercher, à saisir et à apporter devant un juge de paix non seulement l'arme à feu neutralisée que la personne a vendue ou cédée mais aussi toute autre arme à feu neutralisée qu'elle a en sa possession à des fins de vente ou de cession.

Infraction

(5) Quiconque contrevient au paragraphe (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 25 000 \$.

Confiscation

(6) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (5), le tribunal ordonne également que soit confisquée au profit de la Couronne toute arme à feu neutralisée saisie entre ses mains en vertu du paragraphe (4) ou en vertu de la common law.

Restriction : vente de fausses armes à feu

4. (1) Nulle personne ne doit, dans le cadre de son commerce, vendre ou céder une fausse arme à feu à un particulier à moins qu'il ne soit âgé d'au moins 18 ans et qu'il ne présente une pièce d'identité valide conformément à l'article 5.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas de la cession temporaire d'une fausse arme à feu à un particulier pour permettre à celui-ci de l'utiliser dans les locaux commerciaux ou dans une aire qui est sous le contrôle du commerce.

Document fiable à première vue

(3) Toute personne qui vend ou cède une fausse arme à feu à un particulier sur la foi d'un document visé à l'article 5 ne contrevient pas au paragraphe (1) s'il n'y a aucun motif apparent de douter de l'authenticité du document ou qu'il ait été délivré au particulier qui le présente.

Perquisition et saisie

(4) Si une personne a vendu ou cédé une fausse arme à feu contrairement au paragraphe (1) ou est soupçonnée de l'avoir fait, le paragraphe 158 (1) de la *Loi sur les infractions provinciales* est réputé permettre à un juge de paix de décerner un mandat autorisant l'agent de police ou la personne qui y est nommée à chercher, à saisir et à apporter devant un juge de paix non seulement la fausse arme à feu que la personne a vendue ou cédée mais aussi toute autre fausse arme à feu qu'elle a en sa possession à des fins de vente ou de cession.

Infraction

(5) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 15 000 \$.

Forfeiture

(6) If a person is convicted of an offence under subsection (5), the court may also order any imitation firearms seized from that person under subsection (4) or at common law forfeited to the Crown.

Identification

5. (1) Either of the following two types of identification is acceptable for the purposes of sections 3 and 4:

1. Valid identification issued as required by subsection (2) that has the individual's photograph and age or date of birth.
2. Valid identification issued as required by subsection (2) that has the individual's age or date of birth and a valid permit issued by the chief firearms officer for Ontario that states that the individual named in the permit may purchase a deactivated firearm, imitation firearm or both, as the case may be, without presenting photo identification.

Issuance of identification

(2) Identification for the purposes of paragraph 1 of subsection (1) must be issued by,

- (a) the Government of Canada;
- (b) the government of a province or territory in Canada;
- (c) a municipality in Canada;
- (d) an agency, board or commission of a government or municipality described in clause (a), (b) or (c); or
- (e) a foreign government or an agency of a foreign government.

Issuance of permit

(3) The permit described in paragraph 2 of subsection (1) shall be issued to every applicant who is at least 18 years old and who submits to the chief firearms officer for Ontario a document,

- (a) stating that the applicant objects on religious grounds to having his or her photograph taken; and
- (b) signed by a person who is of the same religion as the applicant and who is eligible under subsection 20 (3) or (4) of the *Marriage Act* to be registered as a person authorized to solemnize marriage.

Same

(4) The document required under subsection (3) shall be in a form provided or approved by the chief firearms officer for Ontario.

Confiscation

(6) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (5), le tribunal peut également ordonner que soit confisquée au profit de la Couronne toute fausse arme à feu saisie entre ses mains en vertu du paragraphe (4) ou en vertu de la common law.

Pièces d'identité

5. (1) L'un ou l'autre des deux types de pièces d'identité suivantes est acceptable pour l'application des articles 3 et 4 :

1. Une pièce d'identité valide délivrée de la façon exigée par le paragraphe (2) sur laquelle figurent la photo du particulier ainsi que son âge ou sa date de naissance.
2. Une pièce d'identité valide délivrée de la façon exigée par le paragraphe (2) sur laquelle figure l'âge ou la date de naissance du particulier et un permis valide qui lui a été délivré par le contrôleur des armes à feu de l'Ontario indiquant que le particulier qui y est nommé peut acheter une arme à feu neutralisée ou une fausse arme à feu, ou les deux, selon le cas, sans avoir à présenter une pièce d'identité avec photo.

Délivrance de la pièce d'identité

(2) Pour l'application de la disposition 1 du paragraphe (1), la pièce d'identité doit être délivrée par l'une ou l'autre des entités suivantes :

- a) le gouvernement du Canada;
- b) le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada;
- c) une municipalité du Canada;
- d) un organisme, un conseil ou une commission d'un gouvernement ou d'une municipalité visés à l'alinéa a), b) ou c);
- e) un gouvernement étranger ou un de ses organismes.

Délivrance du permis

(3) Le permis visé à la disposition 2 du paragraphe (1) est délivré à chaque personne âgée d'au moins 18 ans qui en fait la demande et qui présente au contrôleur des armes à feu de l'Ontario un document qui répond aux exigences suivantes :

- a) il indique que l'auteur de la demande s'oppose pour des motifs religieux à se faire photographier;
- b) il est signé par une personne qui est de la même religion que l'auteur de la demande et qui est admissible, en vertu du paragraphe 20 (3) ou (4) de la *Loi sur le mariage*, à être inscrite comme personne autorisée à célébrer un mariage.

Idem

(4) Le document exigé aux termes du paragraphe (3) est rédigé selon la formule que fournit ou qu'approuve le contrôleur des armes à feu de l'Ontario.

Commencement

6. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 3 and 4 come into force on the day that is 90 days after the day this Act receives Royal Assent.

Short title

7. The short title of this Act is the *Imitation Firearms Regulation Act, 2000*.

Entrée en vigueur

6. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 3 et 4 entrent en vigueur le 90^e jour suivant le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

7. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur la réglementation des fausses armes à feu*.

A2 013
XB
356



Gouvernement
Publication

1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 134

**An Act proclaiming
Irish Heritage Day**

Mr. O'Toole

Private Member's Bill

1st Reading November 1, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

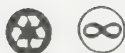
Projet de loi 134

**Loi proclamant le
Jour du patrimoine irlandais**

M. O'Toole

Projet de loi de député

1^{re} lecture 1^{er} novembre 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



An Act proclaiming Irish Heritage Day

Loi proclamant le Jour du patrimoine irlandais

Preamble

Irish immigrants were among the earliest settlers in Canada. In 1845, Irish immigrants, fleeing the potato famine in Ireland, began settling in Ontario in large numbers. They brought to Ontario and Canada their values of hard work, devotion to family, service to the community and the perpetual hope for a better future for themselves and their fellow citizens.

Ontario citizens of Irish descent made significant contributions to the founding of Canada. They have made and continue to make significant contributions to the development of Canada, especially over the more than 150 years since the first large waves of Irish immigration. It is important to recognize and celebrate those contributions.

Today the rich cultural heritage of Canada's Irish community is an integral part of Canadian national culture and identity and belongs, by right, to all Canadians of all backgrounds. As evidence of that fact, the coat of arms of Canada bears several symbols of Irish heritage: the Royal Harp of Tara representing the historic coronation place of the High King or Ard Righ of Ireland and the Shamrock and Cross of Saint Patrick.

It is appropriate to recognize March 17, the day of Saint Patrick, the patron saint of the Irish, as Irish Heritage Day in Ontario.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Irish Heritage Day

1. March 17 in each year is proclaimed as Irish Heritage Day.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Irish Heritage Day Act, 2000*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims March 17 in each year as Irish Heritage Day.

Préambule

Les immigrants irlandais furent parmi les premiers à s'établir au Canada. Dès 1845, bon nombre de ces immigrants, fuyant la grande famine, vinrent s'établir en Ontario. Ils amenèrent leurs valeurs traditionnelles en Ontario et au Canada : amour du travail, dévouement à la famille, service à la collectivité et espoir perpétuel d'un avenir meilleur pour eux-mêmes et leurs concitoyens.

Les citoyens ontariens de descendance irlandaise ont joué un rôle de premier plan dans la fondation du Canada. Ils ont participé et ne cessent de participer à la croissance du pays, plus particulièrement depuis les premières grandes vagues de l'immigration irlandaise il y a plus d'un siècle et demi. Il importe de reconnaître et de célébrer cet apport.

Aujourd'hui, le riche patrimoine culturel de la communauté irlandaise du Canada fait partie intégrante de notre culture et de notre identité nationales et appartient de droit aux Canadiens de toutes souches. En font foi les armoiries du Canada, qui portent plusieurs symboles d'origine irlandaise : la harpe d'or de Tara, lieu où étaient proclamés les rois suprêmes ou Aird Righ d'Irlande, de même que le trèfle et la croix de saint Patrick.

Il convient de reconnaître le 17 mars, fête de la saint Patrick, patron des Irlandais, comme Jour du patrimoine irlandais en Ontario.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Jour du patrimoine irlandais

1. Le 17 mars de chaque année est proclamé Jour du patrimoine irlandais.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur le Jour du patrimoine irlandais*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame le 17 mars Jour du patrimoine irlandais.

A2 ON
XS
E56



Government
Publications

1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 135

**An Act to amend the
Public Hospitals Act
to regulate the use of
restraints that are not
part of medical treatment**

Ms. Lankin

Private Member's Bill

1st Reading November 1, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 135

**Loi modifiant la Loi sur les hôpitaux
publics pour réglementer l'utilisation
de mesures de contention
qui ne font pas partie
d'un traitement médical**

Mme Lankin

Projet de loi de député

1^{re} lecture 1^{er} novembre 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Public Hospitals Act* to enact new section 34.1 to regulate the use of restraints that are not part of a patient's medical treatment. A restraint may be used only on the written order of a physician to protect the patient or others from serious bodily injury. The least restrictive restraint that will provide the necessary protection must be used. The use of a restraint in excess of two hours requires reassessment and a new order by a physician. Policies and procedures governing the use of restraints must be established by hospitals, consistent with the rules set out in the section. The policies and procedures must be provided to patients on admission and posted in patient rooms.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur les hôpitaux publics* et édicte un nouvel article 34.1 pour réglementer l'utilisation des mesures de contention qui ne font pas partie du traitement médical d'un malade. Une mesure de contention ne peut être utilisée que sur l'ordre écrit d'un médecin pour protéger le malade ou d'autres personnes contre des lésions corporelles graves. Il faut utiliser la mesure de contention la moins restrictive et qui fournit la protection nécessaire. L'utilisation d'une mesure de contention pendant plus de deux heures est subordonnée à la réévaluation de sa nécessité et à la prise d'un nouvel ordre par un médecin. Les hôpitaux doivent établir des politiques et des méthodes régissant l'utilisation de mesures de contention qui sont compatibles avec les règles énoncées dans l'article. Ces politiques et méthodes doivent être fournies aux malades lors de leur admission et affichées dans les chambres des malades.

**An Act to amend the
Public Hospitals Act
to regulate the use of
restraints that are not
part of medical treatment**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Public Hospitals Act* is amended by adding the following section:

Patient restraints

34.1 (1) A hospital may use a restraint for a patient only in accordance with this section.

Definitions

(2) In this section,

“restraint” means a physical restraint in the form of a device, apparatus or barrier used to restrict a patient’s freedom of movement for purposes other than medical treatment of the patient; (“mesure de contention”)

“substitute decision-maker” means a patient’s substitute decision-maker under Part II of the *Health Care Consent Act, 1996*. (“mandataire spécial”)

Permitted use

(3) A hospital may use a restraint only if all of the following conditions are satisfied:

1. The use of the restraint is necessary to protect the patient or others from serious bodily injury.
2. Consent to the use of the restraint is given by the patient or by the patient’s substitute decision-maker, if the patient is incapable of giving consent.
3. The use of the restraint is ordered in writing by a physician.

Exception

(4) Despite paragraph 2 of subsection (3), a restraint may be used without the consent of the patient or the patient’s substitute decision-maker if immediate action is necessary to prevent serious bodily injury to the patient or to others.

**Loi modifiant la Loi sur les hôpitaux publics
pour réglementer l’utilisation de mesures
de contention qui ne font pas partie
d’un traitement médical**

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. La *Loi sur les hôpitaux publics* est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Mesures de contention

34.1 (1) Un hôpital ne peut utiliser une mesure de contention à l’égard d’un malade que conformément au présent article.

Définitions

(2) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«mandataire spécial» Mandataire spécial d’un malade au sens de la partie II de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*. («substitute decision-maker»)

«mesure de contention» S’entend de la contention physique d’un malade au moyen d’un dispositif, d’un appareil ou d’une barrière utilisé pour restreindre sa liberté de mouvement à des fins non reliées à son traitement médical. («restraint»)

Utilisation permise

(3) Un hôpital ne peut utiliser une mesure de contention que si toutes les conditions suivantes sont réunies :

1. L’utilisation de la mesure de contention est nécessaire pour protéger le malade ou d’autres personnes contre des lésions corporelles graves.
2. Le malade ou, s’il est incapable de donner son consentement, son mandataire spécial consent à l’utilisation de la mesure de contention.
3. Un médecin ordonne par écrit l’utilisation de la mesure de contention.

Exception

(4) Malgré la disposition 2 du paragraphe (3), une mesure de contention peut être utilisée sans le consentement du malade ou de son mandataire spécial si des mesures immédiates sont nécessaires pour empêcher le malade de s’infliger des lésions corporelles graves ou d’en infliger à une autre personne.

Physician's order

(5) In making an order for the use or continued use of a restraint, a physician shall determine the type of restraint that will provide the necessary protection with the least restriction on the patient and shall specify the use of that type of restraint in the order.

No physical injury

(6) A restraint must be designed not to cause physical injury to the patient and must be designed to cause the least amount of discomfort to the patient.

Trained staff

(7) A restraint may be applied only by a person who has received appropriate training on the proper use of the restraint, on alternate types of restraints and on other methods to identify and resolve situations that may otherwise require the use of a restraint.

Duration of use

(8) A restraint must not be used for a period longer than necessary and, in no case, for a period exceeding two hours unless a physician reassesses the need for the restraint and gives a new written order under this section.

Monitoring

(9) Hospital staff shall examine a patient at least every 15 minutes while the patient's freedom of movement is restricted by a restraint and shall change the patient's position every hour.

Patient chart

(10) Every use of a restraint must be noted on the patient's chart with the following information:

1. The type of restraint used.
2. The date, the time and the length of time the restraint is used.
3. The types of less restrictive restraints considered by the physician and the reasons they were not specified in the order.
4. If appropriate for the patient, information on treatment planning designed to reduce the need to use a restraint.

Disclosure of information

(11) If a restraint is used without the consent of the patient or the patient's substitute decision-maker in circumstances described in subsection (4), the hospital shall disclose the information described in subsection (10) concerning the use of the restraint to the patient or the substitute decision-maker within a reasonable time after the use of the restraint.

Ordre du médecin

(5) Lorsqu'il ordonne l'utilisation ponctuelle ou continue d'une mesure de contention, le médecin établit le type de mesure qui fournira la protection nécessaire tout en restreignant le moins possible le malade. Il précise l'utilisation de ce type de mesure dans l'ordre.

Aucune blessure physique

(6) La mesure de contention doit être conçue de façon à ne pas blesser physiquement le malade et à l'indisposer le moins possible.

Personnel qualifié

(7) La mesure de contention ne peut être appliquée que par une personne qui a reçu une formation appropriée relativement à son utilisation adéquate, à d'autres types de mesure de contention et à d'autres méthodes permettant d'identifier et de résoudre les situations qui peuvent autrement nécessiter l'utilisation d'une mesure de contention.

Durée de l'utilisation d'une mesure de contention

(8) Une mesure de contention ne doit pas être utilisée pour une période plus longue qu'il est nécessaire et, en aucun cas, ne doit dépasser deux heures, sauf si un médecin réévalue sa nécessité et donne un nouvel ordre écrit aux termes du présent article.

Surveillance

(9) Le personnel hospitalier examine au moins toutes les 15 minutes le malade dont la liberté de mouvement est restreinte par une mesure de contention. Le personnel change la position du malade toutes les heures.

Dossier du malade

(10) Chaque utilisation d'une mesure de contention est consignée au dossier du malade, avec les renseignements suivants :

1. Le type de mesure de contention utilisé.
2. La date et l'heure de l'utilisation de la mesure de contention, ainsi que sa durée d'utilisation.
3. Les types de mesures de contention moins restrictives qu'a envisagés le médecin et les raisons pour lesquelles ils ne sont pas précisés dans l'ordre.
4. Si cela est approprié dans le cas du malade, des renseignements sur la planification du traitement visant à réduire la nécessité d'utiliser une mesure de contention.

Divulgence de renseignements

(11) Si une mesure de contention est utilisée sans le consentement du malade ou de son mandataire spécial dans les circonstances décrites au paragraphe (4), l'hôpital divulgue les renseignements décrits au paragraphe (10) concernant l'utilisation de la mesure de contention au malade ou à son mandataire spécial dans un délai raisonnable après l'utilisation de la mesure.

Prohibited use

(12) A restraint must not be used for any of the following purposes:

1. Replacement of personal attention to the patient or to reduce the need for staff supervision or medical treatment of the patient.
2. Punishment of the patient.
3. Convenience of the hospital staff.

Policies and procedures

(13) Every hospital shall establish written policies and procedures governing the use of restraints that comply with the requirements listed in subsections (3) to (12).

Available to patients

(14) Every hospital shall provide a copy of its policies and procedures governing the use of restraints to patients on admission to the hospital and shall post the policies and procedures in patient rooms.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Public Hospitals Amendment Act (Patient Restraints), 2000*.

Utilisation interdite

(12) Une mesure de contention ne doit pas être utilisée à l'une quelconque des fins suivantes :

1. Le remplacement de toute attention personnelle destinée au malade ou la réduction du besoin, pour le personnel, de surveiller le malade ou de lui fournir un traitement médical.
2. La punition du malade.
3. La commodité du personnel hospitalier.

Politiques et méthodes

(13) Chaque hôpital établit par écrit des politiques et des méthodes régissant l'utilisation de mesures de contention qui sont compatibles avec les exigences énumérées aux paragraphes (3) à (12).

Communication aux malades

(14) Chaque hôpital fournit une copie de ses politiques et méthodes régissant l'utilisation de mesures de contention aux malades, à leur admission à l'hôpital, et les affiche dans les chambres des malades.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les hôpitaux publics (mesures de contention)*.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 136

**An Act in respect of
election signs**

Mr. Galt

Private Member's Bill

1st Reading November 2, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 136

**Loi concernant les
panneaux électoraux**

M. Galt

Projet de loi de député

1^{re} lecture 2 novembre 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill prohibits the display of a sign promoting the candidacy of a person for office in a provincial election or by-election until the writ for the election or by-election is issued. The Bill prohibits the display of a sign promoting the candidacy of a person for office in a municipal election or by-election until 25 days before the day of the election or by-election. All signs must be removed within three days after the election or by-election. The Bill also contains an offence provision for failure to comply.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi interdit la pose d'un panneau soutenant la candidature d'une personne à une charge lors d'une élection provinciale générale ou partielle tant que le décret de convocation des électeurs en vue de l'élection générale ou partielle n'a pas été émis. Il interdit aussi la pose d'un panneau soutenant la candidature d'une personne à une charge lors d'une élection municipale générale ou partielle plus de 25 jours précédant le jour de l'élection générale ou partielle. Tous les panneaux doivent être enlevés dans les trois jours qui suivent l'élection générale ou partielle. Le projet de loi prévoit également une infraction en cas d'inobservation de ses dispositions.

An Act in respect of election signs

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Display of provincial election signs

1. (1) No person shall display a sign or permit the display of a sign that promotes the candidacy of a person for political office in a provincial election or by-election until the writ for the election or by-election, as the case may be, is issued.

Display of municipal election signs

(2) No person shall display a sign or permit the display of a sign that promotes the candidacy of a person for municipal office in a municipal election or by-election until 25 days before the day of the election or by-election, as the case may be.

Removal of election signs

(3) If a person displays a sign or permits the display of a sign described in subsection (1) or (2), the person shall remove the sign within three days following the day of the election or by-election, as the case may be.

Exception

(4) Subsections (1), (2) and (3) do not apply to signs displayed at premises used as a campaign office by a candidate in the election or by-election.

Offence

2. (1) Every person who contravenes subsection 1 (1), (2) or (3) is guilty of an offence.

Penalty, individual

(2) Every individual convicted of an offence under subsection (1) is liable to a fine of not more than \$500.

Penalty, corporation

(3) Every corporation convicted of an offence under subsection (1) is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$5,000.

Commencement

3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

4. The short title of this Act is the *Election Signs Act, 2000*.

Loi concernant les panneaux électoraux

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Pose de panneaux électoraux : élection provinciale

1. (1) Nul ne doit poser ni permettre que soit posé un panneau soutenant la candidature d'une personne à une charge politique lors d'une élection provinciale générale ou partielle tant que le décret de convocation des électeurs en vue de l'élection générale ou partielle, selon le cas, n'a pas été émis.

Pose de panneaux électoraux : élection municipale

(2) Nul ne doit poser ni permettre que soit posé un panneau soutenant la candidature d'une personne à une charge municipale lors d'une élection municipale générale ou partielle plus de 25 jours précédant le jour de l'élection générale ou partielle, selon le cas.

Enlèvement des panneaux électoraux

(3) Si une personne pose ou permet que soit posé un panneau décrit au paragraphe (1) ou (2), elle l'enlève dans les trois jours qui suivent le jour de l'élection générale ou partielle, selon le cas.

Exception

(4) Les paragraphes (1), (2) et (3) ne s'appliquent pas aux panneaux posés dans les locaux servant de bureau de campagne électorale d'un candidat à l'élection générale ou partielle.

Infraction

2. (1) Quiconque contrevient au paragraphe 1 (1), (2) ou (3) est coupable d'une infraction.

Peines applicables aux particuliers

(2) Tout particulier déclaré coupable d'une infraction prévue au paragraphe (1) est passible d'une amende d'au plus 500 \$.

Peines applicables aux personnes morales

(3) Toute personne morale déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (1) est passible d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 5 000 \$.

Entrée en vigueur

3. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur les panneaux électoraux*.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 137

**An Act to permit the
Minister of Transportation
to delegate powers and duties
and responsibilities to deliver
program services with respect to
road user safety to persons
in the private sector**

The Hon. D. Turnbull
Minister of Transportation

Government Bill

1st Reading November 2, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 137

**Loi permettant au
ministre des Transports
de déléguer à des personnes
du secteur privé des pouvoirs,
des fonctions et des responsabilités
pour fournir des services liés
à des programmes en matière
de sécurité des usagers de la route**

L'honorable D. Turnbull
Ministre des Transports

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 2 novembre 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill permits the Minister of Transportation to delegate powers, duties and responsibilities relating to road user safety to persons in the private sector. The Minister is authorized to enter into a delegation agreement with a delegate, and to set out in the agreement the limitations, conditions and requirements of the delegation that the Minister considers advisable in the public interest. The delegation, however, will not be effective until the Lieutenant Governor in Council makes a regulation specifying both the delegate and the delegated powers, duties and responsibilities. The Minister may unilaterally amend a delegation agreement for public safety reasons. The Lieutenant Governor in Council may revoke a delegation if the delegate contravenes the Act or regulation containing or authorizing the delegated powers, duties or responsibilities or if it is in the public interest to do so.

Delegates are required to comply with all laws respecting the delegated powers, duties and responsibilities. They are bound by the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*. They are required to report annually, and as requested, to the Minister. It is an offence for a delegate, or a director, officer, employee or agent of a delegate, to knowingly contravene or fail to comply with this Act or the Act or regulation containing or authorizing the delegated powers, duties and responsibilities.

Delegates are not agents of the Crown. The Crown is not liable for any act or failure to act by a delegate.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi permet au ministre des Transports de déléguer à des personnes du secteur privé des pouvoirs, des fonctions et des responsabilités ayant trait à la sécurité des usagers de la route. Le ministre est autorisé à conclure avec un délégataire un accord de délégation dans lequel il peut préciser les restrictions, les conditions et les exigences de la délégation qu'il estime souhaitables dans l'intérêt public. La délégation ne prend toutefois effet que si le lieutenant-gouverneur en conseil précise, par règlement, les pouvoirs, les fonctions et les responsabilités délégués et les personnes à qui ils sont délégués. Le ministre peut modifier unilatéralement un accord de délégation pour des raisons de sécurité publique. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut révoquer une délégation si le délégataire contrevient à la Loi ou au règlement attribuant ou autorisant les pouvoirs, les fonctions ou les responsabilités délégués ou si cela est dans l'intérêt public.

Les délégataires sont tenus de se conformer à toutes les lois s'appliquant aux pouvoirs, aux fonctions et aux responsabilités délégués. Ils sont liés par la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*. Ils sont tenus de présenter au ministre un rapport annuel en plus des autres rapports que celui-ci exige. Est coupable d'une infraction le délégataire, ou son administrateur, dirigeant, employé ou mandataire qui, sciemment, contrevient ou ne se conforme pas à la présente loi ou à la loi ou au règlement attribuant ou autorisant les pouvoirs, les fonctions et les responsabilités délégués.

Les délégataires ne sont pas des mandataires de la Couronne et celle-ci ne peut être tenue responsable des actes des délégataires ou des omissions de la part de ceux-ci.

**An Act to permit the
Minister of Transportation
to delegate powers and duties
and responsibilities to deliver
program services with respect to
road user safety to persons
in the private sector**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“delegate” means an individual, partnership, corporation or unincorporated association to whom the Minister delegates a statutory power or duty or the responsibility to deliver program services in accordance with this Act; (“délégataire”)

“Minister” means the Minister of Transportation or such other member of the Executive Council to whom the administration of Acts assigned to the Minister of Transportation may be assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“Ministry” means the ministry of the Minister. (“ministère”)

Delegation agreements, statutory powers and duties

2. (1) The Minister may enter into an agreement with one or more individuals, partnerships, corporations or unincorporated associations delegating to the individuals, partnerships, corporations or unincorporated associations any of the powers or duties of the Minister, the Ministry or an officer or employee of the Ministry under an Act or regulation relating to road user safety.

Same, responsibilities to deliver services

(2) The Minister may enter into an agreement with one or more individuals, partnerships, corporations or unincorporated associations delegating to the individuals, partnerships, corporations or unincorporated associations the responsibility of the Minister, the Ministry or an officer or employee of the Ministry to deliver all or some of the services of a program relating to road user safety.

Contents of agreement

(3) A delegation agreement shall contain any limita-

**Loi permettant au
ministre des Transports
de déléguer à des personnes
du secteur privé des pouvoirs,
des fonctions et des responsabilités
pour fournir des services liés
à des programmes en matière
de sécurité des usagers de la route**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«délégataire» Particulier, société en nom collectif, société par actions ou association non constituée en personne morale à qui le ministre délègue, conformément à la présente loi, un pouvoir ou une fonction prévu par la loi ou la responsabilité de fournir des services liés à des programmes. («delegate»)

«ministère» Le ministère du ministre. («Ministry»)

«ministre» Le ministre des Transports ou l'autre membre du Conseil exécutif à qui peut être confiée, en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*, l'application de lois confiée au ministre des Transports. («Minister»)

Accords de délégation, pouvoirs et fonctions prévus par la loi

2. (1) Le ministre peut conclure avec un ou plusieurs particuliers ou une ou plusieurs sociétés en nom collectif, sociétés par actions ou associations non constituées en personne morale un accord par lequel il délègue à ceux-ci des pouvoirs ou des fonctions qu'une loi ou qu'un règlement ayant trait à la sécurité des usagers de la route attribue au ministre, au ministère ou à un fonctionnaire ou employé du ministère.

Idem, responsabilité de fournir des services

(2) Le ministre peut conclure avec un ou plusieurs particuliers ou une ou plusieurs sociétés en nom collectif, sociétés par actions ou associations non constituées en personne morale un accord par lequel il délègue à ceux-ci la responsabilité du ministre, du ministère ou d'un fonctionnaire ou employé du ministère de fournir la totalité ou quelques uns des services liés à un programme en matière de sécurité des usagers de la route.

Teneur de l'accord

(3) L'accord de délégation contient les restrictions,

tions, conditions and requirements applicable to the delegation and such other provisions as the Minister considers advisable in the public interest, including provisions,

- (a) requiring that the delegate comply with applicable Ministry standards and policies, including standards and policies relating to quality assurance and audits;
- (b) setting the financial terms of the delegation;
- (c) permitting the delegate to establish fees to be charged to the public, as specified in the agreement and subject to any restrictions set out in the agreement, and, despite section 2 of the *Financial Administration Act*, permitting the delegate to collect and retain all or part of the fees specified in the agreement;
- (d) granting the delegate access to and use of specified Ministry resources, including information databases, solely for the purpose of exercising or performing the delegated powers, duties or responsibilities;
- (e) requiring the delegate to obtain and maintain specified kinds and amounts of insurance;
- (f) providing that the Minister may appoint persons to the board of directors of the delegate, if the delegate is a non-share capital corporation.

Fees

(4) The Minister is hereby authorized to establish fees not already provided for in any Act or regulation administered by the Minister, and to include in the delegation agreement the authority for the delegate to charge such additional fees to the public and, despite section 2 of the *Financial Administration Act*, to collect and retain all or part of such fees.

Forms

(5) Subject to any limitation in the delegation agreement, a delegate may require that the public use forms approved by the delegate for any purpose related to a delegated power, duty or responsibility.

Limitation

(6) The Minister shall not delegate a power to make regulations or to establish program standards or policies.

Regulation required to make delegation effective

3. A delegation under a delegation agreement is not effective unless the Lieutenant Governor in Council makes a regulation,

- (a) prescribing the powers, duties and responsibilities that are to be delegated by a delegation agreement

conditions et exigences applicables à la délégation ainsi que les autres dispositions que le ministre estime souhaitables dans l'intérêt public, y compris des dispositions :

- a) exigeant que le délégataire se conforme aux normes et politiques applicables du ministère, y compris celles se rapportant à l'assurance de la qualité et aux vérifications;
- b) établissant les conditions financières de la délégation;
- c) permettant au délégataire de fixer des droits devant être exigés du public, comme le précise l'accord et sous réserve des restrictions qui y sont énoncées, et, malgré l'article 2 de la *Loi sur l'administration financière*, permettant au délégataire de percevoir et de conserver la totalité ou une partie des droits précisés dans l'accord;
- d) accordant au délégataire l'accès aux ressources du ministère précisées et le droit d'utiliser celles-ci, y compris les bases de données de renseignements, uniquement aux fins de l'exercice des pouvoirs, des fonctions ou des responsabilités délégués;
- e) exigeant du délégataire qu'il obtienne et maintienne une assurance de la sorte et du montant précisés;
- f) prévoyant que le ministre peut nommer des personnes au conseil d'administration du délégataire, si ce dernier est une personne morale sans capital-actions.

Droits

(4) Le ministre est autorisé par le présent paragraphe à fixer des droits qui ne sont pas déjà prévus dans une loi ou un règlement dont l'application relève de lui et à inclure dans l'accord de délégation le pouvoir pour le délégataire d'exiger du public ces droits additionnels et, malgré l'article 2 de la *Loi sur l'administration financière*, de percevoir et de conserver la totalité ou une partie de ces droits.

Formules

(5) Sous réserve des restrictions énoncées dans l'accord de délégation, le délégataire peut exiger du public qu'il utilise les formules qu'il approuve pour toute fin liée à un pouvoir, à une fonction ou à une responsabilité délégués.

Restriction

(6) Le ministre ne doit pas déléguer le pouvoir de prendre des règlements ou d'établir des normes ou des politiques relativement à des programmes.

Règlement nécessaire pour donner effet à la délégation

3. La délégation prévue par l'accord de délégation ne prend effet que si le lieutenant-gouverneur en conseil prend un règlement :

- a) d'une part, prescrivant les pouvoirs, les fonctions et les responsabilités qui doivent être délégués par

under this Act; and

- (b) specifying the individuals, partnerships, corporations or unincorporated associations to whom such powers, duties and responsibilities are to be delegated.

Unilateral amendment of delegation agreement by Minister

4. (1) The Minister may amend a delegation agreement without the agreement of the delegate, including by adding limitations, conditions and requirements applicable to the delegation, and such amendment shall prevail over any conflicting provisions in the delegation agreement as agreed to by the Minister and the delegate, and shall be deemed to form a part of the delegation agreement.

Notice

(2) An amendment may be made under subsection (1) by personally delivering to the delegate written notice of the amendment and it is effective immediately upon the notice being delivered to the delegate.

Amendments limited to public safety matters

(3) The Minister may amend a delegation agreement under subsection (1) only if, in the opinion of the Minister, the amendment is necessary for reasons of public safety.

Revocation of delegation

5. (1) The Lieutenant Governor in Council may by regulation revoke a delegation if, in the opinion of the Lieutenant Governor in Council,

- (a) the delegate has contravened or failed to comply with this Act;
- (b) the delegate has contravened or failed to comply with the Act or regulation containing or authorizing the delegated powers, duties or responsibilities;
- (c) the delegate has contravened or failed to comply with the delegation agreement; or
- (d) it is in the public interest to do so.

Effect of regulation

(2) The delegation agreement or part of the delegation agreement containing the revoked delegation is cancelled by a regulation made under subsection (1) on the day specified in the regulation or, if no day is specified in the regulation, on the day the regulation comes into force.

Notice

(3) The Lieutenant Governor in Council may give the delegate such notice of the intention to make a regulation under subsection (1) as the Lieutenant Governor in Council considers reasonable in the circumstances.

Non-application of Statutory Powers Procedure Act

(4) The *Statutory Powers Procedure Act* does not

un accord de délégation aux termes de la présente loi;

- b) d'autre part, précisant les particuliers, sociétés en nom collectif, sociétés par actions ou associations non constituées en personne morale à qui les pouvoirs, les fonctions et les responsabilités doivent être délégués.

Modification unilatérale de l'accord de délégation par le ministre

4. (1) Le ministre peut, sans l'accord du délégataire, modifier l'accord de délégation, notamment en y ajoutant des restrictions, des conditions et des exigences applicables à la délégation, auquel cas la modification l'emporte sur toute disposition incompatible de l'accord de délégation dont ont convenu le ministre et le délégataire et elle est réputée faire partie de l'accord.

Avis

(2) La modification peut être faite en vertu du paragraphe (1) en remettant en mains propres au délégataire un avis écrit de celle-ci, et elle prend effet dès la remise de l'avis.

Modifications limitées à des questions de sécurité publique

(3) Le ministre ne peut modifier l'accord de délégation en vertu du paragraphe (1) que s'il est d'avis que la modification est nécessaire pour des raisons de sécurité publique.

Révocation de la délégation

5. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, révoquer une délégation s'il est d'avis que, selon le cas :

- a) le délégataire a contrevenu ou ne s'est pas conformé à la présente loi;
- b) le délégataire a contrevenu ou ne s'est pas conformé à la loi ou au règlement attribuant ou autorisant les pouvoirs, les fonctions ou les responsabilités délégués;
- c) le délégataire a contrevenu ou ne s'est pas conformé à l'accord de délégation;
- d) il est dans l'intérêt public de le faire.

Effet du règlement

(2) L'accord de délégation ou la partie de celui-ci qui renferme la délégation révoquée est annulé par un règlement pris en application du paragraphe (1) le jour que précise le règlement ou, à défaut, le jour de l'entrée en vigueur du règlement.

Avis

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut remettre au délégataire l'avis d'intention de prendre un règlement en application du paragraphe (1) qu'il estime raisonnable dans les circonstances.

Non-application de la Loi sur l'exercice des compétences légales

(4) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne

apply to the revocation of a delegation under this section.

Obligations of delegate

6. (1) A delegate shall exercise or perform the powers, duties or responsibilities delegated to the delegate in accordance with the law and, in particular, in accordance with this Act, the Act or regulation containing or authorizing the delegated powers, duties or responsibilities and the delegation agreement.

No restriction on other activities

(2) Unless otherwise provided in a delegation agreement, nothing in this Act prevents a delegate from carrying out other activities unrelated to the delegated powers, duties or responsibilities.

Minister may appoint directors

7. (1) If a delegation agreement with a non-share capital corporation so provides, the Minister may appoint one or more persons to the board of directors of the delegate, as specified in the agreement, for such terms of office as the Minister considers appropriate.

Remuneration, expenses of Ministerial appointees

(2) The remuneration and expenses of the directors appointed by the Minister shall be the responsibility of the delegate.

Delegate not a Crown agency

8. A delegate is not, for any purposes, a Crown agency within the meaning of the *Crown Agency Act* and shall not hold itself out as such.

Application of *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*

9. (1) The *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* applies to a delegate in the same manner as if the delegate were the Minister.

Compliance with government policies

(2) A delegate shall comply with all legislation respecting personal information, in the same manner and to the same extent as the Minister, and shall comply with any government policies or Ministry policies respecting personal information that are specified in the delegation agreement.

Personal information

(3) A delegate may collect, retain, use and disclose personal information, as defined in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, for the purpose of exercising or performing the delegated powers, duties or responsibilities, to the same extent and for the same purposes as the Minister.

Annual report

10. (1) A delegate shall report annually to the Minister on its activities over the previous year with respect to the delegated powers, duties or responsibilities.

Additional reports

(2) A delegate shall provide additional reports to the

s'applique pas à la révocation d'une délégation faite en vertu du présent article.

Obligations du délégataire

6. (1) Le délégataire exerce ou assume les pouvoirs, les fonctions ou les responsabilités qui lui sont délégués conformément à la loi et, en particulier, conformément à la présente loi, à la loi ou au règlement attribuant ou autorisant les pouvoirs, les fonctions ou les responsabilités délégués et à l'accord de délégation.

Aucune restriction à l'égard des autres activités

(2) Sauf indication contraire dans l'accord de délégation, la présente loi n'a pas pour effet d'empêcher un délégataire d'exercer d'autres activités non rattachées aux pouvoirs, aux fonctions ou aux responsabilités délégués.

Nomination d'administrateurs par le ministre

7. (1) Si l'accord de délégation conclu avec une personne morale sans capital-actions le prévoit, le ministre peut nommer une ou plusieurs personnes au conseil d'administration du délégataire, comme le précise l'accord, pour les mandats qu'il estime appropriés.

Rémunération et frais des administrateurs

(2) Le paiement de la rémunération des administrateurs nommés par le ministre et le remboursement de leurs frais relèvent du délégataire.

Non un organisme de la Couronne

8. Le délégataire n'est pas, à toute fin, un organisme de la Couronne au sens de la *Loi sur les organismes de la Couronne* et il ne doit pas se faire passer pour tel.

Application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*

9. (1) La *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* s'applique au délégataire de la même manière que s'il était le ministre.

Conformité aux politiques du gouvernement

(2) Le délégataire se conforme à tous les textes législatifs relatifs aux renseignements personnels, de la même manière et dans la même mesure que le ministre, et il se conforme à toutes les politiques du gouvernement ou du ministère relatives aux renseignements personnels qui sont précisées dans l'accord de délégation.

Renseignements personnels

(3) Le délégataire peut recueillir, conserver, utiliser et divulguer des renseignements personnels, au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, aux fins de l'exercice des pouvoirs, des fonctions ou des responsabilités délégués, dans la même mesure et aux mêmes fins que le ministre.

Rapport annuel

10. (1) Le délégataire présente chaque année au ministre un rapport sur ses activités de l'année précédente relativement aux pouvoirs, aux fonctions ou aux responsabilités délégués.

Autres rapports

(2) Le délégataire présente au ministre les autres rap-

Minister as may be required by the delegation agreement or requested by the Minister.

Notice to Minister

(3) A delegate shall advise the Minister forthwith of any matter related to the delegated powers, duties or responsibilities that is a matter of public safety or public interest.

Crown not liable for delegate's acts

11. (1) No action or other proceeding shall be instituted against the Crown, the Minister or any employee of the Ministry,

- (a) for any act done in good faith in the execution or intended execution of a power, duty or responsibility delegated under this Act or for an alleged neglect or default in the execution in good faith of a power, duty or responsibility delegated under this Act; or
- (b) for any tort committed by a delegate or an employee or agent of a delegate in relation to a power, duty or responsibility delegated under this Act.

Crown not liable for delegation

(2) No action or other proceeding shall be instituted against the Crown, the Minister or any officer or employee of the Ministry for any act done in good faith in the execution or intended execution of a power or duty under this Act or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of a power or duty under this Act.

Exception

(3) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsection (2) does not relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by a person mentioned in subsection (2) to which it would otherwise be subject.

Offence

12. (1) A delegate that knowingly contravenes or fails to comply with this Act, the Act or regulation containing or authorizing the delegated powers, duties or responsibilities or the regulations under this Act or under the Act containing or authorizing the delegated powers, duties or responsibilities is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$100,000 for each day or part of a day on which the offence occurs or continues.

Same

(2) A director, officer, employee or agent of a delegate who knowingly contravenes or fails to comply with this Act, the Act or regulation containing or authorizing the delegated powers, duties or responsibilities or the regulations under this Act or under the Act containing or authorizing the delegated powers, duties or responsibilities is guilty of an offence.

ports que requiert l'accord de délégation ou que le ministre exige.

Avis au ministre

(3) Le délégataire avise sans délai le ministre de toute question liée aux pouvoirs, aux fonctions ou aux responsabilités délégués et qui est une question de sécurité publique ou d'intérêt public.

Immunité de la Couronne

11. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre la Couronne, le ministre ou un employé du ministère :

- a) soit pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs, des fonctions ou des responsabilités délégués en vertu de la présente loi ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de bonne foi de ces pouvoirs, fonctions ou responsabilités;
- b) soit pour un délit civil commis par un délégataire ou un employé ou mandataire du délégataire en rapport avec les pouvoirs, les fonctions ou les responsabilités délégués en vertu de la présente loi.

Immunité de la Couronne à l'égard de la délégation

(2) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre la Couronne, le ministre ou un fonctionnaire ou un employé du ministère pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs ou des fonctions que lui attribue la présente loi ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de bonne foi de ces pouvoirs ou fonctions.

Exception

(3) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (2) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par une personne visée au paragraphe (2).

Infraction

12. (1) Le délégataire qui, sciemment, contrevient ou ne se conforme pas à la présente loi, à la loi ou au règlement attribuant ou autorisant les pouvoirs, les fonctions ou les responsabilités délégués ou aux règlements pris en application de ces lois est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 100 000 \$ pour chaque journée ou partie de journée pendant laquelle l'infraction se commet ou se poursuit.

Idem

(2) Est coupable d'une infraction l'administrateur, le dirigeant, l'employé ou le mandataire du délégataire qui, sciemment, contrevient ou ne se conforme pas à la présente loi, à la loi ou au règlement attribuant ou autorisant les pouvoirs, les fonctions ou les responsabilités délégués ou aux règlements pris en application de ces lois.

Same

(3) A director or officer of a delegate is guilty of an offence who,

- (a) knowingly causes, authorizes, permits or participates in the commission of an offence under subsection (1); or
- (b) fails to take reasonable care to prevent the delegate from committing an offence under subsection (1).

Same

(4) A person who is convicted of an offence under subsection (2) or (3) is liable to a fine of not more than \$25,000 for each day or part of a day on which the offence occurs or continues.

Regulations

13. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing the powers, duties and responsibilities of the Minister, the Ministry or an officer or employee of the Ministry that are to be delegated under a delegation agreement;
- (b) specifying the individuals, partnerships, corporations or unincorporated associations to whom such powers, duties and responsibilities are to be delegated;
- (c) governing hearings and appeals in respect of delegated powers, duties and responsibilities;
- (d) respecting any matter that the Lieutenant Governor in Council considers advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act or of an Act containing a delegated power, duty or responsibility.

General or particular

(2) A regulation made under subsection (1) may be general or particular in its application.

Commencement

14. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

15. The short title of this Act is the *Road User Customer Service Improvement Act, 2000*.

Idem

(3) Est coupable d'une infraction l'administrateur ou le dirigeant d'un délégataire qui, selon le cas :

- a) sciemment, cause, autorise ou permet la commission d'une infraction prévue au paragraphe (1) ou y participe;
- b) n'exerce pas la diligence raisonnable pour empêcher la commission par le délégataire d'une infraction prévue au paragraphe (1).

Idem

(4) Quiconque est déclaré coupable d'une infraction aux termes du paragraphe (2) ou (3) est passible d'une amende d'au plus 25 000 \$ pour chaque journée ou partie de journée pendant laquelle l'infraction se commet ou se poursuit.

Règlements

13. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire les pouvoirs, les fonctions et les responsabilités du ministre, du ministère ou d'un fonctionnaire ou employé du ministère qui doivent être délégués aux termes d'un accord de délégation;
- b) préciser les particuliers, sociétés en nom collectif, sociétés par actions ou associations non constituées en personne morale à qui les pouvoirs, les fonctions et les responsabilités doivent être délégués;
- c) régir les audiences et les appels se rapportant aux pouvoirs, aux fonctions et aux responsabilités délégués;
- d) traiter de toute question que le lieutenant-gouverneur en conseil juge utile pour réaliser efficacement l'objet de la présente loi ou d'une loi attribuant les pouvoirs, les fonctions ou les responsabilités délégués.

Portée générale ou restreinte

(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent avoir une portée générale ou restreinte.

Entrée en vigueur

14. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

15. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur l'amélioration des services offerts aux usagers de la route*.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 138

**An Act to amend the
Employment Standards Act
with respect to parental leave**

Ms. Martel

Private Member's Bill

1st Reading November 2, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 138

**Loi modifiant la
Loi sur les normes d'emploi
à l'égard du congé parental**

Mme Martel

Projet de loi de député

1^{re} lecture 2 novembre 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to amend the
Employment Standards Act
with respect to parental leave**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 40 of the *Employment Standards Act* is amended by striking out “eighteen weeks” and substituting “35 weeks”.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Fair Parental Leave Act, 2000*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Employment Standards Act* to increase the entitlement to parental leave from 18 to 35 weeks.

**Loi modifiant la
Loi sur les normes d'emploi
à l'égard du congé parental**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 40 de la *Loi sur les normes d'emploi* est modifié par substitution de «35 semaines» à «dix-huit semaines».

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur le congé parental équitable*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur les normes d'emploi* pour faire passer la durée du congé parental de 18 à 35 semaines.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{RE} SESSION, 37^E LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 139

**An Act to amend the
Labour Relations Act, 1995**

The Hon. C. Stockwell
Minister of Labour

Government Bill

1st Reading November 2, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 139

**Loi modifiant la
Loi de 1995 sur les relations de travail**

L'honorable C. Stockwell
Ministre du Travail

Projet de loi du gouvernement

1^{RE} lecture 2 novembre 2000
2^E lecture
3^E lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The open periods during which a trade union may displace another trade union under subsections 7 (4), (5) and (6) of the *Labour Relations Act, 1995* are changed from two to three months.

Sections 7 and 10 of the Act are amended to provide for mandatory one year bars where a certification application is withdrawn before a representation vote twice in a six-month period, withdrawn following the vote, or dismissed by the Board. In those circumstances, the bar applies to any union with respect to a bargaining unit containing any of the same employee positions. Previously, in any situation where a certification application was withdrawn before the vote, the bar was discretionary and, in situations where a bar was imposed, it only applied to the union making the original application.

The amendments to section 43 of the Act make it mandatory for the Board to deal with decertification applications or displacement applications before dealing with or continuing to deal with applications for first contract arbitration. If the Board grants the decertification or displacement application, it must dismiss the first contract arbitration application. If the Board dismissed the decertification or displacement application, it must then proceed to deal with the first contract arbitration application.

The open periods during which employees may apply for decertification of a trade union under section 63 of the Act are changed from two to three months.

Section 63.1 is added to the Act to require the Minister to prepare and publish a document describing the process for making an application for decertification within one year of Royal Assent. The document must explain who may make an application, when an application may be made and the procedure as set out in the Act and in the rules of the Board. Every unionized employer is required to use reasonable efforts to post a copy of the document in the workplace, distribute a copy of the document to every unionized employee once each year and provide a copy to unionized employees that request it. Doing so will not constitute an unfair labour practice under the Act.

The new section 79.1 of the Act applies to votes to ratify a first collective agreement and votes to strike in order to obtain a first collective agreement. It will require that the ballot question in a vote to ratify a collective agreement or memorandum of settlement be restricted to a choice between ratifying or not ratifying the agreement or settlement. No reference to authorizing a strike is permitted. In a vote to authorize a strike, the ballot question is restricted to a choice between authorizing or not authorizing a strike. No reference to ratifying a collective agreement or memorandum of settlement is permitted.

The new section 92.1 of the Act requires unions to disclose the salaries of their officials and employees whose annual income from salary and benefits is \$100,000 or more. Trade unions are required to provide statements containing information with respect to those officials and employees whose annual salary and benefits are at least \$100,000 per year to individuals they represent who request them and to the Minister of Labour.

The Act is amended to provide that disputes with respect to a trade union's duty of fair representation under section 74 of the Act are to be heard by the chair or a vice-chair of the Board unless the chair considers it inadvisable to do so.

The new section 115.1 of the Act provides that, on the application of a party to a hearing before the Board, the chair may terminate and re-institute the proceeding if a decision of the Board has re-

NOTE EXPLICATIVE

Les périodes pendant lesquelles un syndicat peut se substituer à un autre en vertu des paragraphes 7 (4), (5) et (6) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* passent de deux à trois mois.

Les articles 7 et 10 de la Loi sont modifiés pour prévoir une interdiction obligatoire d'un an lorsqu'une requête en accréditation est retirée avant la tenue d'un scrutin de représentation deux fois dans une période de six mois, est retirée après la tenue du scrutin ou est rejetée par la Commission. Dans ces circonstances, l'interdiction s'applique à n'importe quel syndicat à l'égard d'une unité de négociation comprenant n'importe lequel des mêmes postes d'employé. Auparavant, en cas de retrait d'une requête en accréditation avant la tenue du scrutin, l'interdiction était laissée à la discrétion de la Commission et l'interdiction imposée, le cas échéant, ne s'appliquait qu'au syndicat qui avait présenté la requête initiale.

L'article 43 de la Loi est modifié pour exiger que la Commission traite les requêtes en révocation de l'accréditation ou en substitution avant de traiter ou de continuer de traiter les requêtes en renvoi à l'arbitrage d'une première convention. Si la Commission accède à la requête en révocation de l'accréditation ou en substitution, elle doit rejeter la requête en renvoi à l'arbitrage d'une première convention, et, dans le cas contraire, elle doit alors la traiter.

Les périodes pendant lesquelles des employés peuvent demander, par voie de requête, la révocation de l'accréditation d'un syndicat en vertu de l'article 63 de la Loi passent de deux à trois mois.

Le nouvel article 63.1 de la Loi exige que le ministre prépare et publie, dans l'année qui suit la sanction royale, un document décrivant le processus à suivre pour présenter une requête en révocation de l'accréditation. Le document doit expliquer qui peut présenter une requête, quand la requête peut être présentée ainsi que la procédure énoncée dans la Loi et dans les règles de la Commission. Chaque employeur d'employés syndiqués est tenu de faire des efforts raisonnables pour afficher une copie du document dans le lieu de travail, en distribuer une copie à chacun d'eux une fois par année et en fournir une copie à ceux qui en font la demande. Ces mesures ne constituent pas des pratiques déloyales de travail aux termes de la Loi.

Le nouvel article 79.1 de la Loi s'applique aux scrutins de ratification d'une première convention collective et aux scrutins visant à autoriser une grève tenus dans le but d'obtenir une première convention collective. Il exige que la question qui figure sur les bulletins de vote utilisés lors d'un scrutin de ratification d'une convention collective ou d'un protocole d'accord se limite au choix de ratifier ou non la convention ou le protocole. Il est interdit d'y mentionner l'autorisation d'une grève. Lors d'un scrutin visant à autoriser une grève, la question qui figure sur les bulletins de vote se limite au choix d'autoriser ou non la grève. Il est interdit d'y mentionner la ratification d'une convention collective ou d'un protocole d'accord.

Le nouvel article 92.1 de la Loi exige que les syndicats divulguent le traitement de leurs dirigeants et de leurs employés dont le revenu annuel tiré du traitement et des avantages s'élève à 100 000 \$ ou plus. Les syndicats sont tenus de fournir aux particuliers qu'ils représentent et qui en font la demande ainsi qu'au ministre du Travail des déclarations contenant des renseignements concernant les dirigeants et employés dont le traitement et les avantages annuels s'élèvent à au moins 100 000 \$.

La Loi est modifiée pour prévoir que les différends à l'égard de l'obligation d'un syndicat d'être impartial dans son rôle de représentant, prévue à l'article 74 de la Loi, doivent être entendus par le président ou le vice-président de la Commission à moins que le président n'estime qu'il est inopportun de le faire.

Le nouvel article 115.1 de la Loi prévoit que, sur requête d'une partie à une audience tenue devant la Commission, le président peut mettre fin à l'instance et la reprendre si six mois ou plus se

maintained pending for six months or more after the last day of the hearing.

The application of the provisions of the Act with respect to the construction industry is clarified.

The definition of “non-construction employer” has been clarified and the requirement that a non-construction employer must not have an employee employed in the construction industry on the day it seeks a declaration under section 127.2 of the Act has been removed.

The project agreement provisions have been amended to permit more than one project under a project agreement and to provide for the addition of new projects to existing project agreements. Consequential terminological amendments are made to the French version of the Bill.

Subsections 163.1 (15), (16) and (17) of the Act are replaced to extend the current protection from certification or voluntary recognition of non-unionized employers and other persons participating on a project. Previously that protection applied only to construction work. Under the Bill it will also apply to non-construction work.

Section 166 of the Act is amended to give the Board similar powers to deal with sector disputes in the construction industry that it has in dealing with jurisdictional disputes under section 99.

A number of technical amendments are made to court name references as a result of previous legislation.

The *Hospital Labour Disputes Arbitration Act* is amended to update cross references to the *Labour Relations Act, 1995* and its predecessor, the *Labour Relations Act*.

sont écoulés depuis le dernier jour de l’audience sans que la Commission n’ait rendu de décision.

L’application des dispositions de la Loi à l’égard de l’industrie de la construction est précisée.

La définition de «employeur extérieur à l’industrie de la construction» est précisée et l’exigence voulant qu’un tel employeur ne doive pas avoir d’employé qui soit employé dans l’industrie de la construction le jour où il demande une déclaration visée à l’article 127.2 de la Loi est éliminée.

Les dispositions relatives aux conventions d’exécution de projet ont été modifiées pour permettre que plus d’un projet fasse l’objet d’une telle convention et prévoir l’ajout de nouveaux projets aux conventions existantes. Des modifications corrélatives de nature terminologique sont apportées à la version française du projet de loi.

Les paragraphes 163.1 (15), (16) et (17) de la Loi sont remplacés pour étendre la protection contre l’accréditation ou la reconnaissance volontaire dont jouissent les employeurs dont les employés ne sont pas syndiqués et d’autres personnes qui participent à un projet. Auparavant, cette protection ne s’appliquait qu’aux travaux qui relèvent de l’industrie de la construction. En application du projet de loi, elle s’appliquera également aux travaux qui ne relèvent pas de l’industrie de construction.

L’article 166 de la Loi est modifié pour donner à la Commission des pouvoirs semblables à ceux qu’elle possède dans le cadre des différends en matière de compétence visés à l’article 99 lorsqu’elle doit traiter des différends relatifs aux secteurs de l’industrie de la construction.

Un certain nombre de modifications de forme sont apportées pour mentionner des tribunaux selon la nouvelle appellation que leur confèrent des lois adoptées antérieurement.

La *Loi sur l’arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux* est modifiée pour mettre à jour les renvois à la *Loi de 1995 sur les relations de travail* et à la *Loi sur les relations de travail* que celle-ci remplace.

**An Act to amend the
Labour Relations Act, 1995**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The French version of the definition of “collective agreement” in subsection 1 (1) of the *Labour Relations Act, 1995*, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 1, is further amended by striking out “convention concernant un projet” and substituting “convention d’exécution de projet”.

2. (1) Subsection 7 (4) of the Act is amended by striking out “the last two months of its operation” and substituting “the last three months of its operation”.

(2) Subsection 7 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(5) Where a collective agreement is for a term of more than three years, a trade union may apply to the Board for certification as bargaining agent of any of the employees in the bargaining unit defined in the agreement only after the commencement of the 34th month of its operation and before the commencement of the 37th month of its operation and during the three-month period immediately preceding the end of each year that the agreement continues to operate thereafter or after the commencement of the last three months of its operation, as the case may be.

(3) Subsection 7 (6) of the Act is amended by striking out “during the last two months of each year that it so continues to operate, or after the commencement of the last two months of its operation” and substituting “during the last three months of each year that it so continues to operate, or after the commencement of the last three months of its operation”.

(4) Subsection 7 (9) of the Act is amended by adding “Subject to subsection (9.1)” at the beginning.

(5) Section 7 of the Act is amended by adding the following subsections:

Mandatory bar

(9.1) If the trade union withdraws the application

**Loi modifiant la
Loi de 1995 sur les relations de travail**

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. La version française de la définition de «convention collective» au paragraphe 1 (1) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, telle qu’elle est modifiée par l’article 1 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifiée de nouveau par substitution de «convention d’exécution de projet» à «convention concernant un projet».

2. (1) Le paragraphe 7 (4) de la Loi est modifié par substitution de «des trois derniers mois de son application» à «des deux derniers mois de son application».

(2) Le paragraphe 7 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(5) Si la durée de la convention collective excède trois ans, ce n’est qu’après le début du 34^e mois de son application et avant le début du 37^e mois de son application, et, ensuite, pendant les trois mois qui précèdent immédiatement la fin de chaque année pendant laquelle elle continue de s’appliquer ou après le début des trois derniers mois de son application, selon le cas, qu’un syndicat peut demander à la Commission de l’accréditer comme agent négociateur de tous les employés ou de quelques-uns d’entre eux compris dans l’unité de négociation définie par la convention.

(3) Le paragraphe 7 (6) de la Loi est modifié par substitution de «pendant les trois derniers mois de chaque année de sa reconduction ou après le début des trois derniers mois de son application» à «pendant les deux derniers mois de chaque année de sa reconduction ou après le début des deux derniers mois de son application».

(4) Le paragraphe 7 (9) de la Loi est modifié par insertion de «Sous réserve du paragraphe (9.1),» au début du paragraphe.

(5) L’article 7 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Interdiction obligatoire

(9.1) Si le syndicat retire la requête avant la tenue

before a representation vote is taken, and that trade union had withdrawn a previous application under this section not more than six months earlier, the Board shall not consider another application for certification by any trade union as the bargaining agent of any employee that was in the bargaining unit proposed in the original application until one year has elapsed after the second application was withdrawn.

Exception

(9.2) Subsection (9.1) does not apply if the trade union that withdrew the application is a trade union that the Board is prohibited from certifying under section 15.

Same

(9.3) Despite subsection (9.1), the Board may consider an application for certification by a trade union as the bargaining agent for employees in a bargaining unit that includes an employee who was in the bargaining unit proposed in the original application if,

- (a) the position of the employee at the time the original application was made was different from his or her position at the time the new application was made; and
- (b) the employee would not have been in the bargaining unit proposed in the new application had he or she still been occupying the original position when the new application was made.

(6) Subsection 7 (10) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(10) If the trade union withdraws the application after the representation vote is taken, the Board shall not consider another application for certification by any trade union as the bargaining agent of any employee that was in the bargaining unit proposed in the original application until one year after the original application is withdrawn.

Same

(10.1) Despite subsection (10), the Board may consider an application for certification by a trade union as the bargaining agent for employees in a bargaining unit that includes an employee who was in the bargaining unit proposed in the original application if,

- (a) the position of the employee at the time the original application was made was different from his or her position at the time the new application was made; and
- (b) the employee would not have been in the bargaining unit proposed in the new application had he or she still been occupying the original position when the new application was made.

Exception

(10.2) Subsection (10) does not apply if the trade union that withdrew the application is a trade union that the Board is prohibited from certifying under section 15.

d'un scrutin de représentation et qu'il a déjà retiré une requête prévue au présent article dans les six mois qui précèdent, la Commission ne peut examiner aucune autre requête en accréditation de n'importe quel syndicat comme agent négociateur de tout employé qui était compris dans l'unité de négociation proposée dans la requête initiale tant qu'il ne s'est pas écoulé un an après le retrait de la deuxième requête.

Exception

(9.2) Le paragraphe (9.1) ne s'applique pas s'il est interdit à la Commission, aux termes de l'article 15, d'accréditer le syndicat qui a retiré la requête.

Idem

(9.3) Malgré le paragraphe (9.1), la Commission peut examiner une requête en accréditation d'un syndicat comme agent négociateur des employés compris dans une unité de négociation qui compte un employé qui était compris dans l'unité de négociation proposée dans la requête initiale si :

- a) d'une part, le poste qu'occupait l'employé au moment de la présentation de la requête initiale est différent de celui qu'il occupe au moment de la présentation de la nouvelle requête;
- b) d'autre part, l'employé ne serait pas compris dans l'unité de négociation proposée dans la nouvelle requête s'il occupait toujours son poste initial au moment de la présentation de celle-ci.

(6) Le paragraphe 7 (10) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(10) Si le syndicat retire la requête après la tenue du scrutin de représentation, la Commission ne peut examiner aucune autre requête en accréditation de n'importe quel syndicat comme agent négociateur de tout employé qui était compris dans l'unité de négociation proposée dans la requête initiale tant qu'il ne s'est pas écoulé un an après le retrait de celle-ci.

Idem

(10.1) Malgré le paragraphe (10), la Commission peut examiner une requête en accréditation d'un syndicat comme agent négociateur des employés compris dans une unité de négociation qui compte un employé qui était compris dans l'unité de négociation proposée dans la requête initiale si :

- a) d'une part, le poste qu'occupait l'employé au moment de la présentation de la requête initiale est différent de celui qu'il occupe au moment de la présentation de la nouvelle requête;
- b) d'autre part, l'employé ne serait pas compris dans l'unité de négociation proposée dans la nouvelle requête s'il occupait toujours son poste initial au moment de la présentation de celle-ci.

Exception

(10.2) Le paragraphe (10) ne s'applique pas s'il est interdit à la Commission, aux termes de l'article 15, d'accréditer le syndicat qui a retiré la requête.

3. (1) Paragraphs 1 and 2 of subsection 8.1 (5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 3, are repealed and the following substituted:

1. The Board shall not certify the trade union as the bargaining agent or dismiss the application for certification except as allowed under paragraph 2 or as required under paragraph 8.
2. If the Board did not direct that the ballot boxes be sealed, the Board may dismiss the application for certification.

(2) Subparagraph 8 ii of subsection 8.1 (5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 3, is repealed and the following substituted:

- ii. the Board shall either certify the trade union or dismiss the application for certification.

4. Subsection 10 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Bar to reapplying

(3) If the Board dismisses an application for certification under this section, the Board shall not consider another application for certification by any trade union as the bargaining agent of any employee that was in the bargaining unit proposed in the original application until one year after the original application is dismissed.

Same

(3.1) Despite subsection (3), the Board may consider an application for certification by a trade union as the bargaining agent for employees in a bargaining unit that includes an employee who was in the bargaining unit proposed in the original application if,

- (a) the position of the employee at the time the original application was made was different from his or her position at the time the new application was made; and
- (b) the employee would not have been in the bargaining unit proposed in the new application had he or she still been occupying the original position when the new application was made.

Exception

(3.2) Subsection (3) does not apply if the trade union whose application was dismissed is a trade union that the Board is prohibited from certifying under section 15.

5. Subsection 43 (23) of the Act is repealed and the following substituted:

Definitions

(23) In subsections (23.1) to (23.4),

3. (1) Les dispositions 1 et 2 du paragraphe 8.1 (5) de la Loi, telles qu'elles sont édictées par l'article 3 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

1. La Commission ne doit pas accréditer le syndicat comme agent négociateur ni rejeter la requête en accréditation, si ce n'est dans la mesure permise aux termes de la disposition 2 ou exigée aux termes de la disposition 8.
2. Si elle n'a pas ordonné que les urnes soient scellées, la Commission peut rejeter la requête en accréditation.

(2) La sous-disposition 8 ii du paragraphe 8.1 (5) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 3 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- ii. soit elle accrédite le syndicat, soit elle rejette la requête en accréditation.

4. Le paragraphe 10 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interdiction

(3) Si elle rejette une requête en accréditation aux termes du présent article, la Commission ne peut examiner aucune autre requête en accréditation de n'importe quel syndicat comme agent négociateur de tout employé qui était compris dans l'unité de négociation proposée dans la requête initiale tant qu'il ne s'est pas écoulé un an après le rejet de celle-ci.

Idem

(3.1) Malgré le paragraphe (3), la Commission peut examiner une requête en accréditation d'un syndicat comme agent négociateur des employés compris dans une unité de négociation qui compte un employé qui était compris dans l'unité de négociation proposée dans la requête initiale si :

- a) d'une part, le poste qu'occupait l'employé au moment de la présentation de la requête initiale est différent de celui qu'il occupe au moment de la présentation de la nouvelle requête;
- b) d'autre part, l'employé ne serait pas compris dans l'unité de négociation proposée dans la nouvelle requête s'il occupait toujours son poste initial au moment de la présentation de celle-ci.

Exception

(3.2) Le paragraphe (3) ne s'applique pas s'il est interdit à la Commission, aux termes de l'article 15, d'accréditer le syndicat dont la requête a été rejetée.

5. Le paragraphe 43 (23) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définitions

(23) Les définitions qui suivent s'appliquent aux paragraphes (23.1) à (23.4).

“decertification application” means an application for a declaration that a trade union no longer represents the employees in a bargaining unit; (“requête en révocation de l’accreditation”)

“displacement application” means an application for certification by a trade union, other than the trade union that represents the employees in a bargaining unit, as bargaining agent for those employees. (“requête en substitution”)

Application of subs. (23.2)

(23.1) Subsection (23.2) applies if,

- (a) a decertification application or displacement application has been filed with the Board and before a final decision is made on it an application under subsection (1) is filed with the Board; or
- (b) an application under subsection (1) has been filed with the Board and before a final decision is made on it a decertification application or displacement application is filed with the Board.

Procedure in dealing with multiple applications

(23.2) The Board shall proceed to deal with the decertification application or displacement application, as the case may be, before dealing with or continuing to deal with the application under subsection (1).

When application under subsection (1) to be dismissed

(23.3) If the Board grants the decertification application or displacement application, it shall dismiss the application under subsection (1).

When application under subsection (1) proceeds

(23.4) If the Board dismisses the decertification application or displacement application, it shall proceed to deal with the application under subsection (1).

Transitional

(23.5) Subsections (23.2) to (23.4) apply with respect to an application referred to in those subsections that was filed with the Board before the day on which the *Labour Relations Amendment Act, 2000* received Royal Assent only if the Board has not made a final decision on that application before that day.

6. Subsection 44 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Vote

(3) Subject to section 79.1, a proposed collective agreement or memorandum of settlement is ratified if a vote is taken in accordance with subsections 79 (7) to (9) and more than 50 per cent of those voting vote in favour of ratifying the agreement or memorandum.

7. Subsection 48 (19) of the Act is amended by striking out “Ontario Court (General Division)” and substituting “Superior Court of Justice”.

«requête en révocation de l’accreditation» Requête en vue d’obtenir une déclaration selon laquelle un syndicat ne représente plus les employés compris dans une unité de négociation. («decertification application»)

«requête en substitution» Requête en accreditation d’un syndicat, autre que celui qui représente les employés compris dans une unité de négociation, à titre d’agent négociateur de ces employés. («displacement application»)

Application du par. (23.2)

(23.1) Le paragraphe (23.2) s’applique si, selon le cas :

- a) une requête en révocation de l’accreditation ou en substitution a été déposée auprès de la Commission et, avant qu’une décision définitive ne soit rendue à son égard, une requête visée au paragraphe (1) est déposée auprès d’elle;
- b) une requête visée au paragraphe (1) a été déposée auprès de la Commission et, avant qu’une décision définitive ne soit rendue à son égard, une requête en révocation de l’accreditation ou en substitution est déposée auprès d’elle.

Requêtes multiples : procédure

(23.2) La Commission traite la requête en révocation de l’accreditation ou en substitution, selon le cas, avant de traiter ou de continuer de traiter la requête visée au paragraphe (1).

Rejet de la requête visée au par. (1)

(23.3) Si la Commission accède à la requête en révocation de l’accreditation ou en substitution, elle rejette la requête visée au paragraphe (1).

Traitement de la requête visée au par. (1)

(23.4) Si la Commission rejette la requête en révocation de l’accreditation ou en substitution, elle traite la requête visée au paragraphe (1).

Disposition transitoire

(23.5) Les paragraphes (23.2) à (23.4) ne s’appliquent à l’égard d’une requête visée à ces paragraphes qui a été déposée auprès de la Commission avant le jour où la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail* reçoit la sanction royale que si la Commission n’a pas rendu de décision définitive à son égard avant ce jour.

6. Le paragraphe 44 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Scrutin

(3) Sous réserve de l’article 79.1, la convention collective proposée ou le protocole d’accord sont ratifiés si un scrutin est tenu conformément aux paragraphes 79 (7) à (9) et que plus de 50 pour cent des votants votent en faveur de la ratification de la convention ou du protocole.

7. Le paragraphe 48 (19) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l’Ontario (Division générale)».

8. (1) Subsection 63 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Same, agreement

(2) Any of the employees in the bargaining unit defined in a collective agreement may, subject to section 67, apply to the Board for a declaration that the trade union no longer represents the employees in the bargaining unit,

- (a) in the case of a collective agreement for a term of not more than three years, only after the commencement of the last three months of its operation;
- (b) in the case of a collective agreement for a term of more than three years, only after the commencement of the 34th month of its operation and before the commencement of the 37th month of its operation and during the three-month period immediately preceding the end of each year that the agreement continues to operate thereafter or after the commencement of the last three months of its operation, as the case may be;
- (c) in the case of a collective agreement referred to in clause (a) or (b) that provides that it will continue to operate for any further term or successive terms if either party fails to give to the other notice of termination or of its desire to bargain with a view to the renewal, with or without modifications, of the agreement or to the making of a new agreement, only during the last three months of each year that it so continues to operate or after the commencement of the last three months of its operation, as the case may be.

(2) Section 63 of the Act is amended by adding the following subsection:

Activity permitted under s. 63.1

(16.1) An employer or person acting on behalf of an employer shall not be found to have initiated the application because the employer did anything that is permitted by subsection 63.1 (4).

9. The Act is amended by adding the following section:

Document concerning decertification information

63.1 (1) Within one year after the day the *Labour Relations Amendment Act, 2000* receives Royal Assent, the Minister shall cause to be prepared and published a document describing the process for making an application for a declaration that the trade union no longer represents the employees in a bargaining unit under section 63.

Same

(2) If the Minister believes that a document published under this section has become out of date because of amendments to this Act or the regulations made under it, any rules made by the chair of the Board under subsec-

8. (1) Le paragraphe 63 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem, convention collective

(2) Tout employé compris dans l'unité de négociation définie dans la convention collective peut, sous réserve de l'article 67, demander à la Commission par voie de requête de déclarer que le syndicat ne représente plus les employés compris dans cette unité, mais seulement :

- a) dans le cas où la durée de la convention collective n'excède pas trois ans, après le début des trois derniers mois de son application;
- b) dans le cas où la durée de la convention excède trois ans, après le début du 34^e mois de son application et avant le début du 37^e mois de son application et, ensuite, pendant les trois mois qui précèdent immédiatement la fin de chaque année pendant laquelle elle continue de s'appliquer ou après le début des trois derniers mois de son application, selon le cas;
- c) dans le cas où la convention collective visée à l'alinéa a) ou b) prévoit sa reconduction tacite pour une autre période ou pour des périodes successives, à défaut par une partie de donner à l'autre un avis de dénonciation ou un avis de son intention de négocier en vue de son renouvellement, sous réserve ou non de modifications, ou de son remplacement, pendant les trois derniers mois de chaque année de sa reconduction ou après le début des trois derniers mois de son application, selon le cas.

(2) L'article 63 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Activité autorisée aux termes de l'art. 63.1

(16.1) Il ne doit pas être conclu qu'un employeur ou quiconque agit pour son compte est à l'origine de la requête du fait que l'employeur a pris une mesure qu'autorise le paragraphe 63.1 (4).

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Document relatif aux renseignements sur la révocation de l'accréditation

63.1 (1) Au plus tard un an après le jour où la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail* reçoit la sanction royale, le ministre fait préparer et publier un document décrivant le processus de présentation, en vertu de l'article 63, d'une requête visant à obtenir une déclaration selon laquelle le syndicat ne représente plus les employés compris dans l'unité de négociation.

Idem

(2) S'il croit qu'un document publié aux termes du présent article n'est plus à jour par suite de modifications apportées à la présente loi ou à ses règlements d'application, de règles qu'établit le président de la

tion 110 (17) or a ruling or decision of the Board or a court, the Minister shall cause a new document to be prepared and published within one year after the previous document becomes out of date.

Content of document

(3) The document shall explain who may make an application, when an application may be made and the procedure, as set out in this Act and in any rules made by the chair of the Board under subsection 110 (17), that the Board follows in dealing with an application.

Document to be posted

(4) An employer with respect to whom a trade union has been certified as a bargaining agent for the employees of the employer in a bargaining unit or who has recognized a trade union as the exclusive bargaining agent for the employees of the employer in a bargaining unit shall use reasonable efforts,

- (a) to post and keep posted a copy of a document published under this section in a conspicuous place in every workplace of the employer at which employees represented by the trade union perform work;
- (b) to post and keep posted with that copy a notice that any employee represented by the trade union may request a copy of the document from the employer;
- (c) once in each calendar year, to provide a copy of the document to all employees of the employer who are represented by the trade union; and
- (d) upon the request of an employee of the employer who is represented by the trade union, to provide a copy of the document to him or her, even though the employer has previously provided or will subsequently provide the employee with a copy of the document under clause (c).

Same

(5) An employer shall not be found to be in violation of this Act as a result of doing anything set out in subsection (4).

10. Subsection 79 (4) of the Act is amended by adding "Subject to section 79.1" at the beginning.

11. The Act is amended by adding the following section:

First collective agreement ballot questions

79.1 (1) Subsections (2) and (3) apply where no collective agreement has previously been in operation.

Ratification vote

(2) A question on a ballot used in a vote to ratify a proposed collective agreement or memorandum of set-

Commission en vertu du paragraphe 110 (17) ou d'une décision de la Commission ou d'un tribunal, le ministre fait préparer et publier un nouveau document dans l'année qui suit le moment où le document précédent cesse d'être à jour.

Contenu du document

(3) Le document précise qui peut présenter une requête, quand une requête peut être présentée et la procédure, énoncée dans la présente loi et dans les règles qu'établit le président de la Commission en vertu du paragraphe 110 (17), que la Commission suit lorsqu'elle traite une requête.

Affichage du document

(4) L'employeur à l'égard duquel un syndicat a été accrédité comme agent négociateur de ceux de ses employés qui sont compris dans une unité de négociation ou qui a reconnu un syndicat comme le seul agent négociateur de tels employés fait des efforts raisonnables pour faire ce qui suit :

- a) afficher et garder affichée une copie du document publié aux termes du présent article à un endroit bien en vue dans chaque lieu de travail de l'employeur où travaillent des employés que représente le syndicat;
- b) afficher et garder affiché avec la copie un avis indiquant que tout employé que représente le syndicat peut en demander une à l'employeur;
- c) une fois par année civile, fournir une copie du document à tous ceux de ses employés que représente le syndicat;
- d) fournir sur demande une copie du document à tout employé que représente le syndicat, même s'il lui en a déjà fourni une ou s'il lui en fournira une par la suite aux termes de l'alinéa c).

Idem

(5) Il ne doit pas être conclu que l'employeur enfreint la présente loi lorsqu'il prend une mesure énoncée au paragraphe (4).

10. Le paragraphe 79 (4) de la Loi est modifié par adjonction de «Sous réserve de l'article 79.1,» au début du paragraphe.

11. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Première convention collective : questions figurant sur les bulletins de vote

79.1 (1) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent lorsqu'aucune convention collective n'a été en vigueur antérieurement.

Scrutin de ratification

(2) Toute question qui figure sur un bulletin de vote utilisé lors d'un scrutin de ratification d'une convention

tlement shall be limited to giving the persons entitled to vote a choice between ratifying the proposed collective agreement or memorandum of settlement and not ratifying the proposed collective agreement or memorandum of settlement and shall make no direct or indirect reference to the calling of a strike.

Strike vote

(3) A question on a ballot used in a strike vote shall be limited to giving the persons entitled to vote a choice between authorizing the calling of a strike and not authorizing the calling of a strike and shall make no direct or indirect reference to ratification of a proposed collective agreement or memorandum of settlement.

12. The Act is amended by adding the following section:

Definitions

92.1 (1) In this section,

“benefits”, with respect to an employee of a trade union, means the total of each amount that the employee,

- (a) is required by subsection 6 (1) of the *Income Tax Act* (Canada) to include in income from an office or employment, or
- (b) is required by section 6 of that Act, except subsection 6 (1), (3) or (11), to include in income from an office or employment as a benefit, within the meaning of that Act, or as an amount in respect of a group term life insurance policy; (“avantages”)

“employee”, with respect to a trade union, includes a director or officer of the trade union; (“employé”)

“local trade union” means, in relation to a parent trade union, a trade union in Ontario that is affiliated with or subordinate or directly related to the parent trade union and includes a council of trade unions; (“syndicat local”)

“parent trade union” means a provincial, national or international trade union which has at least one affiliated local trade union in Ontario that is subordinate or directly related to it; (“syndicat parent”)

“public accountant” means a person licensed under the *Public Accountancy Act* or a firm whose partners are licensed under that Act; (“comptable public”)

“salary” means the total of each amount received by an employee that is,

- (a) an amount required by section 5 of the *Income Tax Act* (Canada) to be included in the employee’s income from an office or employment,
- (b) an amount deemed by subsection 6 (3) of that Act to be remuneration of the employee for purposes of section 5 of that Act, or
- (c) an amount received by the employee by reason of his or her right to receive a deferred amount under a salary deferral arrangement referred to in

collective proposée ou d’un protocole d’accord se limite à donner aux personnes qui ont le droit de voter le choix de ratifier ou non la convention ou le protocole et ne doit mentionner, ni directement ni indirectement, la déclaration d’une grève.

Scrutin de grève

(3) Toute question qui figure sur un bulletin de vote utilisé lors d’un scrutin de grève se limite à donner aux personnes qui ont le droit de voter le choix d’autoriser ou non la déclaration d’une grève et ne doit mentionner, ni directement ni indirectement, la ratification d’une convention collective proposée ou d’un protocole d’accord.

12. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Définitions

92.1 (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«avantages» Relativement à un employé d’un syndicat, s’entend du total de chaque montant que l’employé :

- a) soit doit inclure, aux termes du paragraphe 6 (1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada), dans son revenu tiré d’une charge ou d’un emploi;
- b) soit doit inclure, aux termes de l’article 6 de cette loi, sauf le paragraphe 6 (1), (3) ou (11), dans son revenu tiré d’une charge ou d’un emploi comme avantage, au sens de cette loi, ou comme montant à l’égard d’une police d’assurance-vie collective temporaire. («benefits»)

«comptable public» Personne titulaire d’un permis délivré en vertu de la *Loi sur la comptabilité publique* ou cabinet dont les associés sont titulaires d’un tel permis. («public accountant»)

«employé» Relativement à un syndicat, s’entend en outre d’un administrateur ou d’un dirigeant du syndicat. («employee»)

«syndicat» S’entend en outre, malgré l’article 3, des personnes ou entités suivantes :

- a) un agent négociateur désigné au sens de l’article 277.1 de la *Loi sur l’éducation*;
- b) un agent négociateur de pompiers visé par la partie IX de la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l’incendie*;
- c) un agent négociateur d’employés visé par la *Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne*;
- d) une association d’employés au sens de l’article 1 de la *Loi sur la négociation collective dans les collèges*;
- e) une association au sens de l’article 2 de la *Loi sur les services policiers*;
- f) une association au sens du paragraphe 26 (1) de la *Loi sur la fonction publique*;

subsection 6 (11) of that Act; ("traitement")

"trade union" includes, despite section 3,

- (a) a designated bargaining agent as defined in section 277.1 of the *Education Act*,
- (b) a bargaining agent for firefighters under Part IX of the *Fire Protection and Prevention Act, 1997*,
- (c) a bargaining agent for employees under the *Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993*,
- (d) an employee organization as defined in section 1 of the *Colleges Collective Bargaining Act*,
- (e) an association as defined in section 2 of the *Police Services Act*,
- (f) an Association as defined in subsection 26 (1) of the *Public Service Act*, and
- (g) any other prescribed organizations that represent the interests of trade unions or employees. ("syndicat")

Request for salary disclosure

(2) Beginning in 2001, any individual represented by a trade union may make a written request to the trade union to inform him or her of,

- (a) the names of all of the employees to whom or in respect of whom it paid a salary and benefits totalling \$100,000 or more in the previous year; and
- (b) the total amount of salary and benefits that it paid to or in respect of each of those employees.

Individual represented by local union

(3) If an individual represented by a local trade union makes a request to it under subsection (2) and its parent trade union has an office in Ontario, the local trade union shall convey the request to its parent trade union within 10 days after the day on which the request was made.

Salary disclosure statement

(4) A trade union shall provide to the Minister and to every individual who makes a request under subsection (2) a written statement setting out the amount of salary and benefits that it paid in the previous year to or in respect of every employee to whom or in respect of whom it paid a salary and benefits totalling \$100,000 or more.

Notice

(5) At least two weeks before providing a statement to the Minister under subsection (4), the trade union

- g) tout autre organisme prescrit qui représente les intérêts de syndicats ou d'employés. («trade union»)

«syndicat local» Relativement à un syndicat parent, s'entend d'un syndicat en Ontario qui est affilié, subordonné ou directement apparenté à un syndicat parent et, en outre, d'un conseil de syndicats. («local trade union»)

«syndicat parent» Syndicat provincial, national ou international qui compte au moins un syndicat local affilié en Ontario qui lui est subordonné ou directement apparenté. («parent trade union»)

«traitement» Le total de chaque montant que reçoit un employé et qui est, selon le cas :

- a) un montant que l'employé doit inclure dans son revenu tiré d'une charge ou d'un emploi aux termes de l'article 5 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
- b) un montant réputé être, aux termes du paragraphe 6 (3) de cette loi, une rémunération de l'employé pour l'application de l'article 5 de la même loi;
- c) un montant différé reçu par l'employé qui y a droit dans le cadre d'une entente d'échelonnement du traitement mentionnée au paragraphe 6 (11) de cette loi. («salary»)

Demande de divulgation des traitements

(2) À compter de 2001, tout particulier que représente un syndicat peut demander par écrit à ce dernier de lui communiquer ce qui suit :

- a) le nom de tous les employés auxquels ou à l'égard desquels il a versé un traitement et des avantages s'élevant à 100 000 \$ ou plus l'année précédente;
- b) le montant total du traitement et des avantages qu'il a versés à chacun de ces employés ou à leur égard.

Particulier représenté par un syndicat local

(3) Si un particulier qu'il représente lui présente une demande en vertu du paragraphe (2) et que son syndicat parent a un bureau en Ontario, le syndicat local fait suivre la demande à ce dernier dans les 10 jours qui suivent le jour de sa présentation.

Déclaration de divulgation des traitements

(4) Le syndicat fournit au ministre et à chaque particulier qui présente une demande en vertu du paragraphe (2) une déclaration écrite énonçant le montant du traitement et des avantages qu'il a versés l'année précédente à chaque employé ou à l'égard de chaque employé auquel ou à l'égard duquel il a versé un traitement et des avantages s'élevant à 100 000 \$ ou plus.

Avis

(5) Au moins deux semaines avant de fournir au ministre la déclaration prévue au paragraphe (4), le syndi-

shall give written notice to each employee to whom the information in the statement relates of its intention to provide the statement.

Same

(6) If the trade union did not pay a total of \$100,000 or more in salary and benefits to or in respect of any employee in the previous year, the trade union shall provide to the Minister and to every individual who makes a request under subsection (2) a written statement, certified by the trade union's highest ranking officer, stating that fact.

Request conveyed by local union

(7) If a local trade union conveys a request to its parent trade union under subsection (3), the parent trade union shall comply with subsections (4), (5) and (6) as if the request had been made to it by the individual.

Timing of statement

(8) A trade union shall provide a statement under subsection (4) or (6) with respect to a year to the Minister by April 1 of the following year.

Timing: individual request

(9) Subject to subsection (10), a trade union shall provide a statement under subsection (4) or (6) with respect to a year to an individual who makes a request under subsection (2) within 60 days after the day on which the request was made.

Exception

(10) A trade union is not required to provide the statement referred to in subsection (9) before April 1 of the following year.

Parent and local trade unions

(11) In determining whether the sum of an employee's salary and benefits totalled \$100,000 or more, if the employee is an employee of both a parent trade union having an office in Ontario and a local trade union and the sum of the salaries and benefits paid by them to or in respect of the employee totalled \$100,000 or more, that total amount shall be deemed to have been paid by the parent trade union for the purposes of this section.

Obligations of local trade union

(12) Every local trade union that has a parent trade union that has an office in Ontario shall provide to its parent trade union a list of the local trade union's employees showing the information described in subsection (13) with respect to a year by March 15 of the following year.

Contents of statement or list

(13) Any statement required to be disclosed by a trade union under subsection (4) and any list that a local trade union is required to provide to its parent trade union under subsection (12) shall,

- (a) indicate the year to which the information in it relates;

cat donne un avis écrit de son intention à chaque employé concerné par les renseignements que contient la déclaration.

Idem

(6) S'il n'a versé 100 000 \$ ou plus au titre du traitement et des avantages à aucun employé ou à son égard l'année précédente, le syndicat fournit au ministre et à chaque particulier qui présente une demande en vertu du paragraphe (2) une déclaration écrite à cet effet qui est attestée par le dirigeant le plus élevé du syndicat.

Communication de la demande par le syndicat local

(7) Si un syndicat local fait suivre une demande à son syndicat parent aux termes du paragraphe (3), ce dernier se conforme aux paragraphes (4), (5) et (6) comme si la demande lui avait été présentée par le particulier.

Délai

(8) Le syndicat fournit au ministre la déclaration prévue au paragraphe (4) ou (6) à l'égard d'une année donnée au plus tard le 1^{er} avril de l'année suivante.

Délai : demande d'un particulier

(9) Sous réserve du paragraphe (10), le syndicat fournit la déclaration prévue au paragraphe (4) ou (6) à l'égard d'une année donnée au particulier qui présente une demande en vertu du paragraphe (2), dans les 60 jours qui suivent le jour de sa présentation.

Exception

(10) Aucun syndicat n'est tenu de fournir la déclaration visée au paragraphe (9) avant le 1^{er} avril de l'année suivante.

Syndicats parents et syndicats locaux

(11) Pour déterminer si le montant total des traitements et des avantages d'un employé s'élève à 100 000 \$ ou plus, si l'employé est un employé à la fois d'un syndicat parent qui a un bureau en Ontario et d'un syndicat local et que le montant total des traitements et des avantages qu'ils lui ont versés ou qu'ils ont versés à son égard s'élevait à 100 000 \$ ou plus, ce montant est réputé avoir été versé par le syndicat parent pour l'application du présent article.

Obligations du syndicat local

(12) Chaque syndicat local dont le syndicat parent a un bureau en Ontario lui fournit une liste de ses employés où figurent les renseignements mentionnés au paragraphe (13) à l'égard d'une année donnée au plus tard le 15 mars de l'année suivante.

Contenu de la déclaration ou de la liste

(13) Toute déclaration qu'un syndicat est tenu de divulguer aux termes du paragraphe (4) et toute liste qu'un syndicat local est tenu de fournir à son syndicat parent aux termes du paragraphe (12) réunissent les conditions suivantes :

- a) elles indiquent l'année à laquelle se rapportent les renseignements qui y figurent;

- (b) list employees alphabetically by surname; and
- (c) show for each employee,
 - (i) the employee's name as shown on the payroll records of the trade union,
 - (ii) the office or position last held by the employee with the trade union in the year,
 - (iii) the amount of salary that the trade union paid to the employee in the year, and
 - (iv) the amount of benefits reported to the Canada Customs and Revenue Agency under the *Income Tax Act* (Canada) for the employee in the year.

List

(14) A trade union that provides a statement under subsection (4) or (6) shall keep a list of the names and addresses of the individuals to whom it provided the statement.

No copyright

(15) There is no copyright with regard to a statement mentioned in this section or a list under subsection (12) and the information contained in the statement or list may be published by the Minister and anyone who receives a copy of it.

FIPPA or agreement not breached

(16) The disclosure of information in accordance with this section, or in the reasonable belief that the disclosure is required by this Act, shall not be deemed by any court or person,

- (a) to contravene the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*; or
- (b) to be in breach of or contrary to any agreement that purports to restrict or prohibit that disclosure regardless of whether the agreement is made before or after the day the *Labour Relations Amendment Act, 2000* receives Royal Assent.

Same

(17) Subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* does not apply with respect to information provided under this section.

Complaint to Board

(18) The Minister or an individual represented by a trade union may file a written complaint to the Board that,

- (a) the trade union has failed to provide a statement in accordance with this section; or
- (b) the trade union has provided a statement under this section that is inaccurate or incomplete.

- b) elles donnent la liste des employés par ordre alphabétique de leur nom de famille;
- c) elles indiquent ce qui suit à l'égard de chaque employé :
 - (i) le nom de l'employé tel qu'il figure sur le livre de paye du syndicat,
 - (ii) la dernière charge ou le dernier poste que l'employé a occupé auprès du syndicat dans l'année,
 - (iii) le montant du traitement que le syndicat a versé à l'employé dans l'année,
 - (iv) le montant des avantages déclarés à l'Agence des douanes et du revenu du Canada aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) pour l'employé dans l'année.

Liste

(14) Le syndicat qui fournit la déclaration prévue au paragraphe (4) ou (6) tient une liste des nom et adresse des particuliers à qui il l'a fournie.

Aucun droit d'auteur

(15) Il n'existe aucun droit d'auteur à l'égard d'une déclaration mentionnée au présent article ou d'une liste prévue au paragraphe (12); le ministre et quiconque en reçoit une copie peuvent publier les renseignements qu'elle contient.

Aucune contravention

(16) Aucun tribunal ni aucune personne ne doit considérer que la divulgation de renseignements effectuée conformément au présent article ou pour des motifs qui permettent raisonnablement de croire qu'elle est exigée par la présente loi :

- a) soit contrevient à la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*;
- b) soit contrevient ou est contraire à une entente visant à limiter ou à interdire cette divulgation, que l'entente soit conclue avant ou après le jour où la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail* reçoit la sanction royale.

Idem

(17) Le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ne s'applique pas à l'égard des renseignements fournis aux termes du présent article.

Plainte à la Commission

(18) Le ministre ou un particulier que représente un syndicat peut déposer auprès de la Commission une plainte écrite portant que le syndicat, selon le cas :

- a) n'a pas fourni une déclaration comme l'exige le présent article;
- b) a fourni une déclaration prévue au présent article qui est inexacte ou incomplète.

Same

(19) A parent trade union may file a written complaint to the Board that,

- (a) a local trade union has failed to provide a list in accordance with subsection (12); or
- (b) a local trade union has provided a list under subsection (12) that is inaccurate or incomplete.

Failure to provide statement

(20) If the Board receives a complaint under clause (18) (a), the Board may inquire into the complaint and, if it finds that the statement was not provided as required, the Board shall order the trade union to provide the statement to the complainant and, if the Minister was not the complainant, to the Minister.

Failure to provide list

(21) If the Board receives a complaint under clause (19) (a), the Board may inquire into the complaint and, if it finds that the list was not provided as required, the Board shall order the local trade union to provide the list to the parent trade union.

Same

(22) In an order under subsection (20) or (21), the Board may also order the trade union to have its financial records audited and its statement or list certified by a public accountant before providing the statement or list to the complainant, the Minister or the parent trade union, as the case may be.

Inaccurate statement

(23) If the Board receives a complaint under clause (18) (b), the Board may inquire into the complaint and,

- (a) before or after making a decision with respect to the complaint, may order the trade union to have its financial records audited by a public accountant; and
- (b) if the Board upholds the complaint, may order the trade union to provide an accurate and complete statement certified by a public accountant to every individual represented by the trade union and to the Minister.

Inaccurate list

(24) If the Board receives a complaint under clause (19) (b), the Board may inquire into the complaint and,

- (a) before or after making a decision with respect to the complaint, may order the local trade union to have its financial records audited by a public accountant; and
- (b) if the Board upholds the complaint, may order the local trade union to provide an accurate and complete list certified by a public accountant to the parent trade union.

Costs

(25) The trade union responsible for providing a statement or list under this section shall bear the costs of

Idem

(19) Un syndicat parent peut déposer auprès de la Commission une plainte écrite portant qu'un syndicat local, selon le cas :

- a) n'a pas fourni une liste comme l'exige le paragraphe (12);
- b) a fourni une liste prévue au paragraphe (12) qui est inexacte ou incomplète.

Défaut de fournir une déclaration

(20) Si elle reçoit une plainte visée à l'alinéa (18) a), la Commission peut enquêter sur celle-ci et, si elle conclut que la déclaration n'a pas été fournie comme elle devait l'être, elle ordonne au syndicat de la fournir au plaignant et au ministre, s'il n'est pas le plaignant.

Défaut de fournir une liste

(21) Si elle reçoit une plainte visée à l'alinéa (19) a), la Commission peut enquêter sur celle-ci et, si elle conclut que la liste n'a pas été fournie comme elle devait l'être, elle ordonne au syndicat local de la fournir au syndicat parent.

Idem

(22) Dans l'ordonnance prévue au paragraphe (20) ou (21), la Commission peut également ordonner au syndicat de faire vérifier ses dossiers financiers et de faire attester sa déclaration ou sa liste par un comptable public avant de la fournir au plaignant, au ministre ou au syndicat parent, selon le cas.

Déclaration inexacte

(23) Si elle reçoit une plainte visée à l'alinéa (18) b), la Commission peut enquêter sur la plainte et :

- a) d'une part, avant de rendre une décision à l'égard de la plainte ou par la suite, elle peut ordonner au syndicat de faire vérifier ses dossiers financiers par un comptable public;
- b) d'autre part, si elle donne droit à la plainte, elle peut ordonner au syndicat de fournir une déclaration exacte et complète attestée par un comptable public à chaque particulier que représente le syndicat et au ministre.

Liste inexacte

(24) Si elle reçoit une plainte visée à l'alinéa (19) b), la Commission peut enquêter sur la plainte et :

- a) d'une part, avant de rendre une décision à l'égard de la plainte ou par la suite, elle peut ordonner au syndicat local de faire vérifier ses dossiers financiers par un comptable public;
- b) d'autre part, si elle donne droit à la plainte, elle peut ordonner au syndicat local de fournir au syndicat parent une liste exacte et complète attestée par un comptable public.

Frais

(25) Le syndicat à qui il incombe de fournir la déclaration ou la liste prévue au présent article assume les

preparing the statement or list and of any related audits and certifications of a public accountant required under this section.

Regulations

(26) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing organizations for purposes of clause (g) of the definition of "trade union" in subsection (1);
- (b) exempting any trade union or class of trade unions from the application of this section.

13. Subsection 96 (6) of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

14. Subsection 99 (10) of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

15. Section 102 of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

16. Section 108 of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

17. (1) Section 110 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 11, is further amended by adding the following subsection:

Same

(14.1) Despite subsections (9), (10), (11) and (14), the chair shall sit alone or shall authorize a vice-chair to sit alone to hear and determine a matter under section 74 and to exercise all of the powers of the Board when doing so, except when the chair considers it inadvisable for the chair or a vice-chair to sit alone.

(2) Subsection 110 (15) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(15) For the purposes of subsections (14) and (14.1), if the chair is absent or not able to act, the alternate chair may act in his or her stead.

18. The Act is amended by adding the following section:

When no decision, etc., after six months

115.1 (1) This section applies if the Board has commenced a hearing in a proceeding, six months or more have passed since the last day of hearing and a decision, order, direction, declaration or ruling of the Board has not been made.

Termination of proceeding

(2) On the application of a party in the proceeding, the chair may terminate the proceeding.

frais liés à sa préparation et aux vérifications et attestations connexes par un comptable public qu'exige le présent article.

Règlements

(26) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire des organismes pour l'application de l'alinéa g) de la définition de «syndicat» au paragraphe (1);
- b) soustraire tout syndicat ou toute catégorie de syndicats à l'application du présent article.

13. Le paragraphe 96 (6) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

14. Le paragraphe 99 (10) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

15. L'article 102 de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

16. L'article 108 de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

17. (1) L'article 110 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 11 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(14.1) Malgré les paragraphes (9), (10), (11) et (14), le président siège seul, ou autorise un vice-président à ce faire, pour entendre une question visée à l'article 74 et statuer sur celle-ci et pour exercer à ces fins tous les pouvoirs de la Commission, sauf s'il estime qu'il est inopportun que l'un ou l'autre siège seul.

(2) Le paragraphe 110 (15) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(15) Pour l'application des paragraphes (14) et (14.1), en cas d'absence ou d'empêchement du président, le président suppléant peut le remplacer.

18. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Aucune décision après six mois

115.1 (1) Le présent article s'applique si la Commission a commencé une audience dans le cadre d'une instance et que six mois ou plus se sont écoulés depuis le dernier jour de l'audience sans qu'elle ait rendu de décision ou d'ordonnance ni donné de directive ni fait de déclaration.

Fin de l'instance

(2) Sur requête d'une partie, le président peut mettre fin à l'instance.

Re-institution of proceeding

(3) If a proceeding is terminated according to subsection (2), the chair shall re-institute the proceeding upon such terms and conditions as the chair considers appropriate, subject to subsection (4).

Heard by different Board members

(4) Despite subsections 110 (9), (14) and (14.1), the re-instituted proceeding shall be heard by a member or members of the Board, as the case may be, who are different than those who heard the proceeding before its re-institution.

19. Subsection 120 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 14, is repealed and the following substituted:

Competency as a witness

(1) The following persons are not competent or compellable witnesses before a court or tribunal respecting any information or material furnished to or received by them while being involved in an endeavour to effect a collective agreement:

1. The Minister.
2. A deputy minister in the Ministry of Labour.
3. An assistant deputy minister of Labour.
4. The Director of Labour Management Services.
5. The chair or a member of a conciliation board.
6. Any other person appointed by the Minister under this Act or authorized in writing by the Director of Labour Management Services.

20. Subsection 122 (3) of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

21. (1) Clause 125 (l) of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

(2) Clause 125 (l.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 15, is repealed and the following substituted:

- (l.2) designating projects in the construction industry that are not industrial projects as projects that may be the subject of a project agreement under section 163.1 or 163.1.1 and providing for section 163.1 or 163.1.1, as the case may be, to apply with respect to those projects, and prescribing modifications to those provisions for the purpose.

(3) The French version of clause 125 (l.3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 15, is amended by striking out "convention proposée concernant un projet" and

Reprise de l'instance

(3) S'il met fin à une instance en vertu du paragraphe (2), le président la reprend aux conditions qu'il estime appropriées, sous réserve du paragraphe (4).

Audition par différents membres de la Commission

(4) Malgré les paragraphes 110 (9), (14) et (14.1), l'instance qui est reprise est entendue par un ou plusieurs membres de la Commission, selon le cas, qui sont différents de ceux qui l'ont entendue avant la reprise.

19. Le paragraphe 120 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Habilité à témoigner

(1) Les personnes suivantes ne sont ni habiles ni contraignables à témoigner devant un tribunal judiciaire ou administratif en ce qui concerne les renseignements ou les documents qui leur sont fournis ou qu'elles reçoivent dans le cadre de leur participation aux démarches faites pour que soit conclue une convention collective :

1. Le ministre.
2. Un sous-ministre du ministère du Travail.
3. Un sous-ministre adjoint du Travail.
4. Le directeur des relations patronales-syndicales.
5. Le président ou un membre d'une commission de conciliation.
6. Toute autre personne désignée par le ministre en vertu de la présente loi ou autorisée par écrit par le directeur des relations patronales-syndicales.

20. Le paragraphe 122 (3) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

21. (1) L'alinéa 125 l) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

(2) L'alinéa 125 l.2) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 15 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- l.2) désigner des projets relevant de l'industrie de la construction qui ne sont pas des projets industriels comme projets qui peuvent faire l'objet d'une convention d'exécution de projet prévue à l'article 163.1 ou 163.1.1, prévoir que l'un ou l'autre de ces articles, selon le cas, s'applique à l'égard de ces projets et prescrire les modifications qui doivent leur être apportées à cette fin.

(3) La version française de l'alinéa 125 l.3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 15 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifiée par substitution de «convention d'exécution de projet propo-

substituting “convention d’exécution de projet proposée”.

22. (1) Section 126 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 16, is further amended by striking out “In this section and in sections 127 to 168” at the beginning and substituting “In this section and in sections 126.1 to 168”.

(2) The definition of “non-construction employer” in section 126 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 16, is repealed and the following substituted:

“non-construction employer” means an employer who does no work in the construction industry for which the employer expects compensation from an unrelated person. (“employeur extérieur à l’industrie de la construction”)

23. The Act is amended by adding the following section:

Construction industry, application

126.1 (1) Sections 126 to 168 set out special rules with respect to the construction industry.

Same

(2) Sections 1 to 125 also apply with respect to the construction industry.

Resolving conflict

(3) If there is a conflict with respect to the application of provisions of this Act with respect to the construction industry, it shall be resolved as follows:

1. A provision in sections 126 to 144 prevails over a provision in sections 7 to 63 and 68 to 125.
2. A provision in sections 146 to 150 prevails over any other provision of this Act.
3. A provision in sections 153 to 167 prevails over a provision in sections 7 to 63 and 68 to 144.

24. Section 127 of the Act is repealed.

25. Subsection 127.2 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 17, is repealed and the following substituted:

Declaration

(2) On the application of a non-construction employer, the Board shall declare that a trade union no longer represents those employees of the non-construction employer employed in the construction industry.

26. Subsections 132 (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

sée» à «convention proposée concernant un projet».

22. (1) L’article 126 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 16 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié de nouveau par substitution de «Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article et aux articles 126.1 à 168.» à «Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article et aux articles 127 à 168.».

(2) La définition de «employeur extérieur à l’industrie de la construction» à l’article 126 de la Loi, telle qu’elle est édictée par l’article 16 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«employeur extérieur à l’industrie de la construction»
Employeur qui n’effectue, dans l’industrie de la construction, aucun travail pour lequel il compte obtenir une rémunération d’une personne non liée. («non-construction employer»)

23. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Industrie de la construction : application

126.1 (1) Les articles 126 à 168 énoncent des règles spéciales à l’égard de l’industrie de la construction.

Idem

(2) Les articles 1 à 125 s’appliquent également à l’égard de l’industrie de la construction.

Résolution des incompatibilités

(3) Toute incompatibilité entre les dispositions de la présente loi quant à leur application à l’égard de l’industrie de la construction se résout comme suit :

1. Les dispositions des articles 126 à 144 l’emportent sur les dispositions des articles 7 à 63 et 68 à 125.
2. Les dispositions des articles 146 à 150 l’emportent sur toute autre disposition de la présente loi.
3. Les dispositions des articles 153 à 167 l’emportent sur les dispositions des articles 7 à 63 et 68 à 144.

24. L’article 127 de la Loi est abrogé.

25. Le paragraphe 127.2 (2) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 17 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Déclaration

(2) Sur requête d’un employeur extérieur à l’industrie de la construction, la Commission déclare qu’un syndicat ne représente plus les employés de l’employeur qui sont employés dans l’industrie de la construction.

26. Les paragraphes 132 (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Agreement

(2) Any of the employees in the bargaining unit defined in a first agreement between an employer and a trade union, where the trade union has not been certified as the bargaining agent of the employees of the employer in the bargaining unit, may apply to the Board for a declaration that the trade union no longer represents the employees in the bargaining unit after the 275th day of its operation and before the 365th day of its operation.

27. Subsection 137 (7) of the Act is amended by striking out “despite subsection 58 (1)” at the end.

28. (1) The French version of subsection 144 (3) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 19, is further amended by striking out “convention concernant un projet” wherever it occurs and substituting in each case “convention d’exécution de projet”.

(2) Subsection 144 (4) of the Act is amended by striking out “Ontario Court (General Division)” and substituting “Superior Court of Justice”.

29. Subsection 145 (2) of the Act is repealed.

30. (1) Subsection (2) applies only if *An Act to amend the Labour Relations Act, 1995 in relation to the construction industry*, being Bill 69 of the 1st Session of the 37th Legislature, is enacted.

(2) Subsection 150.1 (3.1) of the Act, as set out in section 3 of Bill 69, as reprinted to show the amendments reported to the Legislative Assembly on May 30, 2000, is amended by striking out “Despite subsection 59 (1)” at the beginning.

31. Section 152 of the Act is repealed.

32. Subsection 159 (3) of the Act is repealed.

33. Subsection 160 (2) of the Act is repealed.

34. (1) Subsection 161 (2) of the Act is amended by striking out “Despite subsection 58 (1)” at the beginning.

(2) Subsection 161 (5) of the Act is amended by striking out “Despite subsection 58 (1)” at the beginning.

35. (1) Subsection 163.1 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is amended by striking out the portion before paragraph 1 and substituting the following:

Convention

(2) N’importe lequel des employés compris dans l’unité de négociation définie dans une première convention conclue entre un employeur et un syndicat, si ce dernier n’a pas été accrédité comme agent négociateur des employés de l’employeur qui sont compris dans l’unité de négociation, peut, après le 275^e et avant le 365^e jour de l’entrée en vigueur de la convention, s’adresser à la Commission pour obtenir la déclaration selon laquelle le syndicat ne les représente plus.

27. Le paragraphe 137 (7) de la Loi est modifié par suppression de « , malgré le paragraphe 58 (1) » à la fin du paragraphe.

28. (1) La version française du paragraphe 144 (3) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 19 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifiée de nouveau par substitution de « convention d’exécution de projet » à « convention concernant un projet » partout où figure cette expression.

(2) Le paragraphe 144 (4) de la Loi est modifié par substitution de « Cour supérieure de justice » à « Cour de l’Ontario (Division générale) ».

29. Le paragraphe 145 (2) de la Loi est abrogé.

30. (1) Le paragraphe (2) ne s’applique que si la *Loi modifiant la Loi de 1995 sur les relations de travail en ce qui a trait à l’industrie de la construction*, qui constitue le projet de loi 69 de la 1^{re} session de la 37^e Législature, est édictée.

(2) Le paragraphe 150.1 (3.1) de la Loi, tel qu’il est énoncé à l’article 3 du projet de loi 69, dans sa version réimprimée pour indiquer les modifications rapportées à l’Assemblée législative le 30 mai 2000, est modifié par suppression de « Malgré le paragraphe 59 (1), » au début du paragraphe.

31. L’article 152 de la Loi est abrogé.

32. Le paragraphe 159 (3) de la Loi est abrogé.

33. Le paragraphe 160 (2) de la Loi est abrogé.

34. (1) Le paragraphe 161 (2) de la Loi est modifié par suppression de « Malgré le paragraphe 58 (1), » au début du paragraphe.

(2) Le paragraphe 161 (5) de la Loi est modifié par suppression de « Malgré le paragraphe 58 (1), » au début du paragraphe.

35. (1) Le paragraphe 163.1 (1) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 21 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède la disposition 1 :

Conventions d’exécution de projet

(1) Le promoteur d’un projet de construction ou d’un groupe de projets de construction qui croit que le ou les

Project agreements

(1) A proponent of a construction project or a group of construction projects who believes that the project or

projects are economically significant and who wishes to have a project agreement for the project or projects shall do the following:

(2) Paragraph 2 of subsection 163.1 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is repealed and the following substituted:

2. Give each bargaining agent on the list a notice that the proponent wishes to have a project agreement and include with the notice a copy of the list, a general description of each of the projects which are proposed to be covered under the agreement and the estimated cost of each project.

(3) Paragraph 2 of subsection 163.1 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is repealed and the following substituted:

2. A bargaining agent may be included on the list only if the proponent anticipates that any project that is proposed to be covered under the project agreement may include work within the bargaining agent's geographic jurisdiction for which the bargaining agent would select, refer, assign, designate or schedule persons for employment.

(4) Subsection 163.1 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is amended by striking out the portion before paragraph 1 and substituting the following:

Objection to Board

(3) A bargaining agent on the list may apply to the Board for an order that a project may not be the subject of a project agreement and the following apply with respect to such an application:

(5) The French version of subsection 163.1 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is amended,

- (a) by striking out "convention concernant un projet" in paragraph 1 and substituting "convention d'exécution de projet"; and
- (b) by striking out "convention" in paragraphs 4 and 5 and substituting in each case "convention d'exécution de projet".

(6) Subsection 163.1 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is repealed and the following substituted:

Contents of project agreement

- (4) A project agreement must contain,

projets sont importants sur le plan économique et qui désire conclure une convention d'exécution de projet à leur égard fait ce qui suit :

(2) La disposition 2 du paragraphe 163.1 (1) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 21 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Il donne à chaque agent négociateur inscrit sur la liste un avis portant qu'il désire conclure une convention d'exécution de projet et lui joint une copie de la liste, une description générale de chaque projet qui serait visé par la convention et son coût estimatif.

(3) La disposition 2 du paragraphe 163.1 (2) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 21 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Un agent négociateur ne peut être inscrit sur la liste que si le promoteur prévoit que l'un des projets qui seraient visés par la convention d'exécution de projet peut comprendre des travaux relevant de la compétence territoriale de l'agent négociateur à l'égard desquels celui-ci choisirait, orienterait, affecterait, désignerait ou classerait des personnes en vue de leur emploi.

(4) Le paragraphe 163.1 (3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 21 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède la disposition 1 :

Opposition

(3) Un agent négociateur inscrit sur la liste peut, par voie de requête, demander à la Commission de rendre une ordonnance portant qu'un projet ne peut pas faire l'objet d'une convention d'exécution de projet, et les règles suivantes s'appliquent à l'égard d'une telle requête :

(5) La version française du paragraphe 163.1 (3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 21 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifiée :

- a) par substitution de «convention d'exécution de projet» à «convention concernant un projet» à la disposition 1;
- b) par substitution de «convention d'exécution de projet» à «convention» aux dispositions 4 et 5.

(6) Le paragraphe 163.1 (4) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 21 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Contenu de la convention d'exécution de projet

(4) La convention d'exécution de projet contient ce qui suit :

- (a) a general description of each project covered under the project agreement; and
- (b) a term providing that the agreement is in effect until every project covered under the agreement is completed or abandoned.

Same

(4.1) A project agreement may contain a term providing that additional projects may be added to and governed by the project agreement.

(7) The French version of section 163.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is amended,

- (a) by striking out “convention proposée concernant un projet” in subsections (5) and (9) and substituting in each case “convention d’exécution de projet proposée”;
- (b) by striking out “convention proposée concernant le projet” wherever it occurs in subsections (7), (9) and (12) and substituting in each case “convention d’exécution de projet proposée”;
- (c) by striking out “convention concernant un projet” in subsections (8) and (14) and substituting in each case “convention d’exécution de projet”; and
- (d) by striking out “convention concernant le projet” wherever it occurs in subsections (9), (10), (11) and (14) and substituting in each case “convention d’exécution de projet”.

(8) Subsections 163.1 (15), (16) and (17) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, are repealed and the following substituted:

Application of subs. (16)

(15) Subsection (16) applies if,

- (a) a trade union is a bargaining agent that received notice of the coming into force of a project agreement under subsection (11);
- (b) the trade union does not have bargaining rights with respect to employees of an employer; and
- (c) the employer employs members of the trade union to perform work on a project that is governed by that project agreement.

No certification or voluntary recognition

(16) Regardless of whether the work the members of the trade union perform is inside or outside of the construction industry, if the circumstances set out in subsection (15) apply,

- (a) the employment of the members of the trade union before the project is completed or abandoned

- a) une description générale de chaque projet qu’elle vise;
- b) une clause prévoyant qu’elle est en vigueur jusqu’à ce que tous les projets qu’elle vise soient achevés ou abandonnés.

Idem

(4.1) La convention d’exécution de projet peut contenir une clause prévoyant que d’autres projets peuvent y être ajoutés et être régis par elle.

(7) La version française de l’article 163.1 de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 21 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifiée :

- a) par substitution de «convention d’exécution de projet proposée» à «convention proposée concernant un projet» aux paragraphes (5) et (9);
- b) par substitution de «convention d’exécution de projet proposée» à «convention proposée concernant le projet» partout où figure cette expression aux paragraphes (7), (9) et (12);
- c) par substitution de «convention d’exécution de projet» à «convention concernant un projet» aux paragraphes (8) et (14);
- d) par substitution de «convention d’exécution de projet» à «convention concernant le projet» partout où figure cette expression aux paragraphes (9), (10), (11) et (14).

(8) Les paragraphes 163.1 (15), (16) et (17) de la Loi, tels qu’ils sont édictés par l’article 21 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Application du par. (16)

(15) Le paragraphe (16) s’applique si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le syndicat est un agent négociateur qui a reçu avis de l’entrée en vigueur d’une convention d’exécution de projet aux termes du paragraphe (11);
- b) le syndicat n’a pas le droit de négocier à l’égard des employés d’un employeur;
- c) l’employeur emploie des membres du syndicat pour effectuer des travaux dans le cadre d’un projet que régit cette convention d’exécution de projet.

Pas d’accréditation ni de reconnaissance volontaire

(16) Que les travaux effectués par les membres du syndicat relèvent ou non de l’industrie de la construction, ce qui suit s’applique dans les circonstances énoncées au paragraphe (15) :

- a) l’emploi des membres du syndicat avant l’achèvement ou l’abandon du projet ne doit pas

shall not be considered in any application for certification by the trade union with respect to the employer; and

- (b) any agreement under which the employer agrees to employ only members of the trade union for that work before the project is completed or abandoned but not afterwards shall be deemed not to be an agreement voluntarily recognizing the trade union as the exclusive bargaining agent of those employees.

Not voluntary recognition

(16.1) A person shall be deemed not to have voluntarily recognized a trade union as an exclusive bargaining agent if,

- (a) the person is a party to an agreement or operates under an agreement under which an employer agrees to employ members of the trade union to perform work, regardless of whether the work is inside or outside of the construction industry;
- (b) the trade union is a bargaining agent to which notice of the coming into force of a project agreement was given under subsection (11); and
- (c) the agreement includes work on a project to which the project agreement applies.

Not party to collective agreement

(17) The proponent and, if the proponent is an agent, the person who owns or has an interest in the land for which the project is planned, are not, only by reason of being a party or operating under the project agreement or an agreement that includes work on the project, parties to any collective agreement.

Same, project agreement

(17.1) Subsection (17) applies with respect to agreements entered into before the day subsection 35 (8) of the *Labour Relations Amendment Act, 2000* is proclaimed in force.

36. The Act is amended by adding the following section:

Adding new project to agreement

163.1.1 (1) This section applies if,

- (a) the proponent under an existing project agreement believes that a new construction project that is not included in the agreement is economically significant;
- (b) the proponent wishes to add the new project to be governed by the project agreement; and
- (c) the project agreement contains a term providing that additional projects may be added to and governed by the project agreement.

être pris en compte dans une requête en accréditation que présente le syndicat à l'égard de l'employeur;

- b) toute convention aux termes de laquelle l'employeur convient de n'employer que des membres du syndicat pour ces travaux avant l'achèvement ou l'abandon du projet mais non par la suite est réputée ne pas constituer un accord qui reconnaît volontairement le syndicat comme seul agent négociateur de ces employés.

Pas de reconnaissance volontaire

(16.1) Une personne est réputée ne pas avoir reconnu volontairement un syndicat comme seul agent négociateur si les conditions suivantes sont réunies :

- a) elle est partie à une convention aux termes de laquelle un employeur convient d'employer des membres du syndicat pour effectuer des travaux, que ceux-ci relèvent ou non de l'industrie de la construction, ou elle agit dans le cadre d'une telle convention;
- b) le syndicat est un agent négociateur qui a reçu avis de l'entrée en vigueur d'une convention d'exécution de projet aux termes du paragraphe (11);
- c) la convention porte, entre autres, sur des travaux effectués dans le cadre d'un projet visé par la convention d'exécution de projet.

Non des parties à une convention collective

(17) Le promoteur et, si le promoteur est un représentant, la personne à qui appartient le bien-fonds à l'égard duquel le projet est envisagé ou qui a un intérêt sur ce bien-fonds ne sont pas parties à une convention collective du seul fait qu'ils sont parties à la convention d'exécution de projet ou à une convention qui porte, entre autres, sur des travaux effectués dans le cadre du projet ou qu'ils agissent dans le cadre de celle-ci.

Idem, convention d'exécution de projet

(17.1) Le paragraphe (17) s'applique à l'égard des conventions conclues avant le jour où le paragraphe 35 (8) de la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail* est proclamé en vigueur.

36. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Ajout de nouveaux projets à la convention

163.1.1 (1) Le présent article s'applique si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le promoteur visé par une convention d'exécution de projet existante croit qu'un nouveau projet de construction qui n'est pas visé par la convention est important sur le plan économique;
- b) le promoteur désire ajouter le nouveau projet à la convention pour qu'elle le régie;
- c) la convention contient une clause prévoyant que d'autres projets peuvent y être ajoutés et être régis par elle.

Notice to be given

(2) The proponent shall do the following:

1. Give notice that the proponent wishes to add a new project to be governed by an existing project agreement to the bargaining agents, employee bargaining agencies and employer bargaining agencies that received notice under subsection 163.1 (11).
2. Include with the notice a copy of the existing project agreement and a general description of the new project and its estimated cost.
3. Give the Board a copy of the notice and evidence, in the form required by the Board, that the notice has been given to each bargaining agent entitled to receive notice.

Challenge

(3) A bargaining agent entitled to receive notice under subsection (2) may apply to the Board for an order that the new project may not be the subject of the project agreement.

Same

(4) Subsection 163.1 (3) applies, with necessary modifications, to an application under subsection (3).

Application by bargaining agent

(5) A bargaining agent entitled to receive notice under subsection (2) may challenge the proposed addition of the new project to the existing project agreement by giving notice to the Board within 10 days after the Board receives a copy of the notice and evidence under paragraph 3 of subsection (2).

Decision of Board

(6) In a challenge under subsection (5), the Board shall make an order declaring that the new project shall not be added to the existing project agreement if the Board makes either of the following findings:

1. The project agreement does not contain a term that additional projects may be added to and governed by the project agreement.
2. The requirements in subsection (2) have not been satisfied and the failure to satisfy the requirements affected the bargaining agent making the challenge.

Same

(7) If the Board does not make any of the findings set out in subsection (6), the Board shall dismiss the challenge.

Notice that new project added

(8) The proponent may give notice to the bargaining agents, employee bargaining agencies and employer bargaining agencies specified in subsection (2) that the

Avis

(2) Le promoteur fait ce qui suit :

1. Il avise les agents négociateurs, les organismes négociateurs syndicaux et les organismes négociateurs patronaux qui ont reçu l'avis prévu au paragraphe 163.1 (11) qu'il désire ajouter un nouveau projet à une convention d'exécution de projet existante pour qu'elle le régie.
2. Il joint à l'avis une copie de la convention d'exécution de projet existante ainsi qu'une description générale du nouveau projet et son coût estimatif.
3. Il donne à la Commission une copie de l'avis et la preuve, sous la forme que celle-ci exige, qu'il a donné l'avis à chaque agent négociateur qui y a droit.

Contestation

(3) L'agent négociateur qui a le droit de recevoir l'avis prévu au paragraphe (2) peut, par voie de requête, demander à la Commission de rendre une ordonnance portant que le nouveau projet ne peut pas faire l'objet de la convention d'exécution de projet.

Idem

(4) Le paragraphe 163.1 (3) s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux requêtes présentées en vertu du paragraphe (3).

Requête de l'agent négociateur

(5) L'agent négociateur qui a le droit de recevoir l'avis prévu au paragraphe (2) peut contester l'ajout proposé du nouveau projet à la convention d'exécution de projet existante en avisant la Commission au plus tard 10 jours après que celle-ci a reçu la copie de l'avis et la preuve visées à la disposition 3 du paragraphe (2).

Décision de la Commission

(6) Dans le cadre d'une contestation visée au paragraphe (5), la Commission rend une ordonnance portant que le nouveau projet ne doit pas être ajouté à la convention d'exécution de projet existante si elle arrive à l'une ou l'autre des conclusions suivantes :

1. La convention d'exécution de projet ne contient pas de clause prévoyant que d'autres projets peuvent y être ajoutés et être régis par elle.
2. Les exigences du paragraphe (2) n'ont pas été respectées et ce fait a nui à l'agent négociateur qui conteste l'ajout.

Idem

(7) La Commission rejette la contestation si elle n'arrive à aucune des conclusions énoncées au paragraphe (6).

Avis d'ajout d'un nouveau projet

(8) Le promoteur peut aviser les agents négociateurs, les organismes négociateurs syndicaux et les organismes négociateurs patronaux précisés au paragraphe (2) de

new project has been added to be governed by the project agreement if,

- (a) no application was made under subsection (3) within the time for making such an application;
- (b) no challenge is made under subsection (5) within the time for making such a challenge; or
- (c) the Board has dismissed any applications or challenges made under those subsections.

Effect of notice

(9) The following apply upon the proponent giving the notice under subsection (8):

- 1. The new project is added to the project agreement.
- 2. Subsections 163.1 (14), (15), (16) and (16.1) apply with respect to the new project on and after the day it is added to the project agreement.

Notice that new project not added

(10) If the Board grants an application made under subsection (3) or makes an order under subsection (6), the proponent shall give notice to the bargaining agents, employee bargaining agencies and employer bargaining agencies specified in subsection (2) that the new project has not been added to the project agreement.

Previous agreements re more than one project

(11) Multiple projects and the addition of new projects under a project agreement described in subsection (13) shall be governed in accordance with the project agreement and not in accordance with section 163.1 and subsections (1) to (10).

Previous agreements deemed valid

(12) The provisions in a project agreement described in subsection (13) dealing with multiple projects and the addition of new projects shall be deemed to be valid.

Same

(13) Subsections (11) and (12) apply with respect to a project agreement if notice was given under subsection 163.1 (11) with respect to the project agreement before November 2, 2000.

37. (1) Subsection (2) applies only if *An Act to amend the Labour Relations Act, 1995 in relation to the construction industry*, being Bill 69 of the 1st Session of the 37th Legislature, is enacted.

(2) The French version of subsection 163.5 (10) of the Act, as set out in section 8 of Bill 69, as reprinted to show the amendments reported to the Legislative Assembly on May 30, 2000, is amended by striking out "conventions concernant un projet" and substituting "conventions d'exécution de projet".

l'ajout du nouveau projet à la convention d'exécution de projet pour qu'elle le régisse, si, selon le cas :

- a) aucune requête n'a été présentée en vertu du paragraphe (3) dans le délai imparti pour ce faire;
- b) aucune contestation n'a été présentée en vertu du paragraphe (5) dans le délai imparti pour ce faire;
- c) la Commission a rejeté les requêtes ou les contestations présentées en vertu de ces paragraphes.

Effet de l'avis

(9) Les règles suivantes s'appliquent dès que le promoteur donne l'avis prévu au paragraphe (8) :

- 1. Le nouveau projet est ajouté à la convention d'exécution de projet.
- 2. Les paragraphes 163.1 (14), (15), (16) et (16.1) s'appliquent à l'égard du nouveau projet à compter du jour où il est ajouté à la convention d'exécution de projet.

Avis du refus d'ajouter le nouveau projet

(10) Si la Commission accède à une requête présentée en vertu du paragraphe (3) ou rend une ordonnance aux termes du paragraphe (6), le promoteur avise les agents négociateurs, les organismes négociateurs syndicaux et les organismes négociateurs patronaux précisés au paragraphe (2) que le nouveau projet n'a pas été ajouté à la convention d'exécution de projet.

Conventions antérieures : plus d'un projet

(11) Les projets multiples qui font l'objet d'une convention d'exécution de projet visée au paragraphe (13) et l'ajout de nouveaux projets à une telle convention sont régis conformément à la convention et non conformément à l'article 163.1 et aux paragraphes (1) à (10).

Conventions antérieures réputées valides

(12) Les clauses d'une convention d'exécution de projet visée au paragraphe (13) qui traitent de projets multiples et de l'ajout de nouveaux projets sont réputées valides.

Idem

(13) Les paragraphes (11) et (12) s'appliquent à l'égard d'une convention d'exécution de projet si un avis a été donné aux termes du paragraphe 163.1 (11) à l'égard de la convention avant le 2 novembre 2000.

37. (1) Le paragraphe (2) ne s'applique que si la *Loi modifiant la Loi de 1995 sur les relations de travail en ce qui a trait à l'industrie de la construction*, qui constitue le projet de loi 69 de la 1^{re} session de la 37^e Législature, est édictée.

(2) La version française du paragraphe 163.5 (10) de la Loi, tel qu'il est énoncé à l'article 8 du projet de loi 69, dans sa version réimprimée pour indiquer les modifications rapportées à l'Assemblée législative le 30 mai 2000, est modifiée par substitution de «conventions d'exécution de projet» à «conventions concernant un projet».

38. Section 166 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 22, is repealed and the following substituted:

Application re sector

166. (1) A trade union, council of trade unions, or an employer or employers' organization may apply to the Board for a determination of any question that arises as to what sector of the construction industry work performed or to be performed by employees is in.

Withdraw application

(2) The applicant may withdraw an application under subsection (1) upon such conditions as the Board may determine.

Board to inquire

(3) The Board may inquire into an application made under this section.

No hearing

(4) The Board is not required to hold a hearing to make any determination under this section.

Meeting of representatives

(5) Representatives of the trade union or council of trade unions and of the employer or employers' organization or their substitutes shall promptly meet and attempt to settle the matters raised in the application and shall report the outcome to the Board.

Interim or final order

(6) The Board may make any interim or final order it considers appropriate after consulting with the parties.

Cease and desist order

(7) In an interim order or after making an interim order, the Board may order any person, trade union, council of trade unions or employers' organization to cease and desist from doing anything intended or likely to interfere with the terms of an interim order.

Filing in court

(8) A party to an interim or final order may file it, excluding the reasons, in the prescribed form in the Superior Court of Justice and it shall be entered in the same way as an order of that court and is enforceable as such.

When enforceable

(9) An order that has been filed with the court is enforceable by a person, trade union, council of trade unions or employers' organization affected by it on or after the day after the date fixed in the order for compliance.

38. L'article 166 de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 22 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Requête ayant trait au secteur

166. (1) Un syndicat, un conseil de syndicats, un employeur ou une association patronale peut, par voie de requête, demander à la Commission de décider de quel secteur de l'industrie de la construction relève le travail exécuté ou destiné à être exécuté par des employés.

Retrait de la requête

(2) L'auteur de la requête peut retirer la requête visée au paragraphe (1) aux conditions que fixe la Commission.

Enquête de la Commission

(3) La Commission peut faire enquête sur une requête présentée en vertu du présent article.

Aucune audience

(4) La Commission n'est pas obligée de tenir d'audience pour rendre une décision en vertu du présent article.

Rencontre des représentants

(5) Des représentants du syndicat ou du conseil de syndicats et de l'employeur ou de l'association patronale ou leurs remplaçants se rencontrent promptement et tentent de régler les questions qui sont soulevées dans la requête. Ils font rapport des résultats obtenus à la Commission.

Ordonnance provisoire ou définitive

(6) La Commission peut rendre l'ordonnance provisoire ou définitive qu'elle estime appropriée après avoir consulté les parties.

Ordonnance de cesser et de s'abstenir

(7) Dans une ordonnance provisoire ou après avoir rendu une telle ordonnance, la Commission peut ordonner à une personne, à un syndicat, à un conseil de syndicats ou à une association patronale de cesser ou de s'abstenir d'accomplir tout acte visant à entraver ou ayant vraisemblablement pour conséquence d'entraver l'application d'une ordonnance provisoire.

Dépôt à la Cour

(8) Une partie à une ordonnance provisoire ou définitive peut la déposer sans les motifs sous la forme prescrite à la Cour supérieure de justice. Cette ordonnance est consignée de la même façon qu'une ordonnance de la Cour et est exécutoire au même titre.

Exécution

(9) La personne, le syndicat, le conseil de syndicats ou l'association patronale intéressés par une ordonnance déposée à la Cour peut en demander l'exécution le lendemain de la date qui y est fixée pour s'y conformer ou par la suite.

Compliance

(10) A person, trade union, council of trade unions or employers' organization affected by an interim order made by the Board under this section shall comply with it despite any provision of this Act.

Effect of compliance

(11) A person, trade union, council of trade unions or employers' organization that is complying with an interim order made by the Board under this section shall be deemed not to have violated any provision of this Act or of any collective agreement by doing so.

39. (1) Subsection 1 (2) of the *Hospital Labour Disputes Arbitration Act* is amended by striking out "*Labour Relations Act*" and substituting "*Labour Relations Act, 1995*".

(2) Subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out "*Labour Relations Act*" and substituting "*Labour Relations Act, 1995*".

(3) Subsection 2 (2) of the Act is amended by striking out "*Labour Relations Act*" and substituting "*Labour Relations Act, 1995*".

(4) Subsection 3 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 21, Schedule A, section 4, is amended by striking out "sections 19 and 20 of that Act" and substituting "sections 19 and 21 of that Act".

(5) Subsection 6 (19) of the Act is amended by striking out "*Labour Relations Act*" and substituting "*Labour Relations Act, 1995*".

(6) Subsection 10 (1) of the Act is amended by striking out "*Labour Relations Act*" and substituting "*Labour Relations Act, 1995*".

(7) Subsection 10 (7) of the Act is amended by striking out "*Labour Relations Act*" and substituting "*Labour Relations Act, 1995*".

(8) Clause 10 (11) (a) of the Act is amended by striking out "section 14 of the *Labour Relations Act*" and substituting "section 16 of the *Labour Relations Act, 1995*".

(9) Clause 10 (11) (b) of the Act is amended by striking out "section 54 of the *Labour Relations Act*" and substituting "section 59 of the *Labour Relations Act, 1995*".

(10) Subsection 10 (12) of the Act is amended by striking out "subsection 5 (4), subsection 54 (1) and subsection 58 (2) of the *Labour Relations Act*" and substituting "subsections 7 (4), 59 (1) and 63 (2) of the *Labour Relations Act, 1995*".

(11) Clause 10 (13) (a) of the Act is amended by striking out "section 14 of the *Labour Relations Act*"

Conformité

(10) La personne, le syndicat, le conseil de syndicats ou l'association patronale intéressés par une ordonnance provisoire rendue par la Commission en vertu du présent article s'y conforme malgré toute disposition de la présente loi.

Effet de la conformité

(11) La personne, le syndicat, le conseil de syndicats ou l'association patronale qui se conforme à une ordonnance provisoire rendue par la Commission en vertu du présent article est réputé ne pas avoir enfreint de ce fait une disposition de la présente loi ou d'une convention collective.

39. (1) Le paragraphe 1 (2) de la *Loi sur l'arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux* est modifié par substitution de «*Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «*Loi sur les relations de travail*».

(2) Le paragraphe 2 (1) de la Loi est modifié par substitution de «*Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «*Loi sur les relations de travail*».

(3) Le paragraphe 2 (2) de la Loi est modifié par substitution de «*Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «*Loi sur les relations de travail*».

(4) Le paragraphe 3 (1) de la Loi, tel qu'il est réédicé par l'article 4 de l'annexe A du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par substitution de «articles 19 et 21 de cette loi» à «articles 19 et 20 de cette loi».

(5) Le paragraphe 6 (19) de la Loi est modifié par substitution de «*Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «*Loi sur les relations de travail*».

(6) Le paragraphe 10 (1) de la Loi est modifié par substitution de «*Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «*Loi sur les relations de travail*».

(7) Le paragraphe 10 (7) de la Loi est modifié par substitution de «*Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «*Loi sur les relations de travail*».

(8) L'alinéa 10 (11) a) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 16 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «l'article 14 de la *Loi sur les relations de travail*».

(9) L'alinéa 10 (11) b) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «l'article 54 de la *Loi sur les relations de travail*».

(10) Le paragraphe 10 (12) de la Loi est modifié par substitution de «paragraphe 7 (4), 59 (1) et 63 (2) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «paragraphe 5 (4), 54 (1) et 58 (2) de la *Loi sur les relations de travail*».

(11) L'alinéa 10 (13) a) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 18 de la *Loi de 1995 sur les*

and substituting “section 18 of the *Labour Relations Act, 1995*”.

(12) Clause 10 (13) (b) of the Act is amended by striking out “section 54 of the *Labour Relations Act*” and substituting “section 59 of the *Labour Relations Act, 1995*”.

Commencement

40. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(2) If Bill 69 of the 1st Session of the 37th Legislature is enacted,

(a) section 30 comes into force on the later of the day section 3 of Bill 69 is proclaimed in force and the day this Act receives Royal Assent; and

(b) section 37 comes into force on the later of the day section 8 of Bill 69 is proclaimed in force and the day section 35 of this Act is proclaimed in force.

Short title

41. The short title of this Act is the *Labour Relations Amendment Act, 2000*.

relations de travail» à «l'article 14 de la *Loi sur les relations de travail*».

(12) L'alinéa 10 (13) b) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «l'article 54 de la *Loi sur les relations de travail*».

Entrée en vigueur

40. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

(2) Si le projet de loi 69 de la 1^{re} session de la 37^e Législature est édicté :

a) l'article 30 entre en vigueur le dernier en date du jour où l'article 3 du projet de loi 69 est proclamé en vigueur et du jour où la présente loi reçoit la sanction royale;

b) l'article 37 entre en vigueur le dernier en date du jour où l'article 8 du projet de loi 69 est proclamé en vigueur et du jour où l'article 35 de la présente loi est proclamé en vigueur.

Titre abrégé

41. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail*.

1201
3
556



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 139

Projet de loi 139

**An Act to amend the
Labour Relations Act, 1995**

**Loi modifiant la
Loi de 1995 sur les relations de travail**

The Hon. C. Stockwell
Minister of Labour

L'honorable C. Stockwell
Ministre du Travail

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading November 2, 2000
2nd Reading November 30, 2000
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 2 novembre 2000
2^e lecture 30 novembre 2000
3^e lecture
Sanction royale

*(Reprinted as amended by the Standing Committee on
Justice and Social Policy and as reported to the
Legislative Assembly December 6, 2000)*

*(The provisions in this bill will be renumbered after
3rd Reading)*

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité perm. ent
de la justice et des affaires sociales et rapporté à
l'Assemblée législative le 6 décembre 2000)*

*(Les dispositions du présent projet de loi seront
renumérotées après la 3^e lecture)*



EXPLANATORY NOTE

The open periods during which a trade union may displace another trade union under subsections 7 (4), (5) and (6) of the *Labour Relations Act, 1995* are changed from two to three months.

Sections 7 and 10 of the Act are amended to provide for mandatory one year bars where a certification application is withdrawn before a representation vote twice in a six-month period, withdrawn following the vote, or dismissed by the Board. In those circumstances, the bar applies to any union with respect to a bargaining unit containing any of the same employee positions. Previously, in any situation where a certification application was withdrawn before the vote, the bar was discretionary and, in situations where a bar was imposed, it only applied to the union making the original application.

The amendments to section 43 of the Act make it mandatory for the Board to deal with decertification applications or displacement applications before dealing with or continuing to deal with applications for first contract arbitration. If the Board grants the decertification or displacement application, it must dismiss the first contract arbitration application. If the Board dismissed the decertification or displacement application, it must then proceed to deal with the first contract arbitration application.

The open periods during which employees may apply for decertification of a trade union under section 63 of the Act are changed from two to three months.

Section 63.1 is added to the Act to require the Minister to prepare and publish a document describing the process for making an application for decertification within one year of Royal Assent. The document must explain who may make an application, when an application may be made and the procedure as set out in the Act and in the rules of the Board. Every unionized employer is required to use reasonable efforts to post a copy of the document in the workplace, distribute a copy of the document to every unionized employee once each year and provide a copy to unionized employees that request it. Doing so will not constitute an unfair labour practice under the Act.

The new section 79.1 of the Act applies to votes to ratify a first collective agreement and votes to strike in order to obtain a first collective agreement. It will require that the ballot question in a vote to ratify a collective agreement or memorandum of settlement be restricted to a choice between ratifying or not ratifying the agreement or settlement. No reference to authorizing a strike is permitted. In a vote to authorize a strike, the ballot question is restricted to a choice between authorizing or not authorizing a strike. No reference to ratifying a collective agreement or memorandum of settlement is permitted.

The new section 92.1 of the Act requires unions to disclose the salaries of their officials and employees whose annual income from salary and benefits is \$100,000 or more. Trade unions are required to provide statements containing information with respect to those officials and employees whose annual salary and benefits are at least \$100,000 per year to individuals they represent who request them and to the Minister of Labour.

The Act is amended to provide that disputes with respect to a trade union's duty of fair representation under section 74 of the Act are to be heard by the chair or a vice-chair of the Board unless the chair considers it inadvisable to do so.

The new section 115.1 of the Act provides that, on the application of a party to a hearing before the Board, the chair may terminate and re-institute the proceeding if a decision of the Board has re-

NOTE EXPLICATIVE

Les périodes pendant lesquelles un syndicat peut se substituer à un autre en vertu des paragraphes 7 (4), (5) et (6) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* passent de deux à trois mois.

Les articles 7 et 10 de la Loi sont modifiés pour prévoir une interdiction obligatoire d'un an lorsqu'une requête en accréditation est retirée avant la tenue d'un scrutin de représentation deux fois dans une période de six mois, est retirée après la tenue du scrutin ou est rejetée par la Commission. Dans ces circonstances, l'interdiction s'applique à n'importe quel syndicat à l'égard d'une unité de négociation comprenant n'importe lequel des mêmes postes d'employé. Auparavant, en cas de retrait d'une requête en accréditation avant la tenue du scrutin, l'interdiction était laissée à la discrétion de la Commission et l'interdiction imposée, le cas échéant, ne s'appliquait qu'au syndicat qui avait présenté la requête initiale.

L'article 43 de la Loi est modifié pour exiger que la Commission traite les requêtes en révocation de l'accréditation ou en substitution avant de traiter ou de continuer de traiter les requêtes en renvoi à l'arbitrage d'une première convention. Si la Commission accède à la requête en révocation de l'accréditation ou en substitution, elle doit rejeter la requête en renvoi à l'arbitrage d'une première convention, et, dans le cas contraire, elle doit alors la traiter.

Les périodes pendant lesquelles des employés peuvent demander, par voie de requête, la révocation de l'accréditation d'un syndicat en vertu de l'article 63 de la Loi passent de deux à trois mois.

Le nouvel article 63.1 de la Loi exige que le ministre prépare et publie, dans l'année qui suit la sanction royale, un document décrivant le processus à suivre pour présenter une requête en révocation de l'accréditation. Le document doit expliquer qui peut présenter une requête, quand la requête peut être présentée ainsi que la procédure énoncée dans la Loi et dans les règles de la Commission. Chaque employeur d'employés syndiqués est tenu de faire des efforts raisonnables pour afficher une copie du document dans le lieu de travail, en distribuer une copie à chacun d'eux une fois par année et en fournir une copie à ceux qui en font la demande. Ces mesures ne constituent pas des pratiques déloyales de travail aux termes de la Loi.

Le nouvel article 79.1 de la Loi s'applique aux scrutins de ratification d'une première convention collective et aux scrutins visant à autoriser une grève tenus dans le but d'obtenir une première convention collective. Il exige que la question qui figure sur les bulletins de vote utilisés lors d'un scrutin de ratification d'une convention collective ou d'un protocole d'accord se limite au choix de ratifier ou non la convention ou le protocole. Il est interdit d'y mentionner l'autorisation d'une grève. Lors d'un scrutin visant à autoriser une grève, la question qui figure sur les bulletins de vote se limite au choix d'autoriser ou non la grève. Il est interdit d'y mentionner la ratification d'une convention collective ou d'un protocole d'accord.

Le nouvel article 92.1 de la Loi exige que les syndicats divulguent le traitement de leurs dirigeants et de leurs employés dont le revenu annuel tiré du traitement et des avantages s'élève à 100 000 \$ ou plus. Les syndicats sont tenus de fournir aux particuliers qu'ils représentent et qui en font la demande ainsi qu'au ministre du Travail des déclarations contenant des renseignements concernant les dirigeants et employés dont le traitement et les avantages annuels s'élèvent à au moins 100 000 \$.

La Loi est modifiée pour prévoir que les différends à l'égard de l'obligation d'un syndicat d'être impartial dans son rôle de représentant, prévue à l'article 74 de la Loi, doivent être entendus par le président ou le vice-président de la Commission à moins que le président n'estime qu'il est inopportun de le faire.

Le nouvel article 115.1 de la Loi prévoit que, sur requête d'une partie à une audience tenue devant la Commission, le président peut mettre fin à l'instance et la reprendre si six mois ou plus se

maintained pending for six months or more after the last day of the hearing.

The application of the provisions of the Act with respect to the construction industry is clarified.

The definition of "non-construction employer" has been clarified and the requirement that a non-construction employer must not have an employee employed in the construction industry on the day it seeks a declaration under section 127.2 of the Act has been removed.

The project agreement provisions have been amended to permit more than one project under a project agreement and to provide for the addition of new projects to existing project agreements. Consequential terminological amendments are made to the French version of the Bill.

Subsections 163.1 (15), (16) and (17) of the Act are replaced to extend the current protection from certification or voluntary recognition of non-unionized employers and other persons participating on a project. Previously that protection applied only to construction work. Under the Bill it will also apply to non-construction work.

Section 166 of the Act is amended to give the Board similar powers to deal with sector disputes in the construction industry that it has in dealing with jurisdictional disputes under section 99.

An incorrect reference to the *Labour Relations Act* is corrected and a number of technical amendments are made to court name references as a result of previous legislation.

The *Hospital Labour Disputes Arbitration Act* is amended to update cross references to the *Labour Relations Act, 1995* and its predecessor, the *Labour Relations Act*.

sont écoulés depuis le dernier jour de l'audience sans que la Commission n'ait rendu de décision.

L'application des dispositions de la Loi à l'égard de l'industrie de la construction est précisée.

La définition de «employeur extérieur à l'industrie de la construction» est précisée et l'exigence voulant qu'un tel employeur ne doive pas avoir d'employé qui soit employé dans l'industrie de la construction le jour où il demande une déclaration visée à l'article 127.2 de la Loi est éliminée.

Les dispositions relatives aux conventions d'exécution de projet ont été modifiées pour permettre que plus d'un projet fasse l'objet d'une telle convention et prévoir l'ajout de nouveaux projets aux conventions existantes. Des modifications corrélatives de nature terminologique sont apportées à la version française du projet de loi.

Les paragraphes 163.1 (15), (16) et (17) de la Loi sont remplacés pour étendre la protection contre l'accréditation ou la reconnaissance volontaire dont jouissent les employeurs dont les employés ne sont pas syndiqués et d'autres personnes qui participent à un projet. Auparavant, cette protection ne s'appliquait qu'aux travaux qui relèvent de l'industrie de la construction. En application du projet de loi, elle s'appliquera également aux travaux qui ne relèvent pas de l'industrie de construction.

L'article 166 de la Loi est modifié pour donner à la Commission des pouvoirs semblables à ceux qu'elle possède dans le cadre des différends en matière de compétence visés à l'article 99 lorsqu'elle doit traiter des différends relatifs aux secteurs de l'industrie de la construction.

Un renvoi erroné à la *Loi sur les relations de travail* est corrigé et un certain nombre de modifications de forme sont apportées pour mentionner des tribunaux selon la nouvelle appellation que leur confèrent des lois adoptées antérieurement.

La *Loi sur l'arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux* est modifiée pour mettre à jour les renvois à la *Loi de 1995 sur les relations de travail* et à la *Loi sur les relations de travail* que celle-ci remplace.

**An Act to amend the
Labour Relations Act, 1995**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The French version of the definition of "collective agreement" in subsection 1 (1) of the *Labour Relations Act, 1995*, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 1, is further amended by striking out "convention concernant un projet" and substituting "convention d'exécution de projet".

2. (1) Subsection 7 (4) of the Act is amended by striking out "the last two months of its operation" and substituting "the last three months of its operation".

(2) Subsection 7 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(5) Where a collective agreement is for a term of more than three years, a trade union may apply to the Board for certification as bargaining agent of any of the employees in the bargaining unit defined in the agreement only after the commencement of the 34th month of its operation and before the commencement of the 37th month of its operation and during the three-month period immediately preceding the end of each year that the agreement continues to operate thereafter or after the commencement of the last three months of its operation, as the case may be.

(3) Subsection 7 (6) of the Act is amended by striking out "during the last two months of each year that it so continues to operate, or after the commencement of the last two months of its operation" and substituting "during the last three months of each year that it so continues to operate, or after the commencement of the last three months of its operation".

(4) Subsection 7 (9) of the Act is amended by adding "Subject to subsection (9.1)" at the beginning.

(5) Section 7 of the Act is amended by adding the following subsections:

Mandatory bar

(9.1) If the trade union withdraws the application

**Loi modifiant la
Loi de 1995 sur les relations de travail**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La version française de la définition de «convention collective» au paragraphe 1 (1) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, telle qu'elle est modifiée par l'article 1 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifiée de nouveau par substitution de «convention d'exécution de projet» à «convention concernant un projet».

2. (1) Le paragraphe 7 (4) de la Loi est modifié par substitution de «des trois derniers mois de son application» à «des deux derniers mois de son application».

(2) Le paragraphe 7 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(5) Si la durée de la convention collective excède trois ans, ce n'est qu'après le début du 34^e mois de son application et avant le début du 37^e mois de son application, et, ensuite, pendant les trois mois qui précèdent immédiatement la fin de chaque année pendant laquelle elle continue de s'appliquer ou après le début des trois derniers mois de son application, selon le cas, qu'un syndicat peut demander à la Commission de l'accréditer comme agent négociateur de tous les employés ou de quelques-uns d'entre eux compris dans l'unité de négociation définie par la convention.

(3) Le paragraphe 7 (6) de la Loi est modifié par substitution de «pendant les trois derniers mois de chaque année de sa reconduction ou après le début des trois derniers mois de son application» à «pendant les deux derniers mois de chaque année de sa reconduction ou après le début des deux derniers mois de son application».

(4) Le paragraphe 7 (9) de la Loi est modifié par insertion de «Sous réserve du paragraphe (9.1),» au début du paragraphe.

(5) L'article 7 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Interdiction obligatoire

(9.1) Si le syndicat retire la requête avant la tenue

before a representation vote is taken, and that trade union had withdrawn a previous application under this section not more than six months earlier, the Board shall not consider another application for certification by any trade union as the bargaining agent of any employee that was in the bargaining unit proposed in the original application until one year has elapsed after the second application was withdrawn.

Exception

(9.2) Subsection (9.1) does not apply if the trade union that withdrew the application is a trade union that the Board is prohibited from certifying under section 15.

Same

(9.3) Despite subsection (9.1), the Board may consider an application for certification by a trade union as the bargaining agent for employees in a bargaining unit that includes an employee who was in the bargaining unit proposed in the original application if,

- (a) the position of the employee at the time the original application was made was different from his or her position at the time the new application was made; and
- (b) the employee would not have been in the bargaining unit proposed in the new application had he or she still been occupying the original position when the new application was made.

(6) Subsection 7 (10) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(10) If the trade union withdraws the application after the representation vote is taken, the Board shall not consider another application for certification by any trade union as the bargaining agent of any employee that was in the bargaining unit proposed in the original application until one year after the original application is withdrawn.

Same

(10.1) Despite subsection (10), the Board may consider an application for certification by a trade union as the bargaining agent for employees in a bargaining unit that includes an employee who was in the bargaining unit proposed in the original application if,

- (a) the position of the employee at the time the original application was made was different from his or her position at the time the new application was made; and
- (b) the employee would not have been in the bargaining unit proposed in the new application had he or she still been occupying the original position when the new application was made.

Exception

(10.2) Subsection (10) does not apply if the trade union that withdrew the application is a trade union that the Board is prohibited from certifying under section 15.

d'un scrutin de représentation et qu'il a déjà retiré une requête prévue au présent article dans les six mois qui précèdent, la Commission ne peut examiner aucune autre requête en accréditation de n'importe quel syndicat comme agent négociateur de tout employé qui était compris dans l'unité de négociation proposée dans la requête initiale tant qu'il ne s'est pas écoulé un an après le retrait de la deuxième requête.

Exception

(9.2) Le paragraphe (9.1) ne s'applique pas s'il est interdit à la Commission, aux termes de l'article 15, d'accréditer le syndicat qui a retiré la requête.

Idem

(9.3) Malgré le paragraphe (9.1), la Commission peut examiner une requête en accréditation d'un syndicat comme agent négociateur des employés compris dans une unité de négociation qui compte un employé qui était compris dans l'unité de négociation proposée dans la requête initiale si :

- a) d'une part, le poste qu'occupait l'employé au moment de la présentation de la requête initiale est différent de celui qu'il occupe au moment de la présentation de la nouvelle requête;
- b) d'autre part, l'employé ne serait pas compris dans l'unité de négociation proposée dans la nouvelle requête s'il occupait toujours son poste initial au moment de la présentation de celle-ci.

(6) Le paragraphe 7 (10) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(10) Si le syndicat retire la requête après la tenue du scrutin de représentation, la Commission ne peut examiner aucune autre requête en accréditation de n'importe quel syndicat comme agent négociateur de tout employé qui était compris dans l'unité de négociation proposée dans la requête initiale tant qu'il ne s'est pas écoulé un an après le retrait de celle-ci.

Idem

(10.1) Malgré le paragraphe (10), la Commission peut examiner une requête en accréditation d'un syndicat comme agent négociateur des employés compris dans une unité de négociation qui compte un employé qui était compris dans l'unité de négociation proposée dans la requête initiale si :

- a) d'une part, le poste qu'occupait l'employé au moment de la présentation de la requête initiale est différent de celui qu'il occupe au moment de la présentation de la nouvelle requête;
- b) d'autre part, l'employé ne serait pas compris dans l'unité de négociation proposée dans la nouvelle requête s'il occupait toujours son poste initial au moment de la présentation de celle-ci.

Exception

(10.2) Le paragraphe (10) ne s'applique pas s'il est interdit à la Commission, aux termes de l'article 15, d'accréditer le syndicat qui a retiré la requête.

3. (1) Paragraphs 1 and 2 of subsection 8.1 (5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 3, are repealed and the following substituted:

1. The Board shall not certify the trade union as the bargaining agent or dismiss the application for certification except as allowed under paragraph 2 or as required under paragraph 8.
2. If the Board did not direct that the ballot boxes be sealed, the Board may dismiss the application for certification.

(2) Subparagraph 8 ii of subsection 8.1 (5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 3, is repealed and the following substituted:

- ii. the Board shall either certify the trade union or dismiss the application for certification.

4. Subsection 10 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Bar to reapplying

(3) If the Board dismisses an application for certification under this section, the Board shall not consider another application for certification by any trade union as the bargaining agent of any employee that was in the bargaining unit proposed in the original application until one year after the original application is dismissed.

Same

(3.1) Despite subsection (3), the Board may consider an application for certification by a trade union as the bargaining agent for employees in a bargaining unit that includes an employee who was in the bargaining unit proposed in the original application if,

- (a) the position of the employee at the time the original application was made was different from his or her position at the time the new application was made; and
- (b) the employee would not have been in the bargaining unit proposed in the new application had he or she still been occupying the original position when the new application was made.

Exception

(3.2) Subsection (3) does not apply if the trade union whose application was dismissed is a trade union that the Board is prohibited from certifying under section 15.

5. Subsection 43 (23) of the Act is repealed and the following substituted:

Definitions

(23) In subsections (23.1) to (23.4),

3. (1) Les dispositions 1 et 2 du paragraphe 8.1 (5) de la Loi, telles qu'elles sont édictées par l'article 3 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

1. La Commission ne doit pas accréditer le syndicat comme agent négociateur ni rejeter la requête en accréditation, si ce n'est dans la mesure permise aux termes de la disposition 2 ou exigée aux termes de la disposition 8.
2. Si elle n'a pas ordonné que les urnes soient scellées, la Commission peut rejeter la requête en accréditation.

(2) La sous-disposition 8 ii du paragraphe 8.1 (5) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 3 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- ii. soit elle accrédite le syndicat, soit elle rejette la requête en accréditation.

4. Le paragraphe 10 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interdiction

(3) Si elle rejette une requête en accréditation aux termes du présent article, la Commission ne peut examiner aucune autre requête en accréditation de n'importe quel syndicat comme agent négociateur de tout employé qui était compris dans l'unité de négociation proposée dans la requête initiale tant qu'il ne s'est pas écoulé un an après le rejet de celle-ci.

Idem

(3.1) Malgré le paragraphe (3), la Commission peut examiner une requête en accréditation d'un syndicat comme agent négociateur des employés compris dans une unité de négociation qui compte un employé qui était compris dans l'unité de négociation proposée dans la requête initiale si :

- a) d'une part, le poste qu'occupait l'employé au moment de la présentation de la requête initiale est différent de celui qu'il occupe au moment de la présentation de la nouvelle requête;
- b) d'autre part, l'employé ne serait pas compris dans l'unité de négociation proposée dans la nouvelle requête s'il occupait toujours son poste initial au moment de la présentation de celle-ci.

Exception

(3.2) Le paragraphe (3) ne s'applique pas s'il est interdit à la Commission, aux termes de l'article 15, d'accréditer le syndicat dont la requête a été rejetée.

5. Le paragraphe 43 (23) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définitions

(23) Les définitions qui suivent s'appliquent aux paragraphes (23.1) à (23.4).

“decertification application” means an application for a declaration that a trade union no longer represents the employees in a bargaining unit; (“requête en révocation de l’accreditation”)

“displacement application” means an application for certification by a trade union, other than the trade union that represents the employees in a bargaining unit, as bargaining agent for those employees. (“requête en substitution”)

Application of subs. (23.2)

(23.1) Subsection (23.2) applies if,

- (a) a decertification application or displacement application has been filed with the Board and before a final decision is made on it an application under subsection (1) is filed with the Board; or
- (b) an application under subsection (1) has been filed with the Board and before a final decision is made on it a decertification application or displacement application is filed with the Board.

Procedure in dealing with multiple applications

(23.2) The Board shall proceed to deal with the decertification application or displacement application, as the case may be, before dealing with or continuing to deal with the application under subsection (1).

When application under subsection (1) to be dismissed

(23.3) If the Board grants the decertification application or displacement application, it shall dismiss the application under subsection (1).

When application under subsection (1) proceeds

(23.4) If the Board dismisses the decertification application or displacement application, it shall proceed to deal with the application under subsection (1).

Transitional

(23.5) Subsections (23.2) to (23.4) apply with respect to an application referred to in those subsections that was filed with the Board before the day on which the *Labour Relations Amendment Act, 2000* received Royal Assent only if the Board has not made a final decision on that application before that day.

6. Subsection 44 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Vote

(3) Subject to section 79.1, a proposed collective agreement or memorandum of settlement is ratified if a vote is taken in accordance with subsections 79 (7) to (9) and more than 50 per cent of those voting vote in favour of ratifying the agreement or memorandum.

7. Subsection 48 (19) of the Act is amended by striking out “Ontario Court (General Division)” and substituting “Superior Court of Justice”.

«requête en révocation de l’accreditation» Requête en vue d’obtenir une déclaration selon laquelle un syndicat ne représente plus les employés compris dans une unité de négociation. («decertification application»)

«requête en substitution» Requête en accreditation d’un syndicat, autre que celui qui représente les employés compris dans une unité de négociation, à titre d’agent négociateur de ces employés. («displacement application»)

Application du par. (23.2)

(23.1) Le paragraphe (23.2) s’applique si, selon le cas :

- a) une requête en révocation de l’accreditation ou en substitution a été déposée auprès de la Commission et, avant qu’une décision définitive ne soit rendue à son égard, une requête visée au paragraphe (1) est déposée auprès d’elle;
- b) une requête visée au paragraphe (1) a été déposée auprès de la Commission et, avant qu’une décision définitive ne soit rendue à son égard, une requête en révocation de l’accreditation ou en substitution est déposée auprès d’elle.

Requêtes multiples : procédure

(23.2) La Commission traite la requête en révocation de l’accreditation ou en substitution, selon le cas, avant de traiter ou de continuer de traiter la requête visée au paragraphe (1).

Rejet de la requête visée au par. (1)

(23.3) Si la Commission accède à la requête en révocation de l’accreditation ou en substitution, elle rejette la requête visée au paragraphe (1).

Traitement de la requête visée au par. (1)

(23.4) Si la Commission rejette la requête en révocation de l’accreditation ou en substitution, elle traite la requête visée au paragraphe (1).

Disposition transitoire

(23.5) Les paragraphes (23.2) à (23.4) ne s’appliquent à l’égard d’une requête visée à ces paragraphes qui a été déposée auprès de la Commission avant le jour où la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail* reçoit la sanction royale que si la Commission n’a pas rendu de décision définitive à son égard avant ce jour.

6. Le paragraphe 44 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Scrutin

(3) Sous réserve de l’article 79.1, la convention collective proposée ou le protocole d’accord sont ratifiés si un scrutin est tenu conformément aux paragraphes 79 (7) à (9) et que plus de 50 pour cent des votants votent en faveur de la ratification de la convention ou du protocole.

7. Le paragraphe 48 (19) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l’Ontario (Division générale)».

8. (1) Subsection 63 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Same, agreement

(2) Any of the employees in the bargaining unit defined in a collective agreement may, subject to section 67, apply to the Board for a declaration that the trade union no longer represents the employees in the bargaining unit,

- (a) in the case of a collective agreement for a term of not more than three years, only after the commencement of the last three months of its operation;
- (b) in the case of a collective agreement for a term of more than three years, only after the commencement of the 34th month of its operation and before the commencement of the 37th month of its operation and during the three-month period immediately preceding the end of each year that the agreement continues to operate thereafter or after the commencement of the last three months of its operation, as the case may be;
- (c) in the case of a collective agreement referred to in clause (a) or (b) that provides that it will continue to operate for any further term or successive terms if either party fails to give to the other notice of termination or of its desire to bargain with a view to the renewal, with or without modifications, of the agreement or to the making of a new agreement, only during the last three months of each year that it so continues to operate or after the commencement of the last three months of its operation, as the case may be.

(2) Section 63 of the Act is amended by adding the following subsection:

Activity permitted under s. 63.1

(16.1) An employer or person acting on behalf of an employer shall not be found to have initiated the application because the employer did anything that is permitted by subsection 63.1 (4).

9. The Act is amended by adding the following section:

Document concerning decertification information

63.1 (1) Within one year after the day the *Labour Relations Amendment Act, 2000* receives Royal Assent, the Minister shall cause to be prepared and published a document describing the process for making an application for a declaration that the trade union no longer represents the employees in a bargaining unit under section 63.

Same

(2) If the Minister believes that a document published under this section has become out of date because of amendments to this Act or the regulations made under it, any rules made by the chair of the Board under subsec-

8. (1) Le paragraphe 63 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem, convention collective

(2) Tout employé compris dans l'unité de négociation définie dans la convention collective peut, sous réserve de l'article 67, demander à la Commission par voie de requête de déclarer que le syndicat ne représente plus les employés compris dans cette unité, mais seulement :

- a) dans le cas où la durée de la convention collective n'excède pas trois ans, après le début des trois derniers mois de son application;
- b) dans le cas où la durée de la convention excède trois ans, après le début du 34^e mois de son application et avant le début du 37^e mois de son application et, ensuite, pendant les trois mois qui précèdent immédiatement la fin de chaque année pendant laquelle elle continue de s'appliquer ou après le début des trois derniers mois de son application, selon le cas;
- c) dans le cas où la convention collective visée à l'alinéa a) ou b) prévoit sa reconduction tacite pour une autre période ou pour des périodes successives, à défaut par une partie de donner à l'autre un avis de dénonciation ou un avis de son intention de négocier en vue de son renouvellement, sous réserve ou non de modifications, ou de son remplacement, pendant les trois derniers mois de chaque année de sa reconduction ou après le début des trois derniers mois de son application, selon le cas.

(2) L'article 63 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Activité autorisée aux termes de l'art. 63.1

(16.1) Il ne doit pas être conclu qu'un employeur ou quiconque agit pour son compte est à l'origine de la requête du fait que l'employeur a pris une mesure qu'autorise le paragraphe 63.1 (4).

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Document relatif aux renseignements sur la révocation de l'accréditation

63.1 (1) Au plus tard un an après le jour où la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail* reçoit la sanction royale, le ministre fait préparer et publier un document décrivant le processus de présentation, en vertu de l'article 63, d'une requête visant à obtenir une déclaration selon laquelle le syndicat ne représente plus les employés compris dans l'unité de négociation.

Idem

(2) S'il croit qu'un document publié aux termes du présent article n'est plus à jour par suite de modifications apportées à la présente loi ou à ses règlements d'application, de règles qu'établit le président de la

tion 110 (17) or a ruling or decision of the Board or a court, the Minister shall cause a new document to be prepared and published within one year after the previous document becomes out of date.

Content of document

(3) The document shall explain who may make an application, when an application may be made and the procedure, as set out in this Act and in any rules made by the chair of the Board under subsection 110 (17), that the Board follows in dealing with an application.

Document to be posted

(4) An employer with respect to whom a trade union has been certified as a bargaining agent for the employees of the employer in a bargaining unit or who has recognized a trade union as the exclusive bargaining agent for the employees of the employer in a bargaining unit shall use reasonable efforts,

- (a) to post and keep posted a copy of a document published under this section in a conspicuous place in every workplace of the employer at which employees represented by the trade union perform work;
- (b) to post and keep posted with that copy a notice that any employee represented by the trade union may request a copy of the document from the employer;
- (c) once in each calendar year, to provide a copy of the document to all employees of the employer who are represented by the trade union; and
- (d) upon the request of an employee of the employer who is represented by the trade union, to provide a copy of the document to him or her, even though the employer has previously provided or will subsequently provide the employee with a copy of the document under clause (c).

Same

(5) An employer shall not be found to be in violation of this Act as a result of doing anything set out in subsection (4).

10. Subsection 79 (4) of the Act is amended by adding "Subject to section 79.1" at the beginning.

11. The Act is amended by adding the following section:

First collective agreement ballot questions

79.1 (1) Subsections (2) and (3) apply where no collective agreement has previously been in operation.

Ratification vote

(2) A question on a ballot used in a vote to ratify a proposed collective agreement or memorandum of set-

Commission en vertu du paragraphe 110 (17) ou d'une décision de la Commission ou d'un tribunal, le ministre fait préparer et publier un nouveau document dans l'année qui suit le moment où le document précédent cesse d'être à jour.

Contenu du document

(3) Le document précise qui peut présenter une requête, quand une requête peut être présentée et la procédure, énoncée dans la présente loi et dans les règles qu'établit le président de la Commission en vertu du paragraphe 110 (17), que la Commission suit lorsqu'elle traite une requête.

Affichage du document

(4) L'employeur à l'égard duquel un syndicat a été accrédité comme agent négociateur de ceux de ses employés qui sont compris dans une unité de négociation ou qui a reconnu un syndicat comme le seul agent négociateur de tels employés fait des efforts raisonnables pour faire ce qui suit :

- a) afficher et garder affichée une copie du document publié aux termes du présent article à un endroit bien en vue dans chaque lieu de travail de l'employeur où travaillent des employés que représente le syndicat;
- b) afficher et garder affiché avec la copie un avis indiquant que tout employé que représente le syndicat peut en demander une à l'employeur;
- c) une fois par année civile, fournir une copie du document à tous ceux de ses employés que représente le syndicat;
- d) fournir sur demande une copie du document à tout employé que représente le syndicat, même s'il lui en a déjà fourni une ou s'il lui en fournira une par la suite aux termes de l'alinéa c).

Idem

(5) Il ne doit pas être conclu que l'employeur enfreint la présente loi lorsqu'il prend une mesure énoncée au paragraphe (4).

10. Le paragraphe 79 (4) de la Loi est modifié par adjonction de «Sous réserve de l'article 79.1,» au début du paragraphe.

11. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Première convention collective : questions figurant sur les bulletins de vote

79.1 (1) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent lorsqu'aucune convention collective n'a été en vigueur antérieurement.

Scrutin de ratification

(2) Toute question qui figure sur un bulletin de vote utilisé lors d'un scrutin de ratification d'une convention

tlement shall be limited to giving the persons entitled to vote a choice between ratifying the proposed collective agreement or memorandum of settlement and not ratifying the proposed collective agreement or memorandum of settlement and shall make no direct or indirect reference to the calling of a strike.

Strike vote

(3) A question on a ballot used in a strike vote shall be limited to giving the persons entitled to vote a choice between authorizing the calling of a strike and not authorizing the calling of a strike and shall make no direct or indirect reference to ratification of a proposed collective agreement or memorandum of settlement.

12. The Act is amended by adding the following section:

Definitions

92.1 (1) In this section,

“benefits”, with respect to an employee of a trade union, means the total of each amount that the employee,

- (a) is required by subsection 6 (1) of the *Income Tax Act* (Canada) to include in income from an office or employment, or
- (b) is required by section 6 of that Act, except subsection 6 (1), (3) or (11), to include in income from an office or employment as a benefit, within the meaning of that Act, or as an amount in respect of a group term life insurance policy; (“avantages”)

“employee”, with respect to a trade union, includes a director or officer of the trade union; (“employé”)

“local trade union” means, in relation to a parent trade union, a trade union in Ontario that is affiliated with or subordinate or directly related to the parent trade union and includes a council of trade unions; (“syndicat local”)

“parent trade union” means a provincial, national or international trade union which has at least one affiliated local trade union in Ontario that is subordinate or directly related to it; (“syndicat parent”)

“public accountant” means a person licensed under the *Public Accountancy Act* or a firm whose partners are licensed under that Act; (“comptable public”)

“salary” means the total of each amount received by an employee that is,

- (a) an amount required by section 5 of the *Income Tax Act* (Canada) to be included in the employee’s income from an office or employment,
- (b) an amount deemed by subsection 6 (3) of that Act to be remuneration of the employee for purposes of section 5 of that Act, or
- (c) an amount received by the employee by reason of his or her right to receive a deferred amount under a salary deferral arrangement referred to in

collective proposée ou d’un protocole d’accord se limite à donner aux personnes qui ont le droit de voter le choix de ratifier ou non la convention ou le protocole et ne doit mentionner, ni directement ni indirectement, la déclaration d’une grève.

Scrutin de grève

(3) Toute question qui figure sur un bulletin de vote utilisé lors d’un scrutin de grève se limite à donner aux personnes qui ont le droit de voter le choix d’autoriser ou non la déclaration d’une grève et ne doit mentionner, ni directement ni indirectement, la ratification d’une convention collective proposée ou d’un protocole d’accord.

12. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Définitions

92.1 (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«avantages» Relativement à un employé d’un syndicat, s’entend du total de chaque montant que l’employé :

- a) soit doit inclure, aux termes du paragraphe 6 (1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada), dans son revenu tiré d’une charge ou d’un emploi;
- b) soit doit inclure, aux termes de l’article 6 de cette loi, sauf le paragraphe 6 (1), (3) ou (11), dans son revenu tiré d’une charge ou d’un emploi comme avantage, au sens de cette loi, ou comme montant à l’égard d’une police d’assurance-vie collective temporaire. («benefits»)

«comptable public» Personne titulaire d’un permis délivré en vertu de la *Loi sur la comptabilité publique* ou cabinet dont les associés sont titulaires d’un tel permis. («public accountant»)

«employé» Relativement à un syndicat, s’entend en outre d’un administrateur ou d’un dirigeant du syndicat. («employee»)

«syndicat» S’entend en outre, malgré l’article 3, des personnes ou entités suivantes :

- a) un agent négociateur désigné au sens de l’article 277.1 de la *Loi sur l’éducation*;
- b) un agent négociateur de pompiers visé par la partie IX de la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l’incendie*;
- c) un agent négociateur d’employés visé par la *Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne*;
- d) une association d’employés au sens de l’article 1 de la *Loi sur la négociation collective dans les collèges*;
- e) une association au sens de l’article 2 de la *Loi sur les services policiers*;
- f) une association au sens du paragraphe 26 (1) de la *Loi sur la fonction publique*;

subsection 6 (11) of that Act; ("traitement")

"trade union" includes, despite section 3,

- (a) a designated bargaining agent as defined in section 277.1 of the *Education Act*,
- (b) a bargaining agent for firefighters under Part IX of the *Fire Protection and Prevention Act, 1997*,
- (c) a bargaining agent for employees under the *Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993*,
- (d) an employee organization as defined in section 1 of the *Colleges Collective Bargaining Act*,
- (e) an association as defined in section 2 of the *Police Services Act*,
- (f) an Association as defined in subsection 26 (1) of the *Public Service Act*, and
- (g) any other prescribed organizations that represent the interests of trade unions or employees. ("syndicat")

Request for salary disclosure

(2) Beginning in 2001, any individual represented by a trade union may make a written request to the trade union to inform him or her of,

- (a) the names of all of the employees to whom or in respect of whom it paid a salary and benefits totalling \$100,000 or more in the previous year; and
- (b) the total amount of salary and benefits that it paid to or in respect of each of those employees.

Individual represented by local union

(3) If an individual represented by a local trade union makes a request to it under subsection (2) and its parent trade union has an office in Ontario, the local trade union shall convey the request to its parent trade union within 10 days after the day on which the request was made.

Salary disclosure statement

(4) A trade union shall provide to the Minister and to every individual who makes a request under subsection (2) a written statement setting out the amount of salary and benefits that it paid in the previous year to or in respect of every employee to whom or in respect of whom it paid a salary and benefits totalling \$100,000 or more.

Notice

(5) At least two weeks before providing a statement to the Minister under subsection (4), the trade union

g) tout autre organisme prescrit qui représente les intérêts de syndicats ou d'employés. («trade union»)

«syndicat local» Relativement à un syndicat parent, s'entend d'un syndicat en Ontario qui est affilié, subordonné ou directement apparenté à un syndicat parent et, en outre, d'un conseil de syndicats. («local trade union»)

«syndicat parent» Syndicat provincial, national ou international qui compte au moins un syndicat local affilié en Ontario qui lui est subordonné ou directement apparenté. («parent trade union»)

«traitement» Le total de chaque montant que reçoit un employé et qui est, selon le cas :

- a) un montant que l'employé doit inclure dans son revenu tiré d'une charge ou d'un emploi aux termes de l'article 5 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
- b) un montant réputé être, aux termes du paragraphe 6 (3) de cette loi, une rémunération de l'employé pour l'application de l'article 5 de la même loi;
- c) un montant différé reçu par l'employé qui y a droit dans le cadre d'une entente d'échelonnement du traitement mentionnée au paragraphe 6 (11) de cette loi. («salary»)

Demande de divulgation des traitements

(2) À compter de 2001, tout particulier que représente un syndicat peut demander par écrit à ce dernier de lui communiquer ce qui suit :

- a) le nom de tous les employés auxquels ou à l'égard desquels il a versé un traitement et des avantages s'élevant à 100 000 \$ ou plus l'année précédente;
- b) le montant total du traitement et des avantages qu'il a versés à chacun de ces employés ou à leur égard.

Particulier représenté par un syndicat local

(3) Si un particulier qu'il représente lui présente une demande en vertu du paragraphe (2) et que son syndicat parent a un bureau en Ontario, le syndicat local fait suivre la demande à ce dernier dans les 10 jours qui suivent le jour de sa présentation.

Déclaration de divulgation des traitements

(4) Le syndicat fournit au ministre et à chaque particulier qui présente une demande en vertu du paragraphe (2) une déclaration écrite énonçant le montant du traitement et des avantages qu'il a versés l'année précédente à chaque employé ou à l'égard de chaque employé auquel ou à l'égard duquel il a versé un traitement et des avantages s'élevant à 100 000 \$ ou plus.

Avis

(5) Au moins deux semaines avant de fournir au ministre la déclaration prévue au paragraphe (4), le syndi-

shall give written notice to each employee to whom the information in the statement relates of its intention to provide the statement.

Same

(6) If the trade union did not pay a total of \$100,000 or more in salary and benefits to or in respect of any employee in the previous year, the trade union shall provide to the Minister and to every individual who makes a request under subsection (2) a written statement, certified by the trade union's highest ranking officer, stating that fact.

Request conveyed by local union

(7) If a local trade union conveys a request to its parent trade union under subsection (3), the parent trade union shall comply with subsections (4), (5) and (6) as if the request had been made to it by the individual.

Timing of statement

(8) A trade union shall provide a statement under subsection (4) or (6) with respect to a year to the Minister by April 1 of the following year.

Timing: individual request

(9) Subject to subsection (10), a trade union shall provide a statement under subsection (4) or (6) with respect to a year to an individual who makes a request under subsection (2) within 60 days after the day on which the request was made.

Exception

(10) A trade union is not required to provide the statement referred to in subsection (9) before April 1 of the following year.

Parent and local trade unions

(11) In determining whether the sum of an employee's salary and benefits totalled \$100,000 or more, if the employee is an employee of both a parent trade union having an office in Ontario and a local trade union and the sum of the salaries and benefits paid by them to or in respect of the employee totalled \$100,000 or more, that total amount shall be deemed to have been paid by the parent trade union for the purposes of this section.

Obligations of local trade union

(12) Every local trade union that has a parent trade union that has an office in Ontario shall provide to its parent trade union a list of the local trade union's employees showing the information described in subsection (13) with respect to a year by March 15 of the following year.

Contents of statement or list

(13) Any statement required to be disclosed by a trade union under subsection (4) and any list that a local trade union is required to provide to its parent trade union under subsection (12) shall,

- (a) indicate the year to which the information in it relates;

cat donne un avis écrit de son intention à chaque employé concerné par les renseignements que contient la déclaration.

Idem

(6) S'il n'a versé 100 000 \$ ou plus au titre du traitement et des avantages à aucun employé ou à son égard l'année précédente, le syndicat fournit au ministre et à chaque particulier qui présente une demande en vertu du paragraphe (2) une déclaration écrite à cet effet qui est attestée par le dirigeant le plus élevé du syndicat.

Communication de la demande par le syndicat local

(7) Si un syndicat local fait suivre une demande à son syndicat parent aux termes du paragraphe (3), ce dernier se conforme aux paragraphes (4), (5) et (6) comme si la demande lui avait été présentée par le particulier.

Délai

(8) Le syndicat fournit au ministre la déclaration prévue au paragraphe (4) ou (6) à l'égard d'une année donnée au plus tard le 1^{er} avril de l'année suivante.

Délai : demande d'un particulier

(9) Sous réserve du paragraphe (10), le syndicat fournit la déclaration prévue au paragraphe (4) ou (6) à l'égard d'une année donnée au particulier qui présente une demande en vertu du paragraphe (2), dans les 60 jours qui suivent le jour de sa présentation.

Exception

(10) Aucun syndicat n'est tenu de fournir la déclaration visée au paragraphe (9) avant le 1^{er} avril de l'année suivante.

Syndicats parents et syndicats locaux

(11) Pour déterminer si le montant total des traitements et des avantages d'un employé s'élève à 100 000 \$ ou plus, si l'employé est un employé à la fois d'un syndicat parent qui a un bureau en Ontario et d'un syndicat local et que le montant total des traitements et des avantages qu'ils lui ont versés ou qu'ils ont versés à son égard s'élevait à 100 000 \$ ou plus, ce montant est réputé avoir été versé par le syndicat parent pour l'application du présent article.

Obligations du syndicat local

(12) Chaque syndicat local dont le syndicat parent a un bureau en Ontario lui fournit une liste de ses employés où figurent les renseignements mentionnés au paragraphe (13) à l'égard d'une année donnée au plus tard le 15 mars de l'année suivante.

Contenu de la déclaration ou de la liste

(13) Toute déclaration qu'un syndicat est tenu de divulguer aux termes du paragraphe (4) et toute liste qu'un syndicat local est tenu de fournir à son syndicat parent aux termes du paragraphe (12) réunissent les conditions suivantes :

- a) elles indiquent l'année à laquelle se rapportent les renseignements qui y figurent;

- (b) list employees alphabetically by surname; and
- (c) show for each employee,
 - (i) the employee's name as shown on the payroll records of the trade union,
 - (ii) the office or position last held by the employee with the trade union in the year,
 - (iii) the amount of salary that the trade union paid to the employee in the year, and
 - (iv) the amount of benefits reported to the Canada Customs and Revenue Agency under the *Income Tax Act* (Canada) for the employee in the year.

List

(14) A trade union that provides a statement under subsection (4) or (6) shall keep a list of the names and addresses of the individuals to whom it provided the statement.

No copyright

(15) There is no copyright with regard to a statement mentioned in this section or a list under subsection (12) and the information contained in the statement or list may be published by the Minister and anyone who receives a copy of it.

FIPPA or agreement not breached

(16) The disclosure of information in accordance with this section, or in the reasonable belief that the disclosure is required by this Act, shall not be deemed by any court or person,

- (a) to contravene the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*; or
- (b) to be in breach of or contrary to any agreement that purports to restrict or prohibit that disclosure regardless of whether the agreement is made before or after the day the *Labour Relations Amendment Act, 2000* receives Royal Assent.

Same

(17) Subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* does not apply with respect to information provided under this section.

Complaint to Board

(18) The Minister or an individual represented by a trade union may file a written complaint to the Board that,

- (a) the trade union has failed to provide a statement in accordance with this section; or
- (b) the trade union has provided a statement under this section that is inaccurate or incomplete.

- b) elles donnent la liste des employés par ordre alphabétique de leur nom de famille;
- c) elles indiquent ce qui suit à l'égard de chaque employé :
 - (i) le nom de l'employé tel qu'il figure sur le livre de paye du syndicat,
 - (ii) la dernière charge ou le dernier poste que l'employé a occupé auprès du syndicat dans l'année,
 - (iii) le montant du traitement que le syndicat a versé à l'employé dans l'année,
 - (iv) le montant des avantages déclarés à l'Agence des douanes et du revenu du Canada aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) pour l'employé dans l'année.

Liste

(14) Le syndicat qui fournit la déclaration prévue au paragraphe (4) ou (6) tient une liste des nom et adresse des particuliers à qui il l'a fournie.

Aucun droit d'auteur

(15) Il n'existe aucun droit d'auteur à l'égard d'une déclaration mentionnée au présent article ou d'une liste prévue au paragraphe (12); le ministre et quiconque en reçoit une copie peuvent publier les renseignements qu'elle contient.

Aucune contravention

(16) Aucun tribunal ni aucune personne ne doit considérer que la divulgation de renseignements effectuée conformément au présent article ou pour des motifs qui permettent raisonnablement de croire qu'elle est exigée par la présente loi :

- a) soit contrevient à la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*;
- b) soit contrevient ou est contraire à une entente visant à limiter ou à interdire cette divulgation, que l'entente soit conclue avant ou après le jour où la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail* reçoit la sanction royale.

Idem

(17) Le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ne s'applique pas à l'égard des renseignements fournis aux termes du présent article.

Plainte à la Commission

(18) Le ministre ou un particulier que représente un syndicat peut déposer auprès de la Commission une plainte écrite portant que le syndicat, selon le cas :

- a) n'a pas fourni une déclaration comme l'exige le présent article;
- b) a fourni une déclaration prévue au présent article qui est inexacte ou incomplète.

Same

(19) A parent trade union may file a written complaint to the Board that,

- (a) a local trade union has failed to provide a list in accordance with subsection (12); or
- (b) a local trade union has provided a list under subsection (12) that is inaccurate or incomplete.

Failure to provide statement

(20) If the Board receives a complaint under clause (18) (a), the Board may inquire into the complaint and, if it finds that the statement was not provided as required, the Board shall order the trade union to provide the statement to the complainant and, if the Minister was not the complainant, to the Minister.

Failure to provide list

(21) If the Board receives a complaint under clause (19) (a), the Board may inquire into the complaint and, if it finds that the list was not provided as required, the Board shall order the local trade union to provide the list to the parent trade union.

Same

(22) In an order under subsection (20) or (21), the Board may also order the trade union to have its financial records audited and its statement or list certified by a public accountant before providing the statement or list to the complainant, the Minister or the parent trade union, as the case may be.

Inaccurate statement

(23) If the Board receives a complaint under clause (18) (b), the Board may inquire into the complaint and,

- (a) before or after making a decision with respect to the complaint, may order the trade union to have its financial records audited by a public accountant; and
- (b) if the Board upholds the complaint, may order the trade union to provide an accurate and complete statement certified by a public accountant to every individual represented by the trade union and to the Minister.

Inaccurate list

(24) If the Board receives a complaint under clause (19) (b), the Board may inquire into the complaint and,

- (a) before or after making a decision with respect to the complaint, may order the local trade union to have its financial records audited by a public accountant; and
- (b) if the Board upholds the complaint, may order the local trade union to provide an accurate and complete list certified by a public accountant to the parent trade union.

Costs

(25) The trade union responsible for providing a statement or list under this section shall bear the costs of

Idem

(19) Un syndicat parent peut déposer auprès de la Commission une plainte écrite portant qu'un syndicat local, selon le cas :

- a) n'a pas fourni une liste comme l'exige le paragraphe (12);
- b) a fourni une liste prévue au paragraphe (12) qui est inexacte ou incomplète.

Défaut de fournir une déclaration

(20) Si elle reçoit une plainte visée à l'alinéa (18) a), la Commission peut enquêter sur celle-ci et, si elle conclut que la déclaration n'a pas été fournie comme elle devait l'être, elle ordonne au syndicat de la fournir au plaignant et au ministre, s'il n'est pas le plaignant.

Défaut de fournir une liste

(21) Si elle reçoit une plainte visée à l'alinéa (19) a), la Commission peut enquêter sur celle-ci et, si elle conclut que la liste n'a pas été fournie comme elle devait l'être, elle ordonne au syndicat local de la fournir au syndicat parent.

Idem

(22) Dans l'ordonnance prévue au paragraphe (20) ou (21), la Commission peut également ordonner au syndicat de faire vérifier ses dossiers financiers et de faire attester sa déclaration ou sa liste par un comptable public avant de la fournir au plaignant, au ministre ou au syndicat parent, selon le cas.

Déclaration inexacte

(23) Si elle reçoit une plainte visée à l'alinéa (18) b), la Commission peut enquêter sur la plainte et :

- a) d'une part, avant de rendre une décision à l'égard de la plainte ou par la suite, elle peut ordonner au syndicat de faire vérifier ses dossiers financiers par un comptable public;
- b) d'autre part, si elle donne droit à la plainte, elle peut ordonner au syndicat de fournir une déclaration exacte et complète attestée par un comptable public à chaque particulier que représente le syndicat et au ministre.

Liste inexacte

(24) Si elle reçoit une plainte visée à l'alinéa (19) b), la Commission peut enquêter sur la plainte et :

- a) d'une part, avant de rendre une décision à l'égard de la plainte ou par la suite, elle peut ordonner au syndicat local de faire vérifier ses dossiers financiers par un comptable public;
- b) d'autre part, si elle donne droit à la plainte, elle peut ordonner au syndicat local de fournir au syndicat parent une liste exacte et complète attestée par un comptable public.

Frais

(25) Le syndicat à qui il incombe de fournir la déclaration ou la liste prévue au présent article assume les

preparing the statement or list and of any related audits and certifications of a public accountant required under this section.

Regulations

(26) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing organizations for purposes of clause (g) of the definition of "trade union" in subsection (1);
- (b) exempting any trade union or class of trade unions from the application of this section.

13. Subsection 96 (6) of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

14. Subsection 99 (10) of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

15. Section 102 of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

16. Section 108 of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

17. (1) Section 110 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 11, is further amended by adding the following subsection:

Same

(14.1) Despite subsections (9), (10), (11) and (14), the chair shall sit alone or shall authorize a vice-chair to sit alone to hear and determine a matter under section 74 and to exercise all of the powers of the Board when doing so, except when the chair considers it inadvisable for the chair or a vice-chair to sit alone.

(2) Subsection 110 (15) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(15) For the purposes of subsections (14) and (14.1), if the chair is absent or not able to act, the alternate chair may act in his or her stead.

18. The Act is amended by adding the following section:

When no decision, etc., after six months

115.1 (1) This section applies if the Board has commenced a hearing in a proceeding, six months or more have passed since the last day of hearing and a decision, order, direction, declaration or ruling of the Board has not been made.

Termination of proceeding

(2) On the application of a party in the proceeding, the chair may terminate the proceeding.

frais liés à sa préparation et aux vérifications et attestations connexes par un comptable public qu'exige le présent article.

Règlements

(26) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire des organismes pour l'application de l'alinéa g) de la définition de «syndicat» au paragraphe (1);
- b) soustraire tout syndicat ou toute catégorie de syndicats à l'application du présent article.

13. Le paragraphe 96 (6) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

14. Le paragraphe 99 (10) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

15. L'article 102 de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

16. L'article 108 de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

17. (1) L'article 110 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 11 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(14.1) Malgré les paragraphes (9), (10), (11) et (14), le président siège seul, ou autorise un vice-président à ce faire, pour entendre une question visée à l'article 74 et statuer sur celle-ci et pour exercer à ces fins tous les pouvoirs de la Commission, sauf s'il estime qu'il est inopportun que l'un ou l'autre siège seul.

(2) Le paragraphe 110 (15) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(15) Pour l'application des paragraphes (14) et (14.1), en cas d'absence ou d'empêchement du président, le président suppléant peut le remplacer.

18. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Aucune décision après six mois

115.1 (1) Le présent article s'applique si la Commission a commencé une audience dans le cadre d'une instance et que six mois ou plus se sont écoulés depuis le dernier jour de l'audience sans qu'elle ait rendu de décision ou d'ordonnance ni donné de directive ni fait de déclaration.

Fin de l'instance

(2) Sur requête d'une partie, le président peut mettre fin à l'instance.

Re-institution of proceeding

(3) If a proceeding is terminated according to subsection (2), the chair shall re-institute the proceeding upon such terms and conditions as the chair considers appropriate, subject to subsection (4).

Heard by different Board members

(4) Despite subsections 110 (9), (14) and (14.1), the re-instituted proceeding shall be heard by a member or members of the Board, as the case may be, who are different than those who heard the proceeding before its re-institution.

19. Subsection 120 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 14, is repealed and the following substituted:

Competency as a witness

(1) The following persons are not competent or compellable witnesses before a court or tribunal respecting any information or material furnished to or received by them while being involved in an endeavour to effect a collective agreement:

1. The Minister.
2. A deputy minister in the Ministry of Labour.
3. An assistant deputy minister of Labour.
4. The Director of Labour Management Services.
5. The chair or a member of a conciliation board.
6. Any other person appointed by the Minister under this Act or authorized in writing by the Director of Labour Management Services.

20. Subsection 122 (3) of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

21. (1) Clause 125 (l) of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

(2) Clause 125 (l.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 15, is repealed and the following substituted:

- (1.2) designating projects in the construction industry that are not industrial projects as projects that may be the subject of a project agreement under section 163.1 or 163.1.1 and providing for section 163.1 or 163.1.1, as the case may be, to apply with respect to those projects, and prescribing modifications to those provisions for the purpose.

(3) The French version of clause 125 (l.3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 15, is amended by striking out "convention proposée concernant un projet" and

Reprise de l'instance

(3) S'il met fin à une instance en vertu du paragraphe (2), le président la reprend aux conditions qu'il estime appropriées, sous réserve du paragraphe (4).

Audition par différents membres de la Commission

(4) Malgré les paragraphes 110 (9), (14) et (14.1), l'instance qui est reprise est entendue par un ou plusieurs membres de la Commission, selon le cas, qui sont différents de ceux qui l'ont entendue avant la reprise.

19. Le paragraphe 120 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Habilité à témoigner

(1) Les personnes suivantes ne sont ni habiles ni contraignables à témoigner devant un tribunal judiciaire ou administratif en ce qui concerne les renseignements ou les documents qui leur sont fournis ou qu'elles reçoivent dans le cadre de leur participation aux démarches faites pour que soit conclue une convention collective :

1. Le ministre.
2. Un sous-ministre du ministère du Travail.
3. Un sous-ministre adjoint du Travail.
4. Le directeur des relations patronales-syndicales.
5. Le président ou un membre d'une commission de conciliation.
6. Toute autre personne désignée par le ministre en vertu de la présente loi ou autorisée par écrit par le directeur des relations patronales-syndicales.

20. Le paragraphe 122 (3) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

21. (1) L'alinéa 125 l) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

(2) L'alinéa 125 l.2) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 15 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- 1.2) désigner des projets relevant de l'industrie de la construction qui ne sont pas des projets industriels comme projets qui peuvent faire l'objet d'une convention d'exécution de projet prévue à l'article 163.1 ou 163.1.1, prévoir que l'un ou l'autre de ces articles, selon le cas, s'applique à l'égard de ces projets et prescrire les modifications qui doivent leur être apportées à cette fin.

(3) La version française de l'alinéa 125 l.3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 15 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifiée par substitution de «convention d'exécution de projet propo-

substituting “convention d’exécution de projet proposée”.

22. (1) Section 126 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 16, is further amended by striking out “In this section and in sections 127 to 168” at the beginning and substituting “In this section and in sections 126.1 to 168”.

(2) The definition of “non-construction employer” in section 126 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 16, is repealed and the following substituted:

“non-construction employer” means an employer who does no work in the construction industry for which the employer expects compensation from an unrelated person. (“employeur extérieur à l’industrie de la construction”)

23. The Act is amended by adding the following section:

Construction industry, application

126.1 (1) Sections 126 to 168 set out special rules with respect to the construction industry.

Same

(2) Sections 1 to 125 also apply with respect to the construction industry.

Resolving conflict

(3) If there is a conflict with respect to the application of provisions of this Act with respect to the construction industry, it shall be resolved as follows:

1. A provision in sections 126 to 144 prevails over a provision in sections 7 to 63 and 68 to 125.
2. A provision in sections 146 to 150 prevails over any other provision of this Act.
3. A provision in sections 150.1 to 167 prevails over a provision in sections 7 to 63 and 68 to 144.

24. Section 127 of the Act is repealed.

25. Subsection 127.2 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 17, is repealed and the following substituted:

Declaration

(2) On the application of a non-construction employer, the Board shall declare that a trade union no longer represents those employees of the non-construction employer employed in the construction industry.

26. Subsections 132 (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

sée» à «convention proposée concernant un projet».

22. (1) L’article 126 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 16 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié de nouveau par substitution de «Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article et aux articles 126.1 à 168.» à «Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article et aux articles 127 à 168.».

(2) La définition de «employeur extérieur à l’industrie de la construction» à l’article 126 de la Loi, telle qu’elle est édictée par l’article 16 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«employeur extérieur à l’industrie de la construction»
Employeur qui n’effectue, dans l’industrie de la construction, aucun travail pour lequel il compte obtenir une rémunération d’une personne non liée. («non-construction employer»)

23. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Industrie de la construction : application

126.1 (1) Les articles 126 à 168 énoncent des règles spéciales à l’égard de l’industrie de la construction.

Idem

(2) Les articles 1 à 125 s’appliquent également à l’égard de l’industrie de la construction.

Résolution des incompatibilités

(3) Toute incompatibilité entre les dispositions de la présente loi quant à leur application à l’égard de l’industrie de la construction se résout comme suit :

1. Les dispositions des articles 126 à 144 l’emportent sur les dispositions des articles 7 à 63 et 68 à 125.
2. Les dispositions des articles 146 à 150 l’emportent sur toute autre disposition de la présente loi.
3. Les dispositions des articles 150.1 à 167 l’emportent sur les dispositions des articles 7 à 63 et 68 à 144.

24. L’article 127 de la Loi est abrogé.

25. Le paragraphe 127.2 (2) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 17 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Déclaration

(2) Sur requête d’un employeur extérieur à l’industrie de la construction, la Commission déclare qu’un syndicat ne représente plus les employés de l’employeur qui sont employés dans l’industrie de la construction.

26. Les paragraphes 132 (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Agreement

(2) Any of the employees in the bargaining unit defined in a first agreement between an employer and a trade union, where the trade union has not been certified as the bargaining agent of the employees of the employer in the bargaining unit, may apply to the Board for a declaration that the trade union no longer represents the employees in the bargaining unit after the 275th day of its operation and before the 365th day of its operation.

27. Subsection 137 (7) of the Act is amended by striking out “despite subsection 58 (1)” at the end.

28. (1) The French version of subsection 144 (3) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 19, is further amended by striking out “convention concernant un projet” wherever it occurs and substituting in each case “convention d’exécution de projet”.

(2) Subsection 144 (4) of the Act is amended by striking out “Ontario Court (General Division)” and substituting “Superior Court of Justice”.

29. Subsection 145 (2) of the Act is repealed.

30. (1) Subsection (2) applies only if *An Act to amend the Labour Relations Act, 1995 in relation to the construction industry*, being Bill 69 of the 1st Session of the 37th Legislature, is enacted.

(2) Subsection 150.1 (3.1) of the Act, as set out in section 3 of Bill 69, as reprinted to show the amendments reported to the Legislative Assembly on May 30, 2000, is amended by striking out “Despite subsection 59 (1)” at the beginning.

31. Section 152 of the Act is repealed.

32. Subsection 159 (3) of the Act is repealed.

33. Subsection 160 (2) of the Act is repealed.

34. (1) Subsection 161 (2) of the Act is amended by striking out “Despite subsection 58 (1)” at the beginning.

(2) Subsection 161 (5) of the Act is amended by striking out “Despite subsection 58 (1)” at the beginning.

35. (1) Subsection 163.1 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is amended by striking out the portion before paragraph 1 and substituting the following:

Project agreements

(1) A proponent of a construction project or a group of construction projects who believes that the project or

Convention

(2) N’importe lequel des employés compris dans l’unité de négociation définie dans une première convention conclue entre un employeur et un syndicat, si ce dernier n’a pas été accrédité comme agent négociateur des employés de l’employeur qui sont compris dans l’unité de négociation, peut, après le 275^e et avant le 365^e jour de l’entrée en vigueur de la convention, s’adresser à la Commission pour obtenir la déclaration selon laquelle le syndicat ne les représente plus.

27. Le paragraphe 137 (7) de la Loi est modifié par suppression de «*, malgré le paragraphe 58 (1)*» à la fin du paragraphe.

28. (1) La version française du paragraphe 144 (3) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 19 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifiée de nouveau par substitution de «*convention d’exécution de projet*» à «*convention concernant un projet*» partout où figure cette expression.

(2) Le paragraphe 144 (4) de la Loi est modifié par substitution de «*Cour supérieure de justice*» à «*Cour de l’Ontario (Division générale)*».

29. Le paragraphe 145 (2) de la Loi est abrogé.

30. (1) Le paragraphe (2) ne s’applique que si la *Loi modifiant la Loi de 1995 sur les relations de travail en ce qui a trait à l’industrie de la construction*, qui constitue le projet de loi 69 de la 1^{re} session de la 37^e Législature, est édictée.

(2) Le paragraphe 150.1 (3.1) de la Loi, tel qu’il est énoncé à l’article 3 du projet de loi 69, dans sa version réimprimée pour indiquer les modifications rapportées à l’Assemblée législative le 30 mai 2000, est modifié par suppression de «*Malgré le paragraphe 59 (1),*» au début du paragraphe.

31. L’article 152 de la Loi est abrogé.

32. Le paragraphe 159 (3) de la Loi est abrogé.

33. Le paragraphe 160 (2) de la Loi est abrogé.

34. (1) Le paragraphe 161 (2) de la Loi est modifié par suppression de «*Malgré le paragraphe 58 (1),*» au début du paragraphe.

(2) Le paragraphe 161 (5) de la Loi est modifié par suppression de «*Malgré le paragraphe 58 (1),*» au début du paragraphe.

35. (1) Le paragraphe 163.1 (1) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 21 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède la disposition 1 :

Conventions d’exécution de projet

(1) Le promoteur d’un projet de construction ou d’un groupe de projets de construction qui croit que le ou les

projects are economically significant and who wishes to have a project agreement for the project or projects shall do the following:

(2) Paragraph 2 of subsection 163.1 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is repealed and the following substituted:

2. Give each bargaining agent on the list a notice that the proponent wishes to have a project agreement and include with the notice a copy of the list, a general description of each of the projects which are proposed to be covered under the agreement and the estimated cost of each project.

(3) Paragraph 2 of subsection 163.1 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is repealed and the following substituted:

2. A bargaining agent may be included on the list only if the proponent anticipates that any project that is proposed to be covered under the project agreement may include work within the bargaining agent's geographic jurisdiction for which the bargaining agent would select, refer, assign, designate or schedule persons for employment.

(4) Subsection 163.1 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is amended by striking out the portion before paragraph 1 and substituting the following:

Objection to Board

(3) A bargaining agent on the list may apply to the Board for an order that a project may not be the subject of a project agreement and the following apply with respect to such an application:

(5) The French version of subsection 163.1 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is amended,

- (a) by striking out "convention concernant un projet" in paragraph 1 and substituting "convention d'exécution de projet"; and
- (b) by striking out "convention" in paragraphs 4 and 5 and substituting in each case "convention d'exécution de projet".

(6) Subsection 163.1 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is repealed and the following substituted:

Contents of project agreement

- (4) A project agreement must contain,

projets sont importants sur le plan économique et qui désire conclure une convention d'exécution de projet à leur égard fait ce qui suit :

(2) La disposition 2 du paragraphe 163.1 (1) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 21 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Il donne à chaque agent négociateur inscrit sur la liste un avis portant qu'il désire conclure une convention d'exécution de projet et lui joint une copie de la liste, une description générale de chaque projet qui serait visé par la convention et son coût estimatif.

(3) La disposition 2 du paragraphe 163.1 (2) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 21 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Un agent négociateur ne peut être inscrit sur la liste que si le promoteur prévoit que l'un des projets qui seraient visés par la convention d'exécution de projet peut comprendre des travaux relevant de la compétence territoriale de l'agent négociateur à l'égard desquels celui-ci choisirait, orienterait, affecterait, désignerait ou classerait des personnes en vue de leur emploi.

(4) Le paragraphe 163.1 (3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 21 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède la disposition 1 :

Opposition

(3) Un agent négociateur inscrit sur la liste peut, par voie de requête, demander à la Commission de rendre une ordonnance portant qu'un projet ne peut pas faire l'objet d'une convention d'exécution de projet, et les règles suivantes s'appliquent à l'égard d'une telle requête :

(5) La version française du paragraphe 163.1 (3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 21 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifiée :

- a) par substitution de «convention d'exécution de projet» à «convention concernant un projet» à la disposition 1;
- b) par substitution de «convention d'exécution de projet» à «convention» aux dispositions 4 et 5.

(6) Le paragraphe 163.1 (4) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 21 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Contenu de la convention d'exécution de projet

- (4) La convention d'exécution de projet contient ce qui suit :

- (a) a general description of each project covered under the project agreement; and
- (b) a term providing that the agreement is in effect until every project covered under the agreement is completed or abandoned.

Same

(4.1) A project agreement may contain a term providing that additional projects may be added to and governed by the project agreement.

(7) The French version of section 163.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is amended,

- (a) by striking out “convention proposée concernant un projet” in subsections (5) and (9) and substituting in each case “convention d’exécution de projet proposée”;
- (b) by striking out “convention proposée concernant le projet” wherever it occurs in subsections (7), (9) and (12) and substituting in each case “convention d’exécution de projet proposée”;
- (c) by striking out “convention concernant un projet” in subsections (8) and (14) and substituting in each case “convention d’exécution de projet”; and
- (d) by striking out “convention concernant le projet” wherever it occurs in subsections (9), (10), (11) and (14) and substituting in each case “convention d’exécution de projet”.

(8) Subsections 163.1 (15), (16) and (17) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, are repealed and the following substituted:

Application of subs. (16)

(15) Subsection (16) applies if,

- (a) a trade union is a bargaining agent that received notice of the coming into force of a project agreement under subsection (11);
- (b) the trade union does not have bargaining rights with respect to employees of an employer; and
- (c) the employer employs members of the trade union to perform work on a project that is governed by that project agreement.

No certification or voluntary recognition

(16) Regardless of whether the work the members of the trade union perform is inside or outside of the construction industry, if the circumstances set out in subsection (15) apply,

- (a) the employment of the members of the trade union before the project is completed or abandoned

- a) une description générale de chaque projet qu’elle vise;
- b) une clause prévoyant qu’elle est en vigueur jusqu’à ce que tous les projets qu’elle vise soient achevés ou abandonnés.

Idem

(4.1) La convention d’exécution de projet peut contenir une clause prévoyant que d’autres projets peuvent y être ajoutés et être régis par elle.

(7) La version française de l’article 163.1 de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 21 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifiée :

- a) par substitution de «convention d’exécution de projet proposée» à «convention proposée concernant un projet» aux paragraphes (5) et (9);
- b) par substitution de «convention d’exécution de projet proposée» à «convention proposée concernant le projet» partout où figure cette expression aux paragraphes (7), (9) et (12);
- c) par substitution de «convention d’exécution de projet» à «convention concernant un projet» aux paragraphes (8) et (14);
- d) par substitution de «convention d’exécution de projet» à «convention concernant le projet» partout où figure cette expression aux paragraphes (9), (10), (11) et (14).

(8) Les paragraphes 163.1 (15), (16) et (17) de la Loi, tels qu’ils sont édictés par l’article 21 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Application du par. (16)

(15) Le paragraphe (16) s’applique si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le syndicat est un agent négociateur qui a reçu avis de l’entrée en vigueur d’une convention d’exécution de projet aux termes du paragraphe (11);
- b) le syndicat n’a pas le droit de négocier à l’égard des employés d’un employeur;
- c) l’employeur emploie des membres du syndicat pour effectuer des travaux dans le cadre d’un projet que régit cette convention d’exécution de projet.

Pas d’accreditation ni de reconnaissance volontaire

(16) Que les travaux effectués par les membres du syndicat relèvent ou non de l’industrie de la construction, ce qui suit s’applique dans les circonstances énoncées au paragraphe (15) :

- a) l’emploi des membres du syndicat avant l’achèvement ou l’abandon du projet ne doit pas

shall not be considered in any application for certification by the trade union with respect to the employer; and

- (b) any agreement under which the employer agrees to employ only members of the trade union for that work before the project is completed or abandoned but not afterwards shall be deemed not to be an agreement voluntarily recognizing the trade union as the exclusive bargaining agent of those employees.

Not voluntary recognition

(16.1) A person shall be deemed not to have voluntarily recognized a trade union as an exclusive bargaining agent if,

- (a) the person is a party to an agreement or operates under an agreement under which an employer agrees to employ members of the trade union to perform work, regardless of whether the work is inside or outside of the construction industry;
- (b) the trade union is a bargaining agent to which notice of the coming into force of a project agreement was given under subsection (11); and
- (c) the agreement includes work on a project to which the project agreement applies.

Not party to collective agreement

(17) The proponent and, if the proponent is an agent, the person who owns or has an interest in the land for which the project is planned, are not, only by reason of being a party or operating under the project agreement or an agreement that includes work on the project, parties to any collective agreement.

Same, project agreement

(17.1) Subsections (15) to (17) apply with respect to agreements entered into before the day subsection 35 (8) of the *Labour Relations Amendment Act, 2000* is proclaimed in force.

36. The Act is amended by adding the following section:

Adding new project to agreement

163.1.1 (1) This section applies if,

- (a) the proponent under an existing project agreement believes that a new construction project that is not included in the agreement is economically significant;
- (b) the proponent wishes to add the new project to be governed by the project agreement; and
- (c) the project agreement contains a term providing that additional projects may be added to and governed by the project agreement.

être pris en compte dans une requête en accréditation que présente le syndicat à l'égard de l'employeur;

- b) toute convention aux termes de laquelle l'employeur convient de n'employer que des membres du syndicat pour ces travaux avant l'achèvement ou l'abandon du projet mais non par la suite est réputée ne pas constituer un accord qui reconnaît volontairement le syndicat comme seul agent négociateur de ces employés.

Pas de reconnaissance volontaire

(16.1) Une personne est réputée ne pas avoir reconnu volontairement un syndicat comme seul agent négociateur si les conditions suivantes sont réunies :

- a) elle est partie à une convention aux termes de laquelle un employeur convient d'employer des membres du syndicat pour effectuer des travaux, que ceux-ci relèvent ou non de l'industrie de la construction, ou elle agit dans le cadre d'une telle convention;
- b) le syndicat est un agent négociateur qui a reçu avis de l'entrée en vigueur d'une convention d'exécution de projet aux termes du paragraphe (11);
- c) la convention porte, entre autres, sur des travaux effectués dans le cadre d'un projet visé par la convention d'exécution de projet.

Non des parties à une convention collective

(17) Le promoteur et, si le promoteur est un représentant, la personne à qui appartient le bien-fonds à l'égard duquel le projet est envisagé ou qui a un intérêt sur ce bien-fonds ne sont pas parties à une convention collective du seul fait qu'ils sont parties à la convention d'exécution de projet ou à une convention qui porte, entre autres, sur des travaux effectués dans le cadre du projet ou qu'ils agissent dans le cadre de celle-ci.

Idem, convention d'exécution de projet

(17.1) Les paragraphes (15) à (17) s'appliquent à l'égard des conventions conclues avant le jour où le paragraphe 35 (8) de la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail* est proclamé en vigueur.

36. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Ajout de nouveaux projets à la convention

163.1.1 (1) Le présent article s'applique si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le promoteur visé par une convention d'exécution de projet existante croit qu'un nouveau projet de construction qui n'est pas visé par la convention est important sur le plan économique;
- b) le promoteur désire ajouter le nouveau projet à la convention pour qu'elle le régie;
- c) la convention contient une clause prévoyant que d'autres projets peuvent y être ajoutés et être régis par elle.

Notice to be given

(2) The proponent shall do the following:

1. Give notice that the proponent wishes to add a new project to be governed by an existing project agreement to the bargaining agents, employee bargaining agencies and employer bargaining agencies that received notice under subsection 163.1 (11).
2. Include with the notice a copy of the existing project agreement and a general description of the new project and its estimated cost.
3. Give the Board a copy of the notice and evidence, in the form required by the Board, that the notice has been given to each bargaining agent entitled to receive notice.

Challenge

(3) A bargaining agent entitled to receive notice under subsection (2) may apply to the Board for an order that the new project may not be the subject of the project agreement.

Same

(4) Subsection 163.1 (3) applies, with necessary modifications, to an application under subsection (3).

Application by bargaining agent

(5) A bargaining agent entitled to receive notice under subsection (2) may challenge the proposed addition of the new project to the existing project agreement by giving notice to the Board within 10 days after the Board receives a copy of the notice and evidence under paragraph 3 of subsection (2).

Decision of Board

(6) In a challenge under subsection (5), the Board shall make an order declaring that the new project shall not be added to the existing project agreement if the Board makes either of the following findings:

1. The project agreement does not contain a term that additional projects may be added to and governed by the project agreement.
2. The requirements in subsection (2) have not been satisfied and the failure to satisfy the requirements affected the bargaining agent making the challenge.

Same

(7) If the Board does not make any of the findings set out in subsection (6), the Board shall dismiss the challenge.

Notice that new project added

(8) The proponent may give notice to the bargaining agents, employee bargaining agencies and employer bargaining agencies specified in subsection (2) that the

Avis

(2) Le promoteur fait ce qui suit :

1. Il avise les agents négociateurs, les organismes négociateurs syndicaux et les organismes négociateurs patronaux qui ont reçu l'avis prévu au paragraphe 163.1 (11) qu'il désire ajouter un nouveau projet à une convention d'exécution de projet existante pour qu'elle le régit.
2. Il joint à l'avis une copie de la convention d'exécution de projet existante ainsi qu'une description générale du nouveau projet et son coût estimatif.
3. Il donne à la Commission une copie de l'avis et la preuve, sous la forme que celle-ci exige, qu'il a donné l'avis à chaque agent négociateur qui y a droit.

Contestation

(3) L'agent négociateur qui a le droit de recevoir l'avis prévu au paragraphe (2) peut, par voie de requête, demander à la Commission de rendre une ordonnance portant que le nouveau projet ne peut pas faire l'objet de la convention d'exécution de projet.

Idem

(4) Le paragraphe 163.1 (3) s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux requêtes présentées en vertu du paragraphe (3).

Requête de l'agent négociateur

(5) L'agent négociateur qui a le droit de recevoir l'avis prévu au paragraphe (2) peut contester l'ajout proposé du nouveau projet à la convention d'exécution de projet existante en avisant la Commission au plus tard 10 jours après que celle-ci a reçu la copie de l'avis et la preuve visées à la disposition 3 du paragraphe (2).

Décision de la Commission

(6) Dans le cadre d'une contestation visée au paragraphe (5), la Commission rend une ordonnance portant que le nouveau projet ne doit pas être ajouté à la convention d'exécution de projet existante si elle arrive à l'une ou l'autre des conclusions suivantes :

1. La convention d'exécution de projet ne contient pas de clause prévoyant que d'autres projets peuvent y être ajoutés et être régis par elle.
2. Les exigences du paragraphe (2) n'ont pas été respectées et ce fait a nui à l'agent négociateur qui conteste l'ajout.

Idem

(7) La Commission rejette la contestation si elle n'arrive à aucune des conclusions énoncées au paragraphe (6).

Avis d'ajout d'un nouveau projet

(8) Le promoteur peut aviser les agents négociateurs, les organismes négociateurs syndicaux et les organismes négociateurs patronaux précisés au paragraphe (2) de

new project has been added to be governed by the project agreement if,

- (a) no application was made under subsection (3) within the time for making such an application;
- (b) no challenge is made under subsection (5) within the time for making such a challenge; or
- (c) the Board has dismissed any applications or challenges made under those subsections.

Effect of notice

(9) The following apply upon the proponent giving the notice under subsection (8):

- 1. The new project is added to the project agreement.
- 2. Subsections 163.1 (14), (15), (16) and (16.1) apply with respect to the new project on and after the day it is added to the project agreement.

Notice that new project not added

(10) If the Board grants an application made under subsection (3) or makes an order under subsection (6), the proponent shall give notice to the bargaining agents, employee bargaining agencies and employer bargaining agencies specified in subsection (2) that the new project has not been added to the project agreement.

Previous agreements re more than one project

(11) Multiple projects and the addition of new projects under a project agreement described in subsection (13) shall be governed in accordance with the project agreement and not in accordance with section 163.1 and subsections (1) to (10).

Previous agreements deemed valid

(12) The provisions in a project agreement described in subsection (13) dealing with multiple projects and the addition of new projects shall be deemed to be valid.

Same

(13) Subsections (11) and (12) apply with respect to a project agreement if notice was given under subsection 163.1 (11) with respect to the project agreement before November 2, 2000.

37. (1) Subsection (2) applies only if *An Act to amend the Labour Relations Act, 1995 in relation to the construction industry*, being Bill 69 of the 1st Session of the 37th Legislature, is enacted.

(2) The French version of subsection 163.5 (10) of the Act, as set out in section 8 of Bill 69, as reprinted to show the amendments reported to the Legislative Assembly on May 30, 2000, is amended by striking out "conventions concernant un projet" and substituting "conventions d'exécution de projet".

l'ajout du nouveau projet à la convention d'exécution de projet pour qu'elle le régit, si, selon le cas :

- a) aucune requête n'a été présentée en vertu du paragraphe (3) dans le délai imparti pour ce faire;
- b) aucune contestation n'a été présentée en vertu du paragraphe (5) dans le délai imparti pour ce faire;
- c) la Commission a rejeté les requêtes ou les contestations présentées en vertu de ces paragraphes.

Effet de l'avis

(9) Les règles suivantes s'appliquent dès que le promoteur donne l'avis prévu au paragraphe (8) :

- 1. Le nouveau projet est ajouté à la convention d'exécution de projet.
- 2. Les paragraphes 163.1 (14), (15), (16) et (16.1) s'appliquent à l'égard du nouveau projet à compter du jour où il est ajouté à la convention d'exécution de projet.

Avis du refus d'ajouter le nouveau projet

(10) Si la Commission accède à une requête présentée en vertu du paragraphe (3) ou rend une ordonnance aux termes du paragraphe (6), le promoteur avise les agents négociateurs, les organismes négociateurs syndicaux et les organismes négociateurs patronaux précisés au paragraphe (2) que le nouveau projet n'a pas été ajouté à la convention d'exécution de projet.

Conventions antérieures : plus d'un projet

(11) Les projets multiples qui font l'objet d'une convention d'exécution de projet visée au paragraphe (13) et l'ajout de nouveaux projets à une telle convention sont régis conformément à la convention et non conformément à l'article 163.1 et aux paragraphes (1) à (10).

Conventions antérieures réputées valides

(12) Les clauses d'une convention d'exécution de projet visée au paragraphe (13) qui traitent de projets multiples et de l'ajout de nouveaux projets sont réputées valides.

Idem

(13) Les paragraphes (11) et (12) s'appliquent à l'égard d'une convention d'exécution de projet si un avis a été donné aux termes du paragraphe 163.1 (11) à l'égard de la convention avant le 2 novembre 2000.

37. (1) Le paragraphe (2) ne s'applique que si la *Loi modifiant la Loi de 1995 sur les relations de travail en ce qui a trait à l'industrie de la construction*, qui constitue le projet de loi 69 de la 1^{re} session de la 37^e Législature, est édictée.

(2) La version française du paragraphe 163.5 (10) de la Loi, tel qu'il est énoncé à l'article 8 du projet de loi 69, dans sa version réimprimée pour indiquer les modifications rapportées à l'Assemblée législative le 30 mai 2000, est modifiée par substitution de «conventions d'exécution de projet» à «conventions concernant un projet».

38. Section 166 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 22, is repealed and the following substituted:

Application re sector

166. (1) A trade union, council of trade unions, or an employer or employers' organization may apply to the Board for a determination of any question that arises as to what sector of the construction industry work performed or to be performed by employees is in.

Withdraw application

(2) The applicant may withdraw an application under subsection (1) upon such conditions as the Board may determine.

Board to inquire

(3) The Board may inquire into an application made under this section.

No hearing

(4) The Board is not required to hold a hearing to make any determination under this section.

Meeting of representatives

(5) Representatives of the trade union or council of trade unions and of the employer or employers' organization or their substitutes shall promptly meet and attempt to settle the matters raised in the application and shall report the outcome to the Board.

Interim or final order

(6) The Board may make any interim or final order it considers appropriate after consulting with the parties.

Cease and desist order

(7) In an interim order or after making an interim order, the Board may order any person, trade union, council of trade unions or employers' organization to cease and desist from doing anything intended or likely to interfere with the terms of an interim order.

Filing in court

(8) A party to an interim or final order may file it, excluding the reasons, in the prescribed form in the Superior Court of Justice and it shall be entered in the same way as an order of that court and is enforceable as such.

When enforceable

(9) An order that has been filed with the court is enforceable by a person, trade union, council of trade unions or employers' organization affected by it on or after the day after the date fixed in the order for compliance.

38. L'article 166 de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 22 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Requête ayant trait au secteur

166. (1) Un syndicat, un conseil de syndicats, un employeur ou une association patronale peut, par voie de requête, demander à la Commission de décider de quel secteur de l'industrie de la construction relève le travail exécuté ou destiné à être exécuté par des employés.

Retrait de la requête

(2) L'auteur de la requête peut retirer la requête visée au paragraphe (1) aux conditions que fixe la Commission.

Enquête de la Commission

(3) La Commission peut faire enquête sur une requête présentée en vertu du présent article.

Aucune audience

(4) La Commission n'est pas obligée de tenir d'audience pour rendre une décision en vertu du présent article.

Rencontre des représentants

(5) Des représentants du syndicat ou du conseil de syndicats et de l'employeur ou de l'association patronale ou leurs remplaçants se rencontrent promptement et tentent de régler les questions qui sont soulevées dans la requête. Ils font rapport des résultats obtenus à la Commission.

Ordonnance provisoire ou définitive

(6) La Commission peut rendre l'ordonnance provisoire ou définitive qu'elle estime appropriée après avoir consulté les parties.

Ordonnance de cesser et de s'abstenir

(7) Dans une ordonnance provisoire ou après avoir rendu une telle ordonnance, la Commission peut ordonner à une personne, à un syndicat, à un conseil de syndicats ou à une association patronale de cesser ou de s'abstenir d'accomplir tout acte visant à entraver ou ayant vraisemblablement pour conséquence d'entraver l'application d'une ordonnance provisoire.

Dépôt à la Cour

(8) Une partie à une ordonnance provisoire ou définitive peut la déposer sans les motifs sous la forme prescrite à la Cour supérieure de justice. Cette ordonnance est consignée de la même façon qu'une ordonnance de la Cour et est exécutoire au même titre.

Exécution

(9) La personne, le syndicat, le conseil de syndicats ou l'association patronale intéressés par une ordonnance déposée à la Cour peut en demander l'exécution le lendemain de la date qui y est fixée pour s'y conformer ou par la suite.

Compliance

(10) A person, trade union, council of trade unions or employers' organization affected by an interim order made by the Board under this section shall comply with it despite any provision of this Act.

Effect of compliance

(11) A person, trade union, council of trade unions or employers' organization that is complying with an interim order made by the Board under this section shall be deemed not to have violated any provision of this Act or of any collective agreement by doing so.

39. (1) Subsection 1 (2) of the *Hospital Labour Disputes Arbitration Act* is amended by striking out "*Labour Relations Act*" and substituting "*Labour Relations Act, 1995*".

(2) Subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out "*Labour Relations Act*" and substituting "*Labour Relations Act, 1995*".

(3) Subsection 2 (2) of the Act is amended by striking out "*Labour Relations Act*" and substituting "*Labour Relations Act, 1995*".

(4) Subsection 3 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 21, Schedule A, section 4, is amended by striking out "sections 19 and 20 of that Act" and substituting "sections 19 and 21 of that Act".

(5) Subsection 6 (19) of the Act is amended by striking out "*Labour Relations Act*" and substituting "*Labour Relations Act, 1995*".

(6) Subsection 10 (1) of the Act is amended by striking out "*Labour Relations Act*" and substituting "*Labour Relations Act, 1995*".

(7) Subsection 10 (7) of the Act is amended by striking out "*Labour Relations Act*" and substituting "*Labour Relations Act, 1995*".

(8) Clause 10 (11) (a) of the Act is amended by striking out "section 14 of the *Labour Relations Act*" and substituting "section 16 of the *Labour Relations Act, 1995*".

(9) Clause 10 (11) (b) of the Act is amended by striking out "section 54 of the *Labour Relations Act*" and substituting "section 59 of the *Labour Relations Act, 1995*".

(10) Subsection 10 (12) of the Act is amended by striking out "subsection 5 (4), subsection 54 (1) and subsection 58 (2) of the *Labour Relations Act*" and substituting "subsections 7 (4), 59 (1) and 63 (2) of the *Labour Relations Act, 1995*".

Conformité

(10) La personne, le syndicat, le conseil de syndicats ou l'association patronale intéressés par une ordonnance provisoire rendue par la Commission en vertu du présent article s'y conforme malgré toute disposition de la présente loi.

Effet de la conformité

(11) La personne, le syndicat, le conseil de syndicats ou l'association patronale qui se conforme à une ordonnance provisoire rendue par la Commission en vertu du présent article est réputé ne pas avoir enfreint de ce fait une disposition de la présente loi ou d'une convention collective.

39. (1) Le paragraphe 1 (2) de la *Loi sur l'arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux* est modifié par substitution de «*Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «*Loi sur les relations de travail*».

(2) Le paragraphe 2 (1) de la Loi est modifié par substitution de «*Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «*Loi sur les relations de travail*».

(3) Le paragraphe 2 (2) de la Loi est modifié par substitution de «*Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «*Loi sur les relations de travail*».

(4) Le paragraphe 3 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 4 de l'annexe A du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par substitution de «articles 19 et 21 de cette loi» à «articles 19 et 20 de cette loi».

(5) Le paragraphe 6 (19) de la Loi est modifié par substitution de «*Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «*Loi sur les relations de travail*».

(6) Le paragraphe 10 (1) de la Loi est modifié par substitution de «*Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «*Loi sur les relations de travail*».

(7) Le paragraphe 10 (7) de la Loi est modifié par substitution de «*Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «*Loi sur les relations de travail*».

(8) L'alinéa 10 (11) a) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 16 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «l'article 14 de la *Loi sur les relations de travail*».

(9) L'alinéa 10 (11) b) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «l'article 54 de la *Loi sur les relations de travail*».

(10) Le paragraphe 10 (12) de la Loi est modifié par substitution de «paragraphe 7 (4), 59 (1) et 63 (2) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «paragraphe 5 (4), 54 (1) et 58 (2) de la *Loi sur les relations de travail*».

↓

(11) Clause 10 (13) (a) of the Act is amended by striking out “section 14 of the *Labour Relations Act*” and substituting “section 16 of the *Labour Relations Act, 1995*”.

↑

(12) Clause 10 (13) (b) of the Act is amended by striking out “section 54 of the *Labour Relations Act*” and substituting “section 59 of the *Labour Relations Act, 1995*”.

Commencement

40. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(2) If Bill 69 of the 1st Session of the 37th Legislature is enacted,

↓

(a) sections 23 and 30 come into force on the later of the day section 3 of Bill 69 is proclaimed in force and the day this Act receives Royal Assent; and

↑

(b) section 37 comes into force on the later of the day section 8 of Bill 69 is proclaimed in force and the day section 35 of this Act is proclaimed in force.

Short title

41. The short title of this Act is the *Labour Relations Amendment Act, 2000*.

↓

(11) L'alinéa 10 (13) a) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 16 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «l'article 14 de la *Loi sur les relations de travail*».

↑

(12) L'alinéa 10 (13) b) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «l'article 54 de la *Loi sur les relations de travail*».

Entrée en vigueur

40. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

(2) Si le projet de loi 69 de la 1^{re} session de la 37^e Législature est édicté :

↓

a) les articles 23 et 30 entrent en vigueur le dernier en date du jour où l'article 3 du projet de loi 69 est proclamé en vigueur et du jour où la présente loi reçoit la sanction royale;

↑

b) l'article 37 entre en vigueur le dernier en date du jour où l'article 8 du projet de loi 69 est proclamé en vigueur et du jour où l'article 35 de la présente loi est proclamé en vigueur.

Titre abrégé

41. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail*.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 139

(Chapter 38
Statutes of Ontario, 2000)

**An Act to amend the
Labour Relations Act, 1995**

The Hon. C. Stockwell
Minister of Labour

Projet de loi 139

(Chapitre 38
Lois de l'Ontario de 2000)

**Loi modifiant la
Loi de 1995 sur les relations de travail**

L'honorable C. Stockwell
Ministre du Travail

1st Reading	November 2, 2000
2nd Reading	November 30, 2000
3rd Reading	December 20, 2000
Royal Assent	December 21, 2000

1 ^{re} lecture	2 novembre 2000
2 ^e lecture	30 novembre 2000
3 ^e lecture	20 décembre 2000
Sanction royale	21 décembre 2000

JAN 17 2001



**An Act to amend the
Labour Relations Act, 1995**

**Loi modifiant la
Loi de 1995 sur les relations de travail**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The French version of the definition of “collective agreement” in subsection 1 (1) of the *Labour Relations Act, 1995*, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 1, is further amended by striking out “convention concernant un projet” and substituting “convention d’exécution de projet”.

2. (1) Subsection 7 (4) of the Act is amended by striking out “the last two months of its operation” and substituting “the last three months of its operation”.

(2) Subsection 7 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(5) Where a collective agreement is for a term of more than three years, a trade union may apply to the Board for certification as bargaining agent of any of the employees in the bargaining unit defined in the agreement only after the commencement of the 34th month of its operation and before the commencement of the 37th month of its operation and during the three-month period immediately preceding the end of each year that the agreement continues to operate thereafter or after the commencement of the last three months of its operation, as the case may be.

(3) Subsection 7 (6) of the Act is amended by striking out “during the last two months of each year that it so continues to operate, or after the commencement of the last two months of its operation” and substituting “during the last three months of each year that it so continues to operate, or after the commencement of the last three months of its operation”.

(4) Subsection 7 (9) of the Act is amended by adding “Subject to subsection (9.1)” at the beginning.

(5) Section 7 of the Act is amended by adding the following subsections:

Mandatory bar

(9.1) If the trade union withdraws the application

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. La version française de la définition de «convention collective» au paragraphe 1 (1) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, telle qu’elle est modifiée par l’article 1 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifiée de nouveau par substitution de «convention d’exécution de projet» à «convention concernant un projet».

2. (1) Le paragraphe 7 (4) de la Loi est modifié par substitution de «des trois derniers mois de son application» à «des deux derniers mois de son application».

(2) Le paragraphe 7 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(5) Si la durée de la convention collective excède trois ans, ce n’est qu’après le début du 34^e mois de son application et avant le début du 37^e mois de son application, et, ensuite, pendant les trois mois qui précèdent immédiatement la fin de chaque année pendant laquelle elle continue de s’appliquer ou après le début des trois derniers mois de son application, selon le cas, qu’un syndicat peut demander à la Commission de l’accréditer comme agent négociateur de tous les employés ou de quelques-uns d’entre eux compris dans l’unité de négociation définie par la convention.

(3) Le paragraphe 7 (6) de la Loi est modifié par substitution de «pendant les trois derniers mois de chaque année de sa reconduction ou après le début des trois derniers mois de son application» à «pendant les deux derniers mois de chaque année de sa reconduction ou après le début des deux derniers mois de son application».

(4) Le paragraphe 7 (9) de la Loi est modifié par insertion de «Sous réserve du paragraphe (9.1),» au début du paragraphe.

(5) L’article 7 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Interdiction obligatoire

(9.1) Si le syndicat retire la requête avant la tenue

before a representation vote is taken, and that trade union had withdrawn a previous application under this section not more than six months earlier, the Board shall not consider another application for certification by any trade union as the bargaining agent of any employee that was in the bargaining unit proposed in the original application until one year has elapsed after the second application was withdrawn.

Exception

(9.2) Subsection (9.1) does not apply if the trade union that withdrew the application is a trade union that the Board is prohibited from certifying under section 15.

Same

(9.3) Despite subsection (9.1), the Board may consider an application for certification by a trade union as the bargaining agent for employees in a bargaining unit that includes an employee who was in the bargaining unit proposed in the original application if,

- (a) the position of the employee at the time the original application was made was different from his or her position at the time the new application was made; and
- (b) the employee would not have been in the bargaining unit proposed in the new application had he or she still been occupying the original position when the new application was made.

(6) Subsection 7 (10) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(10) If the trade union withdraws the application after the representation vote is taken, the Board shall not consider another application for certification by any trade union as the bargaining agent of any employee that was in the bargaining unit proposed in the original application until one year after the original application is withdrawn.

Same

(10.1) Despite subsection (10), the Board may consider an application for certification by a trade union as the bargaining agent for employees in a bargaining unit that includes an employee who was in the bargaining unit proposed in the original application if,

- (a) the position of the employee at the time the original application was made was different from his or her position at the time the new application was made; and
- (b) the employee would not have been in the bargaining unit proposed in the new application had he or she still been occupying the original position when the new application was made.

Exception

(10.2) Subsection (10) does not apply if the trade union that withdrew the application is a trade union that the Board is prohibited from certifying under section 15.

d'un scrutin de représentation et qu'il a déjà retiré une requête prévue au présent article dans les six mois qui précèdent, la Commission ne peut examiner aucune autre requête en accréditation de n'importe quel syndicat comme agent négociateur de tout employé qui était compris dans l'unité de négociation proposée dans la requête initiale tant qu'il ne s'est pas écoulé un an après le retrait de la deuxième requête.

Exception

(9.2) Le paragraphe (9.1) ne s'applique pas s'il est interdit à la Commission, aux termes de l'article 15, d'accréditer le syndicat qui a retiré la requête.

Idem

(9.3) Malgré le paragraphe (9.1), la Commission peut examiner une requête en accréditation d'un syndicat comme agent négociateur des employés compris dans une unité de négociation qui compte un employé qui était compris dans l'unité de négociation proposée dans la requête initiale si :

- a) d'une part, le poste qu'occupait l'employé au moment de la présentation de la requête initiale est différent de celui qu'il occupe au moment de la présentation de la nouvelle requête;
- b) d'autre part, l'employé ne serait pas compris dans l'unité de négociation proposée dans la nouvelle requête s'il occupait toujours son poste initial au moment de la présentation de celle-ci.

(6) Le paragraphe 7 (10) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(10) Si le syndicat retire la requête après la tenue du scrutin de représentation, la Commission ne peut examiner aucune autre requête en accréditation de n'importe quel syndicat comme agent négociateur de tout employé qui était compris dans l'unité de négociation proposée dans la requête initiale tant qu'il ne s'est pas écoulé un an après le retrait de celle-ci.

Idem

(10.1) Malgré le paragraphe (10), la Commission peut examiner une requête en accréditation d'un syndicat comme agent négociateur des employés compris dans une unité de négociation qui compte un employé qui était compris dans l'unité de négociation proposée dans la requête initiale si :

- a) d'une part, le poste qu'occupait l'employé au moment de la présentation de la requête initiale est différent de celui qu'il occupe au moment de la présentation de la nouvelle requête;
- b) d'autre part, l'employé ne serait pas compris dans l'unité de négociation proposée dans la nouvelle requête s'il occupait toujours son poste initial au moment de la présentation de celle-ci.

Exception

(10.2) Le paragraphe (10) ne s'applique pas s'il est interdit à la Commission, aux termes de l'article 15, d'accréditer le syndicat qui a retiré la requête.

3. (1) Paragraphs 1 and 2 of subsection 8.1 (5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 3, are repealed and the following substituted:

1. The Board shall not certify the trade union as the bargaining agent or dismiss the application for certification except as allowed under paragraph 2 or as required under paragraph 8.
2. If the Board did not direct that the ballot boxes be sealed, the Board may dismiss the application for certification.

(2) Subparagraph 8 ii of subsection 8.1 (5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 3, is repealed and the following substituted:

- ii. the Board shall either certify the trade union or dismiss the application for certification.

4. Subsection 10 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Bar to reapplying

(3) If the Board dismisses an application for certification under this section, the Board shall not consider another application for certification by any trade union as the bargaining agent of any employee that was in the bargaining unit proposed in the original application until one year after the original application is dismissed.

Same

(3.1) Despite subsection (3), the Board may consider an application for certification by a trade union as the bargaining agent for employees in a bargaining unit that includes an employee who was in the bargaining unit proposed in the original application if,

- (a) the position of the employee at the time the original application was made was different from his or her position at the time the new application was made; and
- (b) the employee would not have been in the bargaining unit proposed in the new application had he or she still been occupying the original position when the new application was made.

Exception

(3.2) Subsection (3) does not apply if the trade union whose application was dismissed is a trade union that the Board is prohibited from certifying under section 15.

5. Subsection 43 (23) of the Act is repealed and the following substituted:

Definitions

(23) In subsections (23.1) to (23.4),

3. (1) Les dispositions 1 et 2 du paragraphe 8.1 (5) de la Loi, telles qu'elles sont édictées par l'article 3 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

1. La Commission ne doit pas accréditer le syndicat comme agent négociateur ni rejeter la requête en accréditation, si ce n'est dans la mesure permise aux termes de la disposition 2 ou exigée aux termes de la disposition 8.
2. Si elle n'a pas ordonné que les urnes soient scellées, la Commission peut rejeter la requête en accréditation.

(2) La sous-disposition 8 ii du paragraphe 8.1 (5) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 3 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- ii. soit elle accrédite le syndicat, soit elle rejette la requête en accréditation.

4. Le paragraphe 10 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interdiction

(3) Si elle rejette une requête en accréditation aux termes du présent article, la Commission ne peut examiner aucune autre requête en accréditation de n'importe quel syndicat comme agent négociateur de tout employé qui était compris dans l'unité de négociation proposée dans la requête initiale tant qu'il ne s'est pas écoulé un an après le rejet de celle-ci.

Idem

(3.1) Malgré le paragraphe (3), la Commission peut examiner une requête en accréditation d'un syndicat comme agent négociateur des employés compris dans une unité de négociation qui compte un employé qui était compris dans l'unité de négociation proposée dans la requête initiale si :

- a) d'une part, le poste qu'occupait l'employé au moment de la présentation de la requête initiale est différent de celui qu'il occupe au moment de la présentation de la nouvelle requête;
- b) d'autre part, l'employé ne serait pas compris dans l'unité de négociation proposée dans la nouvelle requête s'il occupait toujours son poste initial au moment de la présentation de celle-ci.

Exception

(3.2) Le paragraphe (3) ne s'applique pas s'il est interdit à la Commission, aux termes de l'article 15, d'accréditer le syndicat dont la requête a été rejetée.

5. Le paragraphe 43 (23) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définitions

(23) Les définitions qui suivent s'appliquent aux paragraphes (23.1) à (23.4).

“decertification application” means an application for a declaration that a trade union no longer represents the employees in a bargaining unit; (“requête en révocation de l’accréditation”)

“displacement application” means an application for certification by a trade union, other than the trade union that represents the employees in a bargaining unit, as bargaining agent for those employees. (“requête en substitution”)

Application of subs. (23.2)

(23.1) Subsection (23.2) applies if,

- (a) a decertification application or displacement application has been filed with the Board and before a final decision is made on it an application under subsection (1) is filed with the Board; or
- (b) an application under subsection (1) has been filed with the Board and before a final decision is made on it a decertification application or displacement application is filed with the Board.

Procedure in dealing with multiple applications

(23.2) The Board shall proceed to deal with the decertification application or displacement application, as the case may be, before dealing with or continuing to deal with the application under subsection (1).

When application under subsection (1) to be dismissed

(23.3) If the Board grants the decertification application or displacement application, it shall dismiss the application under subsection (1).

When application under subsection (1) proceeds

(23.4) If the Board dismisses the decertification application or displacement application, it shall proceed to deal with the application under subsection (1).

Transitional

(23.5) Subsections (23.2) to (23.4) apply with respect to an application referred to in those subsections that was filed with the Board before the day on which the *Labour Relations Amendment Act, 2000* received Royal Assent only if the Board has not made a final decision on that application before that day.

6. Subsection 44 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Vote

(3) Subject to section 79.1, a proposed collective agreement or memorandum of settlement is ratified if a vote is taken in accordance with subsections 79 (7) to (9) and more than 50 per cent of those voting vote in favour of ratifying the agreement or memorandum.

7. Subsection 48 (19) of the Act is amended by striking out “Ontario Court (General Division)” and substituting “Superior Court of Justice”.

«requête en révocation de l’accréditation» Requête en vue d’obtenir une déclaration selon laquelle un syndicat ne représente plus les employés compris dans une unité de négociation. («decertification application»)

«requête en substitution» Requête en accréditation d’un syndicat, autre que celui qui représente les employés compris dans une unité de négociation, à titre d’agent négociateur de ces employés. («displacement application»)

Application du par. (23.2)

(23.1) Le paragraphe (23.2) s’applique si, selon le cas :

- a) une requête en révocation de l’accréditation ou en substitution a été déposée auprès de la Commission et, avant qu’une décision définitive ne soit rendue à son égard, une requête visée au paragraphe (1) est déposée auprès d’elle;
- b) une requête visée au paragraphe (1) a été déposée auprès de la Commission et, avant qu’une décision définitive ne soit rendue à son égard, une requête en révocation de l’accréditation ou en substitution est déposée auprès d’elle.

Requêtes multiples : procédure

(23.2) La Commission traite la requête en révocation de l’accréditation ou en substitution, selon le cas, avant de traiter ou de continuer de traiter la requête visée au paragraphe (1).

Rejet de la requête visée au par. (1)

(23.3) Si la Commission accède à la requête en révocation de l’accréditation ou en substitution, elle rejette la requête visée au paragraphe (1).

Traitement de la requête visée au par. (1)

(23.4) Si la Commission rejette la requête en révocation de l’accréditation ou en substitution, elle traite la requête visée au paragraphe (1).

Disposition transitoire

(23.5) Les paragraphes (23.2) à (23.4) ne s’appliquent à l’égard d’une requête visée à ces paragraphes qui a été déposée auprès de la Commission avant le jour où la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail* reçoit la sanction royale que si la Commission n’a pas rendu de décision définitive à son égard avant ce jour.

6. Le paragraphe 44 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Scrutin

(3) Sous réserve de l’article 79.1, la convention collective proposée ou le protocole d’accord sont ratifiés si un scrutin est tenu conformément aux paragraphes 79 (7) à (9) et que plus de 50 pour cent des votants votent en faveur de la ratification de la convention ou du protocole.

7. Le paragraphe 48 (19) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l’Ontario (Division générale)».

8. (1) Subsection 63 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Same, agreement

(2) Any of the employees in the bargaining unit defined in a collective agreement may, subject to section 67, apply to the Board for a declaration that the trade union no longer represents the employees in the bargaining unit,

- (a) in the case of a collective agreement for a term of not more than three years, only after the commencement of the last three months of its operation;
- (b) in the case of a collective agreement for a term of more than three years, only after the commencement of the 34th month of its operation and before the commencement of the 37th month of its operation and during the three-month period immediately preceding the end of each year that the agreement continues to operate thereafter or after the commencement of the last three months of its operation, as the case may be;
- (c) in the case of a collective agreement referred to in clause (a) or (b) that provides that it will continue to operate for any further term or successive terms if either party fails to give to the other notice of termination or of its desire to bargain with a view to the renewal, with or without modifications, of the agreement or to the making of a new agreement, only during the last three months of each year that it so continues to operate or after the commencement of the last three months of its operation, as the case may be.

(2) Section 63 of the Act is amended by adding the following subsection:

Activity permitted under s. 63.1

(16.1) An employer or person acting on behalf of an employer shall not be found to have initiated the application because the employer did anything that is permitted by subsection 63.1 (4).

9. The Act is amended by adding the following section:

Document concerning decertification information

63.1 (1) Within one year after the day the *Labour Relations Amendment Act, 2000* receives Royal Assent, the Minister shall cause to be prepared and published a document describing the process for making an application for a declaration that the trade union no longer represents the employees in a bargaining unit under section 63.

Same

(2) If the Minister believes that a document published under this section has become out of date because of amendments to this Act or the regulations made under it, any rules made by the chair of the Board under subsec-

8. (1) Le paragraphe 63 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem, convention collective

(2) Tout employé compris dans l'unité de négociation définie dans la convention collective peut, sous réserve de l'article 67, demander à la Commission par voie de requête de déclarer que le syndicat ne représente plus les employés compris dans cette unité, mais seulement :

- a) dans le cas où la durée de la convention collective n'excède pas trois ans, après le début des trois derniers mois de son application;
- b) dans le cas où la durée de la convention excède trois ans, après le début du 34^e mois de son application et avant le début du 37^e mois de son application et, ensuite, pendant les trois mois qui précèdent immédiatement la fin de chaque année pendant laquelle elle continue de s'appliquer ou après le début des trois derniers mois de son application, selon le cas;
- c) dans le cas où la convention collective visée à l'alinéa a) ou b) prévoit sa reconduction tacite pour une autre période ou pour des périodes successives, à défaut par une partie de donner à l'autre un avis de dénonciation ou un avis de son intention de négocier en vue de son renouvellement, sous réserve ou non de modifications, ou de son remplacement, pendant les trois derniers mois de chaque année de sa reconduction ou après le début des trois derniers mois de son application, selon le cas.

(2) L'article 63 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Activité autorisée aux termes de l'art. 63.1

(16.1) Il ne doit pas être conclu qu'un employeur ou quiconque agit pour son compte est à l'origine de la requête du fait que l'employeur a pris une mesure qu'autorise le paragraphe 63.1 (4).

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Document relatif aux renseignements sur la révocation de l'accréditation

63.1 (1) Au plus tard un an après le jour où la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail* reçoit la sanction royale, le ministre fait préparer et publier un document décrivant le processus de présentation, en vertu de l'article 63, d'une requête visant à obtenir une déclaration selon laquelle le syndicat ne représente plus les employés compris dans l'unité de négociation.

Idem

(2) S'il croit qu'un document publié aux termes du présent article n'est plus à jour par suite de modifications apportées à la présente loi ou à ses règlements d'application, de règles qu'établit le président de la

tion 110 (17) or a ruling or decision of the Board or a court, the Minister shall cause a new document to be prepared and published within one year after the previous document becomes out of date.

Content of document

(3) The document shall explain who may make an application, when an application may be made and the procedure, as set out in this Act and in any rules made by the chair of the Board under subsection 110 (17), that the Board follows in dealing with an application.

Document to be posted

(4) An employer with respect to whom a trade union has been certified as a bargaining agent for the employees of the employer in a bargaining unit or who has recognized a trade union as the exclusive bargaining agent for the employees of the employer in a bargaining unit shall use reasonable efforts,

- (a) to post and keep posted a copy of a document published under this section in a conspicuous place in every workplace of the employer at which employees represented by the trade union perform work;
- (b) to post and keep posted with that copy a notice that any employee represented by the trade union may request a copy of the document from the employer;
- (c) once in each calendar year, to provide a copy of the document to all employees of the employer who are represented by the trade union; and
- (d) upon the request of an employee of the employer who is represented by the trade union, to provide a copy of the document to him or her, even though the employer has previously provided or will subsequently provide the employee with a copy of the document under clause (c).

Same

(5) An employer shall not be found to be in violation of this Act as a result of doing anything set out in subsection (4).

10. Subsection 79 (4) of the Act is amended by adding "Subject to section 79.1" at the beginning.

11. The Act is amended by adding the following section:

First collective agreement ballot questions

79.1 (1) Subsections (2) and (3) apply where no collective agreement has previously been in operation.

Ratification vote

(2) A question on a ballot used in a vote to ratify a proposed collective agreement or memorandum of set-

Commission en vertu du paragraphe 110 (17) ou d'une décision de la Commission ou d'un tribunal, le ministre fait préparer et publier un nouveau document dans l'année qui suit le moment où le document précédent cesse d'être à jour.

Contenu du document

(3) Le document précise qui peut présenter une requête, quand une requête peut être présentée et la procédure, énoncée dans la présente loi et dans les règles qu'établit le président de la Commission en vertu du paragraphe 110 (17), que la Commission suit lorsqu'elle traite une requête.

Affichage du document

(4) L'employeur à l'égard duquel un syndicat a été accrédité comme agent négociateur de ceux de ses employés qui sont compris dans une unité de négociation ou qui a reconnu un syndicat comme le seul agent négociateur de tels employés fait des efforts raisonnables pour faire ce qui suit :

- a) afficher et garder affichée une copie du document publié aux termes du présent article à un endroit bien en vue dans chaque lieu de travail de l'employeur où travaillent des employés que représente le syndicat;
- b) afficher et garder affiché avec la copie un avis indiquant que tout employé que représente le syndicat peut en demander une à l'employeur;
- c) une fois par année civile, fournir une copie du document à tous ceux de ses employés que représente le syndicat;
- d) fournir sur demande une copie du document à tout employé que représente le syndicat, même s'il lui en a déjà fourni une ou s'il lui en fournira une par la suite aux termes de l'alinéa c).

Idem

(5) Il ne doit pas être conclu que l'employeur enfreint la présente loi lorsqu'il prend une mesure énoncée au paragraphe (4).

10. Le paragraphe 79 (4) de la Loi est modifié par adjonction de «Sous réserve de l'article 79.1,» au début du paragraphe.

11. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Première convention collective : questions figurant sur les bulletins de vote

79.1 (1) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent lorsqu'aucune convention collective n'a été en vigueur antérieurement.

Scrutin de ratification

(2) Toute question qui figure sur un bulletin de vote utilisé lors d'un scrutin de ratification d'une convention

tlement shall be limited to giving the persons entitled to vote a choice between ratifying the proposed collective agreement or memorandum of settlement and not ratifying the proposed collective agreement or memorandum of settlement and shall make no direct or indirect reference to the calling of a strike.

Strike vote

(3) A question on a ballot used in a strike vote shall be limited to giving the persons entitled to vote a choice between authorizing the calling of a strike and not authorizing the calling of a strike and shall make no direct or indirect reference to ratification of a proposed collective agreement or memorandum of settlement.

12. The Act is amended by adding the following section:

Definitions

92.1 (1) In this section,

“benefits”, with respect to an employee of a trade union, means the total of each amount that the employee,

- (a) is required by subsection 6 (1) of the *Income Tax Act* (Canada) to include in income from an office or employment, or
- (b) is required by section 6 of that Act, except subsection 6 (1), (3) or (11), to include in income from an office or employment as a benefit, within the meaning of that Act, or as an amount in respect of a group term life insurance policy; (“avantages”)

“employee”, with respect to a trade union, includes a director or officer of the trade union; (“employé”)

“local trade union” means, in relation to a parent trade union, a trade union in Ontario that is affiliated with or subordinate or directly related to the parent trade union and includes a council of trade unions; (“syndicat local”)

“parent trade union” means a provincial, national or international trade union which has at least one affiliated local trade union in Ontario that is subordinate or directly related to it; (“syndicat parent”)

“public accountant” means a person licensed under the *Public Accountancy Act* or a firm whose partners are licensed under that Act; (“comptable public”)

“salary” means the total of each amount received by an employee that is,

- (a) an amount required by section 5 of the *Income Tax Act* (Canada) to be included in the employee’s income from an office or employment,
- (b) an amount deemed by subsection 6 (3) of that Act to be remuneration of the employee for purposes of section 5 of that Act, or
- (c) an amount received by the employee by reason of his or her right to receive a deferred amount under a salary deferral arrangement referred to in

collective proposée ou d’un protocole d’accord se limite à donner aux personnes qui ont le droit de voter le choix de ratifier ou non la convention ou le protocole et ne doit mentionner, ni directement ni indirectement, la déclaration d’une grève.

Scrutin de grève

(3) Toute question qui figure sur un bulletin de vote utilisé lors d’un scrutin de grève se limite à donner aux personnes qui ont le droit de voter le choix d’autoriser ou non la déclaration d’une grève et ne doit mentionner, ni directement ni indirectement, la ratification d’une convention collective proposée ou d’un protocole d’accord.

12. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Définitions

92.1 (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«avantages» Relativement à un employé d’un syndicat, s’entend du total de chaque montant que l’employé :

- a) soit doit inclure, aux termes du paragraphe 6 (1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada), dans son revenu tiré d’une charge ou d’un emploi;
- b) soit doit inclure, aux termes de l’article 6 de cette loi, sauf le paragraphe 6 (1), (3) ou (11), dans son revenu tiré d’une charge ou d’un emploi comme avantage, au sens de cette loi, ou comme montant à l’égard d’une police d’assurance-vie collective temporaire. («benefits»)

«comptable public» Personne titulaire d’un permis délivré en vertu de la *Loi sur la comptabilité publique* ou cabinet dont les associés sont titulaires d’un tel permis. («public accountant»)

«employé» Relativement à un syndicat, s’entend en outre d’un administrateur ou d’un dirigeant du syndicat. («employee»)

«syndicat» S’entend en outre, malgré l’article 3, des personnes ou entités suivantes :

- a) un agent négociateur désigné au sens de l’article 277.1 de la *Loi sur l’éducation*;
- b) un agent négociateur de pompiers visé par la partie IX de la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l’incendie*;
- c) un agent négociateur d’employés visé par la *Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne*;
- d) une association d’employés au sens de l’article 1 de la *Loi sur la négociation collective dans les collèges*;
- e) une association au sens de l’article 2 de la *Loi sur les services policiers*;
- f) une association au sens du paragraphe 26 (1) de la *Loi sur la fonction publique*;

subsection 6 (11) of that Act; ("traitement")

"trade union" includes, despite section 3,

- (a) a designated bargaining agent as defined in section 277.1 of the *Education Act*,
- (b) a bargaining agent for firefighters under Part IX of the *Fire Protection and Prevention Act, 1997*,
- (c) a bargaining agent for employees under the *Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993*,
- (d) an employee organization as defined in section 1 of the *Colleges Collective Bargaining Act*,
- (e) an association as defined in section 2 of the *Police Services Act*,
- (f) an Association as defined in subsection 26 (1) of the *Public Service Act*, and
- (g) any other prescribed organizations that represent the interests of trade unions or employees. ("syndicat")

Request for salary disclosure

(2) Beginning in 2001, any individual represented by a trade union may make a written request to the trade union to inform him or her of,

- (a) the names of all of the employees to whom or in respect of whom it paid a salary and benefits totalling \$100,000 or more in the previous year; and
- (b) the total amount of salary and benefits that it paid to or in respect of each of those employees.

Individual represented by local union

(3) If an individual represented by a local trade union makes a request to it under subsection (2) and its parent trade union has an office in Ontario, the local trade union shall convey the request to its parent trade union within 10 days after the day on which the request was made.

Salary disclosure statement

(4) A trade union shall provide to the Minister and to every individual who makes a request under subsection (2) a written statement setting out the amount of salary and benefits that it paid in the previous year to or in respect of every employee to whom or in respect of whom it paid a salary and benefits totalling \$100,000 or more.

Notice

(5) At least two weeks before providing a statement to the Minister under subsection (4), the trade union

- g) tout autre organisme prescrit qui représente les intérêts de syndicats ou d'employés. («trade union»)

«syndicat local» Relativement à un syndicat parent, s'entend d'un syndicat en Ontario qui est affilié, subordonné ou directement apparenté à un syndicat parent et, en outre, d'un conseil de syndicats. («local trade union»)

«syndicat parent» Syndicat provincial, national ou international qui compte au moins un syndicat local affilié en Ontario qui lui est subordonné ou directement apparenté. («parent trade union»)

«traitement» Le total de chaque montant que reçoit un employé et qui est, selon le cas :

- a) un montant que l'employé doit inclure dans son revenu tiré d'une charge ou d'un emploi aux termes de l'article 5 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
- b) un montant réputé être, aux termes du paragraphe 6 (3) de cette loi, une rémunération de l'employé pour l'application de l'article 5 de la même loi;
- c) un montant différé reçu par l'employé qui y a droit dans le cadre d'une entente d'échelonnement du traitement mentionnée au paragraphe 6 (11) de cette loi. («salary»)

Demande de divulgation des traitements

(2) À compter de 2001, tout particulier que représente un syndicat peut demander par écrit à ce dernier de lui communiquer ce qui suit :

- a) le nom de tous les employés auxquels ou à l'égard desquels il a versé un traitement et des avantages s'élevant à 100 000 \$ ou plus l'année précédente;
- b) le montant total du traitement et des avantages qu'il a versés à chacun de ces employés ou à leur égard.

Particulier représenté par un syndicat local

(3) Si un particulier qu'il représente lui présente une demande en vertu du paragraphe (2) et que son syndicat parent a un bureau en Ontario, le syndicat local fait suivre la demande à ce dernier dans les 10 jours qui suivent le jour de sa présentation.

Déclaration de divulgation des traitements

(4) Le syndicat fournit au ministre et à chaque particulier qui présente une demande en vertu du paragraphe (2) une déclaration écrite énonçant le montant du traitement et des avantages qu'il a versés l'année précédente à chaque employé ou à l'égard de chaque employé auquel ou à l'égard duquel il a versé un traitement et des avantages s'élevant à 100 000 \$ ou plus.

Avis

(5) Au moins deux semaines avant de fournir au ministre la déclaration prévue au paragraphe (4), le syndi-

shall give written notice to each employee to whom the information in the statement relates of its intention to provide the statement.

Same

(6) If the trade union did not pay a total of \$100,000 or more in salary and benefits to or in respect of any employee in the previous year, the trade union shall provide to the Minister and to every individual who makes a request under subsection (2) a written statement, certified by the trade union's highest ranking officer, stating that fact.

Request conveyed by local union

(7) If a local trade union conveys a request to its parent trade union under subsection (3), the parent trade union shall comply with subsections (4), (5) and (6) as if the request had been made to it by the individual.

Timing of statement

(8) A trade union shall provide a statement under subsection (4) or (6) with respect to a year to the Minister by April 1 of the following year.

Timing: individual request

(9) Subject to subsection (10), a trade union shall provide a statement under subsection (4) or (6) with respect to a year to an individual who makes a request under subsection (2) within 60 days after the day on which the request was made.

Exception

(10) A trade union is not required to provide the statement referred to in subsection (9) before April 1 of the following year.

Parent and local trade unions

(11) In determining whether the sum of an employee's salary and benefits totalled \$100,000 or more, if the employee is an employee of both a parent trade union having an office in Ontario and a local trade union and the sum of the salaries and benefits paid by them to or in respect of the employee totalled \$100,000 or more, that total amount shall be deemed to have been paid by the parent trade union for the purposes of this section.

Obligations of local trade union

(12) Every local trade union that has a parent trade union that has an office in Ontario shall provide to its parent trade union a list of the local trade union's employees showing the information described in subsection (13) with respect to a year by March 15 of the following year.

Contents of statement or list

(13) Any statement required to be disclosed by a trade union under subsection (4) and any list that a local trade union is required to provide to its parent trade union under subsection (12) shall,

- (a) indicate the year to which the information in it relates;

cat donne un avis écrit de son intention à chaque employé concerné par les renseignements que contient la déclaration.

Idem

(6) S'il n'a versé 100 000 \$ ou plus au titre du traitement et des avantages à aucun employé ou à son égard l'année précédente, le syndicat fournit au ministre et à chaque particulier qui présente une demande en vertu du paragraphe (2) une déclaration écrite à cet effet qui est attestée par le dirigeant le plus élevé du syndicat.

Communication de la demande par le syndicat local

(7) Si un syndicat local fait suivre une demande à son syndicat parent aux termes du paragraphe (3), ce dernier se conforme aux paragraphes (4), (5) et (6) comme si la demande lui avait été présentée par le particulier.

Délai

(8) Le syndicat fournit au ministre la déclaration prévue au paragraphe (4) ou (6) à l'égard d'une année donnée au plus tard le 1^{er} avril de l'année suivante.

Délai : demande d'un particulier

(9) Sous réserve du paragraphe (10), le syndicat fournit la déclaration prévue au paragraphe (4) ou (6) à l'égard d'une année donnée au particulier qui présente une demande en vertu du paragraphe (2), dans les 60 jours qui suivent le jour de sa présentation.

Exception

(10) Aucun syndicat n'est tenu de fournir la déclaration visée au paragraphe (9) avant le 1^{er} avril de l'année suivante.

Syndicats parents et syndicats locaux

(11) Pour déterminer si le montant total des traitements et des avantages d'un employé s'élève à 100 000 \$ ou plus, si l'employé est un employé à la fois d'un syndicat parent qui a un bureau en Ontario et d'un syndicat local et que le montant total des traitements et des avantages qu'ils lui ont versés ou qu'ils ont versés à son égard s'élevait à 100 000 \$ ou plus, ce montant est réputé avoir été versé par le syndicat parent pour l'application du présent article.

Obligations du syndicat local

(12) Chaque syndicat local dont le syndicat parent a un bureau en Ontario lui fournit une liste de ses employés où figurent les renseignements mentionnés au paragraphe (13) à l'égard d'une année donnée au plus tard le 15 mars de l'année suivante.

Contenu de la déclaration ou de la liste

(13) Toute déclaration qu'un syndicat est tenu de divulguer aux termes du paragraphe (4) et toute liste qu'un syndicat local est tenu de fournir à son syndicat parent aux termes du paragraphe (12) réunissent les conditions suivantes :

- a) elles indiquent l'année à laquelle se rapportent les renseignements qui y figurent;

- (b) list employees alphabetically by surname; and
- (c) show for each employee,
 - (i) the employee's name as shown on the payroll records of the trade union,
 - (ii) the office or position last held by the employee with the trade union in the year,
 - (iii) the amount of salary that the trade union paid to the employee in the year, and
 - (iv) the amount of benefits reported to the Canada Customs and Revenue Agency under the *Income Tax Act* (Canada) for the employee in the year.

List

(14) A trade union that provides a statement under subsection (4) or (6) shall keep a list of the names and addresses of the individuals to whom it provided the statement.

No copyright

(15) There is no copyright with regard to a statement mentioned in this section or a list under subsection (12) and the information contained in the statement or list may be published by the Minister and anyone who receives a copy of it.

FIPPA or agreement not breached

(16) The disclosure of information in accordance with this section, or in the reasonable belief that the disclosure is required by this Act, shall not be deemed by any court or person,

- (a) to contravene the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*; or
- (b) to be in breach of or contrary to any agreement that purports to restrict or prohibit that disclosure regardless of whether the agreement is made before or after the day the *Labour Relations Amendment Act, 2000* receives Royal Assent.

Same

(17) Subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* does not apply with respect to information provided under this section.

Complaint to Board

(18) The Minister or an individual represented by a trade union may file a written complaint to the Board that,

- (a) the trade union has failed to provide a statement in accordance with this section; or
- (b) the trade union has provided a statement under this section that is inaccurate or incomplete.

- b) elles donnent la liste des employés par ordre alphabétique de leur nom de famille;
- c) elles indiquent ce qui suit à l'égard de chaque employé :
 - (i) le nom de l'employé tel qu'il figure sur le livre de paye du syndicat,
 - (ii) la dernière charge ou le dernier poste que l'employé a occupé auprès du syndicat dans l'année,
 - (iii) le montant du traitement que le syndicat a versé à l'employé dans l'année,
 - (iv) le montant des avantages déclarés à l'Agence des douanes et du revenu du Canada aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) pour l'employé dans l'année.

Liste

(14) Le syndicat qui fournit la déclaration prévue au paragraphe (4) ou (6) tient une liste des nom et adresse des particuliers à qui il l'a fournie.

Aucun droit d'auteur

(15) Il n'existe aucun droit d'auteur à l'égard d'une déclaration mentionnée au présent article ou d'une liste prévue au paragraphe (12); le ministre et quiconque en reçoit une copie peuvent publier les renseignements qu'elle contient.

Aucune contravention

(16) Aucun tribunal ni aucune personne ne doit considérer que la divulgation de renseignements effectuée conformément au présent article ou pour des motifs qui permettent raisonnablement de croire qu'elle est exigée par la présente loi :

- a) soit contrevient à la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*;
- b) soit contrevient ou est contraire à une entente visant à limiter ou à interdire cette divulgation, que l'entente soit conclue avant ou après le jour où la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail* reçoit la sanction royale.

Idem

(17) Le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ne s'applique pas à l'égard des renseignements fournis aux termes du présent article.

Plainte à la Commission

(18) Le ministre ou un particulier que représente un syndicat peut déposer auprès de la Commission une plainte écrite portant que le syndicat, selon le cas :

- a) n'a pas fourni une déclaration comme l'exige le présent article;
- b) a fourni une déclaration prévue au présent article qui est inexacte ou incomplète.

Same

(19) A parent trade union may file a written complaint to the Board that,

- (a) a local trade union has failed to provide a list in accordance with subsection (12); or
- (b) a local trade union has provided a list under subsection (12) that is inaccurate or incomplete.

Failure to provide statement

(20) If the Board receives a complaint under clause (18) (a), the Board may inquire into the complaint and, if it finds that the statement was not provided as required, the Board shall order the trade union to provide the statement to the complainant and, if the Minister was not the complainant, to the Minister.

Failure to provide list

(21) If the Board receives a complaint under clause (19) (a), the Board may inquire into the complaint and, if it finds that the list was not provided as required, the Board shall order the local trade union to provide the list to the parent trade union.

Same

(22) In an order under subsection (20) or (21), the Board may also order the trade union to have its financial records audited and its statement or list certified by a public accountant before providing the statement or list to the complainant, the Minister or the parent trade union, as the case may be.

Inaccurate statement

(23) If the Board receives a complaint under clause (18) (b), the Board may inquire into the complaint and,

- (a) before or after making a decision with respect to the complaint, may order the trade union to have its financial records audited by a public accountant; and
- (b) if the Board upholds the complaint, may order the trade union to provide an accurate and complete statement certified by a public accountant to every individual represented by the trade union and to the Minister.

Inaccurate list

(24) If the Board receives a complaint under clause (19) (b), the Board may inquire into the complaint and,

- (a) before or after making a decision with respect to the complaint, may order the local trade union to have its financial records audited by a public accountant; and
- (b) if the Board upholds the complaint, may order the local trade union to provide an accurate and complete list certified by a public accountant to the parent trade union.

Costs

(25) The trade union responsible for providing a statement or list under this section shall bear the costs of

Idem

(19) Un syndicat parent peut déposer auprès de la Commission une plainte écrite portant qu'un syndicat local, selon le cas :

- a) n'a pas fourni une liste comme l'exige le paragraphe (12);
- b) a fourni une liste prévue au paragraphe (12) qui est inexacte ou incomplète.

Défaut de fournir une déclaration

(20) Si elle reçoit une plainte visée à l'alinéa (18) a), la Commission peut enquêter sur celle-ci et, si elle conclut que la déclaration n'a pas été fournie comme elle devait l'être, elle ordonne au syndicat de la fournir au plaignant et au ministre, s'il n'est pas le plaignant.

Défaut de fournir une liste

(21) Si elle reçoit une plainte visée à l'alinéa (19) a), la Commission peut enquêter sur celle-ci et, si elle conclut que la liste n'a pas été fournie comme elle devait l'être, elle ordonne au syndicat local de la fournir au syndicat parent.

Idem

(22) Dans l'ordonnance prévue au paragraphe (20) ou (21), la Commission peut également ordonner au syndicat de faire vérifier ses dossiers financiers et de faire attester sa déclaration ou sa liste par un comptable public avant de la fournir au plaignant, au ministre ou au syndicat parent, selon le cas.

Déclaration inexacte

(23) Si elle reçoit une plainte visée à l'alinéa (18) b), la Commission peut enquêter sur la plainte et :

- a) d'une part, avant de rendre une décision à l'égard de la plainte ou par la suite, elle peut ordonner au syndicat de faire vérifier ses dossiers financiers par un comptable public;
- b) d'autre part, si elle donne droit à la plainte, elle peut ordonner au syndicat de fournir une déclaration exacte et complète attestée par un comptable public à chaque particulier que représente le syndicat et au ministre.

Liste inexacte

(24) Si elle reçoit une plainte visée à l'alinéa (19) b), la Commission peut enquêter sur la plainte et :

- a) d'une part, avant de rendre une décision à l'égard de la plainte ou par la suite, elle peut ordonner au syndicat local de faire vérifier ses dossiers financiers par un comptable public;
- b) d'autre part, si elle donne droit à la plainte, elle peut ordonner au syndicat local de fournir au syndicat parent une liste exacte et complète attestée par un comptable public.

Frais

(25) Le syndicat à qui il incombe de fournir la déclaration ou la liste prévue au présent article assume les

preparing the statement or list and of any related audits and certifications of a public accountant required under this section.

Regulations

(26) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing organizations for purposes of clause (g) of the definition of "trade union" in subsection (1);
- (b) exempting any trade union or class of trade unions from the application of this section.

13. Subsection 96 (6) of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

14. Subsection 99 (10) of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

15. Section 102 of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

16. Section 108 of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

17. (1) Section 110 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 11, is further amended by adding the following subsection:

Same

(14.1) Despite subsections (9), (10), (11) and (14), the chair shall sit alone or shall authorize a vice-chair to sit alone to hear and determine a matter under section 74 and to exercise all of the powers of the Board when doing so, except when the chair considers it inadvisable for the chair or a vice-chair to sit alone.

(2) Subsection 110 (15) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(15) For the purposes of subsections (14) and (14.1), if the chair is absent or not able to act, the alternate chair may act in his or her stead.

18. The Act is amended by adding the following section:

When no decision, etc., after six months

115.1 (1) This section applies if the Board has commenced a hearing in a proceeding, six months or more have passed since the last day of hearing and a decision, order, direction, declaration or ruling of the Board has not been made.

Termination of proceeding

(2) On the application of a party in the proceeding, the chair may terminate the proceeding.

frais liés à sa préparation et aux vérifications et attestations connexes par un comptable public qu'exige le présent article.

Rèlements

(26) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire des organismes pour l'application de l'alinéa g) de la définition de «syndicat» au paragraphe (1);
- b) soustraire tout syndicat ou toute catégorie de syndicats à l'application du présent article.

13. Le paragraphe 96 (6) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

14. Le paragraphe 99 (10) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

15. L'article 102 de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

16. L'article 108 de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

17. (1) L'article 110 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 11 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(14.1) Malgré les paragraphes (9), (10), (11) et (14), le président siège seul, ou autorise un vice-président à ce faire, pour entendre une question visée à l'article 74 et statuer sur celle-ci et pour exercer à ces fins tous les pouvoirs de la Commission, sauf s'il estime qu'il est inopportun que l'un ou l'autre siège seul.

(2) Le paragraphe 110 (15) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(15) Pour l'application des paragraphes (14) et (14.1), en cas d'absence ou d'empêchement du président, le président suppléant peut le remplacer.

18. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Aucune décision après six mois

115.1 (1) Le présent article s'applique si la Commission a commencé une audience dans le cadre d'une instance et que six mois ou plus se sont écoulés depuis le dernier jour de l'audience sans qu'elle ait rendu de décision ou d'ordonnance ni donné de directive ni fait de déclaration.

Fin de l'instance

(2) Sur requête d'une partie, le président peut mettre fin à l'instance.

Re-institution of proceeding

(3) If a proceeding is terminated according to subsection (2), the chair shall re-institute the proceeding upon such terms and conditions as the chair considers appropriate, subject to subsection (4).

Heard by different Board members

(4) Despite subsections 110 (9), (14) and (14.1), the re-instituted proceeding shall be heard by a member or members of the Board, as the case may be, who are different than those who heard the proceeding before its re-institution.

19. Subsection 120 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 14, is repealed and the following substituted:

Competency as a witness

(1) The following persons are not competent or compellable witnesses before a court or tribunal respecting any information or material furnished to or received by them while being involved in an endeavour to effect a collective agreement:

1. The Minister.
2. A deputy minister in the Ministry of Labour.
3. An assistant deputy minister of Labour.
4. The Director of Labour Management Services.
5. The chair or a member of a conciliation board.
6. Any other person appointed by the Minister under this Act or authorized in writing by the Director of Labour Management Services.

20. Subsection 122 (3) of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

21. (1) Clause 125 (l) of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

(2) Clause 125 (l.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 15, is repealed and the following substituted:

- (1.2) designating projects in the construction industry that are not industrial projects as projects that may be the subject of a project agreement under section 163.1 or 163.1.1 and providing for section 163.1 or 163.1.1, as the case may be, to apply with respect to those projects, and prescribing modifications to those provisions for the purpose.

(3) The French version of clause 125 (l.3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 15, is amended by striking out "convention proposée concernant un projet" and

Reprise de l'instance

(3) S'il met fin à une instance en vertu du paragraphe (2), le président la reprend aux conditions qu'il estime appropriées, sous réserve du paragraphe (4).

Audition par différents membres de la Commission

(4) Malgré les paragraphes 110 (9), (14) et (14.1), l'instance qui est reprise est entendue par un ou plusieurs membres de la Commission, selon le cas, qui sont différents de ceux qui l'ont entendue avant la reprise.

19. Le paragraphe 120 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Habilité à témoigner

(1) Les personnes suivantes ne sont ni habiles ni contraignables à témoigner devant un tribunal judiciaire ou administratif en ce qui concerne les renseignements ou les documents qui leur sont fournis ou qu'elles reçoivent dans le cadre de leur participation aux démarches faites pour que soit conclue une convention collective :

1. Le ministre.
2. Un sous-ministre du ministère du Travail.
3. Un sous-ministre adjoint du Travail.
4. Le directeur des relations patronales-syndicales.
5. Le président ou un membre d'une commission de conciliation.
6. Toute autre personne désignée par le ministre en vertu de la présente loi ou autorisée par écrit par le directeur des relations patronales-syndicales.

20. Le paragraphe 122 (3) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

21. (1) L'alinéa 125 l) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

(2) L'alinéa 125 l.2) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 15 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- 1.2) désigner des projets relevant de l'industrie de la construction qui ne sont pas des projets industriels comme projets qui peuvent faire l'objet d'une convention d'exécution de projet prévue à l'article 163.1 ou 163.1.1, prévoir que l'un ou l'autre de ces articles, selon le cas, s'applique à l'égard de ces projets et prescrire les modifications qui doivent leur être apportées à cette fin.

(3) La version française de l'alinéa 125 l.3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 15 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifiée par substitution de «convention d'exécution de projet propo-

substituting “convention d’exécution de projet proposée”.

22. (1) Section 126 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 16, is further amended by striking out “In this section and in sections 127 to 168” at the beginning and substituting “In this section and in sections 126.1 to 168”.

(2) The definition of “non-construction employer” in section 126 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 16, is repealed and the following substituted:

“non-construction employer” means an employer who does no work in the construction industry for which the employer expects compensation from an unrelated person. (“employeur extérieur à l’industrie de la construction”)

23. The Act is amended by adding the following section:

Construction industry, application

126.1 (1) Sections 126 to 168 set out special rules with respect to the construction industry.

Same

(2) Sections 1 to 125 also apply with respect to the construction industry.

Resolving conflict

(3) If there is a conflict with respect to the application of provisions of this Act with respect to the construction industry, it shall be resolved as follows:

1. A provision in sections 126 to 144 prevails over a provision in sections 7 to 63 and 68 to 125.
2. A provision in sections 146 to 150 prevails over any other provision of this Act.
3. A provision in sections 150.1 to 167 prevails over a provision in sections 7 to 63 and 68 to 144.

24. Section 127 of the Act is repealed.

25. Subsection 127.2 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 17, is repealed and the following substituted:

Declaration

(2) On the application of a non-construction employer, the Board shall declare that a trade union no longer represents those employees of the non-construction employer employed in the construction industry.

26. Subsections 132 (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

sée» à «convention proposée concernant un projet».

22. (1) L’article 126 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 16 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié de nouveau par substitution de «Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article et aux articles 126.1 à 168.» à «Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article et aux articles 127 à 168.».

(2) La définition de «employeur extérieur à l’industrie de la construction» à l’article 126 de la Loi, telle qu’elle est édictée par l’article 16 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«employeur extérieur à l’industrie de la construction»
Employeur qui n’effectue, dans l’industrie de la construction, aucun travail pour lequel il compte obtenir une rémunération d’une personne non liée. («non-construction employer»)

23. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Industrie de la construction : application

126.1 (1) Les articles 126 à 168 énoncent des règles spéciales à l’égard de l’industrie de la construction.

Idem

(2) Les articles 1 à 125 s’appliquent également à l’égard de l’industrie de la construction.

Résolution des incompatibilités

(3) Toute incompatibilité entre les dispositions de la présente loi quant à leur application à l’égard de l’industrie de la construction se résout comme suit :

1. Les dispositions des articles 126 à 144 l’emportent sur les dispositions des articles 7 à 63 et 68 à 125.
2. Les dispositions des articles 146 à 150 l’emportent sur toute autre disposition de la présente loi.
3. Les dispositions des articles 150.1 à 167 l’emportent sur les dispositions des articles 7 à 63 et 68 à 144.

24. L’article 127 de la Loi est abrogé.

25. Le paragraphe 127.2 (2) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 17 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Déclaration

(2) Sur requête d’un employeur extérieur à l’industrie de la construction, la Commission déclare qu’un syndicat ne représente plus les employés de l’employeur qui sont employés dans l’industrie de la construction.

26. Les paragraphes 132 (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Agreement

(2) Any of the employees in the bargaining unit defined in a first agreement between an employer and a trade union, where the trade union has not been certified as the bargaining agent of the employees of the employer in the bargaining unit, may apply to the Board for a declaration that the trade union no longer represents the employees in the bargaining unit after the 275th day of its operation and before the 365th day of its operation.

27. Subsection 137 (7) of the Act is amended by striking out “despite subsection 58 (1)” at the end.

28. (1) The French version of subsection 144 (3) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 19, is further amended by striking out “convention concernant un projet” wherever it occurs and substituting in each case “convention d’exécution de projet”.

(2) Subsection 144 (4) of the Act is amended by striking out “Ontario Court (General Division)” and substituting “Superior Court of Justice”.

29. Subsection 145 (2) of the Act is repealed.

30. (1) Subsection (2) applies only if *An Act to amend the Labour Relations Act, 1995 in relation to the construction industry*, being Bill 69 of the 1st Session of the 37th Legislature, is enacted.

(2) Subsection 150.1 (3.1) of the Act, as set out in section 3 of Bill 69, as reprinted to show the amendments reported to the Legislative Assembly on May 30, 2000, is amended by striking out “Despite subsection 59 (1)” at the beginning.

31. Section 152 of the Act is repealed.

32. Subsection 159 (3) of the Act is repealed.

33. Subsection 160 (2) of the Act is repealed.

34. (1) Subsection 161 (2) of the Act is amended by striking out “Despite subsection 58 (1)” at the beginning.

(2) Subsection 161 (5) of the Act is amended by striking out “Despite subsection 58 (1)” at the beginning.

35. (1) Subsection 163.1 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is amended by striking out the portion before paragraph 1 and substituting the following:

Project agreements

(1) A proponent of a construction project or a group of construction projects who believes that the project or

Convention

(2) N’importe lequel des employés compris dans l’unité de négociation définie dans une première convention conclue entre un employeur et un syndicat, si ce dernier n’a pas été accrédité comme agent négociateur des employés de l’employeur qui sont compris dans l’unité de négociation, peut, après le 275^e et avant le 365^e jour de l’entrée en vigueur de la convention, s’adresser à la Commission pour obtenir la déclaration selon laquelle le syndicat ne les représente plus.

27. Le paragraphe 137 (7) de la Loi est modifié par suppression de «, malgré le paragraphe 58 (1)» à la fin du paragraphe.

28. (1) La version française du paragraphe 144 (3) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 19 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifiée de nouveau par substitution de «convention d’exécution de projet» à «convention concernant un projet» partout où figure cette expression.

(2) Le paragraphe 144 (4) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l’Ontario (Division générale)».

29. Le paragraphe 145 (2) de la Loi est abrogé.

30. (1) Le paragraphe (2) ne s’applique que si la *Loi modifiant la Loi de 1995 sur les relations de travail en ce qui a trait à l’industrie de la construction*, qui constitue le projet de loi 69 de la 1^{re} session de la 37^e Législature, est édictée.

(2) Le paragraphe 150.1 (3.1) de la Loi, tel qu’il est énoncé à l’article 3 du projet de loi 69, dans sa version réimprimée pour indiquer les modifications rapportées à l’Assemblée législative le 30 mai 2000, est modifié par suppression de «Malgré le paragraphe 59 (1),» au début du paragraphe.

31. L’article 152 de la Loi est abrogé.

32. Le paragraphe 159 (3) de la Loi est abrogé.

33. Le paragraphe 160 (2) de la Loi est abrogé.

34. (1) Le paragraphe 161 (2) de la Loi est modifié par suppression de «Malgré le paragraphe 58 (1),» au début du paragraphe.

(2) Le paragraphe 161 (5) de la Loi est modifié par suppression de «Malgré le paragraphe 58 (1),» au début du paragraphe.

35. (1) Le paragraphe 163.1 (1) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 21 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède la disposition 1 :

Conventions d’exécution de projet

(1) Le promoteur d’un projet de construction ou d’un groupe de projets de construction qui croit que le ou les

projects are economically significant and who wishes to have a project agreement for the project or projects shall do the following:

(2) Paragraph 2 of subsection 163.1 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is repealed and the following substituted:

2. Give each bargaining agent on the list a notice that the proponent wishes to have a project agreement and include with the notice a copy of the list, a general description of each of the projects which are proposed to be covered under the agreement and the estimated cost of each project.

(3) Paragraph 2 of subsection 163.1 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is repealed and the following substituted:

2. A bargaining agent may be included on the list only if the proponent anticipates that any project that is proposed to be covered under the project agreement may include work within the bargaining agent's geographic jurisdiction for which the bargaining agent would select, refer, assign, designate or schedule persons for employment.

(4) Subsection 163.1 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is amended by striking out the portion before paragraph 1 and substituting the following:

Objection to Board

(3) A bargaining agent on the list may apply to the Board for an order that a project may not be the subject of a project agreement and the following apply with respect to such an application:

(5) The French version of subsection 163.1 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is amended,

- (a) by striking out "convention concernant un projet" in paragraph 1 and substituting "convention d'exécution de projet"; and
- (b) by striking out "convention" in paragraphs 4 and 5 and substituting in each case "convention d'exécution de projet".

(6) Subsection 163.1 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is repealed and the following substituted:

Contents of project agreement

- (4) A project agreement must contain,

projets sont importants sur le plan économique et qui désire conclure une convention d'exécution de projet à leur égard fait ce qui suit :

(2) La disposition 2 du paragraphe 163.1 (1) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 21 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Il donne à chaque agent négociateur inscrit sur la liste un avis portant qu'il désire conclure une convention d'exécution de projet et lui joint une copie de la liste, une description générale de chaque projet qui serait visé par la convention et son coût estimatif.

(3) La disposition 2 du paragraphe 163.1 (2) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 21 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Un agent négociateur ne peut être inscrit sur la liste que si le promoteur prévoit que l'un des projets qui seraient visés par la convention d'exécution de projet peut comprendre des travaux relevant de la compétence territoriale de l'agent négociateur à l'égard desquels celui-ci choisirait, orienterait, affecterait, désignerait ou classerait des personnes en vue de leur emploi.

(4) Le paragraphe 163.1 (3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 21 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède la disposition 1 :

Opposition

(3) Un agent négociateur inscrit sur la liste peut, par voie de requête, demander à la Commission de rendre une ordonnance portant qu'un projet ne peut pas faire l'objet d'une convention d'exécution de projet, et les règles suivantes s'appliquent à l'égard d'une telle requête :

(5) La version française du paragraphe 163.1 (3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 21 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifiée :

- a) par substitution de «convention d'exécution de projet» à «convention concernant un projet» à la disposition 1;
- b) par substitution de «convention d'exécution de projet» à «convention» aux dispositions 4 et 5.

(6) Le paragraphe 163.1 (4) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 21 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Contenu de la convention d'exécution de projet

- (4) La convention d'exécution de projet contient ce qui suit :

- (a) a general description of each project covered under the project agreement; and
- (b) a term providing that the agreement is in effect until every project covered under the agreement is completed or abandoned.

Same

(4.1) A project agreement may contain a term providing that additional projects may be added to and governed by the project agreement.

(7) The French version of section 163.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, is amended,

- (a) by striking out “convention proposée concernant un projet” in subsections (5) and (9) and substituting in each case “convention d’exécution de projet proposée”;
- (b) by striking out “convention proposée concernant le projet” wherever it occurs in subsections (7), (9) and (12) and substituting in each case “convention d’exécution de projet proposée”;
- (c) by striking out “convention concernant un projet” in subsections (8) and (14) and substituting in each case “convention d’exécution de projet”; and
- (d) by striking out “convention concernant le projet” wherever it occurs in subsections (9), (10), (11) and (14) and substituting in each case “convention d’exécution de projet”.

(8) Subsections 163.1 (15), (16) and (17) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 21, are repealed and the following substituted:

Application of subs. (16)

(15) Subsection (16) applies if,

- (a) a trade union is a bargaining agent that received notice of the coming into force of a project agreement under subsection (11);
- (b) the trade union does not have bargaining rights with respect to employees of an employer; and
- (c) the employer employs members of the trade union to perform work on a project that is governed by that project agreement.

No certification or voluntary recognition

(16) Regardless of whether the work the members of the trade union perform is inside or outside of the construction industry, if the circumstances set out in subsection (15) apply,

- (a) the employment of the members of the trade union before the project is completed or abandoned

- a) une description générale de chaque projet qu’elle vise;
- b) une clause prévoyant qu’elle est en vigueur jusqu’à ce que tous les projets qu’elle vise soient achevés ou abandonnés.

Idem

(4.1) La convention d’exécution de projet peut contenir une clause prévoyant que d’autres projets peuvent y être ajoutés et être régis par elle.

(7) La version française de l’article 163.1 de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 21 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, est modifiée :

- a) par substitution de «convention d’exécution de projet proposée» à «convention proposée concernant un projet» aux paragraphes (5) et (9);
- b) par substitution de «convention d’exécution de projet proposée» à «convention proposée concernant le projet» partout où figure cette expression aux paragraphes (7), (9) et (12);
- c) par substitution de «convention d’exécution de projet» à «convention concernant un projet» aux paragraphes (8) et (14);
- d) par substitution de «convention d’exécution de projet» à «convention concernant le projet» partout où figure cette expression aux paragraphes (9), (10), (11) et (14).

(8) Les paragraphes 163.1 (15), (16) et (17) de la Loi, tels qu’ils sont édictés par l’article 21 du chapitre 8 des Lois de l’Ontario de 1998, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Application du par. (16)

(15) Le paragraphe (16) s’applique si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le syndicat est un agent négociateur qui a reçu avis de l’entrée en vigueur d’une convention d’exécution de projet aux termes du paragraphe (11);
- b) le syndicat n’a pas le droit de négocier à l’égard des employés d’un employeur;
- c) l’employeur emploie des membres du syndicat pour effectuer des travaux dans le cadre d’un projet que régit cette convention d’exécution de projet.

Pas d’accreditation ni de reconnaissance volontaire

(16) Que les travaux effectués par les membres du syndicat relèvent ou non de l’industrie de la construction, ce qui suit s’applique dans les circonstances énoncées au paragraphe (15) :

- a) l’emploi des membres du syndicat avant l’achèvement ou l’abandon du projet ne doit pas

shall not be considered in any application for certification by the trade union with respect to the employer; and

- (b) any agreement under which the employer agrees to employ only members of the trade union for that work before the project is completed or abandoned but not afterwards shall be deemed not to be an agreement voluntarily recognizing the trade union as the exclusive bargaining agent of those employees.

Not voluntary recognition

(16.1) A person shall be deemed not to have voluntarily recognized a trade union as an exclusive bargaining agent if,

- (a) the person is a party to an agreement or operates under an agreement under which an employer agrees to employ members of the trade union to perform work, regardless of whether the work is inside or outside of the construction industry;
- (b) the trade union is a bargaining agent to which notice of the coming into force of a project agreement was given under subsection (11); and
- (c) the agreement includes work on a project to which the project agreement applies.

Not party to collective agreement

(17) The proponent and, if the proponent is an agent, the person who owns or has an interest in the land for which the project is planned, are not, only by reason of being a party or operating under the project agreement or an agreement that includes work on the project, parties to any collective agreement.

Same, project agreement

(17.1) Subsections (15) to (17) apply with respect to agreements entered into before the day subsection 35 (8) of the *Labour Relations Amendment Act, 2000* is proclaimed in force.

36. The Act is amended by adding the following section:

Adding new project to agreement

163.1.1 (1) This section applies if,

- (a) the proponent under an existing project agreement believes that a new construction project that is not included in the agreement is economically significant;
- (b) the proponent wishes to add the new project to be governed by the project agreement; and
- (c) the project agreement contains a term providing that additional projects may be added to and governed by the project agreement.

être pris en compte dans une requête en accréditation que présente le syndicat à l'égard de l'employeur;

- b) toute convention aux termes de laquelle l'employeur convient de n'employer que des membres du syndicat pour ces travaux avant l'achèvement ou l'abandon du projet mais non par la suite est réputée ne pas constituer un accord qui reconnaît volontairement le syndicat comme seul agent négociateur de ces employés.

Pas de reconnaissance volontaire

(16.1) Une personne est réputée ne pas avoir reconnu volontairement un syndicat comme seul agent négociateur si les conditions suivantes sont réunies :

- a) elle est partie à une convention aux termes de laquelle un employeur convient d'employer des membres du syndicat pour effectuer des travaux, que ceux-ci relèvent ou non de l'industrie de la construction, ou elle agit dans le cadre d'une telle convention;
- b) le syndicat est un agent négociateur qui a reçu avis de l'entrée en vigueur d'une convention d'exécution de projet aux termes du paragraphe (11);
- c) la convention porte, entre autres, sur des travaux effectués dans le cadre d'un projet visé par la convention d'exécution de projet.

Non des parties à une convention collective

(17) Le promoteur et, si le promoteur est un représentant, la personne à qui appartient le bien-fonds à l'égard duquel le projet est envisagé ou qui a un intérêt sur ce bien-fonds ne sont pas parties à une convention collective du seul fait qu'ils sont parties à la convention d'exécution de projet ou à une convention qui porte, entre autres, sur des travaux effectués dans le cadre du projet ou qu'ils agissent dans le cadre de celle-ci.

Idem, convention d'exécution de projet

(17.1) Les paragraphes (15) à (17) s'appliquent à l'égard des conventions conclues avant le jour où le paragraphe 35 (8) de la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail* est proclamé en vigueur.

36. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Ajout de nouveaux projets à la convention

163.1.1 (1) Le présent article s'applique si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le promoteur visé par une convention d'exécution de projet existante croit qu'un nouveau projet de construction qui n'est pas visé par la convention est important sur le plan économique;
- b) le promoteur désire ajouter le nouveau projet à la convention pour qu'elle le régie;
- c) la convention contient une clause prévoyant que d'autres projets peuvent y être ajoutés et être régis par elle.

Notice to be given

(2) The proponent shall do the following:

1. Give notice that the proponent wishes to add a new project to be governed by an existing project agreement to the bargaining agents, employee bargaining agencies and employer bargaining agencies that received notice under subsection 163.1 (11).
2. Include with the notice a copy of the existing project agreement and a general description of the new project and its estimated cost.
3. Give the Board a copy of the notice and evidence, in the form required by the Board, that the notice has been given to each bargaining agent entitled to receive notice.

Challenge

(3) A bargaining agent entitled to receive notice under subsection (2) may apply to the Board for an order that the new project may not be the subject of the project agreement.

Same

(4) Subsection 163.1 (3) applies, with necessary modifications, to an application under subsection (3).

Application by bargaining agent

(5) A bargaining agent entitled to receive notice under subsection (2) may challenge the proposed addition of the new project to the existing project agreement by giving notice to the Board within 10 days after the Board receives a copy of the notice and evidence under paragraph 3 of subsection (2).

Decision of Board

(6) In a challenge under subsection (5), the Board shall make an order declaring that the new project shall not be added to the existing project agreement if the Board makes either of the following findings:

1. The project agreement does not contain a term that additional projects may be added to and governed by the project agreement.
2. The requirements in subsection (2) have not been satisfied and the failure to satisfy the requirements affected the bargaining agent making the challenge.

Same

(7) If the Board does not make any of the findings set out in subsection (6), the Board shall dismiss the challenge.

Notice that new project added

(8) The proponent may give notice to the bargaining agents, employee bargaining agencies and employer bargaining agencies specified in subsection (2) that the

Avis

(2) Le promoteur fait ce qui suit :

1. Il avise les agents négociateurs, les organismes négociateurs syndicaux et les organismes négociateurs patronaux qui ont reçu l'avis prévu au paragraphe 163.1 (11) qu'il désire ajouter un nouveau projet à une convention d'exécution de projet existante pour qu'elle le régit.
2. Il joint à l'avis une copie de la convention d'exécution de projet existante ainsi qu'une description générale du nouveau projet et son coût estimatif.
3. Il donne à la Commission une copie de l'avis et la preuve, sous la forme que celle-ci exige, qu'il a donné l'avis à chaque agent négociateur qui y a droit.

Contestation

(3) L'agent négociateur qui a le droit de recevoir l'avis prévu au paragraphe (2) peut, par voie de requête, demander à la Commission de rendre une ordonnance portant que le nouveau projet ne peut pas faire l'objet de la convention d'exécution de projet.

Idem

(4) Le paragraphe 163.1 (3) s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux requêtes présentées en vertu du paragraphe (3).

Requête de l'agent négociateur

(5) L'agent négociateur qui a le droit de recevoir l'avis prévu au paragraphe (2) peut contester l'ajout proposé du nouveau projet à la convention d'exécution de projet existante en en avisant la Commission au plus tard 10 jours après que celle-ci a reçu la copie de l'avis et la preuve visées à la disposition 3 du paragraphe (2).

Décision de la Commission

(6) Dans le cadre d'une contestation visée au paragraphe (5), la Commission rend une ordonnance portant que le nouveau projet ne doit pas être ajouté à la convention d'exécution de projet existante si elle arrive à l'une ou l'autre des conclusions suivantes :

1. La convention d'exécution de projet ne contient pas de clause prévoyant que d'autres projets peuvent y être ajoutés et être régis par elle.
2. Les exigences du paragraphe (2) n'ont pas été respectées et ce fait a nui à l'agent négociateur qui conteste l'ajout.

Idem

(7) La Commission rejette la contestation si elle n'arrive à aucune des conclusions énoncées au paragraphe (6).

Avis d'ajout d'un nouveau projet

(8) Le promoteur peut aviser les agents négociateurs, les organismes négociateurs syndicaux et les organismes négociateurs patronaux précisés au paragraphe (2) de

new project has been added to be governed by the project agreement if,

- (a) no application was made under subsection (3) within the time for making such an application;
- (b) no challenge is made under subsection (5) within the time for making such a challenge; or
- (c) the Board has dismissed any applications or challenges made under those subsections.

Effect of notice

(9) The following apply upon the proponent giving the notice under subsection (8):

- 1. The new project is added to the project agreement.
- 2. Subsections 163.1 (14), (15), (16) and (16.1) apply with respect to the new project on and after the day it is added to the project agreement.

Notice that new project not added

(10) If the Board grants an application made under subsection (3) or makes an order under subsection (6), the proponent shall give notice to the bargaining agents, employee bargaining agencies and employer bargaining agencies specified in subsection (2) that the new project has not been added to the project agreement.

Previous agreements re more than one project

(11) Multiple projects and the addition of new projects under a project agreement described in subsection (13) shall be governed in accordance with the project agreement and not in accordance with section 163.1 and subsections (1) to (10).

Previous agreements deemed valid

(12) The provisions in a project agreement described in subsection (13) dealing with multiple projects and the addition of new projects shall be deemed to be valid.

Same

(13) Subsections (11) and (12) apply with respect to a project agreement if notice was given under subsection 163.1 (11) with respect to the project agreement before November 2, 2000.

37. (1) Subsection (2) applies only if *An Act to amend the Labour Relations Act, 1995 in relation to the construction industry*, being Bill 69 of the 1st Session of the 37th Legislature, is enacted.

(2) The French version of subsection 163.5 (10) of the Act, as set out in section 8 of Bill 69, as reprinted to show the amendments reported to the Legislative Assembly on May 30, 2000, is amended by striking out “conventions concernant un projet” and substituting “conventions d’exécution de projet”.

l’ajout du nouveau projet à la convention d’exécution de projet pour qu’elle le régit, si, selon le cas :

- a) aucune requête n’a été présentée en vertu du paragraphe (3) dans le délai imparti pour ce faire;
- b) aucune contestation n’a été présentée en vertu du paragraphe (5) dans le délai imparti pour ce faire;
- c) la Commission a rejeté les requêtes ou les contestations présentées en vertu de ces paragraphes.

Effet de l’avis

(9) Les règles suivantes s’appliquent dès que le promoteur donne l’avis prévu au paragraphe (8) :

- 1. Le nouveau projet est ajouté à la convention d’exécution de projet.
- 2. Les paragraphes 163.1 (14), (15), (16) et (16.1) s’appliquent à l’égard du nouveau projet à compter du jour où il est ajouté à la convention d’exécution de projet.

Avis du refus d’ajouter le nouveau projet

(10) Si la Commission accède à une requête présentée en vertu du paragraphe (3) ou rend une ordonnance aux termes du paragraphe (6), le promoteur avise les agents négociateurs, les organismes négociateurs syndicaux et les organismes négociateurs patronaux précisés au paragraphe (2) que le nouveau projet n’a pas été ajouté à la convention d’exécution de projet.

Conventions antérieures : plus d’un projet

(11) Les projets multiples qui font l’objet d’une convention d’exécution de projet visée au paragraphe (13) et l’ajout de nouveaux projets à une telle convention sont régis conformément à la convention et non conformément à l’article 163.1 et aux paragraphes (1) à (10).

Conventions antérieures réputées valides

(12) Les clauses d’une convention d’exécution de projet visée au paragraphe (13) qui traitent de projets multiples et de l’ajout de nouveaux projets sont réputées valides.

Idem

(13) Les paragraphes (11) et (12) s’appliquent à l’égard d’une convention d’exécution de projet si un avis a été donné aux termes du paragraphe 163.1 (11) à l’égard de la convention avant le 2 novembre 2000.

37. (1) Le paragraphe (2) ne s’applique que si la *Loi modifiant la Loi de 1995 sur les relations de travail en ce qui a trait à l’industrie de la construction*, qui constitue le projet de loi 69 de la 1^{re} session de la 37^e Législature, est édictée.

(2) La version française du paragraphe 163.5 (10) de la Loi, tel qu’il est énoncé à l’article 8 du projet de loi 69, dans sa version réimprimée pour indiquer les modifications rapportées à l’Assemblée législative le 30 mai 2000, est modifiée par substitution de «conventions d’exécution de projet» à «conventions concernant un projet».

38. Section 166 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 22, is repealed and the following substituted:

Application re sector

166. (1) A trade union, council of trade unions, or an employer or employers' organization may apply to the Board for a determination of any question that arises as to what sector of the construction industry work performed or to be performed by employees is in.

Withdraw application

(2) The applicant may withdraw an application under subsection (1) upon such conditions as the Board may determine.

Board to inquire

(3) The Board may inquire into an application made under this section.

No hearing

(4) The Board is not required to hold a hearing to make any determination under this section.

Meeting of representatives

(5) Representatives of the trade union or council of trade unions and of the employer or employers' organization or their substitutes shall promptly meet and attempt to settle the matters raised in the application and shall report the outcome to the Board.

Interim or final order

(6) The Board may make any interim or final order it considers appropriate after consulting with the parties.

Cease and desist order

(7) In an interim order or after making an interim order, the Board may order any person, trade union, council of trade unions or employers' organization to cease and desist from doing anything intended or likely to interfere with the terms of an interim order.

Filing in court

(8) A party to an interim or final order may file it, excluding the reasons, in the prescribed form in the Superior Court of Justice and it shall be entered in the same way as an order of that court and is enforceable as such.

When enforceable

(9) An order that has been filed with the court is enforceable by a person, trade union, council of trade unions or employers' organization affected by it on or after the day after the date fixed in the order for compliance.

38. L'article 166 de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 22 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Requête ayant trait au secteur

166. (1) Un syndicat, un conseil de syndicats, un employeur ou une association patronale peut, par voie de requête, demander à la Commission de décider de quel secteur de l'industrie de la construction relève le travail exécuté ou destiné à être exécuté par des employés.

Retrait de la requête

(2) L'auteur de la requête peut retirer la requête visée au paragraphe (1) aux conditions que fixe la Commission.

Enquête de la Commission

(3) La Commission peut faire enquête sur une requête présentée en vertu du présent article.

Aucune audience

(4) La Commission n'est pas obligée de tenir d'audience pour rendre une décision en vertu du présent article.

Rencontre des représentants

(5) Des représentants du syndicat ou du conseil de syndicats et de l'employeur ou de l'association patronale ou leurs remplaçants se rencontrent promptement et tentent de régler les questions qui sont soulevées dans la requête. Ils font rapport des résultats obtenus à la Commission.

Ordonnance provisoire ou définitive

(6) La Commission peut rendre l'ordonnance provisoire ou définitive qu'elle estime appropriée après avoir consulté les parties.

Ordonnance de cesser et de s'abstenir

(7) Dans une ordonnance provisoire ou après avoir rendu une telle ordonnance, la Commission peut ordonner à une personne, à un syndicat, à un conseil de syndicats ou à une association patronale de cesser ou de s'abstenir d'accomplir tout acte visant à entraver ou ayant vraisemblablement pour conséquence d'entraver l'application d'une ordonnance provisoire.

Dépôt à la Cour

(8) Une partie à une ordonnance provisoire ou définitive peut la déposer sans les motifs sous la forme prescrite à la Cour supérieure de justice. Cette ordonnance est consignée de la même façon qu'une ordonnance de la Cour et est exécutoire au même titre.

Exécution

(9) La personne, le syndicat, le conseil de syndicats ou l'association patronale intéressés par une ordonnance déposée à la Cour peut en demander l'exécution le lendemain de la date qui y est fixée pour s'y conformer ou par la suite.

Compliance

(10) A person, trade union, council of trade unions or employers' organization affected by an interim order made by the Board under this section shall comply with it despite any provision of this Act.

Effect of compliance

(11) A person, trade union, council of trade unions or employers' organization that is complying with an interim order made by the Board under this section shall be deemed not to have violated any provision of this Act or of any collective agreement by doing so.

39. (1) Subsection 1 (2) of the *Hospital Labour Disputes Arbitration Act* is amended by striking out "*Labour Relations Act*" and substituting "*Labour Relations Act, 1995*".

(2) Subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out "*Labour Relations Act*" and substituting "*Labour Relations Act, 1995*".

(3) Subsection 2 (2) of the Act is amended by striking out "*Labour Relations Act*" and substituting "*Labour Relations Act, 1995*".

(4) Subsection 3 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 21, Schedule A, section 4, is amended by striking out "sections 19 and 20 of that Act" and substituting "sections 19 and 21 of that Act".

(5) Subsection 6 (19) of the Act is amended by striking out "*Labour Relations Act*" and substituting "*Labour Relations Act, 1995*".

(6) Subsection 10 (1) of the Act is amended by striking out "*Labour Relations Act*" and substituting "*Labour Relations Act, 1995*".

(7) Subsection 10 (7) of the Act is amended by striking out "*Labour Relations Act*" and substituting "*Labour Relations Act, 1995*".

(8) Clause 10 (11) (a) of the Act is amended by striking out "section 14 of the *Labour Relations Act*" and substituting "section 16 of the *Labour Relations Act, 1995*".

(9) Clause 10 (11) (b) of the Act is amended by striking out "section 54 of the *Labour Relations Act*" and substituting "section 59 of the *Labour Relations Act, 1995*".

(10) Subsection 10 (12) of the Act is amended by striking out "subsection 5 (4), subsection 54 (1) and subsection 58 (2) of the *Labour Relations Act*" and substituting "subsections 7 (4), 59 (1) and 63 (2) of the *Labour Relations Act, 1995*".

(11) Clause 10 (13) (a) of the Act is amended by striking out "section 14 of the *Labour Relations Act*"

Conformité

(10) La personne, le syndicat, le conseil de syndicats ou l'association patronale intéressés par une ordonnance provisoire rendue par la Commission en vertu du présent article s'y conforme malgré toute disposition de la présente loi.

Effet de la conformité

(11) La personne, le syndicat, le conseil de syndicats ou l'association patronale qui se conforme à une ordonnance provisoire rendue par la Commission en vertu du présent article est réputé ne pas avoir enfreint de ce fait une disposition de la présente loi ou d'une convention collective.

39. (1) Le paragraphe 1 (2) de la *Loi sur l'arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux* est modifié par substitution de «*Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «*Loi sur les relations de travail*».

(2) Le paragraphe 2 (1) de la Loi est modifié par substitution de «*Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «*Loi sur les relations de travail*».

(3) Le paragraphe 2 (2) de la Loi est modifié par substitution de «*Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «*Loi sur les relations de travail*».

(4) Le paragraphe 3 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 4 de l'annexe A du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par substitution de «articles 19 et 21 de cette loi» à «articles 19 et 20 de cette loi».

(5) Le paragraphe 6 (19) de la Loi est modifié par substitution de «*Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «*Loi sur les relations de travail*».

(6) Le paragraphe 10 (1) de la Loi est modifié par substitution de «*Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «*Loi sur les relations de travail*».

(7) Le paragraphe 10 (7) de la Loi est modifié par substitution de «*Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «*Loi sur les relations de travail*».

(8) L'alinéa 10 (11) a) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 16 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «l'article 14 de la *Loi sur les relations de travail*».

(9) L'alinéa 10 (11) b) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «l'article 54 de la *Loi sur les relations de travail*».

(10) Le paragraphe 10 (12) de la Loi est modifié par substitution de «paragraphe 7 (4), 59 (1) et 63 (2) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «paragraphe 5 (4), 54 (1) et 58 (2) de la *Loi sur les relations de travail*».

(11) L'alinéa 10 (13) a) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 16 de la *Loi de 1995 sur les*

and substituting “section 16 of the *Labour Relations Act, 1995*”.

(12) Clause 10 (13) (b) of the Act is amended by striking out “section 54 of the *Labour Relations Act*” and substituting “section 59 of the *Labour Relations Act, 1995*”.

Commencement

40. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(2) If Bill 69 of the 1st Session of the 37th Legislature is enacted,

- (a) sections 23 and 30 come into force on the later of the day section 3 of Bill 69 is proclaimed in force and the day this Act receives Royal Assent; and
- (b) section 37 comes into force on the later of the day section 8 of Bill 69 is proclaimed in force and the day section 35 of this Act is proclaimed in force.

Short title

41. The short title of this Act is the *Labour Relations Amendment Act, 2000*.

relations de travail» à «l'article 14 de la *Loi sur les relations de travail*».

(12) L'alinéa 10 (13) b) de la Loi est modifié par substitution de «l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*» à «l'article 54 de la *Loi sur les relations de travail*».

Entrée en vigueur

40. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

(2) Si le projet de loi 69 de la 1^{re} session de la 37^e Législature est édicté :

- a) les articles 23 et 30 entrent en vigueur le dernier en date du jour où l'article 3 du projet de loi 69 est proclamé en vigueur et du jour où la présente loi reçoit la sanction royale;
- b) l'article 37 entre en vigueur le dernier en date du jour où l'article 8 du projet de loi 69 est proclamé en vigueur et du jour où l'article 35 de la présente loi est proclamé en vigueur.

Titre abrégé

41. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail*.



3 1761 11470904 1